



FORMATIONS**2016**



# OSEZ L'AVENIR

LES EXPERTISES MÉTIERS Droit social - Ressources humaines - Formation | Droit des affaires | Finance - Gestion | Comptabilité - Contrôle de gestion - Audit | Fiscalité | Banque - Assurance | Immobilier - Construction | Environnement - Sécurité - Énergie | International [WWW.EFE.FR](http://WWW.EFE.FR)

# ÉDITO



**Laetitia Bonnissant**  
Directeur Général Adjoint Secteur Privé  
lbonnissant@efe.fr  
@Laetixe

## AUJOURD'HUI SE FORMER N'EST PLUS UNE OPTION, C'EST DEVENU UNE OBLIGATION !

**Alors autant ne pas se tromper au moment de choisir sa formation.**

Et sur quels critères de choix me direz-vous ?

### **Des critères auxquels EFE est viscéralement attaché :**

- Des programmes techniques et sans blabla inutile
- Des prérequis déterminés et respectés
- Des intervenants experts de terrain et clairement identifiés
- Des méthodes pédagogiques qui vous garantissent la transmission des savoirs
- Des durées et des formats adaptés à vos besoins

**À EFE ON SE FORME AVEC DES PROS** qui sont sélectionnés pour leur expertise, et non pas des formateurs professionnels qui, le matin, animent une formation sur la prise de parole en public et, l'après-midi, sur la négociation de contrat !

### **À EFE ON PRATIQUE ET ON NE FAIT PAS SEMBLANT...**

La théorie vous la trouvez dans les livres ou sur internet... Chez nous : vous faites et vous comprenez, et surtout vous êtes capable de reproduire en situation professionnelle.

**À EFE ON INNOVE TOUJOURS...** même si on ne le fait pas savoir tous les jours à grand renfort de publicité : 35 % de notre offre de formation renouvelée chaque année, des espaces d'apprentissage réinventés plus conviviaux et connectés, de nouveaux formats courts soir et week-end pour expérimenter en 2 heures chrono, de nouvelles certifications en RH et en assurance, des communautés d'apprenants pour échanger à distance quand vous voulez, des supports de formation accessibles en ligne, des évaluations à chaud et à froid totalement dématérialisées...

### **À EFE ON ASSUME NOS 2 UNIVERS DE SPÉCIALITÉS :**

- Les **expertises métiers** parce que ce sont nos origines et on sait de quoi on parle
- Les **expertises humaines** parce que cela fait 15 ans qu'on les aborde et nous y avons apporté notre expertise des métiers pour les faire évoluer et les adapter aux besoins des métiers actuels

### **C'EST QUOI LA DIFFÉRENCE D'EFE AUJOURD'HUI :**

- Véritablement expert de nos domaines à la différence des généralistes
- Véritablement multispécialiste contrairement aux monospécialistes historiques et aux nouveaux entrants sur le marché de la formation

**NOUS SOMMES AVANT TOUT LES SPÉCIALISTES DE VOTRE RÉUSSITE !  
ALORS CHOISISSEZ-NOUS.**

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

## PRÉAMBULE

8 bonnes raisons de choisir EFE	4
Se former avec des PROS	6
Une pédagogie INTERACTIVE et PARTICIPATIVE	8
Une démarche QUALITE orienté RÉSULTATS	9
BLENDED learning	10
Learning EXPERIENCE	11
DIPLÔMES & CERTIFICATS	12
Éditions, blogs et newsletters	14
EXPERTISES Humaines et Secteurs public/privé	15
Formations SOIR & WEEK-END pour TOUS	16

## ZOOM SUR LES EXPERTISES MÉTIERS

● Droit social - Ressources humaines - Formation	46
● Droit des affaires	118
● Finance - Gestion	214
● Comptabilité - Contrôle de gestion - Audit	254
● Fiscalité	296
● Banque - Assurance	346
● Immobilier - Construction	434
● Environnement - Sécurité - Énergie	470
● International	528

## COMMENT CHERCHER DANS LE CATALOGUE ?

Sommaire général	20
Sommaire des 103 formations longues et certifiantes	22
Sommaire des 600 formations classées par expertises métiers	24

## J'AI TROUVÉ MA FORMATION, JE FAIS QUOI ?

Je découvre les étapes de mon expérience formation	544
Je remplis le bulletin d'inscription	545



# 8 BONNES RAISONS DE CHOISIR EFE

## ACCOMPAGNEMENT

Une équipe à votre écoute pour recueillir vos attentes et vous aider

- Simplification de vos démarches administratives
- Conseils sur les modes de financement
- Engagement sur l'ouverture garantie de sessions

### CONTACTEZ-NOUS

01 44 09 25 08  
infoclient@efe.fr



## CONCEPTEURS EXPERTS

Des responsables de secteur experts en contenu et en pédagogie

- Garantie d'une offre actualisée pour répondre aux évolutions de vos métiers
- Associant les dernières techniques de **pédagogie interactive et participative**



1

2

3

4

## FORMATEURS EXPERTS

Des professionnels en activité qui vous forment

- Sélectionnés pour leurs **compétences opérationnelles**
- Formés à nos méthodes pédagogiques et **labellisés FORMATEURS ABILWAYS**
- **Identifiés** sur les programmes



## E-ÉVALUATIONS



- A **J+3 jours** : pour mesurer l'atteinte des objectifs de la formation
- A **J+3 mois** : pour évaluer le transfert des acquis en situation professionnelle

Ne suivez pas une formation,

# VIVEZ UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

## HOMOLOGATIONS & CERTIFICATIONS

Par des organisations professionnelles de référence



5

## DÉMARCHE RSE

Déjà 10 ans de Développement Durable avec des actions concrètes dans plusieurs domaines dont :

- La mise en place d'une **plateforme LMS** pour héberger vos **supports pédagogiques**, vos **bilans qualité** et **échanger** avant, pendant et après la formation
- L'utilisation de **papers certifiés PEFC** pour l'impression de nos catalogues et supports promotionnels
- L'**adhésion** depuis 2009 à **EcoFolio**, "l'éco-organisme des papiers"

6

## PRIVILÈGES & VIP

Des conditions tarifaires préférentielles

- **Nouveau client** : -20 % sur votre 1<sup>ère</sup> commande
- **Fidélité récompensée** : faites le point avec nos conseillers
- **Pass dégressif** : -15 % pour le 2<sup>e</sup> inscrit à une même session de formation et -20 % dès le 3<sup>e</sup> inscrit

Accords cadres

- **Remise annuelle** négociée pour l'ensemble de vos établissements
- **Traitement VIP** de votre compte par un interlocuteur unique



7

## CONVIVIALITÉ

Un lieu d'échanges à forte valeur ajoutée

- **2 à 15 participants par session** pour faciliter l'apprentissage
- Un **espace privilégié de networking** et d'échanges professionnels



8

# SE FORMER...



## NOS SOLUTIONS **INTER** ENTREPRISES

### LA CONFÉRENCE D'ACTUALITÉ



- Le **rendez-vous incontournable de votre métier** avec les meilleurs experts
- Vivez une expérience unique et riche de **partages avec vos pairs**
- Un investissement gagnant avec **les best practices** du moment

LE CHOIX PARI 150 CONFÉRENCES D'ACTUALITÉ

### LA FORMATION CATALOGUE

- Animée par un **opérationnel labellisé FORMATEUR ABILWAYS** qui connaît votre métier
- Scénarisée avec une **pédagogie participative et interactive**
- Une **mise en pratique immédiate** dans votre quotidien
- S'initier, se perfectionner, se spécialiser : **une multitude de formats**



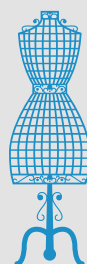
LE CHOIX PARI 900 FORMATIONS CATALOGUE

© FreePress.com



## NOS SOLUTIONS **INTRA** ENTREPRISE

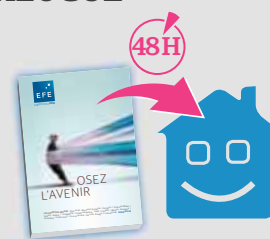
### LA FORMATION SUR MESURE



- L'assurance d'une **réponse adaptée** à votre contexte, votre culture d'entreprise et vos objectifs business
- Le choix parmi un **réseau d'experts labellisés FORMATEURS ABILWAYS**
- Un suivi jusqu'à la **mesure des résultats** et des effets produits

### LA FORMATION CATALOGUE CHEZ VOUS

- 900 formations catalogue à votre disposition **quand vous voulez et où vous voulez**
- La promesse d'une réponse **sous 48 heures**



POUR VOUS AIDER DANS VOS CHOIX  
**01 44 09 25 08** ou **infoclient@efe.fr**

# AVEC DES **PROS**

## DES PROFESSIONNELS QUI FORMENT ET NON DES FORMATEURS PROFESSIONNELS



### LE LABEL FORMATEUR ABILWAYS

**SON OBJECTIF** : associer les compétences techniques de nos experts à l'identité pédagogique du Groupe ABILWAYS

#### 3 PRINCIPES PÉDAGOGIQUES GARANTIS

- **Apprendre à apprendre** : respecter un modèle de formation orientée terrain construite autour d'une pédagogie active
- **Apprendre à innover** : se renouveler en permanence avec du digital, du ludique, de la pédagogie inversée...
- **Apprendre à partager** : échanger entre pairs en favorisant l'apprentissage informel

**Vous assurer l'efficacité de la transmission des savoirs : c'est l'enjeu du LABEL FORMATEUR ABILWAYS !**



# UNE PÉDAGOGIE INTERACTIVE & PARTICIPATIVE

## LA PÉDAGOGIE PRO® PAR EFE

**P**ratiquer grâce à une pédagogie 100 % opérationnelle, dispensée par des experts de terrain

**R**épondre de manière concrète aux problématiques métiers des participants

**O**ptimiser l'acquisition des savoirs grâce au Blended Learning et aux communautés d'apprenants

### LES TECHNIQUES PÉDAGOGIQUES ACTIVES

- **Soyez acteur** de votre formation : mises en situation, jeux de rôles et partages d'expériences
- **Construisez votre savoir** : autodiagnosics, exercices d'application et études de cas
- **Mettez en application les acquis** de la formation : plan d'action personnel

### LES JEUX PÉDAGOGIQUES

- Le **Méli-mélo** pour découvrir un contenu
- Le **Domino quiz** pour mesurer les prérequis
- Le **Juri-bingo** pour évaluer les connaissances acquises
- La **Course aux savoirs** pour partager des pratiques et/ou appliquer une technique



### LA SCÉNARISATION DE NOS FORMATIONS

C'est vivre le contenu de votre formation en vous mettant " **dans la peau de...** "

Que vous soyez dans la peau d'un actionnaire, d'un chef de projet ou d'un négociateur... : la scénarisation de nos formations en présentiel vous emporte vers les objectifs pédagogiques de la formation au cours de laquelle **vous incarnez un métier, un profil, un statut.**

Cette approche garantit **la mise en pratique opérationnelle** des acquis dès la formation. Sa finalité est de **coconstruire les meilleures solutions professionnelles** avec vous.

Identifiez nos formations " *dans la peau de...* " grâce à ce picto : 😊

**NE SUIVEZ PAS UNE FORMATION, VIVEZ UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**





# UNE DÉMARCHE QUALITÉ ORIENTÉE RÉSULTATS



**98,3%** DE SATISFACTION CLIENTS



## LA QUALITÉ EFE

Qualité de nos formations qui s'inscrivent dans le cadre légal et bénéficient de la **QUALIFICATION ISQ OPQF**



Qualité relationnelle et informationnelle : **ACCÈS RAPIDE ET GUIDÉ À L'INFORMATION** sur nos offres de formations et de services

**35%** Qualité des contenus : **DE NOTRE OFFRE RENOUVELÉE** chaque année

Qualité de la pédagogie : prérequis déterminés et respectés, **100% OPÉRATIONNELLE**, experts labellisés **FORMATEURS ABILWAYS, ESPACES D'APPRENTISSAGES RÉINVENTÉS**

Qualité des certifications : des **CRITÈRES OBJECTIFS DE RÉUSSITE** aux examens et une **EMPLOYABILITÉ RENFORCÉE**

## L'ÉVALUATION DE NOS FORMATIONS

### ÉVALUATION À CHAUD

à J+3 jours un bilan qualité dématérialisé pour mesurer l'atteinte des objectifs de la formation

### ÉVALUATION À FROID

à J+3 mois une e-évaluation du transfert des acquis en situation professionnelle

### QUIZ AMONT/AVAL

Pour les formations qui le prévoient, une mesure de la progression des connaissances



Un **RAPPEL SYSTÉMATIQUE** des participants insatisfaits pour trouver des solutions alternatives



**LEARNING ADVISOR** : les avis et recommandations des participants à nos formations pour un choix éclairé



Retrouvez-les sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr) sur les fiches formation concernées

# BLENDED LEARNING



## VIVEZ UNE EXPÉRIENCE APPRENANTE À 360°

avant, pendant et après le présentiel



### RENFORCER Classe virtuelle

- Pour favoriser les retours d'expérience post formation
- Pour aider à formaliser son mémoire et préparer sa soutenance dans les formations certifiantes



### S'ÉVALUER

#### Quiz amont

Pour tester son niveau de connaissances en amont de la formation présentielle



### PARTAGER

#### Communautés d'apprenants

Un espace collaboratif pour partager savoirs et pratiques pendant et après sa formation

## FORMATION PRÉSENTIELLE



### VALIDER

#### Quiz aval

Pour valider les acquis de la formation et formaliser sa progression



### PRATIQUER

#### Exercices d'intersession

Dans les formations longues, pour valider les acquis et préparer la session suivante



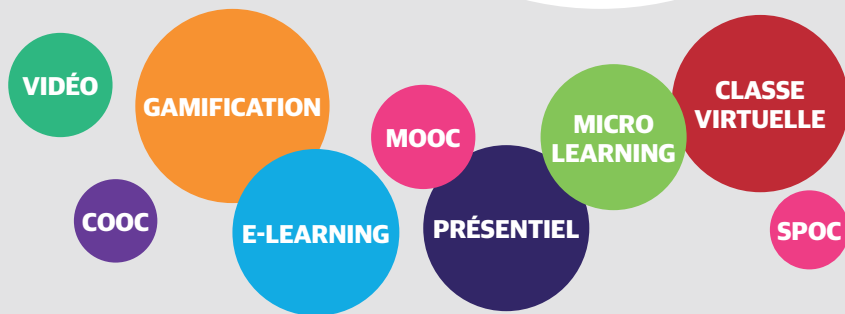
### PROGRESSER ATAWAD\*

#### Module e-learning

- Pour se préparer au présentiel
- Pour renforcer l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

# LEARNING EXPERIENCE



**ON PEUT APPRENDRE DE 1 000 MANIÈRES  
QUELLE EST LA BONNE COMBINAISON ?**

Conseil

Conception  
multimédia

Réalisation  
technique

**ABILWAYS DIGITAL PLACE**  
*Construisons ensemble votre Learning Experience*

## LA BRIGADE



**Jean-Marc Fayolle**  
M. Direction de Projet  
01 44 09 24 14  
jmfayolle@abilways.com



**Marion Breuleux**  
Mme Contenu



**Fabienne Lochardet**  
Mme Pédago



**Benoît Paulon**  
M. Techno

## LES RESSOURCES

Plateforme LMS

Tableau interactif

Learning Room

Studio TV

Digital Room

Tournage, synopsis

Salle de montage

Studio Radio

# DIPLÔMES & CERTIFICATS

## 1 DIPLÔME & DES CERTIFICATS

**EFE et SUPdesRH** vous proposent une formation diplômante et des formations certifiantes version Executive, compatibles avec votre activité professionnelle

Titre certifié de Niveau II inscrit au RNCP et éligible au CPF  
**CHARGÉ(E) DES RESSOURCES HUMAINES**

En partenariat avec



## NOUVEAUTÉ

Bénéficiez d'un **certificat SupdesRH sur le bloc de compétences de votre choix**, reconnu au RNCP et éligible au CPF.

Plus d'informations page 54 ou sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## 3 CQP EN ASSURANCE

**EFE est agréé par la branche professionnelle du Courtage** pour proposer et dispenser les formations en lien avec les 3 Certificats de Qualification Professionnelle :

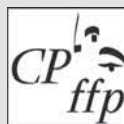
- CQP Gestionnaire Assurances de personnes
- CQP Gestionnaire de Sinistres IARD
- CQP Gestionnaire de Production IARD

**LES CQP SONT ÉLIGIBLES AU CPF**

Plus d'informations pages 385 à 387 ou sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## ● LES CERTIFICATS PROFESSIONNELS FFP



Délivrés par un jury d'experts, ils valident des compétences en attestant de la maîtrise d'un métier, d'une fonction, d'une activité.

### + BÉNÉFICES POUR LE SALARIÉ

- validation officielle des acquis de la formation
- reconnaissance des compétences professionnelles

### + BÉNÉFICES POUR L'ENTREPRISE

- mesure objective des résultats de la formation
- garantie du développement des compétences de vos collaborateurs

**33** CYCLES CERTIFIANTS

à découvrir p. 22

**31** PARCOURS MÉTIERS

## ● LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

**VAE**

Savez-vous que votre expérience vaut un diplôme ?

### La VAE permet de :

- valider des compétences, savoirs et savoir-faire acquis dans une activité, une fonction, un métier
- obtenir, sans formation ou avec un complément de formation, une certification professionnelle

**La certification obtenue par la VAE est la même que celle obtenue par la formation continue.**

Retrouvez les conditions, modalités et financements sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

### Un processus en 3 étapes :

- 1** Étude de recevabilité de la candidature
- 2** Constitution du dossier de VAE et accompagnement personnalisé sur demande
- 3** Validation totale ou partielle des compétences clés devant un jury de certification

# ÉDITIONS, BLOGS & NEWSLETTERS

## LES ÉDITIONS EFE

Retrouvez toute notre expertise dans les éditions EFE :  
des ouvrages pratiques pour des solutions clés en main



## BLOGS ET NEWSLETTERS

Abonnez-vous gratuitement à nos NEWSLETTERS MENSUELLES  
pour rester à la pointe de l'actualité.

**Le choix parmi 11 newsletters thématiques**

Partagez les meilleurs pratiques avec nos experts sur les **BLOGS EFE**

## ABONNEZ-VOUS



# NOS AUTRES EXPERTISES

## LES EXPERTISES HUMAINES

**PLUS DE 200 FORMATIONS** pour accompagner le **DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES** de l'ensemble de vos collaborateurs



**EFFICACITÉ  
PROFESSIONNELLE  
DÉVELOPPEMENT  
PERSONNEL**



**MANAGEMENT  
& LEADERSHIP**



**MANAGEMENT  
DE PROJET**



**ASSISTANT(E)S  
SECRÉTAIRES**

## LES EXPERTISES SECTEURS PUBLIC/PRIVÉ

**PLUS DE 200 FORMATIONS** dédiées aux métiers et aux nouvelles réglementations du **SECTEUR PUBLIC** et de ses entreprises partenaires



**MARCHÉS ET  
CONTRATS PUBLICS**



**TRAVAUX  
CONSTRUCTION  
BÂTIMENTS**



**URBANISME  
AMÉNAGEMENT  
MAÎTRISE FONCIÈRE**



**COMPTABILITÉ  
FINANCES  
BUDGET**



**ENVIRONNEMENT  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**



**FONCTION PUBLIQUE  
GRH**



**DOMAINE PUBLIC  
OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES  
LOGEMENT SOCIAL**



**MANAGEMENT PUBLIC  
EFFICACITÉ  
PROFESSIONNELLE**

Découvrez toute notre offre sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Ou commandez gratuitement vos catalogues au **01 44 09 25 08**  
ou par e-mail : [infoclient@efe.fr](mailto:infoclient@efe.fr)

# FORMATIONS SOIR & WEEK-END POUR TOUS

## 2H POUR EXPÉRIMENTER ET REPARTIR AVEC DES CLÉS CONCRÈTES D'ACTION

Suivez des formations "action", véritables expériences professionnelles riches en apports et échanges.

En 10 minutes chrono, l'animateur apporte les éléments contextuels nécessaires à la prise en main du concept, de la thématique ou des enjeux de la rencontre.

**ENSUITE,  
PLACE  
À L'ACTION !**

**2H**  
**49€<sup>TTC</sup>**



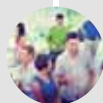
### **BRAINSTORMING**

des ateliers en sous-groupes de 4 à 6 personnes pour discuter et échanger sur les problématiques



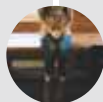
### **LUDOPÉDAGOGIE**

des jeux pour vivre pleinement les apports de la formation



### **MIND MAPPING / PHOTOLANGAGE**

des temps d'échanges créatifs



### **ACTING**

des mises en situation immédiates qui facilitent l'expérimentation, des méthodes et outils clés en main proposés par l'animateur



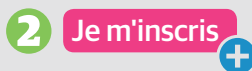
### **2 HEURES APRÈS**

des participants conscients des savoirs acquis et opérationnels dès le lendemain !

## POUR M'INSCRIRE : UN PROCESSUS EN 4 ÉTAPES



Je vais sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr), rubrique "SOIR & WEEK-END"



Je choisis ma formation et je clique sur "Je m'inscris"



Je paie en ligne sur un espace sécurisé



J'imprime mon billet à présenter le jour de la formation



# 23 NOUVELLES FORMATIONS SOIR & WEEK-END

## Je muscle ma mémoire en 2h !

Et si vous laissiez parler l'éléphant en vous ?

### OBJECTIFS

- Comprendre comment fonctionne la mémoire.
- Découvrir des techniques de mémorisation rapide.
- Savoir se préparer pour mieux mémoriser.

### ANIMATEUR

Christine CARSTENSEN  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59066 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je me présente en 2 minutes !

Vendez-vous, vendez votre projet, soyez efficaces !

### OBJECTIFS

- Définir les éléments importants de sa présentation.
- Expérimenter l'elevator pitch.
- Avoir le feedback de plusieurs personnes sur son elevator pitch.

### ANIMATEUR

Hubert MYON  
Consultant formateur

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59332 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## J'expérimente la méditation pleine conscience

Stoppez les ruminations mentales et ressourcez-vous !

### OBJECTIFS

- Comprendre ce qu'est la méditation pleine conscience.
- Connaître quelques exercices de méditation pleine conscience.
- Utiliser la méditation pleine conscience au quotidien.

### ANIMATEUR

Frédérique LUSZCZYNSKI  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59335 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je gère mon stress efficacement !

Laissez échapper la pression en quelques minutes

### OBJECTIFS

- Identifier ses facteurs de stress.
- Relâcher la pression en 5 minutes.
- Acquérir des clés de gestion du stress.

### ANIMATEUR

Stéphanie MARECAUX  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59034 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je développe mes talents de médiateur

En famille, avec vos collègues, vos clients : les ressorts de la médiation à votre secours !

### OBJECTIFS

- Comprendre ce qu'est la médiation et comment elle peut servir au quotidien.
- Acquérir les premiers réflexes d'un médiateur.
- Résoudre un conflit avec la médiation.

### ANIMATEUR

Hubert MYON  
Consultant formateur

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59300 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je passe en mode start up !

Mettez un peu d'agilité dans votre quotidien

### OBJECTIFS

- Connaître des start ups innovantes.
- Faire preuve d'innovation au quotidien.
- S'inspirer des start ups pour casser sa routine.

### ANIMATEUR

Antoine AMIEL  
Fondateur - Consultant  
LEARN ASSEMBLY

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59306 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je décrypte les bilans et comptes de résultat

Non-comptables, soyez plus à l'aise avec les états financiers

### OBJECTIFS

- Cerner la logique et les mécanismes de l'élaboration des états financiers.
- Lire et comprendre les documents de synthèse comptable.
- Pratiquer les mots de la comptabilité.

### ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion, FRUCTEAM

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 69103 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## J'organise ma transmission d'entreprise

Organisez la transmission dans les meilleures conditions

### OBJECTIFS

- Anticiper la transmission.
- Céder à titre gratuit ou onéreux.
- Cerner les taxes impliquées.

### ANIMATEUR

Paul DUVAUX  
Avocat Fiscaliste  
CABINET DUVAUX

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 39127 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

# 23 NOUVELLES FORMATIONS SOIR & WEEK-END

## Je défiscalise mon impôt sur le revenu

Optimisez votre déclaration d'IR

### ● OBJECTIFS

- Assimiler les règles de calcul.
- Exploiter la fiscalité des revenus fonciers.
- Remplir une déclaration de revenus.

### ✦ ANIMATEUR

Jenny LAMY  
Avocat à la Cour

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 39128 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Copropriété et syndic

Je démystifie les règles et les pratiques

### ● OBJECTIFS

- Cerner les rôles et les responsabilités de chacun.
- Analyser le contrat de syndic et le règlement de copropriété.
- Participer efficacement aux assemblées de copropriétaires.

### ✦ ANIMATEUR

Christine DOBROHODOV  
Juriste en droit immobilier  
Professeur de droit à l'ESPI  
Expert judiciaire

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 29176 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je sécurise la rupture de mon contrat de travail

Choisissez le bon mode de rupture

### ● OBJECTIFS

- Identifier les différents modes de rupture du contrat.
- Cerner les avantages et les inconvénients de chaque mode de rupture.
- Connaître les modalités de contentieux.

### ✦ ANIMATEUR

Anne VAN DER WEIDE  
Consultante en ressources humaines

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 19164 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Contrat de travail dans le secteur des services à la personne

Je rédige les clauses essentielles

### ● OBJECTIFS

- Choisir le type de contrat de travail adapté.
- Sécuriser les principales clauses du contrat.
- Intégrer les modalités de règlement des litiges éventuels.

### ✦ ANIMATEUR

Valérie de LOREILHE  
Avocat à la Cour  
VDL AVOCAT

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 19165 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je calcule mes droits à la retraite

Anticipez votre départ à la retraite

### ● OBJECTIFS

- Connaître les formalités à accomplir.
- Identifier les différents organismes de retraite.
- Intégrer les règles de liquidation.

### ✦ ANIMATEUR

Patricia BOURGOIN  
Consultante en gestion de patrimoine

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 19166 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Les bases d'un bon business plan

Augmentez vos chances pour convaincre

### ● OBJECTIFS

- Savoir à quoi sert un business plan.
- Identifier les points clés pour rédiger un bon business plan.
- Présenter son projet.

### ✦ ANIMATEUR

Sofia KHALFAT  
Directrice financière  
SKDIR FINANCE

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 99299 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je choisis ma RC professionnelle

Sachez comparer les offres

### ● OBJECTIFS

- Cerner le mécanisme de la responsabilité civile.
- Distinguer les différents risques couverts.
- Identifier les garanties les plus adaptées à vos besoins.

### ✦ ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 99339 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je souscris une assurance vie

Investissez en toute sécurité

### ● OBJECTIFS

- Connaître l'environnement juridique de l'assurance vie.
- Identifier les avantages fiscaux.
- Choisir le produit en fonction du profil de risque.

### ✦ ANIMATEUR

Francine TORTIGET  
Consultante en gestion du patrimoine

Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 99340 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Réglementation thermique et économies d'énergie

J'améliore l'efficacité énergétique de mon logement

### ● OBJECTIFS

- Comprendre la réglementation thermique dans l'habitat collectif et individuel.
- Identifier les sources d'économies d'énergies et les solutions performantes.
- Évaluer le coût et le retour sur investissement de vos travaux.

### ✦ ANIMATEUR

Éric Caverne, Directeur  
Expert conseil en énergie, AGGEE

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 49104 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Mes droits et obligations dans une concertation et une enquête publique

J'interviens efficacement tout au long de la procédure

### ● OBJECTIFS

- Connaître les procédures de concertation et d'enquête publique.
- Maîtriser vos modalités d'intervention.
- Savoir intervenir et prendre la parole lors d'une réunion de concertation.

### ✦ ANIMATEUR

Frédérique Ferrand  
Avocat à la Cour  
SELARL HORUS AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79332 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je me défends face à une expropriation ou une préemption

Faites valoir vos droits face à la procédure

### ● OBJECTIFS

- Connaître les conditions de mise en œuvre d'une expropriation ou d'une préemption.
- Identifier les procédures associées et le processus d'indemnisation.
- Mettre en œuvre les recours.

### ✦ ANIMATEUR

Olivier SAVIGNAT  
Avocat à la Cour  
OS-AVOCAT

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79331 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je mène mon projet de construction individuelle

Gardez la main à la chaque étape !

### ● OBJECTIFS

- Planifier chaque étape de votre projet et maîtriser les délais.
- Choisir les intervenants et maîtriser leurs obligations.
- Réceptionner votre bien.

### ✦ ANIMATEUR

Pierre DOYARD  
Consultant-formateur  
Architecte DPLG

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79334 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## J'achète en VEFA

Sécurisez l'acquisition de votre bien

### ● OBJECTIFS

- Comprendre les mécanismes d'une offre en VEFA et les obligations du promoteur.
- Prévoir l'échelonnement des paiements.
- Maîtriser le contenu du contrat, les garanties associées et leur rôle.

### ✦ ANIMATEUR

Patrick MENEGHETTI  
Avocat à la Cour  
MENEGHETTI AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79333 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je dépose un permis de construire

Sécurisez la réalisation de votre projet

### ● OBJECTIFS

- Identifier les étapes de la demande du permis.
- Maîtriser les points nécessaires à l'instruction de la demande.
- Éviter les pièges pour ne pas essuyer un refus.

### ✦ ANIMATEUR

Frédéric RENAUDIN  
Avocat à la Cour  
CLAIRANCE AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79330 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je gère un contentieux face à l'administration

Tout ce que vous devez savoir !

### ● OBJECTIFS

- Comprendre vos droits et obligations.
- Connaître les voies de recours.
- Argumenter et défendre ses droits.

### ✦ ANIMATEUR

Pierre REINE  
Avocat à la Cour  
EARTH AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79335 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016





# SOMMAIRE GÉNÉRAL 2016

## APERÇU RAPIDE DE NOS EXPERTISES MÉTIERS

### Droit social - Ressources humaines - Formation

Droit social	58
Recrutement et développement des compétences	74
Formation	82
Paie et administration du personnel	94
Relations sociales	105
Santé et sécurité au travail	110
Process et outils RH	113

### Droit des affaires

Droit des sociétés	132
Droit des contrats	149
Concurrence - Distribution - Consommation	163
Garanties et recouvrement	171
Prévention des risques - Responsabilité - Contentieux	172
Les assurances de l'entreprise	400
Droit immobilier et de l'urbanisme	177
Droit du digital et de la propriété intellectuelle	186
Droit international des affaires	197
Juristes : développez de nouvelles compétences	199
Assistant(e)s juridiques	207
Initiations au droit des affaires	123

### Finance - Gestion

Corporate finance	222
Gestion de l'entreprise	246

### Comptabilité - Contrôle de gestion - Audit

Techniques comptables pour les collaborateurs	263
Techniques comptables pour les responsables	272
Management des équipes comptables et financières	275
Consolidation et normes IFRS	276
Comptabilités étrangères et anglais comptable et financier	279
Gestion de l'entreprise	281
Audit	292
Lire et interpréter les états financiers	257
Les initiations	257

### Fiscalité

Fiscalité des sociétés	304
Fiscalité des groupes	317
Fiscalité internationale	324
Fiscalité immobilière	328
Fiscalité en banque assurance	299
TVA - Douanes - CET et impôts locaux	331
Contrôle et contentieux	337
Ingénierie fiscale du patrimoine	299
Les initiations	299



# QUE CHERCHEZ-VOUS ?

## UNE FORMATION LONGUE ET/OU CERTIFIANTE

J'étudie le sommaire des 103 formations longues et certifiantes **p. 22**

## UNE FORMATION COURTE SOIR & WEEK-END

Je découvre les 23 nouvelles formations de 2 heures, accessibles à tous, le soir & le week-end **p. 16**

## UNE FORMATION RÉPONDANT À MON DOMAINE D'EXPERTISE

Je plonge dans le sommaire détaillé des 600 formations EXPERTISES MÉTIERS **p. 24**

### Banque - Assurance

Droit bancaire et financier	356
Banque digitale	362
Gestion de patrimoine	365
Métiers de la banque	372
Marchés financiers	379
Fondamentaux juridiques de l'assurance	388
Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)	395
Assurances de personnes	408
Vente et action commerciale en assurance	416
Comptabilité et actuariat	419
Gestion des risques et gouvernance	431

### Immobilier - Construction

Projets immobiliers	440
Droit immobilier - Baux commerciaux	436
Gestion financière et fiscale de l'immobilier	437
Opérations de travaux - Assurances	460
Environnement - Énergie - Santé - Sécurité	437

### Environnement - Sécurité - Énergie

Les métiers	476
Droit de l'environnement	480
Installations classées (ICPE)	483
Sites et sols pollués	486
Déchets	490
Eau	492
Santé et sécurité : réglementation et métiers	495
Évaluation, analyse et gestion des risques	498
Management de l'environnement et de la sécurité	501
Bâtiments	503
Énergie	513
Développement durable	521
Partenariat EFE - INSAVALOR	523

### International

Droit international des affaires	530
Fiscalité et finance internationales	530
Comptabilité à l'international	530
Les formations en anglais	530



# SOMMAIRE DES 103 FORMATIONS

## Droit social - Ressources humaines - Formation

### • FORMATION DIPLÔMANTE

Titre " Chargé(e) des ressources humaines "  54


### • PARCOURS MÉTIERS

Responsable des ressources humaines  56

Responsable formation et développement des compétences  56

Juriste en droit du travail  57

### • CYCLES CERTIFIANTS

Juriste spécialisé en droit social    60

Responsable recrutement    74


Responsable formation    82

Chargé(e) de formation    84

Formateur  90

Gestionnaire paie    94

Gestion des ressources humaines    102

Responsable des relations sociales    108

### • CYCLES LONGS

L'essentiel du droit social  64

Assistant(e) Ressources Humaines  101

L'essentiel de la fonction RH   115

## Droit des affaires

### • PARCOURS MÉTIERS

Juriste d'affaires en entreprise 130

Juriste confirmé en droit des sociétés  130

Juriste confirmé en droit des contrats  131

Parcours CIL  193

Assistant(e) juridique 131

### • CYCLES CERTIFIANTS

Juriste d'entreprise    132

Juriste spécialisé en droit des sociétés    136

Administrateur de société    142

Juriste spécialisé en droit des contrats    154


Contract manager    158

Assistant(e) juridique    208

### • CYCLES LONGS

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés  138

Maîtriser l'essentiel du droit des contrats  153

Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence  164


Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme  183

Maîtriser l'anglais juridique des affaires   201

L'essentiel du droit bancaire  356

L'essentiel du droit des assurances  389

Assistant(e) juridique  207

Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux  212

## Finance - Gestion

### • PARCOURS MÉTIER

Responsable financier  224

### • CYCLES CERTIFIANTS

Finance d'entreprise   222

Responsable des fusions-acquisitions   238

### • CYCLES LONGS

Les fondamentaux en corporate finance  230

Devenir manager  @

## Comptabilité - Contrôle de gestion - Audit

### • PARCOURS MÉTIERS

Chef comptable  262

Contrôleur de gestion expert  262

Résultat fiscal  303

### • CYCLES CERTIFIANTS

Comptable d'entreprise   266

Contrôleur de gestion   282

### • CYCLES LONGS

Accéder à la fonction de collaborateur comptable  265

Accéder à la fonction contrôleur de gestion  284



## Fiscalité

### • PARCOURS MÉTIERS

Fiscaliste d'entreprise  303

Résultat fiscal  303

### • CYCLE CERTIFIANT

Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises   306

### • CYCLES LONGS

Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise  308

Déterminer et gérer le résultat fiscal  310

Pratiquer la gestion de patrimoine  365

## Banque - Assurance

### • PARCOURS MÉTIERS

Conseiller en gestion de patrimoine  354

Juriste en droit bancaire  354

Intermédiaire en assurance 384

Gestionnaire des sinistres IARD  355

Juriste en droit des assurances 355

### • CQP

CQP Gestionnaire de production IARD 385

CQP Gestionnaire de sinistre IARD 386

CQG Gestionnaire Assurance de Personnes 387

### • CYCLES LONGS









Pratiquer la gestion de patrimoine  365

L'essentiel du droit bancaire  356

L'essentiel du droit des assurances  389

# CERTIFIANTES & LONGUES

## Immobilier - Construction

• PARCOURS MÉTIER		
Directeur immobilier		440
• CYCLES CERTIFIANTS		
Responsable de montage d'opérations immobilières	 	452
Maître d'ouvrage	 	462
Aménageur	 	444
• CYCLE LONG		
Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme		183




## Environnement - Sécurité - Énergie

• PARCOURS MÉTIERS		
Responsable Hygiène sécurité environnement		476
Responsable environnement		476
Responsable énergie confirmé		477
Responsable efficacité énergétique du bâtiment		477
• CYCLES CERTIFIANTS		
Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	 	478
Responsable énergie en entreprise	 	516
• CYCLES LONGS		
Maîtriser le droit de l'environnement industriel		482
Gestion d'une installation classée		483







## International

• CYCLE LONG		
Maîtriser l'anglais juridique des affaires	 	534







## Efficacité professionnelle - Développement personnel

• CYCLES LONGS		
Les fondamentaux de l'efficacité professionnelle		@
Mieux se connaître pour gagner en efficacité		@
Les 6 piliers du développement personnel		@
Assertivité et leadership - Niveau 2		@
S'affirmer et sortir des conflits - Assertivité niveau 2		@









## Management & leadership

• PARCOURS MÉTIERS		
Manager d'équipe confirmé		@
Middle Manager		@
• CYCLES CERTIFIANTS		
Nouveau Manager	 	@
Manager de proximité	 	@
• CYCLES LONGS		
Manager une business unit		@
Devenir manager		@
Manager une équipe		@
Assertivité et leadership - Niveau 2		@
Community Manager - Formation CFP		@











## Management de projet

• PARCOURS MÉTIER		
Chef de Projet confirmé		@
• CYCLE CERTIFIANT		
Chef de projet	 	@
• CYCLES LONGS		
Les fondamentaux du management de projet		@
Les clés du management de projet		@
Management de projet dans l'espace public		@
Se préparer à la certification PMP®		@

## Assistant(e)s - Secrétaires

• PARCOURS MÉTIER		
Assistant(e) de direction en entreprise		@
• CYCLES CERTIFIANTS		
Assistant(e) de direction	 	@
Office Manager	 	@
• CYCLES LONGS		
Devenir assistant(e)		@
Mieux se connaître pour gagner en efficacité		@
Assistant(e) Ressources Humaines		@

## Secteurs public/privé

• PARCOURS MÉTIERS		
Acheteur public		@
Responsable de projets urbanisme et aménagement		@
Responsable d'opérations d'aménagement		@
Chargé d'opérations immobilières		@
Directeur immobilier		@
Chargé d'opérations de construction		@
• CYCLES CERTIFIANTS		
Manager d'un service achat	 	@
Responsable urbanisme et aménagement	 	@
Aménageur	 	@
Responsable de montage d'opérations immobilières	 	@
Maître d'ouvrage	 	@
Gestionnaire des ressources humaines	 	@
• CYCLES LONGS		
Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme		@
Gestion financière et pilotage de la performance		@
Management de projet dans l'espace public		@



@ FORMATIONS DE NOS CATALOGUES  
**EXPERTISES HUMAINES ET**  
**EXPERTISES SECTEURS PUBLIC/PRIVÉ**  
 Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

# SOMMAIRE DES 600 FORMATIONS



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## CERTIFICATION SUPdesRH

Titre certifié de niveau II reconnu au RNCP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## HOMOLOGATION PAR LA CNCC

Liste des formations homologuées par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## DROIT SOCIAL RESSOURCES HUMAINES FORMATION

### Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Les fondamentaux du droit social	52
Découvrir l'essentiel des IRP	52
La diversité en entreprise	53
REPORT ÂGES : gestion des âges dans l'entreprise	53
L'entretien d'appréciation	53
L'entretien de recrutement	53

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### Formations certifiantes et longues

#### • FORMATION DIPLÔMANTE

Titre " Chargé(e) des ressources humaines " 54

#### • PARCOURS MÉTIERS

Responsable des ressources humaines 56

Responsable formation et développement des compétences 56

Juriste en droit du travail 57

#### • CYCLES CERTIFIANTS

Juriste spécialisé en droit social 60

Responsable recrutement 74

Responsable formation 82

Chargé(e) de formation 84

Formateur 90

Gestionnaire paie 94

Gestion des ressources humaines 102

Responsable des relations sociales 108

#### • CYCLES LONGS

L'essentiel du droit social 64














Assistant(e) Ressources Humaines 101

L'essentiel de la fonction RH 115








## Droit social





### • GESTION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1	 58
Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2	 59
Juriste spécialisé en droit social - <b>Cycle certifiant</b>	   60
Droit du travail pour responsables RH	 62
Droit social & RH - <b>Summer days</b>	63
L'essentiel du droit social - <b>Cycle long</b>	 64
Droit social pour managers	 65
Gérer les contrats de travail	65
CDD et intérim : sécuriser ses contrats	 66
Sécuriser les contrats de sous-traitance	 161
Organiser le télétravail	 66
Les départs négociés	 67
Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise	67
Expatriation et détachement	 68

### • RÉMUNÉRATION, RETRAITE ET PROTECTION SOCIALE

Rémunération des cadres dirigeants	68
Stock-options et actions gratuites	 69
Intéressement, participation, épargne salariale	 69
Maîtriser les régimes de retraite	 70
Préparer son dossier de retraite	 70
Maîtriser le système de protection sociale	411
Prévoyance collective	412
Assurance complémentaire santé	 415
Généralisation de la complémentaire santé	415

### • RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR, CONTRÔLE ET CONTENTIEUX

Maîtriser le risque pénal en droit du travail	 71
Responsabilité pénale	175
Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	71
Exercice du pouvoir disciplinaire	 72
Gérer un contrôle URSSAF	72
Gérer un contentieux prud'homal	 73
Le contentieux des représentants du personnel	 73










## Recrutement et développement des compétences

### • RECRUTEMENT



Responsable recrutement - <b>Cycle certifiant</b>	  74
Réussir ses recrutements	  76
Conduire un entretien de recrutement	  76
Maîtriser le recrutement web 2.0	77
<b>• DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
RH acteur du développement des compétences	77
Organiser et conduire les entretiens individuels RH	 78
Les entretiens professionnels obligatoires	 78
Mettre en place l'entretien annuel	 79
Gestion des compétences	 79
Conduire un entretien professionnel pour managers	 116
Révéler ses talents avec Map'Up®	@
Mener efficacement ses entretiens annuels	@
Construire et mettre en place la GPEC	 80
Construire un référentiel des compétences	81
Organiser la transmission des savoirs en entreprise	81

## Formation

### • GESTION DE LA FORMATION

Responsable formation - <b>Cycle certifiant</b>	  82
Chargé(e) de formation	   84
Appliquer la réforme de la formation professionnelle	86
RH acteur du développement des compétences	77
Gestion administrative et financière de la formation	  86
Assistant(e) formation	  87
Gérer le plan de formation et le CPF	87
Élaborer le plan de formation	88
Optimiser ses achats de formation	88
Piloter la mise en œuvre d'actions de formation	89
Évaluer les actions de formation	89

### • INGÉNIERIE DE LA FORMATION





Formateur - <b>Cycle certifiant</b>	 90
Formation de formateurs occasionnels	 92
Concevoir une action de formation	93
Animer une action de formation	93
Concevoir et animer une présentation PowerPoint	@









# DROIT SOCIAL RESSOURCES HUMAINES FORMATION (SUITE)

## Paie et administration du personnel









### • PAIE

Gestionnaire paie - Cycle certifiant	  94
L'essentiel de la paie pour non-spécialistes	96
Pratique de la paie - Niveau 1	96
Pratique de la paie - Niveau 2	97
Pratique de la paie - Niveau 3	98
Établir le bulletin de paie	98
Calcul de la dernière paie	99
Comptabiliser les charges de personnel	 271
Audit de la paie	99
Calculer les cotisations sociales	100
Remplir la Déclaration Sociale Nominative	 100
Gérer un contrôle URSSAF	72









### • ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Assistant(e) Ressources Humaines - Cycle long	 101
Gestion des ressources humaines - Cycle certifiant	  102
Gérer l'administration du personnel au quotidien	  104
Assistant(e) RH	 104

## Relations sociales

Représentants du personnel	 105
Le contentieux des représentants du personnel	73
Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CE	 105
CHSCT : ses missions et ses moyens	112
Présider le Comité d'Entreprise	 106
Réussir les élections professionnelles	 106
Négocier avec ses partenaires sociaux	 107
Construire un accord collectif	 107
Responsable des relations sociales - Cycle certifiant	  108

## Santé et sécurité au travail

Animateur santé sécurité	497
Accidents du travail et maladies professionnelles	 110
Méthode de l'arbre des causes	500
La faute inexcusable de l'employeur	403
Risques psychosociaux au travail	 110
Maîtriser son stress pour améliorer ses performances	@
Réglementation santé et sécurité - Niveau 1	 495
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2	 495
Réaliser son plan de prévention	499
Prévenir la pénibilité en entreprise	111
Prévenir les troubles musculosquelettiques	 111
Maîtriser le risque pénal en droit du travail	 71
Présider le CHSCT	 112
CHSCT : ses missions et ses moyens	 112



## Process et outils RH

### • CONTRÔLE DE GESTION SOCIALE

Conduire un audit social 113

Contrôle de gestion sociale 113

Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux 114

### • PILOTAGE RH

Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines 114

L'essentiel de la fonction RH - Cycle long 115

Les RH et la dimension sociale de la RSE 116

### • RH POUR MANAGERS

6 étapes pour recruter un candidat @

Devenir manager coach @

Mener efficacement ses entretiens annuels @

Conduire un entretien professionnel pour managers 116

### • COMMUNICATION INTERNE ET MARKETING RH

Optimiser sa communication interne - Formation CFPJ 117

Développer sa marque employeur - Formation CFPJ 117

## DROIT DES AFFAIRES

### Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Initiation au droit des contrats 129

Initiation au droit des sociétés 129

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### Formations longues et certifiantes

#### • PARCOURS MÉTIERS

Juriste d'affaires en entreprise 130

Juriste confirmé en droit des sociétés  130

Juriste confirmé en droit des contrats  131

Parcours CIL  193

Assistant(e) juridique 131

#### • CYCLES CERTIFIANTS

Juriste d'entreprise   132

Juriste spécialisé en droit des sociétés   136

Administrateur de société   142

Juriste spécialisé en droit des contrats   154

Contract manager   158

Assistant(e) juridique   208

#### • CYCLES LONGS

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés  138

Maîtriser l'essentiel du droit des contrats  153

Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence  164

Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme  183

Maîtriser l'anglais juridique des affaires   201

L'essentiel du droit bancaire  356

L'essentiel du droit des assurances  389

Assistant(e) juridique  207

Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux  212



# DROIT DES AFFAIRES (SUITE)

## Droit des sociétés


### • APPROCHE GÉNÉRALE

Juriste d'entreprise - <b>Cycle certifiant</b>	 	132
Droit des sociétés pour non-juristes		134
Droit des sociétés pour juristes		135
Juriste spécialisé en droit des sociétés - <b>Cycle certifiant</b>	 	136
Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés - <b>Cycle long</b>		138


### • SPÉCIFICITÉS DES STRUCTURES SOCIÉTAIRES

Pratique de la société anonyme		139
Pratique de la société par actions simplifiée		139
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile		370
Créer et gérer une société civile immobilière		344





### • AUTRES STRUCTURES

Joint venture : choisir la forme juridique adaptée		140
Consortium et GME		161
Gérer un GIE		322
Régime fiscal de la fiducie		315
Fondation, fonds de dotation et mécénat		343

### • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT











Maîtrise des formalités légales		140
Approbation des comptes annuels des sociétés		141
Rémunération des cadres dirigeants		68
Conventions réglementées		141
Administrateur de société - <b>Cycle certifiant</b>	 	142
Fiscalité des dividendes		311

### • CESSIONS, ACQUISITIONS ET RESTRUCTURATIONS

Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises		144
Cession de fonds de commerce		145
Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés		145
Augmentation et réduction de capital		236
Rédiger les pactes d'actionnaires		146
Conflits entre associés		146
Garanties de passif		147
Gérer le passif environnemental		481
Structurer son patrimoine en société		369
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté		147
Procédures collectives		148

## Droit des contrats

### • APPROCHE GÉNÉRALE

Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1		149
Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 2		150
Droit des contrats pour commerciaux		150
Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1		151
Perfectionner la pratique du droit des contrats - Niveau 2		151
Panorama 2016 du droit des contrats <b>Conférence d'actualité</b>		152
Maîtriser l'essentiel du droit des contrats - <b>Cycle long</b>		153
Juriste spécialisé en droit des contrats - <b>Cycle certifiant</b>	 	154
Droit des contrats - <b>Summer days</b>		156
Analyser des contrats types		157
Les bases du contract management		157
Contract manager - <b>Cycle certifiant</b>	 	158
Droit comparé des contrats anglais et français		160

### • LES CONTRATS SPÉCIFIQUES

Consortium et GME	161
Conclusion et gestion de contrats d'assurance	392
Gérer efficacement les contrats d'assurance	393
Cession de fonds de commerce	145
Sécuriser les contrats de sous-traitance	161
Sécuriser les contrats de maintenance	188
Contrats informatiques - Niveau 1	186
Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	187
Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...	188
Contrats d'externalisation	189
Transfert de technologie	196
Maîtriser les risques du contrat d'achat - Niveau 1	162
Sécuriser les contrats d'achat - Niveau 2	162
Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1	513
Les réseaux de franchise en pratique	167
Sécuriser les contrats de vente immobilière	178
Sécuriser un contrat de commerce international	197
Marchés de partenariat et concessions à l'international	197
Droit des contrats chinois	198

### Concurrence - Distribution - Consommation

Droit de la concurrence - Niveau 1	163
Droit de la concurrence - Niveau 2	163
Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence - <b>Cycle long</b>	164
Contrôles et enquêtes de concurrence	165
Contentieux en droit de la concurrence	165
E-commerce	166
Le cadre juridique d'une politique commerciale	166
Conditions générales de vente	167
Les réseaux de franchise en pratique	167
Droit de la publicité et de la promotion des ventes	168
Droit du marketing	168
Pratique du droit de la consommation	169
Réparation du préjudice commercial	169
Maîtriser les actions de groupe	177
Produits défectueux	170
Droit du tourisme	170

### Garanties et recouvrement

Droit des sûretés	171
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Garanties financières dans un contexte international	361
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	360
Pratique du cautionnement	171
Garanties de passif	147
Recouvrement de créances	172
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	148




### Prévention des risques - Responsabilité Contentieux

• PRÉVENTION DES RISQUES	
Compliance et legal risk management	172
Maîtriser les risques juridiques des contrats dans un projet	@
Gérer le risque de fraude	294
Lutte contre le blanchiment	357
Corruption	173
Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	71
• PRÉCONTENTIEUX	
Maîtriser les voies d'exécution	173
Contrôles, perquisitions et saisies	174
Contrôles de la CNIL	192
Contrôles et enquêtes de concurrence	165
• RESPONSABILITÉ	
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	396
Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1	174
Responsabilité pénale - Niveau 2	175
Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier	358

## DROIT DES AFFAIRES (SUITE)

### Prévention des risques - Responsabilité Contentieux (suite)

#### • CONTENTIEUX

Maîtriser les procédures d'urgence	 175
Gérer le contentieux judiciaire	176
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	 148
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives	176
Contentieux en droit de la concurrence	165
Réparation du préjudice commercial	 169
Maîtriser les actions de groupe	177
Produits défectueux	170
Contrefaçon	196
Contentieux de l'urbanisme	185

### Les assurances de l'entreprise






Les bases de l'assurance entreprise	 400
Assurance responsabilité civile	 401
Gestion des sinistres RC des entreprises	 402
Assurance multirisque professionnelle	402
La faute inexcusable de l'employeur	403
Assurance responsabilité civile décennale	403
Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Gérer les risques de l'entreprise en assurance	 406
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407
Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises	407

### Droit immobilier et de l'urbanisme

Pratique du droit immobilier	 177
Sécuriser les contrats de vente immobilière	 178
Cession-acquisition d'actifs immobiliers	178
Les contrats et montages immobiliers	 457
Copropriété	 179
Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1	179
Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2	180
Renouvellement des baux commerciaux	181
Baux commerciaux des centres commerciaux	181
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives	176
Baux commerciaux 2015/2016 - <b>Conférence d'actualité</b>	182
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme - <b>Cycle long</b>	 183
Droit de l'urbanisme pour non-juristes	 184
Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme	 184
Contentieux de l'urbanisme	185
L'urbanisme commercial	185

### Droit du digital et de la propriété intellectuelle




#### • DROIT DU DIGITAL

Contrats informatiques - Niveau 1	 186
Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	 187
Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...	188
Sécuriser les contrats de maintenance	  188
Contrats d'externalisation	 189
Maîtriser le cadre juridique du digital	 189
Maîtriser la conformité Informatique et Libertés	 190
Correspondant Informatique et Libertés	 191
Maîtriser les enjeux juridiques du big data	191
Protection des données personnelles dans la banque	 363
Flux transfrontières de données personnelles	192
Contrôles de la CNIL	192
Parcours CIL	  193
E-commerce	 166
<b>• PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b>	
Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle	 194
Le droit d'auteur	195
Déposer et protéger ses marques	 195
Transfert de technologie	196
Contrefaçon	196










## Drroit international des affaires

Sécuriser un contrat de commerce international	 197
Marchés de partenariat et concessions à l'international	197
Garanties financières dans un contexte international	 361
Corruption	173
Droit des affaires en Chine	198
Droit des contrats chinois	198
Droit comparé des contrats anglais et français	  160
Maîtriser l'anglais juridique des affaires - Cycle long	  201
Négociation en anglais	 202
English contracts and English companies law	 202
Contracts under Common Law	 203

## Juristes : développez de nouvelles compétences

<b>• FISCALITÉ ET COMPTABILITÉ POUR JURISTES</b>	
Fiscalité pour juristes	 199
Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers	 199
Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes	200
<b>Formation intensive</b>	
<b>• ANGLAIS POUR JURISTES</b>	
Maîtriser l'anglais juridique des affaires - Cycle long	  201
Négociation en anglais	 202
English contracts and English companies law	 202
Contracts under Common Law	 203
French business law in English	 203
Droit comparé des contrats anglais et français	  160
<b>• STRATÉGIE, MANAGEMENT ET EFFICACITÉ PERSONNELLE</b>	
Lobbying juridique national et européen	204
Le juriste, conseil juridique de son entreprise	204
Piloter un service juridique	205
Manager une équipe juridique	205
Techniques de négociation pour juristes	206
Techniques rédactionnelles pour juristes	206
Assertivité et leadership	@

## Assistant(e)s juridiques

Assistant(e) juridique - Cycle long	 207
Assistant(e) juridique - Cycle certifiant	  208
Assistant(e) juridique - Niveau 1	 210
Assistant(e) juridique - Niveau 2	 210
Secrétariat juridique du contentieux	211
Organiser une veille juridique efficace	211
Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux	 212
<b>Cycle long</b>	
Secrétariat juridique de sociétés commerciales	 213
Maîtrise des formalités légales	 140
Anglais pour assistant(e) juridique	 213
Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités	@

## Initiations au droit des affaires

Droit des sociétés pour non-juristes	 134
Droit des sociétés pour juristes	 135
Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1	 149
Droit des contrats pour commerciaux	 150
Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1	 151
Les bases du contract management	157
Maîtriser les risques du contrat d'achat - Niveau 1	 162
Contrats informatiques - Niveau 1	 186
Droit de la concurrence - Niveau 1	 163
Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1	 174
Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1	179
Droit de l'urbanisme pour non-juristes	 184
Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle	 194
Maîtriser les bases du droit financier	 361
Maîtriser les bases du droit boursier	 362
L'essentiel du droit bancaire - Cycle long	 356
Pratique du droit bancaire	 357
Les bases de l'assurance entreprise	 400
L'essentiel du droit des assurances - Cycle long	 389
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	 396








# FINANCE GESTION

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Technique et cosmétique des états financiers	220
Solvabilité et liquidité financière	220
Parcours - Les bases de l'analyse financière	220
Mesure de la performance	220
La valorisation d'un projet d'investissement	221
Parcours - Prix et valeur de l'entreprise	221
Finance pour non-financiers	221
Parcours - Management fondamentaux	221
Techniques for preparation and presentation of financial statements	221









\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations certifiantes et longues




• PARCOURS MÉTIER	
Responsable financier	 224
• CYCLES CERTIFIANTS	
Finance d'entreprise	  222
Responsable des fusions-acquisitions	  238
• CYCLES LONGS	
Les fondamentaux en corporate finance	 230
Devenir manager	 @

## Corporate finance




### • FINANCE POUR NON-FINANCIERS

Finance d'entreprise - <b>Cycle certifiant</b>	  222
Finance pour non-financiers - Niveau 1	 225
Finance pour non-financiers - Niveau 2	 226
Lire et interpréter les états financiers	 227
Finance - <b>Summer Days</b>	228
Finance pour cadres dirigeants	 229
Assistant(e) direction administrative et financière	229
Les fondamentaux en corporate finance - <b>Cycle long</b>	 230
English for Accounting and Finance	 280







### • ANALYSE FINANCIÈRE

Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1	 231
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	 232
Tableau des flux de trésorerie consolidé	 277
Analyse et gestion financière par les flux	233

### • GESTION DE TRÉSORERIE






Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie	 233
Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur	 234
Cash Management	 234
Négocier avec ses partenaires financiers	248

### • INGÉNIERIE FINANCIÈRE


Maîtriser les opérations de haut de bilan	 235
Augmentation et réduction de capital	236
Évaluation financière d'une entreprise	 236
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Maîtriser le processus des fusions-acquisitions	 237
Analyser et redresser une entreprise en difficulté	 237
Responsable des fusions-acquisitions - <b>Cycle certifiant</b>	  238



• TECHNIQUES DE FINANCEMENT

Maîtriser les montages financiers	 240
Financement de projet	241
Approche financière des marchés de partenariat	 242
Approche juridique des marchés de partenariat	 242
Capital investissement	 243
Pratiquer les opérations de LBO	 243

• IMMOBILIER







Financement des actifs immobiliers	 244
Asset management immobilier	 244
Évaluer les actifs immobiliers	245
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	 245

## Gestion de l'entreprise




• STRATÉGIE ET PILOTAGE DE L'ENTREPRISE

Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2	246
Gestion d'entreprise - <b>Summer days</b>	247
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Négocier avec ses partenaires financiers	248
Assistant(e) direction administrative et financière	229

• LES OUTILS DU PILOTAGE DE L'ENTREPRISE

Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	 288
Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1	 249
Élaborer un business plan - Niveau 2	 249
Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement	250
Budgéter et financer un projet	 250
Construire un reporting financier efficace	251
Gérer le risque de fraude	 294
Prévenir les fraudes financières	 251




• CONTRÔLE DE GESTION

Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Contrôle de gestion - Niveau 2	 286
Construire, préparer et défendre son budget	@
Méthodes ABC et ABM	289
Maîtriser le processus budgétaire	290
Contrôle de gestion de projet	 291
Traiter une masse de données volumineuse	291

• GESTION DU RISQUE CLIENTS

Prévenir les fraudes financières	 251
Gérer le risque et le crédit client	 252
Procéder au recouvrement de créances	 252
Recouvrement de créances	 172
Droit des sûretés	 171
Pratique du cautionnement	171
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	360
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Gestion du risque financier à l'international	253
Garanties financières dans un contexte international	 361
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	 253

• MANAGEMENT DES ÉQUIPES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

Réussir sa prise de fonction de manager	 @
Devenir manager - <b>Cycle long</b>	 @
Concilier expertise et management	 @
Manager ses équipes comptables et financières	275
Management transversal	@
Communiquer sur les données comptables et financières	275



# COMPTABILITÉ CONTRÔLE DE GESTION AUDIT

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Le contexte général des IFRS	260
Parcours - Les fondamentaux de la gestion	260
Le bilan	261
Le compte de résultat	261
Mesure de la performance	261
Parcours - Analyse des coûts et prise de décisions	261
Analyse des coûts	261
La valorisation d'un projet d'investissement	261

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations certifiantes et longues



### • PARCOURS MÉTIERS

Chef comptable	 262
Contrôleur de gestion expert	 262
Résultat fiscal	 303

### • CYCLES CERTIFIANTS

Comptable d'entreprise	  266
Contrôleur de gestion	  282



### • CYCLES LONGS

Accéder à la fonction de collaborateur comptable	 265
Accéder à la fonction contrôleur de gestion	 284

## Techniques comptables pour les collaborateurs

Assistant(e) des services comptables	 263
Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables	 263
Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle	 264
Procéder aux évaluations et aux écritures de clôture	 264
Accéder à la fonction de collaborateur comptable - Cycle long	 265
Comptable d'entreprise - Cycle certifiant	  266
Les bases de la comptabilité générale	 268
Préparer les comptes annuels	 269
Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales	 313
Pratique de la comptabilité fournisseurs	 269
Pratique de la comptabilité clients	 270
Pratique de la TVA et sa comptabilisation	 270
Comptabilité des immobilisations	 271
Comptabiliser les charges de personnel	 271
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Les fondamentaux de la comptabilité vie	 419
Les fondamentaux de la comptabilité non-vie	 420
Approfondir la comptabilité des assurances	 422
Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle	424
Procéder au recouvrement de créances	 252
Gérer le risque et le crédit client	 252

## Techniques comptables pour les responsables







Comptable unique	272
Arrêté des comptes	272
Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale	309
Passer du résultat comptable au résultat fiscal	311
Pratique du fast close	273
Élaborer son manuel des procédures comptables	273
Maîtriser la révision des comptes	 274
Pratique de la comptabilité analytique	289
Migrer vers un ERP comptable	 274
Opérations de restructuration	318
Restructurations - Summer days	317
Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	423




## Management des équipes comptables et financières

Réussir sa prise de fonction de manager	@
Devenir manager - <b>Cycle long</b>	@
Concilier expertise et management	@
Manager ses équipes comptables et financières	275
Management transversal	@
Communiquer sur les données comptables et financières	275
Construire un reporting financier efficace	251
















## Consolidation et normes IFRS

Maîtriser les écritures de consolidation	 276
Maîtriser les écritures IFRS	 276
Maîtriser la consolidation en IFRS	 277
La consolidation pour les fiscalistes	345
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	232
Tableau des flux de trésorerie consolidé	 277
Appliquer les impôts différés	321
Traitement comptable des impôts différés	278
Des états financiers au reporting groupe en IFRS	 278
Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	 279

## Comptabilités étrangères et anglais comptable et financier








Lire et interpréter les états financiers américains	279
Maîtriser le reporting en US GAAP	280
English for Accounting and Finance	 280

## Gestion de l'entreprise

<b>• STRATÉGIE ET PILOTAGE DE L'ENTREPRISE</b>	
Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2	246
Gestion d'entreprise - <b>Summer days</b>	247
Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1	 249
Élaborer un business plan - Niveau 2	 249
Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement	250
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Négocier avec ses partenaires financiers	248
<b>• CONTRÔLE DE GESTION</b>	
Assistant(e) contrôleur de gestion	 281
Contrôleur de gestion - <b>Cycle certifiant</b>	  282
Accéder à la fonction contrôleur de gestion - <b>Cycle long</b>	 284
Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Contrôle de gestion - Niveau 2	 286
Préparer une business review	 286
Contrôleur de gestion en activité industrielle	 287
Contrôleur de gestion en activité de services	 287
Contrôle de gestion de la fonction commerciale	 288
Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	375
Contrôle de gestion en assurance	424
Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	288
Pratique de la comptabilité analytique	 289
Méthodes ABC et ABM	289
Maîtriser le processus budgétaire	290
Construire un reporting financier efficace	251
Cash Management	 234
Contrôle de gestion des systèmes d'information	290
Contrôle de gestion de projet	 291
Traiter une masse de données volumineuse	291

# COMPTABILITÉ CONTRÔLE DE GESTION AUDIT (SUITE)













## Audit

Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	 292
Se perfectionner à l'audit interne - Niveau 2	 292
Conduire un audit comptable et financier	 293
Maîtriser la révision des comptes	 274
Maîtriser les outils du contrôle interne comptable	293
Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle	 337
Auditer toutes les déclarations fiscales	 309
Audit de la paie	99
Conduire un audit social	113
Conduire un audit des risques	294
Gérer le risque de fraude	 294
Lutte contre la fraude à l'assurance	392

## Lire et interpréter les états financiers






Lire et interpréter les états financiers	 227
Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers	 199
Les documents comptables d'une société d'assurances	 421
Lire et interpréter les états financiers américains	 279

## Les initiations

• <b>INITIATIONS EN COMPTABILITÉ</b>	
Comptabilité pour non-comptables	 295
Comptabilité pour fiscalistes	 345
Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes - <b>Formation intensive</b>	200
Accéder à la fonction de collaborateur comptable - <b>Cycle long</b>	 265
Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables	 263
Les bases de la comptabilité générale	 268
Pratique de la TVA et sa comptabilisation	 270
Maîtriser les écritures de consolidation	 276
La consolidation pour les fiscalistes	345
Maîtriser les écritures IFRS	 276
Lire et interpréter les états financiers américains	 279
• <b>INITIATIONS EN GESTION DE L'ENTREPRISE - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT</b>	
Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Accéder à la fonction contrôleur de gestion - <b>Cycle long</b>	 284
Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	288
Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	 292

# FISCALITÉ




## Formations certifiantes et longues

• <b>PARCOURS MÉTIERS</b>	
Fiscaliste d'entreprise	 303
Résultat fiscal	 303
• <b>CYCLE CERTIFIANT</b>	
Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises	  306
• <b>CYCLES LONGS</b>	
Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise	 308
Déterminer et gérer le résultat fiscal	 310
Pratiquer la gestion de patrimoine	 365

## Fiscalité des sociétés

Assistant(e) fiscaliste	 304
Fiscalité pour non-fiscalistes	 305
Fiscalité pour juristes	199
Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises <b>Cycle certifiant</b>	  306
Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise - <b>Cycle long</b>	 308
Auditer toutes les déclarations fiscales	 309
Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale	 309
Déterminer et gérer le résultat fiscal - <b>Cycle long</b>	 310
Passer du résultat comptable au résultat fiscal	311
Fiscalité des dividendes	 311
Taxes et participations assises sur les salaires	312
Fiscalité de la propriété industrielle	312
Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche	313
Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	330
Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales	 313
La facturation électronique	314
Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information	314
Régime fiscal de la fiducie	315
Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes	315
Maîtriser la fiscalité des sociétés en participation	316
Établir une cartographie des risques fiscaux	 316




## Fiscalité des groupes

Restructurations - Summer days	317
Opérations de restructuration	318
Réaliser une transmission universelle de patrimoine	319
Fiscalité des transactions intra-groupe	 319
Implanter une holding	320
Gestion fiscale d'une holding	320
Joint venture : choisir la forme juridique adaptée	140
Appliquer les impôts différés	321
Intégration fiscale - Niveau 1	 321
Intégration fiscale - Niveau 2	322
Prix de transfert	 326
Rédiger sa documentation de prix de transfert	327
Gérer un GIE	322
Panorama fiscal 2015/2016 - Conférence d'actualité	323

## Fiscalité internationale

Fiscalité internationale	 324
TVA des opérations internationales	 324
Conventions fiscales internationales	 325
Transférer le siège social de son entreprise	325
Implanter une holding	320
Gestion fiscale d'une holding	320
Établissement stable	326
Prix de transfert	 326
Rédiger sa documentation de prix de transfert	327
Maîtriser la pratique de la DEB	331
TVA des échanges internationaux de biens	 332
TVA et douane	333
Fiscalité internationale du patrimoine	327
Fiscalité des non-résidents	328
Expatriation et détachement	 68

## Fiscalité immobilière

Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Fiscalité immobilière - Niveau 2	 329
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	245
Fiscalité de la promotion immobilière	329
Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	330
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
TVA des activités immobilières	 330
TVA immobilière en secteur public	333






## Fiscalité en Banque Assurance

Le résultat fiscal dans les établissements financiers	376
TVA sur les opérations bancaires et financières	376
Pratiquer la fiscalité en assurance	 425
Gérer les taxes majeures en assurance	 426
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	426

## TVA - Douanes - CET et impôts locaux

• TVA ET DOUANE	
Les bases de la TVA	 331
Maîtriser la pratique de la DEB	331
TVA : territorialité des prestations de services	 332
TVA des échanges internationaux de biens	 332
TVA des opérations internationales	 324
TVA et douane	333
TVA des activités immobilières	 330
TVA sur les opérations bancaires et financières	376
TVA immobilière en secteur public	333
Appréhender le régime de la TVA en secteur public	 334
Optimiser le montage fiscal de ses contrats publics	334
• DOUANES	
Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1	 335
Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières - Niveau 2	335
TVA et douane	333
• CET ET IMPÔTS LOCAUX	
CET et taxe foncière - Niveau 1	336
Contribution économique territoriale - Niveau 2	 336
Taxe foncière - Niveau 2	 337






## Contrôle et contentieux

Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle	 337
Auditer toutes les déclarations fiscales	 309
Établir une cartographie des risques fiscaux	 316
Pratique du contrôle fiscal et du contentieux	 338
Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt	338
Contrôle fiscal des comptabilités informatisées	339
Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information	314
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Pratiques et montages abusifs	 339
Abus de droit	340
Acte anormal de gestion	340
Redressements fiscaux 2016 - Conférence d'actualité	341



## FISCALITÉ (SUITE)

### Ingénierie fiscale du patrimoine

#### • FISCALITÉ DU PATRIMOINE

Pratiquer la gestion de patrimoine - Cycle long	 365
Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	 342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370
Fiscalité du patrimoine	 342
Droit patrimonial de la famille	 368
Droit des successions et des libéralités	343

#### • OPTIMISATION FISCALE PATRIMONIALE / TRANSMISSION

Assurance vie et gestion de patrimoine	 366
Assurance vie : cadre juridique et fiscal	 408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie - Conférence d'actualité	367
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	368
Régime fiscal de la fiducie	315
Structurer son patrimoine en société	369
Holding patrimoniale	369
Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes	315
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile	370
Fondation, fonds de dotation et mécénat	343
Pactes Dutreil Transmission et ISF	344










#### • FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371

#### • FISCALITÉ INTERNATIONALE DU PATRIMOINE

Fiscalité internationale du patrimoine	327
Fiscalité des non-résidents	328
Expatriation et détachement	 68





### Les initiations

Comptabilité pour fiscalistes	 345
La consolidation pour les fiscalistes	345
Fiscalité pour non-fiscalistes	 305
Fiscalité pour juristes	 199
Intégration fiscale - Niveau 1	 321
Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Les bases de la TVA	 331
Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1	 335
CET et taxe foncière - Niveau 1	336
Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	 342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370

## BANQUE ASSURANCE

### Formations certifiantes et longues




#### • PARCOURS MÉTIERS

Conseiller en gestion de patrimoine	 354
Juriste en droit bancaire	 354
Intermédiaire en assurance	 384
Gestionnaire des sinistres IARD	 355
Juriste en droit des assurances	355

#### • CQP








CQP Gestionnaire de production IARD	385
CQP Gestionnaire de sinistre IARD	386
CQG Gestionnaire Assurance de Personnes	387

#### • CYCLES LONGS


Pratiquer la gestion de patrimoine	 365
L'essentiel du droit bancaire	 356
L'essentiel du droit des assurances	 389

### Droit bancaire et financier

#### • DROIT BANCAIRE

L'essentiel du droit bancaire - Cycle long	 356
Pratique du droit bancaire	 357
Lutte contre le blanchiment	 357
Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier	 358
Commercialisation des produits financiers	 358
Maîtriser le droit des produits dérivés	 359
Droit des sûretés	 171
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Pratique du cautionnement	171
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	360






#### • MOYENS DE PAIEMENT ET GARANTIES À L'INTERNATIONAL

Gestion du risque financier à l'international	360
Garanties financières dans un contexte international	 361

#### • DROIT FINANCIER








Maîtriser les bases du droit financier	 361
Maîtriser les bases du droit boursier	 362
Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	 373

## Banque digitale



Impacts de la transformation digitale sur la compliance	 362
Prévenir et détecter la fraude documentaire	 363
Protection des données personnelles dans la banque	 363
Digital et relation client dans la banque	 364
Piloter une stratégie marketing digital dans la banque	 364

## Gestion de patrimoine




### • TECHNIQUES DE GESTION PATRIMONIALE

Pratiquer la gestion de patrimoine - <b>Cycle long</b>	 365
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370
Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine	 366
Assurance vie et gestion de patrimoine	 366
Assurance vie - <b>Conférence d'actualité</b>	367
Assurance vie : cadre juridique et fiscal	 408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie : les unités de compte	409
Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie	410
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	368
Les marchés financiers - Niveau 1	 379
Les marchés financiers - Niveau 2	 380


### • INGÉNIERIE JURIDIQUE

Droit patrimonial de la famille	 368
Droit des successions et des libéralités	343
Structurer son patrimoine en société	369
Holding patrimoniale	369
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile	370
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Pactes Dutreil Transmission et ISF	344
Assurance vie et gestion de patrimoine	 366

### • INGÉNIERIE FISCALE





Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	 342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370
Fiscalité du patrimoine	 342
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Fondation, fonds de dotation et mécénat	343
Fiscalité internationale du patrimoine	327
Fiscalité des non-résidents	328

### • IMMOBILIER

Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Évaluer les actifs immobiliers	245
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Asset management immobilier	 244
Créer et gérer une société civile immobilière	344

## Métiers de la banque






### • ASSET MANAGEMENT

Maîtriser les bases des OPC	 372
Maîtriser le cadre réglementaire des OPC	 372
Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	 373
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Construction de portefeuille et gestion des risques	374
Maîtriser la gestion actif-passif bancaire	374
Maîtriser la gestion du back-office titres	 375

### • TECHNIQUES COMPTABLES ET FISCALES






Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	375
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	279
Le résultat fiscal dans les établissements financiers	376
TVA sur les opérations bancaires et financières	376

### • GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE



Maîtriser les bases du risk management	377
Gestion du risque opérationnel	 377
Conformité et contrôle interne dans la banque	 378
Impacts de la transformation digitale sur la compliance	 362
Lutte contre le blanchiment	 357
Prévenir et détecter la fraude documentaire	 363

## Marchés financiers

### • MULTIMARCHÉS

Les marchés financiers - Niveau 1	 379
Les marchés financiers - Niveau 2	 380
Les marchés des matières premières	 380
Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques	381
Les marchés du carbone et des GES	 515
Finance Carbone	 515

### • INSTRUMENTS FINANCIERS












Les fondamentaux des instruments financiers	 381
Maîtriser les marchés obligataires	 382
Produits structurés	382
Options, futures et produits dérivés	383
Maîtriser les techniques de titrisation	383

# BANQUE ASSURANCE (SUITE)






## Fondamentaux juridiques de l'assurance

CQP Gestionnaire de production IARD	385
CQP Gestionnaire de sinistre IARD	386
CQG Gestionnaire Assurance de Personnes	387
Les fondamentaux de l'assurance	 388
L'essentiel du droit des assurances - <b>Cycle long</b>	 389
Intermédiation en assurance	 390
Devoir de conseil et d'information des intermédiaires	390
La lutte anti-blanchiment en assurance	 391
Lutte contre la fraude à l'assurance	392
Maîtriser les actions de groupe	177
Conclusion et gestion de contrats d'assurance	 392
Gérer efficacement les contrats d'assurance	 393
Gérer au mieux les sinistres	 393
Gestion des sinistres contentieux	394
Contrôle ACPR pour les assurances	394
Contrôle des pratiques commerciales en assurance	395







## Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)

• <b>PARTICULIERS</b>	
Les bases de l'assurance dommages	 395
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	 396
Maîtriser le risque automobile	 396
L'assurance Multirisque Habitation	 397
Maîtriser l'assurance de protection juridique	397
Gestion des sinistres responsabilité civile	 398
Gestion des sinistres automobiles matériels	398
Gestion d'un préjudice corporel automobile	399
Gestion des sinistres corporels hors automobile	399
Maîtriser les conventions CIDRE et CIDE-COP	400
• <b>ENTREPRISES ET PROFESSIONNELS</b>	
Les bases de l'assurance entreprise	 400
Assurance responsabilité civile	 401
Gestion des sinistres RC des entreprises	 402
Assurance multirisque professionnelle	402
La faute inexcusable de l'employeur	403
Assurance responsabilité civile décennale	403
Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Gérer les risques de l'entreprise en assurance	 406
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407
Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises	407

## Assurance de personnes

• <b>ASSURANCES INDIVIDUELLES</b>	
Assurance vie : cadre juridique et fiscal	 408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie : les unités de compte	409
Assurance vie et gestion de patrimoine	 366
Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie	410
Assurance emprunteur	 410
• <b>PRÉVOYANCE COLLECTIVE ET SANTÉ</b>	
Maîtriser le système de protection sociale	411
Prévoyance des travailleurs non salariés	 411
Prévoyance collective	412
Prévoyance collective et retraite - <b>Conférence d'actualité</b>	413
Assurances de personnes	414
Assurance dépendance	414
Assurance complémentaire santé	 415
Généralisation de la complémentaire santé	415

## Vente et action commerciale en assurance




Maîtriser les techniques de vente en assurance	 416
Vendre l'assurance IARD	 416
Vendre l'assurance de personnes	 417
Défendre son portefeuille client	 417
Vendre les contrats d'assurance par téléphone	 418
Vendre les produits d'assurance en ligne	 418

## Comptabilité et actuariat

• <b>COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ</b>	
Les fondamentaux de la comptabilité vie	 419
Les fondamentaux de la comptabilité non-vie	 420
Les documents comptables d'une société d'assurances	 421
Approfondir la comptabilité des assurances	 422
Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2	 422
Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	423
Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle	424
Contrôle de gestion en assurance	424
Pratiquer la fiscalité en assurance	 425
Gérer les taxes majeures en assurance	 426
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	426
• <b>ACTUARIAT</b>	
Initiation aux techniques actuarielles - <b>Formation intensive</b>	427
Statistiques en assurance dommages	428
Maîtriser la gestion actif-passif en assurance	428
• <b>RÉASSURANCE</b>	
Pratiquer la réassurance - <b>Formation intensive</b>	429
Maîtriser les bases de la réassurance	430
Les clauses de réassurance	430











## Gestion des risques et gouvernance
















Solvency 2		431
MCEV, IFRS et Solvabilité 2		431
Conformité du contrôle interne en assurance		432
Les mutuelles face à Solvabilité 2		433
Le contrôle interne dans une mutuelle		433

## IMMOBILIER CONSTRUCTION



### Formations certifiantes et longues

• PARCOURS MÉTIER		
Directeur immobilier		440
• CYCLES CERTIFIANTS		
Responsable de montage d'opérations immobilières	 	452
Maître d'ouvrage	 	462
Aménageur	 	444
• CYCLE LONG		
Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme		183








### Projets immobiliers

• URBANISME ET GESTION FONCIÈRE		
Droit de l'urbanisme pour non-juristes		440
Réglementation générale de l'urbanisme		441
Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme		184
Contentieux de l'urbanisme		185
Évaluation environnementale et étude d'impact		442
Concertation et enquête publique		442
L'urbanisme commercial		185
Les fondamentaux de l'aménagement urbain		443
Choisir sa procédure d'aménagement		443
Aménageur - Cycle certifiant	 	444
Mener à bien une opération d'aménagement public		446
Lotissement		446
Le permis valant division		447
Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement		447
Panorama des autorisations de construire		448
Instruire ses permis de construire		448
Les fondamentaux de la maîtrise foncière		449
Techniques de prospection et de négociation foncières		449
Expropriation		450
Le droit de préemption comme outil de la maîtrise foncière		450
Les fondamentaux de la domanialité publique		451

### • MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES



Les fondamentaux du montage immobilier		451
Responsable de montage d'opérations immobilières	 	452
<b>Cycle certifiant</b>		
Montage d'opérations immobilières		454
Montages immobiliers publics		454
Monter une opération de logement social		455
Le logement social à financement public		455
L'évaluation d'un bien immobilier		456
Montage financier d'une opération immobilière		456
Vente en l'état futur d'achèvement		457

### • MONTAGES COMPLEXES

Les contrats et montages immobiliers		457
Le cadre juridique des marchés de partenariat		458
Le bail à construction		458
Approche juridique des marchés de partenariat		242
Les montages contractuels complexes		459
Marchés de partenariat et concessions à l'international		197
Les 7 clés de la maîtrise financière du marché de partenariat		459
Approche financière des marchés de partenariat		242

## Droit immobilier - Baux commerciaux

### • DROIT IMMOBILIER

Pratique du droit immobilier		177
Sécuriser les contrats de vente immobilière		178
Cession-acquisition d'actifs immobiliers		178
Copropriété		179

### • BAUX COMMERCIAUX




Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1		179
Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2		180
Renouvellement des baux commerciaux		181
Baux commerciaux des centres commerciaux		181
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives		176
Baux commerciaux - <b>Conférence d'actualité</b>		182





# IMMOBILIER CONSTRUCTION (SUITE)

## Gestion financière et fiscale de l'immobilier

### • FINANCE

Financement des actifs immobiliers	 244
Asset management immobilier	 244
Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluer les actifs immobiliers	245
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	 245

### • FISCALITÉ

Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Fiscalité immobilière - Niveau 2	 329
Fiscalité de la promotion immobilière	329
Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	330
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371

### • TAXES LOCALES






CET et taxe foncière - Niveau 1	336
Contribution économique territoriale - Niveau 2	 336
Taxe foncière - Niveau 2	 337

### • TVA

TVA des activités immobilières	 330
TVA immobilière dans le secteur public	333

## Opérations de travaux - Assurances




### • MARCHÉS DE TRAVAUX

Marchés privés de travaux	 460
Les marchés de conception-réalisation	460
Sous-traitance et marchés de travaux	461
Responsabilités du maître d'ouvrage	461
Maître d'ouvrage - <b>Cycle certifiant</b>	  462
Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage	464
Acquérir les bases du montage d'opération de travaux	 464
Suivi, réalisation et réception des travaux	 465
Le coût global d'une opération de construction	465
Gestion technique et opérationnelle d'un chantier	466
L'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage	466
Assurer la sécurité sur un chantier	467

### • TECHNIQUE ET GESTION DU BÂTIMENT






Approche des technologies du bâtiment	467
Prévenir les pathologies des bâtiments	468
Gérer la maintenance des bâtiments	468
Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées	469

### • ASSURANCE CONSTRUCTION



Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance responsabilité civile décennale	403
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Les responsabilités des constructeurs	 469

## Environnement - Énergie - Santé - Sécurité

### • BÂTIMENT ET ENVIRONNEMENT ÉNERGIE

HQE®, BREEAM, LEED	503
Démarche HQE® Exploitation	503
Réglementation thermique des bâtiments existants	504
RT 2012	505
BIM 1 jour pour tout comprendre	 505
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	 506
Audit énergétique des bâtiments	 506
Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat	507
Les énergies renouvelables dans les bâtiments	 508
Bâtiments basse consommation et énergie positive	 508
Thermique du bâtiment - <b>Formation INSAVALOR</b>	527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments <b>Formation INSAVALOR</b>	527

### • BÂTIMENT ET SANTÉ SÉCURITÉ

Maîtriser la qualité de l'air intérieur	 509
Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations	510
Maîtriser le risque légionelles	 511
Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments	510
Initiation à la sécurité incendie	511
Sécurité incendie dans les ERP	512
Désenfumage des bâtiments	512

# ENVIRONNEMENT SÉCURITÉ ÉNERGIE

## Formations certifiantes et longues

### • PARCOURS MÉTIERS

Responsable hygiène sécurité environnement	476
Responsable environnement	476
Responsable énergie confirmé	477
Chef de projet efficacité énergétique du bâtiment	477

### • CYCLES CERTIFIANTS

Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	478
Responsable énergie en entreprise	516

### • CYCLES LONGS

Maîtriser le droit de l'environnement industriel	482
Gestion d'une installation classée	483

## Les métiers

Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b>	478
Responsable HSE	503
Animateur santé sécurité	497
Fonction sécurité	497
Responsable environnement	501
Responsable énergie - <b>Cycle certifiant</b>	516
Chargé de mission développement durable	521

## Droit de l'environnement

Découvrir le droit de l'environnement industriel	480
Se perfectionner au droit de l'environnement industriel	481
Gérer le passif environnemental	481
Maîtriser le droit de l'environnement industriel - <b>Cycle long</b>	482
Le cadre réglementaire des énergies renouvelables	520

## Installations classées (ICPE)

Gestion d'une installation classée - <b>Cycle long</b>	483
Gérer une ICPE	484
Réaliser son plan de prévention	499
Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED	485
Réussir l'étude d'impact d'une ICPE	485
Réussir une étude de dangers et son POI	499
Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau	494
Gérer les effluents industriels	494
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407

## Sites et sols pollués

Gérer les sites et sols pollués	486
Les techniques de dépollution des sols	487
Sites et sols pollués - <b>Summer Days</b>	488
Sols pollués, friches, changements d'usage	489
Analyse des risques résiduels	489
Gérer le passif environnemental	481

## Déchets

Gérer les déchets industriels	490
Gérer les déchets industriels dangereux	491
Gérer les effluents industriels	494
Gestion d'une installation classée - <b>Cycle long</b>	483
Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères	491
Valorisation des déchets - <b>Formation INSAVALOR</b>	524

## Eau




Assainissement	492
Gestion environnementale des eaux de pluie	493
Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau	494
Gérer les effluents industriels	494
Maîtriser le risque légionelles	511

## Santé et sécurité : réglementation et métiers






Réglementation santé et sécurité - Niveau 1	495
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2	495
Méthode de l'arbre des causes	500
Réaliser son plan de prévention	499
CHSCT : ses missions et ses moyens	112
Prévenir la pénibilité en entreprise	111
Responsable HSE	496
Animateur santé sécurité	497
Fonction sécurité	497
Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b>	478
Santé et environnement - <b>Formation INSAVALOR</b>	524
Sécurité des équipements de travail <b>Formation INSAVALOR</b>	525

# ENVIRONNEMENT SÉCURITÉ ÉNERGIE (SUITE)







## Évaluation, analyse et gestion des risques

Méthodes d'analyse des risques industriels		498
Incendie, explosion, dispersion toxique		498
Réussir une étude de dangers et son POI		499
Réaliser son plan de prévention		499
Méthode de l'arbre des causes		500
Sécurité industrielle : intégrer les facteurs humains		500
A.P.R. : analyse préliminaire des risques Formation INSAVALOR		525
Fonctionnement des systèmes industriels Formation INSAVALOR		526



## Management de l'environnement et de la sécurité

Responsable environnement		501
Management intégré QSE		501
Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015		502
Chargé de mission développement durable		521
Responsable HSE		496
Animateur santé sécurité		497
Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement Cycle certifiant	 	478

## Bâtiments






• BÂTIMENTS ET ENVIRONNEMENT ÉNERGIE		
HQE®, BREEAM, LEED		503
Démarche HQE® Exploitation		503
LEED construction et rénovation V4		504
Réglementation thermique des bâtiments existants		504
RT 2012		505
BIM 1 jour pour tout comprendre		505
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments		506
Audit énergétique des bâtiments		506
Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat		507
Bâtiments basse consommation et énergie positive		508
Les énergies renouvelables dans les bâtiments		508
Thermique du bâtiment - Formation INSAVALOR		527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments Formation INSAVALOR		527

### • BÂTIMENTS ET SANTÉ SÉCURITÉ







Maîtriser la qualité de l'air intérieur		509
Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments		510
Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations		510
Maîtriser le risque légionelles		511
Initiation à la sécurité incendie		511
Sécurité incendie dans les ERP		512
Désenfumage des bâtiments		512

## Énergie


### • MARCHÉS ET ACHATS D'ÉNERGIE

Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1		513
Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 2		513
Négocier ses achats d'électricité et de gaz		514
L'achat d'énergie par les personnes publiques		514
Les marchés du carbone et des GES		515
Finance Carbone		515
Les marchés des matières premières		380
Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques		381

### • CONSOMMATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE


Responsable énergie en entreprise - Cycle certifiant	 	516
Norme ISO 50001		518
Audit énergétique des entreprises		518
Efficacité énergétique d'un site industriel		519
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments		506
Les énergies renouvelables dans les bâtiments		508

### • ÉNERGIES RENOUVELABLES



Le cadre réglementaire des énergies renouvelables		520
Produire de l'énergie à partir de biogaz		520

## Développement durable

### • DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chargé de mission développement durable		521
Achats et marchés publics responsables		521
La démarche RSE comme levier d'innovation	@	
Les RH et la dimension sociale de la RSE		116

### • GESTION RESPONSABLE ET ÉQUITABLE DE L'EMPLOI ET DES CARRIÈRES

Risques psychosociaux au travail		522
Gestion des compétences		522
Management intergénérationnel		522
Manager en incarnant des valeurs et une vision		522

## Partenariat EFE-INSAVALOR

Valorisation des déchets	524
Santé et environnement	524
A.P.R. : analyse préliminaire des risques	525
Sécurité des équipements de travail	525
Fonctionnement des systèmes industriels	526
AMDEC maintenance	526
Thermique du bâtiment	527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments	527

## INTERNATIONAL









### Formation longue

Maîtriser l'anglais juridique des affaires	  534
--	---



### Droit international des affaires

Sécuriser un contrat de commerce international	 532
Joint venture : choisir la forme juridique adaptée	140
Marchés de partenariat et concessions à l'international	532
Garanties financières dans un contexte international	 533
Corruption	173
Maîtriser le droit des produits dérivés	 359
Droit des affaires en Chine	533
Droit des contrats chinois	198
Maîtriser l'anglais juridique des affaires - <b>Cycle long</b>	  534
Droit comparé des contrats anglais et français	  534
English contracts and English companies law	 535
Contracts under Common Law	 535
Flux transfrontières de données personnelles	192
Transfert de technologie	196

## Fiscalité et finance internationales

Fiscalité internationale	 536
TVA des opérations internationales	 536
Conventions fiscales internationales	 325
Transférer le siège social de son entreprise	325
Implanter une holding	320
Établissement stable	326
Prix de transfert	 537
Rédiger sa documentation de prix de transfert	327
Fiscalité des transactions intra-groupe	 319
Fiscalité internationale du patrimoine	537
Fiscalité des non-résidents	328
Expatriation et détachement	 68
Maîtriser la pratique de la DEB	331
TVA des échanges internationaux de biens	 332
TVA et douane	333
Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1	 335
Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières - Niveau 2	335
Gestion du risque financier à l'international	538

## Comptabilité à l'international

Lire et interpréter les états financiers américains	 538
Maîtriser le reporting en US GAAP	539
English for Accounting and Finance	 539

## Les formations en anglais

Anglais pour assistant(e) juridique	 213
Négociation en anglais	 202
Droit comparé des contrats anglais et français	  534
Maîtriser l'anglais juridique des affaires - <b>Cycle long</b>	  534
English contracts and English companies law	 535
Contracts under Common Law	 535
French business law in English	 203
English for Accounting and Finance	 539



**Robert BIEWER**  
Responsable du secteur  
Droit social - RH - Formation

Plus qu'une simple réforme, la création du Compte Personnel de Formation (CPF) opère avant tout un changement de paradigme dans la manière dont la formation est perçue par les différentes parties prenantes (directions RH, salariés, OPCA). Celle-ci n'est plus simplement un droit individuel, mais un outil qui permet aux salariés de développer leur portefeuille de compétences afin de maintenir leur employabilité,

## ÉDITO

et une opportunité que les services RH doivent saisir pour déployer une politique de GPEC plus ambitieuse et efficiente.

C'est fort de cette conviction qu'EFE vous propose une offre de formation Droit social-Ressources humaines-Formation 2016, avec des parcours de formation intégrant des dispositifs pédagogiques multimodaux (classes virtuelles, webinars, communautés d'apprenants) adaptés aux nouvelles attentes de vos collaborateurs sur la diversité des situations d'apprentissage.

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT



**" La loi Macron de 2015 simplifie en apparence plusieurs aspects de notre droit du travail "**

**Alexis TRICLIN**

Docteur en droit, Maître de conférences à l'Université de Paris Saclay où il dirige le Master Droit social en alternance. Avocat, il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages notamment sur la sécurité au travail. Il intervient dans des grands groupes industriels et des PME pour former et conseiller des managers et des DRH.

**Quels sont les grands changements en cas de contentieux avec un salarié ?**

Pour mettre fin à d'interminables procès (26 mois en moyenne), la loi Macron introduit plusieurs changements. En premier lieu, les prud'hommes pourront homologuer des accords amiables. La réforme permettra également d'aller directement devant la formation du juge professionnel. Enfin, le bureau de conciliation, chargé désormais d'orienter, pourra renvoyer une affaire devant une formation restreinte qui devra statuer dans un délai de 3 mois.

**Et en matière de dommages et intérêts en cas de licenciement ?**

Pour faciliter les embauches, la nouvelle loi plafonne pour la première fois les dommages et intérêts en introduisant un plancher et un plafond avec plusieurs niveaux. Un référentiel sur les indemnités susceptibles d'être allouées au salarié pour compenser son licenciement " sans cause ni réelle ni sérieuse " sera établi à partir de critères tels que l'ancienneté, la jurisprudence, l'âge. Si les deux parties sont d'accord, l'indemnité sera fixée au barème.

**Quelles autres modifications doivent retenir l'attention des entreprises ?**

- La possibilité d'ouvrir plus largement des commerces le dimanche dans les nouvelles zones touristiques internationales.
- Des licenciements plus faciles pour motif économique dans un seul établissement d'un groupe de sociétés. Des accords offensifs pourront permettre de déroger aux conventions collectives pour offrir plus de flexibilité.
- Un renforcement du rôle des comptes épargne avec un placement de l'intéressement.

# DROIT SOCIAL RH FORMATION

DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ  
BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

**109**  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Animée par une intervenante qui a su s'adapter au niveau disparate de l'auditoire, cette formation, déployée de manière très interactive, m'a permis d'avoir une meilleure connaissance des accords de branche. Je peux désormais m'atteler au travail de mise en conformité au sein de mon entreprise.*

**Sylvie HEBIA**

Juriste d'entreprise  
HAEMONETICS

Participante à la formation

" Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " p. 58



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois



@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## CERTIFICATION SUPdesRH

Titre certifié de niveau II reconnu au RNCP

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Les fondamentaux du droit social	52
Découvrir l'essentiel des IRP	52
La diversité en entreprise	53
REPORT-ÂGES : gestion des âges dans l'entreprise	53
L'entretien d'appréciation	53
L'entretien de recrutement	53

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations certifiantes et longues
















### • FORMATION DIPLÔMANTE

Titre " Chargé(e) des ressources humaines "	 54
---	--





### • PARCOURS MÉTIERS

Responsable des ressources humaines	 56
Responsable formation et développement des compétences	 56
Juriste en droit du travail	 57

### • CYCLES CERTIFIANTS






Juriste spécialisé en droit social	  60
Responsable recrutement	  74
Responsable formation	  82
Chargé(e) de formation	  84
Formateur	 90
Gestionnaire paie	  94
Gestion des ressources humaines	  102
Responsable des relations sociales	  108

### • CYCLES LONGS








L'essentiel du droit social	 64
Assistant(e) Ressources Humaines	 101
L'essentiel de la fonction RH	  115

## Droit social






### • GESTION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1	 58
Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2	 59
Juriste spécialisé en droit social - Cycle certifiant	  60
Droit du travail pour responsables RH	 62





### • GESTION DU CONTRAT DE TRAVAIL (SUITE)

Droit social & RH - Summer days	63
L'essentiel du droit social - Cycle long	 64
Droit social pour managers	 65
Gérer les contrats de travail	65
CDD et intérim : sécuriser ses contrats	 66
Sécuriser les contrats de sous-traitance	 161
Organiser le télétravail	 66
Les départs négociés	 67
Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise	67
Expatriation et détachement	 68

### • RÉMUNÉRATION, RETRAITE ET PROTECTION SOCIALE







Rémunération des cadres dirigeants	68
Stock-options et actions gratuites	 69
Intéressement, participation, épargne salariale	 69
Maîtriser les régimes de retraite	 70
Préparer son dossier de retraite	 70
Maîtriser le système de protection sociale	411
Prévoyance collective	412
Assurance complémentaire santé	 415
Généralisation de la complémentaire santé	415

### • RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR, CONTRÔLE ET CONTENTIEUX

Maîtriser le risque pénal en droit du travail	 71
Responsabilité pénale	175
Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	71
Exercice du pouvoir disciplinaire	 72
Gérer un contrôle URSSAF	72
Gérer un contentieux prud'homal	 73
Le contentieux des représentants du personnel	 73

## Recrutement et développement des compétences

### • RECRUTEMENT

Responsable recrutement - Cycle certifiant	  74
Réussir ses recrutements	  76
Conduire un entretien de recrutement	  76
Maîtriser le recrutement web 2.0	77



## • DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

RH acteur du développement des compétences		77
Organiser et conduire les entretiens individuels RH		78
Les entretiens professionnels obligatoires		78
Mettre en place l'entretien annuel		79
Gestion des compétences		79
Conduire un entretien professionnel pour managers		116
Révéler ses talents avec Map'Up®	@	
Mener efficacement ses entretiens annuels	@	
Construire et mettre en place la GPEC		80
Construire un référentiel des compétences		81
Organiser la transmission des savoirs en entreprise		81

## Formation

### • GESTION DE LA FORMATION

Responsable formation - Cycle certifiant			82
Charge(é) de formation - Cycle certifiant			84
Appliquer la réforme de la formation professionnelle			86
RH acteur du développement des compétences			77
Gestion administrative et financière de la formation			86
Assistant(e) formation			87
Gérer le plan de formation et le CPF			87
Élaborer le plan de formation			88
Optimiser ses achats de formation			88
Piloter la mise en œuvre d'actions de formation			89
Évaluer les actions de formation			89

### • INGÉNIERIE DE LA FORMATION

Formateur - Cycle certifiant		90
Formation de formateurs occasionnels		92
Concevoir une action de formation		93
Animer une action de formation		93
Concevoir et animer une présentation PowerPoint	@	

## Paie et administration du personnel

### • PAIE

Gestionnaire paie - Cycle certifiant			94
L'essentiel de la paie pour non-spécialistes			96
Pratique de la paie - Niveau 1			96
Pratique de la paie - Niveau 2			97
Pratique de la paie - Niveau 3			98
Établir le bulletin de paie			98
Calcul de la dernière paie			99
Comptabiliser les charges de personnel		271	
Audit de la paie		99	
Calculer les cotisations sociales		100	
Remplir la Déclaration Sociale Nominative		100	
Gérer un contrôle URSSAF		72	

## • ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Assistant(e) Ressources Humaines - Cycle long		101	
Gestion des ressources humaines - Cycle certifiant			102
Gérer l'administration du personnel au quotidien			104
Assistant(e) RH		104	

## Relations sociales

Représentants du personnel		105	
Le contentieux des représentants du personnel		73	
Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CE		105	
CHSCT : ses missions et ses moyens		112	
Présider le Comité d'Entreprise		106	
Réussir les élections professionnelles		106	
Négocier avec ses partenaires sociaux		107	
Construire un accord collectif		107	
Responsable des relations sociales - Cycle certifiant			108

## Santé et sécurité au travail

Animateur santé sécurité		497
Accidents du travail et maladies professionnelles		110
Méthode de l'arbre des causes		500
La faute inexcusable de l'employeur		403
Risques psychosociaux au travail		110
Maîtriser son stress pour améliorer ses performances	@	
Réglementation santé et sécurité - Niveau 1		495
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2		495
Réaliser son plan de prévention		499
Prévenir la pénibilité en entreprise		111
Prévenir les troubles musculosquelettiques		111
Maîtriser le risque pénal en droit du travail		71
Présider le CHSCT		112
CHSCT : ses missions et ses moyens		112

## Process et outils RH

### • CONTRÔLE DE GESTION SOCIALE

Conduire un audit social		113
Contrôle de gestion sociale		113
Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux		114

### • PILOTAGE RH

Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines		114
L'essentiel de la fonction RH - Cycle long		115
Les RH et la dimension sociale de la RSE		116

### • RH POUR MANAGERS

6 étapes pour recruter un candidat	@	
Devenir manager coach	@	
Mener efficacement ses entretiens annuels	@	
Conduire un entretien professionnel pour managers		116

### • COMMUNICATION INTERNE ET MARKETING RH

Optimiser sa communication interne - Formation CFPJ		117
Développer sa marque employeur - Formation CFPJ		117

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## INITIATION

Droit social		Recrutement et développement des compétences		Formation	
Maîtriser la pratique du droit du travail <b>Niveau 1</b> p. 58	Rémunération des cadres dirigeants p. 68	Réussir ses recrutements p. 76	Révéler ses talents avec Map'Up® sur www.efefr	Appliquer la réforme de la formation professionnelle p. 86	Gérer le plan de formation et le CPF p. 87
Droit du travail pour responsables RH p. 62	Maîtriser les régimes de retraite p. 70	Organiser et conduire les entretiens individuels RH p. 78	Mener efficacement ses entretiens annuels sur www.efefr	Assistant(e) formation p. 87	Formation de formateurs occasionnels p. 92
CDD et intérim : sécuriser ses contrats p. 66	Maîtriser le système de protection sociale p. 411	Mettre en place l'entretien annuel p. 79	Gestion des compétences p. 79		
Droit social pour managers p. 65	Assurance complémentaire santé p. 415	Conduire un entretien professionnel pour managers <b>Nouveau</b> p. 116	Transmettre son savoir-faire avant son départ en retraite sur www.efefr		
Sécuriser les contrats de sous-traitance p. 161	Généralisation de la complémentaire santé p. 415				
Les départs négociés p. 67	Gérer un contentieux prud'homal p. 73				

## PERFECTIONNEMENT

Perfectionner la pratique du droit du travail - <b>Niveau 2</b> p. 59	Intéressement, participation, épargne salariale p. 69	Responsable recrutement <b>Cycle certifiant</b> p. 74	Les entretiens professionnels obligatoires <b>Nouveau</b> p. 78	Responsable formation Cycle certifiant p. 82	Optimiser ses achats de formation p. 88
Juriste spécialisé en droit social <b>Cycle certifiant</b> p. 60	Préparer son dossier de retraite p. 70	Conduire un entretien de recrutement p. 76	Construire et mettre en place la GPEC p. 80	Chargé(e) de formation <b>Cycle certifiant</b> <b>Nouveau</b> p. 84	Piloter la mise en œuvre d'actions de formation p. 89
Summer days droit social & RH p. 63	Prévoyance collective p. 412	Maîtriser le recrutement web 2.0 p. 77	Organiser la transmission des savoirs en entreprise p. 81	RH acteur du développement des compétences p. 77	Formateur <b>Cycle certifiant</b> p. 90
L'essentiel du droit social <b>Cycle long</b> p. 64	Responsabilité pénale p. 175	RH acteur du développement des compétences p. 77		Gestion administrative et financière de la formation p. 86	Concevoir une action de formation p. 93
Gérer les contrats de travail p. 65	Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces p. 71			Élaborer le plan de formation p. 88	Concevoir et animer une présentation PowerPoint sur www.efefr
Organiser le télétravail <b>Nouveau</b> p. 66	Exercice du pouvoir disciplinaire p. 72				
Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise p. 67	Gérer un contrôle URSSAF p. 72				
Le contentieux des représentants du personnel p. 73					

## EXPERTISE

Expatriation et détachement p. 68	Maîtriser le risque pénal en droit du travail p. 71	Construire un référentiel des compétences p. 81	Évaluer les actions de formation p. 89	Animer une action de formation p. 93
Stock-options et actions gratuites p. 69				

## Paie et administration du personnel

L'essentiel de la paie pour non-spécialistes p. 96	Assistant(e) Ressources Humaines <b>Cycle long</b> p. 101
Pratique de la paie <b>Niveau 1</b> p. 96	Gérer l'administration du personnel au quotidien <b>Nouveau</b> p. 104
Assistant(e) RH p. 104	

## Relations sociales, santé et sécurité au travail

Représentants du personnel p. 105	Méthode de l'arbre des causes p. 500
Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CE p. 105	Maîtriser son stress pour améliorer ses performances sur <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Négocier avec ses partenaires sociaux p. 107	Réglementation santé et sécurité - <b>Niveau 1</b> p. 495
Animateur santé sécurité p. 497	CHSCT : ses missions et ses moyens p. 112

## Process et outils RH

Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines p. 114	6 étapes pour recruter un candidat sur <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
L'essentiel de la fonction RH <b>Cycle long</b> p. 115	Devenir manager coach sur <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Les RH et la dimension sociale de la RSE p. 116	Mener efficacement ses entretiens annuels sur <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Conduire un entretien professionnel pour managers <b>Nouveau</b> p. 116	

Gestionnaire paie <b>Cycle certifiant</b> p. 94	Comptabiliser les charges de personnel p. 271
Pratique de la paie <b>Niveau 2</b> p. 97	Calculer les cotisations sociales p. 100
Établir le bulletin de paie p. 98	Gérer un contrôle URSSAF p. 72
Gestion des ressources humaines <b>Cycle certifiant</b> p. 102	

Le contentieux des représentants du personnel p. 73	Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 p. 495
Présider le Comité d'Entreprise p. 106	Réaliser son plan de prévention p. 499
Responsable des relations sociales <b>Cycle certifiant</b> p. 108	Prévenir la pénibilité en entreprise p. 111
Accidents du travail et maladies professionnelles p. 110	Prévenir les troubles musculosquelettiques <b>Nouveau</b> p. 111
Risques psychosociaux au travail p. 110	Présider le CHSCT p. 112

Contrôle de gestion sociale p. 113	Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux p. 114
------------------------------------	--

Pratique de la paie <b>Niveau 3</b> p. 98	Audit de la paie p. 99
Calcul de la dernière paie p. 99	Remplir la Déclaration Sociale Nominative <b>Nouveau</b> p. 100

Réussir les élections professionnelles p. 106	La faute inexcusable de l'employeur p. 403
Construire un accord collectif p. 107	Maîtriser le risque pénal en droit du travail p. 71

Conduire un audit social p. 113	Optimiser sa communication interne p. 117
Développer sa marque employeur p. 117	

# MODULES E-LEARNING



## MODULES E-LEARNING POUR PROGRESSER ATAWAD\*

- Pour vous préparer au présentiel
- Pour renforcer l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### POURQUOI CHOISIR UN MODULE E-LEARNING ?

- Des formations courtes, scénarisées et interactives conçues par nos meilleurs experts
- Associées à nos formations présentielles en prérequis ou en complément
- À l'unité, pour se former en toute autonomie et à son rythme

### COMMENT SUIVRE UN MODULE E-LEARNING ?

- Un accès simple, ne nécessitant aucune installation logicielle, grâce à vos codes d'accès individuels
- Des modules accessibles **24h/24** et **7j/7**
- Une traçabilité du suivi des modules pour sécuriser l'apprentissage

## LES FONDAMENTAUX DU DROIT SOCIAL

### OBJECTIFS

- Tester ses connaissances sur les fondamentaux du droit social.
- Évaluer sa pratique sur le contrat, sa durée, sa rupture, ses acteurs au moyen de QCM.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services RH
- Toute personne souhaitant avoir une bonne connaissance des grands principes du droit du travail

### PROGRAMME

- La portée des différentes règles de droit du travail
- Les principales étapes de la vie du contrat
- Les différents types de contrats de travail
- Le pouvoir disciplinaire
- Les relations avec les IRP, syndicats...

Durée : 30 minutes  
code 27011001

Tarif HT : 50 €

## LA DIVERSITÉ EN ENTREPRISE

### OBJECTIFS

- Cerner la notion de diversité.
- Décrypter les phénomènes de la discrimination.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Managers, responsables de service

### PROGRAMME

- Les enjeux de la diversité
- 3 saynètes sur les stéréotypes : homme/femme, origine, handicap
- Analyse des saynètes
- 3 saynètes sur les stéréotypes : senior ; homosexualité ; junior
- Définition de la discrimination

Durée : 35 minutes  
code 28245004

Tarif HT : 65 €

## NOS PARTENAIRES



### L'ENTRETIEN D'APPRÉCIATION

#### OBJECTIFS

- Évaluer la performance de ses collaborateurs.
- Conduire l'entretien de l'accueil à la conclusion.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Managers ou responsables d'équipe
- Responsables de service

#### PROGRAMME

- Préparer l'entretien
- Réaliser le bilan de l'année écoulée et apprécier les résultats
- Fixer des objectifs motivants pour l'année à venir
- Conclure l'entretien
- Assurer le suivi

Durée : 30 minutes  
code 28231003

Tarif HT : 125 €

### DÉCOUVRIR L'ESSENTIEL DES IRP

#### OBJECTIFS

- Identifier les différentes instances représentatives du personnel (IRP).
- Découvrir les missions, pouvoirs et moyens d'action des IRP.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Toute personne en relation avec les IRP

#### PROGRAMME

- Les délégués du personnel
- Le Comité d'Entreprise (CE)
- Les délégués syndicaux
- La délégation unique du personnel
- Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)

Durée : 30 minutes  
code 27011002

Tarif HT : 50 €

### REPORT'ÂGES : GESTION DES ÂGES DANS L'ENTREPRISE

#### OBJECTIFS

- Prendre conscience de l'impact de l'allongement de la vie professionnelle pour soi et son entreprise.
- Connaître le cadre légal.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Managers

#### PROGRAMME

- Les seniors en Europe et en France
- L'activité des seniors en France
- Enjeux pour les entreprises
- Les dispositions légales

Durée : 35 minutes  
code 28245003

Tarif HT : 65 €

### L'ENTRETIEN DE RECRUTEMENT

#### OBJECTIFS

- Préparer un entretien.
- Entamer, conduire et conclure l'entretien.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Managers
- Tout salarié impliqué dans une démarche de recrutement

#### PROGRAMME

- L'organisation d'un entretien de recrutement
- Préparer le déroulement d'un entretien de recrutement
- Commencer et conduire l'entretien de recrutement
- Conclure un entretien de recrutement
- Prendre une décision

Durée : 35 minutes  
code 28235003

Tarif HT : 125 €





# CHARGÉ(E) DES RESSOURCES HUMAINES

Titre certifié de Niveau II (BAC +3) inscrit au RNCP

**VALIDEZ À VOTRE RYTHME L'UN DES 7 BLOCS DE COMPÉTENCES** du titre de "Chargé(e) des ressources humaines" et bénéficiez d'un **certificat reconnu** qui atteste de votre capacité à maîtriser l'une des 7 compétences suivantes :

1. Assurer le respect des obligations légales et réglementaires
2. Établir la paie des collaborateurs et les déclarations sociales
3. Administrer le personnel (bilan social - tableaux de bord RH)
4. Construire et assurer le bon déroulement du plan de formation
5. Recruter et accueillir les collaborateurs
6. Collaborer à la gestion de l'emploi et des compétences
7. Gérer les relations avec les institutions représentatives du personnel

## LES + DE LA FORMATION

- Validez séparément chaque bloc de compétences à l'issue d'un parcours de formation continue pratique et opérationnel animé par des professionnels RH.
- Pour chaque bloc de compétences validé, bénéficiez d'un certificat **reconnu au RNCP et éligible au CPF**.
- Vous disposez d'un **délai de 5 ans pour valider la totalité des blocs de compétences** et obtenir le titre certifié de "Chargé(e) des ressources humaines".

Le certificat qui atteste de la maîtrise d'un bloc de compétences est délivré par SUPdesRH à l'issue d'une évaluation en ligne sous la forme d'un cas pratique ou d'un questionnaire relié à une problématique RH.

## PARCOURS DE FORMATION préparant à la validation des 7 blocs de compétences du titre " Chargé(e) des Ressources Humaines "

EFE propose deux parcours au choix visant à l'obtention d'un ou de plusieurs blocs de compétences  
sous la forme de " formations courtes " ou de " formations longues " .

### CHOIX 1 PARCOURS DE FORMATIONS COURTES 6 packages au choix pour valider l'un des 7 blocs de compétences

#### POUR VALIDER LES BLOCS 1 ET 7

**Assurer le respect des obligations légales et réglementaires**  
**Gérer les relations avec les IRP**

- Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 (code 10001 p.58) 2 jours
- Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 (code 10057 p. 59) 2 jours
- Accidents du travail et maladies professionnelles (code 10079 p. 110) 2 jours
- Exercice du pouvoir disciplinaire (10105 p. 72) 2 jours
- Maîtriser le risque pénal en droit du travail (code 10012 p. 71) 2 jours
- Réussir les élections professionnelles (code 10070 p. 106) 2 jours

**Total 12 jours - 10 unités capitalisables pour le bloc 1**

**4 unités capitalisables pour le bloc 7**

**5 145 € HT - Coût de l'évaluation : 720 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 2

**Établir la paie des collaborateurs et les déclarations sociales**

- Pratique de la paie - Niveau 1 (code 10130 p. 96) 3 jours
- Pratique de la paie - Niveau 2 (code 10131 p. 97) 3 jours
- Pratique de la paie - Niveau 3 (code 10149 p. 98) 3 jours
- Calculer les cotisations sociales (code 10145 p.100) 3 jours

**Total 12 jours - 12 unités capitalisables**

**4 660 € HT - Coût de l'évaluation : 600 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 3

**Administrer le personnel (bilan social - tableaux de bord RH)**

- Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux (code 10024 p. 114) 2 jours

**Total 2 jours - 2 unités capitalisables**

**1 310 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 4

**Construire et assurer le bon déroulement du plan de formation**

- Gestion administrative et financière de la formation (code 10094 p. 86) 2 jours - 1 310 € HT
- ou Assistant(e) formation (code 10053 p. 87) 2 jours

**Total 2 jours - 4 unités capitalisables**

**1 285 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 5

**Recruter et accueillir les collaborateurs**

- Réussir ses recrutements (code 10086 p. 76) 3 jours - 1 785 € HT
- ou Conduire un entretien de recrutement (code 10048 p. 76) 2 jours

**Total 2 jours - 4 unités capitalisables**

**1 270 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 6

**Collaborer à la gestion de l'emploi et des compétences**

- Construire et mettre en place la GPEC (code 10117 p. 80) 2 jours - 1 310 € HT
- ou Gestion des compétences (code 10027 p. 79) 2 jours

**Total 2 jours - 4 unités capitalisables**

**1 285 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

**Un total de 40 unités capitalisables sur 32 jours de formation  
13 280€ de formation + 2 520 € de frais d'évaluation**

### CHOIX 2 PARCOURS DE FORMATIONS LONGUES 5 packages au choix pour valider l'un des 7 blocs de compétences

#### POUR VALIDER LES BLOCS 3 ET 5

**Administrer le personnel (bilan social - tableaux de bord RH)**  
**Recruter et accueillir les collaborateurs**

- Cycle long - L'essentiel de la fonction RH (code 10036 p. 115) 6 jours

**Total 6 jours - 10 unités capitalisables**

**3 195 € HT - Coût de l'évaluation : 720 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 6

**Collaborer à la gestion de l'emploi et des compétences**

- Construire et mettre en place la GPEC (code 10117 p. 80) 2 jours - 1 310 € HT
- ou Gestion des compétences (code 10027 p. 79) 2 jours

**Total 2 jours - 4 unités capitalisables**

**1 285 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

#### POUR VALIDER LES BLOCS 1 ET 7

**Assurer le respect des obligations légales et réglementaires**  
**Gérer les relations avec les IRP**

- Cycle certifiant - Juriste spécialisé en droit social (code 10124 p.60) 15 jours

**Total 15 jours - 14 unités capitalisables**

**7 790 € HT - Coût de l'évaluation : 720 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 2

**Établir la paie des collaborateurs et les déclarations sociales**

- Cycle certifiant - Gestionnaire paie (code 10139 p.94) 12 jours

**Total 12 jours - 12 unités capitalisables**

**5 700 € HT - Coût de l'évaluation : 600 € HT**

#### POUR VALIDER LE BLOC 4

**Construire et assurer le bon déroulement du plan de formation**

- Gestion administrative et financière de la formation (code 10094 p. 86) 2 jours - 1 310 € HT
- ou Assistant(e) formation (code 10053 p. 87) 2 jours

**Total 2 jours - 4 unités capitalisables**

**1 285 € HT - Coût de l'évaluation : 300 € HT**

**Un total de 40 unités capitalisables sur 35 jours de formation  
12 550 € de formation + 2 340 € de frais d'évaluation**

**Pour en savoir plus  
ou être conseillé,**

contactez Robert BIEWER  
au 01 44 09 12 89  
ou [rbiewer@efe.fr](mailto:rbiewer@efe.fr)





# Responsable des ressources humaines

## PROPOSITION DE PARCOURS

**Le Responsable des ressources humaines est un acteur stratégique dans l'entreprise, en charge de la gestion des hommes, de leurs compétences et de leurs emplois. Il est par ailleurs le garant du dialogue social en relayant une communication efficace entre la direction, les services transversaux et opérationnels, et les salariés de l'entreprise. Ses missions de manager de terrain exigent des compétences juridiques, administratives et psychologiques ainsi que des qualités d'écoute, de créativité et de flexibilité pour être en phase avec les différents types d'entreprises et de population.**

### LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Décliner et appliquer la politique de gestion RH de l'entreprise
- 2 - Assurer et suivre la gestion du personnel et de ses compétences
- 3 - Contrôler l'application du droit et de la réglementation du travail
- 4 - Organiser le dialogue social et y participer

### OPTION CPFFP



#### RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

### Bloc 1 - Décliner et appliquer la politique de gestion RH de l'entreprise (9 jours)

Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines (3 jours) - p. 114  
Maîtriser le recrutement web 2.0 (2 jours) - p. 77  
Gestion des compétences (2 jours) - p. 79  
Construire et mettre en place la GPEC (2 jours) - p. 80

### Bloc 2 - Assurer et suivre la gestion du personnel et de ses compétences (9 jours)

Réussir ses recrutements (3 jours) - p. 76  
Organiser et conduire les entretiens individuels RH (3 jours) - p. 78  
Appliquer la réforme de la formation professionnelle (1 jour) - p. 86  
Piloter la mise en œuvre d'actions de formation (2 jours) - p. 89

### Bloc 3 - Contrôler l'application du droit et de la réglementation du travail (5 jours)

Droit du travail pour responsables RH (2 jours) - p. 62  
L'essentiel de la paie pour non-spécialistes (2 jours) - p. 96  
Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise (1 jour) - p. 67

### Bloc 4 - Organiser le dialogue social et y participer (4 jours)

Représentants du personnel (2 jours) - p. 105  
Négocier avec ses partenaires sociaux (2 jours) - p. 107

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de responsable des ressources humaines reconnu par la FFP.



Code 10156

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Responsable formation et développement des compétences

## PROPOSITION DE PARCOURS

**Les missions du responsable formation évoluent en fonction de la politique de formation de l'entreprise et des attentes des collaborateurs. Le responsable formation a pour fonction de concevoir, piloter, gérer, évaluer le dispositif de formation et de développer les moyens pédagogiques. Il doit savoir mettre en cohérence la stratégie de l'entreprise, les dispositifs de formation et les évolutions réglementaires, pédagogiques, sociales ou économiques, organiser et accompagner la qualification des personnes en formation.**

### LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser la fonction de responsable formation dans l'entreprise
- 2 - Définir la politique de formation
- 3 - Concevoir ou acheter des produits pédagogiques
- 4 - Évaluer les formations
- 5 - Gérer la formation et son budget

### OPTION CPFFP



#### RESPONSABLE FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

### Bloc 1 - Maîtriser la fonction de responsable formation dans l'entreprise (3 jours)

RH acteur du développement des compétences (2 jours) - p. 77  
Appliquer la réforme de la formation professionnelle (1 jour) - p. 86

### Bloc 2 - Définir la politique de formation (8 jours)

Construire et mettre en place la GPEC (2 jours) - p. 80  
Organiser la transmission des savoirs en entreprise (3 jours) - p. 81  
Élaborer le plan de formation (3 jours) - p. 88

### Bloc 3 - Concevoir ou acheter des produits pédagogiques (8 jours)

Concevoir et animer une présentation PowerPoint (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Concevoir une action de formation (2 jours) - p. 93  
Piloter la mise en œuvre d'actions de formation (2 jours) - p. 89  
Optimiser ses achats de formation (2 jours) - p. 88

### Bloc 4 - Évaluer les formations (2 jours)

Évaluer les actions de formation (2 jours) p. 89

### Bloc 5 - Gérer la formation et son budget (2 jours)

Gestion administrative et financière de la formation (2 jours) - p. 86

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de Responsable formation reconnu par la FFP.



Code 10157

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



Le juriste d'entreprise spécialisé en droit social a pour mission de garantir l'application du droit social et du droit du travail pour la bonne gestion des relations individuelles et collectives, permettant ainsi de prévenir les risques juridiques encourus. Il sécurise l'ensemble des processus de l'entreprise, en particulier ceux qui sont liés à des projets stratégiques de changement.

➊ **LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :**

- 1 - Garantir juridiquement les relations individuelles
- 2 - Sécuriser juridiquement les relations collectives
- 3 - Assurer la gestion sociale de l'entreprise



Code 10155

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

**OPTION CPFFP**



**JURISTE EN DROIT DU TRAVAIL**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

**PROPOSITION DE PARCOURS**

Perfectionnement

**BLOC 1 Garantir juridiquement les relations individuelles (10 jours)**

**Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 (2 jours)**

- Approfondir ses connaissances en droit du travail.
- Maîtriser les règles encadrant la conclusion et la rupture du contrat de travail.
- Maîtriser les missions et le statut des représentants du personnel.

**Gérer les contrats de travail (2 jours)**

- Intégrer efficacement les règles du droit du travail dans les processus RH.
- Faire évoluer les contrats en place au gré des évolutions de l'entreprise.
- Sécuriser les processus de recrutement et de rupture des contrats de travail.

**Exercice du pouvoir disciplinaire (2 jours)**

- Maîtriser le cadre juridique du droit disciplinaire.
- Identifier les droits et les devoirs des parties au contrat de travail.
- Cerner les limites de la vie personnelle et vie professionnelle.

**Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise (1 jour)**

- Améliorer la gestion prévisionnelle de ses effectifs.
- Maîtriser les règles encadrant la rupture du contrat de travail pour motif économique.
- Choisir la procédure la plus adaptée aux besoins évolutifs de l'entreprise.

**Les départs négociés (1 jour)**

- Maîtriser les modes de rupture négociée du contrat de travail.
- Choisir le mode de rupture le mieux adapté.
- Négocier et rédiger un accord de départ.

**Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces (1 jour)**

- Mesurer la portée et les limites de la délégation de pouvoirs.
- Maîtriser les conditions de validité.
- Rédiger l'acte de délégation en toute sécurité juridique.

**Gérer un contentieux prud'homal (1 jour)**

- Prévenir les risques de contentieux.
- Bien préparer son dossier en prévision d'un litige.
- Maîtriser les différentes phases et particularités de la procédure prud'homale.

**BLOC 2 Sécuriser juridiquement les relations collectives (9 jours)**

**Représentants du personnel (2 jours)**

- Identifier les missions, pouvoirs et moyens d'action des représentants du personnel.
- Maîtriser les droits et devoirs de l'employeur.
- Gérer efficacement le fonctionnement des institutions représentatives et prévenir le délit d'entrave.

**Réussir les élections professionnelles (2 jours)**

- Maîtriser les étapes clés de la préparation et du déroulement des élections professionnelles.
- Négocier et rédiger un protocole d'accord préélectoral.
- Sécuriser le processus électoral et prévenir le contentieux.

**Négocier avec ses partenaires sociaux (2 jours)**

- Cerner les enjeux et étapes clés d'une négociation réussie.
- Maîtriser les outils et les techniques juridiques, relationnelles et comportementales.
- Assurer le suivi de l'accord.

**Construire un accord collectif (2 jours)**

- Identifier les étapes clés de mise en place d'un accord collectif.
- Rédiger au mieux les clauses de l'accord.
- Dénoncer un accord en toute sécurité juridique.

**Le contentieux des représentants du personnel (1 jour)**

- Maîtriser les obligations d'information/consultation.
- Faire face aux demandes d'expertises, d'enquêtes et exercices du droit d'alerte.
- Intégrer les spécificités de la procédure en cas de contentieux.

**BLOC 3 Assurer la gestion sociale de l'entreprise (3 jours)**

**Maîtriser le risque pénal en droit du travail (2 jours)**

- Intégrer les mécanismes de la responsabilité pénale.
  - Identifier les principaux risques en droit du travail.
  - Mettre en place des procédures internes.
- CHSCT : ses missions et ses moyens (1 jour)**
- Identifier le rôle spécifique du CHSCT en matière d'hygiène et de sécurité du travail.
  - Déterminer les limites de ses pouvoirs et missions.
  - Maîtriser le risque de délit d'entrave.

➋ **COMPÉTENCES MÉTIER**

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de Juriste en droit du travail reconnu par la FFP.

# Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1

Le contrat de travail et les IRP



Parce que le droit du travail s'impose à tous au sein de l'entreprise, il convient d'en maîtriser les règles essentielles qui régissent les relations contractuelles, de la conclusion à la rupture du contrat de travail, ainsi que les relations entre employeurs, salariés et représentants du personnel.

## OBJECTIFS

- Acquérir les connaissances juridiques de base en droit du travail et les mettre en pratique.
- Maîtriser les différents types de contrats de travail, leur contenu et leur gestion.
- Identifier les principaux partenaires et intervenants.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services RH
- Toute personne souhaitant maîtriser les principes fondamentaux du droit du travail

## ANIMATEUR

Véronique GARGUILO  
Consultante spécialisée droit social  
FORMA CONSEIL

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en pratique les règles de base du droit du travail.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un collaborateur RH ou d'un manager opérationnel, et j'applique la législation relative au contrat de travail et aux représentants du personnel.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

### Module e-learning : les fondamentaux du droit social

#### Cerner l'environnement juridique des relations du travail

##### Identifier et connaître les sources du droit du travail

- Loi, conventions et accords collectifs, jurisprudence, usages, règlement intérieur...
- Savoir où trouver l'information dont on a besoin

**Partage d'expériences** : la hiérarchie et l'articulation des règles du droit du travail

##### Distinguer les juridictions compétentes en droit du travail

- Les compétences spécifiques des juridictions civiles, pénales et administratives
- Rôles et pouvoirs de l'inspecteur du travail

**Partage d'expériences** : les juridictions compétentes en droit social

#### Le contrat de travail en pratique

##### Choisir et rédiger le contrat de travail

- Connaître les formalités préalables à l'embauche
- Choisir le contrat de travail le mieux adapté : Contrat à Durée Indéterminée (CDI), Contrat à Durée Déterminée (CDD), intérim, temps partiel, alternance...
- Rédiger les clauses essentielles et sensibles : mobilité, horaires, non-concurrence...

**Étude de cas** : analyse commentée des clauses sensibles du contrat de travail

##### Gérer la relation contractuelle

- Appliquer la durée et l'aménagement du temps de travail : temps partiel, heures supplémentaires, congés, absences, convention de forfait...
- Identifier les comportements fautifs et les sanctions applicables
- Exercer le pouvoir de direction et le pouvoir disciplinaire

**Mise en situation** : étendue et limites du pouvoir disciplinaire de l'employeur

##### Gérer la rupture du contrat de travail

- Maîtriser tous les aspects du licenciement
- Sécuriser les départs négociés
- Anticiper les conséquences de la rupture

**Exercice d'application** : élaboration d'une rupture conventionnelle homologuée

#### Les instances représentatives du personnel

- Comité d'entreprise et d'établissement
- Délégués du personnel
- Délégués et représentants syndicaux
- Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)
- Organiser les élections
- Cerner leurs rôles et attributions respectifs
- Identifier les obligations de l'employeur à leur égard
- Assurer le fonctionnement régulier de ces instances

**Exercice d'application** : identification des missions et des domaines d'intervention respectifs des IRP

### Quiz aval



Code 10001

Paris			Lyon		
21-22	mars	2016	9-10	juin	2016
9-10	juin	2016	12-13	décembre	2016
25-26	août	2016			
6-7	octobre	2016			
12-13	décembre	2016			

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 030 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Formation très intéressante, permettant d'avoir un aperçu rapide mais étayé de nombreux exemples sur les bases nécessaires à la pratique du droit du travail. "

Max B.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

# Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2

Sécuriser les relations individuelles et collectives du travail



La situation des salariés au sein de l'entreprise est régie par le contrat de travail mais aussi par d'autres sources de droit telles que les conventions collectives, les usages... La maîtrise de l'ensemble des règles juridiques qui organisent le statut individuel et collectif des salariés permet in fine de mieux sécuriser la relation de travail et de limiter le risque de contentieux.

## OBJECTIFS

- Approfondir ses connaissances en droit du travail.
- Maîtriser les règles encadrant la conclusion et la rupture du contrat de travail.
- Maîtriser les missions et le statut des représentants du personnel.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes en droit social
- Collaborateurs de la fonction ressources humaines
- Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances en droit du travail

## ANIMATEURS

Jacques PCHIBICH  
& Laure SARECH  
Avocats à la Cour  
CABINET SARECH & PCHIBICH

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'assister et de conseiller les directions opérationnelles de votre entreprise en matière de législation du travail.

## PROGRAMME

Perfectionnement



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un collaborateur RH ou d'un juriste, et je sécurise l'ensemble des relations de travail pour limiter le risque de contentieux.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Sécuriser la conclusion et le suivi des contrats de travail

##### Choisir le contrat de travail le mieux adapté

- Contrat à Durée Indéterminée (CDI), Contrats à Durée Déterminée (CDD), intérim, temps partiel... Les critères de choix

**Exercice d'application :** rédaction des clauses les plus délicates sous l'éclairage de la dernière jurisprudence et des réformes législatives

##### L'exécution du contrat de travail et sa modification

- Gérer les différents cas de suspension du contrat de travail
- Maîtriser les règles liées au départ en formation
- Faire face à un comportement fautif : les sanctions disciplinaires
- Gérer la modification du contrat : lieu, horaires, fonction...

**Étude de cas :** choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail

#### Mettre en œuvre les règles encadrant la rupture du contrat

##### Licenciement pour motif personnel

- Mettre en place une procédure : préparer son dossier, motiver et notifier la décision et indemniser le salarié

- Les contraintes légales et la jurisprudence récente

**Exercice d'application :** rédaction de la lettre de licenciement

##### Licenciement pour motif économique

- Intégrer l'obligation de négociation sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC)

- Sécuriser la procédure de licenciement

- Élaborer le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et recourir au contrat de sécurisation professionnelle

##### Maîtriser le régime de la rupture conventionnelle

- Négocier une transaction
- Respecter les conditions de validité, mesurer les effets, négocier le montant de l'indemnité transactionnelle

#### Durée et aménagement du temps de travail

##### Appliquer la réglementation du temps de travail

- Durée légale, conventionnelle, temps effectif, partiel, droits au repos, convention de forfait : maîtriser les normes en vigueur

##### Optimiser les aménagements du temps de travail en toute sécurité

- Le régime des heures supplémentaires
- Distinguer les différentes formes d'aménagement du temps de travail
- Le régime du compte épargne temps

#### Maîtriser les rapports avec les représentants du personnel

##### Connaître le rôle des différentes instances élues et désignées

##### Identifier les obligations de l'employeur

- Heures de délégation, réunions, information et consultation

##### Maîtriser les règles du dialogue social

- Le principe majoritaire dans la conclusion d'accords collectifs
- L'articulation entre les niveaux de négociation et la reconnaissance de l'accord de groupe
- Négocier avec le comité d'entreprise, les délégués du personnel ou un salarié mandaté

##### Maîtriser les règles de la représentativité syndicale

**Étude de cas :** analyse de la jurisprudence relative aux critères de représentativité des syndicats

### Quiz aval



Code 10057

#### Paris

30-31	mars	2016
23-24	juin	2016
29-30	août	2016
10-11	octobre	2016
19-20	décembre	2016

#### Lyon

23-24	juin	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Quels modes de rupture du contrat de travail sont réservés au salarié ?

- A - La rupture conventionnelle
- B - La résiliation judiciaire
- C - Ma prise d'acte de rupture
- D - La démission avec réserve



Réponse : B, C et D. Les modes de rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié sont principalement au nombre de 3 : la résiliation judiciaire, le salarié peut également prendre acte de la rupture ou démissionner et saisir le Conseil de Prud'hommes pour requérir en licenciement sans cause réelle et sérieuse.



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# JURISTE spécialisé en droit social

Le juriste en droit social est l'interface entre l'entreprise et les salariés. Son rôle consiste principalement à assister la direction des ressources humaines et les managers opérationnels à répondre à toutes les questions relatives au droit du travail. Accéder à cette fonction implique ainsi de maîtriser les règles essentielles qui régissent les relations individuelles et collectives du travail.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles du droit social et les mettre en pratique.
- Faire évoluer ses pratiques et les valider.
- Intégrer les impacts des dernières réformes.

## ● PRÉREQUIS

Des connaissances générales en droit du travail sont requises pour suivre utilement cette formation.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit social
- Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances en droit social

## ● ANIMATEURS

Véronique GARGUILO  
Consultante spécialisée droit social  
FORMA CONSEIL +  
Alexis TRICLIN  
Avocat à la Cour

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la pratique du droit social pour conseiller utilement et défendre au mieux les intérêts de votre entreprise.

## MODULE 1 - 3 jours

Du recrutement à la rédaction du contrat de travail

### ● OBJECTIFS

- Se repérer dans l'arsenal des normes juridiques.
- Acquérir les bons réflexes en matière de recrutement.
- Identifier les contraintes juridiques propres aux différents contrats et procéder au choix le plus adapté.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants 🎯 Quiz amont

#### Cerner l'environnement juridique des relations du travail

Identifier et hiérarchiser les sources du droit social

- Loi, conventions et accords collectifs, jurisprudence, usages, règlement intérieur...

#### Distinguer les juridictions compétentes en droit du travail

- Les compétences spécifiques des juridictions civiles, pénales et administratives
- Rôles et pouvoirs de l'inspecteur du travail

#### Maîtriser les différentes étapes de l'embauche d'un salarié

Appliquer les meilleures méthodes pour réussir un recrutement

- Préciser les besoins de recrutement
- Rechercher et sélectionner les candidats
- Conduire l'entretien de recrutement

#### Connaître les obligations liées au recrutement

- Respecter l'obligation d'embauche de travailleurs handicapés
- Les incitations et priorités à l'embauche
- Prévenir les risques de discrimination

#### Identifier les différentes formalités à respecter

- Promesse d'embauche : nature juridique et effets
- Déclaration unique d'embauche, visites médicales

#### Choisir et rédiger le contrat de travail le mieux adapté

- Analyser les différents types de contrats
- Rédiger un CDI : les clauses usuelles et sensibles
- Maîtriser les spécificités du CDD et de l'intérim

**Exercice d'application** : rédaction des clauses sensibles du contrat de travail

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

La gestion et le suivi de la durée du travail

### ● OBJECTIFS

- Acquérir les connaissances nécessaires à la gestion de la durée du travail.
- Connaître le cadre légal et l'adapter à l'activité de l'entreprise.
- Mettre en place des outils de suivi et de contrôle du temps.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants Maîtriser les règles fondamentales de la durée du travail

#### Maîtriser le cadre juridique du temps de travail

- Définir la notion de temps de travail effectif
- Intégrer la gestion des pauses, déplacements, astreintes et temps de formations
- Identifier le risque pénal en matière de durée du travail

#### Gérer les horaires

- La mise en place, le suivi et le contrôle des horaires
- Les possibilités de modification de l'horaire
- Le contrôle par l'Inspection du travail

#### Gérer le temps de travail des cadres

- Identifier les 3 catégories de cadres
- Rédiger les conventions de forfait en temps ou en jours
- Connaître les possibilités de rachat des jours de RTT

#### Gérer les jours de RTT

- L'acquisition des jours
- Les incidences des absences

#### Intégrer les règles du CET

- La négociation de l'accord
- Maîtriser les nouvelles possibilités d'alimentation et d'utilisation et les limites

#### S'adapter aux fluctuations de l'activité

- Définir les HS, respecter le contingent d'HS
- Paiement ou contrepartie obligatoire en repos

#### Gérer les heures complémentaires des temps partiels

- Rédaction de conventions de forfait

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 3 jours

L'exécution du contrat de travail

### ● OBJECTIFS

- Gérer les absences et les différents cas de suspension du contrat de travail.
- Sécuriser les procédures en matière d'AT/MP
- Maîtriser les différents dispositifs de formation professionnelle.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Gérer les congés payés et les périodes de suspension du contrat

Maîtriser les règles relatives aux congés payés

- Fixer et comptabiliser les CP: ordre et date des départs, affichage
- Identifier les différents cas de suspension du contrat de travail

- Gérer les arrêts maladie, les congés maternité/paternité, le congé parental, etc.

#### Gérer les accidents de travail et la maladie professionnelle

Prendre en charge les accidents de travail

- Établir la déclaration accident de travail
- Maîtriser la procédure de reconnaissance de l'AT

#### Gérer les cas de reconnaissance de maladie professionnelle

- Connaître la définition et les contours de la MP
- Connaître la typologie des principales MP

#### Gérer l'inaptitude et le reclassement du salarié

Identifier le rôle des différents acteurs

- Connaître les conditions de contestation de la déclaration et ses effets
- Connaître la situation juridique du salarié inapte

#### Rechercher une solution de reclassement

- Mesurer l'étendue de l'obligation de reclassement
- Aménager le poste de travail, une obligation
- Faire face à une impossibilité de reclassement

**Étude de cas** : mise en œuvre d'une procédure d'inaptitude

#### Maîtriser les différents dispositifs de formation professionnelle

- Bien gérer son budget formation
- Mettre en place le plan de formation
- Gérer le passage du Droit Individuel à la Formation (DIF) au Compte Personnel de Formation (CPF)

- Gérer et suivre les autres dispositifs de formation

#### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT - *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 10124

### Paris - Promotion 1

16 au 18 mars, 11-12 avril, 18 au 20 mai, 16-17 juin, 8-9 septembre, 22 septembre\* et 10 au 12 octobre 2016

### Paris - Promotion 2

16 au 18 novembre, 8-9 décembre 2016, 11 au 13 janvier, 1<sup>er</sup>-2 février, 9-10 mars, 23 mars\* et 19 au 21 avril 2017

Tarif HT : 7 790 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 6 230 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT SOCIAL

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## CERTIFICAT



Validez les blocs de compétences 1 et 7 du titre Chargé(e) des Ressources Humaines reconnu au RNCP et éligible au CPF (en savoir + p. 54)

Prix HT du certificat : 720 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 4 - 2 jours

Identifier les pouvoirs et obligations de l'employeur et leurs limites

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les modalités d'exercice du pouvoir disciplinaire.
- Cerner les limites aux pouvoirs de l'employeur.
- Identifier les pratiques managériales à proscrire.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Connaître les pouvoirs de l'employeur et leurs corollaires

##### Apprécier l'étendue du pouvoir de direction

- Modifier le contrat de travail : lieu, fonction
- Cerner les devoirs et obligations des salariés
- Exercer le pouvoir disciplinaire
- Identifier les comportements fautifs
- Connaître la procédure et les sanctions applicables

##### Cerner l'obligation de sécurité qui pèse sur l'employeur

- L'obligation de sécurité de résultat en matière d'hygiène et de sécurité
- Identifier le risque pénal

##### Cerner les limites aux pouvoirs de l'employeur

##### Respecter le principe de non discrimination

- Identifier les pratiques prohibées
- Mettre en œuvre une politique de prévention

##### Prévenir le harcèlement

- Distinguer pouvoir de direction, pouvoir disciplinaire et harcèlement
- Maîtriser le cadre juridique du harcèlement
- Gérer les risques psychosociaux
- Identifier les causes et les conséquences du stress et des RPS
- Connaître la réglementation applicable

##### Cerner le rôle et les pouvoirs des principaux interlocuteurs

- Les représentants du personnel et la médecine du travail, l'inspection du travail.

**Exercice d'application** : conception d'indicateurs RH pour détecter les risques et définition de procédures de remontée de l'information

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 5 - 2 jours

Gérer la fin du contrat de travail

### ● OBJECTIFS

- Identifier les motifs de rupture du contrat de travail.
- Sécuriser les procédures de licenciement.
- Maîtriser les étapes du processus transactionnel.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

##### La démission du salarié

- Identifier ses conditions de validité
- Cerner les conséquences pour le salarié

##### Maîtriser tous les aspects du licenciement

##### Le licenciement pour motif personnel

- Identifier les motifs de licenciement
- Sécuriser la procédure de licenciement

##### Le licenciement pour motif économique

- Maîtriser la procédure de licenciement économique
- Mettre en place les mesures d'accompagnement : PSE, contrat de sécurisation professionnelle

##### Sécuriser les départs négociés

##### Intégrer le dispositif de rupture conventionnelle

- Recourir à bon escient à la rupture amiable
- Respecter les conditions de validité de la rupture conventionnelle

##### Négocier une transaction

- Respecter les conditions de validité de la transaction
- Analyser la portée de la transaction
- Évaluer le montant de l'indemnité transactionnelle

##### Anticiper les conséquences de la rupture

- Calculer le montant des indemnités à verser
- Effectuer les formalités à charge de l'employeur

**Exercice d'application** : élaboration d'une rupture conventionnelle homologuée.

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 6 - 3 jours

Les représentants du personnel

### ● OBJECTIFS

- Assurer la mise en place et le bon fonctionnement de chaque instance.
- Identifier le rôle spécifique de chaque instance représentative du personnel.
- Mesurer la portée des obligations d'information et de consultation préalables.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

##### Les délégués du personnel

- Organiser les élections des DP
- Cerner le rôle et les missions des DP

##### Le comité d'entreprise

- Identifier la composition et le fonctionnement du CE
- Informer et consulter le CE
- Les autres comités : comité d'établissement, comité central, comité de groupe...

##### Les syndicats

- Comprendre le droit de la représentativité syndicale
- Gérer au mieux les relations avec les délégués syndicaux

##### Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

- Maîtriser le fonctionnement et les moyens du CHSCT
- Apprécier l'étendue des missions du CHSCT
- Assurer le fonctionnement régulier des IRP
- Mettre à leur disposition les moyens nécessaires
- Garantir les droits des représentants du personnel

##### Mesurer les sanctions encourues et prévenir les contentieux

- Connaître les instances compétentes et les différentes procédures
- Prévenir le risque de délit d'entrave
- **Exercice d'application** : détermination des événements de la vie de l'entreprise qui nécessitent l'information ou la consultation d'une de ces instances

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 👉 Quiz aval

# Droit du travail pour responsables RH

Sécuriser juridiquement ses décisions RH



**Afin de prévenir tout risque de contentieux, les responsables RH se doivent de sécuriser en permanence leurs pratiques contractuelles, d'identifier les risques d'infraction en matière de gestion des ressources humaines et de maîtriser les dernières évolutions, tant législatives que jurisprudentielles.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer efficacement les règles du droit du travail dans les décisions RH.
- Maîtriser les étapes du contentieux prud'homal.
- Mettre en place une politique RH en adéquation avec les obligations et les responsabilités de l'employeur.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et gestionnaires des ressources humaines
- Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans un service RH

## ● ANIMATEUR

Aude BOURUET AUBERTOT  
Avocat à la Cour

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser juridiquement vos décisions RH.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un responsable RH, et j'élabore une cartographie des risques juridiques en matière sociale.  
Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

### 🎧 Module e-learning : les fondamentaux du droit social

#### Analyser l'incidence des règles du droit du travail sur la gestion des ressources humaines

##### Identifier les risques majeurs de contentieux

- Lors de l'embauche, de l'exécution du contrat et surtout à sa rupture
- Connaître les étapes d'un contentieux prud'homal et maîtriser les règles de preuve

#### Gérer les relations avec les interlocuteurs extérieurs

##### L'inspection du travail

- Les attributions et le pouvoir de contrôle de l'Inspection du travail

##### Les URSSAF

- Les attributions et les moyens d'action des URSSAF

##### La médecine du travail

- Le rôle et les missions du médecin du travail

##### Le Conseil des prud'hommes

- Le rôle et le fonctionnement
- Les modalités de saisine

#### Sécuriser la conclusion et le suivi des contrats de travail

##### Respecter les obligations légales en matière d'embauche

- Les formalités préalables et consécutives à l'embauche

##### Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche

- Le cas des discriminations à l'embauche

**Étude de cas** : analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

##### Choisir le contrat de travail le plus adapté

- Contrats à Durée Déterminée (CDD), Contrat à Durée Indéterminée (CDI), intérim, temps partiel... les critères de choix

##### Gérer l'exécution et la modification du contrat

- Connaître les différents cas de suspension du contrat de travail
- Modifier le contrat : lieu, horaires, fonction...
- Intégrer la réglementation de la durée du travail
- Sécuriser les conditions d'exercice du pouvoir disciplinaire

**Étude de cas** : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail

#### Analyser les différents modes de rupture du contrat

- La démission et le régime de la rupture conventionnelle
- Le licenciement

#### Gérer l'absence, la maladie et l'inaptitude du salarié

- Faire face à l'absence du salarié de son poste de travail
- Ce qu'il est possible de faire et ce qu'il ne faut pas faire en cas de maladie prolongée
- Cerner l'étendue et les limites de l'obligation de reclassement en cas d'inaptitude

### ✔ Quiz aval



Code 10077

#### Paris

17-18	mars	2016
4-5	juillet	2016
21-22	novembre	2016

#### Lyon

17-18	mars	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

La jurisprudence sur l'utilisation de Facebook sur le lieu de travail évolue mais l'utilisation des nouvelles technologies et les habitudes des salariés aussi. Si l'utilisation des réseaux sociaux sur l'ordinateur professionnel peut être limitée, il sera plus difficile de l'encadrer sur les smartphones ou sur les tablettes à l'avenir. Le nombre de contentieux va certainement augmenter et c'est pour cela qu'il est important pour l'employeur d'encadrer au plus vite l'utilisation de ces outils. L'augmentation du contentieux permettra peut-être aussi de voir naître de nouvelles règles et de nouvelles dispositions qui viendront renforcer la jurisprudence actuelle.





En tant que directeur, responsable opérationnel ou manager de proximité, il est essentiel aujourd'hui de comprendre le contexte légal, les risques et les enjeux d'une politique RH bien menée et de pouvoir y contribuer. Situer les interactions entre les différents besoins de l'entreprise et les nombreuses obligations qu'impose la réglementation du travail permet à la fois de professionnaliser la fonction RH à tous les niveaux de l'organisation et de contribuer à une situation de travail saine et performante.

#### OBJECTIFS

- Cerner le lien entre la fonction RH et sa fonction de cadre ou de manager.
- Identifier les risques contractuels et légaux.
- Acquérir des pratiques permettant de mieux communiquer avec ses collaborateurs.

#### PRÉREQUIS

Avoir une expérience de manager ou évoluer au sein d'une direction des ressources humaines.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Managers opérationnels, managers de proximité
- Responsables des ressources humaines, directeurs d'unités
- Membres des institutions représentatives du personnel

#### ANIMATEUR

Anne VAN DER WEIDE  
Consultante en ressources humaines

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'intégrer les composantes RH et de mieux communiquer avec vos collaborateurs.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### MODULE 1 Gérer les contrats de travail Piloter ses équipes dans le cadre du contrat de travail

#### Distiguer les différents contrats

- La place du contrat dans la hiérarchie des normes en droit du travail
- Les caractéristiques des différents contrats de travail et leurs objectifs
- La spécificité du CDD et de l'interim

#### Recruter dans le cadre légal et réglementaire

- Les règles légales du recrutement
- La suspension du contrat et ses conséquences
- Exercice d'application** : identification des différents abus relevés dans le cadre du contrat de travail

### Rompres le contrat de travail

#### Mettre en œuvre des sanctions disciplinaires

- La source : le règlement intérieur
- Les différentes situations constituant une faute
- La faute inexcusable et la prise d'acte
- Étude de cas** : analyse d'un règlement conventionnel, le licenciement individuel ou collectif

#### Mettre fin à la relation contractuelle

- À l'initiative du salarié : la démission
- À l'initiative de l'employeur : la rupture conventionnelle, le licenciement individuel ou collectif

### MODULE 2 Prévenir les risques psychosociaux

#### Identifier les différents risques

#### Comprendre le stress et les risques psychosociaux

- De la gestion du stress au management des RPS
- Évaluer le coût du stress et des RPS

#### Lever les obstacles de l'entreprise en santé

- Réguler la surcharge de travail
- Favoriser et accompagner l'autonomie
- Développer les pratiques de reconnaissance
- Combattre les comportements toxiques
- Lutter contre l'isolement social et la fatigue du manager

#### Exercice d'application

: identification des facteurs de stress

#### Mettre en place un plan de prévention des RPS

#### Réaliser une approche globale pour prévenir les RPS

- Les principes d'une démarche stratégique
- Passer à l'action en 6 étapes

#### Développer des pratiques saines de management pour mieux vivre en entreprise

- L'exemplarité du management
- Les différents leviers du mieux-vivre en entreprise

#### Mise en situation

: visualisation d'une vidéo sur la souffrance au travail

### MODULE 3 Maîtriser les règles de la communication écrite et orale Être à l'aise à l'écrit

#### Trouver les mots justes

- Donner plus d'impact à ses écrits professionnels
- Écrire pour soigner l'image de l'organisation
- Connaître les outils actuels de communication**
- Utiliser les supports de présentation orale
- Rédiger des e-mails
- Exercice d'application** : rédaction d'une note écrite suite à un projet de déménagement

#### Utiliser la communication orale comme un outil d'animation du manager

- Distinguer le verbal et le non verbal
- Utiliser différents canaux de communication pour convaincre
- Synthétiser pour renforcer les messages dans les présentations

#### Maîtriser les différents actes d'animation

- Conduire une réunion
- S'affirmer face à ses collaborateurs
- Mise en situation** : conduite d'un entretien de recadrage avec la méthode Picto

### MODULE 4 Améliorer son efficacité grâce au Mind mapping

#### Comprendre et concevoir une Mind map

- Lire une carte mentale
- Concevoir une carte : les principes, les règles et une touche de fantaisie
- Utiliser un logiciel pour créer une carte : tour d'horizon des outils de Mind mapping
- Étude de cas** : analyse d'une Mind map

#### Gérer son temps et son organisation

- Planifier sa journée sous forme de carte mentale
- Avoir une vision claire de son activité à la semaine
- Gérer un projet
- Accélérer la vitesse de relecture de ses notes
- Favoriser la mémorisation et la restitution
- Exercices d'application** : conception d'une carte modèle pour planifier la semaine et utilisation d'une carte mentale pour un point quotidien

3,5 jours  
25 heures

Paris

19 au 22 juillet 2016

Tarif HT : 2 230 € - repas inclus

Code 10154

# L'essentiel du droit social

Cycle long pour sécuriser les contrats de travail et gérer les relations collectives



Face à la complexité croissante des règles du droit social et à l'augmentation du nombre de contentieux devant les juridictions prud'homales, avoir une vision complète et précise de la réglementation qui encadre les modalités de conclusion et de rupture des contrats de travail ainsi que la gestion des relations collectives au sein de l'entreprise est devenu un impératif pour les responsables ressources humaines.

## OBJECTIFS

- Sécuriser les processus de recrutement et de rupture des contrats de travail.
- Faire évoluer les contrats en place au gré des évolutions de l'entreprise.
- Gérer efficacement les relations avec les institutions représentatives du personnel.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et des relations sociales
- Juristes d'entreprise
- Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans la gestion du personnel et des relations sociales

## ANIMATEURS

Avi BITTON  
Avocat au Barreau de Paris  
Marc PATIN  
Avocat au Barreau de Paris  
LMBE AVOCATS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mieux cerner l'environnement juridique des relations du travail.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### MODULE 1 Sécuriser les contrats de travail du recrutement à la rupture

##### Sécuriser le processus d'embauche

###### Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche

- Les formalités préalables et consécutives à l'embauche
- L'égalité professionnelle et la non-discrimination
- **Etude de cas** : analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

###### Choisir le contrat de travail le mieux adapté

- CDI, CDD, intérim, temps partiel : les critères de choix

###### Rédiger le contrat de travail

- Les clauses du contrat de travail : savoir les faire évoluer, faut-il tout écrire...
- **Exercice d'application** : rédaction des clauses les plus délicates sous l'éclairage de la dernière jurisprudence et des réformes législatives

##### Contrôler l'exécution du contrat de travail

###### Gérer les aléas initiés par le salarié

- Gérer les différents cas de suspension du contrat de travail
- Faire face à un comportement fautif
- **Gérer les aléas initiés par l'employeur**
- Gérer la modification du contrat
- **Exercice d'application** : choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail

###### Gérer le lien de subordination

- Mise à disposition de personnel
- Transfert d'entreprise et contrats de travail

##### Maîtriser les cas de rupture du contrat de travail

- Distinguer les modes de rupture du contrat de travail
- **Exercice d'application** : choix du mode de rupture le plus adapté à la situation
- Identifier les acteurs externes de la rupture du contrat de travail
- Connaître les modalités du licenciement
- **Exercice d'application** : rédaction d'une lettre de licenciement
- **Exercice d'intersession**

#### MODULE 2 Gérer les relations collectives

##### Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

###### Les délégués du personnel

- Relations avec les salariés, interventions auprès de l'employeur
- Zoom sur le pouvoir d'enquête

###### Le Comité d'Entreprise (CE)

- Attributions, fonctionnement et pouvoirs
- Information et consultation du CE
- Le recours aux experts

**Exercice d'application** : identification des cas de consultation du CE à partir d'exemples de jurisprudence

###### Les délégués syndicaux

- Mesurer la représentativité d'une organisation syndicale
- Connaître leurs missions et moyens d'action
- Maîtriser le champ et les modalités de négociation avec les DS

##### Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

- Identifier les obligations de consultation
- Connaître les moyens d'action du CHSCT

**Exercice d'application** : identification du champ d'intervention du CHSCT à partir d'exemples concrets

##### Maîtriser leurs droits et leurs devoirs Mettre à leur disposition les moyens nécessaires

- Les obligations de l'employeur
- Les droits des représentants du personnel
- Le pouvoir de contrôle de l'employeur sur l'utilisation de ces moyens et ses possibilités de contestation et de recours
- Faire respecter le devoir de confidentialité
- **Respecter leur statut de salarié protégé**

- Les personnes concernées et l'étendue de la protection
- Les limites au droit de licencier et le risque de discrimination

##### Optimiser les relations au quotidien

- Dans la gestion de l'accès à l'information
- Dans les modalités de consultation de ces instances

### Quiz aval

**Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)**

**4** jours **28** heures

Code 10035

#### Paris

10-11 décembre 2015 et 18-19 janvier + 11 février\* 2016

15-16 mars et 7-8 avril + 27 mai\* 2016

6-7 octobre et 17-18 novembre + 20 décembre\* 2016

8-9 décembre 2016 et 16-17 janvier + 23 février\* 2017

Tarif HT : 2 375 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## TESTEZ-VOUS !

Pour quels types de contrats de travail, l'écrit est obligatoire ?

- A - Le contrat à durée déterminée à temps plein
- B - Le contrat à durée indéterminée à temps partiel
- C - Le contrat à durée indéterminée à temps plein
- D - Le contrat à travail temporaire



Réponse : A, B et D. Il n'est pas systématiquement obligatoire d'établir un écrit pour conclure un contrat de travail. Un contrat verbal reste valable. Mais l'écrit reste obligatoire pour le contrat à durée déterminée et le contrat de travail temporaire.



# Droit social pour managers

Maîtriser la réglementation et adapter son relationnel



**Un bon manager doit s'assurer de la conformité juridique de ses pratiques de gestion des ressources humaines tout en sachant créer un lien de confiance avec l'ensemble des salariés, notamment en développant la qualité de vie au travail et en optimisant ses relations avec les différentes instances représentatives du personnel.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les connaissances de base en droit social.
- Intégrer la réglementation sociale dans son management.
- Identifier les réflexes et comportements à adopter et ceux à proscrire en tant que manager pour respecter le droit social.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs de service
- Responsables d'équipe
- Managers

## ANIMATEUR

Deborah NAKACHE AMAR  
Avocat en droit social

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : les fondamentaux du droit social

#### Maîtriser l'environnement juridique des relations du travail

- Se repérer dans les sources du droit du travail : savoir où trouver l'information dont on a besoin
- Comprendre la portée de la jurisprudence

#### Identifier les différents contrats de travail

- Descriptif et analyse des différents contrats
- Impact du type de contrat de travail pour le manager

#### Gérer la relation contractuelle

- Les étapes clés du contrat
- La durée et l'aménagement du temps de travail
- Les congés, arrêts pour maladie et les absences
- La modification du contrat et des conditions de travail

**Test de connaissances :** quiz sur la liste de situations de modifications susceptibles ou non d'être imposées au salarié

- Le droit de la formation
- Le pouvoir disciplinaire

**Mise en situation :** appréciation d'un comportement fautif, et réaction vis-à-vis de l'intéressé et de sa hiérarchie

#### Prévenir les risques

- Ce qu'il faut savoir sur les obligations de l'employeur en matière de santé et de sécurité
- Le harcèlement

**Exercice d'application :** à partir de situations données présentées par l'animateur, les participants distinguent le " vrai " du " faux " harcèlement

- Le stress, la discrimination

#### Intégrer des notions de base sur le rôle des IRP et des syndicats

**Mise en situation :** analyse du comportement du manager face à un collaborateur élu

#### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser l'essentiel de la législation sociale et de gérer au mieux la relation du travail au quotidien.**



Code 10058

### Paris

10-11	mai	2016
29-30	août	2016
8-9	décembre	2016

### Lyon

10-11	mai	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Gérer les contrats de travail

Sécuriser les contrats de travail du recrutement à la rupture

**L'augmentation du nombre de contentieux aux Prud'hommes et la complexification des règles relatives à la relation individuelle de travail rendent aujourd'hui nécessaires une vigilance particulière quant au suivi des contrats de travail tant en ce qui concerne les processus de recrutement, que la rédaction des clauses du contrat de travail, ses nécessaires évolutions au gré des jurisprudences et sa rupture.**

## OBJECTIFS

- Intégrer efficacement les règles du droit du travail dans les processus RH.
- Faire évoluer les contrats en place au gré des évolutions de l'entreprise.
- Sécuriser les processus de recrutement et de rupture des contrats de travail.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et gestionnaires des ressources humaines
- Tout manager appelé à gérer une relation de travail ou à prendre des responsabilités dans un service RH

## ANIMATEUR

Marc PATIN  
Avocat au Barreau de Paris  
LMBE AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Sécuriser le processus d'embauche

- Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche

**Étude de cas :** analyse des différents motifs de discrimination prohibés par la loi sous l'éclairage de la dernière jurisprudence

- Choisir le contrat de travail le mieux adapté
- Rédiger le contrat de travail

**Exercice d'application :** rédaction des clauses les plus délicates sous l'éclairage de la dernière jurisprudence et des réformes législatives

### Contrôler l'exécution du contrat de travail

- Gérer les aléas initiés par le salarié  
**Étude de cas :** analyse des cas où il faut sanctionner ou non et dans quelle mesure, évaluation de l'impact sur le contrat de travail
- Gérer les aléas initiés par l'employeur  
**Exercice d'application :** choix de la procédure la plus adaptée pour modifier un élément essentiel de la relation de travail
- Gérer le lien de subordination

**Exercice d'application :** distinction entre prêt de main-d'œuvre et sous-traitance

**Étude de cas :** application ou non des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail au transfert des contrats de travail en cours

### Maîtriser les cas de rupture du contrat de travail

- Distinguer les modes de rupture du contrat de travail

**Exercice d'application :** choix du mode de rupture le plus adapté à la situation

- Identifier les acteurs externes de la rupture du contrat de travail
- Connaître les modalités du licenciement

**Exercice d'application :** rédaction d'une lettre de licenciement

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier clairement et de sécuriser les zones de risques au sein du processus de recrutement, d'évolution et de rupture des contrats de travail.**



Code 10151

### Paris

15-16	mars	2016
6-7	octobre	2016
8-9	décembre	2016

### Lyon

15-16	mars	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# CDD et intérim : sécuriser ses contrats

Intégrer la méthodologie pour prévenir les risques



**Le Contrat à Durée Déterminée (CDD) et l'intérim occupent une part croissante de l'emploi en France. S'agissant du CDD, la législation prévoit à la fois les cas où son usage est autorisé et les cas où il est interdit. Le recours à ce type de contrat exige de tout responsable RH de maîtriser les règles strictes qui l'encadrent afin d'éviter tout risque de requalification.**

## OBJECTIFS

- Identifier les contraintes juridiques propres aux différents contrats et procéder au choix le plus adapté.
- Rédiger en toute sécurité les contrats de travail pour éviter toute requalification.
- Prévenir les risques de mise en jeu des responsabilités civile et pénale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Responsables du recrutement
- Toute personne possédant des connaissances générales en droit social, impliquée dans la gestion de ces contrats

## ANIMATEUR

Karen DURAND-HAKIM  
Avocat au Barreau de Paris  
DDL SOCIÉTÉ D'AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les spécificités du CDD et de l'intérim

##### Choisir le contrat adéquat

**Étude de cas** : analyse comparée des avantages, inconvénients et coûts pour l'entreprise

##### Cerner les contraintes juridiques liées à leur mise en œuvre

- Cas dans lesquels le recours à l'un ou à l'autre de ces contrats est prohibé
- Identifier les dérogations possibles et les formalités préalables
- Identifier les modalités de recours au CDD senior
- Connaître les droits individuels des salariés intérimaires et en CDD
- Appliquer la convention collective et les accords collectifs
- Conséquences de l'absence du salarié intérimaire ou en CDD
- Obligations de l'employeur en matière de rémunération, congés payés et formation

##### Rédiger au mieux le contrat

- Description du poste, période d'essai, rémunération et avantages
  - Durée du contrat
  - **Exercice d'application** : rédaction de clauses sensibles des contrats de CDD et intérim
- Gérer la fin du contrat en toute sécurité**

- Prévenir un contentieux lors du départ du salarié en fin de CDD
- Les risques de requalification en CDI

#### Prévenir les risques de contrôle et de sanction

##### Déterminer les risques de contrôle

- Recours abusifs aux CDD et à l'intérim
- Éviter la mise en œuvre des responsabilités civile et pénale

**Exercice d'application** : la notion de " recours abusif " et les sanctions possibles

- Rôles des représentants du personnel et de l'inspection du travail

##### Prévenir les risques liés au recours à l'intérim

- Intérim : distinguer le partage de responsabilité entre entreprise d'accueil et entreprise de travail temporaire
- Sécurité au travail
- Le cas des accidents du travail
- Obligation de surveillance, d'information et de formation
- Rôle du CHSCT de l'entreprise utilisatrice

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de repérer les situations où le recours à un CDD est autorisé.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 10004

Paris		
18	mai	2016
28	novembre	2016

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Organiser le télétravail

Maîtriser les obligations de l'employeur



**Le télétravail permet au salarié de travailler hors des locaux de l'entreprise, en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Les enjeux pour l'employeur sont d'importance, puisqu'il est soumis à de nombreuses obligations envers le salarié placé en situation de télétravail, y compris lorsque cette situation prend fin. Le télétravail peut donc être mis en place, dans le respect de règles précises qu'il convient de maîtriser.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique du télétravail.
- Identifier les droits et les devoirs des parties au contrat de travail.
- Connaître les enjeux du télétravail.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants d'entreprises et directeurs d'établissement
- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Toute personne amenée à mettre en place le télétravail

## ANIMATEUR

Bruno CLEMENT  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le cadre juridique du télétravail

#### Définir le télétravail

- Différencier le télétravail des autres formes de travail

#### Connaître les règles de droit applicables

- Le dispositif légal : Code du travail
- Le contenu de l'ANI et des accords d'entreprises portant sur le télétravail
- Le contrat de travail initial et sa modification
- **Exercices d'application** : analyse d'un accord collectif de mise en place du télétravail, rédaction d'un avenant au contrat de travail

#### Mettre en place le télétravail

##### Définir les modalités du télétravail

- L'initiative de la mise en place du télétravail
- Le caractère total ou partiel du télétravail
- **Anticiper les conséquences sur le contrat de travail**
- Le refus du salarié d'accepter le télétravail
- La détermination des horaires et du lieu d'exécution du télétravail
- La prise en charge des coûts par l'employeur
- **Étude de cas** : analyse des conséquences sur le contrat de travail du refus d'un salarié

#### Définir les règles de fonctionnement du télétravail

##### Déterminer les conditions d'emploi du salarié

- Concilier vie privée et télétravail
- Assurer l'égalité de traitement du télétravailleur

avec les autres salariés de l'entreprise

- Garantir le droit du salarié au reclassement et à un entretien annuel
- Observer les directives de l'employeur
- Préserver la confidentialité

#### Distinguer les obligations de l'employeur

- Respecter le temps de travail préalablement défini

- Identifier les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et sécurité

**Test de connaissances** : les droits et obligations des parties au contrat de travail en matière de télétravail

#### Cerner les enjeux du télétravail

- Intégrer les enjeux organisationnels
- Prévenir la discrimination en matière d'évolution professionnelle
- Adapter le mode de management au travail à distance
- Contrôler l'activité du salarié
- Gérer le sort du salarié à la fin du télétravail
- **Étude de cas** : analyse des bonnes pratiques à adopter à partir d'un exemple réussi

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous saurez mettre en place le télétravail au sein de votre entreprise.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 10163

Paris		
4-5	avril	2016
27-28	juin	2016
6-7	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Les départs négociés

Sécuriser les accords amiables de rupture du contrat de travail



**Ruptures amiable et conventionnelle, départ volontaire, transaction, sont autant de moyens juridiques qui permettent à un salarié de négocier son départ de l'entreprise. De la préparation de la négociation à la conclusion d'un accord, les règles juridiques qui encadrent ces modes de rupture du contrat de travail doivent être parfaitement maîtrisés pour sécuriser ses accords de rupture négociée.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les modes de rupture négociée du contrat de travail.
- Choisir le mode de rupture le mieux adapté.
- Négocier et rédiger un accord de départ.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Directeurs de site
- Juristes et gestionnaires d'effectifs

## ANIMATEUR

Isabelle SCHUCKÉ- NIEL  
Avocat en droit social  
CABINET SCHUCKÉ- NIEL

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les modes de rupture amiable du contrat de travail

##### Le licenciement suivi d'une transaction

- Connaître les règles applicables en matière de licenciement
- Cerner l'intérêt de la transaction
- Respecter les conditions de validité
- Faire un inventaire des concessions réciproques admises
- Évaluer le montant de l'indemnité transactionnelle

**Exercice d'application** : analyse critique d'une transaction éronnée

##### La rupture conventionnelle

- Connaître les cas de recours légaux et autorisés par la jurisprudence
- Maîtriser la procédure : les formalités relatives à l'entretien préalable
- Cerner le contenu de la convention
- Connaître les modalités de rétractation

#### Choisir le mode de rupture adapté à son contexte

##### Opérer le bon choix

- Identifier les critères de choix
- Mesurer l'impact de sa décision
- Anticiper les risques pour l'entreprise
- Calculer le coût de la séparation
- Repérer le risque de nuisance
- Les personnes à prévenir

- Bâtir son calendrier

#### Mettre en œuvre la stratégie de rupture

- Communiquer avec le salarié concerné
- Savoir convaincre le salarié
- Préparer ses arguments chocs
- Construire un accord de rupture gagnant-gagnant

- Définir le moment pour requérir l'accord

#### Sécuriser l'ensemble du processus

##### Mettre en œuvre un départ négocié

- La rédaction des actes
- Le rôle de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)
- Le régime social et fiscal des sommes versées
- S'adapter aux situations à risques : salarié protégé, malade, âgé, femme enceinte
- **Exercice d'application** : formalisation d'une rupture amiable, rédaction des clauses essentielles et identification des pièges à éviter

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mener la négociation face au salarié et de construire un accord sur son départ.

1 jour  
7 heures

Code 10011

## Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
14	octobre	2016

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Sécuriser la flexibilité de l'emploi dans l'entreprise

Prévenir le risque contentieux

**La crise actuelle a généré un besoin pour les entreprises de sécuriser leurs flux d'effectifs : obligation de sécurité en matière de santé des salariés, contrôle des rythmes de travail, sécurisation du ratio de ruptures conventionnelles, requalification des contrats à durée déterminée et nouvelles procédures de plans de sauvegarde de l'emploi. À la complexité juridique se sont superposées des contraintes pratiques croissantes pour les juristes et responsables RH.**

## OBJECTIFS

- Améliorer la gestion prévisionnelle de ses effectifs.
- Maîtriser les règles encadrant la rupture du contrat de travail pour motif économique.
- Choisir la procédure la plus adaptée aux besoins évolutifs de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Responsables des relations sociales
- Tout juriste ou chef d'entreprise amené à faire face à des difficultés de gestion de l'emploi au sein de ses établissements

## ANIMATEUR

Marc PATIN  
Avocat au Barreau de Paris  
LMBE AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Gérer ses effectifs sans plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

##### Choisir le mode de rupture le mieux adapté

- Départ volontaire, rupture conventionnelle : distinguer les idées reçues et les fausses bonnes idées

##### Modifier l'organisation et le temps de travail

- Proposer une modification individuelle du temps de travail
- Recourir au chômage partiel, au télétravail et aux autres modes alternatifs d'organisation
- Élaborer des accords de maintien dans l'emploi

#### Sécuriser la rupture du contrat pour motif économique

##### Mettre en place des procédures de licenciement

- Utiliser les différentes procédures en fonction du nombre de salariés licenciés
- Cerner la place du dialogue social
- Intégrer le nouveau rôle dévolu à l'administration

#### Gérer le contentieux de la procédure consultative et du PSE

##### Distinguer les litiges relevant de la compétence du juge administratif

- Le transfert du contentieux de la procédure consultative et du PSE

- Maîtriser les conditions de saisine du juge administratif

- Anticiper les conséquences de la décision du juge administratif

##### Identifier la compétence juridictionnelle en matière de contentieux individuels

- Connaître l'articulation des procédures
- Mesurer les conséquences individuelles des décisions prud'homales

**Étude de cas** : analyse de l'articulation des procédures dans le cadre d'un licenciement économique

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'accompagner la mise en place des dispositifs de modulation des effectifs et de mettre en œuvre les nouvelles règles de procédure en matière de licenciement économique.

1 jour  
7 heures

Code 10153

## Paris

7	avril	2016
17	octobre	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 860 € - repas inclus

# Expatriation et détachement

Gérer les salariés en mobilité internationale



**De grands groupes, mais aussi de plus en plus de PME / PMI se développent à l'international et expatrient des salariés. L'entreprise doit préserver au mieux ses intérêts, tout en maintenant une protection sociale de ses collaborateurs. L'employeur se doit de gérer au mieux cette situation et de mettre en place les procédures nécessaires au bon fonctionnement du suivi RH.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de l'expatriation et du détachement.
- Sécuriser le contrat de travail international.
- Identifier les modes de rémunération les plus adaptés.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables de la gestion des carrières et de la mobilité internationale
- Toute personne associée à la gestion des expatriés

## ANIMATEUR

Pascal BANCHEREAU  
Avocat fiscaliste  
SELARL GLOBAL TAX NETWORK

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Sécuriser le contrat de travail Maîtriser les aspects juridiques de l'expatriation et du détachement

- Intégrer les différences et spécificités de chaque régime
  - Identifier le statut collectif applicable
  - Définir la durée du travail et les congés
- Exercice d'application** : détermination de la loi applicable et de la juridiction compétente en cas de litige

#### Rédiger un contrat de travail international

- Sécuriser la clause de mobilité
  - Rompre ou suspendre le contrat initial
  - Maîtriser la rédaction des clauses essentielles du contrat de détachement, d'expatriation et de la lettre de mission
  - Faciliter les missions de courte durée grâce aux " short term contracts "
- Étude de cas** : analyse commentée d'un contrat type et des clauses les plus sensibles

#### Maîtriser les règles applicables en cas de rupture

#### Déterminer la couverture sociale et la retraite du salarié

- Assurer la couverture sociale de l'expatrié
- Remplir ses obligations en matière d'assurance maladie, retraite, chômage...

- Prendre en compte la réglementation européenne et les conventions internationales de sécurité sociale
- Exercice d'application** : analyse des différences de régime entre pays, calcul des coûts et choix de la meilleure couverture sociale

#### Optimiser le choix de la protection sociale complémentaire

- Complémentaires retraite et santé, assistance/rapatriement...
- Intégrer les principes de l'optimisation fiscale

#### Optimiser la rémunération des expatriés et détachés

##### Concevoir des packages adaptés

- Panorama des pratiques
- Exercice d'application** : choix de l'ancrage de la rémunération

##### Maîtriser la fiscalité applicable aux expatriés et détachés

- Identifier la résidence fiscale
- Mesurer la portée des conventions fiscales internationales

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de sécuriser le contrat de travail et choisir le meilleur statut possible pour les salariés en mobilité internationale.**



Code 10031

Paris			
4-5	février	2016	29-30 août 2016
13-14	juin	2016	24-25 novembre 2016
			1 <sup>er</sup> -2 février 2017

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Rémunération des cadres dirigeants

Sécuriser ses packages de rémunération

**La diversité des éléments de rémunération nécessite une approche globale de chaque élément sur un plan financier, juridique, fiscal et social. Il faut donc renforcer ses compétences pour mettre en œuvre une politique de rémunération globale en adéquation avec la stratégie de l'entreprise, de sa performance financière et des pratiques de marché.**

## OBJECTIFS

- Construire des packages motivants et adaptés.
- Maîtriser les différents mécanismes de rémunération complémentaire, leurs avantages et leurs limites.
- Mettre en place et faire évoluer son propre dispositif.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit du travail et en fiscalité.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables rémunération
- Responsables compensations & benefits

## ANIMATEUR

Cyril KLAJER  
Avocat Associé  
FIDAL

## PROGRAMME

Initiation

#### Mesurer les enjeux de la gestion des rémunérations des cadres dirigeants

- Définir la population cible
- Fixer ses objectifs
- Étudier les pratiques actuelles sur son marché

#### Identifier les outils de rémunération complémentaire les plus attractifs

##### Connaître la panoplie d'outils disponibles

- Bonus à court, moyen ou long terme, primes, stock-options, actions gratuites, bons de souscription d'actions, épargne salariale et retraite, avantages en nature...

##### Maîtriser les données juridiques, fiscales et comptables

- Utiliser efficacement les optimisations fiscales
- Évaluer l'impact des dispositifs sur les comptes de l'entreprise
- Prendre en compte les normes IFRS

#### Choisir et déployer les dispositifs de rémunération variable

- Maîtriser les différents types de bonus et leurs mécanismes
  - Mettre en place un système de bonus
- Exercice d'application** : définition de critères de calcul rationnels pour la rémunération de la performance des cadres dirigeants
- Identifier la forme la plus rentable
  - Déterminer les règles d'attribution
  - Poser des conditions de performance
  - Définir la périodicité à retenir
- Optimiser la rémunération différée**

- Optimiser le financement des retraites des cadres dirigeants
- Panorama des produits les plus performants

#### Proposer des avantages en nature

- Avantages et limites du système
- Déductibilités fiscales et sociales pour l'entreprise et le dirigeant

##### Étude de cas

: analyse comparée de la rentabilité des différents outils pour l'entreprise comme pour les dirigeants

#### Composer les meilleurs packages pour les cadres dirigeants

##### Concevoir une structure de rémunération globale adaptée

- Sélectionner les composantes des packages
- Articuler rémunération individuelle et collective
- Déterminer la juste répartition entre fixe et variable

##### Faire vivre le système

- Adopter une politique d'augmentation cohérente
- Exercice d'application** : mise en place des packages selon le statut du dirigeant et ses fonctions

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de comparer les principales caractéristiques financières, fiscales, sociales et juridiques des différents outils de rémunération complémentaire.**



Code 10039

Paris			
2-3	juin	2016	28-29 novembre 2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Stock-options et actions gratuites

Mettre en place un dispositif d'actionnariat salarié



**Les formules d'actionnariat salarié (stock-options ou actions gratuites) sont des opportunités pour les entreprises qui y voient un moyen de motiver et de fidéliser leurs salariés et pour les bénéficiaires qui y trouvent une source de rémunération fiscalement avantageuse. La mise en œuvre de ces dispositifs est complexe et recèle de nombreux pièges.**

## OBJECTIFS

- Choisir l'outil ou la combinaison d'outils adaptés.
- Maîtriser le cadre juridique et fiscal encadrant la mise en place de plans de stock-options et l'attribution d'actions gratuites.
- En assurer le suivi.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail et en fiscalité ou avoir suivi "Rémunération des cadres dirigeants" (code 10039 p. 68).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables rémunération et avantages sociaux
- Responsables administratifs et financiers

## ANIMATEUR

Stanislas DUJARDIN  
Avocat à la Cour  
E Y Société d'avocats

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

**Choisir les dispositifs les mieux adaptés Identifier la place des stock-options et actions gratuites parmi les différentes formules d'accès à l'actionnariat salarié**

- Panorama des outils : stock-options, Bons du Créateur d'Entreprise (BCE), Bons de Souscription d'Actions (BSA), actions gratuites

**Exercice d'application** : identification des paramètres du choix suivant les objectifs poursuivis

- Enjeux fiscaux pour l'entreprise, pour les bénéficiaires et les coûts
- Articuler stock-options et actions gratuites**

- Complémentarité ou substitution

- Les associer à d'autres dispositifs de rémunération différée

**Étude de cas** : analyse comparée des avantages et limites des deux dispositifs pour l'entreprise et les salariés

**Mettre en place les plans**

**Maîtriser les aspects juridiques**

**Exercice d'application** : rédaction du plan, les précautions à prendre, rédaction des clauses sensibles

- Déterminer la légalité d'une condition de présence dans l'entreprise au moment de la levée
- Mesurer la portée de l'obligation d'information du salarié

- Maîtriser la procédure d'octroi
- Définir le nombre d'actions offertes et en fixer le prix...
- Sélectionner les bénéficiaires. Les critères d'attribution
- Intégrer les nouvelles règles de transparence sur la rémunération des dirigeants
- Conditions de levée
- Transmission à titre gratuit des stock-options

**Maîtriser les aspects fiscaux**

- Fiscalité du rabais
- Fiscalité de la plus-value d'acquisition
- Fiscalité de la plus-value de cession

**Connaître le sort des stock-options en cas de fusion, d'Offres Publiques d'Achat (OPA) et d'Offres Publiques d'Échange (OPE)**

- Intégrer les spécificités de la mise en place d'un plan de stock-options dans un cadre international

**Maîtriser le traitement comptable des stock-options**

**Comptabiliser les options d'achat et de souscription d'actions**

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles applicables en matière de stock-options et d'actions gratuites.**

**1** jour  
**7** heures

Code 10042

Paris		
23	mars	2016
27	juin	2016
5	décembre	2016

Tarif HT : 885 € - repas inclus

# Intéressement, participation, épargne salariale

Maîtriser les différents dispositifs de l'épargne salariale



**Les textes qui encadrent les mécanismes d'intéressement, de participation et d'épargne salariale se caractérisent par une grande complexité due à la diversité des institutions et aux liens multiples qui existent entre la fiscalité, le droit de la sécurité sociale, la réglementation financière et le droit des sociétés. Il est ainsi essentiel de maîtriser ces domaines afin de pouvoir mettre en place et assurer le fonctionnement des différents dispositifs d'épargne salariale dans de bonnes conditions de sécurité.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes d'épargne salariale.
- Choisir et adapter les dispositifs aux caractéristiques et objectifs de l'entreprise.
- Articuler ces mécanismes pour les mettre en œuvre conjointement.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et cadres des directions des ressources humaines
- Responsables compensations & benefits
- Directeurs et cadres des directions administratives et financières
- Cadres des sociétés de gestion d'épargne salariale

## ANIMATEURS

Olivia RAULT-DUBOIS  
Avocat Associé, FIDAL  
Gérard KESZTENBAUM  
Avocat Associé

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Maîtriser les différents dispositifs d'épargne salariale**

**Mettre en place la participation dans l'entreprise**

- Le champ d'application : groupe de sociétés ou unité économique et sociale
  - Utiliser la formule de calcul de droit commun
- Exercices d'application** : calcul d'une réserve spéciale de participation à partir d'une liasse fiscale, mise en place de la participation au sein d'un groupe de sociétés

- Définir le contenu de l'accord de participation et son régime fiscal et social
- Étude de cas** : analyse des multiples cas de contentieux individuels

**Maîtriser le mécanisme d'intéressement des salariés**

**Exercices d'application** : calculs d'intéressement en fonction de différentes formules et analyse d'un exemple de répartition non conforme

**Concevoir un dispositif de PEE et d'actionnariat salarié collectif**

- Maîtriser le régime fiscal et social de l'abondement
- Étude de cas** : analyse des modalités de mise en place d'un actionnariat salarié collectif

**Maîtriser les modalités d'adhésion à un PEI (Plan d'Épargne Intereprises)**

- Identifier les liens spécifiques avec la participation des salariés et fixer l'abondement

**Mettre en place un PERCO**

- Distinguer les principales spécificités du PERCO (Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif) par rapport au PEE

- Intégrer les règles de sortie
- Evaluer la prime de partage des profits

**Maîtriser les règles particulières applicables aux transferts individuels et collectifs de sommes issues de l'épargne salariale**

**Identifier les types de transferts individuels**

- Les transferts individuels en cours de contrats et après la rupture du contrat de travail

**Étude de cas** : analyse du devenir des institutions d'épargne salariale en cas de fusion

**Le compte épargne temps monétarisé**

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les spécificités de chaque dispositif d'épargne salariale.**

**2** jours  
**14** heures

Code 10040

Paris		
5-6	avril	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Maîtriser les régimes de retraite

Gestion des fins de carrière dans l'entreprise



**Qu'il résulte d'un choix personnel du salarié ou d'une décision de l'entreprise, le départ à la retraite obéit à des conditions légales que tout responsable RH se doit de maîtriser. De la même manière, il doit aussi être en mesure de rassembler et de communiquer au salarié en fin de carrière, les documents dont il a besoin pour faire valoir ses droits auprès des différents organismes de retraite.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les conditions de départ à la retraite.
- Identifier les différents régimes légaux, complémentaires et supplémentaires.
- Choisir les dispositifs les mieux adaptés à l'entreprise et aux salariés.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit de la protection sociale ou avoir suivi " Maîtriser le système de protection sociale " (code 92248 p. 411).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et des relations sociales
- Responsables rémunération
- Responsables retraite et protection sociale

## ● ANIMATEUR

Patricia BOURGOIN  
Consultante en gestion de patrimoine

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser les modalités de départ à la retraite

Mettre en œuvre les dispositifs de fins de carrière

- Gérer les demandes de départ volontaire
- Évaluer les indemnités de fin de carrière
- Appliquer le régime du cumul emploi-retraite assoupli : PERCO, PERP, PERE

**Exercice d'application** : mise en œuvre d'une procédure de mise à la retraite

#### Maîtriser les régimes de retraite obligatoires

- Identifier les conditions d'ouverture des droits dans le régime de base
- Intégrer les possibilités de cessation anticipée d'activité
- Calculer le montant des droits
- Les éléments pris en compte dans la liquidation des droits : salaire annuel moyen, taux et durée d'assurance-retraite

**Exercice d'application** : exemple de calcul d'une pension du régime de base des salariés

Analyser les modalités du rachat de trimestres

Distinguer les régimes de retraite complémentaires : la retraite complémentaire des salariés de l'ARRCO et la retraite complémentaire des cadres de l'AGIRC

#### Mettre en place un dispositif d'épargne retraite

Identifier les différents outils disponibles

Choisir le dispositif le mieux adapté

- Tenir compte des aspects techniques : fonctionnement, acquisition des droits, versement des prestations...
- Mesurer l'incidence des exonérations fiscales et sociales

**Étude de cas** : analyse comparative des différents dispositifs d'épargne retraite et critères de choix

#### Réussir la mise en place du dispositif

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'informer les salariés en fin de carrière sur leurs droits et de les accompagner dans la constitution de leur dossier de retraite.**



Code 10030

Paris		
14-15	mars	2016
9-10	juin	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Préparer son dossier de retraite

Dossier retraite et gestion du patrimoine

**Le passage de la vie professionnelle à la retraite est une étape importante que chaque salarié doit préparer en s'informant en amont sur les démarches à accomplir pour faire valoir ses droits à la retraite. Quand partir, comment calculer sa pension, à quelle caisse s'adresser ? Autant de questions qu'il convient d'anticiper en se familiarisant dès maintenant avec les aspects administratifs et financiers de la retraite.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les différentes étapes permettant d'établir son dossier de départ en retraite.
- Connaître ses droits en matière juridique et fiscale.
- Préparer son projet de vie et prendre soin de soi.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances fondamentales en droit de la protection sociale ou avoir suivi " Maîtriser les régimes de retraite " (code 10030 p. 70).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Membres des services RH qui assistent les collaborateurs pour préparer leur dossier retraite
- Toute personne souhaitant aborder positivement sa retraite

## ● ANIMATEUR

Patricia BOURGOIN  
Consultante en gestion de patrimoine

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Gérer son dossier de départ à la retraite

Connaître ses droits et calculer sa pension

- Analyser le relevé de carrière
- Préparer son dossier de reconstitution de carrière
- Distinguer retraite de base / retraite complémentaire
- Définir la fiscalité et les charges sociales des retraites

**Définir les besoins en prévoyance et en santé**

**Assimiler les étapes à suivre pour liquider sa retraite**

**Acquérir les bons réflexes pour dialoguer avec sa caisse de retraite et sa mutuelle**

- Formations à prévoir, outils informatiques...
- Connaître les mesures pour l'emploi des seniors**
- Cumul emploi-retraite
  - Retraite majorée / retraite progressive
  - Surcote des temps partiels

**Exercice d'application** : récapitulatif des actions à mener pour constituer son dossier de départ à la retraite

#### Maîtriser les aspects financiers et fiscaux

Procéder à l'état des lieux du patrimoine

Analyser les outils de gestion du patrimoine

- Distinguer les différents produits permettant de se constituer un complément de revenus

**Examiner les caractéristiques des placements financiers et immobiliers**

**Distinguer les techniques de transmission du patrimoine**

- La succession
  - La donation
  - Le testament
  - Le démembrement de propriété
- Connaître les aspects fiscaux**

**Étude de cas** : analyse de différentes situations de personnes proches de la retraite

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rassembler l'ensemble des éléments nécessaires à la constitution de votre dossier de retraite.**



Code 10100

Paris		
20-21	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 050 € repas inclus

# Maîtriser le risque pénal en droit du travail

Discriminations, santé et sécurité au travail



**Les infractions commises dans le cadre de la relation de travail sont nombreuses : harcèlement, discrimination, délit d'enlèvement... Le respect de la loi par les salariés doit ainsi être contrôlé par le chef d'entreprise et ses collaborateurs bénéficiant d'une délégation de pouvoirs afin d'éviter toute mise en cause sur le plan pénal. Il est pour cela indispensable d'identifier les comportements à risque, d'évaluer et de repenser sa politique de prévention.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les mécanismes de la responsabilité pénale.
- Identifier les principaux risques en droit du travail.
- Mettre en place des procédures internes.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Les dirigeants et leurs délégataires
- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Directeurs juridiques

## ANIMATEUR

Renaud DUFEU  
Avocat à la Cour

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Maîtriser les mécanismes de la responsabilité pénale

- Cerner la notion d'infraction pénale : instantanée ou continue
- Identifier l'auteur de l'infraction : personne morale ou simple collaborateur
- Gérer les actions introduites par la victime ou ses ayant-droits

**Étude de cas** : analyse d'une situation permettant de distinguer la responsabilité qui incombe à la personne physique ou à la personne morale

#### Prévenir le risque pénal en matière de risques psychosociaux, de santé et de sécurité

- L'évolution de l'obligation de sécurité de résultat pour la santé physique et mentale
  - L'obligation de sécurité de résultat en matière de faute inexcusable
  - La reconnaissance de la faute de l'entreprise dans les risques psychosociaux
  - Intégrer les principes de la charte de la Sécurité sociale sur les accidents du travail et l'acte suicidaire
  - Connaître les pouvoirs des différents acteurs
- Étude de cas** : analyse de la jurisprudence relative à la responsabilité personnelle du DRH sur les questions liées au respect des règles d'hygiène et de sécurité

#### Cerner le risque pénal en matière de discrimination et de rupture de l'égalité de traitement

- Les discriminations visant la personne du salarié
  - La rupture d'égalité de traitement
  - Les discriminations professionnelles
- Étude de cas** : analyse d'une situation de discrimination et identification des actions de prévention à mettre en place

#### Lanceur d'alerte et risque pénal

- Point sur la nouvelle réglementation : lanceur d'alerte, un salarié protégé
- Prévenir le risque : mise en place d'une procédure interne
- Gérer une situation de crise : cellule communication interne et externe, cellule juridique

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les comportements à risque en matière sociale et de mettre en place des actions de prévention concrètes.**

**2** jours  
**14** heures

Code 10012

## Paris

2-3	février	2016
21-22	juin	2016
15-16	décembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	février	2017

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces

De la rédaction au suivi

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Il appartient à chaque dirigeant de faire respecter par les salariés la réglementation applicable à l'entreprise en matière de sécurité notamment. Suivant la taille de l'entreprise, le dirigeant peut transférer une partie de ses prérogatives à ses collaborateurs dans le cadre d'une délégation de pouvoirs dont la mise en œuvre obéit à certaines conditions.**

## OBJECTIFS

- Mesurer la portée et les limites de la délégation de pouvoirs.
- Maîtriser les conditions de validité.
- Rédiger l'acte de délégation en toute sécurité juridique.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la responsabilité pénale ou avoir suivi " Responsabilité pénale " (code 20024 p. 175).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Toute personne amenée à mettre en place ou à recevoir une délégation de pouvoirs

## ANIMATEUR

Arnaud CONSTANT  
Avocat Associé  
DS AVOCATS

#### Maîtriser les conditions de la délégation de pouvoirs

##### Intégrer les conditions de validité

- Conditions liées au délégué
- Conditions liées au délégataire
- La subdélégation

##### Déterminer l'étendue de la délégation

- Savoir quels pouvoirs déléguer
- Gérer le risque de dilution des pouvoirs

##### Identifier les salariés concernés

- Déterminer le bénéficiaire d'une délégation
- Mesurer les impacts sur le contrat de travail

#### Mettre en place les délégations de pouvoirs

##### Rédiger l'acte de délégation

- Analyse des principales clauses à mentionner
  - Notion de délégation implicite
- Exercice d'application** : rédaction des mentions essentielles

##### d'une délégation de pouvoirs écrite

##### Prendre les précautions indispensables

- Transmettre les informations au délégué
- Lui donner les moyens pour assumer sa délégation
- Exiger des comptes-rendus d'activité

#### Mesurer les effets de la délégation de pouvoirs

Déterminer la responsabilité de l'entreprise, du chef d'entreprise et du délégué

- La délégation de pouvoirs exonère le dirigeant de sa responsabilité
  - Les limites à l'effet exonératoire
- Identifier les conditions nécessaires pour invoquer la délégation comme moyen de défense**
- Savoir quand invoquer la délégation
  - Cerner les moyens de preuve de la réalité de la délégation

**Exercice d'application** : à partir des décisions récentes, recherche des éléments pris en considération par les juges pour retenir ou écarter l'effet exonératoire d'une délégation

#### Auditer et assurer le suivi de ses délégations

##### Organiser les contrôles

- Procéder aux vérifications adéquates
  - Définir la fréquence
- Mettre en place le processus de mise à jour**

- S'assurer de l'efficacité du système
  - Gérer au mieux les sous-délégations
- Exercice d'application** : élaboration d'un schéma récapitulatif des éléments clés d'une délégation de pouvoirs efficace

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de rédiger les principales clauses d'un acte de délégation.**

**1** jour  
**7** heures

Code 10006

## Paris

3	juin	2016
19	décembre	2016

Tarif HT : 860 € - repas inclus

# Exercice du pouvoir disciplinaire

Maîtriser la procédure de sanction



**Dans un contexte de complexification du cadre légal, la gestion des relations individuelles dans le cadre de la procédure disciplinaire peut s'avérer très risquée pour l'entreprise. Ce constat contraint les professionnels de la fonction RH et les managers à renforcer et à actualiser leurs connaissances dans le traitement des dossiers disciplinaires.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique du droit disciplinaire.
- Identifier les droits et les devoirs des parties au contrat de travail.
- Cerner les limites de la vie personnelle et vie professionnelle.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Droit social pour managers " (code 10058 p. 65) ou " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs de service, responsables d'équipe et managers
- Gestionnaires des ressources humaines juniors
- Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans un service RH

## ANIMATEUR

Avi BITTON  
Avocat au Barreau de Paris

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Cerner les obligations des parties

**Test de connaissances :** questions/réponses sur les obligations des parties

#### Identifier les obligations du salarié

#### Identifier les obligations de l'employeur

- Les obligations d'ordre général et contractuel
- Focus sur les obligations liées au respect des droits et libertés du salarié
- Vie personnelle / vie professionnelle
- Secret des correspondances, liberté d'expression
- Convictions religieuses et politiques
- Apparence physique

#### Analyser ce qu'est un agissement fautif

**Test de connaissances :** questions/réponses sur le droit disciplinaire

#### Définir la faute

- La notion de faute
- Violation d'une disposition normative ou du règlement intérieur
- Les faits et les situations pouvant donner lieu à sanction

#### Focus sur les faits commis hors du travail

- Inventaire des cas relevant de la vie personnelle et pouvant donner lieu à sanction de la part de l'employeur

#### Qualifier la faute

- Faute simple, légère, grave ou lourde
- Nature des fautes et effets sur le contrat de travail

- Qualifier la faute : principe et limites

#### Éviter la prescription de la faute

- Engager les poursuites dans les délais

- Précisions jurisprudentielles en fonction de la gravité de la faute

#### Connaître la typologie des sanctions

- Inventaire des sanctions le plus couramment prononcées dans l'entreprise
- Conditions de mise en œuvre et effets sur le contrat et la rémunération

#### Maîtriser la procédure de sanction

#### Mettre en œuvre la procédure simplifiée

#### Utiliser la procédure renforcée

- Identifier les cas où la mise en place de la procédure est exigée
- Les étapes de la procédure
- Convocation à un entretien préalable
- Entretien

#### Mettre en œuvre le licenciement disciplinaire

#### Prononcer une mise à pied conservatoire

- Définition et conditions

#### Préparer une convocation à l'entretien préalable

- Conditions de fond et de forme

#### Conduire un entretien préalable

#### Notifier et motiver le licenciement

**Étude de cas :** tour d'horizon

de la jurisprudence du licenciement disciplinaire

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de repérer les différentes situations pouvant donner lieu à sanction.

2 jours

14 heures

Code 10105

Paris		
6-7	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Gérer un contrôle URSSAF

Les étapes de la procédure de contrôle et de redressement

## PROGRAMME

### Identifier les principaux postes à risque

- Les exonérations, les allègements, le CICE
- Les frais professionnels et avantages en nature
- Les avantages d'entreprise, avantages conventionnels
- Les rémunérations non soumises à cotisations
- Les risques liés aux ruptures de contrats de travail
- Les risques propres aux dirigeants
- Les risques liés à la sous-traitance
- Les risques issus des anciens contrôle
- L'élargissement des compétences des URSSAF : risques encourus
- Les cotisations et versements annexes

### Sécuriser les opérations

- Connaître les nouveaux droits des cotisants et les droits du cotisant contrôlé
- Les avantages et les inconvénients du rescrit social

### Maîtriser la procédure : les nouvelles modalités de redressement

- Connaître son droit à l'information avant le contrôle pour pouvoir s'organiser
- Cerner les prérogatives de l'inspecteur du recouvrement

### Définir la stratégie à mettre en œuvre en cas de redressement

- Solution amiable, contentieuse ou mixte : définir la stratégie à adopter
- Accepter le redressement
- Refuser tout ou partie du redressement
- Saisir la Commission de Recours Amiable (CRA)
- Étude de cas : examen des arguments à développer pour sa défense sur différents chefs de redressement
- Transiger : les règles à connaître
- La phase contentieuse : les modalités de saisine des juridictions de la Sécurité sociale

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de gérer une procédure de contrôle URSSAF et de redressement et d'organiser votre défense.

1 jour

7 heures

Code 10016

Paris		
15	juin	2016
25	novembre	2016

Tarif HT : 860 € - repas inclus



# Gérer un contentieux prud'homal

Préparer son dossier et organiser sa défense



La juridiction prud'homale intervient pour régler les litiges pouvant survenir entre employeurs et salariés. Cette institution est dotée de structures et de règles de fonctionnement particulières qu'il convient de respecter afin de mener à bonne fin la résolution d'un litige. Il est essentiel de constituer son dossier en amont et de choisir les meilleurs axes de défense.

## OBJECTIFS

- Prévenir les risques de contentieux.
- Bien préparer son dossier en prévision d'un litige.
- Maîtriser les différentes phases et particularités de la procédure prud'homale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Responsables contentieux
- Juristes en droit social

## ANIMATEUR

Michèle DURAND  
Avocat en droit social

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Anticiper et réduire le risque de contentieux

- Identifier les risques majeurs à l'embauche
- Réduire les risques lors de l'exécution du contrat
- Rompre le contrat de travail en toute sécurité

#### Préparer le dossier prud'homal

##### Maîtriser les règles de preuve

- Connaître les moyens de preuve recevables et leur valeur
  - Identifier les précautions liées à la constitution de son dossier
- Exercice d'application** : identification des moyens de preuve admis à partir d'exemples concrets

##### Communiquer les pièces à la partie adverse

- Respecter le principe du contradictoire
- Maîtriser les étapes de la procédure et limiter les coûts

##### Saisir le conseil de prud'hommes

- Règles de compétence et modalités de saisine

##### Recourir au référé prud'homal

- Identifier les cas de figure et les mesures susceptibles d'être ordonnées

##### Optimiser la tentative de conciliation

##### Identifier les mesures d'instruction que le juge peut ordonner

- L'enquête, l'expertise et le renvoi à un conseiller rapporteur

### Le jugement et son exécution

- Apprécier la règle de l'unicité de la demande et ses exceptions
- Distinguer les différentes voies d'exécution d'un jugement

#### Connaître les voies de recours et leurs délais

**Mise en situation** : gestion des incidents majeurs susceptibles de compliquer le déroulement du procès

#### Maîtriser les coûts

- Estimer la durée et le coût d'un contentieux prud'homal et les sanctions pécuniaires encourues
- Mesurer l'intérêt de transiger en cours de procédure

#### Exercice d'application

transaction ou contentieux : élaboration d'un tableau de calcul de risques

#### Organiser au mieux sa défense

- Comparution personnelle et représentation
- Connaître les précautions procédurales à chaque étape du procès

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de préparer au mieux votre dossier en défense et de maîtriser les particularités de la procédure prud'homale.

**1** jour  
**7** heures  
Code 10014

#### Paris

1 <sup>er</sup>	février	2016
8	juin	2016
29	novembre	2016
3	février	2017

Tarif HT : 845 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 675 €  
repas inclus

# Le contentieux des représentants du personnel

Maîtriser les principaux risques liés aux IRP



Les attributions et les prérogatives des instances représentatives du personnel sont très nombreuses au sein de l'entreprise. Elles doivent par exemple être consultées avant toute prise de décision relative à " la marche générale de l'entreprise ", sous peine de délit d'entrave. C'est dire si les contentieux peuvent être nombreux si l'employeur ne maîtrise pas ou ne respecte pas ses obligations.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les obligations d'information/consultation.
- Faire face aux demandes d'expertises, d'enquêtes et exercices du droit d'alerte.
- Intégrer les spécificités de la procédure en cas de contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Directeurs et responsables des relations sociales
- Directeurs et responsables d'usine et d'établissement
- Juristes en droit social

## ANIMATEUR

Thomas GODEY  
Avocat Associé  
BRL AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : découvrir l'essentiel des IRP

#### Maîtriser les clés de la procédure

#### Connaître les instances compétentes et les différentes procédures

#### Organiser au mieux sa défense

- Connaître les précautions procédurales à chaque étape
- Identifier les voies de recours et leurs délais

#### Identifier les principaux risques

#### Le contentieux en cas de réorganisation et de restructuration

- Définir la réorganisation/restructuration, son importance et son motif
- Apprécier le caractère obligatoire de l'information et de la consultation

#### Étude de cas

recensement des événements de la vie de l'entreprise qui nécessitent une information ou une consultation

- Maîtriser la procédure d'information et de consultation
- Identifier les cas de consultation du CHSCT
- Cerner la notion de " projet important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail "
- Maîtriser les étapes de la consultation en cas de licenciements économiques et de plans sociaux

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence relative aux condamnations les plus fréquentes et les pièges à éviter

### Maîtriser les différents contentieux

#### Le contentieux de la fixation de l'ordre du jour

- Principe d'élaboration de l'ordre du jour
- Les risques d'établissement unilatéral

#### Le contentieux du droit d'alerte

- Les instances pouvant engager cette procédure
- Le risque de délit d'entrave

#### Le contentieux du recours à l'expert

- Les conditions de recours à un expert selon l'instance représentative
- Cas de " risque grave "
- **Étude de cas** : exemples de jurisprudence
- Le profil, les tarifs et les pouvoirs de l'expert
- Le cas de l'expert mandaté par l'employeur
- Le déroulement de l'expertise
- Les moyens de contester une désignation d'expert

#### Le contentieux pour atteintes

#### aux libertés individuelles et collectives

- Les pouvoirs des délégués du personnel pour faire cesser ces atteintes
- **Étude de cas** : état des lieux de la jurisprudence

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier la juridiction compétente et de respecter ses règles de procédure.

**1** jour  
**7** heures  
Code 10098

#### Paris

23	juin	2016
15	décembre	2016

Tarif HT : 860 € - repas inclus



OPTION CPFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE recrutement

**Le recrutement est un enjeu stratégique pour les entreprises. Dans le contexte économique actuel d'internationalisation et de mutation des méthodes de travail, les entreprises se doivent de recruter, d'attirer et de fidéliser les meilleurs talents pour préserver leur compétitivité. Pour cela, il est indispensable de maîtriser l'ensemble du processus de recrutement, de la définition de la stratégie et des techniques de recrutement, à la bonne intégration du futur collaborateur.**

## ● OBJECTIFS

- Définir la stratégie de recrutement de l'entreprise et choisir les techniques et outils de recrutement les plus adaptés.
- Mener des entretiens de recrutement.
- Mettre en place un parcours d'intégration des nouveaux collaborateurs pour développer leurs compétences et les fidéliser.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans le recrutement ou dans la fonction RH ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " (code 10083 p. 114).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Membres et responsables du département des ressources humaines

- Chargés de recrutement et responsables du recrutement en prise de poste
- Toute personne amenée à prendre en charge la fonction responsable recrutement

## ● ANIMATEURS

Charlotte BRAND, Consultante en ressources humaines  
Avi BITTON, Avocat au Barreau de Paris  
Guillaume COUDERT, Consultant - Blogueur RH 2.0

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir une stratégie de recrutement et de conduire l'ensemble des étapes du recrutement au sein de votre entreprise.**

## MODULE 1 - 1 jour

Maîtriser les enjeux du recrutement : stratégies et techniques de recrutement

### ● OBJECTIFS

- Cerner les enjeux du recrutement.
- Définir une stratégie de recrutement.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### • Auditer la fonction recrutement dans son entreprise

- Analyser la politique interne en matière de recrutement
- Mobilité interne et recrutements externes : la solution à adopter
- **Autodiagnostic** : diagnostic de la fonction recrutement au sein de son entreprise et des forces et faiblesses de la politique en place

#### • Cerner les enjeux du recrutement aujourd'hui

- Gérer les talents et les compétences
- Attirer les nouveaux talents
- Bien recruter pour être en phase avec la stratégie de l'entreprise
- **Intégrer la politique de recrutement dans la dynamique GPEC**
- Analyser la situation actuelle : les postes sensibles, les postes en tension
- Analyser la pyramide des âges
- Anticiper et gérer au mieux les mutations technologiques et organisationnelles
- Mesurer l'utilité d'un référentiel de compétences

#### • Définir la stratégie de recrutement

- Définir et mettre en place un processus de recrutement organisé et structuré
- Identifier les acteurs clefs et déterminer les rôles
- Maîtriser les étapes du processus de recrutement
- Construire des tableaux de bord et des indicateurs de performance

#### • Définir la stratégie de recherche des candidats

- Rechercher des candidats internes/externes : avantages et inconvénients
- Mettre en place des outils d'identification des candidats externes
- Adopter la meilleure stratégie de recherche des candidats
- **Étude de cas** : analyse de différentes stratégies de recherche en entreprise

#### • Analyser le plan de formation du responsable recrutement

- La pyramide des besoins du " recruteur " selon Maslow
- Identifier les missions, les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en place
- **Exercice d'application** : élaboration de son plan de formation

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

Maîtriser le recrutement Web 2.0

### ● OBJECTIFS

- Cerner les enjeux du recrutement Web 2.0.
- Mieux recruter grâce aux outils Web 2.0.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### • Développer sa marque employeur pour attirer les meilleurs talents

- Adopter les techniques marketing pour valoriser l'image de l'entreprise auprès de potentiels futurs collaborateurs
- Promouvoir son image de marque : valeurs, management, diversité, gestion des carrières
- Optimiser la visibilité de l'entreprise par des actions de communication RH sur les réseaux sociaux

#### • Définir le profil ciblé

- Attirer les candidats de la Génération Y
- Intégrer l'impératif intergénérationnel
- **Partage d'expériences** : autour des problématiques générationnelles rencontrées dans les entreprises et partage de bonnes pratiques
- **Définir une stratégie de recherche des candidats**

#### • Maîtriser les outils et méthodes pour attirer les meilleurs profils

- Utiliser les outils digitaux : les médias sociaux (LinkedIn, Viadeo, Facebook, Twitter), les sites web, les blogs
- S'approprier les outils événementiels : salons spécialisés, forums étudiants, associations des anciens élèves
- Associer les collaborateurs aux actions de communication : le salarié ambassadeur de l'entreprise
- **Exercice d'application** : recherche de profils sur les médias sociaux à partir de critères prédéfinis

#### • Mettre en place des ateliers collaboratifs online et offline

- Mesurer la présence Web de son entreprise
- Préserver son e-réputation

#### • Identifier ses facteurs clés de succès et ceux à améliorer

- **Étude de cas** : à partir d'un cas donné, analyse d'un exemple d'entreprise en déficit d'image employeur et proposition de solutions pour l'aider à recruter grâce au Web 2.0

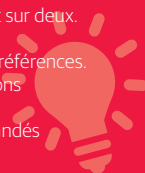
#### 🌐 Exercice d'intersession

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### Comment les entreprises recrutent leurs cadres :

- Une présélection téléphonique est réalisée dans plus d'un recrutement sur deux.
- Près d'un candidat sur deux passe au moins un test de recrutement.
- 9 entreprises sur 10 déclarent demander les diplômes ou contrôler les références.
- Dans 2 recrutements sur 10, les entreprises recherchent des informations sur les candidats via Internet.
- Près de 4 cadres recrutés sur 10 étaient connus en amont ou recommandés

Source : APEC - Les études de l'emploi cadre n°214-43



**CYCLE CERTIFIANT- Perfectionnement****8** jours **57** heures

Code 10141

**Paris - Promotion 1**11 au 13 avril, 19-20 mai, 10 juin\*  
et 20 au 22 juin 2016**Paris - Promotion 2**12 au 14 septembre, 13-14 octobre,  
4 novembre\* et 14 au 16 novembre 2016

Tarif HT : 4 120 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 3 295 €  
repas inclus\*Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****RESPONSABLE  
RECRUTEMENT**Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycleCycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 2 jours**

Mener les entretiens de recrutement

**● OBJECTIFS**

- Adopter la posture la plus adaptée au recueil d'informations.
- Conduire ses entretiens de recrutement.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****définir le besoin**

- Cerner l'environnement du poste
- Définir le poste

**Lister les critères de recrutement**

- Les critères de compétence, de formation, d'expérience (savoir-faire)
- Les critères de personnalité (savoir-être)

**Exercice d'application** : à partir d'un besoin clairement identifié, définition d'une liste des différents critères de recrutement et élaboration d'une grille de sélection**Analyser et classer les dossiers de candidatures**

- Analyser le CV et la lettre de motivation

- Remplir la grille de sélection

- Sélectionner et trier les dossiers de candidatures

**Exercice d'application** : à partir d'une liste de CV et de la fiche du poste à pourvoir, identification, sélection et tri des CV**Conduire les entretiens téléphoniques de présélection**

- Préparer et mener l'entretien téléphonique

**Mise en situation** : simulation d'un entretien téléphonique de présélection**Maîtriser les différentes étapes de l'entretien individuel**

- Découvrir le bénéfice d'un entretien structuré

- La phase d'accueil et de démarrage

- Le corps de l'entretien

- Conclure l'entretien

**Mise en situation** : simulation des différentes étapes de l'entretien de recrutement à partir d'un cas donné**Construire un questionnaire : les thèmes à aborder**

- Établir une typologie et un panel des questions à poser

- Recenser les différents thèmes à aborder

- Mettre en place des outils complémentaires à l'entretien : tests d'aptitude et de personnalité

**Mise en situation** : entraînement à poser des questions sur un thème précis**Mener les différents types d'entretiens**

- L'entretien directif, semi-directif et non directif

- L'entretien individuel et collectif

**Évaluer son mode de communication**

- Adopter la posture la plus adaptée au recueil d'informations

- Proscrire les questions interdites

**Autodiagnostic : identification de son mode de communication****Analyser le comportement des candidats**

- Les attentes des candidats

- La communication verbale, para verbale et non verbale

**Sélectionner le meilleur candidat****Mise en situation** : simulation d'un entretien de recrutement et analyse de différents types de comportements des candidats**🌐 Exercice d'intersession****🌐 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30****(convocation à 14h)****MODULE 4 - 1 jour**

Intégrer les nouveaux collaborateurs pour mieux les fidéliser

**● OBJECTIFS**

- Construire un parcours d'intégration.
- Réussir l'intégration des nouveaux collaborateurs.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****Préparer le processus d'intégration**

- L'intégration, une solution pour fidéliser les ressources

- Les enjeux de l'intégration pour le nouveau collaborateur et pour l'entreprise

**Autodiagnostic** : sur la politique d'intégration de son entreprise et analyse des forces et faiblesses de la politique en place**Identifier les acteurs clés de l'intégration**

- Le rôle de la Direction des Ressources Humaines, des managers et des tuteurs

- Les prescripteurs et les acteurs opérationnels en dehors de l'entreprise

- Les acteurs institutionnels

**Mettre en place un parcours d'intégration**

- Maîtriser les étapes clés de l'accueil et de l'intégration

- Formaliser les documents : supports et livret d'accueil

- Construire un parcours d'intégration commun et des parcours d'intégration individualisés

- Mettre en place, organiser et développer le tutorat

**Élaborer les outils de l'intégration**

- Mettre en place une boîte à outils

- Organiser des journées accueil

- Proposer des séminaires d'intégration

- Former les nouveaux collaborateurs et élaborer un parcours de formation

**Exercice d'application** : mise en place d'un système de professionnalisation et de formation des tuteurs**Analyser les besoins et les attentes des nouveaux collaborateurs****Exercice d'application** : élaboration d'un plan d'action pour répondre aux attentes et besoins des nouveaux embauchés**🌐 Exercice d'intersession****MODULE 5 - 2 jours**

Maîtriser l'essentiel du droit du travail pour le responsable recrutement

**● OBJECTIFS**

- Prévenir les risques d'infraction en matière d'embauche.
- Choisir le type de contrat adapté aux besoins de l'entreprise.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****Maîtriser les droits du candidat et les obligations du recruteur****Préserver le droit à la vie privée du candidat**

- Les questions sur la vie privée et familiale

- Les questions sur la vie professionnelle antérieure

**Garantir l'égalité des candidats**

- Le principe de non-discrimination

- Les autorités et associations de lutte contre les discriminations

**Protéger les données personnelles des candidats**

- Intégrer les règles sur la collecte et le traitement des données personnelles

- Connaître les pouvoirs de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL)

**Étude de cas** : analyse des procédures de recrutement à partir de situations concrètes**Choisir le type de contrat de travail****Distinguer les types de contrats**

- Le Contrat à Durée Indéterminée (CDI) et le Contrat à Durée Déterminée (CDD)

- Le CDI de chantier et le CDD à objet déterminé

- L'intérim et la sous-traitance

**Identifier les cas de recours aux contrats précaires**

- Respecter les contraintes légales

- Anticiper les conséquences civiles et pénales

**Connaître les cas de recours à la sous-traitance**

- Mesurer les avantages et les inconvénients

- Prévenir les risques judiciaires

**Exercice d'application** : illustration des avantages et des risques liés aux différents types de contrats à partir de cas concrets ayant fait l'objet de jurisprudence**🌐 Exercice d'intersession****👉 Quiz aval**

# Réussir ses recrutements

Techniques et conduite d'entretien de recrutement



**La décision de recruter est un acte important qui permet à l'entreprise de répondre à ses besoins en compétences. La maîtrise des principales étapes d'un recrutement est ainsi indispensable pour trouver le bon candidat. La DRH doit aussi être capable d'utiliser les différents canaux de communication afin d'attirer des candidats qualifiés et motivés.**

## OBJECTIFS

- Identifier les meilleures méthodes pour réussir un recrutement.
- Acquérir les techniques de conduite d'un entretien d'embauche.
- Structurer un entretien étape par étape et s'entraîner à le conduire.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans le recrutement ou dans la fonction RH.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Chargés de recrutement
- Toute personne amenée à préparer et à participer aux entretiens de recrutement

## ANIMATEUR

Bianca GLACE  
Directeur Associé  
PROJECTISSIME CONSULTING

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les étapes clés du recrutement

**Définir sa stratégie : intégrer la mobilité interne dans le processus**

- Connaître les préalables à réunir
- Évaluer les avantages évidents
- Repérer les inconvénients et les freins

#### Déployer le processus de recrutement

**Préciser le besoin de recrutement**

- Recenser les différentes phases

**Cerner les enjeux de la communication de recrutement**

- Le marketing du recrutement
- Développer sa marque employeur, connaître son image et la promouvoir
- Comment attirer les meilleurs candidats

**Rechercher les candidats**

- Recourir à la prospection interne ou externe
- Maîtriser les aspects juridiques
- Cerner les enjeux et le cadre juridique de la diversité

**Connaître les différents outils de sourcing**

- Choisir un support généraliste, spécialiste, international, national, régional
  - Tirer profit des réseaux sociaux
  - Rédiger une annonce et choisir des supports de diffusion
- Exercice d'application** : rédaction d'un projet d'annonce en tenant compte de la méthodologie étudiée

### Sélectionner les candidats

- Procéder à la présélection : tri de CV
  - Élaborer les questionnaires de candidature
- Étude de cas** : analyse d'un CV en identifiant les points forts et points faibles afin de préparer un entretien de recrutement

### Conduire l'entretien de recrutement

**Maîtriser la structure de l'entretien**

- Accueillir le candidat
- Présenter l'entreprise et le poste dans le détail
- Enquêter
- Rechercher les motivations
- Prendre des notes et faire une synthèse

**Recourir à des tests**

**Mise en situation** : simulation d'un entretien de recrutement

**Concrétiser l'embauche**

- Prendre la décision finale sans discrimination
- Négocier les conditions d'embauche, procéder à la signature du contrat

**Accueillir et intégrer le nouveau salarié**

**Évaluer la performance du processus de recrutement**

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des outils et de maîtriser les techniques de recrutement.**

**3** jours

**21** heures

Code 10086

Paris		
21 au 23	mars	2016
12 au 14	septembre	2016
28 au 30	novembre	2016

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus

# Conduire un entretien de recrutement

Maîtriser les techniques d'évaluation des compétences



**La différence entre le coût d'une bonne décision de recrutement et le coût d'une mauvaise décision est considérable. Un recrutement raté coûte cher en termes financiers, en temps passé, en organisation et en termes d'image. L'entretien de recrutement est une situation de communication qui intègre différentes séquences qu'il convient de respecter pour s'inscrire dans une approche structurée.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les étapes clés de l'entretien de recrutement.
- Décoder les compétences d'un candidat à travers son CV et son parcours professionnel.
- Structurer et mener efficacement un entretien de recrutement.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Réussir ses recrutements " (code 10086 p. 76).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables du recrutement
- Managers

## ANIMATEUR

Véronique BENAVENT  
Consultante talent management

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : l'entretien de recrutement

#### Maîtriser les étapes préalables à l'entretien

**Autodiagnostic** : chaque participant identifie ses points forts et ses axes d'amélioration

**Définir le poste à pourvoir**

- Définir précisément le besoin, le poste et les missions
- Identifier et hiérarchiser les compétences clés du poste à pourvoir

**Rechercher et présélectionner les candidats**

- Rédiger une annonce
- Sélectionner les supports de diffusion
- Présélectionner les candidatures
- Mener des entretiens téléphoniques au préalable

**Étude de cas** : entraînement à l'analyse de CV

#### Maîtriser les principes clés du recrutement

**Structurer l'entretien**

- Préparer l'entretien : comprendre le besoin au regard des objectifs de l'entreprise
- Adopter une approche multi-évaluateurs et multi-outils
- Intégrer l'évaluation de la personnalité
- Procéder à des feedbacks

**Optimiser sa communication en entretien de recrutement**

- L'entretien de recrutement

- Les freins à une bonne communication en entretien

**Connaître les techniques de l'entretien**

- Établir une grille d'entretien
- **Exercice d'application** : préparation de sa grille d'entretien
- Utiliser les bonnes techniques d'écoute et le langage non verbal
- Observer le comportement du candidat
- Poser les bonnes questions
- Connaître les techniques de formulation et de reformulation
- **Mise en situation** : entraînement à l'entretien : observation vidéo, échange de pratique, synthèse des acquis
- Utiliser des outils complémentaires à l'entretien
- Tests psychotechniques, mises en situation...

**Mettre en œuvre la démarche de recrutement**

- Analyser le besoin et définir la fonction
- Évaluer les candidats
- Prendre la décision de recruter
- Articuler recrutement et déontologie
- Élaborer un guide de référence des questions types

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des outils et méthodes d'entretien efficaces.**

**2** jours

**14** heures


Code 10048

Paris		
4-5	avril	2016
7-8	juillet	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 420 € - repas inclus

# Maîtriser le recrutement Web 2.0

Diversifier son sourcing grâce aux réseaux sociaux

 Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

**Les réseaux sociaux sont devenus à la fois un vecteur essentiel de la stratégie de communication RH des entreprises et un canal efficace pour recruter de nouveaux collaborateurs. Ils sont utilisés pour sourcer des candidats mais aussi pour valoriser l'image de l'entreprise afin d'attirer de nouveaux talents. Intégrer les nouveaux outils technologiques dans ses processus de recrutement, est plus que jamais indispensable pour chaque professionnel RH.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les réseaux sociaux dans la communication marque employeur.
- Cerner les enjeux du recrutement Web 2.0.
- Mieux recruter grâce aux outils Web 2.0.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans le recrutement ou dans la fonction RH ou avoir suivi " L'essentiel de la fonction RH " (code 10036 p. 115).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Chargés de recrutement et collaborateurs des services RH
- Responsables communication

## ANIMATEUR

Guillaume COUDERT  
Consultant - Blogueur RH 2.0

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Promouvoir l'image de marque grâce aux réseaux sociaux

#### Développer sa marque employeur pour attirer les meilleurs talents

- Adopter les techniques marketing pour valoriser l'image de l'entreprise auprès de potentiels futurs collaborateurs
- Promouvoir son image de marque: valeurs, management, diversité, gestion des carrières etc.
- Optimiser la visibilité de l'entreprise par des actions de communication RH sur les réseaux sociaux

#### Définir le profil ciblé

- Attirer les candidats de la Génération Y
  - Intégrer l'impératif intergénérationnel
- Partage d'expériences** : autour des problématiques générationnelles rencontrées dans vos entreprises et partage de bonnes pratiques

### Définir une stratégie de recherche des candidats

#### Maîtriser les outils et méthodes pour attirer les meilleurs profils

- Utiliser les outils digitaux : les médias sociaux (LinkedIn, Viadeo, Facebook, Twitter), les sites web, les blogs, etc.

- S'approprier les outils évènementiels : salons spécialisés, forums étudiants, associations des anciens élèves etc.

- Associer les collaborateurs aux actions de communication : le salarié ambassadeur de l'entreprise

**Exercice d'application** : recherche de profil sur les médias sociaux à partir de critères prédéfinis

#### Mettre en place des ateliers collaboratifs online et offline

- Mesurer la présence Web de son entreprise
- Préserver son e-réputation

#### Identifier ses facteurs clés de succès et ceux à améliorer

**Étude de cas** : à partir d'un cas donné, analyse d'un exemple d'entreprise en déficit d'image employeur et proposition de solutions pour l'aider à recruter grâce au Web 2.0

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'utiliser efficacement les réseaux sociaux dans votre processus de recrutement et de mettre en place une stratégie RH globale sur ces nouveaux médias.**

**2** jours  
**14** heures

Code 10034

### Paris

12-13	avril	2016
13-14	septembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# RH acteur du développement des compétences

Intégrer la dimension de conseil dans sa fonction RH

**Au-delà de ses missions, le responsable des ressources humaines n'est plus seulement un gestionnaire, il est aussi de plus en plus acteur et coresponsable de l'évolution des compétences des salariés de l'entreprise. Ce nouveau défi doit être accompagné par la mise en œuvre d'actions de communication à destination des salariés et la mobilisation des dispositifs de formation et des ressources pédagogiques permettant aux collaborateurs de développer leurs compétences et d'assurer leur employabilité.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les évolutions apportées par la nouvelle loi relative à la formation professionnelle dans ses pratiques RH.
- Développer une posture de conseil.
- Conseiller le salarié sur les moyens permettant l'évolution de son parcours professionnel.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise ou avoir suivi " Élaborer le plan de formation " (code 10051 p. 88).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel, chargés des ressources humaines
- Responsables du développement des compétences, gestionnaires de carrières
- Chargés de mobilité interne et de la formation

## ANIMATEUR

Laurent AUSSIBAL  
Consultant formateur certifié FFP  
Responsable formation et développement des compétences

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Intégrer les nouveaux enjeux de la réforme de la formation professionnelle dans ses pratiques RH

- Se repérer dans les principales mesures découlant de la loi du 05/03/14
  - Identifier les évolutions du financement de la formation professionnelle et de ses différentes mesures
  - Cerner les caractéristiques de l'entretien professionnel et du compte personnel de formation
- Test de connaissances** : sur les nouveaux apports de la loi relative à la réforme de la formation professionnelle
- Analyser les différentes mesures pour le développement et la reconnaissance des compétences
- Test de connaissances** : validation des acquis à travers un quiz

### Conseiller et accompagner le salarié dans son parcours professionnel

- Maîtriser les concepts essentiels
- Exercice d'application** : identification des dispositifs RH, GPEC, formation adaptés à une situation donnée
- Mettre en œuvre l'entretien professionnel et devenir un référent dans l'évolution du salarié

- Préparer la mise en œuvre de l'entretien professionnel

**Exercice d'application** : réalisation d'une procédure de mise en œuvre et de gestion de l'entretien professionnel et d'une trame de guide d'entretien professionnel

- Conduire l'entretien et conseiller le collaborateur

**Partage d'expériences** : autour des difficultés de l'entretien professionnel

**Mise en situation** : entraînement pratique à la conduite d'un entretien professionnel

#### Élaborer le suivi et l'état des lieux du parcours du salarié

- Mettre en place un bilan récapitulatif du parcours professionnel
- Exercice d'application** : élaboration d'une procédure de mise en œuvre et de gestion de l'état des lieux du parcours professionnel

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'accompagner le développement des compétences de vos collaborateurs dans une posture de conseil et de participer à l'évolution ainsi qu'à la sécurisation de leur parcours professionnel.**

**2** jours  
**14** heures

Code 10146

### Paris

24-25	mars	2016
29-30	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Organiser et conduire les entretiens individuels RH

Les intégrer dans la stratégie globale de l'entreprise



**Face à une obligation légale forte en matière de conduite d'entretien : évaluation, entretien professionnel et deuxième partie de carrière, il est important de concilier les pratiques RH et le cadre légal et de voir comment intégrer les entretiens dans une stratégie globale des ressources humaines.**

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations légales en matière d'entretien.
- Intégrer les entretiens dans la stratégie de gestion des compétences de l'entreprise.
- Repérer les différentes finalités et mettre en œuvre la posture adéquate.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " (code 10083 p. 114).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Chargés de mission ressources humaines

## ANIMATEUR

Marie-Françoise HOSDAIN  
Consultante en ressources humaines

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser le cadre réglementaire des entretiens obligatoires

- Décrypter l'évolution réglementaire
- Identifier les obligations liées à chaque entretien

**Partage d'expériences** : chaque participant recense les entretiens existant au sein de son entreprise et présente le contenu de ces entretiens

#### Cerner l'articulation et la méthodologie des différents entretiens

- Analyser les différents entretiens
  - L'entretien d'évaluation
  - L'entretien professionnel
  - S'approprier le processus et la méthodologie à suivre pour chacun des entretiens
- Exercice d'application** : chaque participant élabore les matrices des différents supports d'entretien

#### Identifier les différents entretiens et les outils du management des compétences

- Intégrer ces entretiens dans une stratégie de développement des compétences
- Conduire et assurer le suivi de ces entretiens

- Identifier le rôle et les responsabilités des différents acteurs
- Impliquer le management
- Les entretiens et les outils des parcours professionnels
- Mettre en place une communication adaptée

#### Conduire les entretiens

- Maîtriser les outils de communication interpersonnelle
  - Identifier les étapes des entretiens et leurs enjeux
  - Structurer et sécuriser les entretiens
  - Identifier le style dominant et la posture adéquate
- Mise en situation** : sur l'entretien d'évaluation, l'entretien professionnel et l'entretien de deuxième partie de carrière

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de la formation, vous serez capable d'intégrer l'ensemble des dispositifs des entretiens de management des compétences et de les mettre en œuvre au sein de votre entreprise.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 10120

Paris		
25 au 27	mai	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus

# Les entretiens professionnels obligatoires

Mettre en œuvre et gérer ses entretiens professionnels



**Rendus obligatoires par la loi du 05/03/14 relative à la formation professionnelle, les entretiens professionnels deviennent " le fer de lance " de la gestion des ressources humaines en entreprise. Pour le salarié, c'est l'occasion de copiloter son projet professionnel avec son employeur et, pour l'entreprise, un moment privilégié pour optimiser les compétences humaines dont elle dispose. En l'espèce, chaque entretien professionnel se construit, se conduit et se gère, il est dynamique et implique une vision à long terme de la gestion des compétences par les équipes RH.**

## OBJECTIFS

- Mesurer les nouveaux enjeux et mettre en œuvre les entretiens professionnels.
- Acquérir une méthodologie d'entretien et de copilotage de projet professionnel.
- Se doter d'outils et de supports spécifiques pour conduire et gérer les entretiens professionnels.

## PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service RH et connaître les fondamentaux de la gestion des compétences en entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel, chargés des ressources humaines
- Responsables du développement des compétences, gestionnaires de carrières
- Chargés de mobilité interne et de la formation
- Toute personne amenée à réaliser un entretien professionnel et souhaitant améliorer ses pratiques

## ANIMATEUR

Laurent AUSSIBAL, Consultant formateur certifié FFP  
Responsable formation et développement des compétences

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Maîtriser l'environnement juridique des entretiens professionnels

- Cerner les nouveaux enjeux des entretiens professionnels
- Maîtriser les caractéristiques de l'entretien professionnel et du compte personnel de formation

**Test de connaissances** : les nouveaux apports de la loi relative à la formation professionnelle sur les entretiens professionnels

- Repérer les différentes mesures en matière de développement et de reconnaissance des compétences

- Identifier les articulations possibles et les mettre en œuvre : VAE, CPF, DIF, CIF, le plan de formation

**Test de connaissances** : les différents dispositifs de formation, leur mise en œuvre et leur financement

#### Conseiller et accompagner le salarié dans son parcours professionnel

##### Maîtriser les concepts essentiels de la gestion des compétences

**Partage d'expériences** : échange sur la diversité des pratiques d'accompagnement et de gestion des compétences en entreprise

#### Mettre en œuvre l'entretien professionnel

**Exercices d'application** : élaboration d'une trame d'outil d'évaluation des compétences et d'identification des besoins, d'un support d'entretien et de gestion du projet professionnel ainsi que de la procédure d'utilisation des outils

#### Conduire l'entretien et conseiller le collaborateur

**Partage d'expériences** : autour des difficultés de l'entretien professionnel  
**Mise en situation** : entraînement pratique à la conduite d'un entretien professionnel

#### Élaborer le suivi et l'état des lieux du parcours du salarié

- Mettre en place un bilan récapitulatif du parcours professionnel
- **Exercice d'application** : élaboration d'une procédure de gestion de l'état des lieux du parcours professionnel

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place une démarche structurée et outillée pour la conduite des entretiens professionnels.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 10159

Paris		
7-8	avril	2016
10-11	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Mettre en place l'entretien annuel

En faire un outil de management des compétences



L'entretien annuel représente un enjeu essentiel pour piloter les objectifs d'activité et gérer les carrières et l'employabilité des salariés. C'est un moment fort pour tous les acteurs de l'entreprise. Intégré dans la politique RH, sa mise en place requiert une réflexion approfondie en amont et une méthodologie précise afin d'en faire un outil privilégié de management et de gestion des compétences.

## OBJECTIFS

- Déterminer les objectifs et les enjeux de l'entretien annuel professionnel.
- Clarifier la place des entretiens annuels avec les dispositifs RH existants.
- S'approprier la méthodologie de mise en place et les outils nécessaires à l'entretien annuel.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " (code 10083 p. 114).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et leurs collaborateurs
- Toute personne en charge de la gestion de l'entretien annuel professionnel dans l'entreprise

## ANIMATEUR

Marie-Françoise HOSDAIN  
Consultante en ressources humaines

## PROGRAMME

Initiation

### Module e-learning: l'entretien d'appréciation

#### Cerner les enjeux et la finalité de l'entretien annuel

##### Maîtriser le cadre réglementaire

#### Identifier les enjeux de l'entretien annuel

- Articuler efficacement les différents entretiens existants
- Distinguer les notions de performance, de compétence et de motivation

#### Intégrer l'entretien annuel dans la gestion des compétences (GPEC) et la politique RH de l'entreprise

**Exercice d'application :** identification des enjeux de l'entretien annuel pour l'entreprise, les managers et les salariés

#### Construire le dispositif d'entretien annuel

##### Définir les objectifs de la mise en place des entretiens et indicateurs clés

- Recenser les étapes du projet
- Définir le cadre

##### Identifier les outils RH prérequis ou ceux à construire

- Fiches fonctions, référentiels métiers et compétences, bourse aux emplois, demandes de formation, supports d'entretien, guide de préparation, tableaux de suivi
- Construire les supports spécifiques**  
**Jeu de rôles :** réalisation d'une interview à deux pour identifier les objectifs de sa démarche et lister les thèmes à aborder lors de l'entretien annuel

#### Déployer et optimiser les entretiens annuels

##### Identifier le rôle de la RH

##### Adapter son organisation pour gérer les campagnes et le suivi

- Accompagner, préparer et mobiliser les managers et les salariés
- Bâtir un plan de communication interne
- Définir les informations à recueillir et leur mode de traitement
- Clarifier le rôle de chacun dans les arbitrages des demandes et retour d'information aux salariés

**Exercice d'application :** construction d'un plan de communication détaillé et présentation lors d'une réunion à des managers

#### Conclure un entretien annuel

##### Faire une synthèse des points clés et adapter à son propre contexte

- Les conditions de réussite du système
- Les pièges à éviter

**Plan d'action personnel :** élaboration de son plan d'action individuel pour mettre en place les entretiens annuels dans son entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place un système d'entretien annuel efficace et d'exploiter le dispositif de manière optimale.

2 jours / 14 heures

Code 10049

Paris		
12-13	mai	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Gestion des compétences

Diagnostiquer les compétences disponibles

L'évolution des organisations et des modes de pilotage incitent fortement les managers et les équipes à consolider régulièrement le contenu de leur métier et de leur pratique professionnelle. Aussi, savoir diagnostiquer puis transmettre les compétences clés, est devenu une nécessité stratégique pour les entreprises. Il appartient ainsi à la fonction RH de mettre en place à travers la GPEC, des actions qui favorisent une gestion proactive des compétences stratégiques.

## OBJECTIFS

- Mettre en place une véritable méthodologie pour anticiper ses besoins en compétences et définir un référentiel propre à l'entreprise.
- Maîtriser les outils d'évaluation des compétences.
- Articuler au mieux gestion des compétences et plan de formation.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " (code 10083 p. 114).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Toute personne s'engageant dans une démarche de gestion des compétences

## ANIMATEUR

Bianca GLACE, Directeur Associé  
PROJECTISSIME CONSULTING

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Initiation

### Connaître les notions essentielles

- Analyser les étapes clés : conditions de succès et préalables essentiels
- Articuler GPEC et stratégie d'entreprise
- Connaître le cadre juridique de la GPEC

### Analyser les compétences requises et diagnostiquer les compétences disponibles : adopter une méthodologie

- Les concepts métier, emploi et compétence
- Gestion des compétences, gestion par les compétences, Gestion Prévisionnelle des emplois et des Compétences (GPEC)...

#### Identifier les besoins de l'entreprise : les compétences utiles de demain

- Analyser la stratégie de l'entreprise
  - Identifier les besoins en ressources humaines (emplois, compétences)
- Exercice d'application :** élaboration de scénarios pour analyser les besoins futurs en termes d'emplois et de compétences
- Analyser l'existant : identifier les compétences disponibles**
- Périmètre de l'analyse : les emplois à cibler, les compétences à évaluer
  - Recenser les différents outils et définir leurs conditions de mise en place
  - Construire une cartographie des métiers, un référentiel de compétences...

- Connaître les outils individuels d'évaluation des compétences : entretien annuel, bilan de compétences, auto évaluation...

- Les utiliser à bon escient dans une démarche compétences

**Exercice d'application :** élaboration d'un référentiel de compétences

#### Mettre en place un plan d'action

- Identifier et construire les mesures correctives et les plans stratégiques RH

#### Mobiliser et déployer les compétences vers les nouveaux besoins

- Définir la place des seniors dans la transmission des compétences
- Associer recrutement et mobilité interne à la démarche de développement des compétences
- Mettre en adéquation gestion des compétences et plan de formation

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des outils d'évaluation des compétences adaptés à votre entreprise.

2 jours / 14 heures

Code 10027

Paris		
8-9	février	2016
24-25	mai	2016
13-14	octobre	2016
10-11	janvier	2017

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Construire et mettre en place la GPEC

Intégrer la GPEC à la stratégie sociale de l'entreprise

Perfectionnement

**La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) permet une nouvelle approche du management des compétences. Sa mise en place devient nécessaire pour l'optimisation des compétences et cela quels que soient la taille et l'effectif de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux d'une démarche compétences et le contexte légal.
- Connaître les méthodes de mise en œuvre.
- Identifier et élaborer les outils de GPEC.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Gestion des compétences" (code 10027 p. 79).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des ressources humaines
- Responsables des ressources humaines
- Responsables formation et gestionnaires de carrières

## ANIMATEUR

Marie-Françoise HOSDAIN  
Consultante en ressources humaines

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de construire une GPEC adaptée aux besoins de votre entreprise et d'être parfaitement opérationnel dans le déploiement d'une démarche compétence.

## CERTIFICAT



Validez le bloc de compétences 6 du titre Chargé(e) des Ressources Humaines reconnu au RNCP et éligible au CPF (en savoir + p. 54)

**Prix HT du certificat : 300 €**

## PROGRAMME



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un responsable de développement RH et je construis différents outils de gestion des compétences.  
Concept à découvrir p. 8

### Cerner les enjeux et la finalité d'une démarche GPEC

#### Intégrer la gestion des compétences dans la stratégie d'entreprise

- Les problématiques qui déclenchent la mise en œuvre de la GPEC
- Définir la GPEC

#### Maîtriser les aspects réglementaires

- Les obligations légales, la consultation des institutions représentatives du personnel, la conclusion d'un accord...

#### Gérer l'évolution des effectifs

- Mesurer l'impact de la GPEC sur l'amélioration des performances de l'entreprise
- Développer l'attractivité de l'entreprise

- Situations critiques et stratégies de gestion des emplois et des compétences mises en œuvre

#### Identifier les conditions de succès-réussite

##### Intégrer la démarche dans le projet de l'entreprise

- Définir les objectifs de mise en place

##### Impliquer l'ensemble des acteurs de l'entreprise

##### Piloter la démarche compétences

##### Définir les concepts de base

- Compétences, emplois, référentiels...

##### Analyser l'existant : emplois, fonctions, métiers...

##### Réfléchir sur le choix des outils et sur leur élaboration

##### Construire des outils de gestion des compétences

- Faire un état des lieux des outils existants
- Cartographie-répertoire des métiers, le référentiel emploi-type (emploi-repère), les fiches emploi-type (emploi-repère)

##### Identifier les compétences disponibles et diagnostiquer les compétences stratégiques

##### Analyser les compétences nécessaires aux orientations stratégiques de l'entreprise

**Exercice d'application :** construction d'un répertoire métier et d'un plan d'action sur un cas type, réalisation d'une fiche de poste, exemples de référentiels de compétences

##### Analyser l'approche opérationnelle du développement des compétences

##### Choisir des orientations de développement de compétences

- Évaluer les avantages de la mobilité interne et la transférabilité : passerelle-métiers
- Fixer les priorités dans la mise en place des dispositifs de formation
- Mettre en place des parcours professionnels
- Gérer les séniors : tuteur senior entreprise...
- Détecter et gérer les potentiels
- Capitaliser les compétences clés : transmission des savoirs tutorat et mentorat
- Recrutement et attractivité de l'entreprise
- Mettre en place des outils de mesure du développement des compétences

**Exercice d'application :** réflexion sur les moyens de développement des compétences nécessaires au sein de leur entreprise



Code 10117

Paris		
10-11	mars	2016
22-23	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

À quelle fréquence l'entretien professionnel doit-il avoir lieu ?

- A - Doit avoir lieu tous les 2 ans
- B - Doit avoir lieu tous les 6 ans
- C - Peut se dérouler lors de l'entretien d'évaluation
- D - Porte sur l'évolution professionnelle du salarié
- E - N'implique pas d'obligations pour l'entreprise



Réponse : A. L'entretien professionnel doit être mené tous les deux ans à compter du jour de l'embauche.



# Construire un référentiel des compétences

Pour contribuer efficacement à la stratégie RH

**Le référentiel des compétences est un outil de management incontournable dans la mise en œuvre de la stratégie RH d'une entreprise. Son élaboration suit un processus rigoureux qui nécessite l'implication de la direction des ressources humaines et des managers pour identifier et formaliser les compétences disponibles afin de les ajuster aux besoins de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux d'une gestion des compétences et la place du référentiel de compétences.
- Identifier les types de compétences et construire un référentiel de compétences.
- Utiliser le référentiel de compétences au service des politiques RH, du développement de la performance et des personnes.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Construire et mettre en place la GPEC " (code 10117 p. 80).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables du développement des compétences
- Responsables formation, chargés de formation

## ANIMATEUR

Ammar CHALAL  
Expert en ressources humaines

## PROGRAMME

Expertise

### Cerner les enjeux d'une gestion des compétences et la place du référentiel des compétences

- Intégrer la gestion des compétences dans la stratégie d'entreprise en lien avec la GPEC
- **Partage d'expériences** : échanges entre les participants sur leurs problématiques RH, la place et les contributions du référentiel des compétences

### Piloter et mettre en place une gestion des compétences

- Définir les concepts de base
- Définir la compétence
- **Étude de cas** : analyse de la manifestation de la compétence d'après l'expérience de chacun, construction de grilles d'observation et d'analyse
- Élaborer une trame de référentiel des compétences
- Rédiger le dictionnaire des compétences en fonction du besoin
- **Étude de cas** : analyse des exemples de référentiels des compétences proposés et partage sur les pratiques existantes
- **Exercice d'application** : à partir d'un cas concret proposé par l'animateur, élaboration d'un référentiel des compétences

### Maîtriser les différentes méthodes de travail et les étapes pour élaborer un référentiel des compétences

- Piloter le projet d'élaboration
- **Partage d'expériences** : à partir des situations amenées par les participants, échange pour en tirer des enseignements utiles pour chacun

### Intégrer le référentiel des compétences dans les outils RH pour le rendre opérationnel

- Évaluer la contribution du référentiel des compétences à la déclinaison des politiques et outils RH
- **Étude de cas** : réflexion sur les modalités d'utilisation à partir d'exemples apportés par l'animateur et par les participants
- Faire vivre un référentiel des compétences

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'élaborer ou de piloter l'élaboration des référentiels des compétences, au service de la stratégie RH.**

2 jours  
14 heures

Code 10144

## Paris

18-19	mai	2016
15-16	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Organiser la transmission des savoirs en entreprise

Sécuriser et organiser le partage des compétences stratégiques

**Volet phare du contrat de génération, l'identification et la transmission des savoirs et des compétences sont devenues des enjeux majeurs pour les entreprises face aux évolutions démographiques. Au-delà de la transmission des savoirs avant le départ en retraite des seniors, cartographier et organiser la transmission des savoirs stratégiques sont essentiels pour sécuriser le développement de son entreprise dans un contexte de guerre des talents.**

## OBJECTIFS

- Identifier et cartographier les savoirs et compétences stratégiques pour son entreprise.
- Organiser la transmission et le partage des savoirs et compétences dans l'entreprise.
- Mettre en œuvre sa politique de transmission des savoirs dans un environnement contraint.

## PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service RH ou formation.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables formation ou développement des compétences
- Responsables innovation en ressources humaines

## ANIMATEUR

Stéphane DIEBOLD  
Directeur  
TEMNA

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier les enjeux de la transmission des savoirs

- Faire face aux mutations démographiques dans l'entreprise
- Au-delà des savoirs, transmettre la culture de l'entreprise et favoriser le partage
- Sécuriser les savoirs et compétences stratégiques sur des marchés évolutifs
- Accompagner le développement et la croissance de son entreprise
- Différencier les concepts clés de la transmission des savoirs en entreprise
- **Exercice d'application** : création d'une grille d'analyse des enjeux de son entreprise en termes de transmission des savoirs

### Élaborer une politique de transmission des savoirs

- Établir un diagnostic de la situation des savoirs au sein de son entreprise
- **Exercice d'application** : cartographie des savoirs de son entreprise selon l'équation des 3V
- Établir un diagnostic de la situation des apprenants au sein de son entreprise
- **Exercice d'application** : cartographie des grandes typologie d'apprenants au sein de son entreprise
- **Étude de cas** : analyse des modalités de transmission adaptées à chaque typologie d'apprenants

### Organiser la transmission des savoirs dans son entreprise

- Définir des actions de formalisation et de transmission des savoirs
- **Exercice d'application** : élaboration d'un programme idéal de transmission des savoirs tout au long du parcours d'un collaborateur
- Construire de l'intelligence collective
- **Étude de cas** : analyse des modalités d'application du crowdsourcing

### Communiquer autour de son plan de transmission des savoirs

- Faire le marketing des savoirs pour susciter l'adhésion
- Construire des contenus formatifs attractifs
- Distinguer les avantages d'une stratégie " pull " versus une stratégie " push "
- Identifier les leaders et les ambassadeurs de sa stratégie
- **Mise en situation** : réalisation du storytelling de sa stratégie formation
- **Exercice d'application** : autour de contenus formatifs attractifs

## COMPÉTENCES ACQUISES

**À l'issue de cette formation, vous saurez concevoir et mettre en œuvre un plan de transmission des savoirs stratégiques de votre entreprise.**

3 jours  
21 heures

Code 10142

## Paris

11 au 13	avril	2016
14 au 16	septembre	2016
5 au 7	décembre	2016

Tarif HT : 1 795 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE formation

Le développement des compétences joue un rôle essentiel dans l'évolution du parcours professionnel des salariés et la compétitivité des entreprises. La réforme de la formation du 05/03/14 vient faire évoluer les dispositifs et les procédures. Pour répondre à ces enjeux, il est indispensable que la fonction formation soit une force de proposition, capable de mettre en place des outils et process permettant de repérer, évaluer, développer et valider les compétences des collaborateurs, et d'accompagner les managers dans la gestion des compétences.

## ● OBJECTIFS

- Disposer d'une vision globale du métier de responsable formation et de son évolution au regard de la réforme.
- Maîtriser le nouvel environnement juridique de la formation continue.
- Construire un plan de formation adapté aux projets de l'entreprise et aux besoins en développement des compétences des salariés.

## ● PRÉREQUIS

- Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services RH
- Chefs de projets formation
- Toute personne amenée à prendre en charge la fonction responsable formation

## ● ANIMATEUR

- Christophe PARMENTIER  
Consultant spécialiste de l'évolution des systèmes de formation  
CLAVA DEVELOPPEMENT

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de prendre en charge le pilotage de la fonction responsable formation.

## MODULE 1 - 3 jours

Positionner la fonction formation dans l'entreprise

### ● OBJECTIFS

- Cerner le rôle de la fonction formation.
- Maîtriser le cadre réglementaire.

### ● PROGRAMME

- Communauté d'apprenants
- Quiz amont

#### Identifier les nouvelles missions du responsable formation (RF)

##### Analyser l'évolution de la formation et des missions du RF

- Garant de la cohérence de la politique formation, consultant interne, développeur des compétences, pilote du processus formation et expert en ingénierie financière

##### Relier la formation à la stratégie d'entreprise

- Identifier la valeur ajoutée de la formation, sa contribution à la performance
- Connaître le jeu d'acteurs des différents interlocuteurs du RF

**Autodiagnostic** de la fonction formation dans son entreprise

#### Maîtriser la réglementation de la formation

##### Cerner les enjeux des différentes réformes de la formation professionnelle

- D'un droit à la formation au droit à la compétence - Le Compte Personnel Formation (CPF)
- Les nouvelles obligations de participation des employeurs à la formation
- La notion d'action de formation et les critères d'imputabilité depuis la loi du 05/03/14
- Les catégories d'actions du plan de formation

##### Utiliser les différents dispositifs de formation de manière optimale

- Plan, CPF et résidu DIF, période de professionnalisation, formations hors temps de travail et outils de développement des compétences

##### Gérer le départ du salarié en formation

**Exercice d'application** : articulation de dispositifs de formation et identification des formations imputables

#### ● Exercice d'intercession

## MODULE 2 - 3 jours

Construire un plan de formation cohérent avec les objectifs de l'entreprise

### ● OBJECTIFS

- Suivre l'élaboration du plan.
- Mettre en place une politique CPF.
- Articuler formation et gestion des compétences.

### ● PROGRAMME

#### ● Communauté d'apprenants

##### Maîtriser les étapes de l'élaboration du plan

- Élaborer les orientations de la formation
  - Recueillir les besoins collectifs et individuels
  - Définir les priorités, piloter les arbitrages
- Exercices d'application** : rédaction d'une note d'orientation et établissement d'un planning d'élaboration du plan de formation

##### Articuler gestion des compétences et formation

- Mesurer l'impact d'une démarche compétences sur l'élaboration du plan de formation
- Utiliser les outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) pour définir les objectifs de formation

##### Passer du DIF au CPF

- Identifier les obligations contenues dans le CPF
- Passer du DIF au CPF
- Définir une politique CPF et son champ d'application
- Gérer le CPF

- Intégrer l'initiative du salarié dans le dialogue managérial
- Déterminer des règles d'arbitrage claires pour toutes les parties prenantes

##### Accompagner les salariés dans leur projet professionnel

- Conseiller les salariés sur les dispositifs : bilan de compétences, VAE et CIF, POE
  - Impliquer les managers
  - Utiliser au mieux l'entretien professionnel
- Exercice d'application** : mise en place d'actions de communication pour réaliser la transition

#### ● Exercice d'intercession

**CYCLE CERTIFIANT- Perfectionnement****10** jours **71** heures

Code 10127

**Paris - Promotion 1**9 au 11 mars, 6 au 8 avril, 19-20 mai  
3 juin\* et 16-17 juin 2016**Paris - Promotion 2**7 au 9 septembre, 5 au 7 octobre,  
14-15 novembre, 2 décembre\*  
et 15-16 décembre 2016**Paris - Promotion 3**7 au 9 mars, 26 au 28 avril, 15-16 mai  
2 juin\* et 15-16 juin 2017Tarif HT : 4 990 € - repas inclus  
Tarif TTC pour les particuliers : 3 990 €  
repas inclus\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****RESPONSABLE FORMATION**Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycleCycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 2 jours**Concevoir et mettre en œuvre les actions  
de formation**OBJECTIFS**

- Élaborer un cahier des charges.
- Construire le dispositif de formation.
- Définir les modalités de l'évaluation des formations.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Analyser la demande et bâtir le cahier des charges****Étudier le besoin**

- Technique d'entretien, analyse et validation
- De l'objectif de formation à l'objectif pédagogique
- Élaborer un cahier des charges
- Lancer un appel d'offres

**Exercice d'application** : élaboration d'un cahier des charges**Construire le dispositif pédagogique****Maîtriser les différentes modalités de formation**

- Présentiel, tutorat et l'e-learning
- Distinguer les facteurs facilitateurs et les freins à l'apprentissage
- Déterminer les modalités pédagogiques les plus pertinentes à chaque action
- Choisir les intervenants

**Exercice d'application** : choix du dispositif pédagogique de formation  
le plus adapté**Acheter la formation**

- Connaître le marché de la formation et se constituer un référentiel de prestataires
- Définir les critères de sélection
- Mettre en place une relation de partenariat avec les fournisseurs : évaluation et axes de progrès

**Exercice d'application** : établissement d'une grille de sélection de prestataires**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 4 - 2 jours**Piloter l'efficacité de la formation et bien gérer  
son budget**OBJECTIFS**

- Maîtriser la gestion administrative et organiser le suivi.
- Optimiser le budget formation.
- Piloter la formation et établir un tableau de bord.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Évaluer la formation****Distinguer les différents niveaux d'évaluation**

- Satisfaction des participants, acquis, transferts en situation de travail et impact
- Construire les outils adaptés en fonction de l'objet de l'évaluation
- Prendre les mesures correctives en relation avec les acteurs

**Exercice d'application** : identification des outils d'évaluation adaptés**Bien gérer son budget**

- Connaître la nouvelle donne du financement de la formation définie par la loi du 05/03/14
- Optimiser les relations avec les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) dans ce nouveau cadre
- Combiner les modes de financement possibles pour une même action de formation
- Calculer les dépenses imputables sur la contribution de l'entreprise

**Exercice d'application** : optimisation des budgets de formation**Piloter la fonction formation****Choisir les indicateurs de performance du service formation**

- Ratios budgétaires et financiers, indicateurs de suivi et d'évaluation des actions
- Établir un tableau de bord et communiquer autour des résultats

**Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de pilotage du plan de formation**Quiz aval****Exercice d'intersession****LE SAVIEZ-VOUS ?**

Votre numéro de Sécurité sociale vous permet d'avoir accès à toutes les informations utiles de votre CPF sur le site internet **www.moncompteformation.gouv.fr** géré par la Caisse des dépôts et consignations. Les heures de DIF accumulées dans votre entreprise et non utilisées, ne sont pas perdues. Le solde d'heures acquis au titre du DIF jusqu'au 31 décembre 2014 est transféré vers ce compte CPF.





OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# CHARGÉ(E) de formation

Le/la chargé(e) de formation est devenu(e) un acteur clé dans la mise en place des dispositifs de formation qui permettent de maintenir l'employabilité des salariés et de les adapter aux évolutions de l'entreprise. Il doit ainsi être capable d'identifier les besoins et de répondre aux demandes de formation des collaborateurs, d'assurer la gestion administrative de la formation en relation avec les OPCA et les différents prestataires. Avoir une vision globale des enjeux et des modalités de la formation professionnelle est ainsi indispensable pour assurer cette fonction, afin de pouvoir répondre efficacement aux objectifs de l'entreprise et aux souhaits de développement de compétences des collaborateurs.

## ● OBJECTIFS

- Cerner les enjeux de la formation en entreprise.
- Optimiser le budget de formation et utiliser l'ensemble des différents dispositifs de formation.
- Mettre en place des actions de formation adaptées aux besoins de l'entreprise et de développement de compétences des salariés.

## ● PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services RH
- Assistant(e)s RH, assistant(e)s de direction
- Toute personne amenée à prendre en charge la fonction de chargé(e) de formation

## ● ANIMATEUR

Bianca GLACE, Directeur Associé  
PROJECTISSIME CONSULTING

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'organiser, de gérer et d'assurer le suivi des différentes actions de formation de votre entreprise.

## MODULE 1 - 3 jours

Identifier la place de la formation au sein de la fonction Ressources Humaines

### ● OBJECTIFS

- Situer la formation dans l'entreprise et au sein de la fonction RH.
- Maîtriser la législation en vigueur afin de pouvoir respecter les obligations de l'entreprise.

### ● PROGRAMME

- 🌐 Communauté d'apprenants
- 📝 Quiz amont

#### Cerner la place de la formation dans l'entreprise

Identifier le rôle de la formation dans le développement futur de l'entreprise

- Connaître les objectifs de l'entreprise et sa place dans l'environnement économique
- Identifier le rôle de la formation au sein de l'entreprise
- Connaître les différents interlocuteurs

#### Analyser la fonction formation et son évolution au sein de l'entreprise

- Identifier la place de la formation au sein de la fonction RH
- Articuler la politique de formation avec les autres politiques de l'entreprise
- Définir le rôle et les missions du (de la) chargé(e) de formation
- 📖 **Étude de cas** : analyse de la fonction formation dans son entreprise

#### Maîtriser l'évolution du cadre réglementaire

Connaître les principales réformes et leurs enjeux

- Intégrer les nouvelles obligations de participation des employeurs à la formation
- Maîtriser les spécificités de la loi du 05/03/14

#### Optimiser les différents dispositifs de formation

- Cerner la notion d'action de formation
- Connaître les objectifs et les finalités d'un plan de formation, du Compte Personnel de Formation (CPF), de la période de professionnalisation et des autres dispositifs de développement des compétences
- Identifier les différentes possibilités du départ des salariés en formation
- 📖 **Exercice d'application** : optimisation des dispositifs de formation

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Concevoir le plan de formation et gérer les actions de formation tout au long de l'année

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les étapes de la construction du plan de formation.
- Articuler l'ensemble des dispositifs de formation et maîtriser l'utilisation du CPF.
- Identifier les différents types d'accompagnement des salariés.

### ● PROGRAMME

- 🌐 Communauté d'apprenants

#### • Identifier le rôle de la GPEC dans l'élaboration du plan de formation

- Définir les orientations futures de l'entreprise et leurs impacts sur l'emploi
- Mettre en place les outils GPEC et définir les plans de développement RH

#### Élaborer le plan de formation

- Élaborer les axes prioritaires de la formation à partir des orientations stratégiques
- Recueillir les besoins collectifs et individuels
- Bâtir le plan de formation et piloter les arbitrages
- Organiser la communication auprès des différents interlocuteurs
- 📖 **Exercice d'application** : rédaction des axes prioritaires de la formation, établissement d'un planning d'élaboration du plan de formation

#### Accompagner le développement des compétences et les évolutions professionnelles

- Organiser les entretiens professionnels et identifier les projets individuels
- Utiliser l'ensemble des dispositifs : bilan de compétences, validation des acquis d'expérience, congé individuel de formation
- Maîtriser la mise en place du CPF
- Sensibiliser et impliquer les managers dans le développement des compétences des collaborateurs

📖 **Exercice d'application** : définition d'un projet d'accompagnement individuel

#### 🌐 Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT- Perfectionnement****10** jours **71** heures

Code 10162

**Paris - Promotion 1**16 au 18 mars, 13 au 15 avril, 12-13 mai  
2 juin\* et 20-21 juin 2016**Paris - Promotion 2**21 au 23 septembre, 17 au 19 octobre,  
21-22 novembre, 6 décembre\*  
et 19-20 décembre 2016**Paris - Promotion 3**7 au 9 novembre, 5 au 7 décembre 2016,  
23-24 janvier, 1<sup>er</sup> février\* et 23-24 février 2017

Tarif HT : 4 750 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 3 800 €  
repas inclus\*Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****CHARGÉ(E) DE FORMATION**Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycleCycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 2 jours**Définir et mettre en place les projets de formation  
sur mesure**OBJECTIFS**

- Élaborer un cahier des charges de formation sur mesure.
- Choisir les organismes de formation.
- Évaluer la formation.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Définir les actions de formation sur mesure****Identifier les besoins**

- Impliquer les managers dans la définition des besoins
- Traduire les besoins en actions de formation

**Élaborer le cahier des charges**

- Identifier les éléments indispensables pour élaborer un cahier des charges
- Lancer un appel d'offres auprès des prestataires

**Exercice d'application** : élaboration d'un cahier des charges**Choisir son organisme de formation et valider le programme de formation****Définir les modalités de sélection**

- Identifier les critères de sélection
- Faire un premier choix de prestataires

**Organiser l'audition des prestataires**

- Constituer un jury de sélection
- Choisir un prestataire

**S'accorder sur les modalités de formation**

- Déterminer les modalités pédagogiques les plus adéquates
- Valider les programmes de formation, les modalités de mise en œuvre et les prix
- Planifier les formations à mener
- Préparer les outils d'évaluation de la formation

**Exercice d'application** : construction d'une matrice de sélection de prestataires**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 4 - 2 jours**

Construire les tableaux de bord de la formation

**OBJECTIFS**

- Élaborer un tableau de bord.
- Construire le budget formation.
- Organiser le suivi des dépenses.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Définir et mettre en place les outils statistiques d'aide à la décision****Choisir les indicateurs significatifs de suivi et de mesure des actions de formation**

- Déterminer les ratios mesurant l'effort de formation, l'effort financier et les ratios de qualité
- Communiquer auprès des managers

**Exercice d'application** : identification des indicateurs significatifs permettant de piloter la formation dans son entreprise**Maîtriser les coûts de la formation****Évaluer le coût des formations internes et externes**

- Maîtriser les nouvelles règles de financement de la formation définie par la loi relative à la formation professionnelle du 05/03/14
- Gérer les différents dispositifs, la relation avec les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) et les autres interlocuteurs de la formation professionnelle
- Maîtriser la construction du budget et les modalités de suivi des dépenses

**Exercice d'application** : élaboration d'un budget de formation**Quiz aval****Exercice d'intersession****TESTEZ-VOUS !****Quelles sont les formations éligibles au titre du CPF ?**

- A - Certifiantes, diplômantes, qualifiantes
- B - Maintien dans l'employabilité
- C - Intégrées au socle de compétences



Réponse : A et C. Trois types de formation sont éligibles au CPF :  
- Les formations permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences  
- L'accompagnement à la Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE)  
- Les formations qualifiantes figurant sur une liste établie par les partenaires sociaux.

# Appliquer la réforme de la formation professionnelle

Maîtriser les clés de sa mise en œuvre

Initiation

La mise en œuvre du CPF soulève déjà de nombreuses questions pour les différents acteurs. Pour les bénéficiaires, il y a le problème de l'identification des formations éligibles, pour les entreprises, le financement reste un enjeu sensible. À cela s'ajoute enfin la question de la traçabilité et du suivi des entretiens professionnels. Autant de problématiques essentielles que les membres des services RH et formation doivent parfaitement maîtriser pour pouvoir informer les collaborateurs de l'entreprise et gérer efficacement la mise en place de tous ces dispositifs.

## OBJECTIFS

- Cerner la logique des financements
- Identifier les obligations sociales des entreprises
- S'approprier les nouveaux outils emploi-formation

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables formation, responsables des ressources humaines
- Chargé(e)s de formation, assistant(e)s formation
- Toute personne en charge de la gestion de la formation

## ANIMATEUR

Franck SAVANN  
Consultant expert en formation

## PROGRAMME

### Passer de la contribution formation à l'investissement formation

#### Identifier les changements de l'obligation fiscale

- Comprendre le principe de la contribution unique
- Cerner les conséquences sur le financement du plan de formation
- Identifier les clés d'un passage de l'obligation fiscale à l'obligation sociale

#### Financer le plan de formation

- Analyser son plan de formation pour mieux le financer
- Identifier les principales solutions de financement
- Structurer son plan de formation 2016

### Identifier les obligations sociales renforcées

#### Piloter le déploiement de l'entretien professionnel

- Organiser la mise en œuvre de l'entretien professionnel
- Articuler l'entretien professionnel biennal avec l'entretien annuel

### Organiser les relations avec les partenaires sociaux

- Identifier les thèmes de consultation et de négociation
- Articuler la formation avec les obligations de GPEC

**Exercice d'application** : illustration de l'investissement formation dans la BDU

### Évaluer les nouveaux outils

#### Comprendre le compte personnel de formation (CPF)

- Identifier les règles d'acquisition, de suivi et de comptabilisation des heures
- Distinguer les formations éligibles selon les publics : salariés et demandeurs d'emploi

#### Exercice d'application

- Calcul du coût du CPF en gestion interne
- Cerner la place du Conseil en Évolution Professionnelle (CEP)
- Définir les objectifs du CEP
- Identifier les intervenants et leurs rôles

#### Exercice d'application

- Distinction entre CEP et bilan de compétences

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place les nouveaux outils et d'en optimiser la gestion.



Code 10152

Paris			
22	mars	2016	
1 <sup>er</sup>	juillet	2016	
13	octobre	2016	
12	décembre	2016	

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Gestion administrative et financière de la formation

Les différents dispositifs de formation et leurs modes de financement



La formation professionnelle continue est devenue le principal levier de développement des compétences des salariés. Pour cela, de nombreux dispositifs de formation ont été mis en place par le législateur et actualisés par la récente réforme de 2014 : Compte Personnel de Formation (CPF), reliquat DIF, CIF, VAE... Afin d'adapter l'organisation et le suivi du plan de formation de l'entreprise, il est essentiel de maîtriser les spécificités et le mode de financement de chaque dispositif de formation dans un nouveau contexte législatif.

## OBJECTIFS

- Gérer les différents dispositifs de formation.
- Maîtriser les obligations administratives et financières.
- Participer à l'élaboration du budget formation et mobiliser les ressources.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise ou avoir suivi " Appliquer la réforme de la formation professionnelle " (code 10152 p. 86).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables formation
- Toute personne impliquée dans la gestion de la formation

## ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER  
Consultant spécialiste de l'évolution des systèmes de formation, CLAVA DEVELOPPEMENT

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Piloter les dispositifs de formation de l'entreprise

- Cerner les grandes évolutions de la formation et leur impact sur la gestion administrative et financière de la formation
- Gérer et suivre les différents dispositifs de formation des salariés
- La nouvelle définition et les catégories des actions de formation
- Du DIF au CPF : gérer la transition
- Mettre en place et gérer le CPF
- Le CIF : les droits pour les salariés et les impacts pratiques pour l'entreprise
- Les contrats et périodes de professionnalisation, le tutorat et leurs évolutions dans la nouvelle loi
- Le 0,2 % : CIF, CDI et CDD
- Les modalités d'évolution de l'apprentissage
- L'entretien professionnel
- Les nouveaux outils : passeport, Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE), BIC, VAE
- Mise en place et suivi de différents dispositifs

**Étude de cas** : pour chaque dispositif, élaboration d'une check-list des éléments à suivre puis mise en place des indicateurs de suivi

#### Élaborer le plan de formation



Code 10094

Paris			
30-31	mars	2016	
4-5	juillet	2016	
28-29	novembre	2016	

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

- Évaluer, analyser les besoins et informer

**Mise en situation** : élaboration d'un tableau de suivi du plan formation

#### Gérer les déclarations administratives

#### Financer la formation

#### Connaître l'organisation du financement de la formation

- Maîtriser les sources de financement de la formation : le budget CPF
- Rechercher des financements
- Optimiser les relations avec les OPCA
- Piloter les coûts de formation
- Contrôler la gestion des coûts et maîtriser les coûts annexes
- Optimiser les achats et les cahiers des charges
- Évaluer la contribution, la collecte et la répartition des coûts...

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord de pilotage des coûts de formation

#### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de conseiller utilement le dispositif de formation qui est adapté au besoin de chaque salarié et de maîtriser le mode de financement qui lui est associé.

Lyon			
30-31	mars	2016	
28-29	novembre	2016	

# Assistant(e) formation

Maîtriser les missions clés



**Entre les dernières réformes de la formation professionnelle, les différents types de formations et les sources de financement, il est essentiel pour l'assistant(e) formation de maîtriser tous les dispositifs de la formation professionnelle afin d'assurer efficacement le suivi administratif et logistique des actions de formation mises en œuvre au sein de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Mesurer la portée pratique de la nouvelle réglementation de 2014 pour la mettre en œuvre.
- Acquérir des outils et méthodes de gestion efficaces pour gérer la formation.
- Participer à la conception et à la mise en place du plan de formation.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s formation
- Assistant(e)s des ressources humaines
- Toute personne en charge de la gestion de la formation

## ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER  
Consultant spécialiste de l'évolution des systèmes de formation  
CLAVA DEVELOPPEMENT

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Intégrer les évolutions des différents dispositifs de formation

- Identifier leurs caractéristiques : public, conditions et financement
  - Connaître l'articulation entre les différents dispositifs
  - Cerner le rôle et les missions des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA)
  - Participer activement à l'élaboration du plan de formation et à la gestion des actions s'y rapportant
- Test de connaissances :** validation des acquis à travers des QCM et des études de cas

#### Transformer les besoins en objectifs et les objectifs en actions

- Analyser et recueillir les besoins
  - Préparer et assurer le suivi logistique de la formation
  - Optimiser les achats de formation
  - Analyser le marché : les outils
- Exercice d'application :** structuration d'un plan de formation et rédaction d'un cahier des charges

#### Procéder à la sélection d'un prestataire

- Établir une grille d'analyse des offres et les critères de choix

- Piloter une action de formation : les étapes clés
  - Gérer et suivre les évaluations
  - Optimiser les relations entre l'entreprise et les organismes de formation
  - Consulter et impliquer les partenaires sociaux
  - Apporter son aide dans le suivi des actions
- Exercice d'application :** sélection d'un prestataire

#### Gérer le CPF au quotidien

- Acquisition des droits, liquidation et transfert
- Du DIF porté au CPF
- Articulation temps de travail et hors temps de travail
- Impacts financiers
- Gestion des demandes

#### Déclaration annuelle 2483 actuelle et son évolution en 2016

Tableaux de bord de suivi  
Documents à conserver

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de gérer les dossiers et d'assurer le suivi du plan de formation.



Code 10053

#### Paris

1 <sup>er</sup> -2	février	2016
26-27	mai	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
2-3	février	2017

#### Lyon

26-27	mai	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Gérer le plan de formation et le CPF

Intégrer les nouveaux dispositifs issus de la réforme

**En passant de " l'obligation de payer à l'obligation de former ", la nouvelle loi sur la formation professionnelle incite les employeurs à mettre en place des plans de formation qui tiennent compte des besoins réels des entreprises en termes de compétences. Les responsables formation doivent désormais mieux articuler le plan de formation avec les nouveaux dispositifs tels que le compte personnel de formation (CPF) et l'entretien professionnel, pour favoriser l'employabilité de leurs collaborateurs.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les nouveaux dispositifs instaurés par la réforme.
- Identifier les spécificités du compte personnel de formation.
- Assurer la complémentarité entre le plan de formation et le CPF.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables formation, responsables des ressources humaines
- Chargé(e)s de formation, assistant(e)s formation
- Toute personne en charge de la gestion de la formation

## ANIMATEUR

Franck SAVANN  
Consultant expert en formation

## PROGRAMME

Initiation

#### Connaître les nouveaux dispositifs issus de la réforme

- Cerner la nouvelle logique financière
  - Comprendre la logique de la contribution unique
  - Gérer les relations avec l'organisme collecteur (OPCA)
- Exercice d'application :** calcul des nouvelles contributions

- Intégrer les obligations sociales liées au plan de formation
- **Exercice d'application :** définition du calendrier de consultation de son CE
- Connaître l'entretien professionnel
- **Exercice d'application :** création de son propre support d'entretien professionnel

#### Articuler le plan de formation avec le CPF

- Comprendre le compte personnel de formation (CPF)
- Maîtriser les règles d'acquisition et de mobilisation des heures
- Identifier les formations éligibles au CPF et les types d'abondement

**Test de connaissances :** les engagements du CPF en gestion interne

- Communiquer sur le CPF en interne
- Financer les formations au titre du CPF
- **Exercice d'application :** élaboration d'un budget type d'un plan de formation avec actions au titre du CPF
- Associer le plan de formation à un plan GPEC
- **Exercice d'application :** illustration de l'investissement formation dans la base de données unique
- Gérer le CPF dans le plan de formation
- Mettre en place des indicateurs de pilotage pour le suivi et le bilan du plan de formation
- **Exercice d'application :** élaboration d'un tableau de bord de suivi du plan de formation

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de renforcer l'efficacité de votre plan de formation en y intégrant les nouveaux dispositifs légaux.



Code 10158

#### Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
30	juin	2016
25	novembre	2016

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Élaborer le plan de formation

Du recueil des besoins à la mise en place du plan de son entreprise



Depuis la réforme de 2014, les nombreux dispositifs proposés dans le cadre de la formation professionnelle offrent de nouvelles opportunités pour la gestion du plan de formation, plus tournée vers la sécurisation des parcours professionnels. Le responsable formation doit ainsi mieux articuler le plan de formation de l'entreprise avec les stratégies d'évolution des collaborateurs.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les étapes clés de l'élaboration du plan, du recueil des besoins à la consultation des représentants du personnel.
- Déterminer le dispositif de départ en formation correspondant à chaque besoin.
- Mettre en place le plan de formation.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise ou avoir suivi " Appliquer la réforme de la formation professionnelle " (code 10152 p. 86).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables formation
- Responsables des ressources humaines
- Toute personne impliquée dans l'élaboration du plan d'une entreprise

## ANIMATEUR

Christophe PARMENTIER  
Consultant spécialiste de l'évolution des systèmes de formation  
CLAVA DEVELOPPEMENT

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### La place du plan de formation dans la stratégie de l'entreprise

- Lier le plan de formation à la stratégie de l'entreprise
- Perfectionner l'articulation du plan avec le CPF, le Congé Individuel de Formation (CIF), la professionnalisation
- **Partage d'expériences** : sur la synergie entre le CPF, le CIF et le 0,9 %

#### Construire le plan de formation

- Recenser les besoins
- Analyser et traduire les besoins
- **Exercice d'application** : détermination de l'action de formation répondant aux besoins présents
- Rédiger le plan selon la nouvelle présentation
- **Exercice d'application** : présentation d'un plan de formation, définition des différentes rubriques et classification des actions
- Définir le budget et financer le plan
- Procéder au chiffrage du plan suivant la nouvelle législation
- Appliquer les conditions d'imputabilité des actions de formation

- Optimiser les relations avec son Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA)
- Rechercher des financements complémentaires
- Évaluer le coût des départs en formation hors temps de travail

#### Valider et promouvoir le plan

- Consulter les représentants du personnel
- Vendre le plan en interne

**Mise en situation** : élaboration d'un cahier des charges et sélection de prestataires, communication auprès de la direction, des managers et des salariés

#### Mettre en œuvre le plan

- Pratiquer l'achat de formation
- Faire vivre le plan de formation
- **Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de suivi
- **Plan d'action personnel** : simulation d'élaboration de son prochain plan de formation

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de participer à l'élaboration d'un plan de formation.

3 jours

21 heures

Code 10051

Paris		
21 au 23	mars	2016
19 au 21	octobre	2016

Tarif HT : 1 795 € - repas inclus

# Optimiser ses achats de formation

Maîtriser les étapes clés et les outils pour un achat réussi

L'offre de formation est très variée et s'opère dans un vaste marché, complexe et très concurrentiel. Au croisement d'une double logique, optimisation budgétaire et efficacité pédagogique, la réussite de l'achat d'une action de formation repose sur une démarche précise et méthodique qui nécessite pour l'acheteur d'en connaître l'environnement, les étapes et les outils.

## OBJECTIFS

- Cerner l'environnement du marché de la formation.
- Maîtriser les étapes clés de l'achat de formation.
- Mettre en place des outils efficaces pour optimiser sa démarche.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la gestion de la formation en entreprise ou avoir suivi " Élaborer le plan de formation " (code 10051 p. 88).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables formation
- Chargé(e)s de formation, assistant(e)s formation
- Acheteurs de prestations intellectuelles
- Toute personne en charge de l'achat d'actions de formation

## ANIMATEUR

Valérie GILLOT  
Consultante en ingénierie de la formation

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Connaître le marché de la formation

- Se repérer dans le marché de la formation
- Cerner son rôle d'acheteur et la relation client/fournisseur
- **Autodiagnostic** : analyse de sa démarche et identification des difficultés rencontrées lors de ses expériences d'achat

### Passer de la demande à l'achat de formation

- Analyser la demande
- Distinguer les objectifs stratégiques, opérationnels et pédagogiques
- Identifier les contraintes internes et externes
- **Mise en situation** : conduite d'une négociation avec le commanditaire d'une action de formation
- Élaborer un cahier des charges et formaliser l'achat
- **Exercice d'application** : rédaction d'un cahier des charges
- Procéder à la sélection d'un prestataire
- **Exercice d'application** : élaboration d'une grille de sélection
- **Mise en situation** : négociation d'un achat
- Choisir un mode de consultation

- Élaborer des outils de sélection et définir des critères d'attribution

### Formaliser l'achat de formation

- Contractualiser l'achat
- Administrer l'achat de formation
- **Test de connaissances** : validation des acquis à travers un quiz

### Évaluer son achat de formation

- Évaluer la performance du prestataire de formation
- Évaluer la pertinence de sa politique d'achat et de sa démarche
- Constituer un référentiel de prestataires et le faire vivre
- **Exercice d'application** : élaboration d'une grille d'évaluation
- **Plan d'action personnel** : formalisation des actions à mettre en œuvre pour optimiser ses achats

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'assurer en toute autonomie l'ensemble du processus d'achat de formation et d'en optimiser la démarche.

2 jours

14 heures

Code 10137

Paris		
19-20	mai	2016
19-20	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus



# Piloter la mise en œuvre d'actions de formation

De la conception du cahier des charges à l'évaluation de l'action

**La mise en œuvre d'actions de formation répond à des critères précis et à des besoins spécifiques liés à la stratégie de l'entreprise. Le responsable formation doit ainsi maîtriser toutes les étapes de ce processus complexe qui va de la conception d'un cahier des charges, à la sélection du prestataire adéquat, en passant par le déploiement de la formation et la mise en place d'un dispositif d'évaluation performant.**

## OBJECTIFS

- Concevoir un cahier des charges formation.
- Sélectionner un prestataire.
- Déployer la formation et construire le dispositif d'évaluation.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Gestion administrative et financière de la formation " (code 10094 p. 86).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables formation
- Toute personne en charge de mettre en œuvre une action de formation

## ANIMATEUR

Valérie GILLOT  
Consultante en ingénierie de la formation

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Clarifier la demande : une étape essentielle

#### Identifier sa mission

- Se situer dans son rôle
- Repérer ses marges de manœuvre
- **Partage d'expériences** : analyse des situations de chaque participant
- **Mener l'analyse préalable de la demande**

- Identifier la nature des informations à collecter
- Recenser les demandes individuelles
- Analyser le besoin

- Construire son questionnaire
- **Jeu de rôles** : conduite d'entretien

- Synthèse de l'analyse du contexte
- **Analyser l'offre de formation**

- Connaître le marché dans son domaine professionnel
- Identifier les organismes de formation
- **Concevoir le dispositif de formation**

#### Choisir une solution optimale

- Choisir les modalités de formation adaptées : présentiel, distanciel...
- **Mettre en place un processus de référentialisation**

- Analyser la structure d'un référentiel de formation
- Construire un référentiel de formation
- **Élaborer un cahier des charges**

- Identifier les caractéristiques du cahier des charges
- **Étude de cas** : structuration d'un cahier des charges

### Faire appel à un prestataire externe

- Définir le panel d'organismes à consulter
- Lancer l'appel d'offres
- Sélectionner un prestataire
- **Exercice d'application** : construction d'une grille de sélection
- Rédiger une convention de formation

### Réaliser le dispositif de formation

- Planifier le déploiement de la formation
- **Organiser l'évaluation de l'action de formation**

#### Identifier les différents types d'évaluation et leurs fonctions

- **Jeu pédagogique** : conception d'un dispositif d'évaluation
- **Repérer les outils de l'évaluation selon le contexte**

- Évaluation de satisfaction
- Évaluation des acquis pédagogiques
- Évaluation professionnelle
- Évaluation des résultats socio-économiques
- Analyser les résultats pour proposer des actions correctives
- **Plan d'action personnel** : formalisation des actions à mettre en œuvre pour conduire ses actions de formation avec succès

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en œuvre et d'évaluer les actions de formation.

2 jours  
14 heures

Code 10002

Paris		
21-22	mars	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Évaluer les actions de formation

Apprécier l'efficacité de la formation

**L'évaluation de la formation est un domaine encore très innovant qui touche au questionnement, sur son utilité, son efficacité et sa fonction. Pour s'assurer que le transfert des acquis est effectivement réalisé en situation professionnelle, le responsable formation doit mettre en place une grille d'indicateurs permettant à l'entreprise d'apprécier efficacement le ROI des actions de formation qu'elle a initiées.**

## OBJECTIFS

- Mettre en place les indicateurs d'évaluation.
- Analyser les effets de la formation pour le collaborateur et l'entreprise.
- Vérifier le ROI et le piloter avec les managers.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Piloter la mise en œuvre d'actions de formation " (code 10002 p. 89).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines en charge de la formation
- Responsables formation
- Assistant(e)s formation
- Chefs de projet formation

## ANIMATEUR

Doris ZELLER  
Consultante en ingénierie de la formation  
LATITUDE CLIENTS

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser les enjeux de l'évaluation de la formation

- Définir l'évaluation de la formation et son sens
- **Exercice d'application** : construction d'une évaluation en formation et définition de son sens
- Faire un état des lieux des modes d'évaluation

- Cerner l'intérêt de l'évaluation dans un processus de formation
- **Mise en situation** : chaque apprenant examine le mode d'évaluation dans son entreprise
- **Évaluer le besoin de formation**

- Détecter le besoin et apporter la réponse adaptée
- Définir les outils d'analyse
- S'approprier une méthodologie
- Définir le rôle du RF dans la démarche
- **Définir les différents niveaux d'évaluation au cours de la formation**

- Identifier les différents niveaux d'évaluation en formation
- **Exercice d'application** : élaboration de grilles d'évaluation adaptées
- **Accompagner le transfert des acquis**

### Accompagner le transfert des acquis

- Identifier les évaluations post-formation
- **Construire mon dispositif d'évaluation**
- Évaluer les formations sur la base d'une grille d'indicateurs
- Créer sa " boîte à outils "
- **Exercice d'application** : réflexion et élaboration d'un dispositif d'évaluation

### Intégrer le rôle du manager dans la démarche

- Replacer le manager dans son rôle d'évaluateur et d'accompagnateur
- Évaluer le transfert des compétences en lien avec les managers
- Décider d'arrêter ou d'approfondir une action de formation
- **Mise en situation** : intégration des managers dans le processus global d'évaluation

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mener à bien l'évaluation d'une formation.

2 jours  
14 heures

Code 10123

Paris		
11-12	avril	2016
12-13	octobre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus



BLENDED LEARNING

# FORMATEUR

**Le métier de formateur ne s'improvise pas : véritable challenge professionnel, il fait appel à un champ de compétences très vaste. À la fois ingénieur pédagogique, leader, communicateur, expert-métier et facilitateur, le formateur doit avant tout bénéficier d'un accompagnement opérationnel et personnalisé tout le long de son apprentissage. Avoir une maîtrise des méthodes et des techniques pédagogiques est indispensable pour acquérir les compétences clés du métier de formateur.**

## ● OBJECTIFS

- Concevoir une action de formation : de l'analyse des besoins au scénario pédagogique.
- Animer une formation en choisissant son propre style d'animation.
- Concevoir et mettre en œuvre les outils d'évaluation.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir un sens de la pédagogie et de l'organisation ainsi qu'une aisance relationnelle.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant devenir formateur

## ● ANIMATEUR

- Vanessa GICQUEL  
Consultante en ingénierie pédagogique

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de réaliser une formation dans toutes étapes : de la conception de l'action à l'évaluation finale.**

## MODULE 1 - 3 jours

Maîtriser les bases de l'ingénierie pédagogique

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les notions fondamentales de l'ingénierie pédagogique.
- Développer ses compétences de négociation.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 🎯 Quiz amont

#### Identifier les méthodes d'apprentissage des adultes

- Définir ce qu'est l'andragogie et identifier les différences avec la pédagogie
- Définir les qualités du formateur en termes de savoir, savoir-faire et savoir-être
- **Partage d'expériences** : échanges sur les qualités requises et les qualités à développer

#### Analyser les besoins et définir les objectifs pédagogiques

##### Cadrer la demande

- Analyser la demande avec le mandataire à travers la méthode QQQQCP
- Analyser la demande à travers des entretiens avec le mandataire, les managers et les collaborateurs
- Définir l'objectif stratégique

##### Choisir le type de réponse formation

##### Spécifier les objectifs pédagogiques

- Définir l'objectif pédagogique global
- Intégrer les messages et mots-clés
- **Développer son activité**
- Évaluer le coût de la formation et négocier avec le client
- Identifier ses partenaires potentiels : organismes de formation, OPCA, etc.

- **Exercice d'application** : formalisation d'une action de formation répondant aux besoins recueillis

#### Concevoir et séquencer une action de formation

##### Définir un itinéraire et construire un scénario

- Identifier le temps d'attention d'un groupe et son incidence sur la planification du scénario pédagogique
- Découvrir les méthodes pédagogiques
- Scénariser la formation
- **Exercice d'application** : conception d'un scénario pédagogique à partir d'un cahier des charges

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Mettre en œuvre les outils pédagogiques

### ● OBJECTIFS

- S'approprier les principales méthodes pédagogiques.
- Concevoir et mettre en œuvre des outils pédagogiques pertinents et efficaces.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Choisir les méthodes d'apprentissage

##### Découvrir les méthodes actives

- La méthode de la découverte et de cas
- Le tâtonnement
- Les méthodes interrogatives
- **Utiliser les outils propres aux méthodes actives**

- Le Jigsaw

- La pédagogie de projets

- L'étude de cas, jeu de rôles, quiz, brainstorming

##### Identifier les éléments de réussite et de cohérence

- **Mise en situation** : expérimentation des différentes méthodes pédagogiques par les participants

#### Intégrer le jeu en formation

##### Cerner les ressorts psychologiques du jeu en formation

- Identifier les conditions de réussite

##### Créer un jeu cadre

- Distinguer les différents types de jeux : jeux de cartes, posters, jeux de plateaux, défis, quiz

##### Déployer des activités pédagogiques

- Concevoir des outils en sous-groupes, jeu de plateau, "mission formateur"
- **Exercice d'application** : conception d'une fiche technique pour créer un jeu de plateau

#### Mettre les moyens pédagogiques au service de l'apprentissage

##### Concevoir des supports utiles et efficaces

- Travailler ses supports par objectifs/effets recherchés
- **Préparer les outils pédagogiques**
- Préparer les ressources logistiques : disposition de la salle, matériel pédagogique
- Utiliser une check list
- **Exercice d'application** : conception des outils pédagogiques à partir d'un scénario pré-identifié

#### 🌐 Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement****11** jours **78** heures

Code 10150

**Paris - Promotion 1**9 au 11 mars, 11 au 13 avril, 18 au 20 mai,  
1<sup>er</sup> juin\* et 20-21 juin 2016**Paris - Promotion 2**3 au 5 octobre, 7 au 9 novembre,  
7 au 9 décembre 2016, 6 janvier\*  
et 19-20 janvier 2017

Tarif HT : 5 225 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 4 180 €  
repas inclus\*Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 3 jours**

Animer une formation

**OBJECTIFS**

- Cerner les enjeux de la relation pédagogique.
- Travailler sa posture de formateur.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Se préparer pour réussir son animation****Examiner l'organisation matérielle**

- Vérifier le matériel pédagogique : disposition des tables, supports pédagogiques, ordinateur, vidéoprojecteur, etc.

**Gérer l'anxiété du formateur**

- Identifier les origines du tract
- Les astuces pour le surmonter

**Mise en situation** : prise de parole devant le groupe et débriefing de l'attitude à adopter pour être à l'aise dans l'animation de groupes**Adopter la posture de formateur****Introduire les moments clés d'une formation**

- Les clés du démarrage
- Le cœur de la formation
- La phase de clôture

**La relation pédagogique**

- Le formateur facilitateur, expert, régulateur
- Les techniques d'animation

**Gérer un groupe****Maîtriser les dynamiques de vie du groupe**

- Gérer les situations délicates
- Réaliser un diagnostic en situation des difficultés du groupe

**Utiliser les outils digitaux et les nouvelles formes de pédagogie**

- Les outils digitaux distanciels : e-learning, classe virtuelle, MOOC
- La pédagogie inversée

**Jeu de rôles** : simulation d'animation**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 4 - 2 jours**

Concevoir et exploiter les outils d'évaluation

**OBJECTIFS**

- Choisir un outil en adéquation avec les objectifs de l'évaluation.
- Construire et exploiter un outil d'évaluation.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Identifier les objectifs de l'évaluation****Distinguer les différents niveaux d'évaluation**

- Évaluations à chaud et à froid
- Évaluations sommatives
- Évaluations des effets et de la formation

**Construire un outil d'évaluation**

- Le questionnaire : intérêt et limites
- La matrice de correspondance
- Conception de l'outil de diffusion

**Étude de cas** : analyse critique de questionnaires existants**Exploiter un outil d'évaluation**

- Traiter les données
- Inscrire ses interventions dans une démarche d'amélioration continue
- Faire vivre la formation dans le temps et prolonger ses effets
- Générer de nouvelles demandes de formation

**Exercice d'application** : conception d'un questionnaire d'évaluation d'une action de formation**Quiz aval****Exercice d'intersession****3 QUESTIONS À L'EXPERT****1 - Qu'est-ce que la transmission des savoirs ?**

Former c'est proposer une forme d'apprentissage qui soit validée socialement. La formation est l'apprentissage socialisé, validé par un contrat social. Reste à trouver la forme qui fait échos au besoin d'efficacité des entreprises tant sur sa forme que sur la diffusion de la forme.

**2 - Comment est-elle mise en œuvre dans l'entreprise ?**

À travers deux canaux traditionnels, les espaces de pensées (les think tanks) et les lieux d'expérimentation (les lab sociaux), la pensée ne nourrit plus assez l'innovation de la formation, il est nécessaire de faire pour penser, nous sommes entrés dans l'âge du faire en formation.

**3 - Quels sont les bénéfices pour l'entreprise ?**

L'entreprise qui réussira est celle qui sera agile, on parle d'entreprise liquide. La mise en œuvre d'un nouvel écosystème apprenant permettra aux entreprises d'anticiper les signaux faibles pour en faire un avantage concurrentiel.

# Formation de formateurs occasionnels

Développer ses capacités à concevoir et à animer une action de formation



**De plus en plus de collaborateurs sont amenés à dispenser ponctuellement des formations en interne. Former ne s'improvise pas. Former des adultes n'est pas seulement leur faire une présentation. Concevoir et animer des formations efficaces pour des adultes relève de méthodes et de techniques qui s'apprennent.**

## ● OBJECTIFS

- Découvrir les principes de la pédagogie pour adultes.
- Intégrer les méthodes et les techniques de préparation et d'animation.
- S'approprier les outils et les comportements adaptés.

## ● PRÉREQUIS

Avoir un sens de la pédagogie et de l'organisation ainsi qu'une aisance relationnelle ou avoir suivi " Développer son aisance relationnelle avec l'AT et la PNL " (code 53111 sur www.efe.fr).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Formateurs débutants
- Toute personne amenée à transmettre ponctuellement son expertise dans le cadre de formations occasionnelles

## ● ANIMATEUR

Doris ZELLER  
Consultante en ingénierie de la formation  
LATITUDE CLIENTS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous aurez les réflexes clés pour assurer des actions de formation efficaces.**

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

Je suis dans la peau d'un consultant expert et je conçois une action de formation de A à Z.  
Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Faire le point sur le rôle du formateur

##### Découvrir les principes de la pédagogie pour adultes

- Intégrer le fonctionnement du groupe
- Créer un climat favorable à l'apprentissage
- Comprendre l'andragogie
- Identifier les facteurs d'implication de l'apprenant

**Exercice d'application :** la motivation d'un adulte en formation

#### Bien préparer l'action de formation

##### Valider le contexte de l'intervention

- Connaître les différents types de formations envisageables
- Identifier le public destinataire de la formation
- Définir le contenu et les résultats à atteindre

**Exercice d'application :** définition d'un objectif global et des objectifs intermédiaires

##### Choisir la méthode pédagogique : une étape essentielle

- Maîtriser les différentes méthodes pédagogiques
- Adapter la méthode aux caractéristiques de la formation : durée, public, objectifs...

**Jeu pédagogique :** les méthodes pédagogiques

##### Bien choisir la technique pédagogique et les supports adaptés

- Les différents techniques
- Les différents types de supports
- Faire preuve de créativité
- Les outils digitaux et distanciels : MOOC, e-learning...

**Exercice d'application :** choix d'un mode pédagogique selon le sujet et le public visé

##### Structurer le programme et organiser le déroulement de la formation

- Concevoir une progression pédagogique
- Rédiger l'ossature de son intervention et construire le scénario pédagogique
- Évaluer tout au long de la formation

**Exercice d'application :** conception d'un scénario pédagogique

#### Réussir l'animation de la formation

##### Bien débiter sa formation

- Répondre aux préoccupations des participants
- Maîtriser la règle des 3X20
- Assurer la réussite de sa formation
- Maîtriser les étapes du démarrage

**Mise en situation :** démarrage d'une formation et réponse aux objections

##### Réaliser le couer de la formation

- Moments clés et rythme pédagogique
- Entretenir la dynamique de groupe
- Faire face aux situations difficiles
- Prendre plaisir à animer

**Mise en situation :** gestion des participants

##### Clôturer la formation

**Jeu pédagogique :** de la conception à l'animation

### ✔ Quiz aval



Code 10075

Paris			
21 au 23	mars	2016	
4 au 6	juillet	2016	
26 au 28	septembre	2016	
6 au 8	décembre	2016	

Tarif HT : 1785 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 - Qu'est-ce qu'une action de formation ?

C'est une réponse adaptée à un besoin détecté suite à une analyse précise. Lors de l'analyse du besoin on définit la problématique et l'objectif visé.

### 2 - Qui peut former ?

Tout le monde ne peut pas mettre en œuvre une action de formation. Il faut au départ, avoir des aptitudes à transmettre telle que l'empathie, l'écoute, des facilités de communication, une bonne connaissance du sujet etc.

### 3 - Quelles sont les qualités requises pour faire une bonne animation ?

Le formateur doit détenir des qualités de pédagogue en adaptant ses connaissances au niveau et aux besoins des participants. Un bon formateur adaptera les méthodes et techniques pédagogiques en fonction de l'attention du groupe pour permettre un meilleur ancrage des connaissances.

# Concevoir une action de formation

Les bases de l'ingénierie pédagogique

**Construire une formation est un exercice qui ne se limite pas simplement à la conception d'un document PowerPoint. En tant qu'expert, le rôle de l'animateur consiste surtout à rendre le contenu de ce qu'il doit transmettre accessible aux participants, afin que la formation leur soit utile. Il est donc indispensable d'acquérir une bonne méthodologie pour monter une action de formation efficace.**

## OBJECTIFS

- Définir les objectifs généraux et objectifs pédagogiques de la formation.
- Élaborer une progression pédagogique efficace.
- Choisir les méthodes pédagogiques et les techniques d'animation adéquates.

## PRÉREQUIS

Avoir un sens de la pédagogie et de l'organisation ainsi qu'une aisance relationnelle.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Formateurs
- Toute personne en charge de concevoir une action de formation

## ANIMATEUR

Doris ZELLER  
Consultante en ingénierie de la formation  
LATITUDE CLIENTS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Découvrir les bases de la pédagogie pour adultes

- Distinguer les particularités de l'apprentissage de l'adulte
- Connaître l'andragogie
- Définir les conditions d'apprentissage
- Faire le point sur son rôle de formateur
- Intégrer le triangle pédagogique

### Maîtriser les étapes de la conception

- Préparer la conception de l'action de formation
- Analyser le contexte de l'intervention
- Identifier le besoin et définir la réponse adaptée
- Formuler les objectifs de la formation
- Rédiger des objectifs pédagogiques bien formulés
- S'adapter aux différentes stratégies individuelles d'apprentissage
- Retenir l'attention du groupe
- Maîtriser les différentes méthodes pédagogiques

**Jeu pédagogique** : les méthodes pédagogiques

- Choisir une technique pédagogique
- Choisir un outil pédagogique et un type d'échanges
- Choisir un support pédagogique
- Découvrir les nouvelles formes pédagogiques : formation à distance, pédagogie inversée
- Concevoir une progression pédagogique pertinente

### Maîtriser les supports outils du formateur

- Choisir des supports adéquats
- Construire le guide animateur
- Prévoir les modalités d'évaluation des acquis de la formation
- Analyser des évaluations en formation

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'élaborer une progression pédagogique et des actions de formation dynamiques, participatives et ludiques.**

2 jours / 14 heures

Code 10005

Paris		
18-19	janvier	2016
11-12	mai	2016
17-18	octobre	2016
16-17	janvier	2017

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Animer une action de formation

Les clés d'une animation efficace et réussie

**Réussir sa formation, c'est allier la transmission de son expertise avec une conception pédagogique adaptée à l'apprentissage et une animation efficace, dynamique et conviviale. Les nombreuses mises en situation de cette formation permettent aux participants d'être à l'aise pour animer et créer un bon climat d'apprentissage.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les techniques d'animation.
- Développer ses compétences d'animateur.
- Créer un climat favorable à l'apprentissage.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Concevoir une action de formation " (code 10005 p. 93).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Formateurs

## ANIMATEUR

Doris ZELLER  
Consultante en ingénierie de la formation  
LATITUDE CLIENTS

## PROGRAMME

Expertise

### Se préparer à animer

- Apprivoiser son trac
- Prévenir les situations inconfortables
- Identifier les freins et les résistances personnels
- Préparer ses apprenants à devenir acteur de leur formation

### Assurer le bon déroulement de sa formation

- Bien démarrer sa formation pour assurer le succès
- Échanger sur les bonnes pratiques pour assurer le succès du démarrage
- Choisir une technique de présentation
- Démarrer une formation et choisir un type de présentation

### Se centrer sur le cœur de la formation

- Maîtriser les éléments de la communication
- Entretenir la dynamique de groupe
- Définir et mettre en place d'un réveil pédagogique
- Choisir un style d'animation
- Gérer les participants
- Gérer des participants "difficiles"

- Utiliser les outils digitaux et les nouvelles formes pédagogiques
- Identifier les avantages, limites et de l'opportunité d'utiliser ces outils
- Découvrir une classe virtuelle ou webinar

### Conclure la formation et donner envie de poursuivre

- Vérifier les acquis
- Re-visiter des éléments clés
- Remettre en perspective les attentes
- Bâter les plans d'action
- Faciliter la transposition
- Prendre congé
- Faire vivre la formation dans le temps
- À l'issue de la formation, les apprenants sont invités à formaliser les actions qu'ils souhaitent mettre en œuvre pour continuer à progresser et animer leur formation avec succès

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'assurer un déroulement fluide et efficace de vos séquences de formation.**

3 jours / 21 heures

Code 10015

Paris		
10 au 12	février	2016
6 au 8	juin	2016
8 au 10	novembre	2016
22 au 24	février	2017

Tarif HT : 1 805 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# GESTIONNAIRE paie

L'établissement du bulletin de paie nécessite des connaissances juridiques, sociales et fiscales. Le gestionnaire de la paie doit être capable de mettre en place et de vérifier les modifications intervenant dans le calcul des bulletins qu'il s'agisse de traiter l'entrée ou la sortie d'un collaborateur, de gérer l'absence maladie ou l'indemnisation des congés payés et de régler les cotisations auprès des organismes sociaux et fiabiliser la DADS-U.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les bases de la législation sociale.
- Maîtriser les calculs de la paie et assurer le paiement des salaires.
- Garantir le paiement des cotisations sociales et valider la DSN.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de base des règles du droit du travail applicables à la gestion du personnel ou avoir suivi " Droit du travail pour responsables RH " (code 10077 p. 62).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne en prise de poste de la fonction de gestionnaire de la paie

## ANIMATEUR

Christian GRIMBERT  
Consultant paie et charges sociales

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de réagir et d'intervenir dans toutes les étapes du calcul de la paie.

## MODULE 1 - 2 jours

Construire un bulletin de paie

### OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la relation de travail.
- Distinguer les types de contrats de travail.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Quiz amont

#### Analyser les différentes zones du bulletin de paie

- Afficher les informations obligatoires
- Connaître les mentions interdites
- Mensualisation et respect du SMIC

#### Identifier les avantages en nature

- Valorisation des différents avantages en nature
- Différencier les frais professionnels des avantages en nature

**Exercice d'application** : calcul de l'avantage en nature voiture

#### Valoriser une entrée/sortie en cours de mois

- Les jours calendaires, ouvrables, ouvrés, les heures
- Les différentes méthodes de calcul

#### Gérer la durée du travail

- Durée légale hebdomadaire, mensuelle, annuelle
- Heures supplémentaires, contingent annuel et contrepartie obligatoire en repos

**Exercice d'application** : calcul des heures supplémentaires

#### Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

Gérer les absences

### OBJECTIFS

- Gérer les absences selon le motif.
- Calculer les indemnités afférentes.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Décompter les congés payés

- Période d'acquisition et de prise des congés
  - Décompte des congés, incidence des jours fériés
  - Calcul de l'indemnisation selon le maintien de salaire ou le dixième
- Exercice d'application** : calcul d'un bulletin de paie avec congés payés

#### Gérer l'absence maladie

- Indemnisation de la maladie
  - IJSS et garantie sur le net
- Exercice d'application** : calcul d'un bulletin de paie avec absence maladie et garantie sur le net

#### Indemniser le congé de maternité et de paternité

- Durée légale
- Indemnisation de la maternité ou de la paternité
- IJSS et garantie sur le net

#### Indemniser l'absence en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle

- Indemnisation
- IJSS et garantie sur le net

#### Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 2 jours

Gérer les relations avec les organismes sociaux

### OBJECTIFS

- Maîtriser le rôle des organismes sociaux.
- Assurer la cohérence du calcul des cotisations.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Différencier les organismes sociaux

- Identifier les cotisations et les prestations correspondantes
- Comprendre le fonctionnement des organismes sociaux

**Test de connaissances** : quiz sur l'organisation de la Sécurité sociale

#### Maîtriser les bases de cotisations

- La totalité, les tranches A/B/C et les tranches 1 et 2
- La CSG et la CRDS
- Le forfait social 8 % et 20 %
- La Garantie Minimale de Points (GMP)

#### Vérifier la régularisation des bases de cotisations

- La régularisation progressive mensuelle
- La régularisation des bases lors du passage non-cadre à cadre

**Exercice d'application** : calcul des bases de cotisations en cas de rémunération variable

#### Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement**

**12** jours **85** heures

Code 10139

**Paris - Promotion 1**

17-18 mars, 14-15 avril, 10-11 mai, 13-14 juin, 4-5 juillet, 12 juillet\* et 5-6 septembre 2016

**Paris - Promotion 2**

15-16 sept., 29-30 sept., 17-18 oct., 7-8 novembre, 24-25 novembre, 5 décembre\* et 19-20 décembre 2016

**Paris - Promotion 3**

14-15 novembre, 8-9 décembre 2016, 4-5 janvier, 2-3 février, 6-7 mars, 20 mars\*, 27-28 avril 2017

Tarif HT : 5 700 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 4 560 €  
repas inclus\*Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****GESTIONNAIRE PAIE**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

**CERTIFICAT**

Validez le bloc de compétences 2 du titre Chargé(e) des Ressources Humaines reconnu au RNCP et éligible au CPF (en savoir + p. 54)

Prix HT du certificat : 720 €

**OPTION**

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 4 - 2 jours**

Gérer les contrats particuliers

**OBJECTIFS**

- Distinguer les différents contrats.
- Gérer les stagiaires conventionnés.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Différencier les différents contrats**

- Contrats d'apprentissage et de professionnalisation
- Contrat unique d'insertion (CUI) et contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)
- Stagiaires conventionnés et CDD étudiants
- **Étude de cas** : analyse des règles de rémunération applicables au contrat de professionnalisation

**Établir le bulletin de paie**

- La base forfaitaire d'un bulletin de paie apprenti
- L'exonération des cotisations patronales du contrat de professionnalisation
- L'exonération des cotisations patronales du contrat unique d'insertion
- **Exercice d'application** : calcul du bulletin de paie d'un apprenti

**Maîtriser les limites d'exonération retraite supplémentaire et prévoyance/mutuelle**

- Vérifier les limites d'exonération fiscale et sociale des cotisations salariales et patronales
- Les réintégrer dans les bases de cotisations et dans le net fiscal

**Exercice d'intersession****MODULE 5 - 2 jours**

Calculer le solde de tout compte

**OBJECTIFS**

- Calculer les indemnités de rupture du contrat.
- Identifier les documents à remettre.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Identifier les motifs de rupture et calculer les indemnités**

- Démission, fin de CDD
- Licenciement et rupture conventionnelle
- Retraite, période d'essai
- **Exercice d'application** : calcul d'un bulletin de paie selon les différents motifs

**Gérer les sommes isolées**

- Vérifier les cumuls des bases et intégrer les sommes isolées
- Intégrer le mécanisme en cas de paie de rappel

**Limite d'exonération des indemnités de rupture**

- Limite d'exonération sociale et fiscale
- Le sort de l'indemnité transactionnelle
- **Exercice d'application** : intégration de l'excédent fiscal et social dans le calcul du solde de tout compte

**Recenser les documents à remettre**

- Le certificat de travail et le reçu pour solde de tout compte
- L'attestation Pôle Emploi
- **Exercice d'intersession**
- **Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)**

**MODULE 6 - 2 jours**

Calculer les charges sociales

**OBJECTIFS**

- Maîtriser et contrôler le calcul des charges sociales.
- Fiabiliser la DSN

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Tenir les bordereaux de cotisations mensuelles ou trimestrielles**

- Fiabiliser la période de versement des cotisations
- Urssaf et Pôle Emploi
- Retraite ARRCO et AGIRC, prévoyance
- Mutuelle, taxe sur les salaires
- Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE): déterminer les bases de calcul
- **Exercice d'application** : tenue d'un bordereau de cotisations Urssaf, Arrco et Agirc

**Réaliser la DSN**

- Déclaration sociale nominative
- Tableau récapitulatif Urssaf
- Avantages en nature, frais professionnels
- Réduction Fillon
- **Exercice d'application** : vérification d'une DSN et contrôle des zones de déclaration

**Remplir les déclarations annuelles**

- Déclaration des travailleurs handicapés
- Taxe Apprentissage
- Effort construction
- Formation professionnelle

**Quiz aval****Exercice d'intersession****LE SAVIEZ-VOUS ?**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016 la déclaration sociale nominative (DSN) remplace la majorité des déclarations périodiques adressées par les employeurs aux organismes de protection sociale. Elle repose sur la transmission unique, mensuelle et dématérialisée de données issues de la paie et la transmission de signalements d'événements (maladie, attestation employeur Pôle emploi...).



# L'essentiel de la paie pour non-spécialistes

Découvrir les principales composantes d'un bulletin de paie

**Brut, net, cotisations salariales et patronales, mutuelle, congés, maladie et indemnités diverses. Les multiples informations qui figurent dans le bulletin de paie sont d'une grande complexité pour le salarié, mais aussi pour les collaborateurs des services RH qui ne sont pas des professionnels de la paie. D'où la nécessité, pour chaque acteur de l'entreprise, de maîtriser les composantes essentielles de la paie afin de limiter les risques d'erreur.**

## OBJECTIFS

- Décrypter les principales rubriques d'un bulletin de paie.
- Identifier les différents prélèvements sociaux et fiscaux.
- Établir et expliquer des paies simples.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de paie débutants
- Gestionnaires administration du personnel
- Gestionnaires RH en charge de la paie
- Toute personne souhaitant décrypter les grandes rubriques d'un bulletin de paie

## ANIMATEUR

Jean-Luc TRAN  
Expert paie  
SASU EPOC

## PROGRAMME

Initiation

### Décrypter les composantes essentielles d'un bulletin de paie

#### Analyser le haut du bulletin

- Identification du salarié et de l'employeur
- Classification, horaire

#### Comprendre la structure du salaire brut

- Le salaire, les primes
  - Les heures supplémentaires et complémentaires
  - Les absences, les avantages en nature
- Exercice d'application** : calcul du salaire en fonction du nombre d'heures

#### Déterminer l'assiette des cotisations sociales

- URSSAF et Pôle Emploi
  - Retraites complémentaires, prévoyance et mutuelle
  - Taxes de bas de bulletin
- Exercice d'application** : identification des éléments soumis ou non à cotisations sociales

#### Calculer le salaire net

- Les tickets restaurant, le remboursement transport
- Les frais professionnels
- L'acompte, l'avance
- La saisie sur salaire

#### Appliquer les règles des cumuls

### Gérer les cas particuliers en paie

#### Décompter les congés payés

- Le droit aux congés payés et leur durée
- Le décompte des congés payés et leur indemnisation

**Exercice d'application** : établissement d'un bulletin de paie avec prise de congés payés

#### Gérer absences, maladie, maternité, paternité et accidents du travail

- L'incidence sur le contrat de travail
- L'indemnisation : le complément employeur, les IJSS et les indemnités complémentaires de prévoyance

**Exercice d'application** : établissement d'un bulletin de paie avec une absence maladie

#### Sécuriser la rupture du contrat de travail

- Collecter les informations indispensables pour établir un solde de tout compte (STC)
  - Calculer les primes et indemnités de départ
  - Rédiger les documents de STC à remettre
- Exercice d'application** : établissement d'un bulletin de paie de solde de tout compte

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'établir un bulletin de paie simple et d'assurer le contrôle des points clés.



Paris			Lyon		
17-18	mars	2016	17-18	mars	2016
13-14	juin	2016	6-7	octobre	2016
6-7	octobre	2016			
8-9	décembre	2016			

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 030 € - repas inclus

## Pratique de la paie - Niveau 1

Maîtriser les techniques essentielles de la paie

**La gestion de la paie est une activité complexe qui va de l'établissement des bulletins de salaire au suivi d'éléments connexes qui entrent dans le calcul de la paie : primes, heures supplémentaires, congés, maladie, vacances. La maîtrise de ces éléments est indispensable pour tout collaborateur d'un service paie afin d'assurer la fiabilité des éléments calculés dans la production de la paie.**

## OBJECTIFS

- Analyser un bulletin de paie et ses différentes rubriques.
- Maîtriser les principes de base de la paie.
- Les mettre en application pour établir la paie.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de base des règles du droit du travail applicables à la gestion du personnel ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de paie débutants
- Collaborateurs de cabinets comptables
- Toute personne en charge de l'administration du personnel

## ANIMATEUR

Séverine BUSIERE  
Consultante Paie et administration du personnel

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier le cadre juridique de la paie

- Les sources légales de la paie
- Les sources émanant de la négociation

### Maîtriser le traitement de la durée du travail en paie

- Définir le temps de travail effectif
  - Connaître les durées maximales du travail
  - Maîtriser le régime des heures supplémentaires
  - Traiter les astreintes en paie
- Exercices d'application** : calcul du montant des heures supplémentaires à partir de grilles horaires de salariés et valorisation de jours fériés

### Maîtriser le traitement des principales absences en paie

- Calculer la retenue pour absences
  - Les congés payés
  - Les absences partiellement indemnisées par la Sécurité sociale
- Exercices d'application** : calcul de retenues pour absences à partir des différentes méthodes existantes, détermination d'indemnités de congés payés selon les deux méthodes de calcul, calcul d'IJSS à partir de cas pratiques

### Identifier les cotisations sociales et leurs modalités de calcul

- Identifier les différents organismes collecteurs des cotisations sociales
  - Connaître le déclenchement et calculer les cotisations sociales
  - Les assiettes et le taux de cotisations sociales, le plafond de la Sécurité sociale
  - La régularisation des tranches de cotisation
- Exercices d'application** : établissement d'un bulletin de paie et détermination des assiettes de cotisations
- Connaître le formalisme imposé du bulletin de paie et ses rubriques
  - Les mentions obligatoires et mentions interdites sur le bulletin de paie
- Exercice d'application** : établissement d'un bulletin de paie type

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'établir un bulletin de paie simple et d'assurer le contrôle des points clés.



Paris			Lyon		
16 au 18	mars	2016	18 au 20	mai	2016
18 au 20	mai	2016	4 au 6	octobre	2016
6 au 8	juillet	2016			
4 au 6	octobre	2016			
5 au 7	décembre	2016			

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus



# Pratique de la paie - Niveau 2

Maîtriser les règles de calcul et contrôler la paie

**Le calcul de la paie est un exercice délicat qui fait appel aux règles du droit du travail, du droit de la Sécurité sociale et de la fiscalité. La maîtrise de ces différentes réglementations dans l'établissement d'un bulletin de paie est une condition indispensable pour tout collaborateur chargé d'en assurer le contrôle et la fiabilité.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de calcul de la paie au niveau des éléments de rémunération.
- Être garant des calculs de charges sociales et des déclarations obligatoires.
- Mettre en place des outils de contrôle avant versement des salaires et cotisations sociales.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 1 " (code 10130 p. 96).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de paie
- Collaborateurs de cabinets comptables
- Toute personne en charge de l'administration du personnel

## ANIMATEUR

Séverine BUSIERE  
Consultante Paie et administration du personnel

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de réaliser une paie complexe en toute autonomie et d'en assurer le contrôle, tant au niveau des éléments de rémunération que des cotisations sociales.**

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le traitement de la durée du travail en paie

#### Intégrer le régime des heures supplémentaires

- Les taux de majoration applicables

#### Maîtriser les règles applicables aux contrats de travail à temps partiel

- Les durées maximales du travail autorisées, les taux de majoration applicables
- Analyser les modalités de l'aménagement du temps de travail

#### Appliquer les conventions de forfait

**Exercices d'application** : calcul de montants d'heures supplémentaires et complémentaires correspondantes, à partir de différents cas pratiques, travail sur les conventions de forfait, sur le traitement de la modulation du temps de travail

### Maîtriser le traitement en paie des absences indemnisées par la Sécurité sociale

#### Maîtriser les règles d'indemnisation des différentes absences

- Les différentes catégories d'absence
- Les conditions de versement des Indemnités Journalières de Sécurité Sociale (IJSS)
- Les délais de carence applicables et le calcul des IJSS

#### Connaître les deux mécanismes de traitement des absences

- La subrogation
- Le versement des IJSS au salarié par la Sécurité sociale

#### Calculer le complément employeur

- Les compléments employeurs applicables aux différentes absences selon l'ancienneté du salarié

#### La garantie du salaire net

- Les modalités de calcul de la garantie du net

- Les incidences en paie

**Exercices d'application** : détermination de montants de compléments employeurs et de garanties du net à partir de plusieurs cas pratiques d'absences indemnisées par la Sécurité sociale

### Identifier les différents éléments de rémunération et leur traitement en paie

#### Les éléments soumis à cotisations sociales

- Les primes et les avantages en nature

#### Les éléments non soumis à cotisations sociales

- Les titres restaurant, les remboursements de frais professionnels et titres de transport
- Les avances et acomptes, les saisies arrêt et les pensions alimentaires

**Exercice d'application** : calcul d'une saisie arrêt

### Calculer et contrôler les cotisations sociales

#### Les cotisations sociales

- Les différents organismes collecteurs des cotisations sociales
- Le calcul de tranches de cotisations et leur régularisation annuelle
- La cotisation GMP
- Le cas particulier des cotisations dues pour les mois incomplets et temps partiels

#### Les contrats particuliers

- Les contrats d'apprentissages et de professionnalisation

**Exercices d'application** : calcul de régularisation d'assiettes de cotisations dans le cadre de salariés à temps partiel ou de mois incomplet, établissement de bulletins de paie types pour les contrats particuliers



Code 10131

Paris			Lyon		
6 au 8	avril	2016	8 au 10	juin	2016
8 au 10	juin	2016	14 au 16	décembre	2016
24 au 26	août	2016			
12 au 14	octobre	2016			
14 au 16	décembre	2016			

Tarif HT : 1 795 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### Le coût de la paie

Selon une enquête réalisée par l'américain ADP, l'un des grands acteurs mondiaux de l'externalisation des services de ressources humaines, le coût réel d'un bulletin de paie par salarié atteindrait 393 euros par an en France. Le coût moyen varie selon les pays européens : de 73 euros par an à quatre fois plus dans les pays où la réglementation est complexe comme dans l'hexagone.

Source ADP : La gestion de la paie au cœur de l'externalisation RH.



# Pratique de la paie - Niveau 3

Développer son expertise en paie

**Face à la complexité des législations sociale et fiscale, chaque professionnel de la paie est soumis à un effort permanent de veille pour assurer la conformité de ses pratiques aux obligations légales. Dès lors, développer son expertise en paie permet tout à la fois de maîtriser les mécanismes complexes de la paie et les évolutions de la législation, tout en fiabilisant les calculs de paie essentiels.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser parfaitement le calcul du règlement des congés payés et de l'indemnité compensatrice.
- Maîtriser les règles de régularisation progressive des plafonds de Sécurité sociale et de la GMP.
- Régler au plus juste les cotisations sociales et maîtriser les réductions de charges sociales.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveaux 1 et 2 " (codes 10130 p. 96 et 10131 p. 97).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et gestionnaires de paie
- Collaborateurs de cabinets comptables
- Toute personne en charge de l'administration du personnel

## ● ANIMATEUR

Nicole ROUSIER  
Consultante paie et administration du personnel

## ● CERTIFICAT



Reconnu au RNCPC et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser l'incidence des heures supplémentaires et du contingent annuel

**Exercice d'application** : calcul du contingent annuel et du repos obligatoire

### Maîtriser le traitement et le versement des congés payés

- Maîtriser les règles particulières de prise des congés payés
  - Appliquer les deux méthodes de calcul des congés payés en paie
  - Verser l'indemnité des congés payés
- Exercices d'application** : calcul des congés payés et comparatif des calculs au dixième et au maintien de salaire, calcul de l'indemnisation des congés payés

### Effectuer la régularisation progressive des plafonds de sécurité sociale et la GMP

- Maîtriser les règles de la régularisation progressive des plafonds
  - Maîtriser la GMP (Garantie Minimale de Points)
- Exercices d'application** : élaboration du tableau annuel de régularisation des plafonds de Sécurité sociale avec lissage (régularisation progressive) et sans lissage, calcul de la GMP provisoire et régularisation

### Calculer les éléments particuliers de rémunération

**Exercice d'application** : calcul d'une saisie arrêt avec et sans personne à charge  
**Étude de cas** : analyse de cas de saisies multiples

### Maîtriser les réductions de charges

## sociales

- Maîtriser le calcul du taux d'accident de travail
  - Maîtriser la réduction Fillon
  - Payer au plus juste la cotisation Transport
- Exercices d'application** : analyse d'un compte employeur AT, calcul de la réduction Fillon, calcul de la régularisation d'assiettes de cotisations dans le cadre de salariés à temps partiel ou de mois incomplet

## Gérer les paies particulières, les indemnités de rupture

- La paie des stagiaires
  - Les indemnités liées à la rupture du contrat
- Exercice d'application** : calcul d'une indemnité de licenciement

## Anticiper un contrôle URSSAF

- Maîtriser la procédure et le cadre du contrôle URSSAF
- Identifier les situations à risques et recenser les points de contrôle

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles de régularisation progressive des plafonds de la Sécurité sociale et de mettre en place des outils de contrôle avant un contrôle URSSAF**

**3** jours

**21** heures

Code 10149

## Paris

20 au 22	juin	2016
19 au 21	septembre	2016
19 au 21	décembre	2016

Tarif HT : 1 805 € - repas inclus

# Établir le bulletin de paie

Maîtriser le contenu du bulletin de salaire

**Document d'application du contrat de travail, le bulletin de paie est un pivot de l'environnement paie. Il doit être remis à chaque salarié et comporte différentes informations dont certaines sont obligatoires, d'autres facultatives, voire interdites par la loi. Il importe donc de maîtriser parfaitement sa structuration afin d'être capable de le produire mensuellement sans risque de contestation.**

## ● OBJECTIFS

- Réaliser le bulletin de paie mensuel.
- Modifier et contrôler les bases de cotisations sociales obligatoires.
- Calculer la dernière paie et le solde de tout compte.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 1 " (code 10130 p. 96).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables paie et administration du personnel
- Responsables et gestionnaires des ressources humaines
- Collaborateurs de cabinets ou de services comptables

## ● ANIMATEUR

Véronique OLIVIER  
Consultante paie et comptabilité

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Respecter les normes légales

#### Comprendre le principe du bulletin de paie

- L'objet et la valeur juridique du bulletin de paie
- La correspondance avec le contrat de travail
- Les différentes rubriques du bulletin
- Le principe de la mensualisation

#### Identifier les éléments constitutifs du bulletin de paie

- Distinguer les modes de rémunération
- Le salaire minimum, les dispositions légales et conventionnelles
- Le salaire de base
- Les primes et les indemnités
- Les avantages en nature

#### Appliquer les bases et les taux de cotisation

- L'utilisation du plafond de la Sécurité sociale
- L'URSSAF
- Les taxes additionnelles
- L'assurance chômage
- L'AGIRC et l'ARRCO
- La CSG et la CRDS
- La mutuelle et la prévoyance

**Exercice d'application** : proratisation du plafond, tranches de cotisations et régularisation progressive des cotisations  
**Rémunérer correctement le temps de travail**

**Exercice d'application** : calcul d'heures supplémentaires

#### Gérer les absences

- Le décompte des absences
- Les congés payés
- Les congés maladie et accidents du travail

**Exercice d'application** : calcul des indemnités journalières de la Sécurité sociale pour un congé maladie, maintien du salaire et subrogation

#### Déduire et rembourser à bon escient

- Les sommes à déduire du bulletin
- Différencier le net imposable du net à payer

#### Calculer la dernière paie

#### Calculer les indemnités de départ et établir le solde de tout compte

- Les différents types de rupture
  - Le calcul des indemnités
  - Les documents à fournir obligatoirement
- Exercice d'application** : établissement d'un solde de tout compte

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'établir, de contrôler, d'éditer et d'adapter vos bulletins de paie de manière autonome.**

**3** jours

**21** heures

Code 10147

## Paris

9 au 11	mars	2016
13 au 15	juin	2016
7 au 9	septembre	2016
12 au 14	décembre	2016

Tarif HT : 1 795 € - repas inclus

## Lyon

9 au 11	mars	2016
7 au 9	septembre	2016

# Calcul de la dernière paie

Fiabiliser le calcul du solde de tout compte

**Le solde de tout compte constitue la dernière paie que le salarié reçoit lors de son départ de l'entreprise. Il règle toutes les sommes restant dues, liées ou non au motif du départ. Il est donc indispensable pour toute personne impliquée dans la gestion de la paie d'en maîtriser les éléments afin d'en assurer l'exactitude.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles et calculs applicables en paie dans le cadre du départ d'un salarié afin de fiabiliser la production de la dernière paie.
- Mettre en place des outils de contrôle du solde de tout compte avant paiement.
- Effectuer les démarches administratives et produire les documents obligatoires relatifs à la sortie du salarié.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 1 " (code 10130 p. 96).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables de service paie et administration du personnel
- Gestionnaires de paie

## ANIMATEUR

Séverine BUSIERE  
Consultante paie et administration du personnel

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser l'incidence des différents modes de rupture du contrat de travail sur la paie

- Les contrats de travail prévoyant un terme
- La rupture du contrat de travail pendant la période d'essai
- Les ruptures de contrat du fait du salarié
- La rupture conventionnelle
- Les ruptures de contrat du fait de l'employeur

### Identifier les éléments de rémunération du solde de tout compte

- Les éléments du salaire brut et leur régime social et fiscal
  - Les éléments de départ non constitutifs du salaire brut et leur régime social et fiscal
- Exercice d'application** : calcul de soldes de tout compte et des indemnités relatives à la sortie du salarié en fonction du motif de départ

### Maîtriser l'incidence de la dernière paie sur les cotisations sociales

- Les assiettes de cotisations sociales
- Les plafonds de cotisations applicables
- Les sommes isolées
- Les conditions de déclenchement et les modalités de calcul des sommes isolées

**Exercices d'application** : calcul de régularisations d'assiettes de cotisations et de bases de cotisations GMP, calcul de sommes isolées déclenchées dans le solde de tout compte

### Gérer la portabilité des droits santé et prévoyance

- La définition de la portabilité et son champ d'application
- Le financement et le calcul du coût de la portabilité

**Exercice d'application** : simulation de calcul de coûts de portabilité selon les différents modes de financement

### Organiser le départ du salarié

- Identifier les documents administratifs remis au salarié lors de son départ de l'entreprise
- Effectuer les formalités déclaratives incombant à l'employeur
- Informer les organismes sociaux et des différentes administrations concernées

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'établir un solde de tout compte conforme aux obligations légales et aux règles applicables en matière de paie, ainsi que d'en assurer le contrôle.**



Code 10132

### Paris

16-17	juin	2016
12-13	septembre	2016
23-24	novembre	2016

### Lyon

16-17	juin	2016
23-24	novembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Audit de la paie

Contrôler et sécuriser le traitement des rémunérations

**Réaliser un audit de la paie permet à l'entreprise de maîtriser les risques liés au respect des obligations légales et conventionnelles mais aussi de fiabiliser les processus de paie et d'optimiser les coûts liés au fonctionnement du service paie. Méthodique, objectif et documenté, l'audit de paie est un outil indispensable que tout gestionnaire de paie doit maîtriser pour réajuster les écarts et pérenniser les ressources financières de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les méthodologies et les outils de l'audit paie.
- Garantir la conformité et fiabiliser les processus de paie.
- Optimiser les coûts liés à la paie.

## PRÉREQUIS

Maîtriser la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 2 " (code 10131 p. 97).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de service paie
- Gestionnaires de paie confirmés
- Auditeurs internes

## ANIMATEUR

Nadège CENIZIO  
Consultante audit paie et charges sociales  
CABINET RH GLOBAL PLUS

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser la méthodologie et les outils de l'audit paie

#### Préparer et organiser la mission d'audit

- L'engagement de la mission d'audit
- Cadrer la mission
- Organiser son intervention
- Déterminer la documentation à réunir
- Identifier les acteurs et la procédure paie
- Arrêter le choix des outils

**Exercice d'application** : construction d'un Questionnaire de Prise de Connaissance (QPC)

#### Réaliser l'audit de paie

- Conduire les entretiens : la validation des questionnaires de contrôle interne
- Valider son référentiel d'intervention

**Exercice d'application** : construction d'un plan test sur la paie

#### Établir ses conclusions et ses recommandations

- Rédiger le rapport d'audit
- Établir ses recommandations

#### Garantir la conformité et fiabiliser la paie

##### Respecter les obligations légales et conventionnelles : l'audit de conformité

- Sécuriser sa paie
- Les points de contrôle

**Exercice d'application** : identification des éléments légaux et conventionnels d'un bulletin de paie

#### Le traitement de la paie en entreprise : l'audit d'efficacité des processus

- Mesurer l'efficacité des processus de paie
- Les points de contrôle

#### Optimiser l'organisation et les coûts liés à la paie

##### L'audit de la gestion des rémunérations

- Mesurer la cohérence en matière de rémunération
- Les points de contrôle

#### La détection des risques liés au traitement des informations paie : l'audit stratégique

- Mesurer la productivité et la performance de la paie en entreprise
- Les points de contrôle

**Exercice d'application** : calcul et analyse des coûts de la paie

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de réaliser un audit de la paie et de mettre en œuvre les actions correctives pour la fiabiliser et l'optimiser.**



Code 10134

### Paris

21-22	mars	2016
23-24	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Calculer les cotisations sociales

Maîtriser les bases et les taux de cotisation

**Dans un contexte où la réglementation sociale est de plus en plus technique, le calcul des cotisations sociales apparaît comme un exercice structurant qui nécessite souvent une formation spécifique. Maîtriser les différents éléments de la rémunération qui doivent être pris en compte dans le calcul est indispensable si l'on veut sécuriser ses pratiques et éviter les contrôles et les redressements.**

## ● OBJECTIFS

- Calculer et contrôler les bases des cotisations sociales obligatoires.
- Remplir les déclarations sociales et régler les cotisations.
- Faire face à un contrôle et justifier ses bases.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de base de la paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 1 " (code 10130 p. 96).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables paie et administration du personnel
- Responsables et gestionnaires des ressources humaines
- Collaborateurs de cabinets ou de services comptables

## ● ANIMATEUR

Nadège CENIZIO  
Consultante audit paie et charges sociales  
CABINET RH GLOBAL PLUS

## ● CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le système de protection sociale

Connaître les organismes de protection sociale

- Le régime de la Sécurité sociale et ses différentes branches
- Le Pôle Emploi
- Les retraites complémentaires
- La prévoyance

**Exercice d'application** : identification des obligations de l'employeur vis-à-vis des différentes caisses

### Calculer les bases des cotisations sociales

Analyser le fonctionnement du plafond

- La proratisation du plafond
- La neutralisation du plafond
- **Exercice d'application** : proratisation du plafond pour un temps partiel, neutralisation du plafond à l'occasion d'un congé sans solde

### Utiliser les bases et les taux de cotisation

- Les assiettes de cotisation
- Les différentes tranches de cotisation
- L'URSSAF
- L'assurance chômage
- Les taxes additionnelles
- La retraite complémentaire
- La CSG et la CRDS
- La réduction Fillon et les autres allègements : déduction CICE

**Exercice d'application** : établissement du bulletin de paie d'un cadre

### Régulariser les bases de cotisations

- Appliquer la régularisation mensuelle progressive
- Régulariser en fin d'année
- Réintégrer et traiter les sommes isolées
- **Exercice d'application** : établissement d'une dernière paie avec régularisation et réintégration

### Calculer la paie des contrats stagiaires et des contrats exonérés

- Le traitement en paie du stagiaire
- Le contrat d'apprentissage
- Le contrat de professionnalisation
- Les nouvelles formes de contrats aidés
- **Exercice d'application** : calcul de la paie d'un contrat d'apprenti

### Remplir les déclarations sociales et payer les organismes

- Les différents bordereaux de cotisations
- La déclaration de taxe sur les salaires
- Le paiement des charges
- La vérification de la déclaration sociale nominative (DSN)

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer et de déclarer vos cotisations sociales de manière fiable afin de prévenir tout risque de redressement.**

**3** jours

**21** heures

Code 10145

### Paris

11 au 13	mai	2016
19 au 21	septembre	2016
5 au 7	décembre	2016

Tarif HT : 1 795 € - repas inclus

# Remplir la Déclaration Sociale Nominative

Sécuriser sa DSN



**Dans une volonté de simplification des données administratives et de regroupement de l'ensemble des formalités et des déclarations sociales, la DSN devient la transmission unique, mensuelle et dématérialisée des données issues de la paie et des événements tels que la déclaration des arrêts de travail, des reprises anticipées, des fins de contrats de travail. Si cette nouvelle norme se veut plus souple et fiable, la déclaration n'en demeure pas moins un document complexe à remplir, qui exige une préparation méthodique.**

## ● OBJECTIFS

- Remplir sa Déclaration Sociale Nominative et adopter les bons réflexes.
- Contrôler et sécuriser sa déclaration.
- Produire ses DSN mensuelles et ses DSN événementielles intermédiaires.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en paie ou avoir suivi " Pratique de la paie - Niveau 1 " (code 10130 p. 96).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et gestionnaires de paie et administration du personnel
- Collaborateurs des services RH
- Collaborateurs de cabinets ou de services comptables

## ● ANIMATEUR

Véronique OLIVIER  
Consultante paie et comptabilité

## PROGRAMME

Expertise

### Mesurer les enjeux de la DSN

- Le regroupement des formalités administratives
- La loi du 22/03/12 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives
- L'impact organisationnel au niveau de l'entreprise
- La démarche et les étapes à respecter
- Les risques et pénalités encourus

### Sécuriser sa DSN

- Les nouveautés propres à la DSN
- Check-list des actions et des contrôles à mener
- Les modalités d'inscription
- Les contacts à connaître
- Les tests et la validation des données
- Les informations concernant l'entreprise ou l'établissement
- Les données personnelles du salarié
- Les primes et les rappels de salaire et les périodes de rattachement
- Le signalement des arrêts de travail, la notification des reprises et des fins de contrats (remplacement de l'AED)
- Les périodes d'activité et d'inactivité des salariés
- Le plafond de la Sécurité sociale
- Les bases de cotisations
- **Exercice d'application** : calcul d'assiettes de cotisations

- Les frais professionnels
- Les avantages en nature
- Les indemnités de départ
- **Exercice d'application** : calcul d'une indemnité de départ

### Traiter les cas particuliers

- Les contrats aidés
- Le temps partiel
- Les stages
- Les cas de multi-employeurs
- **Exercice d'application** : simulation sur un temps partiel

### Sécuriser sa déclaration et préparer l'avenir

- Générer la DSN et le certificat de conformité
- Gérer les anomalies et les rejets
- Vérifier la concordance entre les déclarations sociales, les livres de paie et la comptabilité
- Rapprocher le tableau récapitulatif des déclarations mensuelles
- **Exercice d'application** : repérage et correction d'un écart sur une base de cotisations

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de produire vos DSN mensuelles et vos DSN événementielles et d'en repérer les anomalies.**

**2** jours

**14** heures

Code 10140

### Paris

2-3	juin	2016
19-20	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Assistant(e) Ressources Humaines

Cycle long pour maîtriser les outils et process RH



Dans un environnement social réglementé, l'assistant(e) RH tient une place essentielle, tant près d'un manager opérationnel, que d'un responsable RH. Comprendre les interactions entre les différents besoins de l'entreprise et les nombreuses obligations qu'impose la réglementation du travail permet à la fois de sécuriser l'entreprise et de développer une relation sociale et humaine de qualité.

## OBJECTIFS

- Cerner le lien entre toutes les missions de la fonction.
- Maîtriser l'essentiel des obligations à remplir et leur calendrier.
- Acquérir les réflexes juridiques adéquats et savoir trouver la bonne information.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience dans la fonction RH.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e) des ressources humaines
- Assistant(e) de direction en PME assumant la charge RH ou souhaitant évoluer vers la fonction RH
- Toute personne évoluant vers un poste d'assistant(e) des ressources humaines

## ANIMATEUR

Emmanuelle LECOMTE  
Experte en ressources humaines

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de respecter les principales obligations sociales de l'entreprise et de participer efficacement au développement des outils RH.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Définir la place de la fonction RH dans l'entreprise Identifier les missions RH et leur cadre juridique

Analyser le rôle et les missions de l'assistant(e) RH en fonction des enjeux stratégiques de l'entreprise

- Les hommes : moteurs de l'entreprise
  - Déterminer le périmètre de la fonction
  - Distinguer les modèles d'organisation de la fonction RH selon le type d'entreprise
  - Définir la position de l'assistant(e) RH
  - Utiliser les sources du droit social et les premières obligations
  - Le Code du travail, la jurisprudence
  - Les conventions collectives, les accords de branche et d'entreprise
  - Le règlement intérieur et les affichages obligatoires
  - La responsabilité juridique RH
- Étude de cas :** analyse d'un règlement intérieur

#### Maîtriser les obligations liées à l'emploi dans l'entreprise

Gérer les obligations d'emploi

- Handicap, réintégration et réembauche
- Salariés étrangers, discrimination

Participer au recrutement

- Sélectionner des CV
  - Organiser des entretiens
  - Choisir un candidat et conclure
- Exercice d'application :** rédaction d'une annonce et analyse d'un CV

#### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser la relation contractuelle du travail

Rédiger et administrer le contrat de travail

Distinguer les différents types de contrats

- Le contrat à durée indéterminée
  - Les modalités du CDD, les contrats d'intérim
  - Les clauses essentielles et non essentielles et les avenants au contrat
  - Administrer, ordonner et archiver
  - Les documents liés au contrat : de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) à la paie
  - Les processus ISO, les registres obligatoires
- Étude de cas :** analyse d'un bulletin de paie
- Gérer les absences

#### Gérer la vie et la fin du contrat de travail

Mettre en place les outils pour gérer la carrière des salariés

- L'entretien annuel d'évaluation
- Le management par objectif
- Gérer la mobilité des salariés
- Organiser la formation professionnelle continue
- De la procédure de recueil des besoins à l'évaluation post-formation

Gérer les procédures de la sanction à la cessation du contrat de travail

- L'avertissement, la mise à pied
- Le licenciement, la démission, la transaction ou rupture conventionnelle
- Le départ à la retraite

**Exercice d'application :** rédaction

d'un formulaire d'une rupture conventionnelle

#### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Gérer les relations avec les partenaires internes et externes Cerner le rôle et les spécificités des différentes IRP

Participer à l'organisation des élections

- Du contenu à la mise en œuvre matérielle d'un accord électoral

Intégrer le fonctionnement des partenaires sociaux

- Connaître les obligations de fond et de forme pour les convocations, les négociations et les informations à communiquer

#### Sécuriser les relations avec les partenaires externes

Connaître les diverses obligations déclaratives et les seuils correspondants

- Formation : CPF, Fongécif, OPCA...
- Logement, handicapés, apprentissage

Gérer la relation avec l'Inspection du travail, la médecine du travail, le Conseil de prud'hommes, les mutuelles, Pôle Emploi...

- Connaître les rôles et les pouvoirs des différents organismes
- Maîtriser les droits et les obligations de l'entreprise

**Exercice d'application :** rédaction d'une déclaration d'accident du travail

#### Quiz aval

Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



Code 10138

#### Paris

10-11 décembre 2015, 14-15 janvier et 8-9 février + 10 mars\* 2016

11-12 avril, 19-20 mai et 16-17 juin + 8 juillet\* 2016

19-20 septembre, 17-18 octobre et 17-18 novembre + 9 décembre\* 2016

12-13 décembre 2016, 12-13 janvier et 2-3 février + 24 février\* 2017

Tarif HT : 2 965 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# GESTION des ressources humaines

De nombreux acteurs tels que les dirigeants ou les managers opérationnels interviennent quotidiennement dans la gestion des ressources humaines. Cette implication du management dans la fonction RH peut produire des effets positifs pour l'entreprise en termes de climat social notamment. Pour cela, il est indispensable que chaque intervenant dispose de connaissances spécifiques sur la législation sociale et la maîtrise des différents processus RH.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les bases de la législation sociale.
- Maîtriser les outils RH.
- Mettre en œuvre l'ensemble des procédures de gestion administrative du personnel.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir une première expérience dans la fonction RH.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne ayant récemment intégré la fonction RH

## ● ANIMATEURS

Marie-Christine BEJER  
Manager RH de transition

Nadège CENZIO  
Consultante audit paie  
CABINET RH GLOBAL PLUS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les processus RH et de participer à l'élaboration des procédures RH.

## MODULE 1 - 3 jours

Découvrir les bases du droit du travail

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la relation de travail.
- Distinguer les types de contrats de travail.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### Maîtriser l'environnement de la relation individuelle du travail

- Intégrer la hiérarchie des normes
- Le contrat de travail
- Gérer les relations avec les interlocuteurs externes

#### Maîtriser l'environnement de la relation individuelle du travail

- Intégrer la hiérarchie des normes
- Le contrat de travail
- Gérer les relations avec les interlocuteurs externes

#### Identifier les différents contrats de travail

- Décrire et analyser les différents contrats
- Mesurer les impacts du type de contrat de travail

#### Gérer la relation contractuelle

##### La conclusion du contrat de travail

- Points de vigilance sur la période d'essai
- Formalisme du renouvellement

##### L'exécution du contrat de travail

- La modification du contrat et des conditions de travail
- Les différents cas de suspension du contrat de travail

##### L'exercice du droit disciplinaire

- Repérer les comportements fautifs et les sanctions applicables

##### La fin de la relation contractuelle

- **Étude de cas** : analyse des clauses spécifiques d'un contrat de travail

#### Organiser la durée du travail

##### Appliquer la durée légale et durée conventionnelle

- Connaître les règles qui régissent la durée du travail dans l'entreprise

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

La Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC)

### ● OBJECTIFS

- Mettre en place un dispositif de GPEC.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Cerner les enjeux de la GPEC

#### Analyser les différents outils de la GPEC

##### Intégrer les différentes notions

- Compétences, emplois, métiers et performance
- Cartographie des emplois et référentiel de compétences

##### Analyser les définitions de fonctions

- Les fiches emploi repère, les fiches de poste...

##### Recenser les différents entretiens

##### Connaître l'ensemble des dispositifs

- Plan de formation, CI, CPF, professionnalisation, VAE...

#### La démarche de mise en œuvre d'une GPEC

##### Analyser les différentes étapes de la mise en œuvre

- Lien entre projet de GPEC et politique, stratégie de l'entreprise : ses orientations, ses objectifs et ses priorités
- Mettre en place des outils de communication à destination des collaborateurs et des managers
- Mesurer l'impact des IRP dans l'adhésion au projet
- **Intégrer la dimension opérationnelle de la démarche**
- Construire l'ensemble des outils : carte des métiers, référentiels de compétences
- Analyser les métiers et les compétences existantes
- Analyser les passerelles métiers-compétences
- **Exercice d'application** : rédaction d'une fiche de poste

#### Élaboration d'un plan d'action de développement des compétences

- Définir une politique de formation, de mobilité et de recrutement
- Mettre en place des parcours d'intégration et des parcours professionnels

#### Communiquer sur la GPEC

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 2 jours

Le recrutement

### ● OBJECTIFS

- Découvrir le droit du recrutement.
- Assurer la gestion administrative des candidatures.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Maîtriser le processus de recrutement

- Identifier les différentes étapes du processus
- Intégrer les aspects réglementaires

#### Analyser et formaliser le besoin de recrutement

##### Définir le profil de poste

##### Analyser le poste, les missions et les critères de choix

- Ajuster la demande du manager en compétences observables
- Définir les compétences clés
- Définir les critères et les objectifs de sélection

#### Rechercher des candidats

- Identifier les différents types de supports de recrutement
- Trier les CV
- Présélectionner les entretiens " utiles "

#### Conduire l'entretien de recrutement

- Se préparer à l'entretien de recrutement
- Accueillir le candidat et le cadrer
- Définir le contenu de l'entretien
- Pratiquer l'entretien

#### Prendre une décision

- Construire une grille d'entretien
- Faire un compte-rendu
- Partager les candidatures

#### Suivre le candidat jusqu'à son intégration

- Optimiser l'accueil et l'intégration d'un candidat
- **Exercice d'application** : rédaction d'une annonce de recrutement

#### 🌐 Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT- Perfectionnement****15** jours **106** heures

Code 10126

**Paris - Promotion 1**

9 au 11 mars, 11 au 13 avril, 9-10 mai, 9-10 juin, 4-5 juillet, 5 septembre\* et 12 au 14 septembre 2016

**Paris - Promotion 2**

10 au 12 octobre, 14 au 16 novembre, 19-20 décembre 2016, 19-20 janvier, 23-24 février, 6 mars\* et 13 au 15 mars 2017

Tarif HT : 7 790 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 6 230 € repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

**OPTION CPFFP****GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 4 - 2 jours**

Gérer les relations avec les Instances Représentatives du Personnel

**OBJECTIFS**

- Distinguer les formes de représentation du personnel.
- Identifier le rôle et les missions de chaque instance.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Cerner le champ d'intervention de chaque IRP Les représentants du personnel élus**

- Le comité d'entreprise (CE) : son rôle et ses moyens juridiques et économiques
- Les délégués du personnel : leur mandat, leurs missions et leurs moyens d'action
- Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : son rôle et ses moyens (expertise, alerte en cas de danger grave et imminent, pouvoirs d'inspection et d'enquête...)

**Les représentants du personnel désignés**

- Les délégués syndicaux : leurs missions et leur mode d'action, l'interaction des DS avec les salariés, l'employeur ou l'Inspection du travail

**Maîtriser le statut de salarié protégé**

- Les personnes concernées et l'étendue de la protection
- Les limites au droit de licencier et le risque de discrimination
- Les précautions à prendre en conséquence dans la gestion des relations du travail

**Identifier les moyens nécessaires à l'exercice de leur mandat**

- Les moyens matériels : formation, crédit d'heures, affichages, budgets de fonctionnement, locaux et équipement
- Les moyens de fonctionnement : accès à l'information, déplacements dans et hors de l'entreprise, tractage, utilisation des NTIC et recours aux experts (expert comptable, expert libre...)
- Mesurer son pouvoir de contrôle sur l'utilisation de ces moyens
- Identifier les possibilités de contestation et de recours
- Faire respecter le devoir de confidentialité

**Exercice d'application** : identification des cas de consultation d'un CE à partir d'exemples concrets**Exercice d'intersession****MODULE 5 - 2 jours**

L'administration du personnel

**OBJECTIFS**

- Repérer les interlocuteurs extérieurs.
- Assurer les déclarations auprès des organismes sociaux...

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Intégrer les obligations de l'entreprise en matière de gestion du personnel****Identifier les obligations générales**

- Les obligations en termes d'hygiène et de sécurité des salariés
- Les registres et les affichages
- L'obligation d'un règlement intérieur
- L'obligation de l'entreprise en terme d'emploi des travailleurs handicapés, des seniors...
- L'obligation de la formation des salariés

**Identifier les obligations internes au service RH**

- Les registres du personnel et les déclarations des fichiers du personnel
- Exercice d'application** : recensement des différentes obligations dans le cadre d'une embauche

**Maîtriser les relations avec les administrations et les organismes sociaux**

- Organismes sociaux : URSAFF, CPAM, CRAM, Pôle-emploi, ARRCO...
- Administrations : Inspection du travail, médecine du travail, administration fiscale...
- Consultants extérieurs : expert-comptable, conseiller juridique, syndicats...

**Suivre les droits et obligations des salariés****Mesurer l'importance de la veille juridique**

- L'embauche : les documents à établir, formalités obligatoires
- La gestion du dossier individuel du salarié
- La médecine du travail
- La durée du travail, la gestion des temps de travail
- Gérer les congés : planning et suivi

**Préparer les réunions des différentes instances****Mettre en place des tableaux de bord et tableaux de suivi RH**

- Intégrer les généralités sur les tableaux de bord
- Exercice d'application** : établissement de tableaux de bord RH

**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 6 - 3 jours**

La paie et la rémunération

**OBJECTIFS**

- Établir un bulletin de paie.
- Traiter la paie.
- Maîtriser les éléments variables...

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Découvrir les principes généraux de la paie**

- Analyser la présentation d'un bulletin de salaire
- Lire et interpréter un bulletin de paie
- Identifier les éléments périphériques de la rémunération**
- L'intéressement, la participation, les avantages en nature...

**Définir une politique de rémunération**

- Les différents éléments d'un système de rémunération
- Élaborer sa politique de rémunération cible
- Acquérir une démarche pour faire évoluer son système de rémunération

**Piloter et calculer la masse salariale**

- Établir une classification et des grilles de salaires
- Exercice d'application** : élaboration d'une matrice d'augmentation de salaires en fonction de la contribution des salariés

**Analyser les formes d'individualisation des salaires**

- Identifier les différentes formes d'individualisation : sur quoi individualiser (fixe ou variable)
- Définir les critères d'individualisation : mettre l'appréciation au cœur du système
- Définir les stratégies de partage des augmentations individualisées
- Élaborer des matrices d'augmentation de salaires en fonction de la contribution des salariés
- Revisiter ou créer une part variable
- Définir les éléments d'une politique salariale annuelle

**Quiz aval****Exercice d'intersession**

# Gérer l'administration du personnel au quotidien

Mettre en place une organisation efficace



Face à un cadre juridique en constante évolution, l'administration du personnel est aujourd'hui un élément primordial des ressources humaines de toute entreprise. Du recrutement jusqu'à la rupture du contrat, il convient ainsi de maîtriser tous les aspects liés à la vie des salariés dans l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Maîtriser l'ensemble des aspects de la gestion du personnel.
- Dialoguer efficacement avec vos interlocuteurs.
- Professionnaliser ses méthodes de travail.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1 " (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires du personnel
- Assistant(e)s des ressources humaines
- Membres des services du personnel

## ANIMATEUR

Bruno CLEMENT  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les aspects pratiques de l'administration du personnel

##### Identifier les formalités liées à l'embauche

- Les informations à recueillir
- Les principaux contrats de travail
- Le régime de la période d'essai

**Étude de cas** : analyse comparée de plusieurs contrats de travail

##### Modifier le contrat de travail

- Les éléments nécessitant l'accord du salarié
- Les conséquences du refus

##### Gérer le temps de travail et les absences

- Les règles de base et minima à ne pas dépasser
- Les heures complémentaires et supplémentaires

**Exercice d'application** : questions pratiques sur les congés et les absences

##### Identifier les principales notions sur la gestion des salaires : de la rémunération globale à la paie

- Connaître les techniques de rémunération
- Gérer la paie, déclarations mensuelles et annuelles
- Gérer les absences, les congés et les RTT
- Tenir le fichier du personnel

### Gérer la formation

- Les obligations légales
- L'administration de la formation et les relations avec les OPCA

#### Appliquer les sanctions disciplinaires

#### Organiser le départ du salarié

- Connaître les différentes formes de rupture
- Organiser le départ du salarié

**Exercice d'application** : élaboration de la check-list des procédures à suivre pour un licenciement pour motif personnel

**Établir les déclarations et les informations obligatoires**

- La formation, l'apprentissage et le logement
- Le bilan social, le calendrier social

#### Identifier ses interlocuteurs

#### Mettre en place une organisation efficace

- Gérer l'archivage des documents
- Tenir à jour les dossiers des salariés
- Faciliter le droit d'accès des salariés
- Mettre en place un reporting

#### Quiz aval

- Gérer l'archivage des documents
- Tenir à jour les dossiers des salariés
- Faciliter le droit d'accès des salariés
- Mettre en place un reporting

#### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de suivre les dossiers individuels des salariés et d'effectuer les déclarations obligatoires.



Code 10047

Paris		
23 au 25	mai	2016
26 au 28	septembre	2016
5 au 7	décembre	2016

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus

## Assistant(e) RH

S'initier à la gestion du personnel



De la déclaration d'embauche d'un nouveau salarié à la délivrance d'un certificat de travail au moment de la rupture du contrat de travail, les formalités et règles à respecter sont nombreuses et impliquent pour tout assistant(e) ressources humaines d'avoir une bonne connaissance de la législation sociale.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les fondamentaux de la législation sociale et de l'administration du personnel.
- Identifier les enjeux stratégiques de la fonction RH.
- Se positionner en interface efficace vis-à-vis des salariés et de la hiérarchie.

## PRÉREQUIS

Être assistant(e) au sein d'un service RH ou évoluer vers cette fonction.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s RH
- Assistant(e)s du personnel
- Toute personne évoluant vers un poste d'assistant(e) RH

## ANIMATEURS

Valérie DE LOREILHE  
Avocat à la Cour  
VDL AVOCAT

Nathalie OLIVIER  
Consultante RH PME  
RH CONSEIL PME

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les fondamentaux du droit du travail et les obligations du service RH

- Respecter le calendrier des formalités
- Gérer le contrat de travail
- Les différents types de contrats et leurs risques majeurs
- **Exercice d'application** : recensement des documents à établir lors de l'embauche, avec la constitution du dossier du salarié, la préparation du contrat de travail et l'élaboration de la fiche de compétences
- Contrôler l'administration du personnel
- Tenir les dossiers administratifs en conformité avec les dispositions juridiques
- **Exercice d'application** : organisation et mise à jour du dossier individuel des salariés
- Identifier les différents partenaires et intervenants
- Cerner le pouvoir disciplinaire de l'employeur : portée et limites

#### S'impliquer efficacement dans les missions RH

- Prendre toute la mesure de l'évolution de la fonction RH
- Participer à la gestion des compétences
- Communiquer une image positive du département et de la stratégie RH
- **Mise en situation** : assistant(e) RH, relais et interface pour intervenir efficacement au quotidien, en situation exceptionnelle ou de crise
- Envisager la qualité du service RH et de l'accueil

**Partage d'expériences** : fixation d'objectifs en terme de développement des qualités relationnelles

#### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'assurer efficacement le suivi des procédures liées à la gestion du personnel.



Code 10044

Paris			Lyon		
23 au 25	mars	2016	22 au 24	juin	2016
22 au 24	juin	2016	5 au 7	décembre	2016
29 au 31	août	2016			
5 au 7	décembre	2016			

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus



# Représentants du personnel

Maîtriser les missions et les moyens des IRP



**Délégués du Personnel (DP), Comité d'Entreprise (CE), Délégués Syndicaux (DS), Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), sont des acteurs incontournables de l'entreprise. L'employeur doit connaître et appliquer ses obligations envers ces différentes instances représentatives du personnel afin d'en assurer le fonctionnement sous peine de délit d'entrave.**

## OBJECTIFS

- Identifier les missions, pouvoirs et moyens d'action des représentants du personnel.
- Maîtriser les droits et devoirs de l'employeur.
- Gérer efficacement le fonctionnement des institutions représentatives et prévenir le délit d'entrave.

## PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances en droit du travail ou avoir suivi "Maîtriser la pratique du droit du travail - Niveau 1" (code 10001 p. 58).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Responsables des relations sociales

## ANIMATEUR

Avi BITTON  
Avocat au Barreau de Paris

## PROGRAMME

Initiation

### Module e-learning " Découvrir l'essentiel des IRP "

#### Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

- Les délégués du personnel
- Relations avec les salariés, interventions auprès de l'employeur et contacts avec l'inspection du travail
- Zoom sur le pouvoir d'enquête des DP
- Le Comité d'Entreprise (CE)
- Attributions, fonctionnement et pouvoirs
- Information et consultation du CE
- Maîtriser les nouveaux pouvoirs du CE en matière de formation
- Le recours aux experts
- **Exercice d'application** : identification des cas de consultation du CE à partir d'exemples concrets
- Les délégués syndicaux
- Mesurer la représentativité d'une organisation syndicale
- Connaître leurs missions et moyens d'action
- Le CHSCT
- Identifier les obligations de consultation
- Les moyens d'action du CHSCT
- **Exercice d'application** : identification du champ d'intervention du CHSCT à partir d'exemples de jurisprudence

#### Maîtriser leurs droits et leurs devoirs

- Mettre à leur disposition les moyens nécessaires
- Obligations de l'employeur
- Droits des représentants du personnel
- Mesurer le pouvoir de contrôle de l'employeur sur l'utilisation de ces moyens et ses possibilités de contestation et de recours
- Faire respecter le devoir de confidentialité
- **Respecter leur statut de salarié protégé**
- Les personnes concernées et l'étendue de la protection
- Les limites au droit de licencier et le risque de discrimination
- Les précautions à prendre en conséquence dans la gestion des relations du travail
- **Optimiser les relations au quotidien**
- Dans la gestion de l'accès à l'information
- Dans les modalités de consultation de ces instances
- Lors de la préparation et de la tenue des réunions

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les obligations de l'entreprise face aux institutions représentatives du personnel.**



Code 10056

### Paris

18-19	janvier	2016
7-8	avril	2016
17-18	novembre	2016
16-17	janvier	2017

### Lyon

7-8	avril	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CE

Respecter ses obligations vis-à-vis du comité d'entreprise



**Le Comité d'Entreprise (CE) est une instance de dialogue et de concertation dont l'essor n'a fait que croître depuis sa création. Afin d'éviter tout risque contentieux pour l'employeur et tout particulièrement le risque de délit d'entrave, il est important de maîtriser et respecter les moyens et les droits dont disposent les membres du comité d'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier le rôle et les attributions du CE et les distinguer des autres IRP.
- Cerner le fonctionnement du CE et ses moyens d'action.
- Mettre en œuvre la base de données économiques et sociales (BDES) et maîtriser la procédure de consultation du CE.

## PRÉREQUIS

- Avoir suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des relations et des affaires sociales
- Responsables des ressources humaines
- Juristes en droit social

## ANIMATEUR

Chérif RAMOUL  
Avocat au Barreau de PARIS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Situer le CE parmi les différentes IRP dans l'entreprise

- Cerner le rôle spécifique du CE par rapport aux autres IRP
- Maîtriser la procédure de mise en place du CE
- Déterminer le niveau de mise en place
- Connaître l'effectif de référence
- Organiser les élections
- **Test de connaissances** : quiz sur le rôle des différentes IRP et le cadre de mise en place d'un CE

#### Respecter les droits et moyens du CE

- Connaître les droits des membres du CE
- Distinguer les deux budgets du CE
- **Étude de cas** : exemples de calcul du budget de fonctionnement et des œuvres sociales
- Mettre à disposition les moyens matériels

#### Maîtriser les règles de fonctionnement du CE

- **Organiser les réunions obligatoires avec le CE**
- Périodicité et participants des réunions
- Formalités sur l'organisation : la convocation et l'ordre du jour, le règlement intérieur
- Les commissions du CE
- **Exercice d'application** : rédaction d'un ordre du jour du CE et d'un règlement intérieur

#### Maîtriser le déroulement d'une réunion

- Le principe de discussion et les réponses motivées de l'employeur
- Les modalités sur le droit de vote
- La rédaction et la diffusion du procès verbal
- **Gérer les moyens d'action du CE**
- Le recours aux experts
- L'exercice du droit d'alerte économique du CE

**Test de connaissances** : quiz sur les règles de fonctionnement du CE

#### Respecter les obligations d'information et de consultation du CE

- Transmettre les informations obligatoires du CE
- Gérer les consultations obligatoires du CE
- Focus sur la nouvelle consultation relative aux orientations stratégiques de l'entreprise
- **Exercice d'application** : distinction des décisions imposant l'information ou la consultation du CE
- Prévenir les risques juridiques

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les obligations de l'entreprise à l'égard du comité d'entreprise.**



Code 10021

### Paris

21-22	mars	2016
20-21	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Présider le Comité d'Entreprise

Maîtriser ses obligations et améliorer ses pratiques



**Mise en place du Comité d'Entreprise (CE), organisation et animation des réunions, procédures de consultation sur " la marche générale de l'entreprise ", les obligations du président du CE sont nombreuses en la matière sous peine de délit d'entrave. Le chef d'entreprise qui en assure la présidence de droit, doit par ailleurs connaître les missions du CE afin d'assurer au mieux sa fonction.**

## ● OBJECTIFS

- Mesurer l'étendue des obligations du président.
- Mettre en œuvre la procédure d'information et de consultation du CE.
- Prévenir le risque de délit d'entrave engageant la responsabilité personnelle du président du CE.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du CE " (code 10021 p. 105).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants d'entreprise ou directeurs d'établissement
- Directeurs des ressources humaines
- Toute personne ayant à présider un comité d'entreprise

## ● ANIMATEUR

Sandrine DECRAENE  
Juriste en droit social  
VIADS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Cerner le statut du président du CE

- Une présidence de droit
- Les obligations du président
- Les assistants du président

#### Maîtriser la procédure de mise en place du CE

- Définir le niveau de mise en place du CE : entreprise, établissement, l'Unité Économique et Sociale (UES)
- Organiser des élections
- Calculer la représentativité syndicale
- Cerner le rôle de chacun : les suppléants, le secrétaire du CE, le trésorier, le Représentant Syndical au CE
- Établir les comptes
- Mettre en place des commissions spécialisées
- Élaborer un règlement intérieur

#### Informier et consulter le CE

- Cerner l'étendue des missions du CE
- Organiser et animer les réunions
- **Exercice d'application** : rédaction d'une convocation à une réunion de CE et de l'ordre du jour
- Rédiger l'ordre du jour et le procès-verbal
- Établir la Base de Données Économiques et Sociales
- Identifier les hypothèses d'information/consultation obligatoires dans le cadre de projets ponctuels

- Gérer les interférences avec les autres procédures d'information/consultation : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), délégués du personnel

**Mise en situation** : simulation d'une réunion de consultation

#### Contrôler l'utilisation des moyens de fonctionnement attribués au CE

- Les locaux et les panneaux d'affichage
- L'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)
- Le budget de fonctionnement et le budget activités sociales et culturelles
- L'URSSAF face aux prestations versées par le CE
- Le crédit d'heures de délégation
- La protection au regard de la rupture du contrat
- Le recours aux experts
- La responsabilité pénale de la personne morale
- Intégrer la définition du délit d'entrave
- **Étude de cas** : analyse des décisions jurisprudentielles portant sur le délit d'entrave et recensement des pratiques à risque

### ✔ Quiz aval

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de présider efficacement un comité d'entreprise.

2 jours

14 heures

Code 10069

Paris			
17-18	mars	2016	
13-14	juin	2016	
17-18	novembre	2016	

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Réussir les élections professionnelles

Sécuriser le process électoral étape par étape



**Les délégués du personnel, les membres du CE assurent la défense des intérêts des salariés auprès de la direction. La loi impose ainsi aux entreprises d'au moins onze salariés, l'obligation d'organiser périodiquement les élections des représentants du personnel, sous peine de poursuites pénales. Chaque employeur se doit ainsi de connaître les règles qui encadrent la mise en place de ces élections.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les étapes clés de la préparation et du déroulement des élections professionnelles.
- Négocier et rédiger un protocole d'accord préélectoral.
- Sécuriser le processus électoral et prévenir le contentieux.

## ● PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des institutions représentatives du personnel ou avoir suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des relations sociales
- Responsables des ressources humaines
- Toute personne en charge d'organiser les élections des représentants du personnel

## ● ANIMATEURS

Jacques PCHIBICH & Laure SARECH  
Avocats à la Cour, CABINET SARECH & PCHIBICH

## ● CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Expertise

### ✔ Quiz amont

#### Intier l'élection

- Intégrer les obligations de l'employeur
- Identifier le cadre de l'élection
- Apprécier les seuils d'effectif
- **Exercice d'application** : calcul des seuils

#### Maîtriser le processus électoral étape par étape

- Informer les salariés et convoquer les organisations syndicales
- Négocier le protocole d'accord préélectoral
- **Exercice d'application** : rédaction d'un protocole d'accord préélectoral
- Définir les collèges électoraux
- Identifier l'électorat
- Cerner les conditions d'éligibilité
- Mesurer l'étendue de la protection des candidats
- Recenser les électeurs
- Établir et communiquer la liste électorale
- **Encadrer les aspects matériels de l'élection**
- Prévoir les modalités du vote
- Cerner les conditions de la propagande électorale

- Assurer le bon déroulement du scrutin
- Connaître la procédure à suivre en cas de carence
- **Exercice d'application** : calcul de la répartition des sièges

#### Gérer le contentieux électoral

- Identifier les personnes susceptibles d'agir et dans quels délais
- Maîtriser les spécificités de la procédure devant le tribunal d'instance
- Connaître les conditions d'annulation des élections
- **Étude de cas** : analyse commentée de la jurisprudence portant sur le contentieux électoral et identification des irrégularités ayant fondé une annulation

### ✔ Quiz aval

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les procédures applicables aux élections professionnelles.

2 jours

14 heures

Code 10070

Paris			
24-25	mars	2016	
29-30	juin	2016	
16-17	novembre	2016	

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Négocier avec ses partenaires sociaux

Réussir ses accords collectifs



**Dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales, les employeurs ont l'obligation d'engager une négociation chaque année. L'employeur peut aussi négocier avec d'autres interlocuteurs. Il lui incombe de ce fait d'en maîtriser les modalités et d'appréhender les risques encourus en cas de non-respect de cette obligation.**

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux et étapes clés d'une négociation réussie.
- Maîtriser les outils et les techniques juridiques, relationnelles et comportementales.
- Assurer le suivi de l'accord.

## PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des institutions représentatives du personnel ou avoir suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables des relations et des affaires sociales
- Chefs d'établissement et directeurs d'usine

## ANIMATEUR

Jean-Paul HIAUX  
Consultant droit du travail collectif

## PROGRAMME

Initiation

### Module e-learning " Découvrir l'essentiel des IRP "

#### Cerner les enjeux de la négociation sociale Identifier les différents interlocuteurs et leurs rôles

- Les partenaires sociaux et leurs rôles respectifs
- Leur stratégie, leurs attributions et leurs moyens
- La section syndicale et le délégué syndical

#### Découvrir l'environnement juridique de la négociation

- La démocratie sociale et la nouvelle représentativité syndicale
- Les conditions de validité des accords
- Les différents niveaux de négociation et leur articulation
- La conformité juridique d'un accord

#### Maîtriser les techniques et les étapes de la négociation

##### Préparer la négociation

- Les raisons de négocier, le délit d'entrave
- L'accord de méthode
- Identifier ses partenaires et leur stratégie
- Entretenir des relations au quotidien avec les représentants du personnel
- Établir un calendrier et collecter les informations
- Constituer et transmettre le dossier aux partenaires

**Exercice d'application** : délimitation de l'objet de la négociation, détermination des zones non négociables et construction de scénarios alternatifs

##### Conduire la négociation et aboutir à un accord

- Maîtriser les techniques de la négociation
- L'art de l'argumentation
- Établir une règle de conduite et un mode de communication
- Éviter les pièges
- Gérer les situations de conflit et de blocage
- Conduire la négociation vers un compromis

#### Conclure l'accord

- Le procès-verbal de désaccord
- La rédaction de l'accord
- La signature de l'accord et dépôt

#### Faire vivre l'accord et en assurer le suivi Faire prospérer un accord collectif

- Communiquer et informer sur l'accord négocié
- En assurer le suivi et l'application
- Maîtriser les modalités et les conditions de révision/dénonciation de l'accord

#### Connaître les différents types de négociation et leurs spécificités

- La négociation annuelle obligatoire
- La durée et l'aménagement du temps de travail
- La négociation à l'occasion d'un conflit
- Les accords dérogatoires

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de conduire une négociation sociale dans le respect des rôles de chacun et dans l'intérêt de l'ensemble des parties.**

2 jours  
14 heures

Code 10019

Paris		
11-12	avril	2016
28-29	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

# Construire un accord collectif

Préparer, rédiger et faire appliquer l'accord



**Nombreux sont les sujets qui peuvent faire l'objet du dialogue social au sein de l'entreprise, entre employeur et représentants du personnel : la durée du travail, les salaires notamment. Ces négociations peuvent déboucher sur la conclusion d'un accord collectif dont la validité est soumise à des conditions légales, qu'il convient de maîtriser.**

## OBJECTIFS

- Identifier les étapes clés de mise en place d'un accord collectif.
- Rédiger au mieux les clauses de l'accord.
- Dénoncer un accord en toute sécurité juridique.

## PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des institutions représentatives du personnel ou avoir suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et des relations sociales
- Juristes en droit social
- Toute personne souhaitant perfectionner ses pratiques en matière de négociation collective

## ANIMATEUR

Grégory BUCHETON  
Avocat  
FIDAL

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Cerner la place de l'accord collectif

##### Maîtriser les règles de loi sur la démocratie sociale

- Les critères de représentativité
- Les règles de validation des accords collectifs
- La description du paysage syndical

##### Mesurer l'étendue de la négociation collective

- La diversité des accords collectifs
- L'articulation entre les différents niveaux de négociation

- La hiérarchie des normes : les marges de manœuvre de l'entreprise

**Exercice d'application** : délimitation du périmètre de négociation : groupe, entreprise et établissement et articulation avec les autres niveaux

##### Maîtriser les modes de conclusion des accords

- Majorité d'adhésion ou opposition majoritaire
- **Exercice d'application** : calcul de la majorité à partir de cas concrets
- Une application différente selon les situations

#### Identifier les différents négociateurs Réussir chaque étape du processus

- Préparer et rédiger l'accord
  - Identifier les personnes à associer à la négociation
  - Définir le calendrier
  - Recenser les documents à transmettre aux délégués du personnel et au comité d'entreprise
  - Maîtriser les principales étapes
- Exercice d'application** : analyse commentée d'accords types et rédaction d'un accord par les participants
- Signer et faire appliquer l'accord
  - Maîtriser les conditions de validité
  - Exercer le droit d'opposition
  - Assurer le suivi de l'accord
  - Dénoncer et réviser l'accord : ses modalités
- Exercice d'application** : rédaction d'un avenant à la lumière des conditions de validité étudiées
- Exercice d'application** : élaboration d'un schéma récapitulatif de construction d'un accord collectif

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mener la négociation collective en connaissance de cause et de sécuriser votre statut collectif.**

2 jours  
14 heures

Code 10007

Paris		
9-10	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE des relations sociales

Le maintien d'un bon climat social s'appuie sur un dialogue constant entre managers et représentants du personnel. Parce qu'il a la responsabilité d'impulser le dialogue social au sein de l'entreprise, le responsable RH doit maîtriser les règles légales et conventionnelles relatives aux IRP, afin de pouvoir mettre en place des outils de pilotage des relations sociales.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les connaissances juridiques indispensables pour agir en toute sécurité.
- Gérer efficacement les relations sociales dans l'entreprise.
- Prévenir les risques juridiques et sociaux.

## PRÉREQUIS

- Avoir une connaissance des notions fondamentales du droit du travail ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit du travail - Niveau 2 " (code 10057 p. 59).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et des relations sociales

- Juristes d'entreprise
- Toute personne appelée à prendre des responsabilités dans la gestion des relations sociales ou l'animation des instances

## ANIMATEUR

- Marie Béatrice THOMAS  
Consultante en ressources humaines  
Ancienne responsable des relations sociales chez AXA FRANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de construire et mettre en œuvre un dialogue social de qualité au sein de votre entreprise en respectant les droits et devoirs des partenaires sociaux.

## MODULE 1 - 2 jours

Manager les instances représentatives du personnel

### OBJECTIF

- Identifier les missions, pouvoirs et moyens d'action des représentants du personnel.

### PROGRAMME

- Communauté d'apprenants
- Quiz amont

### Cerner les rôles et missions des représentants du personnel

- **Connaître le rôle des représentants élus**
  - Les Délégués du Personnel (DP)
  - Le Comité d'entreprise ou d'établissement (CE)  
**Exercice d'application** : identification des cas de consultation du CE à partir d'exemples concrets
  - Les moyens d'actions du CHSCT : expertise, alerte en cas de danger grave et imminent, pouvoirs d'inspection et d'enquête...  
**Exercice d'application** : identification du champ d'intervention du CHSCT à partir d'exemples de jurisprudence
- **Comprendre le rôle des représentants désignés**
  - Les règles de la représentativité syndicale
  - L'organisation syndicale dans l'entreprise
  - Les enjeux et modalités des élections
  - La conclusion des accords collectifs  
**Test de connaissances** : quiz sur les différents mandats de représentant du personnel

### Maîtriser leurs droits et devoirs

- **Affecter les moyens nécessaires à l'exercice des mandats**
  - Les moyens matériels et de fonctionnement
  - Les heures de délégation
- **Respecter le statut des salariés protégés**
  - Les bénéficiaires de cette protection
- **Prévenir les risques d'infraction**
  - Le délit d'entrave
  - La discrimination
  - Le droit d'alerte et de retrait

### Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

Maîtriser les négociations collectives

### OBJECTIF

- Maîtriser les étapes clés d'une négociation réussie.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Cerner les enjeux de la négociation sociale

- Connaître les différents types de négociations et leurs spécificités
- Identifier les différents interlocuteurs et leurs rôles
- Découvrir l'environnement juridique de la négociation

#### Maîtriser les techniques et étapes de la négociation

- **Préparer la négociation**
  - Définir l'accord de méthode
  - Identifier ses partenaires et leur stratégie
  - Entretenir des relations au quotidien avec les représentants du personnel
  - Établir un calendrier et collecter les informations
  - Constituer et transmettre le dossier aux partenaires  
**Exercice d'application** : délimitation de l'objet de la négociation, détermination des zones non négociables et construction de scénarios alternatifs
- **Conduire la négociation et aboutir à un accord**
  - Maîtriser les techniques de la négociation
  - L'art de l'argumentation : écouter, savoir reformuler et expliquer
  - Établir une règle de conduite et un mode de communication
  - Éviter les pièges : l'improvisation et l'affrontement
  - Gérer les situations de conflit et de blocage : des éléments clés pour en sortir
  - Conduire la négociation vers un compromis : clore la négociation  
**Mise en situation** : conduite d'une négociation. Techniques et comportements à adopter. Analyse commentée par l'animateur
- **Conclure l'accord**
  - Le procès-verbal de désaccord
  - La rédaction de l'accord
  - La signature de l'accord et dépôt  
**Exercice d'application** : rédaction de clauses à partir de modèles types commentés
- **Faire vivre l'accord et en assurer le suivi**

### Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 2 jours

Maîtriser la communication sociale

### OBJECTIF

- Sécuriser la communication sociale pour prévenir et limiter les risques de contentieux.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Adapter le message à son destinataire

- **Cerner les enjeux de la communication sociale**
  - La poursuite de différents objectifs, l'adaptation aux différents interlocuteurs internes et externes
  - Le choix et les enjeux d'une communication orale ou écrite
- **Savoir communiquer face à un groupe**
  - Entraîner l'adhésion du groupe
  - Rendre les auditeurs acteurs de l'intervention  
**Exercice d'application** : choix des mots, des idées et des informations à communiquer

#### Construire un message : le fond

- Identifier les objectifs
- Bâtir une argumentation solide  
**Étude de cas** : choix de la réponse en fonction du destinataire et du support utilisé

#### Construire un message : la forme

- Communication institutionnelle : les exemples de formulation
- Les règles à respecter : bien choisir le support et le format  
**Exercice d'application** : préparation de la trame d'un diaporama pour des collaborateurs internes, d'une présentation en CE ou d'une intervention devant un organisme extérieur

#### Maîtriser la communication écrite due aux Institutions Représentatives du Personnel (IRP)

- Choisir le type d'écrit et son contenu
- Préparer un compte rendu de réunion des DP, bâtir un ordre du jour et construire un dossier de consultation CE ou CHSCT  
**Partage d'expériences** : choix de bonnes pratiques

### Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement****12** jours **85** heures

Code 10125

**Paris - Promotion 1**

10-11 mars, 11-12 avril, 9-10 mai, 9-10 juin, 8-9 septembre, 23 septembre\* et 3-4 octobre 2016

**Paris - Promotion 2**

13-14 octobre, 14-15 novembre, 15-16 décembre 2016, 16-17 janvier, 2-3 février, 7 mars\* et 13-14 mars 2017

Tarif HT : 5 700 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 4 560 € repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

**OPTION CPFFP****RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 4 - 2 jours**

Prévenir les risques psychosociaux

**OBJECTIFS**

- Mettre en place des actions de prévention efficaces.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Comprendre les risques psychosociaux****Cerner les enjeux de la prévention des risques psychosociaux****Jeu pédagogique** : jeu par équipe

- Le stress, les risques psychosociaux
- Stress, harcèlement et violences au travail

**Repérer les risques psychosociaux****Repérer le stress par ses effets sur la santé**

- Les effets sur le comportement au quotidien et au travail

**Mise en situation** : les mécanismes du stress au travail**Repérer les différents facteurs de risques**

- Les sources de tensions pouvant entraîner un déséquilibre ressenti entre les exigences du travail et les ressources pour y faire face

**Repérer les facteurs de risques liés au travail : modèle ANACT**

- Les contraintes de travail, les changements de travail

**Exercice d'application** : travail en sous-groupes puis débriefing collectif**Prévenir les risques psychosociaux****Appliquer les trois niveaux de prévention**

- Primaire : agir en amont pour limiter les sources de stress
- Secondaire : limiter les conséquences du stress au travail
- Tertiaire : accompagner en aval les salariés victimes du stress

**Associer les acteurs de la prévention du stress professionnel**

- Mettre en place des procédures, des outils et indicateurs d'alerte

**Traiter les situations avérées****Partage d'expériences** : synthèse avec les participants en fonction de leur environnement**Exercice d'intersession****MODULE 5 - 2 jours**

Maîtriser les risques juridiques dans l'entreprise

**OBJECTIF**

- Analyser les risques et engager les actions de mise en conformité.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Connaitre le cadre de la responsabilité de l'employeur**

- Responsabilité des personnes morales et des personnes physiques
- Sanctions civiles et pénales

**Mettre en place des délégations efficaces****Les différentes formes de délégations**

- Distinguer la délégation de pouvoir, de compétence et de signature

**Le cadre et les effets de la délégation**

- Maîtriser les conditions de validité et l'étendue de la délégation
- Identifier les acteurs

**Les effets de la délégation**

- Analyser les effets pour le chef d'entreprise et pour le délégataire
  - Contrôler et mettre à jour les délégations
- Exercice d'application** : à partir de décisions de jurisprudence, recherche des éléments permettant de retenir ou d'écarter l'exonération de responsabilité

**Identifier et prévenir les risques d'infraction**

- Le délit d'entrave et les relations avec les IRP
- La discrimination, les inégalités et le harcèlement
- Le risque pénal en matière d'hygiène et de sécurité : le droit d'alerte et de retrait, les risques psychosociaux
- Prendre en compte les évolutions jurisprudentielles et mettre en place des mesures préventives de surveillance de la santé au travail

**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 6 - 2 jours**

Organiser les élections professionnelles

**OBJECTIFS**

- Maîtriser les étapes clés de la préparation et du déroulement des élections professionnelles.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Initier l'élection**

- Intégrer les obligations de l'employeur
- Exercice d'application** : calcul des seuils

**Maîtriser le processus électoral étape par étape****Négocier le protocole d'accord préélectoral****Exercice d'application** : rédaction d'un protocole d'accord préélectoral**Définir les collèges électoraux**

- Déterminer le nombre et la composition des collèges électoraux
- Répartir le personnel et les sièges au sein des collèges

**Identifier l'électorat**

- Cerner les conditions d'éligibilité
- Mesurer l'étendue de la protection des candidats
- Recenser les électeurs
- Établir et communiquer la liste électorale

**Encadrer les aspects matériels de l'élection****Prévoir les modalités du vote****Assurer le bon déroulement du scrutin**

- Choisir le mode de scrutin
  - Contrôler les votes et connaître les modalités de dépouillement
  - Attribuer les sièges
- Exercice d'application** : calcul de la répartition des sièges

**Gérer le contentieux électoral**

- Identifier les personnes susceptibles d'agir et dans quels délais
  - Maîtriser les spécificités de la procédure devant le tribunal d'instance
- Étude de cas** : analyse commentée de la jurisprudence portant sur le contentieux électoral et identification des irrégularités ayant fondé une annulation

**Quiz aval****Exercice d'intersession**

# Accidents du travail et maladies professionnelles

Mesurer l'étendue de la protection et les possibilités de recours



**La protection de la santé du salarié est une des préoccupations majeures des pouvoirs publics et des magistrats. Pour répondre à cette exigence, l'employeur doit connaître les contours de cette protection. Ce qui lui permettra ainsi, en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail, de gérer le retour du salarié dans l'entreprise et de sécuriser ses déclarations administratives et ses procédures contentieuses.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique des arrêts pour accident du travail ou maladie professionnelle.
- Maîtriser les voies recours et les spécificités du contentieux des AT/MP.
- Gérer les dossiers d'inaptitude.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le système de protection sociale " (code 92248 p. 411).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Juristes et responsables paie
- Directeurs d'établissement et responsables QHSE

## ANIMATEUR

Alexis TRICLIN  
Avocat à la Cour

## CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Cerner l'étendue de la protection de la maladie et de l'accident du travail

- Maîtriser le cadre juridique des absences pour raison de santé
- Identifier l'origine professionnelle de l'accident ou de la maladie

#### Assurer la gestion administrative des dossiers AT-MP

- Réagir face à un accident du travail ou une maladie professionnelle
- Déclarer un accident du travail
- Rédiger une lettre de réserve de responsabilité
- Réagir à une déclaration de maladie professionnelle
- Identifier les coûts liés aux AT/MP
- Exercice d'application** : établissement d'une déclaration d'accident du travail
- Contester l'origine professionnelle de l'accident ou de la maladie
- Identifier les juridictions compétentes
- Connaître les délais de procédure

**Étude de cas** : suivi d'une procédure contentieuse devant le TASS

#### Maîtriser les relations avec la médecine du travail

- Distinguer les différents types de visites et évaluer leurs conséquences
- Maîtriser la terminologie de la médecine du travail

**Exercice d'application** : rédaction d'un courrier au médecin du travail après un avis d'inaptitude temporaire

- Contester l'avis médical

#### Reclasser son salarié en cas d'inaptitude

- Mesurer l'étendue de l'obligation de reclassement
- Rompre le contrat de travail

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de gérer les procédures administratives et contentieuses en matière d'AT/MP et d'inaptitude.**

**2** jours

**14** heures

Code 10079

## Paris

30-31	mars	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Risques psychosociaux au travail

Diagnostic, plan d'action et suivi



**L'amélioration des conditions de travail des collaborateurs doit être une préoccupation constante de l'entreprise, car des salariés bien dans leur peau contribuent à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité. Pour cela, il convient de mettre en place des mécanismes qui permettent de détecter les signes de souffrance au travail et d'impliquer l'ensemble des acteurs dans une démarche de prévention des risques psychosociaux.**

## OBJECTIFS

- Mesurer les enjeux de la prévention des risques psychosociaux au travail.
- Construire des indicateurs d'alerte.
- Identifier les actions de prévention possibles.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de la réglementation en matière de santé au travail ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Médecins du travail

## ANIMATEUR

Aurélien AGOSTINI  
Psychologue du travail et des organisations  
ALTER & SENS

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Comprendre les risques psychosociaux

- Cerner les enjeux de la prévention des risques psychosociaux
- Analyser les trois approches du stress au travail
- Décrypter les définitions officielles et le contexte légal

#### Repérer les risques psychosociaux

- Repérer le stress par ses effets sur la santé
- Mise en situation** : analyse des mécanismes du stress au travail
- Repérer les différents facteurs de risques
- Mise en situation** : vidéo d'une situation sous contrainte et travail individuel puis débriefing collectif
- Repérer les facteurs de risques liés au travail : modèle ANACT

#### Prévenir les risques psychosociaux

- Appliquer les trois niveaux de prévention
- Associer les acteurs de la prévention du stress professionnel
- Connaître la posture du manager dans la relation individuelle

#### Traiter les situations avérées

- Négocier les situations difficiles
- Conflit, grève, séquestration et plan d'urgence

#### Traiter les situations difficiles

- Expertise, contentieux, accompagnement d'individu ou de collectif en souffrance

#### Sortie de crise

#### Gérer les violences internes et externes

**Partage d'expériences** : synthèse avec les participants en fonction de leur environnement

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de participer à des actions de prévention du stress et des risques psychosociaux.**

**2** jours

**14** heures

Code 10074

## Paris

24-25	mars	2016
9-10	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Prévenir la pénibilité en entreprise

Intégrer l'obligation de prévention de l'employeur

Chaque employeur est désormais légalement tenu d'établir et de remettre au salarié une fiche individuelle d'exposition au risque, lors de son départ de l'entreprise. Ce document peut être une source de contentieux si certains salariés estiment avoir été exposés à des conditions de travail éprouvantes. Pour réduire ce risque juridique, les entreprises doivent mettre en place une véritable politique de prévention des risques professionnels.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la pénibilité.
- Acquérir les compétences théoriques et méthodologiques pour analyser les facteurs de risques de pénibilité en entreprise.
- Élaborer un plan d'action et/ou un accord.

## PRÉREQUIS

Connaître la réglementation en matière de santé et sécurité au travail en entreprise ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des ressources humaines
- Responsables des ressources humaines
- Responsables hygiène, sécurité, environnement

## ANIMATEUR

Laurence BAILLIF  
Conseil en gestion Risques et Crises  
ADVALEA

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les obligations de l'employeur en matière de pénibilité

- Identifier les critères de la pénibilité
- Analyser le contenu de la fiche individuelle d'exposition
- Identifier les entreprises concernées
- Connaître les échéances et les sanctions prévues

### Diagnostiquer la pénibilité au sein de son entreprise

- Identifier la pénibilité au sein de l'entreprise
- Analyser les facteurs de risques de pénibilité des postes de travail
- Quantifier les facteurs de risques
- Élaborer une cartographie de la pénibilité

### Mettre en œuvre une démarche de prévention de la pénibilité

- Élaborer une fiche individuelle d'exposition à des facteurs de risques
- **Exercice d'application** : rédaction d'un modèle de fiche individuelle
- Conclure les accords de branches et/ou élaborer un plan de prévention de la pénibilité

**Exercice d'application** : analyse commentée d'accords et de plans d'action types et rédaction d'un plan d'action et d'un accord avec les participants

- Analyser le rôle des Institutions Représentatives du Personnel en matière de prévention
- Repérer les facteurs clés de succès d'une démarche de prévention

### Traiter les risques de pénibilité dans l'entreprise

- Mettre en place des mesures techniques, humaines et organisationnelles
- Créer un dispositif d'allègement et de compensation de la charge de travail

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer efficacement les obligations à la charge des entreprises dont les salariés sont exposés à des risques professionnels.

2 jours  
14 heures

Code 10111

## Paris

30-31	mai	2016
29-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Prévenir les troubles musculosquelettiques

Maîtriser les outils d'analyse et de prévention des TMS



Les troubles musculosquelettiques (TMS) sont une source majeure de souffrance pour le personnel, d'absentéisme et de désorganisation pour l'entreprise, de défauts de qualité pour le client. Le chef d'entreprise confronté à ce problème a une obligation de résultat de sécurité. Aussi est-il indispensable de se doter d'une méthode opérationnelle et d'outils de prévention des TMS afin de préserver les salariés et l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Évaluer le coût des TMS pour l'entreprise.
- Mettre en place un plan de prévention.
- Anticiper les changements liés à l'environnement de travail.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et collaborateurs des directions des ressources humaines
- Directeurs d'établissement
- Membres du CHSCT
- Toute personne amenée à traiter les problèmes liés à la santé et à la sécurité au travail.

## ANIMATEUR

Véronique PINET  
Intervenante en prévention des risques  
VPL CONSULTING  
Présidente fondatrice

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Préparer le plan de prévention des TMS

Évaluer les coûts des TMS pour l'entreprise

- Financier, organisationnel, humain, réputation et image de l'entreprise
- S'entourer des personnes clés et les sensibiliser aux TMS
- Définir le rôle des cadres intermédiaires et des autres acteurs clés
- Mobiliser le médecin du travail
- Identifier les trois niveaux de pathologie : latente, symptomatique ou avérée
- Consulter le CHSCT

### Planifier et donner un cadre

- Former les personnes du groupe de travail
- Procéder aux observations et analyses des facteurs de risques
- **Exercices d'application** : identification des sources internes d'information sur le coût réel des TMS et rédaction d'une feuille de sensibilisation pour motiver l'encadrement

### Mettre en œuvre le plan de prévention

- Analyser les situations de travail
- Repérer les sources des TMS
- Identifier les situations de travail critiques
- Établir et hiérarchiser les priorités

- Identifier les différents leviers d'action et les prioriser
- **Étude de cas** : analyse d'un poste de travail du secteur tertiaire ou industriel

### Mesurer l'efficacité des actions de prévention

- Mettre en place des indicateurs de succès
- Expérimenter les propositions
- **Exercices d'application** : consultation du CHSCT, suivi de ses performances et comparaison avec le choix des indicateurs

### Améliorer les mesures prises

- Anticiper et se préparer aux changements à venir
- Capitaliser sur des retours d'expérience utiles
- **Exercice d'application** : rédaction d'un rapport d'incident

**Plan d'action personnel** : élaboration d'un plan d'action de communication autour du plan d'action de prévention des TMS et réalisation d'une affiche

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des plans d'actions de prévention des troubles musculosquelettiques.

2 jours  
14 heures

Code 10161

## Paris

23-24	mars	2016
27-28	juin	2016
17-18	octobre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Présider le CHSCT

Faire vivre la politique sécurité dans l'entreprise



**Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) contribue à la protection de la santé et de la sécurité des salariés et participe à l'amélioration de leurs conditions de travail. Le président du CHSCT doit en maîtriser le rôle et le fonctionnement et connaître ses obligations afin de pouvoir repérer et évaluer les éventuels dysfonctionnements.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les obligations et les responsabilités du président du CHSCT.
- Fournir au CHSCT les moyens matériels et les informations nécessaires à l'exercice de ses missions.
- Animer les réunions.

## PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement du CHSCT ou avoir suivi " CHSCT : ses missions et ses moyens " (code 10026 p. 112).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs d'entreprise et d'établissement
- Directeurs des ressources humaines
- Responsables hygiène et sécurité
- Toute personne déléguée à la présidence du CHSCT

## ANIMATEUR

Véronique PINET  
Conseil en management santé-sécurité  
VPL CONSULTING

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Bien cerner le rôle et le fonctionnement du CHSCT

- Maîtriser sa mise en place et sa composition
- En financer le fonctionnement

**Mise en situation** : présentation d'un projet important au CHSCT

#### Maîtriser les obligations du président du CHSCT

- Garantir le bon exercice de ses missions
- Gérer les crédits d'heures et la liberté de déplacement
- Fournir les informations nécessaires à ses missions
- Animer les réunions
- Programmer les réunions et fixer l'ordre du jour
- Convoquer les membres du CHSCT
- Réaliser les inspections préalables
- Conduire les débats

**Mise en situation** : animation d'une réunion dans un contexte de tension à partir de cas tirés de l'expérience des participants

**Étude de cas** : étude d'ordres du jour, compte-rendus synthétiques et de procès verbaux

- Envisager la responsabilité juridique du président

#### Assurer le suivi de la politique sécurité dans l'entreprise

- Identifier les rapports obligatoires soumis à consultation
- Étude de cas** : étude détaillée de modèles des documents écrits à remettre au CHSCT. Les participants sont invités à apporter leurs propres documents
- Faire face à un danger grave et imminent

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de définir et de mettre en œuvre une politique de prévention au sein de votre entreprise.**

**2** jours **14** heures

Code 10064

Paris		
4-5	avril	2016
7-8	juillet	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# CHSCT : ses missions et ses moyens

Prévenir les risques professionnels dans l'entreprise



**Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est un acteur majeur de la prévention des risques professionnels dans l'entreprise. Il a une mission d'étude, d'information, de contrôle et de prévention. Il dispose à cet effet d'importants pouvoirs d'inspection et d'enquête dont les contours doivent être maîtrisés par les acteurs opérationnels qui interviennent dans le champ de la santé et de la sécurité au travail.**

## OBJECTIFS

- Identifier le rôle spécifique du CHSCT en matière d'hygiène et de sécurité du travail.
- Déterminer les limites de ses pouvoirs et missions.
- Maîtriser le risque de délit d'entrave.

## PRÉREQUIS

Avoir préalablement suivi " Représentants du personnel " (code 10056 p. 105).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Responsables hygiène, sécurité et conditions de travail
- Chefs d'établissement
- Médecins du travail

## ANIMATEUR

Sophie BURY  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Mesurer la portée des obligations de l'employeur

- Maîtriser le fonctionnement et les moyens du CHSCT

• Informer et consulter le CHSCT

**Exercice d'application** : identification des cas de consultation obligatoire du CHSCT à partir d'exemples concrets : réorganisation, accident du travail...

- Faire face à la désignation d'experts
- Les conditions et limites de l'expertise
- Déterminer la prise en charge des frais

#### Apprécier l'étendue des missions du CHSCT

- Prévention des risques
- Domaines d'intervention
- Surveillance et intervention : pouvoirs et limites
- Cerner les pouvoirs généraux d'inspection et d'enquête du CHSCT

- Mesurer les obligations de l'employeur pendant et après la conduite des enquêtes
  - Connaître les conditions et modalités d'alerte en cas de danger grave et imminent
- Exercice d'application** : à partir d'exemples concrets, appréhension de la notion de danger grave et imminent

- Analyser l'articulation avec les autres entités intervenant en matière d'hygiène et de sécurité
  - Prévenir le délit d'entrave au CHSCT
- Étude de cas** : analyse jurisprudentielle des agissements ou omissions constitutifs de délits d'entrave

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les obligations de l'employeur en matière de prévention des risques professionnels.**

**1** jour **7** heures

Code 10026

Paris		
14	mars	2016
28	juin	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 845 € - repas inclus



# Conduire un audit social

Pour évaluer les performances de ses pratiques RH

**Démarche rigoureuse d'investigation et d'analyse, le recours à l'audit social se généralise aujourd'hui dans les entreprises, sollicitées par les différentes parties prenantes sur la conformité et l'efficacité de leurs pratiques sociales. L'audit social est ainsi devenu un outil indispensable de pilotage, de contrôle et de communication de la stratégie sociale des entreprises.**

## OBJECTIFS

- Évaluer les performances de ses pratiques en matière de ressources humaines.
- Acquérir la démarche et les outils méthodologiques pour le conduire avec efficacité.
- Optimiser la gestion des coûts.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH ainsi qu'une connaissance de base des techniques de l'audit ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " (code 10083 p. 114).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines et du personnel
- Contrôleurs de gestion, auditeurs internes et externes
- Représentants du personnel

## ANIMATEUR

Sophie BURY  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Expertise

### Cerner les objectifs et spécificités de l'audit social

#### Définir et délimiter son champ d'application

- La finalité de l'audit social
- Les apports par rapport aux méthodes traditionnelles d'analyse et de diagnostic
- Les différentes situations pouvant donner lieu à un audit

#### Identifier les différents types d'audits sociaux et leurs finalités

- Audit de conformité : vérifier le respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles
- Audit du climat social
- Audit d'efficacité : évaluer la performance des pratiques RH
- Audit de la responsabilité sociale

### La démarche : initier et mener à bien un audit social

#### Donner des exemples de missions Maîtriser les étapes et les méthodes de l'audit

- La mise en place et les personnes à associer à la démarche
- L'audit externe, l'audit participatif et l'audit de contrôle
- Les étapes : préparation, réalisation et rapport
- Les méthodes : entretiens, questionnaires, enquêtes et fiches d'audit

**Exercice d'application** : réalisation de questionnaires et de fiches d'audit à partir d'exemples concrets de missions d'audit

- Délimiter le périmètre : le choix des domaines à auditer
- Déterminer les critères et définir les objectifs
- Élaborer ou adapter un référentiel
- Choisir les indicateurs : performance, risque et valeur ajoutée
- Les indicateurs thématiques : effectifs, rémunération, temps de travail, formation et climat social
- Conclure l'audit et présenter son rapport
- Communiquer efficacement tout au long de la mission et sur les résultats

**Exercice d'application** : récapitulatif de la méthode de l'audit à travers différents exemples : audit des processus de la fonction humaine, audit de recrutement, audit de rémunération, audit sécurité et conditions de travail, audit du climat social...

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en pratique la méthodologie et les outils nécessaires à la conduite de l'audit social.**

2 jours  
14 heures

Code 10022

## Paris

23-24	mars	2016
11-12	juillet	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 350 € - repas inclus

# Contrôle de gestion sociale

Évaluer les politiques RH et piloter la masse salariale



**La crédibilité des praticiens des ressources humaines passe largement par leur aptitude à argumenter de manière chiffrée face à leurs divers interlocuteurs (direction générale, direction financière, partenaires externes). Il leur est de ce fait indispensable de maîtriser les principales notions du contrôle de gestion sociale pour procéder à l'évaluation des pratiques RH et au suivi des frais de personnel.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les notions d'analyse coûts/bénéfices et de retour sur investissement.
- Les utiliser dans le cadre de l'évaluation des pratiques et des politiques RH.
- Acquérir une méthodologie efficace de suivi et de prévision des frais de personnel.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " L'essentiel de la fonction RH " (code 10036 p. 115).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Responsables paie et rémunération
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Olivier HERRBACH  
Spécialiste du contrôle de gestion sociale

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Le contrôle de gestion des frais de personnel

- Établir une projection des effectifs
- Exercice d'application** : anticipation des mouvements de personnel

#### Le contrôle de gestion de la productivité du travail

- Comprendre la notion de productivité
- Exercice d'application** : décomposition de l'évolution de la productivité
- Étude de cas** : analyse des indicateurs financiers de coût du travail
- Déterminer les grands arbitrages de la gestion du personnel
- Exercice d'application** : arbitrage flexibilité et rentabilité
- Étude de cas** : analyse des différentiels de coûts salariaux

#### Le contrôle de gestion de la masse salariale

- Comprendre les mécanismes de variation des rémunérations
- Évaluer leur impact sur la masse salariale
- Exercice d'application** : analyse et chiffrage
- Assurer le pilotage de la masse salariale
- Synthétiser l'information dans des tableaux de bord de masse salariale
- Étude de cas** : à partir d'une situation d'entreprise concrète, examen des facteurs à prendre en compte et analyse des variations de la masse salariale sur une période choisie

#### La construction du budget de masse salariale

- Maîtriser les étapes de l'élaboration du budget
- Exercice d'application** : élaboration d'un budget de frais de personnel
- Construire des scénarios de frais de personnel
- Étude de cas** : à partir d'un cas concret, construction de budgets de masse salariale

#### Le contrôle de gestion du climat social

- Évaluer l'absentéisme
- Exercice d'application** : évaluation financière des conséquences de l'absentéisme
- Évaluer le roulement du personnel
- Exercice d'application** : détermination du niveau optimal de turnover

#### Le contrôle de gestion du capital humain

- Évaluer le coût du recrutement
- Exercice d'application** : évaluation des canaux de recrutement
- Gérer les compétences
- Évaluer la formation
- Exercice d'application** : calcul d'un retour sur investissement formation

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de conduire des analyses coûts/bénéfices dans le domaine de la gestion du personnel et de piloter l'évolution de votre masse salariale.**

2 jours  
14 heures

Code 10023

## Paris

14-15	mars	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Bâtir et faire évoluer ses tableaux de bord sociaux

Mise en place d'outils de pilotage social



**Les responsables des ressources humaines souhaitent de plus en plus mesurer l'impact des politiques qu'ils mettent en place. Leurs décisions s'appuient ainsi sur des informations fiables élaborées à partir de différents indicateurs pertinents. Outils de communication, de diagnostic et de suivi, les tableaux de bord sociaux leur fournissent le moyen de piloter efficacement leurs actions.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier la contribution des ressources humaines et du pilotage social à la stratégie de l'organisation.
- Construire des tableaux de bord adaptés aux spécificités de l'entreprise.
- Garantir leur fiabilité et leur pertinence.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " L'essentiel de la fonction RH " (code 10036 p. 115).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des ressources humaines
- Contrôleurs de gestion
- Toute personne associée à l'élaboration et à l'utilisation de tableaux de bord sociaux

## ● ANIMATEUR

Olivier HERRBACH  
Spécialiste du contrôle de gestion sociale

## ● CERTIFICAT



Reconnu au RNCP et éligible au CPF  
En savoir + p. 54

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✓ Quiz amont

#### Cerner les enjeux du pilotage social

- La place des ressources humaines dans la stratégie d'entreprise
- La contribution du pilotage social à la mise en place de la stratégie

**Exercice d'application** : identification des stratégies de ressources humaines

#### Choisir les indicateurs

- Les qualités d'un bon indicateur
- Les critères de choix

#### Élaborer des tableaux de bord adaptés à ses objectifs

- Assurer un suivi des effectifs  
**Exercice d'application** : mise en place d'un indicateur d'effectifs et de structure des effectifs
- Analyser l'évolution de la performance socio-économique  
**Étude de cas** : analyse et suivi de la performance et de la productivité
- Piloter l'absentéisme  
**Exercice d'application** : évaluation de l'absentéisme
- Piloter le climat social et les dysfonctionnements  
**Exercice d'application** : détermination du turn-over
- Piloter les compétences et la formation

**Exercice d'application** : élaboration et utilisation d'une matrice de mobilité

**Exercice d'application** : détermination du taux de couverture des compétences et des indicateurs d'accès à la formation

#### Faire vivre ses tableaux de bord sociaux

- Identifier les étapes incontournables  
**Exercice d'application** : adaptation de la présentation et du contenu du tableau de bord aux besoins des différents destinataires
- Accompagner la mise en place  
**Plan d'action personnel** : élaboration de différents tableaux de bord RH à partir des attentes spécifiques des participants, choix des indicateurs pertinents
- Construire et utiliser le bilan social  
**Étude de cas** : présentation commentée de bilans sociaux

### ✓ Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place ou de reconfigurer le tableau de bord social et le bilan social de votre entreprise.



Code 10024

Paris		
26-27	mai	2016
25-26	août	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines

Du cadre juridique à la performance de l'entreprise

## PROGRAMME

Initiation

**La gestion des ressources humaines est un levier essentiel de la compétitivité des entreprises.**

**Les acteurs des services RH doivent ainsi connaître les principales missions qui sont dévolues à leur fonction, afin de pouvoir déployer efficacement dans l'entreprise, les différents processus RH que sont le recrutement, la formation, la rémunération et l'appréciation des collaborateurs.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner le rôle de la fonction RH.
- Identifier les différents domaines de la gestion des ressources humaines et leur imbrication.
- Maîtriser le cadre juridique des différents domaines afin de sécuriser ses pratiques.

## ● PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement d'une entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant acquérir des connaissances de base en gestion des ressources humaines

## ● ANIMATEUR

Anne VAN DER WEIDE  
Consultante en ressources humaines

#### Cerner les enjeux de la fonction Ressources Humaines (RH)

- Lier la politique RH à la politique globale de l'entreprise
- Lier les différents types d'organisations et les pratiques RH
- Organiser la collaboration RH/manager

#### Maîtriser le cadre juridique des relations de travail entre employeurs et salariés

- Connaître la hiérarchie des normes en droit du travail
- Identifier les caractéristiques du contrat de travail

#### Identifier les principaux domaines de la gestion des ressources humaines

- Le recrutement  
Connaître les différentes étapes du recrutement
- Connaître les aspects juridiques du recrutement  
**Mise en situation** : analyse d'un CV et conduite d'un entretien d'embauche

#### Le développement des compétences : les apports de la formation

- Connaître les points clés de la loi sur la formation professionnelle
- Inscrire la formation dans une démarche de compétences et de GPEC
- Élaborer le plan de formation  
**Exercice d'application** : arbitrage en fonction

des besoins d'un salarié, de l'utilisation du dispositif de formation adapté

#### Le dispositif d'appréciation

- Cerner les enjeux de l'appréciation pour l'entreprise, les salariés et les managers
- Les étapes de l'entretien annuel d'appréciation

**Mise en situation** : réalisation d'un diagnostic sur la performance du dispositif d'appréciation en vigueur

#### La gestion des rémunérations

- Raisonner en rémunération globale
- Suivre l'évolution de la masse salariale  
**Exercices d'application** : élaboration du budget " salaires " et calcul de l'effet report, de l'effet de Noria, de l'effet d'effectif et de l'effet de structure

#### Le climat social

- Repérer l'influence des styles de management sur le climat social  
**Exercice d'application** : mise en place des outils de mesure du climat social

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principales missions de la fonction RH.



Code 10083

Paris		
23 au 25	mars	2016
11 au 13	juillet	2016
21 au 23	novembre	2016

Tarif HT : 1 785 € - repas inclus

Lyon		
23 au 25	mars	2016
21 au 23	novembre	2016

# L'essentiel de la fonction RH

Cycle long pour maîtriser les outils RH



**L'environnement économique global impose plus que jamais aux entreprises de concevoir la gestion des hommes comme un levier au service de leur compétitivité. La fonction RH, acteur stratégique majeur, doit s'inscrire dans la chaîne de valeur, en proposant des politiques pertinentes et efficaces, en déployant les processus de recrutement, de formation et de rémunération, tout en mesurant leurs impacts.**

## OBJECTIFS

- Acquérir une bonne connaissance des enjeux de la fonction RH et de ses missions.
- Maîtriser les techniques et outils opérationnels indispensables pour exercer ce métier.

## PRÉREQUIS

- Connaître le fonctionnement d'une entreprise ou avoir une première expérience dans la fonction RH.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne récemment nommée à un poste de responsable RH ou amenée à prendre ce poste
- Toute personne souhaitant évoluer vers des missions relevant de la fonction RH

## ANIMATEUR

Bianca GLACE  
Directeur Associé  
PROJECTISSIME CONSULTING

## CERTIFICAT



Validez les blocs de compétences 3 et 5 du titre Chargé(e) des Ressources Humaines reconnu au RNCP et éligible au CPF (en savoir + p. 54)

**Prix HT du certificat : 720 €**

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principes et outils de pilotage de la fonction RH.**

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Se positionner dans sa fonction et savoir recruter

##### Cerner les rôles et missions de la fonction RH

- Maîtriser les nouveaux enjeux de la fonction RH
- Identifier les différents modèles d'organisation

##### Maîtriser les étapes clés du recrutement

###### Définir sa stratégie

- Intégrer la mobilité interne dans le processus

##### Déployer le processus de recrutement

###### Préciser le besoin de recrutement

###### Rechercher les candidats

- Recourir à la prospection interne ou externe
- Exercice d'application :** rédaction d'un projet d'annonce en tenant compte de la méthodologie étudiée

###### Sélectionner les candidats

- Procéder à la présélection : tri de CV
- Exercice d'application :** analyse d'un CV en identifiant les points forts et points faibles, afin de préparer un entretien de recrutement

##### Conduire l'entretien de recrutement

###### Maîtriser la structure de l'entretien

###### Recourir à des tests

- **Mise en situation :** simulation d'un entretien de recrutement

###### Concrétiser l'embauche

###### Accueillir et intégrer le nouveau salarié

###### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser les outils de la GRH

##### Piloter le système de rémunération

###### Déterminer la structure des rémunérations

- Les critères à réunir pour un bon système de rémunération
  - La politique de rémunération
  - Le pilotage de la masse salariale
- Exercice d'application :** analyse du système de rémunération de chaque participant et construction d'un package de rémunération pour différents profils de fonctions

###### Apprécier les collaborateurs

- Définir ce qu'on souhaite apprécier
  - Maîtriser les principales étapes de l'entretien annuel
  - Évaluer les retombées de l'entretien sur les différents processus RH
- Autodiagnostic :** des participants sur les pratiques de leurs entreprises respectives

##### Les outils de pilotage de la fonction RH

- Les principaux piliers de la performance RH
  - Les différents tableaux de bord sociaux et leurs finalités respectives
  - Les grandes familles d'indicateurs
  - Mesurer la performance de la fonction RH, de la GRH et du climat social
- Exercice d'application :** réalisation d'un tableau de bord de suivi du climat social

###### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Gérer et développer les compétences

##### Connaître les notions essentielles Analyser les étapes clés : conditions de succès et préalables essentiels

- Articuler GPEC et stratégie d'entreprise
- Connaître le cadre juridique de la GPEC
- Constituer une équipe projet et identifier les principaux jalons
- Communiquer sur la démarche et impliquer la direction
- Identifier le rôle des Institutions Représentatives du Personnel (IRP) et la place de l'encadrement
- Faire des managers des partenaires motivés

##### Analyser les compétences requises et diagnostiquer les compétences disponibles : adopter une méthodologie

- Les concepts métier, emploi et compétences, GPEC
  - Identifier les besoins en ressources humaines (emplois, compétences)
- Exercice d'application :** élaboration de scénarios pour analyser les besoins futurs en termes d'emplois et de compétences

##### Analyser l'existant : identifier les compétences disponibles

- Périmètre de l'analyse : les emplois à cibler, les compétences à évaluer
  - Recenser les différents outils et définir leurs conditions de mise en place
  - Construire une cartographie des métiers, un référentiel de compétences
  - Connaître les outils individuels d'évaluation des compétences : entretien annuel, bilan de compétences, auto-évaluation...
  - Les utiliser à bon escient dans une démarche compétences
- Exercice d'application :** élaboration d'un référentiel de compétences
- ##### Mettre en place un plan d'actions
- Identifier et construire les mesures correctives et les plans stratégiques RH : recrutement, formation, transfert de savoir-faire, mobilité, gestion de carrière...

### Quiz aval

#### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



Code 10036

## Paris

14-15 décembre 2015 et 11-12 janvier, 8-9 février + 8 mars\* 2016

21 au 23 mars et 23 au 25 mai + 24 juin\* 2016

12 au 14 septembre et 12 au 14 octobre + 29 novembre\* 2016

28 au 30 novembre et 9 au 11 janvier + 27 février\* 2017

Tarif HT : 3 195 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Les RH et la dimension sociale de la RSE

Intégrer les obligations légales RH de la RSE

## PROGRAMME

Initiation

**La Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) constitue la déclinaison du concept de développement durable au niveau des entreprises, notamment au niveau de leurs pratiques RH. Les responsables RH sont invités à ancrer leurs pratiques dans une vision plus globale, avec des opportunités à saisir mais également des contraintes à maîtriser.**

### ● OBJECTIFS

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Directeurs et responsables RSE et développement durable
- Juristes, managers et chefs de service

### ● PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans la fonction RH ou avoir suivi " Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines " ou " L'essentiel de la fonction RH " (codes 10083 p. 114 et 10036 p. 115).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Managers et chefs de service
- Juristes

### ● ANIMATEUR

Juliette TRONEL  
Consultante en organisation, RH & RSE  
MLA CONSEIL

### Cerner les enjeux de la responsabilité sociale de l'entreprise

#### Maîtriser la notion de RSE

- Définir la RSE et les piliers de la RSE
- Identifier les parties prenantes
- Connaître le cadre légal général de la RSE hors droit du travail
- Découvrir les principaux outils de la RSE
- Apprécier l'opportunité économique de la RSE et ses bénéfices

#### Mesurer les implications sur les RH

- Identifier les enjeux RH liés aux démarches RSE
- Définir le rôle des RH et des managers dans le déploiement de la démarche RSE
- Découvrir des bonnes pratiques d'entreprises au niveau RH dans le cadre de démarches RSE

**Partage d'expériences** : réflexion de groupe sur les enjeux RH et les bonnes pratiques existantes dans les entreprises de chacun

### Identifier les axes de développement de la RSE en droit du travail

- Prévenir les discriminations et promouvoir l'égalité professionnelle
- Les domaines concernés

- Les enjeux
- La législation liée
- Les outils
- Favoriser le bien-être au travail
- Les enjeux de santé et de sécurité au travail
- La législation liée

**Partage d'expériences** : partage sur les situations à risque psychosocial vécues dans les entreprises de chacun et les solutions apportées

### Analyser les autres dimensions sociales de la RSE

- Compétences, carrières et employabilité
- Communication interne
- Mécénat de compétence

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les enjeux RH liés à la RSE et de connaître les obligations réglementaires associées ainsi que les bonnes pratiques en la matière.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 10122

### Paris

30	mai	2016
2	décembre	2016

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Conduire un entretien professionnel pour managers

Maîtriser les enjeux et les outils de l'entretien professionnel



**La loi du 05/03/14 sur la formation rend le manager de plus en plus acteur et coresponsable de l'évolution des compétences des membres de son équipe. Ce nouveau défi se traduit en particulier par le fait qu'il puisse être amené à réaliser leurs entretiens professionnels. Obligatoires tous les 2 ans, les premiers entretiens doivent avoir été réalisés dans le courant de l'année 2016 pour les salariés présents dans l'entreprise depuis 2014. Il est donc indispensable d'en maîtriser les finalités et les outils afin de les mener efficacement.**

### ● OBJECTIFS

- Préparer et structurer l'entretien professionnel.
- Pratiquer l'entretien dans une relation gagnant-gagnant au service du développement des compétences de ses collaborateurs.
- Rédiger un compte-rendu et assurer le suivi de l'entretien professionnel.

### ● PRÉREQUIS

Avoir à mener des entretiens professionnels dans le cadre de ses fonctions.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables de service
- Managers de proximité
- Toute personne devant conduire un entretien professionnel

### ● ANIMATEUR

Anne VAN DER WEIDE  
Consultante en ressources humaines

## PROGRAMME

Initiation

### Cerner les enjeux de l'entretien professionnel

- Identifier le contexte, les objectifs et les finalités de l'entretien professionnel
- Distinguer entretien d'évaluation et entretien professionnel
- Repérer les opportunités pour toutes les parties

### Préparer l'entretien professionnel

- Rassembler les informations utiles auprès des ressources humaines
- S'approprier les supports de l'entretien professionnel

### Conduire un entretien professionnel efficace

- Développer une posture d'écoute active
- **Exercice d'application** : transmission d'un message sans possibilité de prise de notes
- **Jeu de rôles** : le jeu de l'enquête

- Maîtriser les principales étapes d'un entretien professionnel
- **Mise en situation** : entraînement pratique à la conduite d'un entretien professionnel

### Assurer le suivi de l'entretien professionnel

- Fixer ensemble les options retenues et définir un plan d'action
- Formaliser le résultat de l'entretien
- Conclure
- **Exercice d'application** : élaboration d'une grille de restitution de l'entretien à destination de la RH

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les outils et de conduire efficacement les entretiens professionnels de vos collaborateurs.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 10160

### Paris

25	janvier	2016	22	septembre	2016
16	février	2016	17	octobre	2016
24	mars	2016	30	novembre	2016
12	mai	2016	15	décembre	2016
20	juin	2016	27	janvier	2017
11	juillet	2016	28	février	2017

Tarif HT : 845 € - repas inclus

# Optimiser sa communication interne

Concevoir et piloter de nouveaux dispositifs de communication interne

Formation  
**CFPJ**

La communication interne favorise une meilleure circulation de l'information auprès de l'ensemble des acteurs de l'entreprise : management, salariés, représentants du personnel. Elle utilise pour ce faire différents canaux (intranet, newsletters, journal interne...) qu'il convient de maîtriser.

## OBJECTIFS

- Faire évoluer son dispositif de communication interne
- Concevoir de nouveaux dispositifs de communication
- Mettre en œuvre son nouveau dispositif de communication interne

## PRÉREQUIS

Aucun prérequis n'est nécessaire pour suivre cette formation.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de communication
- Directeurs des ressources humaines

## ANIMATEUR

Consultant spécialisé en marketing et communication RH

## PROGRAMME

Initiation

### Faire évoluer son dispositif de communication interne

#### Auditer le système de communication de l'entreprise

- Recenser l'ensemble des ressources de communication
- Évaluer l'efficacité des dispositifs et des outils
- Recueillir les attentes et les besoins des salariés
- Distinguer les problématiques d'organisation, de management et de communication

#### Évaluer les contenus d'information

- Identifier les types de contenu
- Évaluer le cycle de vie de l'information
- Repérer les informations à forte valeur ajoutée

#### Concevoir un nouveau dispositif de communication

- Repositionner la communication interne
- Créer de nouveaux outils, faire évoluer l'existant
- Supprimer les outils redondants ou inefficaces
- Définir une stratégie relationnelle avec ses publics internes

### Définir les outils de pilotage

- Organiser ou réorganiser le service communication
- Élaborer les outils de pilotage et d'évaluation
- Définir les budgets

### Mettre en œuvre son nouveau dispositif de communication interne

#### Concevoir le plan de communication

- Segmenter les cibles et définir les objectifs
- Formaliser son plan de communication
- Réaliser ou faire réaliser les outils

#### Maîtriser les outils de communication pour motiver en interne

- Concevoir et animer des publications internes print et digital
- Développer une communication collaborative avec les réseaux sociaux internes
- Concevoir et faire vivre des dispositifs d'échange, de dialogue et de participation

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'auditer le système de communication de votre entreprise et de concevoir le plan de communication et les plans d'action d'un nouveau dispositif de communication.

**4** jours  
**28** heures

Code 3800116

### Paris

14-15 janvier et 8-9 février 2016

22-23 février et 17-18 mars 2016

30-31 mai et 20-21 juin 2016

5-6 septembre et 3-4 octobre 2016

6-7 octobre et 7-8 novembre 2016

23-24 janvier et 16-17 février 2017

### Lyon

21-22 mars et 14-15 avril 2016

8-9 septembre et 20-21 octobre 2016

Tarif HT : 2 250 €

# Développer sa marque employeur

Définir et développer une image attractive d'employeur

Formation  
**CFPJ**

Savoir vendre son entreprise auprès de candidats à haut potentiel et fidéliser les collaborateurs les plus performants est un atout indispensable à la compétitivité des entreprises. Pour tout professionnel RH, intégrer les techniques du marketing dans ses pratiques RH permet ainsi de conduire des actions de communication efficaces afin de valoriser l'image de son entreprise.

## OBJECTIFS

- Utiliser les techniques issues du marketing pour définir et développer une image attractive d'employeur.
- Bâtir un plan de communication efficace.

## PRÉREQUIS

Aucun prérequis n'est nécessaire pour suivre cette formation.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de communication
- Directeurs des ressources humaines

## ANIMATEUR

Consultant spécialisé en marketing et communication RH

## PROGRAMME

Initiation

### Établir le bilan de l'image de marque employeur de l'entreprise

- Analyser les éléments caractéristiques propres à l'entreprise et à son environnement
- Recueillir l'avis du marché de l'emploi, des partenaires et des collaborateurs sur les métiers, le management, les forces et les faiblesses
- Analyser des exemples de stratégie de marque employeur

### Développer l'image de marque RH

- Définir l'image de marque en termes de management, de valeurs et d'éthique
- Définir l'offre employeur en termes de rémunération, de carrière, de formation, de social
- Formaliser l'offre sous forme de "promesses" et d'engagements factuels
- Optimiser la visibilité de l'entreprise et faire vivre sa marque employeur sur le web 2.0 et le web social

### Bâtir un plan de communication efficace

- Définir le public à investir en interne et en externe
- Déterminer les actions de communication RH à mener sur les différents publics : recrutement, processus d'intégration, relations école, diversité, valeurs, gestion des carrières, formation, social, humanitaire...

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable en mesure de définir l'offre employeur en termes de managements, valeurs, rémunérations, formation et de bâtir un plan de communication.

**2** jours  
**14** heures

Code 3802116

### Paris

4-5 avril 2016

5-6 septembre 2016

8-9 décembre 2016

Tarif HT : 1 310 €



**Johanne COUTIER**  
Responsable du secteur  
Droit des affaires

Les juristes doivent se réinventer sans cesse pour répondre à des sollicitations toujours plus nombreuses et toujours plus vastes.

À leur écoute quotidienne, nous sommes parfaitement conscients des nouvelles problématiques des praticiens du droit : devenir un véritable partenaire auprès des opérationnels, accompagner la transformation digitale des entreprises et savoir l'utiliser comme vecteur pour intervenir sur les sujets stratégiques de l'entreprise.

Tout juriste doit pouvoir absorber de nouvelles compétences tout en étant à la pointe de son domaine.

C'est pourquoi vous trouverez dans notre catalogue Droit des Affaires 2016, non seulement vos formations préférées totalement réactualisées mais aussi de nouvelles créations qui correspondent à l'ambition que nous poursuivons depuis plus de 20 ans : améliorer la performance juridique de l'entreprise pour transformer la direction juridique en service à forte valeur ajoutée.

## ÉDITO

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

**" La fonction juridique, pleinement intégrée dans le " business ", est associée aux impératifs de budget et d'efficacité de l'entreprise. "**



**Stéphane LARRIERE**  
Directeur Juridique en charge  
des achats et des alliances  
ATOS

Quelles sont les principales évolutions que vous avez constatées dans votre métier ces derniers mois ?

La fonction juridique, pleinement intégrée dans le " business ", est associée aux impératifs de budget et d'efficacité de l'entreprise. Le temps du droit vit désormais au poult de l'entreprise. Cela impose une appréciation rapide des situations pour une prise de décision en fonction du risque considéré : maîtrise de l'expertise, pratique affûtée du droit mais aussi compréhension de l'environnement sont impératifs.

Au sein de votre structure, de quelle manière la transformation digitale est-elle venue impacter la fonction juridique ?

Elle permet des interactions entre la fonction juridique et les populations de l'entreprise. Grâce au partage d'éléments (jurisprudences, contrats, informations) avec des communautés identifiées, mais aussi aux échanges " en live " (posts, chat, webinar), la fonction juridique s'est rapprochée des opérationnels : plus accessible, elle est mieux comprise et positionnée dans l'organisation.

Quelle est la valeur ajoutée de la formation professionnelle pour les équipes juridiques ?

Elle réside dans la mise à jour des connaissances. C'est essentiel dans un environnement normatif en évolution constante. La formation est aussi une occasion, rare, de s'extraire de son quotidien et d'échanger pour confronter sa pratique avec un intervenant ou des participants. Ce partage d'expériences est indispensable pour s'assurer des meilleures pratiques dans un environnement soumis à de nombreux changements.

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION

# DROIT DES AFFAIRES

FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ  
BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

**170**  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Formation dynamique, interactive avec une animatrice parfaitement à l'écoute de nos attentes qui a su répondre aux questions que nous nous posions. Idéale pour approfondir ses connaissances et se perfectionner en droit des sociétés afin d'acquérir un raisonnement, un savoir faire et être capable d'apporter des conseils juridiques au sein de sa propre société.*

**Cindy PIOTROWSKI**

Juriste  
GÉNÉRALE DU SOLAIRE

Participante à la formation  
" Droit des sociétés pour juristes " p. 135

# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Initiation au droit des contrats 129

Initiation au droit des sociétés 129

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations longues et certifiantes

### • PARCOURS MÉTIERS

Juriste d'affaires en entreprise 130

Juriste confirmé en droit des sociétés 130

Juriste confirmé en droit des contrats 131

Parcours CIL 193

Assistant(e) juridique 131

### • CYCLES CERTIFIANTS

Juriste d'entreprise 132

Juriste spécialisé en droit des sociétés 136

Administrateur de société 142

Juriste spécialisé en droit des contrats 154

Contract manager 158

Assistant(e) juridique 208

### • CYCLES LONGS

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés 138

Maîtriser l'essentiel du droit des contrats 153

Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence 164

Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme 183

Maîtriser l'anglais juridique des affaires 201

L'essentiel du droit bancaire 356

L'essentiel du droit des assurances 389

Assistant(e) juridique 207

Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux 212

## Droit des sociétés

### • APPROCHE GÉNÉRALE

Juriste d'entreprise - Cycle certifiant 132

Droit des sociétés pour non-juristes 134

Droit des sociétés pour juristes 135

Juriste spécialisé en droit des sociétés - Cycle certifiant 136

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés - Cycle long 138

### • SPÉCIFICITÉS DES STRUCTURES SOCIÉTAIRES

Pratique de la société anonyme 139

Pratique de la société par actions simplifiée 139

Définir des stratégies patrimoniales via une société civile 370

Créer et gérer une société civile immobilière 344

### • AUTRES STRUCTURES

Joint venture : choisir la forme juridique adaptée 140

Consortium et GME 161

Gérer un GIE 322

Régime fiscal de la fiducie 315

Fondation, fonds de dotation et mécénat 343

### • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Maîtrise des formalités légales 140

Approbation des comptes annuels des sociétés 141

Rémunération des cadres dirigeants 68

Conventions réglementées 141

Administrateur de société - Cycle certifiant 142

Fiscalité des dividendes 311

### • CÉSSIONS, ACQUISITIONS ET RESTRUCTURATIONS

Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises 144

Cession de fonds de commerce 145

Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés 145

Augmentation et réduction de capital 236

Rédiger les pactes d'actionnaires 146

Conflits entre associés 146

Garanties de passif 147

Gérer le passif environnemental 481

Structurer son patrimoine en société 369













Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté 147

Procédures collectives 148














## Droit des contrats








### • APPROCHE GÉNÉRALE

Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1	 149
Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 2	 150
Droit des contrats pour commerciaux	 150
Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1	 151
Perfectionner la pratique du droit des contrats - Niveau 2	151
Panorama 2016 du droit des contrats Conférence d'actualité	152
Maîtriser l'essentiel du droit des contrats - Cycle long	 153
Juriste spécialisé en droit des contrats - Cycle certifiant	  154
Droit des contrats - Summer days	156
Analyser des contrats types	 157
Les bases du contract management	157
Contract manager - Cycle certifiant	  158
Droit comparé des contrats anglais et français	  160

### • LES CONTRATS SPÉCIFIQUES

Consortium et GME	 161
Conclusion et gestion de contrats d'assurance	 392
Gérer efficacement les contrats d'assurance	 393
Cession de fonds de commerce	145
Sécuriser les contrats de sous-traitance	 161
Sécuriser les contrats de maintenance	  188
Contrats informatiques - Niveau 1	 186
Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	 187
Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...	188
Contrats d'externalisation	 189
Transfert de technologie	196
Maîtriser les risques du contrat d'achat - Niveau 1	 162
Sécuriser les contrats d'achat - Niveau 2	 162
Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1	 513
Les réseaux de franchise en pratique	 167
Sécuriser les contrats de vente immobilière	 178
Sécuriser un contrat de commerce international	 197
Marchés de partenariat et concessions à l'international	197
Droit des contrats chinois	198

## Concurrence - Distribution - Consommation




Droit de la concurrence - Niveau 1	 163
Droit de la concurrence - Niveau 2	 163
Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence - Cycle long	 164
Contrôles et enquêtes de concurrence	165
Contentieux en droit de la concurrence	165
E-commerce	 166
Le cadre juridique d'une politique commerciale	166
Conditions générales de vente	167
Les réseaux de franchise en pratique	 167
Droit de la publicité et de la promotion des ventes	 168
Droit du marketing	168
Pratique du droit de la consommation	169
Réparation du préjudice commercial	 169
Maîtriser les actions de groupe	177
Produits défectueux	170
Droit du tourisme	170

## Garanties et recouvrement




Droit des sûretés	 171
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Garanties financières dans un contexte international	 361
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	360
Pratique du cautionnement	171
Garanties de passif	147
Recouvrement de créances	 172
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	 148

## Prévention des risques - Responsabilité Contentieux




### • PRÉVENTION DES RISQUES

Compliance et legal risk management	172
Maîtriser les risques juridiques des contrats dans un projet	 @
Gérer le risque de fraude	 294
Lutte contre le blanchiment	 357
Corruption	173
Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces	71




### • PRÉCONTENTIEUX

Maîtriser les voies d'exécution	 173
Contrôles, perquisitions et saisies	  174
Contrôles de la CNIL	192
Contrôles et enquêtes de concurrence	165

### • RESPONSABILITÉ

Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	 396
Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1	 174
Responsabilité pénale - Niveau 2	175
Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier	 358

### • CONTENTIEUX

Maîtriser les procédures d'urgence	 175
Gérer le contentieux judiciaire	176
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	 148
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives	176
Contentieux en droit de la concurrence	165
Réparation du préjudice commercial	 169
Maîtriser les actions de groupe	177
Produits défectueux	170
Contrefaçon	196
Contentieux de l'urbanisme	185

## Les assurances de l'entreprise













Les bases de l'assurance entreprise	 400
Assurance responsabilité civile	 401
Gestion des sinistres RC des entreprises	 402
Assurance multirisque professionnelle	402
La faute inexcusable de l'employeur	403
Assurance responsabilité civile décennale	403
Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Gérer les risques de l'entreprise en assurance	 406
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407
Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises	407

## Droit immobilier et de l'urbanisme



Pratique du droit immobilier	 177
Sécuriser les contrats de vente immobilière	 178
Cession-acquisition d'actifs immobiliers	178
Les contrats et montages immobiliers	 457
Copropriété	 179
Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1	179
Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2	180
Renouvellement des baux commerciaux	181
Baux commerciaux des centres commerciaux	181
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives	176
Baux commerciaux 2015/2016 - <b>Conférence d'actualité</b>	182
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme - <b>Cycle long</b>	 183
Droit de l'urbanisme pour non-juristes	 184
Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme	 184
Contentieux de l'urbanisme	185
L'urbanisme commercial	185

## Droit du digital et de la propriété intellectuelle

### • DROIT DU DIGITAL

Contrats informatiques - Niveau 1	 186
Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2	 187
Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...	188
Sécuriser les contrats de maintenance	  188
Contrats d'externalisation	 189
Maîtriser le cadre juridique du digital	 189
Maîtriser la conformité Informatique et libertés	 190
Correspondant Informatique et Libertés	 191
Maîtriser les enjeux juridiques du big data	191
Protection des données personnelles dans la banque	 363
Flux transfrontières de données personnelles	192
Contrôles de la CNIL	192
Parcours CIL	  193
E-commerce	 166

### • PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle	 194
Le droit d'auteur	195
Déposer et protéger ses marques	 195
Transfert de technologie	196
Contrefaçon	196

## Droit international des affaires



Sécuriser un contrat de commerce international	 197
Marchés de partenariat et concessions à l'international	197
Garanties financières dans un contexte international	 361
Corruption	173
Droit des affaires en Chine	198
Droit des contrats chinois	198
Droit comparé des contrats anglais et français	  160
Maîtriser l'anglais juridique des affaires - <b>Cycle long</b>	  201
Négociation en anglais	 202
English contracts and English companies law	 202
Contracts under Common Law	 203

## Juristes : développez de nouvelles compétences

### • FISCALITÉ ET COMPTABILITÉ POUR JURISTES

Fiscalité pour juristes	 199
Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers	 199
Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes <b>Formation intensive</b>	200










### • ANGLAIS POUR JURISTES

Maîtriser l'anglais juridique des affaires - <b>Cycle long</b>	  201
Négociation en anglais	 202
English contracts and English companies law	 202
Contracts under Common Law	 203
French business law in English	 203
Droit comparé des contrats anglais et français	  160

### • STRATÉGIE, MANAGEMENT ET EFFICACITÉ PERSONNELLE

Lobbying juridique national et européen	204
Le juriste, conseil juridique de son entreprise	204
Piloter un service juridique	205
Manager une équipe juridique	205
Techniques de négociation pour juristes	206
Techniques rédactionnelles pour juristes	206
Assertivité et leadership	@

## Assistant(e)s juridiques

Assistant(e) juridique - <b>Cycle long</b>	 207
Assistant(e) juridique - <b>Cycle certifiant</b>	  208
Assistant(e) juridique - Niveau 1	 210
Assistant(e) juridique - Niveau 2	 210
Secrétariat juridique du contentieux	211
Organiser une veille juridique efficace	211
Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux <b>Cycle long</b>	 212
Secrétariat juridique de sociétés commerciales	 213
Maîtrise des formalités légales	 140
Anglais pour assistant(e) juridique	 213
Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités	@

## Initiations au droit des affaires

Droit des sociétés pour non-juristes	 134
Droit des sociétés pour juristes	 135
Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1	 149
Droit des contrats pour commerciaux	 150
Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1	 151
Les bases du contract management	157
Maîtriser les risques du contrat d'achat - Niveau 1	 162
Contrats informatiques - Niveau 1	 186
Droit de la concurrence - Niveau 1	 163
Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1	 174
Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1	179
Droit de l'urbanisme pour non-juristes	 184
Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle	 194
Maîtriser les bases du droit financier	 361
Maîtriser les bases du droit boursier	 362
L'essentiel du droit bancaire - <b>Cycle long</b>	 356
Pratique du droit bancaire	 357
Les bases de l'assurance entreprise	 400
L'essentiel du droit des assurances - <b>Cycle long</b>	 389
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	 396

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

INITIATION

## Droit des sociétés

Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés <b>Cycle long</b> p. 138	
Droit des sociétés pour non-juristes p. 134	Gérer un GIE p. 322
Droit des sociétés pour juristes p. 135	Maîtrise des formalités légales p. 140
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile p. 370	Rémunération des cadres dirigeants p. 68

## Droit des contrats

Maîtriser l'essentiel du droit des contrats <b>Cycle long</b> p. 153	Les bases du contract management p. 157	Contrats d'externalisation p. 189
Droit des contrats pour non-juristes <b>Niveau 1</b> p. 149	Sécuriser les contrats de sous-traitance p. 161	Maîtriser les risques du contrat d'achat <b>Niveau 1</b> p. 162
Droit des contrats pour commerciaux p. 150	<b>Sécuriser les contrats de maintenance</b> <b>Niveau 1</b> p. 188	Gérer ses contrats d'électricité et de gaz <b>Niveau 1</b> p. 513
Maîtriser la pratique du droit des contrats <b>Niveau 1</b> p. 151	Contrats informatiques <b>Niveau 1</b> p. 186	Sécuriser les contrats de vente immobilière 178

PERFECTIONNEMENT

Juriste spécialisé en droit des sociétés <b>Cycle certifiant</b> p. 136		Cession de fonds de commerce p. 145
Pratique de la société anonyme p. 139	Conventions réglementées p. 141	Gérer le passif environnemental p. 481
Pratique de la société par actions simplifiée p. 139	Administrateur de société <b>Cycle certifiant</b> p. 142	Structurer son patrimoine en société p. 369
Joint venture : choisir la forme juridique adaptée p. 140	<b>Fiscalité des dividendes</b> <b>Nouveau</b> p. 311	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 147
Régime fiscal de la fiducie p. 315	Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises p. 144	Procédures collectives p. 148

Juriste spécialisé en droit des contrats <b>Cycle certifiant</b> p. 154		Contrats informatiques spécifiques <b>Niveau 2</b> p. 187
Droit des contrats pour non-juristes <b>Niveau 2</b> p. 150	Droit comparé des contrats anglais et français p. 160	Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS... p. 188
Perfectionner la pratique du droit des contrats <b>Niveau 2</b> p. 151	<b>Summer days</b> Droit des contrats p. 156	Sécuriser les contrats d'achat <b>Niveau 2</b> p. 162
Analyser des contrats types p. 157	Gérer efficacement les contrats d'assurance p. 393	Les réseaux de franchise en pratique p. 167
Contract Manager <b>Cycle certifiant</b> p. 158	Cession de fonds de commerce p. 145	Droit des contrats chinois p. 198

EXPERTISE

Créer et gérer une société civile immobilière p. 344	Approbation des comptes annuels des sociétés p. 141	Rédiger les pactes d'actionnaires p. 146
<b>Consortium et GME</b> <b>Nouveau</b> p. 161	Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés p. 145	Conflits entre associés p. 146
Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 343	Augmentation et réduction de capital p. 236	Garanties de passif p. 147

<b>Consortium et GME</b> <b>Nouveau</b> p. 161	Sécuriser un contrat de commerce international p. 197	Panorama 2016 du droit des contrats <b>Conférence d'actualité</b> p. 152
Transfert de technologie p. 196	Marchés de partenariat et concessions à l'international p. 197	

## Concurrence - Distribution Consommation

Droit de la concurrence <b>Niveau 1</b> p. 163	Conditions générales de vente p. 167
E-commerce p. 166	Réparation du préjudice commercial <b>Nouveau</b> p. 169
Le cadre juridique d'une politique commerciale p. 166	Droit du tourisme p. 170

## Garanties et recouvrement

Droit des sûretés p. 171
Recouvrement de créances p. 172

## Prévention des risques Responsabilité - Contentieux

Maîtriser les voies d'exécution p. 173	Comprendre le droit pénal des affaires <b>Niveau 1</b> p. 174
Contrôles, perquisitions et saisies <b>Nouveau</b> p. 174	Réparation du préjudice commercial <b>Nouveau</b> p. 169
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile p. 396	Maîtriser les risques juridiques des contrats dans un projet <b>Nouveau</b> www.efe.fr

Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence <b>Cycle long</b> p. 164	
Droit de la concurrence <b>Niveau 2</b> p. 163	Droit du marketing p. 168
Les réseaux de franchise en pratique p. 167	Pratique du droit de la consommation p. 169
Droit de la publicité et de la promotion des ventes p. 168	Produits défectueux p. 170

Utiliser au mieux les garanties financières p. 359	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 147
Bordereau Daily, affacturage, assurance-crédit, escompte p. 360	Procédures collectives p. 148
Pratique du cautionnement p. 171	

Gérer le risque de fraude p. 294	Gérer le contentieux judiciaire p. 176
Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces p. 71	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 147
Contrôles de la CNIL p. 192	Procédures collectives p. 148
Responsabilité pénale <b>Niveau 2</b> p. 175	Produits défectueux p. 170
Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier p. 358	Contentieux de l'urbanisme p. 185
Maîtriser les procédures d'urgence <b>Nouveau</b> p. 175	

Contrôles et enquêtes de concurrence p. 165	Contentieux en droit de la concurrence p. 165
Maîtriser les actions de groupe p. 177	

Garanties financières dans un contexte international p. 361	Garanties de passif p. 147
--	-------------------------------

Compliance et legal risk management p. 172	Contrôles et enquêtes de concurrence p. 165
Lutte contre le blanchiment p. 357	Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives p. 176
Corruption p. 173	Contentieux en droit de la concurrence p. 165
Contrefaçon p. 196	Maîtriser les actions de groupe p. 177

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

INITIATION

## Les assurances de l'entreprise

Les bases de l'assurance entreprise  
p. 400

## Droit immobilier et de l'urbanisme

Pratique du droit immobilier  
p. 177

Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme  
**Cycle long**  
p. 183

Sécuriser les contrats de vente immobilière  
p. 178

Droit de l'urbanisme pour non-juristes  
p. 184

Copropriété  
p. 179

Les contrats et montages immobiliers  
**Nouveau**  
p. 457

Négocier ses baux commerciaux  
**Niveau 1**  
p. 179

## Droit du digital et de la propriété intellectuelle

Contrats informatiques  
**Niveau 1**  
p. 186

Maîtriser la conformité Informatique et libertés  
p. 190

Sécuriser les contrats de maintenance  
**Nouveau**  
p. 188

E-Commerce  
p. 166

Contrats d'externalisation  
p. 189

Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle  
p. 194

Maîtriser le cadre juridique du digital  
**Nouveau**  
p. 189

PERFECTIONNEMENT

Gérer efficacement les contrats d'assurance  
p. 393

Analyser les mécanismes de l'assurance construction  
p. 404

Gérer au mieux ses baux commerciaux  
**Niveau 2**  
p. 180

Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme  
p. 184

Contrats informatiques spécifiques  
**Niveau 2**  
p. 187

Contrôles de la CNIL  
p. 192

Gestion des sinistres RC des entreprises  
**Nouveau**  
p. 398

Gérer les risques de l'entreprise en assurance  
p. 406

Renouvellement des baux commerciaux  
p. 181

Contentieux de l'urbanisme  
p. 185

Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...  
p. 188

Parcours CIL  
**Nouveau**  
p. 193

Assurance responsabilité civile  
p. 401

Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles  
p. 407

Baux commerciaux des centres commerciaux  
p. 181

L'urbanisme commercial  
p. 185

Correspondant Informatique et Libertés  
**Nouveau**  
p. 191

Le droit d'auteur  
p. 195

Assurance responsabilité civile décennale  
p. 403

Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises  
p. 407

Protection des données personnelles dans la banque  
**Nouveau**  
p. 363

Déposer et protéger ses marques  
p. 195

Flux transfrontières de données personnelles  
p. 192

EXPERTISE

Assurance multirisque professionnelle  
p. 402

Assurance dommages ouvrage  
p. 405

Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives  
p. 176

Baux commerciaux 2015/2016  
**Conférence d'actualité**  
p. 182

Maîtriser les enjeux juridiques du big data  
p. 191

Contrefaçon  
p. 196

La faute inexcusable de l'employeur  
p. 403

Gestion des sinistres construction  
**Nouveau**  
p. 405

Cession-acquisition d'actifs immobiliers  
p. 178

Créer et gérer une société civile immobilière  
p. 344

Transfert de technologie  
p. 196

Assurance et risques environnementaux  
p. 406

## Droit international des affaires

Maîtriser l'anglais juridique des affaires <b>Cycle long</b> p. 201
Négociation en anglais p. 202
English contracts and English companies law p. 202

## Juristes : développez de nouvelles compétences

Fiscalité pour juristes p. 199	French business law in English p. 203
Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers p. 199	Le juriste, conseil juridique de son entreprise p. 204
Maîtriser l'anglais juridique des affaires <b>Cycle long</b> p. 201	Piloter un service juridique p. 205
Négociation en anglais p. 202	Techniques rédactionnelles pour juristes p. 206
English contracts and English companies law p. 202	Assertivité et leadership www.efe.fr

## Assistant(e)s juridiques

Assistant(e) juridique <b>Niveau 1</b> p. 210	Maîtrise des formalités légales p. 140
Assistant(e) juridique <b>Cycle long</b> p. 207	Anglais pour assistant(e) juridique p. 213
Organiser une veille juridique efficace p. 211	Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités www.efe.fr
Secrétariat juridique de sociétés commerciales p. 213	

Droit des affaires en Chine p. 198	Droit comparé des contrats anglais et français p. 160
Droit des contrats chinois p. 198	Contracts under Common law p. 203

Juriste d'entreprise <b>Cycle certifiant</b> p. 132	Droit comparé des contrats anglais et français p. 160
Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes <b>Formation intensive</b> p. 200	Manager une équipe juridique p. 205
Contracts under Common law p. 203	Techniques de négociation pour juristes p. 206

Assistant(e) juridique <b>Cycle certifiant</b> p. 208	Assistant(e) juridique <b>Niveau 2</b> p. 210
---	---

Sécuriser un contrat de commerce international p. 197	Garanties financières dans un contexte international p. 361
Marchés de partenariat et concessions à l'international p. 197	Corruption p. 173

Lobbying juridique national et européen p. 204
---

Secrétariat juridique du contentieux p. 211	Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux <b>Cycle long</b> p. 212
--	--

# BLOG ET NEWSLETTER

2 OUTILS POUR  
RESTER À LA POINTE  
DE L'ACTUALITÉ DE  
VOTRE SECTEUR !

## VOUS SOUHAITEZ PROFITER DE L'EXPERTISE DE NOS PROFESSIONNELS AU TRAVERS D'INTERVIEWS ET D'ANALYSES DE SUJETS D'ACTUALITÉ ?

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter

**Analyses Experts - L'actualité en Droit des affaires**

et partagez vos meilleures pratiques et votre vision de la pratique  
du droit des affaires sur le blog des juristes !



## LES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES ABORDÉES

- Négociations commerciales
- Procédures collectives
- Contrats internationaux
- Baux commerciaux
- Pactes d'actionnaires...

**REJOIGNEZ-NOUS !**





# MODULES E-LEARNING



## MODULES E-LEARNING POUR PROGRESSER ATAWAD\*

- Pour vous préparer au présentiel
- Pour renforcer l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### POURQUOI CHOISIR UN MODULE E-LEARNING ?

- Des formations courtes, scénarisées et interactives conçues par nos meilleurs experts
- Associés à nos formations présentiels en prérequis ou en complément
- À l'unité, pour se former en toute autonomie et à son rythme

### COMMENT SUIVRE UN MODULE E-LEARNING ?

- Un accès simple, ne nécessitant aucune installation logicielle, grâce à vos codes d'accès individuels
- Des modules accessibles **24h/24** et **7j/7**
- Une traçabilité du suivi des modules pour sécuriser l'apprentissage

## NOS PARTENAIRES



## INITIATION AU DROIT DES CONTRATS

### OBJECTIFS

- Permettre aux apprenants de se positionner quant à leurs connaissances sur le sujet.
- Être sensibilisé au droit des contrats.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne amenée à négocier, conclure et gérer des contrats pour son entreprise

### PROGRAMME

- Formalisation des contrats
- Avant-contrats
- Erreur dans la formation des contrats
- Contenu des contrats
- Inexécution des contrats

Durée : 30 minutes  
code 27012001

Tarif HT : 50 €

## INITIATION AU DROIT DES SOCIÉTÉS

### OBJECTIFS

- Permettre aux apprenants de se positionner quant à leurs connaissances sur le sujet.
- Être sensibilisé au droit des sociétés.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques, assistant(e)s de direction, collaborateurs de service juridique, juristes, responsables administratifs et financiers
- Toute personne impliquée dans la gestion d'une société ou dont la fonction exige une bonne connaissance des règles essentielles du droit des sociétés

### PROGRAMME

- Les différents types de sociétés et leurs particularités
- Les transformations possibles
- Les organes de direction
- Le statut des associés et des actionnaires
- Les assemblées générales

Durée : 30 minutes  
code 27012002

Tarif HT : 50 €



# Juriste d'affaires en entreprise

Le juriste d'entreprise a pour mission polyvalente, en droit des contrats, droit des sociétés, et droit social de sécuriser légalement la création, le fonctionnement et la vie de l'entreprise, ses activités, et son développement national et international. Associé au processus décisionnel, il joue un rôle important au sein des entreprises. Dans les grandes entreprises et les groupes, les juristes d'entreprise peuvent être spécialisés notamment, au sein d'une direction juridique, en droit des sociétés, droit social ou droit des contrats. Nous présentons ci-dessous le parcours du tronc commun puis par la suite ceux des 3 spécialisations complémentaires.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Créer et faire fonctionner une société
- 2 - Rédiger les différents contrats et suivre les démarches afférentes
- 3 - Anticiper et gérer les responsabilités, les risques et les contentieux
- 4 - Informer et conseiller juridiquement la direction de l'entreprise et ses collaborateurs

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Créer et faire fonctionner une société (7 jours)

Droit des sociétés pour juristes (2 jours) - p. 135  
Maîtrise des formalités légales (1 jour) - p. 140  
Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises (2 jours) - p. 144  
Procédures collectives (2 jours) - p. 148

### Bloc 2 - Rédiger les différents contrats et suivre les démarches afférentes (9 jours)

Maîtriser la pratique du droit des contrats - Niveau 1 (2 jours) - p. 151  
Analyser des contrats types (2 jours) - p. 157  
Conditions générales de vente (1 jour) - p. 167  
Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle (2 jours) - p. 194  
Maîtriser la conformité Informatique et libertés (2 jours) - p. 190

### Bloc 3 - Anticiper et gérer les responsabilités, les risques et les contentieux (6 jours)

Maîtriser les voies d'exécution (2 jours) - p. 173  
Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1 (2 jours) - p. 174  
Gérer le contentieux judiciaire (2 jours) - p. 176

### Bloc 4 - Informer et conseiller juridiquement la direction de l'entreprise et ses collaborateurs (6 jours)

Le juriste, conseil juridique de son entreprise (2 jours) - p. 204  
Techniques de négociation pour juristes (2 jours) - p. 206  
Techniques rédactionnelles pour juristes (2 jours) - p. 206

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier de juriste d'affaires en entreprise.

28 jours 196 heures

Code 20168

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Juriste confirmé en droit des sociétés

Le juriste spécialisé en droit des sociétés a pour mission de rédiger les statuts des sociétés en accord avec leurs activités et leurs objectifs, de sécuriser leur fonctionnement, leur transformation et leur dissolution. Il est au centre de la création, de l'organisation, du fonctionnement et des changements de l'entreprise.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Encadrer le choix statutaire d'une société
- 2 - Assurer le fonctionnement d'une société
- 3 - Gérer les transformations d'une société et sa fin

### OPTION CPFFP



### JURISTE CONFIRMÉ EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours  
Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Encadrer le choix statutaire d'une société (7 jours)

Droit des sociétés pour juristes (2 jours) - p. 135  
Maîtrise des formalités légales (1 jour) - p. 140  
Pratique de la société par actions simplifiée (2 jours) - p. 139  
Joint venture : choisir la forme juridique adaptée (2 jours) - p. 140

### Bloc 2 - Assurer le fonctionnement d'une société (6 jours)

Conventions réglementées (1 jour) - p. 141  
Approbation des comptes annuels des sociétés (1 jour) - p. 141  
Responsabilité pénale - Niveau 2 (2 jours) - p. 175  
Gérer le contentieux judiciaire (2 jours) - p. 176

### Bloc 3 - Gérer les transformations d'une société et sa fin (11 jours)

Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises (2 jours) - p. 144  
Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés (2 jours) - p. 145  
Rédiger les pactes d'actionnaires (2 jours) - p. 146  
Garanties de passif (2 jours) - p. 147  
Rédiger les traités des entreprises en difficulté (1 jour) - p. 147  
Procédures collectives (2 jours) - p. 148

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de juriste confirmé en droit des sociétés reconnu par la FFP.

24 jours 168 heures

Code 20169

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Juriste confirmé en droit des contrats

**Le rôle du juriste confirmé en droit des contrats est de sécuriser les négociations, de rédiger et d'encadrer les contrats d'affaires pour assurer leur bonne exécution. Il assiste et conseille le management et les directions opérationnelles des entreprises confrontées quotidiennement à la négociation, à la rédaction et à l'exécution de différents types de contrats.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Analyser les enjeux et encadrer juridiquement
- 2 - Rédiger des contrats spécifiques
- 3 - Sécuriser l'exécution et la fin des contrats

### OPTION CPFFP



#### JURISTE CONFIRMÉ EN DROIT DES CONTRATS

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Analyser les enjeux et encadrer juridiquement (10 jours)

Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 (2 jours) - p. 151  
 Perfectionner la pratique du droit des contrats - Niveau 2 (2 jours) - p. 151  
 Analyser des contrats types (2 jours) - p. 157  
 Droit comparé des contrats anglais et français (2 jours) - p. 160  
 Sécuriser un contrat de commerce international (2 jours) - p. 197

### Bloc 2 - Rédiger des contrats spécifiques (9 jours)

Sécuriser les contrats d'achat - Niveau 2 (2 jours) - p. 162  
 Conditions générales de vente (1 jour) - p. 167  
 Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle (2 jours) - p. 194  
 E-commerce (2 jours) - p. 166  
 Contrats informatiques - Niveau 1 (2 jours) - p. 186

### Bloc 3 - Sécuriser l'exécution et la fin des contrats (6 jours)

Droit des sûretés (2 jours) - p. 171  
 Produits défectueux (2 jours) - p. 170  
 Maîtriser les voies d'exécution (2 jours) - p. 173

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de juriste confirmé en droit des contrats reconnu par la FFP.

25 jours 175 heures

Code 20170

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Assistant(e) juridique

**L'assistant(e) juridique assiste les juristes, dans un cabinet d'avocats ou un service juridique d'entreprise, pour faciliter leur exercice professionnel. La fonction polyvalente et opérationnelle implique de nombreuses compétences : maîtrise des techniques du secrétariat, de la communication, de l'organisation, mais surtout une connaissance de base du droit des affaires, du fonctionnement des juridictions, des procédures existantes et du vocabulaire spécifique au secteur, afin de préparer le travail des juristes et des avocats.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Assurer le secrétariat et la gestion administrative
- 2 - Préparer et suivre les actes et les procédures
- 3 - Gérer et suivre les dossiers contentieux
- 4 - Travailler en équipe et communiquer

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Assurer le secrétariat et la gestion administrative (10 jours)

Prendre des notes et rédiger des comptes-rendus (2 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Les 7 outils de l'assistant(e) efficace (2 jours) [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Assistant(e) : mieux gérer son temps et ses priorités (2 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Optimiser sa méthode de classement (1 jour) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Construire des tableaux de bord pertinents (2 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Organiser une veille juridique efficace (1 jour) - p. 211

### Bloc 2 - Préparer et suivre les actes et les procédures (5 jours)

Assistant(e) juridique - Niveau 2 (2 jours) p. 210  
 Secrétariat juridique de sociétés commerciales (2 jours) - p. 213  
 Maîtrise des formalités légales (1 jour) - p. 140

### Bloc 3 - Gérer et suivre les dossiers contentieux (2,5 jours)

Secrétariat juridique du contentieux (2 jours) - p. 211  
 Visite du Palais de justice (0,5 jour) - p. 211

### Bloc 4 - Travailler en équipe et communiquer (9 jours)

Maîtriser son stress pour améliorer ses performances (2 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Développer son aisance au téléphone (2 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Écrire sans faute (3 jours) - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Anglais pour assistant(e) juridique (2 jours) p. 213

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel d'assistant(e) juridique.

26,5 jours 185 heures

Code 20171

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# JURISTE d'entreprise

Le juriste d'entreprise est devenu un multi-spécialiste garant de la stratégie juridique de l'entreprise à moyen et à long terme. Il a pour mission d'accompagner les opérationnels en les éclairant sur les risques juridiques pour définir avec eux les solutions les mieux adaptées à chaque situation rencontrée. Hormis l'indispensable maîtrise des techniques juridiques tant en droit des sociétés qu'en droit des contrats, les directions attendent de lui qu'il sache convaincre afin de susciter l'adhésion.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les points essentiels du droit des contrats.
- Intégrer les règles générales du droit des sociétés.
- Optimiser son rôle de juriste auprès des opérationnels.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances sur le fonctionnement juridique de l'entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes

## ● ANIMATEURS

Grégory MOUY  
Avocat à la Cour  
CABINET MOUY

Isabelle ERAY  
Consultante en management juridique  
RATIONE PERSONAE

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser l'essentiel des missions dévolues au juriste d'entreprise.

## MODULE 1 - 6 jours

Maîtriser l'essentiel du droit des contrats

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les aspects juridiques d'une négociation précontractuelle et en cerner les enjeux.
- Identifier les précautions à prendre dans la rédaction des clauses principales des contrats.
- Mesurer les effets des contrats et anticiper les risques d'inexécution.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 🎯 Quiz amont

#### Réussir la phase précontractuelle

##### Cerner les enjeux d'une négociation précontractuelle

- Intégrer les étapes d'une négociation et analyser les documents précontractuels
- Identifier les obligations liées à la phase de négociation
- Rupture abusive des pourparlers : identifier les responsabilités encourues

##### Focus sur le problème des contrats de confidentialité

- Assurer la confidentialité des informations échangées
- Identifier les moyens

**Exercice d'application** : qualification des avant-contrats et analyse de clauses essentielles

#### Maîtriser la phase contractuelle

##### Conclure un contrat en toute sécurité

- Intégrer les préalables essentiels à la formation du contrat
- La formation du contrat : définir où, quand et comment

##### Étudier les points clés de la rédaction d'un contrat

- Analyser les clauses essentielles
- Recourir aux clauses particulières : clauses de hardship, de reconduction, de prorogation

- Identifier les clauses spécifiques à certains contrats

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat, ses clauses communes, ses clauses sensibles et spécifiques

#### Identifier les effets du contrat

##### Mesurer la portée juridique du contrat

- L'interprétation du contrat : identifier les écueils à éviter
- La force du contrat entre les parties

##### Assurer l'efficacité du contrat

- Assurer l'exécution du contrat : les outils juridiques
- Anticiper les risques d'inexécution

**Exercice d'application** : analyse de clauses spécifiques et les aménagements contractuels de l'inexécution

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Optimiser son rôle auprès des opérationnels et savoir négocier

### ● OBJECTIFS

- Analyser l'environnement juridique et concurrentiel dans lequel évoluent l'entreprise et ses différents services opérationnels.
- Communiquer pour convaincre les opérationnels.
- Préparer des négociations à partir de documents juridiques et élaborer une stratégie de négociation.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Positionner le service juridique au sein de l'entreprise

- Identifier les acteurs de l'environnement de l'entreprise et du service juridique
- Effectuer un suivi de l'environnement par rapport à son évolution
- Faire le bilan de fonctionnement du service juridique par rapport à ses interlocuteurs et apporter les solutions adaptées

**Partage d'expériences** : échanges sur les questions à poser pour être performant vis-à-vis de ses différents interlocuteurs

- Initier les démarches pour satisfaire les clients internes
- Déléguer pour responsabiliser

**Mise en situation** : réalisation d'une délégation efficace

#### Mettre en place une communication efficace pour optimiser le rôle du service juridique

##### S'exprimer efficacement auprès des différents interlocuteurs en tenant compte de leur personnalité

- Sensibiliser les équipes aux règles juridiques qui encadrent leurs missions
- Apprendre à donner des conseils suivis d'effets : communiquer pour susciter l'adhésion

##### Recenser les outils de communication interne à utiliser

- Les rencontres formalisées : entretiens et réunions
- Les rencontres informelles : occasions d'échanges d'expériences et instants conviviaux

##### Gérer une situation conflictuelle

**Étude de cas** : analyse d'une situation conflictuelle

**Mise en situation** : attitudes à adopter lors d'une situation conflictuelle

#### Mettre en place une communication efficace pour optimiser le rôle du service juridique

- Identifier les approches existantes et les modèles pratiques
- **Étude de cas** : analyse des principaux modèles de négociations et transposition dans des négociations juridiques

- Construire sa stratégie de négociation

**Exercice d'application** : élaboration de stratégies de négociation en vue de la finalisation d'un contrat

- Maîtriser les phases de la négociation : échanges, confrontation et compromis
- Finaliser la négociation

- Agir en situation difficile

**Mise en situation** : définition de son style de négociation à partir d'un cas élaboré par l'animateur et application du modèle en cinq étapes

#### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT - *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 20159

### Paris - Promotion 1

4-5 avril, 9-10 mai, 2-3 juin, 4 au 6 juillet, 22-23 septembre, 10-11 octobre, 9 novembre\* et 8-9 décembre 2016

### Paris - Promotion 2

15-16 septembre, 10-11 octobre, 14-15 novembre, 12 au 14 décembre 2016, 26-27 janvier, 27-28 février, 10 mars\* et 23-24 mars 2017

Tarif HT : 8 475 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 8 780 € repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### JURISTE D'ENTREPRISE

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 4 jours

Maîtriser les règles générales du droit des sociétés

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les points clés de la création d'une société.
- Mesurer les prérogatives des dirigeants et leurs limitations.
- Cerner les responsabilités encourues en cas de non-respect des règles.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Maîtriser les points clés du contrat de société

##### Identifier la validité du contrat de société

- Capacité des associés
- Détermination de l'objet de la société
- Différents types d'apports : en numéraire, en nature et en industrie
- Participation aux bénéfices et contribution aux pertes des associés

##### Préparer la création de la société

- L'intérêt d'un avant-contrat
- Cerner les rapports entre associés selon qu'il s'agit de la période antérieure ou postérieure à la signature des statuts

##### Connaître les principales formes de sociétés

- Les principales caractéristiques d'une société
- Présentation des principales formes de sociétés commerciales
- Les avantages et les inconvénients des différentes sociétés commerciales

**Exercice d'application** : recherche des erreurs insérées dans des statuts de SARL

#### Mesurer les pouvoirs et les obligations des organes de gestion

##### Distinguer entre le contrat de travail et le mandat social

- Les conditions de cumul
- Les conséquences du cumul admis par la loi
- Les conséquences en cas de non-admission du cumul

##### Déterminer les règles de cumul des mandats sociaux

- Interdiction de cumul et limitation du nombre de mandats
- Exceptions au principe de limitation dans les SA
- Sanction en cas de non-respect des règles de cumul

##### Déterminer les règles de cessation de fonctions et ses conséquences

##### Cerner les pouvoirs des organes de gestion

- Engager la société à l'égard de tiers dans la limite de l'objet social
- Pouvoirs encadrés par des clauses statutaires dans les rapports avec les associés
- Garantie des dettes sociales

##### Analyser la responsabilité des organes de gestion

- Responsabilité civile
- Responsabilité pénale
- Responsabilité fiscale

**Étude de cas** : choix de la forme de société selon les besoins de l'activité, du financement...

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 2 jours

Sécuriser les opérations de cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser le processus d'acquisition/cession d'une entreprise dans sa globalité.
- Faire le point sur les aspects juridiques résultant des contraintes financières, techniques et réglementaires afin de réaliser l'opération dans des conditions optimales.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Apprécier le contexte de l'opération

- Cession d'actions versus cession d'actifs
- Apports, fusions et scissions
- Apport-cession
- LBO

**Mise en situation** : négociation des clauses essentielles d'une promesse unilatérale de vente

#### Maîtriser le déroulement et rédiger les actes formalisant l'opération

##### Cerner les modalités de l'opération

- Définir le périmètre de l'opération et la structure juridique de l'entreprise
- Opération de gré à gré versus open bid
- L'audit
- L'importance de la confidentialité : les clauses essentielles d'un accord de confidentialité
- Anticiper le calendrier de l'opération : maîtrise des conditions suspensives

##### Définir les contours de l'offre

- Les clauses essentielles d'une lettre d'intention (LOI)
- Le protocole d'accord : Memorandum of Understanding (MoU)
- La convention de break up fee
- Offre ferme ou conditionnelle
- Le contrat de cession : clauses d'ajustement de prix (earn-out) et détermination du prix

##### Le recours à expertise

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence actuelle

##### Rédiger les clauses essentielles du pacte d'actionnaires

- Les clauses statutaires versus extra-statutaires
- Les clauses relatives à la gouvernance : conventions de vote, décisions importantes, composition des organes de direction...
- Les clauses relatives aux transferts
- Assurer l'exécution forcée

**Mise en situation** : négociation des clauses essentielles d'un pacte d'actionnaires

##### Maîtriser l'intéressement des cadres : management package

- Définir les supports des management packages
- Anticiper le départ des cadres : les promesses de "good and bad leaver"

##### Gérer la garantie d'actif et de passif

- Définir les garanties légales et vices du consentement
- Identifier les principales déclarations et les mécanismes d'indemnisation
- Maîtriser les mécanismes de franchise : seuil de déclenchement, seuil de minimis, plafond, exclusions usuelles
- Mettre en œuvre la garantie : application en cas de revente des titres, en cas de fusion-absorption... et obligations d'information

**Exercice d'application** : rédaction et négociation d'une garantie d'actif et de passif efficace

#### 👉 Quiz aval

# Droit des sociétés pour non-juristes

Comprendre les bases



Une entreprise peut revêtir de très nombreuses formes sociétaires, c'est pourquoi il importe de prendre en compte ses caractéristiques propres pour sélectionner la forme de société adéquate, en maîtriser son fonctionnement et anticiper les évolutions possibles de celle-ci.

## OBJECTIFS

- Identifier les différentes formes de sociétés pour maîtriser leurs avantages et leurs inconvénients.
- Cerner leurs règles essentielles de fonctionnement.
- Mesurer les responsabilités encourues et comprendre le rôle joué par les organes extérieurs à la société.

## PRÉREQUIS

Être confronté au droit des sociétés dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant s'initier concrètement au droit des sociétés

## ANIMATEUR

Elodie ROLLIN  
Avocat à la Cour  
2L ASSOCIÉS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les notions essentielles et de comprendre les montages simples en droit des sociétés.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un juriste d'entreprise confronté aux questions juridiques des opérationnels et j'y réponds efficacement.

Concept à découvrir p. 8

## Quiz amont

### Module e-learning : initiation au droit des sociétés

#### Choisir la forme sociale la mieux adaptée

- Différences entre société civile et société commerciale
- Société à Responsabilité Limitée (SARL)
- Société anonyme classique
- Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
- Société par Actions Simplifiée (SAS)
- Société en nom collectif

**Exercice d'application** : choix de la structure la mieux adaptée à l'entreprise

#### Garantir l'équilibre des organes de direction

- Les conditions de nomination et de révocation
- Le statut personnel du dirigeant
- Mesurer les pouvoirs et responsabilités du dirigeant
- La délégation de pouvoirs : l'utiliser efficacement
- La séparation des pouvoirs entre dirigeants et assemblées

#### Organiser des assemblées générales

- Les domaines de compétence des assemblées : Assemblées Générales Ordinaires (AGO) et extraordinaires (AGE)
- Appliquer les statuts
- Convocations et formalités préalables pour les assemblées
- Les assemblées générales : obligations légales et conséquences pratiques
- Délibérations
- Formalités de dépôt et de publicité des AGO et AGE

#### Aménager les pouvoirs et responsabilités des associés

- Le statut des associés
- Examiner la répartition des pouvoirs des associés
- Définir la responsabilité des associés face aux dettes sociales
- Le vote aux assemblées
- Pacte d'associés : identifier les avantages
- Distribution des bénéfices et des dividendes

**Exercice d'application** : répartition des pouvoirs entre les actionnaires

#### Anticiper le contrôle de gestion par les organes extérieurs

- Examiner le rôle du commissaire aux comptes au sein de la société
- Définir ses pouvoirs et ses responsabilités
- Les différentes expertises

**Étude de cas** : augmentation du capital et égalité entre actionnaires

## Quiz aval

**2** jours  
**14** heures

Code 20001

Paris			Lyon		
25-26	janvier	2016	20-21	juin	2016
7-8	avril	2016	12-13	décembre	2016
20-21	juin	2016			
29-30	août	2016			
13-14	octobre	2016			
12-13	décembre	2016			
23-24	janvier	2017			

Tarif HT : 1 360 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 090 €

## TESTEZ-VOUS !

1. Peut-on constituer une SARL avec un capital d'1 € ?
2. Le Commissaire aux comptes est-il obligatoire dans toutes les sociétés ?
3. Peut-on constituer une SA avec 3 associés ?



Solutions : 1. oui, 2. non, 3. non

# Droit des sociétés pour juristes

Acquérir un savoir-faire pratique



La maîtrise du droit des sociétés permet au juriste d'effectuer des choix stratégiques pour l'entreprise quant au type de société à adopter, à la forme d'administration à mettre en place et à la répartition des pouvoirs à déterminer. Ces choix doivent être en adéquation avec les objectifs recherchés par le chef d'entreprise.

## OBJECTIFS

- Différencier les structures juridiques existantes pour optimiser leur utilisation.
- Intégrer les modalités de fonctionnement des différentes formes sociales, de la représentation aux décisions collectives.
- Maîtriser les particularités de la SAS.

## PRÉREQUIS

Être confronté au droit des sociétés dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services juridiques
- Experts-comptables, commissaires aux comptes
- Toute personne souhaitant approfondir sa pratique en droit des sociétés

## ANIMATEUR

Élodie ROLLIN  
Avocat à la Cour  
2L ASSOCIÉS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de conseiller utilement le chef d'entreprise en droit des sociétés pour atteindre ses objectifs.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : initiation au droit des sociétés

**Étude de cas fil rouge** : mise en application des exercices à partir de la création d'un groupe de sociétés

### Différencier les structures existantes en droit des sociétés et les mettre en place

#### Identifier les utilisations les plus courantes des structures sociales

- SCI, SNC, SARL, SAS... : les spécificités reconnues à chacune
  - Leurs intérêts stratégiques, juridiques et fiscaux
- Étude de cas** : analyse des principales formes sociales du groupe créé et photographie du montage juridique

#### Cerner la place des structures sociales au sein d'un groupe de sociétés

#### Constitution et financement des différents types de sociétés : analyse des particularités

- Constitution du capital : identifier les associés et les actionnaires avec leurs droits et obligations
- Les structures ayant peu de contraintes sur le capital social
- Comparer les modes de financements traditionnels avec les modes novateurs

#### Rédiger les statuts des structures sociales en adéquation avec les objectifs recherchés

- Analyser le contenu des statuts encadrés légalement : SA, SARL...
- Maîtriser le contenu des statuts des différentes formes sociales laissant une grande liberté contractuelle : SCI, SNC, SAS...

**Exercice d'application** : rédaction des statuts des sociétés du groupe créé et analyse des spécificités de chacun

### Maîtriser le fonctionnement des différentes formes sociales : de la représentation aux décisions collectives

#### Gestion et représentation : les formes sociétaires avec "gérance"

- Choisir entre gérant unique ou pluralité de gérants
- Déterminer et délimiter les pouvoirs du gérant

#### Organiser la direction au sein d'une SA et d'une SAS

- Distinguer le système moniste du système dualiste : atouts et limites de chaque formule
- Analyser les différents leviers de l'organisation du pouvoir dans la SAS
- Identifier les représentants et les dirigeants de ce type de société

**Exercice d'application** : création de l'organigramme du pouvoir des sociétés du groupe et analyse de la répartition des pouvoirs

#### Décisions collectives et contrôle interne : maîtriser les modalités de consultation et les règles propres à chacune

- Identifier les domaines de compétence des assemblées
- Convocations, formalités, quorum et majorité : intégrer les conditions à respecter et les différents seuils applicables
- Maîtriser l'exercice du contrôle interne

**Exercice d'application** : organisation d'une assemblée générale et analyse des documents y afférents

### Quiz aval



Code 2010

Paris			Lyon		
18-19	janvier	2016	30-31	mai	2016
17-18	mars	2016	5-6	décembre	2016
30-31	mai	2016			
25-26	août	2016			
6-7	octobre	2016			
5-6	décembre	2016			
30-31	janvier	2017			

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" La formation permet d'aborder le socle de connaissances tout en permettant de faire un focus sur des questions concrètes ou spécifiques aux besoins des participants. "

Claire L.  
CDC CAISSE DES DÉPOTS



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# JURISTE spécialisé en droit des sociétés

De nombreux juristes doivent utiliser le droit des sociétés dans le cadre de leur fonction. Dès lors, pour rédiger des statuts de sociétés adaptés aux objectifs de l'entreprise, réaliser des procès-verbaux d'AG ou encore, effectuer un rachat ou une cession de société, il est indispensable d'acquérir une vision d'ensemble du droit des sociétés.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles qui régissent le droit des sociétés.
- Traiter les règles propres à chaque forme sociétaire.
- Assimiler les règles des opérations de transformation, fusion et scission.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances de base en droit des sociétés.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit des sociétés

## ● ANIMATEUR

Stéphanie MELLUL-GUEZ

Avocat Associé

AV&A

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la pratique du droit des sociétés pour conseiller utilement et défendre au mieux les intérêts de votre entreprise.

## MODULE 1 - 4 jours

Les règles générales du droit des sociétés

### ● OBJECTIFS

- Cerner la création d'une société.
- Mesurer les prérogatives des dirigeants et leurs limitations.
- Cerner les responsabilités encourues en cas de non-respect des règles.

### ● PROGRAMME

#### ● Communauté d'apprenants

#### ● Quiz amont

#### ● Module e-learning : initiation au droit des sociétés

#### Maîtriser les points clés du contrat de société

##### Identifier la validité du contrat de société

- Capacité des associés
- Détermination de l'objet de la société
- Différents types d'apports : en numéraire, en nature et en industrie
- Participation aux bénéfices et contribution aux pertes des associés

##### Préparer la création de la société

- L'intérêt d'un avant-contrat
- Cerner les rapports entre associés selon qu'il s'agit de la période antérieure ou postérieure à la signature des statuts

##### Connaître les principales formes de sociétés

- Les principales caractéristiques d'une société
- Présentation des principales formes de sociétés commerciales
- Les avantages et les inconvénients des différentes sociétés commerciales

**Exercice d'application** : recherche des erreurs insérées dans des statuts de SARL

#### Mesurer les pouvoirs et les obligations des organes de gestion

##### Distinguer entre le contrat de travail et le mandat social

- Les conditions de cumul
- Les conséquences du cumul admis par la loi
- Les conséquences en cas de non-admission du cumul

##### Déterminer les règles de cumul des mandats sociaux

- Interdiction de cumul et limitation du nombre de mandats
- Exceptions au principe de limitation dans les SA
- Sanction en cas de non-respect des règles de cumul

##### Déterminer les règles de cessation de fonctions et ses conséquences

##### Cerner les pouvoirs des organes de gestion

- Engager la société à l'égard de tiers dans la limite de l'objet social
- Pouvoirs encadrés par des clauses statutaires dans les rapports avec les associés
- Garantie des dettes sociales

##### Analyser la responsabilité des organes de gestion

- Responsabilité civile
- Responsabilité pénale
- Responsabilité fiscale

**Étude de cas** : choix de la forme de société selon les besoins de l'activité, du financement...

#### ● Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Les règles communes aux différents types de sociétés

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser la constitution et le fonctionnement d'une société.
- Déterminer les règles propres à la fin des sociétés.

### ● PROGRAMME

#### ● Communauté d'apprenants

#### Analyser la formation de la société

- Établir les statuts et les annexes, la signature
  - Identifier le régime des actes passés pour le compte de la société
  - Documents nécessaires à l'immatriculation et formalités de publicité de la création de la société
- Jeu pédagogique** : mise en ordre des pièces pour reconstituer les étapes de la constitution d'une société

#### Identifier les règles communes de fonctionnement

##### Établir et approuver les comptes sociaux

- Établissement des comptes sociaux
- Affectation des résultats
- Assemblée générale annuelle
- Publicité des comptes sociaux et des rapports annuels

##### Cerner les règles des groupes de sociétés

- Modalités de constitution d'un groupe
- Obligations d'information propres au groupe de sociétés
- Règles concernant les dirigeants, les actionnaires et les salariés
- Obligations comptables propres aux groupes de sociétés
- Régime des contrats intra-groupe

##### Mesurer le rôle des commissaires aux comptes

##### Analyser les règles communes à la fin des sociétés

##### Maîtriser la liquidation et le partage des sociétés

- Maintien ou disparition de la personnalité morale
  - Liquidation légale
  - Liquidation conventionnelle
  - Partage des sociétés commerciales
- Mesurer le régime des entreprises en difficulté**
- Prévention des difficultés
  - Caractéristiques communes des procédures collectives
  - Sauvegarde et redressement judiciaire
  - Liquidation judiciaire
  - Sanctions des dirigeants
- Étude de cas** : analyse d'une procédure de sauvegarde et de ses conséquences sur le fonctionnement de la société

#### ● Exercice d'intersession





## CYCLE CERTIFIANT - *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 20011

### Paris - Promotion 1

21-22 mars, 14-15 avril, 11 au 13 mai,  
16-17 juin, 8-9 septembre, 15 septembre\*,  
17-18 octobre et 7-8 novembre 2016

### Paris - Promotion 2

22-23 septembre, 10-11 octobre,  
16 au 18 novembre, 8-9 décembre 2016,  
9-10 janvier, 19 janvier\*, 2-3 février  
et 6-7 mars 2017

Tarif HT : 8 475 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 6 780 €  
repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 4 jours

Les règles propres à chaque type de société

### ● OBJECTIFS

- Analyser les règles de fonctionnement des trois principaux types de sociétés.
- Identifier les spécificités de la SA et de la SAS.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Société à responsabilité limitée

- Constitution
- Gérance
- Décisions collectives
- Statuts des associés
- Dissolution
- Spécificités de l'EUURL

#### Société anonyme

- Constitution
- Conseil d'administration ou Directoire et Conseil de surveillance
- Assemblées d'actionnaires
- Droits des actionnaires
- Modifications du capital
- Test de connaissances** : quiz sur les augmentations de capital dans une SA

#### Société par actions simplifiée

- Constitution
- Fonctionnement
- Statuts des associés
- Dissolution
- Spécificités de la SASU

#### Le pacte d'associés/actionnaires

- Contenu d'un pacte d'associés/actionnaires
- Conséquences d'un pacte
- Étude de cas** : analyse de clauses d'un pacte d'actionnaires
- Exercice d'application** : création d'une SAS

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 4 jours

Les valeurs mobilières et les opérations  
de transformation, fusion, acquisition

### ● OBJECTIFS

- Connaître les principales caractéristiques des valeurs mobilières.
- Maîtriser la transformation d'une société.
- Identifier le régime d'une fusion ou d'une scission.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Déterminer les règles générales des valeurs mobilières

- Dématisation des valeurs mobilières
- Opérations sur titres financiers et offre au public de titres financiers
- Placement des titres financiers

#### Distinguer les règles propres aux titres cotés

- Identification des actionnaires, négociation d'instruments financiers cotés, action de concert, franchissement de seuils et informations privilégiées
- Offres publiques d'acquisition

**Exercice d'application** : rédaction d'ordres de mouvements de titres  
et transcription dans le registre des mouvements d'une SA

#### Distinguer le régime des actions du régime des obligations

#### Établir les droits et obligations attachés aux actions

- Caractéristiques des actions
- Droits et obligations à la charge des actionnaires
- Règles générales de transmission
- L'actionnariat des salariés et des dirigeants : remarques générales

#### Définir les obligations et leurs caractéristiques

- Caractéristiques et conditions d'émission des obligations
- Droits des obligataires
- Obligations émises par une SARL

#### Maîtriser la transformation d'une société

- Intérêts et nécessité d'une transformation
- Préparation et déroulement d'une transformation
- Sanctions des irrégularités

#### Cerner le fonctionnement des fusions et des scissions

- Règles générales et préparation des fusions et des scissions
- Exécution et conséquences d'une fusion ou d'une scission
- Sanctions des irrégularités
- Régime fiscal des fusions et des scissions
- Exercice d'application** : scission d'une SARL par apport partiel d'actif à une société nouvelle

#### 🌐 Quiz aval

# Maîtriser l'essentiel du droit des sociétés

Cycle long de perfectionnement des connaissances



**Pour contribuer à l'efficacité économique, le droit des sociétés doit être abordé comme une technique d'organisation de l'entreprise prenant en compte son fonctionnement. Il convient dès lors de savoir se servir du droit pour fixer le cadre juridique adapté à une situation donnée et à un objectif clairement identifié.**

## OBJECTIFS

- Traiter les aspects juridiques de la création d'une société.
- Maîtriser les modalités de fonctionnement propres à chaque forme sociétaire.
- Gérer les opérations de transformation, dissolution et liquidation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistants juridiques et assistants de direction
- Collaborateurs des services juridiques, contentieux, comptables, financiers, administratifs et commerciaux
- Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des règles essentielles du droit des sociétés

## ANIMATEUR

Marc MORIN

Consultant en entreprise, Ancien Avocat

Enseignant en droit des affaires à l'Université Paris V

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la création et le fonctionnement des formes sociales dont vous avez la charge.**

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : Initiation au droit des sociétés

#### MODULE 1 Maîtriser les préalables essentiels à la création d'une société

##### Cerner les enjeux de la création

##### Opérer un choix entre les structures

- Entreprise individuelle ou société
- Société ou autre groupement

##### Maîtriser les points clés du contrat de société

- Validité du contrat de société
- Dénomination, capital, siège social...
- Régime des apports et droits d'enregistrement
- Modalités de distribution des bénéfices
- Responsabilités
- Reprise des actes

**Étude de cas** : traitement des actes pris par la société en formation et analyse commentée d'un contrat de société

##### Étudier les différents modes de financement

##### Financement par capitaux propres

- Augmentation de capital et émission de valeurs mobilières
- **Étude de cas** : cas chiffré d'augmentation de capital et reconstitution des capitaux propres

##### Endettement et autres techniques de financement

- Prêt bancaire, compte courant d'associés, obligations...
- Introduction en bourse, LBO...

### Exercice d'intercession

#### MODULE 2 Identifier les formes sociales et les règles essentielles de fonctionnement des sociétés

##### Choisir une forme sociale adaptée aux objectifs identifiés

- Les différentes caractéristiques au plan juridique, fiscal et social

##### Maîtriser le fonctionnement des sociétés

##### L'organisation du pouvoir : les organes de direction

- Les notions de dirigeant et de représentant légal : conditions de nomination et de révocation
- Pouvoirs, statut personnel et responsabilités du dirigeant/gérant
- La délégation de pouvoirs

- La séparation des pouvoirs
- Les conventions réglementées
- **Compétence et fonctionnement des assemblées**
- Place des salariés et des institutions représentatives
- Assemblées ordinaires/extraordinaires
- Tenue des registres, RCS et formalités
- **Étude de cas** : analyse de PV d'assemblées
- **Pouvoirs et responsabilités des associés et actionnaires**
- Le vote aux assemblées : abus de majorité/de minorité
- Les pactes d'associés/d'actionnaires, les conventions de vote...
- Le droit aux bénéfices et la contribution aux pertes
- **Exercice d'application** : création de statuts et d'un pacte d'actionnaires

#### MODULE 3 Organiser la transformation, la transmission et la fin d'une société

##### Identifier les opérations de transformation et de transmission de sociétés

##### Les grands principes des restructurations

- Fusion, apport partiel d'actif, scission, TUP...
- **Étude de cas** : analyse d'un projet de fusion et calcul d'un rapport d'échange

##### La transmission de sociétés

- Cession, location-gérance de fonds de commerce et location de droits sociaux
- Les cessions d'actions ou de parts sociales : les clauses d'agrément
- **Étude de cas** : examen d'un compromis de vente de fonds de commerce

##### Gérer la fin d'une société

##### La mise en œuvre d'une procédure collective

- La prévention des difficultés
- La cessation des paiements
- La sauvegarde, le redressement et la liquidation judiciaires
- Les créanciers de l'entreprise en difficulté
- La responsabilité des dirigeants

**Mise en situation** : suivi d'une procédure de liquidation simplifiée

##### La mise en sommeil et la dissolution de la société

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**6** jours **43,5** heures

Code 20040

#### Paris

14-15 décembre 2015, 14-15 janvier et 4-5 février + 9 mars\* 2016

11-12 avril, 9-10 mai et 2-3 juin + 5 juillet\* 2016

12-13 septembre, 3-4 octobre et 3-4 novembre + 1<sup>er</sup> décembre\* 2016

12-13 décembre 2016, 12-13 janvier et 2-3 février + 9 mars\* 2017

Tarif HT : 3 450 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## ÇA VOUS PARLE ?

" Bonne synthèse des points communs et différences entre les principales sociétés commerciales. Bonne progression notamment pour bien comprendre les mécanismes permettant de faire évoluer le capital social d'une société. "

Anne K.

SONY MUSIC ENTERTAINMENT

# Pratique de la société anonyme

Respecter les obligations et les règles de gouvernance de la SA



**Si la SA est plutôt réservée aux structures importantes ou du moins à celles qui nécessitent de gros capitaux du fait d'un fonctionnement assez contraignant, c'est parce que cette forme de société rassure les banquiers et les investisseurs. Elle reste par ailleurs la structure incontournable pour une introduction en bourse. Son organisation implique de respecter certaines obligations et un formalisme strict.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser la création et le fonctionnement d'une SA.
- Optimiser l'organisation et l'équilibre des pouvoirs au sein d'une SA.
- Respecter les obligations en matière de transparence et de gestion des relations avec les actionnaires et les institutions représentatives du personnel.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et collaborateurs juridiques
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEUR

Elodie ROLLIN  
Avocat à la Cour  
2L ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

### Module e-learning : Initiation au droit des sociétés

#### Organiser l'exercice du pouvoir au sein de la SA

- Mettre en place les organes de direction
- Garantir l'équilibre des pouvoirs au sein de la SA

**Exercice d'application** : gestion des délégations de pouvoirs

- Appliquer les règles de cumul des mandats

#### Garantir l'organisation des organes de direction

- Optimiser l'organisation du conseil d'administration et des assemblées d'actionnaires
- Analyser les pouvoirs du Comité d'Entreprise (CE)
- Identifier les informations spécifiques à la charge des sociétés cotées

**Exercice d'application** : méthodologie pour mettre en place un reporting fiable extra-financier dans le cadre du rapport de gestion des sociétés cotées

#### Identifier le rôle des organes de direction dans la gestion opérationnelle de la SA

- Analyser les prérogatives des organes de direction en matière de gestion

- Gestion des conventions réglementées
- Exercice d'application** : détermination du caractère réglementé ou non d'une convention

#### Analyser les obligations d'information et de transparence

- Publicité des rémunérations des mandataires sociaux
  - Rédiger le rapport du président sur les travaux du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne
- Exercice d'application** : revue des informations à intégrer dans le rapport sur le contrôle interne
- Le renforcement des droits des actionnaires

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'organiser la répartition des pouvoirs au sein d'une SA.



Code 20027

## Paris

24-25	mars	2016
24-25	octobre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Pratique de la société par actions simplifiée

Maîtriser la constitution, le fonctionnement et la transformation d'une SAS



**La Société par Actions Simplifiée (SAS) se distingue des autres formes sociales par la liberté laissée aux associés de concevoir eux-mêmes les règles de fonctionnement de leur structure. Mais cela implique une grande rigueur quant à l'organisation des pouvoirs en présence et quant à la rédaction des statuts afin d'éviter tout risque de litige.**

## OBJECTIFS

- Rédiger des statuts rigoureux d'une société par actions simplifiée.
- Intégrer les points clés de fonctionnement d'une SAS.
- Maîtriser les règles de transformation d'une SAS.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et collaborateurs juridiques
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEUR

Elodie ROLLIN  
Avocat à la Cour  
2L ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

### Module e-learning : Initiation au droit des sociétés

#### Maîtriser les règles de fonctionnement de la société par actions simplifiée

##### Cerner les enjeux de la SAS par rapport aux autres formes sociales

##### Faire le point sur le capital social, les apports et les modalités de financement des SAS

- Montant du capital social
- Composition et constitution du capital social
- L'offre de titres financiers par une SAS

##### Organiser les pouvoirs de direction

- Choisir les organes dirigeants de la SAS
- Définir la répartition des pouvoirs entre les organes dirigeants
- Organiser la représentation de la SAS vis-à-vis des tiers

- Prévoir des délégations de pouvoir
- Mettre en place un contrôle de la direction
- Identifier les aménagements possibles de la rémunération des dirigeants et le cumul avec un contrat de travail

##### Organiser les pouvoirs des associés

- Déterminer la compétence des associés
- Éviter le risque de nullité des délibérations
- Maîtriser les cessions de titres
- Faire le point sur la clause d'exclusion

##### Analyser les SAS particulières Cerner le régime fiscal de la SAS et de ses dirigeants

**Exercice d'application** : constitution d'une SAS et équilibre des pouvoirs

#### Procéder au règlement des conflits

- Les sanctions applicables en cas d'observation des clauses statutaires
  - Les conflits entre associés
  - Les conflits avec le dirigeant
  - Déterminer les responsabilités des dirigeants
  - Déterminer les responsabilités des associés
- Exercice d'application** : mises en cause de responsabilités de dirigeants ou d'associés

#### Évoluer en société par actions simplifiée

##### Transformer une société en société par actions simplifiée

- Conditions et effets de la transformation
- Transformer une société par actions simplifiée en une autre forme sociale
- Les pouvoirs du commissaire aux comptes et du commissaire à la transformation
- Les clauses statutaires de SAS incompatibles avec une autre forme de société

**Exercice d'application** : transformation en SAS

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de créer et de gérer une société par actions simplifiée.



Code 20049

## Paris

19-20	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Joint venture : choisir la forme juridique adaptée

Réaliser une opération conjointe à plusieurs entreprises

Perfectionnement

Réaliser un projet à plusieurs entreprises implique de choisir une forme juridique adaptée aux objectifs communs. La joint venture doit pouvoir répondre aux éventuelles difficultés liées aux relations entre partenaires et intégrer toutes les répercussions comptables, fiscales et sociales de l'aventure commune.

## OBJECTIFS

- Choisir la forme de joint venture la mieux adaptée dès la phase des pourparlers.
- Rédiger les clauses essentielles d'un accord de coopération.
- Identifier les enjeux fiscaux et sociaux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables fusions-acquisitions
- Avocats

## ANIMATEURS

Tiphaine HUE  
Avocat à la Cour  
  
Nicolas MAUBERT  
Avocat à la Cour  
RIVEDROIT A.A.R.P.I

## PROGRAMME

### Mesurer les impacts des pourparlers et des négociations préalables

- Rédiger une lettre d'intention, un protocole d'accord ou un accord de confidentialité
- Gérer la rupture des négociations
- **Étude de cas** : comparaison de différents modèles de supports écrits de pourparlers

### Choisir la forme juridique de joint venture la mieux adaptée

- La joint venture " sociétaire " ou " contractuelle "
- Les contrats, indivisions ou sociétés sans personnalité morale
- La société avec personnalité morale commune
- Choix du pays d'implantation, structure opaque ou translucide et modalités de réalisation
- **Étude de cas** : analyse de différents exemples représentatifs de joint venture

### Constituer une joint venture

#### Répartir le capital entre partenaires Rédiger un contrat cadre

- Régularité de l'opération contractuelle et définition des objectifs
- Rédaction des statuts, nomination des organes de direction, droits et obligations des parties et fin de la collaboration
- Actes d'acquisition, pacte d'actionnaires et accords accessoires

- Contrats passés entre les partenaires et la joint venture juridique
- **Exercice d'application** : rédaction des clauses principales de constitution d'une joint venture
- **Intégrer les droits de propriété intellectuelle à une joint venture**
- Les droits préexistants
- Les droits de propriété intellectuelle développés dans le cadre de la joint venture et leur sort à la fin de la joint venture
- **Régler les blocages et les conflits**
- Définir la loi applicable à la joint venture
- Identifier les limites du choix
- **Adopter une stratégie fiscale adaptée**
- Mesurer les conséquences fiscales des transferts d'activités
- Déterminer la forme et la localisation de la structure commune
- Intégrer la réglementation des prix de transfert
- Cerner l'acte anormal de gestion et l'abus de droit

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de réaliser une joint venture pour optimiser vos projets communs à plusieurs entreprises.

**2** jours  
**14** heures  
Code 20081

Paris		
7-8	avril	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Maîtrise des formalités légales

Accomplir les démarches légales indispensables aux entreprises



La vie d'une entreprise est jalonnée de différentes formalités légales obligatoires. Il est important de veiller à déjouer quelques pièges récurrents, en particulier les différences de procédures liées aux formes juridiques des sociétés, qui entraînent un allongement des délais, une surcharge de travail et parfois, des pénalités de retard.

## OBJECTIFS

- Intégrer le système des formalités légales afin d'en faciliter les démarches.
- Réunir les pièces obligatoires et respecter les délais légaux selon les formalités à accomplir.
- Remplir les nouvelles liasses en fonction des différentes déclarations au RCS.

## PRÉREQUIS

Avoir des notions en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour non-juristes " (code 20001 p. 134).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et avocats
- Experts-comptables
- Assistants(e)s juridiques
- Toute personne confrontée à la pratique des formalités légales

## ANIMATEUR

Éric LABONNE  
Consultant spécialisé en formalités juridiques  
SARL L & L CONSULTANTS ASSOCIÉS  
Ancien salarié du service juridique du Greffe du Tribunal de commerce de Paris

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Apprendre à rédiger un acte Statuts, acte de vente et procès-verbal Constituer un dossier de création d'entreprise

- Le dépôt de son dossier d'immatriculation
- Attribution du numéro de gestion et du numéro SIREN
- Les démarches pour le travailleur non salarié
- Obtention du K-bis

#### Les formulaires déclaratifs

#### Rédiger une annonce légale

- **Exercice d'application** : rédaction de l'imprimé déclaratif MO et d'une annonce légale de constitution

#### Définir l'opposabilité aux tiers

- Le cas d'une fusion, de la TUP, de la vente de fonds, d'une réduction de capital non motivée par des pertes...
- Assurer la continuité d'une société, notamment pour les partenaires éventuels
- Rôle ponctuel de certains organismes
- Les délais et le formalisme

#### Effectuer les modifications statutaires et non statutaires

#### Définir les conditions de l'inscription ou non au RCS

**1** jour  
**7** heures  
Code 20108

Paris		
29	janvier	2016
18	mai	2016
20	septembre	2016
2	décembre	2016
23	février	2017

Tarif HT : 910 € - repas inclus

#### Analyser les droits et moyens de recours en cas de modification d'établissement dans le cadre des formalités

- Remplissage des nouvelles liasses
- Pièces à fournir, déclarations à faire et conséquences pour les salariés
- Définir quel organisme avertir
- Notification intergreffe
- Nécessité d'une personne nommée responsable pour chaque établissement et autorisations spécifiques
- **Étude de cas** : ouverture, fermeture, transfert d'établissement et transfert de siège (hors ressort et ressort identique)

#### Transformation et restructuration de société : les formalités particulières à accomplir

#### Déposer les actes et les comptes annuels

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'accomplir les formalités légales de base de votre entreprise.

Lyon		
13	mai	2016
25	novembre	2016

# Approbation des comptes annuels des sociétés

Maîtriser la procédure juridique d'approbation des comptes

À l'occasion de l'Assemblée Générale des associés, la procédure d'approbation des comptes annuels représente une étape essentielle de la vie de la société tant pour ses associés/ actionnaires que pour les organes dirigeants. Dans ce cadre, la société doit avoir une vision précise des procédures qui lui sont applicables et qui sont autant de contraintes en matière de gouvernance.

## OBJECTIFS

- Maîtriser la procédure juridique d'approbation des comptes.
- Cerner les enjeux liés à la consultation annuelle des associés et à l'approbation des comptes.
- Résoudre les difficultés posées par l'organisation matérielle de la procédure d'approbation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEUR

Marc MORIN  
Consultant en entreprise  
Ancien Avocat  
Enseignant en droit des affaires à l'Université Paris V

## PROGRAMME

Expertise

### Analyser les modifications récemment intervenues

- Identifier les modifications en droit des sociétés pour les formes sociales suivantes : SAS / SA et SARL
- Intégrer le code de gouvernance AFEP-MEDEF de juin 2013
- Mesurer l'impact de la loi du 2/01/14

### Cerner les points de vigilance principaux

- La rémunération des dirigeants
  - Les mécanismes de contrôle : code AFEP-MEDEF, recommandations AMF et actualité jurisprudentielle
  - L'arrêté des comptes : le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les éléments de l'annexe prévus par le Plan comptable
  - Les modifications affectant l'exercice social
- Partage d'expériences** : échange sur les points de vigilance

### Maîtriser la procédure d'approbation

- Le calendrier des opérations
- L'information sur les transactions des mandataires sociaux
- Les mandats
- Les contenus des différents rapports à établir : de gestion, spécial, informations sociales et relatives à l'environnement

- Le traitement des dividendes
  - L'affectation du résultat
  - La tenue de l'assemblée générale
- Étude de cas** : analyse des réactions à adopter en cas d'opposition d'un groupe d'actionnaires

### Gérer les formalités légales et les obligations en matière de registres sociaux

- Les registres d'assemblées ou des organes sociaux
- Les registres de mouvements de titres
- Le dépôt des comptes au RCS : documents à déposer, à tenir à disposition, sanctions
- Les autres publicités, délais et effet de la publicité
- Les actualisations et nouveautés en la matière

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les outils de la procédure d'approbation annuelle des comptes et d'en comprendre les enjeux en matière de gouvernance pour une société quelconque soit sa forme sociale.

**1** jour **7** heures

Code 20160

Paris		
10	février	2016
20	mai	2016
7	décembre	2016
1 <sup>er</sup>	février	2017

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Conventions réglementées

Anticiper leur contrôle

La loi prévoit des mécanismes d'autorisation préalable et d'approbation de certaines conventions conclues par la société auxquelles les dirigeants ou actionnaires sont parties. La rémunération des dirigeants ou l'octroi des cautions, avals et garanties, sont également réglementés. Ces conventions et engagements réglementés, souvent " intra-groupe ", doivent être traités méthodiquement afin d'éviter les erreurs de qualification juridique ou de procédure ainsi que les omissions d'autorisation ou de contrôle.

## OBJECTIFS

- Déterminer les conventions qui doivent faire l'objet d'une procédure d'autorisation et/ou d'approbation.
- Déterminer les engagements de la société objet d'une réglementation spécifique au plan des sociétés.
- Maîtriser les procédures relatives aux conventions et engagements réglementés.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Sébastien SEGARD  
Avocat à la Cour  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Autodiagnostic** : identification et gestion des conventions et engagements réglementés dans son entreprise

### Identifier le régime des conventions et des engagements selon leur nature

- Les conventions " libres "
- Les conventions interdites
- Les conventions réglementées
- La rémunération des dirigeants et les cautions, avals et garanties

### Maîtriser les procédures de contrôle des conventions réglementées

- Les personnes physiques ou morales directement et indirectement intéressées
  - Les différents types de conventions et engagements visés
  - Le régime d'autorisation et/ou d'approbation applicable pour les différents types de sociétés
  - Les difficultés d'application et les modes de régularisation notamment en cas de non-respect du régime d'autorisation
  - Les responsabilités encourues
- Étude de cas** : identification de conventions réglementées et des procédures de contrôle en pratique et en jurisprudence

### Le cas des conventions intra-groupe : prestations de services, financements, conventions de trésorerie

- Définition des opérations courantes conclues à des conditions normales et prise en compte de l'existence d'un groupe
  - Les conventions de trésorerie et d'intégration
- Étude de cas** : analyse de conventions intra-groupe sanctionnées en jurisprudence

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et de gérer les conventions et engagements réglementés de votre entreprise en maîtrisant les procédures de contrôle.

**1** jour **7** heures

Code 20053

Paris		
19	mai	2016
23	novembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# ADMINISTRATEUR de société

L'administrateur de société (dans un conseil d'administration ou de surveillance) participe à la stratégie globale de développement de la société. Il s'implique dans le fonctionnement de l'entreprise, décide par sa voix des choix à faire, analyse et maîtrise les risques encourus. Cette fonction suppose de solides notions en gestion des entreprises, finance et comptabilité, management et ressources humaines.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles qui régissent le conseil d'administration ou de surveillance.
- Traiter les règles de bonne gestion de l'entreprise.
- Acquérir les bonnes pratiques en tant qu'administrateur.

## ● PRÉREQUIS

Il est recommandé d'avoir de bonnes connaissances en gestion de société.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne appelée à devenir administrateur au sein d'un conseil d'administration ou de surveillance

## ● ANIMATEURS

Laurence MALÈS  
Diplômée d'expertise comptable, Commissaire aux comptes  
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

Marc MORIN  
Consultant en entreprise, Ancien Avocat  
Enseignant en droit des affaires à l'Université Paris V

Jean-Michel ROCCHI  
Consultant en finance

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la pratique du mandat d'administrateur de conseil d'administration ou de surveillance.

## MODULE 1 - 4 jours

Pratique du fonctionnement du conseil d'administration ou du conseil de surveillance

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser le fonctionnement du conseil.
- Mesurer les prérogatives des administrateurs et leurs limites.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 🎯 Quiz amont

#### Maîtriser les règles de composition et de fonctionnement du conseil

##### Analyser la composition du conseil

- Les conditions de nomination des administrateurs
- Le cumul des mandats : pratiquer les règles de comptabilisation
- Le statut de l'administrateur

##### Maîtriser le fonctionnement du conseil

- Les réunions du conseil et la visioconférence
- Le fonctionnement collégial du conseil
- L'information : cerner les droits du conseil
- Les décisions du conseil : délibérations, procédures de vote, contestations et annulations
- Règlement intérieur du conseil

**Exercice d'application** : quiz sur les règles de composition et de fonctionnement du conseil

#### Optimiser les pouvoirs du conseil

##### Déterminer la répartition des pouvoirs au sein du conseil

##### Gérer les différents comités spécialisés

- Comité d'audit : une interface clé entre la direction financière, les commissaires aux comptes et le reste du conseil d'administration
- Le fonctionnement et les résultats selon le comité envisagé
- La composition des comités
- Le transfert d'information entre comités spécialisés et conseil d'administration
- Le rôle tenu par les comités
- Les particularités des comités des rémunérations et des nominations
- La responsabilité des membres des comités

##### Mettre en place des délégations de pouvoirs efficaces

##### Gestion de crise

##### L'assurance personnelle et le droit de retrait

**Étude de cas** : analyse des différents rôles et des jeux d'influence entre les comités d'audits, de rémunérations, de nominations et de conseils

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Stratégie et gestion des risques de la société

### ● OBJECTIFS

- Déterminer une stratégie adaptée à sa société.
- Identifier les risques et opportunités liés à certaines opérations.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Mieux connaître l'entreprise pour mieux l'accompagner

##### Déterminer une stratégie adaptée à sa structure

- Missions du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance
- Type de gouvernance à promouvoir
- La place à accorder à l'actionnaire
- La responsabilisation du conseil
- Le niveau d'information recherché chez les opérationnels : méthode Janus et Executive Scoreboard
- Mesurer l'enjeu juridique de ses décisions
- Le rôle joué par les administrateurs indépendants en pratique
- Organiser la réflexion stratégique du conseil

**Exercice d'application** : quiz sur les outils d'analyse stratégique

##### Évaluer la création de valeur et les risques associés à un projet stratégique

- L'orientation stratégique à adopter
  - Évaluer les risques des projets en cours et à venir
  - Le suivi de l'exécution auprès de la direction
  - La stratégie de l'entreprise par rapport à la stratégie préconisée par l'administrateur
  - La théorie du Chaos
- Étude de cas** : analyse d'un projet stratégique pour une entreprise et mesure des impacts pour celle-ci

##### Mesurer les risques liés aux montages financiers proposés au conseil d'administration

- L'introduction en Bourse (IPO) et émission obligataire (IBO)
- Les offres publiques : OPA, OPE, OPR
- Le changement de périmètre du groupe : opération de croissance externe ou techniques de désinvestissement
- Le risque lié au levier : Financements structurés - LBO, titrisation et SBO, asset et project finance

#### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT - *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 20150

### Paris - Promotion 1

21-22 mars, 14-15 avril, 25 au 27 mai,  
23-24 juin, 12 au 14 septembre,  
21 septembre\* et 12 au 14 octobre 2016

### Paris - Promotion 2

17-18 octobre, 14-15 novembre,  
12 au 14 décembre 2016, 12-13 janvier,  
25 au 27 janvier, 2 février\*  
et 22 au 24 février 2017

Tarif HT : 9 900 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 7 920 €  
repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉ

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 5 jours

Analyse et certification des comptes : maîtriser les points clés

### ● OBJECTIFS

- Analyser les règles d'information financière qui régissent la rédaction du rapport annuel (comptes sociaux et comptes consolidés) et du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques.
- Assimiler la méthodologie du diagnostic financier pour évaluer la pertinence d'un projet.
- Comprendre le rôle et les missions du commissaire aux comptes pour instaurer un mode de fonctionnement efficace.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Maîtriser les états financiers de l'entreprise et le rapport annuel

##### Maîtriser le contenu du rapport annuel

- Arrêté des comptes : les principaux documents comptables et financiers
- Comprendre et analyser le contenu des comptes individuels et des comptes consolidés
- Information des tiers : assurer la transparence financière tout en préservant les intérêts de l'entreprise
- Analyser la performance financière de l'entreprise
- Analyse du résultat et de la structure financière de l'entreprise : les soldes intermédiaires de gestion et les différents types de ratios
- Lien entre le résultat et la trésorerie.
- Intérêt du tableau des flux de trésorerie pour suivre le fonctionnement de l'entreprise
- Lancement d'une activité : rentabilité d'un projet d'investissement et business plan
- Calcul du point mort : distinguer les charges variables des charges fixes - Impact de la sous-activité
- L'effet de levier
- Suivre les autres informations communiquées par l'entreprise
- Les risques et les incertitudes
- Les informations relatives aux responsabilités sociales, sociétales et environnementales
- **Exercice d'application** : lecture et analyse des comptes individuels d'une société et des comptes consolidés d'un groupe

#### Maîtriser le rôle et les missions du commissaire aux comptes

- La certification des comptes
- La vigilance sur la continuité d'exploitation et la procédure d'alerte
- La révélation des faits délictueux
- La lutte anti-blanchiment et anti-terroriste
- La détection des fraudes
- La vigilance sur le respect de l'égalité entre actionnaires
- L'émission de recommandations sur les procédures de contrôle interne
- **Étude de cas** : analyse des rapports des commissaires aux comptes - rapports sur les comptes individuels et consolidés, rapport spécial...

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 3 jours

Rôle, rémunération et responsabilité de l'administrateur

### ● OBJECTIFS

- Analyser la place et l'influence de l'administrateur au sein de sa structure.
- Maîtriser le fonctionnement des rémunérations.
- Anticiper la responsabilité de l'administrateur.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Déterminer les comportements les plus efficaces dans la conduite d'un mandat d'administrateur

- Sortir de sa posture " d'expert " pour se comporter en administrateur à valeur ajoutée
- Les apports de l'administrateur au sein de son Conseil
- Administrer tout en acceptant de ne pas maîtriser 100% des facettes de l'entreprise
- Intégrer des réseaux, un partage d'expérience

#### Renforcer son leadership en tant qu'administrateur

#### Valoriser son expérience professionnelle pour être un administrateur à valeur ajoutée

#### Évaluer et fixer la rémunération des administrateurs en pratique

- Analyser la composition de la rémunération des administrateurs
- Assurer la publicité des rémunérations

#### Situer son rôle et ses responsabilités en tant qu'administrateur

#### Mesurer la responsabilité des administrateurs

- Responsabilité et éthique, charte administrateurs
- Conventions conclues entre un administrateur et la société
- **Exercice d'application** : recherche des conventions réglementées ou non
- Violation de la loi ou des statuts
- Faute de gestion
- Responsabilité particulière en cas de procédures collectives
- Sanctions pénales

#### Identifier les risques en pratique

- **Étude de cas** : analyse des missions d'un administrateur et des risques y afférents

#### 🌐 Quiz aval

# Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises

Sécuriser ces opérations



**Conseiller une société dans ses opérations de cession, d'acquisition et de restructuration requiert une grande maîtrise du droit des sociétés, tant ces opérations sont complexes : négociation et rédaction de lettres d'intention, contrats de cession d'actions et de parts sociales, conventions de garantie d'actif et de passif, pactes d'actionnaires... sont autant d'actes qui nécessitent une grande sécurité juridique.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le processus d'acquisition/cession d'une entreprise dans sa globalité.
- Faire le point sur les aspects juridiques résultant des contraintes financières, techniques et réglementaires afin de réaliser l'opération dans des conditions optimales.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fusions-acquisitions
- Responsables juridiques et juristes
- Avocats et experts-comptables

## ● ANIMATEURS

Henri-Louis DELSOL  
Avocat Associé  
DELSOL AVOCATS

Julien VANDROMME

Avocat Associé  
VALMY AVOCATS AARPI

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser juridiquement les opérations de cession, d'acquisition et de restructuration d'entreprises.**

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Apprécier le contexte de l'opération

- Cession d'actions versus cession d'actifs
- Apports, fusions et scissions
- Apport-cession
- LBO

**Mise en situation** : négociation des clauses essentielles d'une promesse unilatérale de vente

#### Maîtriser le déroulement et rédiger les actes formalisant l'opération

##### Cerner les modalités de l'opération

- Définir le périmètre de l'opération et la structure juridique de l'entreprise
- Opération de gré à gré versus open bid
- L'audit
- L'importance de la confidentialité : les clauses essentielles d'un accord de confidentialité
- Anticiper le calendrier de l'opération : maîtrise des conditions suspensives

##### Définir les contours de l'offre

- Les clauses essentielles d'une lettre d'intention (LOI)
- Le protocole d'accord : Memorandum of Understanding (MoU)
- La convention de break up fee
- Offre ferme ou conditionnelle
- Le contrat de cession : clauses d'ajustement de prix (earn-out) et détermination du prix
- Le recours à expertise

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence actuelle

##### Rédiger les clauses essentielles du pacte d'actionnaires

- Les clauses statutaires versus extra-statutaires
- Les clauses relatives à la gouvernance : conventions de vote, décisions importantes, composition des organes de direction...
- Les clauses relatives aux transferts : maîtriser les clauses d'inaliénabilité, de préemption, de cession forcée, de cession conjointe, de deadlock, de buy-or-sell
- Assurer l'exécution forcée

**Mise en situation** : négociation des clauses essentielles d'un pacte d'actionnaires

##### Maîtriser l'intéressement des cadres : management package

- Définir les supports des management packages : BSAs, stock-options, actions gratuites...
- Anticiper le départ des cadres : les promesses de " good and bad leaver "

##### Gérer la garantie d'actif et de passif

- Définir les garanties légales et vices du consentement
- Identifier les principales déclarations et les mécanismes d'indemnisation
- Maîtriser les mécanismes de franchise : seuil de déclenchement, seuil de minimis, plafond, exclusions usuelles
- Mettre en œuvre la garantie : application en cas de revente des titres, en cas de fusion-absorption... et obligations d'information

**Exercice d'application** : rédaction et négociation d'une garantie d'actif et de passif efficace

### ✔ Quiz aval

**2** jours  
**14** heures

Code 20039

Paris					
28-29	janvier	2016	29-30	août	2016
21-22	mars	2016	17-18	octobre	2016
23-24	juin	2016	8-9	décembre	2016
			30-31	janvier	2017

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Cette formation est de grande qualité, la prestation du formateur y est pour beaucoup. Elle s'adresse tant à des professionnels du domaine juridique qu'à des non-juristes avertis sur les problématiques liées aux acquisitions et restructurations de sociétés. "

Francis R.  
REXEL DEVELOPPEMENT SAS



# Cession de fonds de commerce

Rédiger des contrats de cession

**La cession d'un fonds de commerce est soumise à des formalités rigoureuses dont le manquement peut invalider l'ensemble de l'opération.**

**Aux mentions obligatoires devant figurer dans l'acte de cession, les parties peuvent ajouter des clauses permettant de s'assurer de l'effectivité de la transmission de la clientèle.**

## OBJECTIFS

- Analyser les contrats de vente de fonds de commerce et savoir rédiger toutes les clauses stratégiques.
- Organiser juridiquement la sortie de certains actifs du périmètre du groupe.
- Optimiser les conséquences fiscales et patrimoniales.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Notaires
- Avocats et conseils

## ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT  
Avocat Associé  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Cerner la notion de cession de fonds de commerce et ses enjeux

- Identifier les cas de cession de fonds de commerce
- Différencier la simple cession d'actif et la cession partielle de fonds de commerce
- Choisir entre cession de fonds de commerce et apport partiel d'actifs

### Identifier les précautions préalables

- Rédiger les actes préparatoires au transfert d'un fonds de commerce
- Bien déterminer le périmètre de la cession
- Mesurer les aspects sociaux

### Maîtriser la rédaction des clauses sensibles

- Rédiger l'acte de cession d'un fonds de commerce  
**Exercice d'application** : rédaction des clauses de description des éléments composant le fonds
- Rédiger la garantie d'actif et de passif dans une opération de cession de fonds de commerce

**Exercice d'application** : rédaction des clauses de fonctionnement de la garantie d'actif et de passif

### Sécuriser la mise en œuvre de la cession

- Analyser la procédure d'opposition sur le prix de cession
- Optimiser les conséquences fiscales et patrimoniales
- Rédiger un acte de cession d'actif

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger les clauses sensibles de vos contrats de cession de fonds de commerce.**

1 jour  
7 heures

Code 20060

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
13	octobre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Maîtriser les techniques de restructuration des sociétés

Opérations de fusion, apport partiel d'actif et dissolution sans liquidation



**Les entreprises doivent constamment s'adapter aux contraintes et pressions de leur environnement et les techniques de restructuration permettent de gérer et d'anticiper les changements. Elles peuvent prendre différentes formes : fusion, apport partiel d'actif, dissolution sans liquidation... et emportent de lourdes conséquences juridiques sur la structure de la société et sur son activité.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les modalités juridiques, sociales et financières des opérations de restructuration.
- Sélectionner la technique de restructuration la plus appropriée : fusion par absorption, fusion simplifiée, apport partiel d'actif, dissolution, liquidation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEUR

Véronique GONCALVES  
Avocat à la Cour  
ÉLYSÉE AVOCATS  
Chargée d'enseignement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### La fusion par absorption

##### La phase préparatoire

- Nomination du commissaire à la fusion, consultation du CE et délit d'entrave
- Élaboration du calendrier des opérations
- Préparation du traité de fusion
- Choisir les comptes qui doivent être utilisés
- Apprécier les différences entre la prime de fusion et le boni de fusion

##### La phase de réalisation

- Rôle des commissaires à la fusion
- L'intervention des commissaires aux comptes
- Approbation de la fusion par les actionnaires

##### Les effets de la fusion

- Dissolution sans liquidation de l'absorbée
- Principe de transmission universelle du patrimoine de l'absorbée
- Effet rétroactif ou différé de la fusion
- Cerner en quoi consiste le régime fiscal de faveur  
**Exercice d'application** : calcul d'une parité d'échange et d'une prime de fusion

#### La fusion simplifiée versus la dissolution sans liquidation

- Exercice d'application** : préparation d'un calendrier des opérations relatif à une fusion simplifiée

#### L'apport partiel d'actif

##### L'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions

- Définir la notion d'apport partiel d'actif
- Cerner la notion de branche complète d'activité
- Identifier les bénéficiaires du régime des scissions
- Apprécier les avantages que procure ce régime
- Définir le contenu du traité d'apport
- Cerner la mission du commissaire à la scission

##### L'apport partiel d'actif soumis au régime des apports en nature

- Définir le régime des apports en nature
- Identifier les sociétés concernées par ce régime
- Cerner la mission du commissaire aux apports
- Définir si le régime des apports en nature permet de bénéficier de la TUP
- Bénéficier du régime fiscal de faveur

**Étude de cas** : examen d'un traité d'apport partiel d'actif soumis au régime des apports en nature

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'utiliser à bon escient les techniques juridiques des opérations de restructuration d'entreprises.**

2 jours  
14 heures

Code 20111

Paris		
24-25	mars	2016
27-28	juin	2016
10-11	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus

# Rédiger les pactes d'actionnaires

Pour en garantir le bon fonctionnement



**En complément des statuts de la société, le pacte d'actionnaires est une convention ayant pour objectif d'organiser les relations entre les différents actionnaires en termes de répartition des pouvoirs, de protection des minoritaires et d'évolution de l'actionariat. Sa rédaction requiert beaucoup d'attention afin d'éviter les situations de blocage voire de litige.**

## OBJECTIFS

- Négocier les clauses essentielles et les rédiger en toute sécurité.
- Garantir l'équilibre entre les actionnaires signataires du pacte.
- Maîtriser les modalités de sortie des pactes.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables fusions-acquisitions
- Responsables financiers
- Avocats et notaires

## ANIMATEUR

Laura MALACH  
Avocat à la Cour  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Maîtriser la constitution d'un pacte d'actionnaires

##### Organiser l'exercice du pouvoir au sein du pacte

- Définir les aménagements du droit de vote des actionnaires
- Organiser la répartition des pouvoirs entre investisseurs, administrateurs et dirigeants fondateurs
- Mesurer les obligations d'information financière et commerciale
- Mettre en place l'organisation particulière nécessaire pour le pacte conclu par les managers participant à un LMBO

**Exercice d'application** : les techniques rédactionnelles pour garantir l'efficacité d'une convention de vote

##### Optimiser la composition du capital

- Définir les valeurs mobilières à émettre
- Garantir l'équilibre établi
- Clauses antidilution (full ratchet)
- Clause d'agrément
- Concevoir une clause de préemption adaptée à ses besoins

**Exercice d'application** : rédaction des clauses sur le contrôle d'entrée des nouveaux associés

#### Rédiger au mieux les clauses de répartition des bénéfices

- Définir les formes de dividendes à distribuer et comment aménager le droit à dividendes
- Dividendes intra-groupe
- Cessions d'actions ou de parts sociales
- Assurer l'equity quicker des managers dans un LMBO

**Exercice d'application** : rédaction des clauses aménageant le droit à dividendes

#### Anticiper l'exécution et la sortie du pacte

##### Rédiger des clauses de sortie

**Exercice d'application** : rédaction d'une clause d'offre alternative et d'une clause d'impasse

##### Prévenir les difficultés de mise en œuvre

- Résolution des conflits entre actionnaires
- Violation des clauses de sortie
- Obtenir l'exécution forcée et choisir le débiteur
- Conséquences de la saisie des droits de l'associé
- Résolution judiciaire et dommages et intérêts
- Mise en œuvre de la clause d'arbitrage

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger en toute sécurité juridique les clauses sensibles des pactes d'actionnaires.

2 jours

14 heures

Code 20004

#### Paris

4-5	avril	2016
7-8	juillet	2016
26-27	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Conflits entre associés

Gérer et résoudre les mésententes et litiges entre associés

**Entre des actes de gestion contestables, les droits des actionnaires minoritaires malmenés ou encore les risques de conflits inhérents à une opération de restructuration, les hypothèses ne manquent pas pour voir émerger des dissensions entre les associés. Dès lors, il est essentiel d'anticiper les risques de mésententes pour mieux les encadrer et trouver des solutions acceptables par les différentes parties.**

## OBJECTIFS

- Identifier les conflits possibles avant leur survenance.
- Prendre les bonnes mesures pour gérer les conflits avérés.
- Résoudre et trouver une issue aux conflits.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Notaires

## ANIMATEUR

Laura MALACH  
Avocat à la Cour  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

#### Identifier les principales sources de conflits

- Définir la typologie des opérations de gestion contestables par les associés
- Faire le point sur le risque de non-respect des droits des associés minoritaires ou majoritaires
- Identifier les situations de mésentente dans la gouvernance

**Étude de cas** : analyse des difficultés soulevées par une restructuration du capital

#### Définir les mesures à prendre au cours du conflit

- Transmettre les informations sociales : les droits des associés
- Contester une opération de gestion
- Identifier les droits des associés lors des assemblées générales
- Réaliser une opération de restructuration du capital sans risque
- Définir les droits des associés vis-à-vis des commissaires aux comptes
- Mesurer les risques pour les dirigeants
- " Sanctionner " le harcèlement d'un associé

**Étude de cas** : analyse de la tendance jurisprudentielle

#### Résoudre les conflits

- Organiser l'exclusion ou le retrait d'un associé
- Valoriser les titres de l'associé sortant

**Exercice d'application** : rédaction des clauses de prix de cession

- Organiser la dissolution de la société

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer efficacement et de résoudre les conflits entre associés pour assurer au mieux la continuité de l'entreprise.

1 jour

7 heures

Code 20151

#### Paris

13-14	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Garanties de passif

Négocier, rédiger et exécuter ses clauses de garantie

**La prise de participations ou l'acquisition d'une société doit passer par l'élaboration d'une clause de garantie dont la négociation et la rédaction doivent être particulièrement réfléchies.**

**Par ailleurs, face à la nouvelle donne économique, la mise en jeu des garanties de passif est en forte augmentation, aussi importe-t-il d'anticiper les mécanismes de mise en œuvre et du contentieux.**

## OBJECTIFS

- Analyser les déclarations et les clauses sensibles et savoir les rédiger.
- Identifier les différentes techniques garantissant l'exécution de la garantie.
- Maîtriser et anticiper les incidents susceptibles d'être rencontrés lors de la mise en jeu de la garantie.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises " (code 20039 p. 144).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats

## ANIMATEUR

Philippe TORRE  
Avocat Associé  
REINHART MARVILLE TORRE  
Coauteur de l'ouvrage " Les garanties de passif "  
Éditions EFE

## PROGRAMME

Expertise

### Optimiser ses négociations

- Définir pour quelle garantie opter
- Maîtriser les critères juridiques et fiscaux pouvant influencer son choix
- Acheteur, vendeur : trouver le point d'équilibre de ses négociations

**Partage d'expériences** : les conseils à donner au vendeur et à l'acheteur

### Élaborer et rédiger ses garanties avec précision

- Examiner les déclarations à envisager
- Déterminer la valeur juridique des déclarations et des annexes
- Faire le point sur les différents éléments de la garantie et analyser les clauses les plus fréquentes

**Exercice d'application** : élaboration d'une liste de déclarations et analyse des clauses potentiellement inadéquates

### Garantir et assurer l'exécution des garanties de vendeur

Maîtriser les conditions de leur mise en jeu

Négocier une " garantie de la garantie " pour garantir leur exécution

- Identifier les techniques utilisées : rétention d'une partie du paiement, nantissement de droits sociaux, cautionnement...

- Cerner leur utilisation en fonction des opérations envisagées
- Déterminer la durée et le montant de la garantie de la garantie
- Les mises en jeu de la garantie opérées à titre conservatoire

### Limiter le contentieux des garanties de passif

- Identifier les risques majeurs de litiges
  - Analyser les difficultés nées de l'interprétation des garanties et leur champ d'application
  - Prévenir le déroulement des litiges dès la rédaction des conventions
- Étude de cas** : examen des motifs de contentieux le plus couramment rencontrés en pratique
- Exercice d'application** : à partir d'un cas concret, les participants déterminent la technique la mieux adaptée à l'opération envisagée

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'éviter les principales causes de nullité ou d'inefficacité d'une garantie de passif.

2 jours  
14 heures

Code 20036

## Paris

13-14	avril	2016
19-20	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté

Choisir la procédure adaptée en mesurant les risques

**Dans un souci d'efficacité renforcée, le législateur a profondément réformé les outils de prévention des difficultés de l'entreprise. C'est pourquoi il est indispensable aux créanciers de bien maîtriser les différentes solutions d'assistance aux entreprises défaillantes.**

## OBJECTIFS

- Identifier et analyser les difficultés de l'entreprise.
- Sélectionner et mettre en œuvre la procédure la plus pertinente en fonction des difficultés rencontrées par l'entreprise.
- Décider de l'ouverture d'une procédure de mandat ad hoc, de conciliation ou de sauvegarde.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services juridiques et contentieux
- Avocats et conseils
- Experts-comptables

## ANIMATEUR

Dimitri SONIER  
Avocat à la Cour  
CABINET SONIER LAVRILLEUX

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier les difficultés de l'entreprise

- Détecter les éléments d'alerte en interne et en externe
- Utiliser les outils de gestion et de pilotage de l'activité
- Réaliser des diagnostics pour prendre les mesures de restructuration adéquates

### Choisir la procédure la mieux adaptée à la situation de difficulté rencontrée

#### Le mandat ad hoc

- Les conditions d'ouverture et les principales caractéristiques du mandat ad hoc
- L'ordonnance de désignation du Président du tribunal de commerce
- La mission du mandataire ad hoc

#### La conciliation

- Les conditions d'ouverture et les principales caractéristiques de la conciliation
- La mission du conciliateur
- La signature du protocole de conciliation
- Le privilège de new money
- La constatation ou l'homologation du protocole de conciliation

**Étude de cas** : maîtrise et optimisation de la procédure de conciliation, la nécessaire unanimité des parties, le bénéfice de la confidentialité, l'utilité de l'homologation, la rédaction du protocole d'accord...

### La procédure de redressement judiciaire

- Les principales caractéristiques du redressement judiciaire
- Le rôle de l'administrateur judiciaire
- Le sauvetage de l'entreprise

#### La procédure de sauvegarde

- Caractéristiques et éligibilité à la sauvegarde
- La période d'observation et les organes de la procédure

**Étude de cas** : analyse d'exemples de difficultés insurmontables

- La sauvegarde transfrontalière et le règlement communautaire
- Étude de cas** : analyse de l'arrêt Coeur Défense

- Le plan de sauvegarde arrêté par jugement

#### La sauvegarde financière accélérée

#### La sauvegarde accélérée

- Innovation et caractéristiques de la sauvegarde accélérée
- Conséquences de son application

#### Mesurer les risques encourus

- Les risques de nullité de certains actes
- Les risques de mise en jeu de responsabilité

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure de choisir la procédure la mieux adaptée à la situation de difficulté rencontrée.

1 jour  
7 heures

Code 20138

## Paris

23	mars	2016
30	septembre	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Procédures collectives

Maîtriser les procédures propres aux entreprises en difficulté



**Le droit des procédures collectives est en constante mutation, aussi les entreprises confrontées à des difficultés doivent-elles maîtriser les dispositifs législatifs et/ou administratifs pour réagir vite et bien. Si les mesures préventives, toujours plus efficaces au fur et à mesure des réformes, s'avèrent insuffisantes, il convient alors d'envisager les différentes procédures collectives.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser l'incidence des textes les plus récents dans le domaine de la prévention et du traitement des entreprises en difficulté.
- Mettre en place un plan de redressement ou organiser une cession d'entreprise.
- Faire le point sur les droits particuliers des créanciers et des autres partenaires de l'entreprise dans le cadre d'une procédure préventive ou collective.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté " (code 20138 p. 147).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services juridiques et contentieux
- Avocats et conseils
- Experts-comptables

## ● ANIMATEUR

Marc MORIN  
Consultant en entreprise, Ancien Avocat  
Enseignant en droit des affaires à l'Université Paris V

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser juridiquement la prévention et le traitement des entreprises en difficulté.**

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser les mécanismes applicables aux entreprises en difficulté

##### Prévention des difficultés : identifier les nouveaux instruments juridiques

- Détecter les difficultés : intensification des mesures
- Mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde... : choisir la procédure de prévention adaptée aux difficultés des entreprises
- La procédure de sauvegarde : recours, issues et comités de créanciers
- La Sauvegarde Financière Accélérée (SFA) et la Sauvegarde accélérée

**Étude de cas :** la notion de cessation des paiements, " curseur stable " des procédures collectives

##### Gérer la période d'observation

- Poursuivre les contrats en cours ou les résilier
- Les plans de sauvegarde ou de continuation : les choix à faire
- Organiser une cession : le contenu à envisager
- Du redressement à la liquidation : définir les conditions
- Le maintien de l'activité en cas de liquidation judiciaire

**Étude de cas :** examen d'un plan de sauvegarde

##### La liquidation judiciaire

- Distinguer le régime de droit commun des régimes simplifiés
- Les conditions d'ouverture
- La vente des actifs
- La vérification du passif
- Le projet de répartition

##### La procédure de rétablissement professionnel

#### Identifier les droits des créanciers dans le cadre d'une procédure collective

##### Déterminer les droits des créanciers munis de garanties réelles et personnelles

- Intégrer les règles de fonctionnement des comités de créanciers
- Faire jouer ses garanties réelles et personnelles : actions en restitution et en revendication de biens
- Sûretés réelles : mesurer l'étendue des droits des créanciers
- Les hypothèses et les incidences de la substitution de garantie
- Mettre en œuvre une clause de réserve de propriété
- L'intérêt de la fiducie

##### Adopter une stratégie efficace en tant que créancier

- La mise en œuvre du cautionnement
- La garantie à première demande
- Maîtriser les voies d'actions à l'encontre du codébiteur

##### Nouvelle prérogative des créanciers : proposition de plan alternatif

#### Mesurer l'étendue des responsabilités des dirigeants et des partenaires de l'entreprise

##### L'immunité de l'article 650-1 du Code du commerce

##### Loi du 12 mars 2012 ou loi Pétroplus

##### Responsabilité civile

- Les risques de gestion de fait pour le dirigeant et pour le banquier
- Les sanctions patrimoniales

##### Responsabilité pénale

- Les risques de banqueroute et les autres sanctions pénales
- Limiter la responsabilité du dirigeant

**Étude de cas :** la notion de faute et/ou de fraude

### ✔ Quiz aval



Code 20025

Paris			Lyon		
25-26	janvier	2016	30 juin-1 <sup>er</sup> juillet		2016
4-5	avril	2016	8-9	décembre	2016
7-8	juillet	2016			
26-27	septembre	2016			
15-16	décembre	2016			
26-27	janvier	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS

- **2 123 procédures amiables** ont été ouvertes en 2013 (contre 1 981 en 2012) et **4 124 procédures collectives** ont été ouvertes en 2013 (contre 3 713 en 2012) au Tribunal de commerce de Paris
- Plus de **3,5 milliards d'euros de dette** ont été renégociés dans le cadre d'une procédure amiable en 2013 (contre 2,4 milliards d'euros en 2012)
- **12 790 sociétés ont été placées en redressement judiciaire** au quatrième trimestre 2013 (en hausse de 7,5% par rapport au troisième trimestre 2012)



# Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1

Comprendre les bases des contrats d'affaires



**Sans en avoir réellement conscience, de nombreux salariés concluent tous les jours de nouveaux contrats dans le cadre de leur fonction, puisque dès que l'on se met d'accord sur la chose et sur le prix, il y a contrat. Dès lors, il importe d'identifier à quelle étape d'une négociation on se retrouve lié, d'apprécier les conséquences éventuelles de telle mention, ou encore de préparer la fin du contrat.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les réflexes juridiques indispensables dans toute négociation.
- Cerner les principes fondamentaux qui régissent la vie d'un contrat.
- Maîtriser les clauses essentielles d'un contrat d'affaires.

## PRÉREQUIS

Avoir connaissance de contrats dans sa pratique quotidienne.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne, sans formation juridique initiale, souhaitant acquérir les bases du droit des contrats et les réflexes juridiques indispensables à la conclusion de contrats

## ANIMATEUR

Eloïse URBAIN  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la portée et les conséquences de vos contrats d'affaires.**

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un contractant et je prépare au mieux la conclusion du contrat que je suis entrain de négocier.

Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Maîtriser le droit commun des contrats

##### Identifier les caractéristiques des contrats

- Définir les grandes familles de contrats
- Différencier contrats nommés et innommés, contrats synallagmatiques et unilatéraux, contrats à titre onéreux et à titre gratuit...
- Les contrats d'adhésion : identifier les particularités

##### Distinguer le contrat de droit commun des autres contrats

- Les critères du contrat de droit commun
- Définir les règles applicables

##### Les règles de qualification des contrats

##### Le guide du négociateur : les règles essentielles à connaître

- Déterminer à quelles conditions un accord constitue ou non un contrat
- Mesurer le risque d'être poursuivi alors que le contrat n'est pas conclu
- Le rôle déterminant de la qualification donnée au contrat
- Identifier les documents précontractuels usuels et les moyens de prospecter et de s'informer
- Les obligations attachées à la période de négociation
- Définir le choix qui s'offre après les négociations
- Les responsabilités en cas de rupture des pourparlers

**Exercice d'application** : classification des différents contrats présentés et identification des effets de leur qualification

#### Conclure un contrat et en maîtriser la portée et ses conséquences

##### Identifier les conditions de validité d'un contrat

- Les modalités d'échange des consentements
- Erreur, dol, violence : les éléments constitutifs
- L'objet du contrat : détermination de la chose et du prix

##### Cerner la structure d'un contrat et son contenu

- Définir l'architecture type d'un contrat
  - Identifier les documents annexes au contrat
  - Les clauses contractuelles communes
  - Apprécier les dispositions et les mentions obligatoires
  - Obligations de moyens, obligations de résultat : définir les différences et les conséquences
  - Retard de paiement, garanties, responsabilité et pénalités
- Exercice d'application** : lecture d'un contrat et analyse commentée de son contenu

##### Identifier les effets du contrat

- La force obligatoire du contrat
- Révision ou terme du contrat : définir les modalités et le recours en cas d'absence de clause
- Inexécution : identifier les solutions et mesurer les responsabilités
- Prévenir les litiges
- Recours amiable ou contentieux : identifier les paramètres de choix
- Définir les clauses pénales

### Quiz aval



Code 20012

Paris			Lyon		
28-29	janvier	2016	14-15	mars	2016
14-15	mars	2016	17-18	octobre	2016
23-24	juin	2016			
17-18	octobre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016			
30-31	janvier	2017			

Tarif HT : 1 360 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 090 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Un bon tour d'horizon du droit des contrats, éclairé d'exemples concrets tirés de l'expérience du formateur, permet de corriger les mauvaises pratiques et de mettre des atouts de son côté en cas de conflit avec un co-contractant. "

Christophe L.  
GDF SUEZ

# Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 2

Négocier les clauses principales d'un contrat d'affaires



**Les contrats comportent régulièrement des clauses dont les conséquences peuvent se révéler très désavantageuses pour l'une des parties. Aussi, est-il indispensable d'envisager, de repérer et d'adapter ces clauses clés dès le stade des négociations, avant de s'engager en toute connaissance de cause.**

## OBJECTIFS

- Structurer et maîtriser la conduite des négociations contractuelles.
- Repérer et négocier les clauses essentielles d'un contrat.
- Examiner les obligations de chaque cocontractant.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne, sans formation juridique initiale, souhaitant acquérir les bases du droit des contrats et les réflexes juridiques indispensables à la conclusion de contrats

## ANIMATEUR

Clémentine BEHAR  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser la conduite des négociations

- Mener des négociations " informelles " ou les structurer contractuellement
  - Distinguer entre pourparlers, offres, conventions de négociations et avant-contrats
  - Qualifier le devis et le cahier des charges
  - Prendre les précautions relatives aux documents échangés en cours de négociation et portée des documents commerciaux
- Exercice d'application** : rédaction de clauses autour d'un appel d'offres, d'une offre, d'une acceptation, d'une contreproposition...

#### Déterminer les devoirs et obligations qui s'imposent en cours de négociation

##### Cerner le devoir d'information, de conseil et de mise en garde du partenaire

- Vérifier l'identité, la capacité et le pouvoir du cocontractant qui s'engage
- Obligation de renseigner autrui et de se renseigner soi-même

##### Faire le point sur le devoir de loyauté

- Sincérité et cohérence
- Respect de la confiance légitime du partenaire

##### Identifier la répartition des obligations à la charge des parties

- Clauses de paiement, de loi applicable, de compétence, de prix, de délais, d'exclusion ou de limitation de responsabilité

### Déterminer la chose et le prix

- Analyser les clauses négociables
- Mise en situation** : négociation des clauses pécuniaires
- Garantir l'exécution de ses contrats**
- S'assurer de la bonne exécution**
- Clauses de collaboration
  - Clauses d'exécution
  - Clauses d'information
  - Modification du contrat en cours d'exécution
- Déterminer le suivi du contrat**
- Identifier les pièges à éviter
  - Formulation de réserves
  - Clauses de confidentialité

### Prévoir le sort de ses contrats

- Durée du contrat
  - Transfert du contrat ou d'une créance
  - Réparation des dommages
- Étude de cas** : analyse de clauses extraites de contrats afin de déterminer à qui elles sont favorables et pourquoi

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de négocier les clauses essentielles de vos contrats d'affaires pour vous engager en limitant les risques.**



Paris		
31 mars-1 <sup>er</sup> avril	2016	
30-31 mai	2016	

7-8	juillet	2016
20-21	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Code 20022

# Droit des contrats pour commerciaux

Négocier avec ses clients en toute sécurité



**Négocier n'est plus le privilège des juristes. L'entreprise demande aujourd'hui à ses commerciaux de négocier les contrats avant même l'intervention des juristes d'entreprises. Les responsables commerciaux, ingénieurs d'affaires sont donc au cœur du processus contractuel sans pour autant y avoir été formés. Les opérationnels doivent se familiariser avec les notions juridiques et posséder les outils nécessaires au succès de leurs négociations.**

## OBJECTIFS

- Identifier et analyser les clauses clés des contrats.
- Déjouer les pièges de certaines clauses.
- Négocier ses contrats tout en gardant la maîtrise des risques.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans la négociation de contrats.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Commerciaux
- Toute personne amenée à négocier des contrats à travers son activité et qui souhaite en déjouer les pièges

## ANIMATEUR

Cécile VERNUDACHI  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Identifier les différentes formes de contrats

- Conditions de validité du contrat
- Les différentes formes de contrats
- Divers contrats

#### Maîtriser les risques et les limites de son engagement contractuel

##### Les risques lors de la phase des négociations

- Analyser les risques potentiels avant la signature du contrat
- Identifier le moment précis où vous êtes engagé

##### L'étendue des risques encourus par rapport à une offre de prix

- L'offre de prix par téléphone
- Le devis, le bon de livraison, livraison en retard

##### L'exécution du contrat

- **Exercice d'application** : identification des risques encourus dans certaines clauses types

##### L'analyse des risques encourus par rapport au produit ou à la prestation non conforme aux attentes du client

**Exercice d'application** : analyse des conséquences concrètes des clauses négociées par le responsable commercial

#### Analyser les enjeux en matière de responsabilité

- Les conditions retenues pour engager sa responsabilité
  - Limiter sa responsabilité : les outils
  - Faire le point sur les preuves utilisées dans les contrats
- Étude de cas** : analyse des preuves utilisées pour retenir la responsabilité de l'entreprise prestataire
- Sanctions possibles issues de l'inexécution du contrat

**Étude de cas** : analyse des conséquences concrètes pour les parties de l'exécution sous astreinte du contrat

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation vous serez en mesure de négocier vos contrats en toute sécurité tout en gardant la maîtrise des risques.**



Code 20139

Paris		
3 au 5	février	2016
6 au 8	juin	2016
16 au 18	novembre	2016
22 au 24	février	2017

Tarif HT : 1 860 € - repas inclus

# Maîtriser la pratique du droit des contrats

Niveau 1 - Pour juristes



**Le droit des contrats est soumis à trois grands principes fondamentaux : la liberté contractuelle (dans les limites de la loi), le consensualisme et la force obligatoire des contrats. De l'identification des obligations contractuelles à la fin du contrat, le juriste se doit de faire preuve de la plus grande vigilance dans la rédaction des contrats d'affaires pour limiter les risques de mauvaise exécution ou de contentieux.**

## OBJECTIFS

- Aménager l'étendue des obligations contractuelles.
- Déterminer les conditions financières des contrats.
- Gérer l'évolution et l'avenir de la relation contractuelle.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Toute personne souhaitant améliorer ses connaissances et sa maîtrise de la rédaction des contrats d'affaires

## ANIMATEUR

David BAKOUCHE  
Professeur agrégé des facultés de droit  
UNIVERSITE PARIS XI

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### Mesurer l'étendue des obligations contractuelles

##### Obligations de conseil, d'information et de sécurité : mesurer les enjeux pour les entreprises

- Cerner les contours de l'obligation de conseil
- La différencier de l'obligation d'information
- L'obligation de sécurité à la charge du vendeur
- Apprécier les sanctions en cas de non-respect

##### La responsabilité des parties au contrat : aménager l'étendue des engagements

- Les clauses de responsabilité : obligation de moyens ou de résultat, clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité
- L'événement de force majeure : gérer l'aléa
- Responsabilité et assurance
- **Étude de cas** : analyse de garanties d'exécution des obligations
- Notion de faute et mise en cause de la responsabilité
- Absence de résultat ou résultat défectueux
- L'encadrement de l'aléa dans le contrat

#### Gérer au mieux les effets du contrat et son évolution

##### La propriété au sein du contrat : mesurer les difficultés rencontrées en pratique

#### Définir l'efficacité du contrat entre les parties et à l'égard des tiers Gérer dans le temps la relation contractuelle

- Définir la durée pour son contrat
- Mesurer les conséquences de la tacite reconduction
- Déterminer la date d'expiration du contrat
- La rupture des relations
- Mesurer l'impact de la résiliation abusive
- **Étude de cas** : analyse de la responsabilité du débiteur contractuel, les clauses relatives à la responsabilité
- Définir et aménager le changement dans la personne du cocontractant
- Cerner l'intérêt de prévoir une autorisation de transfert
- Organiser une cession en l'absence de clause de transfert
- Devenir du transfert des contrats lors des opérations de réorganisation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de détecter les pièges que comporte habituellement toute rédaction de contrat.

2 jours 14 heures

Code 20072

Paris			Lyon		
14-15	mars	2016	16-17	juin	2016
16-17	juin	2016	1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
6-7	octobre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016			

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Perfectionner la pratique du droit des contrats

Niveau 2 - Pour juristes

**Afin de garantir l'exécution des obligations contractuelles ou de se protéger d'un éventuel contentieux, un contrat d'affaires bien rédigé est indispensable. Le juriste doit donc mesurer le niveau de risque de chaque clause contractuelle et prendre des précautions rédactionnelles quant aux clauses dites sensibles, pour sécuriser les relations commerciales.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les précautions dont il faut s'entourer lors de la phase précontractuelle.
- Rédiger les clauses sensibles des contrats d'affaires.
- Optimiser la prévention et la gestion des litiges liés à l'exécution du contrat.

## PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 pour juristes " (code 20072 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Toute personne souhaitant perfectionner ses connaissances et sa pratique des contrats d'affaires

## ANIMATEUR

David BAKOUCHE  
Professeur agrégé des facultés de droit  
UNIVERSITE PARIS XI

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### De la phase précontractuelle à la phase contractuelle : sécuriser la négociation et la rédaction des contrats

##### Conduire une négociation : les précautions juridiques

- S'assurer de l'aptitude juridique des parties au contrat
- Choisir un contrat préparatoire en adéquation avec ses projets
- Offre, promesse et autres avant-contrats
- La portée des obligations à respecter
- Violier un devoir de loyauté et de sincérité, une obligation de confidentialité et de renseignement
- Accord de confidentialité
- Analyser les responsabilités encourues en cas de rupture des pourparlers
- **Étude de cas** : analyse de la jurisprudence, élaboration d'un guide des négociations et erreurs à ne pas commettre
- Rédiger un contrat, clause par clause
- Qualifier un contrat et déterminer la loi applicable
- Recourir efficacement aux conditions suspensives et résolutoires
- La durée dans le contrat

- Rédiger au mieux les dispositions visant à organiser le traitement des litiges éventuels
- Aménager l'étendue de ses engagements et le partage de responsabilité
- Les clauses de prix et les garanties
- **Exercice d'application** : analyse commentée et rédaction des clauses particulières des contrats

#### Mesurer l'impact commercial, juridique et financier des clauses

#### Sécuriser l'exécution de ses contrats

- Intégrer l'aléa de la force majeure et le gérer
- Reconnaître l'efficacité des clauses pénales et s'aménager une indemnisation en cas de manquement
- Anticiper le cas d'une inexécution partielle
- Pénalités et astreintes
- Conciliation, médiation et arbitrage
- Utiliser les outils juridiques adéquats

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de détecter les pièges de manière à rédiger vos contrats en toute sécurité juridique.

2 jours 14 heures

Code 20013

Paris			Lyon		
24-25	mars	2016	27-28	juin	2016
27-28	juin	2016	15-16	décembre	2016
25-26	août	2016			
17-18	octobre	2016			
15-16	décembre	2016			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus



# PANORAMA 2016 DU DROIT DES CONTRATS

Quelles sont les **dernières évolutions réglementaires et jurisprudentielles** en matière de droit des contrats ? Que faut-il retenir des **dernières réformes** ? Quels sont les **usages reconnus** et les **bonnes pratiques** ? Parce que le droit des contrats d'affaires est une matière vivante en perpétuelle évolution, il est nécessaire de se mettre régulièrement à jour des nouvelles techniques pour sécuriser sa pratique professionnelle.

EFE organise le **10<sup>e</sup> rendez-vous annuel du Panorama du droit des contrats** vous permettant de faire le point sur toutes les nouveautés de l'année écoulée. Cette conférence est animée par le **Professeur Mousseron** qui vous livrera son analyse et vous fera partager son expertise.



Plus de 450 participants  
en 9 ans !  
Et vous ?

À l'issue de cette formation,  
vous saurez concrètement :

- négocier et rédiger les clauses clés de vos contrats à la lumière des dernières jurisprudences
- maîtriser les conséquences des réformes de l'année et faire le point sur les nouvelles pratiques

Pour vous inscrire, contactez-nous :

**01 44 09 25 08**

**infoclient@efe.fr**

### Parmi les témoignages...

" Excellent orateur qui maîtrise parfaitement la matière juridique, dossier très complet "

**PLASTIC OMNIUM GESTION**

" Bonne synergie intervenant/stagiaires " **CEA**

" Intervention très pertinente et détaillée, dynamique et pratique " **LISI AEROSPACE**



# Maîtriser l'essentiel du droit des contrats

Cycle long de perfectionnement des connaissances



**Le droit des contrats est un outil de gestion aux conséquences juridiques et économiques essentielles pour l'entreprise. Sa maîtrise permet de sécuriser, de rédiger et de garantir au mieux l'évolution des accords tant dans la formation du contrat, que dans sa validité, ses effets, et les responsabilités encourues.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les aspects juridiques d'une négociation précontractuelle et en cerner les enjeux.
- Identifier les précautions à prendre dans la rédaction des clauses principales des contrats.
- Mesurer les effets des contrats et anticiper les risques d'inexécution.

## PRÉREQUIS

Avoir des bases en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance du droit des contrats

## ANIMATEUR

Grégory MOUY  
Avocat à la Cour  
CABINET MOUY

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les problématiques propres à chacune des phases de l'opération contractuelle et disposerez, pour y répondre, de tous les outils nécessaires.**

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### MODULE 1 Réussir la phase précontractuelle

##### Cerner les enjeux d'une négociation précontractuelle

##### Intégrer les étapes d'une négociation et analyser les documents précontractuels

- Contrôler la capacité juridique des parties
- Choisir des contrats préparatoires associés aux pourparlers

##### Identifier les obligations liées à la phase de négociation

- Sincérité, bonne foi, liberté...
- La sanction du juge en cas de violation

##### Rupture abusive des pourparlers : identifier les responsabilités encourues

- L'intention de nuire ou la mauvaise foi de l'un des partenaires
- La réparation du préjudice

##### Focus sur le problème des contrats de confidentialité

##### Assurer la confidentialité des informations échangées

- Définir les informations confidentielles
- Réciprocité ou non de l'obligation de confidentialité, sa durée...
- Conséquences et sanctions encourues en cas de violation

##### Identifier les moyens

- Insérer une clause contractuelle
- Opter pour un simple engagement de confidentialité

**Exercice d'application** : qualification des avant-contrats et analyse de clauses essentielles

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser la phase contractuelle

##### Conclure un contrat en toute sécurité

##### Intégrer les préalables essentiels à la formation du contrat

- Prendre les précautions nécessaires dans la rédaction du préambule et des annexes du contrat
- Obligations de moyens/de résultat
- La portée des obligations d'information et du devoir de conseil
- Clauses d'intégralité

##### La formation du contrat : définir où, quand et comment

- L'offre et l'acceptation et la contre-offre
- Les règles applicables en l'absence d'accord des parties
- Clauses de forme

##### Étudier les points clés de la rédaction d'un contrat

##### Analyser les clauses essentielles

- L'objet du contrat
- Le recours aux conditions suspensives et résolutoires
- Les clauses de prix et de durée
- Les pénalités et astreintes

##### Recourir aux clauses particulières

- Les clauses de hardship
- Les clauses de reconduction et de prorogation

##### Identifier les clauses spécifiques à certains contrats

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat, ses clauses communes, ses clauses sensibles et spécifiques

### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Identifier les effets du contrat

##### Mesurer la portée juridique du contrat

##### L'interprétation du contrat : identifier les écueils à éviter

##### La force du contrat entre les parties

- La force obligatoire/l'effet relatif du contrat
- Transférer la propriété, les risques et les obligations
- Réviser ou mettre un terme au contrat
- Faire le point sur les clauses d'exécution forcée en nature

##### Assurer l'efficacité du contrat

##### Assurer l'exécution du contrat : les outils juridiques

- Exécution forcée et mesures conservatoires
- Le recours contentieux : définir les sanctions
- Le risque pénal : l'infraction et la mise en cause pénale

##### Anticiper les risques d'inexécution

- Inexécution partielle : mesurer l'efficacité des clauses pénales
- Le retard d'exécution et la force majeure
- Organiser le règlement des litiges éventuels
- Régler à l'amiable les litiges : conciliation, médiation et arbitrage
- Les clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité
- Les garanties et l'assurance : définir ce qu'il faut prévoir

**Exercice d'application** : analyses de clauses spécifiques et les aménagements contractuels de l'inexécution

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**6** jours **43,5** heures

Code 20043

### Paris

7-8 décembre 2015, 11-12 janvier et 4-5 février + 18 mars\* 2016

4-5 avril, 9-10 mai et 2-3 juin + 5 juillet\* 2016

15-16 septembre, 10-11 octobre et 14-15 novembre + 14 décembre\* 2016

5-6 décembre 2016, 5-6 janvier et 2-3 février + 8 mars\* 2017

Tarif HT : 3 450 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# JURISTE spécialisé en droit des contrats

De nombreux juristes sont confrontés quotidiennement à la négociation et à la rédaction de contrats. Dès lors, pour rédiger des contrats adaptés aux objectifs de l'entreprise et intégrer dans sa pratique au quotidien les bonnes techniques contractuelles, il est indispensable de maîtriser toutes les subtilités de cette matière.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles qui régissent le droit des contrats.
- Rédiger les contrats dans le cadre de son activité.
- Acquérir une compétence d'ensemble du processus contractuel, de la négociation à l'extinction du contrat.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances de base en droit des contrats.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes souhaitant obtenir une spécialisation en droit des contrats

## ● ANIMATEUR

Grégory MOUY  
Avocat à la Cour  
CABINET MOUY

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger en toute sécurité tous les contrats d'affaires qui concourent à l'activité de votre entreprise.

## MODULE 1 - 3 jours

### La négociation du contrat

#### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les droits et obligations des parties lors de la phase de négociation du contrat.
- Mesurer la valeur des pourparlers.
- Optimiser l'utilisation des avant-contrats pour sécuriser la phase de négociation du contrat.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

##### 🎯 Quiz amont

##### 📖 Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### Maîtriser les principes gouvernant la négociation du contrat

##### Identifier le comportement des parties lors de la négociation du contrat

- La liberté de rompre les pourparlers
- Les exceptions au principe : les devoirs de loyauté et de cohérence pesant sur les parties
- L'indemnisation du préjudice en cas de rupture fautive des pourparlers

##### Analyser les précautions à prendre lors de la négociation du contrat

- Identifier la personne habilitée à négocier le contrat dans l'entreprise
- Cerner à quelles conditions un échange de correspondances peut constituer un contrat

**Exercice d'application** : détection des comportements normaux et des comportements déloyaux lors de la négociation du contrat

#### Mesurer les atouts et les contraintes liées à la conclusion d'un avant-contrat

##### Dresser la typologie et la présentation des principaux avant-contrats

- La promesse unilatérale et synallagmatique
- Le pacte de préférence, l'accord préliminaire et l'accord de principe

##### Déterminer les sanctions encourues en cas d'inexécution de l'avant-contrat

- Le régime juridique des avant-contrats
- Le problème de l'exécution forcée de l'avant-contrat et le versement de dommages et intérêts

**Exercice d'application** : analyse d'un échange de correspondances, qualification retenue et détermination du régime juridique applicable

##### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 4 jours

### La formation du contrat

#### ● OBJECTIFS

- Maîtriser le processus de formation du contrat.
- Identifier les conditions de validité du contrat.
- Rédiger les clauses essentielles du contrat.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

#### De l'échange des consentements à la validité du contrat

##### Analyser l'expression du consentement

- Les modalités d'échange des consentements : l'offre et l'acceptation
- L'étendue de l'acceptation : la valeur juridique des documents annexes et des conditions générales de vente ou d'achat
- Le droit de repentir octroyé à certaines catégories de contractants

##### Cerner les conditions de validité du contrat

- Identifier les conditions de validité du contrat
- Les évolutions jurisprudentielles concernant la détermination du prix
- L'ordre public
- Le problème de la conclusion d'un contrat déséquilibré
- Identifier les informations à communiquer à son cocontractant lors de la négociation

**Exercice d'application** : identification des causes possibles de remise en cause de la validité du contrat

#### Mesurer l'aménagement par les parties de leurs obligations contractuelles

##### Maîtriser la rédaction des clauses essentielles du contrat

- La durée du contrat / la tacite reconduction du contrat
- Les conditions suspensives et résolutoires
- Typologie des principaux contrats passés par une entreprise
- Les clauses d'exclusivité et de non-concurrence
- Les clauses de confidentialité et d'information
- Les clauses d'indivisibilité

##### Anticiper la survenance d'un litige entre les parties

- Les clauses aménageant la responsabilité des parties
- Les clauses fixant le montant de l'indemnisation
- Les clauses résolutoires expresse

**Exercice d'application** : lecture d'un contrat, analyse de sa validité et appréciation de la pertinence des stipulations contractuelles

##### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement

**15** jours **106** heures

Code 20038

### Paris - Promotion 1

21 au 23 mars, 13-14 avril, 19-20 mai, 13-14 juin, 11-12 juillet, 2 septembre\*, 8-9 septembre et 3-4 octobre 2016

### Paris - Promotion 2

21 au 23 septembre, 17-18 octobre, 7-8 novembre, 19-20 décembre 2016, 16-17 janvier, 26 janvier\*, 20-21 février et 13-14 mars 2017

Tarif HT : 8 475 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers :

6 780 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT DES CONTRATS

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 4 jours

Les effets du contrat

### ● OBJECTIFS

- Mesurer les conséquences de la force obligatoire du contrat.
- Cerner les pouvoirs du juge et les possibilités offertes aux parties.
- Identifier les clauses illicites du contrat.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### • Intégrer la rigueur de la force obligatoire du contrat et les effets du contrat à l'égard des tiers

##### Mesurer l'étendue des obligations contractuelles entre les parties

- La distinction entre les obligations de moyens et de résultat
- L'interprétation de la volonté des parties
- L'intangibilité du contrat et ses conséquences néfastes : l'absence de révision pour imprévision

##### Cerner les effets du contrat à l'égard des tiers

- L'effet relatif et l'opposabilité du contrat
- Engager la responsabilité d'un tiers complice de l'inexécution du contrat
- La responsabilité du contractant vis-à-vis des tiers en cas d'exécution défectueuse du contrat

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat à partir d'un énoncé pratique

#### Agir sur la force obligatoire du contrat

##### Cerner les pouvoirs du juge sur le contrat

- L'octroi de délais de paiement
- Les clauses réputées non écrites
- Les clauses dont l'application est paralysée en cas de violation d'une obligation essentielle
- Les obligations créées par la jurisprudence

- L'exemple de l'obligation de sécurité et de l'obligation d'information

- Les obligations découlant de l'exigence de bonne foi : l'obligation de renégociation imposée aux parties

##### Moduler la force obligatoire du contrat

- La rédaction d'une clause de hardship
- La rédaction d'une clause d'indexation

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence et adaptation de sa pratique contractuelle en fonction des exigences jurisprudentielles

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 4 jours

Le dénouement du contrat

### ● OBJECTIFS

- Réagir en cas d'inexécution du contrat.
- Mesurer les droits et obligations des contractants lors de l'exécution du contrat.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Mesurer les conséquences de l'inexécution du contrat

##### Identifier les remèdes pouvant être utilisés par les parties sans l'intervention d'un juge

- Typologie, avantages et inconvénients des principaux remèdes
- L'exception d'inexécution
- La mise en œuvre d'une clause résolutoire expresse
- La rupture unilatérale en raison de la gravité du comportement du cocontractant

**Exercice d'application** : rédaction d'une lettre de rupture d'un contrat

##### Faire le point sur les remèdes nécessitant l'intervention du juge

- Typologie, avantages et inconvénients des principaux remèdes
- L'exécution forcée du contrat
- La responsabilité et la réparation du dommage contractuel
- La résolution judiciaire du contrat

##### Organiser le règlement des litiges par la voie transactionnelle

#### Organiser la transmission du contrat

- Aménager la cession du contrat
- Obtenir le consentement du cocontractant
- Maîtriser les conséquences de la cession de contrat
- Distinguer la spécificité de la cession de contrat par rapport à d'autres mécanismes

#### Faire face à la procédure collective du contractant

##### Se protéger par une clause de réserve de propriété

##### Cerner les contraintes de la procédure collective

##### Maîtriser la date de naissance des créances dans le contrat

- Le régime juridique des créances contractuelles antérieures et postérieures à l'ouverture de la procédure collective
- L'exemple du contrat de fourniture
- L'exemple du contrat de bail

**Test de connaissances** : réaction efficace à la violation du contrat et utilisation des remèdes à l'inexécution du contrat

#### 👉 Quiz aval

SUMMER  
DAYS

# Droit des contrats

Développer ses compétences en matière de contrat

Perfectionnement

Si la rédaction contractuelle fait partie de l'ADN du juriste, ce dernier joue un rôle de plus en plus décisif dans les phases de négociation et d'argumentation avec les différents interlocuteurs au contrat. Les techniques de négociation, de persuasion ou encore le Mind mapping, permettent au juriste d'améliorer sa performance et d'évoluer au sein de son entreprise.

**OBJECTIFS**

- Identifier les précautions à prendre dans la rédaction des clauses principales des contrats.
- Préparer des négociations à partir de documents juridiques et apprendre à élaborer une stratégie.
- Construire une argumentation efficace et pertinente.

**PRÉREQUIS**

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats " (code 20072 p. 15).

**PUBLIC CONCERNÉ**

- Juristes
- Toute personne souhaitant perfectionner sa pratique des contrats d'affaires

**ANIMATEUR**

Grégory MOUY  
Avocat à la Cour  
CABINET MOUY

**COMPÉTENCES MÉTIER**

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de préparer au mieux les négociations de vos contrats d'affaires.

**PROGRAMME****MODULE 1 Rédiger efficacement ses contrats****Conclure un contrat en toute sécurité**  
**Intégrer les préalables essentiels à la formation du contrat**

- Prendre les précautions nécessaires dans la rédaction du préambule et des annexes du contrat
  - Maîtriser la distinction entre les obligations de moyens et de résultat
  - Mesurer les conséquences de la force obligatoire du contrat
- La formation du contrat : définir où, quand et comment**
- L'offre, l'acceptation et la contre-offre
  - Les règles applicables à la forme
  - Définir à partir de quand les parties sont engagées

**Intégrer les points clés de la rédaction d'un contrat****Maîtriser la rédaction des clauses essentielles du contrat****Maîtriser les principes applicables au déséquilibre contractuel**

- Mesurer la possibilité de conclure un contrat déséquilibré
  - Cerner la portée de l'article L 442-6, I, 2° du Code de commerce s'agissant du " déséquilibre significatif "
- Exercice d'application** : rédaction d'un contrat

**MODULE 2 Négocier ses contrats****Se familiariser avec les principes gouvernant la négociation du contrat****Identifier les comportements attendus des parties lors des pourparlers**

- La liberté de rompre les pourparlers
- Le devoir de loyauté
- La réparation du préjudice en cas de rupture fautive des pourparlers
- Les comportements abusifs

**Maîtriser le processus de négociation commerciale depuis la loi HAMON**

- Le rôle joué par les CGV dans la négociation commerciale
  - La supériorité des CGV sur les CGA dans la négociation commerciale
- Étude de cas** : analyse des comportements des parties lors des pourparlers et détection de ceux qui pourraient être sources de responsabilité

**Cerner l'utilité de conclure un avant-contrat**

- Les promesses de contrats
  - Le pacte de préférence
  - L'accord de principe et la lettre d'intention
  - Mesurer la valeur juridique des avant-contrats ou des contrats préparatoires
- Exercice d'application** : élaboration de stratégies de négociation en vue de la finalisation d'un pacte d'actionnaires ou d'un contrat d'affaires

**MODULE 3 Argumenter, persuader et faire adhérer****Maîtriser les différents outils et techniques de la persuasion****Du côté " récepteur "**

- Identifier l'impact de la perception
  - Prendre en compte la communication non verbale
  - Respecter les règles de la communication interactive
  - Adopter l'écoute active
- Du côté " émetteur "**
- Favoriser une prise de contact réussie
  - Garder le contrôle
  - Occuper le temps et l'espace
  - Répondre aux objections : la méthode AQOR

**Jeu de rôles** : appropriation des diverses techniques de persuasion

**Élaborer des messages adaptés à ses interlocuteurs**

- Se poser les sept bonnes questions pour préparer un argumentaire
  - Déterminer les objectifs et sous-objectifs
  - Connaître les différents canaux de communication
  - Argumenter en trois dimensions
  - Choisir le plan de présentation adapté
  - Élaborer les trois fiches d'un conducteur
- Exercice d'application** : élaboration d'argumentaires spécifiques en fonction des besoins précis des participants

**MODULE 4 Améliorer son efficacité grâce au Mind mapping****Comprendre et concevoir une Mind map**

- Lire une carte mentale
  - Concevoir une carte : les principes, les règles et une touche de fantaisie
  - Utiliser un logiciel pour créer une carte
- Étude de cas** : analyse d'une Mind map

**Gérer son temps et son organisation**

- Planifier sa journée sous forme de carte mentale
  - Avoir une vision claire de son activité à la semaine
  - Gérer un projet
  - Accélérer la vitesse de relecture de ses notes
  - Favoriser la mémorisation et la restitution
- Exercices d'application** : conception d'une carte modèle pour planifier la semaine et utilisation d'une carte mentale pour un point quotidien

3,5  
jours25  
heures

Paris

19 au 22 juillet 2016

Tarif HT : 2 230 € - repas inclus

Code 20163

# Analyser des contrats types

Toute la méthodologie pour réussir la rédaction des contrats



**Les contrats types font l'objet d'une rédaction particulière car il est indispensable d'anticiper toutes les clauses essentielles à traiter dans le cadre de la future relation contractuelle. Tout en s'adaptant à chaque cas envisagé, celui-ci doit offrir aux co-contractants une sécurité suffisante pour en assurer l'exécution.**

## OBJECTIFS

- Structurer ses contrats, les rédiger et reconnaître les bons des mauvais termes en fonction du contrat.
- Sécuriser ses contrats par une analyse et une rédaction au cas par cas des clauses sensibles à insérer.
- Optimiser la rédaction des contrats propres à certains montages et à certaines activités.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 pour juristes " (code 20072 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Toute personne souhaitant acquérir une méthodologie rédactionnelle ou se perfectionner dans la rédaction de contrats types

## ANIMATEUR

Xavier HUGON  
Avocat Associé  
PDGB Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### Phase I : rédiger ses contrats et structurer leur rédaction

##### Ordonner les dispositions contractuelles

- Rédiger un contrat type et reconnaître les bons des mauvais termes
- **Autodiagnostic** : décomposition et recomposition d'un contrat type
- L'acte de naissance du contrat
- La méthodologie pour remplir la page blanche
- Conseils pratiques pour organiser les zones d'imprévision
- Utiliser des formulaires
- La conclusion du contrat

#### Phase II : rédiger des clauses claires et précises, lisibles, ordonnées, adaptées... et efficaces

- **Exercice d'application** : rédaction des clauses particulières des contrats types et analyse de leurs dangers
- Clauses identifiant les parties
- Clauses relatives à la naissance des obligations
- Clauses de définition du territoire contractuel
- Clauses relatives aux éléments essentiels

- Clauses relatives à l'exécution, à l'inexécution et à ses suites
- Clauses unifiant, allégeant ou intensifiant les obligations contractuelles
- Clauses de modification de la loi contractuelle
- Clauses relatives à la durée du lien contractuel et clauses relatives à son renouvellement
- Clauses relatives à la circulation du lien contractuel
- Clauses relatives à la rupture et à la disparition du lien contractuel
- Clauses de gestion des litiges

#### Phase III : identifier les particularités rédactionnelles de certains contrats types

- **Exercice d'application** : analyse commentée et rédaction des contrats types propres à certaines activités
- La coopération entre entreprises
- Les contrats adjacents à des opérations corporate
- Les droits intellectuels

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier clause par clause les précautions rédactionnelles à prendre.



Code 20057

Paris				
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	29-30	août 2016
9-10	juin	2016	28-29	novembre 2016
			23-24	février 2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Les bases du contract management

Comprendre le cycle de vie contractuel pour mieux l'optimiser

**Le contexte mondialisé favorisant le développement des conventions complexes, une attention particulière est donnée depuis une dizaine d'années, en France, à la gestion du cycle de vie contractuel dans son intégralité. Le contract management est un outil d'optimisation des relations contractuelles au service de la performance d'entreprise. Riche dans sa diversité et en expansion constante, la profession de contract manager se construit autour d'un socle d'apprentissage exigeant.**

## OBJECTIFS

- Comprendre le déroulé d'un cycle contractuel par l'étude de ses phases et des principaux risques associés.
- Découvrir les missions du contract manager et les outils et processus à sa disposition.
- Maîtriser les bonnes pratiques en matière de transfert de la connaissance contractuelle et de gestion des évolutions.

## PRÉREQUIS

Disposer d'une bonne maîtrise du droit des contrats ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit des contrats " (code 20013 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contracts managers débutants
- Toute personne susceptible d'intervenir dans la gestion des contrats complexes autrement qu'en qualité de contract manager.

## ANIMATEUR

Grégory LEVEAU  
Contract Manager et médiateur  
Ecole Européenne de Contract Management (e2cm)

## PROGRAMME

Initiation

### Le cycle contractuel : une matière vivante

Analyser les missions et les activités régulières du contract management  
Intégrer le cycle de vie contractuel et l'ensemble de ses phases

- La création du contrat
- La négociation du contrat
- La validation du contrat
- L'exécution du contrat
- La clôture du contrat

Cerner les principales interactions avec les fonctions voisines

- Le contract manager face au juriste d'entreprise
- Similitudes et différences avec la fonction de chef de projet

Présenter le contract management en interne et face au cocontractant : création d'une baseline personnalisée

**Étude de cas** : analyse des risques et des problèmes fréquemment rencontrés en cours de cycle

### Assurer la mise en route d'un contrat complexe

Intégrer la réalité du contrat complexe : terminologie, contenu, forme  
Ingénierie contractuelle : les clauses incontournables

- Clauses les plus couramment négociées et pertinence de l'approche
- Le changement de paradigme  
Anticipation du risque post-signature dans la phase rédactionnelle

### Mise en pratique du processus de sensibilisation contractuelle

- Utilité et implémentation du processus
- Création d'une synthèse contractuelle

### Découverte du processus de gestion des données sensibles : confidentialité, data protection, propriété intellectuelle

**Mise en situation** : négociation du contrat et dégradation relationnelle

### Gérer l'évolution du cycle

Revue détaillée du processus de gestion des changements

- Présentation du processus et des étapes clés
- Le formulaire de gestion des changements
- Le registre des changements
- **Mesurer la valeur ajoutée du contract management**
- Identifier les indicateurs de la performance du contract manager
- Le tableau de bord du contract manager
- Les compétences incontournables à acquérir
- **Mise en situation** : conduite du changement en visant l'optimisation

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure d'identifier les principaux risques d'un cycle contractuel complexe et d'interagir avec les experts de la gestion de contrat en vue d'être associé à la stratégie d'optimisation du cycle.



Code 20161

Paris			
16 au 18	mars	2016	
20 au 22	juin	2016	
5 au 7	octobre	2016	

Tarif HT : 1 860 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# CONTRACT manager

Seule fonction intervenant sur toute la durée du cycle de vie des conventions, le contract manager se doit, pour être efficace, d'acquérir une approche pluridisciplinaire tant en termes de compétences techniques sur ses domaines de prédilection que de savoir-être dans les relations avec les cocontractants. Par la mise en pratique de cette vision transversale, le contract management s'impose comme une activité à haute valeur ajoutée pour les organisations du secteur privé comme du secteur public.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cycle contractuel de bout en bout.
- Acquérir le savoir-faire et le savoir-être assurant le développement d'une expertise pointue dans la gestion des contrats complexes.
- Faciliter une vision intégrative des différentes disciplines constituant le contract management.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance approfondie du droit des contrats ou avoir suivi " Perfectionner la pratique du droit des contrats Niveau 2 pour juristes " (code 20013 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant exercer la fonction de contract manager.

## ANIMATEUR

Grégory LEVEAU  
Contract Manager et médiateur  
École Européenne de Contract Management (e2cm)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de justifier de l'acquisition des compétences et des connaissances nécessaires à l'exercice du métier de Contract Manager dans tout type d'organisation et quelle que soit la structure du contrat.

## MODULE 1 - 3 jours

Les bases du contract management

### OBJECTIFS

- Comprendre le déroulé d'un cycle contractuel par l'étude de ses phases et des principaux risques associés.
- Découvrir les missions du contract manager et les outils et processus à sa disposition.
- Maîtriser les bonnes pratiques en matière de transfert de la connaissance contractuelle et de gestion des évolutions.

### PROGRAMME

- Communauté d'apprenants
- Quiz amont

#### Le cycle contractuel : une matière vivante

- Analyser les missions et les activités régulières du contract management
- Intégrer le cycle de vie contractuel et l'ensemble de ses phases
- Cerner les principales interactions avec les fonctions voisines
- Présenter le contract management en interne et face au cocontractant : création d'une baseline personnalisée
- **Étude de cas** : analyse des risques et des problèmes fréquemment rencontrés en cours de cycle

#### Assurer la mise en route d'un contrat complexe

- Intégrer la réalité du contrat complexe : terminologie, contenu, forme
- Ingénierie contractuelle : les clauses incontournables
- Anticipation du risque post-signature dans la phase rédactionnelle
- Mise en pratique du processus de sensibilisation contractuelle
- Découverte du processus de gestion des données sensibles : confidentialité, data protection, propriété intellectuelle
- **Mise en situation** : négociation du contrat et dégradation relationnelle

#### Gérer l'évolution du cycle

##### Revue détaillée du processus de gestion des changements

- Présentation du processus et des étapes clés
- Le formulaire de gestion des changements
- Le registre des changements

##### Mesurer la valeur ajoutée du contract management

- Le contract management, outil de la performance d'entreprise

##### Identifier les indicateurs de la performance du contract manager

- Le tableau de bord du contract manager
- Les compétences incontournables à acquérir
- **Mise en situation** : conduite du changement en visant l'optimisation

### Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 8 jours

Gérer l'exécution du contrat

### OBJECTIFS

- Maîtriser les phases critiques du cycle contractuel une fois le contrat signé.
- Apprendre à gérer les risques, comprendre la gestion de projet et utiliser la pratique financière comme levier d'optimisation.

### PROGRAMME

#### Communauté d'apprenants

#### Les essentiels de la gestion de projet

- Préparer le plan de son projet
- Construire le planning
- **Exercice d'application** : construction de la matrice des tâches
- Valoriser et optimiser le planning
- Piloter un projet
- **Mise en situation** : simulation du lancement d'une réunion de projet
- Organiser le contrôle
- **Exercice d'application** : mise à jour d'un tableau de bord après le passage d'un jalon
- **Plan d'action personnel** : formalisation des objectifs et du plan de progression

#### Identifier et maîtriser les risques

- Identifier pourquoi les projets ont tendance à dériver
- Définir la cartographie des risques
- **Exercice d'application** : identification en sous-groupes par nature de risque
- Identifier les risques
- Processus associé et utilisation des outils de créativité
- Évaluer les risques
- **Exercice d'application** : élaboration d'un processus de revue des risques
- Maîtriser les risques
- **Étude de cas** : analyse des méthodes de réduction des risques dans un projet en France ou à l'international
- Piloter par les risques
- **Exercice d'application** : élaboration d'un processus d'audit
- Rester vigilant vis à vis des différents intervenants (client, fournisseur, partenaire, sous-traitant...) et viser l'anticipation
- **Plan d'action personnel** : formalisation des actions à mettre en œuvre pour piloter son contrat par les risques

#### Acquérir les bases de la gestion financière

- Maîtriser le vocabulaire financier
- Lire et exploiter les documents financiers
- **Étude de cas** : analyse commentée de documents financiers
- Apprécier les équilibres structurels d'une entreprise et leurs objectifs
- **Exercice d'application** : interprétation de la structure financière de plusieurs sociétés
- Maîtriser la finance de projet

#### Mesurer l'activité et la rentabilité

- Évaluer la rentabilité par les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)
- Déterminer les enjeux liés à la Capacité d'Autofinancement (CAF)
- Identifier et interpréter les principaux ratios clés
- **Mise en situation** : entraînement au diagnostic financier via l'interprétation des SIG et ratios clés d'une société

### Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement****21** jours **148** heures

Code 20162

**Paris - Promotion 1**

16 au 18 mars, 11-12 avril, 9-10 mai, 9-10 juin, 7-8 juillet, 14 au 16 septembre, 19 au 21 octobre, 27 octobre\* et 7-8 novembre 2016

**Paris - Promotion 2**

5 au 7 octobre, 17-18 novembre, 19-20 décembre 2016, 19-20 janvier, 20-21 février, 27 au 29 mars, 26 au 28 avril, 11 mai\* et 22-23 mai 2017

Tarif HT : 11 865 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 9 490 € repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

**OPTION CPFFP****CONTRACT MANAGER**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

**OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 6 jours**

Négocier et résoudre les conflits

**OBJECTIFS**

- Appliquer les principes de la négociation raisonnée à la gestion du cycle contractuel.
- Utiliser les techniques de résolution de conflit pour pacifier les relations dégradées.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Se familiariser avec les différentes approches de la négociation**

- Identifier les approches existantes et les modèles pratiques : les transposer aux pratiques juridiques
- Déterminer la nature des situations de négociations : les particularités des situations juridiques
- Définir les acteurs de la négociation juridique : partenaires ou adversaires
- **Étude de cas** : analyse des principaux modèles de négociations et transposition dans des négociations juridiques

**Maîtriser les composants du processus de négociation**

- Élaborer et construire sa stratégie
- **Exercice d'application** : élaboration de stratégies de négociation
- Discussion du problème : les phases d'échanges et de confrontation
- Réagir en situation difficile
- Exprimer un " non " positif
- **Mise en situation** : définition de son style de négociation à partir d'un cas élaboré par l'animateur

**Préparer sa négociation raisonnée**

- **Exercice d'application** : élaboration du tableau de bord de la négociation
- Gérer la relation en négociation raisonnée
- **Exercice d'application** : la bonne posture du négociateur raisonné
- **Mise en situation** : les arguments pour convaincre
- Conduire un entretien de négociation raisonnée
- **Exercice d'application** : analyse d'une négociation sous le prisme de ces principes
- **Mise en situation** : gestion des objections

**Anticiper et résoudre les conflits**

- Définir les différents types de conflits et leurs mécanismes
- **Partage d'expériences** : les situations conflictuelles le plus fréquemment rencontrées au sein d'une équipe
- **Autodiagnostic** : son comportement face à un conflit
- Positionner le rôle du contract manager en situation de crise
- **Mise en situation** : à partir de situations types, recherche et expérimentation du meilleur scénario de résolution du conflit
- Anticiper et prévenir les conflits
- **Mise en situation** : expérimentation des attitudes favorisant un bon climat dans l'équipe
- Décoder le conflit grâce à l'écoute et au questionnement
- **Exercice d'application** : décodage des émotions et des besoins liés sur des cas apportés par les participants et lors des mises en application
- Résoudre un conflit
- **Mise en situation** : expérimentation des comportements et stratégies les mieux adaptés en cas d'agressivité, de manipulation et d'évitement
- Utiliser les outils de la médiation
- **Exercice d'application** : accompagnement dans la pacification des émotions et la facilitation d'un accord
- Le positionnement du médiateur et du facilitateur : règles impératives et différences

**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 4 - 4 jours**

Le contract management de A à Z

**OBJECTIFS**

- Mettre en pratique l'intégralité des compétences acquises utiles à la pratique quotidienne du contract management.
- Consolider son expertise par la spécialisation en fonction de son secteur de choix.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Mise en application : réalisation d'un tour de cycle complet de la vie du contrat**

- Processus de gestion des escalades
- Présentation du reporting type
- Close-out process
- Le partage d'expérience " lessons learned "

**Se spécialiser en fonction de son secteur d'activité****2 jours de formation à choisir parmi l'un des programmes suivants en fonction de son secteur d'activité :**

- Contrats informatiques spécifiques - niveau 2 (p. 187)
- Les contrats cloud computing (p. 188)
- Gérer ses contrats d'électricité et de gaz (p. 513)
- Sécuriser un contrat de commerce international (p. 197)
- PPP et concessions à l'international (p. 197)
- Perfectionner sa pratique des marchés publics (sur [www.efc.fr](http://www.efc.fr))

**Quiz aval**

# Droit comparé des contrats anglais et français

Maîtriser les spécificités de la Common Law



Rédiger un contrat de droit anglais se révèle un exercice périlleux pour le juriste français, tant il relève de concepts anglo-saxons radicalement différents de notre droit. Il est donc indispensable de maîtriser les règles de la Common Law pour "penser" son contrat selon les pratiques anglo-saxonnes.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités du droit des contrats anglais par rapport au droit français.
- Cerner les principes juridiques anglais essentiels à la négociation et à la rédaction des clauses de conclusion, d'exécution et de fin du contrat.

## PRÉREQUIS

Cette formation implique une compréhension de l'anglais courant et juridique par les participants car les exposés sont à 80 % en anglais.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne travaillant sur des contrats anglais ou internationaux

## ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN  
Solicitor  
Maître de conférences à l'Université PARIS XII

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les techniques rédactionnelles propres aux contrats anglais.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Identifier les différences entre les grands principes du droit français et ceux de la Common Law

- Le droit commercial
- La pratique contractuelle
- Les mécanismes de la responsabilité

#### Rédiger des contrats anglais en toute sécurité juridique

- La notion d'"offer and acceptance"
- La notion de "consideration" en droit anglais
- La notion de "misrepresentation" en droit anglais
- Les clauses "subject to contract"
- Les notions de "express and implied terms"
- Les "conditions", "warranties" et "innominate terms"

**Exercice d'application** : rédaction des points clés d'une "letter of intent"

#### Cerner les différents types de contrats anglais et en maîtriser les effets

- Les "contracts"
- Les "deeds"
- L'effet relatif des contrats anglais face aux règles anglaises de "privity of contract"
- Le contract "right of third parties Act" de 1999

**Étude de cas** : les différents pièges à éviter lors de la négociation des contrats

#### Effectuer une analyse comparée des clauses clés

- Clauses de confidentialité
- Clauses limitatives de responsabilité
- Clauses de non-concurrence
- Clauses de "blue pencil rule" et de "severability"
- Clauses d'intégralité du contrat
- Clauses de "time of the essence"
- Clauses de "service of process"
- Clauses relatives au transfert des contrats

**Exercice d'application** : rédaction des clauses clés spécifiques aux contrats anglais

#### Maîtriser la fin des contrats

- La bonne exécution des contrats : la notion de "performance" en droit anglais
- La notion de force majeure face à celle de "frustration" en droit anglais
- Les différentes prescriptions avec les "limitation periods"

### Quiz aval



Code 20080

Paris					
21-22	janvier	2016	25-26	août	2016
24-25	mars	2016	13-14	octobre	2016
23-24	juin	2016	8-9	décembre	2016
			26-27	janvier	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 - What is the fundamental difference between common law contract law and the approach employed by the civil law?

The common law, unlike the civil law, in a first time seeks only to give economic effect to the contractual relationship entered into by the parties rather than attempt to place any general civic duty on them.

### 2 - What is the basic remedy offered by the common law?

The common law only offers litigants one remedy and that is damages. Complainants seeking an alternative remedy will have to look to equity.

### 3 - Does liability attach to misrepresentations (false statements) innocently made?

In some common law jurisdictions the only remedy available for innocent misrepresentation is rescission and even in the UK where damages may be found owing, liability only attaches to those most direct of damages.



# Consortium et GME

Organiser sa participation à un groupement momentané d'entreprises



**Le contrat de consortium organise une collaboration temporaire entre plusieurs acteurs pour réaliser un projet et obtenir un résultat. Pour ne pas risquer la requalification en société créée de fait notamment, et pour encadrer les obligations à la charge des coopérants dans un temps donné, il convient d'identifier toutes les clauses essentielles de son accord.**

## OBJECTIFS

- Rédiger au mieux son contrat de consortium ou de Groupement Momentané d'Entreprises (GME) pour en limiter les risques.
- Structurer de manière optimale l'accord de consortium ou de GME en réponse aux appels d'offres européens.
- Gérer l'évolution des rapports entre les différents coopérants en cours et en fin de contrat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats Niveau 1 - pour juristes " (code 20072 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de projets et d'opérations
- Avocats et conseils d'entreprises

## ANIMATEUR

Bruno de CAZALET  
Avocat Honoraire au Barreau de Paris  
CAZALET CONSULT

## PROGRAMME

Expertise

### Identifier le cadre juridique du contrat de consortium et les risques de requalification

- Définition et intérêts du consortium et distinction avec les autres formes de groupements
- Les règles encadrant la pratique du consortium
- Les risques actuels de requalification du contrat de consortium en société créée de fait par les tribunaux  
**Étude de cas** : analyse jurisprudentielle de requalification

### Maîtriser les obligations particulières pesant sur les coopérants et organiser son consortium

- Les caractéristiques du contrat de consortium
- L'intensité des rapports entre les partenaires : devoir de collaboration et de loyauté  
**Exercice d'application** : rédaction de clauses types
- Organiser son consortium  
**Étude de cas** : structuration des rapports entre partenaires, choix des organes du groupement et répartition des pouvoirs entre les coopérants

### Prévoir les modalités financières et matérielles de la coopération, ainsi que le régime de responsabilité

- Le financement et la garantie des contrats commerciaux réalisés en consortium
- Les modalités matérielles du consortium
- Organiser le régime de responsabilité des membres du consortium

### Gérer l'évolution et la rupture d'un contrat de consortium

- L'évolution du consortium en fonction des modalités juridiques mises en place et des organes de décision
- Mettre en place la gestion post-contractuelle du consortium  
**Étude de cas** : effets de la rupture sur le contrat de coopération suivant que le consortium est un acte fermé ou ouvert

### Contrat de consortium et cotraitance : les liens juridiques entre les différents contrats

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre et de gérer vos contrats de consortium.



Code 20092

## Paris

30-31	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus

# Sécuriser les contrats de sous-traitance

Négociation, rédaction et suivi juridique



**Le contrat de sous-traitance est un contrat dit "d'entreprise" pour exécuter un autre contrat d'entreprise. Il doit être rédigé selon un cadre strict pour ne pas risquer d'être requalifié. Il s'inscrit dans un cadre législatif d'ordre public dont le non-respect peut engendrer la nullité des contrats ou engager la responsabilité civile. La connaissance de ce cadre est donc essentielle pour le respecter de façon opportune.**

## OBJECTIFS

- Identifier les risques juridiques propres aux opérations de sous-traitance.
- Négocier et rédiger les clauses sensibles du contrat et maîtriser leur rédaction.
- Identifier les enjeux sociaux et maîtriser les facteurs de risques en termes de responsabilité et d'implication des acteurs sociaux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables des ressources humaines chargés de la coordination des aspects juridiques et sociaux des activités sous-traitées et/ou externalisées
- Toute personne impliquée dans la négociation et la rédaction des contrats de sous-traitance

## ANIMATEURS

Isabelle GAVANON, Avocat Associé  
Chargée d'enseignement à l'Université Paris II Assas  
FIDAL  
Valérie RAYNAUD, Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Module e-learning : Initiation au droit des contrats

### Rédiger les clauses essentielles du contrat de sous-traitance

- Définir les clauses formalisant au mieux cet accord  
**Étude de cas** : les techniques pour rédiger les accords préparatoires à un contrat de sous-traitance dans le cadre d'une réponse à un appel d'offres
- Définir l'étendue des garanties fournies par l'entrepreneur principal et le " back to back " avec le sous-traitant
- Aménager les droits de propriété intellectuelle
- Identifier les spécificités contractuelles de la sous-traitance internationale

### Prévenir les risques en matière de responsabilité

- Analyser les enjeux juridiques et sociaux du recours à la sous-traitance de services
- Identifier les aménagements contractuels possibles  
**Exercice d'application** : rédaction des clauses limitatives de responsabilité
- Obligation de moyens ou de résultat : mesurer les incidences

- Prendre toutes les précautions en matière sociale  
**Étude de cas** : techniques pour cantonner/anticiper le risque de prêt de main-d'œuvre et de requalification de co-employeurs

### Négocier au mieux la fin du contrat et les éventuels litiges

- Gérer le transfert des contrats et la succession de prestataires et de sous-traitants  
**Exercice d'application** : rédaction des éléments clés d'une information/consultation du CE pour obtenir son avis dans le cadre d'une externalisation
- Mesurer l'impact d'un redressement judiciaire du sous-traitant
- Résiliation et résolution : les conditions et les alternatives  
**Étude de cas** : les clauses essentielles à mettre en œuvre à la fin du contrat de sous-traitance

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de garantir l'encadrement de vos contrats de sous-traitance et d'anticiper leurs issues.



Code 20015

## Paris

26-27	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1410 € - repas inclus

# Maîtriser les risques du contrat d'achat

Niveau 1 - Négocier au mieux avec ses prestataires



**Parce que les entreprises concluent de nombreux contrats d'achat divers et variés avec leurs fournisseurs, il est vital pour elles que les personnes en relation avec des fournisseurs et prestataires extérieurs maîtrisent les règles essentielles de négociation, les obligations à la charge des deux parties ou encore les risques encourus en matière de droit de la concurrence.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les réflexes essentiels pour optimiser la négociation et la formalisation des contrats d'achat.
- Maîtriser les clauses spécifiques pour sécuriser la rédaction des appels d'offres et des contrats d'achat.
- Identifier les risques majeurs de responsabilité et prévenir les litiges.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Acheteurs et responsables achats
- Juristes
- Toute personne impliquée dans la négociation et la conclusion de contrats d'achat et de CGA

## ● ANIMATEUR

Claudia WEBER  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### 🔗 Module e-learning : Initiation au droit des contrats

#### Négociations : identifier les précautions indispensables

- Déterminer la valeur des documents échangés et des engagements oraux lors des pourparlers
- Cerner les obligations des parties

#### Maîtriser le cadre juridique du contrat d'achat

- Les différents types de contrats et formes d'achats
- Identifier les obligations de l'acheteur et du vendeur
- Intégrer les règles essentielles du droit de la concurrence

**Exercice d'application** : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats d'achat

#### Suivi et exécution du contrat : prévenir les risques

- Anticiper le non-respect du contrat
- Maîtriser les spécificités de certaines prestations

**Étude de cas** : les incidences juridiques du côté de l'émetteur et du côté du soumissionnaire dans le cadre d'un appel d'offres

#### S'initier à la dimension internationale des achats

- Les critères d'applicabilité de la convention de Vienne et des autres conventions internationales
- Les incoterms
- Déterminer la loi applicable et le tribunal compétent en cas de litige
- La clause d'arbitrage

**Mise en situation** : négociation acheteur/vendeur des clauses essentielles d'un contrat d'achat

## ➔ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous aurez acquis les réflexes essentiels pour négocier et auditer vos engagements contractuels dans vos contrats d'achat.**

2  
jours

14  
heures

Paris

12-13	mai	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

Code 20018

# Sécuriser les contrats d'achat

Niveau 2 - Perfectionner ses pratiques



**La pratique des contrats d'achat peut faire courir de nombreux risques à l'entreprise dans un cadre légal toujours plus contraignant et sanctionnant. C'est pourquoi, la maîtrise des règles de transparence tarifaire, des pratiques abusives, des règles propres aux achats dématérialisés ou encore aux achats internationaux, est gage de bon fonctionnement.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les réglementations ad hoc applicables aux contrats d'achat.
- Identifier les risques spécifiques pour mieux les prévenir lors de la rédaction et de la négociation des contrats.
- Maîtriser les clauses incontournables pour sécuriser l'exécution des contrats d'achat spécifiques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir de bonnes bases en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser les risques du contrat d'achat - Niveau 1 " (code 20018 p. 162).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Acheteurs et responsables achats
- Juristes
- Toute personne impliquée dans la négociation et la conclusion de contrats d'achat nationaux et internationaux

## ● ANIMATEUR

Clémentine BEHAR  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### 🔗 Quiz amont

#### Cerner les enjeux du droit de la concurrence propres aux contrats d'achat

##### La rupture des négociations

- Le régime juridique applicable pendant ses négociations
- La responsabilité pendant les négociations
- Anticiper et limiter ce risque

##### La rupture d'une relation d'affaires établie

- Le régime juridique applicable
- Le niveau de responsabilité des acheteurs
- Anticiper et limiter ce risque
- **Étude de cas** : analyse d'une méthode d'anticipation des risques à partir de plusieurs cas concrets de rupture de négociations et de rupture de relations d'affaires établies

#### Sécuriser les pratiques commerciales

##### La transparence tarifaire

- Les règles de facturation
- Les délais de paiement et intérêts de retard
- La validité des remises arrières

##### Les pratiques abusives

- Les fournisseurs " monoclient "
- Les conditions générales d'achat
- Les pratiques d'achat abusives
- La constitution de " listes noires "
- **L'application de la langue française**

• Conditions

• Limites

**Exercice d'application** : identification et anticipation de pratiques d'achat illicites

#### Intégrer les achats dématérialisés

- L'Échange de Données Informatisé (EDI)
- L'archivage électronique

**Étude de cas** : analyse de la valeur juridique de différents documents (contrats, factures, bons de commande...)

#### Gérer les achats internationaux

- Le rôle des conventions internationales
- Définir quelle convention internationale appliquer
- Les incoterms
- **Exercice d'application** : identification de la convention internationale applicable à un cas concret et intérêt ou non de l'appliquer

#### Maîtriser les clauses spécifiques selon les catégories d'achats

- Les achats " marketing "
- Les achats informatiques
- Les achats réglementés
- **Étude de cas** : rédaction et négociation des clauses spécifiques d'un cas concret

### 🔗 Quiz aval

## ➔ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'adopter les bonnes réactions lors de la rédaction et de la négociation des contrats d'achat.**

2  
jours

14  
heures

Paris

10-11	mars	2016
2-3	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Code 20073

# Droit de la concurrence - Niveau 1

Identifier les pratiques anticoncurrentielles et comprendre les procédures



**Sans en avoir conscience, les entreprises adoptent régulièrement des pratiques qui pourraient être qualifiées d'ententes illicites, d'abus de domination ou encore ignorent l'obligation de notifier une opération de concentration. C'est pourquoi il est indispensable d'identifier les frontières à ne pas dépasser et les seuils de notification applicables pour éviter de faire courir des risques à son entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier les différents types de pratiques anticoncurrentielles.
- Anticiper les pratiques économiques à risque au sein de son entreprise.
- Maîtriser les règles procédurales selon l'autorité ou la juridiction compétente.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux problématiques du droit de la concurrence.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et avocats
- Responsables administratifs et financiers
- Responsables commerciaux

## ANIMATEUR

Nizar LAJNEF  
Avocat à la Cour  
UGGC AVOCATS  
Maître de conférences à Sciences Po  
membre du comité de direction de l'AFEC

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Identifier l'applicabilité du droit de la concurrence et l'autorité compétente

- La notion de droit de la concurrence
  - L'application du droit de la concurrence
  - Les différentes autorités de contrôle de la concurrence
- Exercice d'application** : analyse de l'applicabilité du droit de la concurrence national et/ou européen

#### Cerner les différentes pratiques anticoncurrentielles

- Les ententes anticoncurrentielles
- Les abus de position dominante et les abus de dépendance économique

#### Mesurer l'étendue du contrôle des concentrations

- Contrôlabilité et autorité compétente
- Appréciation de l'atteinte à la concurrence : indice Herfindahl Hirschman, engagements, restrictions accessoires...
- Les différentes issues possibles et les sanctions applicables

#### Faire le point sur les procédures selon l'autorité concernée

- Déposer une plainte
- Exercice d'application** : analyse et élaboration d'une plainte
- Analyser la procédure devant chaque autorité et juridiction
  - Mesurer les pouvoirs d'enquête de chaque autorité

**Mise en situation** : réaction à une enquête

#### Mesurer l'importance des sanctions

- Anticiper les sanctions encourues en fonction de l'autorité saisie : nullité, amendes, astreintes, injonctions, mesures de publicité, dommage-intérêts
- Maîtriser le contentieux des sanctions par la mise en œuvre d'alternatives à la sanction : clémence, non-contestation des griefs, engagements, programmes de mise en conformité

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement maîtriser les risques en matière d'atteinte à la libre concurrence et les différentes procédures selon l'autorité de concurrence compétente.

2 jours  
14 heures

Code 20140

Paris		
21-22	mars	2016
6-7	octobre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Droit de la concurrence - Niveau 2

Maîtriser les risques et les procédures en matière de pratiques anticoncurrentielles



**Le montant des amendes fixé par les autorités de concurrence a été multiplié par trois en dix ans, il n'est donc nul besoin de prouver à quel point celles-ci disposent de pouvoirs d'investigation et de sanction importants pour garantir la libre concurrence. Dès lors, il importe d'anticiper les responsabilités encourues en matière de pratiques anticoncurrentielles et de contrôle des concentrations et de maîtriser les procédures utilisées.**

## OBJECTIFS

- Identifier les risques relatifs aux ententes, aux abus de position dominante et de dépendance économique et les règles relatives au contrôle des concentrations.
- Cerner les règles de procédure devant les autorités et juridictions nationales et communautaires.
- Maîtriser les procédures négociées.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de la concurrence ou avoir suivi " Droit de la concurrence - Niveau 1 " (code 20140 p. 163).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Responsables commerciaux
- Avocats

## ANIMATEURS

Emilie BUHE  
& Nizar LAJNEF  
Avocats à la Cour  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Mesurer les risques en matière de pratiques anticoncurrentielles

- Les ententes
- Les abus de position dominante et les abus de dépendance économique
- Déterminer les sanctions applicables
- Maîtriser les différentes procédures négociées

#### Mesurer les risques en matière de contrôle des concentrations

- Définir les opérations concernées et calculer les seuils
- La procédure de contrôle
- L'appréciation de l'opération de concentration

#### Maîtriser les procédures devant les autorités nationales et communautaires

- Identifier les choix offerts aux victimes de pratiques anticoncurrentielles
- Exercice d'application** : analyse et élaboration d'une plainte
- Gérer les procédures d'enquête
- Exercice d'application** : réaction lors d'une enquête

- L'instruction de l'affaire
  - Identifier les voies de recours contre les décisions de l'Autorité de la concurrence et de la Commission Européenne
- Étude de cas** : analyse de cas concrets et formation méthodologique sur les échanges d'informations, les clauses de non-concurrence, la discrimination tarifaire, la revente sur internet, le refus d'agrément, la revente hors réseau et le choix du réseau de distribution

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez le fonctionnement du contrôle des pratiques anticoncurrentielles, les sanctions encourues et les négociations possibles avec les différentes autorités de concurrence.

2 jours  
14 heures

Code 20141

Paris		
4-5	avril	2016
20-21	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser l'essentiel du droit de la concurrence

Cycle long de perfectionnement des connaissances



**Le droit de la concurrence se joue à deux niveaux pour les entreprises, national et communautaire. Sachant que les autorités de concurrence ont toujours plus de prérogatives, qu'elles appliquent des sanctions de plus en plus sévères et que le droit évolue (class actions en France), il est essentiel de maîtriser les règles qu'elles appliquent pour bien appréhender les risques qui pèsent sur l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier les sources et les acteurs du droit de la concurrence.
- Intégrer les pratiques anticoncurrentielles en droit interne et communautaire.
- Analyser les pratiques restrictives de concurrence.

## PRÉREQUIS

Être confronté au droit de la concurrence dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables du contentieux
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des règles du droit de la concurrence

## ANIMATEUR

Emmanuel TRICOT  
Avocat Associé  
VEIL JOURDE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez le droit des pratiques anticoncurrentielles, le contrôle des concentrations ainsi que le contrôle des aides d'État.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### MODULE 1 Maîtriser les fondements du droit de la concurrence interne et communautaire, identifier ses acteurs

##### Intégrer les sources du droit de la concurrence

- Déterminer le champ d'application des règles de concurrence
- Définir l'articulation entre droit communautaire et droit national

##### Identifier les organismes de contrôle et cerner le rôle de chacun

**Les autorités de concurrence :**  
**Autorité de la concurrence, Ministre de l'économie (DGCCRF) et Commission européenne**

- Cerner leurs pouvoirs d'investigation
- Mesurer leur pouvoir de sanction

**Les entreprises : mettre en œuvre des stratégies préventives d'encadrement du risque concurrence**

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Établir les conditions de la concurrence et les règles de comportement

##### Maîtriser le contrôle préventif des concentrations

**Cerner le champ d'application**

- Définir la notion de concentration
- Mesurer les seuils de contrôlabilité

##### Mettre en place l'analyse

• Définir les marchés pertinents

• Procéder aux analyses concurrentielles

**Se familiariser avec les procédures**

- Cerner les principes généraux
- Maîtriser la procédure nationale
- Gérer la procédure communautaire

##### Mesurer les recours et sanctions

**Étude de cas :** analyse de recours

##### Apprécier les aides d'État et l'égalité des chances entre les concurrents

##### Définir et analyser les critères de qualification des aides d'État

- Dresser la typologie des exemptions : exemption générale et exemption individuelle (cas particulier des aides accordées en période de crise)
- Identifier une aide d'État
- REG, mécanisme et application

##### Mettre en œuvre la procédure contentieuse

- Les différentes phases de la procédure
  - L'intervention des tiers
  - Les modalités de récupération des aides d'État
  - Les différentes actions envisageables devant les juridictions nationales
- Étude de cas :** analyse d'une procédure contentieuse

##### Intégrer les règles de comportement Définir les ententes

- Réunir les éléments constitutifs : concertation entre entreprises et affectation de la concurrence
  - Exemple d'ententes
  - Identifier les exemptions par catégorie/simple
- Étude de cas :** analyse d'ententes
- Mesurer les abus de dominance**
- Sous l'angle du droit de la concurrence, l'abus de position dominante (typologie des abus)
  - Sous l'angle des pratiques restrictives, la dépendance économique et la pratique de prix abusivement bas

##### Intégrer les modes alternatifs de règlement des litiges

- La procédure de clémence
- La procédure d'engagement
- La procédure de transaction

#### MODULE 3 Analyser les pratiques restrictives de concurrence

##### Intégrer la libération de la négociation commerciale

- Le nouveau principe de négociabilité des tarifs et des conditions de vente
- Les délais de paiement
- L'encadrement de la négociation

##### Le contrôle de la relation commerciale : identifier les règles applicables

- Le contrôle de l'exécution
  - Le contrôle de la rupture
- Étude de cas :** analyse des règles de facturation et de détermination du seuil de revente à perte

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



Code 20030

### Paris

1<sup>er</sup>-2 décembre 2015 et 7-8 janvier + 5 février\* 2016

21-22 mars et 4-5 avril + 3 mai\* 2016

6-7 octobre et 20-21 octobre + 3 novembre\* 2016

1<sup>er</sup>-2 décembre 2016 et 5-6 janvier + 24 janvier\* 2017

Tarif HT : 2 580 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## QUELQUES MOTS DE +

" De l'importance de maîtriser le droit de la concurrence "

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme, sont soumises au respect du droit de la concurrence, dont la violation peut conduire au paiement d'amendes très importantes puisque leur montant peut atteindre 10 % du chiffre d'affaires total du groupe auquel l'entreprise concernée appartient. Ne pas maîtriser le droit de la concurrence constitue donc un risque que les entreprises ne peuvent pas raisonnablement prendre aujourd'hui.



# Contrôles et enquêtes de concurrence

Faire face aux enquêtes des Autorités de la concurrence et de la DGCCRF (DDPP/DIRECCTE)

**En France, trois institutions, la Commission européenne, l'Autorité de la concurrence et la DGCCRF (DDPP/DIRECCTE) enquêtent et sanctionnent les entreprises qui ne respectent pas les règles de concurrence ou la réglementation. Compte-tenu du renforcement par le législateur des pouvoirs des enquêteurs (loi Hamon et loi Macron), il est nécessaire de distinguer les pouvoirs de chacune d'elles et leurs compétences exactes pour apporter la meilleure réponse possible face aux risques encourus.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les différents types de contrôles et d'enquêtes de concurrence.
- Identifier les pouvoirs d'enquête de la Commission européenne, de l'Autorité de la concurrence et de la DGCCRF.
- Cerner les droits et obligations de l'entreprise et de ses représentants en cas de contrôles ou d'enquêtes.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit de la concurrence ou avoir suivi " Droit de la concurrence - Niveau 1 " (code 20140 p. 163).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables du contentieux
- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Emmanuel TRICOT  
Avocat Associé  
VEIL JOURDE

## PROGRAMME

Expertise

### Mesurer les conséquences de la réforme portant création de l'Autorité de la concurrence

### Maîtriser les pouvoirs d'enquête et de contrôle des différentes autorités de concurrence

- L'articulation des pouvoirs d'enquête entre la Commission européenne, l'Autorité de la concurrence et la DGCCRF
- Les enquêtes " simples " : pouvoirs d'investigation classiques ou ordinaires  
**Étude de cas** : déroulement d'une enquête " simple "
- Les enquêtes " lourdes " : pouvoirs d'investigation sur autorisation judiciaire
- Les inspections communautaires de concurrence
- Les pouvoirs d'enquête en matière de pratiques restrictives pénalement ou civilement sanctionnées  
**Étude de cas** : déroulement d'une enquête " lourde "

### Réagir face aux contrôles et enquêtes

- Les droits reconnus aux entreprises : droit à la présence d'un avocat et introduction de possibilités de recours
- Les recours dont dispose l'entreprise en cas de d'enquête
- Les droits de l'entreprise en cas de contrôles et d'enquêtes
- Les risques encourus face aux enquêteurs
- La présence de l'avocat lors des enquêtes
- La procédure de clémence et les enquêtes de concurrence
- Se préparer aux contrôles et enquêtes de concurrence  
**Test de connaissances** : quiz de validation des acquis

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de réagir aux contrôles, enquêtes et saisies menés par les différentes autorités de concurrence en France.

**1**  
jour

**7**  
heures

## Paris

23	mai	2016
17	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

Code 20129

# Contentieux en droit de la concurrence

Prévenir les risques et adopter les bonnes stratégies contentieuses de défense

**Les pratiques anticoncurrentielles, que les entreprises ne parviennent pas toujours à clairement identifier, font courir des risques majeurs aux entreprises. Il est donc essentiel de minimiser ces risques pour réduire le montant de l'amende encourue ou les conséquences d'éventuelles actions indemnitaires / class actions visant l'entreprise. Réciproquement, l'adoption d'une stratégie contentieuse offensive peut représenter une arme efficace au service des intérêts de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier les pratiques à risque et cerner la politique des autorités de la concurrence.
- Mettre en place, au sein de l'entreprise, un programme de compliance.
- Gérer une procédure et anticiper les pièges des contentieux privés et des class actions.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit de la concurrence ou avoir suivi " Droit de la concurrence - Niveau 1 " (code 20140 p. 163).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables du contentieux
- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Emmanuel TRICOT  
Avocat Associé  
VEIL JOURDE

## PROGRAMME

Expertise

### La prévention du contentieux en droit de la concurrence : identifier les pratiques à risque

- Cerner la politique des autorités de la concurrence et anticiper son évolution  
**Autodiagnostic** : pratiques des participants
- Faire le point sur les principaux visages du droit de la concurrence
- Identifier les pratiques à risque selon les secteurs d'activité  
**Exercice d'application** : élaboration d'un tableau de bord des risques en fonction de son activité
- Une fois le risque identifié, organiser la réaction  
**Exercice d'application** : audit des pratiques des entreprises
- Organiser le contentieux privé  
**Étude de cas** : étude comparative et analyse des amendes record fixées par les autorités françaises et communautaires

### La gestion du contentieux en droit de la concurrence

- Réagir aux enquêtes de concurrence
- Dialoguer avec les autorités de la concurrence
- Utiliser le droit de la concurrence de manière offensive  
**Partage d'expériences** : analyse des comportements et des difficultés rencontrés en pratique
- Échapper aux éventuelles sanctions ou les minimiser  
**Étude de cas** : mise en application d'un programme de clémence et anticipation des risques de contentieux induits

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure d'anticiper et de gérer les risques de contentieux en droit de la concurrence pour votre entreprise.

**1**  
jour

**7**  
heures

## Paris

24	mai	2016
18	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

Code 20062

# E-commerce

Sécuriser ses transactions de vente à distance



La forte croissance du e-commerce a permis un développement sans précédent de la vente à distance. Dans un souci constant de renforcement de la protection du consommateur, le législateur adopte un cadre de plus en plus strict. L'adoption de la loi Hamon sur la consommation le 13/02/2014 conduit à imposer de nouvelles obligations et des sanctions plus lourdes pour les professionnels, qui devront actualiser leurs sites marchands ainsi que leurs conditions générales de vente.

## OBJECTIFS

- Identifier les nouveautés de la loi Hamon adoptée le 13/02/2014.
- Lister les informations obligatoires qui doivent apparaître sur son site marchand.
- Sécuriser et optimiser ses pratiques de vente à distance en adoptant les bons réflexes juridiques.

## PRÉREQUIS

- Avoir déjà été confronté à des contrats de vente à distance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables commerciaux
- Webmasters

## ANIMATEUR

Garance MATHIAS  
Avocat à la Cour  
CABINET MATHIAS

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Identifier le cadre juridique de la vente à distance et du e-commerce

- Repérer les nouvelles obligations imposées par la loi "Hamon" sur la consommation

#### Maîtriser les obligations générales et particulières pesant sur le vendeur à distance

- Concevoir son site en tenant compte des différentes informations précontractuelles obligatoires
- **Exercice d'application** : rédaction des CGV adaptées à la vente sur internet et aux nouvelles obligations de la loi "Hamon"
- Limiter sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat
- **Etude de cas** : analyse de l'articulation entre la responsabilité du vendeur et celle du transporteur
- Assurer la sécurité des transactions sur internet

### Adopter les bons réflexes juridiques face aux consommateurs

- Éviter les pratiques abusives
- **Etude de cas** : analyse des clauses abusives et de la jurisprudence en matière de vente forcée
- Différencier les méthodes licites et illicites de communication
- Mesurer le renforcement des moyens d'action en matière de protection du consommateur
- **Etude de cas** : analyse de litiges transfrontaliers
- Maîtriser la preuve et les enjeux de la collecte des données à caractère personnel

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser la formation et l'exécution de vos contrats de vente à distance et sur internet.

2 jours

14 heures

Code 20063

Paris		
18-19	février	2016
6-7	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
20-21	février	2017

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Le cadre juridique d'une politique commerciale

Maîtriser les accords commerciaux entre fournisseurs et distributeurs

Chaque année, les accords conclus entre fournisseurs et distributeurs font l'objet de négociations commerciales pour les différents acteurs du secteur. Il est donc primordial de bien connaître le cadre juridique de ces négociations qui sont en constante évolution.

## OBJECTIFS

- Rédiger des conditions de vente, faire respecter ses délais de paiement, négocier et formaliser le résultat de la négociation commerciale.
- Maîtriser ses obligations en matière de prix et de facturation et calculer le seuil de revente à perte.
- Identifier les pratiques commerciales interdites et les sanctions encourues.

## PRÉREQUIS

- Intervenir dans la préparation d'accords commerciaux.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables commerciaux
- Responsables des achats/des ventes

## ANIMATEUR

Marianne MOUSSERON  
Avocat à la Cour  
GRALL & Associés

## PROGRAMME

### Faire le point sur l'évolution du cadre juridique des pratiques commerciales

- Définir le cadre légal des relations commerciales
- Identifier les textes applicables aujourd'hui

### Rédiger et négocier ses CGV, CCP, CPV et CGA

- Identifier les règles applicables
- Contradictions CGV/CGA : les incidences

### Maîtriser le cadre juridique des délais de paiement

- Les délais de paiement convenus, réglementés, dérogatoires
- Le mode de computation des délais de paiement, les pénalités de retard et indemnités pour frais de recouvrement

### Sécuriser et formaliser la négociation commerciale

- Définir le champ d'application et le contenu obligatoire de la convention unique
- La coopération commerciale et les autres obligations, définir la rémunération
- L'articulation entre CGV, CCP, CPV et convention unique
- Contractualiser les NIP
- Les contrats MDD
- Formaliser les termes de la convention unique

### Prix, facturation et revente à perte

**Etude de cas** : examen d'un barème de réductions de prix, calcul du SRP et mise en place d'une politique tarifaire

### Pratiques restrictives de concurrence

- Identifier les textes qui demeurent pénalement sanctionnés
- Les pratiques sanctionnées civilement
- Les sanctions administratives
- et les nouveaux pouvoirs de la DGCCRF
- Le bilan de la jurisprudence

### Le "déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties" Gérer la rupture des relations commerciales

**Exercice d'application** : appréciation du caractère abusif ou non de la rupture et du montant des dommages et intérêts à verser à travers la jurisprudence correspondante

### L'impact concurrentiel des rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer les risques liés à la négociation commerciale et de mettre en œuvre une stratégie juridique de gestion de la relation commerciale.

2 jours

14 heures

Code 20009

Paris		
14-15	mars	2016
16-17	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Conditions générales de vente

Rédiger ses CGV en toute sécurité

**Malgré la libéralisation des conditions de négociations commerciales, les entreprises doivent respecter un certain formalisme dans la rédaction et la communication de leurs conditions générales de vente. Les CGV doivent contenir un certain nombre de mentions obligatoires et peuvent également prévoir des mentions recommandées afin de les communiquer à la clientèle. À défaut, les sanctions peuvent s'avérer lourdes.**

## OBJECTIFS

- Anticiper les risques liés à des CGV mal rédigées et mettre à jour régulièrement ses CGV du fait des évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles.
- Rédiger les clauses appropriées.
- Utiliser les CGV à bon escient dans la négociation commerciale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit commercial ou avoir suivi " Le cadre juridique d'une politique commerciale " (code 20009 p. 166).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Commerciaux
- Toute personne souhaitant améliorer ses connaissances et sa maîtrise de la rédaction des CGV

## ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

**Déterminer les finalités, intérêts et risques des CGV dans la négociation commerciale**

**Maîtriser le cadre juridique des CGV**

**Articuler le cadre conventionnel ou harmoniser les relations avec les autres conventions de la négociation commerciale**

- Prévenir et résoudre la contrariété avec les conditions générales d'achat
- Articuler les CGV avec la convention unique et/ou un contrat-cadre
- Établir un lien avec des fiches produits et/ou des cahiers des charges
- Prendre en compte les autres documents relatifs à la commande

**Maîtriser le cadre réglementaire**

**Exercice d'application** : prévention des conflits entre les documents contractuels  
**Étude de cas** : analyse d'un déséquilibre significatif

**Rédiger le contenu des CGV en BtoC**

- Distinction BtoB et BtoC au regard de la notion de consommateur et de " non-professionnel " face au professionnel
- Fixer les conditions juridiques de la vente
- Garantie de conformité  
**Étude de cas** : analyse de clauses abusives  
**Exercice d'application** : rédaction d'une clause " Droit de rétractation "

**Rédiger le contenu des CGV en BtoB**

**Maîtriser les clauses obligatoires**

- Fixer les conditions juridiques de la vente
- Encadrer les conditions financières de la vente

**Encadrer les conditions de règlement**

**Analyser les clauses recommandées**

- Fixer les modalités de commande et déterminer le moment de la vente définitive
- Rédiger le bon de livraison
- Encadrer le délai et les conditions de livraison en fonction des aléas
- Arrêter des procédures sécurisantes pour vérifier le défaut de conformité de la marchandise et la mise en jeu de la garantie
- Aménager la responsabilité par des clauses limitatives
- La force majeure
- Prévoir les conditions de la résolution
- La clause attributive de compétence  
**Mise en situation** : jeu de rôles de négociation de clauses

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser la négociation et la rédaction de vos conditions générales de vente.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 20055

Paris

16	mars	2016
10	juin	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 910 € - repas inclus

# Les réseaux de franchise en pratique

Gérer les rapports entre franchiseurs et franchisés



**Le contrat de franchise doit refléter les intérêts du réseau de franchise en protégeant notamment son image et sa réputation, mais également établir clairement les obligations entre franchiseurs et franchisés. Dès lors, le choix de la franchise et la négociation des prestations réciproques représentent des étapes clés au regard du management du réseau et de l'abondant contentieux existant dans ce domaine.**

## OBJECTIFS

- Identifier le régime juridique de la franchise et maîtriser son mécanisme juridique.
- Analyser le contenu du contrat de franchise.
- Améliorer la gestion quotidienne des réseaux de franchise : anticiper les problématiques et les risques.

## PRÉREQUIS

Intervenir dans les relations entre franchiseur et franchisé.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Avocats et experts-comptables
- Dirigeants des entreprises franchiseurs et leurs collaborateurs, directeurs réseau et directeurs animation

## ANIMATEURS

Sandrine RICHARD  
Avocat à la Cour  
& François-Luc SIMON  
Avocat Associé  
SIMON ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Bien définir la franchise pour mieux la comprendre**

- Distinguer la franchise des contrats voisins
- Identifier les spécificités de la franchise

**Exercice d'application** : qualification de contrats, en franchise ou non

**Maîtriser l'étendue de l'obligation précontractuelle du franchiseur**

- Définir la raison d'être de l'obligation précontractuelle d'information
- Relier le non respect de l'obligation précontractuelle d'information et la nullité du contrat
- Maîtriser les conséquences de l'annulation du contrat de franchise

**Identifier les clauses importantes et sensibles du contrat de franchise et gérer la liberté contractuelle**

- Définir l'exclusivité territoriale
- Encadrer la liberté des franchisés dans l'exploitation d'un site internet marchand  
**Étude de cas** : analyse d'exemples de fonctionnement d'un site internet commun au franchiseur et à son réseau
- Gérer et mettre en œuvre la communication nationale et locale
- Définir la marge de manœuvre et de liberté du franchisé

- Identifier les obligations du franchisé
- L'approvisionnement
- L'intuitu personae, la transmission du contrat de franchise et le changement de contrôle du cocontractant
- La non-concurrence et la non-affiliation post-contractuelles : distinction et conditions de validité  
**Exercice d'application** : rédaction des clauses principales du contrat de franchise

**Focus sur l'ouverture d'une procédure collective et la fin du contrat de franchise**

- Franchise et entreprises en difficultés : position du franchiseur face au franchisé en difficulté
- Gérer la fin des relations  
**Partage d'expériences** : échanges sur les conflits rencontrés et la manière de les éviter

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'utiliser le droit au service du bon fonctionnement et du bon développement du réseau de franchise.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20037

Paris

5-6	avril	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

# Droit de la publicité et de la promotion des ventes

Prévenir les risques légaux



**Compte tenu des enjeux notamment en termes d'image et de réputation pour l'entreprise et des risques judiciaires y afférents, la publicité et la promotion des ventes doivent faire l'objet d'une vigilance en amont très strictes pour tenir compte de tous les intérêts en présence.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le droit de la communication publicitaire média et hors média et de la promotion en intégrant les dernières évolutions réglementaires, jurisprudentielles et déontologiques.
- Identifier et prévenir les risques pour sécuriser la communication.
- Optimiser les relations avec les prestataires de la communication.

## ● PRÉREQUIS

Être impliqué dans les opérations de promotion des ventes.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables publicité et marketing
- Toute personne souhaitant maîtriser le cadre légal des opérations publicitaires et promotionnelles dans le respect des dispositions légales et déontologiques

## ● ANIMATEUR

Fabien HONORAT  
Avocat Associé  
PÉCHENARD & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser le cadre légal de la publicité Respecter les obligations

**Étude de cas** : analyse des pratiques et présentations publicitaires pénalement sanctionnées par la jurisprudence

- Cerner l'organisation et le fonctionnement des instances déontologiques
- Anticiper les risques liés à la publicité comparative

**Étude de cas** : analyse de publicités comparatives

- Communication sur internet : mesurer les possibilités et les modalités pratiques
- Concevoir des loteries et des concours

#### Optimiser les opérations de marketing

- Cerner le cadre juridique des outils de marketing en tenant compte des dernières évolutions légales
- Concevoir des loteries et des concours
- Rédaction d'un extrait de règlement de loterie

#### Sécuriser les relations avec les prestataires

- **Exercice d'application** : cession des droits d'auteur et droits des tiers
- Gérer les relations avec les prestataires d'achat d'espace : régie/agence média
- Gérer la fin des relations
- **Exercice d'application** : choix du statut entre mandat et maîtrise d'œuvre pour les opérations hors média

#### Identifier et sécuriser les droits des tiers

- Discerner droits d'auteur, droits sur les marques, droits de la personnalité et droits à l'image
- **Exercice d'application** : identification des droits des tiers sur des publicités diffusées
- Sécuriser les droits des tiers
- **Exercice d'application** : rédaction d'une autorisation d'utilisation de droit à l'image

### ✔ Quiz aval

#### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les principales règles juridiques relatives à la communication publicitaire et d'identifier les principaux pièges à éviter.

2 jours

14 heures

Code 20019

#### Paris

23-24	mai	2016
22-23	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Droit du marketing

Sécuriser et valoriser ses actions de promotion et de communication

**Créer, développer, valoriser l'image de l'entreprise et l'identité visuelle d'un produit exige de connaître le cadre juridique des éléments constitutifs en vue d'une communication maîtrisée. Les professionnels du marketing doivent donc maîtriser l'ensemble de la réglementation applicable à la protection des éléments d'identification de l'entreprise, à la publicité et à la promotion des ventes pour anticiper les risques et défendre leurs actifs incorporels face à la concurrence.**

## ● OBJECTIFS

- Mettre en place une politique de protection adaptée aux actions de communication.
- Maîtriser le cadre juridique des techniques de promotion et des supports de communication
- Gérer et contractualiser les rapports avec une agence de communication.

## ● PRÉREQUIS

Être impliqué dans les opérations de marketing.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Responsables marketing et leurs collaborateurs
- Toute personne impliquée dans le cadre juridique des opérations marketing

## ● ANIMATEURS

Céline AVIGNON  
Avocat à la Cour, Directeur du département publicité et marketing électronique & Virginie BRUNOT  
Avocat à la Cour, Directeur du département propriété industrielle contentieux  
ALAIN BENSOUSSAN - AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Gérer l'image de l'entreprise et/ou d'un produit

• Identifier les éléments protégeables au sein d'une action de communication

**Exercice d'application** : définition du caractère protégeable ou non d'éléments de communication

- Faire le point sur les différents systèmes de protection et juger de leur adéquation avec ses objectifs

**Étude de cas** : analyse de la protection d'un slogan publicitaire

- Faire face à la contrefaçon et à la concurrence déloyale
- **Exercice d'application** : analyse de pratiques commerciales trompeuses et de publicité comparative
- **Étude de cas** : analyse de publicités sur les moteurs de recherche

#### Assimiler le régime de la promotion des ventes

- Maîtriser le cadre légal des actions promotionnelles
- **Exercice d'application** : établissement d'un règlement de jeu
- Maîtriser le cadre légal des vecteurs de communication électronique
- **Exercice d'application** : déclaration d'un fichier clients / prospects auprès de la CNIL

- Confier la réalisation et la création d'une campagne de communication à un tiers : le contrat avec une agence
- **Étude de cas** : analyse des principales clauses d'un contrat de prestations publicitaires

#### Maîtriser les nouvelles règles applicables à la vente sur internet

- La structure d'une Home Page type et les mentions légales obligatoires
- Les obligations en matière d'information pré et post-contractuelle
- L'organisation du canal de commande
- La livraison, les responsabilités, les garanties...
- **Intégrer le droit de rétractation**
- Le domaine d'application
- Le régime juridique et les bonnes pratiques
- Les modalités d'exercice
- Les conditions de remboursement
- **Mesurer les sanctions encourues**

#### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le cadre juridique de vos actions marketing.

2 jours

14 heures

Code 20113

#### Paris

15-16	février	2016
9-10	juin	2016
5-6	décembre	2016
27-28	février	2017

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus



# Pratique du droit de la consommation

Gérer les relations consoméristes en respectant les obligations légales

**Le déséquilibre entre le professionnel et le consommateur a incité le législateur à poser des règles correctrices des abus les plus significatifs. Face à des pratiques de consommation toujours innovantes, le droit de la consommation fait l'objet de nombreuses réformes pour répondre à un besoin de protection et de sécurité toujours renforcé.**

## OBJECTIFS

- Identifier les moyens de protection mis à la disposition du consommateur et des professionnels.
- Intégrer les règles à respecter dans ses rapports avec les consommateurs.
- Gérer un contentieux en droit de la consommation.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans les relations avec les consommateurs.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables commerciaux
- Avocats

## ANIMATEURS

Agathe DUPERRAY  
& Gaele ROBIC  
Avocats à la Cour  
NOMOS Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Code de la consommation : cerner la nouvelle réglementation**

**Intégrer les infractions au droit de la consommation et les moyens de protection à la disposition des consommateurs et des professionnels**

- Publicité et promotion des ventes : comprendre l'intégration en droit français de la Directive européenne relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs

**Étude de cas** : analyse d'exemples issus de la jurisprudence récente

- Publicité destinée aux professionnels : intégration en droit français de la Directive européenne en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative

**Étude de cas** : analyse de publicités comparatives au regard de la jurisprudence française et européenne et exemples d'actions en cessation

- Contrats avec les consommateurs  
**Étude de cas** : analyse de clauses abusives à partir d'exemples issus de la jurisprudence récente, exemple de site internet et de CGV

**Régler au mieux les litiges relatifs au droit de la consommation et préserver ses droits face aux autorités de contrôle**

- L'action de la DGCCRF
- L'action des concurrents : l'action en concurrence déloyale
- L'action des associations de consommateurs
- L'action de groupe

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'encadrer les relations entre consommateurs et professionnels pour limiter les risques de contentieux.

2 jours  
14 heures

Code 20074

Paris		
7-8	avril	2016
11-12	juillet	2016
29-30	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

# Réparation du préjudice commercial

Évaluer et indemniser le dommage commercial



**Face à des relations commerciales toujours plus tendues et à une mise en jeu de la responsabilité toujours plus fréquente, les contentieux commerciaux sont devenus une véritable arme économique et la réparation des préjudices un enjeu financier majeur. Il est plus que jamais fondamental de maîtriser l'évaluation du préjudice commercial afin d'en obtenir réparation ou de contrer une demande injustifiée et de mettre en place la bonne stratégie dès le départ.**

## OBJECTIFS

- Acquérir une méthodologie rigoureuse en matière de chiffrage du préjudice commercial.
- Cerner la position des tribunaux selon le type de préjudice.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation admises et reprises par les magistrats.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de la responsabilité.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables des assurances et risks managers
- Avocats, conseils

## ANIMATEURS

Chantal CORDIER VASSEUR  
Avocat Associé  
LATOURNERIE WOLFROM AVOCATS  
Céline LEROY  
Associée - Litigation & Forensic  
Expert judiciaire près la Cour d'appel de Paris  
EIGHT ADVISORY

## PROGRAMME

Initiation

**Partage d'expériences** : échanges sur les habitudes en matière de réparation des préjudices

**Maîtriser les règles gouvernant la réparation**

**Déterminer les conditions de la réparation**

- La trilogie faute/dommage/liens de causalité
- Le dommage réparable

**Mesurer l'ampleur de la réparation**

**Étude de cas** : analyse de situation comparée avec le droit anglo-saxon et la réparation du préjudice né de la contrefaçon

**Rédiger des clauses contractuelles efficaces**

- Les clauses exclusives et limitatives de responsabilité
- La clause pénale
- Exercice d'application** : mises en situation autour de la rédaction de clauses

**Évaluer son préjudice commercial**

**La mécanique de l'évaluation**

- Comparer deux situations
- Documenter une situation théorique
- Étude de cas** : analyse de la problématique des clauses de hardship et de la démonstration des bouleversements économiques

**Le gain manqué et les pertes subies**

- Évaluer son gain manqué
- Déterminer le chiffre d'affaires perdu et la marge rattachée
- Évaluer les pertes subies

- Prendre en compte les impacts indirects
- Exercice d'application** : calcul des préjudices nés du dysfonctionnement d'une solution informatique

**La perte de chance**

- Identifier les situations où l'invoquer
- Mesurer les difficultés d'évaluation
- Cerner la position des tribunaux
- Étude de cas** : analyse de l'échec d'un partenariat

**L'intégration de la notion de temps**

**Élaborer la stratégie contentieuse**

**La preuve**

- Déterminer les preuves à réunir
- Collecter et conserver la preuve

**Le juge**

- Déterminer le moment où recourir au juge
- Mesurer le rôle du juge dans la collecte des preuves et dans l'évaluation

**L'expert financier**

- Analyser les différentes formes d'expertise financière ainsi que leurs avantages et inconvénients
- Cerner la démarche à adopter avec l'expert financier

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer un préjudice commercial.

1 jour  
7 heures

Code 20172

Paris		
8	juin	2016
4	octobre	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 950 € - repas inclus

# Produits défectueux

Prévenir et gérer le risque

**L'apparition de produits défectueux peut s'avérer être une épreuve très difficile à surmonter pour une entreprise car sa responsabilité comme son image risquent fort d'être mises en cause. Il est donc indispensable d'anticiper les risques encourus par les différents intervenants pour maîtriser les éventuelles sanctions.**

## ● OBJECTIFS

- Mesurer la répartition des risques entre les différents intervenants.
- Anticiper les risques de contrôle administratif.
- Identifier l'étendue des obligations et des responsabilités.

## ● PRÉREQUIS

Être impliqué dans les risques liés aux produits de son entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la sécurité et de la qualité
- Avocats

## ● ANIMATEUR

Sophie DECHELETTE ROY  
Avocat Associé  
COLBERT AVOCATS

## PROGRAMME

### Identifier les obligations à la charge des différents intervenants

- Fabricants, distributeurs, importateurs et sous-traitants
- Identifier les produits visés
- Évaluer la sécurité des produits
- **Étude de cas** : les modalités de mise en circulation de différents produits

### Cerner les procédures de contrôle administratif

- **Des pouvoirs de l'administration renforcés**
- Identifier les domaines d'intervention des autorités compétentes
- Définir leurs prérogatives exactes et les mesures dont elles disposent
- **Analyser les droits et moyens de recours**
- **Étude de cas** : impact des décisions administratives les plus récentes

### Responsabilité sans faute : maîtriser sa mise en jeu

- **Les mécanismes de responsabilité**
- Responsabilités contractuelle, délictuelle et spéciale : cerner l'articulation
- La disparition de l'exigence d'une faute
- Définir sur qui pèse la charge de la preuve
- **Les causes d'exonération ou limitatives de responsabilité**
- Les conséquences du concours d'un tiers dans la réalisation du dommage
- La faute de la victime, les délais et les règles de prescription à respecter

### Les sanctions encourues

- Les sanctions civiles et pénales
- La loi applicable et les tribunaux compétents à l'international

### Définir les recours entre les différents acteurs concernés

### Aménager contractuellement les responsabilités

- **Les conditions de validité des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité**
- Définir l'opposabilité
- Cerner les types de dommages concernés
- **Les clauses de répartition de responsabilité**
- Les intégrer dans ses contrats
- Les rédiger

### Exercice d'application : rédaction des clauses limitatives de responsabilité

- **L'organisation de la démarche de prévention : les étapes à respecter**
- **Autodiagnostic** : analyse des risques des contrats en cours dans l'entreprise

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'encadrer le risque produit de votre entreprise.

**2** jours

**14** heures

Code 20008

Paris

30-31	mars	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Droit du tourisme

Sécuriser les rapports entre professionnels et avec ses clients

**Dans le contexte d'une codification récente des règles de droit applicables au tourisme et des réformes légales survenues ces dernières années, les acteurs privés et publics du secteur peinent à s'y retrouver en raison du caractère transversal de leurs activités. Or, la maîtrise des règles juridiques est devenue aujourd'hui une donnée importante de la gestion des activités touristiques, dont le poids dans l'économie française est considérable.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les régimes juridiques applicables aux activités touristiques.
- Maîtriser les contrats conclus par les différents intervenants.
- Mesurer l'impact du droit de la concurrence et du commerce électronique sur les activités touristiques.

## ● PRÉREQUIS

Être concerné par les activités touristiques.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Avocats
- Toute personne concernée par les activités touristiques et souhaitant maîtriser les règles applicables au droit du tourisme

## ● ANIMATEURS

Bénédicte de CARLAN  
Avocat Associé  
& Julie HUCHETTE  
Avocat à la Cour  
AKLEA

## PROGRAMME

### Identifier le cadre juridique du tourisme et maîtriser ses aspects réglementaires

- **Intégrer les principales caractéristiques du droit du tourisme**
- Cerner les différentes sources du droit du tourisme
- Définir les activités concernées
- **Cerner les régimes juridiques applicables aux activités touristiques**
- Les textes applicables et leur champ d'application
- Exercer une activité touristique
- Le statut des vendeurs de voyages
- Cerner les opérations possibles et les obligations afférentes
- **Étude de cas** : analyse du champ d'application du cadre réglementaire au regard de différentes catégories d'opérateurs apparues sur le marché du tourisme

### Analyser les contrats conclus en pratique par les différents intervenants

- **Contrats conclus entre un agent et son client**
- Définir les contrats visés
- Qualifier le contrat
- L'offre contractuelle
- Respecter l'obligation d'information
- Protection du consommateur
- Point sur les clauses abusives en matière de prestations touristiques

- Exécution du contrat
- Définir la responsabilité des agents en fonction du contrat applicable et des prestations concernées
- **Étude de cas** : analyse des différents contrats conclus par un agent de voyage
- Contrat de mandat, contrat d'entreprise, contrat de voyage à forfait, contrat de vente de voyages ou de séjours...

### Contrats conclus entre professionnels

- Identifier les différents intervenants de la pratique
- Identifier les contrats qui lient ces différents intervenants
- Satisfaire des besoins touristiques sans être prestataires directs de services
- **Étude de cas** : analyse et rédaction d'un contrat en application des dispositions applicables

### Droit du tourisme, droit de la concurrence et commerce électronique : comprendre l'articulation et les spécificités

- Concurrence déloyale, publicité trompeuse...
- Vente sur internet

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez la rédaction des clauses clés de vos contrats liés au tourisme.

**2** jours

**14** heures

Code 20121

Paris

2-3	juin	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Droit des sûretés

Identifier et utiliser les différents types de garanties



**Dans un contexte économique délicat, les sûretés sont de plus en plus recherchées. Qu'il s'agisse d'un nantissement sur fonds de commerce, d'un cautionnement ou encore d'une clause de réserve de propriété, ces garanties offrent des prérogatives de plus en plus intéressantes pour les créanciers.**

## OBJECTIFS

- Identifier les différents types de sûretés et maîtriser leurs caractéristiques principales.
- Maîtriser les points clés qui feront la différence lors de la négociation des sûretés.
- Rédiger les nouvelles clauses apparues dans la pratique.

## PRÉREQUIS

Être confronté aux garanties dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Frédéric LEPLAT  
Avocat à la Cour  
DBB LAW  
Maître de conférences à l'Université de Rouen

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser le contrat de cautionnement Faire le point sur la formation du contrat de cautionnement

- Mentions et formalisme du contrat de cautionnement
- Engagement du patrimoine de la caution et caution réelle
- Caution simple ou solidaire
- Validité de la caution
- Validité du cautionnement et intérêt social

#### Assurer l'exécution du contrat de cautionnement

- Cautionnement et information
- Devoir de mise en garde
- Étendue du cautionnement
- Le bénéfice de subrogation
- Exercice d'application** : l'exécution du devoir de mise en garde

#### Faire le point sur les alternatives au contrat de cautionnement

- Étudier la garantie autonome
- Autonomie de l'objet de l'obligation du garant
- L'opposabilité des exceptions
- Moyens de défense
- Analyser la lettre d'intention
- Déterminer les termes de la lettre d'intention
- Validité de la lettre d'intention
- Exercice d'application** : rédaction d'une garantie autonome ou d'une lettre d'intention

#### Analyser le droit de rétention, le gage et le nantissement

- Mettre en place un droit de rétention
- Constituer un gage
- Utiliser un nantissement
- Exercice d'application** : rédaction du gage avec dépossession et publicité

#### Mettre en œuvre une hypothèque Distinguer les différentes catégories d'hypothèques

- L'hypothèque conventionnelle
- L'hypothèque judiciaire
- L'hypothèque légale

#### Identifier les catégories particulières d'hypothèques

- Le prêt viager hypothécaire

#### Tirer le meilleur parti de la propriété sûreté

- Constituer une réserve de propriété
- Faire le point sur la fiducie sûreté

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser la négociation et la rédaction de vos sûretés.**

2 jours / 14 heures

Code 20142

Paris		
14-15	juin	2016
22-23	septembre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Pratique du cautionnement

Rédiger ses actes en respectant les obligations légales

**Le cautionnement est une sûreté personnelle qui peut entraîner de graves conséquences pour la caution, c'est pourquoi le législateur a souhaité un formalisme qui est un formalisme de protection. Dès lors, il faut anticiper l'étendue de l'engagement de la caution, les conditions de validité propres au dirigeant ou à la société caution pour maîtriser les risques liés à ce type d'engagement.**

## OBJECTIFS

- Déterminer l'étendue de l'engagement de caution et comprendre le principe de proportionnalité.
- Mesurer l'impact du droit des sociétés sur l'acte de caution.
- Faire le point sur les difficultés pratiques liées au recouvrement.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au cautionnement.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes de banque
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats

## ANIMATEUR

Virginie LARCHERON  
Avocat Associée en droit bancaire  
LV AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Apprécier la validité juridique de l'engagement de caution

- Déterminer sa nature et identifier ses caractéristiques
- Étudier les différents types de cautionnements
- Distinguer le cautionnement réel du cautionnement personnel
- Définir les acteurs ayant la capacité de s'engager
- Analyser le contenu de la mention manuscrite
- Déterminer l'étendue de l'engagement de caution
- Maîtriser le principe de proportionnalité en matière de cautionnement
- Étude de cas** : appréciation du caractère disproportionné ou non du cautionnement
- Informé correctement la caution : cerner les exigences posées par l'article L. 341-6 du Code de la consommation
- Étude de cas** : analyse commentée d'engagements de caution ayant fait l'objet d'un contentieux

**Exercice d'application** : rédaction d'un acte de cautionnement

#### Identifier les spécificités propres aux engagements des sociétés et de leurs dirigeants

- Distinguer les différents cas d'engagements du dirigeant des engagements de la société
- Mesurer l'impact d'une procédure collective ou d'une restructuration sur les engagements de caution

#### Mise en œuvre et extinction du cautionnement

- L'obligation de couverture et de règlement : définir le contenu
- Maîtriser les modalités de l'action en paiement de la caution
- Cerner quand un cautionnement est éteint
- Étude de cas** : examen des moyens de défense le plus fréquemment invoqués par les cautions

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser vos engagements de caution.**

2 jours / 14 heures

Code 20035

Paris		
7-8	avril	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Recouvrement de créances

Maîtriser sa prévention et sa gestion juridique



**Qu'il soit amiable ou contentieux, le recouvrement de créances offre une large palette d'actions permettant de récupérer ses créances. C'est pourquoi, il importe de maîtriser toutes les options possibles de manière à anticiper, non seulement le choix, mais également l'ordre dans lequel seront initiées les différentes démarches et optimiser ainsi ses chances de recouvrement.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les outils juridiques pour prévenir les impayés dès la phase de négociation et de rédaction contractuelle.
- Analyser l'efficacité des différentes actions en recouvrement pour assurer la réussite de sa démarche contentieuse.
- Maîtriser les spécificités du recouvrement de créances en cas de procédure collective.

## ● PRÉREQUIS

- Être impliqué dans les démarches de recouvrement de créances.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Credit managers
- Responsables du contentieux et du recouvrement

## ● ANIMATEUR

Céline ROMERO  
Avocat à la Cour  
CABINET ROMERO

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Adopter des instruments efficaces pour prévenir les impayés et gérer le recouvrement amiable

Maîtriser les dispositions à prendre dès l'élaboration des documents contractuels

- Contrôler la solvabilité du débiteur, la structure juridique du client et les garanties prévues au contrat
- Les principales clauses à insérer dans les conditions générales de vente
- Mesurer l'efficacité du cautionnement et des autres garanties
- Affacturage et assurance-crédit

Identifier les moyens à sa disposition pour éviter le passage d'un dossier au contentieux

- Lettre de rappel et mise en demeure
- Négocier l'abandon partiel de créances
- Recourir à l'intervention d'un huissier
- Accorder un délai de paiement

Exercice d'application : rédaction de l'accord de délai de paiement

Engager et gérer au mieux son contentieux

Conduire une action judiciaire

- Le moment où la déclencher
- Déterminer la juridiction compétente
- Préparer les pièces pour le dossier
- Les actions tendant au paiement

- Assignation au fond
- Mettre en jeu les clauses contractuelles
- Identifier les mesures conservatoires
- Utiliser au mieux la clause de réserve de propriété et le droit de rétention
- Voies d'exécution

Exercice d'application : identification et choix de la procédure adéquate  
Étude de cas : les voies d'exécution

**Recouvrement de créances et procédures collectives : mesurer l'impact de la loi de sauvegarde**

- Sauvegarde, conciliation, redressement et liquidation
- Identifier les conditions de délais, de vérification et d'admission des créances
- Gérer les garanties
- Typologie de l'efficacité des garanties en cas de redressement et/ou de liquidation judiciaires

Étude de cas : intérêt de l'assignation en redressement ou liquidation judiciaires pour le créancier

### ✓ Quiz aval

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la prévention et la gestion du recouvrement des créances de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

### Paris

10-11	mars	2016
6-7	juin	2016
5-6	décembre	2016

### Lyon

6-7	juin	2016
5-6	décembre	2016

Code 20032

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Compliance et legal risk management

Gérer au mieux son risque juridique en entreprise

**Les entreprises attendent de plus en plus de leurs directions juridiques qu'elles soient capables d'identifier, de quantifier, d'anticiper, en un mot de gérer les risques juridiques. La direction juridique se retrouve ici à la croisée des chemins entre la direction audit interne et la direction compliance. Le juriste doit mettre en place des outils efficaces de prévention et de gestion des risques, devenant alors risk manager de la vie légale et réglementaire de sa société.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les missions et compétences clés du directeur juridique en tant que risk manager et/ou directeur de la compliance.
- Mettre en place différents types de dispositifs d'identification et de gestion des risques juridiques adaptés au sein de l'entreprise.
- S'assurer de la performance et du respect des dispositifs de management des risques juridiques mis en place grâce à des procédures de contrôle et de suivi efficaces.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du mode de fonctionnement juridique de son entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Risk managers et compliance officers

## ● ANIMATEUR

Wafa AYED  
Avocat à la Cour, Risk Manager

## PROGRAMME

Expertise

### Le Legal Risk Management (LRM) : une nouvelle dimension donnée à la fonction juridique

- Maîtriser les notions et concepts de gestion des risques
- Mettre en place un processus de management des risques juridiques dans l'entreprise
- LRM ou le nouveau rôle du juriste dans l'entreprise
- Les missions des acteurs du management des risques : risk manager, compliance officer, responsable éthique, directeur RSE, directeur audit et contrôle interne...
- Présentation des différents outils de la gestion des risques juridiques et de la compliance

Autodiagnostic : analyse des processus de management des risques juridiques actuellement appliqués dans les entreprises des participants

La cartographie, outil de management des risques juridiques

Cerner les phases de réalisation de la cartographie des risques

Exercice d'application : élaboration d'une cartographie des risques juridiques  
Définir le contexte stratégique de l'entreprise

Établir un diagnostic des risques juridiques

- Analyser les risques
  - Estimer les risques
- Mettre en place des stratégies de traitement des risques juridiques  
Assurer le contrôle et le suivi des procédures de management des risques juridiques

- Mettre en place un comité de suivi et de retour d'expérience
- Réaliser les tableaux de bord du suivi des risques majeurs

Gérer la formation et la communication sur les risques juridiques

- Mettre en place une politique de communication sur les risques juridiques afin de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes
- Former et informer les parties prenantes au management des risques juridiques

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre des stratégies efficaces d'analyse et de traitement des risques juridiques au sein de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 20045

### Paris

24-25	mai	2016
11-12	juillet	2016
29-30	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Corruption

Détecter et prévenir le risque de mise en cause de l'entreprise

**La corruption est une infraction complexe. Elle est inscrite dans plusieurs conventions internationales ratifiées par la France et dans la plupart des corpus nationaux, dont certains ont une portée extra territoriale. Une telle situation peut conduire une entreprise française à devoir démontrer sa bonne foi et sa conformité aux lois américaines ou anglaises quand bien même ses opérations ne semblaient pas l'y soumettre.**

- **OBJECTIFS**
  - Maîtriser les obligations légales.
  - Intégrer les meilleures pratiques de prévention et d'intégrité pour réduire les risques d'atteinte à l'image et de mise en cause face à des situations pouvant être qualifiées de corruption.
- **PRÉREQUIS**
  - Être confronté à des situations laissant supposer un risque de corruption.
- **PUBLIC CONCERNÉ**
  - Juristes et responsables juridiques
  - Auditeurs et contrôleurs internes
  - Responsables commerciaux
  - Toute personne en charge de la gestion des risques
- **ANIMATEUR**
  - André JACQUEMET
  - Associé spécialisé dans la conformité et la gouvernance d'entreprise
  - BPA
  - Membre du GRASCO (Groupe de Recherches Actions Sur la Criminalité Organisée), Subject matter expert auprès de l'OCDE en matière de prévention de la corruption, Chargé de cours à l'Université de droit de Strasbourg

## PROGRAMME

Expertise

- **Dresser l'état des lieux**
  - Cerner l'environnement politique, criminel et les tendances
  - Chiffres clés, enjeux et réalité
  - Taxinomie de la corruption
  - **Cadre légal et réglementaire : définir la nature des obligations et les sources des meilleures pratiques**
  - Dresser le panorama international, régional (Europe, Asie, Afrique, Océanie) des normes et bonnes pratiques applicables
  - Définir les formes de corruption
  - Comparer la loi américaine "FCPA", la loi anglaise "UK Bribery Act" et la loi française
  - **Étude de cas** : analyse de la jurisprudence américaine, anglaise et française

- **Gérer les situations à risque**
  - **Agir de manière appropriée**
  - Contracter avec des intermédiaires
  - Répondre à des marchés publics
  - **Résister aux sollicitations indues-extorsions**
  - Gérer les "cadeaux et invitations"
  - Gérer les actions de "sponsoring" et de "mécénat"
  - Opérer en pays corrompu
  - **Mise en situation** : réaction à différentes situations de sollicitation

## Mettre en œuvre le dispositif de prévention

- **Définir les principales obligations**
- **Évaluer le risque de corruption**
- Établir une cartographie des risques
- Les axes d'analyse du risque de corruption
- **Cerner les implications au niveau de l'entreprise**
- Stratégie et gouvernance, mise en place de l'organisation et des comités
- Mesurer l'impact sur les choix stratégiques
- Mettre en place les processus
- **Fraude et sécurité du système d'information**
- Identifier les moteurs de la fraude
- Mesurer les points de vulnérabilité dans l'entreprise
- Maîtriser les facteurs de sécurité d'un système d'information
- **Prévenir l'atteinte à l'image de l'entreprise et prévenir la mise en cause médiatique**
- **Mise en situation** : gestion d'une situation de crise face à une allégation ou une accusation de corruption

- **COMPÉTENCES MÉTIER**
  - À l'issue de cette formation vous serez capable de construire une cartographie des risques de corruption, de prévenir l'atteinte à l'image de l'entreprise et d'éviter une mise en cause médiatique.



Paris		
13	juin	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

Code 2013

# Maîtriser les voies d'exécution

Les différentes procédures civiles d'exécution



**Détenir un titre de créance ou obtenir une décision du juge en sa faveur pour recouvrer sa créance n'est pas tout, encore faut-il pouvoir la récupérer effectivement. C'est pourquoi le législateur a mis en place un arsenal de mesures destinées à contraindre un débiteur à rembourser sa dette, il en sera ainsi d'un séquestre ou d'une saisie sur compte bancaire. Mais là encore, le demandeur devra respecter un formalisme strict de manière à protéger les droits du débiteur.**

- **OBJECTIFS**
  - Choisir la mesure opportune entre les mesures conservatoires et les mesures exécutoires.
  - Maîtriser le déroulement et le formalisme des différentes saisies.
  - Prévenir les contestations.
- **PRÉREQUIS**
  - Être impliqué dans des procédures civiles d'exécution.
- **PUBLIC CONCERNÉ**
  - Responsables juridiques et juristes
  - Responsables contentieux des entreprises et des banques
  - Crédit managers
- **ANIMATEUR**
  - Fabrice FRANCOIS
  - Avocat à la Cour
  - CABINET FRANCOIS

## PROGRAMME

Initiation

- **Quiz amont**
- **Identifier les critères de choix entre mesures conservatoires et exécutoires**
- Définir la forme que doit revêtir le titre exécutoire
- Les mesures conservatoires avec autorisation ou sans autorisation et le principe de proportionnalité
- Intégrer l'efficacité des mesures de conservation telles que l'hypothèque judiciaire, le nantissement conservatoire ou la désignation d'un séquestre
- Anticiper les difficultés de poursuite
- **Cerner la procédure devant le Juge de l'exécution (JEX)**
- Les pouvoirs et les compétences du JEX
- Maîtriser la saisine et les règles essentielles de procédure devant le JEX
- **Maîtriser les différents modes de saisie et leurs impacts**

- **La saisie attribution**
  - Les conditions de mise en œuvre : titre exécutoire, qualités de la créance...
  - Les conditions dans lesquelles on peut suspendre une saisie attribution
  - **La saisie sur rémunérations**
  - Définir les proportions de salaire saisissables
  - Éviter les pièges
  - **Exercice d'application** : le formalisme à respecter en matière de saisie sur rémunérations

## La saisie mobilière

- Les conditions de sa mise en œuvre
- Définir le moment où la contestation sur les biens sera considérée comme tardive
- Les conditions où elle pourra être suspendue

## La saisie immobilière

- Le déroulement
- Les conditions concernant les biens saisissables et les intervenants
- Les contestations

**Exercice d'application** : le formalisme à respecter en cas de contestation

## La saisie de comptes bancaires

- Analyse des difficultés rencontrées et des précautions à prendre
- Définir la responsabilité du tiers saisi
- Mesurer la portée géographique des saisies
- La saisie appliquée à certaines opérations de banque
- Loi de sauvegarde des entreprises : les conséquences pour les créanciers

**Exercice d'application** : le formalisme à respecter en matière de saisie appliquée à des découverts et des prêts

## Quiz aval

- **COMPÉTENCES MÉTIER**
  - À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer la procédure la mieux adaptée et d'en maîtriser le formalisme.



Paris		
8-9	mars	2016
4-5	juillet	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

Code 20082

Ne suivez pas une formation, vivez une expérience professionnelle

www.efe.fr

EFE Formations 2016

173

# Contrôles, perquisitions et saisies

Faire face aux contrôles dans son entreprise



**Les contrôles, les perquisitions et les saisies dans l'entreprise deviennent de plus en plus courants. Face à l'arrivée à l'improviste des enquêteurs, les entreprises doivent connaître leurs droits et obligations issus de la réglementation ainsi que la dernière jurisprudence, afin de se prémunir contre d'éventuelles irrégularités.**

## ● OBJECTIFS

- Anticiper les risques de contrôle, perquisition et saisie au sein de son entreprise.
- Maîtriser le cadre légal et les dernières décisions pour réagir aux différentes procédures de contrôle.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit pénal des affaires ou avoir suivi " Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1 " (code 2065 p. 174).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Secrétaires généraux
- Directeurs administratifs et financiers, directeurs des ressources humaines, directeurs industriels et directeurs commerciaux

## ● ANIMATEUR

Stéphane de NAVACELLE  
Avocat à la Cour  
NAVACELLE AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Identifier les risques de contrôle et de perquisition dans son entreprise

- Dresser l'état des lieux des différents risques de son activité au regard du droit applicable
- S'organiser pour faire face à un contrôle
- Anticiper

#### Maîtriser le déroulement d'une perquisition

- Déroulement concret de la perquisition
- Forme et contenu de l'ordonnance autorisant la perquisition
- Étude de cas : analyse d'une ordonnance pour y trouver les données utiles

#### Analyser les particularités des contrôles en droit de la concurrence, droit du travail et droit fiscal

- Contrôles en droit de la concurrence
- Contrôles en droit du travail
- Contrôles en droit fiscal

### Assurer la fin du contrôle : les recours possibles

- Inventaires des saisies
- Rédaction du PV : le droit de faire des réserves et la signature du PV
- Contestation de l'ordonnance ayant autorisé la perquisition
- Contestation des opérations de contrôle, perquisition et saisie
- Déterminer l'intérêt et la faisabilité d'un recours

Exercice d'application : contrôle de la rédaction d'un procès-verbal

### ✓ Quiz aval

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de faire face à un contrôle inopiné au sein de l'entreprise, avec maîtrise et sang froid.

1  
jour

7  
heures

Code 20044

Paris		
7	juin	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 950 € - repas inclus

# Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1

Les risques pénaux de la vie des entreprises



**On retrouve le droit pénal des affaires dans tous les domaines du monde des affaires, que ce soit dans l'élaboration de comptes sociaux, dans la distribution de dividendes, dans les accords conclus avec des concurrents ou encore l'utilisation d'informations boursières. Il est donc indispensable d'acquérir une vue d'ensemble de cette matière, de comprendre le mécanisme d'une infraction pour anticiper les risques encourus par l'entreprise.**

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur les infractions pénales du droit des affaires et sur le déroulement d'une procédure pénale.
- Cerner les conditions de mise en jeu de la responsabilité pénale des personnes physiques et morales.
- S'initier aux principaux domaines du droit pénal spécial des affaires : droit des sociétés, droit économique et de la concurrence et droit financier.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté au risque pénal au sein de son entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables des ressources humaines
- Toute personne souhaitant maîtriser les risques pénaux de la vie des affaires

## ● ANIMATEURS

Arnaud CONSTANT  
Avocat Associé  
DS AVOCATS  
Nicolas CONTIS  
Avocat Associé  
KALLIOPE

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Intégrer les principes généraux du droit pénal commun des affaires

##### L'infraction

- Les infractions prévues au Code pénal et susceptibles de s'appliquer dans la vie des affaires
- Les dispositions du droit économique sanctionnées pénalement

##### La procédure pénale

- Le pouvoir de déclencher une procédure pénale : le Parquet et la partie civile
- Depuis les enquêtes, contrôles, perquisitions et visites domiciliaires, à la phase d'instruction jusqu'au procès pénal

##### Les sanctions encourues

- Les amendes et peines d'emprisonnement
- Les autres peines
- Étude de cas : suivi du parcours d'un dossier pénal de l'instruction au jugement

#### Cerner les fondements de la responsabilité pénale des personnes physiques et morales

##### Les conditions de la responsabilité individuelle

- Auteur, complice et receleur
- La responsabilité spécifique du chef d'entreprise
- L'usage de la délégation de pouvoirs

##### Les conditions de la responsabilité de la personne morale : la particularité de la faute

#### La distinction entre infractions intentionnelles et non intentionnelles

Étude de cas : analyse des éléments indispensables pour une délégation de pouvoirs efficace

#### Les conséquences civiles

##### Évaluation du préjudice par les tribunaux correctionnels

- Le préjudice direct
- Le préjudice indirect

##### La charge du paiement des dommages et intérêts

- La répartition entre la personne morale, le chef d'entreprise et le délégataire

#### Identifier les principaux domaines du droit pénal spécial des affaires

- Le droit pénal des sociétés
- Le droit pénal économique et de la concurrence
- Le droit pénal financier

Étude de cas : évolution d'une infraction à travers l'analyse de la jurisprudence

### ✓ Quiz aval

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'anticiper les risques encourus par l'entreprise.

2  
jours

14  
heures

Code 20065

Paris		
26-27	mai	2016
26-27	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Responsabilité pénale - Niveau 2

Maîtriser les risques pour les dirigeants et les personnes morales

## PROGRAMME

Perfectionnement

**La multiplication des réglementations assorties d'une sanction pénale et la sévérité accrue des peines prononcées par les juridictions renforcent l'importance d'une réelle prise en compte du risque pénal. Or, lorsque celui-ci se manifeste par la mise en cause de la responsabilité de la société et/ou de ses dirigeants, il est déjà souvent trop tard. Il importe de maîtriser au mieux ce risque en amont et de mettre en place les mesures organisationnelles indispensables à sa prévention et à sa gestion.**

### OBJECTIFS

- Identifier les risques de responsabilité pénale encourus par les personnes morales et leurs dirigeants.
- Prévenir leur mise en jeu par une meilleure connaissance des mécanismes pénaux.
- Utiliser au mieux les possibilités d'organisation en amont et de limitation de responsabilité, comme la délégation de pouvoirs.

### PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit pénal des affaires ou avoir suivi " Comprendre le droit pénal des affaires - Niveau 1 " (code 20065 p. 174).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques, contentieux et juristes
- Responsables des ressources humaines

### ANIMATEUR

Alain SALGADO  
Avocat à la Cour  
OVEREED

### Cerner les principes généraux de la responsabilité pénale

- Les pouvoirs du juge et les principes essentiels de la procédure pénale
- La mise en œuvre de la responsabilité du dirigeant et/ou de la personne morale
- Les divers agents chargés du contrôle et de la poursuite des infractions

### Maîtriser la responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise

- La responsabilité liée au pouvoir dans l'entreprise en cas d'infractions intentionnelles
- La responsabilité de la personne physique en cas d'infractions non intentionnelles : atteintes involontaires à la personne des salariés et des tiers
- Les conditions de mise en œuvre de la délégation de pouvoirs
- Le **Exercice de cas** : distinction entre délégation pénale, mandat de représentation et délégation d'autorité

### Maîtriser la responsabilité pénale de la personne morale

#### Les personnes morales concernées et les infractions visées

- La disparition du principe de spécialité dans la mise en cause des personnes morales (loi Perben II)

#### La notion de faute commise par la personne morale

### La notion d'organe ou de représentant

- Définir qui peut engager la responsabilité de la personne morale
- Les sanctions encourues le plus fréquemment prononcées par les tribunaux
- Les moyens de gestion et de prévention à mettre en place

**Exercice de cas** : analyse jurisprudentielle de l'évolution des décisions en matière de responsabilité pénale de la personne morale

### Identifier les principaux domaines à risque

#### L'hygiène et la sécurité du travail Les risques liés au non-respect du droit du travail

- Durée du travail et représentants du personnel
- Travail dissimulé et intérim
- Le prêt de main-d'œuvre illicite et la fausse sous-traitance
- La facturation
- L'environnement

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les conditions de mise en œuvre et de limiter la responsabilité pénale de l'entreprise et de ses dirigeants.

**2** jours **14** heures

Code 20024

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	février	2016
16-17	juin	2016
28-29	novembre	2016
30-31	janvier	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser les procédures d'urgence

Requêtes, référés et mesures accélérées



**La justice est souvent perçue comme trop lente. Il existe pourtant de nombreuses possibilités permettant de faire face à l'urgence, d'anticiper l'issue du procès, d'obtenir une provision et de surprendre l'adversaire. Mais vitesse ne signifie pas précipitation. Les procédures accélérées répondent à des conditions strictes qu'il convient de maîtriser pour éviter les pièges.**

### OBJECTIFS

- Identifier les voies offertes au créancier pour obtenir rapidement satisfaction de son obligation.
- Élaborer des stratégies procédurales pour surprendre l'adversaire, conserver et obtenir des preuves rapidement.
- Cerner les différentes procédures d'urgence et gérer en toute autonomie une procédure de référé et une procédure sur requête.

### PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique à des contentieux judiciaires.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne devant suivre des contentieux devant les différentes juridictions judiciaires

### ANIMATEUR

Baptiste ROBELIN  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Perfectionnement

### L'urgence justifiant des mesures non contradictoires : les procédures sur requête

- Cerner les procédures sur requête
- Maîtriser les saisies conservatoires sur requête
- Maîtriser les procédures d'injonction de payer et de faire
- Découvrir l'expertise in futurum : conserver ou établir la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige

**Exercice d'application** : rédaction d'une requête aux fins d'obtenir un constat d'huissier

### L'urgence justifiant des mesures provisoires : les procédures de référé

- Obtenir des mesures provisoires de manière accélérée
- Référé fondé sur l'urgence
- Référé préventif ou de remise en état
- Référé provision
- Analyser la portée de certains référés spéciaux en droit des sociétés, droit du travail et en matière de presse

**Exercice d'application** : en fonction des pièces d'un dossier, déterminer si le litige peut faire l'objet d'un référé provision ou doit faire l'objet d'une demande au fond

### L'urgence justifiant des mesures accélérées : les procédures au fond fondées sur l'urgence

- L'urgence en première instance
- L'urgence en appel
- **Exercice d'application** : rédaction d'une requête aux fins d'être autorisé à assigner à jour fixe

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer les diverses procédures d'urgence que ce soit au fond, en référé ou sur requête.

**1** jour **7** heures

Code 20173

Paris		
2-3	juin	2016
3-4	octobre	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Gérer le contentieux judiciaire

En fonction des types de risques et de l'activité de l'entreprise

**Le traitement du contentieux est une activité à part entière dans un service juridique. Aussi est-il nécessaire d'optimiser les résultats, non seulement en prévoyant des clauses de traitement des litiges dans les contrats, mais également, en utilisant toutes les techniques précontentieuses à disposition et en dernier recours en élaborant, au mieux, un dossier contentieux complet et convainquant.**

## ● OBJECTIFS

- Définir le déroulement des actions en justice.
- Cerner les spécificités des principaux types de procédures auxquelles l'entreprise peut recourir ou être confrontée.
- Optimiser le traitement des litiges en mettant en place une stratégie efficace de prévention et de gestion des contentieux.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique à des contentieux judiciaires.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne devant suivre des contentieux devant les différentes juridictions judiciaires

## ● ANIMATEUR

Fabrice FRANCOIS  
Avocat à la Cour  
CABINET FRANCOIS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Engager et suivre au mieux les contentieux judiciaires auxquels l'entreprise est susceptible d'être confrontée

- Cerner et utiliser les procédures  
**Exercice d'application** : rédaction d'un pouvoir de représentation au civil, au commerce, aux prud'hommes et au pénal
- Choisir la procédure la plus adaptée : procédure non contradictoire, d'urgence ou au fond  
**Exercice d'application** : mesure des avantages et inconvénients du recours aux procédures non contradictoires et des contraintes de procédures à jour fixe et à bref délai
- Suivre la procédure pas à pas
- Mesurer le particularisme du contentieux pénal  
**Étude de cas** : analyse de l'intérêt du recours au pénal et ses risques  
**Exercice d'application** : identification et choix d'une procédure adéquate

### Optimiser le traitement des litiges

- En amont : organiser contractuellement le mode de traitement des litiges
- Au stade précontentieux  
**Exercice d'application** : rédaction d'une clause attributive de compétence et de droit applicable et rédaction des points clés d'une lettre de mise en demeure
- Avant d'engager la phase judiciaire  
**Étude de cas** : mise en œuvre d'une stratégie d'actions contentieuses

### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'anticiper les risques et d'optimiser le traitement des litiges auxquels est confrontée l'entreprise.**

**2** jours  
**14** heures  
Code 20067

Paris			
24-25	mars	2016	
19-20	septembre	2016	
8-9	décembre	2016	

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives

Analyser le sort des baux commerciaux dans le cadre d'une entreprise en difficulté

**Les baux commerciaux sont devenus un enjeu majeur en cas de procédure collective et les protagonistes du droit des entreprises en difficultés qui l'ont bien compris, se penchent de plus en plus sur le traitement des baux commerciaux et ce, à tous les stades de la procédure, que l'on soit dans la phase de la simple conciliation ou arrivé à celle de la liquidation judiciaire. C'est une matière complexe car assise sur deux domaines du droit qui sont classiquement traités de manière séparée.**

## ● OBJECTIFS

- Anticiper les éléments de procédures impactant l'efficacité des contrats.
- Identifier et analyser les clauses clés des baux commerciaux en cas de preneur ou de bailleur en difficulté.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances dans le traitement des entreprises en difficultés ou avoir suivi " Maîtriser le traitement des entreprises en difficultés " (code 20138 p. 147).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de biens immobiliers
- Responsables contentieux
- Responsables juridiques et juristes

## ● ANIMATEUR

Pascale BERNERT  
Avocat à la Cour  
ABAQUE LEGAL

## PROGRAMME

Expertise

### Analyser le sort des baux commerciaux en cas de procédure collective du preneur

- Faire le point sur l'acquisition de la clause résolutoire/la résiliation du bail**
- Acquisition de la clause résolutoire au regard du manquement reproché au preneur : défaut de paiement des loyers et charges ou autre infraction
  - Acquisition de la clause résolutoire au regard de la date du manquement : avant ou après jugement d'ouverture
  - Déterminer qui sera à l'initiative de la résiliation
  - Définir le juge compétent et la procédure
  - Maîtriser les délais pour agir et leur point de départ
  - Identifier la nécessité d'une mise en demeure visant la clause résolutoire
  - Comprendre l'octroi de délais au débiteur  
**Exercice d'application** : déclaration de créances - ordonnance du 12/03/14 et décret d'application du 30/06/14
- Identifier le sort du bail en cours en l'absence de réponse du mandataire de justice à la mise en demeure du bailleur d'opter sur le sort du contrat**

### Mesurer les conséquences du congé signifié au preneur avant le jugement d'ouverture

- L'offre de renouvellement
  - Le refus de renouvellement avec offre d'indemnité d'éviction ou sans offre d'indemnité d'éviction  
**Partage d'expériences** : échanges sur le dépôt de garantie
  - **Préserver les intérêts du bailleur face à la cession du bail**
  - Maîtriser les moyens d'action du bailleur : plan de cession, vente de gré à gré...
  - Cerner l'efficacité des clauses notamment de préférence et d'agrément
  - Cerner l'efficacité des clauses de garantie du cédant et du cessionnaire
  - Mesurer les droits du bailleur  
**Exercice d'application** : rédaction d'une clause de garantie du cessionnaire
- Analyser le sort des baux commerciaux en cas de procédure collective du bailleur**

### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et de traiter le sort des baux commerciaux dans le cas d'une procédure collective du preneur ou du bailleur.**

**1** jour  
**7** heures  
Code 20165

Paris			
25	mai	2016	
28	septembre	2016	
5	décembre	2016	

Tarif HT : 995 € - repas inclus



# Maîtriser les actions de groupe

Prévenir et gérer les risques

La loi Hamon du 17/03/14 a introduit dans notre droit positif l'action de groupe. Cette loi est le fruit d'un long processus entamé dans les années 1970 en France et qui n'avait jusqu'à aujourd'hui pas abouti. L'objectif de ces nouvelles dispositions est de permettre une juste indemnisation des consommateurs lorsqu'ils subissent un préjudice dans certains domaines. La mise en place de cette action de groupe devrait également permettre une meilleure adaptation des procédures judiciaires pour répondre au contentieux économique de masse.

## OBJECTIFS

- Mesurer la portée de la loi Hamon et de la création des actions de groupe en France.
- Déterminer le champ d'application des actions de groupe, la procédure qui sera suivie.
- Mettre en place les process en interne permettant d'anticiper les recours potentiels.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contentieux.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la qualité, de la sécurité, des assurances et risks managers
- Directeurs et responsables commerciaux
- Avocats, conseils

## ANIMATEUR

Sophie DECHELETTE ROY  
Avocat Associé  
COLBERT AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Identifier les fondements de l'action de groupe

- Analyser les actions de groupe étrangères : UE et États-Unis
- Cerner les raisons de la réforme et de l'introduction de l'action de groupe en France

### Cerner le champ d'application

- Définir les acteurs impliqués
- Le rôle des associations de consommateurs
- Les préjudices réparables
- Identifier les bénéficiaires/ victimes
- Déterminer les domaines où il n'est pas possible de mettre en œuvre une action de groupe

### Maîtriser le déroulement de la procédure

#### Déroulement de la procédure ordinaire

- Phase 1 : contenu du jugement de responsabilité
- Recevabilité de l'action de groupe
- Responsabilité du professionnel mis au cause
- Définition du groupe de consommateurs lésés
- Détermination des modalités de réparation des préjudices
- Mesures de publicité
- Phase 2 : indemnisation des consommateurs
- **Étude de cas** : analyse des méthodes utilisées par le tribunal pour évaluer le préjudice subi

### Déroulement de la procédure simplifiée

- Définition des conditions de recevabilité

#### La médiation

- L'association requérante et sa participation à une médiation avec un tiers médiateur
- Accord négocié soumis à l'homologation du juge
- Avantages : coût et réputation

### Maîtriser les spécificités de l'action de groupe en matière de concurrence

- Conditions de mise en œuvre : décision définitive établissant un manquement du professionnel aux règles du droit de la concurrence

**Étude de cas** : analyse du déroulement d'une procédure d'action de groupe

### Mesurer les conséquences pour l'entreprise

- Anticiper les risques
- Gérer le risque
- **Exercice d'application** : mise en place de process internes de prévention des risques

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure d'identifier les risques liés aux actions de groupe dans votre structure et d'encadrer les process en interne.

1 jour  
7 heures

Code 20164

Paris

1 <sup>er</sup>	juin	2016
23	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Pratique du droit immobilier

Maîtriser les évolutions légales et jurisprudentielles



Le droit immobilier a fait l'objet de nombreuses réformes ces dernières années, les praticiens doivent donc acquérir une vision globale des changements intervenus en matière de vente immobilière, de bail commerciaux ou encore d'urbanisme, de manière à intégrer les conséquences dans leur propre domaine.

## OBJECTIFS

- Faire le point sur le cadre légal et jurisprudentiel en matière de droit immobilier.
- Maîtriser les nouveautés en matière de vente immobilière, de copropriété, de bail commercial, de droit de la construction et de l'urbanisme.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit immobilier.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables immobiliers et agents immobiliers
- Avocats, notaires et conseils

## ANIMATEUR

Christophe MLYNARSKI  
Notaire  
MICHELEZ & ASSOCIÉS NOTAIRES

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Maîtriser le contrat de vente d'un bien immobilier

#### Les avant-contrats

- Délai de rétractation
- Analyser les obligations en cas de paiement d'une indemnité d'immobilisation

#### Les contrats définitifs

- Délai de réflexion
- Identifier les informations à fournir à l'acquéreur
- Garanties à mettre en place
- **Exercice d'application** : rédaction de garanties efficaces

### Identifier les évolutions en matière de copropriété

- Le carnet d'entretien
- Le diagnostic technique de l'immeuble
- Les nouvelles majorités

### Optimiser la gestion d'un bail commercial

#### Rédiger au mieux un bail commercial

- Les parties à la signature d'un bail
- La durée du bail commercial
- Les clauses annulées par la jurisprudence
- Identifier les clauses en matière de travaux et en matière de charges locatives

#### Tirer le meilleur parti du fonctionnement d'un bail commercial

- Définir le droit au renouvellement
- Identifier les fautes qui peuvent être reprochées au locataire

- Cerner les critères en matière de déplafonnement
- La révision triennale
- Mesurer la prescription en matière de bail commercial

**Étude de cas** : la rupture du bail commercial et l'éviction en cas de refus de renouvellement

### Intégrer les dernières évolutions en matière d'urbanisme et d'assurance-construction

#### Mesurer les modifications apportées par la loi SRU en matière d'urbanisme

- L'encadrement de l'urbanisme local
- Les nouveaux documents d'urbanisme

#### Identifier la responsabilité des constructeurs

- La réception
- Les garanties après réception
- Les causes d'exonération

#### Analyser les dernières évolutions jurisprudentielles en matière de souscription d'une assurance-construction

- Police dommages ouvrage
- Police responsabilité civile décennale

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'exploiter les évolutions légales et jurisprudentielles du droit immobilier.

2 jours  
14 heures

Code 20046

Paris

4-5	avril	2016
5-6	juillet	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Sécuriser les contrats de vente immobilière

Promesse d'achat, compromis de vente et contrat de vente



**Il est aujourd'hui impossible de vendre ou d'acquérir un bien immobilier sans prendre en compte les paramètres légaux, contractuels et environnementaux dont l'enjeu financier peut être considérable. Tout professionnel de l'immobilier doit maîtriser les mécanismes permettant de gérer et de rédiger un contrat de vente aussi précis que complet, d'identifier les risques inhérents à la vente afin de se prémunir contre la mauvaise affaire et de protéger au mieux ses intérêts.**

## OBJECTIFS

- Choisir entre promesse unilatérale et compromis de vente.
- Identifier les risques et déjouer les pièges les plus fréquemment rencontrés lors d'une vente immobilière.
- Maîtriser la rédaction des clauses les plus sensibles.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux ventes immobilières.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Juristes
- Agents immobiliers

## ANIMATEUR

Pierre LECOEUR  
Notaire  
MORIN & LECOEUR

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### Négocier au mieux son avant-contrat immobilier

##### Précontrats : définir les engagements pour les parties

##### Les promesses de vente immobilière

- Promesse unilatérale ou compromis de vente : définir lequel choisir
- Cerner la réglementation applicable

##### Déterminer stratégiquement la durée des promesses

##### Intégrer le mécanisme destiné à protéger l'acquéreur immobilier : l'utiliser en pratique

**Étude de cas** : examen des décisions jurisprudentielles en la matière

##### Gérer la défaillance du promettant et du bénéficiaire

##### Les autres avant-contrats

**Étude de cas** : analyse des aménagements contractuels dans les relations vendeur/acquéreur

- Étude comparative compromis de vente / promesse de vente / d'achat...
- Examen des différentes formules et rédaction des clauses essentielles

#### Sécuriser son contrat de vente immobilière

Identifier les risques fréquemment rencontrés en pratique lors d'une vente immobilière

**Exercice d'application** : élaboration d'un référentiel pour un audit et rédaction des clauses permettant de prendre en compte les risques relevés

##### Achat de biens donnés en location

- Les conséquences de l'opposabilité du bail à l'acheteur

- Le sort des garanties

- Le sort du bail en cas de résolution ultérieure du contrat de vente

##### Cerner les garanties immobilières

##### Réalisation de la vente :

##### les conséquences juridiques

##### Résolution de la vente immobilière :

##### éviter les risques majeurs

**Partage d'expériences** : difficultés rencontrées dans le cadre de la résolution d'une vente et identification des risques post-vente les plus courants

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger les clauses sensibles de vos contrats de vente immobilière.

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20021

#### Paris

14-15	mars	2016
23-24	juin	2016
29-30	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Cession-acquisition d'actifs immobiliers

Immeubles en direct ou titres de sociétés immobilières

**De l'audit du patrimoine immobilier au montage financier qui supportera l'opération en passant par le choix de la structure juridique, les opérations immobilières complexes font appel à des domaines très différents. Il est donc essentiel d'acquérir une vision d'ensemble de ces montages pour encadrer tous les risques et optimiser son opération.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principaux risques juridiques et conduire les due diligences.
- Maîtriser les cessions d'immeubles à travers les cessions de titres.
- Optimiser les négociations et réussir la rédaction des actes de cession ou d'acquisition d'actifs immobiliers.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés et en droit immobilier ou avoir suivi " Pratique du droit immobilier " (code 20046).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Responsables juridiques et juristes
- Avocats, notaires et conseils

## ANIMATEUR

Guillaume LEFEVRE  
Avocat Associé  
LEFEVRE Sociétés d'Avocats

## PROGRAMME

Expertise

#### Déterminer la stratégie globale de son opération de cession/acquisition d'actifs immobiliers

- Maîtriser les étapes préalables à sa cession-acquisition
- Acquéreur et vendeur : auditer le patrimoine immobilier, préalable nécessaire pour réussir son opération

**Exercice d'application** : élaboration d'une check-list et analyse des risques les plus fréquents dans la réalisation d'opérations immobilières

#### Financement de l'opération : choisir le meilleur montage en fonction des objectifs

- Identifier les formules classiques de financement
- Émergence de nouveaux modes de financements : identifier les avantages
- Les critères de choix : limites, risques, avantages juridiques et fiscaux

#### Opération directe ou par l'intermédiaire d'une société : structurer l'opération

- Chez l'acheteur
- Chez le vendeur
- Étude de cas** : analyse comparative des structures d'accueil
- Société civile immobilière, SNC ou société à l'IS

#### Optimiser les négociations et réussir la rédaction des actes de cession ou d'acquisition d'actifs immobiliers

- Utiliser la lettre d'intention : définir son contenu
- Différencier les types d'avant-contrats et profiter de leurs spécificités
- Analyser les clauses essentielles lors des pourparlers
- Rédiger son protocole d'accord en toute sécurité
- Rédiger et sécuriser les cessions d'immeubles à travers des sociétés
- Exercice d'application** : rédaction d'un protocole d'accord et analyse des clauses sensibles (rédaction d'un acte complet de cession des titres, y comprise les garanties d'actif et de passif)

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser les négociations et la rédaction des actes de vos opérations de cession-acquisition de biens immobiliers.

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20094

#### Paris

24-25	mai	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Copropriété

Maîtriser la gestion juridique, technique et financière



**Le régime de la copropriété s'impose aux immeubles dont la propriété est répartie entre plusieurs personnes. Il s'agit d'un régime strictement encadré qui a fait l'objet de nombreuses réformes dont la récente loi ALUR et dont l'essentiel des articles est d'ordre public. Dès lors, il importe non seulement de maîtriser les règles légales qui le gouvernement, mais également d'intégrer toutes les pratiques en matière de tenue d'assemblée, de travaux, de budget de recouvrement des charges et de vente de lot.**

## OBJECTIFS

- Organiser une copropriété avec un syndic efficace.
- Cerner au mieux la préparation d'une assemblée, l'organisation des travaux et la répartition des charges.
- Assurer le suivi des changements au sein d'une copropriété : mutation des lots, scission et redressement.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion d'une copropriété.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de copropriété et syndicats
- Responsables fonciers
- Notaires, avocats, juristes, huissiers et gestionnaires de biens

## ANIMATEUR

Christine DOBRHOODOV  
Juriste en droit immobilier  
Expert judiciaire près la Cour d'appel de Versailles  
professeur de droit de la copropriété et du cycle  
Gestionnaire d'affaires immobilières à l'ESPI

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

**Étude de cas fil rouge** : les participants travaillent sur des documents existants

### Maîtriser le cadre juridique de la copropriété

#### L'organisation de la copropriété

- La structure et le fonctionnement de la copropriété
- Les différentes formes de syndicats
- Le syndicat des copropriétaires
- Le conseil syndical
- Le syndic : pouvoirs et responsabilité
- Les nouvelles obligations en matière de contrat et de mandat du syndic

**Étude de cas** : analyse du nouveau contrat de syndic

#### Interpréter le règlement de copropriété

- Détecter les clauses irrégulières-importance de la destination de l'immeuble
- Étude de cas** : analyse de clauses irrégulières d'un règlement de copropriété

#### Les assemblées de copropriétaires

- Préparer une assemblée
- Établir une convocation
- Nouvelle possibilité ouverte au conseil syndical en matière de convocation d'assemblée

- L'ordre du jour et les informations préalables à envoyer
- Le déroulement d'une assemblée
- Les règles de majorité
- Le procès-verbal
- Les contestations de l'assemblée

**Test de connaissances** : application de la bonne majorité de vote - Modification loi ALUR

### Optimiser sa gestion technique et budgétaire

- Les travaux dans l'immeuble en copropriété
- La gestion budgétaire de la copropriété

### Gérer les évolutions d'une copropriété

- La mutation des lots de copropriété
- La division du syndicat

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comprendre et d'assurer la gestion juridique, technique et financière des copropriétés dans sa globalité.

1 jour / 7 heures

Code 20068

Paris		
23	mars	2016
1 <sup>er</sup>	juillet	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 910 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 730 € repas inclus

# Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1

Éviter les pièges d'un bail commercial et gérer ses rapports locatifs

**Négocier un bail commercial peut revêtir de nombreux pièges car il s'agit là d'un statut qui recouvre de nombreuses particularités et qui, de surcroît, est en constante évolution. Aussi, est-il essentiel de mesurer les conséquences de certaines clauses pour bien négocier ses baux commerciaux.**

## OBJECTIFS

- Identifier et analyser les clauses clés de ses baux commerciaux.
- Déjouer les pièges de certaines clauses.
- Négocier ses contrats pour en tirer le meilleur parti.

## PRÉREQUIS

Être confronté aux baux commerciaux dans son activité.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de biens immobiliers
- Toute personne amenée à négocier des baux commerciaux dans son activité et qui souhaite en déjouer les pièges

## ANIMATEUR

Arthur de GALEMBERT  
Avocat Associé  
CORTEN AARPI

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier les clauses clés des baux commerciaux

#### Maîtriser la notion de bail commercial

- Le domaine d'application
- La durée du bail
- Les congés et la demande de renouvellement
- Les précautions à prendre pour la clause de destination

**Exercice d'application** : identification du régime applicable en fonction du type de local et de l'activité du preneur

#### Fixer le loyer et son évolution en cours de bail

- Fixation initiale du loyer
- L'évolution du loyer en cours de bail
- Révision triennale
- Révision conventionnelle et clause d'échelle mobile
- Exercice d'application** : analyse de la situation de différents baux pour savoir comment optimiser l'évolution du loyer pour le bailleur et pour le preneur

### Maîtriser le fonctionnement des baux commerciaux

#### Déterminer les clauses économiques autres que celles relatives au loyer

- Travaux et charges, notamment les mises en conformité : déterminer la répartition entre les parties

- La sous-location et la cession : conditions de régularité, précarité relative du sous-locataire, incidence sur le bail principal...

**Étude de cas** : examen des clauses d'un bail en matière de répartition des charges et des réparations

#### Anticiper la fin du bail

- Analyser les différentes procédures mettant fin au bail
- Comparer les avantages et inconvénients selon la procédure choisie
- Exercer le droit au renouvellement**
- Les conditions du droit au renouvellement
- La fixation du loyer en renouvellement
- Utiliser les indices ou la valeur locative pour calculer le nouveau loyer
- Le droit d'option
- Le droit de repentir
- La mise en œuvre et le calcul de l'indemnité d'éviction

**Étude de cas** : analyse des différentes situations pour déterminer l'attitude la plus intéressante pour le bailleur et le preneur

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les clauses clés d'un bail commercial et de les négocier au mieux.

2 jours / 14 heures

Code 20144

Paris		
30-31	mai	2016
11-12	juillet	2016
22-23	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1410 € - repas inclus

# Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2

De la négociation à la fin du bail

**Le statut des baux commerciaux, s'il a été intégré dans le Code de commerce et fait l'objet de nombreuses modifications législatives, demeure en constante évolution par une jurisprudence très abondante. Il s'agit d'un statut complexe dans lequel bailleurs et preneurs doivent maîtriser toutes les nuances juridiques pour éviter de se retrouver confrontés à un résultat contraire à celui recherché initialement.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser la rédaction des clauses essentielles d'un bail commercial.
- Analyser les aménagements possibles dans le cadre des articles L.145-1 à L.145-60 du Code de commerce.
- Gérer la fin du bail et ses incidences.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en gestion des baux commerciaux ou avoir suivi " Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1 " (code 20144 p. 179).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de baux commerciaux
- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la gestion immobilière

## ANIMATEUR

Nicolas PCHIBICH  
Avocat à la Cour  
ISGE & ASSOCIÉS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser la gestion de vos baux commerciaux.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les conditions du droit au statut des baux commerciaux

#### Identifier les baux soumis au statut

- Cerner les conditions du droit au statut
- Étendre le droit au statut
- Identifier l'articulation entre le statut des baux commerciaux et le régime des baux professionnels

#### Définir les clauses négociables au regard des articles L.145-1 à L.145-60 du Code de commerce

#### Le régime des baux dérogoires : les cas pour lesquels déroger au statut des baux commerciaux est envisageable

**Étude de cas** : examen du régime des baux dérogoires issu de la loi Pinel

#### Identifier la marge de manœuvre dans la fixation du loyer

- Négocier les charges locatives dès la souscription du bail
  - Déplafonnement du loyer : cerner les conditions
  - Révision triennale : comparaison avec le mécanisme d'indexation ou clauses d'échelle mobile
- Étude de cas** : examen de la procédure de fixation du loyer à l'occasion de la révision ou du renouvellement du bail

#### Bail vert : rédiger une annexe verte

#### Optimiser la fiscalité des baux commerciaux

- Le régime fiscal du pas-de-porte, des loyers, de l'indemnité d'éviction...

### Optimiser le fonctionnement des baux commerciaux

#### Gérer un bail commercial

- Transmission, cession du bail et sous-location : rédiger ces clauses
- Mesurer les particularités et les dangers

#### Entretien, réparation, travaux de mise en conformité : identifier les droits et obligations des parties

- Les clauses à négocier lors de la conclusion du bail

**Étude de cas** : examen du formalisme nécessaire en cas de sous-location

### Anticiper la fin des baux commerciaux

#### Exercer le congé

#### Définir les conditions du droit au renouvellement du bail

- Les conditions pour le preneur
  - L'utilisation du droit de repentir par le bailleur
  - Le refus de renouvellement : les conditions que le bailleur peut invoquer
  - Le droit de reprise du bailleur
- Étude de cas** : faire le point sur toutes les conditions nécessaires au renouvellement

#### Cerner les modalités de calcul de l'indemnité d'éviction pour le locataire

- Le transfert ou la perte du fonds
- L'indemnité d'occupation
- La rétractation de l'offre de l'indemnité d'éviction

#### Maîtriser les mécanismes de résolution et de résiliation

- Résiliation amiable ou pour non-respect du bail : cerner les conséquences
- Mesurer l'impact d'une clause résolutoire sur la procédure de résiliation

#### Analyser le sort du bail dans une procédure collective

- Les conséquences d'une procédure collective à l'encontre du bailleur
- Redressement ou liquidation judiciaires du preneur : préserver les droits du bailleur



Code 20017

Paris			Lyon		
24-25	mars	2016	20-21	juin	2016
20-21	juin	2016	15-16	décembre	2016
30-31	août	2016			
17-18	octobre	2016			
15-16	décembre	2016			

Tarif HT : 1495 € - repas inclus



# Renouvellement des baux commerciaux

Maîtriser la fin de son bail

**Le droit au renouvellement est une des caractéristiques essentielles du bail commercial : il s'agit du droit pour le preneur de voir son bail renouvelé ou à défaut, d'obtenir une indemnité d'éviction. C'est pourquoi il est essentiel de maîtriser toutes les règles du renouvellement pour négocier au mieux l'issue de ses baux.**

## OBJECTIFS

- Négocier le renouvellement.
- Maîtriser le cadre légal et les dernières décisions pour rédiger au mieux son contrat de bail et adopter une stratégie adaptée.
- Anticiper et gérer les litiges et contentieux liés au renouvellement.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le statut des baux commerciaux ou avoir suivi " Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2 " (code 20017 p. 180).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de baux commerciaux
- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la gestion immobilière

## ANIMATEUR

Aymeric ANTONIUTTI  
Avocat Associé  
DOXA

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les conditions du droit au renouvellement

- S'assurer de l'existence du droit au renouvellement
- Identifier les conditions stricto sensu du droit au renouvellement
- Pratiquer le refus de renouvellement pour motif grave et légitime

### Cerner les effets du renouvellement

#### Calculer le loyer du bail renouvelé, plafonnement et valeur locative

- Définir les cas où le plafonnement est applicable
- Tirer parti du caractère supplétif du plafonnement
- Déterminer une stratégie quand la valeur locative est en baisse
- Repérer toutes les causes de déplafonnement
- **Étude de cas** : analyse de l'incidence des travaux dans le local
- Maîtriser la pondération des surfaces
- Choisir ou critiquer des références locatives
- Évaluer l'incidence de la destination, des clauses du bail et de l'état de l'immeuble
- Clauses sur la valeur locative

#### Maîtriser le contenu du bail renouvelé

- Négocier les clauses et conditions du bail expiré

### Intégrer le nouveau " lissage " du déplafonnement et ses enjeux suite à la loi Pinel

#### Gérer le processus du renouvellement

- Congé du bailleur avec offre de renouvellement
- Réponse du locataire
- La demande de renouvellement du locataire
- **Étude de cas** : choix entre tacite prolongation et demande de renouvellement
- Mesurer les contraintes de temps
- **Test de connaissances** : quiz sur la situation particulière du bailleur : usufruit, indivision...
- Réponse du bailleur
- La procédure de fixation du loyer
- Le droit d'option
- Mesurer les conséquences du droit d'option
- Le droit de repentir : définir quand, pour quelle durée et déterminer la stratégie du bailleur
- Régime de l'indemnité d'occupation et du loyer du bail renouvelé

#### Pratiquer le renouvellement amiable

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la pratique du droit au renouvellement pour mettre fin à un bail commercial en toute sécurité.**

**1** jour  
**7** heures  
Code 20050

Paris		
13	juin	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Baux commerciaux des centres commerciaux

Négocier et rédiger les clauses particulières

**Si les baux de centres commerciaux bénéficient du statut des baux commerciaux, encore faut-il prêter une attention particulière aux conditions propres à un centre commercial lors de la rédaction du bail. Il en sera ainsi du calcul du loyer, des charges portant sur l'entretien du centre, la sécurité-surveillance, la publicité ou encore de règles spécifiques en matière d'horaires d'ouverture et d'entretien des magasins.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles propres aux baux de centres commerciaux pour les négocier en toute sécurité.
- Rédiger les clauses essentielles de ces baux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le statut des baux commerciaux ou avoir suivi " Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2 " (code 20017 p. 180).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de baux commerciaux
- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la gestion immobilière

## ANIMATEUR

Sylvaine BOUSSUARD - LE CREN  
Avocat à la Cour  
CABINET BOUSSUARD - LE CREN

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le statut des baux commerciaux applicable aux centres commerciaux

#### Identifier les baux de centres commerciaux rentrant dans le champ d'application du statut des baux commerciaux

- Conditions du droit au statut
- Adoption expresse du statut dans le contrat de bail
- Démonstration de la possession et de l'exploitation d'un fonds de commerce dans les lieux loués
- Preuve de l'existence d'un fonds de commerce dans un centre commercial
- Clauses négociables

#### Analyser les règles propres aux centres commerciaux

- Fixation du loyer
- Renouvellement
- **Exercice d'application** : négociation des clauses financières

### Rédiger un bail de centre commercial

#### Identifier les conditions générales et conditions particulières

- Faire le point sur les annexes
- Cahier des charges et règlement intérieur
- Statut des associations ou Groupement d'Intérêt Économique (GIE)

- Descriptif technique, état des risques naturels et technologiques, Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)
- **Exercice d'application** : négociation des clauses relatives aux charges

#### Identifier les clauses propres aux baux de centres commerciaux

##### Analyser la structure du bail

- Désignation des lieux
- Destination des lieux
- Durée du bail
- Gestion et promotion du centre commercial
- **Analyser les clauses propres au loyer et aux charges**
- Fixation du loyer en pourcentage : variable et loyer minimum garanti
- Indexation : indice du coût de la construction ((ICC) et indice des loyers commerciaux (ILC)
- Transfert des charges sur le preneur : travaux, taxe, honoraires de gestion, assurance...
- **Étude de cas** : analyse des différents indices et de la stratégie à adopter

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de négocier et de rédiger les clauses particulières des baux commerciaux applicables aux centres commerciaux au mieux de vos intérêts.**

**1** jour  
**7** heures  
Code 20048

Paris		
14	juin	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# BAUX COMMERCIAUX 2015/2016

**E**n plus de 20 ans, notre conférence annuelle sur les baux commerciaux est devenue le **rendez-vous incontournable** des **spécialistes du domaine**.

Pour cette 24<sup>e</sup> édition, nous passerons au crible la loi " Pinel " ainsi que **toutes les décisions jurisprudentielles importantes de l'année que ce soit en matière de renouvellement, d'indexation, de clauses résolutoires ou encore de cession de bail**. En compagnie des **grands experts de la matière**, professeurs d'université, experts près des tribunaux et avocats spécialisés, pour comprendre, analyser et anticiper les conséquences des dernières décisions sur **vos baux commerciaux**.



Plus de 2 300 participants  
en 23 ans !  
Et vous ?

**À l'issue de cette formation,  
vous saurez concrètement :**

- négocier de manière opportune les clauses essentielles de vos baux commerciaux en tirant parti des meilleures pratiques
- optimiser la rédaction des clauses sensibles de vos baux commerciaux en intégrant la dernière actualité légale et jurisprudentielle

Pour vous inscrire, contactez-nous :  
**01 44 09 25 08**  
**infoclient@efe.fr**

## Parmi les témoignages...

" Approches pratiques et concrètes, bons animateurs. Deux jours très enrichissants et passionnants. "

**MONOPRIX**

" Très bien et très claire. " **ORANGE**

" Exposés très clairs malgré la complexité du sujet. "

**ACM (Assurance Crédit Mutuel)**

# Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme

Cycle long



**Le droit de l'urbanisme évolue régulièrement et fait l'objet de nombreuses réformes affectant substantiellement l'acte de construire et la mise en œuvre des opérations d'aménagement. Pour ses projets, il est important de maîtriser l'articulation des documents d'urbanisme, des outils opérationnels et de financement, afin d'utiliser les procédures d'aménagement adaptées.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner, d'une manière cohérente et complète, toute la réglementation spécifique du droit de l'urbanisme.
- Définir l'articulation entre les différents documents d'urbanisme.
- Être opérationnel en intégrant rapidement les étapes des procédures utiles à la conception et à la réalisation de son projet urbain.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit de l'urbanisme.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de mission récemment nommés au sein d'un service urbanisme et/ou aménagement
- Directeurs et responsables des services techniques
- Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des fondamentaux du droit de l'urbanisme

## ★ ANIMATEURS

Karine DESTARAC  
Avocat à la Cour  
CABINET DESTARAC  
  
Frédéric RENAUDIN  
Avocat à la Cour  
CLAIRANCE AVOCATS

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de concevoir et de réaliser un projet urbain.

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### MODULE 1 Identifier les conditions d'occupation du sol et de l'espace Discerner la préservation des intérêts supracommunaux et des intérêts locaux

- La portée des principes généraux du droit, des dispositions particulières des lois Montagne et Littoral, des DTADD, des projets ou opérations d'intérêt général
- Les différentes normes et documents d'urbanisme
- Les enjeux environnementaux

#### Les documents locaux d'urbanisme : adopter la bonne stratégie

##### Le SCoT intégrateur : document de référence

- Le rapport de présentation, le PADD, le document d'orientations et d'objectifs
- L'évolution du SCoT

##### Le PLU et le PLUI : étapes de l'élaboration et contenu

- Le rapport de présentation, le PADD, le règlement, les annexes
- Le contenu des orientations d'aménagement et de programmation
- Intégrer la dimension environnementale

##### La carte communale, un véritable document d'urbanisme

##### Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) : principe et règlement

**Étude de cas :** qualification d'une servitude figurant dans un document d'urbanisme

**Étude de cas :** travail sur les normes d'urbanisme applicables à une commune

### 🔄 Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Mesurer les enjeux de l'aménagement et connaître les différents modes de financement Maîtriser les outils de l'urbanisme opérationnel

##### Mettre en œuvre une opération d'aménagement

Cerner le régime du lotissement et des divisions foncières

##### Créer et réaliser une ZAC

- La procédure et les modalités de réalisation de la ZAC : des mesures allégées
- La concession d'aménagement

##### Intégrer les spécificités de la rénovation urbaine

#### Utiliser les outils de la maîtrise foncière Assurer la maîtrise foncière d'une opération grâce à l'expropriation

- Les exigences de la procédure de DUP
- Dissocier la phase administrative de la phase judiciaire

#### Utiliser le droit de préemption comme un véritable outil de maîtrise foncière

- Les garanties liées au droit de préemption et le rôle du juge
- Le contenu renforcé de la DIA
- Choisir la technique de préemption la plus adaptée : DPU, ZAD...

**Étude de cas :** examen de la légalité d'une décision de préemption

#### Choisir le financement pour les équipements publics

##### Le nouveau PUP

- Choisir la formule la plus adaptée à ses besoins

##### Les autres modes de financement

#### MODULE 3 Contrôle de l'utilisation du sol et ses contentieux

#### Utiliser au mieux les instruments de contrôle

##### Maîtriser le régime des autorisations d'urbanisme

- Champ d'application de la déclaration préalable du permis de construire, du permis d'aménager et du permis de démolir
- Les certificats d'urbanisme
- Les procédures de délivrance des autorisations
- Identifier les différents recours contentieux contre les autorisations d'urbanisme

**Étude de cas :** examen d'un refus de permis et analyse des possibilités de recours et de défense

**Plan d'action personnel :** formalisation des actions à mettre en œuvre pour réussir dans sa fonction

### ✓ Quiz aval

### 🔄 Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



Code 72064

#### Paris

15-16 décembre 2015, 12-13 janvier et 2-3 février + 5 avril\* 2016

8-9 mars, 5-6 avril et 10-11 mai + 7 juillet\* 2016

20-21 septembre, 17-18 octobre et 15-16 novembre 2016 + 19 janvier\* 2017

13-14 décembre 2016, 10-11 janvier et 1<sup>er</sup>-2 février + 6 avril\* 2017

Tarif HT : 3 150 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Droit de l'urbanisme pour non-juristes

Cerner les règles, documents et procédures applicables



**Le droit de l'urbanisme est une matière complexe et dense. Pour le pratiquer en toute confiance, les opérateurs de l'aménagement urbain doivent intégrer la réglementation, ses incidences sur les opérations et les outils qui en découlent.**

## ● OBJECTIFS

- Connaître les bases essentielles des règles d'urbanisme.
- Appréhender au mieux les instruments clés quotidiennement utilisés dans ses services : PLU, ZAC, expropriation, préemption et permis de construire.
- Maîtriser les enjeux de l'aménagement urbain.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit de l'urbanisme.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
- Toute personne impliquée dans un projet urbain désirent acquérir rapidement les bases juridiques des règles d'urbanisme

## ● ANIMATEUR

Nicolas IACOBELLI

Responsable du pôle urbanisme et environnement

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Appréhender le contexte de l'urbanisme

- Mesurer la portée des principes généraux du droit, des dispositions particulières des lois Montagne et Littoral, ainsi que des DTADD
- Faire le point sur les textes applicables en droit de l'urbanisme
- La loi ALUR et les dernières réformes de l'urbanisme

#### Définir et identifier les documents locaux d'urbanisme

- Maîtriser le SCoT : pièce maîtresse de la planification stratégique
- Cerner le PLU : clé de voûte des projets urbains durables
- Intégrer la carte communale  
**Exercice d'application** : traduction d'un projet urbain en un règlement d'urbanisme
- Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

#### Mesurer les enjeux de l'aménagement

- Identifier les procédures d'aménagement et choisir la plus adaptée

- Maîtriser la procédure et les modalités de réalisation de la ZAC
- Définir les participations et taxes d'urbanisme applicables à l'opération
- Assimiler les outils de la maîtrise foncière**
- Cerner la procédure d'expropriation
- Utiliser le droit de préemption

**Exercice d'application** : mise en œuvre du droit de préemption étape par étape

#### Appréhender le régime du permis de construire et des autorisations d'urbanisme

- Identifier le nouveau champ d'application des différentes autorisations de construire
- Intégrer les délais, procédures et instructions applicables  
**Étude de cas** : le champ d'application des autorisations de construire

### ✔ Quiz aval

#### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les enjeux de l'aménagement, les règles applicables en urbanisme et les outils de la maîtrise foncière.**

**2** jours  
**14** heures

Code 72176

#### Paris

27-28	janvier	2016
11-12	mai	2016
5-6	juillet	2016
10-11	octobre	2016
7-8	décembre	2016
25-26	janvier	2017

#### Lyon

11-12	mai	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

## Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme

Mettre en œuvre efficacement son projet urbain dans le respect du Code de l'urbanisme



**Le droit de l'urbanisme est une matière complexe et dense qui évolue constamment. La connaissance des notions et instruments clés (SCoT, PLU, ZAC, concession d'aménagement, permis de construire et autorisations d'urbanisme) s'avère indispensable pour concevoir et réaliser un projet urbain. La loi ALUR du 24/03/2014 a profondément modifié la pratique de l'urbanisme.**

## ● OBJECTIFS

- Traduire son projet urbain dans les documents d'urbanisme.
- Choisir l'outil d'aménagement approprié pour la réalisation de l'opération.
- Intégrer les changements issus des décrets Grenelle des 28/02/12 et 29/02/12.

## ● PRÉREQUIS

Avoir un minimum de connaissances en droit de l'urbanisme ou de l'aménagement ou avoir suivi " Droit de l'urbanisme pour non-juristes " (code 72176 p. 184).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de mission des services urbanisme, aménagement et techniques
- Aménageurs publics et privés, DDE et DRE
- Toute personne impliquée dans la gestion de l'urbanisme local et la mise en œuvre pratique des projets d'aménagement

## ● ANIMATEUR

Hugues VAN DOOREN

Consultant

SCP AVOCATS RICARD DEMEURE ET ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Définir une stratégie de planification urbaine

Identifier le rôle intégrateur du SCOT

Traduire son projet urbain dans le PLU suite au Grenelle

Mesurer la portée de la carte communale

Instaurer une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

#### Obtenir les autorisations d'urbanisme requises

Le champ d'application des autorisations d'urbanisme

- La déclaration préalable
- Le permis de construire
- Le permis d'aménager
- Le dépôt d'un permis de démolir

#### L'achèvement des procédures

Le contrôle de la conformité des travaux

#### Monter une opération d'aménagement en choisissant l'outil adapté

Déterminer une stratégie opérationnelle

- Les critères de choix de la ZAC et des autres procédures de division et d'aménagement
- Cerner le régime des ZAC**
- Le sort des ZAC existantes en l'absence de PLU
- Opérations réalisées en ZAC et hors ZAC
- La concertation
- Le contenu du dossier de ZAC

#### Maîtriser la concession d'aménagement

- Les modalités de publicité et de mise en concurrence
- Les conséquences pour les conventions futures, passées ou en cours
- La modification de la concession et la gestion des avenants

#### Identifier les participations et taxes d'urbanisme applicables à l'opération

- TA, VSD, ZAC, redevance pour archéologie préventive, participation pour assainissement collectif, PVR
- Un outil de financement conventionnel

### ✔ Quiz aval

#### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de traduire votre projet urbain dans vos documents d'urbanisme et de choisir la procédure d'aménagement la plus adaptée à votre projet.**

**2** jours  
**14** heures

Code 72028

#### Paris

15-16	mars	2016
14-15	juin	2016
23-24	novembre	2016

#### Lyon

14-15	juin	2016
23-24	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



# Contentieux de l'urbanisme

Anticiper, maîtriser et gérer les litiges liés à ses projets

**La réglementation n'a cessé d'évoluer en matière d'urbanisme, bouleversant les pratiques et obligeant les différents acteurs à s'adapter aux changements. Les services juridiques, en lien avec les services instructeurs, sont chargés de sécuriser les projets et opérations d'aménagement afin d'éviter tout risque contentieux.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser l'articulation du contentieux de l'urbanisme avec le contentieux civil et pénal.
- Déterminer une stratégie contentieuse en fonction des moyens de forme et de fonds invoqués.
- Connaître les avantages et les inconvénients de chaque option procédurale.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance générale du droit de l'urbanisme et des règles contentieuses en droit public ou avoir suivi " Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme " (code 72028 p. 184).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et agents des services urbanisme, aménagement et juridique
- Avocats spécialisés en droit de l'urbanisme ou en droit public
- Toute personne participant aux contentieux de l'urbanisme

## ANIMATEUR

Valérie GUEGUEN  
Avocat Associé  
FIDAL

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Déterminer les règles liées au contentieux des documents d'urbanisme

- Les actes susceptibles de recours
  - La nature des différents recours
  - Les règles relatives au recours
  - Les moyens d'annulation
  - Les voies de recours contre le jugement
- Exercices d'application** : détermination d'une stratégie face à un recours gracieux contre une délibération approuvant la révision d'un PLU ou face à un recours gracieux contre une décision de permis de construire

### Déterminer les règles liées au contentieux des autorisations d'urbanisme

- Procéder à un recours en annulation
- Étude de cas** : analyse commentée de plusieurs recours contentieux
- Mettre en œuvre un référé
  - Délimiter les pouvoirs du juge
  - Obtenir l'exécution des décisions
- Exercice pratique** : annulation d'un permis de construire alors que la construction est achevée
- Engager un contentieux indemnitaire
  - Mesurer les conséquences d'un recours abusif

### Maîtriser les contentieux civil et pénal de l'urbanisme

- Les conditions de recevabilité de l'action des tiers
  - La violation des règles d'urbanisme
  - La demande en réparation au civil et devant le juge administratif
  - Les délais à respecter
- Mettre en œuvre le contentieux pénal de l'urbanisme**
- Les catégories d'infractions
  - Les personnes responsables et la mise en jeu de leur responsabilité
  - Les sanctions

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de la formation, vous disposerez de toutes les clés pour faire face aux risques contentieux en matière d'urbanisme.

2 jours  
14 heures

Code 72285

### Paris

23-24	mai	2016
15-16	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# L'urbanisme commercial

Intégrer sa stratégie de développement commercial dans ses documents d'urbanisme

**La législation en matière d'implantation commerciale est variée et s'étend sur plusieurs domaines. Par ailleurs, l'intégration du commerce dans les documents d'urbanisme se renforce. Il est ainsi important de maîtriser les diverses réglementations en vigueur pour intégrer au mieux l'urbanisme commercial dans ses documents.**

## OBJECTIFS

- Intégrer tous les enjeux de l'urbanisme commercial.
- Identifier les règles de fond et la procédure applicable.
- Anticiper et prévenir l'ensemble des risques administratifs et contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances des règles d'urbanisme ou avoir suivi " Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme " (code 72028 p. 184).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables juridiques, immobiliers et développement de la grande distribution
- Responsables et chargés d'études urbanisme, aménagement et/ou urbanisme commercial au sein des collectivités territoriales, des EPCI, des CCI...
- Avocats, juristes et responsables contentieux

## ANIMATEUR

Jean-André FRESNEAU  
Avocat  
QUADRIGE SOCIÉTÉ D'AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Décrypter la réglementation

- Cerner les modalités de la réforme opérée par les lois du 24/03/2014 et du 18/06/2014
- Mesurer les différences avec le régime de la LME
- Appliquer le régime transitoire

### Identifier les points clés du régime en vigueur aujourd'hui

- Déterminer le champ de l'autorisation d'exploitation commerciale
  - Définir la procédure et les délais du permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale
  - Identifier les acteurs décisionnels
  - Cerner les nouvelles conditions d'autorisation des projets
- Étude de cas** : examen d'un projet examiné par la CDAC et la CNAC, détermination par chaque participant du sens de l'avis, rédaction des motifs et confrontation des différentes appréciations
- Appréhender les conditions de réalisation des projets

### Gérer les risques contentieux

- Anticiper la portée du recours préalable obligatoire devant la CNAC
- Appréhender la procédure contentieuse devant les cours administratives d'appel
- Identifier la recevabilité des moyens pouvant être soulevés selon la qualité du requérant
- Contester les dispositions d'un document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC), par voie d'action, d'exception
- Anticiper le risque d'annulation par le juge
- Identifier les premières tendances de la jurisprudence

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comprendre les tenants et les aboutissants de la réglementation en matière d'urbanisme commercial et sa traduction dans la pratique.

2 jours  
14 heures

Code 72178

### Paris

30-31	mars	2016
20-21	juin	2016
29-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Contrats informatiques - Niveau 1

Maîtriser la technique rédactionnelle



En raison de leur objet, les contrats informatiques sont complexes et appellent une vigilance particulière lors de leur rédaction. Il est nécessaire de bien définir les obligations du prestataire ou du fournisseur informatique dans le cadre de ces contrats qui peuvent avoir pour objet une vente, une location et/ou une prestation de services relative à un système informatique ou à un élément intégré.

## OBJECTIFS

- Structurer juridiquement son contrat informatique pour anticiper, limiter les risques et prévenir les litiges.
- Intégrer les réflexes essentiels pour optimiser la rédaction des clauses sensibles et la négociation des contrats informatiques.
- Assurer l'exécution et le suivi du contrat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables juridiques
- Acheteurs et responsables achats
- Membres des directions informatiques et DSI

## ANIMATEUR

Claudia WEBER  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous aurez acquis les réflexes essentiels pour négocier et auditer vos engagements contractuels dans vos contrats informatiques.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning " Initiation au droit des contrats "

#### Faire de la phase précontractuelle un gage de réussite du projet

##### Faire le point sur les préalables indispensables

- Typologie des contrats informatiques
- Identifier et exprimer les objectifs et les besoins, notamment au moyen du cahier des charges
- Anticiper les évolutions et adaptations du projet
- Analyser les contraintes réglementaires et identifier les normes professionnelles : CNIL, ISO 9000, sécurité (PCIDSS, ISO 27000), SAS70, ITIL...

##### L'encadrement des négociations techniques, financières et juridiques

- Les négociations des contrats avec les groupes américains
- Le cas particulier des négociations étendues dans le temps et démarrer un projet pendant la négociation du contrat
- L'opportunité/l'intérêt des lettres d'intention et savoir les rédiger

#### Sécuriser le contrat informatique en prévoyant une structure juridique rigoureuse et adaptée

##### Construire l'architecture de son contrat

- Contrat cadre, co-traitance/sous-traitance et maîtrise d'œuvre/maîtrise d'ouvrage
- Le personnel du prestataire : prendre garde au prêt de main-d'œuvre illicite
- Gérer le risque pénal

##### Rédiger les clauses fondamentales du contrat informatique

- Gérer les droits de propriété intellectuelle : la cession des droits, les licences de logiciels et les spécificités de l'open source
- Les clauses d'audit technique et financier
- Les clauses sur la qualité de service
- Les clauses de pénalités
- Les garanties légales ou contractuelles
- Les clauses limitatives de responsabilité et la préqualification des dommages indirects
- Obligation de moyens ou de résultat
- Les clauses de fin de contrat
- La réversibilité et la restitution des données

**Exercice d'application** : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats informatiques

#### Maîtriser les phases de l'exécution et du suivi du contrat

##### Les bonnes pratiques du suivi de projet

- Les comités de pilotage et de direction
- Les tableaux de bord : outils pour anticiper les risques

##### Gestion des obligations annexes : conseil, mise en garde et collaboration

##### Les référentiels, les livrables et les recettes

**Étude de cas** : analyse d'un contrat d'hébergement/ASP

- L'objet du contrat d'hébergement
- La qualité du service
- La maintenance et la mise à jour
- L'obligation de sécurité et de confidentialité
- La gestion de la fin de contrat

##### Anticiper le non-respect du contrat

### Quiz aval



Code 20089

Paris			
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	3-4 octobre 2016
16-17	juin	2016	8-9 décembre 2016
27-28	août	2016	27-28 février 2017

Tarif HT : 1410 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Formation complète et pratique, idéale pour faire le point sur ses connaissances en la matière (retour sur les termes propres aux contrats informatiques), et pour appréhender ensuite la négociation des clauses qui doivent figurer dans de tels contrats selon que l'on se place du côté client ou du côté prestataire. "

Camille L.  
COURTIER CABINET D'AVOCATS

# Contrats informatiques spécifiques - Niveau 2

Contrats d'intégration, de licence et maintenance de progiciel, d'infogérance et de Cloud



Si les contrats informatiques en général comportent de nombreuses clauses communes relatives notamment à la propriété intellectuelle, à la définition du périmètre technique du contrat, à la réversibilité... Certaines clauses spécifiques quant à la nature même du contrat doivent être rédigées avec la plus grande vigilance, notamment les clauses de garantie et de protection des données.

## OBJECTIFS

- Identifier les points clés des contrats informatiques où la vigilance s'impose lors de la négociation.
- Maîtriser la rédaction des clauses essentielles des contrats d'intégration, de licence et maintenance de progiciel, d'infogérance et de Cloud computing.
- Prévenir les risques de contentieux.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les bases de la rédaction des contrats informatiques ou avoir suivi " Contrats informatiques - Niveau 1 " (code 20089 p. 186).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Responsables informatiques et DSI
- Responsables des services généraux et achats

## ANIMATEUR

Garance MATHIAS  
Avocat à la Cour  
CABINET MATHIAS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger les clauses les plus sensibles de vos contrats informatiques spécifiques grâce à la constitution d'un clausier.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser les clauses sensibles du contrat d'intégration Mener à terme un projet d'intégration

- Panorama des prestations fournies au titre de l'intégration
- Les phases du contrat : du lancement du projet à la recette définitive
- **Exercice d'application** : contractualisation des prestations d'intégration Identifier les obligations respectives de l'intégrateur et du client
- La maîtrise d'œuvre du projet
- Définir contractuellement les instances de suivi de projet
- La gestion du calendrier et des dates impératives
- Prévoir les conditions financières
- Aménager les droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables
- Prévoir les garanties relatives aux prestations
- Aménager la fin du contrat et l'intervention d'un tiers (TMA)

#### Aménager au mieux les rapports dans le contrat de licence et maintenance de progiciel

##### Organiser les droits sur le progiciel

- Les liens avec le contrat d'intégration et de maintenance
- **Exercice d'application** : les aménagements contractuels dans les relations éditeur/licencié
- Le périmètre des droits d'utilisation sur le progiciel
- Les garanties attendues
- Aménager l'accès au code source du progiciel
- GTI, GTR, GTC : les engagements de l'éditeur sur la maintenance
- Les clauses de prix

#### Rédiger les clauses fondamentales du contrat d'infogérance

##### Élaborer et négocier un contrat d'infogérance

- Définition et typologies de l'infogérance
- Les impacts du droit social
- **Exercice d'application** : contractualisation des transferts de matériel, de logiciel et de personnel
- La description des obligations et le phasage de l'opération
- Les engagements de niveaux de service / SLA / convention de service
- Mesurer et sanctionner la qualité du service
- Établir un bilan périodique et aménager des axes d'amélioration
- La conservation des données et la propriété des informations
- Le sort des salariés et la réversibilité de l'infogérance

##### Sécuriser un contrat de Cloud computing

- Les trois problématiques réunies dans le contrat de Cloud : intégration/licence/infogérance
- **Exercice d'application** : identification et rédaction des clauses clés du contrat de Cloud
- Définir le périmètre et les niveaux de service
- Prévoir la durée de l'engagement et aménager la responsabilité
- Déterminer les conditions de tarification et de sortie du contrat
- Organiser la transition entre les systèmes et la sécurité
- Prévoir le régime juridique pour les données
- Continuité de services, plan de secours et réversibilité

### Quiz aval



Code 20058

#### Paris

24-25	mars	2016
4-5	juillet	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Les contrats Cloud computing : IAAS, PAAS, SAAS...

Sécuriser sa migration

**Créateur d'économies et de mobilité, le Cloud computing répond à des besoins informatiques tant matériels que logiciels mais est source de risques opérationnels et juridiques qu'il faut analyser et évaluer. La confidentialité, la disponibilité et la sécurité des données et des applications mises en ligne doivent être encadrées par des clauses contractuelles intégrant les particularités de chaque activité.**

## OBJECTIFS

- Disposer des réflexes essentiels pour mener à bien son projet de migration vers le Cloud et identifier les risques.
- Rédiger les contrats Cloud.
- Maîtriser la négociation des contrats de Cloud computing.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les bases des contrats informatiques ou avoir suivi " Contrats informatiques - Niveau 1 " (code 20089 p. 186).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Responsables informatiques, compliance et sécurité
- Acheteurs et commerciaux

## ANIMATEUR

Eloïse URBAIN  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Intégrer les spécificités du Cloud computing et de ses variantes

- Faire le point sur les possibilités offertes
- Différencier les types de contrats Cloud
- Étude de cas** : analyse des différences entre le Big Data et les contrats Cloud standards

### Maîtriser les points clés des contrats Cloud

- Maîtriser les dispositions essentielles du contrat Cloud
- Maîtriser la sécurité de ses données et applications
- Étude de cas** : analyse de la convention de service " Service Level Agreement " (SLA)
- Mesurer et gérer la responsabilité
- Exercice d'application** : analyse et rédaction des clauses de responsabilité
- Gérer les données à caractère personnel
- Exercice d'application** : rédaction des clauses de mise à disposition des données et établissement des formalités CNIL pour chacune des parties
- Maîtriser son budget : modèle Pay as you go (PAYG), clauses contractuelles et redevances d'utilisation
- Étude de cas** : analyse des clauses sur les conditions financières
- Prévoir les pénalités : enjeux et solutions contractuelles

**Étude de cas** : analyse de la clause de pénalités

- Sécuriser ses audits et la collaboration du prestataire
- Étude de cas** : analyse de la clause d'audit
- Anticiper la fin du contrat : résiliation, réversibilité et transférabilité
- Exercice d'application** : rédaction de la clause de résiliation et de la clause de réversibilité
- Sécuriser la propriété intellectuelle : titularité et cession des droits
- Exercice d'application** : rédaction de la clause de gestion de contenu
- Étude de cas** : analyse d'un exemple de migration de données financières et de contenu relevant d'œuvres intellectuelles auprès d'un prestataire situé aux États-Unis
- Mise en situation** : négociation du contrat Cloud

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser la migration de vos données et applications vers le Cloud.**

2 jours

14 heures

Code 20158

Paris

23-24	mai	2016
15-16	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Sécuriser les contrats de maintenance

Négociation, rédaction et suivi juridique



**Le contrat de maintenance engage un prestataire à fournir une prestation de services, dont l'assistance au client dans l'utilisation d'un matériel et la réparation des dysfonctionnements. Il importe de rédiger des clauses précises encadrant le type de prestations souhaitées en adéquation avec les besoins identifiés, ainsi que leur contrôle et d'anticiper les risques sociaux et les infractions pénales.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les clauses spécifiques pour sécuriser la rédaction des appels d'offres et des contrats de maintenance.
- Identifier l'impact de la normalisation et de la législation sociale sur les relations contractuelles.
- Définir la gestion juridique à mettre en place pour garantir la bonne exécution du contrat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services généraux et des services maintenance
- Responsables techniques
- Juristes
- Toute personne amenée à participer à la négociation, à l'élaboration et au suivi des contrats de maintenance

## ANIMATEUR

Sylvain MARTIN  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Module e-learning " Initiation au droit des contrats "

#### Préparer la négociation d'un contrat de maintenance

##### De la définition des besoins...

- Réaliser un audit efficace des besoins en maintenance
- Définir le type de maintenance
- Choisir entre obligation de moyens ou obligation de résultats
- À la rédaction du cahier des charges**
- Exercice d'application** : élaboration d'un référentiel de bonnes pratiques pour traduire les besoins en termes de délai d'intervention, de fréquence et de contenu de la maintenance

#### Identifier les responsabilités des cocontractants

- Prescripteur, donneur d'ordres, fournisseur
- La nature des responsabilités et les sanctions encourues
- La sous-traitance occulte
- Exercice d'application** : analyse commentée et rédaction des clauses essentielles des contrats de maintenance
- L'objet du contrat
- Obligation de moyens ou obligation de résultats
- Les délais d'intervention et la durée de l'engagement
- Les clauses financières
- Aménager le partage de responsabilités

- Assurances et responsabilités
- Les garanties légales et complémentaires
- L'impact de la normalisation sur la relation contractuelle**

- Les aspects juridiques des normes ISO 9000-2000 et 14000
- Le régime juridique des démarches QSE

#### Assurer le suivi du contrat de maintenance

- Gestion juridique du contrat**
- Les principales sources de litige
- Assurer la bonne exécution du contrat
- Mauvaise exécution
- Identifier les cas de force majeure
- Prévoir les conditions de modification, renouvellement, résiliation et cession du contrat
- Exercice d'application** : élaboration d'un système de pénalités performant pour les cas de non-respect des obligations contractuelles
- Législation sociale : prévenir les risques de mise en cause de sa responsabilité**
- Autodiagnostic** : évaluation de la pratique des participants dans la gestion des risques sociaux et élaboration de points clés à vérifier lors du retour dans l'entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la mise en place et la gestion de vos contrats de maintenance.**

2 jours

14 heures

Code 20014

Paris

20-21	juin	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Contrats d'externalisation

Sécuriser les relations avec ses partenaires



Parce que l'externalisation consiste à faire exécuter, par un prestataire extérieur, une activité ordinairement intégrée dans l'entreprise, il est indispensable de s'assurer, au travers d'un contrat, de la qualité, du suivi et de la pérennité de l'activité externalisée. Pour limiter le risque pour l'entreprise de devenir dépendante de son prestataire, il faut anticiper les causes et les conséquences de la sortie du contrat d'externalisation et notamment les conditions de reprise en interne de l'activité à travers une clause de réversibilité.

## OBJECTIFS

- Disposer des réflexes essentiels pour mener à bien ses projets d'externalisation et rédiger ses contrats.
- Maîtriser la négociation des contrats d'externalisation.
- Identifier les risques majeurs de responsabilité et prévenir les litiges.

## PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances de base en droit des contrats ou avoir suivi " Droit des contrats pour non-juristes - Niveau 1 " (code 20012 p. 149).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Acheteurs, côté client
- Commerciaux, côté prestataire
- Responsables informatiques
- Juristes

## ANIMATEUR

Clémentine BEHAR  
Avocat à la Cour  
ITLAW Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : Initiation au droit des contrats

#### Identifier les contrats d'externalisation

##### La qualification juridique/la sous-traitance Structurer son projet

- Définir les objectifs
- Cerner le périmètre des services externalisés

#### Mettre en place son projet d'externalisation

- Préparer l'appel d'offres
- Les enjeux préalables d'une bonne préparation du projet
- La rédaction des documents de l'appel d'offres : les points essentiels et les prérequis juridiques

#### Comparer les offres

- La rédaction du cahier des charges
- Le processus de dépouillement des offres
- L'évaluation objective des réponses par notation (scoring)
- Les impératifs juridiques pendant la phase d'appel d'offres

**Exercice d'application :** élaboration d'un tableau comparatif d'offres

#### Rédiger un contrat d'externalisation adapté à son projet

- Mesurer les enjeux des clauses essentielles
- Rédiger les clauses du contrat et proposer des compromis de clauses négociées
- **Exercice d'application :** rédaction des clauses essentielles du contrat d'externalisation
- Les clauses structurantes
- Les clauses sur la responsabilité
- Les clauses sur la propriété intellectuelle
- Les clauses de garanties
- Les clauses de pénalités
- Les clauses sur les transferts
- Les clauses de fin de contrat
- Les clauses financières

#### Optimiser la négociation de son contrat d'externalisation

- Anticiper les exigences et les limites de son partenaire
- Répondre aux demandes de son partenaire
- **Mise en situation :** négociation acheteur/ vendeur des clauses essentielles d'un contrat d'externalisation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous aurez acquis les réflexes essentiels pour négocier et auditer vos contrats d'externalisation.

2 jours  
14 heures

Code 20028

Paris		
7-8	avril	2016
7-8	novembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Maîtriser le cadre juridique du digital

E-data, e-commerce, réseaux sociaux et e-reputation



L'importance croissante du digital implique pour toute entreprise de mettre en place une stratégie numérique pour faire évoluer son activité. E-reputation, gestion des réseaux sociaux, traitement des données et développement du e-commerce sont maintenant au cœur de toute activité et doivent être encadrés juridiquement ce qui ne se révèle pas aisé car les règles de droit et la technologie n'ont pas encore fusionné.

## OBJECTIFS

- Mesurer l'impact juridique de la transformation digitale sur l'entreprise.
- Encadrer juridiquement les traitements de données et l'hébergement de sites, blogs et applications mobiles.
- Mesurer les responsabilités induites par ces évolutions.

## PRÉREQUIS

- Être confronté dans sa pratique aux évolutions amenées par le droit du digital.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables juridiques
- Responsables des systèmes d'information

## ANIMATEUR

Gérard HAAS  
Avocat Associé  
HAAS AVOCATS  
Président du Réseau GESICA

## PROGRAMME

Initiation

#### Mesurer l'impact du droit du digital sur les activités de l'entreprise

- Cerner les enjeux et problématiques des données pour les entreprises
- Gérer les données personnelles dans les data projects

**Partage d'expérience :** échange sur la gestion des données personnelles dans les traitements de données

- Intégrer les spécificités du cloud computing
- **Partage d'expérience :** pièges à éviter et astuces à connaître en matière contractuelle
- Faire le point sur les aspects juridiques et les obligations liés aux outils de communication
- **Étude de cas :** mesure de la responsabilité de l'hébergeur de sites, de blogs et d'applications mobiles
- Cerner l'étendue de la protection des droits de propriété intellectuelle de son site, de ses bases de données et des œuvres de l'esprit diffusées via internet

#### Cerner les aspects juridiques du e-commerce

- Identifier les obligations imposées par la loi Hamon sur la consommation
- Revoir son site internet en tenant compte des informations obligatoires

**Exercice d'application :** rédaction de CGV ou de CGU en évitant d'insérer des clauses abusives

- Limiter sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat
- Assurer la sécurité des transactions sur internet

#### Maîtriser l'image et la réputation de l'entreprise sur internet et les réseaux sociaux

- La e-réputation et les réseaux sociaux
- La gestion juridique de la e-réputation
- Le contentieux de la e-réputation
- La e-réputation, une nouvelle forme de marketing

**Exercice d'application :** réaction face à un cas d'e-réputation négative sur internet - dénigrement ou diffamation

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les aspects juridiques induits par la transformation digitale sur les activités de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 20026

Paris		
27-28	juin	2016
29-30	septembre	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Maîtriser la conformité Informatique et libertés

Gestion des données personnelles et systèmes d'information



**Disposant de pouvoirs étendus en matière de contrôle sur place et de sanction, la CNIL augmente chaque année le nombre des contrôles dans les entreprises. Chaque entreprise doit désormais disposer d'une culture de la conformité Informatique et libertés performante déployée de façon concrète. L'avènement des labels de la CNIL, le Correspondant Informatique et Libertés (CIL) obligatoire, et l'impact du nouveau règlement européen renforcent les obligations de conformité et de performance.**

## OBJECTIFS

- Recenser et mettre en conformité les traitements et fichiers contenant des données personnelles.
- Décrypter la doctrine concrète de la CNIL et anticiper les risques de sanctions.
- Mettre en place efficacement un correspondant Informatique et libertés interne ou externe.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux problématiques posées par les données personnelles.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Correspondants Informatique et Libertés internes ou externes
- DSI et RSSI
- Responsables conformité et risk managers

## ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA  
Avocat à la Cour  
YCH AVOCATS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous disposerez d'une vision transversale de l'application de la loi Informatique et libertés pour appliquer les exigences de conformité dans votre contexte métier.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Mesurer les points clés de l'obligation de conformité Informatique et libertés Décrypter les notions incontournables et l'application qui en est faite par la CNIL

- Réaliser les bonnes interprétations de la loi et des textes d'application, et interpréter les recommandations de la CNIL
- Mesurer l'impact des évolutions de l'approche de la CNIL, prendre en compte les rapports du Groupe Article 29 et les perspectives de la nouvelle réglementation européenne
- Test de connaissances** : quiz sur les risques Informatique et libertés
- Interpréter concrètement les textes : données, traitements, fichiers, données sensibles et interdites, anonymisation...

#### Maîtriser les risques liés aux formalités CNIL

- Dispenses, déclarations, autorisations : comment procéder en pratique, quelles informations communiquer à la CNIL...
- Documentation compliance : jusqu'où aller pour attester de la conformité à l'aune du nouveau règlement européen et des labels de la CNIL

#### Concevoir des systèmes d'information et des traitements conformes (privacy by design)

- Identifier les critères d'une collecte et d'un traitement légal des données
- Respecter les droits des personnes physiques et répondre efficacement aux plaintes
- Appliquer les exigences de la qualité Informatique et libertés : proportionnalité, conservation, interconnexion, archivage...

#### Approfondir les problématiques concrètes posées par la CNIL

- Valider les risques au regard du cycle de vie des traitements ou fichiers
- Qualifier juridiquement les responsable ou co-responsable des traitements, encadrer la sous-traitance classique et le Cloud computing
- Délimiter l'obligation de sécurité et de confidentialité au regard des nouvelles normes de la CNIL et les failles de sécurité

#### Mettre en place des actions de conformité en lien avec la réalité des risques Disposer de méthodes d'audit Informatique et libertés à l'aune du nouveau label de la CNIL

**Etude de cas** : état des lieux et audit en approche projet des traitements connus ou cachés

#### Comprendre les solutions pour des traitements légaux hors UE en fonction des situations rencontrées

**Partage d'expériences** : échange sur les différentes clauses contractuelles, les types de BCR, le Safe Harbor

#### Décrypter les pouvoirs d'enquête juridique et technique de la CNIL et l'escalade des sanctions

**Etude de cas** : revue d'un dossier concret de sanction traité par la CNIL

#### Désigner un Correspondant Informatique et Libertés

- Réaliser un ratio avantages/inconvénients avant la désignation
- Cerner et anticiper le périmètre d'intervention du CIL, son statut et ses missions
- Anticiper les points clés d'un plan d'action crédible

### Quiz aval



Code 20069

Paris			Lyon		
8-9	février	2016	7-8	avril	2016
14-15	avril	2016	17-18	novembre	2016
4-5	juillet	2016			
24-25	novembre	2016			
2-3	février	2017			

Tarif HT : 1410 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

- **88 990 traitements** déclarés auprès de la CNIL
- **6 017 plaintes** ont été déposées auprès de la CNIL durant l'année 2014
- **458 contrôles**
- **43 mises en demeure**
- **9 avertissements**
- **4 sanctions financières**



# Correspondant Informatique et Libertés

Mener efficacement ses data projects



**Encore facultative, la désignation d'un CIL (Correspondant Informatique et Libertés) au sein d'une organisation devient de plus en plus stratégique. Garant du respect de la loi Informatique et libertés en interne comme dans les opérations externes de l'entreprise, il assume le rôle majeur de sensibilisation des enjeux de la loi auprès des responsables de traitements et de l'ensemble des collaborateurs.**

## OBJECTIFS

- Cerner et valoriser le statut et les missions du CIL.
- Acquérir les méthodologies pratiques et les outils quotidiens du CIL.
- Maîtriser les enjeux de la loi informatique et libertés pour optimiser et piloter les " data projects " en lien avec les opérationnels.

## PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la loi Informatique et libertés ou avoir suivi " Maîtriser la conformité Informatique et libertés " (code 20069 p.190).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Correspondants Informatique et Libertés internes ou externes
- Responsables juridiques et juristes
- DSI et RSSI
- Responsables conformité et risk managers

## ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA  
Avocat à la Cour  
YCH Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le rôle du CIL, les enjeux de la loi Informatique et libertés et ses relations avec la CNIL

- Définir le rôle, les missions et les responsabilités du CIL.
- Identifier les traitements de données à caractère personnel dans l'entreprise
- Partage d'expériences** : échange sur l'actualité du règlement européen
- Gérer les relations avec la CNIL
- Déclarer les traitements de données à la CNIL
- Partage d'expériences** : échanges sur la tenue du registre des traitements dans son entreprise

### Organiser les travaux du CIL

#### Réaliser un tableau de bord efficace

**Exercice d'application** : choix des indicateurs pertinents et réalisation d'un tableau de bord

#### Maîtriser la technique d'audit des traitements de données

- Cartographier les traitements de données
- Mettre en place un calendrier d'audit
- Préparer les rendez-vous d'audit
- Élaborer le rapport d'audit et/ou liste des traitements du CIL
- Exercice d'application** : élaboration du plan d'un rapport d'audit d'un traitement de données

Constituer sa boîte à outils

- Définir les outils en fonction des besoins de l'organisme, des moyens fournis au CIL et de ses missions
- Définir et adopter les méthodes de travail et de maintien en conformité

### Piloter les " data projects " de l'entreprise Gérer les relations avec les opérationnels de l'entreprise

- Sensibiliser les opérationnels aux enjeux et contraintes de la loi Informatique et libertés
- Piloter la collecte des données auprès des opérationnels

#### Encadrer les principaux traitements de données de l'entreprise

- Gérer les données internes à l'entreprise
- Gérer la récupération et la conservation des données des clients
- Gérer les données des fournisseurs
- S'impliquer dans les opérations marketing et promotionnelles
- Mesurer les incidences de la sécurité informatique

#### Gérer les implications du big data

**Mise en situation** : collecte de données et gestion du traitement

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mener efficacement vos data projects dans le cadre de votre mission de CIL.

2 jours  
14 heures

Code 20174

Paris

16-17	juin	2016
10-11	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Maîtriser les enjeux juridiques du big data

Optimiser le traitement des données digitales

**Les données sont indéniablement la richesse des entreprises et affluent en masse depuis l'univers numérique. Le phénomène e-data participe donc indéniablement au cumul exponentiel des données vers les entreprises. Toutefois les entreprises ne sont pas encore bien certaines de l'exploitation qu'elles peuvent faire de ces données. Après avoir défini le e-data et ses perspectives, il est indispensable de connaître les clés pour les exploiter et les échanger dans un contexte de big data ou même d'open data.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les flux de données pour valoriser le patrimoine de l'entreprise.
- Choisir les outils juridiques en fonction des données exploitées, le pouvoir des contrats.
- Rationnaliser les bases de données pour fluidifier les échanges de données.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans le fonctionnement du système d'information de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables juridiques
- Webmasters et DSI
- Responsables marketing et commercial
- Correspondants Informatique et Libertés

## ANIMATEUR

Yaël COHEN-HADRIA  
Avocat à la Cour  
YCH AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Cerner l'impact du big-data dans l'univers numérique pour l'optimisation des actions de l'entreprise

#### Décrypter les notions-clés autour du big-data

- La place du e-data dans le monde du e-commerce, du e-marketing et de la e-réputation
- La place du big data et de l'open data
- Les enjeux de la maîtrise du big-data pour les entreprises
- Étude de cas** : identification des flux de data et les modalités de leur exploitation

#### Trouver de nouvelles sources de données fiables

- Les réseaux sociaux comme sources de données
- Les objets connectés

### Mesurer les enjeux de la protection des données

#### Intégrer le droit comme outil de valorisation des bases de données

- Gérer la paternité des fichiers et des données
- Assurer la sécurité informatique des fichiers de données

- Assurer la sécurité juridique des fichiers de données : Cloud Computing
- Étude de cas** : analyse de la protection des données de l'entreprise

#### Mesurer les intérêts du big data et ses interactions avec le droit

- Les données issues de l'open data
- La réutilisation des données de l'open data
- Étude de cas** : analyse de la licence proposée par ETATLAB

#### Identifier les spécificités des données à caractère personnel

**Étude de cas** : analyse des dernières sanctions de la CNIL

### Mettre en place les actions de conformité et de rationalisation des fichiers

- Les outils de big data et d'open data
- Le contrat encadre l'exploitation des données
- L'interconnexion des fichiers de données

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure de rationaliser et de maîtriser la conformité des fichiers de votre entreprise.

1 jour  
7 heures

Code 20166

Paris

22	juin	2016
19	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Flux transfrontières de données personnelles

Gérer et sécuriser les transferts de données personnelles

**La globalisation des échanges et la croissance des solutions informatiques externalisées, notamment via le cloud, ont un impact direct sur les traitements des données personnelles qu'une entreprise est amenée à mettre en œuvre. Filiales de sociétés étrangères et clients de sous-traitants étrangers doivent appréhender cette problématique avant tout transfert de ces données hors de France.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les modalités de transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.
- Anticiper les formalités à effectuer avant la mise en œuvre du transfert.
- Assurer la liaison avec sa maison-mère et ses prestataires étrangers.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la loi Informatique et libertés ou avoir suivi " Maîtriser la conformité Informatique et libertés " (code 20069 p. 190).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Correspondants Informatique et Libertés internes ou externes
- DSI et RSSI

## ✦ ANIMATEUR

Olivier HAYAT  
Avocat à la Cour  
HAYAT AVOCAT

## PROGRAMME

### Intégrer les dispositions européennes et françaises applicables au transfert de données personnelles hors de France

#### Définir le transfert de données au sein de l'Union européenne

- Le cadre posé par la directive européenne

#### Définir le transfert de données hors de l'Union européenne

- La description des " moyens " et " finalités " du traitement, tels que posés par la loi Informatique et libertés au regard de la directive européenne
- Analyse des articles 68 et suivants de la loi Informatique et libertés
- La notion de pays assurant un niveau de protection adéquat
- La description des exceptions à l'interdiction de transfert
- Les recommandations du G29 quant à la stricte interprétation des exceptions

### Maîtriser le périmètre du transfert de données personnelles hors de l'Union européenne

- La qualification juridique du destinataire des données
- La nature des données transférées et les finalités envisagées
- **Test de connaissances :** quiz sur le transfert de données personnelles

### Définir les formalités à mettre en place avant la mise en œuvre du transfert

#### Les formalités auprès de la CNIL

- Le régime de déclaration / d'autorisation
- Compléter l'annexe " Transfert de données hors de l'Union européenne "
- Mesurer l'intérêt du CIL
- **Exercice d'application :** formalités de dépôt d'une déclaration auprès de la CNIL

#### Les préalables au transfert hors de l'Union européenne

- L'accord de la personne concernée
- Les clauses contractuelles types de la Commission européenne
- Tenir compte du cas particulier des États-Unis : les Safe Harbor Principles
- Les Binding Corporate Rules
- **Etude de cas :** analyse des hypothèses de transfert de données du responsable de traitement UE vers un autre responsable de traitement ou un sous-traitant situé hors UE ou en UE et ses implications
- **Mise en situation :** le transfert de données personnelles dans le cas d'une solution Cloud computing

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les modalités de transfert des données personnelles hors et au sein de l'Union européenne.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 20154

Paris		
14	juin	2016
13	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Contrôles de la CNIL

Faire face et réagir aux contrôles Informatique et libertés

**Alors que les contrôles de la CNIL se multiplient, les entreprises craignent de plus en plus les conséquences non seulement en termes de sanctions mais également en termes d'image, la CNIL pouvant en effet décider de rendre publique une sanction afin de sensibiliser et d'avertir les personnes concernées. De plus, la loi Hamon a modifié la loi Informatique et libertés donnant à la CNIL la possibilité d'effectuer des contrôles en ligne. Il devient donc primordial de se conformer à la loi et d'anticiper de tels contrôles.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les pouvoirs de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés dans sa mission de contrôle.
- Maîtriser le déroulement du contrôle et les sanctions possibles.
- Suite au contrôle, adopter les bonnes mesures au sein de votre structure.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en gestion des données personnelles ou avoir suivi " Maîtriser la conformité Informatique et Libertés " (code 20069 p. 190).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Correspondants Informatique et libertés
- Avocats

## ✦ ANIMATEUR

Céline AVIGNON  
Avocat à la Cour, Directeur du département publicité et marketing électronique  
ALAIN BENSOUSSAN - AVOCATS

## PROGRAMME

### Identifier les points de contrôle de la CNIL

- Définir qui peut être contrôlé
- Identifier ce qui peut être contrôlé : les principales obligations Informatique et libertés - formalités, information des personnes, durée de conservation des données...

### Intégrer la phase préalable au contrôle

- Définir à qui revient l'initiative du contrôle
- Mesurer les conséquences concrètes des orientations du programme annuel des contrôles de la CNIL

### Maîtriser le déroulement de la mission de contrôle sur le terrain

- Cerner précisément les pouvoirs de la CNIL
- Identifier les différents types de contrôle : sur place, sur pièce et sur audition
- Anticiper les contrôles en ligne
- Délimiter le périmètre du contrôle
- Analyser les garanties accordées aux personnes contrôlées
- **Etude de cas :** analyse des acteurs et étapes d'un contrôle

### Anticiper les suites du contrôle

- Analyser les formalités de fin de contrôle
- Faire le point sur les manquements éventuels
- Identifier les risques encourus
- Mesurer les conséquences en termes d'image

### Suite à un contrôle, définir les actions à déclencher

- Déterminer les mesures correctrices à mettre en œuvre
- Anticiper les futurs contrôles de la CNIL : audit, procédures internes, sensibilisation...
- Mettre en œuvre les voies de recours

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de faire face à un contrôle de la CNIL et d'assurer le suivi du contrôle.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 20155

Paris		
15	juin	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus





# Parcours CIL

Maîtriser les traitements de données de l'entreprise

La gestion des traitements de données de l'entreprise et des relations avec la CNIL implique une multitude de connaissances, une méthodologie précise, une gestion relationnelle des opérationnels en lien avec les traitements de données et des réflexes efficaces. L'acquisition du raisonnement juridique et de la méthodologie pratique est indispensable pour mener à bien sa tâche de CIL.

### OBJECTIFS

- Décrypter les subtilités de la loi Informatique et libertés.
- Maîtriser la méthodologie à appliquer pour une gestion efficace des traitements de données de l'entreprise.
- Gérer les relations avec la CNIL.

### PRÉREQUIS

Avoir à gérer les traitements de données de son entreprise.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Correspondants Informatique et libertés internes ou externes
- Responsables juridiques et juristes
- DSI et RSSI
- Responsables conformité et risk managers

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer efficacement l'ensemble des traitements de données de votre entreprise ainsi que les relations avec la CNIL.

### OPTION CPFFP



#### PARCOURS CIL

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser la conformité Informatique et libertés (2 jours)

- Recenser et mettre en conformité les traitements et fichiers contenant des données personnelles.
- Décrypter la doctrine concrète de la CNIL et anticiper les risques de sanctions.
- Mettre en place efficacement un correspondant Informatique et libertés interne ou externe.

### Maîtriser le cadre juridique du digital (2 jours)

- Mesurer l'impact juridique de la transformation digitale sur l'entreprise.
- Encadrer juridiquement les traitements de données et l'hébergement des sites, blogs et applications mobiles.
- Mesurer les responsabilités induites par ces évolutions.

### Maîtriser les enjeux juridiques du big data (1 jour)

- Maîtriser les flux de données pour valoriser le patrimoine de l'entreprise.
- Choisir les outils juridiques en fonction des données exploitées, le pouvoir des contrats.
- Rationnaliser les bases de données pour fluidifier les échanges de données.

### Assurer la sécurité des fichiers de données (1 jour)

- Intégrer les impacts de la sécurité informatique sur les traitements de données.
- Mesurer les risques liés à la sécurité des fichiers de données.
- Gérer les data projects en toute sécurité.

### Correspondant Informatique et Libertés (2 jours)

- Cerner et valoriser le statut et les missions du CIL.
- Acquérir les méthodologies pratiques et les outils quotidiens du CIL.
- Maîtriser les enjeux de la loi informatique et libertés pour optimiser et piloter les " data projects " en lien avec les opérationnels.

### Flux transfrontières de données personnelles (1 jour)

- Intégrer les modalités de transfert de données personnelles hors de l'Union européenne.
- Anticiper les formalités à effectuer avant la mise en œuvre du transfert.
- Assurer la liaison avec sa maison-mère et ses prestataires étrangers.

### Contrôles de la CNIL (1 jour)

- Cerner les pouvoirs de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés dans sa mission de contrôle.
- Maîtriser le déroulement du contrôle et les sanctions possibles.
- Suite au contrôle, adopter les bonnes mesures au sein de votre structure.

10 jours / 70 heures

Paris

Dates : nous consulter

Tarif HT : 5 650 € - repas inclus

Code 20175

## Les missions de la CNIL



La CNIL est l'autorité en charge de veiller à la protection des données personnelles. Elle dispose d'un pouvoir de conseil, de contrôle sur place et de sanction administrative. Elle anime le réseau des Correspondants " Informatique et Libertés ". Elle analyse les conséquences des nouveautés technologiques sur la vie privée. Enfin, elle travaille en étroite collaboration avec ses homologues européens et internationaux.

### INFORMER

La CNIL est investie d'une mission générale d'information des personnes sur leurs droits et leurs obligations

### CONSEILLER ET RÉGLEMENTER

La CNIL régule et recense les fichiers, autorise les traitements les plus sensibles avant leur mise en place. Elle dispose d'un pouvoir de conseil et de recommandation.

### SANCTIONNER

La CNIL peut infliger des sanctions financières aux responsables de traitements qui ne respectent pas la loi

### PROTÉGER

La CNIL aide les citoyens dans l'exercice de leurs droits : banque, travail, consommation, administration, internet...

### CONTRÔLER

La CNIL contrôle les fichiers et vérifie si les responsables de fichier respectent la loi informatique et libertés

### ANTICIPER

La capacité à comprendre et anticiper les développements technologiques est désormais indispensable aux autorités de protection des données.

# Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle

Propriété littéraire et artistique, propriété industrielle



**Le produit des efforts intellectuels est reconnu par la législation comme un droit de propriété intellectuelle permettant de protéger certains actifs immatériels. Mais cette protection ne vaut pas toujours de plein droit et il est nécessaire d'identifier les conditions et de suivre les procédures des différents systèmes de protection que ce soit pour les œuvres de l'esprit de la propriété littéraire et artistique, ou pour les créations utilitaires et les signes distinctifs de la propriété industrielle.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les différents systèmes de protection de la propriété intellectuelle.
- Intégrer les diverses possibilités de commercialisation des droits protégés pour valoriser l'innovation.
- Maîtriser l'application de la propriété intellectuelle aux technologies de l'information et de la communication.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté aux problématiques posées par la propriété intellectuelle dans sa pratique.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables marketing et stratégie
- Toute personne dont la fonction exige une bonne maîtrise des bases de la propriété intellectuelle et n'ayant pas de formation initiale dans ce domaine

## ● ANIMATEUR

Cyrille MORVAN  
Avocat à la Cour

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le fonctionnement des systèmes de protection juridique de vos actifs immatériels.**

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un détenteur d'un portefeuille de propriété intellectuelle intégrant des brevets, des marques, des logiciels... et je détermine la meilleure protection juridique de mes actifs immatériels.

Concept à découvrir p. 8

## 🔗 Quiz amont

### Identifier les différents systèmes de protection

#### Le droit d'auteur pour les œuvres littéraires, les œuvres d'art et les créations architecturales

- Identifier une œuvre protégeable ainsi que l'auteur ou les auteurs : œuvre collective, dérivée, de collaboration...
- Le droit moral et les droits patrimoniaux attachés à l'œuvre
- L'exploitation des œuvres : exploitation directe, contrat de licence, cession de droit...

#### Le brevet d'invention pour protéger les innovations techniques

- Acquérir la protection : créations brevetables, conditions de brevetabilité, procédures de dépôt, d'examen et de délivrance du brevet
- Commercialiser une invention brevetée : cession du brevet, licence de brevet, apport du brevet en société...
- Étendre la protection à l'étranger : brevet européen et Patent Cooperation Treaty (PCT)

#### La protection des marques

- Acquérir des droits sur une marque : les signes susceptibles de constituer une marque, les conditions de validité, la demande d'enregistrement et la procédure d'opposition
- Exploiter et valoriser des droits sur une marque : licence, cession et nantissement de marque
- La marque communautaire et l'enregistrement international

#### Les dessins et modèles industriels et indications géographiques

- **Étude de cas** : à travers des exemples concrets, identification de créations brevetables, de marques déposables et d'œuvres protégées par le droit d'auteur

### Technologies de l'information et de la communication et propriété intellectuelle : intégrer les dernières évolutions

#### Les bases de données : étendue de la protection et limites

- La protection des bases de données par le droit d'auteur
- Les droits sui generis du producteur de bases de données
- Les facteurs de risque avec internet

#### La protection des logiciels

- La protection du logiciel par le droit d'auteur
- Les licences : préférer la diffusion de l'innovation ou le secret
- Prérogatives de l'auteur et droits de l'utilisateur
- La question de la brevetabilité du logiciel

#### Le site web : problèmes et protection juridiques

- Choisir, obtenir et protéger un nom de domaine
- Création et hébergement : rédiger les contrats en toute sécurité
- Diffusion d'informations et respect des droits voisins
- Droit d'auteur et internet

### Défendre ses droits de propriété intellectuelle face à la contrefaçon et au piratage

- Action en concurrence déloyale et action en contrefaçon
- Les difficultés procédurales liées aux spécificités du numérique
- **Étude de cas** : identification de la protection la mieux adaptée aux actifs de propriété intellectuelle en fonction du coût et des besoins de l'entreprise

## 🔗 Quiz aval

2  
jours

14  
heures

**Paris**  
10-11 mars 2016  
23-24 juin 2016

29-30 août 2016  
13-14 octobre 2016  
12-13 décembre 2016

Code 20071

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Bonne formation, dynamique et interactive, qui permet, comme son titre l'indique, de maîtriser - ou de se remettre en mémoire - les bases de la PI. "

Laure L.  
CCMSA CAISSE CENTRALE

# Le droit d'auteur

Être du bon côté de la loi sur les droits d'auteur

**La protection des œuvres de l'esprit par le droit d'auteur confère à son titulaire une propriété privative lui permettant de déterminer les conditions d'exploitation de son œuvre. Le droit d'auteur s'acquiert sans formalité, du fait même de la création de l'œuvre. Si le droit moral reconnaît à l'auteur la paternité de l'œuvre et assure le respect de son intégrité, les droits patrimoniaux confèrent un monopole d'exploitation économique sur l'œuvre indispensable pour l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la protection des créations intellectuelles afin de permettre à l'entreprise de les valoriser et de les exploiter en toute sécurité.
- Identifier les moyens de défense face aux pirates et contrefacteurs.
- Cerner les spécificités du droit d'auteur face aux technologies de l'information et de la communication.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en propriété intellectuelle ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle " (code 20071 p. 194).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de la propriété intellectuelle
- Responsables de la communication
- Toute personne en charge de la protection et de l'exploitation des œuvres de l'esprit au sein de sa structure

## ANIMATEURS

Laurence TELLIER-LONIEWSKI & Marie SOULEZ  
Avocats à la Cour  
ALAIN BENSOUSSAN - AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le cadre juridique du droit d'auteur

- Identifier une œuvre protégeable
- Les bénéficiaires du droit d'auteur
- Cerner les prérogatives conférées par le droit d'auteur
- Étude de cas :** à travers l'analyse de la jurisprudence récente, identification des dernières évolutions du droit d'auteur

### Exploiter et défendre une œuvre protégée par le droit d'auteur

- Exploiter une œuvre en toute sécurité**
- Exploitation directe et contrat de cession
- Les conditions de cession
- La rémunération de l'auteur
- La garantie de jouissance paisible
- Exercice d'application :** rédaction des clauses sensibles d'un contrat de cession

### Optimiser la protection

- Mesurer l'intérêt d'un dépôt probatoire
- Le dépôt probatoire, le dépôt légal et les autres mesures (revendications...)
- Les mesures techniques de protection

### Défendre le droit d'auteur face à la contrefaçon et au piratage

- Identifier les actes répréhensibles
- L'action en concurrence déloyale et l'action en contrefaçon
- Les procédures de saisie
- Les difficultés procédurales liées aux spécificités du numérique

### Faire le point sur le droit d'auteur face aux technologies de l'information

**La protection des Bases De Données (BDD)**

**Étude de cas :** analyse d'une licence d'exploitation d'une BDD

### Le régime des logiciels

- Distinguer les droits de l'auteur et les droits des utilisateurs
- Droit d'auteur et brevet
- Les logiciels libres
- Droit d'auteur et internet : téléchargement des œuvres, hyperlien, peer to peer...**

**Droit d'auteur dans la société de l'information**

- L'impact de la société de l'information sur le droit d'auteur
- Les exceptions introduites par la loi DADVSI
- La conciliation des exceptions aux droits d'auteur et les DRM
- La lutte contre le téléchargement illégal et contre la contrefaçon (lois HADOPI)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appréhender les risques liés au droit d'auteur, dans le monde numérique notamment.

2 jours 14 heures

Code 20020

Paris		
17-18	mars	2016
27-28	juin	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Déposer et protéger ses marques

Les meilleures stratégies de protection

 Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

**La marque est un élément indispensable de la stratégie industrielle et commerciale d'une entreprise. C'est un signe distinctif permettant d'identifier précisément un produit ou un service qu'il convient de protéger pour limiter les risques de contrefaçon ou de concurrence déloyale. Encore faut-il savoir ce que l'on peut protéger et établir une véritable stratégie de protection en fonction des objectifs poursuivis par l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier les différents systèmes de protection des marques aux niveaux national, communautaire et international.
- Acquérir une véritable stratégie de dépôt et de protection des marques.
- Maîtriser les moyens juridiques de lutte contre la contrefaçon et la concurrence déloyale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en propriété intellectuelle ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle " (code 20071 p. 194).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Chefs de produits
- Responsables marketing
- Toute personne participant à la gestion d'un portefeuille de marques

## ANIMATEUR

Sébastien HAUTIERE  
Conseil en propriété industrielle  
STRATO - IP

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

### Acquérir des droits sur une marque

- Cerner les conditions de validité d'une marque
- Identifier les formules de protection existantes
- Les spécificités de la protection des marques sur internet

### Maîtriser les modalités de dépôt d'une marque

- Les recherches d'antériorité
- La demande d'enregistrement en pratique
- La procédure d'opposition
- Étendre la protection à l'étranger : délais et coûts
- Stratégie de dépôt : obtenir le meilleur rapport protection/coût

### Conservier et exercer des droits sur une marque

- La conservation des droits
- L'exploitation et la valorisation des droits sur la marque

### Gérer les risques de contrefaçon et de concurrence déloyale

Contrefaçon, parasitisme et cybersquatting

**Exercice d'application :** simulation d'une plainte selon les règles UDRP pour récupérer un nom de domaine cybersquatté

- Identifier les contrôles à mettre en place
- Défendre ses droits : identifier les moyens juridiques
- Déchéance d'une marque, dégénérescence, prescription par tolérance : éviter ces risques

**Exercice d'application :** simulation d'un contentieux en matière de marques

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une stratégie de dépôt et de protection de vos marques.

2 jours 14 heures

Code 20007

Paris		
31 mars-1 <sup>er</sup> avril		2016
3-4	octobre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Transfert de technologie

Techniques contractuelles de la transmission d'un savoir-faire technique

Expertise

Effectuer un transfert de technologie consiste à mettre à la disposition d'un acquéreur un savoir-faire technique détenu par un propriétaire. Ce transfert ne s'improvise pas et doit être strictement encadré par un accord déterminant les obligations du cédant et du bénéficiaire, notamment en termes de droits de propriété intellectuelle et d'ingénierie financière du transfert.

## ● OBJECTIFS

- Mesurer les enjeux liés aux transferts de technologie.
- Négocier et rédiger un accord de transfert.
- Mesurer les conséquences des transferts ainsi mis en place.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en propriété intellectuelle ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle " (code 20071 p. 194).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Collaborateurs de service propriété intellectuelle
- Responsables recherche & développement et ingénieurs

## ● ANIMATEUR

Nicolas MAUBERT  
Avocat à la Cour  
RIVEDROIT A.A.R.P.I

## PROGRAMME

### Mettre en œuvre la stratégie pour valoriser l'innovation

#### Définir le transfert de technologie

- Protéger juridiquement la technologie
- Licence de brevet, licence de droit d'auteur ou simple transmission d'un savoir-faire technique

#### Cerner l'intérêt stratégique du transfert de technologie

- Valorisation de la recherche
- Mode d'exploitation de la technologie
- Imposer un standard technique sur un marché donné
- Politique de licences croisées et stratégie d'accords contractuels pour limiter les futurs risques de conflits

#### Organismes français pouvant accompagner les transferts de technologie

#### Contrat de transfert de technologie

#### Rédiger les clauses essentielles

- Les obligations du cédant de la technologie
- Les obligations du bénéficiaire
- Les droits octroyés et les garanties
- La faculté pour le licencié de se joindre au détenteur des droits en cas d'action de celui-ci à l'encontre de tiers en violation des droits consentis
- La responsabilité

**Jeu de rôles** : négociation des clauses du contrat de transfert de technologie selon que l'on soit cédant ou bénéficiaire

#### Les étapes de la vie d'un contrat de transfert de technologie

##### Les phases préalables

- L'importance de la définition des attentes du bénéficiaire et de ce que le cédant a à offrir
- L'importance d'un accord profitable et motivant pour les deux parties

##### Les délais et les phases du projet

- La formation et le transfert de compétences
- Les recettes
- L'assistance technique postérieure et l'assistance opérationnelle voire organisationnelle
- Le bénéfice éventuel des futurs perfectionnements de la technologie

**Etude de cas** : analyse commentée de contrats d'application

#### Identifier les spécificités des contrats internationaux de transfert de technologie

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de traiter les particularités contractuelles du transfert de technologie, selon la qualification légale de la technologie.

**2** jours

**14** heures

Code 20102

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	février	2016
6-7	juin	2016
17-18	novembre	2016
2-3	février	2017

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Contrefaçon

Protéger ses droits de propriété intellectuelle

Expertise

Face au fléau de la contrefaçon qui touche désormais tous les secteurs de la vie économique et atteint des proportions inquiétantes (10% du commerce mondial), les États multiplient les réglementations et les accords de coopération afin que soit assurée la meilleure protection possible des entreprises titulaires de droits de propriété intellectuelle. Les procédures en contrefaçon sont devenues plus accessibles et les sanctions à l'encontre des contrefacteurs renforcées.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le nouveau cadre juridique de la lutte contre la contrefaçon aux niveaux national, communautaire et international.
- Cerner les modalités de dépôt d'un dossier en contrefaçon auprès des services douaniers.
- Identifier les sanctions prévues contre les contrefacteurs et les indemnités des entreprises victimes.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en propriété intellectuelle ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la propriété intellectuelle " (code 20071 p. 194).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques, contentieux et juristes
- Responsables des services marques et brevets
- Responsables recherche et développement

## ● ANIMATEUR

Frédéric JANIN  
Avocat  
JANIN AVOCATS

## PROGRAMME

### Maîtriser le cadre juridique de la lutte contre la contrefaçon en France

#### Faire le point sur l'élargissement de la qualification de contrefaçon

- Les applications
  - Les particularités du piratage numérique
- #### Identifier le cadre juridique de l'intervention de l'administration des douanes à travers les réglementations nationales et communautaires

- La contrefaçon : un délit douanier
- Les actions défensives au sein de l'UE/ offensives dans les pays tiers
- Les modalités d'intervention

#### Recourir à la saisie-contrefaçon à bon escient : la nouvelle procédure

- Le renforcement des mesures provisoires et conservatoires
- Les particularités des différentes procédures de saisie-contrefaçon
- Les conditions pour valider une saisie-contrefaçon

#### Mener une action en contrefaçon : un droit à réparation amélioré

- Les nouveautés apportées à l'introduction de l'action
- Vers un renforcement des sanctions
- Coût et délai d'une procédure en contrefaçon
- Les difficultés procédurales liées aux spécificités du numérique

#### Les voies non judiciaires

**Etude de cas** : le déroulement d'une action en contrefaçon en France de A à Z

### Identifier les moyens de lutte contre la contrefaçon aux niveaux communautaire et international

#### Intégrer les dispositions de la directive européenne relative au respect des droits de propriété intellectuelle : les perspectives introduites par la directive IPRED II

- Reconnaissance du droit d'ester en justice pour certains organismes, mise en place de nouvelles procédures et mesures conservatoires, harmonisation du mode de calcul des dommages et intérêts...
- Nouveaux projets de directive et de décision-cadre de la Commission européenne

#### Identifier les possibilités d'intervention des autorités douanières

#### La répression de la contrefaçon à l'étranger

#### Prévenir les risques de contrefaçon et défendre ses droits efficacement

**Mettre en place un système de veille**  
**Etude de cas** : déroulement de l'action en contrefaçon avec les autorités douanières

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les tenants et aboutissants d'une procédure en contrefaçon et d'identifier les possibilités de se faire indemniser.

**1** jour

**7** heures

Code 20066

Paris		
30	juin	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Sécuriser un contrat de commerce international

Les techniques de négociation, de rédaction et d'exécution



Un contrat de commerce international doit s'adapter à la diversité des situations économiques, des environnements culturels ou encore au profil de ses cocontractants. Si de nombreuses conventions internationales permettent d'encadrer et de sécuriser la relation contractuelle, il existe aussi de nombreuses règles impératives nationales que les parties se doivent de prendre en considération.

## OBJECTIFS

- Garantir, dès la phase des négociations, la bonne exécution des contrats internationaux.
- Maîtriser les différentes techniques de rédaction de ces contrats.
- Prévenir et gérer les difficultés d'exécution et les risques de contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats " (code 20072 p. 151).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des affaires internationales
- Juristes et avocats
- Responsables commerciaux

## ANIMATEUR

Bruno de CAZALET  
Avocat Honoraire au Barreau de Paris  
CAZALET CONSULT

## PROGRAMME

Expertise

### Module e-learning : Initiation au droit des contrats

#### Maîtriser la technique contractuelle internationale dès la phase des pourparlers

Définir les critères d'internationalisation des contrats et les spécificités des contrats internationaux  
Identifier les risques spécifiques des contrats internationaux

- Les risques financiers
- Les clauses de pénalités et de dommages et intérêts
- Les risques d'imprévision, d'instabilité juridique, les risques politiques...
- Les risques contractuels
- Les risques fiscaux

#### Tirer le meilleur parti des négociations

**Exercice d'application :** recherche d'informations sensibles

#### Définir l'architecture d'un contrat international

**Exercice d'application :** prise en mains d'un modèle CCI de vente internationale de produits manufacturés destinés à la revente et d'un modèle FIDIC de contrat de construction clé en mains

#### Réussir l'exécution et la sortie des contrats internationaux

#### Négocier les clauses essentielles pour assurer la bonne exécution des contrats

- Les différentes clauses de paiement et de garantie de paiement
  - La gestion du risque de change
  - Les clauses de responsabilité
  - Les clauses liées à l'imprévision et au hardship
- #### Sortir d'un contrat de commerce international

- Clause de résiliation
- Clauses de retrait dans les joint ventures
- Clauses de sortie et d'exclusion

#### Identifier les clauses de prévention et de règlement des litiges

- Règlement pré ou para-contentieux
- Le choix du juge compétent
- Mesurer le risque de conflit de juridictions et choisir le meilleur forum
- Intérêt de prévoir une clause d'arbitrage et la rédiger

**Exercice d'application :** rédaction et comparaison de clauses ; clauses pathologiques et clauses efficaces

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser contractuellement une transaction internationale.



Code 20016

Paris		
21-22	mars	2016
30 juin-1 <sup>er</sup> juillet		2016
3-4	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Marchés de partenariat et concessions à l'international

Sécuriser ses contrats de grands projets internationaux d'infrastructures

Identifier les grands projets qui méritent de l'intérêt et conquérir de nouvelles opportunités de marchés internationaux requièrent une stratégie d'ensemble sur les risques pays et leur évolution qui doit être correctement pris en compte dans tous les contrats encadrant le projet. Car il s'agit de réaliser un projet gagnant-gagnant pour les différentes parties et de réunir par là-même les conditions de la réussite.

## OBJECTIFS

- Évaluer la réussite de son projet international et déterminer sa stratégie de négociation.
- Cerner le cadre juridique des grands projets internationaux.
- Rédiger clause par clause un contrat complexe d'infrastructure de service public en Concession ou en marchés de partenariat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit international des affaires ou avoir suivi " Sécuriser un contrat de commerce international " (code 20016).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des affaires internationales
- Juristes et avocats

## ANIMATEUR

Marc FRILET  
Avocat à la Cour  
FRILET - SOCIÉTÉ D'AVOCATS  
Chair Management Committee GCILA, responsable groupe de travail PPP IFEJ/barreau de Paris  
Coresponsable du groupe de travail PPP CICA

## PROGRAMME

Expertise

#### Déterminer en amont sa stratégie de négociation pour réussir la mise en place d'un grand projet international

- Évaluer correctement le projet retenu : les approches modernes de Due Diligence globale : techniques et mise en œuvre efficace
  - Proposer des conditions ou clauses contractuelles optimisées et acceptables dans une stratégie de négociation adaptée au projet et à la culture locale : les hiérarchiser
- Étude de cas :** analyse d'une décennie de projets de privatisation d'infrastructures publiques aux résultats mitigés et les leçons à en tirer

#### Le cadre juridique d'un grand projet international de marché de partenariat à paiement par l'utilisateur : analyser et rédiger les familles de clauses les plus originales des grands projets internationaux à financement privé

- Les clauses particulières reflétant les obligations de base
- Les clauses facilitant l'adaptation permanente des services aux besoins
- Les clauses prévoyant des garanties particulières apportées par les partenaires
- Les clauses facilitant la prévention et la résolution des litiges
- Les clauses particulières relatives à la fin du contrat

**Exercice d'application :** négociation d'un projet de marché de partenariat dans un pays émergent et rédaction de ses principales clauses

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place les aspects juridiques de vos grands projets internationaux d'infrastructures.



Code 20122

Paris		
13-14	juin	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Droit des affaires en Chine

Bénéficier d'un panorama complet des règles applicables

**Pour faire face à une croissance économique galopante, le droit chinois fait constamment l'objet de réformes en profondeur, que ce soit le nouveau droit des sociétés, la réforme des contrats de travail ou encore l'impôt sur les sociétés. Aujourd'hui, il est indispensable de faire le point sur l'évolution du droit des affaires chinois pour les entreprises implantées sur place ou souhaitant nouer des relations commerciales avec la Chine.**

## OBJECTIFS

- Disposer d'un outil complet pour maîtriser les principales règles du droit des affaires chinois.
- Sélectionner ses partenaires et suivre ses contrats.
- Rédiger les contrats avec ses partenaires et se protéger efficacement.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit des affaires chinois.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de projets internationaux
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne impliquée dans des partenariats avec la Chine

## ANIMATEUR

Zhen HUANG  
Avocat Associé  
UGGC AVOCATS (Shanghai)

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Mettre en place une structure en fonction des axes de croissance choisis

- Déterminer les enjeux de l'investissement en capital  
**Étude de cas** : création d'une société ayant vocation à opérer une unité de production, une activité de sourcing et un réseau local de distribution
- Développer un partenariat commercial  
**Étude de cas** : analyse d'un contrat pour la commercialisation de produits importés en Chine
- Mettre en place un réseau de distribution  
**Étude de cas** : négociation d'un contrat de bail pour une boutique

### Croissance externe : négocier et rédiger ses accords en toute sécurité

- Mener à bien une négociation en tenant compte des spécificités locales
- Audit juridique : réflexes et pièges à éviter
- Structurer la transaction et connaître les limites imposées par le droit chinois à la liberté contractuelle

### Restructurer ses investissements

- Anticiper et gérer les problématiques liées à la fermeture de sites
- Les spécificités liées à la fusion de filiales
- Cession d'actifs intra-groupe

### Protéger son savoir-faire

- Identifier les précautions à prendre pour protéger ses droits de propriété intellectuelle
- Protéger son savoir-faire ou sa technologie dans un contrat de licence de technologie  
**Étude de cas** : analyse d'un contrat de licence de technologie

### Mesurer les conséquences de ses choix sur les ressources humaines

- Fidéliser ses employés
- Gérer une procédure de licenciement
- Mise en place de règlements et procédures pour empêcher le recours aux pratiques commerciales illicites  
**Étude de cas** : démantèlement d'un système de commissions occultes mis en place à l'insu de la direction

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier rapidement les principaux enjeux juridiques de la vie des affaires en Chine et d'apporter des solutions tenant compte des spécificités de ce pays.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20123

## Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Droit des contrats chinois

Négocier et rédiger des contrats pour la Chine

**Les contrats soumis au droit chinois s'imposent aux entreprises étrangères qui souhaitent intervenir dans le développement de l'économie chinoise. Comprendre les spécificités contractuelles chinoises et le contexte dans lequel s'exécutent les contrats permet d'anticiper les nombreuses difficultés d'application auxquelles sont confrontées ces entreprises.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les spécificités et logiques chinoises des contrats.
- Rédiger et négocier des contrats soumis au droit chinois.
- Assimiler les spécificités chinoises en matière d'exécution des contrats et de règlement des litiges contractuels.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans des relations avec des partenaires chinois.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables internationaux
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne impliquée dans des partenariats avec la Chine

## ANIMATEUR

Hubert BAZIN  
Avocat Associé  
DS AVOCATS (Beijing)

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Cerner les spécificités des contrats en Chine

- Définir les principes du droit des contrats en Chine
- Mesurer les difficultés d'application : la force obligatoire du contrat et ses limites
- Utiliser au mieux un contrat dans ses relations avec des partenaires chinois
- Identifier les spécificités chinoises

### Cerner les règles de validité au regard des exigences d'approbation administrative et d'enregistrement

- Mesurer les contraintes liées au contrôle des changes
- Choisir la langue des contrats
- Intégrer les règles d'ordre public en Chine  
**Étude de cas** : analyse d'un contrat de société mixte sino-étrangère

### Maîtriser la rédaction et la négociation des contrats

- Définir la terminologie et les règles contractuelles chinoises
- Intégrer les principes de négociation en Chine
- Se protéger tout en construisant la confiance  
**Étude de cas** : analyse d'un contrat de distribution

### Maîtriser la fin du contrat et le règlement des litiges

- Mettre fin à un contrat ou négocier son évolution : éviter les contentieux
- Choisir entre les juridictions chinoises ou l'arbitrage
- Expériences pratiques de règlement de situations contentieuses en Chine  
**Étude de cas** : analyse de la rupture d'un contrat de travail

### Optimiser la fiscalité des contrats

- Cerner les principes de fiscalité chinoise
- Définir la fiscalité des revenus en provenance de Chine
- Rédiger les contrats en fonction des pratiques d'imposition en Chine  
**Étude de cas** : analyse d'un contrat de licence de technologie et de savoir-faire

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les spécificités des contrats de droit chinois et de prévenir leurs difficultés d'application en apportant des solutions qui peuvent être comprises par des cocontractants chinois.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 20156

## Paris

3	juin	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Fiscalité pour juristes

Maîtriser le traitement fiscal des opérations juridiques



**Les juristes ne peuvent s'affranchir aujourd'hui d'un minimum de connaissances fiscales dans le cadre des opérations juridiques qu'ils sont amenés à réaliser. Si la maîtrise des règles fiscales de base est indispensable, il convient également de maîtriser pour l'entreprise les impacts fiscaux d'opérations juridiques complexes comme les fusions, apports partiels d'actif et les restructurations.**

## OBJECTIFS

- Cerner les techniques de base pour déterminer le résultat fiscal de l'entreprise et calculer l'impôt sur les sociétés.
- Maîtriser les notions d'abus de droit et d'acte anormal de gestion pour en limiter les risques.
- Définir les règles fiscales applicables aux restructurations, fusions et opérations assimilées.

## PRÉREQUIS

Vouloir développer ses connaissances en fiscalité pour optimiser sa pratique juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Caroline MASURE  
Avocat fiscaliste

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Déterminer le résultat fiscal et calculer l'impôt : maîtriser les règles de base

- Cerner les principes de l'élaboration du résultat fiscal de l'entreprise : BIC et IS
- Déterminer le résultat fiscal

**Exercice d'application** : calcul du résultat fiscal

**Mise en situation** : lecture d'une liasse

- fiscale, retraitements à opérer sur l'imprimé 2058 A, réintégrations et déductions
- Affecter et gérer le résultat fiscal
- Calculer et liquider l'impôt

**Exercice d'application** : calcul de l'IS

#### Abus de droit et acte anormal de gestion

- Acte anormal de gestion : les risques pour l'entreprise
- Définition et analyse du mécanisme de l'abus de droit

#### Fiscalité des fusions, apports partiels d'actif et scissions

- Choisir la meilleure stratégie fiscale pour les fusions...
- ... et dans les opérations assimilées : apports partiels d'actif, confusion de patrimoines et scissions

**Étude de cas** : comparaison du traitement fiscal des opérations

#### Fiscalité des restructurations au sein des groupes de sociétés

- Les opérations permettant une réorganisation juridique

- Optimiser le traitement fiscal des restructurations

**Étude de cas** : détermination du choix de l'opération juridique au regard de son régime fiscal

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les règles de base de la fiscalité des sociétés.**

2 jours  
14 heures

Code 20033

#### Paris

14-15	mars	2016
11-12	juillet	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers

Pour orienter la stratégie juridique de l'entreprise



**Les états financiers comprennent les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) et le tableau de financement, dont la publication n'est pas obligatoire. Ils doivent répondre à une triple exigence de régularité, de sincérité et d'image fidèle afin de permettre la prise de décisions stratégiques pour l'entreprise. Aussi, la compréhension aux fins d'analyse des documents comptables cités est-elle indispensable.**

## OBJECTIFS

- Cerner et déchiffrer les différents outils comptables et financiers de l'entreprise.
- Tirer les conséquences juridiques du fonctionnement financier de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité ou avoir suivi au préalable " Comptabilité pour non-comptables " (code 60059 p. 295).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Gilles BORREMAN  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
DELESALLE, DUPUI, BORREMAN

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Comprendre les documents comptables et savoir où trouver les informations utiles

- Compte, journal, balance, grand livre...
- Bilan, compte de résultat, annexe...

#### Analyser la structure financière de l'entreprise avec le bilan

- Présentation du bilan
  - Présentation de l'équilibre du bilan fonctionnel
  - Identification des principaux ratios de structure et de rotation
- Étude de cas** : interprétation d'un bilan et déduction de ses conséquences juridiques

#### Analyser l'activité de l'entreprise avec le compte de résultat

- Présentation d'un compte de résultat
- Soldes intermédiaires de gestion : distinction entre résultat d'exploitation, financier et exceptionnel...
- Se familiariser avec les principaux ratios de résultat et de rentabilité
- Faire le lien entre le compte de résultat et le bilan

**Étude de cas** : analyse de l'évolution d'un compte de résultat durant les cinq derniers exercices

#### Initiation aux normes comptables internationales

- Normes IFRS
- Normes US GAAP

#### Rédiger un rapport de gestion au vu des données financières de l'entreprise

**Exercice d'application** : rédaction d'un rapport sur le contrôle interne au vu des données financières de l'entreprise

#### Principes et pratique de l'évaluation d'entreprise

**Objectifs et méthodologie**

**d'une évaluation d'entreprise**

**Approches patrimoniale, financière et comparative**

- Impact sur les opérations de fusion, acquisition, scission, les APA et augmentations de capital
- Étude de cas** : conséquences légales des données financières de la cible dans une opération d'acquisition

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de tirer les conséquences juridiques du fonctionnement financier de l'entreprise.**

2 jours  
14 heures

Code 20086

#### Paris

10-11	mars	2016
20-21	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes

Maîtriser les termes, le cadre et les grands principes comptables et financiers



Calculatrice indispensable

**Parce que la maîtrise des règles comptables et financières est de plus en plus indissociable de la pratique du droit des affaires et que leur complexité peut se révéler problématique pour un juriste dans le cadre de prises de décisions stratégiques, il est indispensable de maîtriser les grands principes comptables ainsi que les bases nécessaires à l'analyse comptable et financière.**

## ● OBJECTIFS

- Comprendre les termes, le cadre et les grands principes comptables.
- Acquérir une méthodologie de lecture et d'analyse du bilan et du compte de résultat.
- Maîtriser les bases nécessaires à l'analyse comptable et financière des opérations de restructuration.

## ● PRÉREQUIS

Quelques bases comptables initiales sont souhaitables pour suivre cette formation et en optimiser les acquis.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs juridiques et juristes d'entreprise
- Directeurs du département contrats
- Directeurs du département restructurations et fusions-acquisitions
- Ingénieurs d'affaires, avocats et notaires

## ● ANIMATEURS

Laurence MALÈS  
Diplômée d'expertise comptable, Commissaire aux comptes  
DyLeaM (Dynamic Learning Management)  
Éric DELESALLE  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
DELESALLE, DUPUI, BORREMANS  
Agrégé d'économie & gestion

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de manier les termes juridiques anglais que vous rencontrez dans vos négociations internationales.**

## PROGRAMME

Perfectionnement

### MODULE 1 Lire et analyser le bilan et le compte de résultat

#### Cerner le cadre comptable

- Définir les grands principes comptables
- Connaître le contenu des états financiers

#### Méthodologie de lecture et d'analyse du bilan et du compte de résultat

- Analyser le compte de résultat
- Analyser le bilan  
**Étude de cas** : lien entre le résultat, la trésorerie, les flux d'exploitation, d'investissement, de financement
- Comprendre le tableau des flux de trésorerie
- Utiliser l'annexe  
**Étude de cas** : lecture et analyse des comptes annuels d'une société

### MODULE 2 Comprendre la méthodologie du diagnostic financier pour évaluer la pertinence d'un projet

#### Rappel d'analyse financière

- Analyser la structure du compte de résultat
- Analyser la structure du bilan  
**Étude de cas** : reconstitution et analyse du tableau des flux de trésorerie
- Cerner les principaux ratios utiles à l'analyse financière  
**Exercice d'application** : analyse des ratios clés, typologie et spécificités au regard des secteurs d'activité

#### Rentabilité d'un projet d'investissement

- Calculer le point mort d'un projet  
**Exercice d'application** : calcul du point mort d'un produit à lancer
- Comprendre rentabilité d'investissement et business plan  
**Exercice d'application** : calcul de la Valeur Actualisée Nette (VAN), du Taux de Rendement Interne (TRI) et du délai de recouvrement de l'investissement
- Intégrer l'analyse financière comme outil de mesure des risques pour le juriste influant sur la prise de décision finale

### MODULE 3 Assimiler le traitement comptable des opérations de restructuration

#### Le traitement comptable des fusions de sociétés (dans les comptes sociaux)

- Distinguer parité d'échange et valorisation des apports
- Intégrer les règles fixées par le règlement CRC 2004-01 du 04/05/04  
**Étude de cas** : application des règles de valorisation selon le règlement comptable : comparaison et traitement fiscal
- Cerner les problèmes particuliers

#### Le traitement comptable des groupes de sociétés (les comptes consolidés)

- Définir le groupe au plan comptable  
**Exercice d'application** : détermination d'un périmètre de consolidation à partir des pourcentages de contrôle
- Comprendre la méthodologie de passage des comptes sociaux aux comptes consolidés  
**Étude de cas** : mise en œuvre de retraitements des plans d'amortissement et suivi des dépenses de gros entretien sur les installations techniques spécialisées
- Répartir les capitaux propres et le goodwill  
**Exercice d'application** : calcul et suivi de la valeur (notion de test de dépréciation) des écarts d'évaluation et de l'écart d'acquisition

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les règles comptables et financières indissociables de la pratique du droit des affaires.**

**3** jours **21** heures

Code 22622

#### Paris

21 au 23 mars 2016  
12 au 14 octobre 2016

3 jours - Tarif HT : 2 190 € - repas inclus

2 jours - Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

1 jour - Tarif HT : 990 € - repas inclus



# Maîtriser l'anglais juridique des affaires

Cycle long de perfectionnement des connaissances



Face à l'internationalisation du milieu des affaires, la maîtrise de la langue anglaise s'impose à tous et particulièrement aux juristes confrontés à un double défi : avoir une approche de droit comparé pour comprendre les différents systèmes juridiques anglo-saxons et assimiler les différentes terminologies juridiques en ayant conscience des faux amis et des différences de perception.

## OBJECTIFS

- Disposer d'un outil complet pour maîtriser l'anglais juridique des affaires.
- Cerner les systèmes juridiques anglo-saxons en comparaison avec les mécanismes français.
- Assimiler les termes pour négocier ses transactions en toute sécurité.

## PRÉREQUIS

Une bonne connaissance de l'anglais courant est requise, la totalité des exposés étant effectuée en anglais. Les termes et expressions juridiques utilisés sont expliqués au fur et à mesure.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne impliquée dans des transactions en anglais

## ANIMATEURS

Olivier de COURCEL  
Avocat Associé inscrit aux Barreaux de Paris et de New-York  
FERAL-SCHUHL / SAINTE-MARIE  
Julie MASSALOUX  
Avocate inscrite aux Barreaux de Paris et de New-York

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de manier les termes juridiques anglais que vous rencontrez dans vos négociations internationales.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Business contracts law

Make yourself at ease with your contract negotiations in English

##### Before the contract

- Prepare the negotiation stage
- Be mindful of applicable rules
- Monitor the bargaining process

##### Forming a contract

- Validity and proof
- Express and implied terms
- Representations and warranties
- Liability and limitation clauses
- Specific versus standard terms
- Financial terms

##### Performing the contract

- Performance
- Breach and remedies
- Force majeure and hardship
- Terminating the contract

**Exercise:** correct poorly drafted clauses

##### Learn the language

- Drafting style
- Vocabulary and necessary nuances

**Exercise:** draft efficient clauses

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Company law

Learn the Basics of U.S. and U.K. Company Law

##### A primer on US Business Structures

- Agency Law
- Partnerships
- Corporations (organization, formation, pre-incorporation contracts)
- Officers and Directors
- Shareholders
- Fundamental Corporate Changes

##### A primer on UK Business Structures

- Company and partnership
- The partnership (1890 Act)
- The limited partnership (1907 Act)
- Companies limited by shares
- Company Management
- Fundamental Company Changes

##### Focus on specifics through a comparative approach

- Choice of a corporate form in the US, UK and France
- Regulatory requirements specific to your sector
- Forms of debt
- Directors' duties and liabilities
- Insolvency procedures

**Exercise:** reviewing the main clauses of a shareholders agreement

**Quiz aval**  
**Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)**



Code 20118

### Paris

14-15 décembre 2015 et 18-19 janvier + 16 février\* 2016  
14-15 mars et 11-12 avril + 12 mai\*2016  
10-11 octobre, et 14-15 novembre + 7 décembre\* 2016  
15-16 décembre 2016 et 19-20 janvier + 22 février\* 2017

Tarif HT : 2 500 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 • What is the fundamental difference between common law contract law and the approach employed by the civil law?

The common law, unlike the civil law, in a first time seeks only to give economic effect to the contractual relationship entered into by the parties rather than attempt to place any general civic duty on them.

### 2 • What is the basic remedy offered by the common law?

The common law only offers litigants one remedy and that is damages. Complainants seeking an alternative remedy will have to look to equity.

### 3 • Does liability attach to misrepresentations (false statements) innocently made?

In some common law jurisdictions the only remedy available for innocent misrepresentation is rescission and even in the UK where damages may be found owing, liability only attaches to those most direct of damages.

# Négociation en anglais

Safely negotiate your contracts in English with foreign clients



**Négocier en anglais s'avère un exercice périlleux et délicat car il faut identifier les risques éventuels dès la phase des pourparlers. Lors de négociations avec des partenaires étrangers, les compétences en anglais sont mises à l'épreuve et ont des conséquences directes sur les engagements signés par l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Négocier des accords avec des partenaires étrangers en anglais.
- Déjouer les pièges de certaines pratiques.
- Négocier certaines clauses clés des futurs contrats.

## PRÉREQUIS

Cette formation nécessite une bonne compréhension orale et écrite de l'anglais courant. Les interventions se font en anglais, le vocabulaire est régulièrement expliqué au cours des échanges avec les participants.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne amenée à négocier des contrats en anglais à travers son activité et qui souhaite en déjouer les pièges

## ANIMATEUR

Jeremy JACKSON  
Consultant spécialisé en anglais juridique

## PROGRAMME

Initiation

### Negotiating your contracts in English

- Compare the Anglo-Saxon approach with the French approach regarding negotiations
- The concept of misrepresentation and fraudulent concealment in French law
- The value of pre-contractual exchanges: knowing when you are committed, and identifying the consequences of subsequent contracts
- "Contracts" and "deeds"
- The value of unilateral pledges according to the country in question

### Master the risks and the limits of your negotiations in English

- Acquire the Anglo-Saxon notions of the contract terms: "express and implied terms", "conditions", "warranties", "innominate terms"...
- Determine the risks incurred concerning a price bid
- Identify the penalties of non-performance of contracts
- "Damages" and "liquidated damages"  
**Exercice:** identification of the risks incurred during negotiation talks in English

### Convince in English in order to prepare the key elements of future contracts

- Fix the objectives of the negotiations and the key elements to get across
- Define the issues, the possible leverage and the negotiation context
- Prepare a possible rescue plan when confronted with partner's objections
- Practise the art of questioning and rephrasing
- Make sure of the interlocutors' understanding: confirm agreement, avoid misunderstandings
- Secure the end of the negotiation
- Master the subtleties of oral English and of the legal repercussions: key-words, standard expressions, false friends...  
**Role-play:** study different tactics of negotiation in English

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de négocier en anglais avec des partenaires étrangers pour sécuriser vos contrats futurs.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20145

Paris		
7-8	avril	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# English contracts and English companies law

Droit anglais des contrats et des sociétés



**Les juges anglais ont une tradition d'interprétation étroite des contrats comme des lois. Dès lors il est primordial pour le juriste qui manie le droit anglo-saxon des affaires, que ce soit dans le cadre de la négociation d'un contrat ou de la création d'une société, qu'il maîtrise les principales règles pour rédiger en toute sécurité des accords qui feront "la loi des parties".**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire et les concepts juridiques du droit des contrats et du droit des sociétés en anglais.
- Améliorer la capacité à rédiger des documents juridiques en anglais.
- Acquérir plus d'aisance dans le maniement de la langue anglaise en matière juridique.

## PRÉREQUIS

Cette formation nécessite une bonne compréhension orale et écrite de l'anglais courant. Les interventions se font en anglais, le vocabulaire est régulièrement expliqué au cours des échanges avec les participants.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne ayant à utiliser l'anglais juridique dans sa pratique professionnelle (ingénieurs, commerciaux...)

## ANIMATEUR

Ray Christopher Patrick RUSHE  
Solicitor, Avocat à la Cour  
CABINET RUSHE

## PROGRAMME

Initiation

### Business contracts law

#### Formation and execution of agreements

- Preliminary negotiations
- Terms of the contract
- Contractual duties
- Contractual liability: default, poor performance, breach of contract, warranties, delay

#### Litigation

- Litigation under common law
- Alternative Dispute Resolution
- Arbitration

#### The usual contractual documentation

- General conditions of sales
- Distributorship agreement
- Agency
- Agreements concerning intellectual property rights

#### Special rules applicable to English contracts

- Comparison with French contracts through a study of contract submitted to english law  
**Exercice:** retention of title and term of warranties

### English companies law

#### Company law

- The company and the partnership: two types of business
- The partnership (1890 Act)

- The partnership and the French "société en nom collectif" and the French "société en participation"
- The limited partnership (1907 Act)
- The Limited Liability Partnership Act (2000 Act)
- The limited partnership and the French "société en commandite simple"
- The companies limited by shares
- The companies limited by guarantees
- Public and private companies (Companies Act 2006)
- Articles of association/memorandum  
**Exercice:** drafting articles of association
- **Management of the company**
- Executive and non-executive directors
- Shadow directors and de facto directors
- The auditors: appointment, function and liability
- **Company meetings**
- Board Meetings (BM), Annual General Meetings (AGM) and General Meetings (GM)
- The chairman, quorum, resolutions

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez familiarisé avec les aspects spécifiquement anglais du droit des sociétés et des contrats et son vocabulaire associé.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 20023

Paris		
14-15	avril	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Contracts under Common Law

Maîtriser la négociation et la rédaction des contrats anglo-saxons



**Les différences entre la Common Law et le droit civil français sont conséquentes. Pour les juristes français, il n'est pas toujours évident de maîtriser certaines subtilités de rédaction et de négociation des contrats anglo-saxons qui s'ajoutent à l'obstacle de la langue.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les concepts juridiques et le vocabulaire anglo-saxons.
- Rédiger en anglais les clauses les plus sensibles et valider ses pratiques.
- Modifier son raisonnement face à un droit qui n'a pas de Code civil.

## PRÉREQUIS

Cette formation d'anglais juridique suppose une compréhension préalable de l'anglais courant, les interventions étant à 90% en anglais (les 10% restant se font en français pour permettre une compréhension des termes techniques).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables juridiques
- Toute personne ayant à travailler sur des contrats rédigés en anglais

## ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN  
Solicitor  
Maître de conférences à l'Université PARIS XII

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Developing a mutual understanding despite legal terminology

- Civil Law vs Common Law: differences between the Common Law approach to contract law from that employed by the Civil Law
- Drafting effective definition and boiler-plates clauses

**Exercice:** drafting clauses - the devil is in the detail, managing legalese

### Opening, conducting and closing negotiations: the role of the lawyer in contract negotiations

#### Preliminary stages of a transaction

- Handling initial contacts
- Drafting tips to compete while maintaining room for negotiation
- Negotiation with Anglo-Saxon partners
- Drafting preliminary documents: MOU, LOI
- Breaking off negotiations without liability

**Exercice:** drafting and negotiation sessions, drafting an LOI

### Drafting sensitive clauses

- Conditions precedent and subsequent
- Representations and warranties
- Consequences of breach
- Dealing with force majeure events and hardship

### The term of the contract

- Determining the term of the contract
- Expiration of the contract
- Auto-renewal of the contract
- Discharge of the contract
- Post-termination obligations

### Style workshop and contract drafting

- Less is more, commas, dates and numbers
- Drafting representations and warranties
- Non-compete clauses

### Contractual risk management and limitations of liability

- Contractual risks commonly encountered
- Contractual limitations of liability
- Damages

**Exercice:** drafting and negotiation sessions, dealing with liability, hardship manage your "frustration", taking liability into your own hands

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre les techniques rédactionnelles et de négociation propres aux contrats anglo-saxons.

2 jours  
14 heures

Paris		29-30 août	2016	
11-12	février	2016	24-25 novembre	2016
26-27	mai	2016	23-24 février	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Code 20157

# French business law in English

Droit des affaires français en anglais



**Expliquer à ses partenaires internationaux le droit des affaires français doit la plupart du temps se faire en langue anglaise. La maîtrise du vocabulaire anglais spécifique est rendue d'autant plus nécessaire que les difficultés d'interprétation de certaines terminologies juridiques peuvent amener à des contresens lourds de conséquences en matière de droit des affaires.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le droit des affaires français en anglais.
- Pratiquer le droit des sociétés et le droit des contrats français avec des partenaires étrangers.
- Acquérir plus d'aisance dans le maniement de la langue anglaise en matière juridique.

## PRÉREQUIS

Cette formation nécessite une compréhension orale et écrite de l'anglais courant. Les interventions se font en anglais et le vocabulaire est régulièrement traduit ou expliqué au cours des exposés.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Avocats
- Toute personne ayant à utiliser ou expliquer le droit des affaires français en anglais dans sa pratique professionnelle

## ANIMATEUR

Benoît LAFOURCADE  
Avocat Associé  
Solicitor of the Supreme Court of England and Wales  
DELCADE AARPI

## PROGRAMME

Initiation

### Company law

#### The forms of establishment in France

- Subsidiary or branch
- Corporate forms, minimum capital, tax registration, different kinds of management structures
- Specific regulatory requirements for different sector
- Opening bank accounts - Signatory powers

**Case study:** advise a corporate form for a particular project, explain the option to your EMEA general counsel

#### Control the financing of the operation

- Share capital
- Form of debt
- Sort of security
- **Case study:** identify financing options, explain a share capital increase

#### Director's duties and liabilities

- Duties and liabilities that may be incurred
- Insurances

#### Tax optimisation

- Corporate tax, income tax on individuals, principal bases for deduction

#### Business transfers

- Mergers, share or stock sales, business sales

#### Insolvency procedures

- Role of liquidators

### Contracts under French civil law

#### Formation and execution of agreements

- Pre-contractual negotiations and liability
- Parties: legal representatives and signature
- Transfer and retention of title
- Effect of general terms of sale/purchase
- Damage and limitation of liability
- Assignment clauses

#### Ending contractual relationships and non-judicial remedies

**Exercice:** termination clauses

#### French contract law

**Case study:** analysis of an on-going concern sale agreement

#### Choice of forum for dispute resolution

- Arbitration versus French courts
- Overview of French judicial system and arbitration institutions
- Recognition and enforcement of court decisions and awards in France
- **Exercice:** selecting and drafting a valid and enforceable dispute resolution clause

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le vocabulaire juridique anglais afin d'expliquer en anglais le droit français.

2 jours  
14 heures

Paris		23-24 mai	2016
24-25	novembre	2016	

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

Code 20070

# Lobbying juridique national et européen

Optimiser ses stratégies d'influence

**Parce que la création de valeur de l'entreprise est plus que jamais placée sous la contrainte juridique et réglementaire et celle de l'opinion, les entreprises doivent se doter d'équipes à même de suivre le flux de décisions de plus en plus important qui émane tant des institutions françaises, que des institutions européennes, mais surtout capables d'agir en amont, dès la mise en œuvre du processus décisionnel.**

## ● OBJECTIFS

- Recourir au lobbying pour régler ou anticiper des problèmes juridiques stratégiques.
- Définir le rôle des responsables juridiques dans la démarche du lobbying.
- Élaborer une stratégie de lobbying adéquate et réussir une action de lobbying nationale ou européenne.

## ● PRÉREQUIS

Être concerné par le lobbying dans sa pratique.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables de fédérations professionnelles
- Avocats
- Toute personne concernée par les affaires de lobbying et souhaitant parfaire ses connaissances

## ● ANIMATEURS

Fabrice FAGES  
Avocat inscrit aux Barreaux de Paris et de Bruxelles  
LATHAM & WATKINS  
Aurélien DESINGLY  
Avocat inscrit au Barreau des Ardennes

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser les techniques du lobbying juridique : cerner les enjeux

**Étude de cas** : analyse des règles d'or d'une action de lobbying réussie et des spécificités d'une action de lobbying européen

### Combiner avec succès ses actions européennes et nationales Identifier les outils au service du lobbying dans le processus législatif

- Comprendre les processus législatifs et décisionnels pour organiser au mieux ses actions de lobbying
- Maîtriser la cartographie institutionnelle et le processus décisionnel public
- Du Livre Blanc au projet de loi
- Identifier les nouveaux outils du lobbying on line
- Les outils et techniques d'influence utilisés à Bruxelles

### Définir les stratégies d'un lobbying réussi

- Choisir une stratégie adéquate
- Cerner les spécificités du lobbying européen
- Articuler stratégies de lobbying européen et stratégies nationales

**Exercice d'application** : construction d'une stratégie d'influence européenne en identifiant les objectifs et les contraintes

### Construire un réseau efficace avec les décideurs et les autorités compétentes

#### Utiliser correctement les acteurs et les vecteurs du lobbying

#### Agir vis-à-vis des institutions européennes

- Triangle institutionnel
  - Cerner la méthode et l'approche auprès de la Commission européenne et du Parlement européen
  - Définir les vecteurs, les objectifs et les erreurs à ne pas commettre
  - Construire son argumentaire
- Étude de cas** : identification des acteurs clés de son secteur

### Réussir une action de lobbying national ou européen

- Déterminer un mode d'intervention : une étape cruciale pour la réussite de ses actions
- Le point de vue des pouvoirs publics : leurs attentes du lobbying

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous disposerez d'outils pour défendre les intérêts de votre entreprise auprès des pouvoirs publics français et communautaires.**

2 jours

14 heures

Code 20119

Paris			
19-20	mai	2016	
22-23	novembre	2016	

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Le juriste, conseil juridique de son entreprise

Optimiser son rôle auprès des opérationnels

**Accompagner les opérationnels en les responsabilisant face au risque juridique, trouver des solutions adaptées à ses interlocuteurs, maîtriser sa communication pour susciter l'adhésion... tels sont les défis auxquels doivent faire face les juristes aujourd'hui afin de se positionner au sein et au service de l'entreprise.**

## ● OBJECTIFS

- Analyser l'environnement juridique et concurrentiel dans lequel évoluent l'entreprise et ses différents services opérationnels.
- Communiquer pour convaincre les opérationnels.
- Responsabiliser les différents services pour une application concrète des règles légales.

## ● PRÉREQUIS

Être amené à communiquer avec les autres services opérationnels de l'entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne ayant besoin de sensibiliser, initier et conseiller juridiquement les opérationnels

## ● ANIMATEUR

Isabelle ERAY  
Consultante en management juridique  
RATIONE PERSONAE

## PROGRAMME

Initiation

### Analyser les différents services de l'entreprise et leur fonctionnement

#### Identifier les acteurs de l'environnement du service juridique

#### Effectuer un suivi de l'environnement par rapport à son évolution

- Définir à quelle phase du processus intervenir

#### Faire le bilan de fonctionnement du service juridique par rapport à ses interlocuteurs et apporter les solutions adaptées

- Analyse des points positifs et négatifs du feed back

**Partage d'expériences** : échanges sur les questions à poser pour être performant vis-à-vis de ses différents interlocuteurs

### Positionner le service juridique au sein de l'entreprise

#### Initier les démarches pour satisfaire les clients internes

- Clarifier la place du juriste par rapport aux autres fonctions

Adopter les comportements et les attitudes efficaces facilitant l'expression des besoins opérationnels et leur satisfaction

#### Déléguer pour responsabiliser

**Mise en situation** : réalisation d'une délégation efficace

### Mettre en place une communication efficace pour optimiser le rôle du service juridique

#### S'exprimer efficacement auprès des différents interlocuteurs en tenant compte de leur personnalité

- Sensibiliser les équipes aux règles juridiques qui encadrent leurs missions
- Apprendre à donner des conseils suivis d'effets

#### Recenser les outils de communication interne à utiliser

- Les rencontres formalisées : entretiens et réunions
- Les rencontres informelles : occasions d'échanges d'expériences et instants conviviaux

#### Gérer une situation conflictuelle

- Définir la communication à mettre en œuvre et sous quelle forme

**Étude de cas** : analyse d'une situation conflictuelle

**Mise en situation** : attitudes à adopter lors d'une situation conflictuelle

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'accompagner efficacement les opérationnels dans leurs prises de décision.**

2 jours

14 heures

Code 20096

Paris			
14-15	mars	2016	
6-7	octobre	2016	

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Piloter un service juridique

Tableaux de bord et outils de pilotage

**L'entreprise est un environnement où la fonction juridique joue un rôle de plus en plus actif : les juristes tendent à devenir les garants de la conformité de l'entreprise. Pour suivre l'activité juridique de l'entreprise au plus près, le juriste doit utiliser des outils de gouvernance et de risk management précis et hiérarchisés parmi lesquels on trouve le tableau de bord juridique.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les différents indicateurs et outils d'aide à la décision.
- Acquérir une méthodologie de conception de ces outils.
- Développer la performance générale du service et son efficacité personnelle.

## PRÉREQUIS

- Être amené dans sa pratique à suivre l'activité juridique de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats et conseils
- Toute personne impliquée dans la création et la mise en place d'outils de suivi de l'activité juridique d'une entreprise

## ANIMATEUR

Xavier DEMULDER  
Consultant en management juridique  
Ancien juriste en entreprise, médiateur  
XDC

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier les objectifs et les composants d'un tableau de bord Cerner les objectifs

- Contrôler une activité, anticiper les évolutions, décider et réagir rapidement, communiquer, optimiser son budget...

### Identifier les éléments qui le constituent

**Étude de cas** : accompagnés par le formateur, les stagiaires identifient les missions assignées à leurs services juridiques et déterminent les objectifs assignés à leurs tableaux de bord

### Définir les utilisations possibles du tableau de bord au sein du service juridique

- Suivre l'activité quotidienne
- Faire du tableau de bord un véritable outil de management
- Évaluer et prévoir au quotidien les évolutions et les performances
- Donner des points de repères individuels et collectifs à chacun des collaborateurs du service juridique

### Analyser les écarts par rapport aux objectifs fixés

### Motiver son équipe

- Animer son équipe autour des résultats
- Identifier les apports personnels et les apports collectifs

### Évaluer son équipe

**Étude de cas** : analyse de tableaux de bord adaptés pour un service juridique

### Créer et mettre en place un tableau de bord pour un département juridique Élaborer un tableau de bord

- Rechercher les points de contrôle pertinents
- Hiérarchiser les éléments
- Mettre en place des repères de performance collective et individuelle

### Choisir des indicateurs de performance adaptés à son environnement

- Réussir à en tirer des indicateurs valables
- Exercice d'application** : élaboration de tableaux de bord de suivi des contrats et des contentieux

### Permettre à l'équipe de s'approprier le tableau de bord

- Détecter les attentes et les besoins
- Identifier les réticences et les obstacles
- Déterminer le niveau d'acceptation de l'équipe

### Exploiter le tableau de bord comme outil de communication

- Au service du service
- À destination de la hiérarchie et des clients internes

### Pérenniser la valeur ajoutée et l'utilisation du tableau de bord

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser le pilotage des activités de votre service juridique.

2 jours  
14 heures

Code 20091

### Paris

9-10	mars	2016
4-5	juillet	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Manager une équipe juridique

Les techniques pour accroître sa performance et sa productivité

**Dans une équipe juridique, le manager d'équipe est le directeur juridique ou l'avocat manager qui anime une famille de juristes. Si le manager reste un juriste expert, il doit aussi faire preuve de compétences managériales qui ne relèvent plus de l'expertise juridique. C'est un défi quotidien pour savoir concilier mobilisation de son équipe et performance individuelle de ses collaborateurs.**

## OBJECTIFS

- Passer de la pratique d'encadrement d'un service juridique à celle de management.
- Identifier les leviers essentiels pour motiver et mobiliser une équipe et mettre en place une synergie.
- Développer la performance collective.

## PRÉREQUIS

- Diriger une équipe juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables juridiques
- Avocats managers

## ANIMATEUR

Valérie BISMUTH  
Coach-consultante en management juridique  
VB Consult

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Autodiagnostic : identification de son style de management et des types de personnalités de son équipe juridique Développer une pratique managériale au sein d'une équipe juridique

### Maîtriser les principales techniques du management et son vocabulaire

- Identifier les styles de management
- Définir les actes de management et les termes utilisés
- Comprendre les canaux de communication et les types de personnalités
- Identifier les attentes et repérer les besoins psychologiques de l'équipe

### Identifier les missions du manager : les spécificités liées au secteur juridique

- Définir son rôle au sein de l'entreprise, du cabinet d'avocats et du service juridique
- Mesurer les responsabilités
- Repérer les aspects humains et organisationnels de la fonction
- Cycle de travail, arrivée ou départ de collaborateurs

**Mise en situation** : jeux de rôles et analyse de comportements managériaux à adopter dans différents cas de figure

### Piloter efficacement une équipe juridique

- Établir un diagnostic de son équipe : maturité, complémentarité...
- Mobiliser les énergies et créer les conditions de la motivation
- Évaluer et développer les compétences de ses collaborateurs
- Prévenir et gérer les tensions
- Mise en situation** : exemple de réalisation de plusieurs entretiens et analyse des résultats

### Développer la performance de son équipe juridique

- Faire un diagnostic de son équipe à l'aide d'un questionnaire
- Conduire le changement
- Plan d'action personnel** : identification des actions à mettre en œuvre dès son retour en situation professionnelle

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de développer une pratique managériale adaptée à votre environnement juridique.

2 jours  
14 heures

Code 20099

### Paris

17-18	mars	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Techniques de négociation pour juristes

Adopter une stratégie en adéquation avec l'acte juridique à négocier

**" Si vous ne savez pas où vous allez, il est probable que vous n'arriverez nulle part " : l'adage illustre bien les fondements de la capacité à négocier, aptitude désormais indispensable pour les juristes. Les bons négociateurs doivent se fixer des objectifs clairs, anticiper les réactions de l'autre partie et développer une stratégie gagnante en fonction de l'acte juridique à négocier.**

## OBJECTIFS

- Cerner les différentes approches de la négociation et les transposer aux pratiques juridiques.
- Préparer des négociations à partir de documents juridiques et apprendre à élaborer une stratégie.
- Maîtriser les cinq phases du processus de négociation.

## PRÉREQUIS

Mener des négociations à caractère juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats

## ANIMATEUR

Valérie BISMUTH  
Coach-consultante en management juridique  
VB Consult

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Se familiariser avec les différentes approches de la négociation

- Identifier les approches existantes et les modèles pratiques : les transposer aux pratiques juridiques
- Déterminer la nature des situations de négociations : les particularités des situations juridiques
- Les acteurs de la négociation juridique : partenaires ou adversaires  
**Étude de cas** : analyse des principaux modèles de négociations et transposition dans des négociations juridiques

### Maîtriser les composantes du processus de négociation

- Élaborer et construire sa stratégie : préparer les négociations à partir de documents juridiques  
**Exercice d'application** : élaboration de stratégies de négociation en vue de la finalisation d'un pacte d'actionnaires ou d'un contrat d'affaires
- Discussion du problème : les phases d'échanges et de confrontation
- Proposer des solutions et savoir utiliser les techniques de l'argumentation

- Négocier le compromis en temps réel : conduire la séance
- Finalisation de la négociation : l'accord, une phase en trois étapes  
**Réagir en situation difficile**  
**Mise en situation** : définition de son style de négociation à partir d'un cas élaboré par l'animateur  
Application du modèle en cinq étapes : préparation des négociations et mise en place de son approche, discussion du problème, proposition de solutions, négociation d'un compromis et finalisation/accord

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de préparer des négociations de façon optimale et d'utiliser les principales clés de succès de la conduite d'une négociation.**

**2** jours  
**14** heures  
Code 20095

Paris			Lyon		
4-5	février	2016	9-10	juin	2016
16-17	juin	2016	28-29	novembre	2016
25-26	août	2016			
5-6	décembre	2016			
2-3	février	2017			

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Techniques rédactionnelles pour juristes

Écrire pour être compris des opérationnels et du management

**L'écrit permet de communiquer une information et de laisser une trace. Il limite, mieux que l'oral, les déformations, les doutes et les rumeurs. Pour rédiger un écrit efficace, encore faut-il au préalable identifier clairement le destinataire afin d'adapter la forme de l'écrit, le choix du vocabulaire, la construction des phrases... Transmettre une information juridique à des non-spécialistes par écrit suppose d'être clair, bref et simple en évitant tout jargon technique.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les techniques rédactionnelles qui permettent de faire passer une information juridique à des non-spécialistes.
- Adapter son style à la nature du document à concevoir ou à son interlocuteur.
- Pratiquer les différents genres adaptés aux exigences des professions juridiques.

## PRÉREQUIS

Être amené à réaliser des écrits à caractère juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes d'entreprise souhaitant améliorer leur technique rédactionnelle

## ANIMATEUR

Hadrien GILLIER  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Appliquer les grands principes de l'écriture informative à la consultation juridique

- Cerner les règles de l'écriture informative  
**Exercice d'application** : rédaction d'un courrier
- Intégrer les bases d'une écriture efficace : adaptation au lexique juridique
- Dresser le panorama des genres juridiques  
**Étude de cas** : analyse d'une consultation

### Problématiser des données juridiques

- Réaliser le travail préparatoire  
**Exercice d'application** : discussions autour de corpus de documents juridiques
- Élaborer la problématique juridique  
**Exercice d'application** : rédaction d'une problématique juridique
- Présenter une problématique juridique et ses impacts concrets sur l'entreprise  
**Exercice d'application** : rédaction d'une note juridique concernant une réforme

### Organiser le message juridique

- Intégrer la notion de plan
- Créer l'enchaînement logique des idées
- Maîtriser les lois grammaticales qui appuient une argumentation juridique de qualité  
**Exercice d'application** : maîtrise de l'ordre logique de disposition d'une argumentation

- Organiser la construction d'un argumentaire juridique pour le rendre intelligible pour les opérationnels
- Sélectionner les arguments à hiérarchiser
- Ordonner son message pour en faciliter la compréhension  
**Étude de cas** : analyse de modèles

### Rédiger un message juridique pour des non-spécialistes

- Transmettre une information technique à un public non initié  
**Émettre un avis juridique sur une question donnée**  
**Exercice d'application** : rédaction d'un avis nuancé
- Concilier tact et fermeté : assouplir le style
- Annoncer un avis défavorable  
**Exercice d'application** : rédaction d'une consultation à partir d'un corpus remis aux participants

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de transmettre une information juridique à un non-spécialiste en garantissant une parfaite compréhension au lecteur.**

**2** jours  
**14** heures  
Code 20098

Paris		
4-5	février	2016
2-3	juin	2016
24-25	octobre	2016
30-31	janvier	2017

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Assistant(e) juridique

Cycle long de perfectionnement des connaissances



Assister au quotidien un avocat, un notaire, un huissier, un service juridique d'entreprise ou d'administration demande rigueur et précision notamment dans le suivi des délais, qu'ils soient contractuels ou judiciaires, dans l'élaboration de dossiers, ou encore dans la veille documentaire. Une bonne connaissance du fonctionnement des juridictions, des procédures et du vocabulaire juridique est essentielle pour mener à bien ses missions.

## OBJECTIFS

- Accomplir les formalités liées à la constitution et au fonctionnement d'une société.
- Maîtriser les techniques contractuelles de base.
- Constituer et gérer un fonds documentaire juridique.

## PRÉREQUIS

Être amené à effectuer des travaux de secrétariat juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) juridique

## ANIMATEURS

Valérie PRESLE  
Consultant spécialisé en droit des sociétés  
MIS À JOUR  
Jean GASNAULT  
Directeur de la documentation  
GIDE LOYRETTE NOUËL

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'exploiter les outils opérationnels réalisés lors de la formation dès le retour dans votre entreprise.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un(e) assistant(e) juridique de cabinet et je seconde les juristes avec rigueur et précision en exploitant tous les outils opérationnels mis à ma disposition. Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### MODULE 1 Le secrétariat juridique des sociétés

##### Cerner les étapes principales de la vie juridique d'une entreprise

- Distinguer société civile et société commerciale
  - Identifier les différentes structures sociétaires
  - Maîtriser les formalités de constitution d'une société
- Étude de cas :** démarches auprès du centre de formalités des entreprises et obtention de l'extrait K-Bis

##### Intégrer le fonctionnement des sociétés

**Le secrétariat des cessions de titres**  
**Exercice d'application :** rédaction d'une clause d'agrément

##### Organiser les principales réunions qui rythment les sociétés

###### Les réunions du conseil d'administration

- Règles de convocation et de calcul de quorum
- Formalisme et conservation du procès-verbal

###### Les Assemblées Générales (AG)

- AGO, AGE et AGS
- L'organisation matérielle de l'AG
- Respecter les règles particulières des AGO
- Assurer le bon déroulement des AGE et AGS
- Les particularités de l'assemblée générale constitutive

**Étude de cas :** déroulement complet d'un conseil d'administration et d'une AG avec les étapes clés de A à Z

##### Gérer les relations avec le commissaire aux comptes

###### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Les techniques contractuelles de base

##### Cerner les principes fondamentaux du droit des contrats

###### Identifier les caractéristiques des contrats

- Les grandes familles de contrats
- Les règles de qualification des contrats

###### Les conditions d'existence et de validité d'un contrat

- Les modalités d'échange des consentements
- Erreur, dol et violence : les éléments constitutifs
- Détermination de la chose et du prix

##### Étudier les points clés de la rédaction d'un contrat

###### Analyser les clauses essentielles

- L'objet du contrat, le prix et la durée
- Les conditions suspensives et résolutoires
- Pénalités, astreintes et règlement des litiges
- Les clauses de responsabilité et les assurances

###### Étudier quelques clauses particulières

- Les clauses de modification de la loi contractuelle
  - Les clauses de reconduction et de prorogation
- Exercice d'application :** préparation de l'architecture d'un contrat simple et rédaction des clauses essentielles

#### MODULE 3 Constituer et gérer un fonds documentaire juridique : mode d'emploi

##### Rechercher, traiter et diffuser l'information

###### Mener ses recherches suivant la typologie des sources

**Étude de cas :** recherche et démonstration des sites juridiques les plus utiles sur internet

###### Traiter et diffuser l'information

**Exercice d'application :** élaboration d'une revue de presse juridique électronique

##### Constitution d'un fonds documentaire juridique

###### Respecter les droits existants

- Limites posées par le droit d'auteur et le copyright
  - BDD : déclaration obligatoire à la CNIL
- Étude de cas :** mode d'emploi d'une déclaration de BDD
- Mise en réseau d'un fonds documentaire juridique**
- Prestataires, matériels et logiciels : les critères de choix
  - Sécuriser l'accès aux données
  - L'archivage des données : la pérennité des supports sur le long terme et la fréquence de stockage à adopter

### Quiz aval

#### Classe virtuelle d'1 h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

4 jours 29,5 heures

Code 20087

#### Paris

14-15 décembre 2015 et 11-12 janvier + 18 février\* 2016

17-18 mars et 24-25 mars + 10 mai\* 2016

3-4 octobre et 10-11 octobre + 8 novembre\* 2016

12-13 décembre 2016 et 12-13 janvier + 28 février\* 2017

Tarif HT : 2 220 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# ASSISTANT(E) juridique

Devenir assistant(e) juridique requiert de plus en plus de connaissances tant en ce qui concerne les actes juridiques courants, la documentation légale ou encore la préparation de contrats types. Aussi, est-il indispensable d'acquérir un enseignement global pour devenir un relais efficace dans le suivi juridique des dossiers.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les notions juridiques indispensables à son travail d'assistance juridique.
- Gérer les formalités légales liées au fonctionnement d'une société, du contentieux.
- Tenir des tableaux de bord tout en sachant gérer ses priorités.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir des bases de secrétariat juridique ou avoir suivi " Assistant(e) juridique - Niveau 1 " (code 20005 p. 210).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Assistants(e)s juridiques débutant(e)s

- Assistants(e)s qui souhaitent obtenir une spécialisation juridique

## ● ANIMATEUR

Valérie PRESLE  
Consultant spécialisé en droit des sociétés  
MIS À JOUR

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assister utilement un juriste pour les formalités légales de la société, le suivi des contrats et de l'activité contentieuse.

## MODULE 1 - 2 jours

Gestion des informations juridiques

### ● OBJECTIFS

- Intégrer les sources du droit et gérer les documents juridiques.
- Organiser son travail quotidien.

### ● PROGRAMME

- 🌐 Communauté d'apprenants
- 📝 Quiz amont

Faire le point sur les sources du droit et les différentes professions juridiques

Maîtriser le vocabulaire juridique

- Les différentes branches du droit
- Les directives, lois, décrets et jurisprudence : connaître la hiérarchie entre ces sources
- La base du système judiciaire français
- Savoir utiliser les termes juridiques et identifier les " faux amis "

Base de données et outils de recherche légaux : optimiser ses recherches

- Identifier les différentes sources d'information
- Mener une recherche sur internet
- Organiser une veille juridique

Préparer la présentation des documents juridiques

- Classer et archiver sa documentation
- Diffuser l'information recueillie : les bases et la revue de presse

Exercice d'application : création et diffusion d'une revue de presse juridique

Organiser et classer efficacement

- La tenue des agendas juridiques
- La mise en place des différents rétroplannings
- Gérer les différents tableaux de bord

Coordonner les liaisons interservices

Gérer son temps

Exercice d'application : création et gestion d'un planning de tâches hebdomadaire/mensuel/annuel

🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Suivi juridique des sociétés

### ● OBJECTIFS

- Accomplir les formalités légales liées à la constitution et au fonctionnement de l'entreprise.
- Maîtriser les étapes clés des principales réunions.

### ● PROGRAMME

🌐 Communauté d'apprenants

Formes et vie des sociétés

- Les principales étapes de la vie d'une entreprise
- Les formalités spécifiques à chaque société
- Produire les documents juridiques à chaque démarche

Exercice d'application : constitution d'une société et formalités de dépôt

Procéder au suivi des formalités

- La préparation et la rédaction des documents préparatoires aux conseils d'administration et assemblées générales
- L'approbation des comptes
- Les distributions de dividendes
- Les modifications statutaires
- Les nominations
- L'augmentation et la réduction de capital

Exercice d'application : rédaction du PV d'une assemblée générale ordinaire et formalités de dépôt

Organiser les réunions qui rythment le fonctionnement des sociétés

- La réunion des conseils
- Les assemblées générales

Exercice d'application : mise en place d'un planning annuel d'assemblées et de conseils

🌐 Exercice d'intersession

🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)





**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement****10** jours **71** heures

Code 20143

**Paris - Promotion 1**

7-8 avril, 11 au 13 mai, 9 juin\*, 20 au 22 juin et 7-8 juillet 2016

**Paris - Promotion 2**

15-16 septembre, 12 au 14 octobre, 8 novembre\*, 14 au 16 novembre et 8-9 décembre 2016

Tarif HT : 5 350 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers :  
**4 280 €** - repas inclus\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****ASSISTANT(E) JURIDIQUE**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 3 jours**

## Suivi juridique des contrats

**OBJECTIFS**

- Identifier les différents types de contrats et les clauses essentielles.
- Assurer le suivi des contrats.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Cerner les règles fondamentales des contrats**

- Les différents types de contrats
- Les règles de qualification des contrats
- Les conditions de validité des contrats : forme des consentements, détermination de la chose et du prix

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat de sous-traitance**Les clauses essentielles dans la rédaction d'un contrat**

- L'objet du contrat, le prix, la durée...
- Les conditions suspensives et résolutives
- Les pénalités, astreintes et règlement des litiges
- Les clauses de responsabilité et assurance

**Étude de cas** : audit et suivi d'un contrat de bail commercial**Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de suivi des contrats**Exercice d'intersession****MODULE 4 - 2 jours**

## Suivi juridique du contentieux

**OBJECTIFS**

- Cerner le déroulement des procédures devant les institutions judiciaires.
- Assurer le suivi du contentieux.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Maîtriser les bases de l'organisation judiciaire****Exercice d'application** : rédaction d'écrits pré-contentieux**Suivre le déroulement de la procédure devant le TGI**

- La procédure de référé
- La procédure au fond : assignation, procédure devant le juge de la mise en état et conclusions

**Exercice d'application** : rédaction d'un référé**Identifier le déroulement de la procédure devant les autres instances Les voies de recours****Organiser le suivi de l'activité contentieuse**

- Les tableaux de bord pour assurer le respect des délais
- Optimiser les relations entre les différentes parties

**Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de suivi des pré-contentieux et contentieux**Quiz aval****VAE EXPERTS - Assistant(e) juridique****Savez-vous que votre expérience vaut un diplôme ?**Faites reconnaître vos compétences grâce à la VAE  
Un processus en 3 étapes

1- Étude de recevabilité de la candidature

**Inscription : 200 € HT**

2- Constitution du dossier de validation

et accompagnement personnalisé sur demande

**Accompagnement : 900 € HT**

3- Jury de certification validant tout ou partie des compétences clés

**Jury de VAE : 2 660 € HT**

La certification obtenue par la VAE est la même que celle obtenue par la formation continue

>> Pour tout renseignement, vous pouvez contacter notre service clients au **01 44 09 25 08**

# Assistant(e) juridique - Niveau 1

Assimiler ses missions clés



**L'assistante juridique a pour mission principale d'assister un juriste : responsable juridique d'une entreprise ou d'une administration, avocat, notaire... En dehors des activités traditionnellement dévolues à l'assistante, elle se doit de maîtriser des tâches spécifiques liées à l'environnement juridique, comme le secrétariat juridique des sociétés, le suivi des procédures devant les tribunaux ou encore, la mise en place d'une documentation juridique.**

## OBJECTIFS

- Rédiger les actes indispensables au secrétariat juridique des sociétés et préparer les contrats types.
- Mettre en place des tableaux de bord de suivi des dossiers contentieux.
- Mettre en œuvre une méthodologie de recherche documentaire.

## PRÉREQUIS

Être amené à effectuer des travaux de secrétariat juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) juridique

## ANIMATEURS

Valérie PRESLE

Consultant spécialisé en droit des sociétés  
MIS À JOUR

Jean GASNAULT

Directeur de la documentation  
GIDE LOYRETTE NOUËL

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

**Du secrétariat juridique au suivi des contrats : être un relais efficace pour le service et gérer son stress**

**Maîtriser le vocabulaire juridique indispensable au quotidien**

- Directives, lois, décrets, jurisprudence
- Bases du système judiciaire français et différentes branches du droit
- Assurer le secrétariat juridique des sociétés
- Définir les principales étapes de la vie juridique d'une entreprise
- Identifier les formalités propres à chaque type de société : SA, SAS, SARL, SNC, SEP...
- Produire les documents juridiques requis pour chacune des démarches
- Rédiger les convocations, ordres du jour, procès-verbaux et délibérations des assemblées générales et des autres instances

**Étude de cas** : déroulement complet d'une assemblée générale

avec toutes les étapes clés de A à Z

**Préparer les contrats types adaptés**

- Caractéristiques générales des contrats
- **Exercice d'application** : préparation de la trame d'un contrat type et repérage des clauses essentielles

Organiser le suivi de l'activité contentieuse du service : mettre en place les tableaux de bord de suivi des dossiers

**Exercice d'application** : méthodologie pour créer un tableau de bord de suivi en fonction de ses objectifs

**Documentation juridique : définir la meilleure méthode pour optimiser ses recherches**

**Mettre en place une stratégie de recherche efficace**

- Identifier les sources d'information disponibles
- Mener une recherche sur internet
- Organiser une veille juridique
- Classifier et archiver sa documentation juridique
- **Exercice d'application** : recherche et démonstration des sites internet les plus utiles

**Traiter et diffuser l'information juridique**

### Quiz aval

COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de réaliser les outils opérationnels nécessaires à votre fonction d'assistantat juridique.



Code 20005

Paris		
4-5	février	2016
6-7	juin	2016
19-20	septembre	2016
24-25	novembre	2016
2-3	février	2017

Lyon		
30-31	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1360 € - repas inclus

# Assistant(e) juridique - Niveau 2

Améliorer ses pratiques



**L'assistant(e) juridique doit être capable de mener à bien tous les actes de gestion courante de l'entreprise. Connaître l'environnement juridique de l'entreprise, assurer le suivi des formalités juridiques des sociétés et des contrats, être un relais efficace dans la diffusion de l'information juridique... sont autant de compétences nécessaires pour être en charge de l'assistantat juridique d'une entreprise.**

## OBJECTIFS

- Assurer le suivi juridique des sociétés et auditer efficacement les contrats pour en actualiser les clauses essentielles.
- Optimiser ses tableaux de bord pour gagner en efficacité.
- Traiter et diffuser l'information juridique au sein de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir des bases de secrétariat juridique ou avoir suivi "Assistant(e) juridique - Niveau 1" (code 20005 p. 210).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne en charge de l'assistantat juridique au sein de son entreprise

## ANIMATEUR

Valérie PRESLE

Consultant spécialisé en droit des sociétés  
MIS À JOUR

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Être un relais efficace dans le suivi juridique des sociétés**

- Nominations
- Augmentations et réductions de capital
- **Exercice d'application** : rédaction d'une annonce de modification de capital
- Distributions de dividendes
- Modifications statutaires
- Approbation des comptes
- Préparation et rédaction des documents nécessaires aux conseils d'administration et aux Assemblées Générales (AG)
- **Exercice d'application** : rédaction d'un procès-verbal d'AG à partir d'un exemple concret

**Améliorer le suivi des contrats**

**Auditer efficacement un contrat : les clés de lecture**

**Actualiser les clauses essentielles**

**Exercice d'application** : audit de plusieurs contrats fournisseurs afin de modifier les clauses de prix et de garantie

**Mettre en place des tableaux de bord de suivi avec les warnings appropriés**

- Les indicateurs possibles
- Prévoir la procédure de mise à jour régulière

**Exercice d'application** : réalisation d'un tableau de suivi adapté à une typologie de contrats

**Optimiser les outils d'aide à l'organisation**

**La tenue des agendas juridiques**

- Suivi et contrôle du calendrier et reporting des sociétés

**La mise en place de rétroplannings**

**Gérer les différents tableaux de bord**

**Exercice d'application** : mise en place d'un rétroplanning annuel des AG d'un groupe de sociétés

**Coordonner les liaisons interservices**

**Mettre en place une stratégie de communication efficace**

**Traiter et diffuser l'information**

**Exercice d'application** : traitement d'une information juridique en interne à transmettre aux directeurs opérationnels des autres services de l'entreprise

### Quiz aval

COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser les procédures et les outils opérationnels utilisés dans votre fonction d'assistantat juridique.



Code 20105

Paris		
8-9	février	2016
13-14	juin	2016
26-27	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1410 € - repas inclus

# Secrétariat juridique du contentieux

Maîtriser les formalités d'une procédure de A à Z

Suivre le déroulement d'une procédure contentieuse devant une juridiction exige une excellente maîtrise de l'organisation judiciaire française et des différentes procédures. Mettre en place un tableau de bord de suivi des dossiers contentieux, identifier les différents procédures, maîtriser les délais, implique une organisation méthodique, une rigueur sans faille et un devoir de discrétion.

## OBJECTIFS

- Identifier les institutions judiciaires françaises et leur fonctionnement.
- Gérer les relations avec les différents acteurs du contentieux.
- Mettre en place des tableaux de bord de suivi des dossiers contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en secrétariat juridique ou avoir suivi " Assistant(e) juridique - Niveau 1 " (code 20005 p. 210).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant-assistante juridique en charge du secrétariat du contentieux

## ANIMATEUR

Aude BOURUET AUBERTOT  
Avocat à la Cour  
CABINET BOURUET AUBERTOT

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser les bases de l'organisation judiciaire française

- Les institutions
- Les acteurs
- Les différents types de procédures et de saisines

### Suivre le déroulement de la procédure devant le tribunal de grande instance

- La procédure en référé
- La procédure au fond  
**Exercice d'application** : préparation d'un dossier contentieux en demande ou en défense
- Cerner le déroulement d'une instance

### Identifier les particularismes des autres procédures

- Devant le tribunal d'instance
- Devant le tribunal de commerce
- Devant le conseil de prud'hommes
- Devant les tribunaux administratifs

### Voies de recours et exécution des décisions de justice

- Identifier les différentes catégories de décisions et leur signification
  - Distinguer les voies de recours et leur exercice
  - Identifier les mesures d'exécution forcée et les frais d'exécution
  - Le rôle du juge de l'exécution
- Organiser le suivi de l'activité contentieuse : les tableaux de bord de suivi des dossiers**
- Identifier les impératifs liés aux dossiers contentieux et les délais à respecter
  - Optimiser les relations avec les différents intervenants au contentieux  
**Exercice d'application** : méthodologie pour créer un tableau de bord de suivi en fonction de ses objectifs

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier la procédure la plus adéquate au cas traité et de maîtriser les différentes étapes d'un contentieux.

### ATELIER PRATIQUE Visite commentée du Palais de Justice de Paris

Visite commentée des différentes institutions présentes dans le Palais : Tribunal de grande instance, Cour d'appel, Cour de cassation, Chambres correctionnelles, Cour d'assises  
Le cheminement des dossiers qui arrivent au Palais et la manière dont ils sont traités  
L'audition d'une plaidoirie (en fonction des possibilités offertes les jours de visite)  
Paris : 15 juin / 7 décembre 2016

1 matinée - 3 heures - Tarif HT du 20088 avec visite incluse : 1 640 €



Code 20088

Paris				
25-26	janvier	2016	29-30	août 2016
4-5	avril	2016	17-18	octobre 2016
13-14	juin	2016	5-6	décembre 2016
			26-27	janvier 2017

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Organiser une veille juridique efficace

Constituer et exploiter un fonds documentaire juridique



Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

L'une des plus importantes tâches quotidiennes dévolue à l'assistante juridique est la veille juridique réalisée pour son service. Il s'agit de recueillir des informations fiables, de les classer et de les transmettre. Cela demande à la fois de la rigueur dans son organisation, de la curiosité intellectuelle et de réaliser des choix stratégiques. Il faut trouver et exploiter les meilleurs canaux disponibles en se tenant constamment à jour des évolutions. Tout cela ne doit toutefois pas s'avérer chronophage et il est nécessaire de bien calibrer le temps passé pour la rendre efficace et utile.

## OBJECTIFS

- Rechercher les informations de manière efficace.
- Constituer et gérer un fonds documentaire juridique.
- Animer une veille juridique pour son service.

## PRÉREQUIS

Être amené à réaliser une veille juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne amenée à réaliser une veille juridique

## ANIMATEUR

Jean GASNAULT  
Directeur de la documentation  
GIDE LOYRETTE NOUËL

## PROGRAMME

Initiation

### Rechercher, traiter et diffuser l'information

- Mettre en place une stratégie de recherche efficace
- Identifier les sources d'information disponibles : textes officiels, sources privées, intranet...  
**Autodiagnostic** : définition des codes et textes dont dépend l'activité de son service et des recours possibles en cas d'indisponibilité d'une source habituelle
- Mener une recherche sur internet
- Mesurer l'importance des réseaux sociaux
- Organiser la stratégie de sa veille juridique
- Définir la meilleure périodicité de surveillance
- Classer et archiver sa documentation juridique  
**Exercice d'application** : recherche et démonstration des sites internet les plus utiles
- Traiter et diffuser l'information juridique
- Identifier les bases des produits documentaires
- Créer une revue de presse juridique

- Les précautions à prendre pour diffuser les documents en toute légalité  
**Exercice d'application** : élaboration d'une revue de presse juridique électronique
- Constitution d'un fonds documentaire juridique**

### Respecter les droits existants

- Limites posées par le droit d'auteur et le copyright
  - BDD : déclaration obligatoire à la CNIL  
**Étude de cas** : mode d'emploi d'une déclaration de BDD
- Mise en réseau d'un fonds documentaire juridique**
- Prestataires, matériels et logiciels : les critères de choix
  - Sécuriser l'accès aux données
  - L'archivage des données : la pérennité des supports sur le long terme et la fréquence de stockage à adopter

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer efficacement une veille juridique.



Code 20167

Paris		
12	janvier	2016
25	mars	2016
11	octobre	2016
13	janvier	2017

Tarif HT : 910 € - repas inclus

# Secrétariat juridique : sociétés, contrats, contentieux

Cycle long de perfectionnement des connaissances



L'assistant juridique est un métier exigeant qui demande rigueur, implication et confidentialité non seulement pour assister les juristes, mais également pour assurer au quotidien des responsabilités propres en matière juridique. Ces responsabilités couvrent notamment le secrétariat juridique des sociétés, l'organisation de conseils et d'assemblées, le suivi de contrats et de contentieux et les contacts avec les conseils extérieurs.

## OBJECTIFS

- Accomplir les formalités liées à la constitution et au fonctionnement d'une société et constituer et gérer un fonds documentaire juridique.
- Maîtriser les techniques contractuelles de base.
- Assurer le secrétariat juridique du contentieux en maîtrisant toutes les formalités liées à une procédure de A à Z.

## PRÉREQUIS

Être amené à effectuer des travaux de secrétariat juridique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistants et assistantes juridiques
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) juridique complet

## ANIMATEUR

Valérie PRESLE  
Consultante spécialisée en droit des sociétés  
MIS À JOUR

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assister utilement un juriste dans ses activités quotidiennes en droit des sociétés, en droit des contrats et en contentieux.

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### MODULE 1 Le secrétariat juridique des sociétés

##### Cerner les étapes principales de la vie juridique d'une entreprise

- Distinguer société civile et société commerciale
- Identifier les différentes structures sociétaires
- Maîtriser les formalités de constitution d'une société
- Étude de cas : démarches auprès du centre de formalités des entreprises et obtention de l'extrait K-Bis
- Intégrer le fonctionnement des sociétés
- Le secrétariat des cessions de titres

Exercice d'application : rédaction d'une clause d'agrément

##### Organiser les principales réunions qui rythment les sociétés

- Les réunions du conseil d'administration
- Les Assemblées Générales (AG) : AGO, AGE et AGS (les règles communes d'admission, de convocation et de tenue) et l'organisation matérielle de l'AG (les débats et l'exercice du droit de vote notamment par les moyens de télétransmission)
- Étude de cas : déroulement complet d'un conseil d'administration et d'une AG avec les étapes clés de A à Z
- Gérer les relations avec le commissaire aux comptes

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Les techniques contractuelles de base

##### Cerner les principes fondamentaux du droit des contrats

- Identifier les caractéristiques des contrats
- Les conditions d'existence et de validité d'un contrat

##### Étudier les points clés de la rédaction d'un contrat

- Analyser les clauses essentielles
- Étudier quelques clauses particulières
- Exercice d'application : préparation de l'architecture d'un contrat simple et rédaction des clauses essentielles

### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Constituer et gérer un fonds documentaire juridique

##### Rechercher, traiter et diffuser de l'information

- Mener ses recherches suivant la typologie des sources
- Étude de cas : recherche et démonstration des sites juridiques les plus utiles sur internet
- Traiter et diffuser l'information

Exercice d'application : élaboration d'une revue de presse juridique électronique

##### Constitution d'un fonds documentaire juridique

- Respecter les droits existants
- Étude de cas : mode d'emploi d'une déclaration de BDD
- Mise en réseau d'un fonds documentaire juridique

### Exercice d'intersession

#### MODULE 4 Le secrétariat juridique du contentieux

##### Maîtriser les bases de l'organisation judiciaire

- Les institutions, acteurs, différents types de procédures et de saisine

##### Le déroulement de la procédure

- Devant le tribunal de grande instance
- Exercice d'application : préparation d'un dossier contentieux en demande ou en défense

##### Cerner le déroulement d'une instance

##### Voies de recours et exécution des décisions de justice

- Identifier les différentes catégories de décisions et leur signification
- Distinguer les voies de recours et leur exercice
- Identifier les mesures d'exécution forcée et les frais d'exécution
- Le rôle du juge de l'exécution

##### Organiser le suivi de l'activité contentieuse : les tableaux de bord de suivi des dossiers

- Exercice d'application : méthodologie pour créer un tableau de bord de suivi en fonction de ses objectifs

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

6 jours 43,5 heures

Code 20109

#### Paris

14-15 décembre 2015, 11-12 janvier et 25-26 janvier + 18 février\* 2016

17-18 mars, 24-25 mars et 4-5 avril + 10 mai\* 2016

3-4 octobre, 10-11 octobre et 17-18 octobre + 8 novembre\* 2016

12-13 décembre 2016, 12-13 janvier, 26-27 janvier + 28 février\* 2017

Tarif HT : 3 060 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Secrétariat juridique de sociétés commerciales

Assurer le suivi juridique de la vie d'une société



**Le droit des sociétés impose le respect d'un lourd formalisme et le suivi rigoureux d'un grand nombre d'obligations selon la forme juridique de la société : délais, suivi de mandats, contrôles de cohérence... Il convient notamment de savoir organiser efficacement la tenue et le suivi des réunions et assemblées, rédiger des procès-verbaux et réaliser la mise à jour quotidienne des informations concernant la vie sociale des entités.**

## OBJECTIFS

- Réaliser des opérations liées à la constitution, au suivi, à la modification, à la transformation et à la disparition des sociétés commerciales.
- Maîtriser les différentes étapes des réunions des conseils d'administration, de surveillance et des Assemblées Générales (AG).
- Suivre les relations avec le commissaire aux comptes.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en secrétariat juridique ou avoir suivi " Assistant(e) juridique - Niveau 1 " (code 20005 p. 210).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques de sociétés commerciales
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) juridique d'une société commerciale

## ANIMATEUR

Valérie PRESLE  
Consultant spécialisé en droit des sociétés  
MIS À JOUR

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Assurer le suivi juridique d'une société commerciale

##### Identifier les différentes structures sociétaires

- SA, SARL, SAS, SE, SNC, SEP, SCA...
- Définir les critères de choix

##### Maîtriser les formalités de constitution d'une société commerciale

- Les modalités de constitution du dossier
- Les mentions obligatoires dans les statuts
- Les formalités de publicité et d'enregistrement propres à chaque type de société
- Produire les documents requis pour chacune des démarches

**Exercice d'application :** les démarches auprès du centre de formalités des entreprises et l'obtention de l'extrait K-Bis

##### Intégrer le fonctionnement des sociétés

- Les organes de direction, de surveillance et de contrôle
- Nomination et révocation

##### Coordonner l'information des actionnaires

##### Gérer le secrétariat des cessions de titres

- Les ordres de mouvement et la tenue du registre

**Exercice d'application :** rédaction d'une clause d'agrément

### Organiser les principales réunions qui rythment les sociétés

#### Les réunions des conseils d'administration et de surveillance Les assemblées générales

- AGO, AGE et AGS
- L'organisation matérielle de l'AG
- Respecter les règles particulières des AGO
- Assurer le bon déroulement des AGE et AGS
- Le formalisme à respecter dans le compte rendu, les formalités de dépôt et de publicité et la rédaction du procès-verbal

**Exercice d'application :** rédaction du procès-verbal d'une assemblée

#### Gérer les relations avec le commissaire aux comptes

- Mode de nomination et de révocation
- Identifier son rôle, ses droits et obligations

**Exercice d'application :** formalités de dépôt des comptes au greffe du tribunal de commerce

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les formalités légales relatives à la création et au fonctionnement des sociétés.

**2** jours  
**14** heures

Code 20106

## Paris

17-18	mars	2016
4-5	juillet	2016
3-4	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 360 € - repas inclus

# Anglais pour assistant(e) juridique

English for legal secretaries



**La maîtrise de l'anglais juridique est aujourd'hui indispensable face à l'internationalisation du monde des affaires. Pour assister efficacement un juriste ou un avocat qui travaille à l'international, il convient non seulement de connaître le vocabulaire légal en anglais, mais également de maîtriser les spécificités des environnements juridiques anglais et américains.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire légal en anglais.
- Acquérir de l'aisance au téléphone dans le maniement de l'anglais juridique.
- Rédiger des courriers et autres documents juridiques en anglais.

## PRÉREQUIS

Les exposés se font en anglais, le vocabulaire légal est régulièrement traduit ou expliqué.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s juridiques
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant-assistante juridique ayant à utiliser l'anglais juridique dans sa pratique professionnelle

## ANIMATEUR

Jeremy JACKSON  
Consultant spécialisé en anglais juridique

## PROGRAMME

Initiation

### Basic tools for a good use of legal English

#### Legal vocabulary

- In business contracts law
- In company law
- In private international law
- In white-collar criminal law

**Exercice :** make a lexicon of principal legal terms necessary in every day use

#### An introduction to the different legal systems under common law and civil law

- Basic concepts and tenets

#### Handling telephone calls

##### Using different registers

- How to manage an incoming call from an important client, opposing counsel and a judge
- How to manage appointments and other priorities
- The best way to place an order and to verify details
- How to complain and to handle complaints

#### Resolving a litigation dispute through negotiation

- Terms of payment
- Late delivery of documents

**Role playing :** negotiate some aspects of a dispute by telephone using the language of negotiation and draft a letter confirming the agreement

### Fundamental drafting rules in legal English

#### Translating documents/redrafting contents

- Making sense of complex sentences
- Using punctuation to clarify meaning
- Proof reading and error correction
- Verifying quotes and citations in legal briefs

#### Letters, standard forms, correct forms of address

#### Taking notes at meetings

**Exercice :** obtaining information from a client in a lawsuit and drafting a summons

#### The structure of American and English standard contracts

- Most common types
- Case study :** comparison of French and American contract principles (with reference to the English law)
- Basic components

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gagner en aisance dans le maniement de l'anglais juridique aussi bien à l'écrit qu'à oral.

**2** jours  
**14** heures

Code 20093

## Paris

23-24	juin	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 360 € - repas inclus



**Robert BIEWER**  
Responsable du secteur  
Finance - Gestion

La gestion d'une entreprise, d'une unité de production ou la conduite d'un projet est de plus en plus souvent assurée par des cadres opérationnels qui ont un profil non financier, car majoritairement issus d'écoles d'ingénieurs ou de commerce.

## ÉDITO

les incidences financières de toutes les décisions opérationnelles qui sont prises au sein de l'organisation.

Or, le pilotage de ces activités par des non-financiers exige, au-delà des qualités managériales, une capacité à pouvoir anticiper

Notre offre de formation en Finance-Gestion 2016 permet à tout manager, quel que soit son niveau de responsabilité (cadre dirigeant, responsable de BU ou chef de projet), de renforcer ses compétences en matière de finance et de gestion d'entreprise, pour pouvoir dialoguer efficacement avec les différents interlocuteurs internes et externes de l'entreprise à ce sujet.

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT



**Philippe GIRAUDON**  
Associé-Gérant PHG FINANCE, CIAA  
Diplômé de la SFAF / CEFA  
Maître de conférences à Sciences Po Paris

### " De nombreux groupes souhaitent poursuivre leur croissance et obtenir davantage d'économies d'échelles "

Le développement des opérations de rapprochement d'entreprises est-il appelé à se poursuivre ?

Plusieurs facteurs clés expliquent cette nouvelle vague d'opérations de M&A dont plusieurs sont hostiles. De nombreux groupes souhaitent poursuivre leur croissance et obtenir davantage d'économies d'échelles. Ils disposent aussi de niveaux de trésorerie élevés ou souhaitent profiter du faible niveau des taux d'intérêt, qui leur permettent d'offrir de fortes primes aux actionnaires des sociétés cibles.

Quels sont les principaux risques auxquels les entreprises sont exposées ?

Les entreprises doivent gérer les risques croissants de fraudes externes (touchant 80 % d'entre-elles). La fiabilité et la mise à jour des systèmes de reporting est aussi un challenge. On observe également la nécessité de diffuser davantage une culture de l'optimisation du cash au sein de toutes les fonctions. Enfin, le retournement du marché obligataire va soulever des défis aux groupes n'ayant pas restructuré leurs dettes.

Quel est l'impact des critères extra-financiers sur la valeur des entreprises ?

De plus en plus de sociétés communiquent sur leur politique de développement durable et des volumes croissants d'investissements ciblent ces sociétés dont les valeurs sont tirées vers le haut. Or, l'impact réel des critères extra-financiers sur leur valeur divise les analystes. En pratique, les outils financiers habituels de sélection des investissements doivent toujours être utilisés mais adaptés.

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES

# FINANCE GESTION

COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ

BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

72  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Grâce à cette formation, qui m'était nécessaire dans le cadre d'une prise de poste, j'ai pu acquérir la compréhension globale des enjeux d'un projet de fusion-acquisition-cession, ainsi que les contraintes formelles liées à son déroulement. Les compétences acquises me permettent d'instaurer un dialogue au bon niveau avec mes interlocuteurs internes et externes.*

**Jean-Christophe VIDON**

Responsable IT au sein des projets de fusion-acquisition  
SCA

Participant à la formation

" Responsable des fusions-acquisitions " p. 238



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois








@ Programme à consulter sur [www.efc.fr](http://www.efc.fr)

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*









Technique et cosmétique des états financiers	220
Solvabilité et liquidité financière	220
Parcours - Les bases de l'analyse financière	220
Mesure de la performance	220
La valorisation d'un projet d'investissement	221
Parcours - Prix et valeur de l'entreprise	221
Finance pour non-financiers	221
Parcours - Management fundamentals	221
Techniques for preparation and presentation of financial statements	221

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations certifiantes et longues

• PARCOURS MÉTIER	
Responsable financier	 224
• CYCLES CERTIFIANTS	
Finance d'entreprise	  222
Responsable des fusions-acquisitions	  238
• CYCLES LONGS	
Les fondamentaux en corporate finance	 230
Devenir manager	 @

## Corporate finance

• FINANCE POUR NON-FINANCIERS	
Finance d'entreprise - Cycle certifiant	  222
Finance pour non-financiers - Niveau 1	 225
Finance pour non-financiers - Niveau 2	 226
Lire et interpréter les états financiers	 227
Finance - Summer Days	228
Finance pour cadres dirigeants	 229
Assistant(e) direction administrative et financière	229
Les fondamentaux en corporate finance - Cycle long	 230
English for Accounting and Finance	 280

• ANALYSE FINANCIÈRE	
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1	 231
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	 232
Tableau des flux de trésorerie consolidé	 277
Analyse et gestion financière par les flux	233
• GESTION DE TRÉSORERIE	
Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie	 233
Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur	 234
Cash Management	 234
Négocier avec ses partenaires financiers	248
• INGÉNIERIE FINANCIÈRE	
Maîtriser les opérations de haut de bilan	 235
Augmentation et réduction de capital	236
Évaluation financière d'une entreprise	 236
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Maîtriser le processus des fusions-acquisitions	 237
Analyser et redresser une entreprise en difficulté	 237
Responsable des fusions-acquisitions - Cycle certifiant	  238
• TECHNIQUES DE FINANCEMENT	
Maîtriser les montages financiers	 240
Financement de projet	241
Approche financière des marchés de partenariat	 242
Approche juridique des marchés de partenariat	 242
Capital investissement	 243
Pratiquer les opérations de LBO	 243
• IMMOBILIER	
Financement des actifs immobiliers	 244
Asset management immobilier	 244
Évaluer les actifs immobiliers	245
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	 245









## Gestion de l'entreprise




### • STRATÉGIE ET PILOTAGE DE L'ENTREPRISE

Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2	246
Gestion d'entreprise - <b>Summer days</b>	247
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Négocier avec ses partenaires financiers	248
Assistant(e) direction administrative et financière	229

### • LES OUTILS DU PILOTAGE DE L'ENTREPRISE

Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	 288
Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1	 249
Élaborer un business plan - Niveau 2	 249
Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement	250
Budgéter et financer un projet	 250
Construire un reporting financier efficace	251
Gérer le risque de fraude	 294
Prévenir les fraudes financières	 251

### • CONTRÔLE DE GESTION

Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Contrôle de gestion - Niveau 2	 286
Construire, préparer et défendre son budget	@
Méthodes ABC et ABM	289
Maîtriser le processus budgétaire	290
Contrôle de gestion de projet	 291
Traiter une masse de données volumineuse	291

### • GESTION DU RISQUE CLIENTS

Prévenir les fraudes financières	 251
Gérer le risque et le crédit client	 252
Procéder au recouvrement de créances	 252
Recouvrement de créances	 172
Droit des sûretés	 171
Pratique du cautionnement	171
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte	360
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Gestion du risque financier à l'international	253
Garanties financières dans un contexte international	 361
Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté	147
Procédures collectives	 253
• MANAGEMENT DES ÉQUIPES COMPTABLES ET FINANCIÈRES	
Réussir sa prise de fonction de manager	 @
Devenir manager - <b>Cycle long</b>	 @
Concilier expertise et management	 @
Manager ses équipes comptables et financières	275
Management transversal	@
Communiquer sur les données comptables et financières	275



# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## Corporate finance

Finance pour non-financiers <b>Niveau 1</b> p. 225	English for Accounting and Finance <b>Niveau 1</b> p. 280	Financement de projet p. 241
Lire et interpréter les états financiers p. 227	Pratiquer l'analyse financière <b>Niveau 1</b> p. 231	Capital investissement p. 243
Assistant(e) direction administrative et financière p. 229	Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie p. 233	Financement des actifs immobiliers p. 244
Les fondamentaux en corporate finance <b>Cycle long</b> p. 230	Négocier avec ses partenaires financiers p. 248	

## Gestion de l'entreprise

Initiation à la gestion d'entreprise <b>Niveau 1</b> p. 246	Contrôle de gestion <b>Niveau 1</b> p. 285	Réussir sa prise de fonction manager www.efe.fr
Négocier avec ses partenaires financiers p. 248	Construire, préparer et défendre son budget www.efe.fr	Devenir manager <b>Cycle long</b> www.efe.fr
Assistant(e) direction administrative et financière p. 229	Recouvrement de créances p. 172	Management transversal www.efe.fr
Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord p. 288	Procéder au recouvrement de créances p. 252	Manager ses équipes comptables et financières p. 275
Concevoir et négocier un bon business plan <b>Niveau 1</b> p. 249	Gestion du risque financier à l'international p. 253	Communiquer sur les données comptables et financières p. 275
	Droit des sûretés p. 171	

INITIATION

Finance d'entreprise <b>Cycle certifiant</b> p. 222	Analyse et gestion financière par les flux p. 233	Analyser et redresser une entreprise en difficulté p. 237
<b>Summer days</b> Finance p. 228	Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur p. 234	Maîtriser les montages financiers p. 240
Finance pour non-financiers <b>Niveau 2</b> p. 226	Cash Management p. 234	Approche financière des marchés de partenariat p. 242
Finance pour cadres dirigeants p. 229	Maîtriser les opérations de haut de bilan p. 235	Approche juridique des marchés de partenariat p. 242
Pratiquer l'analyse financière <b>Niveau 2</b> p. 232	Piloter la stratégie de croissance interne et externe p. 248	Pratiquer les opérations de LBO p. 243
Tableau des flux de trésorerie consolidé p. 277	Responsable des fusions-acquisitions <b>Cycle certifiant</b> p. 238	Asset management immobilier p. 244

Perfectionnement à la gestion d'entreprise <b>Niveau 2</b> p. 246	Gérer le risque de fraude p. 294	Pratique du cautionnement p. 171
<b>Summer days</b> Gestion d'entreprise p. 247	Contrôle de gestion <b>Niveau 2</b> p. 286	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte p. 360
Piloter la stratégie de croissance interne et externe p. 248	Prévenir les fraudes financières <b>Nouveau</b> p. 251	Utiliser au mieux les garanties financières p. 359
Élaborer un business plan <b>Niveau 2</b> p. 249	Méthode ABC et ABM p. 289	Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté p. 147
Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement p. 250	Gérer le risque et le crédit client p. 252	Procédures collectives p. 253
Concilier expertise et management www.efe.fr		

PERFECTIONNEMENT

Augmentation et réduction de capital p. 236	Évaluer les actifs immobiliers p. 245
Évaluation financière d'une entreprise p. 236	Maîtriser les spécificités d'un OPCI p. 245
Maîtriser le processus des fusions-acquisitions p. 237	

Budgéter et financer un projet p. 250	Garanties financières dans un contexte international p. 361
Contrôle de gestion de projet p. 291	Maîtriser le processus budgétaire p. 290
Construire un reporting financier efficace p. 251	Traiter une masse de données volumineuse p. 291

EXPERTISE

# BLOG ET NEWSLETTER

2 OUTILS POUR  
RESTER À LA POINTE  
DE L'ACTUALITÉ DE  
VOTRE SECTEUR !

## VOUS SOUHAITEZ PROFITER DE L'EXPERTISE DE NOS PROFESSIONNELS AU TRAVERS D'INTERVIEWS ET D'ANALYSES DE SUJETS D'ACTUALITÉ ?

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter

**Analyses Experts - L'actualité en Finance - Gestion**

et partagez vos meilleures pratiques et votre vision de la pratique de la finance  
et de la gestion d'entreprise sur le blog des financiers !



## LES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES ABORDÉES

- Analyse financière
- Gestion de trésorerie
- Ingénierie financière
- Techniques de financement
- Stratégie et pilotage de l'entreprise...

**REJOIGNEZ-NOUS !**



# MODULES E-LEARNING



## MODULES E-LEARNING POUR PROGRESSER ATAWAD\*

- Pour vous préparer au présentiel
- Pour renforcer l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### POURQUOI CHOISIR UN MODULE E-LEARNING ?

- Des formations courtes, scénarisées et interactives conçues par nos meilleurs experts
- Associées à nos formations présentielles en prérequis ou en complément
- À l'unité, pour se former en toute autonomie et à son rythme

### COMMENT SUIVRE UN MODULE E-LEARNING ?

- Un accès simple, ne nécessitant aucune installation logicielle, grâce à vos codes d'accès individuels
- Des modules accessibles **24h/24** et **7j/7**
- Une traçabilité du suivi des modules pour sécuriser l'apprentissage

## TECHNIQUE ET COSMÉTIQUE DES ÉTATS FINANCIERS

### OBJECTIFS

- Connaître les notions de variation et de valorisation des stocks.
- Découvrir la gestion des provisions et la gestion du résultat de fin d'exercice.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services comptables et financiers
- Contrôleurs de gestion, auditeurs et comptables

### PROGRAMME

- Les stocks
- Les amortissements
- Les provisions
- Les décisions de fin d'exercice

Durée : 1h20  
code 28229011

Tarif HT : 30 €

## SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ FINANCIÈRE

### OBJECTIFS

- Connaître les notions de solvabilité et de liquidité.
- Calculer la capacité d'endettement d'une entreprise.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant approfondir sa connaissance des mécanismes financiers de l'entreprise

### PROGRAMME

- Solvabilité et liquidité
- Définition du Besoin Fonds de Roulement (BFR)
- Financement du BFR
- Analyse du BFR
- La capacité d'endettement

Durée : 1h45  
code 28229006

Tarif HT : 40 €

## PARCOURS - LES BASES DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

### OBJECTIFS

- Mieux comprendre les enjeux de l'analyse financière.
- Disposer des principales connaissances permettant d'analyser les états financiers d'une entreprise (ratios de performance, de rentabilité, de solvabilité...).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs de projet, responsables de centre de profit
- Toute personne souhaitant acquérir les fondamentaux des mécanismes financiers de l'entreprise

### PROGRAMME

- Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)
- La Capacité d'AutoFinancement (CAF)
- Le retraitement des documents comptables
- Analyse et financement du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)
- La capacité d'endettement

Durée : 5 heures  
code 28229002

Tarif HT : 120 €



## NOS PARTENAIRES



### MESURE DE LA PERFORMANCE

#### OBJECTIFS

- Comprendre les fondements de la performance à partir des indicateurs physiques et financiers d'activité et de la productivité.
- Maîtriser les ratios de rentabilité économique et financière.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'un centre de profit
- Responsables comptables et contrôleurs de gestion juniors

#### PROGRAMME

- Mesure de l'activité et productivité
- La rentabilité
- L'effet de levier

Durée : 1h45  
code 28229009

Tarif HT : 40 €

### LA VALORISATION D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT

#### OBJECTIFS

- Connaître les principaux critères d'évaluation des investissements.
- Mettre en œuvre les techniques permettant d'évaluer la rentabilité d'un investissement.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne désirant acquérir des connaissances d'ensemble des différentes techniques financières

#### PROGRAMME

- Introduction
- Principes d'actualisation
- Critères de rentabilité d'un projet

Durée : 1h30  
code 28229008

Tarif HT : 40 €

### PARCOURS - PRIX ET VALEUR DE L'ENTREPRISE

#### OBJECTIFS

- Mieux comprendre les enjeux de l'analyse financière.
- Maîtriser les bases de la mesure de la performance et de la création de valeur.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et collaborateurs des services financiers
- Toute personne appelée à intervenir dans une opération financière

#### PROGRAMME

- Les méthodes d'évaluation à dire d'experts
- Prérequis d'une évaluation réussie
- La méthode des barèmes et des DCF
- Introduction à la création de valeur
- Critères de rentabilité d'un projet

Durée : 5 heures  
code 28229005

Tarif HT : 120 €

### FINANCE POUR NON-FINANCIERS

#### OBJECTIFS

- Lire et interpréter les indicateurs financiers pour évaluer sa performance.
- Maîtriser le vocabulaire comptable et financier pour mieux communiquer avec les interlocuteurs financiers internes et externes.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers et souhaitant acquérir les bases de l'analyse financière

#### PROGRAMME

- Lecture des états financiers
- Variations de trésorerie et du résultat
- Outils et ratios d'analyse de la rentabilité
- Enjeux de la performance
- Règles d'or pour une bonne gestion

Durée : 2 heures  
code 28229007

Tarif HT : 120 €

### PARCOURS - MANAGEMENT FUNDAMENTALS

#### OBJECTIFS

- Be able to define and understand a balance sheet.
- Understand the main accounting movements and their impact on the balance sheet and income statement.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Toute personne ayant à utiliser l'anglais comptable et financier dans sa pratique professionnelle

#### PROGRAMME

- The balance sheet concept
- Income statement
- The cash concept
- Transactions with impact or not on profit or loss
- Techniques for preparation and presentation of financial statements

Durée : 5 heures  
code 28226002

Tarif HT : 120 €

### TECHNIQUES FOR PREPARATION AND PRESENTATION OF FINANCIAL STATEMENTS

#### OBJECTIFS

- Discuss the role of stock, provisions and year-end profit or loss in financial statements.
- Understand fixed asset amortization and the different types of amortization.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Toute personne ayant à utiliser l'anglais comptable et financier dans sa pratique professionnelle

#### PROGRAMME

- Stocks
- Amortisation
- Provisions
- Year-end decisions

Durée : 1h15  
code 28226003

Tarif HT : 40 €



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# FINANCE d'entreprise

La finance d'entreprise recouvre de nombreux savoir-faire aujourd'hui indispensables. Comprendre le cycle financier de l'entreprise, mener un diagnostic financier structuré, évaluer une entreprise... sont autant de missions qu'une personne amenée à exercer des responsabilités au sein d'une direction financière se doit de maîtriser.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les outils nécessaires à l'analyse et au suivi de l'équilibre financier de l'entreprise.
- Acquérir une vision stratégique des opérations financières.
- Maîtriser les enjeux liés aux opérations de haut de bilan.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs comptables
- Contrôleurs de gestion
- Toute personne désireuse d'avoir une vision globale de la fonction de directeur financier

## ● ANIMATEUR

Jean-Michel ROCCHI  
Président de société  
Professeur Affilié à l'Université de Paris Dauphine

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les outils d'analyse nécessaires à la gestion des besoins financiers de l'entreprise et de participer efficacement à la prise des décisions financières.

## MODULE 1 - 3 jours

Pratiquer l'analyse financière

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les outils de l'analyse financière.
- Appréécier la santé financière d'une entreprise.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 🎯 Quiz amont

#### Intégrer les objectifs de l'analyse financière

- Principes
- Les informations issues de la comptabilité générale
- Les autres sources d'information

#### Analyser l'activité et les résultats de l'entreprise

- Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)
- La capacité d'autofinancement (CAF)
- Les ratios de résultat et de rentabilité
- **Exercice d'application** : calcul et interprétation des SIG et des principaux ratios

#### Analyser la structure financière

- Le bilan fonctionnel
- Le fonds de roulement net global (FRNG) et le besoin en fonds de roulement (BFR)
- Les principaux ratios de structure (liquidité, autonomie et solvabilité) et de rotation (stocks, clients et fournisseurs)

**Exercice d'application** : calcul et interprétation de l'équilibre d'un bilan fonctionnel

#### Analyser la trésorerie par les flux

- Le tableau de financement
- Les flux de trésorerie générés par l'exploitation, le financement et l'investissement
- Le tableau de flux de trésorerie de l'Ordre des Experts-Comptables (OEC)

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de flux de trésorerie

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Élaborer un business plan

### ● OBJECTIFS

- Juger la cohérence d'un projet et sa faisabilité financière.
- Acquérir une méthodologie pour concevoir et évaluer un business plan.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Juger la qualité d'un projet

- La création de valeur
- L'environnement et la concurrence
- Le réalisme des objectifs et des échéances

**Étude de cas** : présentation de grilles d'analyse d'un plan d'affaires

#### Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement

- La méthode des Discounted Cash Flow (DCF)
- Le coût du capital et le coût des fonds propres
- Les indicateurs de rentabilité : la Valeur Actuelle Nette (VAN) et le Taux de Rentabilité Interne (TRI)
- **Exercice d'application** : calcul de la VAN d'un projet

#### Rédiger le business plan

- L'architecture standard
- Les règles de rédaction et les plans types
- Les principes d'une présentation convaincante

#### Valider la flexibilité d'un projet et des hypothèses de départ

- Analyse de sensibilité et méthode des scénarios
- Approche probabiliste
- Analyse et réversibilité : le résultat financier en cas d'abandon
- **Exercice d'application** : recherche du point d'équilibre prévisionnel d'un projet

#### Défendre le business plan

- Rédiger un executive summary
- Formaliser sa présentation

#### 🌐 Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement**

**15** jours **106** heures

Code 91266

**Paris - Promotion 1**

14 au 16 mars, 4 au 6 avril, 18 au 20 mai,  
13 au 15 juin, 28 juin\*, 4 au 6 juillet 2016

**Paris - Promotion 2**

14 au 16 novembre, 5 au 7 décembre,  
9 au 11 janvier, 27 février\*,  
1<sup>er</sup> au 3 février, 6 au 8 mars 2017

Tarif HT : **8 475 €** - repas inclus  
Tarif TTC pour les particuliers : **6 780 €** HT  
repas inclus

\* Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

**OPTION CPFFP****FINANCE D'ENTREPRISE**

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : **900 €**

**OPTION**

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

**MODULE 3 - 3 jours**

## Évaluer une entreprise

**● OBJECTIFS**

- Appliquer les techniques d'évaluation.
- Identifier les facteurs clés de succès et les pièges à éviter.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****Diagnostiquer une société cible**

- Les diagnostics spécifiques : stratégique, financier, commercial, industriel, RH, juridique...

- Les retraitements

- Les forces et faiblesses d'une société cible

**Exercice d'application** : diagnostic d'une société cible

**Maîtriser les méthodes comptables et juridiques**

- L'évaluation patrimoniale

- L'évaluation par les flux

- L'évaluation par le goodwill

**Exercice d'application** : valorisation d'une

entreprise selon différentes méthodes comptables

**Maîtriser les méthodes extracomptables**

- L'évaluation par les cours de bourse

- Les méthodes actuarielles : DCF, dividendes

- L'évaluation par les multiples et les transactions comparables

**Exercice d'application** : valorisation d'une

entreprise selon différentes méthodes

extracomptables

**Distinguer la valeur de l'entreprise et son prix**

- La fourchette de valorisation

- Le contexte de négociation

- Les enjeux stratégiques du processus d'intégration

**🌐 Exercice d'intersession****MODULE 4 - 3 jours**

## Maîtriser les opérations de financement du bas de bilan

**● OBJECTIFS**

- Identifier les placements et les sources de financement à court terme.
- Choisir le financement ou le placement adapté à ses objectifs.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****🌐 Module e-learning : Solvabilité et liquidité financière****Établir les besoins de trésorerie**

- Les trois niveaux de prévision de trésorerie

- La visibilité de liquidité

- Le budget de trésorerie

**Exercice d'application** : élaboration d'un budget de trésorerie complet

**Choisir les placements à court terme**

- L'optimisation des relations bancaires

- Les différents placements possibles

- La mesure de la performance d'un placement

**Choisir les financements à court terme**

- L'optimisation du BFR

- La mobilisation des créances commerciales et l'affacturage

- Les autres moyens de financement à court terme

**Exercice d'application** : détermination

du financement à court terme adapté en fonction

de la situation financière de l'entreprise

**Maîtriser les risques**

- La volatilité et la diversification

- Le risque de change

- Les autres risques financiers

**🌐 Exercice d'intersession****🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 5 - 3 jours**

## Maîtriser les opérations de financement du haut de bilan

**● OBJECTIFS**

- Maîtriser les enjeux liés aux opérations de haut de bilan.
- Intégrer les techniques d'ingénierie financière.

**● PROGRAMME****🌐 Communauté d'apprenants****Identifier les stratégies capitalistiques**

- La création de valeur pour l'actionnaire

- L'équilibre optimal fonds propres/dette

- Les effets de dilution et relution

**Exercice d'application** : choix d'un niveau d'endettement

**Financer le développement par le capital**

- Les alternatives existantes, leur fonctionnement et les réalités du marché

- Les mécanismes de quasi fonds propres et des fonds mezzanine : BSA, OCA, OBSA, Oceane, ORA...

- Les critères de sélection d'un type d'opération

**Structurer l'entreprise en fonction de la stratégie adoptée**

- Les différentes possibilités pour restructurer une entreprise

- Les dimensions financières et comptables du projet

- Les dimensions fiscales et juridiques du projet : droit boursier, droit de la concurrence...

**Optimiser la reprise d'une entreprise**

- Les stratégies de fusion-acquisition

- Les principales étapes d'une opération

**Étude de cas** : déroulement d'un LBO et détermination des possibilités de sortie les plus adaptées

**🌐 Exercice d'intersession****🌐 Quiz aval**



# Responsable financier

Le responsable financier est un professionnel polyvalent ayant des connaissances pluridisciplinaires en finance, droit, fiscalité et comptabilité. Il est à la fois un stratège qui accompagne et conseille la direction générale sur les projets de développement de l'entreprise, et aussi un fin négociateur qui élabore les prévisions financières à court terme de l'entreprise et gère les relations avec ses partenaires financiers.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser l'analyse économique et financière
- 2 - Conseiller et valider la stratégie économique et financière
- 3 - Maîtriser la valorisation des entreprises
- 4 - Conduire des négociations financières

**26** jours  
**182** heures

Code 91303

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

### OPTION CPFFP



#### RESPONSABLE FINANCIER

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### BLOC 1 Maîtriser l'analyse économique et financière (10 jours)

#### Les bases de la comptabilité générale (2 jours)

- Cerner les grands principes comptables.
- Utiliser le Plan Comptable Général (PCG).
- Comptabiliser les écritures courantes.

#### Élaborer un business plan - Niveau 2 (2 jours)

- Acquérir une méthodologie pour concevoir un business plan pertinent.
- Identifier et maîtriser les leviers d'action.
- Prendre des décisions et communiquer avec un business plan.

#### Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2 (2 jours)

- Maîtriser les spécificités de l'analyse financière d'un groupe.
- Cerner l'analyse par les flux pour préciser le jugement porté sur la rentabilité et la solvabilité.
- Maîtriser les notions de rentabilité économique et financière d'une entreprise.

#### Communiquer sur les données comptables et financières (1 jour)

- Mesurer les enjeux de la communication des données comptables et financières.
- Intégrer les outils et supports de communication.
- Communiquer efficacement autour des chiffres.

#### Manager ses équipes comptables et financières (3 jours)

- Identifier et développer son style de management.
- Rassembler ses équipes autour de valeurs communes.
- Déléguer pour se centrer sur ses missions d'expertise à forte valeur ajoutée.

### BLOC 2 Conseiller et valider la stratégie économique et financière (8 jours)

#### Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2 (2 jours)

- Manier les outils de gestion pour mieux piloter son unité opérationnelle.
- Intégrer les logiques de calcul des coûts et des marges.
- Mesurer les conséquences de ses choix de gestion dans les systèmes de mesure de la performance.

#### Maîtriser les opérations de haut de bilan (2 jours)

- Maîtriser les enjeux liés aux opérations de haut de bilan.
- Se familiariser avec les techniques financières.
- Étudier des montages financiers et cerner leur intérêt et la zone de risques.

### Piloter la stratégie de croissance interne et externe (2 jours)

- Identifier les principales stratégies de croissance en fonction de l'ensemble des ressources de l'entreprise et du marché.
- Déterminer et mesurer les facteurs de succès d'une acquisition intégration.
- Maîtriser les autres relais de croissance : alliances, partenariats stratégiques, joint-ventures.
- Maîtriser les montages financiers (2 jours)
- Maîtriser les principes généraux des montages financiers et leurs avantages.
- Choisir les sources de financement adaptées à un projet.
- Mettre en place les montages juridiques et financiers.

### BLOC 3 Maîtriser la valorisation des entreprises (4 jours)

#### Évaluation financière d'une entreprise (2 jours)

- Apprécier la performance financière de l'entreprise.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation d'entreprise.
- Adapter l'évaluation aux cas particuliers : Leveraged Buy-Out (LBO) et sortie de Bourse.

#### Maîtriser le processus des fusions-acquisitions (2 jours)

- Maîtriser le processus d'acquisition/cession, étape par étape.
- Effectuer une analyse stratégique.
- Sécuriser la négociation.

### BLOC 4 Conduire des négociations financières (4 jours)

#### Négocier avec ses partenaires financiers (2 jours)

- Maîtriser le langage et les contraintes des partenaires financiers.
- Lister les informations à communiquer aux financiers pour les demandes de financements.
- Améliorer son image financière auprès des partenaires financiers.

#### Cash Management (2 jours)

- Identifier les enjeux juridiques, fiscaux et bancaires.
- Maîtriser le contexte technique et les outils.
- Sélectionner les meilleures techniques de gestion et de couverture des risques en conformité avec le cadre réglementaire.

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de responsable financier reconnu par la FFP.



# Finance pour non-financiers - Niveau 1

Cerner les enjeux et les outils clés de la gestion financière des entreprises



Comprendre les enjeux de la gestion financière des entreprises, connaître les termes financiers courants et les méthodes d'analyse de la performance financière, sont aujourd'hui des atouts essentiels pour quiconque souhaite améliorer sa performance et évoluer au sein de son entreprise.

## OBJECTIFS

- Découvrir les documents et les objectifs financiers de l'entreprise.
- Évaluer la situation financière d'une entreprise.
- S'initier aux problématiques de gestion de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur le vocabulaire financier ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109 p. 227).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant acquérir les fondamentaux des mécanismes financiers de l'entreprise

## ANIMATEUR

Élisabeth HUGOT-DERVILLE  
Consultante en finance-gestion  
FODERKA

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les concepts clés de la gestion financière et le vocabulaire associé.

## PROGRAMME

Initiation



### JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un responsable de projet et j'analyse les documents et les indicateurs financiers de l'entreprise.  
Concept à découvrir p. 8

#### Quiz amont

**Autodiagnostic** : chaque participant évalue ses connaissances en matière de finance d'entreprise

#### Situer l'entreprise dans son environnement économique

##### Cerner l'environnement économique et financier de l'entreprise

- Comprendre les notions macro-économiques clés et analyser leur impact sur l'entreprise
- Identifier les risques économiques et financiers pour l'entreprise
- Cerner les facteurs de compétitivité

##### Identifier et analyser les contraintes de l'entreprise

- Analyser les circuits de financement, les contraintes liées au marché et les exigences des actionnaires
- Identifier les partenaires économiques et financiers des entreprises : investisseurs, banques, agences de notation, assureurs...

#### Maîtriser les concepts clés et le vocabulaire financier

##### Assimiler le vocabulaire financier courant

##### Connaître les principaux documents financiers et leur rôle

- Le compte de résultat : sa structure et sa finalité
  - Le bilan : la situation financière de l'entreprise
  - Le tableau des flux de trésorerie
  - Apprécier leurs rôles respectifs et les interactions dans la gestion financière de l'entreprise
- Étude de cas** : analyse commentée des documents financiers d'une entreprise

#### Évaluer la performance financière de l'entreprise en pratique

##### Analyser les données du bilan

- Fonds de Roulement (FR) et Besoin en Fonds de Roulement (BFR) : calcul et signification
- BFR, FR et trésorerie : les équilibres structurels du bilan
- Gestion et indicateurs

##### Identifier et interpréter les principaux ratios financiers

- Les ratios de rentabilité
- Les ratios de structure : risque, solvabilité, liquidité
- Les informations à en déduire sur la performance financière de l'entreprise

##### Analyser l'activité et la performance de l'entreprise

- Calculer et interpréter les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)
- Exercice d'application** : calcul des indicateurs pertinents à partir des documents financiers de l'entreprise

#### Découvrir et analyser la logique de financement de l'entreprise

##### Distinguer capitaux propres et capitaux investis

- Capitaux investis, coûts des capitaux investis

##### Financer la croissance

- Choisir les modes de financement et arbitrer entre les principaux types de financement

#### Quiz aval



Code 91100

Paris			Lyon		
4-5	février	2016	2-3	juin	2016
2-3	juin	2016	5-6	décembre	2016
25-26	juillet	2016			
26-27	septembre	2016			
5-6	décembre	2016			
2-3	février	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € - repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

Pour se faire comprendre dans un pays étranger, il faut d'abord connaître un minimum de mots de vocabulaire, puis quelques règles de grammaire pour associer ces mots, enfin oser utiliser ses savoirs même s'ils ne sont pas au niveau de l'agrégation...

Il en est de même en finance, il faut commencer par apprendre la signification des principaux termes utilisés : résultat, bilan, financement...et aussi les sigles et acronymes si fréquents dans ce métier SIG, EBE, RN, VAN.



# Finance pour non-financiers - Niveau 2

Comprendre l'approche financière de l'entreprise



Savoir lire des documents financiers, mesurer l'activité et la rentabilité d'une entreprise, d'une activité ou d'un investissement... acquérir les bases de la gestion financière d'une entreprise est aujourd'hui indispensable pour appréhender au mieux les impacts de ses actions et décisions et les exigences de rentabilité de la direction et des actionnaires.

## ● OBJECTIFS

- Évaluer les aspects financiers d'une décision opérationnelle.
- Maîtriser les bases de la gestion financière pour comprendre et mesurer les choix de l'entreprise.
- Dialoguer efficacement avec la direction générale et la direction financière.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109 p. 227) ou " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant développer sa connaissance des mécanismes de la finance et amenée à travailler à partir de documents financiers

## ● ANIMATEURS

Philippe ROBIN  
Gérant - Conseil en finance  
FIROB

Vincent PAGET  
Président  
FIVIPA

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre la logique financière de l'entreprise.

## PROGRAMME

Perfectionnement



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un directeur d'unité de production et j'évalue le coût financier d'un investissement.

Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Acquérir les bases de la gestion financière

##### Maîtriser le vocabulaire financier

##### Lire et exploiter les documents financiers

- Bilan, compte de résultat, annexe et tableau des flux financiers
- Identifier leurs rôles respectifs dans la gestion financière

**Étude de cas** : analyse commentée de documents financiers

##### Apprécier les équilibres structurels d'une entreprise et leurs objectifs

- Équilibre de haut de bilan, Fonds de Roulement d'exploitation (FR), Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et trésorerie
- Les informations à déduire de l'équilibre / déséquilibre entre ces indicateurs
- Évaluer l'impact des décisions opérationnelles

**Exercice d'application** : interprétation de la structure financière de plusieurs sociétés

#### Mesurer l'activité et la rentabilité

##### Évaluer la rentabilité par les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

##### Déterminer les enjeux liés à la Capacité d'Autofinancement (CAF)

- L'utilisation de la CAF
- Les interprétations à en déduire

##### Identifier et interpréter les principaux ratios clés

- Ratios de structure, de trésorerie, de gestion et de rentabilité
- Les utiliser et les interpréter au mieux

**Mise en situation** : entraînement au diagnostic financier via l'interprétation des SIG et ratios clés d'une société

#### Choisir et financer un investissement

##### Distinguer les différents types d'investissement

##### Interpréter les critères de choix d'investissement

- Valeur Actuelle Nette (VAN), Taux de Rentabilité Interne (TRI) et délai de recouvrement (payback)
- Apprécier l'équilibre entre exigence de rentabilité et contrainte d'équilibre financier

##### Choisir un financement adapté : identifier les critères à retenir

- Autofinancement et apports d'actionnaires
- Appel à l'endettement

**Étude de cas** : analyse de la rentabilité et du financement d'un projet

#### Découvrir les stratégies financières d'une entreprise

##### Financer la croissance

- Capitaux propres : autofinancement et augmentation de capital
- Endettement

##### Optimiser la rentabilité financière

- Le mécanisme de l'effet de levier : arbitrer entre risque et rentabilité
- La rentabilité des capitaux investis
- La notion du coût de l'endettement

##### Mettre en place la politique de diversification

- Choisir entre diversification ou recentrage des activités
- En mesurer les conséquences

##### Conduire une politique de développement : critères de décision stratégique

- Croissance interne
- Croissance externe

### ✔ Quiz aval

**2** jours  
**14** heures  
Code 91088

Paris		
21-22	mars	2016
11-12	juillet	2016
6-7	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 660 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Peut-on dire que la capacité d'autofinancement vient améliorer chaque année le fonds de roulement ?

- A - Oui  
 B - Non



Réponse : A. Oui, la capacité d'autofinancement est l'épargne nette de l'entreprise, après impôt sur les sociétés, mais avant distribution de dividendes, remboursement en capital des emprunts et investissements courants. C'est donc seulement après ces fonctions indispensables, que le bénéfice mis en réserve augmentera le fonds de roulement.

# Lire et interpréter les états financiers

Décrypter un bilan et un compte de résultat



Lire les documents financiers de son entreprise, d'un client ou d'un fournisseur... les occasions de décrypter des documents financiers sont nombreuses. Il convient dès lors de se familiariser avec le bilan et le compte de résultat pour en déduire les éléments principaux et dialoguer ainsi efficacement avec ses partenaires financiers.

## OBJECTIFS

- Acquérir une méthode de lecture des documents financiers.
- Déduire les informations financières essentielles à partir des principaux documents financiers.
- Dialoguer efficacement avec les partenaires financiers.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers

## ANIMATEUR

Sofia KHALFAT  
Directrice financière  
SKDIR FINANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'interpréter les informations figurant dans les documents financiers.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un repreneur d'entreprise et j'analyse les documents financiers (bilan et compte de résultat) d'une entreprise pour évaluer sa situation financière.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Découvrir les concepts clés de la finance

##### Rechercher les bonnes informations

- Comprendre le vocabulaire financier
- Trouver les informations et poser les bonnes questions

##### Maîtriser les principes généraux de la comptabilité

- Se familiariser avec les documents comptables de synthèse
- Maîtriser les mécanismes et les principes comptables
- Cerner l'importance de l'annexe

#### Se familiariser avec un bilan

##### Présenter le bilan

- Le bilan : une photographie du patrimoine de l'entreprise
- La relation entre le bilan et le compte de résultat

##### Lister les principaux postes du bilan

- Les postes de l'actif : l'actif immobilisé et circulant
  - Les postes du passif : les capitaux propres, les dettes financières et les dettes d'exploitation
- Étude de cas** : analyse de l'équilibre financier d'une entreprise à partir de son bilan

#### Maîtriser les principes du compte de résultat

##### Présenter le compte de résultat

- Décrypter le compte de résultat : un baromètre de l'activité de l'entreprise
- Définir la notion de charges et de produits
- Acquérir une méthode de lecture
- Les informations à retirer du compte de résultat

##### Analyser les différentes rubriques du compte de résultat

- Les charges et les produits d'exploitation
- Les charges et produits financiers
- Les charges et les produits exceptionnels
- La constitution du résultat

**Étude de cas** : analyse de la rentabilité d'une entreprise à partir de son compte de résultat

#### Découvrir les mécanismes du tableau de flux

##### Cerner l'utilité du tableau de flux

- Identifier sa fonction et ses objectifs
- Analyser les liens avec le bilan et le compte de résultat

##### Décrypter le contenu du tableau

- Distinguer flux d'exploitation, d'investissement et de financement
- Les informations à en déduire sur le fonctionnement de l'entreprise

**Étude de cas** : étude d'un tableau de flux

**Exercice d'application** : lecture et interprétation des états financiers de trois sociétés liées : société mère et filiales

### Quiz aval



Code 91109

Paris			Lyon		
25-26	janvier	2016	30-31	mars	2016
30-31	mars	2016	10-11	octobre	2016
20-21	juin	2016			
10-11	octobre	2016			
8-9	décembre	2016			
23-24	janvier	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" C'est une formation qui s'adapte à chaque participant en fonction de ses besoins. Elle mériterait d'être suivie par toute personne désireuse de comprendre le fonctionnement d'une entreprise, créateur, assistante de direction financière ou commerciale... "

Eve B. BESV

SUMMER  
DAYS

# Finance

Développer ses compétences financières et managériales

Perfectionnement

Pour tout manager souhaitant améliorer sa performance et évoluer au sein de son entreprise, il est important de comprendre les enjeux de la gestion financière des entreprises, de maîtriser l'impact financier de ses décisions, de savoir concevoir un business plan, d'arbitrer les choix de ses investissements, et enfin de conduire des réunions productives afin de faciliter le dialogue avec les partenaires financiers et la prise de décision.

**OBJECTIFS**

- Intégrer les fondamentaux des états financiers.
- Découvrir les points clés pour élaborer un business plan.
- Organiser et animer efficacement une réunion.

**PRÉREQUIS**

Avoir une expérience de manager opérationnel ainsi que des connaissances générales en finance.

**PUBLIC CONCERNÉ**

- Directeurs des opérations
- Responsables informatiques, managers de business unit
- Toute personne souhaitant développer ses compétences managériales et financières

**ANIMATEUR**

Sofia KHALFAT  
Directrice financière  
SKDIR FINANCE

**COMPÉTENCES MÉTIER**

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'interpréter les outils clés de la gestion financière des entreprises, d'élaborer un business plan et vous saurez animer une réunion constructive facilitant la prise de décision.

**PROGRAMME****MODULE 1 Analyser les états financiers  
Se familiariser avec la présentation d'un bilan**

- Étudier les principaux postes du bilan à l'actif et au passif
- Évaluer les risques de l'entreprise par la constitution des provisions
- Comparer l'équilibre financier de haut et de bas de bilan  
**Exercice d'application**: construction d'un bilan  
**Étude de cas**: analyse de l'impact du secteur d'activité sur la structure du bilan

**Maîtriser les principes du compte de résultat**

- Analyser les différentes rubriques de charges et de produits
- Distinguer les charges par nature et par fonction
- Analyser la formation du résultat à travers les soldes intermédiaires de gestion
- Calculer le seuil de rentabilité  
**Exercice d'application**: élaboration du compte de résultat et des soldes intermédiaires de gestion

**Maîtriser les indicateurs fondamentaux d'analyse financière**

- Cerner les liens entre le compte de résultat, le bilan et les flux financiers
- Définir le résultat net, le cash flow et la capacité d'autofinancement (CAF)
- Identifier les principaux ratios de performance économique et de rentabilité financière  
**Exercice d'application**: calcul des principaux ratios de rentabilité et de la CAF

**MODULE 2 Découvrir la méthodologie pour élaborer un business plan****Rédiger un business plan**

- Définir les objectifs, le contexte et les enjeux du business plan
- Présenter l'entreprise et le projet au niveau stratégique

**Élaborer les prévisions financières**

- Arbitrer et valider les hypothèses retenues
- Construire les prévisions financières
- Déterminer les principaux indicateurs de rentabilité financière du projet  
**Étude de cas fil rouge**: autour d'un cas pratique d'élaboration du plan financier d'un projet sur des fichiers Excel

**Financer le projet**

- Définir les besoins de financement du projet
- Identifier les différentes formes de financement

**Présenter le business plan**

- Rédiger l'Executive Summary  
**Exercice d'application**: présentation de différents modèles d'Executive Summary et détermination de celui qui a le plus d'impact

**MODULE 3 Conduire une réunion****Préparer une réunion**

- Identifier les différents types de réunions
- Planifier la réunion, clarifier l'objectif et l'ordre du jour  
**Exercice d'application**: identification des questions à se poser pour se préparer

**Prendre la parole et conduire une réunion**

- Gérer le positionnement. Acter sa place
- Coordonner la posture
- Gérer le stress. Réguler ses rythmes internes  
**Jeu de rôles**: autour des outils de communication et de prise de parole

**Animer une réunion**

- Maîtriser les techniques d'animation
- Gérer le temps, maîtriser les dérives  
**Partage d'expériences**: autour de la pratique, des difficultés rencontrées et des besoins de chaque participant

**Conclure et s'évaluer**

- Élaborer un plan d'action, rédiger et diffuser le compte-rendu

**MODULE 4 Améliorer son efficacité grâce au Mind mapping****Comprendre et concevoir une Mind map**

- Lire une carte mentale
- Concevoir une carte : les principes, les règles et une touche de fantaisie
- Utiliser un logiciel pour créer une carte : tour d'horizon des outils de Mind mapping  
**Étude de cas**: analyse d'une Mind map

**Gérer son temps et son organisation**

- Planifier sa journée sous forme de carte mentale
- Avoir une vision claire de son activité à la semaine
- Gérer un projet
- Accélérer la vitesse de relecture de ses notes
- Favoriser la mémorisation et la restitution  
**Exercices d'application**: conception d'une carte modèle pour planifier la semaine et utilisation d'une carte mentale pour un point quotidien

3,5  
jours25  
heures

Paris

19 au 22 juillet

2016

Tarif HT : 2 230 € - repas inclus

Code 91297

# Finance pour cadres dirigeants

Comprendre les mécanismes financiers pour mieux piloter



Piloter sa business unit, concevoir son business plan, arbitrer des investissements, acquérir une entreprise... autant d'opérations nécessitant un pilotage financier. Au regard du contexte actuel, maîtriser l'impact financier de ses décisions est un préalable indispensable pour tout manager, sans pour autant devenir un financier.

## OBJECTIFS

- Mesurer la performance financière et les moyens financiers de l'entreprise.
- Comprendre les schémas financiers en matière de décision.
- Dialoguer efficacement avec les partenaires financiers.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109 p. 227).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Managers non financiers
- Responsables d'un centre de profit ou d'une activité
- Toute personne désirant acquérir des connaissances d'ensemble des différentes techniques financières

## ANIMATEUR

Marc DEBREE  
Consultant en finance d'entreprise

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Établir un diagnostic financier

##### Maîtriser les principes de base de gestion

- Le schéma de rationalité financière
- La dualité de la gestion d'entreprise : activité et financement

##### Décrypter les documents nécessaires à l'analyse

- Bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et annexe

##### Analyser la structure financière par le bilan

- Comprendre et interpréter les équilibres de la trésorerie
- En déduire les ratios de structure et de rotation significatifs

##### Mesurer la performance par le compte de résultat

- Identifier les indicateurs clés de performance
- Déceler la dynamique du tableau des flux de trésorerie

##### Définir la performance par le tableau des flux de trésorerie

- Différencier et analyser les flux d'activité, d'investissement et de financement
- Créer de la valeur pour l'entreprise

- Recenser les indicateurs de la création de valeur économique (EVA)
- Étude de cas : analyse de la situation financière d'une entreprise à partir des documents financiers

### Chiffrer, analyser et financer un investissement

- Évaluer les flux financiers liés à un projet
- Interpréter les critères de choix économique d'un investissement
- Choisir un financement adapté
- Exercice d'application : choix d'un investissement, calcul de sa rentabilité, arbitrage entre les différents financements et évaluation de ses impacts sur l'activité de l'entreprise

### Définir les stratégies financières de l'entreprise

#### Valoriser une entreprise

- Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'une entreprise
- Exercice d'application : évaluation d'une entreprise par la méthode la plus adaptée

#### Optimiser la valeur d'entreprise

- Maîtriser les trois principes de la finance d'entreprise

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mesurer l'impact des décisions opérationnelles sur la structure financière de l'entreprise.

**3** jours **21** heures

Code 91101

### Paris

4 au 6	avril	2016
11 au 13	juillet	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Assistant(e) direction administrative et financière

Maîtriser les missions clés au sein d'une direction financière

## PROGRAMME

Initiation

L'assistant(e) de direction administrative et financière assiste quotidiennement le DAF. Ses missions vont ainsi de la rédaction des comptes rendus de réunions à la gestion des documents financiers. Pour communiquer efficacement avec les autres services et les partenaires externes, il est indispensable de bien connaître l'environnement comptable et financier de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Maîtriser l'environnement comptable et financier de l'entreprise.
- Identifier les principaux documents financiers, leur finalité et les interactions.
- Communiquer avec les différents interlocuteurs et partenaires d'une direction financière.

## PRÉREQUIS

Connaître l'environnement économique et financier d'une entreprise ou avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s dans une direction financière d'entreprise
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) dans une direction financière

## ANIMATEUR

Sofia KHALFAT  
Directrice financière  
SKDIR FINANCE

### Situer la place de la direction financière dans l'entreprise

#### Connaître l'environnement d'une direction financière

- Cerner le rôle et les missions de la direction financière

- Définir le métier de l'équipe comptable et financière et leur interaction au sein du service et de l'entreprise

Partage d'expériences : réflexion en commun avec tous les participants sur le fonctionnement d'une direction financière

#### Identifier les obligations de l'entreprise

- Connaître les différentes structures juridiques d'entreprise et leurs caractéristiques
- Assurer le respect des obligations juridiques, fiscales et comptables

Test de connaissances : quiz sur les points clés de la vie juridique des sociétés

#### Maîtriser le vocabulaire et le contenu des documents financiers

- Identifier les supports comptables et comprendre la finalité des états de synthèse financiers
- Étudier les informations clés d'un bilan et d'un compte de résultat

Étude de cas : recherche d'informations et analyse commentée des documents financiers d'une entreprise

### Maîtriser les outils de la gestion financière

#### Découvrir les bases de l'analyse financière

- Apprécier la structure financière de l'entreprise à partir du bilan
- Maîtriser les principaux ratios de performance d'une entreprise

Test de connaissances : quiz sur la compréhension de la gestion comptable et financière

#### Utiliser les outils de gestion et de pilotage de la direction financière

- Les tableaux de bord, le reporting financier et le contrôle interne
- Exercice d'application : préparation du dossier avec les informations collectées en vue d'une présentation de business plan

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les missions d'assistantat au sein d'une direction financière.

**2** jours **14** heures

Code 91295

### Paris

17-18	mars	2016
22-23	septembre	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

### Lyon

17-18	mars	2016
24-25	novembre	2016

# Les fondamentaux en corporate finance

Cycle long pour maîtriser l'évaluation, l'investissement et l'ingénierie financière



Déterminer la valeur d'une entreprise, conduire une opération de croissance externe à travers un Leveraged Buy-Out (LBO), sont autant de problématiques complexes que les dirigeants et les managers peuvent être amenés à réaliser. Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise est un atout indispensable pour pouvoir communiquer efficacement avec les partenaires de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Apprécier la performance financière de l'entreprise.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation d'entreprise.
- Dialoguer efficacement avec la direction générale et la direction financière.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise ou avoir préalablement suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109 p. 227) ou " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant acquérir les meilleures pratiques en corporate finance

## ANIMATEURS

Philippe GIRAUDON  
Associé-Gérant  
PHG FINANCE

Christian NOUVION

Fondateur  
PROFESSION FINANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mesurer les contraintes financières de l'entreprise.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Évaluer une entreprise Mesurer la performance financière de l'entreprise

##### Analyse stratégique

- Connaître le marché et les acteurs
- Analyser les opportunités et les menaces de l'environnement

##### Analyse financière

- Établir un bilan financier
- Les retraitements à appliquer aux comptes de résultat passés
- Définir les indicateurs de la performance financière

#### Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'entreprise

##### Le discounted cash flow

- Retenir les flux de trésorerie disponibles
- Déterminer l'horizon de précision explicite
- Calculer la valeur terminale
- Attraites et écueils de la méthode Discounted Cash Flow (DCF)

**Exercice d'application :** analyse critique de la méthode et identification des pièges à éviter

##### Le cours de Bourse

- Le cas où le cours de Bourse est une valeur de référence incontournable
- Les limites du cours de Bourse

#### Les multiples boursiers et les transactions comparables

##### Multiples boursiers / multiples de transactions

- Multiples conduisant à la valeur d'entreprise ou à la valeur de fonds propres
- Sélectionner le ratio le plus pertinent pour le secteur considéré et la société à évaluer
- Appliquer ou non une prime / décote aux multiples observés

##### Méthode patrimoniale

- Ses objectifs
  - Les principaux retraitements à mettre en œuvre
- Exercice d'application :** évaluation d'une entreprise selon les différentes méthodes et selon les différentes méthodes et détermination d'une fourchette de prix

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser les opérations de haut de bilan

##### Identifier les stratégies capitalistiques existantes

- Créer de la valeur pour les actionnaires
- Trouver l'équilibre optimal fonds propres / dettes
- Maîtriser le mécanisme de l'effet de levier et l'arbitrage entre dettes et fonds propres

**Exercice d'application :** choix d'un niveau d'endettement

- Définir les principes de l'effet de dilution et de relution

##### Financer le développement par le capital

- Identifier les alternatives possibles : introduction en bourse, capital investissement, partenariats, managers et salariés
- Analyser les mécanismes des quasi fonds propres et des fonds mezzanines: BSA, OCA, OBSA, OCEANE, ORA
- Choisir parmi les alternatives existantes

##### Structurer l'entreprise en fonction de la stratégie adoptée

- Restructurer l'entreprise : fusion, scission, filialisation et apport partiel d'actif
- Maîtriser l'ensemble des dimensions du projet : aspects financiers, comptables, fiscaux et juridiques

##### Sortir d'une situation difficile

- Restructurer une dette ou un actionnariat
- Identifier l'apport de fonds spécialisés

##### Optimiser la reprise d'une entreprise

- Piloter un projet de fusion-acquisition
- Identifier les stratégies de fusion-acquisition
- Déterminer les principales étapes d'une opération

**Étude de cas :** étude d'une opération de fusion-acquisition

- Piloter un projet de capital développement, Leveraged Buy-Out (LBO) et Leveraged Management Buy-Out (LMBO)

**Étude de cas :** déroulement d'un LBO et détermination des possibilités de sortie les plus adaptées

### Quiz aval

#### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**4**  
jours

**29,5**  
heures

Code 91067

#### Paris

14-15 décembre 2015 et 11-12 janvier + 2 février\* 2016

14-15 mars et 11-12 avril + 27 mai\* 2016

13-14 octobre et 17-18 novembre + 15 décembre\* 2016

19-20 décembre 2016 et 12-13 janvier + 3 février\* 2017

Tarif HT : 2 590 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## QUELQUES MOTS DE +

L'évaluation d'entreprise et d'activité continue à faire l'objet de recherches, de groupes de travail et commissions ayant notamment vocation à améliorer et diffuser les meilleures pratiques des méthodes les plus pertinentes, en tentant, le cas échéant, de proposer de nouvelles approches et de nouveaux angles (incluant par exemple l'estimation de l'impact et des traitements potentiels des différentes normes comptables, dont en particulier les IFRS, l'évaluation des éléments immatériels des entreprises, l'impact et le traitement des critères ESG - Environnement, Social, Gouvernance...).



# Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1

Découvrir les outils du diagnostic financier de l'entreprise



Analyser bilan et compte de résultat pour en déduire les principaux indicateurs financiers fait aujourd'hui partie du quotidien des responsables financiers. Il convient ainsi d'adopter une démarche d'analyse structurée, pour apprécier la performance et la santé financière d'une entreprise.

## OBJECTIFS

- Lire et interpréter les documents financiers d'une entreprise.
- Maîtriser les concepts clés de l'analyse financière.
- Apprécier la santé financière d'une entreprise à partir de son bilan et de son compte de résultat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers " (code 91109 p. 227).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers et souhaitant acquérir les bases de l'analyse financière

## ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU  
Consultant financier  
AB CORP FINANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'apprécier la situation financière d'une entreprise à partir de ses documents comptables.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Intégrer les objectifs de l'analyse financière

##### Définir les objectifs

- Définition, concept, terminologie et instruments : maîtriser l'essentiel
- Distinguer analyse financière et analyse de gestion

##### Identifier les conditions d'une analyse financière réussie

##### Trouver les informations utiles

- Les informations issues de la comptabilité générale
- Le bilan et le compte de résultat : rappel de leur contenu et de leur structure
- L'annexe des comptes, les autres sources d'informations

#### Analyser la situation financière de l'entreprise à partir du bilan financier

##### Lire et comprendre le bilan comptable

##### Passer du bilan comptable au bilan financier

- Les retraitements : crédit bail, affacturage...
- Passifs long terme / court terme

##### Mesurer les équilibres financiers

- Définir les notions de Fonds de Roulement (FR), de Besoin en Fonds de Roulement (BFR), de Trésorerie Nette (TN)

- Identifier les principaux ratios de structure, de BFR et de liquidité

**Exercice d'application** : calcul et interprétation de l'équilibre du bilan fonctionnel (FR, BFR et TN) et des principaux ratios

#### Mesurer la performance de l'entreprise à partir du compte de résultat

##### Lire et comprendre le compte de résultat

##### Passer du compte de résultat au tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

- Les retraitements du compte de résultat pour établir le tableau des SIG
- Identifier les principaux soldes de gestion : marge brute, résultat d'exploitation
- Connaître la signification des SIG et savoir les utiliser dans l'analyse
- Cerner les notions d'effet de " ciseau " et d'effet " point mort "

##### Maîtriser les principaux ratios de résultat et de rentabilité

**Exercice d'application** : calcul et interprétation des SIG et des principaux ratios

#### Réaliser un diagnostic financier

##### Connaître la démarche d'analyse financière

- Suivre une démarche rigoureuse et structurée
- Projeter l'analyse financière vers l'avenir

##### Maîtriser la démarche à partir d'un cas pratique complet

- Appliquer la démarche d'analyse financière
- Mener le diagnostic financier d'une entreprise

**Exercice d'application** : réalisation du diagnostic financier d'une société

### Quiz aval

**2** jours  
**14** heures

Code 91043

Paris			Lyon		
28-29	janvier	2016	4-5	avril	2016
4-5	avril	2016	3-4	octobre	2016
7-8	juillet	2016			
3-4	octobre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016			
26-27	janvier	2017			

Tarif HT : 1 580 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 265 € - repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

Pour juger de la santé financière d'une société et en apprécier les équilibres financiers, le professionnel s'appuiera sur l'examen et l'analyse des principaux documents financiers que sont le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie sur une période comparative d'au moins trois ans et sur la détermination des principaux ratios de rentabilité financière et économique.



# Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2

Approfondir le diagnostic financier



Un diagnostic financier approfondi implique de s'intéresser à certains points d'analyse. Ainsi, l'étude de la performance d'un groupe de sociétés implique de comprendre comment doivent être examinés les comptes consolidés. Par ailleurs, pour analyser l'évolution de la trésorerie nette au bilan, une bonne compréhension du tableau des flux de trésorerie est fondamentale.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités de l'analyse financière d'un groupe.
- Cerner l'analyse par les flux pour préciser le jugement porté sur la profitabilité et la solvabilité.
- Maîtriser les notions de rentabilité économique et financière d'une entreprise.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveau 1 " (code 91043 p. 231).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Comptables et analystes financiers juniors
- Toute personne souhaitant approfondir les techniques d'analyse et les mettre en pratique

## ● ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU  
Consultant financier  
AB CORP FINANCE

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de conduire l'analyse financière des comptes d'un groupe à partir de son bilan et de son compte de résultat, mais aussi en termes de flux de trésorerie.

## PROGRAMME

Perfectionnement



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un actionnaire d'une société mère et j'étudie les comptes consolidés du groupe de sociétés.  
Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser la notion de groupe et les comptes consolidés

##### Cerner la notion de groupe de sociétés

- Les pourcentages d'intérêt et de contrôle
- Les différentes formes de contrôles : exclusif et conjoint, influence notable

##### Décrypter les comptes d'un groupe

- Les comptes consolidés
- Le périmètre et les méthodes de consolidation

**Étude de cas** : analyse de la pertinence de comptes consolidés, identification des différentes formes de contrôles et des méthodes de consolidation

#### Réaliser l'analyse financière des comptes de groupe

##### Lire les états financiers consolidés IFRS

- La présentation du bilan ou tableau de la situation financière
- Le compte de résultat, l'état de variation des capitaux propres
- L'annexe aux états financiers, le tableau des flux de trésorerie

##### Faire l'analyse financière des comptes consolidés en normes IFRS

- L'accroissement de l'information financière
- L'analyse de l'activité et la profitabilité, l'intérêt du tableau des SIG à partir de comptes consolidés
- L'analyse de la structure financière : les règles d'évaluation des actifs et des passifs
- L'analyse fonctionnelle (TN, FR, BFR) à partir du bilan consolidé

**Étude de cas** : analyse de la pertinence de comptes consolidés d'une entreprise cotée

#### Analyser les flux de trésorerie

##### Comprendre le tableau des flux de trésorerie

- Le rôle du tableau de flux de trésorerie : lien entre compte de résultat, bilan et trésorerie
- Les flux de trésorerie de l'activité
- Les flux de trésorerie de l'investissement
- Les flux de trésorerie du financement

##### Utiliser les indicateurs de trésorerie

- Les indicateurs de trésorerie issus du compte de résultat : EBE, ETE, CAF
- L'impact du BFR sur la trésorerie, la notion de free cash flow

**Étude de cas** : analyse des indicateurs et des flux de trésorerie d'une société cotée

#### Mesurer la création de valeur

##### Analyser l'équilibre des sources de financement et l'effet de levier

- La notion de capitaux investis " capital employed "
- Le financement des capitaux investis : capitaux propres ou capitaux d'emprunt
- La rentabilité des capitaux investis (ROCE) et des capitaux propres (ROE)
- L'amélioration de la rentabilité des capitaux propres par recours à l'effet de levier

##### Mesurer la création de valeur

- La rentabilité des capitaux investis et le Coût Moyen Pondéré des Capitaux (CMPC ou WACC)
- La notion de création de valeur (Economic Value Added)
- L'identification des leviers de création de valeur

**Étude de cas** : analyse de la politique financière et mesure de l'effet de levier, analyse de l'effet de levier maximum et de la création de valeur à partir des comptes d'une société cotée

### ✔ Quiz aval

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 91044

#### Paris

24-25	mars	2016
9-10	juin	2016
17-18	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 - Qu'est ce que l'analyse financière ?

L'analyse financière permet d'apprécier la santé financière d'une entreprise, notamment sa profitabilité, sa solvabilité, sa liquidité et sa rentabilité.

### 2 - À quoi sert-elle ?

Elle sert à mesurer les éléments (profitabilité, solvabilité, liquidité et rentabilité) pour assurer la pérennité d'une entreprise.

### 3 - Qui peut la réaliser ?

Les analystes financiers ou les personnes maîtrisant les techniques d'analyse financière.



# Analyse et gestion financière par les flux

Réaliser le diagnostic financier de l'entreprise

En corrigeant les principaux défauts des méthodes d'analyse financière classiques, l'analyse par les flux est aujourd'hui de plus en plus reconnue et utilisée. Dès lors, il convient de maîtriser la structure d'un tableau de flux pour en déduire les principaux indicateurs nécessaires au diagnostic et à la gestion financière courante de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Cerner les avantages de l'analyse par les flux.
- Analyser la structure d'un tableau de flux.
- En déduire les informations nécessaires au diagnostic de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 2 " (code 91088 p. 226).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers
- Contrôleurs de gestion
- Toute personne souhaitant acquérir les bases du diagnostic financier par les flux

## ANIMATEUR

Philippe GIRAUDON  
Associé-Gérant  
PHG FINANCE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Situer le tableau des flux dans les outils de diagnostic et en connaître la construction

#### Cerner les avantages de l'analyse et la gestion financière par les flux

- Le tableau de flux : la meilleure synthèse entre outil de performance, d'alerte et de stratégie
  - Identifier les limites de l'analyse par les flux
- #### Analyser la structure du Tableau Pluriannuel des Flux Financiers (TPFF)
- Les différentes présentations du tableau de flux
  - L'exploitation, le financement, l'endettement, les opérations courantes et les autres opérations
  - Le bouclage sur la valorisation du disponible
  - Les retraitements usuels à réaliser
  - Le cas des investissements

**Étude de cas** : analyse détaillée d'un TPFF

### Analyser le tableau des flux et en retirer les principales informations

#### Évaluer la performance opérationnelle : la partie économique et ses indicateurs

- Définitions, construction, interprétation et pertinence des indicateurs
- Étude de cas** : interprétation des notions d'ETE, de cash flows libres, de cash flows opérationnels

- Les taux limites : le débat croissance / rentabilité et ses solutions
- #### Évaluer les choix financiers : l'endettement net et ses contreparties

- Le solde bancaire
- Les impôts ou les frais financiers
- Le solde financier ou le solde externe
- Le solde global et la rentabilité des fonds propres

#### Les autres flux financiers

- Les caractéristiques des autres flux financiers
- La segmentation possible
- Le bouclage d'ensemble du tableau

#### Modéliser le tableau de flux : la sensibilité des équilibres

- **Exercice d'application** : réalisation d'un tableau de flux et déduction des principaux indicateurs utiles au diagnostic de l'entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'utiliser des outils opérationnels de gestion financière d'entreprise.

2 jours

14 heures

Paris

19-20	mai	2016
24-25	novembre	2016

Code 91183

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

# Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie

Suivre et optimiser ses besoins de trésorerie



Élaborer un budget de trésorerie, sélectionner les financements les plus adaptés, choisir les placements les plus rémunérateurs... la gestion de trésorerie recouvre de multiples missions. Il convient dès lors d'en maîtriser les mécanismes pour gérer au mieux la trésorerie de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le processus de prévision de trésorerie.
- Utiliser les techniques de suivi, de maîtrise et d'optimisation des besoins en trésorerie.
- Minimiser le coût du service bancaire ou réduire ses frais financiers.

## PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des opérations bancaires et des logiciels de gestion de trésorerie.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs du service trésorerie
- Assistants trésorier
- Collaborateurs du service comptable

## ANIMATEUR

Valéry CORNU  
Consultant en finance

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Identifier la place de la trésorerie dans la structure financière de l'entreprise

- Approche par le bilan / les flux
- Analyser les causes de la dégradation de trésorerie
- Repérer les sources d'économies possibles

### Établir les besoins de trésorerie

- Identifier les trois niveaux de prévision de trésorerie
  - Évaluer la visibilité de liquidité
  - Élaborer un budget de trésorerie
- Exercice d'application** : élaboration des prévisions de trésorerie en date de valeur sur la base d'un cas concret

### Sélectionner les financements les plus adaptés et/ou les placements les plus rémunérateurs

#### Optimiser les relations bancaires

- Dresser l'inventaire des conditions bancaires
- Évaluer les possibilités de négociation
- Choisir entre les commissions ou le forfait
- Bien appréhender les différents types de financement

**Mise en situation** : entraînement à la négociation

#### Choisir ses placements à court terme

**Autodiagnostic** : chaque participant évalue sa pratique et identifie ainsi les points forts et les améliorations à apporter

- Arbitrer entre rentabilité, sécurité et liquidité
- Mesurer la performance d'un placement

**Mise en situation** : choix de ses placements

### Suivre l'évolution de ses besoins en trésorerie

#### La gestion au quotidien

- Analyser les écarts entre prévisions et réalisations
  - Répartir les mouvements entre les banques
- #### Maîtriser les risques
- Mesurer son exposition au risque de change
  - Volatilité et diversification
  - Les méthodes de gestion du risque de change

#### Sécuriser les transactions

- Dématérialisation des chèques et des factures

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de suivre et d'évaluer les besoins financiers de l'entreprise.

3 jours

21 heures

Paris

13 au 15	avril	2016
26 au 28	septembre	2016
7 au 9	décembre	2016

Code 91014

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Établir des prévisions et gérer la trésorerie sur tableur

Optimiser la gestion de trésorerie au quotidien



L'entreprise doit disposer d'éléments sur l'évolution probable de la trésorerie sur courte et longue périodes. Le tableur est un outil essentiel pour établir ces prévisions à court terme ou sur des périodes plus longues. En l'absence de progiciel de gestion de trésorerie, le tableur permet également d'optimiser les décisions de financement et de placement à court terme.

## OBJECTIFS

- Mettre en place des prévisions de trésorerie et les construire sur tableur.
- Analyser le budget de trésorerie et en faire un instrument de politique financière à court terme.
- Détecter les zones de difficultés et les anticiper.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des logiciels de gestion de trésorerie ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014 p. 233).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Trésoriers et assistants trésoriers
- Comptables uniques et cadres comptables chargés de la trésorerie

## ANIMATEUR

Jean DUPONT  
Consultant en trésorerie d'entreprise

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner l'utilité des prévisions de trésorerie dans la mission du trésorier

Définir la place des prévisions de trésorerie dans la gestion financière de l'entreprise

- Les missions du trésorier
- Prévoir les besoins de financement
- Anticiper et organiser les besoins de trésorerie
- Optimiser la gestion de trésorerie au quotidien
- Les trois niveaux de prévision

#### Partage d'expériences : réflexion

en commun avec tous les participants et exercice sur les crises de trésorerie

#### Construire le budget annuel de trésorerie sur tableur

Intégrer les fondamentaux d'un budget de trésorerie

- Les étapes du budget annuel de trésorerie
- Les différents budgets qui concourent au plan de trésorerie
- Définir les outils et les méthodes de construction
- Des mouvements comptables aux mouvements en date de flux
- Les encaissements et les décaissements d'exploitation

**Exercice d'application** : construction d'un budget annuel de trésorerie sur tableur

#### Élaborer un plan glissant sur tableur

- Apprécier l'utilité du plan glissant
- Actualiser le plan glissant
- Exercice d'application** : mise à jour d'un plan glissant sur tableur

#### Établir des prévisions de trésorerie à très court terme sur tableur et gérer la trésorerie au quotidien

- Déterminer l'utilité des prévisions à très court terme
- Organiser les circuits d'information impliquant et les étapes de la gestion quotidienne de trésorerie
- Prendre des décisions de financement ou de placement

**Exercices d'application** : élaboration des prévisions de trésorerie à très court terme sur tableur. Prise des décisions d'équilibrage, de financement ou de placement

- Du tableur au progiciel

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de construire des modèles de prévisions de trésorerie établis sur tableur.



Code 91227

Paris		
21-22	mars	2016
6-7	octobre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Cash Management

Optimiser l'organisation de la trésorerie



Le cash management est une technique de gestion financière qui permet de valoriser les flux financiers et bancaires de l'entreprise. Pour en optimiser la gestion au moindre risque, il est essentiel que le trésorier puisse maîtriser l'ensemble de ses aspects qui vont de la définition d'une stratégie de trésorerie de groupe au choix des outils de gestion, en passant par la centralisation des flux.

## OBJECTIFS

- Identifier les enjeux juridiques, fiscaux et bancaires.
- Maîtriser le contexte technique et les outils.
- Sélectionner les meilleures techniques de gestion et de couverture des risques en conformité avec le cadre réglementaire.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la gestion de trésorerie " (code 91014 p. 233).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers
- Trésoriers
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Jean DUPONT  
Consultant en trésorerie d'entreprise

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : solvabilité et liquidité financière

### Quiz amont

#### Mesurer les enjeux d'une trésorerie de groupe

Identifier l'intérêt et les objectifs du cash management

- Objectifs et tâches confiés à la trésorerie centrale
- Évaluation des gains réalisables grâce à la mise en place d'une trésorerie groupe

#### Cerner le rôle du trésorier

- Établir des prévisions de trésorerie et tenir à jour les informations indispensables aux prévisions
- Négocier avec les banques

#### Définir la stratégie de trésorerie de groupe

- Cerner les questions clés et les éléments à cartographier
- Connaître les différents niveaux de centralisation
- Maîtriser la réglementation applicable et les contraintes juridiques et fiscales
- Préparer l'appel d'offres et sélectionner les prestataires
- Partage d'expériences** : sur le choix entre centralisation, décentralisation ou niveau intermédiaire et sur la recherche du degré de centralisation satisfaisant

#### Mettre en place la centralisation et optimiser les flux

- Centraliser la gestion des besoins et des excédents de trésorerie
- Exercice d'application** : calcul de la redistribution d'un avantage cash pool sur les filiales
- Gérer la couverture des risques de change, de taux...
- Exercice d'application** : détermination d'un cours budget pour le change
- Organiser la centralisation des paiements : payment factory

**Choisir les outils de gestion adéquats**

- Organiser les circuits d'information
- Renégocier sa relation bancaire
- Exercice d'application** : organisation des relations entre la trésorerie centrale, les filiales et le partenaire choisi

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de choisir des solutions de gestion permettant à votre entreprise de combler ses déficits de trésorerie au moindre coût et de placer ses excédents au meilleur rendement.



Code 91002

Paris		
23-24	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Maîtriser les opérations de haut de bilan

Les techniques de l'ingénierie financière



Financer son développement, acquérir une entreprise, sortir d'une situation difficile, autant de situations auxquelles toute entreprise peut être confrontée. Afin de les gérer au mieux, la maîtrise des mécanismes des opérations de haut de bilan est un atout indéniable.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les enjeux liés aux opérations de haut de bilan.
- Se familiariser avec les techniques financières.
- Étudier des montages financiers et cerner leur intérêt et la zone de risques.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise ou avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 2 " (code 91088 p. 226).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants d'entreprise
- Directeurs financiers
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes des opérations de haut de bilan

## ANIMATEUR

Christian NOUVION  
Fondateur  
PROFESSION FINANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre les principaux montages associés aux opérations de haut de bilan.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Identifier les stratégies capitalistiques existantes

##### Créer de la valeur pour les actionnaires

##### Trouver l'équilibre optimal fonds propres / dettes

- Maîtriser le mécanisme de l'effet de levier et l'arbitrage entre dettes et fonds propres
- **Exercice d'application** : choix d'un niveau d'endettement

##### Définir les principes de l'effet de dilution et de relation

#### Financer le développement par le capital

##### Identifier les alternatives possibles : fonctionnement et réalités du marché

- Introduction en bourse
- Capital investissement
- Partenariats
- Managers et salariés
- **Analyser les mécanismes des quasi fonds propres et des fonds mezzanines**
- Bons de Souscription d'Actions (BSA), Obligations Convertibles en Actions (OCA), Obligations à Bons de Souscription d'Actions (OBSA), Obligations Convertibles en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE), Obligations Remboursables en Actions (ORA)
- Définitions, fonctionnement et utilité

##### Choisir parmi les alternatives existantes

#### Structurer l'entreprise en fonction de la stratégie adoptée

##### Restructurer l'entreprise : les différentes possibilités

- Fusion, scission, filialisation et apport partiel d'actif
- **Maîtriser l'ensemble des dimensions du projet**
- Aspects financiers, comptables, fiscaux et juridiques

#### Sortir d'une situation difficile

- Restructurer une dette ou un actionnariat
- Identifier l'apport de fonds spécialisés

#### Optimiser la reprise d'une entreprise

##### Piloter un projet de fusion-acquisition

- Identifier les stratégies de fusion-acquisition
- Déterminer les principales étapes d'une opération
- Equity ou asset-deal
- Opérations cross border ou nationales : cibles privilégiées et difficultés particulières liées aux opérations transfrontalières
- Ingénierie de la prise de contrôle

**Étude de cas** : étude d'une opération de fusion-acquisition

##### Piloter un projet de capital développement, Leveraged Buy-Out (LBO) et Leveraged Management Buy-Out (LMBO)

- Les mécanismes et étapes clés
- Identifier les acteurs
- Les possibilités de sortie : Initial Public Offering (IPO), cession, LBO secondaire, managers et salariés (LMBO)...
- **Étude de cas** : déroulement d'un LBO et détermination des possibilités de sortie les plus adaptées

### Quiz aval



Code 91090

#### Paris

11-12	janvier	2016
11-12	avril	2016
17-18	novembre	2016
12-13	janvier	2017

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Quelle est l'autorité chargée de contrôler le bon déroulement d'une introduction en bourse ?

- A - L'Autorité des marchés financiers
- B - La Banque de France
- C - L'Autorité de Contrôle prudentiel et de Résolution



Réponse : A. L'Autorité des marchés financiers.

# Augmentation et réduction de capital

Modifier le capital social d'une société

**Le capital social est réputé constituer le gage des créanciers de la société. Il est aussi l'expression directe de la répartition des risques et des pouvoirs entre les associés : entre intérêts des associés, notamment des minoritaires, et intérêts des tiers, les opérations d'augmentation et de réduction du capital sont strictement encadrées.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les aspects juridiques et financiers des techniques d'augmentation et de réduction de capital.
- Anticiper les risques inhérents à la réalisation des opérations de modification du capital social.
- Identifier les outils juridiques garantissant au mieux les intérêts des actionnaires.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Responsables administratifs et financiers
- Avocats et experts-comptables

## ● ANIMATEUR

Samuel SCHMIDT  
Avocat Associé  
UGGC AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Modification du capital et stratégies financières : identifier les hypothèses pratiques

- Renforcer ses fonds propres grâce à une augmentation de capital
- Ouvrir son capital à un investisseur
- Différer l'augmentation de capital par l'émission de valeurs mobilières composées : OC, ORA, BSA...
- Réduction du capital social : mesure d'assainissement financier ou outil de désinvestissement
- Amortissement du capital social : cerner l'intérêt

### Réaliser ses opérations de modification du capital

#### Déterminer une stratégie pour réussir l'augmentation de capital

- Valoriser la société émettrice et fixer le prix de souscription
  - Éviter la création de rompus et négocier le droit de souscription
  - Actions nouvelles et souscription à titre réductible ou irréductible
  - Gérer au mieux le Droit Préféréntiel de Souscription
  - Stipuler une garantie d'actif et de passif adossée à la souscription
- Etude de cas :** augmentation de capital assortie d'une garantie d'actif et de passif

- Maîtriser les différentes techniques d'émission
- **Etude de cas :** augmentation de capital réservée et par émission d'actions de préférence
- Identifier les formalités préalables à la souscription
- Opérer un choix lorsque les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation
- **Etude de cas :** augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'action
- **Exécuter au mieux la réduction du capital social**

- Distinguer la réduction de capital motivée par des pertes de la réduction de capital non motivée par des pertes
- **Exercice d'application :** réduction de capital avec attribution d'un élément d'actif à l'un des actionnaires

### Anticiper les suites de la modification du capital social

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de procéder à la modification du capital social d'une société en suivant un formalisme complexe.

**2** jours

**14** heures

Code 20029

#### Paris

26-27	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Évaluation financière d'une entreprise

Maîtriser les techniques d'analyse



**Que ce soit dans le cadre d'une opération de fusion-acquisition ou d'ouverture du capital, les occasions d'évaluer une entreprise sont nombreuses. Aussi, il convient de maîtriser les différentes techniques d'évaluation et de savoir choisir la méthode appropriée.**

## ● OBJECTIFS

- Apprécier la performance financière de l'entreprise.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation d'entreprise.
- Adapter l'évaluation aux cas particuliers : Leveraged Buy-Out (LBO) et sortie de Bourse.

## ● PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en analyse financière ou avoir préalablement suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveaux 1 et 2 " (codes 91043 p. 231 et 91044 p. 232).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et collaborateurs des services financiers
- Directeurs comptables et analystes financiers
- Toute personne appelée à intervenir dans une opération financière

## ● ANIMATEUR

Philippe GIRAUDON  
Associé-Gérant  
PHG FINANCE

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Mesurer la performance financière de l'entreprise

##### Analyse stratégique

- Connaître le marché et les acteurs
- Analyser les opportunités et les menaces de l'environnement
- Identifier les avantages concurrentiels de l'entreprise et ses contraintes
- Cerner les enjeux stratégiques et leur impact sur l'évaluation d'une entreprise

##### Analyse financière

- Établir un bilan financier
- Les retraitements à appliquer aux comptes de résultat passés
- Définir les indicateurs de la performance financière
- Mesurer la création de valeur

#### Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'entreprise

##### Le discounted cash flow

- Retenir les flux de trésorerie disponibles
- Apporter un jugement critique sur les hypothèses du business plan
- **Exercice d'application :** analyse critique de la méthode et identification des pièges à éviter

#### Le cours de Bourse

- Le cas où le cours de Bourse est une valeur de référence incontournable
- Les limites du cours de Bourse

#### Les multiples boursiers et les transactions comparables Multiples boursiers / multiples de transactions

- Multiples conduisant à la valeur d'entreprise ou à la valeur de fonds propres
- Sélectionner les sociétés comparables
- **Méthode patrimoniale**
- Les principaux retraitements à mettre en œuvre
- Le cas de la décote de holding
- Le cas où la méthode patrimoniale doit être privilégiée : l'approche " Sum of the parts "
- **Exercice d'application :** évaluation d'une entreprise selon les différentes méthodes

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en œuvre les différentes méthodes d'évaluation et d'apporter un jugement critique à des travaux d'évaluations.

**2** jours

**14** heures

Code 91162

#### Paris

14-15	mars	2016
13-14	octobre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 695 € - repas inclus

# Maîtriser le processus des fusions-acquisitions

De l'identification de la cible au financement



Les fusions-acquisitions sont des opérations complexes qui impliquent l'intervention de dirigeants, banquiers, auditeurs, conseils, acquéreurs... Chaque participant doit ainsi être capable de comprendre son rôle dans la négociation mais également de maîtriser toutes les étapes de la transaction. La réussite d'une opération dépend de la capacité à définir une cible pertinente et à l'intégrer mais aussi de la capacité à négocier les différentes clauses du contrat d'acquisition, de la garantie de passif et du pacte d'actionnaires.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le processus d'acquisition / cession, étape par étape.
- Effectuer une analyse stratégique.
- Sécuriser la négociation.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveaux 1 et 2 " (codes 91043 p. 231 et 91044 p. 232)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs généraux et directeurs financiers
- Directeurs juridiques, avocats et juristes
- Chargés d'affaires

## ANIMATEUR

Marie-Hélène KOEBELE  
Consultante en fusions-acquisitions

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Définir sa stratégie de développement et les modalités de l'opération

- Choisir sa stratégie de développement
- Mesurer les avantages sur les revenus, les coûts ou la structure concurrentielle
- Optimiser les modalités opératoires : acquisition, fusion, partenariat, LBO
- Anticiper l'impact sur le risque, la gouvernance, les performances financières et fiscales

**Exercice d'application** : détermination du positionnement stratégique d'une entreprise

#### Rechercher les cibles

##### Rechercher et contacter une cible

- Confier un mandat ou mettre en place une équipe interne
- Élaborer un processus de ciblage
- Prendre contact

##### Analyser et évaluer la cible

- Proposer un plan d'analyse stratégique
- Maîtriser le plan d'analyse financière
- Estimer les synergies et les coûts d'intégration
- Maîtriser les différentes méthodes d'évaluation et leurs limites

**Exercice d'application** : multiples, discounted cash flows, identification des problèmes concrets de l'évaluation

#### Piloter le processus de négociation et les dues diligences

##### Formaliser les discussions

- Du teaser à la LOI (Letter of Intent)
- De la LOI à l'offre ferme
- De l'offre ferme au closing : le contrat d'acquisition, l'ajustement de prix, la garantie de passif et d'actif, le pacte d'actionnaires, le closing

#### Réussir l'intégration post-acquisition

- Définir la nouvelle organisation et le mode de gouvernance
- Composer avec les différentes cultures et valeurs
- Accompagner le changement
- Contrôler les performances

**Exercice d'application** : identification des points à ne pas oublier et des erreurs à ne pas commettre

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les différentes étapes d'une opération de cession ou d'acquisition.

2 jours 14 heures

Code 91089

Paris		
9-10	juin	2016
29-30	août	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 695 € - repas inclus

# Analyser et redresser une entreprise en difficulté

Les mécanismes de la restructuration



L'une des tâches du responsable financier consiste à suivre la trésorerie de l'entreprise et à gérer les relations avec les banques. Il est de ce fait situé aux premières loges pour détecter les difficultés financières de l'entreprise et proposer à la direction générale, des solutions juridiques et financières permettant d'assurer la continuité de l'activité de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Identifier les difficultés d'une entreprise.
- Établir un plan de restructuration.
- Assurer la continuité de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en management d'entreprise ou avoir suivi " Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2 " (code 60092 p. 246).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs d'entreprise, dirigeants et membres des comités de direction
- Directeurs financiers et directeurs juridiques
- Toute personne amenée à travailler avec une entreprise en difficulté

## ANIMATEURS

Catherine BOUSQUET  
Avocat au Barreau de Paris  
BLOWIN

Nicolas VAN PRAAG  
Consultant en finance, ancien directeur financier

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Identifier les principales causes de défaillance d'une entreprise

**Autodiagnostic** : les problématiques rencontrées par les participants

#### Diagnostiquer les difficultés dans une entreprise et leur impact

- Analyser les causes de défaillances
- Problématiques d'exploitation versus de financement
- Les causes spécifiques aux LBO
- Les conséquences d'un dépôt de bilan pour les dirigeants, les salariés et les partenaires de l'entreprise

#### Détecter les premières difficultés et leurs origines

#### Mettre en place des outils de suivi efficaces

- Gestion, trésorerie, budget... les tableaux de bord et indicateurs liés à suivre
- Interpréter les signaux d'alerte et les clignotants

**Exercice d'application** : détermination des indicateurs pertinents pour le suivi de la santé financière d'une entreprise puis élaboration d'un tableau de bord adapté

#### Maîtriser le cadre juridique de la sauvegarde

##### Cerner la procédure de sauvegarde

- Les critères d'admission de l'entreprise à la sauvegarde

**Étude de cas** : examen d'un plan de sauvegarde

#### Restructurer l'entreprise

##### Rechercher les solutions adaptées aux difficultés de l'entreprise

- Évaluer l'impact économique et financier de la restructuration

##### Restructurer la dette

- Restructuration hors procédure collective et dans le cadre d'une procédure collective
- Les solutions offertes par les fonds de retournement et les fonds spécialisés en dette décotée

**Mise en situation** : à partir d'un cas concret, détermination des modalités de restructuration les plus adaptées

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de détecter les difficultés et de mettre en œuvre une restructuration financière.

2 jours 14 heures

Code 91103

Paris		
4-5	avril	2016
26-27	septembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE des fusions-acquisitions

Les fusions-acquisitions sont des opérations complexes présentant des enjeux majeurs. Afin d'en garantir le succès, il est indispensable de maîtriser le processus de négociation mais aussi de clarifier en aval les objectifs stratégiques, d'évaluer justement la cible, de cadrer la documentation juridique et d'anticiper les étapes d'intégration.

## ● OBJECTIFS

- Valider l'objectif stratégique d'une acquisition d'entreprise.
- Piloter les différentes étapes de l'acquisition.
- Conduire les négociations et maîtriser les aspects financiers, juridiques, fiscaux et opérationnels et intégrer l'acquisition

## ● PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en analyse financière ou avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveaux 1 et 2 " (codes 91043 p. 231 et 91044 et p. 232).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne impliquée dans le pilotage d'une opération d'acquisition, de cession, de fusion, de reprise d'entreprise au sein d'une banque d'affaires, d'un fonds d'investissement ou d'une entreprise en croissance

## ● ANIMATEUR

Marie-Hélène KOEBELE  
Consultante en fusions-acquisitions

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principales étapes du processus d'acquisition d'une entreprise.

## MODULE 1 - 2 jours

Définir sa stratégie de création de valeur

### ● OBJECTIFS

- Identifier les stratégies de développement.
- Maîtriser les types d'opérations.

### ● PROGRAMME

- Communauté d'apprenants
- Quiz amont

#### Analyser les différentes modalités de développement

- Les différentes modalités de développement
- Les différents niveaux de stratégies

#### Conduire un diagnostic stratégique

- Réaliser le diagnostic externe / interne
- Définir son segment stratégique
- Construire son business modèle

#### Définir sa stratégie

- La segmentation stratégique
- Les stratégies concurrentielles et corporate

#### Identifier les types d'opérations

- Cotées et non cotées
- Prise de contrôle minoritaire ou majoritaire d'entreprise
- Achat d'actifs, fusions, scissions
- LBO, introduction en bourse et les scénarios alternatifs

#### Définir ses critères d'acquisition et anticiper l'intégration

**Exercice d'application** : définition du positionnement stratégique d'une entreprise, exemples commentés de stratégie de création de valeur

#### ● Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 2 jours

Évaluer l'entreprise

### ● OBJECTIFS

- Identifier les techniques d'évaluation.
- Les mettre en œuvre.

### ● PROGRAMME

- Communauté d'apprenants

#### Maîtriser les différents concepts de l'évaluation d'entreprise

- Les différentes approches et méthodes

#### Évaluer par les différentes méthodes

- La méthode patrimoniale
- La méthode comparative
- Les méthodes par actualisation de flux

#### Pratiquer l'évaluation

- Limites et cohérence des méthodes par rapport aux types d'entreprises

- Les points de vigilance
- Les primes ou décotes
- Établir une fourchette de valorisation pour négocier un prix

**Exercice d'application** : évaluation d'une entreprise par les différentes méthodes et établissement d'une fourchette de prix

#### ● Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

Analyser les performances financières de l'entreprise

### ● OBJECTIFS

- Analyser les documents financiers.
- Évaluer la performance financière d'une cible.

### ● PROGRAMME

- Communauté d'apprenants

#### Utiliser les états financiers

- Les différents outils et leur interprétation
- Les comptes sociaux et consolidés
- Les normes comptables

#### Analyser et retraiter les états financiers

- Retraiter pour définir les performances opérationnelles normatives
- Suivre un plan d'analyse
- Comprendre les leviers de l'exploitation et le cycle d'investissement
- Adapter les ressources financières
- Conclure l'analyse

#### Projeter les performances d'une cible d'acquisition

- Identifier les synergies et les coûts d'intégration
  - Construire le business modèle
  - Projeter les free cash flows d'exploitation
- Exercice d'application** : interprétation d'un compte de résultat, d'un bilan et d'un tableau de flux de trésorerie

#### ● Exercice d'intersession

## MODULE 4 - 2 jours

Financer l'acquisition

### ● OBJECTIFS

- Définir les équilibres financiers.
- Utiliser les techniques d'ingénierie financière.

### ● PROGRAMME

- Communauté d'apprenants

#### Analyser les équilibres financiers

- Les besoins et les limites du financement
- L'analyse statique par les ratios d'équilibre financier

#### Le risque du prêteur et de l'actionnaire

- Évaluer les droits et les risques de l'actionnaire et du prêteur
- Les agences de notation

#### Positionner l'entreprise sur le marché financier

- L'évolution des marchés financiers
- Le coût du capital et de la dette

#### Maîtriser les impacts fiscaux du financement

- La déductibilité des charges financières
- Le régime mère-fille et intégration fiscale

#### Maîtriser l'ingénierie financière

- Les LBO
- Les fusions et apports partiels d'actifs

#### Les crédits court terme et les instruments hybrides

**Étude de cas** : étude comparée de différents montages financiers d'acquisition

#### ● Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement****15** jours **106** heures

Code 91265

**Paris - Promotion 1**

17-18 mars, 7-8 avril, 18-19 mai, 16-17 juin, 7-8 juillet, 8-9 septembre, 23 septembre\* et 5 au 7 octobre 2016

**Paris - Promotion 2**15-16 septembre, 13-14 octobre, 9-10 novembre, 1<sup>er</sup>-2 décembre 2016, 11-12 janvier, 2-3 février, 21 février\* et 8 au 10 mars 2017Tarif HT : **8 475 €** - repas inclus  
Tarif TTC pour les particuliers : **6 780 € HT**  
**repas inclus**\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****RESPONSABLE DES FUSIONS-ACQUISITIONS**

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 5 - 2 jours**

Maîtriser le processus d'acquisition

**OBJECTIFS**

- Préparer l'acquisition.
- Conduire et finaliser la négociation.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Du mandat à la recherche de cibles**

Du teaser à la LOI

L'accord de confidentialité et la lettre de process

Le memorandum of information (LOI)

**De la LOI à l'offre ferme**

- Les due diligences préliminaires
- La négociation d'une offre ferme

**De l'offre ferme au closing**

- Les due diligences complémentaires
- Le share purchase agreement ou contrat d'acquisition
- L'ajustement de prix et la garantie de passif et actif
- Le pacte d'actionnaires et le closing
- La gestion post-acquisition

**Étude de cas** : analyse commentée d'accords mise en œuvre lors d'un projet d'acquisition**Exercice d'intersession****MODULE 7 - 2 jours**

Réussir l'intégration de la cible d'acquisition

**OBJECTIFS**

- Identifier les facteurs clés de succès d'une intégration.
- Accompagner le changement.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Anticiper l'intégration tout le long du processus d'acquisition**

- Choisir le bon degré d'intégration

**Organiser l'entreprise**

- L'approche organisationnelle
- Le cycle de vie d'une organisation
- La culture d'entreprise

**Intégrer une acquisition**

- Le plan d'intégration et les enjeux
- Les trois niveaux d'intégration
- Le processus, l'équipe et les étapes

**Accompagner le changement**

- Adapter son processus de changement
- Développer une vision et faciliter le changement
- Les phases du changement et les résistances
- Bien intégrer

**Étude de cas** : analyse commentée de plans d'intégration**Exercice d'intersession****MODULE 6 - 2 jours**

Maîtriser le droit spécifique en cas de fusions et acquisitions

**OBJECTIFS**

- Organiser la gouvernance.
- Respecter le droit de la concurrence.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Intégrer les règles de gouvernance**

- Mécanisme de gouvernance et protection du contrôle de l'actionnaire

**Mesurer l'impact de la fiscalité et autres taxes**

- L'évolution de la fiscalité des plus-values, des dividendes et intérêts
- L'impact des autres impôts, taxes et contributions

**Respecter la réglementation boursière**

- Le rôle de l'AMF
- Les obligations de publicité et les offres publiques

**Analyser les incidences du droit de la concurrence**

- Les champs d'applications de la réglementation française et européenne
- La procédure de notification
- La grille d'analyse des autorités de la concurrence
- Les sanctions du droit de la concurrence

**Étude de cas** : exemple commenté d'opérations d'acquisition assorties de leurs démarches légales**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 8 - 1 jour**

Anticiper et gérer un projet d'acquisition-cession

**OBJECTIFS**

- Maîtriser les principales étapes d'une acquisition-cession.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Analyser le cas particulier des entreprises en difficulté**

- S'insérer dans une procédure préventive ou collective

**Le processus type**

- La conduite du projet de fusion ou acquisition
- Les points de vigilance
- La documentation

**Test de connaissances** : quiz récapitulatif**Exercice d'intersession****Quiz aval**

# Maîtriser les montages financiers

Financement structuré d'actifs, financement de projet, titrisation et LBO



Pour financer un actif, un projet ou une acquisition, les entreprises disposent aujourd'hui de différentes techniques. Financement structuré, financement de projet, Leveraged Buy-Out (LBO), titrisation sont autant de montages pouvant être utilisés par les entreprises, à condition d'en maîtriser tous les aspects.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes généraux des montages financiers et leurs avantages.
- Choisir les sources de financement adaptées à un projet.
- Mettre en place les montages juridiques et financiers.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Cessions, acquisitions, restructurations d'entreprises " (code 20039 p.144).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Trésoriers, ingénieurs financiers et directeurs financiers
- Directions juridiques et fiscales
- Toute personne souhaitant développer ses compétences en montages financiers

## ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU  
Consultant financier  
AB CORP FINANCE

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier et d'évaluer les contraintes liées à chaque type de montage financier.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Financements structurés

##### Connaître les principaux financements structurés

- Recenser les avantages par rapport à un financement classique
- Identifier les actifs éligibles
- Cerner la typologie et comparer les modes de financements structurés : LBO, project finance, leasing, affacturage, titrisation...
- Choisir entre les différentes formes de financement

##### Analyser le montage financier et juridique

- Les acteurs et le déroulement d'une opération
- **Exercice d'application** : identification des types de financements appropriés en fonction du contexte

#### Financement de projet

##### Comprendre le financement de projet

- Les objectifs, les acteurs et les types de projet

##### Partage des risques et bancabilité

- Les grandes catégories de risques
- Faire une analyse de risque, le partage entre les intervenants

##### Sources de financement et structuration financière

- Mesure de la viabilité financière du projet : la modélisation financière du projet
- Panorama des sources de financement : fonds propres et dettes
- Structuration de l'opération : les critères de mise en place

##### Décrypter le montage juridique

- La term sheet
- L'architecture contractuelle : les ratios, les réserves
- Choisir les sûretés adaptées à chaque type de projet
- **Étude de cas** : analyse d'un financement de projet d'infrastructure

#### Maîtriser les techniques du financement LBO

##### Identifier les mécanismes d'une opération de LBO

- L'effet de levier et LBO
- Le schéma de reprise de la société cible
- Les acteurs : vendeurs, investisseurs, banques, management
- Les différents types de LBO

##### Cerner les étapes clés du montage d'un LBO

##### Mettre en place les financements

- La dette senior, mezzanine, capital
- Les principaux schémas contractuels, les covenants bancaires

##### Assurer le suivi et la sortie d'un LBO

**Étude de cas** : rachat d'une PME par son management dans le cadre d'un LBO

#### Comprendre les opérations de financement d'actifs : titrisation, affacturage, leasing

##### Identifier les caractéristiques du leasing

- Les différentes formes de leasing
- Une variante du leasing : le "sale and lease-back"

##### L'affacturage

##### La titrisation

- L'intérêt d'une titrisation, les actifs titrisables
- Les risques inhérents à la titrisation

##### Maîtriser les étapes clés d'une opération de titrisation

- Le schéma d'une opération de titrisation
- Les aspects juridiques, fiscaux et comptables

**Étude de cas** : analyse de l'impact d'une opération de titrisation de créances commerciales sur le bilan d'une société

### Quiz aval

2 jours / 14 heures

Code 91091

Paris		
10-11	mars	2016
16-17	juin	2016
29-30	août	2016
10-11	octobre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus



# Financement de projet

Mécanisme, risques, financement et architecture contractuelle

## PROGRAMME

Initiation

**Infrastructures de transports, de complexes industriels, de projets énergétiques... certains projets de grande envergure nécessitent des investissements importants et impliquent de multiples acteurs.**

**Le financement de projet suit des montages juridiques et financiers qui lui sont propres et qu'il convient de maîtriser avant le démarrage du projet.**

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principes généraux du financement de projet et ses spécificités.
- Identifier les différentes étapes dans la mise en place du projet.
- Découvrir la modélisation des cash flows du projet et déterminer la capacité d'endettement d'un projet et les principaux ratios d'analyse

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance ou avoir suivi " Maîtriser les montages financiers " (code 91091 p. 240).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs Administratifs et financiers
- Ingénieurs de projet, responsables export
- Analystes, risk managers, juristes, compliance officers
- Toute personne souhaitant comprendre et maîtriser les mécanismes du financement de projet

### \* ANIMATEUR

Sylvaine CHUBERT  
Managing Director  
SC TRAINING & CONSULTING SARL

### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes propres au financement de projet.

## Principes généraux

### Cerner les concepts

- Financement de projet vs financement corporate, société de projet, Partenariats Public-Privé (PPP), concession et contrat de partenariat...

### Situer le financement de projet

- Infrastructures de transport, télécoms, énergie, "housing"... : recenser les secteurs d'activité qui recourent au financement de projet
- Référence à des exemples de financement de projets très différenciés
- Connaître les différents acteurs
- Perspectives

## Analyser et partager les risques

### Identifier les grandes catégories de risques

- Analyse de la volatilité des cash flows
- Risques politiques, de marché, techniques, de construction, d'exploitation, financiers, juridiques...
- Conflits d'intérêts, risques de contrepartie
- Le rôle des agences de notation

### Analyser les risques et les répartir entre les différents acteurs

**Étude de cas** : analyse de la matrice des risques d'un projet

## Mettre en place le financement

### Construire un plan de financement

- Rappel des éléments fondamentaux et mécanisme de crédit
- Drivers, outils de financement et structuration
- Modélisation financière : objectifs, scénarios et limite de l'exercice
- Choix des conseillers
- Capital, dette senior et dette junior et coût moyen pondéré d'un plan de financement
- Dette senior : dette bancaire, obligataire, cession de créance et dette à court terme
- Principaux outils de couverture
- Articulation du financement avec la prise de risque des apporteurs de fonds
- Covenants financiers
- Rôle et mise en place de la syndication

### Maîtriser les techniques de refinancement

- Identifier les cas dans lesquels on refinance un projet
- Maîtriser les modalités et les possibilités de refinancement

## Étudier l'architecture contractuelle

### Maîtriser les aspects juridiques du financement de projet

- Structure contractuelle
- Processus et calendrier des appels d'offres
- Documentation du projet. Principales clauses : contrat de concession / contrat de partenariat, contrats de construction et d'exploitation, contrats de crédit
- Implication des sponsors, garanties des prêteurs et sûretés

**Étude de cas** : analyse de trois clauses contractuelles

**2** jours **14** heures

Code 91110

Paris			Lyon		
28-29	janvier	2016	28-29	juin	2016
30-31	mars	2016	15-16	décembre	2016
28-29	juin	2016			
30-31	août	2016			
13-14	octobre	2016			
15-16	décembre	2016			
24-25	janvier	2017			

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Les financiers ne font bien leurs affaires que lorsque l'État les fait mal. "

Talleyrand

# Approche financière des marchés de partenariat

Caractéristiques et options de financement



Dans un contexte de restrictions budgétaires, le recours au marché de partenariat apparaît désormais comme une composante essentielle de la politique financière des collectivités publiques, qui peuvent ainsi réaliser des équipements publics avec des financements privés. Il convient dès lors de connaître les différents montages financiers qui peuvent être conçus dans ce type d'opération, ainsi que les risques qui leur sont associés.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes généraux des montages financiers des marchés de partenariat et leurs avantages.
- Choisir les sources de financement adaptées à chaque projet.
- Cerner tous les aspects financiers d'un marché de partenariat : du projet à son exécution.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Financement de projet " (code 91110 p. 241).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Personnels, élus des collectivités publiques
- Juristes
- Financiers juniors

## ANIMATEUR

Sophie PIGNON  
Avocat à la cour  
BIRD & BIRD AARPI

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Analyser les mécanismes des PPP Maîtriser le cadre juridique

- Les régimes sectoriels : LOPSI, LOPJ, BEH
- Les différentes formes de marchés de partenariat : BEA, concessions et contrats de partenariat, SEMOP
- Les dernières évolutions législatives et réglementaires : les marchés de partenariat (projet d'ordonnance) et la directive concession

#### Identifier les projets éligibles aux marchés de partenariat

**Exercice d'application** : identification des critères d'attribution du contrat de partenariat

- Les avantages du recours au contrat de partenariat
- L'analyse comparative en termes de coût global actualisé, de performances et de partage des risques
- Best value for money

**Exercice d'application** : calcul de l'utilité à partir de données chiffrées

#### Conduire la procédure étape par étape

- Constituer le dossier de consultation des entreprises
- Conduire un dialogue compétitif
- Définir la structuration financière

- et juridique du projet
- Déterminer les caractéristiques du financement
- Élaborer la matrice des risques et analyser son impact sur le financement
- L'allocation des risques et bancabilité du projet
- La maximisation du couple rentabilité / risque
- La gestion de l'aléa dans le temps

#### Distinguer les montages envisageables

- Financement corporate
- Financement de projet : objectifs, acteurs, types de projets, montage structurel et sources de financement
- Titrisation et project bonds

Principe et mise en œuvre de la cession Dailly  
**Étude de cas** : étude de différents projets

#### Suivre la vie du financement

- Le refinancement de la dette
- Les implications en cas de changement de contrôle

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre le rationnel des plans de financement des marchés de partenariat et les coûts associés.

2 jours  
14 heures

Code 91111

Paris		
23-24	mars	2016
19-20	septembre	2016
7-8	décembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

# Approche juridique des marchés de partenariat

De la procédure de passation à la structuration contractuelle



Autoroutes, TER, hôpitaux, équipements sportifs et culturels... de nombreux projets sont éligibles au marché de partenariat pour peu qu'ils respectent les critères d'attribution. De l'étude préalable à l'attribution du projet, la participation à un projet de PPP nécessite une connaissance approfondie de ses mécanismes juridiques.

## OBJECTIFS

- Intégrer rapidement les connaissances indispensables en droit public.
- Identifier les cas de recours au marché de partenariat.
- Adopter le contrat le plus adapté.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit public.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne impliquée dans un projet de contrat de marché de partenariat
- Toute personne du secteur privé dont la fonction exige une bonne connaissance du marché de partenariat

## ANIMATEUR

Édouard CLOT  
Avocat Associé  
CABINET CLOT L'HÉRITIER AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser le cadre juridique applicable Comprendre les grands principes du droit de la commande publique

- Transparence, liberté d'accès et égalité
- Code des marchés publics : champ d'application

#### Identifier les textes concernant les marchés de partenariat

- Les régimes sectoriels : LOPSI, LOPJ, BEH
- Le marché de partenariat

#### Réussir la préparation de son projet de PPP

- Choisir entre marché public, DSP, AOT, BEA et contrat de partenariat
- Définir le champ d'application du marché de partenariat et le bien-fondé de son recours

**Étude de cas** : à partir de trois projets, identification du contrat le plus adapté

- Cerner la place de l'évaluation préalable dans les marchés de partenariat

**Étude de cas** : analyse des éléments de deux évaluations préalables et d'exemples d'avis de la MAPP

- Déterminer le partage des risques du projet
- Étude de cas** : analyse de matrices des risques

#### Construire le dossier de consultation du projet

- Recenser les pièces du dossier de consultation des entreprises

- Identifier les critères de sélection des offres
- Étude de cas** : analyse d'un DCE type

#### Maîtriser les spécificités des procédures de passation

- Distinguer les avantages et les inconvénients des différentes procédures
- Conduire un dialogue compétitif

#### Intégrer les aspects financiers et corporate

- Architecture contractuelle du candidat
- Focus sur la modification des groupements en cours de procédure
- Le financement du contrat

- Le contrat de partenariat et sous-contrats

**Étude de cas** : analyse des aspects fiscaux des marchés de partenariat

#### Maîtriser la technique contractuelle Rédiger le projet du contrat

- Panorama des clauses obligatoires
- La rémunération du partenaire
- Contrat et matrice des risques
- Les indicateurs de performance et sanctions
- Le statut des ouvrages et leur sort en fin de contrat

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser le cadre juridique applicable aux marchés de partenariat.

1 jour  
7 heures

Code 91137

Paris		
25	mars	2016
21	septembre	2016
9	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Capital investissement

Structurer une opération



Soutien fondamental aux entreprises non cotées, le capital investissement intervient à différents stades d'une entreprise : développement, restructuration, transmission... Des étapes préliminaires au closing, chaque deal est structuré autour de montages financiers, juridiques et fiscaux qu'il convient de maîtriser pour garantir la réussite de l'opération.

## OBJECTIFS

- Identifier les spécificités du secteur : les métiers et les acteurs.
- Maîtriser les différentes étapes de développement pour choisir le meilleur outil financier.
- Acquérir les bases techniques financières, juridiques et fiscales indispensables.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience en private equity.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant se familiariser avec les techniques du capital investissement

## ANIMATEUR

Christian NOUVION  
Fondateur  
PROFESSION FINANCE

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner les spécificités du marché du capital investissement

##### Évaluer les besoins financiers des entreprises et les ressources ad hoc Présenter le secteur

- Originalité et finalité de l'investissement
- Quelques chiffres : activité, performance et rentabilité

##### Analyser les différents stades d'intervention

- Capital risque, capital développement, retournement et restructurations
- Capital transmission, Leveraged Buy-Out (LBO)...

##### Cerner le profil des capital investisseurs

##### Identifier les caractéristiques des entreprises cibles

#### Maîtriser les étapes d'une opération de capital investissement

##### Identifier les outils financiers

- Analyse stratégique et valorisation
- Structure financière, effet de levier et instruments utilisés: obligations convertibles, obligations à bons de souscription en actions
- **Exercice d'application** : évaluation et détermination du prix et montage dans divers contextes majoritaires et minoritaires

#### Mettre œuvre le LBO et les mécanismes d'incitation du management

- Bons de souscription d'actions, hurdle rate et partage de la plus value

#### Formaliser le process et préparer la documentation

- Letter of Intent (LOI)
- Les clauses des pactes d'actionnaires : gouvernance, ratchet, liquidité, sorties conjointes
- Les garanties de passif
- **Exercice d'application** : identification des écueils à éviter dans un pacte d'actionnaires

#### Assurer le suivi et la sortie d'un investissement

##### Mettre en place un reporting Gérer et prendre des décisions stratégiques

- Anticiper la responsabilité
- Identifier et prévenir les risques
- **Piloter les stratégies de sortie**
- Analyser les modalités de sortie
- Connaître les alternatives à l'introduction en bourse

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes étapes d'une opération de capital investissement.

2 jours  
14 heures

Code 91035

Paris		
26-27	mai	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Pratiquer les opérations de LBO

Montage et financement d'un LBO



Le Leverage Buy Out (LBO) est un mécanisme qui permet à des investisseurs de racheter une entreprise en recourant à l'endettement bancaire. C'est une opération financière dont la mise en place suppose de la part des différents intervenants, une bonne connaissance du droit des sociétés, ainsi qu'une maîtrise des techniques de financements classiques et structurés.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les différents effets de levier.
- Analyser les montages financiers, juridiques et fiscaux.
- Sécuriser le plan de financement.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience en private equity ou suivi " Capital investissement " (code 91035 p. 243).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant se familiariser avec les mécanismes d'une opération de LBO

## ANIMATEUR

Jean-Michel ROCCHI  
Président de société  
Professeur Affilié à l'Université de Paris Dauphine

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir les mécanismes d'un LBO Maîtriser les notions clés du capital investissement et des LBO

- Le secteur
- La recherche de l'effet de levier
- Les différents types de LBO
- La finalité de l'investissement
- La performance et la rentabilité

##### Étude de cas : analyse commentée d'un schéma type avec leviers fiscal, juridique et financier

##### Identifier le profil de la société cible visée

- Les critères indispensables à remplir
- Les diagnostics stratégiques et comparatifs
- **Étude de cas** : analyse des normes d'investissement et de financement

#### Analyser les étapes clés du montage

- Réaliser les due diligences
- Pools d'investisseurs
- Éviter les pièges de la structuration fiscale
- Intégration fiscale
- Amendement Charasse

#### Sécuriser l'opération : les points sensibles

- Pacte d'actionnaires
- Incitation des managers
- Contrat avec le vendeur
- Garanties de passif

#### Mettre en place le financement

##### Cerner les différents rangs

- Capital
- Obligations, mezzanine et dette subordonnée
- Dette senior
- Tranches (A, B, C...)

##### Rechercher de la dette

- Syndication et prise ferme
- Impact sur les ratios financiers

##### Définir les covenants

#### Assurer le suivi et la sortie d'un LBO

- Élaborer un reporting adapté
- Zoom sur un cas de LBO en difficulté
- Identifier les différentes sorties possibles

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre les mécanismes d'une opération de LBO.

1 jour  
7 heures

Code 91039

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
12	octobre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Financement des actifs immobiliers

Maîtriser l'ingénierie financière et le financement des opérations immobilières



L'acquisition d'un bien immobilier est, comme tout autre type d'investissement, une opération dont la rentabilité financière doit être préalablement évaluée. C'est à partir de cette analyse que l'entreprise peut ensuite déterminer le type de financement (fonds propres ou financement bancaire classique) dont elle a besoin pour financer son acquisition.

## OBJECTIFS

- Identifier les principales étapes dans l'acquisition d'un bien immobilier.
- Étudier les différents financements éligibles.
- Choisir le financement adapté.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance ou avoir suivi " Finance pour non financiers - Niveau 2 " (code 91088 p. 226).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs immobiliers d'entreprise
- Responsables des financements immobiliers et gestionnaires d'actifs immobiliers
- Toute personne impliquée dans le financement de l'immobilier

## ANIMATEUR

Guy AMOYEL  
Consultant, expert en financement immobilier  
GA FORMATION ET CONSEIL

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Analyser le marché de l'immobilier Connaître les différents types de placements

- Identifier les types d'investisseurs
- Investisseurs privés
- Investisseurs institutionnels
- Fonds non cotés et fonds cotés
- L'État et les entreprises

#### Maîtriser l'ingénierie financière liée aux opérations immobilières

##### Déterminer les cash flows d'un projet immobilier

- Rappel simplifié sur les états financiers
- Définir les hypothèses et variables fondatrices : le bail et ses clauses, les charges de copropriété et de gestion...  
**Exercice d'application** : méthodologie pour construire le cash flow avec illustration sur un fichier excel
- Évaluer le coût du capital et les produits de financements : fonds propres, dette bancaire...

##### Calculer la rentabilité financière d'un projet immobilier

- Analyser les critères d'un investissement immobilier : classification d'actifs, qualité d'équipement et localisation géographique  
**Exercice d'application** : calcul de la rentabilité d'un projet d'acquisition

### Identifier et arbitrer entre les différentes sources de financement

#### Maîtriser les mécanismes classiques de financement

- Le financement par fonds propres
- Le financement bancaire classique

#### Analyser les différentes techniques de financements structurés immobiliers et leurs caractéristiques

- Les techniques d'externalisation des actifs immobiliers : crédit-bail, sale et lease-back...
- Les marchés de capitaux
- Les partenariats Public-Privé immobiliers : les projets concernés, spécificités et déroulement de l'opération

#### Choisir entre les différents modes de financements

**Exercice d'application** : choix du financement approprié pour différents biens immobiliers en fonction des paramètres de l'opération

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'analyser les différents types de financements immobiliers.

2 jours  
14 heures

Code 91127

Paris

7-8	avril	2016
7-8	novembre	2016

Tarif HT : 1 580 € - repas inclus

# Asset management immobilier

Suivre et optimiser la gestion du portefeuille immobilier de ses clients



Garant de la rentabilité des biens immobiliers attendue par les investisseurs, l'asset manager se doit d'être polyvalent. Ainsi, des stratégies de valorisation au reporting, la maîtrise de l'ensemble des outils à sa disposition est indispensable.

## OBJECTIFS

- Distinguer les classes d'actifs, les acteurs et les attentes des investisseurs.
- Identifier les différents types d'opérations immobilières.
- Utiliser les outils au service de l'asset management immobilier.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Financement des actifs immobiliers " (code 91127 p. 244).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs immobiliers
- Asset managers en immobilier
- Investisseurs en immobilier et chargés d'affaires en immobilier

## ANIMATEUR

Guy AMOYEL  
Consultant, expert en financement immobilier  
GA FORMATION ET CONSEIL

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Recenser et positionner les métiers, les acteurs et les classes d'actifs

- Différencier les métiers liés à l'immobilier
- Property manager, facility manager, investment manager, fund manager et asset manager : rôles respectifs et interactions

#### Lister les différents secteurs

- Bureau, commercial, industriel, résidentiel, hôtellerie...
- Les cycles de l'immobilier

#### Relier le profil des investisseurs avec les stratégies d'investissement

- La typologie des investisseurs : investisseurs institutionnels, sociétés foncières, clientèle privée, fonds d'investissement...
- Stratégie d'investissement : évolutions récentes et risques liés
- Acquisition d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs, acquisition de titres de sociétés, fonds d'investissement... : avantages et inconvénients des investissements directs ou indirects, les critères de choix et la fiscalité applicable
- Focus sur les perspectives offertes par les Organismes de Placement Collectif en Immobilier (OPCI)  
**Exercice d'application** : élaboration d'un tableau récapitulatif des différentes stratégies d'investissement

### Définir les outils à disposition de l'asset manager

#### Valoriser l'immobilier

- Les différentes méthodes d'évaluation
- L'impact de la liquidité et des risques sur la valorisation des immeubles  
**Mise en situation** : évaluation d'un immeuble commercial par la méthode DCF

#### Calculer la performance et la rentabilité de l'opération

- Identifier les indicateurs de rentabilité
- Prendre en compte le couple risque/rentabilité  
**Exercice d'application** : élaboration d'une grille de comparaison des primes de risques de différents immeubles

#### Financer l'opération

- Financement en fonds propres, financement bancaire classique
- Les choix à opérer et le cumul possible  
**Étude de cas** : analyse des différentes structures financières mises en place pour l'achat d'un ensemble de bureaux

#### Connaître les outils d'analyse et de suivi

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de définir des stratégies de gestion adaptées au besoin du client.

2 jours  
14 heures

Code 91185

Paris

10-11	mai	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

# Évaluer les actifs immobiliers

Techniques de valorisation et aspects comptables

L'évaluation des actifs immobiliers vise différents objectifs (vente, cession d'entreprise, recherche de financement) et fait appel à la compétence particulière des experts immobiliers. Ces professionnels utilisent plusieurs méthodes pour définir la valeur d'un actif immobilier. Savoir quelle méthode utiliser selon la nature de l'actif et maîtriser les outils est indispensable pour valoriser l'immobilier.

## OBJECTIFS

- Cerner le rôle de l'expertise immobilière.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation d'un actif immobilier.
- Déterminer la valeur intrinsèque d'un immeuble grâce à la méthode des Discounted Cash Flows (DCF).

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des techniques financières ou avoir suivi " Asset management immobilier " (code 91185 p. 244).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des actifs immobiliers
- Responsables des investissements immobiliers
- Asset managers immobiliers, gestionnaires d'actifs immobiliers

## ANIMATEUR

Nicolas BEGUERIE  
Expert en évaluation immobilière

## PROGRAMME

Expertise

### Recourir à l'expertise immobilière

- Les obligations en matière d'expertise pour les sociétés cotées
- L'expertise judiciaire : le principe du contradictoire

### Analyser les méthodes traditionnelles d'évaluation

#### Maîtriser la méthode par comparaison directe au marché

- Sélectionner les biens comparables
- Les critères à prendre en compte

#### Définir les principes de la méthode par le revenu

- La méthodologie à suivre
- Calcul des revenus générés par l'immeuble et détermination du taux de capitalisation

#### Cerner les mécanismes de la méthode par le coût de reconstitution

- Champ d'application
  - Définition des trois méthodes de calcul
- Évaluer l'actif par la méthode du bilan promoteur**
- Exercice d'application** : évaluation d'un actif immobilier par les méthodes traditionnelles

### Maîtriser les méthodes d'évaluation pour des immeubles de placement

#### Utiliser la méthode par capitalisation

- Connaître la méthode par capitalisation
  - Définir le loyer, la valeur locative et le revenu net
  - Choisir entre taux de capitalisation, de rendement et de placement
- Maîtriser la méthode des Discounted Cash Flows (DCF)**
- Les présupposés de la méthode DCF
  - Modéliser les flux de trésorerie attendus et la valeur terminale
  - Estimer le flux normatif
- Exercice d'application** : évaluation d'un immeuble commercial et détermination des facteurs qui font varier la valeur de l'immeuble

### Appliquer les normes comptables

- Appliquer la norme IAS 16
- Maîtriser les spécificités de la norme IAS 40
- Définir les principes de la norme IAS 36

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les différentes méthodes d'évaluation d'un actif immobilier.

1 jour  
7 heures  
Code 91130

Paris		
20	mai	2016
29	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Maîtriser les spécificités d'un OPCI

Cadre juridique, fiscal et comptable



L'Organisme de Placement Collectif en Immobilier (OPCI) est un véhicule qui permet aux institutionnels et aux particuliers d'investir dans la pierre tout en profitant, d'une part, d'une gestion dynamique et prudentielle et d'autre part, d'une fiscalité attrayante.

## OBJECTIFS

- Identifier les acteurs impliqués dans la création et la gestion des OPCI.
- Maîtriser les modalités de création et de fonctionnement.
- Cerner les règles fiscales et comptables applicables.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit immobilier ou avoir suivi " Réussir un investissement immobilier patrimonial " (code 30068 p. 371).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des investissements immobiliers
- Gestionnaires et experts immobiliers
- Gérants de portefeuille et juristes

## ANIMATEURS

Arnaud GUERIN & Pierre APPREMONT  
Avocats Associés  
WRAGGE LAWRENCE GRAHAM & CO  
Sophie BRETON  
Expert-comptable  
EXPONENS

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

### Maîtriser le cadre juridique, fiscal et comptable des OPCI

**Autodiagnostic** : définition d'un Organisme de Placement Collectif en Immobilier (OPCI)

**Analyser les textes encadrant la création des OPCI**

#### Définir le cadre juridique applicable

- Les différentes catégories d'OPCI et leurs formes juridiques
- Les actifs éligibles et les modalités de structuration
- Les ratios applicables : règles de composition du portefeuille, quotité minimale d'actifs immobiliers physiques...
- L'endettement : conditions et limites
- Obligations en matière de dispersion des risques et de protection des investisseurs

#### Maîtriser les régimes fiscaux applicables

- Le régime des Sociétés de Placement à Prépondérance Immobilière à Capital Variable (SPPICAV) et des Fonds de Placement en Immobilier (FPI)
- Régime des revenus fonciers et des revenus de capitaux mobiliers
- Régime des filiales de SPPICAV
- Application de l'article 210 E du Code général des impôts
- Restructurations et transformations de Société Civile de Placement en Immobilier (SCPI) en OPCI

- Régime fiscal des actionnaires et associés
- Droits d'enregistrement et taxe de 3 %

### Gérer les aspects comptables des OPCI

- Le plan comptable
  - Les règles et méthodes d'évaluation
  - Le calcul de la valeur liquidative
- Étude de cas** : analyse détaillée des caractéristiques des SPPICAV et FPI

### Identifier les acteurs de l'OPCI, leurs rôles et obligations

#### Étudier la société de gestion

- Rôle et obligations
- Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et prospectus
- Les obligations en matière de conformité et de contrôle interne

#### Connaître les autres acteurs et leurs missions

- Le dépositaire
  - Le gestionnaire administratif et comptable
  - Les évaluateurs immobiliers
- Étude de cas** : analyse du circuit de création et de gestion d'un OPCI et des acteurs impliqués à chaque étape

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les spécificités juridiques, fiscales et comptables de la création et du fonctionnement d'un OPCI.

1 jour  
7 heures  
Code 91159

Paris		
24	juin	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1

Se familiariser avec les principes de gestion

## PROGRAMME

Initiation

Dans notre monde actuel où la finance et la gestion sont omniprésentes à tous les échelons de l'entreprise, il devient de plus en plus indispensable pour l'ensemble des acteurs d'en connaître les enjeux. Que l'on soit membre d'un service opérationnel ou fonctionnel, il est important de mesurer les conséquences de ses actes quotidiens sur les états financiers de l'entreprise.

### OBJECTIFS

- Cerner les principes de gestion de l'entreprise.
- Mesurer l'impact de ses décisions sur les états comptables et financiers.
- Mieux dialoguer avec les membres de la direction financière.

### PRÉREQUIS

- Être impliqué dans la gestion d'entreprise dans le cadre de son activité.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant se familiariser avec la gestion d'entreprise

### ANIMATEUR

Étienne LESCANNE  
Consultant spécialisé en gestion d'entreprise

**Étude de cas fil rouge** : analyse d'un cas tout au long des exposés introduisant progressivement les notions abordées

### Cerner l'activité de l'entreprise

- Situer l'entreprise dans son environnement
- Mesurer le rôle de la comptabilité en tant que traduction de l'activité de l'entreprise

### Définir les leviers de financement et d'investissement

#### Identifier les différentes sources de financement

- L'apport en capital social et la notion d'autofinancement
- Les capitaux empruntés et les charges financières

#### Trouver des ressources durables pour financer les investissements

- La notion d'investissement
- Les immobilisations et la mécanique des amortissements

#### Maîtriser le financement de l'activité

- Le besoin de financement du cycle d'exploitation et le calcul du BFR
- Exercice d'application** : arbitrage entre les différents financements possibles

### Mesurer l'impact de ses décisions de gestion

#### Analyser les composantes de la rentabilité

- Les indicateurs de mesure de la rentabilité : valeur ajoutée, EBE ou résultat net
- Les différentes notions de marge : marge brute, marge nette...

#### Comprendre l'influence de ses actes quotidiens sur la trésorerie

- La trésorerie : nerf de la guerre de l'entreprise
- Appréhender le concept de Cash flow et le distinguer du résultat

#### Manier les documents financiers usuels

- Le bilan
  - Le compte de résultat
  - Le tableau de variation des flux de trésorerie
- Étude de cas** : analyse des documents financiers du cas fil rouge

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les enjeux de la gestion d'entreprise.

**3** jours  
**21** heures

Code 60091

Paris		
11 au 13	mai	2016
21 au 23	septembre	2016
5 au 7	décembre	2016

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 515 €  
repas inclus

# Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2

L'essentiel des méthodes et des outils de gestion

## PROGRAMME

Perfectionnement

De l'EBITDA à la marge brute, les managers et les opérationnels sont régulièrement amenés à analyser les différentes composantes de la rentabilité de leurs activités et de leurs projets. Afin d'appréhender l'ensemble des facettes de l'entreprise, et d'évoluer dans sa fonction, il est devenu essentiel d'intégrer les outils de gestion comme calculer un coût ou élaborer son budget.

### OBJECTIFS

- Manier les outils de gestion pour mieux piloter son unité opérationnelle.
- Intégrer les logiques de calcul des coûts et des marges.
- Mesurer les conséquences de ses choix de gestion dans les systèmes de mesure de la performance.

### PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances en gestion d'entreprise ou avoir suivi " Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1 " (code 60091 p. 246).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant se familiariser avec la gestion d'entreprise

### ANIMATEUR

Étienne LESCANNE  
Consultant spécialisé en gestion d'entreprise

### Définir le contrôle de gestion et les grands principes de la gestion d'entreprise

- Un processus transverse qui implique tous les acteurs de l'entreprise
  - Fixer les objectifs
  - Analyser les résultats
  - Mettre en place une décision corrective
- Partage d'expériences** : mesure des intérêts d'une organisation décentralisée et du pilotage par centres de profits

### Calculer les coûts de revient et mesurer la rentabilité

#### Apprécier le rôle de la comptabilité analytique en tant qu'outil de pilotage interne

- Intégrer la notion d'imputations analytiques
  - Présenter un compte de résultat par destination
  - Modéliser le processus de production
  - Cerner les différentes méthodes de calcul des coûts de revient : coûts complets, coûts partiels
  - Appréhender la problématique liée à la répartition des charges indirectes
- Mettre en évidence l'influence des choix de gestion sur le résultat**
- Comprendre la logique contributive et analyser les différents niveaux de marges

- Mener une approche en coûts fixes / coûts variables
  - Définir la notion de seuil de rentabilité
- Exercice d'application** : calcul d'un coût de revient

#### Mener une démarche budgétaire

- Maîtriser le pilotage par objectifs
  - Mesurer l'importance de la démarche prévisionnelle en contrôle de gestion
  - Organiser la construction budgétaire : du budget des ventes à la détermination du résultat prévisionnel
- Exercice d'application** : élaboration du compte de résultat prévisionnel d'un centre de profit

#### Mesurer la rentabilité des investissements

- Définir la notion d'investissement rentable
- Intégrer la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie
- Calculer la Valeur Actuelle Nette (VAN)

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les principaux enjeux de la gestion pour mieux piloter votre activité.

**2** jours  
**14** heures

Code 60092

Paris		
30-31	mai	2016
6-7	octobre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus



La gestion d'entreprise est au cœur de tout ce qui se passe dans l'entreprise. Tout manager doit en intégrer la logique pour optimiser son activité en maîtrisant l'impact financier de ses décisions. **Manier les bons outils et rendre son budget et ses tableaux de bord performants sont des compétences clés du manager d'aujourd'hui pour un pilotage réussi de son activité.**

#### OBJECTIFS

- Intégrer la logique financière de l'entreprise et les outils d'analyse stratégique et de gestion budgétaire.
- Manier les leviers d'amélioration de la performance de l'entreprise.
- Construire un tableau de bord efficace avec des indicateurs de pilotage et de performance.

#### PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en gestion d'entreprise ou avoir suivi " Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1 " (code 60091 p. 246).

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des opérations
- Responsables de business units
- Toute personne souhaitant développer ses compétences en gestion d'entreprise

#### ANIMATEUR

Christian MONTEIL  
Consultant en comptabilité et finance  
ADEPTFINANCE

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les enjeux de la gestion d'entreprise pour mieux piloter votre activité.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### MODULE 1 Manier efficacement les outils de gestion

#### Concevoir et mettre en place les outils de la gestion d'entreprise

##### L'évolution des objectifs de la gestion d'entreprise

- Cerner le profil des acteurs
- Mesurer l'apport de la gestion d'entreprise dans l'évaluation des risques

##### Les outils pour un rôle prédictif

- Maîtriser les nouvelles approches de la comptabilité de gestion
- Création de valeur (EVA)
- Benchmarking
- Balanced scorecard

- Planification budgétaire : améliorer la rentabilité économique et financière

**Exercice d'application** : mise en application des différents outils

##### Transformer ses tableaux de bord en outils de pilotage opérationnels

- Assurer la cohérence des indicateurs avec l'activité et la stratégie de l'entreprise
- Contrôler les indicateurs de la performance
- Relier la mesure de la performance à la stratégie

**Étude de cas** : analyse critique d'un tableau de bord

**Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés rencontrées dans la mise en place d'un outil et comment les résoudre

### MODULE 2 Faire du budget un outil de prévision efficace

#### Construction du budget

- Finalité du budget : prévoir et mesurer la performance
- L'articulation du processus budgétaire
- Élaboration du compte de résultat prévisionnel
- Construction du budget des investissements
- Élaboration du budget et plan trésorerie
- **Exercice d'application** : construction d'un budget

#### Contrôle budgétaire

- Organiser le suivi des objectifs grâce à un contrôle budgétaire simple et efficace
- Définir des centres de responsabilités budgétaires : délégations, moyens, objectifs...
- Les outils du contrôle budgétaire
- Mettre en place des actions correctives
- **Mise en situation** : la défense de son budget et du comparatif entre le réalisé, le budget et l'année antérieure

### MODULE 3 Relier la mesure de la performance à la stratégie

#### Mettre en place les indicateurs de performance

- La définition et le choix d'indicateurs de performance simples et adaptés
- Leur fonction, leur mise en place et leur évolution
- Des informations essentielles pour diffuser la stratégie managériale aux opérationnels
- **Étude de cas** : construction et proposition d'indicateurs opérationnels et managériaux

#### Identifier les stratégies pour créer de la valeur

##### La stratégie commerciale

- Conduire une action sur le chiffre d'affaires
- Améliorer les marges

##### La stratégie d'investissement

- Prendre en compte la stratégie de l'entreprise
- Sélectionner les investissements / les indicateurs financiers : VAN/TRI/DRC

##### La stratégie de financement

- Gérer le BFR / les décisions permettant son optimisation
- S'endetter pour optimiser l'effet de levier / les limites de ce calcul
- Réduire le risque de change économique

### MODULE 4 Exploiter ses tableaux de bord pour communiquer autour des chiffres

#### Sélectionner les indicateurs financiers et non financiers

- Mesurer la performance, définir les indicateurs de performance
- Piloter les plans d'action, définir les indicateurs de pilotage

#### Concevoir, présenter et mettre en place le tableau de bord

- Respecter les principes clés de conception
- Fiabiliser la qualité des informations, définir des règles
- Gérer les étapes du projet de conception ou de refonte
- Construire le dictionnaire des indicateurs

#### Exploiter le tableau de bord avec les équipes opérationnelles

- Analyser les écarts entre les objectifs et les réalisations
- Réagir, décider d'un plan d'action
- **Étude de cas** : analyse critique d'un tableau de bord - dix points clés et quelques conseils utiles à respecter

3,5  
jours

25  
heures

Paris

19 au 22 juillet

2016

Tarif HT : 2 230 € - repas inclus

Code 60094

## TESTEZ-VOUS !

Le taux interne de rentabilité est-il toujours supérieur au taux externe de rentabilité ?

- A - Oui  
 B - Non



Réponse : B. Non, le taux interne de rentabilité est une expression consacrée à l'analyse de la rentabilité d'un projet. Le taux externe de rentabilité est une notion qui n'existe pas.

# Piloter la stratégie de croissance interne et externe

Maîtriser les facteurs de succès

Dans un contexte économique délicat, les dirigeants et managers doivent innover en adoptant différentes stratégies de croissance pour se développer et préserver la compétitivité de l'entreprise.

Qu'il s'agisse de croissance interne ou externe, l'option retenue présente des avantages mais aussi des difficultés qu'il convient de maîtriser afin de choisir en toute sécurité la méthode qui est adaptée à la stratégie de son entreprise.

## OBJECTIFS

- Identifier les principales stratégies de croissance en fonction de l'ensemble des ressources de l'entreprise et du marché.
- Déterminer et mesurer les facteurs de succès d'une acquisition intégration.
- Maîtriser les autres relais de croissance: alliances, partenariats stratégiques, joint-ventures.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en management d'entreprise et en analyse financière ou avoir suivi " Pratiquer l'analyse financière - Niveaux 1 et 2 " (codes 91043 p. 231 et 91044 p. 232).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs généraux et directeurs financiers
- Responsables de business units et responsables opérationnels
- Responsables financiers et contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Marie-Hélène KOEBELE  
Consultante en fusions-acquisitions

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir la stratégie de croissance interne et externe

#### Évaluer les facteurs de croissance interne

- Optimiser les ressources nécessaires : humaines, financières, temps
- Identifier les cibles du marché
- Analyser l'état du secteur d'activité: screening, mandataire, due diligence

#### Maîtriser les modalités de croissance externe

- Déterminer le type stratégique de fusion-acquisition
- Maîtriser les modes opératoires : cœur business, diversification, horizontale, verticale
- **Partage d'expériences** : échanges avec les participants sur leur implication de près ou de loin sur des opérations de fusion-acquisition et analyse des rôles éventuels de chacun

### Analyser les caractéristiques d'une intégration réussie

- Identifier les questions préliminaires essentielles pour réussir une intégration
- Déterminer les facteurs clés de succès
- Définir les 4 piliers de l'intégration : équipe, gouvernance, procédure et capacité d'exécution
- Mesurer et évaluer les indicateurs clés

**Exercice d'application** : construction d'un outil de décision et de reporting afin de comprendre l'évolution et le succès d'une acquisition intégration

### Cerner les modes alternatifs de croissance externe

- Identifier les formes de coopération possibles
- Piloter une alliance stratégique
- Partager les meilleures pratiques en termes de prises de participations génératrices de croissance

**Exercice d'application** : identification des problématiques de réinvestissement dans les stratégies de croissance

### Céder une partie de son activité : stratégie de croissance ou de décroissance

- Présenter les techniques essentielles pour céder une activité dans un objectif de stratégie de croissance
- Identifier les services de transition à mettre en place pour maintenir de la croissance
- **Exercice d'application** : description des étapes nécessaires à une cession d'entité, d'usine ou d'actif

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de proposer une stratégie de croissance pertinente et adaptée à la situation de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 91296

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
19-20	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 680 € - repas inclus

# Négocier avec ses partenaires financiers

Favoriser la prise de décision des partenaires financiers

Toute entreprise est conduite à dialoguer avec ses partenaires financiers lors de la négociation d'une opération financière spécifique : prêt, apport en fonds propres, etc. Au-delà de ces transactions, il est nécessaire de construire une relation à long terme. Pour cela, il est important de bien connaître le fonctionnement des partenaires financiers, de bien communiquer avec eux et de négocier au mieux le moment venu.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le langage et les contraintes des partenaires financiers.
- Lister les informations à communiquer aux financiers pour les demandes de financements.
- Améliorer son image financière auprès des partenaires financiers.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des concepts fondamentaux de la finance d'entreprise ou avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveaux 1 et 2 " (codes 91100 p. 225 et 91088 p. 226).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services financiers en relation avec les partenaires financiers
- Directeurs financiers et dirigeants de PME
- Membres des comités de direction

## ANIMATEUR

Élisabeth HUGOT-DERVILLE  
Consultante en finance et gestion  
FODERKA

## PROGRAMME

Initiation

### Connaître et comprendre ses partenaires financiers

#### Identifier les partenaires financiers et leurs spécificités

- Les banques commerciales pour les opérations de prêt et d'exploitation
- Les banques d'affaires pour les opérations de haut de bilan
- Les sociétés de crédit bail mobilier et immobilier
- Les sociétés de factoring pour optimiser la gestion de son portefeuille clients

#### Intégrer les contraintes des partenaires financiers

- Les processus, la culture, le langage
- L'approche risques : analyse des ratios " Bâle 2 " et " Bâle 3 "
- **Cerner les processus d'approbation des crédits dans les banques et les autres institutions financières**
- Le rôle des chargés de clientèle, des analystes
- Le rôle du service juridique
- Le rôle du comité des engagements
- Comprendre la problématique spécifique des sociétés de capital-risque
- **Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés rencontrées par les participants dans le cadre de leur relation avec leurs partenaires financiers

### Rapprocher l'entreprise de ses partenaires financiers

- Améliorer la qualité des informations fournies aux partenaires financiers
- Dialoguer avec ses partenaires financiers sur la structure de financement de l'entreprise
- Connaître les principaux types de financements et leurs spécificités
- Faciliter l'analyse de l'équilibre du bilan

**Étude de cas** : analyse d'un dossier de demande de financement par un comité des engagements de la banque

### Créer une relation " gagnant-gagnant " avec ses partenaires financiers

- Favoriser et accélérer les prises de décision des partenaires financiers
- Pérenniser ses relations avec ses partenaires financiers

**Mise en situation** : à partir d'un dossier simplifié, un responsable financier d'une entreprise présente son entreprise à son banquier

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de présenter à vos partenaires financiers des demandes de financements adaptés aux besoins de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 91274

Paris		
11-12	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus



# Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1

Constituer un dossier convaincant



Tout cadre ou dirigeant est amené à concevoir et à présenter un business plan à sa hiérarchie, à ses actionnaires ou à des partenaires extérieurs. Le business plan permet d'intégrer, sur un même document, l'ensemble des éléments constitutifs d'un projet et de les mettre en adéquation avec des facteurs tels que le marché, la clientèle de l'entreprise, les exigences de rentabilité...

## OBJECTIFS

- Construire le business plan d'un projet.
- Arbitrer et valider les hypothèses et prévisions.
- Maîtriser les outils d'aide à la mise en œuvre du business plan.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Finance pour non financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants d'entreprise, responsables de centre de profit et responsables de projets
- Créateurs d'entreprise, responsables techniques et de recherche et développement
- Chargés de clientèle au sein d'établissements financiers

## ANIMATEUR

Gian Paolo COSSU  
Consultant financier  
AB CORP FINANCE

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Rédiger un business plan

##### Identifier les objectifs et les contextes

- Définir un business plan et ses objectifs
  - Identifier les différents contextes du business plan
  - Organiser son business plan
- Partage d'expériences** : réflexion en commun avec tous les participants

#### Présenter l'entreprise et son projet

- Présenter l'entreprise, ses produits et ses services
  - Analyser l'organisation de l'entreprise
  - Présenter le projet objet du business plan
- Exercice d'application** : présentation de l'entreprise et du projet à des investisseurs

#### Présenter la stratégie de l'entreprise

##### Articuler la cohérence du projet avec la stratégie de l'entreprise

- **Exercice d'application** : préparation d'une brève présentation de la stratégie de l'entreprise

#### Maîtriser l'approche prévisionnelle du business plan

- Apprécier la compatibilité du projet avec la situation financière actuelle de l'entreprise
- Étude de cas fil rouge** : analyse financière de l'entreprise

#### Élaborer le modèle financier et les prévisions du projet

- Définir le contenu et construire le modèle financier
  - Établir les comptes prévisionnels
- Étude de cas fil rouge** : analyse des hypothèses de l'entreprise et calcul du BFR prévisionnel

#### Financer le projet

- Définir les besoins de financement
  - Identifier les différentes formes de financement : dette et fonds propres
- Exercice d'application** : détermination du montant de dette et de capital nécessaires au financement du projet

#### Calculer la rentabilité d'un projet

- **Étude de cas fil rouge** : calcul de la rentabilité intrinsèque du projet fil rouge et de la rentabilité pour les actionnaires

#### Présenter son business plan

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de présenter un business plan dans le but de convaincre actionnaires et partenaires financiers.

3 jours  
21 heures

Code 91224

## Paris

16 au 18	mars	2016
25 au 27	mai	2016
12 au 14	septembre	2016
21 au 23	novembre	2016

Tarif HT : 1 880 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 505 € repas inclus

# Élaborer un business plan - Niveau 2

Évaluer la solidité et la rentabilité d'un projet



Qu'il s'agisse du lancement d'une nouvelle activité ou de l'acquisition d'une entreprise, tout investissement nécessite la réalisation d'un business plan pour valider la cohérence et la faisabilité financière du projet. Il convient dès lors d'en maîtriser le process de construction.

## OBJECTIFS

- Acquérir une méthodologie pour concevoir un business plan pertinent.
- Identifier et maîtriser les leviers d'action.
- Prendre des décisions et communiquer avec un business plan.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1 " (code 91224 p. 249).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs de projet
- Responsables d'un centre de profit
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Hugues DE NORAY  
Associé  
ADVOLIS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Module e-learning : la valorisation d'un projet d'investissement

#### Définir les objectifs du business plan

- Placer le business plan dans une démarche projet
  - Adapter le modèle de business plan en fonction des objectifs
- Exercice d'application** : construction d'une matrice modèle de plans d'affaires, analyse des objectifs poursuivis
- Prendre des points de repère
- Exercice d'application** : critique d'une matrice Swot, comparaison d'indicateurs clés

#### Structurer le business plan

- Délimiter le périmètre du business plan
  - Élaborer le contenu du business plan
- Test de connaissances** : quiz sur les réflexes à avoir pour établir un business plan cohérent avec le projet

#### Construire un business plan de qualité

##### Collecter et modéliser les données

- Les drivers de revenus et de coûts
- L'utilisation des données prévisionnelles

##### Traiter les difficultés de construction du business plan

- La détermination de l'endettement

prévisionnel

#### Estimer les besoins de financement

- Déterminer les besoins de financement
  - Présenter un plan de financement
- Étude de cas** : à partir d'un cas concret central, illustration de variantes

#### Évaluer la rentabilité d'un projet

##### Construire le modèle financier

- Calculer la valeur actuelle et le TRI
- Appliquer la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (DCF)
- Déterminer le point mort, suivre le coût d'abandon de projet

**Exercice d'application** : calcul du WACC

#### Défendre le business plan

##### Formaliser sa présentation

- Élaborer une présentation type
  - Modéliser le risque
- Exercice d'application** : calcul de sensibilité
- Partage d'expériences** : autour des décisions prises face à différentes situations de risque

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes étapes de la conception et du montage d'un business plan.

2 jours  
14 heures

Code 91003

## Paris

13-14	juin	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement

Maîtriser les outils d'analyse

Dans la majorité des activités des entreprises, les occasions de définir, d'analyser et d'évaluer des projets d'investissement sont fréquentes et incontournables. Dans tous types de contextes : développement interne ou opération de croissance externe, il est essentiel de maîtriser les outils d'analyse et d'évaluation des projets d'investissement et de savoir choisir les types de financement adaptés.

## OBJECTIFS

- Identifier et qualifier les caractéristiques de tout projet d'investissement.
- Adapter l'analyse à des contextes particuliers.
- Mesurer l'impact des modes de financement appropriés.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et collaborateurs de services financiers et industriels
- Directeurs comptables, secrétaires généraux et analystes financiers
- Toute personne appelée à intervenir dans une opération financière

## ANIMATEUR

Philippe GIRAUDON  
Associé-Gérant  
PHG FINANCE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier les caractéristiques d'un projet d'investissement

#### Définir les contours d'un projet d'investissement

- Analyser les motivations essentielles
- Définir la politique d'investissement appropriée au développement d'une activité
- Identifier les différents types d'investissements

#### Déterminer le coût financier d'un projet d'investissement

- Maîtriser les paramètres clés : coûts à retenir, conditions de sortie et prise en compte du BFR
- Bien cadrer les flux dans le temps
- **Étude de cas** : traduction financière d'un projet d'investissement et identification des pièges à éviter

### Chiffrer, analyser et estimer la rentabilité d'un projet d'investissement

- Apprécier l'utilité et les limites des outils de décision
- Analyser les projets d'investissement spécifiques
- **Exercice d'application** : calcul de la rentabilité et de l'indice de profitabilité d'un projet d'investissement

- Évaluer le risque associé au projet
- Quantifier le coût du capital
- **Mesurer l'impact du mode de financement et de la flexibilité du projet**

- Maîtriser la notion d'équilibre financier
- Financer un projet d'investissement en interne

#### Choisir les meilleures sources de financement externe

- Maîtriser les variables clés
- Recenser les principales sources de financement
- Mesurer l'impact du financement sur la rentabilité du projet
- Intégrer l'impact de la flexibilité inhérente au projet
- **Exercice d'application** : préparation du plan de financement et élaboration du tableau de flux prévisionnel d'un projet d'investissement

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en œuvre les outils d'analyse et de mesure financière de tous types de projets d'investissement.

2 jours  
14 heures

Code 91294

Paris		
21-22	janvier	2016
6-7	juin	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 660 € - repas inclus

# Budgéter et financer un projet

Élaborer un business case



Tout projet nécessite une gestion des plus pointues de ses aspects financiers. L'estimation des coûts et de la rentabilité ou le financement, sont autant de paramètres qu'il convient de maîtriser pour présenter et gérer au mieux un projet.

## OBJECTIFS

- Mener une analyse des coûts et construire un budget adapté à la spécificité du projet.
- Mettre en place et utiliser des indicateurs d'analyse de rentabilité et de risque.
- Établir un plan de financement pertinent.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Finance pour non-financiers - Niveau 1 " (code 91100 p. 225).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs de projet
- Managers
- Toute personne impliquée dans l'évaluation, la présentation, la mise en place et le pilotage d'un projet

## ANIMATEUR

Marc DEBREE  
Consultant en finance d'entreprise

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

### Maîtriser l'environnement économique et financier d'un projet

#### Maîtriser les notions de business plan et de business case

- Définition, buts et logigramme d'un business plan
- Implication des financiers aux différentes étapes du processus de jalonnement des projets

#### Conduire une analyse économique du projet

- Définir le projet et ses objectifs
- Identifier les leviers de création de valeur

#### Estimer le coût de la phase initiale

- **Exercice d'application** : établissement du business case d'un projet

### Évaluer la rentabilité du projet et les risques associés

#### Maîtriser les paramètres financiers du projet

- Les dépenses initiales, la rentabilité d'exploitation et le financement
- Les principes de valorisation de l'investissement nécessaire au projet
- Prendre en compte le principe de l'actualisation
- Identifier les critères clés de rentabilité du projet

**Étude de cas** : évaluation et simulation de la rentabilité d'un projet en fonction de critères économiques et financiers

- Déterminer les différents niveaux de risque
- Arbitrer entre risque et rentabilité

### Choisir le mode de financement optimal

- Faire appel à l'autofinancement
- Recourir à l'endettement ou à la location
- Cerner la notion de retour sur financement

**Exercice d'application** : élaboration du plan de financement d'un projet et analyse de l'incidence du mode de financement choisi sur l'équilibre financier de l'entreprise

### Mesurer et suivre la performance financière du projet

- Construire un tableau de bord adapté
- Suivre les résultats obtenus en relation avec le contrôle de gestion et/ou en autonomie

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord adapté aux caractéristiques d'un projet

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de déterminer le seuil de rentabilité d'un projet.

2 jours  
14 heures

Code 91116

Paris		
16-17	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 695 € - repas inclus

# Construire un reporting financier efficace

En optimisant la présentation écrite et orale de ses rapports financiers

Parce qu'il synthétise les informations clés d'une business unit ou d'une entreprise, le reporting facilite le suivi d'une activité et la prise de décision. Il convient dès lors d'en maîtriser le processus d'élaboration et de savoir le présenter.

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux du reporting financier.
- Structurer un reporting financier de façon efficace.
- En assurer la diffusion et la bonne compréhension.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en analyse financière ou avoir suivi " Pratique l'analyse financière - Niveau 2 " (code 91044 p. 231).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers
- Directeurs du contrôle de gestion groupe
- Responsables consolidation

## ANIMATEUR

Valéry CORNU  
Consultant en finance

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser les principes généraux du reporting

**Partage d'expériences** : chaque participant fait part de sa pratique, des difficultés rencontrées et de ses besoins

#### Cerner les enjeux du reporting

- Identifier ses objectifs : contrôle des performances financières, outil d'aide à la décision...
- Recenser les destinataires
- Les acteurs du reporting et sa place dans la fonction finance

### Identifier les impacts du reporting Maîtriser les enjeux d'un reporting financier efficace

**Partage d'expériences** : chaque participant fait part de son retour d'expérience sur les reportings dont il est en charge, de son ressenti et des retours de ses interlocuteurs

- Définir les objectifs d'un reporting financier efficace
- Identifier ce qu'est un reporting financier efficace

### Structurer et élaborer un reporting

- Évaluer et définir les besoins de l'entreprise en matière de reporting
- Identifier les sources d'information utiles

- Maîtriser les éléments du reporting financier
- Étude de cas** : analyse de la stratégie et de l'organisation de l'entreprise en vue de structurer un reporting financier

### Mettre en œuvre un reporting et faire évoluer l'existant

- Intégrations technique et fonctionnelle
- Identifier les facteurs clés de succès du projet

**Étude de cas** : analyse critique de reportings d'entreprises. Établissement et mise en œuvre des recommandations

### Communiquer sur le reporting

#### Valoriser le reporting en bout de chaîne

- Identifier les supports de diffusion : outils de restitution et d'analyse et la place du web
- Présenter des informations fiables et précises tout en réduisant les délais d'élaboration

#### Réussir la présentation écrite et orale

**Exercice d'application** : mise en place d'une diffusion et des livrables (contenu et outils) et structuration d'une présentation orale

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de concevoir un reporting et d'en optimiser la présentation.

2 jours

14 heures

Code 91106

Paris		
23-24	mai	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 695 € - repas inclus

# Prévenir les fraudes financières

Mettre en place un dispositif de détection



Beaucoup d'organisations privées ou publiques (entreprises, banques, compagnies d'assurance) ont été ou seront confrontées à la découverte d'actions frauduleuses commises par leurs salariés avec ou sans la complicité d'acteurs externes. Il est ainsi essentiel de mieux comprendre les processus déviationnistes et d'identifier les différents types de fraude afin de mettre en place des actions de prévention efficaces.

## OBJECTIFS

- Cerner les types de fraudes financières.
- Anticiper la déviance des acteurs.
- Mettre en place des techniques de détection.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou en analyse financière.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers, juristes d'entreprises
- Contrôleurs de gestion, auditeurs internes
- Toute personne souhaitant mettre en place un dispositif de prévention et de contrôle pour réduire le risque de fraude financière.

## ANIMATEUR

Nicolas VAN PRAAG  
Consultant en finance, ancien directeur financier

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser la typologie des fraudes financières

#### Cerner la notion de fraude financière

- Mesurer l'importance de la fraude financière et ses enjeux
- Recenser les nombreux exemples tirés de l'expérience
- Analyser la typologie des déviations financières
- Distinguer les fraudes individuelles et collectives

**Partage d'expériences** : échange entre les participants sur leurs expériences en matière de fraude financière

### Mieux comprendre les fraudeurs pour mieux les détecter

#### Anticiper les déviations des acteurs avant la fraude

- Comprendre pourquoi et comment on devient fraudeur
  - Identifier les marqueurs types des risques de fraude
  - Déceler les stratégies types de l'acteur en recherche d'actions frauduleuses individuelles ou collectives
- Étude de cas** : analyse d'exemples d'acteurs fraudeurs non détectés et d'acteurs détectés avant la fraude

### Élaborer un plan stratégique anti-fraude Mettre en place un dispositif de détection

- Cerner l'importance d'un plan d'action anti-fraude
- Évaluer les insuffisances des dispositifs légaux existants
- Identifier les mesures à mettre en place pour aller plus loin dans la prévention
- Renforcer les contrôles formels et réels
- Communiquer sur le rôle de la notation des équipes managériales dans le plan de lutte anti-fraude

**Partage d'expériences** : échanges entre les participants sur le plan anti-fraude

#### Analyser les fraudes types observées en milieu bancaire ou financier

**Étude de cas** : analyse du cas d'un acheteur fraudeur, d'un trésorier sur des détournements de fonds, d'un faux président sur une filiale d'une vraie entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous aurez une meilleure connaissance des fraudes financières et serez en mesure de mettre en place un dispositif anti-fraudes.

2 jours

14 heures

Code 91298

Paris		
2-3	juin	2016
22-23	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 660 € - repas inclus

# Gérer le risque et le crédit client

Les techniques essentielles de la fonction crédit



Le risque client est au centre des préoccupations des entreprises, conscientes du coût et des risques générés par les délais de paiement et les impayés. L'objectif de la fonction crédit est donc à la fois de lutter contre les retards de paiement, mais également de maîtriser les risques de défaillance des débiteurs en surveillant leur solvabilité et en mettant en place des process avec les directions commerciales, juridiques et financières de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Développer des réflexes de gestion du risque et élaborer un diagnostic simple de risque.
- Intégrer les outils de réduction des délais de paiement.
- Communiquer avec les clients et la force de vente.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en recouvrement de créances ou avoir suivi " Procéder au recouvrement de créances " (code 60020 p. 252).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Collaborateurs de la fonction crédit
- Collaborateurs des services administration des ventes, commerciaux

## ANIMATEUR

Stéphane HUMBERT-LEMAÎTRE  
Consultant en gestion financière et crédit management  
STELHIS CONSEIL

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Appliquer une politique de prévention du risque client

##### Intégrer les risques et les opportunités du crédit client

- Les critères d'une politique crédit
  - Le coût des impayés et des délais de paiement
  - Les processus clés du crédit management
- #### Mettre en place la collaboration avec le service commercial
- #### Apprécier le risque d'impayé client et fixer une limite de crédit

- Les sources d'information et leur interprétation
  - L'analyse de l'information : contexte de l'entreprise, cadre juridique et comptes annuels
  - La détermination d'une limite de crédit
- Exercice d'application** : mise en place du suivi des risques

#### Prévoir et négocier les conditions financières de la vente

- Les lois LME et LSD, le Code des marchés publics
- Les procédures collectives
- Les principaux documents contractuels
- Les CGV (conditions générales de vente)
- Les différents moyens de paiement

### Transférer le risque de crédit

- Connaître l'assurance-crédit
- Maîtriser l'affacturage
- Identifier les garanties existantes : caution, nantissement...

### Procéder aux relances des impayés

#### Gérer les impayés

- Les différents types d'impayés
- Les stratégies de relance
- Le fichier client
- Les indicateurs de performance : DSO, taux de litiges...

**Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de gestion des impayés

#### Faire face au débiteur insolvable

- Les procédures collectives
- La faillite personnelle
- Partage d'expérience : échange sur les difficultés le plus fréquemment rencontrées face à un débiteur insolvable

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de bâtir des états de suivi et de contrôle du risque client.

2 jours  
14 heures

Code 60082

#### Paris

13-14	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1460 € - repas inclus

# Procéder au recouvrement de créances

Gérer les impayés par les procédures amiables et judiciaires



Les impayés constituent l'une des principales causes de défaillance des entreprises. Pour y faire face, des procédures de recouvrement doivent être mises en œuvre en utilisant les moyens légaux, amiables et/ou judiciaires, y compris auprès des clients en dépôt de bilan. À chaque impayé correspond toujours un dossier bien spécifique : c'est pourquoi les relances doivent être modulées selon le type de client.

## OBJECTIFS

- Organiser la relance des retards et des défauts de paiement.
- Mettre en œuvre des procédures amiables et judiciaires de recouvrement des créances.
- Choisir la technique de recouvrement la plus efficace par rapport à la rapidité et aux coûts.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans les procédures de recouvrement de créances.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Comptables en charge du recouvrement de créances
- Comptables uniques d'entreprise

## ANIMATEUR

Stéphane HUMBERT-LEMAÎTRE  
Consultant en gestion financière et crédit management  
STELHIS CONSEIL

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Procéder au recouvrement amiable de ses créances

##### Les aspects financiers et juridiques du recouvrement de créances

- Calcul et coût des délais de paiement
  - Incidence des moyens de paiement
  - Les conditions contractuelles de vente
- Exercice d'application** : évaluation du risque client

#### Mettre en place une procédure de recouvrement amiable

- Diagnostiquer l'en-cours client en identifiant les causes de retard de paiement
  - Segmenter sa clientèle en classes de risque
  - Choisir le mode de relance approprié pour chaque dossier : le téléphone, les courriers types, la mise en demeure...
  - Les techniques de négociation en fonction du mode de relance choisi
- Mise en situation** : traitement des principales objections lors d'un entretien de relance téléphonique

**Exercice d'application** : rédaction de lettres de relance types graduées

#### Bâtir des outils de gestion et des tableaux de bord adaptés

- Organiser les outils : balance âgée, relevé de compte clients, fiches de suivi de litige et profil payeur

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord du recouvrement amiable pour évaluer le Délai Moyen de Paiement (DMP)

#### Recourir au recouvrement judiciaire des impayés

- Obtenir un titre par voie de justice
- Exercice d'application** : rédaction d'une assignation en référé-provision
- Procéder à l'exécution d'une décision
- Exercice d'application** : identification des mesures conservatoires adaptées suivant les cas à traiter
  - Recouvrer des créances d'un débiteur insolvable

#### Gérer le recouvrement de créances à l'étranger

- Les mesures préventives du défaut de paiement
  - Identifier la procédure adaptée
- Exercice d'application** : identification des mesures conservatoires en cas d'urgence

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de traiter efficacement les impayés pour en diminuer l'impact financier.

3 jours  
21 heures

Code 60020

#### Paris

25 au 27	mai	2016
21 au 23	novembre	2016

Tarif HT : 1835 € - repas inclus

# Gestion du risque financier à l'international

Sécuriser ses opérations commerciales internationales

## PROGRAMME

Initiation

Qu'il soit politique, financier ou commercial, le risque est inhérent toute transaction commerciale à l'international. Les entreprises exportatrices peuvent limiter ce risque en utilisant des techniques financières et bancaires qu'il convient de maîtriser et de mettre en œuvre, afin de sécuriser au mieux leurs contrats avec les partenaires étrangers.

### OBJECTIFS

- Identifier et évaluer les risques financiers d'un contrat.
- Déterminer pour chaque cas la technique de couverture adaptée.
- Maîtriser les techniques bancaires de paiement.

### PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de l'environnement du commerce international.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables export et commerciaux export
- Gestionnaires administration des ventes export
- Responsables financiers et gestionnaires de contrats

### ANIMATEUR

Ange CUBEDDU  
Directeur  
ADEL CONSULTING

### Distinguer les différents types de risques à l'international

#### Analyser le risque financier et ses diverses composantes

- Identifier les différents risques : commercial, politique, pays, souverain, de change
  - Analyser la chronologie des risques dans les ventes internationales
  - Décrypter le risque politique
  - Apprécier le risque : la rating des assureurs-crédits et des agences de notation
  - Connaître les instruments de couverture des différents risques
- Exercice d'application** : choix d'une technique de couverture du risque de non-paiement et du risque de change

#### Les garanties internationales

- Identifier les différents types de garanties
  - Connaître les risques induits dans le cadre des garanties
- Étude de cas** : analyse de garanties internationales

#### Sécuriser le contrat commercial à l'international

- Identifier les clauses indispensables à insérer dans un contrat de vente à l'international
- Étude de cas** : analyse commentée des clauses d'un contrat de vente à l'international

- Intégrer les Incoterms comme un élément clé du contrat commercial

#### Utiliser les moyens et techniques de paiement adaptés

- Identifier les limites des moyens de paiement classiques
- La remise documentaire
- Le crédit documentaire
- **Étude de cas** : analyse de crédits documentaires
- Les garanties bancaires de paiement
- **Étude de cas** : analyse d'une garantie bancaire de paiement
- La Standby Letter Of Credit (SBLC)
- **Étude de cas** : analyse d'une SBLC
- Les techniques bancaires et financières spécialisées

#### Les polices d'assurance-crédit

- **Exercice d'application** : identification des critères de choix entre assurance-crédit et techniques de garantie bancaires

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes techniques de paiement utilisées dans le commerce international.

2 jours

14 heures

Code 92237

Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

## Procédures collectives

Maîtriser les procédures propres aux entreprises en difficulté



Le droit des procédures collectives est en constante mutation, aussi les entreprises confrontées à des difficultés doivent-elles maîtriser les dispositifs législatifs et/ou administratifs pour réagir vite et bien. Si les mesures préventives, toujours plus efficaces au fur et à mesure des réformes, s'avèrent insuffisantes, il convient alors d'envisager les différentes procédures collectives.

### OBJECTIFS

- Maîtriser l'incidence des textes les plus récents dans le domaine de la prévention et du traitement des entreprises en difficulté.
- Mettre en place un plan de redressement ou organiser une cession d'entreprise.
- Faire le point sur les droits particuliers des créanciers et des autres partenaires de l'entreprise dans le cadre d'une procédure préventive ou collective.

### PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Maîtriser le traitement des entreprises en difficulté " (code 20138 p. 147).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services juridiques et contentieux
- Avocats et conseils
- Experts-comptables

### ANIMATEUR

Marc MORIN  
Consultant en entreprise, Ancien Avocat  
Enseignant en droit des affaires à l'Université Paris V

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser les mécanismes applicables aux entreprises en difficulté

##### Prévention des difficultés : identifier les nouveaux instruments juridiques

- Détecter les difficultés : intensification des mesures
  - Mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde... : choisir la procédure de prévention adaptée aux difficultés des entreprises
  - La procédure de sauvegarde : recours, issues et comités de créanciers
  - La Sauvegarde Financière Accélérée (SFA) et la Sauvegarde accélérée
- Étude de cas** : la notion de cessation des paiements, " curseur stable " des procédures collectives

##### Gérer la période d'observation

- Poursuivre les contrats en cours ou les résilier
  - Les plans de sauvegarde ou de continuation
  - Du redressement à la liquidation : définir les conditions
  - Le maintien de l'activité en cas de liquidation judiciaire
- Étude de cas** : examen d'un plan de sauvegarde

#### La liquidation judiciaire

- Distinguer le régime de droit commun des régimes simplifiés
  - Les conditions d'ouverture
- La procédure de rétablissement professionnel**
- Identifier les droits des créanciers dans le cadre d'une procédure collective**
- Déterminer les droits des créanciers munis de garanties réelles et personnelles**
- Adopter une stratégie efficace en tant que créancier
- Mesurer l'étendue des responsabilités des dirigeants et des partenaires de l'entreprise**
- L'immunité de l'article 650-1 du Code du commerce
  - Loi du 12/03/12 ou loi Pétroplus
  - Responsabilité pénale
- Étude de cas** : la notion de faute et/ou de fraude

#### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser juridiquement la prévention et le traitement des entreprises en difficulté.

2 jours

14 heures

Code 20025

Paris

25-26	janvier	2016
4-5	avril	2016
7-8	juillet	2016
26-27	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

Lyon

30 juin-1 <sup>er</sup>	juillet	2016
8-9	décembre	2016



**Alain BARBOT**  
Responsable du secteur  
Comptabilité  
Contrôle de Gestion - Audit.

Les métiers comptables et financiers sont plus que jamais acteurs majeurs du développement de la performance des entreprises. Ils sont aujourd'hui impliqués dans l'ensemble des processus opérationnels pour optimiser le besoin d'efficacité et assurer la pérennité des entreprises.

## ÉDITO

plus courts s'ajoute une nécessité d'anticipation.

Aux traditionnelles maîtrise des équilibres financiers, bonne gestion et analyse des données financières dans un challenge de délais toujours

Or, si les outils s'améliorent, les équipes ont tendance à se réduire. Une efficacité maximale est donc requise de tous et le rôle de la formation s'en trouve accru. Consciente de ces réalités, EFE se tient à vos côtés pour vous permettre de maintenir un niveau de compétences optimal avec nos formations adaptées aux nouveaux défis de vos métiers.

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT



**Vincent DESCHANEL**  
Expert-comptable Associé  
FACILIOREM

" Se former et développer ses compétences permet de maintenir l'efficacité de l'équipe et également de la fidéliser. "

### Quels sont les principaux défis à relever par les directions Consolidation ?

La direction Consolidation doit faire face à deux problématiques essentielles : réunir une équipe efficace et s'impliquer dans les aspects opérationnels de la direction financière. Il est primordial de savoir conserver les bons profils compte tenu de la rareté des ressources qui rend le recrutement difficile. Et il est indispensable de ne pas se limiter à l'aspect technique de la fonction en s'impliquant notamment dans le contrôle de gestion, la trésorerie, la fiscalité...

### Quelle est la place de la direction Consolidation & Reporting dans la stratégie de l'entreprise ?

Le métier est riche et permet d'aborder toutes les problématiques des différentes fonctions financières des groupes. Le consolideur est souvent amené à travailler en étroite collaboration avec les différentes fonctions financières : contrôle de gestion, trésorerie, fiscalité, juridique, fusions & acquisitions... La Consolidation est une fonction reconnue et généralement considérée comme stratégique par les directions des groupes.

### Quel doit être l'apport des formations pour les consolideurs ?

La connaissance des normes comptables françaises et des IFRS, tout comme la maîtrise des langues étrangères pour les groupes intégrant des filiales significatives à l'étranger, nécessitent la mise en place de formations privilégiant les aspects pratiques. Se former et développer ses compétences dans un environnement réglementaire instable permet ainsi de maintenir l'efficacité de l'équipe et également de la fidéliser.

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION

# COMPTABILITÉ CONTRÔLE DE GESTION AUDIT

FISCALITÉ  
BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

**100**  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Je souhaitais maîtriser le rôle du contrôleur de gestion pour évoluer dans ma société et prendre en charge de nouvelles tâches. Très concrets, les exercices pratiques émaillant le cycle m'ont permis de rentrer dans la peau du contrôleur de gestion en réalisant ses activités courantes. Les automatismes acquis se révèlent des atouts opérationnels dont je profite pleinement.*

**Émilie CARON**

Comptable

SEMPARISIENNE

Participante au cycle certifiant " Contrôleur de gestion " p. 282



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LA CNCC

Liste des formations homologuées par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Modules e-learning pour progresser ATAWAD\*

Le contexte général des IFRS	260
Parcours - Les fondamentaux de la gestion	260
Le bilan	261
Le compte de résultat	261
Mesure de la performance	261
Parcours - Analyse des coûts et prise de décisions	261
Analyse des coûts	261
La valorisation d'un projet d'investissement	261

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

## Formations certifiantes et longues



### • PARCOURS MÉTIERS

Chef comptable	 262
Contrôleur de gestion expert	 262
Résultat fiscal	 303













### • CYCLES CERTIFIANTS

Comptable d'entreprise	  266
Contrôleur de gestion	  282









### • CYCLES LONGS

Accéder à la fonction de collaborateur comptable	 265
Accéder à la fonction contrôleur de gestion	 284



## Techniques comptables pour les collaborateurs

Assistant(e) des services comptables	 263
Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables	 263
Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle	 264
Procéder aux évaluations et aux écritures de clôture	 264
Accéder à la fonction de collaborateur comptable - Cycle long	 265
Comptable d'entreprise - Cycle certifiant	  266
Les bases de la comptabilité générale	 268
Préparer les comptes annuels	 269
Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales	 313
Pratique de la comptabilité fournisseurs	 269
Pratique de la comptabilité clients	 270

## Techniques comptables pour les collaborateurs (suite)

Pratique de la TVA et sa comptabilisation	 270
Comptabilité des immobilisations	 271
Comptabiliser les charges de personnel	 271
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Les fondamentaux de la comptabilité vie	 419
Les fondamentaux de la comptabilité non-vie	 420
Approfondir la comptabilité des assurances	 422
Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle	424
Procéder au recouvrement de créances	 252
Gérer le risque et le crédit client	 252

## Techniques comptables pour les responsables



Comptable unique	272
Arrêté des comptes	272
Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale	309
Passer du résultat comptable au résultat fiscal	311
Pratique du fast close	273
Élaborer son manuel des procédures comptables	273
Maîtriser la révision des comptes	 274
Pratique de la comptabilité analytique	289
Migrer vers un ERP comptable	 274
Opérations de restructuration	318
Restructurations - Summer days	317
Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	423

## Management des équipes comptables et financières



Réussir sa prise de fonction de manager	@
Devenir manager - Cycle long	@
Concilier expertise et management	@
Manager ses équipes comptables et financières	275
Management transversal	@
Communiquer sur les données comptables et financières	275
Construire un reporting financier efficace	251

















## Consolidation et normes IFRS

Maîtriser les écritures de consolidation	 276
Maîtriser les écritures IFRS	 276
Maîtriser la consolidation en IFRS	 277
La consolidation pour les fiscalistes	345
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2	232
Tableau des flux de trésorerie consolidé	 277
Appliquer les impôts différés	321
Traitement comptable des impôts différés	278
Des états financiers au reporting groupe en IFRS	 278
Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	 279








## Comptabilités étrangères et anglais comptable et financier

Lire et interpréter les états financiers américains	 279
Maîtriser le reporting en US GAAP	280
English for Accounting and Finance	 280

## Gestion de l'entreprise

• <b>STRATÉGIE ET PILOTAGE DE L'ENTREPRISE</b>	
Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Perfectionnement à la gestion d'entreprise - Niveau 2	246
Gestion d'entreprise - <b>Summer days</b>	247
Concevoir et négocier un bon business plan - Niveau 1	 249
Élaborer un business plan - Niveau 2	 249
Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement	250
Piloter la stratégie de croissance interne et externe	248
Négocier avec ses partenaires financiers	248
• <b>CONTRÔLE DE GESTION</b>	
Assistant(e) contrôleur de gestion	 281
Contrôleur de gestion - <b>Cycle certifiant</b>	 282
Accéder à la fonction contrôleur de gestion - <b>Cycle long</b>	 284
Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Contrôle de gestion - Niveau 2	 286
Préparer une business review	 286
Contrôleur de gestion en activité industrielle	 287
Contrôleur de gestion en activité de services	 287
Contrôle de gestion de la fonction commerciale	 288
Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	375
Contrôle de gestion en assurance	424
Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	288
Pratique de la comptabilité analytique	 289
Méthodes ABC et ABM	289
Maîtriser le processus budgétaire	290
Construire un reporting financier efficace	251
Cash Management	 234
Contrôle de gestion des systèmes d'information	290
Contrôle de gestion de projet	 291
Traiter une masse de données volumineuse	291









## Audit

Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	 292
Se perfectionner à l'audit interne - Niveau 2	 292
Conduire un audit comptable et financier	 293
Maîtriser la révision des comptes	 274
Maîtriser les outils du contrôle interne comptable	293
Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle	 337
Auditer toutes les déclarations fiscales	 309
Audit de la paie	99
Conduire un audit social	113
Conduire un audit des risques	294
Gérer le risque de fraude	 294
Lutte contre la fraude à l'assurance	392

## Lire et interpréter les états financiers

Lire et interpréter les états financiers	 227
Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers	 199
Les documents comptables d'une société d'assurances	 421
Lire et interpréter les états financiers américains	 279

## Les initiations

• <b>INITIATIONS EN COMPTABILITÉ</b>	
Comptabilité pour non-comptables	 295
Comptabilité pour fiscalistes	 345
Les bases de la comptabilité et de la finance pour juristes - <b>Formation intensive</b>	200
Accéder à la fonction de collaborateur comptable - <b>Cycle long</b>	 265
Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables	 263
Les bases de la comptabilité générale	 268
Pratique de la TVA et sa comptabilisation	 270
Maîtriser les écritures de consolidation	 276
La consolidation pour les fiscalistes	345
Maîtriser les écritures IFRS	 276
Lire et interpréter les états financiers américains	 279
• <b>INITIATIONS EN GESTION DE L'ENTREPRISE - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT</b>	
Initiation à la gestion d'entreprise - Niveau 1	246
Accéder à la fonction contrôleur de gestion - <b>Cycle long</b>	 284
Contrôle de gestion - Niveau 1	 285
Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord	288
Pratiquer l'audit interne - Niveau 1	 292

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## Techniques comptables pour les collaborateurs

## Techniques comptables et de management pour les responsables

## Consolidation et normes IFRS

### 1 INITIATION

Assistant(e) des services comptables p. 263	
Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables <b>Nouveau</b> p. 263	Les fondamentaux de la comptabilité vie p. 419
Accéder à la fonction de collaborateur comptable <b>Cycle long</b> p. 265	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie p. 420
Les bases de la comptabilité générale p. 268	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle p. 424
Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales p. 313	Procéder au recouvrement de créances p. 252
Pratique de la TVA et sa comptabilisation p. 270	Comptabilité pour non-comptables p. 295

Comptable unique p. 272	Réussir sa prise de fonction de manager <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Arrêté des comptes p. 272	Devenir manager <b>Cycle long</b> <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Passer du résultat comptable au résultat fiscal p. 311	Management transversal <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>
Pratique de la comptabilité analytique p. 289	Manager ses équipes comptables et financières p. 275
Communiquer sur les données comptables et financières p. 275	

Maîtriser les écritures de consolidation p. 276
Maîtriser les écritures IFRS p. 276
La consolidation pour les fiscalistes p. 345

### 2 PERFECTIONNEMENT

Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle <b>Nouveau</b> p. 264	Pratique de la comptabilité clients p. 270
Comptable d'entreprise <b>Cycle certifiant</b> p. 266	Comptabilité des immobilisations p. 271
Préparer les comptes annuels <b>Nouveau</b> p. 269	Comptabiliser les charges de personnel p. 271
Pratique de la comptabilité fournisseurs p. 269	Gérer le risque et le crédit client p. 252

Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale p. 309	<b>Summer days</b> Restructuration p. 317
Élaborer son manuel des procédures comptables p. 273	Opérations de restructuration p. 318
Migrer vers un ERP comptable <b>Nouveau</b> p. 274	Concilier expertise et management sur <a href="http://www.efe.fr">www.efe.fr</a>

Maîtriser la consolidation en IFRS p. 277
Tableau des flux de trésorerie consolidé p. 277
Traitement comptable des impôts différés p. 278

### 3 EXPERTISE

Procéder aux évaluations et aux écritures de clôture <b>Nouveau</b> p. 264
Pratique de la comptabilité des OPC p. 373
Approfondir la comptabilité des assurances p. 422

Pratique du fast close p. 273	Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés p. 423
Maîtriser la révision des comptes p. 274	Construire un reporting financier efficace p. 251

Appliquer les impôts différés p. 321
Des états financiers au reporting groupe en IFRS p. 278
Comptabilisation des instruments financiers en IFRS p. 279

**Comptabilités étrangères & Anglais**

**Gestion de l'entreprise**

**Audit**

**Lire et interpréter les états financiers**

Lire et interpréter les états financiers américains p. 279

Accéder à la fonction contrôleur de gestion  
**Cycle long**  
p. 284

Assistant(e) contrôleur de gestion p. 281

Initiation à la gestion d'entreprise  
**Niveau 1**  
p. 246

Contrôle de gestion  
**Niveau 1**  
p. 285

Concevoir et négocier un bon business plan  
**Niveau 1**  
p. 249

Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord p. 288

Négocier avec ses partenaires financiers p. 248

Pratique de la comptabilité analytique p. 289

Pratiquer l'audit interne  
**Niveau 1**  
p. 292

Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle p. 337

Lutte contre la fraude à l'assurance p. 392

Lire et interpréter les états financiers p. 227

Maîtriser l'interprétation juridique des états financiers p. 199

Les documents comptables d'une société d'assurances p. 421

Lire et interpréter les états financiers américains p. 279

Maîtriser le reporting en US GAAP p. 280

English for Accounting and Finance p. 280

Contrôleur de gestion  
**Cycle certifiant**  
p. 282

Perfectionnement à la gestion d'entreprise  
**Niveau 2**  
p. 246

Contrôle de gestion  
**Niveau 2**  
p. 286

Contrôle de gestion de la fonction commerciale p. 288

Gestion d'entreprise  
**Summer days**  
p. 247

Préparer une business review  
**Nouveau**  
p. 286

Pratiquer le contrôle de gestion bancaire p. 375

Élaborer un business plan  
**Niveau 2**  
p. 249

Contrôleur de gestion en activité industrielle p. 287

Contrôle de gestion en assurance p. 424

Évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement p. 250

Contrôleur de gestion en activité de services p. 287

Méthodes ABC et ABM p. 289

Contrôle de gestion des systèmes d'information p. 290

Se perfectionner à l'audit interne  
**Niveau 2**  
p. 292

Conduire un audit comptable et financier p. 293

Auditer toutes les déclarations fiscales p. 309

Conduire un audit des risques p. 294

Gérer le risque de fraude p. 294

Piloter la stratégie de croissance interne et externe p. 248

Construire un reporting financier efficace p. 251

Contrôle de gestion de projet p. 291

Maîtriser la révision des comptes p. 274

Maîtriser le processus budgétaire p. 290

Cash Management p. 234

Traiter une masse de données volumineuse p. 291

Maîtriser les outils du contrôle interne comptable p. 293

Audit de la paie p. 99

Conduire un audit social p. 113

# MODULES E-LEARNING



## MODULES E-LEARNING POUR PROGRESSER ATAWAD\*

- Pour vous préparer au présentiel
- Pour renforcer l'acquisition de nouveaux savoirs et compétences

\* AnyTime, AnyWhere, AnyDevice

### POURQUOI CHOISIR UN MODULE E-LEARNING ?

- Des formations courtes, scénarisées et interactives conçues par nos meilleurs experts
- Associées à nos formations présentielles en prérequis ou en complément
- À l'unité, pour se former en toute autonomie et à son rythme

### COMMENT SUIVRE UN MODULE E-LEARNING ?

- Un accès simple, ne nécessitant aucune installation logicielle, grâce à vos codes d'accès individuels
- Des modules accessibles **24h/24** et **7j/7**
- Une traçabilité du suivi des modules pour sécuriser l'apprentissage

## LE CONTEXTE GÉNÉRAL DES IFRS

### OBJECTIFS

- Permettre aux apprenants de se positionner quant à leurs connaissances sur le sujet.
- Être sensibilisé au contexte général des IFRS.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion, consolidateurs, responsables comptables et financiers, experts-comptables et commissaires aux comptes
- Toute personne impliquée dans le processus de consolidation

### PROGRAMME

- Point sur les normes IFRS aujourd'hui
- Application dans les comptes consolidés des sociétés non cotées et dans les comptes sociaux
- Contenu du référentiel IFRS et points clés qui le caractérisent
- Publication des états financiers
- Les normes IAS/IFRS et les interprétations SIC et IFRIC en vigueur

Durée : 30 minutes  
code 27016001

Tarif HT : 90 €

## PARCOURS - LES FONDAMENTAUX DE LA GESTION

### OBJECTIFS

- Maîtriser les bases de la lecture des états financiers.
- Mieux comprendre ses partenaires financiers et disposer d'un " passeport " pour l'analyse financière.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Toute personne amenée à travailler à partir de documents financiers

### PROGRAMME

- La notion de bilan
- Le compte de résultat
- La logique des mouvements comptables
- Technique et cosmétique des états financiers : stocks, amortissements, provisions et décisions de fin d'exercice

Durée : 5 heures  
code 28229003

Tarif HT : 120 €



## NOS PARTENAIRES



### LE BILAN

#### OBJECTIFS

- Connaître la définition du bilan.
- Identifier la structure et les différents postes.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s comptables et comptables
- Toute personne souhaitant pouvoir analyser rapidement un bilan en repérant les chiffres clés

#### PROGRAMME

- Emplois et ressources
- Construction du bilan
- Les principales rubriques

Durée : 1h15  
code 28229004

Tarif HT : 30 €

### LE COMPTE DE RÉSULTAT

#### OBJECTIFS

- Comprendre la formation et la définition du résultat.
- Maîtriser le contenu des différentes rubriques du compte de résultat.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s et comptables
- Toute personne effectuant des missions comptables ou souhaitant comprendre ce qui se cache derrière le résultat

#### PROGRAMME

- La formation du résultat
- Résultat et variation des capitaux propres
- Approche économique du compte de résultat
- Structure du compte de résultat

Durée : 1h15  
code 28229013

Tarif HT : 30 €

### MESURE DE LA PERFORMANCE

#### OBJECTIFS

- Comprendre les fondements de la performance à partir des indicateurs physiques et financiers d'activité et de la productivité.
- Maîtriser les ratios de rentabilité économique et financière.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'un centre de profit
- Responsables comptables et contrôleurs de gestion juniors

#### PROGRAMME

- Mesure de l'activité et productivité
- La rentabilité
- L'effet de levier

Durée : 1h45  
code 28229009

Tarif HT : 40 €

### PARCOURS - ANALYSE DES COÛTS ET PRISE DE DÉCISIONS

#### OBJECTIFS

- Maîtriser la notion de coût et les principales méthodes d'analyse des coûts.
- Utiliser ces méthodes pour prendre les bonnes décisions de gestion.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion, responsables comptables ou financiers
- Tout opérationnel responsable de budget et/ou de projet d'investissement

#### PROGRAMME

- La notion de coût
- La méthode des coûts partiels
- La méthode des coûts complets
- Avantages et limites de la méthode des coûts complets
- Coût pertinent et prise de décisions

Durée : 5 heures  
code 28229001

Tarif HT : 120 €

### ANALYSE DES COÛTS

#### OBJECTIFS

- Différencier comptabilité générale et comptabilité analytique.
- Maîtriser la notion de coût et connaître les principales méthodes des coûts.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Contrôleurs de gestion

#### PROGRAMME

- La comptabilité générale et la comptabilité analytique
- La notion de coût
- Les différentes méthodes d'analyse

Durée : 1 heure  
code 28229010

Tarif HT : 30 €

### LA VALORISATION D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT

#### OBJECTIFS

- Connaître les principaux critères d'évaluation des investissements.
- Mettre en œuvre les techniques permettant d'évaluer la rentabilité d'un investissement.

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne désirant acquérir des connaissances d'ensemble des différentes techniques financières

#### PROGRAMME

- Introduction
- Principes d'actualisation
- Critères de rentabilité d'un projet

Durée : 1h30  
code 28229008

Tarif HT : 40 €



# Chef comptable

**Le chef comptable est le responsable de la tenue des comptes de l'entreprise. Il a pour mission de superviser toutes les tâches propres à la gestion financière de l'entreprise : facturation, paie, tenue des livres comptables, déclarations fiscales et sociales... Il est en mesure de rendre des comptes à la direction sur le suivi des opérations et sur la santé financière de l'entreprise.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU CHEF COMPTABLE SONT :

- 1 - Tenir les écritures et créer les procédures
- 2 - Réaliser les déclarations fiscales et sociales
- 3 - Traiter les opérations comptables courantes et clôturer les comptes
- 4 - Produire les états comptables fiscaux, financiers et de gestion

### OPTION CPFFP



#### CHEF COMPTABLE

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours  
Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### Bloc 1 - Tenir les écritures et créer les procédures (7 jours)

Comptable unique (3 jours) - p. 272  
Pratique de la comptabilité analytique (2 jours) - p. 289  
Maîtriser les outils du contrôle interne comptable (1 jour) - p. 293  
Élaborer son manuel des procédures comptables (1 jour) - p. 273

### Bloc 2 - Réaliser les déclarations fiscales et sociales (6 jours)

Auditer toutes les déclarations fiscales (2 jours) - p. 309  
Passer du résultat comptable au résultat fiscal (2 jours) - p. 311  
Remplir la Déclaration Sociale Nominative (2 jours) - p. 100

### Bloc 3 - Traiter les opérations comptables courantes et clôturer les comptes (7 jours)

Arrêté des comptes (3 jours) - p. 272  
Maîtriser la révision des comptes (3 jours) - p. 274  
Pratique du fast close (1 jour) - p. 273

### Bloc 4 - Produire les états comptables fiscaux, financiers et de gestion (9 jours)

Maîtriser la consolidation en IFRS (3 jours) - p. 277  
Conduire un audit comptable et financier (3 jours) - p. 293  
Construire un reporting financier efficace (2 jours) - p. 251  
Communiquer sur les données comptables et financières (1 jour) - p. 275

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de chef comptable reconnu par la FFP.

29 jours 203 heures

Code 60095

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Contrôleur de gestion expert

**Au carrefour des sources d'information, le contrôleur de gestion aide la direction d'une entreprise à faire les choix stratégiques, organise et contrôle la gestion économique, optimise la rentabilité financière et élabore des outils de gestion au service du management opérationnel. Le contrôleur de gestion n'a qu'un seul objectif : améliorer la performance économique. Au centre du pilotage global de l'entreprise et de son système d'information, il est à la fois un analyste, un conseiller, un facilitateur, un contrôleur, un gestionnaire, une vigie et un pilote.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU CONTRÔLEUR DE GESTION EXPERT SONT :

- 1 - Maîtriser l'analyse économique, comptable et financière
- 2 - Élaborer les outils de contrôle et les processus
- 3 - Conseiller la stratégie des décideurs
- 4 - Piloter et optimiser la gestion
- 5 - Impliquer et contrôler les opérationnels

### OPTION CPFFP



#### CONTRÔLEUR DE GESTION EXPERT

Soutenance devant un jury professionnel parcours d'un mémoire à l'issue du parcours  
Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### Bloc 1 : Maîtriser l'analyse économique, comptable et financière (6 jours)

Pratique de la comptabilité analytique (2 jours) - p. 289  
Finance pour non-financiers - Niveau 2 (2 jours) - p. 225  
Pratiquer l'analyse financière - Niveau 2 (2 jours) - p. 232

### Bloc 2 : Élaborer les outils de contrôle et les processus (5 jours)

Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord (2 jours) - p. 288  
Maîtriser le processus budgétaire (2 jours) - p. 290  
Traiter une masse de données volumineuse (1 jour) - p. 291

### Bloc 3 : Conseiller la stratégie des décideurs (4 jours)

Construire un reporting financier efficace (2 jours) - p. 251  
Élaborer un business plan - Niveau 2 (2 jours) - p. 249

### Bloc 4 : Piloter et optimiser la gestion (9 jours)

Contrôle de gestion - Niveau 2 (2 jours) - p. 286

Contrôle de gestion de projet (2 jours) - p. 291  
Méthodes ABC et ABM (1 jour) - p. 289  
\* Contrôleur de gestion en activité industrielle (2 jours) - p. 287  
\* Contrôleur de gestion en activité de services (2 jours) - p. 287  
\* Pratiquer le contrôle de gestion bancaire (2 jours) - p. 375  
\* Contrôle de gestion en assurance (2 jours) - p. 424  
Contrôle de gestion de la fonction commerciale (2 jours) - p. 288  
\* A choisir en fonction de votre activité

### Bloc 5 : Impliquer et contrôler les opérationnels (3 jours)

Conduire un audit des risques (2 jours) - p. 294  
Communiquer sur les données comptables et financières (1 jour) - p. 275

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de contrôleur de gestion expert reconnu par la FFP.

27 jours 189 heures

Code 60096

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

# Assistant(e) des services comptables

Tenir la comptabilité courante d'une entreprise



Calculatrice indispensable

**L'enregistrement d'écritures courantes, la participation à des travaux de fin de mois sont les tâches qui incombent aux assistants des services comptables. Il convient également d'être capable de participer activement aux arrêtés de fin de mois en effectuant des travaux de rapprochement et de contrôle permettant la sortie d'états financiers fiables.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire comptable.
- Lire et interpréter les états comptables.
- Assurer l'enregistrement des mouvements financiers liés à l'activité de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne chargée de travaux occasionnels en comptabilité et souhaitant acquérir les réflexes indispensables

## ANIMATEUR

Didier CASTETS

Consultant spécialisé en comptabilité

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Identifier les notions essentielles de la comptabilité

- Cerner la fonction comptable et son rôle dans l'entreprise
- Maîtriser les mots de la comptabilité

#### Intégrer le principe de passation des écritures

- Définir les principes comptables et les notions de débit et de crédit
- Cerner la logique des écritures comptables
- Mesurer l'incidence de chaque écriture sur le bilan et le compte de résultat
- Maîtriser l'organisation comptable  
**Exercice d'application** : distinction des différents journaux, construction du grand-livre et élaboration de la balance des comptes
- Intégrer l'obligation de remettre un fichier des écritures comptables au vérificateur des impôts
- Enregistrer les écritures courantes  
**Exercice d'application** : enregistrement d'écritures avec et sans TVA, incidences sur le bilan et le compte de résultat  
**Exercice d'application** : enregistrements d'écritures courantes

### Lire et interpréter les documents

#### de synthèse : bilan, compte de résultat et annexe

#### Procéder aux contrôles périodiques

**Exercice d'application** : lettrage d'un compte client et écritures de régularisation

- Le contrôle de vraisemblance par la connaissance des chiffres clés de l'entreprise

- Les rapprochements bancaires

**Exercice d'application** : établissement d'un rapprochement bancaire

#### Comprendre les écritures non courantes et de fin de période

**Exercice d'application** : à partir d'une balance fin de mois, vérifier la cohérence des comptes, passer les écritures correctives, enregistrer les dernières écritures de régularisation, établir la balance définitive, le compte de résultat et le bilan

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de tenir la comptabilité courante d'une entreprise.

**3** jours  
**21** heures

Code 60047

### Paris

3 au 5	février	2016
15 au 17	juin	2016
14 au 16	novembre	2016
22 au 24	février	2017

### Lyon

15 au 17	juin	2016
14 au 16	novembre	2016

Tarif HT : 1 835 € - repas inclus

# Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables

Introduction à la comptabilité générale



Calculatrice indispensable

**L'enregistrement des opérations comptables doit se faire dans le respect de principes fondamentaux qui garantissent des documents de synthèse fiables, reflétant de façon précise la situation de l'entreprise. Le respect de ces principes et la compréhension de l'objectif final que constituent les documents de synthèse est le point de départ de la démarche comptable.**

## OBJECTIFS

- Identifier les principes et les objectifs de la comptabilité.
- Intégrer le vocabulaire et les mécanismes comptables de base.
- Cerner l'organisation et les liens entre les documents comptables.

## PRÉREQUIS

Une connaissance du système organisationnel et des relations interservices en entreprise est souhaitable.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Employés comptables et aides-comptables
- Comptables uniques d'entreprise
- Toute personne désireuse d'évoluer vers des fonctions comptables

## ANIMATEUR

Laurent PORTE

Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier le rôle de la comptabilité dans l'entreprise

#### Cerner les objectifs de la comptabilité Traduire l'activité économique de l'entreprise

- Le bilan : une image du patrimoine de l'entreprise
- Le compte de résultat : un reflet de l'activité
- L'annexe : préciser l'information comptable

#### Les principes comptables

#### Le cadre légal de la comptabilité

#### Les obligations fiscales

**Étude de cas** : analyse d'événements économiques de la vie de l'entreprise et leur traduction comptable

### Maîtriser les mécanismes comptables

#### Les mécanismes comptables de base

- Le principe des écritures en partie double
- La notion de débit/crédit
- Les différentes classes de comptes
- La classification des opérations : leur impact ou non sur le résultat

### L'organisation de la comptabilité

- Le plan de comptes de l'entreprise
- Les documents comptables : journal, grand-livre, balance
- Les journaux auxiliaires
- Les imputations comptables
- Le classement des pièces justificatives  
**Exercice d'application** : de la balance au compte de résultat et au bilan, établissement du lien entre les documents comptables

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le vocabulaire et les principes comptables fondamentaux, ainsi que les principaux documents comptables.

**2** jours

**14** heures

Code 60097

### Paris

11-12	avril	2016
15-16	septembre	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle

Prendre en charge les travaux comptables quotidiens



Calculatrice indispensable

**Le respect des normes comptables en vigueur dans l'enregistrement des opérations quotidiennes permet un travail de révision et une préparation facilitée des documents de synthèse. Afin de préparer sereinement les opérations de clôture, certains contrôles comptables doivent être réalisés tout au long de l'année.**

## OBJECTIFS

- Enregistrer les opérations comptables courantes.
- Organiser le système de contrôle.
- Justifier les comptes.

## PRÉREQUIS

- Être à l'aise avec la logique comptable ou avoir suivi " Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables " (code 60097 p. 263)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Employés comptables et aides-comptables
- Comptables uniques d'entreprise
- Toute personne désireuse d'évoluer vers des fonctions comptables

## ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les écritures courantes

#### La comptabilisation des achats, charges externes et produits

- Schémas comptables de base
- Factures et avoirs
- Acquisition des immobilisations

#### La comptabilisation et le suivi de la TVA

- Fait générateur
- Exigibilité
- Calculer la TVA due et établir la déclaration de TVA

**Exercice d'application** : enregistrement de factures, régularisation d'écritures de TVA en fin de mois et remplissage d'un imprimé CA3

#### Les opérations de trésorerie

- Règlements en espèces
- Chèques
- Virements
- Effets, LCR et BOR
- Avances et acomptes

### Les titres, prêts et emprunts

#### Les frais de personnel

- Salaires et charges sociales
- Frais professionnels
- **Étude de cas** : centralisation des écritures de paie

#### Les taxes

- Taxes assises sur les rémunérations
- Les autres types de taxes

### Le contrôle comptable, le contrôle des comptes clients et les rapprochements bancaires

- Justifier les soldes des comptes de tiers : le lettrage
- Justifier les écarts des comptes financiers : le rapprochement bancaire
- **Exercice d'application** : établissement d'un rapprochement bancaire

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'enregistrer les principales opérations comptables de l'entreprise et de justifier les soldes des comptes.**

2 jours  
14 heures

Code 60098

### Paris

12-13	mai	2016
10-11	octobre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Procéder aux évaluations et aux écritures de clôture

Organiser et maîtriser les travaux de fin d'exercice



Calculatrice indispensable

**Les opérations de clôture des comptes ont pour but de déterminer un résultat économiquement juste. Elles comprennent des vérifications et enregistrements spécifiques à la fin d'exercices comptables. La maîtrise des concepts, des contrôles et des enregistrements comptables correspondants garantit la fiabilité des comptes annuels.**

## OBJECTIFS

- Constituer le dossier de clôture des comptes.
- Analyser la situation de fin d'exercice.
- Maîtriser l'enregistrement comptable des régularisations.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base des principes comptables et des écritures courantes ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Employés comptables et aides-comptables
- Comptables uniques d'entreprise
- Toute personne désireuse d'évoluer vers des fonctions comptables

## ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## PROGRAMME

Expertise

### Comptabiliser les immobilisations

- Modes et plan d'amortissement
- Dépréciations
- Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations
- **Étude de cas** : analyse d'immobilisations

### Gérer les stocks

- Inventaire physique
- Évaluations
- Comptabilisation des variations
- Dépréciation

### Régulariser les comptes clients

- Impayés
- Dépréciation des comptes clients

### Comptes de régularisation

- Recherche de l'information
- Régularisation des charges et des produits
- Provisions pour risques et charges
- Dettes et créances en monnaie étrangère

**Exercice d'application** : écritures de régularisation

### Approche de la participation des salariés

**Aperçu du calcul de l'IS : passage du résultat comptable au résultat fiscal**

**Exercice d'application** : montage du bilan et du compte de résultat à partir de la balance des comptes

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de structurer et constituer votre dossier de clôture et d'enregistrer les régularisations comptables de fin d'exercice, afin de produire le bilan, le compte de résultat et l'annexe.**

2 jours  
14 heures

Code 60099

### Paris

18-19	janvier	2016
6-7	juin	2016
7-8	novembre	2016
16-17	janvier	2017

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus



# Accéder à la fonction de collaborateur comptable

Cycle long pour une initiation complète à la comptabilité générale



Calculatrice indispensable

**Maîtriser l'enregistrement comptable des opérations de l'entreprise dans le respect des obligations légales, assurer la collecte et la transmission des informations entre les services de l'entreprise afin de produire des documents de synthèse fiables et une analyse financière de qualité : telles sont les compétences fondamentales à acquérir pour des collaborateurs comptables performants.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser la logique et l'enchaînement des opérations comptables dans le fonctionnement de la comptabilité.
- Manier les écritures comptables courantes.
- Assimiler les écritures de clôture et le montage du bilan et du compte de résultat.

## PRÉREQUIS

Une connaissance du système organisationnel et des relations interservices en entreprise est souhaitable.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Employés comptables et aides-comptables
- Comptables uniques d'entreprise
- Toute personne désireuse d'évoluer vers des fonctions comptables

## ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de saisir les opérations comptables courantes de l'entreprise et de préparer la réalisation du bilan et du compte de résultat.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

... dans la peau d'un collaborateur comptable performant et je procède à la passation des écritures comptables de l'entreprise avec une compréhension globale de la logique des procédures.

Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### MODULE 1 Cerner le fonctionnement et l'organisation comptables

##### Identifier le rôle de la comptabilité dans l'entreprise

##### Objectifs de la comptabilité Traduire l'activité économique de l'entreprise

- Le bilan : une image du patrimoine de l'entreprise
- Le compte de résultat : un reflet de l'activité
- L'annexe : préciser l'information comptable

##### Les principes comptables

##### Le cadre légal de la comptabilité Les obligations fiscales

#### Maîtriser les mécanismes comptables

##### Les mécanismes comptables de base

- Le principe des écritures en partie double
- La notion de débit/crédit
- Les différentes classes de comptes
- La classification des opérations : leur impact ou non sur le résultat

##### L'organisation de la comptabilité

- Le plan de comptes de l'entreprise
- Les documents comptables : journal, grand-livre, balance
- Les journaux auxiliaires
- Les imputations comptables
- Le classement des pièces justificatives
- **Exercice d'application** : de la balance au compte de résultat et au bilan, établissement du lien entre les documents comptables

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser les écritures courantes et leur contrôle

##### La comptabilisation des achats, charges externes et produits

- Schémas comptables de base
- Factures et avoirs
- Acquisition des immobilisations

##### La comptabilisation et le suivi de la TVA

- Fait générateur
- Exigibilité
- Calculer la TVA due et établir la déclaration de TVA

**Exercice d'application** : enregistrement de factures, régularisation d'écritures de TVA en fin de mois et remplissage d'un imprimé CA3

##### Les opérations de trésorerie

- Règlements en espèces

- Chèques
- Virements
- Effets, LCR et BOR
- Avances et acomptes
- **Les titres, prêts et emprunts**
- **Les frais de personnel**

- Salaires et charges sociales
- Frais professionnels
- **Étude de cas** : centralisation des écritures de paie

##### Les taxes

##### Le contrôle comptable, contrôle des comptes clients et rapprochements bancaires

**Exercice d'application** : établissement d'un rapprochement bancaire

### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Procéder aux évaluations et aux écritures de clôture pour le montage du bilan et du compte de résultat

##### Organiser et maîtriser les travaux de fin d'exercice

- **Immobilisations**
- Modes et plan d'amortissement
- Dépréciations
- Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations
- **Étude de cas** : analyse d'immobilisations

##### Stocks

- Inventaire physique
- Évaluations
- Comptabilisation des variations
- Dépréciation
- **Régularisation des comptes clients**

- Impayés
- Dépréciation des comptes clients

##### Comptes de régularisation

- Recherche de l'information
- Régularisation des charges et des produits
- Provisions pour risques et charges
- Dettes et créances en monnaie étrangère
- **Exercice d'application** : écritures de régularisation

##### Approche de la participation des salariés

##### Aperçu du calcul de l'IS : passage du résultat comptable au résultat fiscal

**Exercice d'application** : montage du bilan et du compte de résultat à partir de la balance des comptes

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

6 jours 43,5 heures

Code 60010

### Paris

23-24 novembre, 14-15 déc. 2015 et 18-19 janvier + 11 mars\* 2016

11-12 avril, 12-13 mai et 6-7 juin + 8 septembre\* 2016

15-16 sept., 10-11 octobre et 7-8 novembre 2016 + 21 février\* 2017

21-22 nov., 19-20 déc. 2016 et 16-17 janvier + 3 mars\* 2017

Tarif HT : 3 195 € - repas inclus

Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# COMPTABLE d'entreprise

📊 Calculatrice indispensable

**Les modifications incessantes de la législation obligent une remise à niveau constante des connaissances. Il est impératif pour les comptables d'entreprise de se former aux nouvelles dispositions comptables et fiscales afin de contribuer efficacement à la clôture des comptes de leur entité et de progresser.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes comptables et les écritures de fin d'exercice.
- Établir les comptes sociaux et les différentes déclarations fiscales et sociales.
- Appréhender les contraintes financières de contrôle de gestion et de consolidation.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité générale ou avoir suivi " Assistant(e) des services comptables " (code 60047 p. 263).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Assistants PME/PMI et contrôleurs de gestion souhaitant évoluer vers un poste de comptable
- Collaborateurs comptables souhaitant évoluer vers un poste de responsable

## ● ANIMATEUR

Élisabeth TIBAUT  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
CABINET TIBAUT

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de prendre en charge la comptabilité d'une PME ou de progresser vers un poste de responsable dans une direction financière.**

## MODULE 1 - 3 jours

Mécanismes comptables et enregistrement des écritures

### ● OBJECTIFS

- Cerner les grands principes comptables.
- Comptabiliser les écritures courantes.

### ● PROGRAMME

- 🌐 Communauté d'apprenants
- 📝 Quiz amont

#### Maîtriser les principes de base de la comptabilité

- Rôle et objectifs de la comptabilité générale, analytique et auxiliaire
- Organisation de la comptabilité au sein des services finance, gestion, consolidation et fiscalité
- Réglementation comptable française et internationale
- Plan comptable, pièces et documents comptables et livres comptables obligatoires

**Test de connaissances** : principes généraux de la comptabilité

#### Procéder aux opérations d'écritures

- Opérations d'achat
- Opérations de vente
- Opérations de trésorerie
- Opérations d'investissement
- Règles d'enregistrement de la TVA
- Charges de personnel
- Opérations diverses : comptabilisation des opérations de reclassement, écarts de règlement et traitement des gains et des pertes de change

**Exercice d'application** : chaque problématique est illustrée par un exercice de passation d'écritures

🌐 **Exercice d'intersession**

## MODULE 2 - 3 jours

Travaux d'inventaire et de révision des comptes

### ● OBJECTIFS

- Préparer l'information nécessaire à la clôture des comptes.
- Réaliser les travaux d'inventaire.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Organiser et planifier les travaux et opérations de clôture de l'exercice

- Principes de justification de tous les comptes du bilan et compte de résultat
- Cadrage des comptes par cycle, TVA, salaires et investissements
- Organiser un dossier de révision des comptes
- Identifier les contraintes de la comptabilité informatisée, du contrôleur fiscal et du commissaire aux comptes

#### Réaliser les opérations...

##### sur les immobilisations

- Traiter les dépréciations des actifs et les pertes de valeur
- Traiter les cessions à titre gratuit, les mises au rebut et les échanges

##### sur les stocks et les en-cours

- Déterminer le coût d'acquisition ou de production des produits
- Comptabiliser les variations de stock et les dépréciations sur stock

##### sur les produits d'exploitation

- Régulariser les produits, factures à établir et produits constatés d'avance
- Traiter les créances irrécouvrables et les provisions pour risque et charges liées aux ventes

##### sur les charges d'exploitation

- Régulariser les charges, charges à payer et charges constatées d'avance
- Traiter les provisions pour risque et charges liées aux charges et dettes

##### sur les charges et les produits financiers

- Valoriser les placements financiers et gérer les plus-values et moins-values latentes
- Évaluer et comptabiliser les dépréciations des prêts
- Comptabiliser les écarts de conversion sur prêts et emprunts
- Traiter les opérations de bordereau Daily, affacturage et escompte
- Analyser les garanties et les cautions sur emprunts

**Exercice d'application** : chaque problématique est illustrée par un exercice de traitement de points spécifiques

🌐 **Exercice d'intersession**

## CYCLE CERTIFIANT- *Perfectionnement*

**12** jours **85** heures

Code 60084

### Paris - Promotion 1

18 au 20 mai, 20 au 22 juin,  
12 au 14 septembre, 22 septembre\*,  
12 au 14 octobre 2016

### Paris - Promotion 2

14 au 16 nov., 12 au 14 déc. 2016,  
11 au 13 janvier, 23 janvier\*,  
20 au 22 février 2017

Tarif HT : 5 995 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 4 795 €  
repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### COMPTABLE D'ENTREPRISE

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 3 jours

### Déclarations fiscales et sociales

#### ● OBJECTIFS

- Faire le point sur les aspects fiscaux et sociaux.
- Établir les déclarations.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

##### Comptabilité générale et fiscalité

- Différence entre principes comptables et fiscaux
- Principales déclarations sociales des taxes
- Rappel des obligations et délais et récurrents

**Exercice d'application** : quiz de validation des connaissances

##### Opérations fiscales de fin d'exercice IS et participation

- Déterminer les réintégrations et les déductions fiscales
- Détermination du résultat fiscal
- Calcul de l'impôt sur les sociétés
- Principaux crédits : d'impôts, apprenti, formation et recherche
- Calcul de la participation légale

**Exercice d'application** : calcul de l'IS et de participation

##### Établir les principales déclarations fiscales récurrentes

- Effectuer les déclarations de TVA, IS, CET, CFE, CVAE et TVS
- Effectuer la déclaration de prélèvements sociaux sur dividendes et IFU

**Exercice d'application** : établissement des principales déclarations

##### Établir les principales déclarations sociales

- Principes d'établissement des déclarations URSSAF, Pôle Emploi et retraite et TDS
- Effectuer la déclaration de la taxe d'apprentissage, de la formation professionnelle et de la taxe handicapé
- Effectuer la déclaration d'effort construction et de taxe sur les salaires

**Exercice d'application** : établissement des principales déclarations

##### 🌐 Exercice d'intersession

##### 🌐 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 3 jours

### États annuels fiscaux, financiers et de gestion

#### ● OBJECTIFS

- Établir les états financiers.
- Intégrer les notions de consolidation et de normes IFRS.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

##### Établir les états financiers annuels

- Monter et analyser le bilan et le compte de résultat
- Analyser les soldes intermédiaires de gestion, CAF, fonds de roulement et tableau de financement
- Établir l'annexe comptable et les engagements hors bilan

**Exercice d'application** : établissement de déclarations

##### États comptables et états du contrôle de gestion

- Comparer les états comptables et les états du service de gestion
- Comparer les budgets et les réalisés
- Analyser des écarts en vraisemblance
- Valider les chiffres comptables avec les chiffres de la gestion

**Exercice d'application** : établissement de comparatifs

##### Établir la liasse fiscale annuelle

- Identifier les différents régimes de liasse fiscale, simplifié ou normal
- Établir la liasse fiscale et les tableaux annexes
- Régime d'intégration fiscale et les différents tableaux

**Exercice d'application** : établissement de déclarations

##### Notions de consolidation et normes IFRS

- Les principes de consolidation et les obligations légales
- Les réglementations CRC et IFRS
- Les pratiques des groupes cotés
- Le contexte général des normes IFRS
- Les problématiques des IFRS pour les PME

**Test de connaissances** : quiz de validation des connaissances

##### 👉 Quiz aval

## ÇA VOUS PARLE ?

" Très satisfaite de la formation tant sur le contenu que sur l'organisation générale. Les différents points traités m'ont redonné confiance et réconcilié avec la comptabilité. "

Blandine L., CESTP ARACT

# Les bases de la comptabilité générale

Utiliser le plan comptable pour comptabiliser les écritures courantes



Calculatrice indispensable

La comptabilité générale considère l'ensemble de la situation et des opérations de l'entreprise. Son objectif est de mesurer et de suivre l'activité et les résultats de celle-ci. Pour comptabiliser les écritures courantes, la maîtrise du Plan Comptable Général s'avère indispensable car il présente les règles en matière d'enregistrement comptable ainsi que le contenu des documents comptables : bilan, compte de résultat et annexe.

## OBJECTIFS

- Cerner les grands principes comptables.
- Utiliser le Plan Comptable Général (PCG).
- Comptabiliser les écritures courantes.

## PRÉREQUIS

Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s comptables
- Employés comptables
- Toute personne effectuant des missions comptables et désireuse d'acquiescer les principes fondamentaux de la comptabilité

## ANIMATEUR

Martine LARDY

Consultante spécialisée en comptabilité

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de participer à l'enregistrement des opérations économiques et financières jusqu'à l'établissement du bilan et du compte de résultat.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un collaborateur comptable maîtrisant le PCG et j'enregistre des opérations courantes dans la logique de préparation des états financiers de mon entreprise.

Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Présentation des états financiers

##### Déterminer la structure d'un bilan

- Traduire le patrimoine de l'entreprise en termes de bilan
- Le principe de l'équilibre entre emplois et ressources
- Les mouvements dans le bilan

##### Établir un compte de résultat

- Cerner le concept de période
- Distinguer les différents types de charges et de produits
- Définir le lien avec le bilan et la balance

##### Comptabiliser des écritures avec le plan comptable

- Le plan comptable général
- Le plan des comptes de l'entreprise : classe et hiérarchisation des comptes, classification des opérations, notion de crédit/débit, principe de la partie double...
- Maîtriser le système d'enregistrement des opérations comptables
- Effectuer les imputations comptables
- Utiliser les différents documents comptables : balance, journal, grand-livre...

##### Du bilan au compte de résultat

- Le traitement de l'information : du bilan au compte de résultat
- Les écritures d'inventaire
- La liaison avec la balance

**Exercice d'application** : enregistrement des opérations et élaboration de la balance des comptes

#### Traitement des opérations courantes et clôture des comptes

##### Comptabiliser les opérations d'achat et de vente

- Factures et avoirs
- TVA
- Le mécanisme de la TVA
- La TVA déductible, collectée et à décaisser

##### Immobilisations corporelles, incorporelles et financières

- Calculer et comptabiliser les amortissements et constater les dépréciations
- Enregistrer les cessions

**Exercice d'application** : réalisation des tableaux

##### Provisions et dépréciations

- Enregistrer les dépréciations des comptes clients
- Principe des provisions pour risques et charges

##### Principes de comptabilisation des charges à payer et des charges constatées d'avance

- Principe d'enregistrement des salaires et charges sociales

##### Principe de comptabilisation des stocks

**Exercice d'application** : réalisation des écritures de stock et présentation dans le bilan et le compte de résultat

### Quiz aval



Code 60035

Paris			Lyon		
25-26	janvier	2016	7-8	avril	2016
7-8	avril	2016	21-22	novembre	2016
9-10	juin	2016			
29-30	août	2016			
21-22	novembre	2016			
26-27	janvier	2017			

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Très bonne formation pour structurer les notions de base acquises sur le terrain. "

Christian M., MAAF ASSURANCES

# Préparer les comptes annuels

Des écritures d'inventaire au montage du bilan comptable



Calculatrice indispensable

**L'évolution continue de l'actualité et l'introduction des nouvelles normes comptables (PCG 2014) rendent indispensable l'actualisation des connaissances afin d'assurer la production de comptes annuels sincères. L'élaboration des comptes annuels implique le respect de règles comptables appliquées aux différentes opérations juridiques et économiques de l'entreprise et la mise en place d'outils permettant la révision des comptes.**

## OBJECTIFS

- Intégrer la méthodologie d'élaboration et la logique des comptes annuels.
- Comptabiliser les écritures d'inventaire.
- Établir le bilan et le compte de résultat.

## PRÉREQUIS

- Avoir des bases en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Employés comptables et aides comptables
- Comptables uniques d'entreprise

## ANIMATEUR

Pascale RIMBAUD  
Consultante spécialisée en comptabilité

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Intégrer la logique des comptes annuels

#### Maîtriser le cadre juridique et comptable

- Les sources du droit et les différents organismes : Autorité des Normes Comptables, OEC, CNCC
- Un nouvel outil : le règlement 2014-03 et le recueil des normes comptables
- Les changements de méthodes et les changements d'estimation

#### Cerner les grandes rubriques du compte de résultat, du bilan et de l'annexe

#### Comptabiliser les écritures d'inventaire

- Maîtriser les actifs immobilisés corporels et incorporels  
**Exercice d'application** : chaque problématique est illustrée par un exercice de passation d'écriture
- Intégrer la logique des actifs financiers
- Réaliser le traitement comptable des actifs circulants  
**Exercice d'application** : écritures de constatation des stocks à la clôture, analyse et traitement des créances douteuses et en devises

- Procéder au rattachement des charges et des produits aux résultats de l'exercice à l'actif et au passif  
**Exercice d'application** : enregistrement et analyse d'opérations relatives au principe d'indépendance des exercices, "cut off"
- Intégrer les provisions inscrites au passif  
**Étude de cas** : analyse de provisions pour litiges, amendes et pénalités, licenciements, gros entretiens
- Définir les autres composantes des états financiers

#### Procéder à l'élaboration des comptes annuels

**Partage d'expériences** : échange sur les différents points de difficultés rencontrés et liste des outils disponibles pour les résoudre

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comptabiliser les écritures d'inventaire nécessaires à l'élaboration des comptes annuels.

**3** jours  
**21** heures

Code 60100

### Paris

15 au 17	février	2016
23 au 25	mai	2016
4 au 6	juillet	2016

3 au 5	octobre	2016
12 au 14	décembre	2016
21 au 23	février	2017

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Pratique de la comptabilité fournisseurs

Maîtriser le processus du cycle achat fournisseurs



Calculatrice indispensable

**Pour produire un bien ou un service, une entreprise doit acheter auprès de fournisseurs des biens et services qui vont être utilisés dans le processus de production ou de vente. La comptabilité fournisseurs consiste à enregistrer toutes les transactions du processus achat de manière exhaustive et fiable en distinguant les factures de " doit " des factures " d'avoir " et en maîtrisant les règles de TVA applicables.**

## OBJECTIFS

- Contrôler et comptabiliser les factures.
- Maîtriser les règles juridiques et fiscales liées à ces opérations.
- Traiter la TVA sur les opérations d'achat.

## PRÉREQUIS

- Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Collaborateurs comptables et financiers

## ANIMATEUR

Chantal TARNAUD  
Consultante spécialisée en comptabilité et finance  
AXECO

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir les opérations avec les fournisseurs pour mieux les comptabiliser

- Organiser les achats et s'assurer du contrôle interne
- Identifier les aspects juridiques liés aux achats

#### Comptabiliser les achats et les charges de l'entreprise

#### Comptabiliser les opérations avec les fournisseurs

- Le fonctionnement des comptes fournisseurs et des comptes d'achats et de charges
- Les règles de comptabilisation des factures d'achat, des frais accessoires, réductions, escomptes de règlements et avoirs
- Les achats en devise et les modes de conversion  
**Exercice d'application** : comptabilisation des diverses opérations d'achats
- Les immobilisations et la méthode des composants
- La comptabilisation des stocks et des emballages
- Comptabiliser les règlements**  
**Test de connaissances** : articulation des opérations avec les fournisseurs

#### Comptabiliser la TVA sur les opérations avec les fournisseurs

- Le régime de la TVA sur les achats de biens et services
- Les acomptes sur biens et services
- Les acquisitions et prestations de services intracommunautaires : l'auto-liquidation
- Les importations, la TVA et le dédouanement  
**Exercice d'application** : comptabilisation de la TVA sur factures

#### Traiter les opérations de fin d'exercice

- L'ajustement des charges de l'exercice
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices
- L'incidence de la variation des stocks sur les achats
- L'évaluation des dettes d'achat en devises  
**Test de connaissances** : les opérations en devises

#### Recenser les engagements hors bilan

- Le crédit-bail
- Les autres engagements

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comptabiliser les factures et les réductions en traitant la TVA sur les opérations d'achat.

**2** jours  
**14** heures

Code 60036

### Paris

2-3	juin	2016
3-4	octobre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Pratique de la comptabilité clients

Maîtriser le processus de vente de l'entreprise



Calculatrice indispensable

**La pratique de la comptabilité clients recouvre les tâches de facturation, de comptabilisation et de gestion des relations avec les clients. L'enregistrement des opérations de vente, la comptabilisation de la TVA afférente et des opérations de clôture supposent une parfaite maîtrise des processus pour assurer la fiabilité des comptes de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Comptabiliser les opérations de vente, d'encaissement et de financement du poste clients.
- Traiter la TVA des opérations de vente.
- Évaluer et comptabiliser les opérations de clôture liées à ces opérations.

## PRÉREQUIS

Avoir déjà effectué quelques travaux en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Collaborateurs comptables et financiers

## ANIMATEUR

Chantal TARNAUD  
Consultante spécialisée en comptabilité et finance  
AXECO

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir la relation clients pour mieux traiter l'information comptable

##### Identifier les contraintes juridiques de la relation clients

- Les obligations issues du contrat de vente et la preuve de la vente
- Les règles juridiques relatives à la facture
- Les modalités de facturation
- Les clauses relatives au paiement et aux intérêts de retard

##### S'assurer du bon fonctionnement

#### des règles du contrôle interne des ventes Comptabiliser les opérations avec les clients

- Enregistrer les opérations de vente
- Les règles de rattachement des produits à l'exercice
- Le fonctionnement des comptes clients et les comptes de ventes
- La comptabilisation des factures de vente, débours, réductions, escomptes accordés, avoirs et retenues de garantie
- Les opérations de contrat à long terme
- **Test de connaissances** : quiz sur les enregistrements d'opérations de vente
- Les exportations, les ventes en devises et la conversion

### Enregistrer les opérations de règlement

- La comptabilisation des pénalités de retard et des impayés
- La comptabilisation des règlements : acomptes, effets de commerce, opérations en devises
- Le traitement comptable du financement des créances : escompte, Daily et CMCC
- Le traitement comptable des opérations d'affacturage

**Exercice d'application** : comptabilisation de diverses opérations de vente

#### Comptabiliser la TVA sur les opérations de vente

**Exercice d'application** : calcul et comptabilisation de la TVA

#### Participer aux opérations de fin d'exercice

**Exercice d'application** : présentation de l'état des créances douteuses à la fin de l'exercice et passation des écritures nécessaires

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer l'ensemble de vos comptes clients et de mettre en œuvre les outils de pilotage du risque de non-recouvrement.**

2 jours  
14 heures

Code 60037

### Paris

13-14	juin	2016
13-14	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Pratique de la TVA et sa comptabilisation

Maîtriser les mécanismes de base



Calculatrice indispensable

**La TVA impacte l'entreprise au quotidien. Pour toutes les personnes des services comptables, il est essentiel de connaître les règles qui régissent l'application de la TVA, ainsi que les conditions de sa déductibilité afin d'éviter les redressements fiscaux. Une bonne connaissance de la réglementation doit permettre de comprendre les enjeux et d'acquiescer les bases essentielles pour établir la déclaration de TVA et la comptabiliser.**

## OBJECTIFS

- Calculer la TVA récupérable et la TVA collectée.
- Calculer le montant de la TVA à décaisser.
- Définir les mentions obligatoires relatives aux factures.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de comptabilité clients et fournisseurs ou avoir suivi " Pratique de la comptabilité fournisseurs " (code 60036 p. 269) et " Pratique de la comptabilité clients " (code 60037 p. 270).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services de comptabilité clients et fournisseurs

## ANIMATEUR

Martine LARDY  
Consultante spécialisée en comptabilité

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser le mécanisme de la TVA

- TVA collectée et TVA déductible
- TVA à décaisser et crédit de TVA

#### Calculer la TVA collectée par les services de comptabilité clients

##### Le champ d'application

- Opérations imposables par nature
- Opérations exonérées
- Notion de lien direct

##### La territorialité

##### Les différents taux de TVA

##### La base imposable

- Sommes à inclure
- Frais de port ou de transport facturés
- Refacturation de frais
- Rabais, remises, ristournes et escomptes
- Intérêts facturés aux clients

##### Fait générateur et exigibilité de la TVA

- TVA sur les débits, TVA sur les encaissements

##### Mentions spécifiques sur les factures

##### Régulariser la TVA sur les impayés

**Exercice d'application** : détermination du montant de la TVA collectée

#### Calculer la TVA déductible pour les services de comptabilité achat

- Conditions de forme, de fond et de délai pour la déductibilité de la TVA

- Dépenses exclues du droit à déduction
- Frais de mission et de réception
- Achats en franchise
- TVA intracommunautaire
- Cas d'autoliquidation de la TVA

**Exercice d'application** : détermination du montant de la TVA déductible

#### Établir la déclaration de la TVA et procéder à son enregistrement

- Les écritures de base : ventes, achats, TVA sur les encaissements, TVA sur les débits...
- La déclaration de TVA (CA3)
- La Déclaration d'Échanges de Biens (DEB)
- Le contrôle des ventes avec les déclarations de TVA

**Exercice d'application** : remplissage d'une déclaration de TVA (CA3) et son enregistrement

#### Identifier les obligations des redevables

- Archivage des pièces justificatives
- Durée et lieu d'archivage

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer les règles fiscales concernant la TVA collectée et déductible, d'établir la déclaration de TVA et de la comptabiliser.**

2 jours  
14 heures

Code 60013

### Paris

21-22	mars	2016
22-23	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Comptabilité des immobilisations

Répondre aux enjeux comptables et fiscaux du suivi des investissements



Calculatrice indispensable

**Les investissements représentent des enjeux lourds pour les entreprises et les immobilisations représentent une part importante de leur bilan. De l'acquisition à la cession ou la mise au rebut, il importe de bien en maîtriser le traitement comptable ainsi que de comprendre les implications pour tous les acteurs de l'entreprise participant au suivi et au pilotage de ces actifs.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les bases de la réglementation comptable et fiscale afin de pouvoir suivre et comptabiliser les investissements de l'entreprise.
- Contribuer à la bonne traduction comptable des investissements par des échanges d'informations fluides entre services responsables des investissements et services comptables.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Collaborateurs comptables et financiers chargés des immobilisations
- Collaborateurs des services de gestion ou d'investissement

## ANIMATEUR

Nicole RUEFF  
Directeur de Mission  
SAVOIR-FAIRE & CIE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Passer de l'investissement sur le plan économique à l'immobilisation sur le plan juridique

- Propriété, détention et/ou utilisation d'une immobilisation
- Distinction entre charge et immobilisation
- Problématique du crédit-bail
- Liens avec la contribution économique territoriale

#### Distinguer les différentes catégories d'immobilisations : leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise

##### Terrains, immeubles et agencements, matériel de production et de transport : les coûts à immobiliser

**Exercice d'application :** réalisation d'un cas sur l'approche par composants

##### Choisir entre constatation d'un composant et provisionnement pour les dépenses de gros entretien

**Exercice d'application :** traitement des dépenses d'entretien et de réparation

##### Le traitement des subventions d'investissement

##### Immobilisations incorporelles : le traitement spécifique

- Fonds de commerce et droit au bail
- Brevets, licences, marques et logiciels

#### Procéder au suivi des immobilisations et à l'inventaire physique Amortissements et dépréciations des immobilisations

- Calcul et suivi comptable des amortissements
- Suivi fiscal  
**Exercice d'application :** calcul des amortissements et passations d'écritures
- Traitement des dépréciations  
**Exercice d'application :** calcul des amortissements et passation d'écritures

#### Organiser la sortie du patrimoine de l'entreprise : cessions, pertes ou mises au rebut

#### Préparer les documents comptables et fiscaux

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le traitement comptable et fiscal des immobilisations dans les comptes sociaux.

**2** jours

**14** heures

Code 60012

Paris

19-20	mai	2016
19-20	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Comptabiliser les charges de personnel

L'enregistrement des opérations de paie



Calculatrice indispensable

**Les charges de personnel représentent une part importante des charges d'exploitation. Elles sont composées de l'ensemble des rémunérations en numéraire ou en nature du personnel de l'entreprise : les cotisations et assurances sociales, les frais de mission, les taxes assises sur les salaires... Afin de garantir la fiabilité de leur comptabilisation, la maîtrise des règles juridiques et fiscales associées aux différentes catégories de rémunérations est indispensable.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les bases de la réglementation comptable, fiscale et sociale afin d'être en mesure de suivre et de comptabiliser les charges de personnel et les opérations de paie de l'entreprise.
- Contribuer à un bon dialogue entre le service paie et la comptabilité.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Toute personne chargée du suivi et de la comptabilisation des charges de personnel et des opérations de paie

## ANIMATEUR

Véronique AMAT  
Consultant en comptabilité et finance  
O.D.Y.FEV

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Comprendre le fonctionnement comptable des rémunérations

- Les différentes catégories de rémunérations : salaires, primes, indemnités...
- Les charges sociales
- Les taxes assises sur les salaires

#### Procéder à la comptabilisation des opérations de paie

##### La comptabilisation mensuelle des opérations relatives à la paie

- Le lien entre les rubriques de paie et le PCG
- La comptabilisation de la paie et des déclarations sociales
- La centralisation de la paie

**Exercice d'application :** la comptabilisation mensuelle

##### Cas particuliers de comptabilisation

- Avances et acomptes, prêts au personnel, oppositions sur salaires, titres restaurant
- Subventions et aides à l'emploi, crédits d'impôt

##### Avantages en nature et notes de frais

**Exercice d'application :** comptabilisation d'une succession d'événements particuliers

##### Les absences : indemnités journalières de Sécurité sociale, compléments de salaire et subrogation

**Exercice d'application :** les différents traitements d'un même événement et leurs conséquences

#### Procéder aux opérations de clôture relatives aux charges de personnel

##### Les rémunérations différées : calcul, provision et déboucement

- Primes, indemnités et treizième mois
- Congés payés, RTT
- Participation et intéressement
- Engagements de retraite

**Exercice d'application :** la prime de fin d'année et les congés payés

##### La pratique de l'abonnement mensuel

- La technique de l'abonnement mensuel : finalité et limites
- Les ajustements en cours d'année
- Le traitement à la clôture de l'exercice

**Exercice d'application :** suite de l'exercice sur la prime de fin d'année et les congés payés

#### Les taxes liées aux salaires Effectuer les contrôles indispensables et respecter leur périodicité

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comptabiliser les opérations liées à la paie et aux charges de personnel.

**2** jours

**14** heures

Code 60026

Paris

30-31	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Comptable unique

Maîtriser la tenue de la comptabilité et les déclarations fiscales



Calculatrice indispensable

**Garant de la bonne tenue des comptes de l'entreprise, le comptable unique a en charge la tenue de la comptabilité courante, la production des paies, l'élaboration des situations mensuelles, le suivi analytique de l'activité de l'entreprise, l'établissement des déclarations sociales et fiscales, la production du bilan... Cette liste de tâches non exhaustive suppose une parfaite maîtrise des principes comptables et de la réglementation sociale et fiscale pour agir en toute autonomie.**

## OBJECTIFS

- Cerner le fonctionnement de base de la comptabilité et de la fiscalité.
- Être en mesure, sous la supervision d'un expert-comptable, de prendre en charge les écritures courantes, la déclaration de TVA et les opérations de contrôle récurrentes.
- Préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable et au dirigeant de PME ou de filiale.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables uniques en PME ou dans une filiale de groupe
- Toute personne ayant à assumer les missions de comptable unique

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## ANIMATEUR

Véronique AMAT  
Consultant en comptabilité et finance  
O.DY.FEV

## PROGRAMME

Initiation

### Assimiler le fonctionnement de la comptabilité

- Le rôle de la comptabilité
- Les principaux états financiers
- Les grands principes comptables
- L'organisation comptable : journaux, grands-livres et balances, généraux et auxiliaires

### Assimiler les principaux schémas de comptabilisation

- Achats : distinction charges/immobilisations
  - Ventes et déductions commerciales
  - TVA et opérations intracommunautaires
  - Charges de personnel
  - Trésorerie, financements et placements
- Etude de cas** : analyse d'une situation reprenant l'ensemble des schémas

### Réaliser le suivi et les contrôles périodiques

- Le contrôle des comptes de tiers
- Le lettrage et l'apurement des comptes
- L'utilisation de la balance âgée
- La circularisation des tiers

### Les autres contrôles périodiques

- Le rapprochement bancaire
  - Le contrôle des bases de TVA
  - Le rapprochement de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) et de la comptabilité
- Exercice d'application** : lettrage d'un compte et rapprochement bancaire

### Préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable

- La préparation des OD de clôtures
  - Charges à payer
  - Produits à recevoir
  - Charges et produits constatés d'avance
  - Le suivi des immobilisations et les amortissements
  - Les provisions de fin d'exercice : impayés, litiges, sinistres, maladies...
  - La variation des stocks
- La préparation des éléments nécessaires à la détermination du résultat fiscal**
- La préparation de la liasse fiscale et de l'annexe**
- Exercice d'application** : préparation du tableau 2058 A avec les principaux cas de réintégration et de déduction

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de tenir la comptabilité d'une PME ou de la filiale d'un groupe au quotidien et de préparer les informations nécessaires à l'expert-comptable.**

**3**  
jour

**21**  
heures

Code 60011

### Paris

23-25	mars	2016
4-6	juillet	2016
28-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus

# Arrêté des comptes

Maîtriser les règles comptables et fiscales



Calculatrice indispensable

**L'actualité comptable et fiscale évolue sans cesse que ce soit du fait des lois, de la jurisprudence ou de la doctrine professionnelle. Il est donc impératif d'être à jour de ses connaissances dans ces domaines avant de commencer la clôture des comptes. Celle-ci n'est pas forcément une simple répétition des années ou trimestres précédents.**

## OBJECTIFS

- Traiter comptablement et fiscalement les différentes opérations de la clôture comptable d'un exercice.
- Établir les comptes annuels et la liasse fiscale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables et financiers
- Chefs comptables

## ANIMATEUR

Pierre KRO  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
PK-EXPERTS

## PROGRAMME

Initiation

### Des écritures comptables au bilan : traiter comptablement et fiscalement les différentes opérations

#### Les règles applicables aux actifs immobilisés

- Coût d'entrée des immobilisations
- Amortissements et dépréciations
- Divergences entre règles comptables et fiscales
- Régime simplifié des PME
- Les difficultés

#### Le traitement des stocks

- Coût d'entrée des stocks
- Inventaire
- Valorisation et dépréciation

#### Le traitement des provisions

- Gros entretien, remise en état, SAV gratuit, amendes et pénalités
- Existence et valorisation des passifs probables
- Événements postérieurs à la clôture
- Les difficultés

#### Opérations en devises

- Créances et dettes exprimées en devises
- Couverture de change
- Les règles fiscales

#### Régulariser les charges

### Régulariser les produits

- Les règles de rattachement des produits à l'exercice
- Le cas des prestations de services
- **Valeurs mobilières : cerner les difficultés**
- Valorisation à l'entrée et au bilan
- Divergences entre règles comptables et fiscales

#### Les engagements hors bilan

- Recenser les engagements hors bilan
- **Exercice d'application** : chaque problématique est illustrée par un exercice de traitement des points spécifiques

### Établir les comptes annuels et la liasse fiscale

- Déterminer le résultat fiscal
- **Partage d'expériences** : échange sur les difficultés les plus fréquentes et les traitements adaptés
- Établir les états financiers et les annexes
- **Exercice d'application** : élaboration de la structure de l'annexe

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les dernières évolutions comptables et fiscales pour organiser la clôture et arrêter les comptes.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 60002

### Paris

20 au 22	janvier	2016
4 au 6	avril	2016
6 au 8	juillet	2016
21 au 23	septembre	2016

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus

7 au 9	décembre	2016
23 au 25	janvier	2017

### Lyon

4 au 6	avril	2016
7 au 9	décembre	2016



# Pratique du fast close

Réduire les délais de publication des comptes

**Le contexte de la crise financière a entraîné beaucoup de changements en matière de délais de publication des comptes. Dans ces circonstances, mettre en place un projet fast close permet aux entreprises de mieux communiquer et plus rapidement. Ce nouveau process est perçu comme un véritable avantage concurrentiel et démontre un effort certain en matière de stratégie financière et organisationnelle.**

## OBJECTIFS

- Identifier les facteurs clés de réussite d'un projet fast close.
- Améliorer la qualité et la fiabilité de l'information financière.
- Réduire ses délais de clôture.

## PRÉREQUIS

Les connaissances correspondant à la formation " Arrêté des comptes " (code 60002 p. 272) sont supposées acquises.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs administratifs et financiers
- Chefs comptables
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Aurélien GUINARD  
Associé, Expert-comptable  
Le-CaC

## PROGRAMME

Expertise

**Étude de cas fil rouge** : analyse des phases d'audit, du diagnostic au suivi du projet  
**Diagnostiquer les besoins et identifier les acteurs concernés**

- Impliquer les bonnes personnes au sein de l'entreprise et en externe : établir une synergie efficace entre l'ensemble des services financiers et opérationnels
- Définir le contexte de la mise en place du projet
- Adopter une stratégie efficace de communication du groupe

**Mobiliser les entités impliquées et établir les plans d'action pour optimiser le processus de clôture**  
**Cibler les différents enjeux d'un projet fast close**

- Réduire les délais
- Améliorer les procédures de contrôle interne et de qualité des données comptables
- Optimiser les ressources
- Appliquer les contraintes réglementaires et les contraintes groupe

**Refondre les processus et les systèmes d'information**

**Prendre en compte les nouvelles normes des états financiers**

**Unifier les organisations de la comptabilité et du contrôle de gestion**  
**Cerner le processus de hard close et l'intérêt de sa mise en place**  
**Déployer une culture d'anticipation et du partage des responsabilités**  
**Calendrier et pilotage : définir la marche à suivre pour une véritable réduction des délais**

**Organiser les reporting internes**  
**Assurer le suivi du projet fast close**

- Exploiter les budgets et les prévisions
- Utiliser les données opérationnelles, RH et développement durable
- Identifier et réaliser les quick wins
- Procéder à la clôture en fast close en intégrant les prévisions

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre au sein de votre entreprise un projet fast close.**

1  
jour

7  
heures

Code 60085

## Paris

3	juin	2016
25	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Élaborer son manuel des procédures comptables

Pour garantir la qualité de l'information financière

**Le manuel des procédures comptables constitue un moyen de fiabilisation des traitements quotidiens et périodiques dans un environnement complexe quant à l'évolution et la multiplicité des référentiels, des reportings et des arrêtés comptables. Il permet de communiquer plus efficacement au sein des entités qui doivent sans cesse s'adapter. Investissement important mais indispensable, ce manuel doit être mis à jour régulièrement.**

## OBJECTIFS

- Disposer d'un manuel des procédures comptables conforme aux exigences de la réglementation comptable.
- Fiabiliser les informations comptables produites.
- Appliquer les politiques comptables et financières édictées par la direction de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

Les connaissances correspondant à la formation " Arrêté des comptes " (code 60002 p. 272) sont supposées acquises.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Auditeurs internes
- Toute personne amenée à participer à la constitution ou à la mise à jour d'un manuel des procédures comptables

## ANIMATEUR

Violetta JULIAN  
Expert-comptable diplômée, Commissaire aux comptes

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Étude de cas fil rouge** : analyse d'un manuel des procédures comptables tout au long de la journée

**Mettre en place un manuel des procédures comptables conforme aux exigences de la réglementation comptable**

**Identifier les différents textes régissant l'élaboration d'un manuel des procédures comptables**

- Code de commerce
- Réglementation comptable
- Loi de Sécurité Financière
- Sarbanes-Oxley Act

**S'approprier les objectifs visés par un manuel des procédures comptables**

**Maîtriser l'élaboration d'un manuel des procédures comptables de A à Z**  
**Identifier la structure et le contenu du manuel**

- Plan et forme du manuel
- Organisation comptable
- Définition des fonctions et séparation des tâches
- Description des processus
- Caractéristiques des systèmes de traitement des opérations

- Description des chemins de révision
- Plan de comptes
- Méthodes comptables
- Descriptif des estimations
- Schémas d'écritures comptables
- Pratique des abonnements mensuels
- Description des contrôles
- Planification annuelle des travaux
- Périodicité des traitements
- Élaboration et présentation des états financiers et de synthèse

**Élaborer un manuel des procédures comptables**

- Diagnostic des contenus existants
- Identification des priorités
- Planification des étapes de réalisation
- Choisir le support du manuel
- Support papier, messagerie et intranet
- Forme et diffusion des mises à jour périodiques

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger un manuel des procédures permettant d'optimiser et de fiabiliser les traitements comptables.**

1  
jour

7  
heures

Code 60048

## Paris

7	juin	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 955 € - repas inclus

# Maîtriser la révision des comptes

Construire la démarche de validation de l'information



**La révision des comptes est une étape essentielle de la production d'états financiers. Il est impératif pour les financiers de disposer des outils et méthodes pour s'assurer que les données financières reçues ou produites sont parfaitement validées et fiables. La révision des comptes demande une analyse des risques et une méthodologie pour procéder aux contrôles les plus opportuns.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser toutes les contraintes externes aux financiers dans la production des états financiers et mettre en place des processus de collecte de l'information financière en amont.
- Disposer de tous les outils de révision pour valider l'information.
- Mettre en place des outils de transmission des informations financières aux autres directions de la société ou du groupe.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité générale et maîtriser les bases des règles fiscales et d'établissement des comptes ou avoir suivi " Arrêtés des comptes " (code 60002 p. 272).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables ou financiers et leurs collaborateurs
- Responsables du contrôle de gestion
- Toute personne souhaitant évoluer vers une fonction de responsable financier

## ANIMATEUR

Élisabeth TIBAUT  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
CABINET TIBAUT

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Lister les opérations comptables et fiscales délicates à maîtriser

##### Méthodes comptables retenues

- Actifs immobilisés
- Stocks
- Provisions
- Opérations en devises
- Valeurs mobilières
- Contrats spécifiques
- Engagements hors bilan
- Résultat fiscal

#### États financiers : présentation et mentions obligatoires, états obligatoires à produire, bilan, compte de résultat, annexe, tableau de flux, tableau des cinq derniers exercices et tableau de variation des capitaux propres

**Test de connaissances :** validation des acquis par un QCM sur les règles comptables et fiscales de clôture essentielles à connaître

#### Construire sa démarche de révision par la collecte de l'information et la vérification des processus auprès des services de l'entreprise

### Préparer les documents nécessaires en externe

- Préparer le dossier de révision avec tous les justificatifs pour le commissaire aux comptes
  - Valider le résultat fiscal, la production de toutes les déclarations obligatoires
  - Vérifier la production de toutes les déclarations sociales
  - Préparer les états à insérer dans le document de référence AMF et tous les rapports à produire à l'assemblée d'actionnaires
- Étude de cas :** analyse d'un dossier de révision type, tous cycles confondus
- Test de connaissances :** validation des acquis par un QCM sur les documents à produire pour la clôture

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de produire des états financiers fiables en ayant, au préalable, vérifié que le processus de clôture a été organisé, sécurisé et validé.**

**3** jours **21** heures

Code 60086

Paris			
25 au 27	mai	2016	
26 au 28	septembre	2016	
28 au 30	novembre	2016	

Tarif HT : 1995 € - repas inclus

# Migrer vers un ERP comptable

Audit de mise en place et conduite du changement



**En participant à l'amélioration des performances de l'entreprise et en contribuant à la qualité des dispositifs de contrôle interne, les solutions ERP répondent aux principales priorités des directions financières. Cependant, la mise en place d'un projet ERP ne se limite pas au choix et à l'achat du logiciel. Il est nécessaire d'intégrer l'ensemble des apports d'un ERP : opérationnels, stratégiques et organisationnels.**

## OBJECTIFS

- Déterminer et administrer les différentes étapes de la mise en place d'un ERP (Entreprise Ressource Planning) ou PGI (Progiciel de gestion Intégrée).
- Mesurer l'impact d'un ERP sur les organisations et sur la nature et les modalités du contrôle de gestion.
- Intégrer la conduite du changement comme un facteur de réussite dans votre projet ERP.

## PRÉREQUIS

Il est conseillé de disposer de compétences et d'une pratique de la comptabilité pour suivre la formation dans les meilleures conditions.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables ou financiers et leurs collaborateurs
- Directeurs financiers
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Éric MENARD  
Consultant en comptabilité et en management de projets  
EMD Formation Consulting

## PROGRAMME

### Cerner les principes d'un ERP ou PGI

- Définir l'ERP et faire le point sur le marché
  - Identifier l'utilité d'un ERP : les avantages pour l'entreprise
  - Délimiter l'architecture ERP : serveur, modules, compatibilité
  - Identifier le coût et la rentabilité d'un ERP
- Exercice d'application :** application de l'outil d'analyse de projet MOST (Mission, Objectifs, Stratégie, Tactique) pour donner du sens au projet

### Identifier les différentes étapes d'un projet ERP

- Réaliser l'analyse des besoins par une étude de faisabilité
  - Mesurer l'adaptabilité de l'ERP aux besoins de l'entreprise, sa taille, son activité, son mode de fonctionnement
  - Choisir ou non un reporting intégré : outil global ou interfaces à prévoir
  - Choisir l'ERP en comparant les différents modèles
  - Mesurer l'intérêt d'un accompagnement dans la mise en œuvre
  - Déployer un ERP : les différentes étapes avant, pendant, après
  - Qualifier les fichiers en amont : définir jusqu'où reprendre l'historique
- Exercice d'application :** construction des étapes du projet par la méthode PERT

### Intégrer la solution ERP : changement organisationnel et contrôle de gestion

- Analyser la fonction finance et les systèmes d'information ERP
  - Anticiper l'impact organisationnel des ERP
  - Mesurer l'apport des ERP dans le contrôle de gestion
- Exercice d'application :** production d'une fiche de qualification finance pour son projet ERP - analyse des besoins, architecture fonctionnelle
- ### Mener la conduite du changement induit par un projet ERP
- Gérer la désorganisation des procédures et la mise en place de nouvelles
  - Préparer la mise en route
  - Mettre en œuvre la formation des utilisateurs
  - Contrôler les données reprises
  - Gérer les premiers mois du démarrage
- Partage d'expériences :** échanges sur les principales difficultés habituellement rencontrées lors de la mise en route du projet

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'utiliser un ERP aux niveaux opérationnels, stratégiques et organisationnels.**

**2** jours **14** heures

Code 60101

Paris			
21-22	juin	2016	
29-30	septembre	2016	
15-16	décembre	2016	

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

# Manager ses équipes comptables et financières

Organiser et motiver ses équipes comptables et financières

**Dans la réalité économique des entreprises, le management est un véritable levier d'efficacité, de gain de temps et de qualité de service. Les managers doivent insuffler à leurs équipes dynamisme, motivation et bonnes pratiques techniques. Les compétences managériales ont autant d'importance que le savoir-faire en matière de technique comptable et financière. Les vecteurs de réussite passent par la stimulation de l'esprit d'équipe, la responsabilisation des collaborateurs, leur implication au quotidien et le développement de leurs compétences.**

## OBJECTIFS

- Identifier et développer son style de management.
- Rassembler et motiver ses équipes autour de valeurs communes.
- Déléguer pour se centrer sur ses missions d'expertise à forte valeur ajoutée.

## PRÉREQUIS

Diriger une équipe comptable ou financière.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables comptables et financiers
- Chefs de services comptables et financiers
- Toute personne souhaitant dynamiser le management de son équipe comptable et financière

## ANIMATEUR

Joëlle MAZIÈRES

Consultante spécialisée en stratégie d'entreprise  
STEP WIN

## PROGRAMME

Initiation

### Mieux se connaître pour s'affirmer dans son rôle de manager

- Développer son style de management  
**Autodiagnostic** : questionnaire d'autoévaluation
- S'affirmer dans le rôle et les missions du manager d'une équipe comptable et financière  
**Jeu de rôles** : les erreurs de management à ne pas commettre

### Mobiliser et encadrer ses équipes Organiser et accompagner le travail de ses équipes

- Donner du sens au travail de ses équipes en fixant des priorités et des objectifs précis
- Coordonner les équipes et gérer l'organisation : horaires, congés, absences
- Tenir compte de l'impact des impératifs comptables et financiers dans le planning opérationnel
- Gérer les périodes dites tendues : début et fin de mois, période fiscale, situation intermédiaire, clôture comptable
- Mettre en place des indicateurs clés : gestion du BFR, Cash-Flow...

### Motiver et fidéliser son équipe

**Test de connaissances** : quiz sur l'évaluation de la performance et de la motivation des collaborateurs

### Réussir ses réunions comptables et financières

- Définir les données, tableaux, contrôles et actions à mener en amont de la réunion
- Analyser les écarts de trésorerie, les projections théoriques et leur concrétisation
- Adopter une posture de manager communicant et utiliser les techniques du feedback
- Recadrer ses équipes par rapport aux attentes des dirigeants de l'entreprise  
**Exercice d'application** : définition des objectifs de gestion de trésorerie selon la méthode SMART

### Gérer son propre temps : différencier son rôle de manager avec celui d'expert

**Exercice d'application** : distinction entre l'urgent et l'important : la matrice d'Eisenhower

### Gérer les situations difficiles ou conflictuelles

**Partage d'expériences** : échange sur les situations rencontrées dans l'organisation du travail des équipes comptables et financières

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous aurez acquis les méthodes pour manager efficacement vos collaborateurs et développer une synergie dans vos équipes.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 60089

Paris		
1 <sup>er</sup> au 3	juin	2016
28 au 30	novembre	2016

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus

# Communiquer sur les données comptables et financières

Présenter les résultats financiers

**Le renforcement de l'importance des données financières dans le contexte économique actuel impose aux opérationnels de disposer rapidement de données fiables et adaptées. Il est impératif pour celui qui traite et donc communique ces données de les synthétiser et de les rendre compréhensibles afin de se faire comprendre, de répondre aux attentes et enfin de faire adhérer son auditoire à la logique financière.**

## OBJECTIFS

- Mesurer les enjeux de la communication des données comptables et financières.
- Intégrer les outils et supports de communication.
- Communiquer efficacement autour des chiffres.

## PRÉREQUIS

Être amené dans sa pratique à présenter des données comptables et financières.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Chefs comptables
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Annabelle TRAMIER

Expert-comptable

ANNABELLE TRAMIER & Associés

## PROGRAMME

Initiation

### Intégrer le contexte

- Mesurer les aspects réglementaire et normatifs
- Intégrer la donnée concurrentielle
- Mesurer l'importance de son rôle au sein de l'entreprise

### Définir les enjeux de la communication comptable et financière

#### Cerner les destinataires des données

- Internes à la société
- Réglementaire : greffe et autorités réglementaires
- Partenaires sociaux : actionnaires, banques, tiers

#### Définir les objectifs de la communication

- Renseigner, communiquer en interne les données et faire adhérer à la logique financière
- Communiquer en externe sur la politique financière  
**Exercice d'application** : organisation claire et synthétique de données financières

### Présenter les résultats

#### Identifier les messages-clés à faire passer

- Élaborer le plan
- Définir la durée

### Déterminer les types de données concernées

#### Définir les outils disponibles

- Reporting
- Budget de trésorerie
- Comptes annuels et plaquette
- Données actionnariales
- Données sociales, sociétales, RSE
- Déterminer le canal le plus adapté
- Internet
- Communiqué de presse
- Interne
- Absence de communication volontaire  
**Mise en situation** : communication d'une même information mais sous des présentations différentes selon le contexte et les attentes sur cette communication

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de présenter efficacement les données comptables et financières.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 60090

Paris		
8	juin	2016
27	septembre	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Maîtriser les écritures de consolidation

En règles françaises CRC 99-02 et en IFRS



**Les sociétés commerciales qui ont des filiales constituent un groupe, obligé légalement, dès lors qu'il atteint une certaine taille, de présenter une image économique globale sous la forme de comptes consolidés. Les comptes consolidés permettent également à la direction du groupe de mieux le gérer. L'établissement de ces comptes relève de techniques et d'écritures comptables spécifiques.**

## OBJECTIFS

- Assimiler le processus de consolidation pour être en mesure d'intervenir dans les opérations de consolidation les plus courantes.
- Maîtriser les écritures de base de la consolidation : homogénéisation, ajustement des comptes réciproques, élimination des résultats internes, impôts différés, conversion des comptes, élimination des titres, tant en règles CRC 99-02 qu'en IFRS.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables ou consolidation
- Toute personne amenée à intervenir dans la préparation ou la passation des écritures les plus courantes en consolidation

## ANIMATEUR

Laurence MALÉS  
Diplômée d'expertise comptable,  
Commissaire aux comptes  
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Faire le point sur la consolidation

- La notion de groupe
- Les objectifs et la logique de la consolidation
- Les différents référentiels comptables
- Pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêts
- Exercice d'application** : calculs de pourcentages de contrôle et d'intérêts
- Identifier les entreprises qui consolident et comment
- Impact des normes de consolidation IFRS sur le périmètre et les méthodes de consolidation

**Étude de cas** : analyse d'un exemple comparatif de consolidation par les trois méthodes

#### Identifier les différentes étapes du processus de consolidation

- Homogénéisation des comptes
- Cumul des comptes
- Ajustements et éliminations intragroupe
- Impôts différés
- Élimination des titres et traitement des écarts d'acquisition (ou goodwill)
- Partage des capitaux propres

#### Maîtriser les techniques comptables de consolidation

**Test de connaissances** : quiz sur le processus et les techniques comptables de consolidation

#### Examen et pratique des écritures de consolidation récurrentes

- Homogénéisation ou retraitement des comptes
- Exercice d'application** : comptabilisation des frais d'établissement, frais de développement, coût des emprunts, amortissement, location financement, stocks, écarts de conversion, provisions et amortissements dérogatoires
- Ajustement des comptes réciproques
- Cumul des comptes sociaux retraités
- Exercice d'application** : élimination des plus-values sur immobilisations, des profits sur stocks, annulation de provisions intragroupe et retraitement des dividendes
- Impôts différés : signification et éléments à prendre en compte
- Exercice d'application** : preuve d'impôt

#### Introduction au fonctionnement du tableau de variation des capitaux propres

#### Déterminer l'apport d'un logiciel de consolidation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les principes et les écritures de consolidation.

**2** jours **14** heures

Code 60049

Paris			Lyon		
9-10	juin	2016	9-10	juin	2016
3-4	octobre	2016	8-9	décembre	2016
8-9	décembre	2016			

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Maîtriser les écritures IFRS

Faire le lien entre les comptes sociaux et le reporting groupe



**Les groupes européens émettant des valeurs mobilières sur un marché réglementé (Euronext, anciennement premier marché) ou détenus par un fonds de pension, doivent établir et publier leurs comptes consolidés en normes IFRS. Ce référentiel, qui permet aux investisseurs de prendre des décisions sur des bases comparables, implique l'utilisation de règles comptables spécifiques et la passation d'écritures adéquates en conséquence.**

## OBJECTIFS

- Identifier les méthodes d'évaluation les plus courantes caractérisant le référentiel comptable IFRS.
- Maîtriser les écritures de base traduisant ces méthodes d'évaluation.

## PRÉREQUIS

Pour un bénéfice accru, les participants doivent maîtriser les bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables ou consolidation
- Toute personne appelée à intervenir dans la préparation ou la passation des écritures les plus courantes en normes IFRS, tant au niveau de la maison mère que dans les filiales, dans le cadre du reporting

## ANIMATEUR

Laurence MALÉS  
Diplômée d'expertise comptable,  
Commissaire aux comptes  
DyLeaM (Dynamic Learning Management)

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Module e-learning : le contexte général des IFRS

#### Faire le point sur la logique comptable des IFRS

- Cerner les objectifs
- Les états financiers présentés (IAS 1)
- Étude de cas** : analyse des états financiers consolidés d'un grand groupe coté
- Les activités destinées à être cédées ou arrêtées (IFRS 5)
- La convergence des méthodes (social/consolidé - IFRS/US GAAP)

#### Maîtriser l'évaluation et la comptabilisation des immobilisations en IFRS

- Immobilisations corporelles (IAS 16)
- Immobilisations incorporelles (IAS 38)
- Traitement des frais de recherche et développement (IAS 38)
- Contrats de location-financement (IAS 17 et IFRIC 4)
- Dépréciation d'actifs (IAS 36)
- Immeubles de placement (IAS 40)
- Exercice d'application** : composants, location-financement et test de dépréciation

#### Stocks, créances, titres, dettes et provisions : maîtriser les règles spécifiques

- Stocks (IAS 2)
- Incorporation du coût des emprunts dans les immobilisations ou dans les stocks (IAS 23) : possibilité ou obligation
- Créances et dettes en devises (IAS 21), conversion des états financiers (IAS 21)
- Provisions et passifs éventuels (IAS 37), événements postérieurs à la clôture (IAS 10)
- Avantages au personnel, provisions pour retraites (IAS 19)

**Exercice d'application** : emprunts, créances et dettes en devises, provisions et engagements de retraite

#### Reconnaître les produits et évaluer l'impôt sur les bénéfices

- Revenu des activités ordinaires (IAS 18)
- Introduction à la reconnaissance des produits selon IFRS 15
- Impôt sur les bénéfices (IAS 12)
- Exercice d'application** : calcul des impôts différés et preuve de l'impôt

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les règles d'évaluation et les écritures du référentiel IFRS.

**2** jours **14** heures

Code 60066

Paris			Lyon		
16-17	juin	2016	16-17	juin	2016
17-18	octobre	2016	15-16	décembre	2016
15-16	décembre	2016			

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Maîtriser la consolidation en IFRS

Gestion des retraitements et des variations



**Le référentiel comptable international IFRS s'impose aux groupes de sociétés du fait de l'internationalisation des marchés financiers, des exigences des établissements bancaires et de la nécessaire comparabilité des entreprises. Connaître les grands principes IFRS et approfondir certaines normes est indispensable pour les différents services financiers de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Traiter les variations de périmètre.
- Maîtriser le tableau de variation des capitaux propres consolidés.
- Construire le tableau des flux de trésorerie des comptes consolidés.

## PRÉREQUIS

Connaître les mécanismes de base de la consolidation ou avoir suivi " Maîtriser les écritures de consolidation " (code 60049 p. 276).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Consolideurs
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes
- Contrôleurs de gestion

## ANIMATEUR

Véronique GENET  
Associée  
ADVOLIS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : le contexte général des IFRS

#### Appliquer les règles de consolidation en IFRS

- Déterminer le périmètre de consolidation  
**Exercice d'application** : questionnaire sur les critères d'inclusion des entreprises dans le périmètre
- Opérer les retraitements  
**Exercice d'application** : retraitement des contrats de location-financement et des amortissements à partir d'un exemple chiffré
- Opérer les éliminations  
**Exercice d'application** : élimination des cessions d'actifs internes
- Maîtriser la fiscalité différée
- Gérer les variations de périmètre
- Le tableau de variation des capitaux propres consolidés
- Établir le tableau des flux de trésorerie des comptes consolidés  
**Étude de cas** : comptabilisation de la conséquence de la cession partielle de titres consolidés

#### Mener à bien la consolidation en IFRS

- Cerner les principes d'application
- Déterminer les informations à fournir  
**Test de connaissances** : questionnaire sur les éléments justifiant l'approche rétrospective
- **Étude de cas** : analyse commentée de la présentation des états financiers consolidés
- Le contenu des documents essentiels
- Le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, les variations des capitaux propres et les notes
- Élaboration et rédaction des notes annexes
- La liste des informations à produire  
**Test de connaissances** : QCM de validation des acquis

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les opérations de consolidation en IFRS en gérant efficacement les retraitements et les variations.**

3 jours  
21 heures

Code 60061

Paris		
6 au 8	avril	2016
6 au 8	juillet	2016
26 au 28	septembre	2016
14 au 16	décembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Tableau des flux de trésorerie consolidé

Le construire et l'interpréter



**Outil de communication financière incontournable, le tableau des flux de trésorerie consolidé est un état obligatoire tant en normes françaises (CRC 99-02), qu'en normes IFRS (IAS 7). Sa lecture apporte des informations extrêmement précieuses sur les flux de l'année d'un groupe, en les éclatant entre les opérations d'exploitation, d'investissement et de financement. Son établissement s'appuie dès lors sur une démarche précise d'analyse des flux et de consolidation des flux monétaires.**

## OBJECTIFS

- Établir un tableau des flux de trésorerie.
- L'interpréter.
- Mettre en place une méthodologie fiable.

## PRÉREQUIS

Connaître le processus d'établissement des comptes consolidés ou avoir suivi " Maîtriser les écritures de consolidation " (code 60049 p. 276).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Responsables consolidation et consolideurs
- Contrôleurs de gestion
- Expert-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Élisabeth TIBAUT  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
CABINET TIBAUT

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : le contexte général des IFRS

#### Maîtriser le cadre réglementaire et les principes de base

#### Établir le contenu d'un tableau des flux de trésorerie social

- Définir les composantes de la trésorerie
- Faire le lien entre le bilan et les équivalents de trésorerie
- Analyser la ventilation des différents flux : activité, investissement, financement
- Procéder au traitement des opérations sans incidence sur la trésorerie  
**Exercice d'application** : établissement d'un tableau des flux de trésorerie social

#### Établir le contenu du tableau de flux consolidé

- Cerner les opérations spécifiques liées à la consolidation
- Opérer les retraitements
- Gérer la conversion des flux de trésorerie des sociétés étrangères  
**Étude de cas** : prise en compte de sociétés mises en équivalence et d'intérêts minoritaires
- Traiter les variations du périmètre de consolidation

**Étude de cas** : gestion des conséquences de la cession d'une activité

- Convertir les obligations en actions
- Intégrer les instruments financiers

#### Élaborer un tableau des flux de trésorerie consolidé

- Mettre en place une méthodologie de construction du tableau des flux de trésorerie consolidé
- Comparer le tableau des flux de trésorerie avec le tableau de variation de l'endettement net et avec le tableau de variation des capitaux propres
- Déterminer les principaux ratios d'analyse financière
- Identifier les informations à communiquer en annexe
- Faire la revue des pratiques dans les groupes
- Dresser la liste des évolutions normatives à prévoir  
**Exercice d'application** : établissement d'un tableau des flux de trésorerie consolidé

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'établir un tableau des flux de trésorerie consolidé grâce à une méthodologie fiable.**

3 jours  
21 heures

Code 60003

Paris		
13 au 15	avril	2016
5 au 7	octobre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Traitement comptable des impôts différés

Maîtriser les principes de comptabilisation des impôts différés



Calculatrice indispensable

**Les impôts différés obligatoires lors de l'établissement des comptes consolidés selon les règlements français ont pour vocation de donner une vision économique de la situation fiscale du groupe. En conséquence, il convient d'annuler les impacts de la politique fiscale nationale tout en respectant l'objectif de l'image fidèle et le principe de prudence.**

## OBJECTIFS

- Recenser les bases d'impôts différés.
- Évaluer et comptabiliser les impôts différés lors de l'établissement des comptes consolidés.
- Identifier les conséquences de l'application des normes comptables internationales IAS-IFRS.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en consolidation ou avoir suivi " Maîtriser la consolidation en IFRS " (code 60061 p. 277).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables
- Responsables consolidation
- Responsables fiscaux
- Experts-comptables, commissaires aux comptes et avocats

## ANIMATEUR

Violetta JULIAN  
Expert-comptable diplômée, Commissaire aux comptes

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Intégrer les méthodes de traitement des impôts différés

- Distinguer la méthode de l'impôt exigible de celle du report d'impôt
- Appliquer la méthode du report variable
- Maîtriser l'approche étendue au bilan

**Exercice d'application** : application de l'approche étendue au bilan

### Maîtriser les principes d'impôts différés selon la réglementation française (CRC 99-02, CRC 2005-10 et avis du comité d'urgence du 06/12/06)

#### Utiliser la méthode du report d'impôt et connaître les différences conduisant à la constatation d'un impôt différé

- La distinction entre les décalages temporaires et permanents
- Les conditions de la constatation d'un impôt différé actif et la date de prise en compte des déficits fiscaux
- Les aménagements, les éliminations et les retraitements résultant de la consolidation
- L'incidence des distributions de résultat

**Exercice d'application** : retraitement comptable des opérations de consolidation

#### Identifier quelques difficultés d'application et cas particuliers

### Maîtriser les obligations relatives à la constatation d'impôts différés en termes de présentation et d'informations à fournir

- La ventilation entre impôts différés et exigibles
- La ventilation de la charge et des produits d'impôts au compte de résultat
- La présentation au bilan et la compensation des actifs et des passifs d'impôts
- Rapprocher la charge théorique et la charge réelle d'impôt : la preuve d'impôt
- Les impôts différés dans le tableau des flux de trésorerie

La tenue d'un échéancier

**Exercice d'application** : rédaction d'une annexe

### Déterminer les incidences de l'intégration fiscale en matière d'impôts différés

- Le traitement des déficits fiscaux des sociétés intégrées
- Le traitement des opérations internes entre les sociétés intégrées

### Analyser les impacts des normes internationales

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer et de comptabiliser les impôts différés.

3 jours

21 heures

Code 60004

Paris

13 au 15	avril	2016
27 au 29	juin	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Des états financiers au reporting groupe en IFRS

Effectuer les retraitements dans les filiales



Calculatrice indispensable

**Les filiales de groupes français ou étrangers consolidant en IFRS se voient désormais couramment confier les retraitements permettant de passer des comptes sociaux au reporting groupe. Ces retraitements découlent des différences d'approche des IFRS par rapport au référentiel français et de choix de méthodes comptables effectués par le groupe.**

## OBJECTIFS

- Cerner le traitement des principales opérations dans le référentiel IFRS.
- Maîtriser la transformation des comptes sociaux français en états financiers IFRS.
- Mettre en pratique la présentation des états financiers selon les normes IFRS.

## PRÉREQUIS

Connaître le processus d'établissement des comptes consolidés en IFRS ou avoir suivi " Maîtriser la consolidation en IFRS " (code 60061 p. 277).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Responsables consolidation
- Contrôleurs de gestion
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Nicole RUEFF  
Directeur de Mission  
SAVOIR-FAIRE & CIE

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

### Module e-learning : le contexte général des IFRS

#### Effectuer les retraitements en matière de comptabilisation et d'évaluation des...

- Immobilisations corporelles et incorporelles
- Exercice d'application** : identification et enregistrement de retraitements à opérer sur les immobilisations corporelles et incorporelles

**Exercice d'application** : réalisation d'un test de dépréciation

- Contrats de location
- Exercice d'application** : traitement d'un contrat de location-financement et d'un contrat de location simple
- Produits

**Exercice d'application** : identification et enregistrement de retraitement à opérer sur le chiffre d'affaires

- Provisions et éventualités
- Instruments financiers

**Exercice d'application** : traitement de titres de placement classés en actifs disponibles pour la vente

**Exercice d'application** : traitement d'un dossier de couverture du risque de change

#### Impôts différés

**Exercice d'application** : identification des bases d'impôts différés

### Contribuer à la présentation des états financiers en normes IAS/IFRS

- IAS 1 et les normes dédiées à l'information à fournir

Présenter un bilan en IFRS et effectuer les reclassements par rapport au bilan en normes françaises

Présenter un compte de résultat global en IFRS et effectuer les reclassements par rapport au compte de résultat en normes françaises

**Étude de cas** : à partir du bilan et du compte de résultat en normes françaises, présentation du bilan et du compte de résultat en IFRS

Présenter les autres états financiers

Préparer les notes annexes

**Exercice d'application** : présentation par une filiale de l'information relative aux instruments financiers

#### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les retraitements nécessaires pour passer des comptes sociaux français aux comptes en normes IFRS.

3 jours

21 heures

Code 60032

Paris

6 au 8	juin	2016
28 au 30	septembre	2016
19 au 21	décembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Comptabilisation des instruments financiers en IFRS

Maîtriser les normes IAS 32, IAS 39, IFRS 7 et comprendre IFRS 9



**Des financements de haut de bilan aux opérations de gestion des risques financiers, l'utilisation des instruments financiers connaît un développement accéléré. Il convient d'en maîtriser les principes de comptabilisation et d'évaluation et ceci alors même que la refonte de la norme IAS 39 se poursuit.**

## OBJECTIFS

- Faire le point sur IFRS 9, la nouvelle norme issue de la refonte d'IAS 39.
- Maîtriser le traitement comptable des instruments financiers selon les normes internationales IAS 32, IAS 39 (en cours de remplacement) et IFRS 7.
- Mesurer l'impact des instruments financiers sur l'information financière des entreprises.

## PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances concernant les principales normes IFRS ou avoir suivi " Maîtriser les écritures IFRS " (code 60066 p. 276).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Responsables consolidation et consolidateurs
- Fiscalistes, avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes
- Contrôleurs de gestion et responsables de trésorerie

## ANIMATEUR

Nicole RUEFF  
Directeur de Mission  
SAVOIR-FAIRE & CIE

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

### Module e-learning : le contexte général des IFRS

#### La notion d'instrument financier en IFRS et les principes qui resteront invariants d'IAS 39 à IFRS 9

- La notion d'instrument financier en IFRS
- Un modèle d'évaluation mixte et une " comptabilité d'intention "
- Des instruments dérivés à la juste valeur dans le bilan
- Une exigence d'analyse en substance des instruments

#### Maîtriser le traitement des instruments financiers selon IAS 32, IAS 39 et IFRS 7

##### Connaître les bases d'évaluation des instruments financiers

- Cerner la notion de juste valeur et ses modalités de détermination
- La notion de coût amorti et de Taux d'Intérêt Effectif (TIE)

**Exercice d'application** : calcul d'un TIE

##### Comptabiliser et évaluer les actifs et les passifs financiers selon IAS 39

- Exercice d'application** : comptabilisation de titres en portefeuille et d'emprunts bancaires
- La sortie du bilan d'un actif ou d'un passif financier et les critères de décomptabilisation

Comptabiliser les dépréciations d'actifs financiers

Identifier les instruments dérivés  
Mettre en œuvre la comptabilité de couverture

- La notion de comptabilité de couverture
- Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture
- La mise en œuvre de la comptabilité de couverture

**Exercice d'application** : couverture d'un emprunt à taux fixe par un swap et d'une couverture d'une commande en devises par un contrat à terme

Présenter l'information à fournir dans les états financiers et les annexes selon IFRS 7

**Étude de cas** : information financière sur la politique de gestion des risques financiers et l'exposition aux risques financiers d'un groupe industriel coté

#### La réforme du traitement des instruments financiers selon IFRS 9

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser et de traduire l'impact des choix de gestion financière dans les états financiers consolidés en IFRS.

2 jours

14 heures

Code 60039

### Paris

23-24	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 535 € - repas inclus

# Lire et interpréter les états financiers américains

L'essentiel des US GAAP



**Aborder la lecture des états financiers américains nous apparaît souvent comme une tâche compliquée. Une meilleure connaissance des normes et principes comptables qui soutiennent ce référentiel complexe nous permet de comprendre la ligne logique de construction des états comptables. Ce même type de cohérence se retrouve, en outre, dans les états financiers utilisant les normes internationales.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les concepts spécifiques et le vocabulaire financier usuel.
- Assimiler les principes fondamentaux de la comptabilité américaine.
- Interpréter les comptes d'une société américaine.

## PRÉREQUIS

Avoir à exploiter des états financiers américains dans sa pratique. La formation se déroule en français et ne traite pas de la fiscalité américaine.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Analystes financiers et auditeurs
- Responsables comptables, consolidation et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Edith REICH  
Consultante spécialisée en comptabilité anglo-saxonne, IFRS et US GAAP ayant une expérience significative en tant que controller dans différents groupes anglo-saxons

## PROGRAMME

Initiation

#### Bien comprendre les spécificités de la comptabilité US GAAP

##### Maîtriser le cadre comptable de référence

- L'environnement américain et les objectifs de l'information comptable
- Le rôle des organismes normalisateurs
- Le fonctionnement du FASB, de l'AICPA, de la SEC...
- Les principes comptables admis

##### Les normes du FASB et le financement aux États-Unis

- Faire le point sur la reconnaissance des normes de l'IASB aux États-Unis
- Définir le positionnement de l'Europe et de la France face aux US GAAP

#### Lire et exploiter les états financiers américains

##### Bilan, compte de résultat, tableau des flux et notes annexes : acquérir une méthode de lecture

- Se familiariser avec la structure des états financiers
- Maîtriser les règles de présentation et les principales spécificités des documents de synthèse
- Comprendre les divergences de présentation par rapport au référentiel français
- Éviter les erreurs d'interprétation

**Exercice d'application** : présentation des états financiers consolidés en normes US GAAP

#### Acquérir l'essentiel des principales règles comptables

- Méthodes de consolidation
- Évaluation du goodwill
- Information sectorielle
- Changements de méthodes comptables et erreurs
- Valorisation des stocks
- Comptabilisation des immobilisations corporelles et des amortissements
- Comptabilisation des contrats de location
- Comptabilisation des immobilisations incorporelles
- Frais de recherche et développement
- Comptabilisation des provisions
- Avantages au personnel

**Exercice d'application** : mises en pratique sur les points clés

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'exploiter les états financiers américains.

2 jours

14 heures

Code 60014

### Paris

30-31	mai	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Maîtriser le reporting en US GAAP

Normes comptables et écritures de retraitement

**Premier référentiel comptable utilisé dans le monde par la capitalisation boursière (plus de 17 milliards de dollars US) devant les IFRS et seconds sur la liste des 500 plus grandes sociétés, les US GAAP sont incontournables pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre les états financiers anglo-saxons et aussi les normes IFRS dont ils ont été, en grande partie, l'inspiration.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser et utiliser les normes US GAAP (US Generally Accepted Accounting Principles).
- Comparer les normes françaises, IFRS et US GAAP.
- Effectuer les retraitements comptables nécessaires.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en la matière ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers américains " (code 60014 p. 279). La formation se déroule en français.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Analystes financiers, auditeurs
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Éric BENZAQUEN  
Consultant US GAAP et normes IFRS

## PROGRAMME

### Établir des états financiers en US GAAP

#### Le contenu du bilan

- Examen détaillé et comparé des principaux postes
  - Comptabilisation et présentation des actifs circulants
  - Comptabilisation et méthode d'évaluation des immobilisations
  - Calcul des amortissements
  - Classification des actifs et des passifs
  - Conversion des comptes en monnaie étrangère
  - Capitaux propres
  - Titres de placement et de participation
  - **Exercice d'application** : mise en application d'écritures comptables, reconstitution d'un bilan, travail sur les immobilisations, les cessions et études approfondies de différentes catégories d'actions
- #### Le contenu du compte de résultat
- Maîtriser les principes comptables et les règles d'établissement
  - Classement des charges par fonction
  - Produits des activités ordinaires
  - Correction d'erreurs, changements de méthodes et d'estimations

- Calculer le résultat par action
- Maîtriser les spécificités liées aux impôts différés
- **Exercice d'application** : calcul du résultat dilué par action

### Maîtriser le reporting en US GAAP à travers des cas de retraitement

- **Exercice d'application** : écritures de retraitement
- Retraitement des amortissements
- Crédit-bail
- Titres de placement
- **Étude de cas** : transposition d'états financiers en normes US GAAP, présentation des retraitements comptables à effectuer et réalisation du reporting

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de résoudre l'essentiel des problèmes liés à la réalisation d'un reporting en US GAAP.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Paris		
13-14	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Code 60034

# English for Accounting and Finance

Perfectionner sa maîtrise de l'anglais comptable et financier



**Approfondir et analyser une pensée économique, un tableau chiffré et structurer des données comptables et financières dans un contexte anglo-saxon en utilisant les modèles britannique et américains (USA et Canada). Pour mieux appréhender le monde de l'entreprise en constante évolution économique et financière, l'intervention est totalement en anglais britannique et américain.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire comptable et financier.
- Lire la presse financière.
- Rédiger des écrits professionnels en anglais.

## PRÉREQUIS

Cette formation suppose une compréhension orale et écrite de l'anglais. Les interventions sont exclusivement en anglais. En cas de besoin, le vocabulaire est régulièrement traduit au cours des exposés.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables
- Responsables financiers
- Toute personne souhaitant perfectionner sa pratique de l'anglais comptable et financier

## ANIMATEUR

Katia TANANT  
Chargée de cours université Paris I, Université Aix-Marseille III, ESCP-Europe, Lycée de Provence, Pearson Exam trainer for Europ

## PROGRAMME

### Reading the British and American financial press

Improving one's reading skills and how to analyse economic and financial information through the press

#### Reading the press

- Key points
- Building headlines
- Main information to retain

### The language of Finance and Accounting

How to understand and copy simple information in technical and professional English

#### Balance sheets, income statements...

**Case study**: analysis and comments on specific professional documents related to Accounting, Finance and Economy

How to analyse a British text and analysis of American data

- Mastering journalistic vocabulary to analyse professional documents
- General economic data in the economic press

**Case study**: The Economist, The International Herald Tribune

Practical exercises on accounting and financial points: bookkeeping, cash flow, bankruptcy, auditing, cost accounting, interest rates, exchange rates, ratios...

How to have a clear dialogue in professional English

**Role playing**: analysis of professional situations in a professional context

**Studying the economic press and visualisation of understanding Analysis of precise economic vocabulary in a given context**

**Exercice**: project work on balance sheets, income statements...

### Improving global English

- Writing a business letter / an e-mail in English
- Answering a business letter / an e-mail in English
- Taking notes on a given oral message: TV commercials, extract of news, analysis of a simple message...
- **Exercice**: video comprehension, working on an extract of news
- How to discriminate and give a long message, precise data
- Professional interviews
- Working on CVs and professional ads
- Leading the debate on a given topic

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger des écrits professionnels en anglais comptable et financier.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Paris		
23 au 25	mai	2016
29 au 31	août	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

Code 60015



# Assistant(e) contrôleur de gestion

Réussir et évoluer dans la fonction



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**La fonction d'assistant contrôleur de gestion exige une surveillance constante des indicateurs de gestion mis en place pour suivre l'activité de l'entreprise. Habilité à analyser les causes et les effets des écarts identifiés entre les objectifs et les réalisations, il tient informé de ses conclusions le contrôleur de gestion dont il dépend. Il doit savoir faire preuve de rigueur et de méthode pour se conformer à des consignes précises.**

## OBJECTIFS

- Cerner la terminologie et les règles essentielles du contrôle de gestion.
- Maîtriser la technicité des outils du contrôle de gestion et savoir les mettre en œuvre.
- Mieux communiquer avec les spécialistes.

## PRÉREQUIS

Évoluer vers un poste d'assistant(e) contrôleur de gestion.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant s'orienter vers un poste d'assistant(e) contrôleur de gestion

## ANIMATEUR

Marie-Andrée PREVOT  
Consultante spécialisée en contrôle de gestion  
ADFIGEST

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'analyser les causes et les effets des écarts identifiés entre les objectifs et les réalisations en maîtrisant les outils du contrôle de gestion.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un assistant contrôleur de gestion et je réalise mes analyses d'activités sur mon ordinateur avec rigueur et méthode.

Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Mieux comprendre les données essentielles de la gestion des entreprises

##### Cerner les différentes missions d'une direction financière

- Organisation et métiers
- Le rôle de la comptabilité générale
- Définir les principales tâches du contrôle de gestion

##### Exploiter les documents financiers

- Les documents à connaître : compte de résultat, bilan, annexes, tableau de flux...  
**Exercice d'application** : entraînement à la lecture de documents financiers et à la recherche d'informations

##### Définir l'utilité de la comptabilité analytique

- Définition et objectifs de la comptabilité analytique
- Connaître le vocabulaire spécifique
- Suivre l'activité, calculer et analyser les coûts : étude des différentes méthodes
- Mettre en œuvre les différents modèles de calcul des coûts

##### Identifier les principaux indicateurs financiers et les ratios utiles

##### Collecter les informations et en organiser la remontée

- Collaborer efficacement avec les autres services financiers
- Contrôler la cohérence des informations collectées
- Produire le reporting

#### Participer au processus budgétaire

##### Élaborer les budgets à l'aide d'outils informatiques

- Identifier les intérêts de la démarche prévisionnelle de l'entreprise
- Suivre une procédure budgétaire (calendrier, documents...)
- Connaître les différents types de budgets : budget des investissements, budget de fonctionnement...

##### Suivre les budgets en cours d'année

- Assurer le suivi des réalisations
- Repérer les écarts entre prévisions et réalisations et en expliquer les causes
- Rédiger les commentaires
- Améliorer la procédure budgétaire  
**Étude de cas** : analyse d'écarts de budget

#### Renseigner un tableau de bord

- Comprendre le rôle, la finalité et l'utilité du tableau de bord
- Cerner la notion de performance
- Identifier les critères de performance d'une activité
- Sélectionner les indicateurs pertinents  
**Exercice d'application** : détermination d'indicateurs à partir d'objectifs
- Choisir les bons graphiques  
**Étude de cas** : analyse commentée de tableaux de bord

### Quiz aval



Code 60033

Paris			Lyon		
17-18	mars	2016	17-18	mars	2016
11-12	juillet	2016	10-11	octobre	2016
10-11	octobre	2016			
8-9	décembre	2016			

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

Avant de construire vos tableaux de bord, posez-vous les questions suivantes :

- Quels sont les axes sur lesquels nous devons travailler pour améliorer les performances de l'entreprise ?
- Quels sont nos objectifs ?
- Comment les atteindre ? Et avec quels moyens ?





OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# CONTRÔLEUR de gestion

**Le contrôle de gestion est la fonction qui conçoit et qui met en place les outils d'aide à la décision et de pilotage dans les entreprises industrielles et de services, dans les administrations et dans les associations. L'entrée dans la fonction ou l'approfondissement de la maîtrise de la fonction peuvent être facilités par une démarche appropriée. À partir de très nombreux exemples concrets et exercices pratiques de tous secteurs d'activités, ce cycle de formation vise à aider un collaborateur à bien maîtriser les éléments de la fonction pour être pertinent et performant dans sa pratique spécifique.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser la démarche et les techniques de la fonction : comprendre et faire parler les données, construire des projections et proposer des restitutions.
- Mieux contribuer à l'amélioration de la rentabilité et optimiser la gestion : plan d'actions, mesures correctives...
- Faire évoluer l'interaction avec les décideurs pour éclairer les conséquences économiques des décisions, rallier à une vision économique de l'activité, piloter le cycle et le système de gestion de la structure.

## ● PRÉREQUIS

Des connaissances préalables en comptabilité-finance faciliteront l'acquisition des connaissances.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion accédant à la fonction
- Responsables comptables ou responsables financiers en charge de la mise en place d'un contrôle de gestion
- Toute personne envisageant une évolution ou une reconversion vers cette fonction, amenée à maîtriser ou à développer les méthodes du contrôle de gestion et souhaitant mieux appréhender le périmètre de ses missions et la bonne démarche de la fonction

## ● ANIMATEUR

Éric JANKOWSKI, Directeur Administrateur et Financier Groupe

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de prendre en charge la comptabilité d'une PME ou de progresser vers un poste de responsable dans une direction financière.**

## MODULE 1 - 3 jours

Le rôle du contrôle de gestion, le modèle économique, le budget

### ● OBJECTIFS

- Assimiler les fonctions, les missions effectives et la démarche spécifique du contrôleur de gestion.
- Apprendre à construire un budget à partir d'un modèle économique.
- Présenter et défendre son budget.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### Définir le contrôle de gestion

- Les missions et les objectifs, l'évolution de la fonction dans le temps
- Les principes essentiels pour aborder la fonction contrôle de gestion
- Le contrôle de gestion au sein des fonctions financières
- Le contrôle de gestion au sein des fonctions opérationnelles

#### Le modèle économique des activités

- Présentation d'exemples de modèles économiques selon les différents secteurs
- Les modèles de revenus : chiffre d'affaires

**Étude de cas :** construction de modèles économiques selon les différents secteurs d'activités

#### La construction du budget

- Principes de la construction budgétaire efficace
- La méthode du budget base zéro
- Présenter et défendre son budget
- Présenter un business plan

**Mise en situation :** défense de budgets, jeux de rôles, conduite de réunions budgétaires

**Exercice d'application :** construction de budgets

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Le contrôle budgétaire - Indicateurs, tableaux de bord, reporting

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principales techniques de contrôle budgétaire à valeur ajoutée.
- Conduire l'analyse des performances, les prévisions et les projections.
- Définir et suivre les indicateurs, concevoir le reporting de gestion et de pilotage.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Contrôle budgétaire

- Les techniques, les effets prix-volume, les relations non linéaires.
- L'analyse des résultats, les charges fixes, les charges variables, le seuil de rentabilité.
- La méthode UVA.

**Étude de cas :** analyse d'écart dans différentes configurations

#### Indicateurs de performance et tableaux de bord

- La définition et le choix d'indicateurs de performance
- Les tableaux de bord coordonnés, le business balanced scorecard
- Le benchmarking, la technique des coûts cibles, les indicateurs de capacités de production

**Étude de cas :** indicateurs opérationnels et managériaux (plusieurs secteurs d'activités)

#### Concevoir et mettre en place un reporting

- Les standards de la communication financière et de gestion
- L'alimentation et le commentaire de son reporting
- La conception d'un reporting mensuel impliquant les opérationnels

**Exercice d'application :** constitution et renouvellement de reporting

#### 🌐 Exercice d'intersession

**CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement**

**12** jours **85** heures

Code 60088

**Paris - Promotion 1**

23 au 25 mai, 20 au 22 juin,  
19 au 21 septembre, 30 septembre\*,  
12 au 14 octobre 2016

**Paris - Promotion 2**

14 au 16 novembre, 12 au 14 déc. 2016,  
11 au 13 janvier, 25 janvier\*,  
20 au 22 février 2017

Tarif HT : 6 345 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 5 075 €  
repas inclus\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****CONTRÔLEUR DE GESTION**

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

**OPTION**

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 3 jours**

Comptabilité analytique - Gestion de projets et  
d'affaires - Contrôle financier et contrôle de gestion

**OBJECTIFS**

- Assimiler les concepts de la comptabilité analytique.
- Cerner la gestion de projets.
- Intégrer les enjeux du contrôle financier.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Mettre en place une comptabilité analytique**

- Les règles d'or de la mise en place d'une comptabilité analytique
- La méthode analytique IARI, la méthode ABC, comparaison des méthodes
- Les coûts standards, les modèles d'états de restitution

**Exercice d'application** : effet comparé des méthodes de comptabilité analytique**Gestion de projets et d'affaires**

- Les spécificités du mode Projet pour le contrôle de gestion
- Évaluation du déroulement d'un projet, la méthode du suivi à l'avancement
- Gestion de contrats et d'affaires (ingénierie et prestations de services)

**Exercice d'application** : point d'avancement et projection sur des projets,  
contrôle budgétaire**Contrôle financier et contrôle de gestion**

- Les bases de comptabilité et de finance à connaître par les contrôleurs de gestion (exposé ou rappels)
- La création de valeur, méthodologie d'évaluation des investissements, VAN, TRI, Pay-back
- La lecture des états financiers pour identifier et analyser les décisions de gestion

**Exercice d'application** : mise en évidence des liens entre décisions de gestion  
et décisions financièresApplication à la décision d'externalisation de production - Application  
à la location de biens**Exercice d'intersession****Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)****MODULE 4 - 3 jours**

Auditer et faire évoluer son service contrôle  
de gestion

**OBJECTIFS**

- Progresser dans la mise en oeuvre des principales techniques de contrôle de gestion.
- Identifier des méthodes transposables à partir d'un cas de synthèse du secteur industriel / projets / affaires.
- Identifier des méthodes transposables à partir d'un cas de synthèse du secteur des services / administratif / associatif.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Diagnostic de la fonction contrôle de gestion**

- Prendre du recul et analyser les plus à introduire dans la pratique du contrôle de gestion.
- Procédures et règles d'un groupe, système d'information et reporting

**Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés de mise en place d'outils  
et leur résolution**Cas de synthèse : projet de construction d'une implantation**

- Suivre pas à pas la construction d'un business plan économique et financier
- Mettre en oeuvre les techniques d'évaluation d'un investissement, optimiser le projet
- Suivre le déroulement du projet et proposer des actions correctives - Enseignements transposables

**Etude de cas** : projet complet et détaillé pour mise en oeuvre du savoir-faire  
acquis durant le cycle de formation**Cas de synthèse : modélisation et pilotage d'une activité de services**

- Suivi pas à pas de la modélisation d'une activité complexe de services, tertiaire, outils de pilotage
- Mise en oeuvre des techniques de sélection et de définition d'indicateurs, d'animation de gestion
- Analyse de la performance et gestion temps réel de contrats - Enseignements transposables

**Etude de cas** : projet complet et détaillé pour mise en oeuvre du savoir-faire  
acquis durant le cycle de formation**Quiz aval**

# Accéder à la fonction contrôleur de gestion

Cycle long pour mettre sous contrôle la performance de l'entreprise



**Plans de restructuration, délocalisations, nouveaux actionnariats... : rarement l'horizon et les perspectives économiques n'auront été aussi incertains, rarement la pression sur les coûts et les résultats n'aura été aussi forte. Dans ce contexte, le contrôleur de gestion a plus que jamais un rôle majeur : organiser et distribuer l'information, accompagner le management dans ses prises de décisions et ses actions, aider à la prévision...**

## OBJECTIFS

- Acquérir une vision claire et complète des enjeux et missions du contrôle de gestion.
- Mettre en place des outils permettant de piloter efficacement la performance de l'entreprise.
- Se mettre au service des directions opérationnelles de gestion et stratégiques pour les aider à prendre les bonnes décisions.

## PRÉREQUIS

Pour un bénéfice accru, il est conseillé d'avoir des connaissances en comptabilité-finance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion récemment nommés
- Responsables comptables ou responsables financiers en charge de la mise en place d'un contrôle de gestion
- Toute personne amenée à prendre en charge le contrôle de gestion au sein de son entreprise et souhaitant mieux appréhender le périmètre de ses missions

## ANIMATEUR

François CHAMOIN  
Consultant spécialisé en contrôle de gestion  
FC Formations Consulting

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser tous les aspects de la fonction contrôleur de gestion : prévision, contrôle, information et assistance au management.**

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Identifier les missions et les outils du contrôle de gestion

##### Cerner les enjeux

###### Définir le contrôle de gestion

- Les enjeux d'une organisation évoluant en économie de marché
- Les apports, objectifs et acteurs du contrôle de gestion

###### Identifier les missions à conduire

- Définir les attentes vis-à-vis du contrôleur de gestion
- Mesurer l'évolution du rôle du contrôleur de gestion
- Intégrer les nouvelles missions

###### Mettre en perspective l'impact des normes IAS/IFRS sur le contrôle de gestion

###### Réussir l'organisation et les processus du contrôle de gestion

#### Utiliser efficacement le tableau de bord, outil de mesure de la performance

##### Construire des tableaux de bord et choisir les bons indicateurs

- L'incidence de la stratégie et du découpage des responsabilités sur les indicateurs
- Cerner les différences entre reporting et tableau de bord
- Concevoir et utiliser des tableaux de bord efficaces : définir l'architecture et les indicateurs pertinents
- Présentation des outils de reporting
- Facteurs clés de succès pour piloter un projet de tableau de bord

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord

#### Maîtriser les règles de la détermination des coûts

##### Comparer les forces et les faiblesses des différentes méthodes de détermination des coûts

- Présentation des principales méthodes de détermination des coûts
- Direct costing, coût complet, Activity Based Costing et coûts standard

**Exercice d'application** : les méthodes de coût

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Piloter le processus budgétaire et optimiser les plans opérationnels

##### Maîtriser la gestion budgétaire, de la construction au suivi des budgets

##### Impliquer et responsabiliser les managers dans la maîtrise de leur gestion

- Mettre en place la collaboration entre le département contrôle de gestion et les opérationnels
  - Procéder à la définition des objectifs et des besoins de chaque service
  - Définir le degré d'implication des équipes dans le processus budgétaire, le suivi des budgets et les actions correctives
  - Cerner les informations dont les opérationnels ont besoin
- ##### Construire un budget
- Définir les centres de responsabilités budgétaires
  - Définir le cycle budgétaire et les processus d'élaboration budgétaire
  - Optimiser la procédure budgétaire
  - Définir des hypothèses d'investissement et de rentabilité des projets d'investissement
  - Coordonner les budgets des investissements et de la trésorerie
- Exercice d'application** : construction du budget d'une entreprise
- ##### Organiser le suivi des budgets
- Présentation et comparaison des méthodes de suivi budgétaire
  - Organiser le suivi des objectifs grâce à un contrôle budgétaire simple et efficace
- ##### Panorama des outils d'élaboration et de suivi budgétaire

### Quiz aval

### Classe virtuelle 1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**4** jours **29,5** heures

Code 60024

#### Paris

14-15 décembre 2015 et 18-19 janvier + 10 mars\* 2016

7-8 avril et 19-20 mai + 22 juin\* 2016

12-13 septembre et 6-7 octobre + 10 novembre\* 2016

19-20 décembre 2016 et 16-17 janvier + 24 février\* 2017

Tarif HT : 2 350 € - repas inclus

\* classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Contrôle de gestion - Niveau 1

Piloter et mesurer la performance de l'entreprise



Calculatrice indispensable

**Le contrôle de gestion n'est pas une fonction purement technique mais l'application d'une démarche de management, réfléchie et organisée. Il fait appel à des méthodes normées, à des outils d'analyse des réalités et des perspectives de l'entreprise dans son environnement. Il faut en comprendre la démarche, la dimension personnelle et les principes clés pour la pratiquer avec efficacité.**

## OBJECTIFS

- Initier la démarche de mise en place d'une comptabilité analytique et d'un contrôle de gestion.
- Choisir ses indicateurs de performances, élaborer ses tableaux de bord et construire un budget.
- Se positionner en interlocuteur averti vis-à-vis du contrôleur de gestion.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans la mesure de la performance de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et contrôleurs de gestion juniors ou récemment entrés en fonction
- Responsables d'un centre de profit
- Ingénieurs commerciaux et responsables d'unités de production industrie/services

## ANIMATEUR

Éric JANKOWSKI

Directeur Administratif et Financier Groupe

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous aurez une vision de la pratique de la fonction contrôle de gestion et de ses principaux outils.**

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un manager de Business Unit et j'utilise les outils du contrôleur de gestion pour identifier les bons indicateurs de performance et préparer mon budget. Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

### Module e-learning : mesure de la performance

#### Définir le contrôle de gestion, la fonction et ses enjeux

- Établir l'intérêt, les objectifs et les différents niveaux de développement du contrôle de gestion
- Cerner les acteurs, les postes de contrôleurs de gestion et les perspectives d'évolution

#### Délimiter le périmètre de la fonction contrôle de gestion au sein des fonctions financières

- Cerner les rôles respectifs de la comptabilité générale, des services financiers et du contrôle de gestion
- Impliquer et responsabiliser les managers dans la maîtrise de leur gestion
- Étude de cas : définition des rôles et responsabilités des différents services dans la construction du budget
- Mettre en place la collaboration entre le département contrôle de gestion et les opérationnels
- Procéder à la définition des objectifs et des besoins de chaque service
- Traduire l'information opérationnelle des services en données chiffrées et assurer la cohérence globale
- Mesurer le degré d'implication nécessaire dans le processus budgétaire, le suivi des budgets et les actions correctives

#### Mesurer la performance opérationnelle grâce à un tableau de bord

- Définir et choisir les bons indicateurs de performance : les différents types d'indicateurs
- Définir le tableau de bord et ses fonctions
- Organiser et faire évoluer ses tableaux de bord
- Bâtir des tableaux de bord simples et adaptés
- Traduire et décliner la planification stratégique en tableaux de bord opérationnels

#### Faire du budget un outil de prévision efficace

- De l'enveloppe acquise au plan d'action négocié : principes de construction d'un budget
- Finalité du budget : prévoir et mesurer la performance
- Améliorer l'élaboration du budget
- Définir des centres de responsabilités budgétaires : délégations, moyens, objectifs...
- Organiser le suivi des objectifs grâce à un contrôle budgétaire simple et efficace

**Exercice d'application** : application des principes de la comptabilité analytique et du budget base zéro

**Mise en situation** : se préparer à défendre son budget

### Quiz aval

2 jours  
14 heures

Code 60017

Paris			Lyon		
21-22	mars	2016	13-14	juin	2016
13-14	juin	2016	8-9	décembre	2016
25-26	août	2016			
6-7	octobre	2016			
8-9	décembre	2016			

Tarif HT : 1 435 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 • La comptabilité analytique fournit-elle des chiffres incontestables ?

Non, car il y a plusieurs méthodes à connaître et une méthodologie à maîtriser pour faire les bons choix, car contrairement à la comptabilité générale, elle n'est pas totalement normée. Puis, il faut la discuter avec les responsables opérationnels.

### 2 • La valeur actuelle nette d'un investissement est-elle vraiment du ressort du contrôleur de gestion ?

Bien entendu, le contrôleur de gestion détermine les résultats prévisionnels d'un investissement, donc les flux financiers futurs. Il doit savoir calculer la valeur actuelle nette pour évaluer la recevabilité du dossier d'investissement par les financiers.

### 3 • Y-a-t-il une méthodologie précise pour choisir les bons indicateurs de performance ?

Naturellement, des indicateurs peuvent être retenus pour leurs fonctions, leurs qualités, mais leur choix final repose sur une méthode d'analyse bien précise.

# Contrôle de gestion - Niveau 2

Maîtriser et renforcer la performance de l'entreprise



Calculatrice indispensable

**Les techniques du contrôle de gestion évoluent : elles s'adaptent aux nouveaux défis des entreprises, elles se spécialisent selon les secteurs d'activité. Pour évaluer sa propre organisation et ses marges de progression, il est indispensable de comprendre l'utilité et les modalités de déploiement de chacune des méthodes pour sélectionner celles qui répondront le mieux aux besoins spécifiques de son entreprise.**

## OBJECTIFS

- Approfondir les méthodes et les outils du contrôle de gestion.
- Faire du contrôle de gestion un instrument de pilotage opérationnel et stratégique.
- Évaluer, faire évoluer sa pratique et identifier les pistes de développement de son contrôle de gestion.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance pratique du contrôle de gestion ou avoir suivi " Contrôle de gestion - Niveau 1 " (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables comptables et financiers
- Responsables de centre de profit

## ANIMATEUR

Éric JANKOWSKI  
Directeur Administratif et Financier Groupe

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Concevoir et mettre en place les outils du contrôle de gestion

##### Du reporting au controlling : évolution des objectifs de la fonction du contrôle de gestion

- Cerner le profil du contrôleur : sa place, ses compétences, ses nouvelles missions...
- Définir sa contribution à l'évaluation des risques

##### Les outils pour un rôle prédictif

- Maîtriser les nouvelles approches de la comptabilité de gestion : méthodes ABC/ABM, méthode UVA...
- Coûts cibles (target costing)
- Création de valeur (EVA)
- Benchmarking
- Balanced scorecard
- Planification budgétaire : améliorer la rentabilité

**Exercice d'application** : mise en application des différents outils

##### Transformer ses tableaux de bord en outils de pilotage opérationnels

- Assurer la cohérence des indicateurs avec l'activité et la stratégie de l'entreprise
  - Contrôler les indicateurs de la performance
  - Relier la mesure de la performance à la stratégie
- Étude de cas** : analyse critique d'un tableau de bord

#### Définir ce qu'il faut attendre des nouvelles technologies

- PGI (ERP), progiciels, informatique décisionnelle : évaluation, apports...
  - Le e-budgeting : impact et perspectives
- Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés rencontrées dans la mise en place d'un outil et comment les résoudre

#### Évaluer et auditer son département contrôle de gestion

##### Définir les modalités

- Établir la fréquence d'organisation du diagnostic
  - Savoir qui doit être associé à la démarche
- #### Retenir les bons indicateurs de performance
- #### Vérifier l'adéquation avec les attentes des clients et l'évolution de la stratégie de l'entreprise

- Améliorer l'analyse des besoins
- Calibrer les structures et missions pour répondre aux nouveaux besoins

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de pratiquer les outils de la comptabilité analytique et les méthodes les plus avancées du contrôle de gestion, avec le recul approprié à une pratique senior de la fonction.**

2 jours

14 heures

Code 60018

### Paris

11-12	avril	2016
7-8	juillet	2016
19-20	octobre	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Préparer une business review

Réaliser et pratiquer une revue d'activité à forte valeur ajoutée



**Mettre en pratique des business reviews périodiques est un excellent moyen pour suivre les progrès de son plan stratégique et opérationnel, faire des ajustements pour s'aligner aux objectifs recherchés et capitaliser sur un climat de confiance avec ses partenaires. Plus important encore, pratiquer des business reviews pertinentes concourt à créer au sein de votre équipe une culture de l'engagement et de la performance.**

## OBJECTIFS

- Identifier les objectifs et les enjeux de la business review.
- Préparer une business review efficace.
- Construire un partenariat avec les responsables opérationnels pour développer une dynamique de progrès.

## PRÉREQUIS

Être à l'aise dans l'animation de réunions ou avoir suivi " Réussir ses réunions " (code 53032 sur www.efc.fr).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers
- Responsables comptables ou financiers
- Directeurs du contrôle de gestion

## ANIMATEUR

Éric MENARD  
Consultant en comptabilité et gestion de projets  
EMD Formation Consulting

## PROGRAMME

#### Analyser le rôle des business reviews dans le pilotage de l'entreprise

- Définir les modèles de pilotage de la performance des entreprises
  - Faire de la business review un outil d'animation de la performance
  - Créer du lien entre la stratégie et l'opérationnel
- Partage d'expériences** : échange sur les indicateurs de performance retenus dans les entreprises

#### Identifier les objectifs et les enjeux de la business review

- Identifier les enjeux de la business review
  - Cerner les facteurs clés
  - Mettre en place les actions de progrès
- #### Définir les objectifs spécifiques de la business review
- Maîtriser son activité
  - Mesurer ses risques
  - Définir les indicateurs les plus pertinents
- Exercice d'application** : réalisation de tableaux de bord adaptés

#### Organiser une business review

- Définir les acteurs impliqués dans la business review
- Construire un partenariat avec les opérationnels

#### Préparer le contenu

- Analyser les résultats et les commenter
- Maîtriser les supports, les outils et l'automatisation
- Communiquer sur les données et les résultats
- Se projeter : les plans d'action à mettre en œuvre

#### Définir la fréquence et la durée appropriées

#### Choisir les modalités : en présentiel ou à distance

**Exercice d'application** : réalisation du guide des bonnes pratiques des business reviews

#### Animer une business review

- Adopter un rôle et une posture de manager et de leader
  - Proposer l'ordre du jour d'une business review
  - Suivre dans le temps les plans d'action mis en œuvre
- Mise en situation** : conduite d'une business review à différentes étapes de son déroulement

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de la formation, vous serez en mesure de préparer et pratiquer des business reviews à forte valeur ajoutée au sein de vos organisations.**

2 jours

14 heures

Code 60102

### Paris

23-24	juin	2016
24-25	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Contrôleur de gestion en activité industrielle

Développer des outils d'aide à la décision pour communiquer et convaincre



Calculatrice indispensable

**La connaissance des langages spécifiques industriels, alliée à des méthodes d'analyse adaptées, permet de s'informer, d'informer et de convaincre la direction et les opérationnels. Le contrôle de gestion est un centre de profit écouté, disponible, fiable et efficace, de la préparation des budgets pragmatiques à la réalisation des objectifs à court et long termes.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les outils budgétaires pour assurer une information efficace et convaincante avec la direction et les opérationnels.
- Développer des outils d'aide à la décision.
- Contribuer à améliorer la performance industrielle.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion ou avoir suivi " Contrôle de gestion - Niveau 1 " (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables comptables ou financiers dans l'industrie
- Tout opérationnel responsable de budget et/ou de projet d'investissement

## ANIMATEUR

Martin de CHARETTE  
Responsable du contrôle de gestion

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : analyse des coûts

#### Collecter et contrôler l'information

- Cerner les objectifs de la direction
- Exploiter les différentes sources d'information
- Juger, trier et classer l'information

#### Maîtriser la technique budgétaire

##### Analyser les orientations budgétaires

- Formaliser les objectifs et les actions stratégiques
- Être force de proposition et initiateur des orientations

##### Participer à l'élaboration des budgets

- Évaluer la contribution de chaque atelier à la réalisation de la stratégie
- Analyser les forces et les faiblesses de chaque atelier
- Juger l'adaptation des actions et ressources nécessaires
- Être force de proposition et initiateur des orientations

**Exercice d'application :** élaboration

d'un budget pour un atelier d'usine

#### Vérifier la cohérence des budgets

##### Assurer le suivi des budgets

**Étude de cas :** suivi budgétaire et analyse des écarts

### Maîtriser les techniques fondamentales d'analyse des coûts

- Assimiler les méthodes de calcul des coûts
- Exercice d'application :** calcul des coûts de revient industriels suivant différentes méthodes, comparaison et analyse

- Calculer le point mort et le seuil de rentabilité

- Contrôler les coûts, la productivité, les investissements et les stocks

### Suivre l'activité et mesurer la performance industrielle

- Communiquer efficacement
- Exercice d'application :** mise en place d'une collaboration efficace entre le contrôleur de gestion et les opérationnels

- Assurer un reporting efficace

- Optimiser sa pratique des tableaux de bord
- Étude de cas :** exemple d'utilisation d'un tableau de bord concernant le suivi d'une campagne de promotion

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les outils et techniques permettant l'amélioration de la performance industrielle de votre entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 60043

### Paris

24-25	mars	2016
26-27	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1525 € - repas inclus

# Contrôleur de gestion en activité de services

Développer des outils de contrôle et de pilotage adaptés



Calculatrice indispensable

**De nouveaux métiers, facility management, sécurité informatique, ingénierie financière, centres d'appels, se sont installés dans un secteur des services qui a suivi les progrès technologiques en matière de communication et de dématérialisation. Le contrôleur de gestion doit adapter les modèles traditionnels de calcul et de traitement des coûts pour suivre au plus près le pilotage de ces nouvelles activités.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les outils comptables et budgétaires dans le cadre d'une activité de services.
- Mesurer et piloter la performance.
- Développer des outils d'aide à la décision.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion ou avoir suivi " Contrôle de gestion - Niveau 1 " (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables budgétaires de département opérationnel

## ANIMATEUR

François CHAMOIN  
Consultant spécialisé en contrôle de gestion  
FC Formation Consulting

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Module e-learning : analyse des coûts

#### Mettre en place l'outil de comptabilité analytique adéquat dans une activité de services

##### Les méthodes traditionnelles

- Coûts directs, coûts complets
- Limites de ces méthodes

##### La méthode ABC des coûts à base d'activités

- Principales étapes de la méthode
- Intérêts et limites

**Exercice d'application :** calculs de coûts

#### Maîtriser la technique budgétaire

##### Le processus budgétaire

##### Construction des budgets d'exploitation

- Budget des ventes
- Budget de production des activités
- Budget des achats

##### Compte de résultat prévisionnel

##### Budget de trésorerie

**Étude de cas :** analyse d'un budget

#### Élaboration et utilisation du tableau de bord

- Définir les indicateurs caractéristiques de l'activité de services
- Collecte des informations issues des différents systèmes d'information de l'entreprise

- Les indicateurs pertinents du BFR : le pilotage du compte client
- Mise à jour et périodicité des indicateurs suivis

- Lecture et interprétation des écarts

- Lancement des actions correctrices

**Exercice d'application :** élaboration d'un tableau de bord

#### Faire du tableau de bord un outil de gestion et de dialogue entre opérationnels et contrôleurs de gestion

#### Mettre en place une communication efficace pour optimiser le pilotage de l'activité

- Développer la relation avec les services comptables et les problématiques liées aux différences entre la vision comptable et la vision économique et de gestion
- Intégrer les spécificités des environnements internationaux : relation maison-mère / filiales et inversement

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'organiser l'information et de contribuer à l'amélioration de la performance de votre activité.

2 jours  
14 heures

Code 60055

### Paris

24-25	mars	2016
26-27	septembre	2016

Tarif HT : 1525 € - repas inclus

# Contrôle de gestion de la fonction commerciale

Piloter la maîtrise des coûts



Calculatrice indispensable

**La volonté de l'entreprise de mettre en adéquation stratégie et performance demande à chaque collaborateur impliqué dans la fonction commerciale de comprendre et de maîtriser les chiffres de son activité. Pour cela, il devra être capable de procéder à des analyses de rentabilité, d'élaborer et de suivre les budgets et de rechercher en permanence des améliorations possibles.**

## OBJECTIFS

- Recueillir et analyser les données nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise.
- Élaborer un business plan et construire un budget commercial.
- Définir les objectifs commerciaux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion ou avoir suivi " Contrôle de gestion - Niveau 1 " (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables comptables et financiers
- Directeurs commerciaux

## ANIMATEUR

Didier CASTETS  
Consultant spécialisé en contrôle de gestion

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont Module e-learning : analyse des coûts

#### S'impliquer dans l'élaboration du business plan et du budget

##### Participer au processus de planification

- Business plan : méthodologie et contenu
- Prévoir l'évolution financière de l'entreprise
- Analyser les prévisions de ventes
- Définir les objectifs commerciaux
- Fixer les tarifs et les marges
- Collaborer avec la direction commerciale
- Être au cœur de la stratégie de l'entreprise

##### Construire un budget commercial

**Exercice d'application** : élaboration d'un budget commercial

##### Défendre son budget

**Exercice d'application** : établissement d'un budget selon trois scénarios et choix selon les ratios exigés

#### Élaborer les outils nécessaires au suivi des résultats

- Concevoir les tableaux commerciaux
- Collecter l'information

#### Exploiter les données recueillies

- Assurer la maîtrise des coûts commerciaux
- Analyser la rentabilité
- Étude de cas** : analyse par secteur, commentaires et simulations

#### Analyser les écarts : maîtriser la méthodologie

- Analyse de l'écart global par le budget flexible
- Analyse du chiffre d'affaires et détermination des écarts : volume, prix, mix
- Exercice d'application** : détermination des écarts sur chiffre d'affaires et commentaires
- Analyse des marges et causes des écarts
- Étude de cas** : analyse de la marge brute et explication des écarts

#### Développer un système de reporting et être force de propositions

##### Synthétiser les informations recueillies

Rédiger des rapports  
**Préconiser et coordonner les actions correctives**

- Assurer un rôle de conseil auprès des opérationnels et de la direction

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mesurer la rentabilité de votre activité et de chercher les leviers possibles d'amélioration.**

2 jours

14 heures

Code 60044

### Paris

10-11	mars	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 525 € - repas inclus

# Concevoir et mettre en œuvre des tableaux de bord

Outils d'analyse et d'aide à la décision



Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

**Les entreprises évoluent dans un environnement en pleine mouvance. Les concurrents sont de plus en plus nombreux et les marges ont plus tendance à aller vers la baisse que vers la hausse. Afin de limiter toute dégradation de sa marge, il devient important de mettre en place des tableaux de bord en choisissant les bons indicateurs de gestion.**

## OBJECTIFS

- Optimiser le contrôle de gestion par la mise en place de tableaux de bord pertinents.
- Intégrer des indicateurs de pilotage et de mesure de la performance efficaces.
- Acquérir les outils et la méthodologie propres à améliorer les systèmes déjà en place.

## PRÉREQUIS

Être amené à mettre en place des tableaux de bord de gestion.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion juniors
- Responsables de la gestion financière
- Responsables administratifs et financiers
- Toute personne amenée à mettre en place des tableaux de bord

## ANIMATEUR

Marie-Andrée PREVOT  
Consultante spécialisée en contrôle de gestion  
ADFIGEST

## PROGRAMME

Initiation

#### Méthodologie de la conception d'un tableau de bord

##### Faire du tableau de bord un outil clé de la gestion de l'entreprise

- Les règles d'or d'un bon tableau de bord : finalités et spécificités
- Les principes incontournables de conception
- Les conditions de production et d'utilisation

##### Choisir les indicateurs caractéristiques pour le tableau de bord

- Sélectionner les indicateurs adaptés à la spécificité de l'entreprise
- Formaliser les informations issues des autres systèmes de l'entreprise : comptabilité, facturation...
- Identifier correctement les indicateurs de performance, de pilotage et d'éclairage pertinents

**Exercice d'application** : mise en forme d'une masse d'informations recueillies sur le cas d'une entreprise

##### S'assurer de la fiabilité

- et de la pertinence des indicateurs
- Définir une norme des indicateurs
- Identifier les indicateurs les plus répandus
- Résoudre les difficultés pratiques de tenue du tableau de bord : maintenance, mise à jour, périodicité...

**Étude de cas** : comparaison de plusieurs tableaux de bord et de la maîtrise de leur suivi

#### Mise en œuvre du tableau de bord dans l'entreprise

##### Définir la chronologie de mise en place du tableau de bord

- Élaborer l'organigramme de gestion
- Cerner les points clés de gestion
- Assurer la promotion de ses tableaux de bord auprès des opérationnels
- Convaincre des apports et des avantages de l'outil
- Faire du tableau de bord un outil de gestion et de dialogue dans l'entreprise
- Faciliter l'exploitation du tableau de bord : expliquer les techniques de lecture et d'interprétation utiles aux opérationnels
- Exercice d'application** : élaboration d'un tableau de bord à partir de données pratiques

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de construire des tableaux de bord en choisissant des indicateurs pertinents et de les mettre en œuvre au sein de votre entreprise.**

2 jours

14 heures

Code 60045

### Paris

11-12	avril	2016
23-24	juin	2016
29-30	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

### Lyon

24-25	mars	2016
28-29	novembre	2016



# Pratique de la comptabilité analytique

Calculer et analyser les coûts de revient



Calculatrice indispensable

**La comptabilité analytique se distingue de la comptabilité générale, dont elle emprunte les données et avec laquelle elle s'articule, par le fait de recenser des charges classées par destination et non par nature. Elle rapproche chaque produit de ses coûts, qu'ils aient été encourus dans l'exercice ou dans des périodes précédentes, et sa maîtrise à travers diverses méthodes permet un meilleur pilotage des activités de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Assimiler les concepts essentiels de la comptabilité analytique.
- Maîtriser les différentes méthodes de calcul et d'analyse des coûts.
- Analyser les coûts afin de maîtriser la rentabilité.

## PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en comptabilité générale ou avoir préalablement suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Contrôleurs de gestion
- Comptables uniques en PME

## ANIMATEUR

Gilles BORREMANS  
Expert-comptable, Commissaires aux comptes  
DELESALLE, DUPUI, BORREMANS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Module e-learning : analyse des coûts

#### Maîtriser les spécificités de la comptabilité analytique

Comprendre les objectifs de l'analyse des coûts

Définir la notion de coûts

- Composants, hiérarchie et caractéristiques des coûts

#### Utiliser la méthode des coûts complets

Distinguer les charges directes et indirectes

Maîtriser les principes de la méthode des coûts complets

- Les centres d'analyse
- Les unités d'oeuvre
- Les choix des taux de frais et des clés de ventilation

**Exercice d'application** : établissement du tableau de répartition des charges indirectes et calcul du coût des unités d'oeuvre

#### Appliquer la méthode des coûts partiels ou direct costing

Définir la relation " coût-volume-profit "

Déterminer le seuil de rentabilité et le point mort

Approche en coûts variables

- Calculer la marge de contribution

**Approche en coûts directs**

- Définir le point de non-fabrication

**Exercice d'application** : présentation d'un tableau de direct costing et calcul du seuil de rentabilité

#### Recourir à la méthode du coût marginal

- Analyser les coûts et prendre les décisions de gestion associées
- Employer la méthode de l'imputation rationnelle

#### Contrôle budgétaire et analyse des écarts

- Analyser les écarts sur différents postes
- Exploiter cette analyse par les coûts standard

#### Adopter la méthode Activity Based Costing (ABC)

- Maîtriser les principes de la comptabilité par activité
- Identifier les activités à analyser
- Déterminer les inducteurs de coûts

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer et d'analyser les coûts de revient.

2 jours  
14 heures

Code 60029

### Paris

26-27	mai	2016
29-30	août	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 425 € - repas inclus

# Méthodes ABC et ABM

Des outils de costing, d'analyse de rentabilité et de pilotage pertinents

**Entreprise complexe, gamme élargie de produits, charges indirectes énormes mais comptabilité analytique simpliste, répartition de coûts arbitraires, incidence du mix produit sur la rentabilité non appréhendée... Seule la notion de processus permet de supprimer les décalages, de retrouver les véritables causes des coûts, d'allouer les ressources en fonction de la valeur apportée au client et d'identifier des gisements de rentabilité.**

## OBJECTIFS

- Définir précisément les objectifs et les ressources de son projet.
- Déterminer les coûts de revient, les rentabilités et les grilles de tarification selon la méthode ABC.
- Adapter les méthodes ABC/ABM à son mode d'organisation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion ou avoir suivi " Contrôle de gestion - Niveau 1 " (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables comptables
- Responsables administratifs et financiers

## ANIMATEUR

Laurent RAVIGNON  
Gérant Fondateur, consultant en management de la performance  
ALPHA CEN

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Déterminer les enjeux de la mise en place...

De la méthode ABC

- Cerner les objectifs stratégiques, opérationnels et financiers
- Réconcilier l'analyse des coûts et la réflexion stratégique
- Affiner la politique de prix
- Éclairer les choix en matière d'externalisation

De la méthode ABM

- Réduire les délais
  - Suivre les performances individuelles et collectives
  - Améliorer la qualité des processus
- Exercice d'application** : calcul des coûts de revient suivant les méthodes traditionnelles et suivant la méthode ABC, comparaison et analyse

#### Réussir la mise en place dans l'entreprise

Passer d'une comptabilité analytique classique à la méthode ABC

- Identifier les insuffisances de la comptabilité de gestion classique
  - Faire coexister les méthodes traditionnelles de suivi des coûts et le système ABC/ABM
- Intégrer la typologie des coûts**
- Coûts directs et indirects
  - Coûts variables et fixes

Coûts complets et partiels

- Maîtriser les différentes méthodes d'analyses des coûts

**Procéder étape par étape**

- Savoir qui associer à la démarche
  - Susciter l'adhésion de tous
  - Collecter les informations
  - Organiser son système d'information pour optimiser les apports de l'ABM
  - Identifier les processus générateurs de coûts
  - Modéliser les opérations internes requises pour mettre un produit ou un service à la disposition d'un client
  - Rechercher et choisir les inducteurs de coûts
  - Mesurer les moyens alloués aux opérations internes de l'entreprise
  - Affecter aux produits/services leur consommation de prestations internes
- Assurer l'efficacité de la méthode ABC**
- Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés les plus fréquemment rencontrées, intérêt de l'ABM, notion et sources de performance et liens entre ces sources de performance et les différents processus de l'entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer les inducteurs de coûts grâce aux méthodes ABC/ABM.

1 jour  
7 heures

Code 60019

### Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
11	juillet	2016
12	octobre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Maîtriser le processus budgétaire

Faire du budget un réel outil de pilotage

 Calculatrice indispensable

**Dans un contexte économique incertain, l'horizon prévisionnel s'est rétréci et la prévision budgétaire est devenue un élément incontournable de la gestion de l'entreprise. Exercice exigeant, l'élaboration du budget demande une méthode, un planning, des outils spécifiques et un maître d'œuvre : le contrôleur de gestion qui organise, pilote et coordonne jusqu'à la phase de validation définitive.**

## ● OBJECTIFS

- Situer le budget dans le processus de gestion de l'entreprise.
- Organiser et structurer le processus de construction budgétaire.
- Faire du budget un outil de pilotage.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en contrôle de gestion ou avoir suivi "Contrôle de gestion - Niveau 2" (code 60018 p. 286).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables administratifs et financiers
- Managers opérationnels

## ● ANIMATEUR

Daniel BROQUET  
Formateur consultant spécialisé en gestion, comptabilité et finance  
BDFI Formation

## PROGRAMME

Expertise

### Intégrer la démarche budgétaire

**Assurer la cohérence entre stratégie à long terme et plans d'actions à court terme**

- Les différents horizons de la gestion prévisionnelle
- Les points essentiels de la planification stratégique
- Le budget annuel, première année du plan opérationnel

### Construire son budget

- Le budget et l'organisation de l'entreprise
- Les éléments constitutifs de la démarche budgétaire
- Les prérequis
- Les intervenants dans la démarche de construction
- Les liens de dépendance et la cartographie des budgets

**Étude de cas** : analyse de l'imbrication de différents budgets

### Maîtriser les différents types de budgets et leur imbrication

**Les budgets d'exploitation**

- Les objectifs de ventes
- Les effectifs et la masse salariale
- Les budgets des services supports et des frais généraux

### Le budget d'investissements

- Le recensement et la hiérarchisation des besoins d'investissements
- Les critères de décision à prendre en compte

### Le budget de trésorerie

- Les équilibres financiers
- Les équilibres de trésorerie

**Étude de cas** : analyse de l'imbrication de différents budgets

### Faire du suivi budgétaire un outil de pilotage de la performance

- Le contrôle budgétaire
- L'analyse et la décomposition des écarts
- Les budgets rectificatifs, les budgets glissants
- Les tableaux de bord et le choix d'indicateurs pertinents pour la prise de décision

**Exercice d'application** : mise en place d'un tableau de bord de suivi budgétaire

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'organiser l'élaboration d'un budget opérationnel et d'en faire un outil de pilotage et d'aide à la prise de décision.**

**2** jours **14** heures

Code 60064

### Paris

26-27	mai	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 535 € - repas inclus

# Contrôle de gestion des systèmes d'information

Pour un pilotage informatique performant

**La place toujours plus prépondérante des systèmes d'information renforce le besoin de pilotage de ces activités, dans un contexte où les fonctions supports ne doivent plus coûter mais rapporter. La mise en place d'un contrôle de gestion spécifique constituant une aide au pilotage compétente et adaptée s'impose alors.**

## ● OBJECTIFS

- Opérer une gestion approfondie et rigoureuse de son pilotage informatique.
- Contrôler et maîtriser les coûts informatiques.
- Évaluer la performance et la valeur ajoutée des systèmes d'information.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser le contrôle de gestion ou avoir suivi "Contrôle de gestion - Niveau 2" (code 60018 p. 286).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion fonctionnels ou opérationnels
- Chefs de projet dans la mise en place d'un système de gestion intégrée
- Responsables des services comptables et financiers

## ● ANIMATEUR

Anne-Sophie JUNG  
Chargée de mission en contrôle de gestion  
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir le périmètre d'étude

- Connaître tout ce qui se rapporte aux systèmes d'information dans l'entreprise
- Identifier les coûts visibles et cachés

### Maîtriser les processus de contrôle budgétaire et de clôture mensuelle

**Élaboration et suivi des budgets en trois axes d'analyse**

- Compte de résultat par nature de dépenses
- Par catégorie d'activité
- Par projet SI et par client interne

### Clôturer les comptes mensuellement et annuellement

- Provisions par nature de dépenses et par centre de frais
- Production immobilisée
- Facturation aux filiales et aux partenaires
- Contrôle des CCA

**Test de connaissances** : différenciation entre charges et investissements

**Étude de cas** : analyse de l'élaboration du budget d'un projet SI

### Produire les outils de pilotage nécessaires

- Élaborer des tableaux de bord et mettre en place un système de reporting efficace
- Être force de proposition d'actions correctives

**Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord

### Contribuer à la mise en place et à l'amélioration des processus et des règles de gestion

**La gestion des ressources internes : humaines, matérielles et logicielles**

**Le processus de planification de l'ensemble des projets SI en liaison avec les maîtres d'ouvrage et les opérationnels en interne**

- Planification à court, moyen et long terme des projets nouveaux et de renouvellement
- Présentation homogène des paramètres de valeur : coût, qualité et délai
- Recherche de cohérence de l'ensemble des projets

### Le processus achat

- Optimisation des politiques d'acquisition de matériel et de logiciels
- Externalisation

### Évaluer l'impact des SI sur la performance financière et organisationnelle de l'entreprise

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de contrôler et de maîtriser les coûts informatiques de votre structure.**

**2** jours **14** heures

Code 60067

### Paris

14-15	mars	2016
20-21	octobre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Contrôle de gestion de projet

Mesurer et suivre la rentabilité économique d'un projet



**De plus en plus souvent, les entreprises mettent en place des organisations transitoires qu'elles doivent gérer dans le triple souci de la maîtrise des coûts, des délais et de la qualité. Ce souci de maîtrise s'appuie sur des méthodes et, au-delà, sur des réflexes, notamment de prévision que l'on qualifie de manière générale de gestion en mode projet.**

## OBJECTIFS

- Disposer d'un outil de contrôle spécifique à la gestion de projet.
- Élaborer les tableaux de bord et les indicateurs clés pour la gestion d'un projet.
- Contrôler le déroulement d'un projet sur le plan financier.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les techniques de base du contrôle de gestion ou avoir suivi "Contrôle de gestion - Niveau 1" (code 60017 p. 285).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables de projet
- Tout responsable opérationnel ou financier ayant à gérer un projet et à en contrôler l'exécution

## ANIMATEUR

Denis MOLHO  
Consultant spécialisé en contrôle de gestion  
DME Performance

## PROGRAMME

Expertise

### Module e-learning : la valorisation d'un projet d'investissement

**Le contrôle de gestion de projet : les critères de performance à mettre en œuvre**

**Analyse de la rentabilité économique d'un projet**

Mesurer la rentabilité d'un investissement

- Pay back
- Valeur Actualisée Nette (VAN)
- Taux de Rendement Interne (TRI)

**Prise en compte des risques**  
**Élaboration de scénarios pour chiffrer les risques**

**Exercice d'application** : calcul de la rentabilité économique d'un projet

**Faire cohabiter projets et budgets**

**Programmer et planifier le projet**

- Budgeter le projet
- Optimiser la gestion de trésorerie du projet
- Procéder aux ajustements budgétaires
- Organiser les ressources en mode projet

**Outils de maîtrise des coûts**

**Différentes méthodes d'estimation possibles**

- Importance des réévaluations des coûts

à terminaison comme mode de pilotage

**Coûts complets**

**Direct costing**

**Exercice d'application** : suivi des coûts d'un projet

**Réalisation et suivi des projets : savoir utiliser les tableaux de bord**

**Suivi budgétaire ou "cost control"**

- Les réestimations comme base du vrai contrôle des coûts

**Utilisation d'un système de tableaux de bord pertinents**

- Importance de la réactivité par rapport aux dérives de coûts

**Analyse des écarts rapportés aux différents scénarios**

**Exercice d'application** : réalisation d'un tableau de bord de suivi d'un projet

**Les outils informatiques de coordination de projet**

- Utilité des outils informatiques décisionnels

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place des outils de pilotage permettant de suivre l'évolution du budget de vos projets.**

**2** jours  
**14** heures

Code 60057

Paris		
17-18	mars	2016
7-8	juillet	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus

# Traiter une masse de données volumineuse

Classer et synthétiser une masse importante de données



Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

**Avec le développement des outils permettant des extractions toujours plus pointues dans les systèmes d'information, le nombre de données disponibles en entreprise croît exponentiellement. La mise en place d'un ERP performant fournit les données, mais encore faut-il les organiser, les trier, les synthétiser et les rendre compréhensibles. Des outils et des techniques existent heureusement pour accompagner celui qui doit les ordonner pour fournir une information claire, précise et exploitable.**

## OBJECTIFS

- Récupérer et organiser des masses de données importantes sous Excel®.
- Synthétiser les données et procéder à des analyses dynamiques.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les fonctions principales de Excel®.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Consultant en comptabilité et informatique

## PROGRAMME

Expertise

**Maîtriser les concepts de statistiques et de probabilité et leurs fonctions associées**

- Définir les notions statistiques utiles dans le traitement des données
- Exploiter les fonctions de moyenne, moyenne pondérée, mode, médiane, quartiles
- Intégrer les mesures de variance et d'écart type

**Exercice d'application** : calculs de moyennes pondérées

**Mettre en application les fonctionnalités de Excel®**

**Mettre en forme les données**

- Standardiser les données
- Exploiter les formules de conversion de texte
- Manier les fonctions de recherche avancées

**Réaliser des comptages**

- Utiliser les filtres
- Réaliser des tableaux croisés dynamiques
- Intégrer les possibilités offertes par les conditions

- Maîtriser la commande de sous-total

- Définir les sommes conditionnelles

- Appliquer les règles de protection des données

**Exercice d'application** : préparation d'un tableau croisé dynamique

**Application aux bases de données volumineuses**

**Préparer les données**

- Définir les critères de sélection
- Visualiser et organiser les résultats

**Synthétiser les données**

- Exploiter les sous-totaux
- Utiliser les fonctions " grouper ", " dissocier " et " regrouper "

**Appliquer la stratégie de protection des données**

**Mise en situation** : organisation de données et réalisation d'une synthèse dynamique

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'organiser le traitement d'une masse importante de données.**

**1** jour  
**7** heures

Code 60093

Paris		
11	mai	2016
20	septembre	2016
21	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Pratiquer l'audit interne - Niveau 1

Les techniques et les outils de l'audit



**L'audit est une méthode avec sa démarche, donc des étapes et des outils, ou livrables. L'actualité du contrôle interne, sous ses différentes exigences opérationnelles, renforce le besoin de bien définir ces éléments méthodologiques afin de répondre aux attentes croissantes, réglementaires notamment.**

## OBJECTIFS

- Identifier la démarche de l'auditeur dans sa mission d'évaluation des différents aspects de l'entreprise.
- Cerner les principes fondamentaux de l'audit dans ses différents domaines.
- Se familiariser avec les outils de l'audit.

## PRÉREQUIS

Une expérience du fonctionnement de l'entreprise est requise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services comptables et financiers
- Contrôleurs de gestion
- Comptables

## ANIMATEUR

Jean-Claude ARMAND  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
CABINET ARMAND

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Définir la mission et la démarche d'audit

##### Le concept " audit "

- Le contexte
- Les objectifs

##### Les différentes phases de l'audit

- La préparation
- Le déroulement
- La finalisation

#### Définir les rôles respectifs des membres d'une équipe d'audit

#### Acquérir la méthodologie de l'auditeur

##### Les travaux préparatoires

- La typologie des risques
- Le diagnostic des risques

##### Le contrôle interne

- Appréciation et évaluation des systèmes
- Élaboration de tests
- Contrôle de l'information comptable et financière
- Présentation du modèle COSO
- Conclusion et formulation de l'avis

**Exercice d'application** : rédaction d'un avis à partir de pièces comptables fournies

#### Utiliser les outils de l'auditeur

##### Décrire les systèmes et les procédures

- Diagrammes de circulation
- Mémoire

### Évaluer

- Revue analytique : établissement et utilisation des questionnaires de contrôle
- Méthode des tests d'audit
- Utilisation des techniques de sondage

#### Autres systèmes et procédures à connaître

- Inventaire physique
- Confirmations extérieures
- Test de validation
- Test substantif

**Exercice d'application** : mise en application des différents outils

#### Organiser une intervention d'audit Maîtriser les étapes clés de la mission d'audit

- Élaborer le planning de la mission
  - Mettre en place le suivi de la mission
  - Monter le dossier justificatif de l'opinion
  - Optimiser les relations avec le sujet audité
- Étude de cas** : mise en œuvre des techniques générales d'audit exposées en les adaptant au contexte

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les principes fondamentaux, démarches et outils de l'audit interne.**



Code 60046

Paris		
30-31	mars	2016
19-20	septembre	2016
8-9	décembre	2016

Lyon		
30-31	mars	2016
19-20	septembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Se perfectionner à l'audit interne - Niveau 2

Mise en place d'un système d'audit interne



**L'audit interne, véritable système de veille, apparaît comme un outil indispensable pour le management de l'entreprise. L'actualité fournit de multiples exemples de non-respect des procédures de contrôle interne et de leurs conséquences toujours dommageables. La direction générale doit pouvoir compter sur un tel dispositif pour s'assurer du degré de maîtrise de ses opérations et de l'atteinte des objectifs qu'elle a fixés.**

## OBJECTIFS

- Structurer l'activité d'audit interne.
- Maîtriser les techniques et les outils de l'audit interne de la phase préparatoire à la phase de réalisation.
- Valoriser la mission d'audit par la communication de ses résultats et le suivi de la mise en œuvre des actions préconisées.

## PRÉREQUIS

Avoir une compréhension approfondie de l'organisation de l'entreprise ou une connaissance pratique de l'audit interne ou avoir suivi " Pratiquer l'audit interne - Niveau 1 " (code 60046 p. 292).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Auditeurs et contrôleurs internes
- Contrôleurs de gestion
- Responsables des services comptables et financiers
- Toute personne concernée par la régularité du fonctionnement de l'entreprise

## ANIMATEUR

Thierry BALLOT  
Director Forensic & Corporate Intelligence  
FIPCOR

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Structurer l'activité d'audit interne

- Définir le rôle, les missions et les objectifs de l'auditeur interne
- Distinguer les différents types d'audits et leurs spécificités
- Saisir les enjeux et les opportunités d'une mission d'audit
- Identifier les complémentarités avec les autres fonctions de l'entreprise
- Améliorer la communication autour de l'audit
- Organiser l'activité de l'audit interne

**Étude de cas** : analyse des risques d'une organisation, structuration d'une équipe d'audit interne, préparation d'un plan d'audit

#### Maîtriser les étapes clés de la mission d'audit interne

##### Lors de la phase préparatoire

- Préparer l'ordre de mission
- Réaliser la phase de prise de connaissance
- Identifier et évaluer les risques
- Définir les objectifs

**Exercices d'application** : préparation de questionnaires de prise de connaissance, identification et évaluation des risques

##### Lors de la phase de réalisation de l'audit interne

- Décrire la structure et l'organisation

- Identifier le fonctionnement et les dysfonctionnements
- Identifier les causes et les conséquences
- Utiliser différents outils : examen des documents, entretiens individuels, analyse-système, analyse-module, matrice de répartition des tâches, organigramme-processus, organigramme-procédures, sondage, échantillonnage...

**Exercice d'application** : préparation de questionnaires de contrôle interne, préparation d'une fiche de risque (FRAP)

#### Valoriser les remarques et les recommandations

- Finaliser la mission
- Effectuer la restitution auprès des audités
- Présenter les conclusions et exposer les recommandations : la formulation et les précautions à prendre

#### Appliquer le plan d'action correctif

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de concevoir et de piloter un système d'audit interne et d'animer la fonction d'audit interne.**



Code 60021

Paris		
7-8	avril	2016
4-5	juillet	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Conduire un audit comptable et financier

Assurer la qualité et la performance de la fonction comptable



**L'audit comptable et financier est un examen des états financiers de l'entreprise visant à vérifier leur sincérité, leur régularité, leur conformité et leur aptitude à refléter l'image fidèle de l'entreprise. Pour un audit fiable et efficace, il est indispensable de maîtriser les outils et techniques nécessaires à sa réalisation et de faire preuve de méthode.**

## OBJECTIFS

- Disposer d'une méthodologie détaillée de l'audit comptable et financier et des outils nécessaires à sa réalisation.
- Maîtriser les techniques du contrôle interne.
- Intégrer les exigences de la loi de Sécurité Financière et de la loi Sarbanes-Oxley.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en audit ou avoir suivi " Pratiquer l'audit interne - Niveau 1 " (code 60046 p. 292).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services comptables et financiers
- Contrôleurs de gestion et comptables
- Auditeurs internes

## ANIMATEUR

Annabelle TRAMIER  
Expert-comptable  
ANNABELLE TRAMIER & Associés

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser la démarche globale

- Connaître l'organisation d'une direction financière
- Maîtriser les processus comptables
- Cerner l'approche par les risques
- Recenser les problématiques liées au système informatique
- Identifier les normes professionnelles de référence
- Disposer d'une méthode de travail : détailler les étapes de l'audit
- Fournir les livrables

#### Auditer les cycles comptables

##### Utiliser les techniques de contrôle interne

- Mettre en œuvre les techniques de contrôle des principaux cycles de l'entreprise
- Identifier les risques majeurs et les activités de contrôle associées

##### Recourir à l'observation physique

##### Mettre en pratique la circularisation

##### Faire une revue analytique des comptes ou mettre en place les procédures analytiques

**Exercice d'application :** mise en place d'une revue analytique sur chiffre d'affaires

#### Auditer les comptes

##### Déterminer les comptes à contrôler Définir les comptes concernés et les risques du cycle

##### Optimiser les tests de contrôle interne, les procédures analytiques et les tests de détail

**Étude de cas :** analyse et critique des principales procédures

- La procédure d'inventaire physique
- La procédure de trésorerie
- La procédure de paie-personnel
- Revue analytique d'estimés de fin d'année et critique d'une revue de procédure d'achat

#### Auditer le reporting

- Les documents à livrer
- La loi de Sécurité Financière et la loi Sarbanes-Oxley : des exigences supplémentaires
- Les normes IFRS et IAS

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre la démarche de l'audit comptable et financier.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 60007

#### Paris

27 au 29	juin	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Maîtriser les outils du contrôle interne comptable

Les exigences du COSO, de l'AMF et les pratiques professionnelles

**Les principes généraux du contrôle interne comptable sont bien connus. Mais, pour réussir à passer de la théorie à la pratique et savoir faire le lien entre les concepts et les processus, seule la connaissance des outils opérationnels du contrôle interne comptable le permet. Leur maîtrise est donc indispensable.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les processus du contrôle interne comptable.
- Intégrer les outils opérationnels et la démarche de mise en œuvre.
- Faire le diagnostic et gérer le plan d'action.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances pratiques en comptabilité ou avoir suivi " Comptable unique " (code 60011 p. 272).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services comptables et financiers
- Chefs comptables
- Toute personne amenée à utiliser les outils du contrôle interne comptable

## ANIMATEUR

Pierre KRO  
Expert-comptable, Commissaire aux comptes  
PK-EXPERTS

## PROGRAMME

Expertise

#### Définir le contrôle interne comptable

- Les objectifs du contrôle interne comptable
- Les référentiels : COSO et cadre préconisé par l'AMF

#### Mettre en œuvre les procédures de contrôle

##### La cartographie de l'existant

- Système de gestion et fournisseurs d'informations comptables
- Schémas, procédures et contrôles comptables

##### Le diagnostic et le plan d'action

- La formalisation du constat
- Organiser ou créer une structure dédiée : objectifs, planning et coûts

#### Intégrer les outils opérationnels du contrôle interne comptable

##### La normalisation et les procédures

- Procédures comptables, schémas comptables réglementaires, plan comptable annoté...
- Définition d'événements de gestion normalisés
- Seuils d'autorisation et procédure d'escalade
- Fournisseurs et propriétaires de comptes et procédure d'attribution des comptes
- Charte des responsabilités
- Questionnaires de contrôles comptables clés

#### Le pilotage et le reporting

- La notation des questionnaires de contrôles comptables clés
- Le contrôle des contrôles
- La procédure de remontée des incidents comptables
- Le reporting de santé comptable
- **Exercice d'application :** élaboration des questionnaires de contrôles clés de la comptabilité
- Les actifs
- Les passifs
- Les instruments financiers
- Les cycles : achats, ventes, trésorerie...
- Les écritures manuelles
- Les réconciliations de chaînes
- Le maintien de la piste d'audit
- La conformité fiscale
- La consolidation

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les outils opérationnels du contrôle interne comptable.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 60060

#### Paris

15	juin	2016
19	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Conduire un audit des risques

Dresser la cartographie des risques de l'entreprise

Perfectionnement

**Il est désormais admis que l'entreprise fonctionne dans des environnements d'une complexité croissante, ce qui nécessite une attitude volontariste d'anticipation, notamment à l'égard des risques. Afin de se préparer aux conséquences dommageables et parfois graves des actions et des événements, la direction de l'entreprise doit pouvoir s'appuyer sur l'audit des risques, véritable dispositif de veille.**

## OBJECTIFS

- Évaluer les risques existants et potentiels.
- Dresser la cartographie des risques.
- Faciliter la mise en œuvre du risk management.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en audit ou avoir suivi " Pratiq. l'audit interne - Niveau 1 " (code 60046 p. 292).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Risk managers
- Auditeurs et contrôleurs
- Responsables opérationnels, administratifs et financiers

## ANIMATEUR

Thierry BALLOT  
Director Forensic & Corporate Intelligence  
FIPCOR

## PROGRAMME

### Intégrer les enjeux du management des risques

Identifier les risques d'entreprise  
Définir le risk management et l'audit des risques

- Terminologie et structure

Cerner la mission de l'audit des risques  
Définir les complémentarités avec les autres fonctions de l'entreprise

- Audit interne, contrôle interne, contrôle de gestion, contrôle financier...
- Délimiter les fonctions des acteurs de l'audit des risques

### Réaliser l'audit et la cartographie des risques

Cerner la typologie

- Des risques
- Des causes
- Des conséquences
- Des facteurs favorisants

Définir les conditions de la réussite et les choix préalables à effectuer

- Les facteurs clés de succès et les écueils à éviter
- Les choix préalables : scope, approches et communication

Obtenir une vision globale des risques

- Identification et description des risques
- Estimation et évaluation des risques

- Compte-rendu sur les risques brutes  
**Maîtriser les risques**

- Décision du traitement à réserver à un risque
- Traitement du risque : choix des actions à mener et réalisation des actions
- Compte-rendu sur le risque résiduel

**Exercice d'application** : préparation d'une cartographie des risques

### Valoriser les résultats de l'audit des risques

Structurer les informations pour l'aide à la décision

Présenter les conclusions de la mission d'audit et les recommandations

- Dresser le constat : risques et risques potentiels
- Proposer les actions correctives
- Préparer un projet de progrès
- Définir les facteurs clés de succès

**Étude de cas** : analyse de conclusions d'audit de risques, recommandations et cartographie

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de concevoir et de piloter un système d'audit des risques de l'entreprise.**

**2** jours  
**14** heures  
Code 60022

Paris		
23-24	mai	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Gérer le risque de fraude

Prévenir, détecter, investiguer et récupérer son préjudice



**La médiatisation des affaires de fraudes internes et de scandales financiers a sensibilisé les organisations aux enjeux de la lutte anti-fraude. Les entreprises sont poussées à renforcer leur protection en interne. Une gestion du risque de fraude efficace ne s'improvise pas et nécessite de maîtriser des outils et des techniques spécifiques de prévention, de détection et d'investigation, ainsi que de connaître les meilleures pratiques.**

## OBJECTIFS

- Identifier les risques de fraude qui menacent son organisation.
- Prévenir et reconnaître la fraude par une gestion du risque et des moyens de lutte adaptés.
- S'organiser pour faire face aux crises et traiter les cas de fraude.

## PRÉREQUIS

Avoir une compréhension approfondie de l'organisation de l'entreprise ou une connaissance pratique de l'audit interne ou avoir suivi " Pratiq. l'audit interne - Niveau 1 " (code 60046 p. 292).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Auditeurs internes
- Responsables administratifs et financiers
- Responsables prévention des fraudes et contrôle interne
- Responsables juridiques et juristes

## ANIMATEUR

Hervé ZANY  
Certified Fraud Examiner  
Financial Intelligence & Processing

## PROGRAMME

### Quiz amont

### Prévenir le risque de fraude

- Connaître l'environnement normatif et les référentiels anti-fraude
- Étude de cas** : analyse des enseignements à tirer des études récentes sur le phénomène de fraude
- Organiser la gestion du risque de fraude
- Prévenir la fraude par la sensibilisation des acteurs internes et externes

- Déterminer les indicateurs de fraude
- Prévenir la fraude par la sensibilisation des acteurs internes et externes

### Détecter et faire face à la fraude

Mettre en place des contrôles spécifiques

- Instaurer une ligne éthique et un programme de whistleblowing
- Définir, documenter et surveiller des indicateurs d'alerte par processus
- Adapter les contrôles existants, concevoir et mettre en place de nouveaux contrôles de détection avec les technologies adéquates
- Mettre en oeuvre une validation de tiers efficace

### Faire face au soupçon de fraude

- Activer la cellule de crise pour monitorer avec prudence les événements et prendre les bonnes décisions
- Décider s'il faut investiguer les allégations ou les suspicions de fraude
- Mise en situation** : réaction face à une détection de fraude

### Traiter la fraude : investiguer, évaluer et récupérer son préjudice

- Définir les principales différences entre audit classique et examen de fraude
- Intégrer les principales techniques d'investigation de fraude : forensic accounting, preuves numériques, recherches documentaires, observations, entretiens...
- Récupérer son préjudice : assurances des pertes directes et indirectes, voies amiables et solutions pénales, recherche d'actifs et saisies
- Tirer les leçons de la crise pour renforcer le dispositif anti-fraude

- Tirer les leçons de la crise pour renforcer le dispositif anti-fraude
- Exercice d'application** : traitement de fraudes en utilisant les techniques d'investigation et récupération du préjudice

**Quiz aval**

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter la mise en place d'une protection contre les fraudes et de mener les principales techniques d'investigation pour faire face à une crise.**

**2** jours  
**14** heures  
Code 60083

Paris		
19-20	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Comptabilité pour non-comptables

Maîtriser les bases de la comptabilité



**La comptabilité a pour objet de produire une synthèse des informations financières de l'entreprise afin de prendre des décisions... mais encore faut-il les décrypter correctement. Savoir lire un bilan ou un compte de résultat s'avère le plus souvent un parcours du combattant pour les non-initiés. Aussi, est-il indispensable de disposer de clés de lecture des états financiers afin de trouver rapidement les informations nécessaires à la prise de décisions.**

## OBJECTIFS

- Lire et interpréter les différents documents comptables.
- Comprendre la logique des circuits et des enregistrements comptables et le mécanisme de la comptabilité analytique.
- Maîtriser les principaux ratios d'équilibre financier.

## PRÉREQUIS

Avoir besoin de la comptabilité dans son activité quotidienne.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne ne possédant pas de formation initiale en la matière et souhaitant acquérir des bases solides en comptabilité

## ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous disposerez des clés de lecture des états financiers pour éclairer vos prises de décision.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les connaissances comptables fondamentales Cerner l'importance et la finalité de l'information comptable

- La traduction comptable de la vie d'une entreprise
- L'incidence des faits économiques sur la comptabilité
- Traduction comptable du fonctionnement de l'entreprise : exemples

#### Assimiler le vocabulaire de base

- Être à même de dialoguer utilement avec un comptable

#### Cerner les grands principes

- Continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, prudence et partie double

#### Lire et exploiter les documents de synthèse

##### Étudier les différents documents comptables

- Compte, journal, balance et grand-livre
- Bilan, compte de résultat, annexe

##### Lire un compte de résultat

- Les différentes rubriques d'un compte de résultat
- Typologie de résultat : d'exploitation, financier et exceptionnel
- Comprendre la différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal

##### Présenter et analyser le bilan poste par poste

- Actif immobilisé, circulant et comptes de régularisation
- Passif : capitaux propres, provisions, dettes et comptes de régularisation

##### Comprendre les équilibres financiers

- Investissement/financement
- Fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie
- Soldes intermédiaires de gestion

**Étude de cas :** analyse d'un compte de résultat, d'un bilan et étude de quelques ratios types

#### Maîtriser l'essentiel de la comptabilité analytique

##### Cerner les objectifs de la comptabilité analytique

- Mesurer la souplesse par rapport à la comptabilité générale
- Choisir un outil d'aide à la décision

##### Pratiquer la comptabilité analytique

- Les opérations susceptibles de faire l'objet d'un suivi analytique
- Choix de l'architecture : les différents types de coûts
- Mécanisme d'imputation des charges : les clés de répartition
- Organiser la collecte et le traitement des informations

##### Analyser la rentabilité par produit, par activité et par service

- Définir la rentabilité
- Calculer le coût de revient
- Prendre en compte les variations d'activité et leurs incidences

**Exercice d'application :** la recherche du point mort

### Quiz aval



Code 60059

Paris			Lyon		
25-26	janvier	2016	20-21	juin	2016
23-24	mars	2016	7-8	décembre	2016
20-21	juin	2016			
29-30	août	2016			
17-18	octobre	2016			
7-8	décembre	2016			
23-24	janvier	2017			

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 075 € - repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Formation enrichissante, avec des exemples concrets donnés pour chaque question, ou chaque document comptable. L'objectif était de rafraîchir des notions que j'avais abordées il y a 15 ans... c'est chose faite. "

Jean Michel D., SAMSE



**Alain BARBOT**  
Responsable du secteur  
Fiscalité

Avec la publication sur le site de Bercy de la carte des pratiques et montages abusifs, la prévention est mise en avant de la répression. La liste, alimentée au fil du temps, identifie les schémas révélés lors de contrôles fiscaux que l'administration considère comme non conformes au droit, voire constitutifs d'un abus de droit. Les habituelles problématiques fiscales sont ainsi encadrées et mises en lumière. Les entreprises sont incitées à veiller au bon respect du droit et, à cette fin, doivent élaborer de nouvelles stratégies fiscales pour limiter les risques de redressement.

Fiscalistes, la mise à jour de vos pratiques reste plus que jamais indispensable et le catalogue Fiscalité de EFE a pour ambition de demeurer votre partenaire privilégié en vous proposant des formations expertes et opérationnelles adaptées à la réalité du contribuable.

## ÉDITO

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

**" Il faut des équipes solides techniquement, et bien en phase avec l'environnement et le métier de l'entreprise. "**



**Alain CHANALET-QUERCY**  
Directeur Juridique et Fiscal

**Quelles sont les grandes problématiques actuelles des directions fiscales ?**

C'est toujours l'optimisation du taux effectif, mais dans un cadre qui évolue très rapidement. Il devient de plus en plus important de savoir juger du caractère acceptable ou non des méthodes utilisées au regard des législations et des opinions publiques, non seulement nationales, mais aussi internationales (initiative BEPS par exemple). Il faut des équipes solides techniquement, et bien en phase avec l'environnement et le métier de l'entreprise.

**Quel est l'impact de la publication sur le site de Bercy de la liste des pratiques et montages abusifs ?**

Peu d'impact, à mon avis, [sauf pour l'opinion publique française]. J'ai toujours été d'avis qu'un " montage " est par définition abusif. Ce que la liste pointe réellement du doigt ce sont les pratiques artificielles, pas les structures en soi. Ce pragmatisme préserve l'avenir des fiscalistes bien formés. D'où l'importance de maintenir à jour ses connaissances et d'actualiser ses pratiques.

**Avez-vous ressenti une évolution dans les échanges entre les entreprises et l'Administration fiscale ?**

Pas réellement. L'évolution est très lente. Et la volonté politique se heurte à la technicité de la matière. En revanche, j'observe une rapide évolution dans les pays émergents (Brésil, Inde, notamment), où la négociation de l'imposition locale, dès la décision d'implantation, va devenir un enjeu essentiel. Les directeurs fiscaux devront demain convaincre le Conseil d'Administration d'aller négocier très en amont et d'accepter une imposition future.



DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT

# FISCALITÉ

BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

## 97

FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Cette formation aborde de façon très complète le calcul de la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, et elle est très bien menée par l'animateur. Les thèmes abordés sont très utiles pour le traitement des taxes foncières au quotidien particulièrement concernant la vérification du revenu cadastral des différents locaux imposés à la TFPB.*

**Aurore DURAND**

Gestionnaire d'activités foncières  
ERILIA

Participante à la formation " Taxe foncière - Niveau 2 " p. 337



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Formations certifiantes et longues

### • PARCOURS MÉTIERS

Fiscaliste d'entreprise  303

Résultat fiscal  303

### • CYCLE CERTIFIANT

Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises   306

### • CYCLES LONGS

Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise  308

Déterminer et gérer le résultat fiscal  310



Pratiquer la gestion de patrimoine  365

## Fiscalité des sociétés

Assistant(e) fiscaliste  304

Fiscalité pour non-fiscalistes  305

Fiscalité pour juristes 199

Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises  
Cycle certifiant   306

Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise - Cycle long  308

Auditer toutes les déclarations fiscales  309

Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale  309

Déterminer et gérer le résultat fiscal - Cycle long  310

Passer du résultat comptable au résultat fiscal 311

Fiscalité des dividendes  311

Taxes et participations assises sur les salaires 312

Fiscalité de la propriété industrielle 312

Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche 313

Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier 330

Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales  313

La facturation électronique 314

Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information 314

Régime fiscal de la fiducie 315

Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes 315

Maîtriser la fiscalité des sociétés en participation 316

Établir une cartographie des risques fiscaux  316

## Fiscalité des groupes

Restructurations - Summer days 317

Opérations de restructuration 318

Réaliser une transmission universelle de patrimoine 319

Fiscalité des transactions intra-groupe  319

Implanter une holding 320

Gestion fiscale d'une holding 320

Joint venture : choisir la forme juridique adaptée 140

Appliquer les impôts différés 321

Intégration fiscale - Niveau 1  321

Intégration fiscale - Niveau 2 322

Prix de transfert  326

Rédiger sa documentation de prix de transfert 327

Gérer un GIE 322

Panorama fiscal 2015/2016 - Conférence d'actualité 323

## Fiscalité internationale

Fiscalité internationale  324

TVA des opérations internationales  324

Conventions fiscales internationales  325

Transférer le siège social de son entreprise 325

Implanter une holding 320

Gestion fiscale d'une holding 320

Établissement stable 326

Prix de transfert  326

Rédiger sa documentation de prix de transfert 327

Maîtriser la pratique de la DEB 331

TVA des échanges internationaux de biens  332

TVA et douane 333

Fiscalité internationale du patrimoine 327

Fiscalité des non-résidents 328

Expatriation et détachement  68




## Fiscalité immobilière

Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Fiscalité immobilière - Niveau 2	 329
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	245
Fiscalité de la promotion immobilière	329
Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	330
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
TVA des activités immobilières	 330
TVA immobilière en secteur public	333






## Fiscalité en Banque Assurance

Le résultat fiscal dans les établissements financiers	376
TVA sur les opérations bancaires et financières	376
Pratiquer la fiscalité en assurance	 425
Gérer les taxes majeures en assurance	 426
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	426

## TVA - Douanes - CET et impôts locaux

<b>• TVA ET DOUANE</b>	
Les bases de la TVA	 331
Maîtriser la pratique de la DEB	331
TVA : territorialité des prestations de services	 332
TVA des échanges internationaux de biens	 332
TVA des opérations internationales	 324
TVA et douane	333
TVA des activités immobilières	 330
TVA sur les opérations bancaires et financières	376
TVA immobilière en secteur public	333
Appréhender le régime de la TVA en secteur public	 334
Optimiser le montage fiscal de ses contrats publics	334
<b>• DOUANES</b>	
Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1	 335
Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières - Niveau 2	335
TVA et douane	333
<b>• CET ET IMPÔTS LOCAUX</b>	
CET et taxe foncière - Niveau 1	336
Contribution économique territoriale - Niveau 2	 336
Taxe foncière - Niveau 2	 337










## Contrôle et contentieux

Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle	 337
Auditer toutes les déclarations fiscales	 309
Établir une cartographie des risques fiscaux	 316
Pratique du contrôle fiscal et du contentieux	 338
Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt	338
Contrôle fiscal des comptabilités informatisées	339
Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information	314
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Pratiques et montages abusifs	 339
Abus de droit	340
Acte anormal de gestion	340
Redressements fiscaux 2016 - Conférence d'actualité	341

## Ingénierie fiscale du patrimoine

<b>• FISCALITÉ DU PATRIMOINE</b>	
Pratiquer la gestion de patrimoine - Cycle long	 365
Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	 342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370
Fiscalité du patrimoine	 342
Droit patrimonial de la famille	 368
Droit des successions et des libéralités	343
<b>• OPTIMISATION FISCALE PATRIMONIALE / TRANSMISSION</b>	
Assurance vie et gestion de patrimoine	 366
Assurance vie : cadre juridique et fiscal	 408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie - Conférence d'actualité	367
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	368
Régime fiscal de la fiducie	315
Structurer son patrimoine en société	369
Holding patrimoniale	369
Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes	315
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile	370
Fondation, fonds de dotation et mécénat	343
Pactes Dutreil Transmission et ISF	344
<b>• FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER</b>	
Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
<b>• FISCALITÉ INTERNATIONALE DU PATRIMOINE</b>	
Fiscalité internationale du patrimoine	327
Fiscalité des non-résidents	328
Expatriation et détachement	 68

## Les initiations

Comptabilité pour fiscalistes	 345
La consolidation pour les fiscalistes	345
Fiscalité pour non-fiscalistes	 305
Fiscalité pour juristes	 199
Intégration fiscale - Niveau 1	 321
Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Les bases de la TVA	 331
Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1	 335
CET et taxe foncière - Niveau 1	336
Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	 342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	 370



# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## INITIATION

### Fiscalité des sociétés et des groupes

Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise <b>Cycle long</b> p. 308		Gérer un GIE p. 322
Assistant(e) fiscaliste p. 304	Passer du résultat comptable au résultat fiscal p. 311	Comptabilité pour fiscalistes p. 345
Fiscalité pour non-fiscalistes p. 305	Taxes et participations assises sur les salaires p. 312	Le résultat fiscal dans les établissements financiers p. 376
Fiscalité pour juristes p. 199	Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales p. 313	Pratiquer la fiscalité en assurance p. 425
Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale p. 309	Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes p. 315	Gérer les taxes majeures en assurance p. 426
Déterminer et gérer le résultat fiscal <b>Cycle long</b> p. 310	Intégration fiscale <b>Niveau 1</b> p. 321	

### Fiscalité internationale

Fiscalité internationale p. 324
TVA des opérations internationales <b>Nouveau</b> p. 324
TVA et douane p. 333
Fiscalité internationale du patrimoine p. 327

### Fiscalité immobilière

Fiscalité immobilière <b>Niveau 1</b> p. 328
--

## PERFECTIONNEMENT

### Fiscaliste spécialisé en fiscalité des entreprises

#### **Cycle certifiant**

p. 306

Auditer toutes les déclarations fiscales p. 309	Régime fiscal de la fiducie p. 315	Intégration fiscale <b>Niveau 2</b> p. 322
Fiscalité des dividendes <b>Nouveau</b> p. 311	Maîtriser la fiscalité des sociétés en participation p. 316	Prix de transfert p. 326
Fiscalité de la propriété industrielle p. 312	Restructurations <b>Summer days</b> p. 317	TVA sur les opérations bancaires et financières p. 376
Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche p. 313	Opérations de restructuration p. 318	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance p. 426
La facturation électronique p. 314	Fiscalité des transactions intra-groupes p. 319	La consolidation pour les fiscalistes p. 345
Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information p. 314	Joint venture : choisir la forme juridique adaptée p. 140	

Conventions fiscales internationales p. 325
--

Maîtriser la pratique de la DEB p. 331
---

Établissement stable p. 326
--------------------------------

Fiscalité des non-résidents p. 328
---------------------------------------

Prix de transfert p. 326
-----------------------------

Fiscalité immobilière <b>Niveau 2</b> p. 329
--

Maîtriser les spécificités d'un OPCI p. 245
--

Créer et gérer une société civile immobilière p. 344
---

TVA des activités immobilières p. 330
--

TVA immobilière en secteur public p. 333
---

## EXPERTISE

Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 330
--

Implanter une holding p. 320
---------------------------------

Rédiger sa documentation de prix de transfert p. 327
---

Établir une cartographie des risques fiscaux <b>Nouveau</b> p. 316
--

Gestion fiscale d'une holding p. 320
---

Panorama fiscal 2015/2016 <b>Conférence d'actualité</b> p. 323
--

Réaliser une transmission universelle de patrimoine p. 319
---

Appliquer les impôts différés p. 321
---

Implanter une holding p. 320
---------------------------------

Rédiger sa documentation de prix de transfert p. 327
---

Gestion fiscale d'une holding p. 320
---

TVA des échanges internationaux de biens p. 332
--

Transférer le siège social de son entreprise p. 325
--

Expatriation et détachement p. 68
--------------------------------------

Fiscalité de la promotion immobilière p. 329
---

Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 330
--

Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 371
---

## TVA - Douanes CET et impôts locaux

Les bases de la TVA p. 331	Appréhender le régime de la TVA en secteur public p. 334
TVA des opérations internationales <b>Nouveau</b> p. 324	Pratiquer les procédures douanières <b>Niveau 1</b> p. 335
TVA et douane p. 333	CET et taxe foncière <b>Niveau 1</b> p. 336

## Contrôle et contentieux

Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle p. 337
Pratique du contrôle fiscal et du contentieux p. 338

## Ingénierie fiscale du patrimoine

Pratiquer la gestion de patrimoine <b>Cycle long</b> p. 365	Assurance vie et gestion de patrimoine p. 366
Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle p. 342	Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes p. 315
Initiation à l'ingénierie patrimoniale p. 370	Définir des stratégies patrimoniales via une société civile p. 370
Fiscalité du patrimoine p. 342	Fiscalité internationale du patrimoine p. 327
Droit patrimonial de la famille p. 368	

Maîtriser la pratique de la DEB p. 331	Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières <b>Niveau 2</b> p. 335
TVA des activités immobilières p. 330	Contribution économique territoriale <b>Niveau 2</b> p. 336
TVA sur les opérations bancaires et financières p. 376	Taxe foncière <b>Niveau 2</b> p. 337
TVA immobilière en secteur public p. 333	

Auditer toutes les déclarations fiscales p. 309
Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt p. 338
Contrôle fiscal des comptabilités informatisées p. 339
Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information p. 314

Droit des successions et des libéralités p. 343	Structurer son patrimoine en société p. 369	Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 371
Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 408	Holding patrimoniale p. 369	Créer et gérer une société civile immobilière p. 344
Régime fiscal de la fiducie p. 315	Pactes Dutreil Transmission et ISF p. 344	Fiscalité des non-résidents p. 328

	Établir une cartographie de risques fiscaux <b>Nouveau</b> p. 316
	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 371
	Pratiques et montages abusifs <b>Nouveau</b> p. 339
	Abus de droit p. 340
	Acte anormal de gestion p. 340
	Redressements fiscaux 2016 <b>Conférence d'actualité</b> p. 341
TVA : territorialité des prestations de services p. 332	
TVA des échanges internationaux de biens p. 332	
Optimiser le montage fiscal de ses contrats publics p. 334	

Assurance vie et clause bénéficiaire p. 409	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 371
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise p. 368	Expatriation et détachement p. 68
Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 343	Assurance vie <b>Conférence d'actualité</b> p. 367

# BLOG ET NEWSLETTER

2 OUTILS POUR  
RESTER À LA POINTE  
DE L'ACTUALITÉ DE  
VOTRE SECTEUR !

## VOUS SOUHAITEZ PROFITER DE L'EXPERTISE DE NOS PROFESSIONNELS AU TRAVERS D'INTERVIEWS ET D'ANALYSES DE SUJETS D'ACTUALITÉ ?

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter

### **Analyses Experts - L'actualité en Fiscalité**

et partagez vos meilleures pratiques et votre vision de la pratique de la fiscalité sur le blog des fiscalistes !



## LES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES ABORDÉES

- Fiscalité internationale
- Ingénierie fiscale du patrimoine
- Exit tax
- Assurance vie
- Impôts différés...

**REJOIGNEZ-NOUS !**





# Fiscaliste d'entreprise

**Le fiscaliste d'entreprise, spécialiste des règles et contraintes fiscales qui s'appliquent aux entreprises, a pour mission de conseiller les directions et les organes de gestion des entreprises pour la réduction de leurs impôts, leur défense en cas de conflit avec l'administration et l'optimisation fiscale de leur gestion et leur stratégie de développement. Étant un contribuable, l'entreprise doit pouvoir compter sur une expertise concernant les règles fiscales nationales et internationales, les différents régimes concernant les sociétés et leurs relations avec le fisc.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Garantir l'application des normes fiscales nationales et internationales
- 2 - Conseiller des solutions fiscales optimales visant la réduction d'impôts
- 3 - Assister fiscalement l'entreprise dans sa gestion et sa stratégie
- 4 - Gérer les relations et prévenir les contentieux avec l'administration fiscale

### OPTION CPFPF



#### FISCALISTE D'ENTREPRISE

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### Bloc 1 - Garantir l'application des normes fiscales nationales et internationales (4 jours)

- Auditer toutes les déclarations fiscales (2 jours) - p. 309
- Fiscalité internationale (2 jours) - p. 324

### Bloc 2 - Conseiller des solutions fiscales optimales visant la réduction d'impôts (8 jours)

- Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale (2 jours) - p. 309
- Intégration fiscale - Niveau 2 (2 jours) p. 322
- CET et taxe foncière - Niveau 1 (2 jours) p. 336
- Fiscalité immobilière - Niveau 2 (2 jours) p. 329

### Bloc 3 - Assister fiscalement l'entreprise dans sa gestion et sa stratégie (8 jours)

- TVA des échanges internationaux de biens (2 jours) - p. 332
- Opérations de restructuration (2 jours) p. 318
- Gestion fiscale d'une holding (2 jours) p. 320
- Fiscalité du patrimoine (2 jours) - p. 342

### Bloc 4 - Gérer les relations et prévenir les contentieux avec l'administration fiscale (8 jours)

- Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle (2 jours) - p. 337
- Pratiques et montages abusifs (1 jour) p. 339
- Abus de droit (1 jour) - p. 340
- Acte anormal de gestion (1 jour) - p. 340
- Pratique du contrôle fiscal et du contentieux (2 jours) - p. 338
- Contrôle fiscal des comptabilités informatisées (1 jour) - p. 339

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de fiscaliste d'entreprise reconnu par la FFP.



Code 30121

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Résultat fiscal



**Le résultat fiscal est dégagé par l'activité d'une entreprise pour obtenir un montant qui sera la base imposable pour l'impôt sur les sociétés (pour une société de capitaux), ou sur le revenu (pour une entreprise individuelle). Les spécificités des groupes de sociétés impliquent la maîtrise du régime de l'intégration fiscale qui permet la compensation des résultats individuels des différentes sociétés des groupes.**

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES SONT :

- 1 - Déterminer et gérer le résultat fiscal des sociétés soumises à l'IS et des sociétés non soumises à l'IS (6 jours).
- 2 - Maîtriser le régime de la fiscalité des groupes (2 jours).
- 3 - Gérer la procédure et le contentieux fiscal (2 jours).

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### Bloc 1 - Déterminer et gérer le résultat fiscal des sociétés soumises à l'IS et des sociétés non soumises à l'IS (6 jours)

- Déterminer et gérer le résultat fiscal Cycle long (4 jours) - p. 310
- Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes (2 jours) - p. 315

### Bloc 2 - Maîtriser le régime de la fiscalité des groupes (2 jours)

- Intégration fiscale - Niveau 2 (2 jours) p. 322

### Bloc 3 - Gérer la procédure et le contentieux fiscal (2 jours)

- Pratique du contrôle fiscal et du contentieux (2 jours) - p. 338

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de fiscaliste d'entreprise.



Code 30122

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

# Assistant(e) fiscaliste

Maîtriser ses missions clés



L'environnement d'un service fiscal exige la maîtrise de certaines règles fiscales essentielles qu'un(e) assistant(e) fiscaliste doit intégrer pour améliorer son efficacité, participer au bon déroulement du service et permettre un suivi efficace des dossiers. Cette formation est donc l'occasion de faire le point sur des connaissances tant techniques que pratiques incontournables pour renforcer ses compétences.

## ● OBJECTIFS

- Acquérir le vocabulaire fiscal indispensable.
- Cerner le calendrier des formalités de l'entreprise.
- Seconder efficacement le service fiscal.

## ● PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un service fiscal.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s fiscalistes
- Toute personne amenée à évoluer vers un poste d'assistant(e) fiscaliste

## ✦ ANIMATEUR

Caroline MASURE  
Avocat fiscaliste

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser tous les concepts fiscaux indispensables afin de mieux collaborer avec les services fiscaux de votre entreprise.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un membre du service fiscal et je j'assure le suivi des formalités déclaratives avec une compréhension globale de la logique des procédures.  
Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Cerner les données essentielles de la fiscalité des entreprises

##### Identifier le rôle du service fiscal dans l'entreprise

- Définir les missions du service fiscal
- Cerner le rôle de l'assistant(e) fiscaliste
- Identifier les compétences requises

##### Avoir une vue d'ensemble des principales notions fiscales

- Intégrer le langage fiscal
- Cerner l'environnement fiscal de l'entreprise
- Identifier les différentes sources du droit fiscal

##### Intégrer l'essentiel sur les impôts dus par une entreprise

- Cerner les impôts payés par les entreprises
- Maîtriser les obligations déclaratives de l'entreprise
- Connaître les délais limites de déclaration et de paiement
- **Étude de cas** : comptabilisation des différents postes donnant lieu à des retraitements fiscaux en matière d'impôt sur les sociétés
- **Exercice d'application** : application des règles de TVA

#### Assurer le suivi du paiement de l'impôt sur les sociétés

##### Cerner le mécanisme de l'impôt sur les sociétés

- Calculer le montant de l'impôt à partir du résultat fiscal
- Les taux d'imposition
- Le crédit d'impôt : savoir quand et comment l'imputer

##### Déterminer le montant de chaque acompte

- Acquérir la méthode de calcul des acomptes

##### Remplir les bordereaux d'acompte et de liquidation

- **Étude de cas** : analyse des différents formulaires utilisés pour le respect des déclarations fiscales

##### Assurer le reporting vers la société mère

#### Assurer la veille fiscale pour le service

##### Retrouver un texte officiel

##### Identifier les sources d'information

- Rechercher sur internet
- Classer et archiver la documentation

### ✔ Quiz aval

**2** jours

**14** heures

Code 30058

Paris		
11-12	avril	2016
27-28	juin	2016
22-23	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

- 1/ Comment est déterminé le bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés ?
- 2/ Quand et comment puis-je utiliser mon droit à déduction de la TVA ?
- 3/ Quand dois-je payer des droits d'enregistrement ?



Réponse :

1- Il s'agit du bénéfice fiscal c'est-à-dire bénéfice comptable + réintégrations fiscales - déductions fiscales.

2- Dépôt de la déclaration de TVA en fonction de la date d'exigibilité de la TVA collectée par le fournisseur et en fonction du coefficient de déduction applicable à l'entité.

3- Lors de certaines mutations de propriété ou d'actes juridiques, en fonction du type d'opération réalisée : vente d'immeuble, cession d'action, donation, succession...



# Fiscalité pour non-fiscalistes

Maîtriser les bases de la fiscalité



**La fiscalité est une matière complexe qui nécessite l'appréhension des différents régimes et des multiples mécanismes fiscaux régissant les taxes et impôts en France. La fiscalité constitue également un domaine incontournable dans le monde de l'entreprise. Aussi, un non-fiscaliste peut être amené à devoir acquérir les bases de la fiscalité en vue de maîtriser les conséquences fiscales des choix de gestion de son entreprise.**

## OBJECTIFS

- Se familiariser avec l'environnement fiscal de l'entreprise.
- Cerner les choix fiscaux opérés par l'entreprise afin de se positionner en interlocuteur averti.
- Intégrer des critères fiscaux dans ses propres décisions.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience du fonctionnement d'un service fiscal.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne souhaitant acquérir les connaissances essentielles en fiscalité des entreprises pour comprendre, mesurer et, le cas échéant, optimiser les choix de gestion de l'entreprise

## ANIMATEURS

Léa FAULCON  
Avocat Associé  
& Raphaël TEDGUI  
Avocat à la Cour  
BLACKBIRD BASCHET

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de participer à la stratégie fiscale de votre entreprise.**

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner les principaux mécanismes fiscaux

##### Remplir et interpréter les imprimés fiscaux

##### Découvrir le système fiscal en France

- Les sources du droit fiscal
- Recenser les principaux impôts et taxes dont une entreprise est redevable
- Assimiler le mécanisme de l'IS
- Délimiter le champ d'application
- Cerner les règles fiscales de déductibilité des charges
- Saisir la différence entre résultat comptable et résultat fiscal
- Définir comment les résultats sont taxés
- Sort du résultat disponible après impôt : identifier les différents choix qui s'offrent à l'entreprise
- Suivre les déficits
- **Exercice d'application** : détermination du résultat fiscal et analyse d'une liasse fiscale

##### S'approprier les règles relatives à la TVA

- Champ d'application
- TVA exigible, collectée et déductible
- Cerner les règles de facturation
- **Exercice d'application** : calcul, déclaration et paiement de la TVA
- Cerner le fonctionnement de la contribution économique territoriale

##### Identifier le champ d'application

##### Évaluer la base taxable

##### Contribuer à l'allègement de la CET

**Exercice d'application** : analyse des imprimés et établissement d'un calendrier des obligations déclaratives

##### Examiner les incidences fiscales des restructurations juridiques

- Droits d'enregistrement
- Faire le point sur la fiscalité au sein d'un groupe de sociétés

#### Définir les règles de base du contentieux fiscal : les relations de l'entreprise avec l'administration fiscale

##### Identifier les différents types de contrôles

- Prescription
- Recours existants
- Procédures à suivre
- Cerner les enjeux du contrôle fiscal
- Les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale
- Identifier les principaux risques de redressement
- Les conséquences d'un contrôle fiscal et d'un contentieux fiscal

### Quiz aval



Code 30064

Paris			Lyon		
11 au 13	avril	2016	16 au 18	mars	2016
4 au 6	juillet	2016	10 au 12	octobre	2016
10 au 12	octobre	2016			
12 au 14	décembre	2016			

Tarif HT : 1 880 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

- Le résultat fiscal : la fiscalité part de la comptabilité mais la retraite pour tenir compte des divergences de certaines règles pour le calcul du résultat imposable.
- La TVA : elle est neutre car l'entreprise peut imputer sur la TVA qu'elle collecte auprès de ses clients, la TVA que lui ont facturée ses fournisseurs.
- Le délai de prescription de l'administration : en pratique, la plupart des impôts se prescrivent par 3 années. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que la prescription est portée à 10 ans.
- Le délai de contestation d'un impôt par un contribuable : les contribuables, disposent sauf exception, d'un délai de deux ans pour contester l'impôt dû.



OPTION CPFP



BLENDED LEARNING

# FISCALISTE spécialisé en fiscalité des entreprises

De nombreux juristes ou comptables sont parfois amenés, dans le cadre de leurs missions, à tenir compte de règles ou de contraintes fiscales qui s'appliquent aux entreprises. Une seule décision de gestion peut, par ailleurs, entraîner des coûts fiscaux importants. Il est donc impératif de se familiariser avec l'environnement fiscal d'une entreprise afin d'éclairer au mieux toutes leurs décisions et leur stratégie.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles générales qui régissent la fiscalité.
- Faire le point sur l'environnement fiscal de l'entreprise et maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise.
- Assumer la responsabilité des obligations déclaratives de l'entreprise.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le fonctionnement comptable et/ou juridique de son entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes ou comptables souhaitant obtenir une spécialisation en droit fiscal des entreprises

## ● ANIMATEUR

Caroline MASURE  
Avocat fiscaliste

## ● COMPÉTENCES ACQUISES

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et de maîtriser l'ensemble des impôts et taxes dus par une entreprise en vue d'une gestion fiscale optimale.

## MODULE 1 - 6 jours

Intégrer les mécanismes de base de la fiscalité des entreprises au regard de l'IS

### ● OBJECTIFS

- Faire le point sur l'environnement fiscal de l'entreprise.
- Passer du résultat comptable au résultat fiscal.
- Maîtriser les règles de l'IS et les dispositifs applicables aux opérations de restructuration.

### ● PROGRAMME

🌐 Communauté d'apprenants

🎯 Quiz amont

**Intégrer les principaux mécanismes fiscaux et maîtriser le système fiscal français**

**Imposition des bénéficiaires et mécanisme de l'IS**

**Déterminer le résultat fiscal et remplir la liasse fiscale**

- Comprendre un bilan, un compte de résultat et les tableaux fiscaux
- Déterminer concrètement le résultat fiscal net
- Maîtriser l'état 2058 A : réintégrations et déductions extracomptables
- Utiliser les déficits et les crédits d'impôt

**Maîtriser le régime des plus-values professionnelles**

**Déclarer le résultat fiscal et payer l'IS**

**Étude de cas** : détermination du résultat fiscal imposable à l'IS et établissement d'une liasse fiscale

**Maîtriser les aspects fiscaux d'un groupe de sociétés**

- Traitement fiscal des abandons de créances et des subventions intragroupe
- Appliquer le régime fiscal des sociétés mère/filles
- Appréhender le régime de l'intégration fiscale
- Identifier les risques fiscaux inhérents à un groupe

**Étude de cas** : détermination du périmètre d'intégration et établissement d'une liasse fiscale de groupe intégré

**Maîtriser le régime fiscal des opérations de restructuration**

- Identifier les principales opérations de restructuration
  - Distinguer le régime de droit commun et le régime de faveur
  - Appliquer le règlement CRC 2004-01 sur les opérations de fusions et opérations assimilées
  - Procéder à une évaluation des apports
  - Analyser le traitement fiscal du boni et du mali de fusion
- Étude de cas** : établir le calendrier d'une fusion en s'intéressant aux aspects fiscaux

**Maîtriser les bases de la fiscalité internationale**

- Appliquer les conventions fiscales internationales
- Identifier les risques inhérents à un groupe international

🌐 **Exercice d'intersession**

## MODULE 2 - 4 jours

Maîtriser la TVA et les règles relatives à la fiscalité locale

### ● OBJECTIFS

- Appliquer les règles de droits à déduction de la TVA.
- Maîtriser les règles relatives à la taxe assise sur les salaires.
- Maîtriser les mécanismes de base liés à la CET et aux taxes foncières.

### ● PROGRAMME

🌐 Communauté d'apprenants

**Mécanismes de base de la TVA**

**Délimiter le champ d'application de la TVA**

- Déterminer les droits à déduction de la TVA
- Calculer les coefficients de déduction, d'assujettissement, de taxation et d'admission

**La TVA dans un contexte international**

- Maîtriser les règles de territorialité de la TVA
  - Distinguer les opérations de livraisons de biens et de prestations de services
- Étude de cas** : établissement d'une déclaration de TVA

**Taxe sur les salaires**

- Articuler la TVA et la taxe sur les salaires
  - Appliquer le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires
- Étude de cas** : calcul et liquidation de la taxe sur les salaires

**Acquérir les mécanismes de la CET**

**Intégrer la Contribution Foncière des Entreprises (CFE)**

- Distinguer les exonérations permanentes des exonérations temporaires
- Calculer la CFE

**Maîtriser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)**

- Déterminer les critères d'imposition et le seuil d'application de la CVAE
- Calculer la valeur ajoutée de l'entreprise

**Obtenir un dégrèvement de CET**

**Intégrer les règles applicables en matière de taxes foncières**

**Taxe foncière sur les propriétés non bâties**

- Déterminer les biens imposables
- Identifier les différentes exonérations
- Calculer la base d'imposition

**Taxe foncière sur les propriétés bâties**

- Déterminer la valeur locative
  - Calculer la base imposable
- Étude de cas** : déclaration de la CET et identification des possibilités d'allègement / calcul de la valeur foncière

🌐 **Exercice d'intersession**

## CYCLE CERTIFIANT - *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 30088

### Paris - Promotion 1

4 au 6 avril, 11 au 13 mai, 9-10 juin,  
11-12 juillet, 12-13 septembre,  
29 septembre\* et 5 au 7 octobre 2016

### Paris - Promotion 2

28 au 30 septembre, 19 au 21 octobre,  
17-18 novembre, 8-9 décembre 2016,  
12-13 janvier, 19 janvier\* et 1<sup>er</sup> au 3 février 2017

Tarif HT : **8 475 €** - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : **6 780 €**  
repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### FISCALISTE SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : **900 €**

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 2 jours

Le régime de la fiscalité patrimoniale  
et immobilière

### ● OBJECTIFS

- Connaître les droits applicables aux mutations patrimoniales.
- Maîtriser les aspects fiscaux de la détention et de la cession d'un immeuble.
- Gérer les aspects fiscaux de la détention de titres de SCI.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

**Faire le point sur le régime des droits d'enregistrement et des droits de mutation**

Identifier les faits générateurs de droits d'enregistrement

Maîtriser les taux de droits d'enregistrement applicables  
à la vie de la société

- Connaître les droits d'enregistrement applicables en cas de création et de dissolution de société
- Connaître les droits d'enregistrement applicables en cas de modifications statutaires et de cession de titres

**Appliquer le droit de vente d'immeubles et assimilés**

- Calculer le droit de vente en cas de cession d'immeuble et de fonds de commerce (ou assimilés)
  - Appliquer les régimes de faveur
- Exercice d'application** : calcul des droits d'enregistrement dus dans différentes hypothèses

**Maîtriser le régime de détention et de cessions immobilières**

Connaître les différentes catégories de profits professionnels immobiliers

- Imposer les profits de lotissement, de marchands de biens, de construction
- Imposer les profits immobiliers des assujettis professionnels dans le cadre d'une activité économique

Maîtriser les conséquences en matière de TVA et de droits de mutation  
à titre onéreux

Intégrer les mécanismes fiscaux en matière de revenus locatifs

Gérer les implications patrimoniales pour l'associé

**Gérer la fiscalité d'une Société Civile Immobilière (SCI)**

- Créer une SCI de location d'immeuble
  - Déterminer et imposer les résultats de la SCI
  - Maîtriser le régime des cessions
- Exercice d'application** : calcul d'une plus-value et du montant de l'imposition

#### 🌐 Exercice d'intersession

🕒 **Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)**

## MODULE 4 - 3 jours

Gérer les relations de l'entreprise  
avec l'administration fiscale

### ● OBJECTIFS

- Analyser les différents types de contrôles fiscaux.
- Limiter les risques de contrôle.
- Maîtriser toutes les étapes de la procédure fiscale.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

**Maîtriser le cadre général des procédures fiscales**

Identifier les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale

- Droits de communication
- Droit de visite et de saisie
- Procédure de flagrance fiscale

**Maîtriser les délais de prescription et les pénalités encourues**

Connaître ses droits et garanties

**Gérer une procédure de rectification**

Maîtriser les différentes procédures de contrôle fiscal

**Répondre à une proposition de rectification**

- Rédiger les observations en réponse du contribuable
- Maîtriser les différents vices de procédure

**Utiliser les voies de recours en cas de maintien des redressements**

- Saisir ou non la commission départementale
  - Demander ou non un entretien avec le supérieur hiérarchique
- Exercice d'application** : rédaction d'une réponse à une proposition de rectification

**Contester une mise en recouvrement**

- Introduire un recours gracieux devant l'Administration
- Introduire un recours contentieux devant l'Administration

**Gérer un contentieux fiscal devant le juge de l'impôt**

**Introduire un recours contentieux devant le juge de l'impôt**

- Distinguer le juge administratif du juge judiciaire
- Charge et administration de la preuve

Rédiger un mémoire introductif

**Gérer le contentieux du recouvrement**

- Cerner les spécificités de ce contentieux
- Respecter les délais applicables

**Maîtriser la procédure de référé**

**Anticiper les redressements**

- Identifier les principaux risques de redressement
- Test de connaissances** : quiz sur la procédure de contrôle et de contentieux fiscaux

🕒 **Quiz aval**

# Maîtriser la gestion fiscale de l'entreprise

Cycle long pour intégrer les bases de la fiscalité



**La fiscalité est incontournable dans une entreprise mais peut paraître complexe pour les non-spécialistes. Il est pourtant impératif de se familiariser avec l'environnement fiscal d'une entreprise pour une gestion complète et optimale. Parce que l'entreprise est aussi un contribuable, il faut maîtriser les nombreuses règles fiscales applicables et les relations avec le fisc.**

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur l'environnement fiscal de l'entreprise.
- Cerner les choix fiscaux opérés par l'entreprise.
- Intégrer les critères fiscaux pour éclairer ses décisions.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le fonctionnement comptable et/ou juridique de l'entreprise.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables financiers et comptables
- Juristes et jeunes collaborateurs fiscalistes récemment nommés
- Experts-comptables et commissaires aux comptes
- Toute personne n'ayant pas de formation initiale en fiscalité ou débutant dans une direction fiscale et souhaitant acquérir des bases solides

## ● ANIMATEURS

Pierre-Charles LANNEMAJOU  
Avocat à la Cour  
ELLIS Société d'Avocats

Soufiane JEMMAR  
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
TAJ Société d'Avocats

Ruben KLEIN MERDA  
Avocat Associé  
RHEOVATIS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et de maîtriser l'ensemble des impôts et taxes dus par une entreprise en vue d'une gestion fiscale optimale.**

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un fiscaliste et je détermine les éléments de déclaration fiscale de mon entreprise en anticipant les risques potentiels.  
Concept à découvrir p. 8

### 👉 Quiz amont

#### MODULE 1 Intégrer les principaux mécanismes fiscaux

##### Cerner le système fiscal français et l'imposition des bénéficiaires

##### Place de la doctrine administrative et impact du droit communautaire

- Les sources du droit fiscal
- Impact du droit communautaire
- Recensement des principaux impôts et taxes dont une entreprise est redevable

##### Intégrer l'imposition des bénéficiaires et le mécanisme de l'IS

- Principe de déductibilité des charges
- Résultat comptable et résultat fiscal
- La taxation des résultats
- Sort du résultat disponible après impôt : identifier les différents choix qui s'offrent à l'entreprise

**Exercice d'application** : détermination du résultat fiscal imposable à l'IS et établissement de la liasse fiscale

##### Gérer les relations de l'entreprise avec l'administration fiscale

##### Identifier les différents types de contrôles

##### Mesurer les conséquences d'une procédure de rectification contradictoire

- Les pouvoirs d'investigation de l'administration fiscale
  - Les principaux risques de redressement
  - Le déroulement d'un contrôle fiscal : ses conséquences, les moyens de recours de l'entreprise et les délais de prescription
- Exercice d'application** : rédaction d'une réponse face à une demande de justification de l'administration

### 👉 Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Identifier les impôts dus par l'entreprise

##### Maîtriser l'essentiel de la fiscalité indirecte et de la fiscalité locale

##### Imposition du chiffre d'affaires et mécanisme de la TVA

- Opérer le calcul de la TVA
- Le mécanisme du droit à déduction
- Présentation de la TVA sur les échanges intracommunautaires

**Exercice d'application** : établissement d'une déclaration de TVA

##### Les impôts locaux

- La taxe foncière
- Le fonctionnement de la contribution économique territoriale : définir le champ d'application et ce qui est imposable
- Identifier les éléments déterminant la base d'imposition
- Cerner les réductions et les abattements courants
- L'encadrement de la CET au regard de la valeur ajoutée

**Exercice d'application** : déclaration de la contribution économique territoriale et identification des possibilités d'allègement

##### Maîtriser l'essentiel des autres impositions et taxes diverses

##### Les autres taxes dues par l'entreprise

- Taxes assises sur les salaires
  - Organic
  - Taxe sur les véhicules de société
- Les crédits d'impôt et leur fonctionnement**

### 👉 Quiz aval

### 👉 Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**4** jours **29,5** heures

Code 30012

#### Paris

14-15 décembre 2015 et 11-12 janvier + 22 mars\* 2016

7-8 avril et 9-10 mai + 16 juin\* 2016

3-4 octobre et 7-8 novembre + 21 décembre\* 2016

15-16 décembre 2016 et 9-10 janvier + 21 février\* 2017

Tarif HT : 2 500 € - repas inclus

\* classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## ÇA VOUS PARLE ?

" J'encourage fortement les non-fiscalistes à suivre cette formation car elle permet d'acquérir des réflexes fiscaux (IS, TVA...)."

Sonia B. MFP MICHELIN

# Auditer toutes les déclarations fiscales

Anticiper les contrôles fiscaux



**Une entreprise est soumise à de multiples obligations déclaratives en matière d'IS, de TVA ou encore de CET. Le passage au traitement informatisé des déclarations fiscales nécessite désormais une attention particulière sur l'établissement de celles-ci. Il convient pour les entreprises de prévenir et de limiter les risques de contrôles fiscaux en auditant au mieux l'ensemble de leurs déclarations fiscales.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principales obligations déclaratives au sein d'une entreprise.
- Détecter en amont les risques de contrôles fiscaux encourus par l'entreprise en matière d'IS, de TVA et de CET.
- Déceler et corriger les possibles erreurs en matière de déclarations fiscales.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux
- Avocats fiscalistes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes
- Contrôleurs de gestion et auditeurs internes

## ANIMATEUR

Caroline MASURE  
Avocat fiscaliste

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cartographie des risques fiscaux de l'entreprise

- Lister les méthodes de contrôles fiscaux
- Réagir à une taxation d'office pour défaut ou retard de déclaration

**Étude de cas :** liste des points sensibles et des documents qui font l'objet d'un examen lors d'un contrôle fiscal

#### Auditer les déclarations en matière d'IS et BIC

- Vérifier la liasse fiscale
  - Lister les autres documents spécifiques aux sociétés IS
  - Cas spécifique des BIC
  - Traitement automatisé des déclarations professionnelles : " Acqui Pro "
- Étude de cas :** audit des déclarations IS / BIC et identification des zones de risque

#### Vérifier les modalités déclaratives en matière de TVA

- Contrôle de la TVA collectée et de la TVA déductible
- Contrôle de cohérence entre CA déclaré / CA comptabilisé et CA3 / DEB

- Gérer les opérations internationales
- Exercice d'application :** déclaration de la TVA collectée et de la TVA déductible et réalisation du contrôle de cohérence d'un CA à partir d'un exemple chiffré

#### Gérer les obligations déclaratives en matière de CET

- Établir et payer la CFE
  - Déclaration et paiement de la CVAE
  - Contrôle de la cohérence de la valeur ajoutée CET et IS
  - Éviter les risques d'insuffisance de déclaration ou de " sur-déclaration "
- Exercice d'application :** calcul de la VA à partir d'un exemple chiffré et simulation de déclaration de la CVAE

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'auditer les déclarations de l'entreprise afin de limiter les erreurs et les risques de contrôles fiscaux.**

**2** jours **14** heures

Code 30089

Paris				
7-8	avril	2016	29-30	août 2016
2-3	juin	2016	13-14	octobre 2016
			19-20	décembre 2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale

Pour calculer la charge de l'impôt



**Passer du résultat comptable au résultat fiscal est une étape incontournable dans l'établissement de la liasse fiscale pour toutes les entreprises. Il s'avère donc nécessaire de connaître le traitement comptable et fiscal des charges et des produits et de passer par l'étude d'un bilan et d'un compte de résultat en vue de déterminer la réelle charge de l'impôt qui pèse sur l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Passer du résultat comptable au résultat fiscal de l'entreprise.
- Déclarer le résultat fiscal et maîtriser la liasse fiscale.
- Auditer une liasse fiscale afin d'identifier les erreurs fréquentes et les situations à risque.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le fonctionnement comptable et/ou juridique de l'entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables financiers et comptables
- Jeunes collaborateurs fiscalistes
- Juristes et experts-comptables

## ANIMATEUR

Réginald LEGENRE  
Avocat of Counsel  
Lmt Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Calculer et optimiser le résultat fiscal

- Définir des principes : la territorialité, le champ d'application et le taux de l'IS
  - Déterminer le résultat fiscal : passage du résultat comptable au résultat fiscal
  - Traiter fiscalement les abandons de créances et les subventions intragroupe
  - Optimiser l'imposition des dividendes intragroupe
  - Maîtriser le régime particulier des plus et moins-values professionnelles
- Exercice d'application :** détermination du résultat fiscal

#### Déclarer le résultat fiscal : la pratique de la liasse fiscale

- Analyser la liasse fiscale
- Définir les états de nature comptable et fiscale

- Lieu et délai de dépôt de la déclaration de résultat
- Maîtriser l'état 2058A de détermination du résultat fiscal
- Déterminer la charge d'impôt et paiement de l'IS

**Exercice d'application :** audit d'une liasse fiscale afin de déterminer les situations à risque

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer le résultat fiscal, puis de le déclarer en remplissant une liasse fiscale.**

**2** jours **14** heures

Code 30020

Paris				
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	23-24	mai 2016
23-24	mai	2016	8-9	décembre 2016
20-21	septembre	2016		
8-9	décembre	2016		
27-28	février	2017		

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Déterminer et gérer le résultat fiscal

Cycle long pour calculer et optimiser l'impôt sur les sociétés



La charge d'impôt sur les bénéfices de l'entreprise est déterminée sur la base de son résultat fiscal. Si ce dernier est calculé à partir du résultat comptable, il convient toutefois d'y apporter des corrections extra-comptables afin de tenir compte des règles spécifiques prévues par le CGI. Il s'avère donc nécessaire de connaître le traitement comptable et fiscal des charges et des produits et de passer par l'étude d'un bilan et d'un compte de résultats, afin de déterminer la réelle charge de l'impôt pesant sur l'entreprise et de maîtriser sa traduction dans la liasse fiscale de l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles générales qui régissent la fiscalité au regard de l'IS.
- Passer du résultat comptable au résultat fiscal et établir la liasse fiscale de l'entreprise.
- Optimiser le résultat fiscal et maîtriser les dispositifs applicables aux opérations de restructuration.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans l'établissement de la liasse fiscale de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers, fiscalistes
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEURS

Caroline CHEVÉE  
Avocat à la Cour  
& Anne-Méline DALY-SCHVEITZER  
Senior manager tax  
MARCAN SELAS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de passer du résultat comptable au résultat fiscal puis de déclarer ce résultat en remplissant la liasse fiscale et d'acquitter l'impôt sur les sociétés.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un fiscaliste d'entreprise et je calcule la charge d'impôt sur les sociétés pour réaliser la déclaration du résultat fiscal de mon entreprise et établir la liasse fiscale.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### MODULE 1 Établir le résultat fiscal

##### Définir les principaux mécanismes fiscaux et maîtriser le système fiscal français

##### Cerner le principe d'imposition des bénéficiaires

- Appréhender les sources du droit fiscal
- Mesurer l'impact du droit communautaire
- Recenser les principaux impôts et taxes dont une entreprise est redevable en France

##### Appliquer les règles de territorialité de l'IS

##### Passer du résultat comptable au résultat fiscal

##### Identifier les principes applicables à la détermination du résultat fiscal

- Définir les principes de l'autonomie relative du droit fiscal
- Appliquer le principe de la comptabilité d'engagement
- Appréhender le principe de l'annualité de l'impôt
- Déterminer le principe d'indépendance des exercices
- Comprendre un bilan, un compte de résultat et les tableaux fiscaux

**Étude de cas** : analyse d'un bilan et d'un compte de résultat

##### Procéder au traitement fiscal des postes comptables

- Distinction des immobilisations et des charges
  - Identifier les charges : amortissements, provisions, charges financières, frais généraux, charges exceptionnelles...
  - Déterminer les produits : prise en compte des stocks, reprises de provisions...
- ##### Traiter fiscalement les abandons de créances et les subventions intragroupe
- Définir les critères de déductibilité des abandons de créances
  - Distinguer les abandons de créances à caractère commercial de celles à caractère financier
  - Rédiger une clause de retour à meilleure fortune

##### Optimiser l'imposition des dividendes

**Exercice d'application** : détermination du résultat fiscal imposable à l'IS

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Déclarer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale

##### Maîtriser l'état 2058 A de détermination du résultat fiscal

- Gérer les réintégrations et les déductions extracomptables
- Imputer les déficits reportables
- Utiliser la créance de carry-back
- Imputer tous les crédits d'impôt
- Déterminer la charge d'impôt et procéder à la liquidation de l'impôt
- Payer l'impôt

**Exercice d'application** : audit d'une liasse fiscale et détermination des situations à risque

##### Maîtriser les aspects fiscaux d'un groupe de sociétés

##### Déterminer les principales opérations de réorganisation au sein d'un groupe

- Maîtriser le régime de plein droit et de faveur des fusions et des opérations assimilées
- Cessions, scissions, APA et échanges...
- Traiter fiscalement le sort des déficits fiscaux

**Exercice d'application** : construction du calendrier d'une fusion en anticipant toutes les conséquences fiscales

##### Appliquer le régime mère-fille

##### Maîtriser le régime de l'intégration fiscale

- Définir les principes et la mise en place d'une intégration fiscale
- Déterminer les conditions d'accès au régime
- Constituer le groupe intégré : maîtriser l'option
- Délimiter le périmètre d'intégration
- Maîtriser les modalités de détermination du résultat fiscal d'ensemble
- **Exercice d'application** : détermination du périmètre d'une intégration fiscale et établissement d'une liasse fiscale de groupe intégré
- **Maîtriser les règles applicables en cas de groupes non intégrés**
- Participation dans une société de personne : définir la trans lucidité fiscale
- Éviter les cas d'acte anormal de gestion

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

4 jours  
29,5 heures

Code 30109

#### Paris

21-22 décembre 2015 et 4-5 janvier + 12 février\* 2016

10-11 mars et 24-25 mars + 13 mai\* 2016

13-14 juin et 27-28 juin + 6 septembre\* 2016

22-23 septembre et 6-7 octobre + 4 novembre\* 2016

19-20 décembre 2016 et 5-6 janvier + 2 février\* 2017

Tarif HT : 2 500 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Passer du résultat comptable au résultat fiscal

Déterminer la charge d'impôt sur les bénéfices

**La charge d'impôt sur les bénéfices de l'entreprise est déterminée sur la base de son résultat fiscal. Si ce dernier est calculé à partir du résultat comptable, il convient toutefois d'y apporter des corrections extra-comptables afin de tenir compte des règles spécifiques prévues par le Code général des impôts. Il s'avère donc nécessaire de connaître la grille de passage du résultat comptable au résultat fiscal et sa traduction dans la liasse fiscale de l'entreprise pour déterminer sa charge d'impôt.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les principes généraux qui gouvernent l'impôt sur les bénéfices.
- Maîtriser leur traduction dans la liasse fiscale.
- Calculer la charge d'impôt réelle sur les bénéfices de l'entreprise.

## PRÉREQUIS

- Être impliqué dans l'établissement de la liasse fiscale de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Jeunes collaborateurs fiscalistes
- Juristes et experts-comptables

## ANIMATEUR

Ludovic DUGUET  
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les règles de passage du résultat comptable au résultat fiscal

#### Cerner les principes généraux

- Sources du droit fiscal
- Territorialité
- Annualité et indépendance des exercices
- Autonomie relative du droit fiscal
- Impôt sur les sociétés ou translucidité fiscale
- Définition du résultat fiscal ou bénéfice net
- Présentation de la liasse fiscale

#### Procéder au traitement fiscal des postes comptables

- Distinction des immobilisations et des charges
- Les charges : les amortissements, les provisions, les charges financières, les frais généraux, les charges exceptionnelles
- Les produits : prise en compte des stocks, les reprises de provisions, les dividendes et les participations dans des sociétés de personnes, les plus-values

#### Analyser la liasse fiscale

- États comptables
- États fiscaux

**Exercice d'application** : détermination des corrections fiscales à apporter au résultat comptable

### Déterminer la charge d'impôt sur les bénéfices de l'entreprise

- Cerner le régime d'imputation des déficits
- Report en avant et report en arrière
- Principe du report en avant : charge de l'exercice
- Limitations au report : changement d'activité, quotient imputable

#### Procéder à la liquidation de l'impôt

- Taux d'imposition
  - Imputation des crédits d'impôt
  - Paiement de l'impôt
  - Spécificités liées à l'intégration fiscale
- Exercice d'application** : détermination de la charge d'impôt à comptabiliser

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer la charge d'impôt sur les bénéfices de votre entreprise.

**2** jours  
**14** heures

Paris			
30-31	mars	2016	13-14 octobre 2016
23-24	juin	2016	24-25 novembre 2016
			19-20 décembre 2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

Code 30110

# Fiscalité des dividendes

Maîtriser les obligations fiscales des entreprises en matière de distribution



**La fiscalité des distributions a été profondément remaniée au cours de ces dernières années, notamment par l'instauration d'un prélèvement à la source sur les dividendes versés aux personnes physiques et la création d'une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés. Cette augmentation des impositions dues s'accompagne de nouvelles obligations à la charge des entreprises distributrices.**

## OBJECTIFS

- Mesurer la charge fiscale supportée à raison de la mise en paiement des dividendes.
- Identifier les différences de traitement suivant la qualité et la nationalité des bénéficiaires.
- Maîtriser les obligations déclaratives à la charge des entreprises.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables
- Fiscalistes et avocats fiscalistes

## ANIMATEUR

Lionel FLIN  
Avocat à la Cour  
Ancien inspecteur des impôts

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Établir la contribution de 3% sur les revenus distribués

- Identifier les distributions concernées
  - Appréhender le coût global de la contribution
- Exercice d'application** : liquidation de la contribution des sociétés membres d'un groupe non intégré ayant des actionnaires français et étrangers

### Gérer les prélèvements

#### sur les distributions aux résidents

- Maîtriser la nouvelle architecture fiscale applicable aux personnes physiques
  - Calculer les prélèvements sociaux et le prélèvement fiscal obligatoire
- Exercice d'application** : établissement de la déclaration 2777 D
- Optimiser l'application du régime des sociétés mères et filiales

#### Pratiquer la retenue à la source

#### sur les distributions aux non-résidents

- Profiter de l'exonération des distributions au sein de l'Espace Économique Européen
- Connaître les modalités de liquidation de la retenue à la source

**Exercice d'application** : calcul de la retenue à la source par une société ayant des actionnaires étrangers soumis à des statuts divers et souscription de l'imprimé n°2777

### Établir l'imprimé fiscal unique (IFU)

- Connaître les entreprises et bénéficiaires concernés
- Établir l'imprimé

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de prendre en charge la gestion fiscale des distributions de dividendes, de l'anticipation des prélèvements à acquitter jusqu'à la souscription des déclarations.

**1** jour  
**7** heures

Paris		
20	mai	2016
19	septembre	2016
2	décembre	2016

Code 30123

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Taxes et participations assises sur les salaires

Calculer les taxes assises sur les salaires et maîtriser leurs obligations déclaratives

## PROGRAMME

Initiation

**Certaines taxes sont calculées sur les rémunérations versées au personnel. Parmi celles-ci, la taxe sur les salaires qui est due par les employeurs non soumis à la TVA sur la totalité de leur chiffre d'affaires. Elle est calculée sur les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif. Il y a également la taxe d'apprentissage et la participation à l'effort de construction. L'ensemble de ces taxes suscitent des obligations déclaratives sanctionnées en cas de manquement et il convient d'en maîtriser leurs régimes fiscaux pour les calculer et s'en acquitter sans erreur.**

### ● OBJECTIFS

- Calculer la taxe sur les salaires, la taxe d'apprentissage et la participation à l'effort de construction.
- Remplir sans erreur les imprimés fiscaux.
- Identifier les sanctions encourues en cas de manquement aux obligations de déclaration et/ou de paiement.

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Responsables ou collaborateurs comptables
- Avocats fiscalistes et juristes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

### ● ANIMATEUR

Avocat fiscaliste

### Taxe sur les salaires

#### Identifier les règles liées au champ d'application de la taxe sur les salaires

- Identifier les personnes redevables
- Incidence ou non de l'alignement de l'assiette de la taxe sur celle des cotisations de sécurité sociale
- Définir la notion d'employeur
- Focus sur les établissements en France de l'employeur
- Distinguer les cas d'exonérations totales et partielles des redevables de la TVA
- Cas spécifique des employeurs agricoles
- **Appréhender la base sur laquelle les employeurs redevables de la taxe sur les salaires supportent cette taxe**
- Sommes constituant la base taxable
- Modalités de détermination de la base taxable
- Appliquer le montant à prendre en compte
- Évaluer les avantages en nature
- Appliquer la déduction des frais professionnels
- **Liquider la taxe et appliquer les obligations déclaratives en évitant les sanctions**
- Distinguer le taux normal du taux majoré
- Enregistrement des salaires versés
- Éviter les sanctions en cas de défaut de paiement ou paiement tardif

- Identifier les obligations déclaratives
- **Exercice d'application** : calcul de la taxe sur les salaires via un exemple chiffré
- **Maîtriser la taxe d'apprentissage**
- **Identifier les assujettis**
- Entreprises imposables
- Entreprises affranchies de la taxe
- **Déterminer la base imposable**
- Versements effectués au titre du quota d'apprentissage
- Dépenses libératoires effectuées au titre du hors-quota

**Appliquer le taux adéquat en fonction des effectifs**

**Exercice d'application** : calcul de la taxe d'apprentissage via un exemple chiffré

#### Appréhender le régime de participation à l'effort de construction

- Identifier les employeurs assujettis
- Calculer l'effectif salarié pour déterminer la base imposable
- Verser aux organismes collecteurs ou investissements directs

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le régime fiscal de l'ensemble des taxes et participations assises sur les salaires.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30111

Paris		
13	mai	2016
16	septembre	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 930 € - repas inclus

# Fiscalité de la propriété industrielle

Maîtriser et optimiser le traitement fiscal des actifs incorporels

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Parce que la propriété industrielle représente un levier indispensable de l'essor des entreprises, les pouvoirs publics visent à faire de la France un territoire attractif en termes de fiscalité. Afin de bien utiliser les moyens juridiques mis à disposition, d'optimiser les flux d'exploitation et les produits de cession, et de sécuriser les structures en place vis-à-vis de l'administration fiscale, la maîtrise des règles fiscales internes et internationales applicables aux actifs incorporels s'impose.**

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les dispositions fiscales liées aux brevets, au savoir-faire technique, aux logiciels et aux marques.
- Mesurer les impacts fiscaux internationaux de l'exploitation de la propriété industrielle.
- Identifier les risques de contrôle de l'administration et du juge.

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Conseils en propriété industrielle
- Avocats, fiscalistes
- Comptables et experts-comptables

### ● ANIMATEUR

Julien MONSENEGO  
Avocat Associé  
OLSWANG France LLP

### Maîtriser la fiscalité interne du développement, de l'exploitation et de la cession des actifs incorporels

- Gérer les frais d'acquisition et de conception
- Optimiser le développement et la propriété des actifs incorporels
- Déterminer les conséquences fiscales pour le cessionnaire et le concessionnaire
- La fiscalité du cédant et concédant
- Le nouveau régime des apports en société de brevets

### Intégrer les aspects fiscaux internationaux des revenus de la propriété industrielle

- Le traitement des paiements de source française en France et à l'étranger
- **Étude de cas** : analyse comparée de pays disposant d'une fiscalité favorable en matière de revenus de propriété intellectuelle, "Patent Box" britannique, Luxembourg, Belgique, Irlande...
- L'imposition des revenus de source étrangère
- **Exercice d'application** : comparaison du traitement fiscal d'une acquisition ; exploitation d'actifs incorporels français via la France ou l'Irlande

### Comprendre les règles de TVA et de droits d'enregistrement

- Les principes de la TVA sur les opérations nationales
- Les règles de TVA applicables aux transactions internationales
- **Exercice d'application** : étude des différentes hypothèses et détermination des droits dus sur une spécialité pharmaceutique (marque, brevet, AMM...)

### Prévenir le contrôle de l'administration et du juge

- Répondre aux obligations déclaratives
- La particularité des opérations entre des parties liées et les implications prix de transfert
- Les moyens de lutte contre l'évasion et la fraude
- **Test de connaissances** : validation des acquis à travers un QCM

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser la stratégie fiscale entourant le traitement de vos actifs incorporels.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30048

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
12	octobre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus



# Optimiser la gestion du crédit d'impôt recherche

Sécuriser son dossier de CIR

L'activité R&D est vouée à s'intensifier au cours des prochaines années. Preuve de cette intensification, le Crédit d'Impôt Innovation (CII) est apparu et vient compléter le CIR. Le mécanisme du crédit d'impôt recherche est donc un outil fiscal incitatif qui requiert toutefois le respect de certaines étapes clés afin de constituer un dossier de Crédit d'Impôt Recherche solide et sécurisé. Aussi, il est indispensable d'appliquer les traitements comptable et fiscal de manière adéquate afin d'optimiser efficacement.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le dispositif du crédit d'impôt recherche et déterminer les dépenses éligibles.
- Mesurer les dépenses d'innovation au travers du CII, sécuriser le CIR et souscrire les déclarations.
- Gérer le contrôle fiscal en matière de CIR.

## PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Experts-comptables
- Responsables fiscaux, fiscalistes et avocats
- Responsables R&D

## ANIMATEURS

- Estelle JOAN  
Directrice fiscale  
& Laurent LECANU  
Responsable des partenariats et du support avant-vente  
GAC

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les mécanismes du crédit d'impôt recherche

- Maîtriser le champ d'application du CIR
- Les entreprises concernées et les activités éligibles
- Définir la notion de recherche éligible au CIR

### Opter pour le crédit d'impôt recherche

- Les sociétés des groupes fiscalement intégrés
- Les sociétés de personnes

### Déterminer les dépenses ouvrant droit au CIR

- Distinguer les dépenses éligibles des dépenses non éligibles
- Utiliser le CIR : imputation et restitution
- Le cas des PME "communautaires"
- Cerner les dépenses d'innovation éligibles

### Mesurer les possibilités offertes par le CII

- Calculer le montant du CIR
- Déterminer le montant des dépenses éligibles
- La déclaration 2069 A

### Traitement comptable et fiscal du CIR

- Recenser les dépenses de recherche
- Isoler comptablement les dépenses de recherche
- Exercice d'application : détermination des dépenses éligibles à partir d'un exemple chiffré, calcul du montant du CIR, imputation sur l'IS ou demande de restitution

### Sécuriser le dossier de crédit d'impôt recherche

- Présenter son dossier
- Le contenu et la structure du dossier de CIR
- Les expressions déconseillées

### Anticiper le contrôle fiscal

- Identifier les éléments sujets à contrôle et les principaux chefs de rectification
- Mettre en œuvre une méthodologie rigoureuse de détermination des dépenses éligibles

### Les conséquences du contrôle

- Exercice d'application : rédaction des déclarations de CIR
- La déclaration 2069 A
- Les informations générales et les postes de dépenses éligibles
- Le calcul du CIR de l'année
- Suivre le CIR provenant de sociétés de personnes ou le répartir entre ses membres
- La déclaration 2058 CG
- Le régime fiscal des groupes de sociétés
- L'état des crédits d'impôt et les créances imputables

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de constituer et de sécuriser votre dossier de CIR.



Code 30031

Paris					
21	septembre	2016			
29	janvier	2016	30	novembre	2016
20	mai	2016	27	janvier	2017

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales

Pour sécuriser son système de facturation



Établir et délivrer une facture impliquent le respect de certaines obligations juridiques et génèrent par ailleurs des conséquences fiscales, notamment en matière de TVA. Se conformer à un certain formalisme permet ainsi de limiter les risques d'erreurs ou d'infractions aux règles de facturation.

## OBJECTIFS

- Recenser les mentions obligatoires à apposer sur une facture.
- Maîtriser les règles applicables aux factures en matière de TVA.
- Maîtriser les obligations en matière de conservation des doubles de factures.

## PRÉREQUIS

- Être impliqué dans la facturation.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs de services comptables
- Juristes et fiscalistes
- Toute personne impliquée dans la facturation

## ANIMATEUR

- Lionel ASSOUS-LEGRAND  
Avocat à la Cour  
CABINET ASSOUS-LEGRAND

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Définir les cas pour lesquels une facture doit être délivrée

### Maîtriser le formalisme des factures

- Identifier les mentions obligatoires à porter sur une facture
- Les mentions juridiques
- Les mentions fiscales
- Les mentions concernant les opérations réalisées

### Indiquer les délais et modalités de règlement

- Exercice d'application : réalisation d'une check-list permettant d'établir une facture

### Les cas particuliers

- Les factures rectificatives
- Les factures d'acompte
- Les factures en langue étrangère

### Maîtriser les règles de TVA applicables en matière de facturation

- Facturer la TVA
- Identifier les opérations soumises à la TVA
- Déterminer la base imposable à la TVA
- Calculer la TVA

### Facturer sans TVA : cerner les opérations non soumises à la TVA

### Apprécier les conséquences de la mention abusive de la TVA sur une facture

- Exercice d'application : établissement d'une facture d'acompte

### Maîtriser les règles de conservation des factures

- Archiver les factures
- Connaître les délais minimum de conservation
- Les différents supports d'archivage
- Lieu de stockage

### Mesurer les sanctions en cas d'infractions aux règles de facturation

- Défaut de facturation
- Omission ou inexactitude dans les factures

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer les règles relatives à la facturation afin d'anticiper les conséquences en matière de TVA.



Code 30005

Paris			Lyon		
1 <sup>er</sup>	février	2016	19	mai	2016
19	mai	2016	9	décembre	2016
26	septembre	2016			
9	décembre	2016			
30	janvier	2017			

Tarif HT : 930 € - repas inclus

# La facturation électronique

Prévenir et anticiper les risques de contrôle

**Le recours aux factures électroniques est devenu une pratique généralisée dans les entreprises. Afin de prévenir et d'anticiper les risques de contrôle de l'administration fiscale, il est essentiel de maîtriser au mieux les nouvelles problématiques liées à la sécurisation des factures dématérialisées, ainsi que celles transmises par voie électronique.**

## ● OBJECTIFS

- Choisir le type de facture électronique adapté à l'entreprise.
- Sécuriser la facturation de l'entreprise avec les entreprises tierces.
- Anticiper les risques de contrôles fiscaux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi " Factures : maîtriser les règles juridiques et fiscales " (code 30005 p. 313).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et administratifs
- Avocats et experts-comptables
- Fiscalistes
- Toute personne responsable de la tenue des systèmes de facturation électronique ou en charge de leur mise en place

## ● ANIMATEUR

Pascal SEGUIN  
Avocat fiscaliste  
TAJ Société d'Avocats

## PROGRAMME

### Identifier le cadre juridique applicable aux factures électroniques

Appliquer les règles issues de la transposition de la Directive européenne  
Cerner les règles relatives aux factures transmises électroniquement et sécurisées au moyen d'une signature électronique

- La définition des factures transmises électroniquement
- La condition d'acceptation par le destinataire
- L'obtention d'une signature électronique et d'un certificat électronique efficient
- L'obligation de déclaration auprès des services fiscaux compétents
- Le droit à déduction

**Étude de cas** : avantages et inconvénients à travers l'analyse de quelques factures

### Identifier les règles relatives aux factures dématérialisées

- Le principe de codage des informations et de traitement automatisé
- Les systèmes de télétransmission EDI et ASP
- Les modalités de restitution des données en langage clair
- Les délais de conservation des factures dématérialisées et les possibilités offertes en matière de stockage

### Maîtriser les règles de contrôle des factures électroniques par l'administration fiscale afin de prévenir les risques fiscaux

Le contrôle fiscal des comptabilités informatisées

Mesurer le renforcement des moyens de contrôle de l'administration

- La systématisation des " contrôles inopinés " et leur fréquence
  - Le procès-verbal de fin de contrôle
  - Les sanctions applicables en cas de non-régularisation ou de non-justification dans le délai requis
  - Les moyens de contestation du procès-verbal par le contribuable
  - Les solutions pour être conforme
- Étude de cas** : analyse du mode de facturation électronique à retenir en fonction des caractéristiques de l'entreprise et présentation des premières étapes à mettre en place pour auditer la conformité des systèmes informatiques

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer le régime fiscal applicable aux factures électroniques afin de limiter les risques de contrôles fiscaux.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30035

## Paris

20	mai	2016
27	septembre	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Limiter les risques fiscaux liés aux systèmes d'information

Maîtriser les pièges fiscaux des SI et les pistes d'audit

**Le renforcement de l'informatisation des méthodes de contrôle de l'administration fiscale impose aux entreprises de mener une réflexion sur la conformité de leur système d'information au regard des exigences fiscales.**

**Face à une réglementation de plus en plus contraignante dont les manquements peuvent être lourdement sanctionnés, il est important d'appréhender les règles fiscales impliquant les systèmes d'information afin d'éviter les pièges en mettant en place des actions adaptées.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les exigences et les enjeux de la fiscalité informatisée.
- Identifier les risques fiscaux liés au SI et mettre en place des actions correctives.
- Assurer la pérennité de la conformité du SI aux exigences fiscales.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité et/ou en informatique ou avoir suivi " La facturation électronique " (code 30035 p. 314).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et fiscaux
- Contrôleurs de gestion et auditeurs
- Fiscalistes, avocats fiscalistes et experts-comptables
- Chefs de projet en charge des évolutions des SI

## ● ANIMATEUR

Caroline MORONI SEROR  
Avocat fiscaliste  
CSM

## PROGRAMME

### Maîtriser les nouvelles exigences fiscales impliquant les systèmes d'information

Identifier les nouvelles méthodes de travail de l'administration fiscale

- Objectifs poursuivis
  - Les nouvelles méthodes de contrôle et leur évolution
  - Les outils " humains " et matériels mis en place
  - Le renforcement des textes et des sanctions
- Cerner les règles fiscales applicables**
- Au domaine comptable
  - Au domaine de gestion
- Étude de cas** : analyse de la conformité du logiciel comptable

### Identifier les risques fiscaux et procéder à des actions correctives en auditant son système d'information au regard des exigences fiscales

La mise en place du projet d'audit

- Définir un plan d'action pour les risques liés à la tenue d'une comptabilité informatisée
- Appréhender la notion d'original numérique et de double électronique
- Appliquer les conditions de conservation des documents dématérialisés en cas d'archivage électronique
- Anticiper le cas spécifique de l'externalisation du système d'information

### Anticiper et évaluer les sanctions encourues par l'entreprise

- Identifier les sanctions applicables
  - Limiter les risques encourus par l'entreprise
- Mise en situation** : déroulement d'un contrôle fiscal

### Assurer la pérennité de la conformité du SI aux exigences fiscales

- Définir les actions à entreprendre
- S'interroger sur la présentation de la comptabilité analytique
- Sensibiliser les équipes aux obligations et à la gestion du Contrôle Fiscal Informatisé (CFI)
- Disposer d'une cartographie des applications et du questionnaire informatique
- S'assurer de la conformité au regard des règles de conservation des documents, données, traitements et de la documentation
- Mettre en œuvre une politique d'archivage conforme aux règles applicables en matière de CFI
- Appliquer les règles liées à la dématérialisation fiscale des factures
- Constituer le fichier des écritures comptables

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les risques fiscaux relatifs aux SI et de les sécuriser pour les rendre conforme aux exigences fiscales.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30112

## Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
20	septembre	2016
21	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Régime fiscal de la fiducie

Maîtriser cet outil de gestion du patrimoine

**La fiducie a été instituée en droit français en vue d'adapter le concept anglo-saxon du "trust". Il s'agit d'un outil qui met en lien trois acteurs : le constituant qui transfère des droits patrimoniaux à un fiduciaire qui les gère pour un bénéficiaire. La fiscalité applicable à la fiducie soulève de nombreuses questions pratiques qu'il convient de maîtriser pour une gestion optimale de ce dispositif.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique et fiscal de la fiducie.
- Mettre en œuvre une stratégie optimale fiscale via le recours à la fiducie.
- Anticiper les principales difficultés liées à la fiducie.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises et personnelle ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305) et "Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle" (code 30072 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats fiscalistes
- Gestionnaires de patrimoine
- Notaires

## ANIMATEUR

Christian BUR  
Avocat à la Cour  
PDGB Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Appliquer le régime juridique

- Définir la notion de fiducie, son objet et sa finalité
  - Comparer la fiducie au trust
  - Intégrer le concept de "patrimoine fiduciaire"
  - Déterminer les parties à la fiducie
  - Conclure un contrat de fiducie
- Étude de cas** : analyse d'exemples d'utilisation de la fiducie

### Impact de la fiducie sur l'IR et sur l'IS

- Fiducie et activité professionnelle
- Étude de cas** : examen des régimes prévus pour les transferts d'actifs dans le patrimoine fiduciaire et identification des conditions d'application du régime spécial à partir d'une situation donnée
- Constituant agissant dans le cadre de son patrimoine privé
- Exercice d'application** : détermination du résultat d'une fiducie, identification des cessions imposables et calcul du gain net de cession

### Conséquences en matière de TVA

- Gérer la question de l'assujettissement du constituant
- TVA et opérations réalisées pour le compte de la fiducie
- TVA et prestation de gestion de la fiducie

### Fiducie : mesurer les aspects impôts locaux, droits d'enregistrement, ISF et contrôle fiscal

- CET
  - Taxes foncières
- Étude de cas** : définition du redevable de la CET dans le cadre d'opérations réalisées pour le compte de la fiducie
- Droits d'enregistrement et ISF
  - Contrôle fiscal

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le régime fiscal de la fiducie afin de compléter vos techniques d'optimisation de votre patrimoine.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30090

## Paris

25	mai	2016
18	novembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Maîtriser le régime fiscal des sociétés de personnes

De leur création à leur dissolution

**Les sociétés de personnes sont régies par des règles fiscales particulières et l'appréhension de leur résultat fiscal répond à des spécificités sensiblement différentes des sociétés soumises à l'IS. Le recours à cette forme de société peut donc s'avérer fiscalement très avantageux dès lors que l'on maîtrise le traitement fiscal des différentes opérations en cours de vie de ce type de sociétés.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités de la fiscalité des sociétés de personnes.
- Identifier les opportunités offertes par l'utilisation des sociétés de personnes.
- Intégrer le régime des cessions de parts et calculer la plus-value.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables et fiscalistes
- Avocats
- Experts-comptables

## ANIMATEUR

Matias LABE  
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Initiation

### Mesurer les impacts de la création d'une société de personnes

Cerner l'intérêt du recours à cette forme de société

- Avantages fiscaux
- Répartition des risques entre investisseurs
- Utilisation des pertes

### Délimiter le champ d'application du régime fiscal des sociétés de personnes

Distinguer les notions de transparence fiscale et de transparence fiscale

### Mesurer l'intérêt et les conséquences d'une option pour l'assujettissement à l'IS

### Maîtriser le régime fiscal de l'article 238 bis K applicable aux résultats

- Déterminer le résultat fiscal
  - Traitement fiscal des charges
- Étude de cas** : détermination du résultat imposable dans une société de personnes

### Remplir les obligations déclaratives Remontée des résultats : le cas des associés

- Maîtriser les difficultés pratiques liées au décalage entre l'appréhension réelle des résultats et leur imposition
- Répartition du résultat entre les associés
- Déduction des charges
- Calculer le montant de l'impôt dû

- Imposition au nom des associés
  - Imputation des déficits
- Maîtriser la fiscalité en cas de restructuration**
- Répertoire des conséquences fiscales d'une restructuration, d'un changement d'activité et d'une transformation en société de capitaux
  - Intérêt et avantages de l'option à l'IS

**Étude de cas** : imposition du résultat et comparaison BIC/dividendes

### Maîtriser le régime fiscal applicable aux cessions de parts sociales

- Plus-values et double imposition : comprendre la problématique**
- Déterminer le prix de revient des parts sociales
  - Calculer le montant de la plus-value imposable
  - Neutralisation de la double imposition : incidences pratiques de l'arrêt Quémener (CE, 16/02/00) et de l'arrêt Baradé (CE, 09/03/05)
- Exercice d'application** : calcul de la plus-value imposable

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer le résultat fiscal d'une société de personnes et de calculer la quote-part attribuée à chaque associé.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30041

## Paris

14-15	mars	2016
22-23	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 170 €  
repas inclus

# Maîtriser la fiscalité des sociétés en participation

De leur constitution à leur dissolution

**La société en participation est une forme de société de personnes mal connue présentant pourtant des spécificités juridiques et fiscales qui requièrent une attention particulière. Son régime fiscal, en cours de vie ou lors de sa dissolution, génère des conséquences importantes en matière d'impôt sur les bénéfices, de TVA ou d'impôts locaux, dont il convient de connaître les portées.**

## ● OBJECTIFS

- Mesurer l'impact des règles juridiques sur le régime fiscal des Sociétés En Participation (SEP).
- Maîtriser les principales difficultés liées au régime fiscal des SEP.
- Recourir à des montages juridiques et fiscaux via des sociétés en participation.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats, experts-comptables et notaires
- Juristes en droit fiscal et en droit des sociétés
- Comptables et fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Jean VINCENSINI  
Avocat à la Cour  
JV AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Mesurer l'impact des règles juridiques sur le régime fiscal des sociétés en participation

- Identifier la diversité des SEP et les règles juridiques de base
- **Étude de cas** : illustration des différentes utilisations possibles de la SEP à l'aide d'exemples tirés de l'expérience de l'animateur
- Distinguer la société en participation, les sociétés de fait et créées de fait

### Maîtriser le régime fiscal applicable aux SEP en matière...

- D'impôt sur les bénéfices
- **Étude de cas** : analyse commentée d'une déclaration fiscale de SEP et des documents à transmettre à l'administration fiscale
- De droits d'enregistrement
- De TVA
- De contribution économique territoriale
- **Partage d'expériences** : échange sur la gestion de redressements en matière de CET

### Déterminer les événements affectant l'existence des SEP et leurs conséquences fiscales

- Déterminer les conséquences fiscales de la dissolution d'une SEP
- Cerner les conséquences fiscales de la transformation d'une SEP en une société d'une autre forme

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer une SEP en anticipant les conséquences en matière d'impôt sur le résultat, TVA, droits de mutation et CET.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30042

Paris		
16	mars	2016
14	octobre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Établir une cartographie des risques fiscaux

Prévenir et gérer le risque fiscal de l'entreprise



**Le risque fiscal est l'une des problématiques majeures des services fiscaux : le risque de redressement doit être maîtrisé. Il doit pour cela être anticipé par un véritable Tax risk management des procédures et traitements internes liés à la stratégie de l'entreprise et être associé à une veille constante des évolutions, ce qui se concrétise par une cartographie précise des risques fiscaux de l'entreprise.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les risques fiscaux pesant sur l'entreprise.
- Mesurer la portée des risques encourus.
- Dresser une cartographie des risques fiscaux de l'entreprise.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser le mode de fonctionnement fiscal de son entreprise ou avoir suivi "Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle" (code 30018 p. 337).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et fiscaux
- Avocats fiscalistes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Jean VINCENSINI  
Avocat à la Cour  
JV AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Identifier les risques pesant sur l'entreprise

- Définir les principaux risques fiscaux
- Les risques liés à l'IS : liasse fiscale, BIC, intégration fiscale...
- Les risques liés à la TVA : contrôle de la TVA collectée et déductible, contrôles de cohérence...
- Les risques liés à la CET
- **Circonscrire les risques liés aux transactions qui suscitent la suspicion de l'Administration fiscale**
- Les restructurations, les fusions et les scissions
- Les opérations intragroupes liées aux flux financiers, aux opérations à l'international et aux prix de transfert
- Les comptes courant d'associés
- Les bonifications en nature
- Les remboursements de frais professionnels...
- **Étude de cas** : analyse de la liste des pratiques et montages abusifs publiée, établie et mise à jour par Bercy
- **Intégrer la méthodologie des contrôles fiscaux**
- **Étude de cas** : analyse des points sensibles qui font l'objet d'un examen lors d'un contrôle fiscal
- **Quantifier les risques identifiés en distinguant leur importance**

### Évaluer l'impact des risques sur les objectifs de l'entreprise

- Cerner les risques internes
- **Partage d'expérience** : échange sur les réalités de l'approche collaborative avec les autres services
- **Mesurer les conséquences des erreurs et omissions**
- **Anticiper les évolutions**
- Assurer une veille fiscale efficace
- Mettre en place les alertes
- **Établir un registre des risques classés selon leurs conséquences, leur probabilité et leur degré de réitération lors des exercices futurs**
- **Dresser la cartographie, outil de management des risques fiscaux**
- Identifier les indicateurs clés en fonction de la stratégie de l'entreprise
- Cerner les principales difficultés rencontrées dans son élaboration
- **Exercice d'application** : les points essentiels de la cartographie des risques
- **COMPÉTENCES MÉTIER**
- **À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de réaliser une cartographie des risques fiscaux pesant sur votre entreprise.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30124

Paris		
29	juin	2016
16	septembre	2016
21	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

**Restructurer est un moyen de réorganiser des sociétés afin d'optimiser les coûts fiscaux, sociaux ou économiques. Cela exige une anticipation et une maîtrise des impacts comptables, juridiques et fiscaux qui en résultent pour les optimiser. Le processus d'audit d'acquisition, due diligence, permet d'anticiper les risques et apporte à l'acquéreur l'information dont il a besoin pour prendre sa décision d'investissement en connaissance de cause.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles comptables, juridique et fiscales des opérations de restructuration.
- Définir les modes de restructuration les mieux adaptés en fonction d'une situation donnée.
- Maîtriser le processus d'acquisition/cession d'une entreprise dans sa globalité.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés ou avoir suivi " Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale " (code 30020 p. 309).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Responsables comptables et consolidation
- Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Julien LE GUYADER  
Avocat à la Cour  
DENTONS

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter fiscalement et juridiquement une restructuration.**

## PROGRAMME

Perfectionnement

### MODULE 1 Cerner les aspects comptables et fiscaux des restructurations

#### Maîtriser le traitement comptable des opérations de restructuration depuis le règlement CRC 2004-01

- Cerner le champ d'application du règlement CRC 2004-01
- Analyser la situation de contrôle au moment de l'opération
- **Exercice d'application** : analyse de situations entre entreprises liées afin de déterminer si ces sociétés sont sous contrôle
- Construire une méthodologie d'évaluation des apports
- Analyser le traitement fiscal du boni et du mali de fusion
- Prendre en compte les événements de la période intercalaire
- Intégrer les principes généraux applicables aux frais imputables sur la prime de fusion
- Identifier les difficultés d'application des confusions de patrimoines

#### Adopter une stratégie fiscale en fonction des objectifs

##### et de la situation de l'entreprise

- Déterminer les incidences fiscales du choix entre la fusion ou l'apport partiel d'actif
- Choisir le régime fiscal le mieux adapté
- **Exercice d'application** : détermination, à l'aide d'un exemple chiffré, de l'intérêt d'exercer l'option pour le régime de faveur
- Optimiser fiscalement les acquisitions transfrontalières
- Déterminer les incidences du régime d'intégration fiscale
- Analyser les risques fiscaux des restructurations

### MODULE 2 Sécuriser les aspects juridiques

#### Apprécier le contexte de l'opération

- Cession d'actions versus cession d'actifs
- Apports, fusions et scissions
- Apport-cession
- LBO

**Mise en situation** : négociation des clauses essentielles d'une promesse unilatérale de vente

#### Maîtriser le déroulement et rédiger les actes formalisant l'opération

- Cerner les modalités de l'opération
- Définir les contours de l'offre
- Rédiger les clauses essentielles du pacte d'actionnaires
- Maîtriser l'intéressement des cadres : management package
- Gérer la garantie d'actif et de passif
- **Exercice d'application** : rédaction et négociation d'une garantie d'actif et de passif efficace

### MODULE 3 Mener un audit d'acquisition Maîtriser la méthode de l'audit d'acquisition

- Repérer les étapes clés
- L'acceptation et la lettre de mission
- Les informations à collecter
- Les documents à analyser
- **Exercice d'application** : analyse de comptes annuels, sociaux, statuts...

#### Effectuer les points de contrôle essentiels

- Procéder à la revue de bilan
- Immobilisations, stocks, provisions pour risques, dettes, frais généraux... : définir les faits qui peuvent impacter le résultat
- Antériorité des créances, analyse des procédures de cut-off clients et fournisseurs
- Revue des passifs comptabilisés et des engagements hors bilan
- Examiner les comptes consolidés
- Analyser la formation des résultats
- Vérifier la cohérence des prévisions
- Interpréter le business plan
- Déterminer les préconisations à faire en vue de la détermination du prix
- Déterminer le niveau de risque
- **Exercice d'application** : illustration des points clés

### MODULE 4 Techniques de négociation vers un accord gagnant-gagnant

#### Préparer sa négociation et choisir sa stratégie

- Connaître les différentes techniques utilisées pour mener des négociations
- Identifier les clés d'une négociation réussie
- Cerner les enjeux et objectifs à atteindre : distinguer objectifs principaux et secondaires
- Analyser ses marges de manœuvre dans la négociation et anticiper celles de son interlocuteur
- Définir clairement son objectif et ce qui est non négociable
- Préparer ses éléments de communication

#### Mener efficacement sa négociation

- Dresser un déroulé de la négociation en cinq étapes
- **Mise en situation** : entraînement à la négociation
- Conclure un accord profitable en dépassant les blocages
- Faire adhérer et conclure un accord gagnant-gagnant
- **Plan d'action personnel** : prise d'engagements concrets pour préparer et réussir sa prochaine négociation

3,5  
jours

25  
heures

Paris

19 au 22 juillet

2016

Tarif HT : 2 230 € - repas inclus

Code 30119

# Opérations de restructuration

Maîtriser les impacts fiscaux et comptables des fusions, APA et scissions

Perfectionnement

**Restructurer est un moyen de réorganiser des sociétés afin d'optimiser les coûts fiscaux, sociaux ou économiques. Aussi, réaliser une fusion, une TUP ou un APA exige une anticipation et une maîtrise des impacts comptables et fiscaux qui en résultent. Ces différents outils permettent ainsi de bénéficier de régimes de taxation plus ou moins adaptés ou avantageux selon le choix et la situation de l'entreprise.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles comptables et fiscales des opérations de restructuration.
- Définir les modes de restructuration les mieux adaptés en fonction d'une situation donnée.
- Prévenir tout risque fiscal.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés ou avoir suivi " Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale " (code 30020 p. 309).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Responsables comptables et consolidation
- Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Bruno ÉRARD  
Avocat Associé  
AYACHE SALAMA & ASSOCIÉS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les aspects comptables et fiscaux des opérations de restructuration.

## PROGRAMME

### Maîtriser le traitement comptable des opérations de restructuration depuis le règlement CRC 2004-01

#### Cerner le champ d'application du règlement CRC 2004-01

- Les fusions, les scissions de sociétés
- Les apports partiels d'actif
- Les confusions de patrimoines : distinguer les TUP et les fusions simplifiées

#### Analyser la situation de contrôle au moment de l'opération

- Les opérations impliquant des sociétés sous contrôle commun
  - Les opérations impliquant des sociétés sous contrôle distinct
- Exercice d'application** : analyse de situations entre entreprises liées afin de déterminer si ces sociétés sont sous contrôle

#### Construire une méthodologie d'évaluation des apports

- Déterminer le sens des opérations et la valeur des apports

**Exercice d'application** : calcul de la parité d'échange

#### Analyser le traitement fiscal du boni et du mali de fusion

- La valeur comptable et la valeur réelle : fin de l'option
- Le sort du mali technique et la différence avec celui du mali de fusion

**Exercice d'application** : calcul d'un boni ou d'un mali de fusion

#### Prendre en compte les événements de la période intercalaire

- Traiter la perte de rétroactivité et les opérations réciproques

#### Intégrer les principes généraux applicables aux frais imputables sur la prime de fusion

**Exercice d'application** : calcul de la prime de fusion

#### Identifier les difficultés d'application des confusions de patrimoines

### Adopter une stratégie fiscale en fonction des objectifs et de la situation de l'entreprise

#### Déterminer les incidences fiscales du choix entre la fusion ou l'apport partiel d'actif

#### Choisir le régime fiscal le mieux adapté

- Le régime de droit commun : cerner les règles applicables
- Les conditions d'application du régime de faveur et les conséquences pour la société absorbante/absorbée

**Exercice d'application** : détermination, à l'aide d'un exemple chiffré, de l'intérêt d'exercer l'option pour le régime de faveur

#### Optimiser fiscalement les acquisitions transfrontalières

#### Déterminer les incidences du régime d'intégration fiscale

- Le régime de faveur et de droit commun et les reports déficitaires

#### Analyser les risques fiscaux des restructurations

- Anticiper les risques d'abus de droit et d'acte anormal de gestion
- Opérations suivies d'un rachat de titres : déterminer les risques

### Gérer les impôts locaux et les taxes locales

#### Déterminer le redevable des impôts locaux au titre de l'année de la fusion

#### Déterminer les impacts fiscaux en matière de TVA

- Cerner la notion d'universalité de biens
- Les modifications des modalités de récupération de TVA

#### Contribution économique territoriale

- Taux applicable en fonction de la nature et de la date de l'opération

**Exercice d'application** : calcul des bases imposables et du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée

**2** jours  
**14** heures  
Code 30022

Paris		
4-5	avril	2016
16-17	juin	2016
27-28	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

## QUELQUES MOTS DE +

Les techniques de restructuration le plus utilisé

Il est nécessaire d'utiliser l'ensemble des techniques juridiques mises à disposition pour restructurer un groupe de sociétés. Ces techniques permettant de restructurer un groupe sont pour l'essentiel, la fusion-absorption et la transmission universelle de patrimoine. Mais il existe aussi d'autres techniques qu'il ne faut pas négliger, comme l'apport partiel d'actif suivi d'une cession de branche d'activité ou l'attribution d'actifs sous forme de dividendes.



# Réaliser une transmission universelle de patrimoine

Maîtriser les impacts comptables et fiscaux d'une TUP

**La TUP ou la dissolution de sociétés par confusion de patrimoine consiste en la dissolution d'une société détenue à 100 % sans passer par une liquidation. Cette opération présente l'intérêt d'un formalisme allégé et permet de bénéficier de véritables avantages fiscaux en optant pour le régime de faveur applicable aux fusions.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles comptables et fiscales d'une opération de TUP.
- Identifier et anticiper les principales contraintes résultant d'une confusion de patrimoine.
- Faire les choix fiscaux les plus adaptés à votre contexte.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi " Déterminer le résultat fiscal et établir la liasse fiscale " (code 30020 p. 309).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Responsables comptables et consolidation
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEUR

Bruno ÉRARD  
Avocat Associé  
AYACHE SALAMA & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Expertise

### Déterminer les choix fiscaux de l'opération

Identifier les avantages et les inconvénients du recours à la confusion de patrimoine

- Intérêts juridiques
- Intérêts fiscaux

Identifier les limites et inconvénients du recours à la TUP

- Valorisation des apports
- Impact de la distorsion entre fiscalité et comptabilité

### Calculer la parité d'échange, le boni/mali de l'opération

Méthode de calcul

- Valorisation des apports à la valeur comptable
- Traitement du boni ou du mali de confusion

Écritures comptables : déterminer l'actif net de l'apport

Régime du mali de confusion : distinguer le " vrai mali " et le " mali technique "

- Charge déductible

**Exercice d'application :** calcul d'un boni de liquidation en partant d'un exemple chiffré

### Déterminer l'impact fiscal

de l'opération en matière d'IS

Choisir le régime fiscal adéquat : régime de droit commun ou régime de faveur

- Impacts en matière de modalités de transcription des apports : valeurs nettes comptables ou valeurs réelles

- Modalité d'application du régime spécial Sursis et report d'imposition
- Provisions et dépréciations
- Provisions réglementées
- Identifier la date d'effet fiscal la plus optimale et appliquer l'effet rétroactif

- Date de réalisation

Effet rétroactif ou effet différé

**Exercice d'application :** détermination des meilleurs choix de période pour décider la dissolution sans liquidation

Sort des déficits de la société confondue

- Report en arrière ou avant
- Sort des pertes dans la période d'intervalle

**Focus sur les conséquences en matière de CET, taxe foncière et TVA**

CET, taxe foncière

- Déterminer les valeurs locatives imposables
- Déterminer la valeur ajoutée des entreprises impliquées
- Taux applicable en fonction de la nature et de la date de la TUP

TVA

- Cerner la notion d'universalité de biens
- Modifications des modalités de récupération de TVA

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les aspects comptables et fiscaux d'une opération TUP.**

1 jour  
7 heures

Code 30069

Paris		
26	mai	2016
17	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Fiscalité des transactions intra-groupe

Sécuriser fiscalement les transactions internes aux groupes



**De nombreuses questions se posent en matière de traitement fiscal des transactions intra-groupe. Les conventions fiscales internationales, mais aussi les règles de droit interne, régissent leur régime fiscal et déterminent l'application ou non de retenues à la source. L'appréhension de schémas d'optimisation fiscale se révèle donc opportun et très utile.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le régime fiscal des transactions intra-groupe.
- Optimiser et sécuriser les transactions intra-groupe du point de vue fiscal.
- Maîtriser les obligations déclaratives.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats fiscalistes et experts-comptables

## ANIMATEUR

Julien LE GUYADER  
Avocat à la Cour  
DENTONS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Déterminer les règles fiscales applicables aux transactions intra-groupe : dividendes, intérêts, redevances et rémunérations de prestations de services

- Les règles fiscales applicables à la circulation des profits et des pertes
- Les dispositifs antiévasion fiscale : articles 57, 209 B et 238 A du CGI

### Appliquer le régime des retenues à la source

- Déterminer les cas pour lesquels il faut opérer une retenue à la source
- Appliquer les bons taux de retenue à la source

### Imputer les crédits d'impôt sur l'IS

- Identifier les modalités et les limitations éventuelles à l'imputation
- Déterminer les cas d'imputation sur la retenue à la source de sortie

### Maîtriser les obligations déclaratives

- Déterminer les sommes imputables sur l'IS en application des conventions internationales et du droit interne
- Le formalisme conditionnant le bénéfice de certaines exonérations de retenue à la source

- Les revenus de capitaux mobiliers, les prélèvements libératoires et les retenues à la source
- Déclarer les contrats de prêt
- **Exercice d'application :** utilisation des formulaires conventionnels
- Identifier les sanctions applicables en cas de non-respect des obligations déclaratives

### Optimiser fiscalement les opérations au sein des groupes internationaux

- Recourir aux sociétés holdings
- **Étude de cas :** analyse du bilan des avantages et inconvénients des différentes localisations des sociétés holdings
- Prendre en compte les règles applicables en matière de sous-capitalisation
- Mettre en place une centralisation des services communs
- Les autres schémas d'optimisation fiscale

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser fiscalement les transactions intra-groupe.**

1 jour  
7 heures

Code 30034

Paris		
30	juin	2016
19	septembre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Implanter une holding

Comparaison des meilleures localisations

**La création et la localisation d'une société holding en Europe entraînent des conséquences fiscales qu'il ne faut pas négliger au regard du droit des sociétés et des différents régimes fiscaux. Plusieurs questions liées au régime d'imposition des dividendes, des retenues à la source applicables, ou encore à l'examen des droits internes se posent donc au préalable afin de réaliser des montages optimisés.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de constitution d'une holding.
- Comparer les avantages fiscaux des différentes localisations : France, Luxembourg, Belgique, Royaume-Uni, Espagne...
- Choisir la localisation la mieux adaptée à son activité.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi " Fiscalité internationale " (code 30027 p. 324).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables financiers
- Responsables des affaires internationales
- Juristes, fiscalistes et avocats

## ● ANIMATEUR

Nathalie BOUCHÉ  
Avocat à la Cour  
VATIRIS AVOCATS AARPI

## PROGRAMME

Expertise

### Utiliser une holding : avantages et limites

#### Cerner les différentes applications

- Outil de restructuration des groupes, maintien de l'unité de l'entreprise familiale ou instrument d'acquisition d'entreprise

**Étude de cas** : exemples d'utilisation des holdings étrangères

#### Identifier les localisations possibles

- France
- Royaume-Uni
- Belgique
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Espagne

#### Analyser les avantages juridiques et fiscaux des différentes localisations

- Comparaison : déterminer les régimes fiscaux intéressants
- Souplesse du droit des sociétés, formalisme administratif, existence de structures complémentaires, droit des contrats, sécurité juridique...
- Dividendes, retenue à la source et imposition des plus-values

#### Analyser le secret bancaire : les États et territoires non coopératifs

**Mesurer les limites à la liberté du choix du pays d'implantation**

### Mettre en place une holding

**Étude de cas** : comparaison détaillée des régimes fiscaux

#### Adopter la bonne structure

- Anonymat des actionnaires
- Finalité de l'utilisation de la holding

#### Examiner les règles fiscales applicables à une holding étrangère

- Le traitement fiscal pour les opérations de trésorerie intragroupe
- Le régime fiscal des sociétés mères et des filiales : les dividendes et plus-values
- Cerner les cas où l'administration fiscale peut invoquer l'abus de droit

**Étude de cas** : traitement fiscal des opérations clés

#### Gérer au mieux la sortie

- Conséquences en cas de transmission
- Analyser les conséquences des cessions
- Maîtriser les incidences de la liquidation

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appréhender les différents régimes fiscaux des holdings et de déterminer les limites de l'implantation à l'étranger.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30013

Paris		
27	mai	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Gestion fiscale d'une holding

Appliquer les leviers financiers et fiscaux des holdings

**Avoir recours à une holding permet de structurer efficacement ses avoirs et son patrimoine. Souvent utilisée dans le cadre d'une stratégie de gestion, de transmission et de défiscalisation, la holding présente des avantages fiscaux et financiers importants. Toutefois il est important de rester en alerte sur cette période de grande instabilité fiscale au regard des récentes modifications des règles relatives aux holdings animatrices notamment.**

## ● OBJECTIFS

- Mesurer l'intérêt de recourir à une holding afin de structurer un groupe de sociétés.
- Maîtriser les caractéristiques juridiques, fiscales et sociales de la holding.
- Sécuriser et optimiser la fiscalité d'un groupe via la holding.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi " Opérations de restructuration " (code 30022 p. 318)

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Responsables comptables et consolidation
- Avocats fiscalistes et juristes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Mathieu LE TACON  
Avocat Associé  
DELSOL AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Créer une holding : identifier les raisons et la structure adéquate

- Création par rachat
- Constituer une holding par apport de titres
- Distinguer les holdings pures des holdings mixtes
- Cas spécifique du LBO
- Appliquer le régime fiscal des associés personnes physiques

**Étude de cas** : analyse d'une création de holding

### Maîtriser les nouvelles règles fiscales relatives aux holdings animatrices

- Identifier les nouveaux critères de la holding animatrice et les enjeux de cette qualification
- Anticiper les conséquences de la qualification de holding animatrice

### Gérer fiscalement la holding avec ses filiales

- Déterminer et appliquer le prix des managements fees
- Déduire les abandons de créances et les subventions
- Maîtriser les clauses dite de retour à meilleure fortune

- Maîtriser les règles de déductibilité des charges financières
- Maîtriser les régimes fiscaux des dividendes
- Élaborer une convention dite de " cash pooling "

**Exercice d'application** : illustration chiffrée du régime des intérêts au regard des règles anti sous-capitalisation

### La holding face aux règles de TVA et de taxe sur les salaires

- Définir le champ d'application en cas de holding mixte
- Déterminer le coefficient de déduction
- Calculer la taxe sur les salaires quand elle s'applique

**Exercice d'application** : calcul de la taxe sur les salaires

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une stratégie fiscale efficace en ayant recours à une holding en optimisant au mieux vos actifs et en appliquant les nouveaux critères qualifiant les holdings animatrices.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30113

Paris		
9-10	juin	2016
19-20	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus



# Appliquer les impôts différés

Maîtriser les raisonnements indispensables

**Les impôts différés permettent d'avoir une vision plus économique de l'impôt sur le résultat. Il s'agit d'une notion complexe qui exige d'acquérir un raisonnement spécifique et une méthode rigoureuse permettant de mieux les gérer. Les groupes de sociétés doivent impérativement maîtriser les techniques applicables et appréhender les distinctions essentielles entre les normes comptables et fiscales.**

## OBJECTIFS

- Mesurer l'impact des normes CRC 99-02 et IAS 12 sur les impôts différés.
- Identifier et maîtriser les principales difficultés.
- Constaté les impôts différés dans un groupe intégré et dans un groupe non intégré.

## PRÉREQUIS

Des connaissances fiscales et comptables sont indispensables pour suivre cette formation dans de bonnes conditions.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables fiscaux, comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes
- Avocats fiscalistes

## ANIMATEURS

Erwan LIRIN  
Associé, activité Consolidation et reporting  
BELLOT MULLENBACH & ASSOCIÉS

Éric QUENTIN  
Avocat Associé  
HOICHE Société d'Avocats

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser la notion d'impôts différés et l'impact des normes CRC 99-02 et IAS 12

Appliquer les impôts différés aux comptes sociaux et aux comptes consolidés

- Constaté les impôts différés dans les comptes sociaux
- Faire le lien avec l'approche bilantielle
- Identifier les sources d'impôts différés
- **Étude de cas** : analyse d'exemples concrets de différences temporaires
- Identifier les spécificités en cas de regroupement d'entreprises
- Appliquer la méthode s'agissant des capitaux propres sociaux, capitaux propres retraités et capitaux propres contributifs
- **Évaluer et calculer les impôts différés selon les normes françaises CRC 99-02 et IFRS (IAS 12)**
- Distinguer l'impôt différé actif de l'impôt différé passif
- Identifier le sort des créances et des dettes fiscales latentes
- **Étude de cas** : analyse d'exemples chiffrés
- **Exercice d'application** : établissement d'un tableau des impôts différés par poste bilantiel

### Mesurer l'incidence du régime de l'intégration fiscale sur les impôts différés

Passer les écritures dans un groupe non intégré

- Constaté les impôts différés en cas de décalages temporaires afférents au passage du résultat comptable au résultat fiscal
- Anticiper les sursis et les reports d'imposition
- Identifier les réintégrations et les déductions provenant de la déclaration fiscale
- Procéder aux écritures de retraitements et de consolidation
- Cerner l'articulation du taux effectif d'impôt et des impôts différés
- **Constaté les impôts différés dans un groupe intégré**
- Mesurer l'incidence des conventions d'intégration fiscale
- Le traitement des impôts différés en cas d'évolution du périmètre d'intégration

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer les impôts différés au sein de votre groupe de sociétés en identifiant toutes les différences permanentes et temporaires qui constituent les bases d'impôts différés.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30107

## Paris

8	juin	2016
6	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Intégration fiscale - Niveau 1

Acquérir les mécanismes de l'intégration fiscale



**Dans le cadre d'un groupe de sociétés, la possibilité de calculer l'impôt au niveau de la société tête de groupe est l'un des outils légaux d'optimisation le plus efficace dont il convient de maîtriser les règles. Le régime de l'intégration fiscale requiert en effet de respecter des étapes clés afin de déterminer utilement le résultat d'ensemble et de maîtriser les évolutions du périmètre d'intégration.**

## OBJECTIFS

- Déterminer le résultat fiscal d'un groupe intégré.
- Mesurer les incidences des opérations intragroupe sur la détermination du résultat d'ensemble et les pièges à éviter.
- Identifier les incidences fiscales des restructurations sur le groupe intégré.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés ou avoir suivi " Opérations de restructuration " (code 30022 p. 318).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Responsables financiers des groupes intégrés
- Comptables, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Christophe LEFEVRE  
Avocat à la Cour  
HOICHE Société d'Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

**Maîtriser les principes et mettre en place l'intégration fiscale**

Déterminer les conditions d'accès au régime

Cerner la notion de groupe en droit fiscal

Construire un groupe intégré

- La prise d'option
- Le périmètre d'intégration
- L'évolution du périmètre dans le temps
- **Étude de cas** : commentaire des imprimés fiscaux

**Déterminer le résultat fiscal**

Calculer le résultat de chaque société intégrée

- Les contraintes liées aux déficits antérieurs à l'intégration
- Les dividendes encaissés
- Le régime des sociétés mère et filiales
- Le déficit d'un exercice intégré
- **Exercice d'application** : calcul du résultat fiscal de chaque société intégrée

**Réaliser les opérations permettant le passage du résultat individuel**

**de chaque société intégrée au résultat d'ensemble**

- Les rectifications courantes
- Les rectifications spécifiques
- **Exercice d'application** : réalisation des opérations de rectification

Calculer l'imposition du résultat d'ensemble et payer l'impôt

- La déclaration annuelle du résultat d'ensemble
- Les méthodes de calcul de l'IS des filiales et de la société tête de groupe
- L'utilisation optimale des crédits d'impôt
- La gestion de l'économie d'impôt sur les sociétés

**Analyser les régimes de distribution**

- Tenir compte des spécificités des groupes
- Gérer les distributions internes et externes

**Identifier les opérations de réorganisation affectant un groupe intégré**

- Gérer la sortie d'une société du groupe
- Intégrer les conséquences fiscales des fusions et des scissions
- Clôturer la cessation du groupe

**Exercice d'application** : détermination du résultat fiscal d'ensemble d'un groupe intégré

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les mécanismes essentiels du régime de l'intégration fiscale afin de déterminer et de calculer un résultat d'ensemble.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30019

## Paris

24-25	mars	2016
11-12	juillet	2016
26-27	septembre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Intégration fiscale - Niveau 2

Maîtriser les techniques d'optimisation

**Le régime de l'intégration fiscale est amené à se compliquer au fur et à mesure des évolutions en matière de restructurations du groupe. Il est donc essentiel d'anticiper les entrées et sorties d'une société dans le périmètre d'intégration, de mesurer les risques liés aux fusions et acquisitions de sociétés intégrées et enfin, de limiter au maximum les risques fiscaux pesant sur le groupe en général.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les événements affectant le groupe intégré : modifications du périmètre, restructurations.
- Optimiser le résultat d'ensemble du groupe.
- Déclarer le résultat fiscal d'ensemble du groupe intégré et prévenir les contrôles fiscaux.

## ● PRÉREQUIS

Maîtriser les mécanismes de l'intégration fiscale ou avoir suivi au préalable " Intégration fiscale - Niveau 1 " (code 30019 p. 321).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers des groupes intégrés
- Responsables comptables chargés de la mise en œuvre du régime
- Avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Christophe LEFEVRE  
Avocat à la Cour  
HOICHE Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Test de connaissances** : les principes de l'intégration fiscale

### Déterminer et maîtriser le périmètre du groupe intégré

- Préparer l'entrée d'une société dans le groupe

**Étude de cas** : inconvénients de l'option pour l'intégration fiscale

- Anticiper les conséquences de l'évolution du périmètre

**Étude de cas** : gestion des conséquences des sorties de groupe (états 2058 ER et ES)

- Gérer l'acquisition ou l'absorption de la société mère

**Étude de cas** : analyse des conséquences d'une prise de contrôle de la société mère et imputation des déficits sur une base élargie

### Mesurer l'impact des restructurations

- Minorer l'impact des fusions au sein du groupe
- Gérer la remise en cause de la neutralisation initiale des résultats de cession interne d'immobilisations
- Gérer les incidences des apports partiels d'actif

- Les distributions opérées au cours du premier exercice intégré
- Les distributions postérieures à la clôture du premier exercice intégré
- Les conséquences financières des sorties du périmètre ou de la dissolution du groupe

### Anticiper les risques fiscaux pesant sur les groupes intégrés et gérer le contrôle fiscal

- Identifier les risques majeurs
  - Faire face au contrôle fiscal
  - Analyser les conséquences d'un contrôle fiscal et connaître les voies de recours
- Étude de cas** : analyse des précautions à prendre dans la rédaction des déclarations afin de prévenir les risques de contrôles fiscaux

### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer le résultat d'ensemble d'un groupe intégré en tenant compte des impacts fiscaux liés aux opérations de restructuration.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30003

Paris		
7-8	avril	2016
10-11	octobre	2016
20-21	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Gérer un GIE

Les règles juridiques et fiscales à maîtriser

**Un GIE est un groupement d'entités qui permet à ses membres de développer ou d'améliorer les résultats d'une activité, en mettant en commun leur structure tout en conservant leur individualité. La détermination et l'imposition du résultat fiscal se distinguent d'une société soumise à l'IS. Il est donc utile de maîtriser les règles applicables afin de limiter les coûts fiscaux qui en découlent.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les avantages liés à la création d'un groupement d'intérêt économique.
- Maîtriser les caractéristiques essentielles et les règles de fonctionnement du GIE.
- Cerner les spécificités d'un GEIE.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des groupes de sociétés.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables administratifs et financiers
- Contrôleurs de gestion
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEURS

Jean-François BLARET  
Avocat - Département droit des sociétés  
& Augustin BRABANT  
Avocat - Département droit fiscal  
FIDAL

## PROGRAMME

Initiation

### Créer un Groupement d'Intérêt Économique (GIE)

- Identifier les opportunités et les contraintes du GIE
- Maîtriser les différentes possibilités d'utilisation offertes par le GIE

**Étude de cas** : analyse commentée de statuts

- Organiser le pouvoir
- Optimiser le financement

### Maîtriser les règles de fonctionnement d'un GIE

- L'organe de gestion
- L'organe de délibération
- Remplir les obligations de contrôle des comptes et de gestion
- Connaître les règles relatives à la sortie, à la dissolution ou à la liquidation

### Assurer la gestion fiscale d'un GIE

- Maîtriser les modalités d'imposition et de répartition du résultat fiscal
- Faire le point sur le régime de la TVA

- GIE et contribution économique territoriale : connaître les mécanismes
  - Mesurer les coûts de la gestion fiscale et de la trésorerie de l'impôt
- Étude de cas** : exemples d'optimisation fiscale

### Identifier les spécificités de fonctionnement d'un Groupement Européen d'Intérêt Économique (GEIE)

- Règles générales
- Territorialité
- Exercice de l'activité commerciale
- Coûts de constitution et de transformation
- Coûts relatifs aux cessions de participations

### ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la gestion d'un GIE en appliquant les règles spécifiques tant fiscales que juridiques.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30015

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
13	octobre	2016

Tarif HT : 930 € - repas inclus



# PANORAMA FISCAL 2015/2016

MARDI 26 ET MERCREDI 27 JANVIER 2016

**Q**ue faut-il retenir de la **loi de finances pour 2016** et de la dernière **loi de finances rectificative pour 2015** ? Quelles sont les **dernières évolutions réglementaires et jurisprudentielles** ?

**EFE**, en partenariat avec **IACF** organise son **23<sup>e</sup> rendez-vous annuel du Panorama fiscal** vous permettant de faire le point sur toute la fiscalité de l'année écoulée.

Cette conférence réunit chaque année les plus éminents spécialistes de la place : magistrats du **Conseil d'État** et de la **Cour de cassation**, ainsi que les meilleurs **avocats fiscalistes** qui vous livrent leur analyse et vous font partager leur expertise.



Plus de 4 000 participants  
en 23 ans !  
Et vous ?

Pour vous inscrire, contactez-nous :  
**01 44 09 25 08**  
[infoclient@efe.fr](mailto:infoclient@efe.fr)

### À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement :

- mettre en place des schémas fiscaux sécurisés qui tiennent compte de l'actualité fiscale législative et jurisprudentielle de l'année écoulée
- maîtriser les dernières réformes fiscales issues des dernières lois de finances
- limiter et anticiper les risques de redressements en fiscalité interne directe, en fiscalité internationale et en TVA

### PARDI LES TÉMOIGNAGES...

" Grande richesse des échanges entre avocats et membres du conseil d'état, dossier remis très complet " **DS AVOCATS**

" Toujours très bien, interventions très claires " **LVMH**

" Excellent. continuez cette formation en l'état " **LD AVOCATS**

# Fiscalité internationale

Sécuriser les montages en limitant les risques



**Les relations économiques s'internationalisent de plus en plus et le contexte politique actuel répond à des objectifs stricts de lutte contre l'évasion fiscale. Aussi, les transactions et les flux financiers qui en résultent, engendrent des problématiques fiscales, qu'il convient de gérer au sein des structures disposant d'une dimension internationale, pour optimiser les montages tout en limitant les risques.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les implications fiscales des opérations internationales relatives aux transactions, aux flux financiers, aux structures internationales et aux restructurations.
- Améliorer sa politique fiscale internationale.
- Prévenir les risques de contrôle fiscal.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats et experts-comptables
- Fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Bernard CHESNAIS  
Avocat à la Cour

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier des schémas fiscaux internationaux abusifs en vue de limiter les risques de contrôles fiscaux.**

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser la fiscalité internationale applicable...

##### Aux transactions avec l'étranger

- Les retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents
- L'imposition des sommes perçues en provenance de l'étranger
- L'enregistrement des intérêts perçus
- Exercice d'application** : calcul des retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents

##### À la distribution des dividendes internationaux

- Le régime d'imposition applicable
- Les méthodes d'élimination des doubles impositions
- Étude de cas** : analyse comparée de conventions fiscales
- Comparaison des définitions de la notion de dividende
- Comparaison des méthodes d'élimination des doubles impositions

##### Aux structures internationales

- Succursale ou filiale : définir les éléments fiscaux du choix
- Les mécanismes de détermination du résultat fiscal, de remontée des bénéfices et de prise en compte des pertes
- Les difficultés soulevées par l'utilisation des sociétés de personnes

##### Aux opérations de restructuration transfrontalières

- Les conditions d'accessibilité aux régimes de faveur des fusions
- Transfert d'actifs, de branches d'activité ou achat de titres

- L'impact de la situation fiscale du vendeur et de l'acheteur
- Le cas des restructurations de sociétés fiscalement intégrées
- Transfert de siège social hors de France
- Étude de cas** : analyse commentée et chiffrée du coût fiscal d'une opération de restructuration à l'international

#### Anticiper les risques fiscaux dans un environnement international Mesurer les incidences de la lutte contre l'évasion fiscale

- Les incidences des articles 238 A et 209 B du CGI

#### Identifier la notion d'abus de droit et d'acte anormal de gestion en matière internationale

- Identifier les montages les plus exposés
- S'entourer des précautions nécessaires
- Les principales situations à risque

#### Maîtriser les risques fiscaux liés aux prix de transfert

- Le principe de pleine concurrence
- Les principes de l'OCDE
- La réglementation française et les pratiques de l'administration
- Les méthodes de détermination des prix de transfert
- Les obligations documentaires
- La résolution des doubles impositions
- Étude de cas** : identification de risques en matière de prix de transfert et proposition de méthodes de détermination des prix de transfert

### ✔ Quiz aval



Code 30027

Paris			
4-5	février	2016	24-25 août 2016
13-14	juin	2016	28-29 novembre 2016
			1 <sup>er</sup> -2 février 2017

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

## + 3<sup>E</sup> JOURNÉE COMPLÉMENTAIRE

# TVA des opérations internationales



Cerner les problématiques de TVA dans les échanges à l'international

**Le régime d'imposition de la TVA à l'international (TVA intra ou extracommunautaire) dépend de la nature de l'opération (biens ou services) et du pays du contractant. La maîtrise du champ d'application et des principes de territorialité de la TVA s'avère indispensable pour une gestion fiscale efficace des échanges internationaux.**

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation "Fiscalité internationale" (code 30027) ou maîtriser les aspects fiscaux des échanges internationaux.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats et expert-comptables
- Fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Olivier GALERNEAU, Avocat Associé  
PINOT de VILLECHENON & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

- Déterminer le champ d'application territorial
- Relier l'identification à la TVA et la notion d'établissement
- Cerner la règle d'inversion du redevable
- Intégrer le régime d'exonération lié aux livraisons de biens
- Maîtriser la règle de territorialité liée aux prestations de services

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les problématiques TVA dans les opérations internationales.**



Code 30125

Paris		
15	juin	2016
26	août	2016
30	novembre	2016
3	février	2017

Tarif HT : 930 € - repas inclus

**TARIF SPÉCIAL 3 JOURS : 1 980 € HT**

# Conventions fiscales internationales

Appliquer une convention fiscale et éviter les doubles impositions



**Les conventions fiscales internationales sont des traités signés entre des États afin de partager leur pouvoir respectif d'imposition dans le cas où certains revenus ou capitaux sont imposables dans les deux pays à la fois. Ces traités s'inspirent très souvent du modèle OCDE mais leur forme et leur contenu se révèlent régulièrement délicats à interpréter et donc à appliquer.**

## OBJECTIFS

- Appréhender et décoder les clauses "types" des conventions fiscales internationales.
- Maîtriser les principales méthodes d'élimination de la double imposition.
- Limiter les risques de contrôles fiscaux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi "Fiscalité internationale" (code 30027 p. 324).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Fiscalistes et experts-comptables
- Responsables des affaires internationales

## ANIMATEURS

Nicolas CYS  
Avocat à la Cour  
EIFFEL INTERNATIONAL

Frédéric ROUX

Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Lire et décrypter les conventions fiscales internationales

- Appréhender le modèle OCDE et les conventions de non-double imposition bâties sur ce modèle
- Présentation formelle des conventions fiscales
- Champ d'application des conventions fiscales
- Interpréter les conventions de non-double imposition
- Appréhender les commentaires OCDE
- Combiner le droit interne avec le droit conventionnel

**Test de connaissances** : quiz sur l'application du droit interne et du droit conventionnel

#### Appliquer les conventions fiscales internationales

- Point sur les derniers travaux de l'OCDE
- Application aux différents revenus
- Appréhender les impacts en matière d'imposition des établissements stables
- Appliquer les différentes méthodes d'élimination de la double imposition

**Étude de cas** : application des différentes méthodes d'élimination de la double imposition et calcul dans le cadre d'une d'imputation ou d'une exemption

- Utiliser les formulaires adéquats pour appliquer le traité
- Mesures anti-abus et conséquences des conventions fiscales
- Point sur l'application des conventions aux sociétés de personnes

**Exercice d'application** : résolution des problématiques de qualification de revenus

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'interpréter les conventions fiscales internationales afin d'éviter les doubles impositions.**

2 jours 14 heures

Code 30086

Paris		
7-8	juin	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Transférer le siège social de son entreprise

Limiter les risques fiscaux

**Le régime fiscal applicable en cas de transfert de siège ou d'établissement à l'étranger - offrant au contribuable la possibilité d'opter pour une imposition fractionnée de la plus-value latente sur les actifs transférés - a été durci. Désormais, tous les montages de délocalisation d'entreprise présentent d'importants risques fiscaux car ils sont systématiquement contrôlés, voire rejetés, par l'administration.**

## OBJECTIFS

- Faire le bilan coûts/avantages/risques avant de transférer un siège social.
- Identifier les avantages juridiques et fiscaux des pays potentiels : Belgique, Luxembourg, Royaume-Uni.
- Limiter les impacts de l'exit tax sur les entreprises et sur le comité de direction qui suit son entreprise.

## PRÉREQUIS

Il est recommandé d'avoir des connaissances en fiscalité internationale ou d'avoir préalablement suivi "Fiscalité internationale" (code 30027 p. 324).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs juridiques et fiscaux
- Directeurs administratifs et financiers
- Avocats, notaires, experts-comptables et commissaires aux comptes
- Ingénieurs patrimoniaux, chargés de clientèles privées

## ANIMATEUR

Avocat fiscaliste

## PROGRAMME

Expertise

#### Définir une approche juridique et mesurer les avantages fiscaux des pays d'accueil avant le transfert de siège

Cerner les avantages juridiques réels d'un transfert de siège social  
Mesurer les avantages fiscaux des pays d'accueil : Belgique, Royaume-Uni, Luxembourg

**Exercice d'application** : réalisation d'un tableau résumant les avantages comparatifs des pays d'accueil

#### Optimiser fiscalement un transfert du siège social afin de limiter les impacts de l'exit tax sur les entreprises

- Définir les conditions nécessaires au transfert du siège social hors de France
  - Mesurer les contraintes fiscales : cessation d'entreprise et imposition des plus-values latentes
  - Intégrer les spécificités des sociétés holdings, des sociétés de gestion de marques et des sociétés immobilières
  - Mesurer l'intérêt des fusions transfrontalières et les différences fiscales avec les transferts de siège
  - Identifier les risques fiscaux liés aux délocalisations artificielles d'entreprises
- Exercice d'application** : comparaison des intérêts fiscaux entre fusion transfrontalière et transfert de siège social

#### Maîtriser les impacts pour les personnes physiques et mener un accompagnement adéquat pour le comité de direction qui suit son entreprise

- Mesurer l'intérêt pour les résidents de France à se délocaliser en Belgique, au Luxembourg, au Royaume-Uni ou en Suisse
  - Identifier les incidences des conventions fiscales
  - Sécuriser les risques fiscaux
  - Fractionner les salaires entre plusieurs pays : identifier les conditions et les possibilités de split payroll
  - Limiter les effets liés à l'exit tax pour les personnes physiques qui suivent leur entreprise
  - Mesurer les enjeux patrimoniaux et fiscaux en cas de situation matrimoniale complexe
  - Intégrer le renforcement de la coopération en matière fiscale avec la Belgique, le Luxembourg et le Royaume-Uni : définir l'impact sur le contrôle des délocalisations
- Exercice d'application** : calcul de dégrèvement de l'exit tax

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'adapter votre stratégie fiscale en cas de décision de délocalisation du siège social de votre entreprise.**

2 jours 14 heures

Code 30108

Paris		
30-31	mai	2016
23-24	novembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# Établissement stable

Déterminer le résultat imposable et maîtriser les enjeux fiscaux

**La notion d'établissement stable est complexe et soulève des problématiques de qualification. Les sociétés ont de plus en plus développé leurs activités dans plusieurs pays et cette mondialisation a clairement contribué au besoin de s'adapter vite aux nouvelles problématiques liées, notamment, à l'émergence du commerce électronique. Il est important d'en maîtriser son régime fiscal afin de mieux l'identifier ou parfois même, le contourner.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les critères de qualification d'un établissement stable.
- Déterminer et calculer le résultat comptable et fiscal d'un établissement stable et maîtriser les impacts en matière d'IS et de retenue à la source.
- Gérer et anticiper les risques de contrôle.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi " Fiscalité internationale " (code 30027 p. 324).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Fiscalistes et experts-comptables
- Responsables des affaires internationales

## ● ANIMATEURS

Annabelle BAILLEUL-MIRABAUD  
& Frédéric ROUX

Avocats inscrits au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier un établissement stable

- Appliquer le droit interne pour qualifier une entreprise exploitée en France
- Définir les différentes formes de l'établissement stable
- Intégrer la pratique française des établissements stables
- Le prescrit établissement stable
- **Étude de cas** : analyse de cas complexes

### Calculer le résultat fiscal d'un établissement stable

- Affecter des résultats à un établissement stable
- Définir et déterminer les éventuelles " branch taxes "
- Traiter les retenues à la source et éviter l'éventuelle double imposition
- Gérer les flux entre l'établissement stable et son siège
- Les situations triangulaires complexes
- **Exercices d'application** : les opérations bancaires réalisées via un établissement stable, analyse d'une situation triangulaire, exercice sur la branch tax

### Sécuriser le contrôle de l'établissement stable

- Identifier les obligations comptables et fiscales
- Mesurer les risques et sanctions
- **Exercice d'application** : déroulé pratique d'un contrôle fiscal sur établissement stable

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le régime fiscal d'un établissement stable afin d'apprécier si la qualification retenue est en adéquation avec les objectifs de l'entreprise.**

**2** jours

**14** heures

Code 30033

Paris		
26-27	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Prix de transfert

Structurer et défendre sa politique de prix de transfert



**Parce que les flux financiers au sein des groupes internationaux sont de plus en plus nombreux, il est essentiel d'en maîtriser leur valorisation. Aussi, il convient de choisir sa politique de prix de transfert en tenant compte de la réalité économique des marchés. Respecter les règles en matière de prix de transfert est donc un enjeu important, tant en fiscalité qu'en gestion financière des groupes.**

## ● OBJECTIFS

- Mettre en place une politique de prix de transfert adaptée à la réalité du groupe.
- Maîtriser les risques fiscaux inhérents aux opérations intragroupe : prix de transfert, management fees...
- Mettre en œuvre les moyens conventionnels et contentieux visant à éliminer la double imposition.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi " Fiscalité internationale " (code 30027 p. 324).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Responsables financiers et comptables
- Responsables juridiques et fiscaux

## ● ANIMATEUR

Florent RICHARD  
Avocat, directeur Transfer Pricing  
PwC Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

### Structurer sa politique des prix de transfert

- L'entrepreneur principal
- L'analyse fonctionnelle comparée
- Choisir sa ou ses méthodes de prix de transfert et l'appliquer en comptabilité
- **Étude de cas** : analyse comparée des méthodes

### Vérifier le caractère facturable des services

### Gérer la problématique des incorporels

- Appliquer une méthode de facturation
- Mettre en place une organisation des incorporels
- Identifier les contraintes fiscales pesant sur les incorporels
- **Exercice d'application** : mise en place d'un schéma de collecte des informations au sein du groupe
- Les économies de localisation
- Les restructurations réussies
- Les établissements stables
- Les indicateurs de profit contestés par l'administration
- L'utilisation des brigades de vérifications de comptabilités informatisées

### Faire face aux risques et aux moyens de contrôle de l'administration fiscale

- Les outils et les méthodes du contrôle fiscal des prix de transfert
- Cerner les principales situations à risques
- Définir une stratégie face à l'administration

### Analyser les bonnes solutions documentaires

- **Étude de cas** : analyse commentée d'une documentation prix de transfert

### ✔ Quiz aval

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de choisir la méthode de prix de transfert en adéquation avec votre marché en limitant ainsi les risques de contrôles fiscaux au regard de la nouvelle obligation légale de documentation.**

**2** jours

**14** heures

Code 30016

Paris		
3-4	février	2016
6-7	juin	2016
29-30	août	2016
5-6	octobre	2016
12-13	décembre	2016
27-28	février	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Rédiger sa documentation de prix de transfert

Mettre à jour et adapter sa politique de prix de transfert

**L'administration fiscale française impose aux groupes multinationaux en cas de contrôle, la remise obligatoire au vérificateur d'une documentation des prix de transfert. Cette obligation documentaire concerne les groupes dont le CA hors taxe annuel ou le total du bilan excèdent 400 millions d'euros. Deux volets de cette documentation sont nécessaires : une partie "centrale" qui présente le groupe dans sa globalité et une spécifique à l'activité exercée en France.**

## OBJECTIFS

- Rédiger la politique de prix de transfert et l'adapter aux cycles économiques.
- Faire évoluer sa politique et changer de méthode de prix de transfert.
- Vaincre les rigidités de son modèle pour le rendre plus souple et plus réactif aux évolutions économiques.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les mécanismes de mise en place d'une politique de prix de transfert ou avoir suivi au préalable " Prix de transfert " (code 30016 p. 326).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Responsables financiers et comptables
- Responsables juridiques et fiscaux

## ANIMATEUR

Florent RICHARD  
Avocat, directeur Transfer Pricing  
PwC Société d'Avocats

## PROGRAMME

Expertise

### Rédiger sa documentation de prix de transfert

- Décrire le groupe et son environnement économique
- Analyser les transactions intragroupe
- Procéder à l'analyse économique
- Faire le point sur les documentations des métiers à risques

### Suivre l'évolution de la fonction prix de transfert

#### Vérifier les modèles économiques employés

- Le champ d'application de la méthode choisie
- Le contrôle de la cohérence des relations intragroupe avec les objectifs stratégiques du groupe

- L'audit de la pratique quotidienne des prix de transfert par les opérationnels

**Étude de cas :** adaptation de la méthode à un changement des conditions de marché

#### Impliquer les contrôleurs de gestion dans son audit de fonction

- Créer un relais entre les équipes fiscales et financières
- Réviser ensemble le bien-fondé de la méthode utilisée

#### Faire valider la pratique par un tiers

- Faire intervenir un tiers
- Cerner pour quelle mission lui demander d'intervenir

### Contrôler la performance de la politique de prix de transfert

- Maîtriser les risques et la charge d'impôt
- Le taux effectif d'impôt local, groupe ou consolidé pour le bénéficiaire
- Rédiger le contrat intragroupe en évitant les risques
- Vérifier si la documentation est appropriée
- Corriger une documentation obsolète
- Faire face aux contrôles de l'administration

### Le suivi face aux pratiques étrangères : cerner les principales situations à risque

#### Le modèle théorique au contact de la réalité

- Résoudre les conflits entre méthodes de prix de transfert
- Sécuriser les ajustements de fin d'année
- Les cycles économiques et les changements de méthodes : éviter le risque fiscal
- Tirer parti d'une vérification de comptabilité pour sécuriser les prix de transfert

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une solution documentaire en matière de prix de transfert adaptée à votre groupe, de la mettre à jour et de la faire évoluer.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30030

Paris					
5	février	2016	7	octobre	2016
8	juin	2016	14	décembre	2016
31	août	2016	1 <sup>er</sup>	mars	2017

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Fiscalité internationale du patrimoine

Maîtriser le cadre légal de la délocalisation

**À l'instar des sociétés, les personnes physiques doivent de plus en plus gérer leur patrimoine dans une perspective internationale. Les multiples stratégies d'optimisation fiscale en matière de gestion de patrimoine conduisent donc les professionnels du patrimoine à maîtriser désormais les impacts fiscaux des principaux supports d'investissement internationaux.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de territorialité des impôts dus par les personnes physiques.
- Cerner les mécanismes des conventions fiscales bilatérales.
- Définir la gestion des donations et des successions dans un contexte international.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de la fiscalité française applicables aux personnes physiques ou avoir suivi " Fiscalité du patrimoine " (code 30050 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Avocats et notaires
- Experts-comptables

## ANIMATEUR

Léa FAULCON  
Avocat Associé  
BLACKBIRD BASCHET

## PROGRAMME

Initiation

### Faire le point sur les règles de territorialité des différents impôts

#### Cerner la notion de domicile fiscal

- Définir les critères au regard du droit français
- Examen de l'article 4B du CGI
- Analyse des critères conventionnels de détermination du pays de résidence

**Étude de cas :** illustrations pratiques

### Maîtriser la méthodologie des contrôles fiscaux lors des transferts de résidence

#### Intégrer les modalités de contrôle des non-résidents

- Contrôle sur pièces
- Taxation d'office (L. 16 du LPF)
- Procédure d'ESFP (L. 12 du LPF)
- Maîtrise du timing des opérations de contrôle
- Analyse des techniques pratiques utilisées par les inspecteurs

### Cerner les règles d'imposition des revenus et du patrimoine

#### Imposition des revenus pour les non-résidents

- Revenus de source française
- Régime de taxation des plus-values
- Obligation fiscale restreinte
- Retenue à la source
- Imposition forfaitaire
- Impact du droit conventionnel

#### ISF et non-résidents

**Étude de cas :** analyse d'une convention fiscale

### Imposition des donations et des successions dans un contexte international

- Article 750 ter du CGI
- Analyse au travers des exemples de conventions internationales

### Étude des grandes problématiques internationales pour les conseillers patrimoniaux

#### Optimiser le recours à l'assurance vie

- La question du rachat pour un non-résident
- Analyse de la jurisprudence
- Régime de taxation en cas de décès

#### Problématiques des sociétés civiles françaises dans un contexte international

- Société civile de portefeuille détenue par un non-résident

**Partage d'expériences :** échanges

sur la situation d'un contribuable souhaitant transférer sa résidence et optimiser sa situation en termes d'IR, d'ISF et de droits de succession

- Déterminer les règles applicables
- Recenser les impôts dus
- Identifier les précautions à prendre

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'élaborer une stratégie fiscale patrimoniale dans un contexte international.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30052

Paris		
23-24	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 170 €  
repas inclus

# Fiscalité des non-résidents

Gérer fiscalement son départ de France

**Les non-résidents sont soumis à des règles fiscales qui varient selon qu'ils disposent ou non d'une habitation en France. L'appréhension de ces mécanismes d'imposition inclut une étude des impôts dus par le non-résident selon sa situation, en vue de limiter les conséquences fiscales dans un cadre international et d'envisager les opportunités dont il dispose pour mieux gérer son départ de France.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes de détermination de la résidence fiscale.
- Identifier les contraintes et opportunités d'un départ de France vers des pays membres de l'Union européenne ou vers d'autres pays.
- Cerner au mieux la fiscalité des revenus, du capital et de la succession des non-résidents.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine ou avoir suivi "Initiation à l'ingénierie patrimoniale" (code 92310 p. 370).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats
- Experts-comptables
- Conseillers en gestion de patrimoine

## ANIMATEUR

Laurent CHEVALIER  
Avocat Associé  
ASTER AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Déterminer le domicile fiscal

Interpréter l'article 4B du CGI

- La notion de foyer / lieu de séjour principal
- La notion d'activité professionnelle principale
- La notion de centre d'activités économiques

### Cerner les régimes particuliers

Minimiser les doubles impositions

Lire et appliquer une convention fiscale internationale

- Les incidences des conventions fiscales internationales
- Les critères conventionnels de résidence fiscale

**Exercice d'application** : mise en œuvre des critères de détermination de la résidence fiscale

### Le départ de France : contraintes et opportunités

- Vers des pays de l'Union européenne
- Vers des pays conventionnés
- Vers des pays non conventionnés

### Déterminer les impôts dus par un non-résident

Impôt sur le revenu

- Définir les revenus de source française
- Maîtriser les modalités d'imposition et les obligations déclaratives

Plus-values afférentes à des valeurs mobilières de source française :

**les cessions de participations dans des sociétés françaises**  
**Dividendes et intérêts de source française**

**Acquérir, détenir et céder un patrimoine immobilier français : le traitement fiscal**

- ISF
- Identifier l'assiette imposable
- Cerner la notion de placement financier exonéré
- Définir les obligations déclaratives

### Contrats d'assurance vie

- L'imposition des intérêts en cas de rachat d'un contrat par un non-résident fiscal
- Identifier le traitement fiscal en cas de décès

### L'imposition des successions : définir les biens taxables

**Etude de cas** : questions complexes sur l'imposition des non-résidents

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'optimiser la fiscalité des revenus, du capital et de la succession en identifiant les avantages du départ d'une personne physique de France.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30023

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
11	juillet	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus

# Fiscalité immobilière - Niveau 1

Maîtriser les principes essentiels



**Acquérir ou céder un bien immobilier, percevoir des revenus locatifs, construire un immeuble ou créer une SCI, sont autant d'opérations immobilières qui requièrent l'appréhension des règles fiscales applicables à chaque type de transactions.**

**La fiscalité immobilière soulève ainsi de nombreuses problématiques fiscales et recouvre des régimes juridiques multiples nécessitant l'analyse des principes de base.**

## OBJECTIFS

- Intégrer les mécanismes de la fiscalité immobilière : ISF, revenus fonciers, plus-values immobilières...
- Cerner les principes d'assujettissement des opérations immobilières à la TVA et aux droits de mutation à titre onéreux.
- Maîtriser les principes de la gestion fiscale d'une SCI.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Conseillers en gestion de patrimoine
- Avocats et fiscalistes
- Experts-comptables

## ANIMATEURS

Amélie RETUREAU  
& Yves BUTZERIN  
Avocats inscrits au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

**Apprécier les conséquences fiscales de la détention d'un bien immobilier**

**Déclarer les biens immobiliers au titre de l'ISF**

- Cerner les biens immobiliers entrant dans le champ d'application
- Maîtriser les principes d'évaluation des biens immobiliers
- Connaître les règles d'imposition à l'ISF, les exonérations et les décotes applicables

**Exercice d'application** : exonération de l'immeuble en tant que bien professionnel

**Percevoir des revenus locatifs : identifier les conséquences fiscales**

- Les revenus locatifs imposés dans la catégorie des BIC : locations meublées
- Les régimes de TVA applicables aux locations : le principe d'exonération et les exceptions conduisant à la taxation

**Exercice d'application** : établissement d'une déclaration n° 2044

**Maîtriser les conséquences fiscales des mutations immobilières**

- Les mutations immobilières à titre onéreux : identifier les droits dus
- Maîtriser le champ d'application de la TVA
- Les notions de terrain à bâtir et d'immeuble bâti et celles d'immeuble neuf et d'immeuble ancien

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30049

Paris		
25-26	janvier	2016
12-13	mai	2016
15-16	septembre	2016
28-29	novembre	2016
23-24	janvier	2017

Tarif HT : 1460 € - repas inclus

Lyon		
12-13	mai	2016
28-29	novembre	2016



# Fiscalité immobilière - Niveau 2

Perfectionner sa pratique des opérations immobilières



**Les mécanismes de la fiscalité immobilière peuvent s'avérer très complexes. Selon le choix de l'opération, les coûts fiscaux se révèlent souvent très importants s'ils ne sont pas maîtrisés et optimisés. Il est donc essentiel d'anticiper les incidences fiscales d'un achat, d'une détention ou d'une cession d'un immeuble, de mesurer les risques liés à ces opérations et enfin de limiter les risques fiscaux.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de taxation des revenus (IR et IS), les règles d'amortissement, la gestion des déficits et la taxation des plus-values.
- Définir dans quels cas appliquer les droits d'enregistrement et intégrer la réforme de la TVA immobilière.
- Maîtriser les régimes spécifiques des SIIC et OPCI et gérer les enjeux liés à la taxe de 3 %.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi " Fiscalité immobilière - Niveau 1 " (code 30049 p. 328).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Responsables fiscaux
- Avocats fiscalistes
- Experts-comptables

## ANIMATEURS

Coralie DEDIEU, Avocat à la Cour, BIRD & BIRD  
Olivier CORTEZ, Avocat Associé  
HEDEOS - Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Acheter, détenir, vendre : rechercher les solutions et les régimes adaptés à chaque opération immobilière

- Choisir entre la vente de l'immeuble ou des droits sociaux
- Examiner les incidences fiscales sous l'angle de l'acquéreur et du vendeur
- Optimiser les plus-values immobilières
- Construction de l'immeuble, vente à soi-même, fusion  
**Exercice d'application** : comparaison chiffrée des différents modes d'acquisition
- Mesurer les incidences fiscales de la détention d'un bien immobilier  
**Exercice d'application** : arbitrage entre revenus fonciers, BIC et IS, chaînage des différentes déclarations - 2072, 2044 et 2042
- Acheter en vue de la revente

#### Maîtriser le régime de la TVA applicable aux opérations immobilières et des droits d'enregistrement

- Délimiter les opérations imposables à la TVA
- Appliquer la TVA aux opérations immobilières  
**Exercice d'application** : souscription des déclarations de TVA immobilière
- TVA et droits d'enregistrement : connaître leur champ d'application respectif
- Analyser les règles relatives aux droits d'enregistrement

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer les nouvelles règles de TVA immobilière dans le cadre de vos opérations immobilières.

**2** jours **14** heures

Code 30021

Paris			Lyon		
8-9	février	2016	30-31	mai	2016
30-31	mai	2016	13-14	décembre	2016
3-4	octobre	2016			
13-14	décembre	2016			
23-24	février	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Fiscalité de la promotion immobilière

Impôts, TVA et taxes dus par le promoteur

**Le traitement fiscal des opérations de promotion immobilière nécessite une attention particulière au regard de l'appréhension des résultats fiscaux des Sociétés Civiles Immobilières (SCI) de construction-vente et des sociétés d'attribution. Il est également important de maîtriser la mise en œuvre de la TVA pour ce type de sociétés et d'identifier les différentes taxes d'urbanisme applicables.**

## OBJECTIFS

- Déterminer le résultat comptable et fiscal d'un promoteur.
- Approfondir la fiscalité particulière des sociétés civiles immobilières de construction-vente et des sociétés d'attribution.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi " Fiscalité immobilière - Niveau 1 " (code 30049 p. 328).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Promoteurs immobiliers
- Responsables immobiliers
- Responsables fiscaux
- Experts-comptables

## ANIMATEURS

Amélie RETUREAU  
& Benoît BAILLY  
Avocats inscrits au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE  
Vanina FERRACCI  
Avocat à la Cour  
CABINET FERRACCI AVOCAT

## PROGRAMME

Expertise

#### Définir l'activité de promotion immobilière

- Opérations de lotissement et d'aménagement de terrains destinés à l'habitat
- Opérations de construction ou de rénovation d'immeubles à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif

#### Maîtriser la TVA applicable aux promoteurs immobiliers

- Identifier les opérations soumises à la TVA
- Fait générateur de la TVA
- Déduire la TVA
- Utiliser le droit à restitution d'un crédit de TVA  
**Test de connaissances** : QCM, vérifier si l'opération est soumise à TVA

#### Appliquer les nouvelles règles relatives aux taxes d'urbanisme

- Instauration de la Taxe d'Aménagement (TA)
- Le Versement pour Sous-Densité (VSD)

#### L'imposition des opérations de promotion immobilière

- Traiter fiscalement le résultat d'une société civile immobilière de construction-vente

**Exercice d'application** : calcul de l'impôt dû par un associé soumis à l'IS d'une SCI de construction-vente

- Déterminer le résultat imposable des sociétés d'attribution

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer le montant des diverses taxes applicables aux sociétés de promotion immobilières et de calculer les résultats imposables des SCI de construction-vente et des sociétés d'attribution.

**1** jour **7** heures

Code 30063

Paris		
25	mai	2016
8	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier

Impôt sur les bénéfices et droits d'enregistrement

## PROGRAMME

Expertise

**Le crédit-bail immobilier a été créé afin de pouvoir financer l'achat ou la construction d'un bâtiment à usage professionnel. Au travers des différents régimes applicables, ce type d'opération présente des avantages fiscaux non négligeables dont il convient de cerner les contours en maîtrisant concrètement les dispositifs qui régissent les différentes parties en présence.**

### ● OBJECTIFS

- Cerner le régime fiscal du crédit-bail immobilier à chaque étape de la vie d'un contrat du point de vue des différentes parties en présence.
- Optimiser fiscalement le crédit-bail immobilier.

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi "Fiscalité immobilière - Niveau 1" (code 30049 p. 328).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats, notaires et fiscalistes
- Conseillers en gestion de patrimoine
- Toute personne amenée à conseiller des particuliers ou des entreprises sur la gestion de leurs investissements immobiliers

### ● ANIMATEUR

Christian JULHE  
Consultant spécialisé en financement de l'immobilier professionnel

### Cerner le contexte juridique et financier

- Les clauses essentielles du contrat de crédit-bail immobilier
- La problématique financière de l'opération

### Maîtriser la situation fiscale du crédit-preneur

- Les règles de déductibilité des loyers
- Les conséquences de la cession d'un contrat de crédit-bail immobilier

**Exercice d'application** : calcul du montant des loyers déductibles

- Les règles fiscales applicables en cas d'acquisition des droits d'un précédent crédit-preneur
- Les conséquences de la levée d'option
- Les différentes rubriques de l'offre
- La tarification

**Exercice d'application** : détermination du montant des loyers à réintégrer et du prix de revient amortissable de l'immeuble

- Les opérations réalisées dans le cadre d'une SCI

### Identifier les modalités d'application des droits d'enregistrement ou de TVA

**Étude de cas** : analyse d'un cas particulier du crédit-bail : le lease-back ou cession-bail

- Intérêt pour une société propriétaire de ses locaux d'exploitation
- Intérêt pour une SCI patrimoniale

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser la fiscalité des contrats de crédit-bail tout en optimisant leurs avantages.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30004

Paris		
31	mars	2016
1 <sup>er</sup>	juillet	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# TVA des activités immobilières

Maîtriser le régime applicable



**La réforme de la TVA des opérations immobilières a bouleversé les règles de TVA et réaménagé celles des droits d'enregistrement. Ce dispositif étend les cas de taxation des opérations immobilières réalisées par les assujettis mais restreint ceux des opérations accomplies par des particuliers. Le régime TVA des marchands de biens est supprimé mais la taxation selon le régime de la marge s'applique à certaines opérations. Ce système mérite donc une analyse de toutes ces règles pour en mesurer les multiples enjeux fiscaux.**

### ● OBJECTIFS

- Perfectionner sa pratique de la fiscalité immobilière grâce à une connaissance approfondie des mécanismes de la TVA applicables aux opérations immobilières.
- Maîtriser les principes d'imposition à la TVA relatifs aux différentes opérations immobilières.
- Améliorer ses pratiques déclaratives en matière de TVA.

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi "Fiscalité immobilière - Niveau 1" (code 30049 p. 328).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Responsables fiscaux
- Experts-comptables et avocats

### ● ANIMATEUR

Olivier CORTEZ  
Avocat Associé  
HEDEOS - Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### 🔗 Quiz amont

### Maîtriser le régime de la TVA sur les activités immobilières

- Appliquer l'article 16 de la loi n° 2010-237 du 09/03/10
- Définir le champ d'application et les mécanismes de la TVA
- Apprécier les conséquences d'une acquisition immobilière
- Analyser les conséquences de la cession d'un immeuble

### Définir les modalités de taxation à la TVA

- Déterminer le redevable
- Cerner les règles de territorialité
- Définir et appliquer le taux
- Fait générateur et exigibilité
- Conditions de déduction
- Régulariser la TVA
- Déterminer l'assiette
- Déclarer et payer la TVA
- Remplir l'imprimé CA3

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30037

Paris		
9	février	2016
31	mai	2016
4	octobre	2016
14	décembre	2016
24	février	2017

Tarif HT : 970 € - repas inclus

### Régimes transitoires et particuliers

- Régimes transitoires : maîtriser les opérations "à cheval" entre ancien et nouveau régime
  - Régimes particuliers : maîtriser les conséquences fiscales des activités
- Exercice d'application** : synthèse des points clés

### 🔗 Quiz aval

### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'adapter votre entreprise afin d'appliquer les règles de TVA liées à vos opérations immobilières.**

# Les bases de la TVA

Maîtriser la mécanique de calcul et établir la déclaration de TVA



**La TVA s'applique aux activités économiques à titre onéreux et exercées de manière indépendante. Le montant de la taxe à verser à l'État par les entreprises est calculé selon un mécanisme de déduction dont les règles s'avèrent complexes et techniques. Celles-ci doivent donc être maîtrisées pour une bonne application face aux multiples situations auxquelles les sociétés peuvent être confrontées.**

## OBJECTIFS

- Cerner les règles de champ d'application et d'exonération de la TVA et les conséquences au regard des droits à déduction.
- Maîtriser les règles de détermination du coefficient de déduction.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans le processus de calcul et/ou déclaration de la TVA.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes, avocats et juristes
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Olivier GALERNEAU  
Avocat Associé  
PINOT de VILLECHENON & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Délimiter le champ d'application de la TVA

- Définir la notion d'assujetti
- Opérations dans le champ et hors champ d'application de la TVA
- Opérations taxables et opérations exonérées
- Identifier les cas particuliers

**Exercice d'application** : chacun des cas particuliers est illustré par un exercice de détermination du régime de TVA applicable

#### Appliquer les règles de territorialité de la TVA

**Exercice d'application** : identification du régime de TVA applicable à un certain nombre de livraisons de biens et de prestations de services

#### Déterminer les droits à déduction de la TVA

- Définir les conditions de fond et de forme pour exercer son droit à déduction
  - Déterminer le coefficient de déduction et les coefficients d'assujettissement, de taxation et d'admission
  - Les régularisations globales et annuelles
- Exercice d'application** : détermination du coefficient de déduction
- Les opérations sur le capital

**Exercice d'application** : calcul des droits à déduction relatifs aux produits financiers accessoires

**Exercice d'application** : calcul des droits à déduction relatifs aux locations immobilières

#### Récupérer et déclarer la TVA

- Appliquer les règles de forme et de fond de facturation
  - TVA déductible et TVA collectée
  - Comptabiliser la TVA collectée, la TVA déductible et la TVA à payer
  - Établir la déclaration de TVA (CA3)
  - Obtenir le remboursement d'un crédit de TVA
- Exercice d'application** : cas d'opérations complexes comportant à la fois des fournitures de biens et des prestations de services ou des composants soumis à des taux ou des régimes de TVA différents

#### Assimiler les impacts au regard de la taxe sur les salaires

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer les droits à déduction de votre société, d'apprécier les risques et, le cas échéant, de détecter des pistes d'optimisation.

**3** jours  
**21** heures

Code 30007

### Paris

14 au 16	mars	2016
22 au 24	juin	2016
21 au 23	septembre	2016
5 au 7	décembre	2016

### Lyon

22 au 24	juin	2016
5 au 7	décembre	2016

Tarif HT : 1 880 € - repas inclus

# Maîtriser la pratique de la DEB

Pour minimiser les risques d'infraction

**Tous les échanges de biens entre États membres de l'Union européenne doivent être déclarés. Cette déclaration a pour finalité d'assurer notamment une bonne application du régime de la TVA intracommunautaire. La pratique de la DEB doit être maîtrisée afin d'éviter les sanctions parfois lourdes liées au défaut de production, à l'omission ou à l'inexactitude de cette déclaration.**

## OBJECTIFS

- Établir correctement la déclaration d'échanges de biens.
- Tirer parti des règles applicables pour minimiser les risques d'infraction.
- Faire face à un contrôle et mettre en œuvre une action en contestation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de TVA ou avoir suivi " Les bases de la TVA " (code 30007 p. 331).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et comptables
- Experts-comptables, avocats et fiscalistes
- Responsables import-export et leurs collaborateurs
- Toute personne chargée de l'établissement ou du contrôle de la DEB en entreprise ou en cabinet

## ANIMATEUR

Régis STEINER  
Avocat  
PRAD Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Intégrer les principes applicables aux opérations intracommunautaires

- Acquisitions intracommunautaires et notion d'introduction
  - Livraisons intracommunautaires et notion d'expédition
  - Cas des opérations triangulaires
- Test de connaissances** : validation des acquis via un QCM

#### Identifier les obligations déclaratives

- Les différents niveaux d'obligations
- Les données communes et les données variables des déclarations
- Détermination du redevable de l'information
- Tenue des registres

#### Maîtriser le champ d'application de la DEB

- Les mouvements repris dans la DEB
  - Principe
  - Les mouvements non repris dans la DEB
  - Les échanges entre États membres d'origine tierce circulant sous le régime du transit externe
  - Les échanges commerciaux délivrés gratuitement quelle que soit leur valeur marchande
- Exercice d'application** : établissement de la DEB à l'expédition et à l'introduction et de la CA3 y afférente

#### Fournir les données adéquates au bon établissement de la DEB

- Régularisations et litiges commerciaux
- Valeur fiscale et valeur statistique
- Situations particulières : les opérations triangulaires, les transferts de biens, les réparations de biens, les échantillons...

**Exercice d'application** : établissement de la DEB à l'expédition et à l'introduction et de la CA3 y afférente dans le cas de situations particulières

#### Corriger la DEB

#### Identifier les sanctions relatives à chaque infraction

#### Assimiler les règles de procédure applicables au contrôle et au contentieux de la DEB

**Partage d'expériences** : échanges entre les participants sur les difficultés rencontrées lors de l'établissement et du contrôle de la DEB

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'établir et/ou de corriger vos déclarations d'échanges de biens en vue d'éviter les éventuelles infractions en cas d'erreur.

**2** jours  
**14** heures

Code 30061

### Paris

19-20	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# TVA : territorialité des prestations de services

Maîtriser les critères d'imposition



**Les prestations de services réalisées entre assujettis à la TVA doivent être imposées au lieu de l'établissement du preneur. Un mécanisme d'autoliquidation de la taxe par le preneur, lorsque le prestataire est établi dans un autre État membre, est mis en œuvre. Il est ainsi utile d'identifier tous les critères de territorialité des prestations de services afin de maîtriser la complexité de ce régime d'imposition.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les nouvelles règles de territorialité de la TVA applicables aux prestations de services réalisées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne (UE).
- Optimiser sa déclaration d'échange de services.
- Gérer les formalités et les autres aspects pratiques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de TVA ou avoir suivi au préalable " Les bases de la TVA " (code 30007 p. 331).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Responsables fiscaux, comptables et financiers
- Experts-comptables

## ● ANIMATEUR

Olivier CORTEZ  
Avocat Associé  
HEDEOS - Société d'Avocats

## PROGRAMME

Expertise

### ✔ Quiz amont

#### Identifier les critères de territorialité des prestations de services

##### Définir les territoires

- Territoire français
- Territoire de l'Union européenne
- Pays tiers ou assimilés

- Cas particuliers des DOM et des TOM

##### Déterminer la nature des prestations de services et les critères de territorialité

- Nouveau principe d'imposition des prestations au lieu d'établissement du preneur
- Prestations " matériellement localisables "
- Prestations " immatérielles "

- Les services liés aux échanges intracommunautaires et extracommunautaires de biens

**Exercice d'application** : détermination de la nature de diverses prestations et par suite du lieu d'imposition à la TVA

#### Maîtriser le régime d'imposition des prestations

- Examiner la notion d'établissement stable, d'utilisation et d'exploitation effective et d'assujettis en matière de TVA
- Identifier le redevable de la TVA

- Mesurer l'opportunité du choix d'un répondant fiscal
- Intégrer les exonérations spécifiques
- Identifier les divergences de qualification entre les États
- Distinguer les cas particuliers
- Analyser les relations intragroupe
- Indiquer les mentions obligatoires sur les factures
- Maîtriser les modalités de récupération de la TVA étrangère : 13e et 8e Directive TVA
- Déclarer les prestations de services dans la déclaration CA3 et dans la Déclaration Européenne de Service (DES)

**Exercice d'application** : détermination de la TVA applicable (française ou étrangère) et des obligations y afférentes en matière de facturation de déclarations (CA3 et DES) pour les prestataires français et étrangers

### ✔ Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déclarer correctement les prestations de services dans la déclaration CA3 et/ou la DES, ainsi que de récupérer votre " TVA étrangère ".**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30054

Paris		
28	janvier	2016
30	juin	2016
25	novembre	2016
26	janvier	2017

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# TVA des échanges internationaux de biens

Maîtriser les obligations fiscales et déclaratives



**Dans un double contexte d'intensification de la mondialisation des entreprises et d'une évolution récente du cadre réglementaire de la TVA intracommunautaire, les entreprises qui sont amenées à importer ou exporter des marchandises doivent impérativement se familiariser avec les obligations déclaratives et fiscales afin d'optimiser sans risque leur coût en TVA.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les dispositions réglementaires de la TVA intracommunautaire et les obligations fiscales, administratives et déclaratives qui en découlent.
- Maîtriser le traitement fiscal et déclaratif réservé aux opérations spécifiques.
- Évaluer l'étendue des pouvoirs d'enquête et de contrôle des administrations fiscale et douanière.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de TVA ou avoir suivi au préalable " Les bases de la TVA " (code 30007 p. 331).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes, avocats et juristes
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Olivier GALERNEAU  
Avocat Associé  
PINOT de VILLECHENON & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Expertise

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser le cadre juridique de la TVA applicable aux opérations internationales

- Cerner la notion d'opération intracommunautaire
- Mesurer l'évolution du système européen de la TVA

#### Répondre aux exigences du cadre réglementaire de la TVA

##### Étudier les règles applicables aux échanges internationaux et intracommunautaires de biens

- Les règles de territorialité
- L'exonération des livraisons intracommunautaires de biens
- La notion de transfert de biens
- Les mesures de simplification
- La notion d'acquisition intracommunautaire
- Les échanges internationaux
- Importation et exportation : interpréter les notions d'importateur et d'exportateur au sens de la TVA
- Les mécanismes d'exonération et de franchise

**Exercice d'application** : QCM sur les échanges internationaux de biens

##### Analyser les règles applicables aux prestations de services intracommunautaires et internationales

**Exercice d'application** : identification du régime applicable à un certain nombre de prestations de services

#### Intégrer le mécanisme de l'autoliquidation et de représentation fiscale d'une société étrangère

- La notion de redevable de la TVA
- La notion de représentant fiscal
- Appliquer la règle de l'inversion du redevable et recourir à la représentation fiscale
- La distinction entre représentants fiscaux et mandataires

#### Recenser les règles applicables en matière de facturation, de déclaration d'échanges de biens et de déclaration européenne de services

**Exercice d'application** : facturation et déclaration d'opérations intracommunautaires et internationales

**Anticiper les contrôles des administrations fiscale et douanière**

**Étude de cas** : analyse des pièces d'un dossier contentieux afin de prévenir et de gérer les contrôles fiscaux en matière de TVA

### ✔ Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les régimes fiscaux des échanges de biens et des prestations de services intracommunautaires et internationaux en matière de TVA.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30009

Paris		
7-8	avril	2016
11-12	juillet	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 560 € - repas inclus

# TVA et douane

Maîtriser le régime applicable aux opérations du commerce international

**Les flux internationaux de marchandises sont de plus en plus complexes. Ces opérations du commerce international soulevant des problématiques TVA et/ou douane, il est donc nécessaire de maîtriser les deux dispositifs pour mieux gérer les flux internationaux de biens et de services.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les deux régimes dans un contexte intracommunautaire et extracommunautaire.
- Gérer les obligations déclaratives liées aux flux internationaux de biens et de services.
- Anticiper les risques de contrôle des administrations fiscale et douanière.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en TVA ou avoir suivi " Les bases de la TVA " (code 30007 p. 331).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et responsables fiscaux et financiers
- Responsables logistiques et déclarants en douane
- Avocats et experts-comptables

## ANIMATEURS

Vanessa BOUTHIAUX  
& Éric BOTTER  
Avocats Associés  
GALILEO AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Définir la notion de territoire fiscal/douanier

#### Les opérations extracommunautaires

##### Aspects douaniers

- Maîtriser les enjeux et les risques pour l'entreprise : valeur, espèce et origine
- Les procédures dématérialisées et les simplifications douanières
- Identifier l'origine et appliquer les régimes douaniers économiques

##### Aspects TVA

- Le régime de l'importation et le régime de l'exportation
- Appliquer la procédure ECS et en mesurer les enjeux fiscaux
- Procéder aux ajustements fiscaux de la valeur en douane
- Services liés à l'importation et services liés à l'exportation

### Identifier les obligations déclaratives (CA3)

#### Les opérations intracommunautaires

- Les livraisons intracommunautaires (LIC)
- Les acquisitions intracommunautaires (AIC)
- Transferts / travail à façon
- Biens montés et installés
- Opérations particulières
- Obligations déclaratives

#### Les services dans les relations BtoB

**Exercice d'application** : détermination du régime TVA applicable aux flux proposés en identifiant le redevable, les mentions sur les factures... Définition des obligations déclaratives y afférentes et enfin détermination des conditions d'exercice du droit à déduction

### Appliquer les règles de facturation

#### Délivrance des factures

- Champ d'application territorial des règles de facturation
- Identifier les personnes et les opérations impliquant une obligation de délivrer des factures
- Mentions obligatoires

#### Facturation électronique

**Exercice d'application** : établissement d'une facture et facturation de la TVA sur la base d'un exemple chiffré

### Faire la demande de remboursement de la TVA supportée dans un autre État membre de l'Union européenne

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de distinguer puis d'appliquer les régime douanier et TVA à vos flux internationaux de biens et de services.**

**2** jours  
**14** heures

Code 30093

## Paris

11-12	avril	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# TVA immobilière en secteur public

Cerner les enjeux financiers des opérations assujetties à TVA

**Le régime de la TVA applicable aux opérations réalisées par les organismes publics a substantiellement évolué. La réglementation actuelle distingue les opérations réalisées par les assujettis, de celles réalisées par les non assujettis. Les organismes publics ainsi assujettis doivent donc en mesurer les conséquences afin de sécuriser leurs projets immobiliers.**

## OBJECTIFS

- Identifier le périmètre des opérations soumises à TVA.
- Appliquer les procédures et sécuriser ses opérations immobilières.
- Appréhender les principaux enjeux de la fiscalité.

## PRÉREQUIS

Avoir des notions sur la fiscalité et/ou les opérations immobilières.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables de l'urbanisme ou de l'habitat
- Directeurs et responsables financiers, comptables
- Toute personne travaillant dans le secteur de l'immobilier public et au sein des services fonciers

## ANIMATEUR

Frédéric BERTACCHI  
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir le champ d'application de la TVA applicable aux opérations réalisées par les personnes morales de droit public

#### Déterminer les mutations qui entrent dans le champ d'application de la TVA

- Identifier les organismes publics assujettis à la TVA au titre des opérations immobilières réalisées
- Traiter les ventes réalisées entre collectivités et la cession de terrains isolés

### Déterminer le régime de TVA et la base d'imposition applicable aux mutations

- Les ventes exonérées de TVA de plein droit
- L'intérêt d'un assujettissement d'une vente à la TVA sur option - Les modalités et la temporalité de l'assujettissement
- Définir les ventes taxables de plein droit à la TVA
- Déterminer les cas où la vente est taxable à la TVA sur le prix total ou sur la marge

### Maîtriser les nouvelles obligations déclaratives pour les opérateurs publics

### Définir les règles en matière de droits à déduction

- FCTVA, voie fiscale et procédure de transfert

### Cerner le régime pour les opérations de construction dans le cadre d'activités dont la gestion est déléguée

- La récupération la TVA grevant les investissements réalisés
- Le transfert des droits à déduction
- La distinction entre les immeubles et les autres immobilisations mises à disposition de délégataires

### Identifier les conséquences budgétaires et comptables

**Exercice d'application** : détermination, à partir d'exemples pratiques, des nouvelles options dont disposent les organismes publics dans le cadre de leurs opérations immobilières, des conséquences sur la gestion des droits à déduction de la TVA et leurs obligations déclaratives

**Exercice d'application** : les nouvelles dispositions dans le cadre de constructions utilisées pour des activités déléguées

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les opérations soumises au régime de la TVA.**

**1** jour  
**7** heures

Code 73246

## Paris

19	mai	2016
15	novembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Appréhender le régime de la TVA en secteur public

Cerner les modalités d'assujettissement à la TVA



**L'assujettissement à la TVA des organismes publics est lié à la nature de leurs activités ainsi qu'aux conditions dans lesquelles elles sont exercées. Les évolutions récentes doivent conduire, dans le cadre d'une bonne gestion financière, à une maîtrise de l'ensemble des mécanismes de la TVA et du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le mécanisme de la TVA et les problèmes spécifiques qu'il pose aux organismes publics.
- Identifier les modalités de fonctionnement du FCTVA.
- Maîtriser le régime de TVA des subventions.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de fiscalité et de finance publique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs généraux des services ou secrétaires généraux
- Directeurs et responsables financiers et/ou fiscaux
- Toute personne impliquée dans la gestion financière des organismes publics

## ANIMATEUR

Frédéric BERTACCHI  
Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Déterminer les principes d'assujettissement à la TVA

- Identifier les activités exercées par les organismes publics soumis à TVA
- Intégrer les évolutions jurisprudentielles et doctrinales récentes
- TVA sur opérations hors du champ de l'impôt
- La notion de distorsion dans les conditions de la concurrence

#### Maîtriser le régime de la TVA des subventions

- Les subventions de fonctionnement, les subventions ayant une contrepartie, les subventions directement liées au prix : mettre en place une grille de lecture de la TVA
- Les conséquences sur les droits à déduction de la TVA
- Subventions et délégations de service public
- **Exercice d'application** : traitement TVA des subventions

#### Mesurer le régime de la TVA applicable aux opérations immobilières publiques

- Acquéreurs ou vendeurs : déterminer les régimes de TVA pour les mutations
- Assujettissement, exonération, taxation de plein droit ou sur option Base d'imposition
- Mesurer les opportunités pour les organismes
- **Exercice d'application** : traitement TVA de cessions immobilières et des opportunités offertes

### Gérer les droits à déduction

Voies fiscales, FCTVA et transfert du droit à déduction : déterminer le mode de récupération de la TVA applicable

- Les conditions d'éligibilité des dépenses au FCTVA
- Le traitement des biens mis à disposition de tiers et traitement des redevances d'affermage
- Traitement des PPP et BEA
- Intégrer les modalités de régularisation du FCTVA

### Récupérer la TVA dans le cadre de DSP : les nouveaux critères applicables

- Les conséquences sur les contrats en cours
- Le traitement des redevances d'affermage
- Les droits à déduction de l'organisme délégant et ses nouvelles obligations déclaratives

### Récupérer la TVA par la voie fiscale

- Déterminer la proposition de TVA déductible
- Récupérer la TVA sur les dépenses mixtes
- **Exercice d'application** : gestion des droits à déduction d'un organisme public

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer le régime de TVA applicable à vos opérations et d'appréhender les options financièrement avantageuses qui vous sont offertes.

2 jours

14 heures

Code 75043

Paris		
14-15	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 190 € - repas inclus

# Optimiser le montage fiscal de ses contrats publics

Les modalités d'application selon le montage choisi

## PROGRAMME

Expertise

**Chaque type de contrat public présente des spécificités fiscales : la taxation à la TVA, l'exercice du droit à déduction, l'éligibilité au FCTVA... Il faut donc rechercher les règles fiscales applicables à chaque situation pour connaître le coût fiscal qu'implique chaque type de contrat.**

## OBJECTIFS

- Cerner les règles d'assujettissement à TVA.
- Appréhender tous les aspects fiscaux des contrats publics.
- Choisir le montage fiscal le plus adapté.

## PRÉREQUIS

Connaître les règles juridiques applicables aux différents contrats publics ou avoir suivi " Les montages contractuels complexes " (code 71224 p. 459).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables fiscaux, financiers et des contrats publics
- Avocats et juristes des services marchés et contentieux
- Experts fiscalistes

## ANIMATEURS

Marie-Anne CHARBONNIER  
Avocat à la Cour  
& Christophe BILLET  
Avocat Associé  
DS AVOCATS

### Cerner les règles d'assujettissement à TVA

- Identifier le champ d'application de la TVA
- Les activités situées dans et hors du champ de la TVA
- Les activités soumises à TVA sur option
- Le calcul de la TVA exigible
- Les règles de déduction de la TVA

### Maîtriser le mécanisme du FCTVA Appliquer l'assujettissement partiel à TVA

Traiter les subventions au regard de la TVA

- **Exercice d'application** : analyse d'un service pouvant, selon le cas, être hors du champ d'application de la TVA ou dans le champ

### Contrat par contrat, appliquer les règles fiscales en conformité avec la réglementation juridique

- Intégrer les caractéristiques fiscales de la DSP
- Le régime fiscal de l'exploitation du service
- La distinction entre les différentes formes de gestion et les conséquences fiscales
- L'assujettissement à TVA
- L'importance des clauses financières

Mesurez l'impact de la qualification du contrat pour les subventions Profiter des opportunités fiscales du contrat de partenariat

- Les impôts liés à la construction de l'infrastructure
- Les impôts liés à la personne du cocontractant (IS, CET...)
- **Analyser le cas des marchés publics**
- La gérance et la régie intéressée
- **Maîtriser la fiscalité des concessions et affermage**
- Les redevances et la TVA
- **La fiscalité des contrats immobiliers**
- Les droits d'enregistrement et la publicité foncière
- **Cerner le régime fiscal des BEA**
- **Exercice d'application** : application des règles fiscales pour chaque type de contrat

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez mettre en œuvre le régime fiscal applicable à chaque type de contrat public.

2 jours

14 heures

Code 71228

Paris		
13-14	juin	2016
23-24	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Pratiquer les procédures douanières

Niveau 1 - Acquérir les fondamentaux des techniques douanières



**Le rôle de la douane a particulièrement évolué ces dernières années. Outre son rôle économique et ses missions sécuritaires, elle exerce aussi une mission fiscale dont la réglementation, à l'import comme à l'export, ne s'applique qu'aux échanges avec les pays tiers. Les formalités de dédouanement et les procédures de déclaration en douane soumises à des règles spécifiques mais néanmoins complexes, doivent être gérées avec exactitude.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les techniques indispensables des procédures douanières.
- Identifier les documents administratifs spécifiques.
- Distinguer les informations essentielles et utiliser un langage commun avec la douane et les transitaires.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans son activité à la donnée douanière.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables import-export
- Responsables logistique
- Responsables des opérations douanières
- Fiscalistes et avocats fiscalistes

## ANIMATEUR

Patrick NAGGIAR

Consultant spécialisé dans les techniques import-export.  
Consultant auprès de la CCI Paris IDF

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Identifier l'organisation et le territoire douanier

##### Cerner l'organisation de la douane française

- Les missions de la douane française
- Son organisation et ses implantations

##### Définir le territoire douanier

- Le territoire douanier de l'Union Européenne (UE) et les territoires exclus ou à fiscalité différente
- Les conséquences de l'élargissement de l'UE
- Les autres espaces douaniers
- Les accords de préférence entre l'UE et certains pays tiers

#### Mettre en œuvre les formalités préalables au dédouanement

##### Choisir l'interlocuteur privilégié

##### Intégrer les formalités préalables au dédouanement : Delta, ECS, EAD...

- La prise en charge des marchandises
  - Les nouvelles dispositions en matière de sécurité et de sûreté de l'entrée des marchandises
  - La déclaration sommaire et les magasins sous douane
  - Les points essentiels des réglementations communautaire et française
- Exercice d'application :** reconstitution d'une facture de transitaire à l'importation

#### Effectuer les opérations de dédouanement

##### Définir la marchandise pour lui attribuer un régime douanier

- Identifier les notions indispensables avant tout dédouanement d'une marchandise
  - Les précautions à prendre
  - Les régimes suspensifs et économiques
  - Le régime du transit
  - Les responsabilités des signataires
- Exercice d'application :** choix du régime douanier en fonction de l'opération envisagée

##### Déclarer en douane

- Les personnes habilitées à déclarer
  - La représentation directe ou indirecte
  - Le Document Administratif Unique (DAU), le MRN et ECS
  - Les procédures deltd@ DPECT
  - La dématérialisation progressive des documents douaniers
- Étude de cas :** analyse d'une déclaration en douane

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les concepts liés aux règles douanières et de vous familiariser avec les opérations de dédouanement.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30056

Paris

21	mars	2016
30	septembre	2016

Tarif HT : 930 € - repas inclus

# Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières

Niveau 2 - Pour mettre en place une véritable politique de dédouanement

**Dans un contexte d'intensification du commerce international, les règles et les procédures douanières qui ont pour but de contrôler la régularité des échanges extérieurs, se sont substantiellement compliquées et densifiées avec l'apparition de nouvelles pratiques. Il est donc indispensable de cerner les récentes procédures de dédouanement mais aussi d'en apprécier leur évolution pour une meilleure gestion des contrôles.**

## OBJECTIFS

- Déclarer les éléments en douane.
- Identifier et choisir le régime douanier le plus favorable.
- Se familiariser avec les procédures simplifiées de dédouanement, notamment dans le cadre des réformes douanières Export Control System (ECS).

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en douane ou avoir suivi au préalable " Pratiquer les procédures douanières " (code 30056 p. 335).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables import-export
- Responsables logistique
- Responsables des opérations douanières
- Fiscalistes et avocats fiscalistes

## ANIMATEUR

Patrick NAGGIAR

Consultant spécialisé dans les techniques import-export.  
Consultant auprès de la CCI Paris IDF

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Analyser l'environnement international de la politique douanière

##### Identifier le cadre des opérations avec les pays tiers, intracommunautaires et de négoce international

- Les définitions et les incidences douanières
- Les accords et les aides préférentielles

#### Maîtriser les éléments de déclaration en douane

##### Évaluer la valeur en douane

##### Identifier l'origine des marchandises

##### Déterminer l'espèce tarifaire

##### Analyser les documents douaniers

- Le DAU, le MRN, les déclarations Delt@ et NSTI, l'EAD et la DEB
  - Les licences, autorisations, A12, certificats de circulation EURI, ATR, Form A
  - Les documents de transport et d'assurance
- Exercice d'application :** identification d'une déclaration de type EX

#### Faciliter les opérations de dédouanement

##### Déterminer le régime douanier applicable aux marchandises

##### Cerner les nouvelles procédures de dédouanement

- Delta D, Delta P, Delta E, Delta C, Delta T
- Déclarer sous Produane**  
**Calculer le montant de la liquidation douanière**

- Déterminer l'assiette de taxation
- Exercice d'application :** reconstitution d'une facture de transitaire à l'importation
- Déterminer les cas d'exonérations totales ou partielles

##### Recouvrir la dette douanière

- Le crédit d'enlèvement
- La garantie pour opérations diverses
- Les moyens de paiement acceptés par la douane
- Les recouvrements a posteriori
- Les remises et remboursements

##### Gérer les contrôles et le contentieux douaniers

- Le déroulement des contrôles et les garanties des redevables
- Les procédures contentieuses
- Le contentieux répressif douanier
- Apprécier quand transiger
- Le recours à la Commission de Conciliation et d'Expertise Douanière (CCED)
- Anticiper les risques par des mesures préventives

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sélectionner les régimes douaniers adaptés à votre organisation logistique et de prévenir le risque d'un contrôle des douanes.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30008

Paris

26-27	mai	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# CET et taxe foncière - Niveau 1

Maîtriser leurs règles d'établissement et les obligations déclaratives

**La CET et la taxe foncière sont deux impôts locaux extrêmement complexes et techniques. Le budget des collectivités territoriales se financent d'ailleurs essentiellement grâce à la CET et à la taxe foncière sur les propriétés bâties contribuant ainsi au développement des services publics. Afin d'en sécuriser les enjeux pour les entreprises, la maîtrise des règles d'établissement de ces taxes ainsi que des obligations déclaratives y afférentes sont nécessaires.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les règles d'évaluation et d'établissement de la CET et de la taxe foncière.
- Maîtriser les obligations déclaratives et vérifier les impositions.
- Cerner les mesures d'allègement permettant de réduire le poids de la CET ou de la taxe foncière.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux
- Fiscalistes juniors
- Juristes et fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Olivier DECOMBE  
Avocat Associé  
PDGB Société d'Avocats

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les règles d'imposition de la CET et de la taxe foncière

#### Délimiter la base d'imposition de la taxe foncière

- Définir les propriétés bâties et non bâties
- Déterminer les biens imposables
- Cerner le champs d'application en identifiant les personnes et les activités imposables
- **Exercice d'application** : calcul de la taxe foncière due à partir de l'acquisition d'un terrain et jusqu'à trois ans après la construction du bâtiment et déclarations correspondantes

- Intégrer la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) assise sur le foncier bâti

- Maîtriser la nouvelle assiette de la CET
- **Exercice d'application** : détermination de l'assiette de la CET

- Maîtriser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

**Exercice d'application** : liquidation de la CVAE

### Faire le point sur les obligations déclaratives des deux taxes

- Définir ses obligations déclaratives de la CFE
- Maîtriser les différentes obligations déclaratives de la taxe foncière liées à la vie de l'immeuble

- Recenser les autres taxes dues

### Profiter des mesures d'allègement de la CET et de la taxe foncière

- Mesure de réduction de la CET
- Exonérations et mesure de réduction de la taxe foncière

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer et de déclarer la CET et la taxe foncière en bénéficiant de certaines exonérations.**



Code 30117

Paris		
8-9	mars	2016
6-7	juin	2016
29-30	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Lyon		
6-7	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Contribution économique territoriale - Niveau 2

Les leviers pour réduire le poids de la CET



**La CET suscite depuis sa création de nombreuses questions relatives à ses modalités ou son champ d'application. Des incertitudes demeurent aussi sur ses éléments de calcul, ses éventuels plafonnements, ses formalités déclaratives ou enfin sur les dates clés à retenir pour son paiement. Maîtriser ce dispositif permet de limiter les risques et de bénéficier de mesures de réduction et d'allègement.**

## ● OBJECTIFS

- Vérifier la cohérence entre les déclarations souscrites et les avis d'imposition.
- Maîtriser tous les aspects des deux composantes (CFE et CVAE) de la contribution économique territoriale : dégrèvements, réductions de bases et exonérations.
- Gérer un contentieux lié conjointement à la taxe professionnelle et à la contribution économique territoriale.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en taxes locales ou avoir suivi "CET et taxe foncière - Niveau 1" (code 30117 p. 336).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats, fiscalistes et juristes
- Responsables comptables, administratifs et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Mathieu LE TACON  
Avocat à la Cour  
DELSOL AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### 🔍 Quiz amont

#### Contribution économique territoriale : optimiser les déclarations des bases imposables

- Déterminer le champ d'application de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- **Exercice d'application** : détermination du moment idéal de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement en raison des règles d'annualité de la CFE
- Payer l'acompte, éventuellement réduit, dans les délais et acquitter le solde de la CFE

- Cerner les éléments de détermination des bases d'imposition à la CFE
- **Exercice d'application** : identification des bases d'imposition, calcul de la CFE et lecture des avis d'imposition

- Gérer les modifications juridiques de l'entreprise et leur impact sur les bases d'imposition de la CFE
- Résoudre les problématiques liées à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

- Réduire la base d'imposition et exploiter au mieux les mesures d'allègement

- **Exercice d'application** : préparation de demandes de dégrèvement

- Remplir correctement ses obligations déclaratives

### Procéder à l'audit, au contrôle et au suivi de la CET

- Contrôler et vérifier les avis d'imposition
- Gérer le contentieux lié à la CET

## 🔍 Quiz aval

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de calculer la CFE et la CVAE en identifiant les diverses problématiques liées à l'application du nouveau régime de la CET.**



Code 30010

Paris		
21-22	mars	2016
7-8	juillet	2016
17-18	octobre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus



# Taxe foncière - Niveau 2

Maîtriser l'évaluation foncière



**Les taxes foncières reposent actuellement sur un système d'évaluation foncière désuet, compensé par la mise à jour des bases d'imposition au vu des changements ou des revalorisations, et qui doit être réformé. Le propriétaire doit donc maîtriser l'ensemble des règles actuelles et futures afin de demander la rectification de cette évaluation et d'anticiper celle résultant de la réforme.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles d'évaluation.
- Identifier les principaux leviers permettant de réduire le poids de la taxe foncière.
- Acquérir les outils pour vérifier et contester l'avis d'imposition.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en taxes locales ou avoir suivi " CET et taxe foncière - Niveau 1 " (code 30117 p. 336).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers
- Responsables comptables
- Avocats, experts-comptables et leurs collaborateurs
- Toute personne gérant le patrimoine immobilier de l'entreprise

## ANIMATEUR

Olivier DECOMBE  
Avocat Associé  
PDGB Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir les principes d'imposition : terrains, constructions

#### Maîtriser la notion de valeur locative cadastrale

##### Un local, une évaluation

- La nature fiscale des locaux
- Les différentes méthodes d'évaluation
- Exercice d'application** : application des méthodes comparatives, comptables et tarifaires

##### L'importance de l'unité d'évaluation

- Définir la notion d'unité d'évaluation
- Déterminer l'affectation des locaux
- Étude de cas** : illustration de la notion dans différentes hypothèses, propriétés horizontales et verticales

##### Actualiser la valeur locative

- Les coefficients d'actualisation et de majoration
- La mise à jour permanente dans le cadre de la révision

#### Évaluer la base imposable

##### Ce qui relève de l'administration

- La détermination des unités d'évaluation
- Le choix de la méthode de calcul
- Le choix du tarif de référence
- Le classement du local dans une catégorie
- Détermination du coefficient de localisation
- La rectification des erreurs

### Ce qui relève du contribuable

- Acquérir une meilleure pratique des obligations déclaratives
- Maîtriser les déclarations rendues nécessaires par la révision de la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation
- Déterminer la valeur locative de locaux évalués d'après leur prix de revient
- Demander la communication de la documentation cadastrale
- Auditer la taxe foncière
- Contester le montant de son évaluation foncière et exercer son droit à réclamation
- Exercice d'application** : calcul de la valeur foncière d'une société à partir d'éléments comptables

#### Tirer parti des exonérations et des mesures de réduction

- Vacance et inexploitation
- Étude de cas** : déceler les erreurs et réussir le dépôt d'une réclamation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer correctement la base d'imposition de la taxe foncière en évitant les erreurs les plus récurrentes, tout en tirant parti de certaines pistes d'optimisation.

2 jours

14 heures

Code 30011

Paris		
24-25	mars	2016
23-24	juin	2016
29-30	août	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle

Déceler les risques fiscaux



**Désormais, une bonne gestion fiscale de l'entreprise passe nécessairement par un audit et un diagnostic de la fiscalité au sein même de la structure. Un audit fiscal permet ainsi d'évaluer les points forts et les faiblesses pour mettre en exergue les éventuels risques fiscaux qui pèsent sur la société. Cette procédure s'avère donc très utile pour éviter ou anticiper les contrôles fiscaux.**

## OBJECTIFS

- Identifier les situations à risque menant à des rectifications et détecter les erreurs et anomalies potentielles dans les liasses fiscales.
- Piloter un audit fiscal efficace pour anticiper les risques de contrôle.
- Gérer un contrôle fiscal et donner suite à une proposition de rectification.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du mode de fonctionnement fiscal de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux
- Avocats fiscalistes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes
- Contrôleurs de gestion et auditeurs internes

## ANIMATEUR

Cédric DESCHAMPS  
Avocat, Directeur Associé département fiscal  
FIDAL

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Diagnostiquer ses risques ou l'audit des risques fiscaux de son entreprise

- Maîtriser les risques par la méthode de contrôle
- Exercice d'application** : élaboration de la liste des points qui feront l'objet d'un examen lors d'un contrôle en fonction de la situation de l'entreprise
- Maîtriser les risques par la typologie des redressements
- Maîtriser l'audit de l'impôt sur les sociétés et des BIC
- Contrôler la TVA
- Auditer la Contribution Économique Territoriale (CET)
- Étude de cas** : identification, impôt par impôt, des zones de risque
- Mettre en place une organisation préventive
- Exercice d'application** : élaboration des mécanismes de veille et des alertes à mettre en place

#### Gérer le contrôle fiscal ou la maîtrise de la procédure de vérification

- Identifier les pouvoirs d'investigation de l'administration
- Mettre en place une stratégie pendant le contrôle sur place
- Analyser les suites à donner à la proposition de rectification
- Exercice d'application** : rédaction d'une réponse à une proposition de rectification
- Cerner les sanctions consécutives au contrôle

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de diagnostiquer les risques fiscaux de votre entreprise.

2 jours

14 heures

Code 30018

Paris		
17-18	mars	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Pratique du contrôle fiscal et du contentieux

Maîtriser le cadre général des procédures fiscales



**Les contrôles fiscaux et les redressements se sont intensifiés ces dernières années. Il devient donc indispensable de maîtriser les règles de procédure fiscale afin de mieux gérer les situations précontentieuses et de limiter les risques de rehaussement par l'administration fiscale. L'approche pratique de cette matière exige une bonne maîtrise des règles fiscales et permet d'assurer une bonne défense.**

## ● OBJECTIFS

- Faire face à un contrôle fiscal.
- Maîtriser les différentes phases du contrôle fiscal et les recours à la disposition des contribuables.
- Contester les rectifications des bases d'imposition auprès de l'administration et des tribunaux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats et fiscalistes
- Comptables d'entreprise
- Juristes d'entreprise

## ● ANIMATEUR

Caroline MORONI SEROR  
Avocat fiscaliste  
CSM

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser le cadre général des procédures fiscales

- Les impôts soumis à vérification
- Les délais de prescription et la règle de l'intangibilité d'ouverture du premier exercice non prescrit
- Les pouvoirs de contrôle de l'administration et son organisation
- Le déroulement du contrôle fiscal
- La proposition de rectification
- La gestion des vices de procédure
- Les pénalités encourues, les intérêts de retard et les sanctions pénales
- La mise en recouvrement
- La transaction fiscale et ses effets
- La distinction contentieux de l'assiette et contentieux du recouvrement
- La répartition du contentieux entre les ordres de juridiction

**Étude de cas fil rouge** : analyse détaillée et commentée d'un cas concret

- Répondre aux demandes de l'administration
- Gérer la phase de contrôle fiscal
- Répondre à une proposition de rectification
- Saisir la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires
- Déterminer les cas où il est nécessaire de faire un recours hiérarchique
- Maîtriser les réclamations préalables devant l'administration
- Maîtriser les voies de recours devant les juridictions

### ✔ Quiz aval

#### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer les différentes étapes d'un contrôle fiscal et d'y faire face lors d'un éventuel contentieux devant le juge de l'impôt.**

2 jours

14 heures

Code 30043

Paris		
6-7	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# Contentieux fiscal devant le juge de l'impôt

Maîtriser toutes les phases de la procédure

**Depuis plusieurs années, les litiges fiscaux sont en constante hausse. Parmi les raisons, la situation de crise et les difficultés d'interprétation des règles fiscales justifient cette évolution. Le risque d'un contentieux fiscal est donc devenu quasi incontournable au cours de la vie d'une entreprise qui ne peut pas négliger l'ensemble des règles de procédure pour assurer une bonne défense.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser toutes les règles et tous les mécanismes du contentieux fiscal devant le juge de l'impôt.
- Adopter une approche stratégique du contentieux fiscal.

## ● PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances concernant le contentieux fiscal ou avoir suivi "Pratique du contrôle fiscal et du contentieux" (code 30043 p. 338).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Avocats
- Juristes et fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Arnaud TAILFER  
Avocat à la Cour  
BAKER & MC KENZIE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Introduire le recours contentieux devant le juge de l'impôt

- Particularité de la procédure fiscale
  - Clé de répartition des compétences entre les deux ordres juridictionnels
  - Cerner les différentes phases de la procédure
- Exercice d'application** : rédaction d'un mémoire introductif

### Maîtriser les techniques d'une bonne défense

- Mesurer les possibilités de défense précontentieuse
- La charge et l'administration de la preuve
- Opposer à l'administration sa propre doctrine
- Invoquer le droit communautaire et européen et les conventions fiscales bilatérales
- Les moyens d'ordre public

### Gérer le déroulement de l'instance juridictionnelle

- Rédiger un mémoire en réplique
- Répondre aux mesures d'instruction prises par le juge
- Préparer l'audience et prendre la parole
- Évaluer l'opportunité de rédiger une note en délibéré
- Préparer l'appel éventuel et adapter les moyens

### Procédures spéciales : recours en excès de pouvoir question prioritaire de constitutionnalité et référés

**Exercice d'application** : à partir d'un cas concret, les participants déterminent la mise en œuvre d'une stratégie d'action

### Manier le contentieux du recouvrement

- Cerner les spécificités de ce contentieux
  - S'opposer au recouvrement forcé des créances fiscales
  - Obtenir la décharge de l'obligation de payer les redressements litigieux parallèlement à la contestation de leur bien-fondé
- Étude de cas** : exemples de contentieux du recouvrement tirés de la jurisprudence

### Contentieux de la responsabilité en matière fiscale

- Identifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité de l'État en matière fiscale
  - Articulation avec une demande de restitution d'imposition
- Étude de cas** : analyse d'un contentieux indemnitaire en matière fiscale

#### ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'élaborer une stratégie de défense efficiente dans un contexte de contentieux fiscal en maîtrisant toutes les règles de procédures fiscales.**

2 jours

14 heures

Code 30071

Paris		
22-23	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Contrôle fiscal des comptabilités informatisées

Limiter les risques de redressement

**Aujourd'hui, la comptabilité informatisée s'est généralisée dans les entreprises. Ce processus a néanmoins fait apparaître de nouvelles problématiques liées à la dimension probatoire et aux risques de contrôles fiscaux. L'analyse des textes applicables est donc incontournable pour mettre en place un système efficace d'information comptable informatisée qui réponde aux exigences de l'administration fiscale.**

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations des entreprises en matière de comptabilité informatisée.
- Déceler les opérations susceptibles de conduire à des contrôles fiscaux.
- Adapter son système d'information comptable aux exigences de l'administration fiscale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en procédures fiscales ou avoir suivi " Mener un audit fiscal et prévenir un contrôle " (code 30018 p. 337) ou " Pratique du contrôle fiscal et du contentieux " (code 30043 p. 338).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et fiscaux
- Contrôleurs de gestion et auditeurs
- Fiscalistes, avocats fiscalistes et experts-comptables
- Chefs de projet en charge des évolutions des SI

## ANIMATEUR

Pascal SEGUIN

Avocat spécialiste des questions relatives au contrôle fiscal informatisé  
TAJ Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les aspects réglementaires

Analyser les dispositions comptables applicables en matière de traitements informatisés

- Les textes applicables
- La pratique administrative
- Fin de la période de tolérance : faire face au contrôle de l'administration**
- Modalités de contrôle
- Choisir judicieusement sa méthode de contrôle
- Tirer les enseignements de la jurisprudence naissante en matière de garanties du contribuable

### Cerner les obligations pesant sur les entreprises

- Déterminer les obligations communes au contrôle fiscal informatisé et à la loi de Sécurité Financière
- Conservation des informations, données et traitements informatiques concourant " directement ou indirectement " à la formation du résultat fiscal "
- Les documents concernés par l'obligation de conservation de la documentation informatique
- Les moyens de conservation imposés par l'administration
- Connaître les sanctions applicables
- Étude de cas :** à travers l'examen d'exemples réels, les participants analysent, au regard des documents fournis, les situations où la législation a été correctement appliquée ou non

### Mettre en place les opérations de mise en conformité

#### Conduire un audit de la comptabilité informatisée pour anticiper les contrôles

- Les acteurs de la démarche
- Évaluer et limiter les coûts induits
- Définir la politique de contrôle interne
- Les difficultés liées à la gestion de la conservation, à la restauration et à la restitution des données et documentations
- Faire face aux problèmes particuliers liés à l'évolution des systèmes d'information**
- La vérification des contrats de licence informatique et la négociation possible des clauses protectrices
- Combiner vérification et externalisation des fonctions informatiques
- Mettre en place une procédure en cas de modification de l'environnement informatique
- Plan d'action personnel :** mise en place d'un plan d'action en commun permettant aux participants de vérifier la conformité de leur comptabilité à leur retour dans l'entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer et sécuriser votre système d'information comptable afin d'éviter les risques de contrôles fiscaux.**

**1** jour  
**7** heures

Code 30029

### Paris

17	juin	2016
23	novembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Pratiques et montages abusifs

Analyse de la liste publiée par Bercy et stratégie à adopter



**Le ministère des finances publiques a dévoilé une liste de pratiques et de montages qualifiés d'abusifs. Les entreprises les ayant mis en œuvre sont invitées à régulariser leur situation sans attendre. De quoi s'agit-il ? Quels sont les pratiques et les montages visés ? Votre entreprise est-elle déjà en situation abusive ? Il est important de faire le point sur la liste publiée par Bercy, d'analyser les pratiques et les montages abusifs et de vous permettre de maîtriser le contentieux lié à ces pratiques.**

## OBJECTIFS

- Identifier les pratiques et montages abusifs.
- Mesurer les sanctions applicables et la procédure de régularisation.
- Maîtriser les garanties offertes aux contribuables et les recours en cas de rectification.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux, fiscalistes
- Avocats fiscalistes
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEURS

Caroline ZIMBRIS-GOLLEAU  
& Thomas VERDEIL  
Avocats fiscalistes  
SEKRI VALENTIN ZERROUK

## PROGRAMME

Expertise

### Identifier le champ d'application de l'abus de droit

- Définir l'abus de droit
- Identifier les pratiques considérées comme abusives par la jurisprudence et par la doctrine administrative
- Étude de cas :** analyse de la jurisprudence récente sur les principaux sujets de redressements

### Analyser la cartographie des pratiques et des montages abusifs

- Analyser les schémas envisagés
- Les détailler et en comprendre le fonctionnement
- Déterminer si son entreprise a eu recours à l'un de ces montages
- Envisager l'avenir de la liste
- Exercice d'application :**

### Procéder à la régularisation et gérer le contentieux

- Régulariser auprès de l'Administration**
- Bénéficier de l'expérience de la procédure de régularisation des avoirs détenus à l'étranger
- Mesurer les conséquences financières de la régularisation
- Étude de cas :** analyse de procédures de régularisation

### Sanctions applicables

- Les sanctions fiscales et pénales applicables
- La négociation du montant des pénalités
- Gestion du contrôle fiscal et contestation des rectifications : stratégie procédurale, garanties, recours**
- Rappel des règles de procédure et des garanties offertes par l'administration au contribuable
- Partage d'expériences :** échanges autour de la stratégie procédurale
- Identification des points susceptibles d'entraîner le dégrèvement des impositions du fait du non-respect de l'une des règles de la procédure
- Étude de cas :** analyse de plusieurs exemples de contentieux fiscaux et application de la stratégie procédurale

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les pratiques et montages jugés abusifs par l'Administration et d'en maîtriser le contentieux.**

**1** jour  
**7** heures

Code 30126

### Paris

21	juin	2016
26	septembre	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Abus de droit et Acte anormal de gestion

2 formations pour réduire les risques de sanctions fiscales

**En fiscalité, même si l'erreur d'appréciation est acceptée, les entreprises peuvent être lourdement sanctionnées en cas d'abus de droit ou d'acte anormal de gestion. Il existe en effet de nombreuses opérations dites "risquées" fiscalement qui peuvent entrer dans le champ d'application d'une des deux incriminations. Pour s'en prémunir, la maîtrise de ces deux notions s'avère donc essentielle.**

## OBJECTIFS

- Élaborer une stratégie fiscale efficace afin de limiter au maximum les risques d'incrimination dans ces domaines.
- Gérer au mieux les schémas d'optimisation et prévenir les risques de contrôle en la matière.
- Cerner les procédures fiscales et le contentieux liés à l'acte anormal de gestion et à l'abus de droit.

## PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux, fiscalistes
- Avocats fiscalistes
- Notaires
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Christian BUR  
Avocat à la Cour  
PDGB Société d'Avocats

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de détecter les schémas fiscaux les plus risqués en matière d'abus de droit et d'acte anormal de gestion afin de limiter les risques d'incrimination.

SUIVEZ LES 2 JOURNÉES  
ET BÉNÉFICIEZ DE  
**20 % DE RÉDUCTION**

2	14	Paris		
		17-18 mars 2015	17-18 octobre 2015	

Tarif HT : **1560 €** - repas inclus

Codes 30047 - 30118

## Abus de droit

Réduire les risques de sanction fiscale

### PROGRAMME

Expertise

#### Mesurer et limiter les divers risques d'abus de droit

##### Identifier le champ d'application de l'abus de droit

- La définition élargie de l'abus de droit
- Les conséquences des récentes évolutions de la notion d'abus de droit

##### Éviter la procédure de répression des abus de droit

- Les garanties du contribuable en matière d'abus de droit
- Le Comité Consultatif des Abus de Droit (CCAD) : modalités de saisine, instruction des dossiers, valeur juridique de l'avis, les recours du contribuable...
- Les nouvelles sanctions encourues
- Exercer ses moyens de recours
- **Exercice d'application** : préparation des entretiens avec les vérificateurs de l'administration fiscale, rédaction de la réponse à la notification et saisine du Comité consultatif des abus de droit

#### Identifier les schémas fiscaux les plus risqués en matière d'abus de droit

##### Abus de droit et fiscalité patrimoniale

**1** jour **7** heures

Paris		
17	mars	2016
17	octobre	2016

Code 30047

Tarif HT : 995 € - repas inclus

## Acte anormal de gestion

Réduire les risques de sanction fiscale

### PROGRAMME

Expertise

#### Éviter l'acte anormal de gestion

##### Délimiter le champ d'application de l'acte anormal de gestion

- Le principe de non-immixtion de l'administration
- Impact de la licéité ou non de la décision de gestion
- Les impôts concernés par l'acte anormal de gestion

##### Apprécier une décision de gestion au regard des critères de l'acte anormal de gestion

- Le cas des libéralités, des abandons des créances, des dons et des subventions
- Les renoncements à recettes

##### Anticiper et limiter les risques liés au choix de gestion

#### Maîtriser le contentieux lié à l'acte anormal de gestion

- Pratiques de l'administration et rectification des bases d'imposition
- Rédiger la réponse à la proposition de rectification
- Réunir les preuves de l'absence de l'anormalité
- Identifier les sanctions fiscales encourues
- Utiliser les voies de recours
- **Test de connaissances** : questionnaire à choix multiples consacré aux modalités de réponse à une proposition de rectification fondée sur une critique d'acte anormal de gestion

**1** jour **7** heures

Paris		
18	mars	2016
18	octobre	2016

Code 30118

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# REDRESSEMENTS FISCAUX

Jeudi 24 novembre 2016

Pour la 13<sup>e</sup> année consécutive, notre rendez-vous annuel des " **Redressements fiscaux** " permet de faire un tour d'horizon sur les **contrôles fiscaux en cours** et sur les **dernières actualités jurisprudentielles** liées aux problématiques fiscales internes, internationales et patrimoniales.

Bénéficiez des réflexions et commentaires d'éminents membres du **Conseil d'État**, de la **Cour de cassation** ainsi que des **meilleurs avocats fiscalistes** afin de faire le point sur les redressements en cours relatifs à la fiscalité interne et internationale applicable aux entreprises, et en matière de fiscalité patrimoniale des dirigeants.



Plus de 2 000 participants  
en 13 ans !  
Et vous ?

**À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement :**

- sécuriser vos pratiques fiscales et mettre en place des schémas fiscaux sans risque
- mettre en œuvre des stratégies fiscales en tenant compte des redressements fiscaux réalisés en 2015 et 2016
- maîtriser les chefs de redressement les plus sensibles et limiter les risques de rehaussements

Pour vous inscrire, contactez-nous :

**01 44 09 25 08**

**infoclient@efe.fr**

**P Parmi les témoignages...**

" Très bien, très bonne qualité des intervenants "

**TAJ SOCIÉTÉ D'AVOCATS**

" Intervenants de grande qualité, toujours aussi intéressant, bonne qualité du dossier remis " **AREVA**

" Conférence ayant bien répondu à mes attentes, interventions excellentes " **LHOIST**

# Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle

Les revenus imposables et les obligations déclaratives



**La fiscalité personnelle s'applique aux personnes physiques, sans compter les personnes imposées en tant qu'entrepreneur individuel. La base d'imposition de l'IR se détermine en fonction du résultat de chacun des revenus nets catégoriels selon les règles qui s'appliquent pour la catégorie envisagée, tels que les revenus fonciers, les traitements et salaires, les BIC, BNC, les bénéfices agricoles...**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les clés de la fiscalité des revenus d'activité professionnelle.
- Remplir la déclaration de revenus d'activité professionnelle d'un client.

## PRÉREQUIS

Vouloir approfondir ses connaissances en fiscalité personnelle.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle particuliers
- Conseillers en gestion de patrimoine juniors
- Avocats fiscalistes juniors

## ANIMATEUR

Jenny LAMY  
Avocat fiscaliste

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Assimiler les différentes étapes du calcul de l'impôt sur le revenu

- Détermination des revenus catégoriels du foyer fiscal
- Détermination de l'impôt
- Paiement de l'impôt et calcul séparé des prélèvements sociaux

#### Faire les bons choix pour optimiser la fiscalité des revenus du travail

- La question des frais professionnels
- Tirer profit des règles de rattachement au foyer fiscal
- Remplir une déclaration de revenus

**Étude de cas** : analyse d'un cas complexe

#### Maîtriser la fiscalité des revenus de capitaux mobiliers

- Faire le point sur les modalités de calcul de l'impôt
- **Exercice d'application** : calcul de l'imposition de revenus mobiliers
- Tirer profit des produits bancaires à fiscalité avantageuse

#### Maîtriser la fiscalité des revenus fonciers

- La notion de revenu foncier imposable
- Procéder à sa détermination
- Connaître les charges déductibles

#### Faire le point sur le régime réel et le régime simplifié

- Choisir le régime approprié et identifier les règles à respecter
- Sort des déficits, microfoncier...
- **Opter pour la location meublée professionnelle ou non professionnelle**
- Identifier les régimes d'incitation fiscale à l'investissement locatif
- Dispositifs Scellier, Borloo, Robien, Besson...
- **Maîtriser les obligations déclaratives en matière de revenus fonciers**
- Remplir les déclarations 2044 et 2044 spéciale
- Prendre en compte les revenus générés par une SCI : déclarations 2071 et 2072
- **Exercice d'application** : élaboration des déclarations 2042 et 2044

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer l'assiette imposable, de déclarer et de gérer le paiement de l'impôt sur le revenu de vos clients.**

**2** jours

**14** heures

Code 30072

## Paris

19-20	mai	2016
14-15	novembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 115 €  
repas inclus

# Fiscalité du patrimoine

Minimiser l'impôt sur le patrimoine



**Le patrimoine peut être imposé en raison de sa transmission et/ou de sa détention. Les principaux impôts qui frappent la détention d'un patrimoine sont l'IR et l'ISF. Lorsqu'il s'agit de sa transmission, les impôts sont les plus-values et les droits de mutation à titre gratuit ou onéreux. Dans un objectif de limitation des coûts fiscaux, les régimes fiscaux nécessitent une attention particulière.**

## OBJECTIFS

- Mettre en application la fiscalité des revenus et des plus-values.
- Déceler l'essentiel en matière d'ISF.
- Maîtriser les aspects fiscaux de la transmission du patrimoine.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine ou avoir suivi " Initiation à l'ingénierie patrimoniale " (code 92310 p. 370).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de patrimoine, conseillers en investissements financiers
- Avocats, notaires
- Juristes et fiscalistes

## ANIMATEUR

Léa FAULCON  
Avocat Associé  
BLACKBIRD BASCHET

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Impôt sur le revenu : maîtriser la fiscalité catégorielle

- Revenus professionnels : identifier les cas particuliers
- Revenus mobiliers : cerner les principes d'imposition
- Épargne, droits sociaux...
- Revenus tirés de l'assurance vie

#### Revenus fonciers : gérer fiscalement un patrimoine immobilier

- Maîtriser les règles fiscales et les optimisations possibles
- Les incitations à l'investissement locatif

#### Intégrer le régime fiscal des plus-values Plus-values immobilières

- Calculer le montant de la plus-value
- Déterminer le prix de revient
- Les particularités en cas de démembrement
- Analyser les modalités d'imposition
- Connaître le traitement fiscal des moins-values

#### Plus-values mobilières

- Plus-values professionnelles et plus-values des particuliers
- Déterminer le prix de revient des parts sociales
- Connaître les différents régimes de faveur
- Cession de parts sociales
- **Exercice d'application** : calcul du montant de la plus-value pour un chef d'entreprise prenant sa retraite

#### Assimiler l'essentiel des principes d'imposition à l'ISF

#### Cerner l'étendue du patrimoine taxable

- Le champ d'application de l'ISF
- Tirer profit des exonérations
- La notion de biens professionnels
- Les pactes Dutreil
- Distinguer holding animatrice et holding passive
- Maîtriser les réductions d'ISF
- **Étude de cas** : analyse de patrimoines et exemples d'application

#### Maîtriser les aspects fiscaux de la transmission du patrimoine

- L'opération d'apport-cession
- Le Pacte Dutreil Transmission
- Les donations et donations-partages
- Les particularités
- **Étude de cas** : analyse de liquidation d'une opération d'apport-cession

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser toutes les nouvelles règles de fiscalité du patrimoine afin de mieux conseiller vos clients dans leur stratégie fiscale patrimoniale.**

**2** jours

**14** heures

Code 30050

## Paris

22-23	mars	2016
29-30	août	2016
20-21	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 170 €  
repas inclus

# Droit des successions et des libéralités

Maîtriser les donations et la dévolution successorale

**Le régime fiscal des donations se distingue de celui qui régit les successions. Les règles fiscales peuvent permettre d'opérer la transmission de son patrimoine sans en payer le "prix fort" car il existe de nombreuses techniques, parmi lesquelles la donation-partage par exemple, qui permettent d'anticiper et de limiter fiscalement le règlement d'une succession.**

## OBJECTIFS

- Cerner le régime juridique et fiscal des donations.
- Maîtriser les règles de dévolution successorale.
- Mettre en œuvre le règlement d'une succession.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité du patrimoine ou avoir suivi "Droit patrimonial de la famille" (code 92316 p. 368).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine et conseillers en investissements financiers
- Collaborateurs des études notariales
- Juristes fiscalistes
- Avocats

## ANIMATEUR

Christophe SIBERCHICOT  
Chargé d'enseignement en fiscalité patrimoniale  
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Les différents outils d'anticipation successorale

- Identifier les différentes formes de donations
- **Étude de cas** : exemples d'utilisations optimales des abattements et des tranches basses

### Saisir le mécanisme de la donation-partage

- Analyser le régime des libéralités résiduelles et graduelles
- Cerner le dispositif de la renonciation anticipée à l'action en réduction

### Maîtriser les règles de dévolution successorale

- Identifier les héritiers
- Déterminer les droits du conjoint survivant
- Calculer la part revenant à chaque héritier
- Maîtriser le régime juridique des donations

### Cerner les règles relatives au règlement d'une succession

- Assimiler les nouvelles modalités de l'acceptation d'une succession

- Maîtriser les règles de gestion du patrimoine successoral
- Maîtriser les modalités du partage successoral
- Estimer les droits de mutation à titre gratuit

### Exercice d'application : calcul des droits dans différentes hypothèses

- Établir une déclaration de succession
- Payer les droits : délais, modalités et régime de paiement fractionné ou différé
- Maîtriser les spécificités liées à un démembrement

### Exercice d'application : règlement d'une succession, identification des héritiers et de la part leur revenant et calcul des droits de mutation à titre gratuit

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de réduire l'impact fiscal lié à la transmission d'un patrimoine privé.**

**2** jours **14** heures

Code 30051

Paris			Lyon		
30-31	mai	2016	23-24	mai	2016
22-23	septembre	2016	1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
8-9	décembre	2016			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € - repas inclus

# Fondation, fonds de dotation et mécénat

Bénéficiaire du régime fiscal avantageux du mécénat

**En matière de mécénat, les contribuables ont le choix entre plusieurs outils parmi lesquels : les fondations, les fonds de dotation ou les associations... Ces outils permettent de bénéficier de nombreux avantages fiscaux et pour certains, ils s'accompagnent d'une grande souplesse juridique. La mise en œuvre d'une bonne stratégie d'investissements philanthropiques passe par la maîtrise des régimes juridiques et fiscaux applicables.**

## OBJECTIFS

- Organiser la constitution d'une fondation ou d'un fonds de dotation.
- Gérer une fondation ou un fonds de dotation.
- Maîtriser les dispositifs juridiques et fiscaux encadrant le mécénat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances dans le fonctionnement des fondations, des fonds de dotation et du mécénat.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de mécénat
- Gestionnaires de patrimoine et conseillers en investissements financiers
- Avocats et notaires
- Juristes et fiscalistes

## ANIMATEUR

Alexis BECQUART  
Avocat Associé  
DELSOL AVOCATS

## PROGRAMME

Expertise

### Définir la structure adaptée pour gérer le mécénat

#### Faire la différence entre fondation, association et fonds de dotation

### Identifier les différents types de fondations

- Fondation d'entreprise
- Fondation sous égide
- Fondation d'utilité publique
- Fondation partenariale

#### Choisir la structure adaptée au mécénat : avantages et inconvénients

- Création et fonctionnement d'une fondation
- Création et fonctionnement d'un fonds de dotation

#### Maîtriser les règles d'administration

- Identifier les organes de gestion
- Connaître les organes de direction
- Cerner les modalités de droits de vote
- Définir la fiscalité applicable
- **Étude de cas** : analyse de statuts types de fondations

### Pratique du mécénat

#### Définir le mécénat

- Cerner les spécificités du mécénat
- Distinguer mécénat et parrainage

- Délimiter la notion d'intérêt général
- Définir le champ d'application du mécénat
- Mécénat des particuliers et mécénat des entreprises

#### Cerner les étapes du mécénat

- Cibler les objectifs du mécénat
- Établir une procédure de traitement des dossiers
- Sélectionner les projets : déterminer les critères
- Appréhender les différentes modalités : donation, donation temporaire d'usufruit, legs ou assurance vie

#### Maîtriser les conditions pour profiter du régime fiscal avantageux

- Mesures en faveur des entreprises
- Mesures en faveur des particuliers

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de bénéficier du régime fiscal de faveur du mécénat en choisissant la structure juridique la plus adaptée à votre projet.**

**1** jour **7** heures

Code 30062

Paris		
6	avril	2016
7	octobre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Pactes Dutreil Transmission et ISF

Transmettre l'entreprise familiale de manière optimale

**Passer par la technique de la holding dans le cadre d'une transmission intrafamiliale nécessite notamment une bonne maîtrise du dispositif fiscal relatif au pacte Dutreil. Il est utile de connaître les meilleures méthodes pour rédiger un pacte adapté, gérer la structuration de son patrimoine et en limiter les impacts en matière de droit des successions.**

## ● OBJECTIFS

- Limiter l'impact de la fiscalité applicable aux transmissions familiales d'entreprise.
- Mettre en place et rédiger un pacte Dutreil adapté à la situation.
- Bénéficier des avantages fiscaux liés aux engagements de conservation.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en gestion de patrimoine ou avoir suivi " Initiation à l'ingénierie patrimoniale " (code 92310 p. 370).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine et CIF
- Ingénieurs patrimoniaux
- Avocats et experts-comptables
- Chargés de clientèle
- Dirigeants de société et leur conseils

## ● ANIMATEUR

Christine TURLIER  
Avocat Associé, diplômé Notaire  
FIDAL  
Chargée d'enseignement en Master 2 aux Universités  
paris Dauphine et Paris II - Panthéon Assas

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Transmettre une entreprise ou une société

- Bénéficier de l'exonération partielle de droits de mutation
- Déterminer les mutations et les titres concernés dans le cadre d'une transmission de société
- Délimiter le champ d'application de l'article 787 B du CGI
- Identifier les conditions d'application pour bénéficier du régime de faveur
- Sécuriser l'engagement collectif
- Respecter les conditions de l'engagement individuel
- Apport de titres à une société holding
- Conditions liées à l'exercice d'une fonction de direction au sein de la société
- Optimiser la transmission d'une entreprise individuelle
- Délimiter le champ d'application de l'article 787 C du CGI
- Déterminer le délai de détention des biens
- Prendre l'engagement individuel de conservation des biens
- Poursuivre l'exploitation de l'entreprise par l'un des héritiers
- Maîtriser les obligations déclaratives
- Bénéficier de l'exonération

**Étude de cas** : exemples chiffrés d'exonération totale ou partielle dans une situation donnée

### Rédiger un pacte Dutreil adapté à ses besoins

- Identifier les clauses risquées
- Focus sur la clause de répartition des pouvoirs
- Rédiger efficacement la clause d'agrément et la clause d'inaliénabilité

### Détention du pouvoir au travers d'une holding : déterminer le nombre de parts sociales à détenir

#### Structurer sa holding

#### Choisir la forme sociale la mieux adaptée

**Exercice d'application** : tableau synthétique des avantages et inconvénients des formes sociales possibles

#### Optimiser l'ISF et les droits de mutation

- Bénéficier des exonérations totales ou partielles via le pacte Dutreil
- Choisir entre une holding animatrice ou passive

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger un pacte Dutreil adapté à la situation afin d'optimiser la transmission de l'entreprise familiale.**



### Paris

22	janvier	2016	23	novembre	2016
10	juin	2016	20	janvier	2017

Tarif HT : 970 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 775 € - repas inclus

Code 30085

# Créer et gérer une société civile immobilière

L'impact fiscal des montages SCI

**La société civile immobilière est une société civile qui a un objet immobilier. Le recours à ce type de société permet en effet la détention d'un ou de plusieurs immeubles par plusieurs personnes tout en évitant les inconvénients et les blocages liés à l'indivision. La SCI facilite la transmission des biens immobiliers et permet ainsi de conférer des avantages fiscaux et patrimoniaux.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les règles juridiques et fiscales applicables aux sociétés civiles immobilières.
- Mesurer les incidences de l'option à l'IS.
- Organiser la sortie des associés.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en fiscalité ou avoir suivi " Fiscalité pour non-fiscalistes " (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de patrimoine et conseillers en investissements financiers
- Avocats et notaires
- Juristes et fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Léa FAULCON  
Avocat à la Cour  
BLACKBIRD BASCHET

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Envisager les différentes utilisations d'une SCI

- Intégrer la SCI dans une stratégie patrimoniale
- Recourir à la SCI pour organiser son patrimoine
- Utiliser la SCI dans le cadre d'une opération de crédit-bail
- Assurer la gestion d'immeubles locatifs
- Minimiser la pression fiscale de l'ISF

### Maîtriser les règles pour une meilleure gestion juridique

#### Les différentes formes de structures sociétaires immobilières

- Les apports
- Définir les biens qui peuvent être apportés
- Maîtriser les formalités
- Rédiger les statuts
- Étudier les clauses les plus sensibles
- Définir l'objet social
- Résoudre le problème d'indivision
- Prévoir les modifications de la répartition des parts

**Étude de cas** : analyse commentée de statuts

#### Déterminer le montant optimal pour le capital social

**Exercice d'application** : calcul du montant optimal du capital social d'une SCI donnée

#### Organiser le partage des pouvoirs et de la responsabilité

#### Cerner les garanties lors de la création

### Analyser l'impact fiscal des montages SCI

#### Opter ou non pour l'IS

- IS ou IR : les éléments du choix
- Les effets de levier de l'option à l'IS
- Les évolutions possibles de la structure

#### Définir le régime d'imposition...

- Des revenus fonciers
- Des plus-values
- Des acquisitions de parts

#### Tenir compte de la TVA

#### Déterminer le résultat fiscal

**Exercice d'application** : préparation de la déclaration 2072

#### Impact fiscal de la détention d'une SCI par des actionnaires étrangers

#### Gérer au mieux, fiscalement et juridiquement, la sortie de la SCI

- Examiner les différentes hypothèses de sortie
- Identifier les précautions à prendre

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de limiter les impacts fiscaux liés aux divers montages de SCI dans le cadre de vos stratégies patrimoniales immobilières.**



### Paris

8-9	mars	2016
2-3	juin	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1195 € repas inclus

Code 30017



# Comptabilité pour fiscalistes

S'initier aux bases de la comptabilité



**La comptabilité est une matière incontournable dans le monde de l'entreprise et les fiscalistes sont très régulièrement amenés à manier les grands principes comptables. Parce que les services comptabilité et fiscaux interfèrent régulièrement, les fiscalistes doivent maîtriser les bases de la comptabilité afin d'améliorer leur collaboration.**

## OBJECTIFS

- Acquérir une méthodologie d'analyse d'un bilan et d'un compte de résultat.
- Maîtriser et appliquer les grands principes comptables.
- Intégrer les obligations comptables et les documents nécessaires à l'analyse comptable d'une entreprise.

## PRÉREQUIS

Être amené à exploiter les documents comptables de son entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers
- Avocats fiscalistes et fiscalistes
- Leurs collaborateurs

## ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion  
FRUCTEAM

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### S'initier au cadre comptable général

- Cerner la finalité de l'information comptable
- Assimiler et définir le vocabulaire de base
- Dialoguer efficacement avec les services comptables
- Identifier les grands principes comptables

#### Lire et analyser un bilan et un compte de résultat

##### Lire un compte de résultat

- Identifier les rubriques d'un compte de résultat
- Typologie de résultat
- Distinguer les charges et chaque type de résultat

**Exercice d'application** : détermination de la marge brute et du cash flow d'exploitation

##### Analyser un bilan

- Identifier les postes d'actif
- Déterminer les postes du passif

#### Exploiter les autres documents comptables

##### Définir les équilibres financiers

- Fonds de roulement et trésorerie
- Soldes intermédiaires de gestion

##### Étudier l'annexe et les informations complémentaires contenues

- Méthode d'évaluation des comptes
- Changements de méthode

#### Passer du résultat comptable au résultat fiscal

- Distinguer les deux résultats
  - Calculer le résultat fiscal
- Exercice d'application** : analyse d'un compte de résultat, d'un bilan et passage du résultat comptable au résultat fiscal à partir d'un exemple chiffré

#### Maîtriser la comptabilité analytique

- Assimiler les concepts de base de la comptabilité analytique
- Définir la notion de coûts
- Cibler les opérations qui doivent faire l'objet d'un suivi analytique
- Cerner les différentes méthodes d'analyse des coûts
- Mesurer l'intérêt de la méthode des coûts complets
- Appliquer la méthode des coûts partiels ou direct costing

**Exercice d'application** : calcul du seuil de rentabilité et recherche du point mort

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les règles comptables de base pour éclairer vos décisions en fiscalité.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 30098

#### Paris

20-21	juin	2016
7-8	décembre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# La consolidation pour les fiscalistes

L'impact de la stratégie fiscale sur les comptes consolidés

**La consolidation est une méthode comptable qui a pour vocation d'intégrer les comptes de plusieurs filiales afin de présenter la situation financière d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne constituaient qu'une seule et même entité. Les enjeux de la consolidation sont importants pour les services consolidation et fiscal qui sont amenés à collaborer conjointement au sein d'un groupe.**

## OBJECTIFS

- Assimiler les objectifs et le fonctionnement des opérations de consolidation.
- Effectuer le traitement des impôts différés.
- Intégrer les obligations comptables et les documents nécessaires au service consolidation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité ou avoir suivi " Comptabilité pour fiscalistes " (code 30098 p. 345).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables fiscaux et financiers
- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Leurs collaborateurs

## ANIMATEUR

Erwan LIRIN  
Associé, activité Consolidation et reporting  
BELLOT MULLENBACH & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser l'essentiel de la consolidation

#### Cerner les fondements et les enjeux de la consolidation

- Les finalités de la consolidation
- La réglementation des comptes consolidés
- La détermination du périmètre et le choix de la consolidation

**Exercice d'application** : calcul des pourcentages de contrôle et d'intérêt

#### Traiter les opérations de consolidation

- Les retraitements
  - **Étude de cas** : retraitement du contrat de location financement
  - La conversion des comptes des filiales étrangères
  - Les neutralisations
  - Le traitement des entrées et des sorties de périmètre
  - Les opérations de " bouclage " de la consolidation
  - La présentation des états financiers consolidés en normes IFRS et françaises
- Exercice d'application** : établissement d'un bilan consolidé

#### Identifier et maîtriser les principales difficultés liées aux impôts différés

- Effectuer le traitement d'un impôt différé
- Définir l'impôt différé
- Principes de détermination des impôts différés

- Suivi des variations d'impôts différés
  - Regroupements d'entreprises
  - Outils de contrôle
  - Détermination de l'impôt en arrête intermédiaire
  - Informations à produire dans les notes aux états financiers
- Exercice d'application** : calcul de l'impôt différé et passation des écritures des comptes consolidés
- #### Identifier l'impact de l'intégration fiscale sur les impôts différés
- Effet sur les déficits fiscaux
  - Effet sur les autres différences temporaires
  - Effet sur la reconnaissance des impôts différés
  - Autres effets

#### Intégrer les liens entre les départements fiscal et consolidation

- Le rôle de chacun
- Travailler conjointement en amont, pendant et après le processus de consolidation

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'être autonome dans la détermination du périmètre de consolidation, la passation des écritures des comptes consolidés et la constatation de l'impôt différé.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 30057

#### Paris

27	mai	2016
16	novembre	2016

Tarif HT : 970 € - repas inclus



**Robert BIEWER**  
Responsable du secteur  
Banque - Assurance

La banque et l'assurance sont des secteurs d'activité où la formation permanente des collaborateurs est un enjeu crucial en raison notamment, de l'évolution constante des contraintes réglementaires et professionnelles, de la complexité des produits et des contrats.

Dans le même temps, la montée en puissance de l'offre de services bancaires et d'assurance via les canaux digitaux oblige tous les acteurs à renforcer leurs équipes commerciales pour optimiser l'efficacité de leurs plateformes de relation client.

Notre offre de formation **Banque-Assurance 2016**, composée de formations courtes, longues et certifiantes, a été enrichie de nouveaux formats qualifiants grâce aux trois Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) de la branche du courtage, pour répondre aux besoins de montée en compétences de vos collaborateurs.

## ÉDITO

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

**" Les déclarations faites par l'assuré sont déterminantes pour l'assureur afin qu'il évalue le risque et la prime correspondante "**



**Annabelle HUBENY-BELSKY**  
Docteur en Droit  
Avocat au Barreau de PARIS

### 1. Quel est l'enjeu des fausses déclarations en matière d'assurance ?

Les déclarations faites par l'assuré sont déterminantes pour l'assureur afin qu'il évalue le risque et la prime correspondante, voire qu'il refuse sa garantie. Ces déclarations sont obligatoires, aussi bien lors de la souscription qu'au cours de l'exécution du contrat, les circonstances nouvelles étant portées à la connaissance de l'assureur, par LR, dans les 15 jours à partir du moment où l'assuré en a eu connaissance.

### 2. Quel est l'apport de la Cour de cassation en la matière ?

Il appartient à l'assureur de prendre l'initiative de questionner précisément le souscripteur. À défaut, il ne pourra pas reprocher à son assuré d'avoir donné des informations inexactes. L'arrêt du 11/06/15 de la 2ème chambre civile, rappelle cette solution : " l'assureur ne peut se prévaloir de la réticence ou de la fausse déclaration intentionnelle de l'assuré que si celles-ci procèdent des réponses qu'il a apportées auxdites questions ".

### 3. Quel impact chez les assureurs ?

La réticence et la fausse déclaration doivent être prouvées (par tous moyens) par l'assureur. Le plus souvent, il utilisera le questionnaire et les réponses fournies par l'assuré.

La solution actuellement retenue en jurisprudence devrait conduire les assureurs à ne pas accepter de déclarations spontanées effectuées en l'absence de questions précises, s'ils désirent opposer au souscripteur un refus de garantie à la suite du sinistre et réclamer la nullité du contrat.

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ

# BANQUE ASSURANCE

IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

**167**  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Avec une approche pédagogique très pragmatique, cette formation m'a permis de faire un point sur la réglementation en vigueur. Les connaissances acquises me seront d'une grande utilité pour améliorer mes outils de cartographie des risques de blanchiment et leur évaluation, et ajuster les mesures de vigilance proportionnellement à l'activité de ma structure.*

**Carole RIAUX**

Responsable du contrôle interne et gestion des risques  
MUTUALIA

Participante à la formation " La lutte anti-blanchiment  
en assurance" p. 391



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Formations certifiantes et longues

### • PARCOURS MÉTIERS

Conseiller en gestion de patrimoine	354
Juriste en droit bancaire	354
Intermédiaire en assurance	384
Gestionnaire des sinistres IARD	355
Juriste en droit des assurances	355

### • CQP

CQP Gestionnaire de production IARD	385
CQP Gestionnaire de sinistre IARD	386
CQG Gestionnaire Assurance de Personnes	387

### • CYCLES LONGS

Pratiquer la gestion de patrimoine	365
L'essentiel du droit bancaire	356
L'essentiel du droit des assurances	389

## Droit bancaire et financier

### • DROIT BANCAIRE

L'essentiel du droit bancaire - <b>Cycle long</b>	356
Pratique du droit bancaire	357
Lutte contre le blanchiment	357
Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier	358
Commercialisation des produits financiers	358
Maîtriser le droit des produits dérivés	359
Droit des sûretés	171
Utiliser au mieux les garanties financières	359
Pratique du cautionnement	171
Bordereau Daily, affacturage, assurance-crédit, escompte	360

### • MOYENS DE PAIEMENT ET GARANTIES À L'INTERNATIONAL

Gestion du risque financier à l'international	360
Garanties financières dans un contexte international	361

### • DROIT FINANCIER

Maîtriser les bases du droit financier	361
Maîtriser les bases du droit boursier	362
Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	373

## Banque digitale

Impacts de la transformation digitale sur la compliance	362
Prévenir et détecter la fraude documentaire	363
Protection des données personnelles dans la banque	363
Digital et relation client dans la banque	364
Piloter une stratégie marketing digital dans la banque	364

## Gestion de patrimoine

### • TECHNIQUES DE GESTION PATRIMONIALE

Pratiquer la gestion de patrimoine - <b>Cycle long</b>	365
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	370
Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine	366
Assurance vie et gestion de patrimoine	366
Assurance vie - <b>Conférence d'actualité</b>	367
Assurance vie : cadre juridique et fiscal	408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie : les unités de compte	409
Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie	410
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise	368
Les marchés financiers - Niveau 1	379
Les marchés financiers - Niveau 2	380

### • INGÉNIERIE JURIDIQUE


Droit patrimonial de la famille	368
Droit des successions et des libéralités	343
Structurer son patrimoine en société	369
Holding patrimoniale	369
Définir des stratégies patrimoniales via une société civile	370
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Pactes Dutreil Transmission et ISF	344
Assurance vie et gestion de patrimoine	366

### • INGÉNIERIE FISCALE

Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle	342
Initiation à l'ingénierie patrimoniale	370
Fiscalité du patrimoine	342
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Fondation, fonds de dotation et mécénat	343
Fiscalité internationale du patrimoine	327
Fiscalité des non-résidents	328





## Gestion de patrimoine (suite)

### • IMMOBILIER

Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Évaluer les actifs immobiliers	245
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371
Asset management immobilier	 244
Créer et gérer une société civile immobilière	344

## Métiers de la banque






### • ASSET MANAGEMENT

Maîtriser les bases des OPC	 372
Maîtriser le cadre réglementaire des OPC	 372
Réglementation AMF pour les sociétés de gestion	 373
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Construction de portefeuille et gestion des risques	374
Maîtriser la gestion actif-passif bancaire	374
Maîtriser la gestion du back-office titres	 375

### • TECHNIQUES COMPTABLES ET FISCALES






Pratiquer le contrôle de gestion bancaire	375
Pratique de la comptabilité des OPC	373
Comptabilisation des instruments financiers en IFRS	279
Le résultat fiscal dans les établissements financiers	376
TVA sur les opérations bancaires et financières	376

### • GESTION DES RISQUES ET CONTRÔLE



Maîtriser les bases du risk management	377
Gestion du risque opérationnel	 377
Conformité et contrôle interne dans la banque	 378
Impacts de la transformation digitale sur la compliance	 362
Lutte contre le blanchiment	 357
Prévenir et détecter la fraude documentaire	 363

## Marchés financiers

### • MULTIMARCHÉS

Les marchés financiers - Niveau 1	 379
Les marchés financiers - Niveau 2	 380
Les marchés des matières premières	 380
Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques	381
Les marchés du carbone et des GES	 515
Finance Carbone	 515

### • INSTRUMENTS FINANCIERS



Les fondamentaux des instruments financiers	 381
Maîtriser les marchés obligataires	 382
Produits structurés	382
Options, futures et produits dérivés	383
Maîtriser les techniques de titrisation	383

## Fondamentaux juridiques de l'assurance

CQP Gestionnaire de production IARD	385
CQP Gestionnaire de sinistre IARD	386
CQG Gestionnaire Assurance de Personnes	387
Les fondamentaux de l'assurance	 388
L'essentiel du droit des assurances - Cycle long	 389
Intermédiation en assurance	 390
Devoir de conseil et d'information des intermédiaires	390
La lutte anti-blanchiment en assurance	 391
Lutte contre la fraude à l'assurance	392
Maîtriser les actions de groupe	177
Conclusion et gestion de contrats d'assurance	 392
Gérer efficacement les contrats d'assurance	 393
Gérer au mieux les sinistres	 393
Gestion des sinistres contentieux	394
Contrôle ACPR pour les assurances	394
Contrôle des pratiques commerciales en assurance	395

## Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)





### • PARTICULIERS

Les bases de l'assurance dommages	 395
Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile	 396
Maîtriser le risque automobile	 396
L'assurance Multirisque Habitation	 397
Maîtriser l'assurance de protection juridique	397
Gestion des sinistres responsabilité civile	 398
Gestion des sinistres automobiles matériels	398
Gestion d'un préjudice corporel automobile	399
Gestion des sinistres corporels hors automobile	399
Maîtriser les conventions CIDRE et CIDE-COP	400

# SOMMAIRE




## Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD) (suite)

### • ENTREPRISES ET PROFESSIONNELS



Les bases de l'assurance entreprise	 400
Assurance responsabilité civile	 401
Gestion des sinistres RC des entreprises	 402
Assurance multirisque professionnelle	402
La faute inexcusable de l'employeur	403
Assurance responsabilité civile décennale	403
Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Gérer les risques de l'entreprise en assurance	 406
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407
Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises	407

## Assurance de personnes







### • ASSURANCES INDIVIDUELLES

Assurance vie : cadre juridique et fiscal	 408
Assurance vie et clause bénéficiaire	409
Assurance vie : les unités de compte	409
Assurance vie et gestion de patrimoine	 366
Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie	410
Assurance emprunteur	 410

### • PRÉVOYANCE COLLECTIVE ET SANTÉ

Maîtriser le système de protection sociale	411
Prévoyance des travailleurs non salariés	 411
Prévoyance collective	412
Prévoyance collective et retraite - <b>Conférence d'actualité</b>	413
Assurances de personnes	414
Assurance dépendance	414
Assurance complémentaire santé	 415
Généralisation de la complémentaire santé	415

## Vente et action commerciale en assurance

Maîtriser les techniques de vente en assurance	 416
Vendre l'assurance IARD	 416
Vendre l'assurance de personnes	 417
Défendre son portefeuille client	 417
Vendre les contrats d'assurance par téléphone	 418
Vendre les produits d'assurance en ligne	 418

## Comptabilité et actuariat

### • COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ

Les fondamentaux de la comptabilité vie	 419
Les fondamentaux de la comptabilité non-vie	 420
Les documents comptables d'une société d'assurances	 421
Approfondir la comptabilité des assurances	 422
Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2	 422
Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés	423
Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle	424
Contrôle de gestion en assurance	424
Pratiquer la fiscalité en assurance	 425
Gérer les taxes majeures en assurance	 426
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	426




### • ACTUARIAT

Initiation aux techniques actuarielles - <b>Formation intensive</b>	427
Statistiques en assurance dommages	428
Maîtriser la gestion actif-passif en assurance	428

### • RÉASSURANCE

Pratiquer la réassurance - <b>Formation intensive</b>	429
Maîtriser les bases de la réassurance	430
Les clauses de réassurance	430

## Gestion des risques et gouvernance

Solvency 2	 431
MCEV, IFRS et Solvabilité 2	 431
Conformité du contrôle interne en assurance	432
Les mutuelles face à Solvabilité 2	 433
Le contrôle interne dans une mutuelle	433

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## Droit bancaire et financier

L'essentiel du droit bancaire <b>Cycle long</b> p. 356	Gestion du risque financier à l'international p. 360
Pratique du droit bancaire p. 357	Maîtriser les bases du droit financier p. 361
Droit des sûretés p. 171	Maîtriser les bases du droit boursier p. 362

## Banque Digitale

Impacts de la transformation digitale sur la compliance <b>Nouveau</b> p. 362	Prévenir et détecter la fraude documentaire <b>Nouveau</b> p. 363
---	---

## Gestion de patrimoine

Pratiquer la gestion de patrimoine <b>Cycle long</b> p. 365	Définir des stratégies patrimoniales via une société civile p. 370
Initiation à l'ingénierie patrimoniale p. 370	Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle p. 342
Assurance vie et gestion de patrimoine p. 366	Fiscalité du patrimoine p. 342
Les marchés financiers <b>Niveau 1</b> p. 379	Fiscalité internationale du patrimoine p. 327
Droit patrimonial de la famille p. 368	

Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier p. 358	Utiliser au mieux les garanties financières p. 359
Commercialisation des produits financiers p. 358	Pratique du cautionnement p. 171
Maîtriser le droit des produits dérivés p. 359	Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte p. 360

Protection des données personnelles dans la banque <b>Nouveau</b> p. 363
Digital et relation client dans la banque <b>Nouveau</b> p. 364
Piloter une stratégie marketing digital dans la banque <b>Nouveau</b> p. 364

Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine p. 366	Créer et gérer une société civile immobilière p. 344
Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 408	Pactes Dutreil Transmission et ISF p. 344
Les marchés financiers Niveau 2 p. 380	Fiscalité des non-résidents p. 328
Droit des successions et des libéralités p. 343	Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 371
Structurer son patrimoine en société p. 369	Asset management immobilier p. 244
Holding patrimoniale p. 369	

Réglementation AMF pour les sociétés de gestion p. 373
Lutte contre le blanchiment p. 357
Garanties financières dans un contexte international p. 361

Assurance vie <b>Conférence d'actualité</b> p. 367	Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie p. 410
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise p. 368	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 371
Assurance vie et clause bénéficiaire p. 409	Fondation, fonds de dotation et mécénat p. 343
Assurance vie : les unités de compte p. 409	Évaluer les actifs immobiliers p. 245

INITIATION

PERFECTIONNEMENT

EXPERTISE

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## INITIATION

Métiers de la banque		Marchés financiers		Fondamentaux juridiques de l'assurance		Assurances de dommages et responsabilité civile (IARD)	
Maîtriser les bases des OPC p. 372	Le résultat fiscal dans les établissements financiers p. 376	Les marchés financiers <b>Niveau 1</b> P. 379	Intermédiaire en assurance - Capacité professionnelle p. 384	Lutte contre la fraude à l'assurance p. 392	Les bases de l'assurance dommages p. 395		
Maîtriser les bases du risk management p. 377	Impacts de la transformation digitale sur la compliance <b>Nouveau</b> p. 362	Les marchés des matières premières p. 380	Les fondamentaux de l'assurance p. 388	Conclusion et gestion de contrats d'assurance p. 392	Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile p. 396		
Prévenir et détecter la fraude documentaire <b>Nouveau</b> p. 363		Les marchés du carbone et des GES p. 515			L'essentiel du droit des assurances <b>Cycle long</b> p. 389	Contrôle ACPR pour les assurances p. 394	Gestion d'un préjudice corporel automobile p. 399
		Les fondamentaux des instruments financiers p. 381	Intermédiation en assurance p. 390				Les bases de l'assurance entreprise p. 400
		Maîtriser les techniques de titrisation p. 383					

## PERFECTIONNEMENT

Maîtriser le cadre réglementaire des OPC p. 372	Pratiquer le contrôle de gestion bancaire p. 375	Les marchés financiers <b>Niveau 2</b> p. 380	Devoir de conseil des intermédiaires en assurance p. 390	Maîtriser le risque automobile p. 396	Gestion des sinistres RC des entreprises <b>Nouveau</b> p. 402	
Pratique de la comptabilité des OPC p. 373	TVA des opérations bancaires et financières p. 376	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques p. 381	La lutte anti-blanchiment en assurance p. 391	L'assurance Multirisque Habitation p. 397	Analyser les mécanismes de l'assurance construction p. 404	
Construction de portefeuille et gestion des risques p. 374	Gestion du risque opérationnel p. 377	Finance Carbone p. 515	Gérer efficacement les contrats d'assurance p. 393	Maîtriser l'assurance de protection juridique p. 397	Assurance responsabilité civile décennale p. 403	
Maîtriser la gestion du back-office titres <b>Nouveau</b> p. 375	Conformité et contrôle interne dans la banque p. 378	Maîtriser les marchés obligataires P 382	Gérer au mieux les sinistres p. 393	Gestion des sinistres matériels automobiles p. 398	Gérer les risques de l'entreprise en assurance p. 406	
		Produits structurés p. 382	Contrôle des pratiques commerciales en assurance p. 395	Gestion des sinistres corporels hors automobile p. 399	Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles p. 407	
		Options, futures et produits dérivés p. 383			Assurance responsabilité civile p. 401	Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises p. 407

## EXPERTISE

Réglementation AMF pour les sociétés de gestion p. 373	Comptabilisation des instruments financiers en IFRS p. 279	Maîtriser les actions de groupe p. 177	Gérer les sinistres responsabilité civile p. 398	La faute inexcusable de l'employeur p. 403
Maîtriser la gestion actif-passif bancaire p. 374	Lutte contre le blanchiment p. 357	Gestion des sinistres contentieux p. 394	Maîtriser les conventions CIDRE et CIDCOP p. 400	Assurance dommages ouvrage p. 405
			Assurance multirisque professionnelle p. 402	Gestion des sinistres construction <b>Nouveau</b> p. 405
			Assurance et risques environnementaux p. 406	



Assurances de personnes		Vente et action commerciale en assurance	Comptabilité et actuariat	Gestion des risques et gouvernance
Assurance vie et gestion de patrimoine p. 366	Assurances de personnes p. 414	Maitriser les techniques de vente en assurance <b>Nouveau</b> p. 416	Les fondamentaux de la comptabilité vie p. 419	Contrôle de gestion en assurance p. 424
Assurance emprunteur p. 410	Complémentaire santé individuelle p. 415	Vendre l'assurance IARD <b>Nouveau</b> p. 416	Les fondamentaux de la comptabilité non-vie p. 420	Pratiquer la fiscalité en assurance p. 425
Maitriser le système de protection sociale p. 411	Généralisation de la complémentaire santé p. 415	Vendre l'assurance de personnes <b>Nouveau</b> p. 417	Les documents comptables d'une société d'assurances p. 421	Gérer les taxes majeures en assurance p. 426
		Vendre les contrats d'assurance par téléphone <b>Nouveau</b> p. 418	Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2 <b>Nouveau</b> p. 422	Initiation aux techniques actuarielles <b>Formation intensive</b> p. 427
		Vendre les produits d'assurance en ligne <b>Nouveau</b> p. 418	Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle p. 424	Maitriser les bases de la réassurance p. 430
Assurance vie : le cadre juridique et fiscal p. 408		Défendre son portefeuille clients <b>Nouveau</b> p. 417	Approfondir la comptabilité des assurances p. 422	Solvency 2 p. 431
Prévoyance collective des travailleurs non salariés p. 411			Taxe spéciale sur les conventions d'assurance p. 426	Conformité du contrôle interne en assurance p. 432
Prévoyance collective p. 412			Statistiques en assurance dommages p. 428	Le contrôle interne dans une mutuelle p. 433
Assurance dépendance p. 414			Maitriser la gestion actif-passif en assurance p. 428	
			Pratiquer la réassurance <b>Formation intensive</b> p. 429	
			Les clauses de réassurance p. 430	
Assurance vie et clause bénéficiaire p. 409			Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés p. 423	MCEV, IFRS et Solvabilité 2 p. 431
Assurance vie : les unités de compte p. 409				Les mutuelles face à Solvabilité 2 p. 433
Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie p. 410				
Prévoyance collective et retraite <b>Conférence d'actualité</b> p. 413				



# Conseiller en gestion de patrimoine

Évoluant au sein d'une banque de réseau, d'une compagnie d'assurance, d'un cabinet de conseil en gestion de patrimoine indépendant, d'une société de gestion ou d'une plateforme de gestion privée en ligne, le conseiller en gestion de patrimoine a pour mission de développer et d'accompagner une clientèle de particuliers dans la gestion et l'optimisation de leur patrimoine, en leur proposant des stratégies de placement pertinentes et adaptées à leurs objectifs patrimoniaux.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE SONT :

- 1 - Acquérir une méthodologie pour établir un audit patrimonial
- 2 - Maîtriser les techniques d'optimisation patrimoniale
- 3 - Définir une stratégie patrimoniale et prévenir les risques

### OPTION CPFFP



#### CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CPFFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

Perfectionnement

### Bloc 1 - Acquérir une méthodologie pour établir un audit patrimonial (12 jours)

Initiation à l'ingénierie patrimoniale (3 jours) p. 370  
Pratique la gestion de patrimoine (6 jours) p. 365  
Droit patrimonial de la famille (3 jours) p. 368

### Bloc 2 - Maîtriser les techniques d'optimisation patrimoniale (5 jours)

Structurer son patrimoine en société (2 jours) - p. 369  
Régime fiscal de la société civile (1 jour) - p. 370  
Réussir un investissement immobilier patrimonial (2 jours) - p. 371

### Bloc 3 - Définir une stratégie patrimoniale et prévenir les risques (6 jours)

Assurance vie et gestion de patrimoine (2 jours) - p. 366  
Assurance vie et clause bénéficiaire (1 jour) p. 409  
Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise (2 jours) - p. 368  
Lutte contre le blanchiment (1 jour) - p. 357

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel d'ingénieur patrimonial reconnu par la FFP.



Code 92305

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Juriste en droit bancaire

Le juriste en droit bancaire assure une veille permanente des évolutions légales, réglementaires et jurisprudentielles qui affectent les activités du secteur bancaire. Intervenant en appui des directions opérationnelles, il vérifie la conformité des produits et des documents contractuels aux exigences réglementaires.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT BANCAIRE SONT :

- 1 - Maîtriser le cadre légal et réglementaire de l'activité bancaire
- 2 - Maîtriser les produits et services bancaires
- 3 - Prévenir et gérer les risques liés aux opérations bancaires

### OPTION CPFFP



#### JURISTE EN DROIT BANCAIRE

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)  
Prix HT de l'option CPFFP : 900 €

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Bloc 1 - Maîtriser le cadre légal et réglementaire de l'activité bancaire (6 jours)

L'essentiel du droit bancaire - Cycle long (6 jours) - p. 356

### Bloc 2 - Maîtriser les produits et services bancaires (10 jours)

Commercialisation des produits financiers (2 jours) - p. 358  
Contrôle des pratiques commerciales en assurance (1 jour) - p. 395  
Pratique du cautionnement (2 jours) - p. 171  
Utiliser au mieux les garanties financières (2 jours) - p. 359  
Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte (1 jour) - p. 360  
Protection des données personnelles dans la banque - (2 jours) - p. 363

### Bloc 3 - Prévenir et gérer les risques liés aux opérations bancaires (7 jours)

Conformité et contrôle interne dans la banque (2 jours) - p. 378  
Lutte contre le blanchiment (1 jour) - p. 357  
Procédures collectives (2 jours) - p. 148  
Maîtriser les voies d'exécution (2 jours) - p. 173

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de juriste spécialisé en droit bancaire reconnu par la FFP.



Code 92304

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Gestionnaire des sinistres IARD

Le métier de gestionnaire des sinistres IARD consiste à prendre en charge la gestion des dossiers de sinistres Incendie, Accidents et Risques Divers, de la déclaration du sinistre jusqu'à l'indemnisation. Il évalue le montant du dommage après avoir vérifié que la garantie souscrite couvre le sinistre déclaré par l'assuré et procède au règlement des prestations prévues au contrat. Enfin, il agit dans le cadre contentieux lors d'un différend avec un tiers victime ou avec un assuré.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU GESTIONNAIRE DES SINISTRES IARD SONT :

- 1 - Instruire les dossiers de sinistres
- 2 - Procéder à l'indemnisation des sinistres
- 3 - Suivre les procédures contentieuses

### OPTION CPFFP



#### GESTIONNAIRE DES SINISTRES IARD

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Bloc 1 - Instruire les dossiers de sinistres (8 jours)

Les fondamentaux de l'assurance (2 jours) - p. 388  
 Conclusion et gestion de contrats d'assurance (2 jours) - p. 392  
 Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile (2 jours) - p. 396  
 Gérer au mieux les sinistres (2 jours) - p. 393

### Bloc 2 - Procéder à l'indemnisation des sinistres (13 jours)

Gestion des sinistres responsabilité civile (2 jours) - p. 398  
 Maîtriser le risque automobile (2 jours) - p. 396  
 Gestion d'un préjudice corporel automobile (2 jours) - p. 399  
 Gestion des sinistres corporels hors automobile (3 jours) - p. 399  
 L'assurance Multirisque Habitation (2 jours) - p. 397  
 Maîtriser les conventions CIDRE et CIDE-COP (2 jours) - p. 400

### Bloc 3 - Suivre les procédures contentieuses (3 jours)

Gestion des sinistres contentieux (3 jours) - p. 394

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de Gestionnaire des sinistres IARD reconnu par la FFP.



Code 92308

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Juriste en droit des assurances

Le juriste en droit des assurances valide toutes les étapes nécessaires à la réalisation d'une opération d'assurance, de la conclusion du contrat à la gestion du sinistre. Il participe à la création de nouveaux produits et rédige les documents d'information utilisés pour la commercialisation des produits d'assurance. Il assiste les équipes opérationnelles dans le cadre d'une gestion amiable ou judiciaire des sinistres.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DU JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT DES ASSURANCES SONT :

- 1 - Maîtriser la réglementation du secteur de l'assurance
- 2 - Rédiger et valider les contrats d'assurance
- 3 - Maîtriser les étapes de la gestion des sinistres

## PROGRAMME

Expertise

### Bloc 1 - Maîtriser la réglementation du secteur de l'assurance (7 jours)

Les fondamentaux de l'assurance (2 jours) - p. 388  
 Intermédiation en assurance (2 jours) - p. 390  
 Devoir de conseil et d'information des intermédiaires (1 jour) - p. 390  
 Contrôle des pratiques commerciales en assurance (1 jour) - p. 395  
 La lutte anti-blanchiment en assurance (1 jour) - p. 391

### Bloc 2 - Rédiger et valider les contrats d'assurance (8 jours)

L'essentiel du droit des assurances - Cycle long (6 jours) - p. 389  
 Assurance vie : cadre juridique et fiscal (2 jours) - p. 408

### Bloc 3 - Maîtriser les étapes de la gestion des sinistres (7 jours)

Maîtriser l'assurance de protection juridique (1 jour) - p. 397  
 Gestion des sinistres responsabilité civile (2 jours) - p. 398  
 Gestion des sinistres contentieux (3 jours) - p. 394  
 Lutte contre la fraude à l'assurance (1 jour) - p. 392

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de juriste spécialisé en droit des assurances reconnu par la FFP.



Code 92307

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

# L'essentiel du droit bancaire

Cycle long pour maîtriser le cadre juridique des opérations bancaires



En quelques années le droit bancaire a été largement renouvelé. Le juriste évoluant dans le secteur financier doit connaître l'ensemble du dispositif légal, réglementaire et jurisprudentiel, faire preuve d'une grande aptitude rédactionnelle et d'une habileté reconnue dans les négociations. C'est dans ces conditions qu'il peut conseiller utilement et orienter les opérationnels dans leurs prises de décision en toute sécurité juridique.

## OBJECTIFS

- Cerner l'environnement juridique des activités bancaires et financières.
- Découvrir le régime juridique des opérations sur argent.
- Anticiper les risques de mise en cause de la responsabilité du banquier.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit bancaire ou avoir préalablement suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes souhaitant se spécialiser en droit bancaire
- Toute personne dont la fonction nécessite une connaissance de l'environnement juridique des activités bancaires

## ANIMATEURS

Quentin DE CHARETTE  
Juriste  
CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

Vincent ROCHES  
Juriste  
CRÉDIT AGRICOLE SA

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mieux sécuriser les opérations bancaires courantes que vous êtes amené à réaliser quotidiennement.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Maîtriser l'environnement légal et réglementaire de l'activité bancaire

##### Identifier les normes applicables à l'activité bancaire

- Analyser les sources du droit bancaire
- Identifier les institutions du secteur bancaire et financier
- Prévenir les multiples sanctions manquements

##### Distinguer les acteurs du secteur bancaire

- Les acteurs bancaires et financiers
- Panorama sur les acteurs collatéraux
- Les instances européennes renouvelées (BCE, ABE, AEMF) et internationales
- Le rôle et les pouvoirs des autorités de régulations internes
- Les instances spéciales

##### Cerner les enjeux du contrôle interne et de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

- La cadre de la réglementation prudentielle et spéciale
- Les obligations des professionnels et la collaboration avec les autorités (Tracfin)
- Les contours et impacts du contrôle interne et de conformité
- **Étude de cas** : analyse des types de contrôles à effectuer lors de l'ouverture d'un compte

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser les opérations bancaires

##### Assimiler les mécanismes de fonctionnement des comptes ouverts à la clientèle

- Distinguer les différents types de comptes
- Respecter le formalisme attaché à la convention de compte
- **Étude de cas** : identification des spécificités des comptes réglementés à travers quelques exemples

##### Des instruments de paiement nationaux aux instruments de paiement transfrontières

- Les règles et principes unifiés des instruments de paiement (IP)
- La singularité du chèque
- La réforme de la monnaie électronique
- Le nouveau cadre des virements et prélèvements SEPA

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat de mise à disposition d'un instrument de paiement



Code 92235

#### Paris

10-11 déc. 2015, 11-12 janvier et 4-5 février 2016 + 1<sup>er</sup> avril\* 2016

10-11 mars, 7-8 avril et 10-11 mai + 1<sup>er</sup> juillet\* 2016

19-20 sept., 17-18 oct. et 14-15 nov. 2016 + 6 janvier\* 2017

13-14 décembre 2016, 12-13 janvier et 1<sup>er</sup>-2 février + 16 mars\* 2017

Tarif HT : 3 370 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

#### Maîtriser les aspects juridiques des dossiers de crédit

- Identifier les différents types de crédit
- Constituer un dossier de crédit
- Utiliser les fichiers de crédit et lutter contre le surendettement

**Étude de cas** : montage des dossiers de crédits et dialogue avec le client et les autres acteurs

### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Prévenir les risques de mise en cause de la responsabilité du banquier

##### Cerner les enjeux pour la banque, ses dirigeants et salariés

- Les risques : contentieux, réputation etc.
- Les cas de responsabilités civiles, pénales et professionnelles de l'établissement du secteur financier
- Les risques financiers liés aux responsabilités
- Les dommages-intérêts contractuels, déchéance d'intérêts, amendes administratives

**Étude de cas** : analyse commentée d'affaires ayant impliqué de grandes entreprises

##### Identifier les principaux risques de mise en jeu de la responsabilité civile du banquier

- Les fraudes aux moyens de paiement
- Les défauts d'obligation d'information ou de mise en garde
- Les crédits ruineux, le soutien abusif d'une entreprise en difficulté et la rupture abusive de crédit
- La distribution des produits financiers
- **Étude de cas** : étude du contentieux de la distribution par la banque des produits d'assurance

##### La responsabilité pénale : un risque majeur pour la banque

- La cartographie des principaux risques
- L'infraction pénale et les relations contractuelles
- L'infraction pénal et le statut des dirigeants sociaux

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Pratique du droit bancaire

Prévenir les risques liés à la relation avec la clientèle



**La relation du banquier avec sa clientèle tend à se compliquer en raison d'une évolution législative et jurisprudentielle particulièrement dense. Connaître parfaitement les obligations et les devoirs du banquier, au quotidien, que ce soit en matière de comptes bancaires, d'opérations de crédit, d'épargne ou de moyens de paiement est essentielle pour les métiers de l'agence bancaire.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les opérations bancaires.
- Découvrir et appliquer le droit bancaire au quotidien.
- Déceler les risques bancaires et les éviter.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur le fonctionnement des opérations bancaires.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes juniors des banques et collaborateurs de directions de recouvrement
- Juristes non spécialisés désireux de connaître les bases du droit bancaire
- Conseillers de clientèle des réseaux bancaires et responsables d'agence bancaire

## ANIMATEUR

Véronique BELTRAN PRATS  
Juriste en droit bancaire  
Ancienne responsable de service juridique au sein d'établissements financiers

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner le cadre de la relation banque/client

##### Maîtriser l'environnement juridique

- La réglementation applicable
- Les acteurs : banques, clients et autorités de tutelle
- Le nouveau régime des IOBSP

##### Analyser le fonctionnement des comptes bancaires

- La notion de compte bancaire : définition, typologie...
- Ouverture, gestion et clôture du compte : droits et obligations des parties banquier/client

**Étude de cas** : au vu d'exemples tirés de la jurisprudence ou de l'expérience des participants, analyse des situations à risque et identification des moyens pour éviter les dysfonctionnements

##### Optimiser la qualité des dossiers de crédits

- Connaître les règles fondamentales des différents types de crédits
- Réforme du crédit à la consommation : ce qu'il faut savoir et ce qui a changé
- Exercice d'application** : pour chaque type de crédit, établissement d'une liste des obligations précontractuelles du banquier

- Crédit immobilier : déliaison de l'assurance emprunteur

##### Identifier les caractéristiques des moyens de paiement

##### Garantir la relation banque/client

##### Distinguer les différentes garanties

- Les garanties à la disposition du banquier : sûretés personnelles ou réelles
- Les obligations et règles de forme inhérentes à chaque garantie
- Étude de cas** : choix d'une garantie en fonction du type de crédit

##### Maîtriser le cadre de la responsabilité du banquier

- Les cas de responsabilité civile ou pénale du banquier : soutien abusif, crédit excessif, violation du secret bancaire...
- Les obligations d'information et de conseil
- Le devoir de mise en garde en matière de crédit : notion de client profane ou averti et les dernières jurisprudences

**Étude de cas** : analyse de jurisprudences récentes

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer les règles essentielles qui régissent les opérations de banque.

2 jours

14 heures

Code 92032

Paris		
14-15	mars	2016
29-30	septembre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Lutte contre le blanchiment

Auditer et renforcer son dispositif



**Face au durcissement croissant des réglementations nationales et européennes pour lutter contre la délinquance financière, les banques doivent optimiser sans cesse leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment et en prouver l'efficacité au régulateur. Il est ainsi essentiel d'évaluer ces dispositifs et de les faire évoluer.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les nouvelles obligations de vigilance et de contrôle.
- Identifier l'ensemble des zones et des facteurs de risque.
- Éviter toute mise en jeu de la responsabilité bancaire.

## PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire du secteur bancaire ou avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Compliance officers et responsables juridiques
- Chargés de la lutte anti-blanchiment
- Toute personne en charge de l'élaboration et de l'exécution des procédures de lutte contre le blanchiment

## ANIMATEUR

Alain BOLLE  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Maîtriser le cadre légal de la lutte anti-blanchiment

##### Recenser les textes et identifier leurs limites

- État des lieux du droit applicable
- Le développement des meilleures pratiques
- Cerner les difficultés d'interprétation et d'application dans les banques

##### Éviter toute sanction

- Les responsabilités en cas de manquement à ses obligations de prévention
- La déclaration de soupçon et responsabilités civile, disciplinaire et pénale

##### Concilier secret professionnel et obligations légales

**Étude de cas** : passage en revue des points faibles les plus courants sur la base des sanctions réglementaires déjà publiées

#### Recenser les pratiques de blanchiment et de financement du terrorisme les plus fréquentes

##### Identifier les acteurs et les relais

**Connaître les différentes typologies de blanchiment pratiquées**

**Étude de cas** : analyse commentée d'un schéma traditionnel de blanchiment et de montages financiers suspects

#### Bâtir et pérenniser un dispositif de lutte contre le blanchiment

##### Mobiliser l'ensemble des acteurs

- Positionner le correspondant TRACFIN
- Améliorer la coopération entre auditeurs internes, contrôleurs, compliance officers, gestionnaires des risques...

- Délimiter leur périmètre d'intervention

##### Choisir une organisation efficace pour déceler les risques

- Identifier les risques de blanchiment
- Définir des procédures internes
- Construire un dispositif de détection et de surveillance

##### Identifier les clients et les types d'opérations à surveiller

- Repérer les opérations nécessitant un niveau de vigilance élevé
- Exercice d'application** : les contrôles à effectuer lors d'une ouverture de compte

##### Établir une déclaration de soupçons

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des outils de diligence efficaces pour lutter contre le blanchiment.

1 jour

7 heures

Code 92008

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
28	septembre	2016
19	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Responsabilité civile, disciplinaire et pénale du banquier

Prévenir les risques liés aux activités bancaires



Dans le cadre de leurs activités, les banques sont amenées à réaliser de nombreuses opérations courantes : octroi de crédit, prise de garanties, placement de fonds... qui peuvent être une source de risques en matière civile, pénale et disciplinaire. Mettre en place une cartographie des risques opérationnels bancaires est ainsi essentiel à la maîtrise de ces risques.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les contraintes réglementaires et analyser les risques.
- Prendre des mesures de prévention.
- Mettre en place une organisation permettant de gérer le risque civil et pénal.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques
- Responsables des engagements et contentieux
- Toute personne confrontée au risque de mise en jeu de la responsabilité bancaire et souhaitant améliorer la politique de prévention

## ANIMATEUR

Hugues BOUCHETEMBLE  
Avocat à la Cour  
KRAMER LEVIN NAFTALIS & FRANKEL LLP

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Recenser les obligations civiles du banquier et anticiper la mise en cause de sa responsabilité

##### Identifier les facteurs de risques lors de l'octroi et la rupture du crédit

- Mesurer la portée du devoir d'information, de mise en garde et de conseil
- Décrypter la problématique du financement des emprunts à but défiscalisant
- Déterminer la responsabilité du banquier lors de la prise de sûretés

**Étude de cas** : analyse de la notion " d'emprunteur averti "

- Analyser la responsabilité du banquier en matière de financements immobiliers défiscalisants

##### Analyser les obligations du banquier teneur de comptes

- Cerner les obligations du banquier teneur de compte

**Étude de cas** : analyse de la problématique des comptes ouverts aux personnes fragiles

##### Identifier les risques en matière de fourniture de services d'investissement

- Cerner les devoirs de la banque en matière de services d'investissement
- Identifier les obligations imposées par le RGAMF à l'égard du client

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence relative au devoir de mise en garde ou de conseil

##### Identifier et prévenir les risques liés aux emprunts dits " toxiques "

##### Prévenir et gérer les risques liés aux procédures disciplinaires

- Comprendre le déroulement d'un contrôle et d'une procédure disciplinaire
- Distinguer les comportements à adopter et ceux à proscrire

**Étude de cas** : analyse des dernières décisions de sanctions prononcées par l'ACPR/AMF

##### Identifier les risques pénaux de la banque

- Identifier les facteurs de risque pénal dans les opérations de financement ou d'investissement
- Responsabilité du fait des préposés : conditions de mise en jeu et d'exonération
- Responsabilité pénale des personnes morales et des dirigeants : identifier les cas dans lesquels elle est engagée

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les risques liés aux différentes activités bancaires.

2 jours / 14 heures

Code 92006

#### Paris

4-5	février	2016
10-11	mai	2016
14-15	novembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	février	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Commercialisation des produits financiers

Les obligations liées à l'information des investisseurs



La crise financière a profondément affecté la relation de confiance des investisseurs à l'égard des produits financiers. C'est forte de ce constat que l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a mis en place de nombreuses mesures afin de renforcer la protection de l'épargne, mieux surveiller les risques, et restaurer l'attractivité de la Place financière.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre réglementaire applicable à la distribution des produits financiers.
- Identifier la nature des responsabilités des différents acteurs.
- Mettre en œuvre les procédures utiles à la gestion des risques liés à la commercialisation.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases du droit financier " (code 92085 p. 361).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la conformité et du contrôle interne et déontologues
- Juristes financiers
- Toute personne participant au développement commercial et aux opérations de marketing

## ANIMATEUR

Véronique BELTRAN PRATS  
Juriste en droit bancaire  
Ancienne responsable de service juridique au sein d'établissements financiers

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser le cadre réglementaire des produits financiers

- Identifier le rôle des tutelles
- Relever la tendance actuelle des textes réglementaires français et européens
- Cerner le périmètre des produits concernés

#### Maîtriser la réglementation liée à la commercialisation des produits financiers

##### Cerner le cadre réglementaire

- Les principes généraux liés à la diffusion d'une information claire, précise et non trompeuse
- Définir le conseil en investissement financier et le démarchage

##### Assimiler la réglementation applicable aux acteurs

- Examiner les modalités d'agrément des acteurs liés à la distribution

##### Analyser les modalités de contrôle, de surveillance et de sanction

- La mission de protection de l'investisseur par les régulateurs
  - L'organisation du pôle commun ACPR / AMF
- Étude de cas** : étude de sanctions portant sur l'information des investisseurs et la pratique du conseil en investissement

#### Mettre en œuvre un dispositif de commercialisation des produits financiers

- Identifier et choisir ses partenaires
- Contractualiser la relation
- Gérer les risques et sécuriser la relation avec les distributeurs

**Étude de cas** : analyse commentée d'un contrat-type

#### Diffuser de la documentation commerciale

- Construire la documentation commerciale
- Proposer la documentation commerciale
- Mettre en œuvre un dispositif de contrôle de la documentation

**Étude de cas** : étude de publicité des produits financiers, analyse et élaboration d'un DICI

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer en toute sécurité les obligations liées à la commercialisation des produits financiers.

2 jours / 14 heures

Code 92261

#### Paris

25-26	mai	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser le droit des produits dérivés

Sécuriser les contrats FBF et ISDA



**Les conventions-cadres de la Fédération Bancaire Française (FBF) et de l'Association Internationale des Swaps et Dérivés (ISDA) sont des documents de référence qui servent de support à la réalisation des transactions sur les instruments financiers à terme, en particulier sur les produits dérivés. En maîtriser le régime juridique est un préalable indispensable pour sécuriser ces opérations.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le dispositif légal et contractuel des produits dérivés.
- Maîtriser les différences entre les normes ISDA et FBF : convention, annexes, confirmation, définition, additif technique.
- Acquérir les réflexes indispensables pour une négociation optimale des contrats et une gestion sécurisée du collatéral.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit des marchés financiers ou avoir suivi " Maîtriser les bases du droit financier " (code 92085 p. 361)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes de marché
- Collaborateurs d'un service back ou middle-office
- Responsables des marchés de capitaux

## ANIMATEUR

Guillaume JEAUFFROY  
Legal Advisor  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CIB

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner le cadre juridique des produits dérivés

##### Dispositif légal

- La liste des instruments financiers à terme
- Règlement EMIR : présentation et impacts

##### Dispositif contractuel

- Présentation des conventions-cadres ISDA et FBF
- Architecture des conventions
- Approche comparative des normes ISDA et FBF

#### Précautions à prendre avant d'entamer la négociation

- Problématique de droit applicable
- Capacité
- Sélection du contrat-cadre le plus adapté à partir de sa situation

#### Maîtriser la documentation FBF

- Présentation et analyse de la documentation FBF
- Étude détaillée de la convention-cadre FBF de 2013

**Mise en situation :** cas de défaut de sa contrepartie

#### Maîtriser la documentation ISDA

##### Présentation et analyse de la documentation ISDA

- Le contrat-cadre
- L'annexe : régime de résiliation, déclarations fiscales...

- La confirmation et les définitions ISDA
- **Délai normal de négociation**  
**Clauses sensibles : comment réduire les risques**

#### Étude détaillée du multi-currency cross-border 1992 ISDA master agreement

**Mise en situation :** cas de changement affectant la contrepartie

**Exercice d'application :** une négociation pour réduire les risques et sécuriser les clauses essentielles du contrat

- Sociétés affiliées, déclaration supplémentaire, cession de créances...
- Cas de résiliation supplémentaire, cas de défaut croisé, netting, résiliation anticipée automatique ou optionnelle
- Capacité, " Legal opinion "

#### Analyser les annexes " collatéral " Définition et intérêt du mécanisme de " collatéral "

- Présentation de l'Annexe Remise en Garantie " FBF "
- Analyse du mécanisme de collatéral

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de sécuriser les clauses de vos contrats FBF et ISDA.



Code 92064

### Paris

17-18	mars	2016
22-23	septembre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Utiliser au mieux les garanties financières

Cautionnement, garantie à première demande et lettre d'intention

**L'utilisation de garanties permet à une entreprise engagée dans une opération commerciale de sécuriser le montant de ses engagements. L'anticipation des risques et le bon maniement des garanties augmentent significativement les chances de recouvrer ses créances auprès des partenaires commerciaux. Il importe ainsi de connaître les avantages et les inconvénients des différentes garanties pour pouvoir choisir celle qui semble la plus adaptée à ses besoins.**

## OBJECTIFS

- Choisir la garantie la plus appropriée.
- Maîtriser la pratique rédactionnelle.
- Prévenir et gérer les difficultés de mise en jeu des garanties.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes, responsables juridiques
- Responsables financiers
- Responsables des engagements

## ANIMATEUR

Olivier VIBERT  
Avocat à la Cour  
IFL-AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Utiliser au mieux le cautionnement

#### Garantir la validité de l'acte de caution

- Connaître les mentions obligatoires
- La preuve de l'acte de caution
- Les précautions de rédaction à prendre en conséquence

**Étude de cas :** repérage des clauses pièges d'actes de caution

#### Procéder à des vérifications particulières

- Qualité de la caution et des créanciers
- Les informations à fournir par le créancier de la caution

#### Identifier les précautions à prendre en tant que bénéficiaire de l'engagement de caution

- Marge de manœuvre du bénéficiaire
  - Les garanties à exiger à la caution
- Mettre en jeu la caution**
- Le moment pour appeler en garantie
  - Identifier les incidents susceptibles d'empêcher la mise en jeu et les éviter
- Étude de cas :** identification des bons réflexes à acquérir dans la mise en jeu de la caution dans différentes situations

#### Rédiger sa garantie à première demande Identifier les précautions à prendre lors de la rédaction

- Les informations à communiquer au garant
  - Déterminer la durée de son engagement
- Exercice d'application :** rédaction d'une garantie à première demande

#### Mettre en œuvre sa garantie

- L'obligation de payer
  - Les exceptions pouvant libérer le garant du paiement
  - Les voies de recours à disposition
- Étude de cas :** examen des décisions récentes en matière de garanties à première demande

#### Recourir à la lettre d'intention

- Rédiger une lettre d'intention
- Étude de cas :** identification des points perfectibles de différentes lettres
- Les précautions devant entourer la délivrance de la lettre d'intention
  - Mettre en jeu une lettre d'intention
- Étude de cas :** choix de la garantie la plus appropriée pour les situations préalablement définies et repérage des pièges

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de repérer les risques liés aux différentes garanties.



Code 92011

### Paris

20-21	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit, escompte

Les techniques de mobilisation du poste client

Perfectionnement

**Face à des financements bancaires classiques plus difficiles à obtenir, les techniques de mobilisation du poste client constituent une source de financement alternative pour les entreprises. Bordereau Dailly, affacturage, assurance-crédit ou escompte, chaque opération a ses spécificités qu'il convient de maîtriser pour les utiliser au mieux.**

## ● OBJECTIFS

- Optimiser la gestion et la mobilisation du poste client.
- Maîtriser les aspects juridiques de chaque mode de cession de créances professionnelles.
- Maîtriser les règles de notification, d'acceptation et d'opposition.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables contentieux
- Responsables des engagements
- Toute personne souhaitant maîtriser le choix et l'utilisation des différents instruments d'optimisation du poste client

## ✦ ANIMATEUR

Norbert TRICAUD  
Avocat Associé  
N. TRICAUD AVOCATS

## PROGRAMME

### Maîtriser les applications pratiques du bordereau Dailly

Identifier les personnes et les créances concernées

Connaître le formalisme

- Les mentions légales obligatoires
- Les simplifications

Mesurer les effets de la cession

- L'opposabilité au débiteur cédé
- Les droits du cédant
- La cession à titre de garantie
- La comptabilisation des créances cédées

### Optimiser l'efficacité du bordereau Dailly

Identifier les précautions indispensables de gestion de la garantie

- Rédiger avec attention la convention cadre
- Apprécier les risques côté cédant / côté cédé
- La domiciliation et la comptabilisation des encaissements
- Comprendre la règle de couverture
- Mettre en place des procédures de contrôle

**Étude de cas** : repérage des mentions manquantes de conventions

Prévenir les difficultés éventuelles

- Mesurer les incidences de la mise en redressement judiciaire du débiteur
- La réserve de propriété

### Choisir l'affacturage : relation juridique entreprise / factor

Valider le contenu du contrat d'affacturage

**Étude de cas** : repérage des clauses sensibles de différents contrats

Apprécier les risques assumés par le factor

- Mesurer l'étendue des garanties des créances approuvées
- Négocier certaines clauses contractuelles

Les conséquences de l'intervention du factor dans la relation d'une entreprise avec sa banque

Le règlement des litiges clients

Connaître les droits du factor

Opter pour l'assurance-crédit

- Repérer les clauses importantes du contrat
- Maximiser les garanties
- Connaître les règles d'exécution du contrat

Recourir à l'escompte : les différents supports et risques

**Exercice d'application** : élaboration d'un tableau identifiant les avantages/inconvénients des différentes cessions de créances

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de distinguer les avantages des différentes techniques de cession de créances.

1 jour  
7 heures

Code 92038

## Paris

22	juin	2016
29	novembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Gestion du risque financier à l'international

Sécuriser ses opérations commerciales internationales

Initiation

**Qu'il soit politique, financier ou commercial, le risque est inhérent toute transaction commerciale à l'international. Les entreprises exportatrices peuvent limiter ce risque en utilisant des techniques financières et bancaires qu'il convient de maîtriser et de mettre en œuvre, afin de sécuriser au mieux leurs contrats avec les partenaires étrangers.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier et évaluer les risques financiers d'un contrat.
- Déterminer pour chaque cas la technique de couverture adaptée.
- Maîtriser les techniques bancaires de paiement.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de l'environnement du commerce international.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables export et commerciaux export
- Gestionnaires administration des ventes export
- Responsables financiers et gestionnaires de contrats

## ✦ ANIMATEUR

Ange CUBEDDU  
Directeur  
ADEL CONSULTING

## PROGRAMME

### Distinguer les différents types de risques à l'international

Analyser le risque financier et ses diverses composantes

- Identifier les différents risques
  - Analyser la chronologie des risques dans les ventes internationales
  - Décrypter le risque politique
  - Apprécier le risque
  - Connaître les instruments de couverture des différents risques
- Exercice d'application** : choix d'une technique de couverture du risque de non-paiement et du risque de change

### Les garanties internationales

- Identifier les différents types de garanties
  - Connaître les risques induits dans le cadre des garanties
- Étude de cas** : analyse de garanties internationales

### Sécuriser le contrat commercial à l'international

- Identifier les clauses indispensables à insérer dans un contrat de vente à l'international
- **Étude de cas** : analyse commentée des clauses d'un contrat de vente à l'international
- Intégrer les Incoterms comme un élément clé du contrat commercial

### Utiliser les moyens et techniques de paiement adaptés

Identifier les limites des moyens de paiement classiques

- Le virement SWIFT, les lettres de change, les billets à ordre et le chèque

La remise documentaire

- Les précautions et garanties complémentaires à mettre en place

Le crédit documentaire

- Les différentes formes de réalisation

**Étude de cas** : analyse de crédits documentaires

Les garanties bancaires de paiement

**Étude de cas** : analyse d'une garantie bancaire de paiement

La Standby Letter Of Credit (SBLC)

**Étude de cas** : analyse d'une SBLC

Les techniques bancaires et financières spécialisées

Les polices d'assurance-crédit

**Exercice d'application** : identification des critères de choix entre assurance-crédit et techniques de garantie bancaires

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes techniques de paiement utilisées dans le commerce international.

2 jours  
14 heures

Code 92237

## Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus



# Garanties financières dans un contexte international

Choisir la solution la plus adaptée



Les entreprises amenées à vendre ou à acheter des marchandises à l'étranger doivent impérativement sécuriser leurs opérations afin de se prémunir contre tout risque de non-paiement ou d'un défaut de livraison en prenant une garantie.

## OBJECTIFS

- Identifier et mettre en place les principales garanties.
- Déterminer le rôle des différents intervenants.
- Maîtriser et limiter les risques de contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Responsables des engagements
- Responsables département international

## ANIMATEUR

Frédéric LEPLAT  
Avocat à la Cour  
DBB LAW

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Identifier l'ensemble des garanties possibles et à venir

- Recourir à l'acte de cautionnement
- Utiliser la garantie à première demande et la contre-garantie
- Se couvrir par des garanties contractuelles

#### Intégrer la réforme du droit des sûretés

- Les objectifs de la réforme
- Les impacts de la réforme sur les garanties

#### Identifier le droit applicable selon le type de garantie choisie

##### Droit du contrat ou de la garantie

- Étudier la solution proposée par la Convention de Rome et par les instances de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- **Étude de cas** : analyse des différentes brochures de la CCI
- Mesurer les avantages et inconvénients d'une clause d'élection de droit convenue a priori

#### Analyser le lien entre le droit applicable et le régime juridique

- Le fonctionnement de la garantie soumis au droit choisi
- **Exercice d'application** : rédaction de différentes garanties
- Les conséquences en droit français : analyse des différents rapports juridiques

### Mettre en jeu la garantie

- L'appel en garantie fonction du droit applicable
- L'appel en garantie fonction de la nature de la garantie : analyse de chaque garantie
- Éviter les litiges potentiels
- **Étude de cas** : étude de la jurisprudence sur l'appel en garantie et repérage des sources éventuelles de litiges
- Mesurer l'utilité d'une clause d'arbitrage
- Connaître la compétence des tribunaux : analyse des règles internationales de compétence
- Surmonter les problèmes liés à la détermination du droit applicable
- **Partage d'expériences** : échanges entre participants afin de tirer les enseignements des mesures prises pour certaines garanties face à des risques potentiels. Réflexion sur les mesures complémentaires à prendre après la formation

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de choisir le type de garantie adapté à votre contrat commercial.

1 jour  
7 heures

Code 92030

Paris		
7	juin	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Maîtriser les bases du droit financier

Les marchés financiers et leurs prestataires



Règlement général de l'AMF, Code monétaire et financier... les règles qui régissent les opérations sur les marchés financiers sont complexes et éparpillées. La sécurité des opérations et la transparence sur ces marchés ne peuvent cependant être garanties que si les différents acteurs ont une bonne connaissance des textes afin de sécuriser juridiquement les conseils qui sont fournis à la clientèle.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les fondamentaux en droit financier.
- Identifier au mieux les caractéristiques des instruments financiers, le fonctionnement des marchés financiers et le rôle des intervenants.
- Découvrir les services d'investissement.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes non spécialisés en droit financier
- Financiers
- Toute personne devant directement ou indirectement faire face au droit financier dans l'exercice de ses fonctions

## ANIMATEUR

Guillaume JEAUFFROY  
Legal Advisor  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CIB

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser le fonctionnement du marché financier

##### Définir les instruments financiers

- Euronext : le marché unique de titres au sein de la bourse paneuropéenne

##### Connaître les utilités du marché financier

- La couverture et l'arbitrage
- Les moyens de financement pour les sociétés commerciales
- Les offres publiques
- **Exercice d'application** : construction d'un tableau synthétique des titres financiers

#### Découvrir les différents marchés financiers : vers une dérégulation encadrée

##### Les marchés réglementés

- Les principes et les spécificités de la bourse paneuropéenne
- La présomption de " best execution "
- Le Service de Règlement Différé (SRD)

##### Les marchés de gré à gré : le statut d'internalisateur

- Les personnes pouvant y recourir. Les clients concernés
- Obligations de transparence pré et post-transaction
- Les marchés organisés

#### Découvrir le principe d'intermédiation Les Prestataires de Services d'Investissement (PSI)

- Les services d'investissement : les cas où l'agrément est nécessaire
- Réception et transmission d'ordres, compensation...
- Conseiller en investissements financiers
- **Exercice d'application** : élaboration d'un dossier de demande du passeport européen

#### La surveillance de l'activité : les techniques de prévention des risques Les relations contractuelles

- Choisir un type de mandat
- Le compte titres et le régime du transfert de propriété des titres

#### Analyser le cas particulier des services d'investissement par internet

- Les obligations et responsabilités
- Le devoir d'information et de conseil : fondements et limites
- **Étude de cas** : mise en œuvre de la responsabilité des PSI

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les acteurs et les règles applicables aux marchés financiers.

2 jours  
14 heures

Code 92085

Paris		
23-24	mars	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

# Maîtriser les bases du droit boursier

La réglementation AMF pour les corporates



**Offre au public de titres financiers, offre publique, rachat d'actions... : les entreprises interviennent régulièrement sur les marchés financiers. Pour éviter tout risque de sanction, il convient de respecter les obligations liées au règlement de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).**

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations liées au règlement de l'AMF.
- Présenter des dossiers conformes.
- Prévenir tous risques et sanctions.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit des affaires ou avoir suivi " Droit des sociétés pour juristes " (code 20110 p. 135).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes non spécialisés en droit boursier
- Financiers
- Toute personne devant directement ou indirectement faire face à une opération boursière dans l'exercice de ses fonctions

## ANIMATEURS

Bernard Olivier BECKER  
& Oun-Tat TIEU  
Associés  
SOLFERINO ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner le rôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)

- Définir son fonctionnement
- Analyser sa réglementation

#### Identifier les obligations d'information

- Lister les obligations d'information pesant sur les émetteurs
- Lister les obligations pesant sur les tiers
- **Étude de cas** : analyse de cas concrets relatifs au respect des obligations déclaratives

#### Maîtriser l'offre au public et le placement privé

- La disparition du statut d'émetteur faisant appel public à l'épargne
- La notion d'offre au public de titres financiers
- Les dérogations à l'offre au public de titres financiers
- **Étude de cas** : analyse des faits générateurs, des dérogations et dispenses à l'obligation d'établir un prospectus

#### Maîtriser les mécanismes de l'offre publique d'acquisition

- Les principes généraux
- La préparation de l'offre publique
- Le contenu et les principales caractéristiques de l'offre publique
- La typologie des offres publiques

- Les offres publiques obligatoires
- Les offres publiques de retrait et retrait obligatoire
- L'expertise indépendante
- **Exercice d'application** : mise en œuvre des principes et des règles applicables aux offres publiques à partir d'un cas concret

#### Racheter des actions : mode d'emploi

- L'offre publique de rachat d'actions
- Le programme de rachat d'actions

#### Analyser les abus de marché

#### Maîtriser la réglementation liée aux abus de marché

- Les opérations d'initié
- La manipulation de cours
- La diffusion d'une fausse information
- **Détailler le mécanisme de la procédure de sanction**

- Les moyens d'action de l'AMF

- Les manquements et les sanctions applicables

- **Étude de cas** : analyse des bons réflexes à acquérir pour prévenir les délits d'initiés

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principales obligations des émetteurs.

2 jours

14 heures

Code 92151

Paris

17-18	mars	2016
17-18	octobre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Impacts de la transformation digitale sur la conformité

Mesurer les incidences de la digitalisation pour protéger la banque



**La banque de détail et la banque privée sont à l'aube d'une transformation majeure avec la digitalisation des activités bancaires. Les chargés de clientèle vont être des acteurs clés du processus d'optimisation de l'expérience client au travers de nouveaux processus et de nouveaux modèles économiques. La conformité va devoir s'adapter à ces nouvelles modalités et respecter les exigences de fluidité, de simplicité et de transparence dans la conduite de la relation client.**

## OBJECTIFS

- Définir le rôle du chargé de clientèle dans la conformité de la banque.
- Maîtriser les obligations applicables à chaque étape de la relation client.
- Intégrer ces obligations dans le quotidien de son métier.

## PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un établissement bancaire.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle dans une banque de détail ou privée
- Compliance officers
- Auditeurs internes

## ANIMATEUR

André JACQUEMET  
Associé  
BPA

## PROGRAMME

Initiation

#### Maîtriser l'environnement de la conformité

- Cerner la notion de conformité
- Connaître les modalités de la surveillance de l'ACPR
- Décrypter les enseignements opérationnels de la jurisprudence
- **Exercice d'application** : identification des missions de la fonction conformité

#### Encadrer ses actions marketing et de prospection

#### Identifier les obligations à respecter pour le marketing des produits et des services

- Connaître les règles applicables à la publicité par les canaux digitaux
- Protéger l'image de la banque : un actif sensible
- Démarcher dans un contexte digital
- Mesurer les implications de l'approche omnicanale sous l'angle de la conformité
- **Mesurer les implications de la dématérialisation**

- Sécuriser le traitement des données personnelles

#### Intégrer les règles en matière de commercialisation et de protection des intérêts de la clientèle

- Développer la connaissance de la clientèle
- Détecter les situations à risque
- **Étude de cas** : analyse d'un exemple de documentation commerciale

#### Sécuriser les paiements

- Identifier les risques liés à la digitalisation de la banque : les fraudes aux cartes bancaires et aux virements
- Expérimenter les nouvelles opportunités : le paiement sans contact, le m-paiement, le Bitcoin
- **Exercice d'application** : identification des points de vigilance des moyens de paiement

#### Gérer les réclamations

- Mettre en place un processus de gestion des réclamations
- Prévenir les actions de groupe
- Anticiper le contentieux
- **Étude de cas** : analyse d'un circuit de traitement des réclamations

#### L'alerte professionnelle

- Connaître les obligations de la banque
- Identifier les risques pour le chargé de clientèle

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'adapter le déroulé d'un cycle de vente dans une agence bancaire digitale aux exigences de la conformité.

2 jours

14 heures

Code 92322

Paris

26-27	mai	2016
20-21	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 580 € - repas inclus

# Prévenir et détecter la fraude documentaire

Établir une liste de contrôle



La fraude documentaire permet d'ouvrir un compte bancaire, d'obtenir des prêts, de commettre diverses infractions : escroquerie, blanchiment de capitaux, financement du terrorisme... Les risques financiers, pénaux et administratifs encourus par les professionnels de la banque nécessitent d'apporter une attention toute particulière aux documents produits dans le cadre d'une relation d'affaires. Il faut en effet être en mesure de détecter les faux documents pour prévenir ces risques.

## OBJECTIFS

- Cerner le phénomène de la fraude documentaire.
- Identifier les faux documents.
- Éviter la mise en jeu de sa responsabilité.

## PRÉREQUIS

Évoluer au sein d'un établissement bancaire.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'agence bancaire
- Chargés de clientèle de réseaux bancaires
- Responsables juridiques et juristes de banque
- Toute personne confrontée au risque de fraude et souhaitant améliorer sa politique de prévention

## ANIMATEUR

Alain BOLLE  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Initiation

### Cerner le phénomène de la fraude documentaire

#### Connaître les obligations légales

- L'obligation d'identifier le cocontractant
- L'implication pénale

#### Identifier les différents types de fraude

- Les infractions : la contrefaçon, la falsification, l'usage frauduleux et l'obtention frauduleuse d'un document

#### Les acteurs de la lutte contre la fraude documentaire

**Étude de cas** : analyse commentée de cas de fraude documentaire

### Identifier de faux documents

#### Distinguer les catégories de faux documents

- Les faux justificatifs d'identité
- Les faux justificatifs de domicile
- Les faux justificatifs de travail
- Les faux justificatifs des opérations financières

#### Procéder à l'identification par un examen visuel

- Recenser les outils de détection disponibles
- Rechercher les anomalies pour chaque document

**Étude de cas** : examen des documents nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire

### Définir la procédure à suivre après la détection d'une fraude documentaire

- Établir une liste des niveaux de contrôle pour chaque document
  - Saisir la hiérarchie
  - Saisir l'autorité judiciaire
  - Rédiger un modèle de saisine
- Exercice d'application** : identification de la juridiction compétente et analyse de la procédure à suivre pour traiter un cas de fraude

## COMPÉTENCES MÉTIER

A l'issue de cette formation, vous serez capable de détecter la fraude documentaire et de mettre en œuvre des mesures de prévention et de protection.

1 jour  
7 heures

Code 92323

Paris		
8	juin	2016
14	octobre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Protection des données personnelles dans la banque

Maîtriser le cadre légal applicable au secteur bancaire



Les banques sont particulièrement concernées par les obligations applicables en matière de protection des données. C'est pourquoi la Cnil porte une grande attention aux traitements de données mis en œuvre dans le secteur bancaire, aussi bien en matière de réglementation, via la rédaction de normes simplifiées ou d'autorisations uniques, qu'en matière de contrôles et de sanctions. Il est ainsi indispensable que chaque acteur puisse assurer une meilleure conformité de ses pratiques avec les exigences de la loi "Informatique et libertés".

## OBJECTIFS

- Connaître le cadre légal applicable en matière de protection des données personnelles dans le secteur bancaire.
- Maîtriser les obligations incombant aux établissements bancaires en matière d'exploitation des données personnelles.
- Concilier les dispositions légales applicables et les obligations des établissements bancaires.

## PRÉREQUIS

Être familiarisé avec les concepts en matière de protection des données à caractère personnel.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Membres des services en charge de la conformité
- Opérationnels du secteur bancaire en charge du traitement des données
- Correspondants Informatique et libertés

## ANIMATEUR

Céline AVIGNON, Avocat à la Cour  
ALAIN BENSOUSSAN - AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Appliquer les principes de la loi "Informatique et libertés" dans le secteur bancaire

- Maîtriser les concepts de base : données à caractère personnel, leur traitement, le responsable du traitement, le sous-traitant
  - Maîtriser les principes de la protection des données personnelles
  - Déterminer les durées de conservation des données
  - Encadrer les flux transfrontières de données
- Exercice d'application** : rédaction d'une mention d'information " Informatique et libertés "

### Mettre en place des mesures de sécurité et de confidentialité

- Identifier les obligations du responsable du traitement
  - Intégrer les 10 conseils principaux en matière de sécurité
  - Gérer les habilitations
  - Encadrer les opérations de sous-traitance
  - Sécuriser les sites internet bancaires
- Étude de cas** : analyse des principales clauses d'un code de la sécurité " Informatique et libertés "

### Anticiper les contrôles de la Cnil et les procédures de sanction

- Identifier les risques " Informatique et libertés " encourus
- Anticiper le déroulement d'un contrôle
- Gérer les suites d'un contrôle

### Maîtriser les traitements clés du secteur bancaire

- Encadrer les traitements de gestion commerciale
  - Déployer les enregistrements téléphoniques conformément aux dispositions applicables
  - Maîtriser les obligations applicables en matière de lutte contre le blanchiment
  - Encadrer les traitements de credit scoring
  - Lutter contre la fraude
  - Déployer un traitement de gestion du contentieux
  - Encadrer les alertes professionnelles
- Exercice d'application** : élaboration d'une réponse à une demande de droit d'accès suite à un refus de crédit

### Faire le point sur les problématiques récurrentes

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et d'intégrer les principales obligations "Informatique et libertés" dans le secteur bancaire.

2 jours  
14 heures

Code 92324

Paris		
23-24	mai	2016
22-23	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Digital et relation client dans la banque

Optimiser le parcours client



Avec la généralisation des outils digitaux (smartphones, tablettes) et des réseaux sociaux, les banques disposent désormais d'une mine d'informations leur permettant de savoir où, quand et comment consomment leurs clients. Cette connaissance de l'historique du client oblige ainsi chaque acteur du secteur à repenser son organisation afin de proposer des services personnalisés et adaptés aux attentes de chaque utilisateur.

## OBJECTIFS

- Comprendre les spécificités du digital dans la relation client.
- Intégrer le digital dans une stratégie de relation client en banque.
- Mettre en œuvre une relation client pertinente sur chaque canal digital.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience de la relation client.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs de service clients.
- Responsables marketing et/ou communication
- Chefs de projet digital, responsables marketing digital

## ANIMATEURS

Frédéric CAMPART  
Directeur Associé

Martine BONNIER  
Directrice Associée  
STATION NEXT

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir sa stratégie de relation client digitale en banque

#### Maîtriser les enjeux du digital dans l'expérience client

- Identifier les fractures du digital : la maturité des clients
- Analyser la fragmentation des usages : la diversité des terminaux

**Exercices d'application** : mesure de l'expérience client et optimisation des parcours client

#### Intégrer le digital dans la stratégie de relation client

- Auditer les canaux actuels de relation client : SWOT
- Diagnostiquer les commentaires des clients sur internet
- Définir les objectifs de la relation client sur le digital
- Définir les cibles de la relation client sur le digital

**Exercice d'application** : définition de la place du digital dans la stratégie de relation client

#### Collecter et exploiter les données client

- Les outils de collecte des données : identité, comportement, attitude
- Le small data, le big data, le smart data
- Le passage de l'analyse prédictive segmentée au real time marketing

### Définir les objectifs et les indicateurs de performance de la relation client

**Exercice d'application** : définition des objectifs et des indicateurs et analyse de la performance

### Réussir la mise en œuvre de sa stratégie de relation client digitale dans la banque

- Définir les bonnes pratiques de la relation client personnalisée
- Identifier les bonnes pratiques de la relation client sociale
- Gérer les conversations avec les clients

#### Exercice d'application

élaboration d'une charte de modération des conversations entre clients

**Gérer un projet digital de relation client**  
Définir le projet : enjeux, objectifs et indicateurs de performance

Mettre en place l'organisation et les processus

**Exercice d'application** : conception d'un dispositif multicanal intégrant le digital pour répondre aux objectifs de relation client

**COMPÉTENCES MÉTIER**  
À l'issue de cette formation, vous serez capable d'organiser et de piloter la relation client dans les canaux digitaux.

2 jours  
14 heures

Code 92325

Paris		
10-11	mai	2016
15-16	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Piloter une stratégie marketing digital dans la banque

Pour optimiser le parcours client



La transformation digitale est un enjeu majeur pour tous les services de l'entreprise et plus particulièrement le marketing et la communication. Comme toutes les entreprises, les banques de détail doivent modifier leur mode de fonctionnement et mettre en place une stratégie digitale afin de répondre efficacement aux nouvelles attentes des clients en matière de fluidité des canaux de distribution et de continuité des services bancaires.

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux du digital pour la banque.
- Identifier les outils, leurs fonctions et leurs objectifs.
- Construire et piloter une stratégie digitale.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience en marketing et/ou communication.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables marketing et/ou communication
- Chefs de projet digital, responsables marketing digital
- Toute personne confrontée aux enjeux du digital au sein d'un établissement bancaire

## ANIMATEUR

Valérie DAGAND-MOXHET  
Experte en transformation digitale, e-marketing et stratégies cross-canal

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Comprendre les impacts de la transformation digitale sur la banque

#### Mesurer l'impact du digital dans la banque

- Identifier les nouveaux entrants et les nouveaux modèles économiques de banques en ligne : Fortuneo, Hellobank, le compte Nickel et de modèles crowdfunding BtoB/BtoC
- Développer des initiatives pour recréer de la proximité

#### Définir le nouveau parcours client

- Intégrer l'impact du mobile dans le parcours client
- Identifier les nouvelles attentes et les nouveaux besoins clients

**Exercice d'application** : identification des étapes clés du parcours client

#### Maîtriser les enjeux du cross-canal dans la relation avec le client

- Piloter les canaux et les points de contact
- Identifier les enjeux en termes d'organisation

### Construire sa boîte à outils digitale

- Établir un diagnostic des actions en cours et leurs impacts
- Étude de cas** : analyse des interactions internes entre départements à partir d'un cas concret
- Adopter la bonne méthodologie pour construire sa stratégie digitale
- Utiliser les outils disponibles
- Exercice d'application** : identification des sujets de landing pages pertinentes compte tenu d'un objectif fixé
- Étude de cas** : analyse de la digitalisation des agences au sein de la Banque populaire

### Élaborer et piloter une stratégie digitale efficace

- Mettre en place une organisation efficace
- Faire collaborer toutes les parties prenantes
- Mise en situation** : exercice de travail collaboratif
- Contrôler et évaluer l'efficacité des actions
- Piloter les différents intervenants du projet

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les principes et les étapes clés pour construire une stratégie digitale adaptée à la banque.

2 jours  
14 heures

Code 92326

Paris		
7-8	avril	2016
8-9	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Pratiquer la gestion de patrimoine

Cycle long pour répondre aux attentes de la clientèle patrimoniale



**Gérer un patrimoine ne s'improvise pas. Il est essentiel de connaître l'ensemble des mécanismes juridiques et fiscaux qui gouvernent les différentes composantes d'un patrimoine et d'assimiler les techniques financières utilisées dans la gestion d'un portefeuille d'actifs. Une parfaite maîtrise de ces outils permet de proposer les montages les plus appropriés à la situation du client.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les savoirs techniques, juridiques et fiscaux indispensables.
- Arbitrer efficacement entre les différents produits.
- Développer et gérer une clientèle patrimoniale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit civil et une maîtrise de la fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne exerçant une activité de conseil et de vente de services et de produits financiers

## ANIMATEUR

Francine TORTIGET  
Consultante en gestion du patrimoine

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'établir de manière structurée un diagnostic complet du patrimoine adapté aux besoins de vos clients.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Maîtriser le droit et la fiscalité du patrimoine

**Organiser un patrimoine en fonction des situations familiales et des régimes matrimoniaux**

**Exercice d'application** : choix d'un régime matrimonial

**De l'optimisation de la situation familiale à l'optimisation successorale**

- Transmettre au conjoint, au partenaire pacsé et au concubin
- Améliorer les droits des bénéficiaires : donation entre époux, changement de régime matrimonial...
- Transmettre aux descendants

**Exercice d'application** : recherche des meilleures solutions de transmission à partir d'une situation patrimoniale donnée

**Optimiser la fiscalité du patrimoine**

- Accompagner le client dans ses déclarations
- Utiliser les techniques d'allègement de l'ISF

**Exercice d'application** : sur la base de données fournies, calcul de l'impôt, identification des charges déductibles, des réductions et calcul de l'ISF

- Maîtriser la fiscalité des plus-values mobilières et immobilières

**Exercice d'intersession**

#### MODULE 2 Recourir efficacement aux marchés financiers, à l'immobilier et aux assurances de personnes

**Évaluer la part des valeurs mobilières dans la composition et le développement du patrimoine**

- Différencier les valeurs mobilières selon les besoins et les attentes du client
- Distinguer les modes de gestion
- Acquérir les bases de l'analyse et du calcul de la rentabilité

**Mise en situation** : choisir la part des valeurs mobilières dans un patrimoine donné

**Rechercher l'optimisation fiscale de l'épargne**

- Identifier les différentes enveloppes fiscales : PERP, PEA, FCPR et FCPI
- Maîtriser les aspects techniques et fiscaux de l'assurance vie
- Proposer une solution retraite et prévoyance adaptée

**Mise en situation** : calcul et conseil d'une sortie en capital ou d'une rente viagère pour un client prenant sa retraite

**Mener un diagnostic immobilier**

- Identifier les produits et les techniques de défiscalisation

**Mise en situation** : calcul de l'optimisation fiscale de l'investissement retenu

**Exercice d'intersession**

#### MODULE 3 Optimiser les relations avec une clientèle patrimoniale

**Optimiser l'approche et la découverte de la clientèle**

- Reconnaître les clients " haut de gamme "
- Repérer les attentes du client
- Organiser le recueil d'informations
- Conduire l'entretien découverte

**Mise en situation** : entraînement au décodage des besoins d'un client fictif et au recueil des informations essentielles

**Optimiser la communication**

- Dresser un bilan et une analyse patrimoniale
- Élaborer des solutions : formulation écrite et orale

**Étude de cas** : analyse du fond

- et de la forme de différents rapports de diagnostics patrimoniaux
- Mettre en oeuvre les solutions et le suivi
- Maîtriser les techniques de négociation

**Mise en situation** : les participants s'approprient l'argumentation client et apprennent à traiter les questions et les objections

**Maîtriser les risques et les responsabilités**

- Respecter le devoir d'information et de conseil ainsi que le secret professionnel
- Connaître la démarche Know Your Client (KYC)
- Mesurer la responsabilité du Conseil en Gestion de Patrimoine
- Cerner la notion d'abus de droit : les contours de l'abus de droit, les montages à haut risque fiscal, l'étude du rapport du comité de l'abus de droit fiscal

**Étude de cas** : tirer les enseignements de la jurisprudence

**Exercice d'application** : préparation du diagnostic global d'un client

**Quiz aval**

**Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)**

6 jours 43,5 heures

Code 92309

### Paris

10-11 déc. 2015, 18-19 janvier et 11-12 février + 23 mars\* 2016

7-8 avril, 12-13 mai et 9-10 juin + 9 septembre\* 2016

15-16 sept., 10-11 octobre et 7-8 novembre 2016 + 9 janvier\* 2017

8-9 décembre 2016, 16-17 janvier et 1<sup>er</sup>-2 février + 17 mars\* 2017

Tarif HT : 3 370 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Maîtriser les techniques de gestion de patrimoine

De l'audit patrimonial à l'optimisation fiscale



À l'heure où la concurrence prime, il est primordial de pouvoir appréhender et gérer en toute autonomie la situation d'un client. Un conseil éclairé passe par la maîtrise de bases incontournables permettant une gestion globale efficace de situations complexes.

## OBJECTIFS

- Acquérir une méthodologie pratique de l'audit patrimonial.
- Maîtriser les règles fondamentales de détention, de gestion et de transmission patrimoniales.
- Préconiser le montage adapté au profil et aux besoins du client.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit civil et une maîtrise de la fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de patrimoine, chargés de clientèle particuliers
- Clercs de notaire
- Toute personne souhaitant maîtriser les techniques juridiques et fiscales de gestion patrimoniale

## ANIMATEUR

Francine TORTIGET  
Consultante en gestion de patrimoine

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Mener à bien un audit patrimonial

- Collecter les informations relatives au client
- Diagnostic économique et juridique du patrimoine

**Exercice d'application** : simulations d'audit et de diagnostic

#### Optimiser la fiscalité du patrimoine

##### Détention et gestion de patrimoine

- Fiscalité du capital et de ses revenus
- Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
- Impôt sur le revenu (IR) : utiliser les charges, les réductions et crédits d'impôt
- Les supports de défiscalisation mobiliers et immobiliers
- Plus-values sur cessions mobilières ou immobilières
- Assurance vie : la fiscalité appliquée lors de la transmission

##### Transmission de patrimoine et optimisation fiscale

- Transmission à destination du conjoint
- Les droits légaux du conjoint
- Liquider le régime matrimonial
- Donation entre époux, avantages matrimoniaux
- La place du conjoint survivant dans les familles recomposées

- Concubins, partenaires pacsés : leurs droits, la fiscalité applicable...
  - Transmission à destination des descendants
  - Succession : l'ordre des héritiers, les modalités d'acceptation...
  - Passif successoral : la protection des héritiers, renonciation à succession et renonciation anticipée à l'action en réduction
  - Donation, donation-partage
- Exercice d'application** : recherche des meilleures solutions d'optimisation fiscale à partir d'une situation patrimoniale donnée

#### Maîtriser les risques et les responsabilités

- Abus de droit dans la gestion patrimoniale
  - Les montages suscitant des difficultés de gestion : les solutions
- Jeu de rôles** : élaboration d'un plan de bonne conduite gestionnaire de patrimoine / client

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en pratique les bases tant fiscales que civiles de l'ingénierie patrimoniale.



Code 92313

Paris		
21-22	mars	2016
25-26	août	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Lyon		
21-22	mars	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € - repas inclus

# Assurance vie et gestion de patrimoine

Élaborer une stratégie de placement



Bâtir une stratégie efficace de gestion de patrimoine implique une connaissance approfondie de l'assurance vie, de ses mécanismes techniques à ses aspects fiscaux, en passant par l'ensemble des clauses juridiques qui peuvent être optimisées.

## OBJECTIFS

- Présenter les principaux atouts de l'assurance vie par rapport aux autres placements.
- Optimiser l'ensemble des techniques de l'assurance vie pour bâtir une stratégie de gestion de patrimoine performante.
- Prévenir les difficultés juridiques et fiscales de l'assurance vie.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Chargés de clientèle particuliers ou professionnels
- Intermédiaires des réseaux d'assurances

## ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS  
Avocat à la Cour  
LEX PATRIMONIS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Découvrir l'univers de l'assurance vie

- Cerner les spécificités juridiques et fiscales de l'assurance vie par rapport aux autres produits de placement
  - Analyser la gamme des produits d'assurance et de capitalisation
- Partage d'expériences** : les évolutions récentes relatives à la réglementation de l'assurance vie

#### Maîtriser les différentes stratégies patrimoniales reposant sur l'assurance vie

##### Veiller à la rédaction des clauses juridiques

- Préciser le régime de la propriété des sommes versées par un souscripteur sur un contrat d'assurance
  - L'acceptation de la clause bénéficiaire : les avantages
  - La souscription démembrée : comment la réussir
  - La clause bénéficiaire démembrée
  - L'assurance vie comme instrument de garantie : les impacts patrimoniaux du nouveau droit de saisie des contrats d'assurance vie
- Exercice d'application** : rédaction de la clause bénéficiaire, les écueils à éviter

#### Maîtriser les fondamentaux techniques de l'assurance vie

- Les obligations légales de l'assureur sur la participation aux bénéficiaires
  - Déterminer le taux technique d'un contrat d'assurance
  - Les mécanismes des provisions mathématiques en assurance vie
- #### Optimiser les aspects fiscaux des contrats d'assurance vie
- Déterminer le capital maximum à verser sur un contrat d'assurance souscrit par une personne de plus de 70 ans
  - Le cas du contribuable non imposable et l'exonération d'impôt sur les plus-values engendrées par le contrat d'assurance vie
- Partage d'expériences** : construction d'une stratégie de gestion de patrimoine autour de l'assurance vie

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'élaborer une stratégie de placement autour de l'assurance vie afin d'optimiser la gestion patrimoniale de votre clientèle.



Code 92314

Paris		
8-9	février	2016
9-10	juin	2016
7-8	décembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	février	2017

Lyon		
9-10	juin	2016
7-8	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 185 € - repas inclus



# ASSURANCE VIE

## 7 & 8 DÉCEMBRE 2016

Cette conférence est l'occasion d'intégrer **toute l'actualité légale et jurisprudentielle relative à la gestion des contrats d'assurance vie** tant sur le régime juridique que fiscal. L'occasion de faire le point sur les meilleures stratégies d'optimisation patrimoniale et fiscale en envisageant de nombreuses problématiques qui se posent régulièrement.

EFE vous propose de **faire le point en deux jours, en compagnie des meilleurs experts en épargne patrimoniale**, sur les **techniques de démembrement** de la clause bénéficiaire qui permettent d'optimiser au mieux l'assurance vie, sur le régime juridique des personnes vulnérables dans le cadre d'une assurance vie, sur les **risques fiscaux**, les **stratégies fiscales** les plus efficaces liées à l'assurance vie et sur la gestion des **contrats d'assurance vie dans un contexte international** en découvrant les avantages de la réglementation luxembourgeoise.



Pour vous inscrire, contactez-nous :  
**01 44 09 25 08**  
[infoclient@efe.fr](mailto:infoclient@efe.fr)

Plus de 2 400 participants  
en 24 ans !  
Et vous ?

### À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement :

- appliquer les derniers textes législatifs
- maîtriser le régime juridique et fiscal des contrats d'assurance vie
- gérer les contrats d'assurance vie dans un cadre international en bénéficiant des avantages de la réglementation luxembourgeoise

### Parmi les témoignages...

" Exposé précis, bien illustré par la jurisprudence "  
**BANQUE PALATINE**

" Très pratique et intéressant avec des cas concrets "  
**ACM VIE**

" Interventions fouillées qui répondent aux questions. Très bonne prestation "  
**GIE AFER**

# Approche patrimoniale globale du chef d'entreprise

Maîtriser la méthodologie

La méthode de l'approche patrimoniale globale implique d'analyser et de diagnostiquer la situation de son client avant de lui préconiser des conseils. Poser les bonnes questions, être pertinent dans son approche et apporter des solutions adaptées, cela nécessite de maîtriser cette méthode devenue le standard de qualité minimum exigé et qui fait, en outre, l'objet de spécificités pour le chef d'entreprise.

## OBJECTIFS

- Identifier les évolutions juridiques et fiscales et les traduire en opportunités pour les actionnaires de sociétés familiales.
- Décliner les stratégies patrimoniales les plus pertinentes selon les situations concernées et les objectifs poursuivis.
- Utiliser judicieusement les structures de détention du patrimoine et les crédits de développement et d'optimisation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine ou avoir suivi "Initiation à l'ingénierie patrimoniale" (code 92310 p. 370).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers et ingénieurs patrimoniaux
- Chargés d'affaires dans le secteur du private equity mid cap
- Avocats, notaires et experts-comptables

## ANIMATEUR

Francine TORTIGET  
Consultante en gestion de patrimoine

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser la méthodologie

#### de l'approche patrimoniale globale

##### Aborder la découverte de la situation

- Identifier les bonnes questions à poser
- Savoir écouter et rebondir en fonction des réponses données

##### Analyser la situation

- Définir une grille de lecture
- Identifier les indicateurs pertinents en fonction de l'objectif poursuivi

##### Établir le diagnostic patrimonial

- Les clés d'une bonne rédaction
  - Savoir le présenter au client
- Exercice d'application** : rédaction d'un diagnostic patrimonial à partir d'une situation concrète

### Identifier les évolutions juridiques et fiscales afin de les traduire en opportunités

#### Les modifications du droit de la famille

##### L'impôt sur les sociétés

- Cession de participations, distribution des dividendes, régime des groupes de sociétés...

#### Les transmissions et cessions de sociétés

- Le point sur les lois Dutreil et Jacob
  - L'imposition des plus-values
- Étude de cas** : les nouvelles modalités du partage successoral appliquées à une situation concrète

### Les stratégies patrimoniales adaptées au chef d'entreprise à caractère familial

#### Optimiser fiscalement la situation

- Minorer les frottements fiscaux
- Déterminer la politique de revenus
- Assurer la sécurité financière de la famille

#### Optimiser juridiquement la situation

- Restructurer le patrimoine
  - Organiser la transmission
  - Développer le patrimoine
- Exercice d'application** : chaque problématique est illustrée par un exercice d'application à résoudre en commun

### Cerner les outils d'optimisation et de développement

#### Utiliser l'assurance vie, le contrat de capitalisation, la holding et la société civile

##### Utiliser l'effet de levier du crédit

**Exercice d'application** : calcul d'un effet de levier du crédit dans le cadre d'investissements immobiliers

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez décrypter les attentes et les besoins du chef d'entreprise afin d'apporter des solutions efficaces dans un climat de confiance.

2 jours  
14 heures

Code 92315

## Paris

17-18	mars	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Droit patrimonial de la famille

Maîtriser les régimes matrimoniaux, PACS, divorce, libéralités et successions



Le droit patrimonial de la famille régit les relations pécuniaires liant les membres d'une même famille dans le cadre d'un mariage, d'un PACS, d'un divorce ou en cas de décès. Dans un contexte où le concept de famille a beaucoup évolué, le législateur a fait preuve d'adaptation au fur et mesure des réformes relatives à la gestion et à la transmission du patrimoine qu'il est important de maîtriser.

## OBJECTIFS

- Identifier les différents régimes matrimoniaux et le régime du PACS.
- Prévoir les conséquences patrimoniales d'un divorce.
- Maîtriser les principes du droit des donations et des successions.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion et/ou la transmission de patrimoine.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Collaborateurs des études notariales
- Experts-comptables

## ANIMATEUR

Christophe SIBERCHICOT  
Chargé d'enseignement en fiscalité patrimoniale  
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Repérer les différents régimes matrimoniaux

- Passer au crible les différents régimes matrimoniaux
  - Participation aux acquêts
  - Cerner les conditions et la procédure pour changer de régime matrimonial
- Test de connaissances** : les régimes matrimoniaux

#### Identifier le régime juridique et fiscal du PACS

##### Déterminer les effets juridiques du PACS

##### Appliquer le régime de l'indivision

##### Identifier les conséquences fiscales de la souscription d'un PACS

**Étude de cas** : examen de la situation patrimoniale de deux pacésés et des conséquences juridiques et fiscales

#### Maîtriser les conséquences fiscales et patrimoniales d'un divorce

- Identifier les différentes formes de divorces

**Étude de cas** : analyses de liquidations de communauté suite à divorce

#### Maîtriser les règles relatives aux donations et aux successions

#### Identifier la typologie des donations

- Donations notariées
- Dons manuels
- Donation-partage
- Libéralités graduelles ou résiduelles

#### Le régime juridique et fiscal des donations

**Exercice d'application** : calcul des droits dans différentes hypothèses

#### Les différentes étapes d'un règlement successoral

##### Faire un point sur le mandat posthume

**Exercice d'application** : liquidation d'un régime matrimonial suite à un décès, règlement de la succession et calcul des droits de mutation à titre gratuit

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer les différents régimes matrimoniaux en vue de maîtriser les conséquences juridiques et fiscales inhérentes aux diverses problématiques familiales.

3 jours  
21 heures

Code 92316

## Paris

14 au 16	mars	2016
6 au 8	juillet	2016
16 au 18	novembre	2016

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus



# Structurer son patrimoine en société

Société civile, SAS, SARL et holding patrimoniale

**Le recours à une société afin d'optimiser ou de structurer son patrimoine est un choix qui peut se révéler très judicieux et permettre une rationalisation importante des coûts fiscaux liés à la gestion ou à la transmission de ses avoirs. Pour choisir au mieux la structure la plus adéquate, il est donc essentiel de faire le point sur les différentes entités existantes et d'en maîtriser leurs applications.**

## OBJECTIFS

- Découvrir l'intérêt patrimonial du recours à une société.
- Maîtriser les caractéristiques juridiques, fiscales et sociales de chaque structure présentée.
- Maîtriser les diverses applications de la holding patrimoniale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine ou avoir suivi " Initiation à l'ingénierie patrimoniale " (code 92310 p. 370).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Juristes et fiscalistes
- Avocats, notaires, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Henry ROYAL  
Expert en patrimoine  
ESCP-Europe, KEDGE, IAE Bordeaux, Caen, Poitiers  
Enseignant en Master 2

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Connaître les principes applicables à la société civile

#### Maîtriser les règles juridiques encadrant son fonctionnement

- Utiliser la liberté contractuelle : droit de vote plural, répartition inégalitaire du dividende
- Clauses d'agrément, d'inaliénabilité et de rachat forcé

#### Analyser les règles d'imposition

- Capital fort ou faible
- Repérer dans quelles situations opter pour l'IS

#### Repérer les avantages patrimoniaux d'une société civile

**Étude de cas :** montage patrimonial avec une SCI

### SARL, SAS : choisir la structure la mieux appropriée pour gérer son patrimoine et en assimiler les modalités de création, de fonctionnement et de dissolution

#### Tirer profit des effets de levier juridiques et financiers de la SAS

- Actions de préférence à droit de vote plural et à dividende majoré

#### Optimiser l'effet de levier fiscal

- Sursis d'imposition, régimes des sociétés mères, intégration fiscale

### Mettre en place une holding patrimoniale

#### Choisir la forme sociale la mieux adaptée à ses objectifs

#### Constituer la holding : choix de la chronologie la plus avantageuse

- Optimiser l'impôt sur le revenu, l'ISF et les droits de mutation
  - Les exonérations totales ou partielles : les pactes Dutreil
  - Les engagements de conservation
  - Choisir entre holding animatrice ou passive
- #### Gérer et transmettre son patrimoine privé
- Étude de cas :** la holding, un outil précieux
- Faciliter l'acquisition d'une entreprise
  - Le LBO familial
  - Optimiser la transmission au sein de la famille
  - Concilier les intérêts divergents des majoritaires et des minoritaires
  - Équilibrer patrimoine privé et patrimoine professionnel : la holding de rachat

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une holding patrimoniale et de conseiller vos clients sur les schémas juridiques et fiscaux les plus efficaces.

2 jours 14 heures

Code 92317

Paris			Lyon		
19-20	mai	2016	19-20	mai	2016
26-27	septembre	2016	15-16	décembre	2016
15-16	décembre	2016			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € - repas inclus

# Holding patrimoniale

Gérer et transmettre son patrimoine via une holding

**L'instabilité fiscale actuelle conduit de plus en plus les chefs d'entreprises à créer des holdings patrimoniales. En effet, la holding est devenue l'un des outils phares sur la palette des techniques d'ingénierie juridique à la disposition des avocats, notaires et conseils en gestion de patrimoine. Le recours à une société holding est une solution classique de structuration du patrimoine des personnes physiques permettant de limiter l'imposition immédiate des revenus, afin de favoriser leur réinvestissement.**

## OBJECTIFS

- Appliquer les règles juridiques et fiscales applicables aux sociétés holdings.
- Identifier et mesurer l'intérêt de recourir à une holding patrimoniale pour gérer ou transmettre son patrimoine.
- Maîtriser toutes les techniques d'optimisation fiscale grâce au recours à une holding patrimoniale.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en ingénierie fiscale du patrimoine ou avoir suivi " Initiation à l'ingénierie patrimoniale " (code 92310 p. 370).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Juristes et fiscalistes
- Avocats, notaires, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Henry ROYAL  
Expert en patrimoine  
ESCP-Europe, KEDGE, IAE Bordeaux, Caen, Poitiers  
Enseignant en Master 2

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Mettre en place une holding patrimoniale Choisir la forme sociale la plus adaptée à ses objectifs

- SAS ou société civile
- Mesurer l'intérêt de recourir à une société holding
- Contrôler et gérer son patrimoine privé

### Constituer la holding et choisir la chronologie la plus avantageuse

### Appliquer le régime fiscal de la société holding

#### Optimiser l'impôt sur le revenu, l'ISF et les droits de mutation

- Choisir l'IR ou l'IS
  - Les exonérations totales ou partielles : les pactes Dutreil
  - Déterminer les engagements de conservation
  - Choisir entre holding animatrice ou passive
- #### Gérer la holding au regard de l'ISF
- Appliquer la réforme de l'ISF s'appliquant aux holdings
  - Appliquer la décote sociétaire
  - Cas spécifique du groupe de sociétés : appliquer les nouveaux critères de la holding animatrice
- Étude de cas :** analyse d'un exemple chiffré de constitution d'une holding patrimoniale

### Gérer et transmettre son patrimoine professionnel via une holding

- La holding patrimoniale : outil d'optimisation du coût fiscal d'une cession d'entreprise ou d'une transmission de patrimoine
  - Apport des titres de l'entreprise à une nouvelle société holding soumise à l'IS
  - La cession par la société holding des titres reçus à l'occasion de l'apport
  - Recourir au LBO familial
  - Optimiser la transmission au sein d'une famille
  - Équilibrer patrimoine privé et professionnel : recourir à une holding de rachat
  - Vendre dans les conditions fiscales les plus optimales
  - Distinguer le régime de la donation de l'entreprise de la cession à titre onéreux
  - Utiliser des montages recourant au démembrement de propriété
- Exercice d'application :** calcul des plus-values et des droits d'enregistrement dans un exemple tiré de la pratique professionnelle

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une stratégie patrimoniale efficace en constituant une holding.

1 jour 7 heures

Code 92318

Paris		
20	mai	2016
27	septembre	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 790 € repas inclus

# Définir des stratégies patrimoniales via une société civile

Maîtriser les régimes juridique et fiscal

## PROGRAMME

Initiation

Recourir à une société civile est un bon moyen de faciliter la gestion d'un patrimoine, particulièrement un patrimoine immobilier, et d'anticiper sa transmission. Ce type de structure est un outil efficace pour mettre en place une véritable stratégie patrimoniale qui offre différents montages possibles, en particulier sur le plan fiscal, à condition toutefois d'en maîtriser les régimes juridique et fiscal.

### ● OBJECTIFS

- Appliquer les règles juridiques et fiscales relatives aux sociétés civiles.
- Recourir à la société civile pour gérer son patrimoine privé ou professionnel.
- Limiter les risques civils ou fiscaux liés au recours à une société civile.

### ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des sociétés ou avoir suivi " Droit des sociétés pour non-juristes " (code 20001 p. 134).

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle
- Conseillers en gestion de patrimoine
- Juristes et experts-comptables

### ● ANIMATEUR

Regis STEINER  
Avocat  
PRAD Avocats

### Cerner la typologie des sociétés civiles

- Déterminer l'objet d'une société civile
- Société civile immobilière
- Société civile professionnelle
- Société civile patrimoniale

### Appliquer les régimes juridique et fiscal des sociétés civiles

#### Caractéristiques juridiques de la société civile

- Constituer la société et tenir compte des conditions de constitution
- Appliquer les règles relatives aux statuts et aux apports
- Connaître le mode de fonctionnement d'une société civile

**Test de connaissances** : les règles applicables aux sociétés civiles

#### Identifier les avantages fiscaux de la société civile

- Distinguer les notions de transparence fiscale et de translucidité fiscale

#### Obligations comptables et fiscales de la société civile

**Exercice d'application** : calcul du bénéfice imposable de la société civile et de la quote-part imposable au nom de chaque associé

### Éviter les risques liés au recours d'une société civile

- Appréhender les risques civils
- Connaître les risques fiscaux et les inconvénients d'une société civile
- Éviter l'abus de droit

### Utiliser la société civile dans la gestion du patrimoine privé ou professionnel

#### Constituer et gérer un patrimoine familial

- Gérer les actifs de la société en optimisant les revenus et les plus-values mobilières et immobilières
- Définir en amont la notion de prépondérance immobilière
- Pratiquer le démembrement de propriété
- Identifier les conséquences en matière d'ISF

#### Transmettre un patrimoine immobilier via la société civile

- Recourir à la société civile immobilière
  - Optimiser la transmission
- Étude de cas** : transmission du patrimoine via une société civile

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de recourir à une société civile afin d'optimiser la gestion de votre patrimoine privé ou professionnel.

1 jour  
7 heures

Code 92319

#### Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
30	septembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 785 €  
repas inclus

# Initiation à l'ingénierie patrimoniale

Intégrer les bases de la fiscalité du patrimoine



L'optimisation fiscale tient une place très importante dans la gestion de patrimoine. Afin de maîtriser les bases de la fiscalité patrimoniale, les gestionnaires de patrimoine doivent impérativement savoir limiter l'impact de l'imposition, réduire les bases d'imposition ou encore différer le paiement de l'impôt.

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les savoirs techniques, juridiques et fiscaux nécessaires à l'appréhension de la fiscalité patrimoniale.
- Proposer des stratégies fiscales patrimoniales adaptées à la situation du client.
- Identifier les risques fiscaux.

### ● PRÉREQUIS

Vouloir développer ses connaissances en ingénierie patrimoniale.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine et CIF
- Ingénieurs patrimoniaux
- Chargés de clientèle particuliers

### ● ANIMATEUR

Grégoire MASURE  
Conseiller patrimonial, Diplôme supérieur du Notariat  
CGP & Associés

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Établir un bilan patrimonial

- Repérer les attentes du client
  - Recueillir les informations pertinentes à l'établissement d'un bilan
  - Conduire un entretien découverte
  - Dresser un bilan patrimonial et l'analyser
- Exercice d'application** : rédaction d'un diagnostic patrimonial à partir d'une situation donnée

#### Maîtriser les différents mécanismes de base de la fiscalité du patrimoine

##### Maîtriser l'impôt sur le revenu et la fiscalité catégorielle

- Gérer les revenus professionnels
- Traiter fiscalement les stock-options, les jetons de présence et les comptes courants d'associés
- Maîtriser les règles des revenus fonciers

##### Appliquer le régime de la fiscalité des revenus de capitaux mobiliers

- Modalités de calcul de l'impôt
- Identifier les abattements, les crédits d'impôt et les déductions possibles
- Opter, ou non, pour le prélèvement forfaitaire libératoire
- Gérer les revenus tirés des PEA, des FCPR, des FCPI, des PEL et des CEL

**Exercice d'application** : détermination et calcul de l'imposition des revenus de capitaux mobiliers

#### Intégrer le régime fiscal des plus-values

- Distinguer les plus-values mobilières des plus-values immobilières
  - Calculer le montant de la plus-value
  - Déterminer le prix de revient
- Exercice d'application** : calcul du montant de la plus-value réalisée par un chef d'entreprise

#### Appliquer des stratégies patrimoniales adaptées à l'interlocuteur

- Identifier les évolutions en matière de fiscalité du patrimoine
  - Préconiser et mettre en œuvre des solutions patrimoniales
  - Optimiser fiscalement la situation
- Étude de cas** : mise en place d'une stratégie d'optimisation fiscale patrimoniale

### ✓ Quiz aval

### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'analyser la situation fiscale du client afin de limiter au maximum son imposition.

3 jours  
21 heures

Code 92310

#### Paris

15 au 17	février	2016
1 <sup>er</sup> au 3	juin	2016
28 au 30	novembre	2016
22 au 24	février	2017

Tarif HT : 1 895 € - repas inclus

#### Lyon

1 <sup>er</sup> au 3	juin	2016
28 au 30	novembre	2016

# Réussir un investissement immobilier patrimonial

Les rouages financiers, juridiques et fiscaux

**Pour investir sans risque dans l'immobilier, il existe différents moyens : investissements directs ou indirects, formules de placement diverses... Il convient toutefois d'être vigilant sur les conséquences fiscales et les contraintes juridiques qui peuvent fausser l'économie d'une acquisition. Connaître le marché et maîtriser les possibles effets de levier permettent donc d'améliorer la rentabilité d'un investissement immobilier.**

## OBJECTIFS

- Évaluer la rentabilité d'un investissement immobilier et optimiser l'acquisition d'un patrimoine immobilier.
- Maîtriser les différentes modalités de financement d'un investissement.
- Maîtriser les principaux paramètres de la fiscalité immobilière.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en immobilier.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Collaborateurs des études notariales
- Experts-comptables
- Toute personne amenée à conseiller des particuliers sur leurs investissements immobiliers

## ANIMATEUR

Grégoire MASURE  
Conseiller patrimonial, Diplôme supérieur du Notariat  
CGP & Associés

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les éléments clés pour bâtir une stratégie immobilière

- Déterminer la place de l'immobilier dans le patrimoine
- Les différentes formules de placements : investissements directs et indirects - pierre papier
- La rentabilité des investissements

### Bien choisir le bien immobilier

- Analyser et anticiper les grandes tendances du marché immobilier
- La recherche et l'expertise du bien

### Cerner les différentes modalités d'acquisition

- Les procédures d'acquisition : vente de gré à gré / vente aux enchères
- Investissement direct : avantages et inconvénients
- Investissement indirect
- **Test de connaissances** : validation des acquis sur les modalités d'acquisition d'un bien immobilier

### Financer l'investissement

**Identifier les différents types de prêts**  
**Optimiser un investissement immobilier grâce au crédit**

- Comparer les différentes modalités de financement
- **Étude de cas** : choix du mode de financement le mieux adapté à la situation du client

### Assurer la gestion du bien

- La gestion d'une propriété directe à plusieurs : indivision, copropriété, lotissement, "time sharing"

### Intégrer les principaux paramètres de la fiscalité immobilière

- Lors de l'acquisition : droits d'enregistrement, TVA immobilière
- Pendant la détention
- Lors de la cession
- Maîtriser les mécanismes de taxation des revenus locatifs

### Estimer la performance d'un investissement immobilier

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de choisir l'investissement immobilier le plus adéquat selon la situation de votre client en évitant les risques et en optant pour le financement et le régime fiscal les plus avantageux.

2 jours  
14 heures

Code 92321

Paris		
7-8	avril	2016
19-20	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 €  
repas inclus

# Évaluation immobilière et contrôle fiscal

Maîtriser les règles d'évaluation et faire face à un contrôle fiscal

**Face aux fluctuations du marché immobilier, il est de plus en plus délicat de connaître la valeur des biens immobiliers ou des parts de SCI que l'on détient. Les contrôles fiscaux portant sur la valeur des biens se sont intensifiés ces dernières années aussi bien dans le cadre de l'ISF que dans celui des successions ou des donations. Il devient donc indispensable de maîtriser ce domaine afin de limiter les risques de rehaussement de l'administration fiscale ou, a minima, de savoir y faire face.**

## OBJECTIFS

- Déterminer la valeur d'un bien immobilier ou d'une SCI.
- Appréhender les méthodes d'évaluation reconnues par l'administration fiscale.
- Faire face à un contrôle fiscal.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité immobilière ou avoir suivi "Fiscalité immobilière - Niveau 1" (code 30049 p. 326).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en investissements immobiliers
- Collaborateurs des études notariales
- Juristes fiscalistes

## ANIMATEUR

Christophe SIBERCHICOT  
Chargé d'enseignement en fiscalité patrimoniale  
DIRECTION GÉNÉRALE FINANCES PUBLIQUES

## PROGRAMME

Expertise

### Déterminer la valeur d'un bien immobilier

- Identifier la notion de valeur vénale
- Définitions doctrinale et jurisprudentielle
- **Déterminer les facteurs physiques**

- Le marché immobilier
- Les règles d'urbanisme

### Définir les facteurs juridiques

- Le démembrement de propriété
- Les abattements : occupation...

### Caractériser les facteurs économiques

- L'impact des investissements locatifs
- Les monuments historiques

### Appliquer les règles propres à l'ISF et aux mutations à titre gratuit

- Principes d'imposition des droits démembrés
- L'habitation principale
- Traitement fiscal des ventes en l'état futur d'achèvement

### Dresser la liste des méthodes d'évaluation immobilière reconnues par l'administration fiscale

- Appliquer l'évaluation par la comparaison
- Choisir l'évaluation par le revenu
- L'évaluation par le prix de revient
- Réaliser l'évaluation des SCI

**Étude de cas** : évaluation d'une SCI propriétaire de plusieurs biens à partir d'un dossier complet : actes, emprunts, comptes courants d'associés, déclaration fiscale 2072...

### Faire face à un contrôle fiscal

- Suivre la procédure
- La proposition de rectification
- Recourir à la transaction
- Le contentieux

### Répondre à l'administration

- Argumenter : prix, superficie, abattement...
- Utiliser les recours possibles : hiérarchique, conciliateur...
- La commission de conciliation : saisine et fonctionnement

**Étude de cas** : analyse d'un dossier concret ISF, réflexion sur les réponses à donner et les procédures à engager suite à un rehaussement de valeur effectué par l'administration fiscale

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer les biens immobiliers et les SCI afin d'assurer une sécurité juridique et fiscale.

1 jour  
7 heures

Code 92320

Paris		
17	juin	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Maîtriser les bases des OPC

Classification AMF, styles de gestion et allocation d'actifs



**Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) ou Fonds Commun de Placement (FCP), fonds actions, obligataires, gestion active, indicielle ou alternative : un Organisme de Placement Collectif (OPC) peut prendre de multiples formes. Afin de gérer ou de commercialiser au mieux les fonds confiés par les investisseurs, il convient d'en maîtriser tous les aspects.**

## OBJECTIFS

- Analyser les évolutions du marché des OPC et intégrer les directives européennes (UCITS) en matière d'OPC.
- Maîtriser les différents types d'OPC, le cadre réglementaire et les différents styles de gestion mis en œuvre.
- Acquérir une bonne compréhension des techniques modernes de construction de portefeuilles, de mesure des risques et d'analyse des performances.

## PRÉREQUIS

- Avoir des connaissances générales sur les instruments financiers et la gestion de portefeuille ou avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018 p. 381).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services financiers
- Auditeurs et risks managers
- Toute personne souhaitant maîtriser les bases des OPC

## ANIMATEURS

Jean-Christophe COTTA  
Directeur Général  
ALLOCATION & SELECTION  
  
Sophie SAINTOBERT  
Consultante en asset management

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Typologie des OPC Définir un OPC

- Différences entre SICAV et FCP
- Typologie : OPC tous souscripteurs et OPC réservés à certains investisseurs
- Contraintes réglementaires
- Vie des OPC : création, mutation, changement, liquidation

#### Étudier la classification de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)

- OPC actions, obligataires, monétaires et monétaires court terme
- OPC diversifiés, de fonds alternatifs et à formule
- OPC particuliers

#### Cerner le cadre réglementaire

#### Analyser les styles de gestion

- Gestion indicielle versus stock picking
- Gestion growth versus gestion value  
**Exercice d'application** : mesure comparée des performances d'un fonds growth et d'un fonds value / analyse des structures respectives de portefeuille
- Gestion alternative ou à rendement absolu  
**Exercice d'application** : stratégie d'arbitrage de la structure par terme de volatilité de l'euroStoxx50 / évolution du vega de la position

### Allocation d'actifs, mesure des performances et des risques

#### Maîtriser les méthodes de construction d'un portefeuille

- Allocation tactique versus stratégique
- Détermination du couple risque/rendement
- Mise en œuvre de techniques de diversification

**Exercice d'application** : amélioration du profil risque / rentabilité d'un portefeuille composé d'actions et d'obligations

#### Mesurer les risques

- Estimation de la volatilité cible de l'OPC
- Mesure statistique du risque et calcul de VaR

#### Analyser les performances : principaux indicateurs

- Mesure de l'alpha et du bêta
- Le R2 et la fréquence des gains
- L'exposant de Hurst ou la mesure de la persistance des rendements

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser la classification AMF des OPC ainsi que les styles de gestion des fonds et des hedge funds.

**3** jours  
**21** heures

Code 92146

#### Paris

16 au 18	mars	2016
19 au 21	octobre	2016

Tarif HT : 2 295 € - repas inclus

# Maîtriser le cadre réglementaire des OPC

Pour limiter les risques et responsabilités des sociétés de gestion



**Les Organismes de Placement Collectif (OPC) sont soumis à un cadre réglementaire contraignant et complexe. Directives Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities (UCITS), devoir de conseil et d'information vis-à-vis des investisseurs, démarches auprès de l'AMF... autant d'obligations et de contraintes qu'il convient de maîtriser afin de limiter les risques et responsabilités liés.**

## OBJECTIFS

- Cerner l'environnement réglementaire des OPC.
- Identifier les risques et les responsabilités.
- Maîtriser les ratios OPC.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases des OPC " (code 92146 p. 372).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables gestion OPC
- Dépositaires OPC et juristes
- Toute personne souhaitant maîtriser les aspects réglementaires des OPC

## ANIMATEUR

Sophie SAINTOBERT  
Consultante en asset management

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Maîtriser l'environnement pratique et réglementaire des OPC

#### Cerner l'industrie de la gestion collective en France

#### Maîtriser le cadre juridique

- Connaître les textes applicables
- Les éléments d'information à faire figurer sur les documents promotionnels
- Le devoir de conseil et d'information vis-à-vis du porteur
- La fiscalité applicable à la gestion collective

#### Analyser la forme juridique des OPC

- FCP et SICAV
- Connaître les principales différences juridiques

#### Maîtriser la typologie des différents sortes d'OPC

#### Identifier les différents types de classifications des OPC

- Actions françaises, européennes et internationales
- Obligations européennes et internationales
- Fonds alternatifs, à formule et diversifiés

**Exercice d'application** : à partir d'un tableau listant les classes d'OPC, analyse commentée des contraintes d'investissement

#### Créer un OPC

- Les étapes clés et les démarches
- Les documents juridiques

**Exercice d'application** : rédaction du prospectus

#### Vie sociale des OPC

- Modifications, transformations, fusions, liquidations, dissolutions...

#### Certification des OPC à la clôture de l'exercice

#### Montage d'OPC à capital garanti

#### Maîtriser les risques et responsabilités liés

- Connaître la typologie des risques
- Identifier les risques conjoints : indéfinis et solidaires
- Sécuriser les risques : la démarche à suivre
- Déterminer les responsabilités
- Des organes d'administration et de gestion d'OPC
- Du dépositaire

**Exercice d'application** : à partir d'un exemple de création d'un OPC, élaboration d'une grille de notation et d'évaluation du risque

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser le cadre réglementaire des OPC.

**2** jours  
**14** heures

Code 92022

#### Paris

4-5	avril	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Réglementation AMF pour les sociétés de gestion

Maîtriser les obligations et les règles de bonne conduite



Chaque société de gestion est soumise à une réglementation de l'AMF de plus en plus complexe couvrant aussi bien la surveillance de la société, de ses salariés, de ses partenaires et sous-traitants, que celle de ses produits et services. Pour éviter tout risque de sanction, il est indispensable de maîtriser les obligations professionnelles et réglementaires.

## OBJECTIFS

- Cerner les obligations professionnelles et réglementaires applicables aux sociétés de gestion.
- Maîtriser les impacts de la réglementation AMF sur son activité et identifier les procédures et démarches à mettre en œuvre.
- Identifier et anticiper les risques de mise en jeu de la responsabilité de la société de gestion.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le cadre réglementaire des OPC " (code 92022 p. 372) ou " Maîtriser les bases du droit financier " (code 92085 p. 361).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes de société de gestion
- Responsables de la conformité et du contrôle interne
- Gérants

## ANIMATEUR

Sophie SAINTOBERT  
Consultante en asset management

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

Identifier les différents sources légales et réglementaires applicables aux sociétés de gestion et à leur périmètre d'activité

- Lister les textes applicables
- Cerner le cadre légal des sociétés de gestion agréées en France, leur périmètre d'activité en France et à l'étranger

### Connaître les modalités

d'agrément des sociétés de gestion et les contraintes d'organisation interne

- Analyser les modalités liées à l'agrément de la société de gestion
- Appliquer les règles de bonne conduite et de gouvernance
- Exercice d'application** : choix de statuts adaptés suivant des exemples concrets de projet
- Appliquer la réglementation liée aux produits et services offerts en France par une société de gestion
- Connaître la réglementation applicable à la gestion collective
- Classification des Organismes de Placement Collectif (OPC)

- Les mandats de gestion individuelle
- Le conseil en investissement financier
- La Réception - Transmission d'Ordres (RTO)
- Exercice d'application** : exemple des structurations d'OPC

Lister les obligations et responsabilités contractuelles des sociétés de gestion

- Face aux distributeurs
- Face aux investisseurs
- Face à des partenaires ou sous-traitants
- Mise en situation** : illustration des différentes obligations et responsabilités contractuelles des sociétés de gestion par des décisions de jurisprudence ou des cas de litiges

Le contrôle des sociétés de gestion

- Cerner le rôle et les pouvoirs de l'AMF et de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution (ACPR)

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en œuvre les obligations réglementaires et les engagements contractuels des sociétés de gestion françaises.

2 jours

14 heures

Code 92134

Paris		
6-7	juin	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 725 € - repas inclus

# Pratique de la comptabilité des OPC

Maîtriser les principes et schémas d'écriture comptables

## PROGRAMME

Perfectionnement

Ayant pour vocation d'être gérés par des professionnels pour des non-professionnels, les Organismes de Placement Collectif (OPC) sont soumis à des règles d'évaluation et de comptabilisation particulières définies par le plan comptable des OPC dont il convient de maîtriser les principes généraux.

## OBJECTIFS

- Réaliser les différentes écritures comptables.
- Mettre à jour ses connaissances sur le plan comptable.
- Déterminer la valeur liquidative des OPC.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases des OPC " (code 92146 p. 372) ou " Maîtriser le cadre réglementaire des OPC " (code 92022 p. 372).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services comptables OPC
- Valorisateurs et dépositaires
- Toute personne amenée à pratiquer des écritures comptables pour les OPC

## ANIMATEURS

Dominique DUNEAU  
Senior Manager  
& Lola ESPANA BOUZIN  
Senior Manager Département Services d'Investissement  
KPMG AUDIT

**Autodiagnostic** : faire le point sur ses connaissances des principes généraux de la comptabilité OPC

Maîtriser l'environnement des OPC

Lister les principaux acteurs  
Analyser la typologie et les mécanismes des OPC

- Définir un OPC
- Les différentes catégories
- L'information financière permanente et périodique : contenu et fréquence
- Les mécanismes spécifiques
- Les ratios réglementaires applicables et leur évolution récente
- Maîtriser les aspects techniques, administratifs et comptables des OPC

Examiner les documents de référence

- Identifier les principaux changements issus de la réglementation et du comptable
- Le prospectus

Découvrir la structure des comptes d'un OPC et visualiser le plan comptable

- Champ d'application, dispositions générales et principes spécifiques
- Maîtriser les spécificités comptables des OPC**
- Notion de valeur liquidative et d'actif net
- Identifier les dérogations aux principes comptables généraux : capital variable, devise de tenue de comptabilité...

- Comprendre le fonctionnement des comptes de régularisation
- Assimiler les règles de valorisation

Mettre en pratique les schémas d'écritures comptables

Schémas d'écritures simples  
Souscription et rachat de parts  
Achat de valeurs mobilières

**Exercice d'application** : passage d'écritures d'achat de titres

Valorisation

**Exercice d'application** : passage des écritures de valorisation et détermination de la valeur liquidative de l'OPC

Tombée de coupon obligataire

**Exercice d'application** : passage des écritures d'encaissement de revenu en mode coupon encaissé et coupon couru  
Frais de gestion / frais réels / autres charges

**Exercice d'application** : passage des écritures dans le cas d'une provision quotidienne et d'un paiement en fin de mois  
Opérations complexes : fusion, scission...

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les particularités comptables d'un organisme placement collectif.

2 jours

14 heures

Code 92058

Paris		
19-20	mai	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Construction de portefeuille et gestion des risques

Comprendre et utiliser les techniques d'allocation d'actifs

Perfectionnement

**Pour gérer un portefeuille en minimisant les risques, la diversification de ses placements semble être la meilleure stratégie pour obtenir un rapport optimal entre le rendement et le risque. Pour cela, tout gérant de portefeuille doit bien maîtriser le comportement des différents actifs financiers ainsi que les techniques de construction d'un portefeuille financier.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes d'allocation d'actifs.
- Construire et piloter un portefeuille d'actifs.
- Mesurer la performance de son allocation.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases des OPC " (code 92146 p. 372).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la gestion diversifiée
- Gérants de portefeuille
- Conseillers en investissements financiers

## ANIMATEUR

Jean-Christophe COTTA  
Directeur Général  
ALLOCATION & SELECTION

## PROGRAMME

### Maîtriser le cadre général de la gestion d'actifs

- Cerner les enjeux de la gestion d'actifs
- Présentation de l'allocation d'actifs et des différents acteurs
- Différencier les formes de gestion
- Gestion pour compte de tiers, pour compte propre
- Gestion directe versus gestion déléguée
- La gestion sous mandat
- **Exercice d'application** : intérêt des principaux rapports annuels à étudier

### Connaître le comportement des différentes classes d'actif

- Distinguer les différents produits financiers
- Examiner les différentes gestions
- **Étude de cas** : étude historique du comportement des actifs

### Étudier les fondements théoriques et pratiques de construction d'un portefeuille financier

- Comprendre l'apport des pionniers de la finance et les théories récentes
- Identifier les outils d'aide à la décision
- **Étude de cas** : étude simple d'une optimisation sous contrainte Markowitz

### Construire un portefeuille diversifié : le processus à suivre

- Maîtriser les différentes étapes de constitution d'un portefeuille
  - Enseignements pratiques
  - **Exercice d'application** : construction d'un portefeuille OPC actions, d'un mandat diversifié sans contrainte réglementaire, d'un mandat d'assurance ou de mutuelle et d'un mandat de gestion patrimoniale
- ### Mesurer la performance et les risques associés
- Identifier les principaux indicateurs de performance et de risque
  - **Étude de cas** : analyse de tracking error et de VaR
  - Diagnostiquer le profil de risque
  - Estimer le risque : les modèles à utiliser
  - Attribution ou contribution de performance
  - Faire des choix sectoriels ou géographiques
  - **Exercice d'application** : à partir des objectifs et contraintes d'un investisseur, détermination de son allocation d'actifs

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les étapes de la constitution d'un portefeuille financier.

2 jours  
14 heures  
Code 92097

Paris		
13-14	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Maîtriser la gestion actif-passif bancaire

Pour optimiser l'allocation des risques de l'ALM

Expertise

**L'Asset and Liability Management est une méthode qui permet notamment à une banque, de gérer la composition et l'adéquation de l'ensemble de ses actifs et passifs et de son hors-bilan. Les outils ALM sont de plus en plus sophistiqués et automatisés. Afin de les utiliser au mieux, il faut maîtriser les risques de bilan bancaire et les méthodes de mesure et de gestion de ces risques.**

## OBJECTIFS

- Faire le point sur les risques et leur méthode d'évaluation.
- Identifier les impacts des normes IFRS.
- Mettre en place et faire vivre un système ALM.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des marchés et des produits financiers.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion et responsables du contrôle interne
- Gestionnaires actif-passif
- Toute personne associée à l'utilisation des outils de la gestion-actif bancaire

## ANIMATEUR

Frédéric ALEXIS  
Actuaire conseil  
Ancien gestionnaire actif-passif au sein d'un établissement bancaire

## PROGRAMME

### Cerner le cadre et les objectifs de l'ALM

- Maîtriser les risques du bilan bancaire
- Identifier les principaux risques stratégiques et opérationnels
- Optimiser l'allocation des risques
- Aperçu des méthodes de mesure : Gaps, Valeur Actuelle Nette et Value-at-Risk...
- Respecter la réglementation prudentielle
- Intégrer les conséquences du passage aux IFRS
- Identifier les changements liés à l'IAS 39
- Tableau récapitulatif

### Mesurer et gérer l'ensemble des risques

- Risque de liquidité
- Définir les facteurs de risque
- Maîtriser les ratios de liquidité
- **Exercice d'application** : calcul des gaps de liquidité
- Mesurer l'exposition au risque de change
- Distinguer position de change comptable et économique
- **Étude de cas** : examen de solutions de couverture de remontée du résultat en devise
- Risque de taux global
- Mesurer le risque de taux global : VAN, duration, sensibilité, VaR...
- **Exercice d'application** : calcul des gaps de taux, visualisation de l'impact financier et comptable

### Options cachées

- Estimer l'exposition sur les options cachées
- **Étude de cas** : méthode utilisée dans une grande banque de la place
- Risque de crédit et de contrepartie
- Gérer le risque de contrepartie sur les produits dérivés
- Estimer la probabilité de défaut et les provisions économiques
- **Étude de cas** : passage en revue des différentes techniques de réduction du risque de crédit

### Optimiser l'organisation interne de la gestion actif-passif

- Organiser la fonction : faire le point sur les missions d'un service ALM
- **Exercice d'application** : construction d'un tableau de bord ALM
- Dynamiser l'allocation de fonds propres
- **Partage d'expériences** : échanges sur les enseignements à tirer de différentes organisations de gestion actif-passif

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'utiliser les différentes techniques de la gestion actif-passif et de mesurer les risques liés à l'ALM.

2 jours  
14 heures  
Code 92053

Paris		
2-3	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 725 € - repas inclus

# Maîtriser la gestion du back-office titres

Le traitement des opérations sur titres (OST)



Longtemps considérées comme une activité sans réelle plus-value, les fonctions des back-offices titres se sont considérablement élargies depuis plusieurs années. La diversité des titres traités, la nécessité de contrôler les risques financiers et la sécurité du système, l'internationalisation et la multiplication des opérations sur internet sont venues en compliquer les missions.

## OBJECTIFS

- Cerner le rôle et la fonction du back-office titres.
- Maîtriser la gestion des opérations traitées par le back-office titres.
- Intégrer les évolutions à venir pour le back-office titres.

## PRÉREQUIS

Il est recommandé d'avoir une connaissance des marchés financiers ou d'avoir préalablement suivi " Les marchés financiers - Niveau 2 " (code 92042 p. 380).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Opérateurs middle et back-offices
- Collaborateurs du service titres
- Contrôleurs internes, auditeurs et inspecteurs

## ANIMATEUR

Michel COMMUN  
Spécialiste des activités post-marché

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner le rôle et la fonction du back-office titres

##### Déterminer sa place dans la chaîne de gestion des titres financiers

- Identifier les différents acteurs
- Connaître les différents métiers
- Recenser les missions essentielles du back-office titres

##### Présenter la chaîne de traitement des titres financiers

- Identifier les marchés et titres financiers
  - Distinguer les systèmes de négociation, chambres de compensation, systèmes de règlement-livraison et de paiement
- Exercice d'application** : cartographie post-it des différents acteurs autour du back-office titres

#### Maîtriser la gestion des opérations traitées par le back-office titres

##### Recenser les grandes catégories d'opérations et leurs spécificités

- Le traitement des opérations boursières
- Le traitement des opérations hors bourse et le collatéral management

##### Maîtriser les principes de la comptabilité titres et espèces

- Le rôle et les obligations du teneur de compte conservateur

##### Traiter les Opérations Sur Titres (OST)

- Les principales OST et leurs modalités de traitement
  - Les missions des autres fonctions autour du back-office Titres
- Exercice d'application** : exemple de calcul d'une OST

#### Optimiser sa stratégie back-office Mettre en place des procédures de traitement et de contrôle performantes

- Les moyens humains et techniques du back-office Titres
- Les différents reportings
- L'amélioration des traitements et services en continu

#### Choisir l'option stratégique la plus adaptée

- La restructuration de la filière titres
  - Les différents partenariats
  - La sous-traitance et l'externalisation
- Autodiagnostic** : évaluation de sa pratique et identification des points forts et des améliorations à apporter

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les méthodes et outils pour optimiser l'activité et les contraintes du back-office titres.

2 jours  
14 heures

Code 92056

Paris		
9-10	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Pratiquer le contrôle de gestion bancaire

Du calcul des coûts au pilotage de l'activité bancaire

Comme n'importe quelle entreprise, chaque banque dispose de son propre contrôle de gestion. Identifier les bons indicateurs, choisir la méthode de calcul adaptée ou mettre en place un tableau de bord efficace pour mesurer la performance, sont autant de missions dévolues au contrôle de gestion qu'il convient d'adapter aux spécificités du secteur bancaire.

## OBJECTIFS

- Faire les meilleurs choix organisationnels.
- Recenser les indicateurs les plus pertinents.
- Passer du calcul des coûts au pilotage de l'activité bancaire.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité bancaire.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs de gestion et responsables financiers
- Responsables comptables
- Inspecteurs et auditeurs internes

## ANIMATEUR

Philippe CHANOINE  
Spécialiste des opérations sur titres

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Mettre en place le contrôle de gestion bancaire

##### Définir la fonction et son contenu Construire une organisation

- Lister les compétences indispensables du contrôleur de gestion
- Choisir son rattachement hiérarchique
- Arbitrer entre centralisation et décentralisation
- Intégrer les spécificités des banques à réseau

##### Mesurer et analyser les performances bancaires

- Recenser les différents axes de mesure : produits, services, métiers, centres de responsabilité, clients...
- Exercice d'application** : sur la base de données fictives, arbitrage entre une mesure de performance par segment ou métier, par client ou groupe de clients et choix des indicateurs les plus adaptés
- Calculer le Produit National Brut (PNB) par centre de profit**
- Exercice d'application** : calcul du float et des capitaux moyens d'un centre de profit
- Choisir la méthode de calcul des charges et des coûts d'opération la plus adaptée
- Exercice d'application** : détermination des prix de revient de prestations bancaires sur la base des données fournies

- Développer de nouveaux indicateurs non-financiers
  - Mesurer la performance à partir de tableaux de bord
- Exercice d'application** : élaboration du tableau de bord d'une agence
- Passer à la gestion prévisionnelle

#### Identifier les limites des systèmes traditionnels

- Étudier la solution Activity Based Costing ABC/ABM
  - Appliquer la méthode ABC en environnement bancaire
- Exercice d'application** : pilotage des activités de back-office et intégration des coûts de traitement back-office dans le calcul de la rentabilité des opérations générées par le front-office

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principes et techniques du contrôle de gestion bancaire.

2 jours  
14 heures

Code 92015

Paris		
16-17	juin	2016
29-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Le résultat fiscal dans les établissements financiers

Calculer la charge d'impôt sur les bénéfices des banques

## PROGRAMME

Initiation

La charge d'impôt sur les bénéfices des banques et des établissements financiers est déterminée sur la base de son résultat fiscal. Ce résultat fiscal est calculé à partir du résultat comptable. Il convient donc de maîtriser non seulement les spécificités de la fiscalité des banques et des établissements financiers, particulièrement en matière d'impôt sur les sociétés tout en respectant les règles de sous-capitalisation. Mais également de maîtriser un certain nombre de réglementations spécifiques aux établissements financiers pour déterminer le résultat fiscal et sa traduction dans la liasse fiscale en vue de déterminer sa charge d'impôt.

### OBJECTIFS

- Appliquer les règles spécifiques de détermination du résultat fiscal des banques et des établissements financiers.
- Établir la liasse fiscale spécifique aux banques.
- Optimiser le résultat fiscal et limiter le montant de la charge d'impôt.

### PRÉREQUIS

Être impliqué dans l'établissement de la liasse fiscale de son entreprise.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers, fiscalistes
- Responsables comptables et financiers de banques et établissements financiers
- Avocats et experts-comptables

### ANIMATEUR

Vincent GARCIA  
Avocat Associé  
PDGB Société d'Avocats

### Maîtriser les règles de passage du résultat comptable au résultat fiscal des banques et des établissements financiers

- Appliquer les règles de territorialité de l'IS
- Mener les démarches pour déterminer le résultat fiscal
- Procéder au traitement fiscal des postes comptables
- Appliquer les règles spécifiques applicables aux provisions
- Identifier les principaux crédits d'impôt dans les banques
- Les impacts de l'intégration fiscale dans la détermination du résultat fiscal des banques

**Exercice d'application** : détermination des corrections fiscales à apporter au résultat comptable au sein d'un établissement financier

### Déterminer la charge d'impôt sur les bénéfices de la banque

- Déterminer le taux d'imposition
- Procéder à la liquidation de l'impôt et le payer

**Exercice d'application** : détermination de la charge d'impôt à comptabiliser

### Limiter la déductibilité des charges financières

- Respecter les règles de sous-capitalisation
  - Appliquer l'article 212 du CGI aux établissements et opérations de crédit
  - Appréhender les impacts des règles anti sous capitalisation
  - Cerner les autres dispositifs limitant la déductibilité des charges financières
- Exercice d'application** : quote-part d'intérêts différés et détermination des trois plafonds en fonction du ratio d'endettement, du ratio de couverture d'intérêts et des intérêts servis par des sociétés liées

### Maîtriser les règles de fiscalité des opérations sur titres

- Analyser le portefeuille titres et les opérations sur titres
- Connaître les opérations sur instruments financiers

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer la charge d'impôt de votre banque ou de votre établissement financier en limitant vos risques de contrôle et de rehaussement.

2 jours  
14 heures

Code 30114

Paris		
26-27	mai	2016
27-28	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

# TVA sur les opérations bancaires et financières

Maîtriser les obligations déclaratives et bénéficier des droits à déduction

## PROGRAMME

Perfectionnement

Le sort des opérations financières, au regard de la TVA, nécessite d'examiner leur situation au regard du champ d'application de la TVA, matière qui a donné lieu à une jurisprudence abondante. En effet, les opérations bancaires et financières entrent dans le champ d'application de la TVA même si certaines opérations sont soumises à des règles spécifiques relevant des dispositions des articles 260 B, 260 C et 261 C du CGI. Ces règles doivent donc être maîtrisées afin de limiter le montant de TVA que l'établissement financier doit acquitter et bien gérer les droits à déduction.

### OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes de base de la TVA qui s'appliquent aux opérations bancaires et financières.
- Identifier le champ d'application de cette TVA spécifique en déterminant les opérations hors champ, celles qui sont exonérées et celles qui sont imposables de plein droit ou sur option.
- Exercer les droits à déduction et déterminer les coefficients de taxation.

### PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en mécanismes de la TVA ou avoir suivi " Les bases de la TVA " (code 30007 p. 331).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la TVA dans les établissements financiers
- Responsables fiscaux et financiers, fiscalistes
- Avocats fiscalistes et juristes
- Experts comptables et commissaires aux comptes

### ANIMATEUR

Olivier CORTEZ, Avocat Associé  
HEDEOS - Société d'Avocats

### Délimiter le champ d'application de la TVA sur les opérations bancaires et financières

- Identifier les opérations dans le champ et hors champ
  - Déterminer les opérations bancaires et financières imposables et celles qui sont exonérées
  - Choisir ou non l'option et connaître les cas de dénonciation de l'option
- Exercice d'application** : chaque cas particulier est illustré par un exercice de détermination de la TVA sur les opérations bancaires et financières

### Maîtriser les règles de territorialité de la TVA applicables aux banques et établissements financiers

- Appliquer les règles de territorialité en matière de prestations de services
  - Déterminer la nature des prestations et les critères de territorialité
- Exercice d'application** : détermination de la nature de diverses prestations et du lieu d'imposition à la TVA applicable aux opérations bancaires et financières

### Déterminer les droits à déduction et déclarer la TVA : appliquer les spécificités des opérations de banque

- Déterminer la base d'imposition de la TVA en appliquant les spécificités liées aux opérations bancaires et financières
  - Identifier le fait générateur et la date d'exigibilité
  - Déterminer les coefficients de déduction applicables
- Exercice d'application** : calcul des droits à déduction relatifs aux produits financiers et détermination des obligations afférentes en matière de déclaration et de facturation

### Assimiler les impacts en matière de taxe sur les salaires, de taxe sur les transactions financières et sur la cotisation sociale des sociétés

- Appliquer les règles d'assujettissement à la taxe sur les salaires en intégrant le cas de secteurs distincts
  - Distinguer avec le régime de la taxe sur les transactions financières
- Exercice d'application** : calcul de la C3S dans le cadre d'un exemple chiffré

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer les droits à déduction de votre établissement financier et d'appliquer les règles de TVA liées aux opérations bancaires et financières.

2 jours  
14 heures

Code 30115

Paris		
13-14	juin	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus



# Maîtriser les bases du risk management

Techniques de mesure du risque

**La fonction risk management est incontournable dans les banques et la crise financière actuelle ne fait que renforcer l'importance du métier et des techniques associées. Connaître les différents risques et les indicateurs de mesure devient une exigence pour toute personne impliquée dans la gestion d'un établissement financier.**

## OBJECTIFS

- Découvrir la mesure locale et statistique du risque.
- Cerner les concepts de sensibilité, convexité et grecques de portefeuille.
- Identifier la difficulté de mesurer les risques sur des positions non linéaires taux et optionnelles.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances fondamentales sur les produits financiers et la réglementation bancaire.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services financiers
- Analystes financiers
- Toute personne souhaitant maîtriser les techniques du risk management

## ANIMATEUR

Emmanuel LEWKOWICZ  
Responsable méthodologie du risque opérationnel  
CRÉDIT AGRICOLE SA

## PROGRAMME

Initiation

### Analyser la typologie et cerner les dimensions du risque

#### Risques de marché

- Risques principaux et résiduels
- Risques taux, change, actions et matières premières
- Risques de spread et de base
- Savoir ce qu'est un " événement de crédit "
- Défaut d'emprunteurs, de contreparties ou d'émetteurs
- Agences de rating / spread de crédit / probabilité de défaut

#### Risques de crédit

- Agences de rating / spread de crédit / probabilité de défaut

#### Risques opérationnels

- Identification des risques opérationnels
- Défaut de procédures, des systèmes ou de personnel

#### Risque de bilan / risque Asset and Liability Management (ALM)

- Notion de gap de taux en ALM

#### Facteurs de développement du risk management

- Croissance du volume des produits dérivés
- Catastrophes financières
- Processus de réglementation prudentielle

### Découvrir la mesure locale du risque

- Concept de linéarité du pay-off d'une position
- Mesure locale du risque de position taux et crédit
- Mesure locale du risque de positions optionnelles

**Exercice d'application** : mesure de la variation du prix d'une obligation / prise en compte des effets sensibilité et convexité / ratio de couverture

### Découvrir la mesure statistique du risque / concept de Value at Risk (VaR)

#### Définition de la VaR

#### Typologie de VaR

- VaR absolue / relative / marginale
- Modalités de calcul de la VaR
- Approches paramétrique / historique / Monte-Carlo

#### Limites des calculs de VaR

**Exercice d'application** : calcul de la VaR 95 % cinq jours d'un portefeuille obligataire investi sur le marché US

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les techniques de mesure des risques.

2 jours  
14 heures

Code 92113

### Paris

17-18	mars	2016
20-21	octobre	2016

Tarif HT : 1580 € - repas inclus

# Gestion du risque opérationnel

Cartographier les risques et organiser une cellule de gestion



**Selon le Comité de Bâle, le risque opérationnel est le risque de pertes résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes, ou à des événements extérieurs. L'impact de ce risque peut être considérable et les banques doivent donc sensibiliser leurs collaborateurs dans leur évaluation en vue d'un contrôle performant.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les divers paramètres et composantes du risque opérationnel.
- Élaborer des cadres et des structures de gestion du risque.
- Réussir la création d'une cellule de gestion du risque opérationnel.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases du risk management " (code 92113 p. 377).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Risk managers
- Auditeurs internes et inspecteurs
- Toute personne chargée de la gestion du risque opérationnel

## ANIMATEUR

Michel COMMUN  
Spécialiste des activités post-marché

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

### Découvrir les fondamentaux en matière de risque opérationnel

#### Définir le risque opérationnel

- Cerner les enjeux et les caractéristiques du risque opérationnel
- Analyser les multiples dimensions du risque opérationnel

#### Maîtriser la réglementation applicable

#### Délimiter le périmètre des risques opérationnels

- La typologie des différentes catégories de risques opérationnels
- La classification détaillée des événements générateurs de pertes opérationnelles
- Mettre en oeuvre les moyens permettant de répondre aux exigences de fonds propres

- Les différentes approches
- Les critères qualitatifs et quantitatifs
- **Exercice d'application** : identification des risques opérationnels à partir d'un processus d'une banque

### Organiser et gérer les risques opérationnels

#### Adapter son organisation

- Définir les principes d'organisation de la filière risques opérationnels
- Élaborer la cartographie des risques
- Identifier les incidents et la mettre en oeuvre une base des incidents
- Établir des reportings internes et externes
- Adopter des méthodes de management des risques opérationnels

#### Définir les limites

- Assurer la couverture interne et externe des risques

**Étude de cas** : mise en place et suivi d'une cellule de gestion du risque opérationnel

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différents outils de mise en place et de suivi d'une cellule de gestion du risque opérationnel.

1 jour  
7 heures

Code 92055

### Paris

18	mai	2016
30	novembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Conformité et contrôle interne dans la banque

Les procédures à mettre en place



**Renforcés par les modifications du règlement CRBF 97-02, la crise et la nouvelle régulation qui en découle, la conformité et le contrôle interne sont devenus un enjeu majeur pour les banques. Définir l'organisation et mettre en place les contrôles périodiques et permanents adéquats prennent ainsi une place stratégique.**

## ● OBJECTIFS

- Améliorer l'efficacité des procédures de contrôle interne.
- Identifier les zones à risque.
- Mettre en place la fonction contrôle de la conformité.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des métiers et de la réglementation du secteur bancaire.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Contrôleurs internes
- Compliance officers
- Auditeurs internes

## ● ANIMATEUR

André JACQUEMET  
Associé  
BPA

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'évaluer l'efficacité des procédures de contrôle interne.

## PROGRAMME

Perfectionnement



## JE VIS MA FORMATION

Je suis dans la peau d'un responsable conformité et je mets en place un dispositif de contrôle interne et des outils de reporting efficaces.  
Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Définir le cadre général du contrôle interne et de la conformité

- SOX, le référentiel Committee of Sponsoring Organizations (COSO), Loi de Sécurité Financière (LSF), Bâle 2, règlement du Comité Consultatif de la Législation et de la Réglementation Financière (CCLRF).

**Autodiagnostic** : évaluation des connaissances sur les principes du contrôle interne en milieu bancaire

#### Piloter le contrôle interne et la conformité dans le secteur bancaire

- Préalable : identifier les activités bancaires à surveiller et les activités à risque
- **Distinguer et positionner les acteurs du contrôle**
- Contrôle permanent, contrôle périodique, contrôle de conformité, déontologie, gestion des risques... Distinctions et interactions
- Positionnement des différentes fonctions : règles d'indépendance à respecter et possibilités de cumul
- Les possibilités d'externalisation
- Relations avec la direction et les opérationnels

#### Connaître l'étendue des missions

- Vérifier la conformité, le respect des procédures, la qualité de l'information comptable et financière

- Mettre en place des systèmes d'analyse et de mesure des risques opérationnels

**Exercice d'application** : élaboration d'un programme de missions de contrôle

#### Identifier le risque de mise en jeu de la responsabilité

- Une obligation de moyens renforcée
- Identifier les personnes responsables
- Les précautions à prendre

#### Organiser le contrôle interne : les procédures à mettre en place

- Préalable : les structures à contrôler et le cas des activités à l'étranger
- Périodicité, traçabilité et formalisme des contrôles

#### Mettre en place les contrôles permanents

- Contrôles de 1er niveau, de 2e et 3e niveaux
- L'articulation entre les différents niveaux de contrôle
- Le recueil des procédures

#### Maîtriser les risques

- Cartographie des risques bancaires : identification et classification
- Évaluation et niveau d'exposition aux risques
- **Étude de cas** : analyse critique de la cartographie des risques d'un établissement et adaptation des concepts au contrôle spécifique d'une banque de réseau ou des activités de marché

#### Mettre en œuvre les contrôles périodiques

- Définir un rythme de contrôle
- Les personnes pouvant exercer le contrôle
- Le plan de contrôle du contrôle interne : fonctionnement et objectif
- Les modalités d'évaluation des procédures

#### Gérer les dysfonctionnements constatés

- Les dispositifs de remontée des dysfonctionnements
- La mise en place et le suivi d'actions correctrices

#### Rédiger le rapport de contrôle interne

- Objectif et contenu

**Étude de cas** : analyse critique et commentée des meilleures pratiques

### ✔ Quiz aval



#### Paris

23-24	juin	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

Code 92069

## TESTEZ-VOUS !

Parmi les incidents suivants, quel est celui qui ne relève pas du risque opérationnel ?

- A. Un incendie du centre informatique
- B. La faillite de son principal prestataire informatique
- C. Une erreur dans le codage du taux de prélèvement libératoire sur certains produits d'épargne
- D. Un changement d'actionnaire majoritaire à la suite d'une OPA hostile



Solutions : D : le changement d'actionnaire majoritaire à la suite d'une OPA hostile ne relève pas du risque opérationnel. Il relève plutôt du risque financier pour l'épargnant qui serait un actionnaire de la banque en question.

# Les marchés financiers - Niveau 1

Découvrir les mécanismes des marchés de capitaux



Les marchés financiers sont de plus en plus complexes en raison du développement de l'ingénierie financière et de la multiplicité des organes qui interviennent pour les réguler. Accéder à une meilleure connaissance de l'organisation de ces marchés et des produits qui sont proposés est donc indispensable, pour tout professionnel qui souhaite développer sa culture financière.

## OBJECTIFS

- Découvrir les mécanismes des marchés financiers.
- Analyser les caractéristiques des principaux produits financiers et leurs risques.
- Acquérir une culture financière pour mieux comprendre l'évolution des marchés.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en finance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Trésoriers et juristes
- Responsables back-office et reporting
- Toute personne n'intervenant pas directement sur les marchés financiers et souhaitant s'initier à leurs mécanismes

## ANIMATEUR

Sandrine BOUVET  
Expert en marchés financiers fixed income

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de cerner le fonctionnement des marchés financiers.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser les concepts fondamentaux

##### Découvrir le système financier : système bancaire et marchés de capitaux

- Différencier finance directe et indirecte
- Cerner le comportement des différents acteurs
- Distinguer économie d'endettement et économie de marchés financiers
- Découvrir les mutations récentes du système financier

##### Maîtriser l'organisation et le fonctionnement du marché des capitaux en France

- Définition et aperçu de la gamme des produits
- Comprendre la confrontation entre l'offre et la demande
- Étudier la composition de l'Eurolist d'Euronext
- Le marché réglementé et le marché de gré à gré
- Obtenir un ordre de grandeur des marchés
- Les différents objectifs d'intervention des opérateurs : couverture...

#### Intégrer le concept d'actualisation

- Identifier les différents taux d'intérêt
- Définir la valeur actuelle d'un titre
- Exercice d'application** : application du taux actuariel

#### Détailler les principaux marchés et produits financiers

##### Comprendre les caractéristiques du marché monétaire

- Distinguer instruments monétaires au comptant et à terme

##### Cerner la dynamique du marché obligataire

- Décomposer les paramètres clés d'une obligation
- Exercice d'application** : calcul de la valeur d'une obligation
- Comprendre la cotation d'une obligation
- Lister les risques d'une obligation

##### Cerner le rôle du marché des actions : fonctionnement de l'Eurolist

- Assimiler la typologie des différents compartiments et les critères de classement des sociétés
- Découvrir la nouvelle gamme d'indices
- Analyse fondamentale de la valeur des actions : évaluation par les dividendes
- Être admis sur Alternext : conditions

##### Analyser les caractéristiques du marché des changes

- Aborder et maîtriser le risque de change
- Le change comptant et à terme
- Exercice d'application** : calcul d'un cours à terme

##### Maîtriser le principe de l'option

- Analyser les déterminants du prix de l'option : valeur intrinsèque et valeur temps
- Estimer les profils de gain des stratégies optionnelles simples
- Exercice d'application** : élaboration d'un tableau récapitulatif des différents produits dérivés

### Quiz aval



Code 92019

Paris		
28-29	janvier	2016
23-24	mai	2016
22-23	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
26-27	janvier	2017

Tarif HT : 1580 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

L'autorité publique chargée de veiller à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers est :

- A. Le Ministère des Finances
- B. Le Ministère de la protection sociale
- C. L'Autorité des Marchés Financiers (AMF)



Solutions : C : L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est un organisme public indépendant, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, qui a pour missions de veiller :  
- à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers ;  
- à l'information des investisseurs ;  
- au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

# Les marchés financiers - Niveau 2

Distinguer les principaux marchés et produits financiers



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Le renforcement des réglementations sur les marchés engendre de nouvelles pratiques financières. Celles-ci intéressent tout naturellement les professionnels de l'industrie financière et les investisseurs qui souhaitent maîtriser le fonctionnement des marchés, leurs techniques et leurs produits.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser l'organisation et le fonctionnement des marchés financiers.
- Maîtriser l'évaluation et les risques des différents produits financiers.
- Appliquer les bases de calcul monétaire et obligataire.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 1 " (code 92019 p. 379).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables middle office et back-office de marché, responsables de la conformité
- Responsables financiers et comptables, responsables trésorerie
- Toute personne souhaitant maîtriser les mécanismes des marchés financiers

## ● ANIMATEUR

**Abderman SOLTANI**  
Chargé de mission back-office marchés des capitaux dans un grand établissement financier  
Auteur de " Pratique de l'asset management " chez Eyrolles

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✓ Quiz amont

#### Approfondir sa connaissance des marchés financiers : organisation et fonctionnement

**Autodiagnostic** : chaque participant évalue sa pratique et ses connaissances

- Le système financier
- Les différents instruments financiers
- La typologie des marchés
- Les conditions d'un marché compétitif

#### Rappels de mathématiques financières

- Taux d'intérêt : simples et composés, précomptés et post-comptés
- Échéancier d'emprunt : in fine, zéro-coupon, échéance et amortissement constant
- Capitalisation et actualisation

#### Identifier les principaux marchés et produits financiers

##### Marchés de taux d'intérêt

- Description des marchés de taux
- Instruments monétaires au comptant
- Instruments monétaires à terme

##### Marché obligataire

- Paramètres clés d'une obligation
- Valeur d'une obligation
- Exercice d'application** : évaluation d'un Bon du Trésor à Intérêts Annuels (BTAN)

#### Marché des actions

- L'émission d'actions : augmentation de capital, droit de souscription et droit d'attribution
- L'évaluation par les dividendes / par les multiples
- Les éléments de gestion des actions : la droite de marché

**Exercice d'application** : évaluation du Price Earnings Ratio (PER) d'une action

#### Marché des changes

- Le risque de change
- Le change comptant, le change à terme et les swaps de change

#### L'option

- Le principe de l'option
- Les déterminants du prix de l'option
- L'option de change, l'option de taux
- Les stratégies de couverture

**Étude de cas** : analyse d'une option de change

### ✓ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIÉR

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les spécificités de chaque produit financier.

**2** jours

**14** heures

Code 92042

### Paris

21-22	mars	2016
23-24	juin	2016
6-7	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Les marchés des matières premières

Mettre en œuvre la bonne stratégie financière



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Des sous-jacents aux produits dérivés fermes et optionnels en passant par les mécanismes de formation des prix, les marchés des matières premières et de ses dérivés répondent à des règles et à un fonctionnement bien précis. Couverture, arbitrage ou spéculation afin de mettre en œuvre la stratégie choisie, il est impératif d'en maîtriser tous les aspects.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le fonctionnement des marchés des matières premières.
- S'appropriier les mécanismes de formation des prix.
- Utiliser les produits dérivés matières premières en fonction de la stratégie adoptée.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 1 " (code 92019 p. 379).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Traders matières premières et dérivés matières premières
- Sales de matières premières
- Collaborateurs des services financiers

## ● ANIMATEUR

**Brigitte LE RIDOU DUSSAUT**  
Consultante en finance de marché  
CO13 CONSULTING

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Identifier les différents marchés de matières premières

**Autodiagnostic** : chaque participant évalue ses connaissances sur les marchés de matières premières et sur les produits dérivés liés

#### Faire le point sur le commerce de matières premières

- Fonctionnement du commerce international des matières premières
- Le rôle des matières premières sur les marchés financiers

#### Découvrir les différents marchés et les bourses de matières premières

- Marchés agricoles
- Métaux et produits précieux
- Marchés de l'énergie et du CO<sup>2</sup>...

#### Focus sur les marchés de l'énergie : pétrole, gaz et électricité

- Les caractéristiques des marchés de l'énergie
- Les différents acteurs
- La formation des prix sur les marchés de l'énergie

#### Maîtriser les mécanismes des produits dérivés de matières premières

Maîtriser le fonctionnement des marchés des produits dérivés

- Marchés organisés OTC
- La formation des prix
- Définir les caractéristiques et différencier les produits dérivés utilisés**

• Les forwards, futures, swaps, options

#### Recourir aux différentes stratégies de trading sur les marchés à terme

- Couverture, arbitrage
- Spéculation
- Exercice d'application** : détermination de la stratégie de couverture la plus adaptée en fonction de la situation d'un opérateur

### ✓ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIÉR

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre le fonctionnement des marchés de matières premières et d'utiliser les produits dérivés de matières premières dans le cadre des différentes stratégies financières.

**2** jours

**14** heures

Code 92188

### Paris

24-25	mars	2016
20-21	octobre	2016

Tarif HT : 1 580 € - repas inclus

# Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques

Caractéristiques, prix et couverture

 Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

À l'image des autres matières premières, l'énergie a son propre marché. Des sous-jacents aux produits dérivés fermes et optionnels, en passant par les mécanismes de formation des prix, le marché de l'énergie et des dérivés énergétiques répond à des règles et à un fonctionnement à part entière.

## OBJECTIFS

- Cerner les concepts clés des marchés de l'énergie.
- Maîtriser le mode de fonctionnement des marchés futures et de gré à gré.
- Maîtriser la valorisation et la gestion des options sur produits énergétiques.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 2 " (code 92042 p. 380).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services financiers
- Sales de produits énergétiques
- Toute personne travaillant dans le secteur énergie

## ANIMATEUR

Abderman SOLTANI

Chargé de mission back-office marchés des capitaux dans un grand établissement financier  
Auteur de " Pratique de l'asset management " chez Eyrolles

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Analyser les caractéristiques des marchés de l'énergie

#### Identifier les produits sous-jacents au marché de l'énergie

- Les marchés du pétrole, du gaz et de l'électricité
- Light, sweet, brent, heating, gaz naturel, charbon et propane

#### Intégrer la structure du marché : principaux acteurs et motivations

- Fonctionnement des marchés futures : NYMEX, LME...
  - Fonctionnement des marchés de gré à gré
- #### Découvrir pourquoi les entreprises ont recours à ce marché
- Utiliser les dérivés énergétiques pour gérer les risques

### Maîtriser la formation des prix sur les marchés de l'énergie

- Analyser les concepts de prix spot forward
  - Lire la structure à terme des prix
  - Expliquer les situations de départ et de report
  - Illustrer la saisonnalité des prix et la volatilité
- Étude de cas :** analyse de la structure à terme des prix sur le contrat light sweet crude oil sur le Nymex et mise en place d'une position longue

### Se couvrir sur les marchés de l'énergie

#### Les produits dérivés fermes

- Forwards
  - Futures et stratégies de base
  - Swaps
- Exercice d'application :** couverture par une entreprise du risque de hausse du marché du pétrole, et mise en parallèle des résultats obtenus en fonction d'une couverture sur les futures et sur les swaps
- #### Les produits dérivés optionnels

- Options
  - Options exotiques : barrières, digitales, asiatiques...
  - Gestion en delta neutre : neutraliser le risque directionnel
  - Stratégies straddle et strangle
  - Tunnels haussiers ou baissiers
  - Calls et puts ladder
- Exercice d'application :** valorisation sous Excel d'un call sur un contrat de gaz naturel du Nymex et couverture de la position et gestion à partir de ses greeks

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les principaux instruments financiers et leurs principales utilisations des dérivés énergétiques.

**2** jours **14** heures  
Code 92138

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Les fondamentaux des instruments financiers

Titres et gestion de portefeuille

 P LEANDED

Actions, obligations, titres de créances négociables ou produits dérivés... autant d'instruments financiers que les banques et les entreprises utilisent au quotidien. Aussi, une connaissance de leurs caractéristiques, de leur fonctionnement et des risques liés est aujourd'hui indispensable.

## OBJECTIFS

- Identifier les caractéristiques propres et les finalités des principaux instruments financiers.
- Découvrir leur fonctionnement et leur utilisation.
- En mesurer les risques respectifs.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur le fonctionnement des marchés financiers.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables back-office
- Inspecteurs et auditeurs
- Toute personne souhaitant acquérir une connaissance de base des instruments financiers

## ANIMATEUR

Pierre-François LOBE

Consultant en finance de marché

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Identifier les différents marchés financiers et leurs rôles respectifs

#### Le marché monétaire et le marché financier

- Rôle et fonctionnement
- Les marchés dérivés
- Rôle et principes de fonctionnement

### Identifier les différentes catégories de titres

#### Identifier les modifications apportées par l'ordonnance du 08/01/09 relative aux instruments financiers

- Définition des instruments financiers
- Les titres représentatifs de fonds propres
- Actions ordinaires, actions à dividende prioritaire sans droit de vote, bons de souscription d'actions, certificats d'investissement, actions reflats, actions de préférence...
- Évaluer les risques
- Les titres intermédiaires entre actions et obligations
- Obligations convertibles, obligations remboursables en actions...
- Les droits du porteur et les risques

### Les titres représentatifs de fonds empruntés à court terme

- Les titres de créances négociables : émetteurs, rôle et fonctionnement

### Les titres représentatifs de fonds empruntés à long terme

- **Exercice d'application :** détermination du prix d'une obligation

### Les produits dérivés

- Contrats à terme, swaps, options

### Découvrir la gestion de portefeuille Les méthodes

- La diversification
- La gestion passive, active et la garantie
- Les OPC
- Rôle et caractéristiques
- Les différentes catégories

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIERS

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes catégories d'instruments financiers.

**2** jours **14** heures  
Code 92018

Paris		
30-31	mars	2016
27-28	juin	2016
29-30	août	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 580 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 265 € repas inclus

# Maîtriser les marchés obligataires

Valorisation et gestion des risques



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Le marché obligataire est un moyen de financement à long terme. Les différents types d'obligations émises sur ce marché demeurent des instruments de référence de la dette des États et des grandes entreprises en raison notamment du faible risque qui est associé à ce type de produit financier. La maîtrise des caractéristiques de chaque type d'obligation est essentielle pour tout utilisateur.**

## OBJECTIFS

- Assimiler les techniques des marchés obligataires.
- Cerner les motivations des émetteurs et des investisseurs.
- Maîtriser les techniques de valorisation, de couverture et de gestion des portefeuilles obligataires.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des marchés et des produits financiers ou avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018 p. 381).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs de services financiers
- Ingénieurs financiers, trésoriers et directeurs financiers
- Toute personne souhaitant acquérir une connaissance des marchés obligataires

## ANIMATEUR

Sandrine BOUVET  
Expert en marchés financiers fixed income

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Découvrir les marchés obligataires Les principaux marchés de la dette d'État

- Obligation Assimilable du Trésor (OAT), BUND, treasuries, JGB, GILTS...
- Procédures d'adjudication : prix " limite " et à la hollandaise

#### Les marchés de la dette privée

- Marché primaire / secondaire
- Rôle des agences de notation : Moodys, Standard & Poor's
- Prise en compte du spread de crédit

#### Les grandes familles de produits

- Les obligations à taux fixe, indexées sur l'inflation (OATI, US tips...) et à taux révisable (OAT TECIO, Libor...)
- Les principaux intervenants, émetteurs ou investisseurs

#### Intégrer les méthodologies de valorisation des obligations

##### Identifier les paramètres-clés des obligations

- Valeur d'émission et de remboursement
- Coupon, amortissement, subordination
- Maturité et modalités de remboursement
- Exercice d'application : calcul d'un coupon en fonction des bases exact/365 et exact/360
- Valorisation à partir du taux actuariel de l'obligation

- Valorisation à partir de la courbe des taux zéro-coupon
- Exercice d'application : calcul du prix d'une obligation à taux fixe à partir de son taux actuariel et de la courbe des taux zéro-coupon

#### Maîtriser les outils de mesure et de gestion des risques de taux

- Identifier les principaux indicateurs de risque utilisés
- Estimer la variation du prix de l'obligation à partir de la sensibilité et de la convexité de l'obligation

#### Utilisation des swaps de taux pour couvrir une obligation

- Connaître le fonctionnement des swaps de taux
- Identifier les caractéristiques principales d'un asset swap
- Exercice d'application : estimation du spread d'une obligation à partir d'un écran de cotation

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les risques liés à l'investissement obligataire.

2  
jours

14  
heures

#### Paris

14-15	mars	2016
19-20	septembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

Code 92037

# Produits structurés

Maîtriser les techniques et leur utilisation



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Les produits structurés sont des placements financiers qui permettent à tout investisseur, cherchant à diversifier ses placements, d'obtenir un rendement supérieur aux produits financiers classiques tels que les actions et obligations. Pouvant à la fois être utilisés comme instruments de couverture ou d'investissement, ces produits peuvent être exposés à des risques qu'il convient de maîtriser.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes d'utilisation des produits structurés et savoir faire une évaluation.
- Améliorer la qualité des recommandations relatives aux stratégies d'investissement.
- Acquérir les fondamentaux et faire le point sur les derniers produits en développement.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018 p. 381).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gérants de portefeuille et leurs assistants
- Analystes quantitatifs, traders et sales
- Directeurs financiers et risk managers

## ANIMATEUR

Pierre- Francis LOBE  
Consultant en finance de marché

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Découvrir le mécanisme des produits structurés

Autodiagnostic : chaque participant évalue sa pratique et identifie les points forts et les améliorations à apporter

#### Connaître les produits structurés Analyser les différents supports

- Dépôts à terme
- Titres du marché monétaire
- Obligations zéro-coupon
- Euro Medium Term Note (EMTN)

#### Les options de première et seconde génération

- Options vanilles : définition, profil et valorisation
- Options à barrières
- Options binaires

Exercice d'application : établissement d'un pricer d'options vanilles sous Excel

#### Identifier les principaux produits structurés

##### Produits structurés à capital non garanti

- Reverse convertible sur action ou obligation
- Reverse convertible à barrière activante ou désactivante
- Reverse convertible avec participation minimale et participative

##### Produits structurés à capital garanti

- Call et put
- Call spread / put spread

- Strangle et straddle
- Options européennes et américaines binaires one touch / no touch
- Produits structurés à barrière avec dédommagement et plusieurs sous-jacents
- Produits structurés à plusieurs sous-jacents
- Exercice d'application : mise en place d'un comparateur des produits structurés sous Excel

#### Utiliser les produits structurés

##### Utiliser les produits structurés pour la couverture de portefeuille

- Les différents produits de couverture
- La sélection des produits selon le type de gestion de portefeuille

##### Analyser et suivre les risques

- Le risque émetteur
- Le risque client

##### Intégrer les aspects fiscaux et juridiques

- Les structures juridiques
- Les principaux aspects fiscaux
- Le déblocement avant échéance
- Exercice d'application : technique de montage des principaux produits structurés

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de distinguer les différentes techniques d'utilisation des produits structurés.

2  
jours

14  
heures

#### Paris

6-7	juin	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

Code 92096

# Options, futures et produits dérivés

Comprendre les mécanismes des dérivés



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Le recours aux options, futures et produits dérivés fait aujourd'hui partie des pratiques courantes des entreprises dans leurs opérations de couverture. Ces produits financiers permettent aussi à des investisseurs de spéculer en pariant sur l'évolution du prix d'un actif. Il convient dès lors d'en maîtriser les mécanismes pour les utiliser au mieux et en limiter les risques.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes et les principes d'utilisation des options, futures et produits dérivés.
- Cerner les mécanismes d'évaluation.
- Faire le point sur les derniers produits en développement.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des marchés et des produits financiers ou avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gérants de portefeuille
- Traders et sales, intermédiaires financiers
- Toute personne amenée à utiliser des options, futures et produits dérivés

## ANIMATEUR

Pierre- Francis LOBE  
Consultant en finance de marché

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Découvrir les instruments dérivés

- **Autodiagnostic** : évaluation de sa pratique et identification des points forts et améliorations à apporter
- Définir les instruments dérivés linéaires et non linéaires
- Comprendre les modes d'organisation des marchés

### Comprendre les contrats à terme et les swaps

- **Évaluer les contrats forward et futures**
  - Principe du coût de portage
  - Prix futures et prix futures spot anticipés
- **Définir le principe de couverture**
- **Acquérir les mécanismes de l'évaluation des swaps**
  - Principes et fonctionnement
  - Évaluation par arbitrage et courbe des taux

### Maîtriser les mécanismes des options

- **Introduction au marché des options**
  - Repérer les facteurs qui déterminent les prix des options
  - Les représentations graphiques des pay-offs
  - Valeur intrinsèque et valeur temps
- **Pricing des options de première génération et principes de couverture**
  - L'évaluation en temps discret : comprendre le modèle binomial

- L'évaluation risque neutre et l'équation différentielle de Black et Scholes
- **Exercice d'application** : étude et élaboration d'un pricer d'option Black et Scholes avec un calculateur des sensibilités sous Excel
- **Les options " non vanilles " : les digitales et leurs combinaisons avec les vanilles, les asiatiques, les barrières...**
- Principes de ces options plus ou moins exotiques
- Comprendre les " up and out ", les " knock out " ou " knock in "
- **Exercice d'application** : évaluation et couverture des options asiatiques
- **Identifier les autres produits dérivés**
  - Les options exotiques : les variances swaps, les Targeted Accrual Redemption Note (TARN) et les hybrides taux/change
  - Les dérivés de crédits
  - Les dérivés climatiques, quelques éléments introductifs
  - Les dérivés de volatilité : les variances swaps
- **Exercice d'application** : application de la méthode Monte-Carlo sous Excel

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principes d'utilisation des options, futures et produits dérivés.

2 jours  
14 heures

Code 92092

Paris		
11-12	avril	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 690 € - repas inclus

# Maîtriser les techniques de titrisation

Découvrir les actifs titrisables et les modalités de transfert de risque

**Opération de transformation d'éléments d'actifs en titres négociables qui ont vocation à être cédés à des tiers investisseurs, la titrisation est une opération financière complexe.**

**De la construction du portefeuille de référence à l'émission en passant par la constitution d'un véhicule ad hoc, chaque opération comporte des contraintes d'ordre juridique et comptable qu'il convient de maîtriser.**

## OBJECTIFS

- Découvrir les principaux types de titrisations.
- Maîtriser les techniques de tranching spécifiques aux opérations de titrisation.
- Cerner les motivations des émetteurs et des investisseurs.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des marchés financiers ou avoir suivi " Les marchés financiers - Niveau 2 " (code 92042 p. 380).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services financiers
- Trésoriers et directeurs financiers
- Banquiers d'affaires

## ANIMATEUR

Jean-Michel ROCCHI  
Président de société  
Professeur Affilié à l'Université de Paris Dauphine

## PROGRAMME

Initiation

### Découvrir les objectifs

- **Les caractéristiques du marché**
  - Connaître l'organisation du marché
  - Identifier les principaux acteurs
  - Connaître les spécificités du marché français
- Découvrir le principe de redistribution du risque de crédit
- Assurer l'émission d'obligations représentatives de portefeuilles d'actifs

### Une valorisation délicate soumise au risque de modèle

### L'impact de Bâle 2 sur ce marché

### Analyser les mécanismes et la structure des opérations

- **Construire un portefeuille de référence**
  - Identifier les actifs susceptibles d'être titrisés
  - Créances bancaires, instruments financiers, dérivés de crédit...
  - Titres adossés à des actifs homogènes
  - Titres adossés à des actifs hétérogènes
- **Mettre en place un véhicule ad hoc appelé Special Purpose Vehicle (SPV)**
  - Créer un SPV
  - Maîtriser les modalités d'une émission d'obligations titrisées

### Découper l'émission en plusieurs tranches

- Cerner le rôle déterminant des agences de ratings

### Découvrir les méthodologies de notation en matière de titrisation

### Structurer l'opération de titrisation

- Mettre en œuvre le tranching
- Émettre les tranches sénior, mezzanine et equity
- **Exercice d'application** : description complète du schéma de flux d'une opération de titrisation d'un portefeuille de 100 millions d'euros : flux entre la SPV et le cédant initiateur du montage, flux entre la SPV et les investisseurs des obligations titrisées, tranche sénior notée AAA, mezzanine notée BBB et equity non notée

### Titrisation synthétique

### Maîtriser les principes d'une opération de titrisation " financée "

- Construire synthétiquement une opération de titrisation
- Immuniser exclusivement le risque de crédit d'un portefeuille ou non
- **Exercice d'application** : description complète du schéma de flux d'un CDO synthétique partiellement financé

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les mécanismes communs à tous les montages de titrisation.

1 jour  
7 heures

Code 92129

Paris		
31	mars	2016
5	octobre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus



# Intermédiaire en assurance

Capacité Professionnelle en assurance

Perfectionnement

En application de l'article L512-5 du Code des assurances, toute personne souhaitant exercer l'intermédiation en assurance doit disposer d'une capacité professionnelle adaptée à son niveau de responsabilité. Cette exigence peut être satisfaite par un stage de formation dont le niveau est défini par la loi.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE L'INTERMÉDIAIRE EN ASSURANCE SONT :

- 1 - Maîtriser la réglementation du secteur de l'assurance
- 2 - Conseiller les produits d'assurances IARD et de personnes
- 3 - Proposer des contrats adaptés et gérer la relation client



Code 92306

Contactez-nous au  
01 44 09 25 08 pour construire  
votre parcours métier à la carte  
et bénéficiez d'un tarif dégressif  
sur les modules de votre choix

## PROGRAMME

### BLOC 1 Maîtriser la réglementation du secteur de l'assurance (6 jours)

#### Les fondamentaux de l'assurance (2 jours) p. 388

- Décrypter le marché.
- Maîtriser les bases du droit des assurances.
- Distinguer les différentes catégories de contrats et assimiler leurs mécanismes.

#### Intermédiation en assurance (2 jours) p. 390

- Intégrer et mettre en œuvre la réglementation concernant l'intermédiation à travers le choix d'un statut à l'ORIAS.
- Maîtriser les modalités d'accès à la profession d'intermédiaire en assurance.
- Maîtriser les dernières obligations de l'intermédiaire vis-à-vis de ses clients au regard des recommandations de l'ACPR.

#### La lutte anti-blanchiment en assurance (1 jour) p. 391

- Maîtriser le cadre juridique de la lutte anti-blanchiment.
- Recenser les obligations des organismes d'assurances et des intermédiaires.
- Mesurer les risques et les sanctions en cas de non-respect de la législation.

#### Contrôle des pratiques commerciales en assurance (1 jour) p. 395

- Maîtriser la distribution des produits d'assurance en respectant les droits de l'assuré non professionnel IARD, prévoyance, vie, emprunteur.
- Cerner les contours et l'étendue des pouvoirs de l'autorité de contrôle.
- Maîtriser le contenu des recommandations de l'ACPR en matière d'assurance.

### BLOC 2 Conseiller les produits d'assurances IARD et de personnes (15 jours)

#### Maîtriser les techniques de vente en assurance (2 jours) p. 416

- Maîtriser les outils et techniques de vente en assurance.
- Valoriser ses propositions.
- Instaurer une relation de confiance durable.

#### Maîtriser le risque automobile (2 jours) p. 396

- Cerner les aspects juridiques et économiques de l'assurance automobile.
- Maîtriser les mécanismes des différentes garanties et les critères de tarification.
- Identifier les points clés de la gestion des sinistres corporels.

#### L'assurance Multirisque Habitation (2 jours) p. 397

- Décrypter les caractéristiques d'un contrat MRH.
- Identifier les différentes garanties et maîtriser leur mise en œuvre.
- Maîtriser le processus de règlement d'un sinistre habitation.

### Maîtriser l'assurance de protection juridique (1 jour) p. 397

- Cerner les domaines d'intervention de l'assurance de protection juridique.
- Décrypter les mécanismes fondamentaux.
- Gérer un sinistre de protection juridique.

#### Assurance responsabilité civile (2 jours) p. 401

- Délimiter le risque de responsabilité civile assurable.
- Identifier les différentes assurances de RC.
- Maîtriser les mécanismes des garanties de RC du particulier, des entreprises et des associations.

#### Assurance vie : cadre juridique et fiscal (2 jours) p. 408

- Intégrer les aspects juridiques et techniques de l'assurance vie.
- Distinguer les différents contrats et maîtriser leurs mécanismes.
- Analyser les spécificités fiscales.

#### Assurances de personnes (2 jours) p. 414

- Identifier les risques pris en charge par les régimes obligatoires.
- Découvrir les mécanismes des contrats complémentaires santé.
- Décrypter le fonctionnement de la prévoyance collective.
- Assurance complémentaire santé (2 jours) p. 415
- Décrypter les garanties du contrat complémentaire santé individuelle.
- Maîtriser le fonctionnement de base des prestations en nature.
- Maîtriser l'ensemble des contrats existants sur le marché.

### BLOC 3 Proposer des contrats adaptés et gérer la relation client (4 jours)

#### Conclusion et gestion de contrats d'assurance (2 jours) p. 392

- Négocier efficacement un contrat d'assurance.
- Rédiger les clauses essentielles et stratégiques.
- Anticiper le règlement des différends.

#### Gérer au mieux les sinistres (2 jours) p. 393

- Identifier les principaux risques juridiques liés à la gestion des sinistres dans le cadre d'un contrat d'assurance.
- Maîtriser les spécificités du droit des assurances en matière de gestion des sinistres.
- Gérer efficacement un sinistre au plan amiable et judiciaire.

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et satisfaire aux conditions de capacité professionnelle adaptée à votre niveau de responsabilité.





## CQP Gestionnaire de production IARD

Branche courtage d'assurance

**EFE** est agréé par la branche professionnelle du courtage pour proposer et dispenser les formations en lien avec le **Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) Gestionnaire de production IARD**.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Les salariés et les travailleurs non salariés, quelle que soit la branche professionnelle
- Les personnes de niveau bac ou titulaire d'un autre CQP de la branche souhaitant acquérir une qualification de gestionnaire de production IARD
- Les salariés ayant au moins 3 années d'expérience dans un cabinet de courtage et souhaitant valider le CQP dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

### ● LES PLUS DE LA FORMATION

- Des formations animées par des professionnels de l'assurance et du courtage
- Un suivi personnalisé de chaque candidat
- Des séances d'entraînement pour préparer le grand oral devant la commission d'évaluation du CQP

### ● VALIDATION DU CQP

Les épreuves de validation sont composées de plusieurs évaluations écrites et orales en contrôle continu au cours de la formation et d'une validation finale, sous forme d'un grand oral d'une durée de 40 minutes devant la commission d'évaluation du CQP.

Le candidat doit obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10/20.

Le CQP est délivré par le jury de certification au nom de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

Titre enregistré au RNCP  
et éligible au CPF

## PROGRAMME

NOTRE PARCOURS DE FORMATION INDIVIDUALISÉ VOUS PERMET D'ACQUÉRIR LES COMPÉTENCES FIGURANT AU RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION :

### UNITÉ 1

#### ASSURER LA RELATION CLIENT

##### MODULE 1 - 1 jour

Vendre les contrats d'assurance par téléphone - p. 418

##### MODULE 2 - 2 jours

Améliorer ses écrits professionnels [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

### UNITÉ 2

#### PRENDRE EN CHARGE L'INTERFACE CLIENT-COMPAGNIE

##### MODULE 1 - 2 jours

Les fondamentaux de l'assurance - p. 388

##### MODULE 2 - 2 jours

Les bases de l'assurance dommages - p. 395

##### MODULE 3 - 2 jours

Les bases de l'assurance entreprise - p. 400

##### MODULE 4 - 2 jours

Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile - p. 396

##### MODULE 5 - 2 jours

Assurance responsabilité civile - p. 401

##### MODULE 6 - 2 jours

Analyser les mécanismes de l'assurance construction - p. 404

##### MODULE 7 - 2 jours

Assurance dommages ouvrage - p. 405

##### MODULE 8 - 2 jours

Assurance responsabilité civile décennale p. 403

##### MODULE 9 - 3 jours

Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises p. 407

##### MODULE 10 - 2 jours

Maîtriser le risque automobile - p. 396

##### MODULE 11 - 2 jours

L'assurance Multirisque Habitation - p. 397

##### MODULE 12 - 1 jour

Pratiquer la fiscalité en assurance - p. 425

### UNITÉ 3

#### CRÉER ET METTRE À JOUR LES CONTRATS

##### MODULE 1 - 2 jours

Conclusion et gestion de contrats d'assurance - p. 392

##### MODULE 2 - 2 jours

Gérer efficacement les contrats d'assurance - p. 393

##### MODULE 3 - 2 jours

Assurance multirisque professionnelle p. 402

### UNITÉ 4

#### ASSURER LA BONNE CIRCULATION DE L'INFORMATION EN INTERNE

##### MODULE 1 - 2 jours

5 outils pour une communication impactante -- [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

##### MODULE 2 - 2 jours

Réussir ses réunions - [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

### UNITÉ 5

#### CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU PORTEFEUILLE

##### MODULE 1 - 2 jours

Vendre l'assurance IARD - p. 416

##### MODULE 2 - 2 jours

Défendre son portefeuille clients - p. 417

### UNITÉ 6

#### ÉCONOMIE ET ORGANISATION D'UN CABINET DE COURTAGE

##### MODULE 1 - 2 jours

Intermédiation en assurance - p. 390

**43** jours **300** heures

Code 92336

Retrouvez les dates des modules sur les fiches formation indiquées  
Contactez-nous au **01 44 09 25 08**  
pour composer votre parcours à la carte et bénéficier d'un tarif dégressif sur la totalité du parcours

Tarif HT : 9 400 € - repas inclus

**CQP**

## CQP Gestionnaire de sinistre IARD

Branche courtage d'assurance

**EFE** est agréé par la branche professionnelle du courtage pour proposer et dispenser les formations en lien avec le **Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) Gestionnaire de sinistre IARD.**

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Les salariés et les travailleurs non salariés, quelle que soit la branche professionnelle
- Les personnes de niveau bac ou titulaire d'un autre CQP de la branche souhaitant acquérir une qualification de gestionnaire de sinistre IARD
- Les salariés ayant au moins 3 années d'expérience dans un cabinet de courtage et souhaitant valider le CQP dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

### ● LES PLUS DE LA FORMATION

- Des formations animées par des professionnels de l'assurance et du courtage
- Un suivi personnalisé de chaque candidat
- Des séances d'entraînement pour préparer le grand oral devant la commission d'évaluation du CQP

### ● VALIDATION DU CQP

Les épreuves de validation sont composées de plusieurs évaluations écrites et orales en contrôle continu au cours de la formation et d'une validation finale, sous forme d'un grand oral d'une durée de 40 minutes devant la commission d'évaluation du CQP.

Le candidat doit obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10/20.

Le CQP est délivré par le jury de certification au nom de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

**Titre enregistré au RNCP et éligible au CPF**

## PROGRAMME

NOTRE PARCOURS DE FORMATION INDIVIDUALISÉ VOUS PERMET D'ACQUÉRIR LES COMPÉTENCES FIGURANT AU RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION :

### UNITÉ 1

#### EFFECTUER UNE SYNTHÈSE DES DONNÉES JURIDIQUES ET TECHNIQUES

##### MODULE 1 - 2 jours

Les fondamentaux de l'assurance - p. 388

##### MODULE 2 - 2 jours

Conclusion et gestion de contrats d'assurance - p. 392

##### MODULE 3 - 2 jours

Gérer efficacement les contrats d'assurance - p. 393

##### MODULE 4 - 2 jours

Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile - p. 396

##### MODULE 5 - 2 jours

Maîtriser le risque automobile - p. 396

##### MODULE 6 - 2 jours

Gestion des sinistres automobiles matériels p. 398

##### MODULE 7 - 2 jours

L'assurance Multirisque Habitation - p. 397

### UNITÉ 2

#### ASSURER LA RELATION CLIENT AU COURS DE LA PROCÉDURE

##### MODULE 1 - 2 jours

Développer son aisance au téléphone [www.efefr](http://www.efefr)

##### MODULE 2 - 2 jours

Faire face aux situations d'agressivité et aux incivilités - [www.efefr](http://www.efefr)

### UNITÉ 3

#### PROCÉDER À L'INDEMNISATION

##### MODULE 1 - 2 jours

Gérer au mieux les sinistres - p. 393

##### MODULE 2 - 2 jours

Gestion des sinistres responsabilité civile p. 398

##### MODULE 3 - 2 jours

Gestion d'un préjudice corporel automobile - p. 399

##### MODULE 4 - 3 jours

Gestion des sinistres corporels hors automobile - p. 399

##### MODULE 5 - 2 jours

Maîtriser les conventions CIDRE et CIDE-COP - p. 400

##### MODULE 6 - 3 jours

Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises - p. 407

##### MODULE 7 - 3 jours

Gestion des sinistres contentieux - p. 394

### UNITÉ 4

#### ASSURER LA BONNE CIRCULATION DE L'INFORMATION EN INTERNE

##### MODULE 1 - 2 jours

5 outils pour une communication impactante - [www.efefr](http://www.efefr)

##### MODULE 2 - 2 jours

Améliorer ses écrits professionnels [www.efefr](http://www.efefr)

##### MODULE 3 - 2 jours

Réussir ses réunions - [www.efefr](http://www.efefr)

### UNITÉ 5

#### ÉCONOMIE ET ORGANISATION D'UN CABINET DE COURTAGES

##### MODULE 1 - 2 jours

Intermédiation en assurance - p. 390

**43** jours **300** heures

Code 92337

Retrouvez les dates des différents modules sur les fiches formation indiquées. Contactez-nous au **01 44 09 25 08** pour composer votre parcours à la carte et bénéficier d'un tarif dégressif sur la totalité du parcours.

Tarif HT : 9 400 € - repas inclus



## CQP Gestionnaire assurances de personnes

Branche courtage d'assurance

**EFE** est agréé par la branche professionnelle du courtage pour proposer et dispenser les formations en lien avec le **Certificat de Qualification Professionnelle (CQP)** Gestionnaire assurances de personnes.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Les salariés et les travailleurs non salariés, quelle que soit la branche professionnelle
- Les personnes de niveau bac ou titulaire d'un autre CQP de la branche souhaitant acquérir une qualification de gestionnaire assurances de personnes
- Les salariés ayant au moins 3 années d'expérience dans un cabinet de courtage et souhaitant valider le CQP dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

### ● LES PLUS DE LA FORMATION

- Des formations animées par des professionnels de l'assurance et du courtage
- Un suivi personnalisé de chaque candidat
- Des séances d'entraînement pour préparer le grand oral devant la commission d'évaluation du CQP

### ● VALIDATION DU CQP

Les épreuves de validation sont composées de plusieurs évaluations écrites et orales en contrôle continu au cours de la formation et d'une validation finale, sous forme d'un grand oral d'une durée de 40 minutes devant la commission d'évaluation du CQP.

Le candidat doit obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10/20.

Le CQP est délivré par le jury de certification au nom de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

Titre enregistré au RNCP  
et éligible au CPF

## PROGRAMME

NOTRE PARCOURS DE FORMATION INDIVIDUALISÉ VOUS PERMET D'ACQUÉRIR LES COMPÉTENCES FIGURANT AU RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION :

### UNITÉ 1

#### ANALYSER LE BESOIN

##### MODULE 1 - 2 jours

Maîtriser les techniques de vente en assurance - p. 416

##### MODULE 2 - 1 jour

Vendre les contrats d'assurance par téléphone - p. 418

##### MODULE 3 - 2 jours

Communications écrite et orale opérationnelles - [www.efefr](http://www.efefr)

##### MODULE 4 - 1 jour

Devoir de conseil et d'information des intermédiaires - p. 390

### UNITÉ 2

#### LES FONDAMENTAUX DE L'ASSURANCE ET LES SPÉCIFICITÉS DU MARCHÉ DE L'ASSURANCE DE PERSONNES

##### MODULE 1 - 2 jours

Les fondamentaux de l'assurance - p. 388

##### MODULE 2 - 2 jours

Intermédiation en assurance - p. 390

##### MODULE 3 - 2 jours

Conclusion et gestion de contrats d'assurance - p. 392

##### MODULE 4 - 2 jours

Gérer efficacement les contrats d'assurance - p. 393

##### MODULE 5 - 2 jours

Assurances de personnes - p. 414

##### MODULE 6 - 1 jour

Assurance dépendance - p. 414

##### MODULE 7 - 3 jours

Gestion des sinistres contentieux - p. 394

### UNITÉ 3

#### MAÎTRISER LE DOMAINE DE L'ASSURANCE DE PERSONNES

##### MODULE 1 - 2 jours

Maîtriser le système de protection sociale p. 411

##### MODULE 2 - 2 jours

Prévoyance des travailleurs non salariés p. 411

##### MODULE 3 - 2 jours

Assurance vie : cadre juridique et fiscal p. 408

##### MODULE 4 - 1 jour

Assurance vie et clause bénéficiaire p. 409

##### MODULE 5 - 2 jours

Assurance vie : les unités de compte p. 409

##### MODULE 6 - 2 jours

Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie - p. 410

##### MODULE 7 - 2 jours

Vendre l'assurance de personnes - p. 417

### UNITÉ 4

#### GÉRER LE CONTRAT ASSURANCE DE PERSONNES

##### MODULE 1 - 2 jours

Prévoyance collective - p. 412

##### MODULE 2 - 2 jours

Assurance complémentaire santé - p. 415

##### MODULE 3 - 1 jour

Généralisation de la complémentaire santé p. 415

### UNITÉ 5

#### ASSURER LA BONNE CIRCULATION DE L'INFORMATION EN INTERNE

##### MODULE 1 - 3 jours

Communiquer en situation difficile [www.efefr](http://www.efefr)

##### MODULE 2 - 2 jours

Réussir ses réunions - [www.efefr](http://www.efefr)



Retrouvez les dates des différents modules sur les fiches formation indiquées. Contactez-nous au **01 44 09 25 08** pour composer votre parcours à la carte et bénéficier d'un tarif dégressif sur la totalité du parcours.

Tarif HT : 9 400 € - repas inclus

# Les fondamentaux de l'assurance

Découvrir le marché, les acteurs et assimiler les mécanismes



Connaître le marché de l'assurance, c'est d'abord recenser les forces en présence et appréhender les différentes activités pratiquées. Pour avoir une vision claire du secteur, il convient en outre de décrypter les principes juridiques et de maîtriser les principaux mécanismes d'assurance, de la souscription d'un contrat à sa résiliation, en passant par les règles applicables au paiement de la cotisation.

## ● OBJECTIFS

- Décrypter le marché.
- Maîtriser les bases du droit des assurances.
- Distinguer les différentes catégories de contrats et assimiler leurs mécanismes.

## ● PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et leurs collaborateurs
- Collaborateurs au sein du service assurance
- Toute personne intégrant ou travaillant dans une entreprise d'assurances, un cabinet de courtage ou une agence d'assurances, qui souhaite comprendre l'activité d'assurance

## ● ANIMATEUR

Ronan LE COZ  
Avocat  
Ancien courtier en assurances

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'intégrer les dimensions juridique et technique d'une opération d'assurance.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Étudier l'organisation de l'activité d'assurance en France

##### Cerner le marché de l'assurance

- Définition et rôle économique de l'assurance
- Connaître la répartition du marché entre assurances de personnes et assurances dommages
- Positionnement du marché français et comparaison avec le marché européen et le marché mondial

##### Distinguer les acteurs du secteur

- Les différentes structures d'entreprises d'assurances et leurs caractéristiques : sociétés d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance
- Les obligations réglementaires des assureurs : agréments, fonds propres, provisions techniques...
- Le contrôle de la solvabilité des entreprises d'assurances
- Les modes de distribution des produits d'assurance : agents généraux d'assurance, courtiers, producteurs salariés...
- Les intermédiaires d'assurance et leurs obligations

#### Maîtriser les grands principes juridiques

##### Examiner les différentes catégories d'assurances

- Distinction et incidences de la gestion en répartition et en capitalisation
- Étudier le principe forfaitaire, le principe indemnitaire et la subrogation de l'assureur

##### Définir et différencier l'opération d'assurance, de réassurance et de coassurance

##### Analyser la typologie des contrats

##### Identifier les assurances de biens et de responsabilités

- Notions de responsabilité : ce qu'elles recouvrent
- Les assurances de responsabilités
- L'assurance automobile
- Les assurances incendie et la Multirisque Habitation (MRH)
- Les assurances risques divers

**Étude de cas** : analyse de plusieurs contrats d'assurance

##### Distinguer les types de contrats en assurances de personnes

- Les contrats d'assurance complémentaire maladie et/ou accidents corporels
- L'assurance vie individuelle
- Les assurances collectives vie et santé

#### Découvrir les mécanismes d'assurance

##### Assimiler les caractéristiques du contrat d'assurance

- Formation, contenu, durée, modification et résiliation
- **Exercice d'application** : à partir d'exemples, recherche du préavis de résiliation applicable en fonction de la situation présentée

##### Distinguer les principales clauses du contrat d'assurance

- Risques garantis et exclusions
- Conditions de validité
- **Exercice d'application** : rédaction d'une clause d'exclusion respectant les obligations réglementaires

##### Maîtriser le mécanisme des primes

- Calculer les primes
- Le paiement

##### Formaliser les obligations de l'assuré et de l'assureur

### ✔ Quiz aval



Code 92140

Paris			Lyon		
14-15	mars	2016	14-15	juin	2016
14-15	juin	2016	5-6	décembre	2016
25-26	août	2016			
6-7	octobre	2016			
5-6	décembre	2016			

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

Étudier les garanties de ses contrats est important ; mais identifier les exclusions types ou bien comprendre ses garanties en cas de sinistre est primordial.



# L'essentiel du droit des assurances

Cycle long pour maîtriser le cadre juridique des opérations d'assurances



Les juristes en droit des assurances doivent savoir analyser les évolutions réglementaires, maîtriser les principes juridiques de formalisation et d'exécution d'un contrat d'assurance. C'est pourquoi cette spécialisation passe par la découverte de l'environnement de l'assurance, l'apprentissage des règles de souscription et la gestion des sinistres.

## OBJECTIFS

- Cerner l'environnement juridique et technique des activités d'assurances.
- Découvrir les aspects juridiques de la formalisation et de l'exécution du contrat d'assurance.
- Maîtriser les dimensions juridiques de la réalisation du risque assuré.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance et avoir des connaissances générales en droit.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juriste souhaitant se spécialiser en droit des assurances ou confirmer sa pratique quotidienne
- Toute personne dont la fonction nécessite une connaissance de l'environnement juridique des opérations d'assurances

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les éléments clés de la formation du contrat d'assurance ainsi que de son exécution.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Maîtriser l'environnement légal, réglementaire et technique de l'assurance

##### Identifier les sources du droit des assurances

- Cerner le cadre légal et réglementaire français
- Analyser les conventions professionnelles

##### Distinguer les grands principes de la couverture des opérations d'assurances

- Connaître la mutualisation des risques
  - Gérer les risques
  - Découvrir les schémas d'assurance
- Exercice d'application** : élaboration d'une grille de criticité des risques

##### Cerner l'organisation de l'activité d'assurance

- Identifier les différents acteurs du marché
  - Maîtriser la distribution de l'assurance
  - Identifier les rôles et pouvoirs du régulateur français
  - Analyser les missions et interventions des fonds de garantie
- Étude de cas** : analyse des derniers textes relatifs à la lutte anti-blanchiment

### Exercice d'intersession

#### MODULE 2 Maîtriser les aspects juridiques du contrat d'assurance

##### Assimiler la définition et la forme du contrat d'assurance

- Étudier l'environnement légal et réglementaire du contrat d'assurance
  - Distinguer les intervenants au contrat d'assurance
  - Analyser la portée des contrats d'assurance
- Étude de cas** : identification des spécificités des contrats assurances de personnes et IARD

##### Maîtriser la formation du contrat d'assurance

###### Gérer la phase précontractuelle

- Lister l'obligation d'information des parties au contrat : notice d'informations, conditions générales
  - Identifier les sanctions en cas de fausse déclaration ou de déclaration inexacte
- Étude de cas** : analyse des situations à risque

##### Conclure un contrat d'assurance

- Mesurer la valeur et la portée de la note de couverture et des attestations d'assurance
- Les définitions et le périmètre des risques pouvant être garantis
- Les exclusions et déchéances de garanties
- Les plafonds de garanties et franchises
- Les modalités de déclaration et de gestion des sinistres

##### Anticiper le règlement des différends

- Le choix entre la clause d'arbitrage ou la clause attributive de règlement
  - Les conventions de sinistres
- Exercice d'application** : analyse et apport de modifications substantielles aux clauses imparfaites présentées

### Exercice d'intersession

#### MODULE 3 Maîtriser les aspects juridiques du sinistre

##### Assimiler la définition

##### et les particularités d'un sinistre

- Les spécificités contractuelles relevant de la branche du risque
- Les incidences de l'article 80 de la Loi de Sécurité Financière (LSF) en matière d'assurance Responsabilité Civile (RC)

##### Identifier les différentes étapes de la gestion d'un sinistre

- Apprécier les circonstances de la déclaration de sinistre
  - Négocier avec l'assureur
- Exercice d'application** : au travers d'exemples de sinistres, appréciation des critères objectifs de recevabilité d'une déclaration

##### Maîtriser les principes du règlement d'un sinistre

- Le principe indemnitaire
  - Les limites légales et contractuelles en matière d'indemnisation
- Étude de cas** : étude d'un sinistre RC, analyse de la déclaration et de la prise en charge

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)



Code 92241

#### Paris

10-11 décembre 2015, 14-15 janvier et 4-5 février, + 17 mars\* 2016

4-5 avril, 19-20 mai et 13-14 juin + 12 septembre\* 2016

19-20 sept., 12-13 octobre et 14-15 novembre + 20 décembre\* 2016

8-9 décembre 2016, 12-13 janvier et 1<sup>er</sup>-2 février + 10 mars\* 2017

Tarif HT : 3 370 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Intermédiation en assurance

Maîtriser le cadre juridique de l'activité d'intermédiaire



Les dispositions de la loi de 2005 ont bouleversé l'intermédiation et ont eu des incidences sur tous les intervenants à l'opération d'assurance. Pour déterminer les droits et obligations de chacun, il convient de décrypter les nouvelles règles qui gouvernent désormais la distribution des produits d'assurance en lien avec les nouvelles prérogatives de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

## OBJECTIFS

- Intégrer et mettre en œuvre la réglementation concernant l'intermédiation à travers le choix d'un statut à l'ORIAS.
- Maîtriser les modalités d'accès à la profession d'intermédiaire en assurance.
- Maîtriser les dernières obligations de l'intermédiaire vis-à-vis de ses clients au regard des recommandations de l'ACPR.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et leurs collaborateurs
- Directeurs distribution, responsables assurance
- Toute personne souhaitant maîtriser les règles applicables en matière d'intermédiation en assurance

## ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN  
Directeur conformité  
BPCE

## PROGRAMME

### Quiz amont

**Autodiagnostic** : chaque participant évalue ses connaissances en matière d'intermédiation

### Identifier les étapes de la réforme et leurs impacts

- Cerner la logique de la directive européenne de 2002
- Analyser la loi de transposition du 15/12/05
- Intégrer les dernières évolutions législatives

### Distinguer les différentes catégories d'intermédiaires

- Maîtriser les spécificités des différents statuts juridiques
- Identifier les particularités
- Choisir un statut en fonction des objectifs poursuivis

**Exercice d'application** : sélection de la catégorie la plus appropriée selon le profil de l'intermédiaire

- Transparence sur la rémunération : connaître le périmètre des activités et contrats concernés

### Maîtriser les conditions d'accès à la profession

- Lister les conditions d'exercice
- Apprécier l'adaptabilité des conditions en fonction du statut

**Partage d'expériences** : positionnement des établissements extérieurs au secteur de l'assurance qui exercent des activités d'intermédiation

- Maîtriser la procédure d'immatriculation au registre de l'ORIAS
- Étude de cas** : étude de différents documents et repérage d'informations manquantes
- Identifier les sanctions encourues en cas de manquement à l'obligation d'information et de conseil

### Cerner le rôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

- Connaître les pouvoirs de l'ACPR

### Analyser le contrôle de la commercialisation de l'assurance vie par l'ACPR

- La protection des clients selon leur compétence et expérience

### Intégrer les recommandations de l'ACPR

- Les bonnes pratiques en matière de conseil et d'information sur la connaissance client

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les règles applicables au statut d'intermédiaire en assurance.

2 jours  
14 heures

Code 92156

Paris		
17-18	mars	2016
20-21	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Devoir de conseil et d'information des intermédiaires

Sécuriser ses pratiques en assurance

Codifiée à l'article L.520-1 du Code des assurances, l'obligation d'information et de conseil s'impose à tous les distributeurs des produits d'assurance qu'ils soient intermédiaires ou assureurs. Sa mise en œuvre consiste à mieux prendre en compte la situation du client pour lui proposer des contrats adaptés à ses besoins réels. Cela implique la formalisation d'une information claire et transparente afin d'éviter tout risque de contestation.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les obligations des intermédiaires et assureurs vis-à-vis de leurs clients.
- Adopter les bonnes pratiques de commercialisation.
- Intégrer dans les processus de commercialisation l'ensemble des recommandations de l'ACPR.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Intermédiation en assurance " (code 92156 p. 390).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et leurs collaborateurs
- Directeurs distribution, responsables assurance
- Intermédiaires en assurance : courtiers et agents généraux

## ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN  
Directeur conformité  
BPCE

## PROGRAMME

### Maîtriser la loi relative à l'intermédiation et ses conséquences

#### Choisir le statut d'intermédiaire

- Maîtriser les conditions d'accès à la profession d'intermédiaire : niveau de formation exigé, honorabilité, garanties financières, RC professionnelle, etc.
- Analyser les différences de responsabilité entre chaque statut
- Anticiper la perspective de changement avec DIA 2

**Exercice d'application** : sélection de la catégorie la plus appropriée selon le profil de l'intermédiaire

### Mettre en œuvre l'obligation d'information et de conseil

#### Présenter le statut d'intermédiaire au client

- Le renseignement sur la personne physique ou morale
- La méthode d'étude des offres du marché
- L'existence de liens capitalistiques
- L'immatriculation ORIAS
- La procédure de traitement des réclamations

#### Formaliser l'obligation de conseil des intermédiaires et des assureurs

- Rédiger un conseil
- Identifier le professionnel soumis à l'obligation de conseil aux clients
- Libeller les questions selon les produits

- Mettre en place un système d'information
- Archiver les documents liés à l'exécution du devoir de conseil

**Exercice d'application** : formalisation du devoir de conseil conformément à la réglementation

### Adopter les bonnes pratiques de commercialisation

#### Fournir un conseil adapté à la typologie du produit

- Cibler la clientèle en fonction du profil : néophyte, expert, etc.
- Mettre en œuvre les recommandations de l'ACPR

#### Anticiper les contrôles de commercialisation de l'ACPR sur l'information et le conseil délivrés

- Maîtriser le champ d'intervention et les pouvoirs de la Direction du Contrôle des Pratiques Commerciales
- Connaître la procédure devant la Commission des sanctions
- Étude de cas** : analyse de la jurisprudence récente

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les obligations en matière de distribution des offres en assurance, que vous soyez intermédiaire en assurance ou assureur.

1 jour  
7 heures

Code 92302

Paris		
30	mars	2016
13	septembre	2016
2	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# La lutte anti-blanchiment en assurance

Mettre en place un dispositif efficace et sécuriser ses procédures



L'arsenal juridique en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est désormais complet. Les organismes assureurs et les intermédiaires doivent connaître précisément leurs nouvelles obligations pour sécuriser leur dispositif de lutte anti-blanchiment et éviter ainsi tout risque de sanction.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre juridique de la lutte anti-blanchiment.
- Recenser les obligations des organismes d'assurances et des intermédiaires.
- Mesurer les risques et les sanctions en cas de non-respect de la législation.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des opérations d'assurance (IARD, santé, vie).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de la lutte anti-blanchiment
- Responsables juridiques et leurs collaborateurs
- Correspondants fraudes et/ou blanchiment

## ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS  
Avocat à la Cour  
LEX PATRIMONIS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de constituer un dossier de déclaration de soupçon.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

Je suis dans la peau d'un gestionnaire assurance vie et je rédige ma déclaration de soupçon après analyse de l'opération frauduleuse.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Mesurer l'évolution réglementaire de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

##### Examiner les textes applicables

- Les points clés de l'ordonnance du 30/01/09
- Les précisions apportées par les décrets et arrêtés d'application

##### Décrypter l'organisation de la lutte anti-blanchiment dans le monde, en France

- GAFI, Banque Mondiale et Tracfin

##### Distinguer les professionnels concernés par les obligations de lutte anti-blanchiment

##### Identifier les méthodes de blanchiment d'argent sale et de financement du terrorisme

- Les circuits et techniques utilisés

**Exercice d'application :** élaboration des principes d'une cartographie des risques

##### Identifier les obligations des assureurs

##### Recenser les obligations à la charge des assureurs

- Distinguer les obligations de l'organisme d'assurances et de l'intermédiaire

##### Focus sur la lutte contre la fraude fiscale

- Analyse des situations à risque et l'étendue des obligations de l'assureur

##### Examiner les procédures à mettre en place

- La surveillance des opérations : détecter les opérations douteuses

- Les obligations en matière de formation

- Sécuriser son dispositif

**Test de connaissances :** quiz de synthèse sur la procédure de déclaration de soupçon

##### Comprendre le processus de déclaration de soupçon

##### Déterminer le rôle du correspondant Tracfin

##### Distinguer les cas devant faire l'objet d'une déclaration

##### Définir la procédure de déclaration

- Les opérations soumises à déclaration

- La procédure à suivre et les personnes à contacter

- Le dossier à constituer

**Exercice d'application :** constitution d'un dossier de déclaration de soupçon

##### Analyser les risques et les sanctions en cas de non-respect des obligations

##### Définir les sanctions administratives et professionnelles

- Étendue du pouvoir de sanction de l'autorité de contrôle prudentiel

- Typologies des sanctions prononcées par l'autorité de contrôle

- Processus décisionnel

- Recours

##### Aborder les sanctions civiles et pénales

**Étude de cas :** analyse des sanctions prononcées

### Quiz aval

1  
jour

7  
heures

Code 92190

#### Paris

16	mars	2016
14	juin	2016
2	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis 1996, les établissements mentionnés à l'article L.310-1 du code des assurances et les intermédiaires d'assurance sauf ceux qui agissent sous l'entière responsabilité de l'entreprise d'assurance sont soumis au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au titre de l'article L.561-2° du CMF.



# Lutte contre la fraude à l'assurance

La détecter, la traiter et la prévenir

**Seule une fraction très marginale des escroqueries à l'assurance est identifiée par les assureurs. En réalité, les règlements de sinistres frauduleux pourraient atteindre jusqu'à 4 % des primes encaissées. Pour lutter contre la fraude à l'assurance, rien ne vaut une méthodologie éprouvée, des procédures de détection généralisées et des moyens de prévention efficaces.**

## OBJECTIFS

- Détecter les différents types de fraudes à l'assurance et identifier les situations suspectes.
- Gérer l'instruction des dossiers de fraudes caractérisées.
- Prévenir efficacement la fraude à l'assurance.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires et inspecteurs sinistres
- Responsables juridiques
- Toute personne souhaitant lutter efficacement contre la fraude à l'assurance dans sa propre structure

## ANIMATEUR

Bertrand NERAUDAU  
Avocat à la Cour  
SELARL NERAUDAU AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Définir la fraude à l'assurance

- Reconnaître les mécanismes de fraude

### Identifier la typologie de la fraude et des fraudeurs

#### Distinguer les différentes formes de fraudes

- Fraude d'opportunité, délibérée et planifiée

#### Analyser le profil des fraudeurs

#### Quantifier le phénomène

- En assurance de dommages et en assurance de personnes

**Étude de cas** : analyse des décisions de jurisprudence sur des cas d'escroqueries à l'assurance

### Repérer les situations suspectes

- Analyser les documents contractuels
  - Détecter les indices laissant présumer la fraude dans les déclarations de sinistres
- Exercice d'application** : à partir d'exemples en vie et en dommages, recherche des indices qui peuvent alerter sur le risque de fraude d'un assuré

### Gérer un dossier de fraude caractérisée

Assimiler la procédure à mettre en oeuvre

Recenser les différentes sanctions à la disposition de l'assureur

- Les sanctions civiles
- L'action publique

### Adopter les bonnes pratiques pour lutter contre la fraude à l'assurance

Rédaction des documents contractuels : définir les points d'attention

Retenir les moyens à utiliser pour éviter la fraude

- Lors de la souscription du contrat
  - Au moment de la déclaration du sinistre
- Mise en situation** : identification des actions à mettre en oeuvre pour réduire les risques de fraude

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les différents cas de fraude et de mettre en place des outils permettant de les réduire.

**1** jour  
**7** heures

Code 92243

## Paris

3	juin	2016
7	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Conclusion et gestion de contrats d'assurance

Les précautions à prendre



**Le contrat d'assurance est une convention par laquelle l'assureur s'engage à verser à l'assuré une somme d'argent réparant le préjudice subi en cas de survenance d'un sinistre, défini en échange du paiement d'une somme versée, soit à l'origine, soit périodiquement. Ce contrat est cependant soumis à des règles particulières qu'il convient de maîtriser.**

## OBJECTIFS

- Négocier efficacement un contrat d'assurance.
- Rédiger les clauses essentielles et stratégiques.
- Anticiper le règlement des différends.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les fondamentaux de l'assurance " (code 92140 p. 388).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et leurs collaborateurs
- Collaborateurs au sein du service assurance
- Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance ou appelée à occuper la fonction de responsable assurance

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Définir un contrat d'assurance

#### Maîtriser l'environnement légal et réglementaire

- Les intervenants au contrat d'assurance
- La liberté contractuelle et l'ordre public
- La force obligatoire et l'effet relatif du contrat d'assurance

#### La qualification et l'interprétation du contrat d'assurance

- Les différents types de contrats d'assurance : spécificités de certaines branches

- Les limites apportées par la loi et le juge

### Maîtriser la formation du contrat d'assurance

#### Gérer la phase précontractuelle

- Lister les obligations d'information des parties au contrat et la notice d'information

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence et identification des situations à risque

#### Conclure un contrat d'assurance

- Mesurer la valeur et la portée de la note de couverture et des attestations d'assurance
- Les clauses de renvoi

### Intégrer les dispositions essentielles du contrat d'assurance

- Les définitions et le périmètre des risques garantis
- Les modalités de déclaration et de gestion des sinistres

- La date d'effet et la durée de la garantie
- La cotisation et l'extinction du contrat : terme, résiliation

- La loi applicable et la compétence juridictionnelle

- Le cas particulier de la cession ou du transfert du contrat d'assurance

### Anticiper le règlement des différends

- Choisir entre la clause d'arbitrage et la clause attributive de compétence

- L'intérêt des conventions de gestion de sinistres

**Exercice d'application** : sensibilisation des participants à la technique contractuelle.

## Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de cerner les éléments clés du contrat et d'identifier les pièges à éviter.

**2** jours  
**14** heures

Code 92081

## Paris

14-15	janvier	2016
19-20	mai	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

25-26	août	2016
13-14	octobre	2016
12-13	janvier	2017



# Gérer efficacement les contrats d'assurance

Enjeux, objectifs et modalités de gestion d'un contrat d'assurance



**Le Code des assurances encadre la relation assureur/assuré tout au long de la vie du contrat. Chaque étape, de la souscription à la résiliation, en passant par le règlement d'un sinistre, est soumise à un formalisme particulier. Maîtriser les règles applicables à l'opération d'assurance est le moyen le plus efficace de sécuriser le contrat et d'optimiser sa gestion.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes d'assurance.
- Optimiser la gestion de ses contrats d'assurance, de la souscription à la résiliation.
- Maîtriser les étapes d'un règlement de sinistre pour améliorer ses process.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Conclusion et gestion de contrats d'assurance " (code 92081 p. 392).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables assurance et leurs collaborateurs
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance

## ANIMATEUR

Bertrand NERAUDAU  
Avocat à la Cour  
SELARL NERAUDAU AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Analyser les caractéristiques du contrat d'assurance

##### Définir le contrat d'assurance

- Environnement légal et réglementaire
- Portée des principales dispositions du Code des assurances

##### Recenser les documents composant le contrat d'assurance

- Conditions générales et particulières, annexes...

##### Déterminer les intervenants au contrat et analyser leurs droits et obligations

- Assurés et bénéficiaires
- Organismes d'assurances
- Intermédiaires

#### Maîtriser les étapes de la souscription

##### Identifier les différentes catégories d'assurances

- Distinction entre assurances dommages et assurances de personnes
- Contrats individuels, collectifs

##### Sélectionner le contrat correspondant à ses besoins

- Identifier les risques à couvrir
- Analyser le contrat proposé

##### Analyser le mécanisme de la formation du contrat

- Points clés de la formation : déclaration du risque et contenu de la proposition d'assurance

- Valeur et portée de la note de couverture et des attestations d'assurance
- **Exercice d'application** : étude de plusieurs contrats et recherche des clauses essentielles

#### Gérer au mieux ses contrats

- Analyser les modifications en cours de contrat

##### Étude de cas : analyse de la jurisprudence

- Comprendre le calcul de la prime

##### Exercice d'application : calcul d'une prime d'assurance

- Inventorier les cas de résiliation

#### Agir efficacement en cas de sinistre

##### Recenser les obligations de l'assuré

- Délai et forme de la déclaration
- Sanctions en cas de non-respect des obligations

##### Déterminer les obligations de l'assureur et les modalités de règlement

- Incidences de la subrogation de l'assureur en assurances de dommages

- Calcul de l'indemnisation en fonction des limites légales et contractuelles

##### Connaître les recours en cas de litige

- **Étude de cas** : analyse de différents cas de règlements de sinistres

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser le cadre légal et réglementaire des contrats d'assurance.



Code 92148

Paris				
24-25	mars	2016	29-30	août 2016
15-16	juin	2016	19-20	octobre 2016
			19-20	décembre 2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Gérer au mieux les sinistres

Maîtriser les fondamentaux juridiques d'indemnisation



**Le sinistre se manifeste par la réalisation de l'évènement prévu par le contrat d'assurance et qui entraîne la mise en jeu de la garantie. De la déclaration à l'indemnisation, chaque étape du règlement d'un sinistre est encadrée par des règles juridiques strictes qu'il convient de connaître parfaitement. À défaut, le règlement peut être réduit, voire totalement supprimé.**

## OBJECTIFS

- Identifier les principaux risques juridiques liés à la gestion des sinistres dans le cadre d'un contrat d'assurance.
- Maîtriser les spécificités du droit des assurances en matière de gestion des sinistres.
- Gérer efficacement un sinistre au plan amiable et judiciaire.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Conclusion et gestion de contrats d'assurance " (code 92081 p. 392).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques
- Responsables sinistres ou collaborateurs au sein du service sinistres
- Toute personne confrontée à la gestion de sinistres

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Découvrir les mécanismes de gestion des sinistres

##### Assimiler la notion de sinistre

- Spécificités selon le type de contrat d'assurance
- Incidences de l'article 80 de la Loi de Sécurité Financière (LSF) en matière d'assurance Responsabilité Civile (RC)

##### Repérer les étapes de la gestion d'un sinistre

- Déclarer efficacement un sinistre
- De la constatation du sinistre à la négociation avec l'assureur

##### Comprendre le règlement du sinistre par l'assureur

- Le principe indemnitaire
- Les limites légales et contractuelles en matière d'indemnisation
- Les évolutions en matière de sinistres RC suite à la LSF

##### La subrogation de l'assureur : un mécanisme spécifique

- Les conditions et effets de la subrogation de l'assureur
- Maîtriser les difficultés liées aux clauses de renonciation à recours dans les contrats commerciaux

##### Étude de cas : analyse de la jurisprudence

#### Optimiser la procédure et limiter sa responsabilité

- Maîtriser la direction du procès
- La reconnaissance de responsabilité et la transaction par l'assuré
- La prescription biennale : identifier les précautions à prendre
- **Exercice d'application** : analyse de différents cas de règlement de sinistres et proposition de solutions pour optimiser la gestion des dossiers

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser le processus de gestion d'un sinistre.



Code 92082

Paris				
4-5	février	2016	13-14	juin 2016
13-14	juin	2016	14-15	novembre 2016
25-26	août	2016		
14-15	novembre	2016		
1 <sup>er</sup> -2	février	2017		

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Gestion des sinistres contentieux

Préparer et suivre activement la procédure judiciaire

**Au système judiciaire sont généralement attachées des images de lenteur et de lourdeur. Il est courant de se sentir démuni face à la complexité des procédures à engager. Maîtriser les différentes phases d'une procédure judiciaire est ainsi essentiel, afin d'anticiper les difficultés connues des seuls professionnels du droit et de proposer des solutions permettant de limiter les contentieux coûteux.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principales références pour gérer des affaires contentieuses.
- Définir la stratégie adéquate à élaborer avec le concours des intervenants extérieurs.
- Suivre efficacement ses dossiers contentieux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Gérer au mieux les sinistres " (code 92082 p. 393)

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques, gestionnaires de contrats
- Rédacteurs sinistres
- Toute personne confrontée à la gestion de sinistres

## ● ANIMATEUR

Annabelle HUBENY-BELSKY  
Avocat à la Cour

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser la phase précontentieuse Identifier le mode de règlement des différends dans le cadre des relations contractuelles

- Effectuer toutes les démarches amiables : forme des courriers, relance téléphonique
- Évaluer la pertinence des poursuites et l'importance du contentieux
- Recourir aux modes alternatifs de règlement des conflits : médiation, arbitrage, conciliation

**Étude de cas** : analyse de l'application des règles de preuve et de bonne foi

### Maîtriser les règles de la procédure civile et pénale

#### Analyser les mécanismes de la procédure civile

- Connaître le rôle des auxiliaires de justice : avocats, huissiers
- Examiner la portée du jugement avec son articulation
- Lire la signification et son exécution
- Identifier les voies de recours

#### Maîtriser les principes de la procédure pénale

- Mettre en oeuvre une procédure pénale
- Maîtriser les délais d'extinction des actions
- Déterminer le rôle et l'intervention de l'assureur au procès pénal

**Exercice d'application** : initiation à la méthode d'analyse des décisions de justice

### Initier et engager la phase contentieuse Initier la procédure

- Consulter les interlocuteurs internes afin de travailler en mode projet
- Respecter les délais de lancement d'une procédure
- Saisir un huissier et lui transmettre les informations nécessaires

#### Engager la procédure

- Connaître l'organisation judiciaire
  - Choisir un avocat : critères et conditions
  - Analyser la clause de direction du procès
- Étude de cas** : analyse des procédures au travers de dossiers sinistres non réglés à l'amiable

#### Suivre la procédure pas à pas

#### Mener à bien la procédure judiciaire

- Maîtriser le déroulement des audiences
- Valider le dossier de plaidoiries et communiquer les pièces incontournables
- Exécuter ou faire exécuter une décision de justice
- Interjeter appel : maîtriser les délais
- Réaliser un pourvoi en cassation

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les situations pour lesquelles l'issue est celle de la voie judiciaire et de mener à bien la procédure.**

**3** jours **21** heures

Code 92288

### Paris

18 au 20	mai	2016
14 au 16	septembre	2016
12 au 14	décembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Contrôle ACPR pour les assurances

S'y préparer en toute sérénité

**Après quelques années de travail pour se mettre en place, le service du contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) est opérationnel et se voit doté de moyens importants. Pour préparer au mieux ce contrôle, il est nécessaire de bien connaître les missions et obligations de l'ACPR, afin d'identifier les périmètres et enjeux d'une procédure de contrôle.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les missions et domaines d'investigation de l'ACPR.
- Maîtriser le périmètre de ses obligations de formalisation, formation et commercialisation.
- Organiser les procédures d'immatriculation et de collaboration de ses réseaux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Intermédiation en assurance " (code 92156 p. 390).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Intermédiaires d'assurances
- Responsables réseaux des compagnies d'assurances
- Responsables formation, juridiques et financiers des compagnies d'assurances

## ● ANIMATEUR

Ronan LE COZ  
Avocat  
Ancien courtier en assurances

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier l'architecture et le rôle de l'ACPR

#### Connaître l'organisation de l'ACPR

- Collège et commissions
- Étude de cas** : analyse de la décision de la 14/06/11 portant modification de l'organisation des services de l'ACPR

### Identifier les missions en matière de protection de la clientèle

- Cerner les moyens mis en oeuvre par l'ACPR
- Analyser la politique de communication de l'ACPR

**Étude de cas** : analyse de la recommandation en matière de commercialisation des contrats d'assurance 2011-R-04 du 17/06/11

### Décrypter les différentes phases du contrôle ACPR

- Apprécier la charte de contrôle ACPR et les droits associés
- Identifier la procédure de contrôle

### Définir le périmètre d'investigation du contrôle ACPR

- Gérer et suivre l'immatriculation et les mises à jour à l'ORIAS
- Les pièces à fournir et les renseignements exigés lors du contrôle

### Organiser son réseau commercial salarié

- Tenir à disposition la justification de la capacité professionnelle de ses salariés

### Organiser son réseau commercial externe

#### Maîtriser les conditions de commercialisation des contrats et produits délivrés

**Étude de cas** : analyse des sanctions prononcées à travers un panorama de la jurisprudence récente

### Maîtriser les procédures liées au blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

- Désigner un déclarant TRACFIN/ACPR
- Mettre en place une procédure de contrôle interne
- Définir les modalités du devoir de vigilance

### Contester une sanction rendue par l'ACPR : voies et délais de recours

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de passer un contrôle ACPR dans les meilleures conditions.**

**1** jour **7** heures

Code 92253

### Paris

18	mai	2016
22	septembre	2016
13	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Contrôle des pratiques commerciales en assurance

Éviter les sanctions de l'ACPR

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ainsi que les instances européennes organisent la distribution des produits d'assurance vie et non-vie. Afin de pouvoir justifier des diligences exigées par l'ACPR, les distributeurs de produits d'assurance doivent protéger la clientèle mais aussi gérer au mieux les réclamations clients. Pour ce faire, il convient de maîtriser l'évolution de la réglementation ainsi que les recommandations de l'ACPR en la matière afin d'assurer une protection efficace des clients.

## OBJECTIFS

- Maîtriser la distribution des produits d'assurance en respectant les droits de l'assuré non professionnel IARD, prévoyance, vie, emprunteur.
- Cerner les contours et l'étendue des pouvoirs de l'autorité de contrôle.
- Maîtriser le contenu des recommandations de l'ACPR en matière d'assurance.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Intermédiation en assurance " (code 92156 p. 390).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle, conseillers en gestion de patrimoine
- Gestionnaires de contrats d'assurance
- Intermédiaires d'assurance, inspecteurs dommages

## ANIMATEUR

Marie-Christine COLLIN, Directeur conformité, BPCE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier les différents sources de droit encadrant les pratiques commerciales

#### Maîtriser la réglementation relative à la protection de la clientèle

- Le Code monétaire et financier : les pratiques commerciales des banques
- Le Code des assurances : les obligations des professionnels du secteur assurance
- Le Code de la mutualité : le cas spécifique des mutuelles appartenant au livret II
- Le Code de la consommation
- Le Code civil : définition de l'avant-contrat et du consentement

#### Intégrer les principes du droit de la promotion des ventes

- Loi Châtel, LME : le principe d'une interdiction générale des pratiques déloyales

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence française et communautaire

### Analyser les compétences de l'autorité de contrôle

- Cerner le rôle et les objectifs de l'autorité de contrôle
- La direction en charge du contrôle au sein de l'ACPR
- L'élaboration des codes de conduite

- Mesurer l'étendue du contrôle des pratiques commerciales en assurance

**Exercice d'application** : identification des pouvoirs spécifiques de l'ACPR en matière de pratiques commerciales

### Intégrer les codes de bonne conduite

- Instruction n° 2011-I-19 relative à la procédure d'approbation d'un code de bonne conduite

### Les recommandations de l'ACPR

- Analyser la commercialisation des contrats d'assurance vie/prévoyance
- Fiabiliser le traitement des réclamations

**Exercice d'application** : impact en pratique des différentes recommandations

### Le projet de directive DIA2

#### Intégrer les nouveaux schémas de commercialisation

- Transparence, rémunération : les projets en discussion
- Convergence des directives DIA2/MIF2

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser le cadre juridique de la commercialisation des produits d'assurance.

1 jour  
7 heures  
Code 92275

Paris		
18	mai	2016
13	décembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Les bases de l'assurance dommages

Maîtriser les assurances de choses et de responsabilité



L'assurance de dommages ou IARD (Incendie, Accident, Risques Divers) a pour objet de garantir la protection des biens, aussi bien des particuliers (habitation, automobile) que des professionnels (entreprises, professions libérales, artisans etc.), en cas de sinistre. Afin de maîtriser le schéma de l'assurance de dommages, il convient d'appréhender ses deux aspects : protection du patrimoine et responsabilité.

## OBJECTIFS

- Faire le lien entre risques et patrimoine.
- Analyser et souscrire un risque dommage.
- Identifier les responsabilités pouvant être mises en jeu.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Commerciaux, courtiers et intermédiaires d'assurances
- Responsables administratifs et financiers et responsables services généraux
- Rédacteurs sinistres et gestionnaires de contrat d'assurances

## ANIMATEUR

Ronan LE COZ  
Avocat  
Ancien courtier en assurances

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Définir le périmètre de l'assurance dommages

#### Marché de l'assurance dommages en France et en Europe

#### Classification de la typologie des contrats dommages

#### Identifier les caractéristiques communes des contrats dommages

- La formalisation contractuelle, la durée de la police
- Le devoir de conseil
- La cessation du contrat
- Le principe indemnitaire

**Test de connaissances** : vérification de l'acquisition des connaissances

### Distinguer les assurances de biens et de responsabilités

- Analyser les assurances de biens
- Les différentes polices d'assurance de biens
- Identifier les clients potentiels
- Mettre en place le contrat d'assurance de biens
- Apprécier les différentes clauses et les principes de ces polices

### Clarifier les champs d'application de la réassurance et de la coassurance

- Définition de ces polices
- Identification des droits et obligations de l'assureur et de l'assuré

**Étude de cas** : analyse de plusieurs contrats d'assurance de biens

### Étudier les assurances de responsabilités

- Définition et conditions du droit de la responsabilité civile
- Maîtriser les effets de la responsabilité civile
- Identifier les différents types de responsabilités
- Repérer les clauses d'exonération ou de limitation de responsabilité

• Indemniser la réparation du préjudice

**Exercice d'application** : identification du type de responsabilité mis en jeu à partir de déclarations de sinistres et proposition d'exemples de contrats d'assurance pouvant garantir chaque situation de sinistre

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de conseiller au mieux le client en assurance dommages aux biens.

2 jours  
14 heures  
Code 92249

Paris			Lyon		
30-31	mars	2016	30-31	mars	2016
7-8	juillet	2016	21-22	novembre	2016
21-22	novembre	2016			

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile

RC délictuelle et RC contractuelle



**Décrypter les différentes responsabilités qui pèsent sur les personnes physiques et morales est un préambule incontournable pour quiconque s'intéresse à l'assurance non-vie, afin de maîtriser les méthodes de mise en jeu de la garantie Responsabilité Civile (RC).**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes juridiques de la RC.
- Distinguer les différentes responsabilités.
- Mettre en œuvre les mécanismes de la RC.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250 p. 400).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs d'organismes d'assurances débutant dans le domaine de la responsabilité civile
- Toute personne souhaitant découvrir les bases juridiques de la responsabilité civile

## ANIMATEUR

Jean-Marie GUEGUEN  
Avocat à la Cour  
Cabinet PDGB

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Délimiter les contours de la responsabilité civile

- Examiner les différents ordres de responsabilité
- Identifier les spécificités de la RC
- Distinguer les périmètres respectifs de la RC délictuelle et de la RC contractuelle

#### Analyser les conditions d'application de la responsabilité civile

##### Déterminer les éléments constitutifs de la RC délictuelle

- Une faute, un préjudice, un lien de causalité
- Étude de cas** : analyse de la jurisprudence récente

##### Identifier les causes d'exonération

- La force majeure
- Le fait d'un tiers
- La faute de la victime
- Étude de cas** : analyse de la jurisprudence récente

##### Étudier la charge de la preuve et la prescription

#### Mettre en œuvre les mécanismes de la responsabilité civile

Maîtriser les mécanismes

#### de la RC délictuelle

- Responsabilité du fait personnel
- Responsabilité du fait d'autrui
- Responsabilité du fait des choses
- Exercice d'application** : étude de différents actes dommageables engageant la RC de leurs auteurs

#### Intégrer les spécificités de la RC contractuelle

- Principe et conditions d'existence d'un contrat valable
- Conditions d'application
- Exercice d'application** : étude de différents contrats, des obligations des parties et des responsabilités encourues

#### Distinguer la responsabilité du fait des produits défectueux

- Conditions d'application
- Régime : dommage réparable / causes d'exonération
- Particularités

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes de la RC.

2 jours  
14 heures

Code 92144

### Paris

21-22	mars	2016
10-11	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 185 €  
repas inclus

# Maîtriser le risque automobile

Les principes juridiques, l'analyse des garanties, le droit à indemnisation



**La gestion d'un contrat d'assurance automobile est un enjeu important car il représente un produit d'appel pour conquérir un prospect. Aussi, le contexte réglementaire exige une immersion totale dans la matière : appréhender les incidences de la loi Badinter, maîtriser la mise en œuvre des garanties, connaître les critères de tarification et les conventions applicables en cas de sinistre.**

## OBJECTIFS

- Cerner les aspects juridiques et économiques de l'assurance automobile.
- Maîtriser les mécanismes des différentes garanties et les critères de tarification.
- Identifier les points clés de la gestion des sinistres corporels.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance automobile
- Responsables des assurances
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes de l'assurance automobile

## ANIMATEUR

Jean-Christophe LEROUGE  
Spécialiste des risques auto et habitation

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Étudier le cadre légal et les enjeux de l'assurance automobile

##### Identifier les grandes étapes législatives

- Lois de 1958 et de 1985
- Définition d'un véhicule terrestre à moteur au sens strict de la loi Badinter

##### Identifier les spécificités du contrat automobile

- Les pièces incontournables à exiger de son assureur : le relevé d'information
- La vie du contrat en cas de cession du véhicule
- Les modalités de résiliation contractuelle, le préavis

##### Mesurer les enjeux du secteur

- Le marché, les acteurs et la sinistralité

#### Identifier les différentes garanties et comprendre leurs mécanismes

- Analyser la garantie de responsabilité civile
- Exercice d'application** : mise

- en jeu de la garantie de responsabilité civile
- Examiner les garanties dommages facultatives
- Déterminer le rôle de la garantie du conducteur

#### Apprécier les critères de tarification, maîtriser le bonus-malus

- Distinguer les critères liés au véhicule garanti

- Déterminer les éléments relatifs au conducteur
- Maîtriser les mécanismes du bonus/malus
- Calcul de la prime et chargement
- Étude de cas** : analyse de différents tarifs selon les caractéristiques du conducteur et du véhicule

#### Optimiser son efficacité dans la gestion d'un sinistre automobile

- Maîtriser le champ de la loi Badinter
- Connaître les conventions et leurs mécanismes
- Analyser les différentes étapes : de la déclaration du sinistre à l'indemnisation des dommages

- Exercice d'application** : analyse d'un sinistre pour déterminer le droit à indemnisation en fonction des circonstances de l'accident, des responsabilités retenues et des garanties au contrat

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer les règles propres à l'assurance automobile.

2 jours  
14 heures

Code 92177

### Paris

5-6	avril	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# L'assurance Multirisque Habitation

Analyser les mécanismes de la MRH, de la souscription à la gestion d'un sinistre



L'assurance Multirisque Habitation (MRH) comporte de nombreuses garanties régies par des règles juridiques différentes. Certaines sont obligatoires, d'autres facultatives, les unes couvrent la responsabilité de l'assuré et des tiers, tandis que d'autres garantissent les biens. Une gestion efficace de ce contrat implique une connaissance approfondie de l'application des garanties.

## OBJECTIFS

- Décrypter les caractéristiques d'un contrat MRH.
- Identifier les différentes garanties et maîtriser leur mise en oeuvre.
- Maîtriser le processus de règlement d'un sinistre habitation.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance habitation
- Responsables des assurances, gestionnaires surveillance de portefeuille
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance habitation

## ANIMATEUR

Jean-Christophe LEROUGE  
Spécialiste des risques auto et habitation

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser les mécanismes de l'assurance habitation

##### Déterminer les caractéristiques de l'assurance habitation

- Assurances de choses et de responsabilités
- Une obligation d'assurance : la loi Quillot
- Identifier les garanties couvrant les dommages aux biens
- Les biens garantis
- Les événements couverts

**Exercice d'application** : exemples de sinistres avec détermination de la garantie mise en jeu

##### Analyser les garanties de responsabilité

- Responsabilité civile d'occupant
- Responsabilité civile vie privée
- Personnes assurées/tiers

**Étude de cas** : analyse des exclusions relatives aux garanties de responsabilité

##### Recenser les critères retenus pour établir un tarif

- Critères de tarification
- Détermination de la cotisation

##### Mesurer les incidences du non-paiement de la cotisation

#### Étudier l'évolution des garanties et des cotisations

##### Examiner les valeurs utilisées

- Valeur de remplacement, valeur de reconstruction, valeur à neuf...
- Définition de la vétusté

##### Passer en revue la vie d'un contrat de la souscription à la résiliation

**Étude de cas** : analyse des différents cas de résiliation à l'initiative de l'assureur / de l'assuré

#### Analyser la gestion d'un sinistre habitation

- Recenser les obligations de l'assuré
  - Vérifier la validité du contrat et la prise en charge d'un sinistre
- Exercice d'application** : gestion du dossier de règlement d'un sinistre habitation

#### Prévenir la fraude à l'assurance dans les dossiers Multirisque Habitation

- Identifier les motivations de la fraude
- Repérer les signaux d'alerte

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les opérations de gestion d'un contrat MRH.

2 jours

14 heures

Code 92179

Paris		
2-3	juin	2016
29-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser l'assurance de protection juridique

Les garanties des assurés et la gestion des sinistres

Le contrat d'assurance de protection juridique se démocratise et devient un bien de consommation courante. Qu'il s'agisse de vendre ce contrat, de l'acheter ou de le gérer, il est indispensable de comprendre les mécanismes qui le gouvernent et de connaître parfaitement le contenu des garanties et leur mise en jeu.

## OBJECTIFS

- Cerner les domaines d'intervention de l'assurance de protection juridique.
- Décrypter les mécanismes fondamentaux.
- Gérer un sinistre de protection juridique.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance de protection juridique
- Responsables des assurances
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance de protection juridique

## ANIMATEUR

Anthony MITTON  
Consultant en assurances

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Maîtriser le cadre réglementaire et les principes de fonctionnement de l'assurance de protection juridique

- Analyser la réglementation
- Distinguer les trois formes de garanties proposées

**Étude de cas** : analyse de différents contrats d'assurance pour comprendre ce qui différencie une garantie défense recours d'une assurance de protection juridique

- Identifier les principes fondamentaux de l'assurance de protection juridique

#### Maîtriser les aspects techniques du contrat d'assurance

##### Identifier le champ d'application du contrat

- Les domaines couverts, les personnes assurées
- Les services proposés et les risques pris en charge

##### Cerner l'étendue des garanties et les conditions de mise en oeuvre

- La nature du litige
- La nature et le montant des frais et honoraires garantis

- Les limites des garanties : seuils d'intervention et plafonds de prise en charge
  - Le fait générateur, le délai de carence
  - Les limites territoriales
  - La prescription applicable et les exclusions
- Exercice d'application** : à partir d'exemples, distinction des situations qui peuvent donner lieu à une prise en charge par l'assureur de protection juridique

#### Gérer un sinistre de protection juridique

- Étudier les sinistres couverts
  - Analyser les prestations garanties : phase amiable
  - Examiner le rôle de l'assureur lors de la phase judiciaire
  - Comprendre la procédure d'arbitrage en cas de désaccord entre l'assuré et l'assureur
- Exercice d'application** : gestion d'un sinistre à partir d'un cas concret

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de distinguer les clauses relatives au contrat de protection juridique.

1 jour

7 heures

Code 92191

Paris		
1 <sup>er</sup>	avril	2016
7	octobre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Gestion des sinistres responsabilité civile

Optimiser ses recours



**Afin de défendre au mieux les intérêts de son client, il convient de maîtriser les clauses et subtilités des contrats d'assurance Responsabilité Civile (RC) et de connaître les dernières évolutions jurisprudentielles en la matière. Ainsi, la mise en cause du client n'en sera que plus difficile, les recours tentés par contre auront toutes les chances d'aboutir.**

## ● OBJECTIFS

- Faire face à une mise en cause et gérer efficacement le sinistre.
- Apprécier les différentes responsabilités pour mettre en œuvre un recours.
- Recenser les différents postes de préjudices indemnisables et leur fonctionnement.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'indemnisation habitation, gestionnaires de contrats habitation
- Gestionnaires surveillance de portefeuille
- Responsables indemnisation dommages aux biens

## ● ANIMATEUR

Stéphane MARLIO-MARETTE  
Associé  
ALLIASSUR

## PROGRAMME

### ✔ Quiz amont

#### Distinguer les périmètres respectifs de la RC délictuelle et contractuelle

#### Panorama des risques RC : cerner les nouveaux risques

- Les risques en développement
- Les conditions de mise en jeu de la responsabilité civile

#### Maîtriser les mécanismes des différentes RC délictuelles

- RC du fait personnel et du fait d'autrui
- RC du fait des choses et du fait des animaux
- RC des propriétaires de bâtiment

#### Examiner les conditions de la RC contractuelle

**Exercice d'application** : exemple de mise en jeu de la responsabilité du transporteur en cas d'accident de personnes

#### Analyser les étapes de gestion d'un sinistre RC particulier

- Vérifier l'imputabilité des garanties à l'évènement déclaré
  - Prendre les mesures conservatoires
  - Identifier qui fait quoi en cas de sinistre
- Exercice d'application** : à partir d'une situation concrète, constitution d'un dossier de déclaration de sinistre

#### Apprécier les responsabilités et mettre en œuvre les recours

- Mesurer les évolutions jurisprudentielles
  - Apprécier la nécessité de recourir à l'expertise amiable ou judiciaire
  - Optimiser ses relations avec l'expert et l'avocat et orienter leur compte-rendu
- Étude de cas** : exemples de constitution de dossiers sinistres et conception de sa check-list

#### Proposer une indemnisation aux victimes

- Déterminer les préjudices matériels indemnisables
- Évaluer les préjudices
- Proposer une indemnité
- Connaître les effets du sinistre sur le contrat d'assurance RC

**Exercice d'application** : application de règlements de sinistres avec recours aboutis

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de traiter de façon efficace les mises en cause reçues.

2 jours 14 heures

Code 92277

Paris		
23-24	mai	2016
26-27	septembre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Gestion des sinistres automobiles matériels

Appliquer la convention IRSA

**La gestion conventionnelle des accidents auto vise à simplifier et accélérer l'indemnisation des préjudices matériels pour satisfaire la clientèle. Il convient préalablement d'appréhender la notion d'accident de la circulation depuis la loi Badinter pour maîtriser les cas particuliers et présenter efficacement son recours.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes de la convention IRSA, savoir déterminer les responsabilités.
- Maîtriser la méthodologie de règlement des sinistres matériels automobiles.
- Maîtriser l'évolution réglementaire depuis la loi Badinter.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le risque automobile " (code 92177 p. 396).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'indemnisation automobile matérielle
- Chargés de clientèle
- Intermédiaires d'assurance

## ● ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

#### Intégrer la notion d'accident de la circulation depuis la loi Badinter

#### Déterminer l'implication d'un véhicule terrestre à moteur

- Le rôle perturbateur d'un véhicule sans contact
- L'engin de chantier : fonction circulation ou outil de travail
- Les cas particuliers

#### Maîtriser les principes de la convention IRSA

#### Décrypter les objectifs de cette convention

- Indemnisation directe de l'assuré
- Gestion de la convention vis-à-vis de l'assuré

#### Intégrer les dispositions générales

- Évaluer les dommages du véhicule et provisionner son dossier
- Modalités d'exercice des recours et de son assiette
- Dommages à une chose inerte
- Barème de répartition des recours entre adhérents

#### Intégrer les spécificités

- Accident entre deux véhicules
- Les accidents en chaîne
- Les carambolages entre 3 et 7 véhicules
- Les carambolages de plus de 7 véhicules
- Le cas particulier des véhicules épaves

#### Gérer et régler les litiges

- Procédure d'escalade, arbitrage
- Exercice d'application** : identification des cas d'accidents automobiles rentrant dans le cadre de la convention et exercice du recours avec un non-assuré

#### Analyser le champ d'action du fonds de garantie automobile

- Le responsable inconnu
- Le responsable connu mais non assuré
- Les délais à respecter
- Les dommages indemnisables
- Le principe de subsidiarité du fonds

#### Maîtriser les recours en droit commun

- Exploiter le Code de la route**
  - Apprécier la faute**
  - Recours contre un propriétaire privé d'une chose
  - Recours contre un propriétaire public : l'État
  - Recours contre des dépositaires : hôteliers, garagistes
  - La faute inexcusable du piéton
- Étude de cas** : analyse d'un recours exercé à la suite d'un accident avec un non-assuré

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'appliquer la convention IRSA et d'instruire les recours.

2 jours 14 heures

Code 92281

Paris			Lyon		
21-22	mars	2016	21-22	mars	2016
11-12	juillet	2016	24-25	novembre	2016
24-25	novembre	2016			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Gestion d'un préjudice corporel automobile

Appliquer la convention IRCA et la nomenclature Dintilhac

## PROGRAMME

Initiation

La loi Badinter oblige les assureurs à faire une offre d'indemnisation aux victimes d'accidents de la circulation. La convention IRCA (Indemnisation et Recours Corporel Automobile) détermine ainsi l'assureur qui doit prendre l'initiative de l'offre et règlemente les recours potentiels. Il est donc désormais indispensable de maîtriser les qualifications de poste de préjudices et leur évaluation pour réussir une indemnisation.

### OBJECTIFS

- Maîtriser l'environnement juridique d'une indemnisation corporelle automobile.
- Maîtriser la méthodologie de règlement des dossiers corporels.
- Analyser les implications.

### PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le risque automobile " (code 92177 p. 396).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'indemnisation automobiles corporels
- Gestionnaires de contrats automobiles
- Juristes, intermédiaires d'assurance

### ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

### Analyser les principes généraux de la convention IRCA

**Intégrer les dispositions générales**

- Chapitre 1 : le mandat
- Chapitre 2 : les recours en contribution
- Chapitre 3 : règlement des litiges

**Maîtriser le barème des responsabilités**

**Étude de cas** : analyse du champ d'application de la convention IRCA

### S'approprier le contenu du rapport Dintilhac

**Intégrer la méthodologie d'indemnisation d'une victime**

- Les pièces indispensables à l'indemnisation corporels depuis Dintilhac

**Maîtriser la nomenclature des préjudices corporels depuis Dintilhac**

- Les préjudices économiques ou patrimoniaux
- Les préjudices définitifs après consolidation
- Les préjudices personnels ou extrapatrimoniaux : temporaires, avant et après consolidation
- Les préjudices liés à des pathologies évolutives

**Exercice d'application** : pratique des barèmes d'indemnisation de victimes, analyse d'un rapport médical et expertise amiable et contradictoire

### Faire face à une lettre de contestation d'une victime

- Ajuster son offre d'indemnisation
- Réaliser une contre-proposition
- Adapter son discours au client afin de prendre en compte la dimension humaine
- Prendre en compte de l'entourage proche de la victime

**Exercice d'application** : détermination des délais pour présenter une offre d'indemnisation et de l'incidence sur le montant de l'indemnité en cas de non respect des délais

### Mémoriser les postes de préjudices Dintilhac

- Positionner les postes de préjudices au sein des deux groupes économiques ou personnels

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de négocier avec succès une offre d'indemnisation à l'amiable ou judiciaire dans le cadre d'un préjudice corporel automobile.

2 jours

14 heures

Code 92280

Paris		
11-12	mai	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Gestion des sinistres corporels hors automobile

Évaluer et régler les sinistres corporels

## PROGRAMME

Perfectionnement

D'une manière générale, la gestion d'un sinistre corporel implique pour le gestionnaire, le traitement de dossiers de plus en plus complexes qui mettent en jeu des montants d'indemnisation importants. Il doit ainsi être capable d'évaluer médicalement, financièrement et socialement un préjudice corporel et de décès, afin de mettre en œuvre efficacement les garanties prévues dans le contrat d'assurance.

### OBJECTIFS

- Identifier les différents types de sinistres corporels et positionner l'accident dans son environnement social, médical et juridique.
- Évaluer et régler les sinistres corporels au regard des différents postes de préjudice physique.
- Maîtriser les conditions d'intervention des organismes sociaux.

### PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'indemnisation de préjudices corporels non automobiles
- Juristes, intermédiaires d'assurance
- Collaborateurs d'organismes d'assurances débutant dans le domaine du dommage corporel

### ANIMATEUR

Stéphane MARLIO-MARETTE  
Associé  
ALLIASSUR

### Identifier les garanties et les contrats mobilisables

- La prévoyance : individuelle, collective
- Les responsabilités civiles

**Étude de cas** : analyse de contrats de prévoyance et de responsabilité civile

### Positionner l'accident corporel dans son environnement social, médical et juridique

- Maîtriser les conditions juridiques d'indemnisation
- Suivre les étapes clés d'un dossier corporel
- Connaître le fonctionnement de l'expertise médicale corporelle

**Étude de cas** : analyse d'exemples de traitement d'un dossier corporel

### Maîtriser le contenu du rapport Dintilhac

- Intégrer la méthodologie d'indemnisation d'une victime
  - Maîtriser la nomenclature des préjudices corporels depuis Dintilhac
- Exercice d'application** : présentation des barèmes d'indemnisation de victimes et analyse d'un rapport médical et d'expertise amiable et contradictoire

### Définir le recours des tiers payeurs

- Maîtriser le fondement du recours des tiers payeurs en cas d'accident
- Identifier les tiers payeurs admis à faire valoir leurs créances
- Définir l'assiette et les modalités du recours de la loi du 21/12/06

**Étude de cas** : analyse d'exemples de recours à des tiers payeurs

### Évaluer le préjudice en cas de décès

- L'intervention des tiers payeurs en cas de décès
  - Déterminer les ayants droit admis à faire valoir leur indemnisation
  - Distinguer les préjudices soumis ou non au recours des tiers payeurs
  - Maîtriser les modalités d'indemnisation : capital ou rente
- Étude de cas** : analyse d'exemples de jurisprudence sur la détermination du préjudice des victimes indirectes en cas de décès de la victime directe

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'assurer le suivi des dossiers d'indemnisation d'un préjudice corporel.

3 jours

21 heures

Code 92300

Paris		
14 au 16	mars	2016
22 au 24	juin	2016
28 au 30	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Maîtriser les conventions CIDRE et CIDE-COP

Gérer efficacement les sinistres dégâts des eaux

Expertise

**Les assurés ont besoin d'être fidélisés lors de la réalisation d'un évènement. C'est justement quand un incident arrive que l'assureur doit rendre le service après-vente le plus rapide et efficace. Aussi, afin de gérer au mieux les sinistres dégâts des eaux, il convient de maîtriser les différentes conventions associées aux types de sinistres déclarés.**

## ● OBJECTIFS

- Décrypter les caractéristiques d'un contrat MRH.
- Identifier les différentes garanties et maîtriser leur mise en œuvre.
- Maîtriser le processus de règlement d'un sinistre habitation.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance habitation
- Responsables des assurances, gestionnaires surveillance de portefeuille
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance habitation

## ★ ANIMATEUR

Stéphane MARLIO-MARETTE  
Associé  
ALLIASSUR

## PROGRAMME

### Analyser la garantie dégât des eaux

- Définir les événements dégâts des eaux communément garantis
- Analyser les raisons de la création des conventions
- Recevoir une déclaration de sinistre  
**Exercice d'application** : exemples de sinistres avec des constats amiables appréciant des qualités juridiques différentes

### Gérer un sinistre dégât des eaux Enregistrer les déclarations de sinistres Estimer les dommages et provisionner son dossier sinistre

- Le cas des embellissements et du mobilier
- La renonciation à recours  
**Étude de cas** : analyse d'un formulaire de constat amiable

### Maîtriser l'application de la convention CIDRE

- Analyser les différents points clés de la convention et ses annexes
- Présenter les objectifs et du champ d'application de la convention
- Évaluer les dommages entrant dans le cadre de la convention et définir leur répartition conventionnelle  
**Exercice d'application** : détermination du périmètre du sinistre entrant ou pas dans le champ de la convention

### Maîtriser l'application de la convention CIDE-COP

- Définir le périmètre de cette convention
- Identifier l'historique de cette convention
- Définir les objectifs et le champ d'application de la convention
- Mettre en œuvre les recours
- Maîtriser l'action en remboursement  
**Exercice d'application** : identification du lésé suivant la nature du bien endommagé

### Gérer les sinistres hors convention

- Conditions CIDRE/CIDE-COP non réunies
- Instruction selon les dispositions RC délictuelle ou RC contractuelle
- Chiffrage des dommages par voie d'expertise en fonction de la nature du bien endommagé
- Règlement contractuel et exercice du recours

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de gérer dans son intégralité un sinistre dégât des eaux.

2 jours  
14 heures

Code 92283

## Paris

6-7	juin	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Les bases de l'assurance entreprise

Assurer les biens, les responsabilités et les personnes de l'entreprise



**L'activité de l'entreprise expose nécessairement son patrimoine humain, matériel et intellectuel au risque aléatoire. La survenance d'un sinistre peut avoir de lourdes conséquences sur sa survie et entraîne souvent sa fermeture de façon temporaire ou définitive. C'est pourquoi il est primordial de savoir identifier les risques inhérents, pour mettre en place, gérer et optimiser un contrat risque d'entreprise.**

## ● OBJECTIFS

- Apprécier les principes fondamentaux de cette branche de risque.
- Identifier les événements assurables de la protection des biens et responsabilité civile.
- Lister et intégrer les couvertures offertes aux salariés.

## ● PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires de contrats d'entreprises
- Commerciaux, conseillers clientèle et intermédiaires d'assurances
- Chefs de produit marché des professionnels et entreprises

## ★ ANIMATEUR

Ronan LE COZ  
Avocat  
Ancien courtier en assurances

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

### Cerner l'environnement d'une entreprise

- Le marché de l'assurance entreprise en France
- L'état des lieux de la sinistralité selon le Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles (BARPI)
- La présentation du schéma des risques de l'entreprise
- Identifier les différentes branches en assurances dommages

### Souscrire un risque entreprise

- Définir le cadre légal
- Maîtriser les principes de la formalisation contractuelle

### Identifier les biens assurables

### Analyser les conditions de résiliation

### Assimiler le principe de la réassurance et de la coassurance

- Définir le contexte et le champ d'intervention
- Analyser les droits et obligations de l'assureur et de l'assuré
- Repérer la notion de grands risques  
**Exercice d'application** : à partir d'exemples, indication conjointe des droits et des obligations de l'assuré et de l'assureur

### Recenser les garanties dommages d'un contrat d'assurance entreprise

### Les assurances de responsabilités

- Définir le droit de la responsabilité civile
- Identifier les différentes natures de responsabilités

### Les assurances de biens

- Acquérir les notions fondamentales de l'assurance en juste valeur
- Identifier les garanties de base
- Cerner les garanties légales et obligatoires
- Analyser les extensions de garanties

### Les assurances de personnes

- Définir le marché de l'assurance collective en France
- Identifier les personnes liées au contrat
- Mettre en place une police d'assurance collective dans l'entreprise  
**Étude de cas** : analyse de plusieurs contrats d'assurance dommage entreprise

## ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez capable de mettre en place, de gérer et d'optimiser un contrat risque d'entreprise.

2 jours  
14 heures

Code 92250

## Paris

21-22	mars	2016
2-3	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus



# Assurance responsabilité civile

Analyser les mécanismes de RC professionnelle et entreprise



**Selon que l'on soit particulier, entreprise ou association, les responsabilités encourues ne sont pas les mêmes et n'ont pas les mêmes incidences en terme d'assurance. Maîtriser l'assurance de Responsabilité Civile ( RC ), c'est connaître parfaitement ses mécanismes et savoir les mettre en œuvre, de l'action directe de la victime à la subrogation de l'assureur, en passant par le principe indemnitaire.**

## OBJECTIFS

- Délimiter le risque de responsabilité civile assurable.
- Identifier les différentes assurances de RC.
- Maîtriser les mécanismes des garanties de RC du particulier, des entreprises et des associations.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396) ou " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Collaborateurs au sein du service assurance
- Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance de RC ou appelée à occuper des fonctions de responsable assurance

## ANIMATEUR

Olivier BARRIO  
Consultant en assurances  
Ancien responsable d'un département indemnisation non auto au sein d'une compagnie d'assurances

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principes de l'assurance de RC.

## PROGRAMME

Perfectionnement



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un dirigeant d'entreprise et je souscris une assurance RC pour la protection de mes biens professionnels.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Acquérir la méthodologie de mise en jeu de la responsabilité civile

##### Recenser les différents régimes de responsabilités

##### Définir les contours de la responsabilité civile

##### Maîtriser les principes de la responsabilité pour faute

- Éléments constitutifs, classification des fautes et preuve à apporter

##### Étudier la notion de présomption de responsabilité

- Étendue de la responsabilité de plein droit

- Causes d'exonération

##### Examiner les caractéristiques de la responsabilité contractuelle

- Fondements et domaines d'application

**Exercice d'application :** distinction des critères de mise en jeu de la responsabilité contractuelle

#### Maîtriser les mécanismes fondamentaux de l'assurance de responsabilité

##### Cerner le rôle de l'assurance de responsabilité civile

##### Comprendre l'action en responsabilité

- La notion de sinistre en assurance de responsabilité
- La garantie dans le temps en assurance de responsabilité : risque du particulier et risque de l'entreprise

- Les limitations de garantie : franchise, plafond de garantie et limitation contractuelle d'indemnité

- L'action directe de la victime, subrogation de l'assureur : conditions de mise en oeuvre

- La prescription applicable

##### Analyser la réparation du préjudice

- La réparation intégrale de la victime

- Le principe indemnitaire, ses incidences et ses limites

**Étude de cas :** analyse de la jurisprudence relative à l'application du principe indemnitaire

#### Définir l'étendue de l'assurance de RC des particuliers

##### Évaluer l'étendue de la responsabilité civile vie privée

- Dommages couverts, personnes assurées et exclusions

##### Étudier la mise en jeu de la garantie

**Exercice d'application :** gestion d'un sinistre

#### Examiner les responsabilités des entreprises et des professionnels et leurs assurances

##### Distinguer les risques de l'entreprise

- Risques assurables, non assurables et facteurs aggravants

##### Maîtriser l'assurance de RC exploitation

- Définition et recensement des risques couverts

- Application de la garantie dans le temps

- Couverture géographique du contrat

##### Maîtriser l'assurance de RC après livraison et/ou après travaux

- Étendue des responsabilités

- Définition de la notion de livraison

##### Découvrir l'assurance de RC des dirigeants d'entreprise

- Objet de la garantie et risques exclus

**Étude de cas :** étude de plusieurs contrats d'assurance dédiés aux risques d'entreprises

### Quiz aval



Code 92147

Paris			Lyon		
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	24-25	mai	2016
24-25	mai	2016	15-16	décembre	2016
22-23	août	2016			
17-18	octobre	2016			
15-16	décembre	2016			
2-3	février	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € repas inclus

# Gestion des sinistres RC des entreprises

Suivre et régler efficacement un sinistre RC



La gestion de sinistres RC entreprises met en œuvre simultanément l'application des règles légales de fonctionnement de la responsabilité civile et des dispositions contractuelles des contrats d'assurance. Parce qu'elle met en jeu des intérêts importants pour les assureurs et pour les clients, la gestion efficace d'un sinistre RC entreprises nécessite donc une parfaite maîtrise de ces règles et garanties et de leur articulation dans le cadre de règles de gestion spécifiques.

## OBJECTIFS

- Identifier et appliquer les différentes garanties d'un contrat RC entreprise.
- Analyser et déterminer la responsabilité de l'assuré.
- Maîtriser le processus de gestion d'un sinistre RC entreprise.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250 p. 400).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires des sinistres RC entreprises
- Collaborateurs d'un service production RC entreprises
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes de la RC entreprises et leur application en gestion de sinistre

## ANIMATEUR

Raphaële RONIN  
Consultante en assurances

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser la notion de responsabilité civile

#### Distinguer les différents types de responsabilités

- L'assurance dommage : assurance de responsabilité/assurance de chose
- Les responsabilités administrative, pénale et civile
- Les responsabilités civile, contractuelle et délictuelle

#### Vérifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile

- Déterminer la nature du dommage
- Identifier le fait générateur
- Établir le lien de causalité

**Test de connaissances** : quizz sur l'acquisition des notions de base sur la responsabilité civile

#### Recenser les cas d'exonération

#### Étudier et vérifier l'acquisition des garanties

#### Procéder aux vérifications préalables

- L'activité déclarée, l'étendue géographique
  - La garantie dans le temps
  - La prescription et la franchise
  - Les conditions générales et spécifiques, les annexes
- Étude de cas** : analyse des conditions de mise en œuvre d'une garantie dans le temps

### Analyser les garanties prévues dans le contrat

#### Responsabilité civile exploitation

- Objet et conditions de mise en œuvre de la garantie
- Les dommages causés aux tiers
- Les dommages causés aux préposés
- Les exclusions

#### RC après livraison, RC professionnelle

#### Établir les responsabilités

- Connaître le fonctionnement des principaux cas de responsabilité rencontrés dans les différentes garanties

**Étude de cas** : étude de sinistres afin de déterminer la garantie applicable sur la base des conditions générales, son éventuelle mise en jeu et si la responsabilité de l'assuré est engagée

#### Maîtriser les spécificités de la gestion d'un sinistre RC

- Instruire les dossiers de sinistres
  - Procéder à l'indemnisation
- Étude de cas** : analyse d'un protocole de transaction

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de gérer un sinistre RC entreprise c'est-à-dire d'identifier et appliquer la garantie mise en jeu, de déterminer la responsabilité de l'assuré et d'indemniser le tiers victime s'il y a lieu.

2 jours / 14 heures

Code 92327

Paris		
23-24	mai	2016
29-30	septembre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Assurance multirisque professionnelle

Réaliser une bonne souscription des risques ACPS

L'assurance multirisque est un contrat qui permet aux professionnels de couvrir l'ensemble des risques liés à l'exercice de leur activité. Pour proposer des garanties adaptées à ces besoins, les compagnies d'assurance doivent être en mesure d'apprécier la vulnérabilité de chaque risque à sa juste valeur.

## OBJECTIFS

- Mesurer les dangers et prévenir le risque.
- Analyser et maîtriser le contenu d'un contrat multirisque commerce.
- Identifier les événements assurables et les dommages immatériels.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires dommages
- Souscripteurs
- Mandataires, courtiers et agents généraux

## ANIMATEUR

Michel LEGALL  
Consultant en assurance des dommages

## PROGRAMME

Expertise

### Définir le champ d'application et les normes d'acceptation

#### Identifier la cible pour classer le risque

- Distinguer l'activité principale de l'activité secondaire

#### Analyser les vulnérabilités pour identifier les moyens nécessaires à mettre en place

- Cerner les activités présentant une forte vulnérabilité en vol
- Identifier les activités avec une forte vulnérabilité en incendie
- Résoudre l'intensité en proposant des axes de prévention et de protection
- Rédiger les clauses de prévention

**Exercice d'application** : rédaction d'une synthèse des vulnérabilités en fonction de la présentation de plusieurs activités

#### Intégrer la démarche de souscription

- Décrypter la matérialité du risque
  - Analyser la qualification des biens mobiliers
- Exercice d'application** : à partir d'une situation à risque, établissement d'une configuration préliminaire de présentation du risque devant mener à l'élaboration d'une proposition d'assurance

### Identifier les événements assurables et leurs exclusions

#### Analyser les garanties de la multirisque professionnelle

- Incendie et événements annexes
  - Bris de machine, tous risques informatiques
- Identifier les spécificités des dommages immatériels**

- Discerner les garanties des sinistres par ricochet

**Exercice d'application** : à partir d'un sinistre, élaboration d'une bonne souscription du risque

#### Maîtriser les mécanismes juridiques des assurances de responsabilité

- Intégrer les différentes formes de responsabilité
- Exercice d'application** : règlement d'un sinistre dans lequel apparaît la responsabilité du bailleur

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de proposer des garanties et des mesures de prévention adaptées à un contrat d'assurance multirisque professionnelle.

2 jours / 14 heures

Code 92291

Paris		
9-10	juin	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# La faute inexcusable de l'employeur

Décrypter les fondements juridiques et gérer le risque

## PROGRAMME

Expertise

La faute inexcusable, de plus en plus souvent retenue par les tribunaux, représente une menace réelle et lourde de conséquences financières pour l'employeur. Pour gérer efficacement ce risque, il convient de comprendre parfaitement les conditions de qualification d'une faute inexcusable de l'employeur, les risques judiciaires, le rôle de l'assurance et les mécanismes d'indemnisation de la victime.

### OBJECTIFS

- Maîtriser les principes juridiques applicables.
- Déterminer l'étendue de la responsabilité de l'employeur en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.
- Définir les suites judiciaires, l'intervention de l'assureur et l'étendue de l'indemnisation.

### PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396) ou " Assurance responsabilité civile " (code 92147 p. 401).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et gestionnaires de sinistres responsabilité civile
- Intermédiaires d'assurance et responsables des ressources humaines
- Toute personne confrontée à des dossiers mettant en cause la responsabilité de l'employeur à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle

### ANIMATEUR

Céline DUBAIL  
Avocat en droit des assurances  
DUBAIL AVOCATS

### Maîtriser les fondements juridiques de la faute inexcusable

- Définir l'accident du travail, la maladie professionnelle et la faute inexcusable
- Retenir les conditions pour qualifier la faute inexcusable

**Étude de cas** : analyse d'exemples jurisprudentiels où la faute inexcusable n'a pas été retenue

#### Examiner le cas particulier de l'amiante

- Distinguer l'utilisation de l'amiante comme matière première et de façon accessoire
- Analyser l'évolution vers une responsabilité renforcée de l'employeur

#### Déterminer les conditions d'exonération partielle ou totale

- Recenser des exemples de reconnaissance de la faute inexcusable de la victime

### Décrypter la procédure en reconnaissance de faute inexcusable

- Étudier la mise en oeuvre de la procédure
- Comprendre la conciliation préalable
- Maîtriser la phase contentieuse
- Analyser les moyens de défense de l'employeur

**Exercice d'application** : suivi des étapes d'un dossier sinistre

### Examiner les incidences en cas de procédure pénale parallèle Analyser les conséquences pour la victime et l'employeur

- Faire le point sur l'indemnisation de la victime
- Évaluer les impacts pour l'employeur

**Exercice d'application** : à partir d'exemples, mesure des incidences de la qualification de faute inexcusable

### Délimiter la couverture assurantielle Revenir sur l'évolution historique de l'assurance au risque

- Les impacts des décisions de jurisprudence

### Connaître le marché et les acteurs en présence

### Définir comment est assurée la faute inexcusable

- Contrats et garanties proposées

### Étudier le rôle de l'assureur dans la procédure

**Étude de cas** : étude de plusieurs contrats d'assurance

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes d'indemnisation des victimes.

2 jours  
14 heures

Code 92251

#### Paris

4-5	avril	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1595 € - repas inclus

# Assurance responsabilité civile décennale

Maîtriser l'obligation d'assurance des constructeurs

## PROGRAMME

Perfectionnement

Le législateur français a souhaité assurer au propriétaire d'un immeuble, une protection forte contre les dommages importants qui peuvent apparaître dans les dix années qui suivent la construction de l'ouvrage. La responsabilité légale décennale consacre, elle, le principe de présomption de responsabilité. Aussi est-il primordial de maîtriser les responsabilités de chacun afin de souscrire la meilleure couverture.

### OBJECTIFS

- Évaluer les dangers et prévenir le risque.
- Maîtriser le régime de la responsabilité civile décennale.
- Analyser l'étendue de l'assurance de responsabilité décennale.

### PRÉREQUIS

Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176 p. 404).

### PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Gestionnaires de contrats en risques construction
- Rédacteurs sinistres

### ANIMATEUR

Jean-François BINET  
Consultant en assurances construction  
Ancien directeur assurances risques construction au sein d'un groupe immobilier

### Maîtriser l'obligation d'assurance décennale

#### Décrypter les notions incontournables

- Intégrer les grands principes et l'étendue de l'article 1792 du Code civil
- Délimiter le domaine de la garantie : la déclaration d'ouverture de chantier

#### Cerner le champ d'application de l'assurance décennale

- La délimitation du risque : ouvrages soumis, non soumis et désordres sur existants
- Les dispenses accordées
- Les assujettis

#### Mettre oeuvre la garantie dans le temps

- Maîtriser les clauses types
- La reprise du passé de la garantie subséquente
- Analyser les effets de la loi de sécurité financière

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence

### Apprécier les régimes de la responsabilité civile décennale des constructeurs

#### Maîtriser le régime spécifique de la responsabilité des constructeurs

- Les principes juridiques spécifiques
- Les principes juridiques de responsabilité propre à chaque constructeur

### Analyser le régime de responsabilité de droit commun

- Le régime de responsabilité contractuelle et extracontractuelle

### Maîtriser les responsabilités des sous-traitants et fabricants

**Étude de cas** : analyse des responsabilités mises en jeu sur différents sinistres déclarés

### Souscrire les assurances

### des constructeurs et gérer les sinistres

#### Identifier les assurances obligatoires

- Les types de travaux
- Le plafonnement de l'assurance décennale

#### Distinguer les assurances facultatives

- Les garanties facultatives au sein de la couverture obligatoire
- Les contrats d'assurance facultatifs

**Exercice d'application** : gestion du règlement d'un sinistre mettant en jeu la garantie obligatoire et/ou les garanties facultatives sans/avec la souscription d'une assurance dommages ouvrage par le maître d'ouvrage

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les responsabilités pouvant être mises en jeu dès l'ouverture d'un chantier et de maîtriser le principe de la couverture d'assurance responsabilité civile décennale.

2 jours  
14 heures

Code 92290

#### Paris

10-11	mars	2016
6-7	juin	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

# Analyser les mécanismes de l'assurance construction

Cadre juridique, principes et règlement de sinistre



**Pour déchiffrer l'assurance construction et être ainsi en mesure de gérer efficacement un contrat de cette branche, il faut avant tout identifier les responsabilités de chacun des intervenants à l'acte de construction. L'étude approfondie de l'assurance décennale et de l'assurance dommages ouvrage peut alors être effectuée de façon optimale.**

## ● OBJECTIFS

- Délimiter les risques liés à la construction d'un ouvrage.
- Identifier les assurances correspondantes.
- Maîtriser les mécanismes des différentes garanties.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Collaborateurs au sein du service assurance
- Toute personne amenée à gérer des contrats d'assurance construction

## ● ANIMATEUR

Jean-Francis BINET  
Consultant en assurances construction  
Ancien directeur assurances risques construction au sein d'un groupe immobilier

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes de l'assurance construction.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser le cadre juridique de l'assurance construction

##### Décrypter la législation applicable

- Loi du 04/01/78, réforme du 08/06/05 et décret du 22/12/08

##### Délimiter le champ de l'assurance construction

- Distinguer l'assurance de dommages à la charge du maître d'ouvrage et l'assurance de responsabilité à la charge de l'entreprise de construction
- Définir les notions d'ouvrage et de bâtiment
- Identifier les intervenants à l'opération de construction : maître d'ouvrage, constructeurs, non-constructeurs, fabricants d'Éléments Pouvant Entraîner la Responsabilité Solidaire (EPERS)...
- Les effets de la réception de l'ouvrage

**Exercice d'application** : identification des dommages relevant de l'assurance construction

#### Analyser les principes de responsabilité et les mécanismes d'assurance

##### Distinguer les obligations du constructeur à l'égard des acquéreurs

- La garantie de parfait achèvement
- La garantie de bon fonctionnement
- La responsabilité décennale

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence relative à la responsabilité du constructeur

##### Étudier l'étendue du contrat de responsabilité civile du constructeur

- Les risques garantis, extensions et exclusions
- Les dommages aux existants

##### Analyser le contrat d'assurance de responsabilité décennale

- La présomption de responsabilité
- Les dommages couverts, personnes assurées et exclusions
- Les causes d'exonération

**Exercice d'application** : distinction des dommages qui relèvent de l'assurance de responsabilité civile et de l'assurance décennale

##### Examiner le contenu de l'assurance dommages ouvrage

- Le point de départ et la mise en œuvre des garanties
- La franchise

##### Identifier les spécificités de la " Tous Risques Chantiers " (TRC)

##### Appréhender la subrogation

**Exercice d'application** : étude de plusieurs contrats d'assurance dommages ouvrage avec analyse des garanties et des exclusions

#### Identifier les étapes d'un règlement de sinistre construction

##### Maîtriser la mise en œuvre des garanties

- Délai, forme et contenu de la déclaration de sinistre
- La préparation du dossier destiné à l'assureur

##### Connaître la procédure d'expertise

- La dispense d'expertise : identifier les cas
- La détermination de l'indemnité par l'expert
- Le règlement d'un sinistre par voie judiciaire : juridiction compétente, expertise judiciaire en évaluation des dommages par les tribunaux

##### Étudier la prescription en assurance

**Exercice d'application** : gestion d'un sinistre

### ✔ Quiz aval

**2** jours  
**14** heures

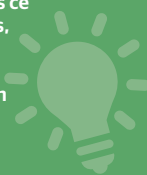
Code 92176

Paris			Lyon		
9-10	février	2016	26-27	mai	2016
26-27	mai	2016	6-7	décembre	2016
7-8	juillet	2016			
3-4	octobre	2016			
6-7	décembre	2016			
27-28	février	2017			

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Nombre d'acteurs de l'acte de construire n'ont pas conscience que les dommages de nature décennale et les dommages qui n'ont pas ce caractère (garanties complémentaires, dommages intermédiaires, dommages aux tiers, etc...) sont gérés d'une manière différente. Pour faire simple, les premiers ressortent de la gestion en " capitalisation " alors que les seconds ressortent d'une gestion en " répartition ".



# Assurance dommages ouvrage

Maîtriser les particularités d'une police dommages ouvrage

L'assurance dommages ouvrage a pour objet le préfinancement des dommages dont sont responsables les constructeurs, les fabricants et les importateurs au sens des articles 1792 et suivants du Code civil. Il s'agit d'une assurance de chose qui présente des enjeux importants. Aussi est-il essentiel de maîtriser les garanties et les délais de mise en œuvre de cette couverture.

## OBJECTIFS

- Identifier les divers mécanismes juridiques et leurs conséquences assurantielles.
- Maîtriser l'actualité jurisprudentielle et réglementaire liée à la construction et ses risques assurables.
- Intégrer les modalités d'exercice de cette activité.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance dommage " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes, gestionnaires de contrats en risques construction
- Chargés d'indemnisation confirmés
- Commerciaux

## ANIMATEUR

Marie-Alexandra VANKEMMELBEKE  
Avocat en droit immobilier et construction  
MAV AVOCAT

## PROGRAMME

Expertise

### Maîtriser la réglementation liée à l'obligation d'assurance Dommages Ouvrage (DO)

#### Cerner les contraintes et les enjeux de l'obligation d'assurance DO

- Analyser le cadre juridique applicable
- Identifier les personnes assujetties et les bénéficiaires
- Identifier les difficultés liées à la souscription de la police
- Cerner les limites des attestations d'assurance et des notes de couverture

#### Exercice d'application : appréciation des garanties offertes par des attestations d'assurance et des notes de couverture

#### Définir le contenu de l'assurance dommages ouvrage

- Déterminer les ouvrages garantis
- Identifier les dommages garantis
- Connaître les clauses types et les garanties optionnelles

#### Déterminer l'application de la garantie dans le temps

**Test de connaissances :** quiz sur les causes pouvant faire l'objet d'une couverture en dommages ouvrage

### Maîtriser la mise en œuvre de l'assurance dommages ouvrage

#### Déclarer correctement un sinistre

- Connaître le contenu de la déclaration de sinistre

- Déclarer le sinistre en temps voulu

#### Maîtriser les étapes de la mise en œuvre de la garantie dommages ouvrage

- Apprécier le respect des obligations de l'assureur

- Connaître les sanctions applicables pour dépassement des délais obligatoires

#### Exercice d'application : identification de la typologie des motifs légitimes de refus de garantie

#### Gérer les difficultés éventuelles

#### Exercer les recours subrogatoires de l'assureur

**Jeu de rôles :** simulation de la gestion d'une déclaration de sinistre rendant l'habitation impropre à sa destination (équipe " assureur " / équipe " assuré ")

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser la commercialisation et de gérer une police dommages ouvrage.

2 jours 14 heures

Code 92289

Paris		
24-25	mars	2016
27-28	juin	2016
25-26	août	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1595 € - repas inclus

# Gestion des sinistres construction

Régler les sinistres amiables ou judiciaires en DO et RCD



La sinistralité importante, les défaillances nombreuses de constructeurs, la réglementation spécifique attachée à la gestion des sinistres construction sont autant d'enjeux qui préoccupent les acteurs de la construction.

## OBJECTIFS

- Acquérir les bons réflexes pour identifier l'assureur susceptible de garantir les sinistres.
- Gérer les sinistres amiables ou judiciaires au regard de la réglementation et de la jurisprudence récente.
- Exercer tous les recours possibles dans les délais.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Analyser les mécanismes de l'assurance construction " (code 92176 p. 404).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires sinistres des maîtres d'ouvrage
- Chargés d'indemnisation construction
- Juristes
- Toute personne amenée à participer à des opérations de construction

## ANIMATEUR

Jean-François BINET  
Consultant en assurances construction  
Ancien responsable d'un service sinistres construction de deux compagnies d'assurances

## PROGRAMME

Expertise

### Gérer les sinistres dommages ouvrage et responsabilité civile décennale

#### Maîtriser les notions d'ouvrages, d'existants et de réception

- L'ouvrage au regard de l'ordonnance du 08/06/05 et de la jurisprudence
- Les existants au regard de l'ordonnance du 08/06/05 et de la Convention du 08/09/05

- La réception des travaux au regard de la loi et de la jurisprudence

#### Gérer les garanties dans le temps

#### Identifier les conditions de recevabilité a minima de la couverture d'assurance

- Le contenu des attestations d'assurance responsabilité civile décennale
  - Les montants et exclusions de garanties
- Étude de cas :** analyse des différentes formes de réception d'un ouvrage au regard de la jurisprudence

### Gérer les sinistres dommages ouvrage amiables ou judiciaires et la Convention de recours (CRAC)

#### Déclarer le sinistre

- Respecter le délai et suivre le formalisme
- Recourir à l'expertise**
- Définir la mission de l'expert

### Exercer les recours

- Appliquer la Convention de Règlement de l'Assurance Construction (CRAC)
  - Recourir à la subrogation
- Étude de cas :** analyse de la jurisprudence relative à la mise en oeuvre de la convention CRAC

### Gérer les sinistres responsabilité civile décennale amiables ou judiciaires en présence ou en l'absence d'un assureur DO

- Gérer les sinistres responsabilité civile décennale en présence d'un assureur DO
  - Gérer les sinistres responsabilité civile décennale en l'absence d'un assureur DO
- Exercice d'application :** gestion du règlement d'un sinistre mettant en jeu la garantie due au titre de la responsabilité civile décennale

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer avec rigueur et efficacité les sinistres amiables ou judiciaires déclarés aussi bien en matière de dommages ouvrage que de responsabilité civile décennale.

2 jours 14 heures

Code 92328

Paris		
10-11	mai	2016
17-18	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1595 € - repas inclus

# Gérer les risques de l'entreprise en assurance

Cartographie, traitement et arbitrage



**La maîtrise des risques est plus que jamais au cœur des préoccupations de l'entreprise. Pour qu'un dispositif de gestion des risques soit efficace, il doit revêtir certaines caractéristiques et ses fondements doivent être solides. C'est à ces conditions qu'il peut être moteur dans le développement de l'entreprise et contribuer à sa pérennité.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier et évaluer les risques de l'entreprise.
- Élaborer une stratégie de traitement des risques.
- Contrôler et auditer le système mis en place.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des compétences techniques en assurance ou avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250 p. 400).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants et risk managers
- Gestionnaires des risques
- Toute personne amenée à gérer les risques au sein d'un département, d'un service ou d'une organisation

## ● ANIMATEUR

Laurence BAILLIF  
Conseil en gestion des risques et crises  
ADVALEA

## PROGRAMME

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser les concepts clés de la gestion des risques

##### Distinguer les différents risques

- Définir les risques
- Distinguer danger, risque, péril, aléa
- Identifier les objectifs à atteindre
- Les raisons pour gérer les risques : obligations réglementaires, pression des actionnaires, recherches de performances...
- Les objectifs à atteindre : efficacité économique, respect des lois et règlements, éthique, continuité d'activité...
- Établir un référentiel : Committee of Sponsoring Organizations (COSO), ISO 31000 ...
- L'apport attendu d'un outil Système d'Information de Gestion des Risques (SIGR)

#### Recenser et hiérarchiser les risques

##### Analyser les méthodes d'identification des risques

- Présentation des méthodes et de leurs modalités de mise en œuvre
- Complémentarité des approches qualitatives et quantitatives

##### Quantifier et hiérarchiser les risques

**Exercice d'application** : identification et hiérarchisation des risques

#### Traiter les risques pour être en mesure d'arbitrer

- Définir les outils
- Faire le bon choix
- **Exercice d'application** : à partir de cas concrets, sélection des outils de gestion des risques adaptés

#### Contrôler et auditer le dispositif de gestion des risques

- Découvrir le contrôle interne et l'audit
- Mesurer l'efficacité du dispositif
- **Mise en situation** : entraînement à la définition des indicateurs, élaboration et analyse des indicateurs

#### Mettre en place et faire vivre le dispositif

- Maîtriser l'organisation à mettre en œuvre
- Analyser la méthodologie
- **Exercice d'application** : sur un cas pratique, proposition d'options pour animer le processus, trois ans après sa mise en œuvre

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'adopter de bons réflexes pour une gestion optimale des risques au sein de votre entreprise.



Code 92084

## Paris

24-25	mars	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Assurance et risques environnementaux

Maîtriser l'assurance des risques liés à l'environnement

**Face aux obligations réglementaires nées du principe " pollueur-payeur ", la prévention et la réparation des atteintes à l'environnement sont devenues la préoccupation des chefs d'entreprise. Pour assurer correctement ces risques, il convient de maîtriser la législation européenne et française en matière d'atteintes à l'environnement mais également d'apprécier les couvertures d'assurance environnementale.**

## ● OBJECTIFS

- Acquérir une approche juridique et réglementaire du risque environnemental.
- Maîtriser les spécificités de la responsabilité civile liée à l'environnement.
- Maîtriser la prise en charge et les garanties associées de ces nouveaux risques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les fondamentaux de la responsabilité civile " (code 92144 p. 396).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de sinistres
- Agents généraux, courtiers chargés de comptes et chargés de clientèle
- Risk managers, juristes d'entreprise assurance/ environnement

## ● ANIMATEUR

Rudolph TRGINA  
Consultant en assurance

## PROGRAMME

#### Analyser les risques d'atteinte à l'environnement

- Connaître l'historique des risques d'atteinte à l'environnement
- Identifier les différentes atteintes à l'environnement
- Intégrer le principe du " pollueur-payeur "

#### Maîtriser la réglementation européenne et nationale en matière de risques environnementaux

##### Législation européenne

- Directives SEVESO I, II et III

##### Législation française

- Législation sur les ICPE

##### Législation sur les déchets

##### Les garanties financières

#### Identifier les responsabilités et les obligations liées aux risques environnementaux

##### Les différents types de responsabilité

- Civile, délictuelle pour faute et sans faute
- La responsabilité environnementale
- Les différents dommages environnementaux
- La notion d'exploitant
- **Étude de cas** : analyse des décisions de jurisprudence sur la mise en cause de la responsabilité environnementale de l'exploitant

#### Couvrir les risques environnementaux

##### Le management des risques

##### Les garanties proposées sur les contrats spécifiques " risques environnementaux "

- Garantie de responsabilité civile atteinte à l'environnement
- Garanties de remise en état
- Garanties de responsabilité environnementale
- Autres garanties

##### Les principales exclusions

##### L'application des garanties dans le temps

##### Les conditions de souscription

- Évaluation des risques et limites des engagements
- **Exercice d'application** : à partir d'un cas fictif, évaluation des risques et réponses aux questions du client

#### La co-réassurance des risques environnementaux

- Le transfert des risques environnementaux
- Les pools environnementaux

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les différents mécanismes d'assurance mis en œuvre pour couvrir les risques environnementaux.



Code 92256

## Paris

14-15	mars	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles

Mettre en œuvre le règlement du sinistre selon le type de garantie

En dépit du progrès technique, la multiplication des événements naturels apparaît comme un phénomène irréversible. Les dommages de plus en plus importants que ces risques génèrent, représentent un impact financier important pour les victimes qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers. Il devient urgent et indispensable de comprendre la typologie de ces événements afin de maîtriser en aval le processus d'indemnisation tel qu'il est organisé par les pouvoirs publics et les assureurs.

## OBJECTIFS

- Distinguer les différents régimes d'indemnisation en présence d'un événement naturel : catastrophes naturelles, événements climatiques divers, calamités agricoles.
- Délimiter les dommages assurables selon le type de garantie.
- Maîtriser les mécanismes de solidarité nationale.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les fondamentaux de l'assurance ou avoir suivi " Les bases de l'assurance dommages " (code 92249 p. 395).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de sinistres IARD
- Gestionnaires de parcs immobiliers
- Agents généraux, courtiers et leurs collaborateurs

## ANIMATEUR

Rudolph TRGINA, Consultant en assurance  
Jean-Christophe LEROUGE  
Spécialiste des risques automobile et habitation

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Analyser les différents types de risques naturels

- Définir le risque de catastrophes naturelles
- Analyser le risque d'événements climatiques
- Identifier les autres risques d'événements climatiques

**Exercice d'application** : identification de la garantie applicable en fonction d'un risque naturel défini

### Maîtriser la réglementation en matière de risques naturels

- Analyser l'évolution législative
- Décrypter l'évolution jurisprudentielle
- Étude de cas : analyse de la jurisprudence judiciaire et administrative
- Identifier les outils de prévention des risques naturels
- Étudier le fonds de garantie des calamités agricoles
- Intégrer la tarification du risque de catastrophes naturelles
- Connaître le mécanisme de la réassurance des risques naturels

**Test de connaissances** : la réglementation applicable en matière de risques naturels

### Indemniser un sinistre catastrophes naturelles et/ou événements climatiques

#### Maîtriser les conditions de l'indemnisation

- La déclaration du sinistre : délai et preuve
- Les vérifications préalables : biens garantis, étendue de la garantie et exclusions
- Le déclenchement de la garantie en présence d'un arrêté interministériel
- Mesurer les effets de l'indemnisation
- Les obligations de l'assureur : délais d'indemnisation
- Les limites légales et contractuelles : franchises, PPR et plafonds

**Exercice d'application** : règlement d'un sinistre fictif catastrophes naturelles et événements climatiques

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez les différents mécanismes d'assurance mis en œuvre pour couvrir les risques naturels.

2 jours

14 heures

Code 92299

Paris		
7-8	juin	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Appliquer le Traité des Risques d'Entreprises

Qualifier et tarifier le risque incendie

Déterminer avec précision la qualité d'un risque de l'entreprise visitée nécessite de s'approprier une méthodologie de tarification. Aussi, pour déterminer le taux applicable, il est nécessaire de maîtriser le Traité des Risques d'Entreprises (TRE), mais aussi de cerner la logique d'une visite de risque.

## OBJECTIFS

- Déterminer si le risque relève du TRE ou d'un autre document de tarification.
- Apprécier et qualifier les caractéristiques analytiques d'un risque vis-à-vis de l'incendie.
- Identifier les différents paramètres de tarification : tomes 1 et 3 du TRE.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les bases de l'assurance entreprise " (code 92250 p. 400)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle
- Gestionnaires de contrats entreprises
- Intermédiaires d'assurance, inspecteurs dommages, risk managers

## ANIMATEUR

Michel LEGALL  
Consultant en assurance des dommages

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les grands principes de l'incendie

#### Analyser les matériaux et leur résistance au feu

- Les aliments au feu : les solides, les liquides inflammables, les gaz
- L'incendie et la construction : la réaction et la résistance au feu des matériaux et des aménagements
- Les moyens d'extinction, les classes de feu

#### Identifier les réglementations applicables à l'incendie

- Code du travail, Code de la construction, réglementation ATEX
- Règles APSAD
- Les ICPE, le cas particulier des ERP, les IGH

#### Maîtriser le champ d'application du TRE

- Distinguer les risques concernés
- Tour d'horizon sur la tarification analytique
- Valeur du contenu assuré
- Exclusions de garanties non rachetées par le Traité

#### Déterminer les dommages assurables et conditions de garantie

**Exercice d'application** : étude de propositions pour déterminer si le risque ainsi que l'activité relève du TRE

#### Maîtriser la logique tarifaire du TRE

- Analyser les facteurs de risques et leurs conséquences tarifaires
- Identifier les éléments de prévention et de protection
- Étude de cas : visite virtuelle d'entreprises et analyse de rapports de vérification de risques
- Déterminer les taux

#### Apprécier le mode de calcul du taux net

**Exercice d'application** : exemple de tarification sur des risques simples avec des activités uniques ou multiples avec le principe des taux moyens

#### Calculer la cotisation du risque

- Adapter les garanties selon les besoins de l'assuré
- **Exercice d'application** : à partir d'un cas concret sur une activité donnée, calcul de la cotisation du risque

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de tarifier une proposition de risque entreprise.

3 jours

21 heures

Code 92282

Paris		
4 au 6	avril	2016
17 au 19	octobre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Assurance vie : cadre juridique et fiscal

De la tarification du risque au versement du capital



**Tables de mortalité, clause bénéficiaire, participation aux bénéfices, régime fiscal : le contrat d'assurance vie fait référence à des dispositions réglementaires et techniques spécifiques. Produit d'épargne ou de prévoyance, la gestion de ces contrats exige une parfaite connaissance des mécanismes de l'assurance vie, de la tarification du risque au versement du capital.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les aspects juridiques et techniques de l'assurance vie.
- Distinguer les différents contrats et maîtriser leurs mécanismes.
- Analyser les spécificités fiscales.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en fiscalité des particuliers ou avoir suivi " Maîtriser les bases de la fiscalité personnelle " (code 30072 p. 342).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance vie individuelle
- Commerciaux et conseillers clientèle
- Toute personne souhaitant maîtriser les mécanismes applicables à l'assurance vie

## ● ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS  
Avocat à la Cour  
LEX PATRIMONIS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appliquer les règles juridiques et le régime fiscal de l'assurance vie.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Étudier le cadre légal et technique de l'assurance vie Cerner l'environnement juridique

- Le traitement particulier de l'assurance vie
- La stipulation pour autrui
- L'obligation d'information, le devoir de conseil...
- La renonciation et ses effets

#### Déterminer les intervenants au contrat

- Souscripteur, assuré, bénéficiaire et assureur

#### Étudier la clause bénéficiaire

- Objectif, libellé et effets de l'acceptation

**Exercice d'application** : correction de clauses bénéficiaires imparfaites

#### Découvrir les bases techniques de l'assurance vie

- Les tables de mortalité
- Provisions mathématiques, taux technique et participation aux bénéfices
- Prime unique / prime périodique et incidences du non-paiement
- Avance, rachat, réduction et résiliation
- Les différents supports : euros, unités de compte et multisupports

#### Distinguer contrats d'épargne / contrats de prévoyance

##### Identifier les contrats en cas de vie

- Capital différé, rente temporaire/viagère immédiate ou différée
- Les formules mixtes

##### Connaitre les contrats en cas de décès

- Temporaire, vie entière

##### Recenser les garanties complémentaires

- Invalidité, incapacité de travail...

#### Maîtriser les caractéristiques techniques des contrats d'assurance " modernes "

**Exercice d'application** : à partir de plusieurs exemples, détermination du contrat le mieux adapté aux besoins du souscripteur

#### Maîtriser les aspects fiscaux

##### Analyser le régime fiscal des prestations en cas de vie

- Distinction des règles applicables selon la date de souscription / la durée du contrat
- Intégration des intérêts dans les revenus, prélèvement libératoire
- **Exercice d'application** : calcul du pourcentage d'imposition sur les sommes perçues en fonction de différentes situations

##### Identifier les contributions sociales

- Le traitement des prélèvements sociaux : en cours de contrat sur la prestation
- Traiter la fiscalité du contrat en présence d'un non-résident

##### Mesurer les impacts de l'assurance vie sur l'impôt sur la fortune

- Déclaration de la valeur de rachat et imposition des sommes perçues

##### Maîtriser les règles applicables en cas de décès

- Règle générale : exonération des droits de succession

##### Examiner le cas particulier des contrats souscrits au profit de personnes handicapées

##### Analyser les enveloppes fiscales spécifiques

- Plan d'Épargne Retraite Populaire (PERP), NSK...
- L'euro-croissance, l'euro-diversifié, le contrat vie génération

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence marquante en assurance vie

### ✔ Quiz aval

**2** jours  
**14** heures

Code 92178

Paris		
22-23	mars	2016
23-24	juin	2016
29-30	août	2016
22-23	novembre	2016

Lyon		
23-24	juin	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 195 € repas inclus

## LE CONSEIL DU COACH

Répondre aujourd'hui à son obligation de conseil, demande à tout professionnel, compagnie d'assurance ou intermédiaire, de lourds investissements opérationnels, mais c'est en contrepartie, une valorisation de la fonction de conseil. Pour les intermédiaires, cette plus-value est l'un des éléments qui peut permettre demain de justifier le versement d'honoraires.





# Assurance vie et clause bénéficiaire

Sécuriser la transmission du patrimoine

**L'un des rôles majeurs de l'assurance vie est de transmettre un patrimoine à la personne de son choix, quelle qu'elle soit. Pour conseiller efficacement les assurés et éviter les pièges d'une désignation qui n'aurait aucun effet, il est nécessaire d'en maîtriser la définition juridique et les conséquences associées.**

## OBJECTIFS

- Cerner l'intérêt juridique et fiscal de la désignation d'un bénéficiaire.
- Distinguer les droits et obligations du bénéficiaire.
- Analyser les incidences de la désignation.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurance vie : cadre juridique et fiscal " (code 92178 p. 408).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance vie individuelle
- Commerciaux et conseillers clientèle
- Toute personne souhaitant maîtriser la désignation bénéficiaire et ses effets

## ANIMATEUR

Christophe PIOT  
Juriste Expert  
GENERALI

## PROGRAMME

Expertise

### Distinguer les différents modes de désignation d'un bénéficiaire

#### Maîtriser la législation applicable

- Capacité de désignation du souscripteur incapable et capacité du bénéficiaire à recevoir
- La stipulation pour autrui

#### Déterminer les intervenants au contrat

- Souscripteur, assuré, bénéficiaire, assureur...

#### Étudier les différents modes de désignation du bénéficiaire

- La désignation nominative et la formulation impersonnelle
  - La désignation par testament
  - La désignation obligatoire du souscripteur : le cas du contrat Homme clé
  - La désignation des contrats dits d'associés
- Exercice d'application** : correction de clauses bénéficiaires imparfaites dans leur formulation

### Mesurer les impacts de la désignation

- Définir les avantages d'une transmission de patrimoine par le biais de l'assurance vie
- Déterminer les droits du bénéficiaire
- Examiner les incidences fiscales de la désignation
- Maîtriser le démembrement de la clause bénéficiaire
- L'interposition de bénéficiaires

### Mesurer les effets de l'acceptation ou de la révocation du bénéficiaire

#### Définir l'acceptation

- Le moment de l'acceptation
  - Les modalités et les effets de l'acceptation
- Exercice d'application** : distinction des effets de l'acceptation selon le moment où elle intervient

#### Retenir les cas de révocation du bénéficiaire

- L'analyse des textes
  - Les effets de la révocation
- Étude de cas** : analyse de décisions de jurisprudence

### Contrat d'assurance vie non réclamé

#### Examiner la procédure mise en place

#### Étudier les démarches de l'assureur

- Les méthodes mises en oeuvre pour rechercher le bénéficiaire lors du décès de l'assuré

#### Connaître la procédure de recherche d'un bénéficiaire

- Le rôle d'Agira
- Les modalités de saisine
- La déshérence

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les droits et devoirs du bénéficiaire, tout en mesurant les conséquences de cette désignation.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 92245

Paris		
3	juin	2016
14	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Assurance vie : les unités de compte

Maîtriser l'environnement juridique des contrats à capital variable

**Les contrats en unités de compte sont définis par rapport à une valeur de référence qui peut être mobilière ou immobilière. Ces supports d'investissement peuvent offrir des rendements élevés, mais ils présentent, en contrepartie, un risque de perte en capital. Aussi est-il primordial de maîtriser leur environnement juridique, afin de mieux sécuriser les investissements des sociétaires.**

## OBJECTIFS

- Identifier les caractéristiques intrinsèques des supports financiers éligibles à un contrat en unités de compte.
- Maîtriser le fonctionnement et les mécanismes de gestion des unités de compte.
- Intégrer les obligations liées aux unités de compte dans ses pratiques commerciales.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurance vie : cadre juridique et fiscal " (code 92178 p. 408).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires assurance vie
- Chefs de produits, agents généraux et courtiers
- Toute personne souhaitant commercialiser les contrats d'assurance vie

## ANIMATEUR

Laetitia LLAURENS  
Avocat à la Cour  
LEX PATRIMONIS

## PROGRAMME

Expertise

### Concevoir des contrats en unités de compte adossés à des valeurs mobilières

#### Identifier les critères d'éligibilité

- La règle de l'article R131-1 du Code des assurances
- Distinguer les fonds en unités de compte et en euros
- Identifier les titres relevant de l'article R332-2 du Code des assurances
- Cerner la notion de protection suffisante de l'épargne
- Intégrer le devoir de prudence de l'assureur

#### Sélectionner les titres de capital et de créances

- Décrypter leurs spécificités
  - Analyser la notion de garantie étatique
- Identifier les parts ou actions d'organismes de placement collectif éligibles**
- Sélectionner les unités de compte constituées de titres composites**
- Exercice d'application** : identification des différents titres de valeurs mobilières éligibles

### Proposer des contrats en unités de compte adossés à des valeurs immobilières

- Distinguer les différents types de valeurs immobilières

- Analyser les sociétés non cotées admissibles
- Intégrer les possibilités de remplacement des parts de la société immobilière non cotée par des valeurs équivalentes

### Maîtriser les pratiques commerciales liées aux unités de compte

- Maîtriser l'obligation d'information à destination des souscripteurs
  - Décrypter les différentes typologies de mode de gestion par un tiers
- Test de connaissances** : quiz sur les droits, obligations et responsabilités du tiers gestionnaire

### Modifier les supports des contrats en unités de compte

- Maîtriser l'environnement juridique
- Étude de cas** : analyse commentée de la jurisprudence Aviva
- Étude de cas** : analyse commentée de la jurisprudence Luxalpha/KBL Richelieu
- Connaître les modalités d'information des souscripteurs/adhérents

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sélectionner les unités de compte d'un contrat d'assurance et de suivre leur évolution.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 92293

Paris		
10-11	mai	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1595 € - repas inclus

# Gérer les fonds en euros des contrats d'assurance vie

Maîtriser la gestion financière d'un fonds en euros

Expertise

**En apportant rendement et sécurité, les fonds en euros des contrats d'assurance vie ont pris une place considérable dans l'épargne des ménages. Il est donc indispensable d'en comprendre le fonctionnement et les perspectives d'évolution compte tenu du contexte financier et réglementaire.**

**En apportant rendement et sécurité, les fonds en euros des contrats d'assurance vie ont pris une place considérable dans l'épargne des ménages. Il est donc indispensable d'en comprendre le fonctionnement et les perspectives d'évolution compte tenu du contexte financier et réglementaire.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le fonctionnement d'un fonds en euros.
- Cerner la construction technique d'un fonds en euros.
- Maîtriser son environnement institutionnel et réglementaire.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurance vie : cadre juridique et fiscal " (code 92178 p. 408).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine et en investissements financiers
- Distributeurs de contrats d'assurance vie et gérants de portefeuille juniors
- Toute personne souhaitant commercialiser des contrats d'assurance vie euros en conformité avec la réglementation et le devoir de conseil

## ● ANIMATEUR

Philippe MALZAC  
Consultant en gestion de patrimoine

## PROGRAMME

### Maîtriser les principes

#### de fonctionnement des fonds en euros

- Cerner la place des fonds en euros dans les marchés financiers
- Le marché actuel, un placement privilégié
- La différenciation fonds en euros / Unités de Compte
- L'état des lieux des encours gérés en UC et en euros

#### Utiliser les outils de la gestion actif-passif

##### Maîtriser les risques

- Panorama général des risques inhérents à l'activité assurantielle

##### Gérer un fonds en euros

- Intégrer les contraintes réglementaires dans la gestion d'un fonds en euros
  - Évaluer les engagements, les actifs éligibles et la composition du portefeuille
  - Composer et répartir les actifs
- Exercice d'application** : construction d'une allocation d'un fonds en euros

#### Évaluer le rendement d'un fonds en euros

- Analyser le rendement
  - Prévoir l'évolution du rendement pour les années à venir
- Étude de cas** : analyse des impacts d'une variation des taux d'intérêts sur un fonds en euros

### Maîtriser l'environnement institutionnel et réglementaire

- Identifier les principaux acteurs
- La compagnie d'assurances
- La société de gestion
- L'autorité de tutelle : l'ACPR
- La détermination du mandat de gestion
- La présentation des droits et devoirs de chacun des acteurs
- Le devoir de conseil et la protection de l'épargnant

#### Intégrer les contraintes réglementaires

- Analyser les caractéristiques générales de Solvency 2
- Mesurer l'impact de la règle prudentielle sur les assureurs

**Exercice d'application** : mesure de l'impact de Solvabilité 2 sur la composition des fonds propres des compagnies d'assurances

#### Distinguer les alternatives aux fonds en euros classiques

**Exercice d'application** : comparaison avec les fonds en euros classiques

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes de construction d'un fonds en euros et d'identifier son positionnement stratégique au sein d'une compagnie d'assurances.

2 jours  
14 heures

Code 92279

### Paris

30-31	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Assurance emprunteur

Analyser les étapes clés du contrat en couverture de prêt



**Pour conseiller efficacement ses clients et gérer au mieux un contrat d'assurance en couverture de prêt, il est nécessaire de maîtriser le marché de l'assurance emprunteur, d'apprécier les opportunités offertes les délégations d'assurance et de connaître les mécanismes des différentes garanties.**

## ● OBJECTIFS

- Déterminer le marché de l'assurance emprunteur.
- Maîtriser la réglementation applicable.
- Analyser les étapes clés du contrat de la souscription au règlement de sinistre.

## ● PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou de la banque ou avoir suivi " Les fondamentaux de l'assurance " (code 92140 p. 388).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs, juristes et gestionnaires assurance emprunteur
- Commerciaux et conseillers clientèle
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes de l'assurance en couverture de prêt

## ● ANIMATEUR

Véronique BELTRAN PRATS  
Juriste en droit bancaire  
Ancienne responsable de service juridique au sein d'établissements financiers

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Examiner le marché de l'assurance emprunteur

##### Cerner le marché de l'assurance de prêt

- Définition et rôle économique de l'assurance emprunteur
- Distinction prêt à la consommation/ prêt immobilier/prêt professionnel

##### Distinguer les acteurs du secteur

#### Maîtriser le contexte juridique

##### Décompiler et mettre en œuvre la loi Lagarde

- Libéralisation de la commercialisation de l'assurance emprunteur
- Renforcement de la concurrence
- Amélioration de l'information et du conseil

##### Mettre en application les nouvelles obligations

- Optimiser la "déliaison" du prêt et de l'assurance
  - Cerner la notion de "garanties externes équivalentes"
- Étude de cas** : analyse de l'avis du CCSF du 18 /12/12 sur l'équivalence du niveau de garantie en assurance de prêt immobilier

#### Identifier les différentes formules d'assurance et solutions pour couvrir un prêt

- Contrat collectif / contrat individuel / nantissement d'un capital...

Définir les intervenants au contrat et analyser leurs droits et obligations

Déterminer l'importance de la déclaration de santé

Mesurer les apports de la nouvelle convention s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé (AERAS)

**Mise en situation** : les bonnes pratiques lorsqu'un emprunteur présente un risque de santé aggravé

#### Gérer le contrat d'assurance emprunteur

Recenser les garanties pouvant être proposées

Distinguer les différentes limitations contractuelles

**Étude de cas** : étude de plusieurs contrats d'assurance en couverture de prêt

Définir les étapes clés de la souscription du contrat

Maîtriser les mécanismes de gestion des sinistres

**Étude de cas** : analyse des dernières décisions de jurisprudence relatives à l'assurance emprunteur

### ✓ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les mécanismes de l'assurance emprunteur.

2 jours  
14 heures

Code 92244

### Paris

9-10	juin	2016
7-8	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Maîtriser le système de protection sociale

Intégrer l'organisation du régime général de la Sécurité sociale

**Le régime général de la Sécurité sociale est complexe, qu'il s'agisse de son organisation ou de ses modalités de prise en charge. Pour comprendre les méandres de notre système de protection sociale, il est nécessaire de débiter par le rôle des différents régimes qui coexistent, puis de détailler les risques couverts, pour en décrypter les prestations servies.**

## OBJECTIFS

- Analyser les risques pris en charge par le régime général.
- Retenir le fonctionnement de l'assurance maladie obligatoire.
- S'approprier les mécanismes de versement des prestations.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de contrats complémentaires santé et prévoyance collective
- Juristes
- Toute personne souhaitant comprendre l'organisation et le calcul des prestations versées par la Sécurité sociale

## ANIMATEUR

Marc MARCHAL  
Consultant en technique assurance

## PROGRAMME

Initiation

### Découvrir l'organigramme de la Sécurité sociale

- Régime général, régime agricole, régimes des Travailleurs Non Salarisés (TNS), régimes spéciaux...

### Étudier les missions de la Sécurité sociale

- Maladies, accidents du travail et maladies professionnelles, famille, vieillesse...

### Distinguer les sources de financement

- Cotisations, Contribution Sociale Généralisée (CSG) et Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS), taxes...

**Test de connaissances** : quiz pour s'assurer de la bonne compréhension de l'organisation de la Sécurité sociale

### Recenser les risques pris en charge par l'assurance maladie obligatoire

#### Cerner les dépenses prises en charge

- Médecine, soins, pharmacie, analyses, hospitalisation...

#### Examiner les modalités

- Conditions
- Tarifs conventionnés et dépassements
- Avance des frais et tiers-payant

#### Distinguer les bénéficiaires

- Assuré social
- Définition des ayants droit

### Analyser la Couverture Maladie Universelle de la CMU

- Objectifs, fonctionnement, bénéficiaires de la CMU

### Intégrer les conditions et modes de calcul des prestations servies

#### Déterminer l'étendue des prestations en nature

- Frais indemnisés
- Conditions à remplir
- Parcours de soins coordonnés
- Exceptions
- Ticket modérateur, participation forfaitaire et franchise médicale

#### Analyser les spécificités des prestations en espèces

- Règles applicables aux indemnités journalières
- Délai de carence, limites, affections de longue durée...

**Exercice d'application** : à partir de plusieurs exemples, calcul de la prise en charge de la Sécurité sociale

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les spécificités des différentes branches de la Sécurité sociale.

1 jour  
7 heures

Code 92248

## Paris

24	mars	2016
28	novembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Prévoyance des travailleurs non salariés

Maîtriser le dispositif de la loi Madelin



**Le Code de la sécurité sociale prévoit que les artisans, commerçants et professions libérales soient soumis au régime de protection sociale des Travailleurs Non Salarisés (TNS), également appelé régime social des indépendants. Tout intermédiaire d'assurance pour les TNS doit ainsi maîtriser le dispositif de la loi Madelin, afin de proposer une couverture prévoyance adaptée aux besoins de sa clientèle.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les mécanismes de calcul de prestations des régimes obligatoires de prévoyance des TNS.
- Intégrer la loi Madelin et les aspects juridiques et fiscaux des régimes obligatoires des TNS.
- Maîtriser les règles de souscription lors de l'adhésion.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189 p. 414).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle, commerciaux
- Gestionnaires de contrat vie
- Intermédiaires d'assurance

## ANIMATEUR

Marc MARCHAL  
Consultant en technique assurance

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir la notion et le statut de TNS

#### Maîtriser les aspects juridiques des régimes spécifiques

- L'organisation des régimes des TNS : RSI CANCAVA et RSI ORGANIC
- La détermination du régime de rattachement par catégorie professionnelle
- Positionnement du RSI depuis le 01/01/08

#### Analyser les particularités des régimes obligatoires

- Les exploitants individuels : artisans et commerçants
- Déterminer le statut du gérant : majoritaire, égalitaire ou minoritaire
- Exercice d'application** : détermination du montant maximum d'indemnité versé par le régime obligatoire d'un chirurgien dentiste (CARCD) se retrouvant en incapacité temporaire totale de travail

#### Maîtriser les règles de souscription d'un contrat Madelin

#### Décrypter le champ d'application de la loi Madelin

- Le critère fiscal BIC, BNC
- Les dirigeants visés par l'article 62 du CGI
- Exercice d'application** : constitution d'un dossier de souscription d'un contrat Madelin

#### Identifier les conditions de souscription d'un contrat Madelin

- Les contrats groupe
- Le principe d'adhésion facultative

#### Vérifier le respect des bonnes pratiques lors de l'adhésion

- Les justificatifs à produire

#### Maîtriser l'approche fiscale des prestations versées

- Déterminer le plafond de déduction de prévoyance Madelin et des prestations perçues
- Identifier les limites de ce régime**
- Exercice d'application** : détermination du montant maximum d'indemnité versé par le régime obligatoire (RSI) d'un commerçant se retrouvant en incapacité partielle de travail

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de proposer des contrats de prévoyance adaptés aux besoins de votre clientèle.

2 jours  
14 heures

Code 92276

## Paris

26-27	mai	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1495 € - repas inclus

# Prévoyance collective

Maîtriser l'environnement juridique et fiscal

**La prévoyance dite lourde, à savoir les garanties couvrant l'incapacité, l'invalidité et le décès, fait majoritairement l'objet de contrats collectifs qu'une entreprise peut souscrire, pour couvrir l'ensemble ou une catégorie bien définie de ses salariés. Aussi faut-il maîtriser l'environnement juridique et fiscal de la prévoyance collective afin d'être en mesure de mettre en place ces régimes.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner l'environnement juridique de la souscription des contrats collectifs.
- Gérer ses contrats pour répondre aux obligations sociales et fiscales.
- Maîtriser les évolutions légales et jurisprudentielles.

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189 p. 414).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'études juridiques et actuarielles
- Gestionnaires de contrats collectifs
- Intermédiaires d'assurance

## ● ANIMATEUR

Marc MARCHAL  
Consultant en technique assurance

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de souscrire et de gérer un contrat prévoyance collective.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Mettre en place un régime collectif

#### Intégrer le fonctionnement des entreprises et branches professionnelles

- Obligations conventionnelles et accords d'entreprise
- Décision unilatérale de l'employeur
- Modification et dénonciation du régime

#### Promouvoir cet outil de dialogue social, de motivation et de fidélisation du salarié

- L'accord référendaire
- Un élément de rémunération globale
- **Exercice d'application** : identification des modalités de mise en place d'un contrat de prévoyance

### Maîtriser les effets des dispositions réglementaires

#### Analyser les conséquences des lois Évin et Veil

- Les incidences lors de la souscription
- Les engagements de longue durée
- L'obligation de maintien des prestations
- Le respect de l'obligation de conseil : remise de la notice d'information
- Le nouvel article 31 de la loi Évin : la prolongation des carrières

#### Intégrer les dispositifs des circulaires et de l'accord national interprofessionnel

- Les modalités d'application de l'ANI : indemnité de départ à la retraite, portabilité du droit de prévoyance et santé
- La circulaire du 30/01/09 de la Sécurité sociale
- La circulaire de l'Acosss et décret du 09/01/12 : les nouveaux critères objectifs

### Intégrer les principes de règlement des prestations

#### Calculer les prestations des garanties prévoyance : décès, incapacité et invalidité

- Les éléments de recevabilité d'une demande d'indemnisation
- Les pièces justificatives à fournir
- Le délai de prescription
- La vigilance sur le respect des clauses bénéficiaires
- **Exercice d'application** : étude et proposition d'indemnisation sur analyse de déclarations de sinistre et conditions particulières

### Identifier le régime fiscal et social des cotisations et prestations

#### Mesurer les contrôles nécessaires à une bonne gestion des contrats

- Évaluer les conséquences du dépassement des limites de versement
- Connaître la fiscalité et les charges sociales applicables sur les prestations : en cas de maladie et d'accident de la vie privée ou professionnelle



Code 92278

#### Paris

6-7	juin	2016
15-16	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

## QUELQUES MOTS DE +

### Un contrat de prévoyance pour quelles garanties ?

La prévoyance recouvre un ensemble de garanties destinées à assurer aux salariés une indemnisation complémentaire à celles versées par le régime obligatoire de la Sécurité sociale en cas : d'invalidité, d'incapacité, d'absence pour arrêt maladie, ou encore de décès. Un certain nombre de conventions de branche et d'accords professionnels ont ainsi mis en place, à travers l'offre d'un contrat de prévoyance d'entreprise, des garanties pour assurer la couverture de ces différents risques.



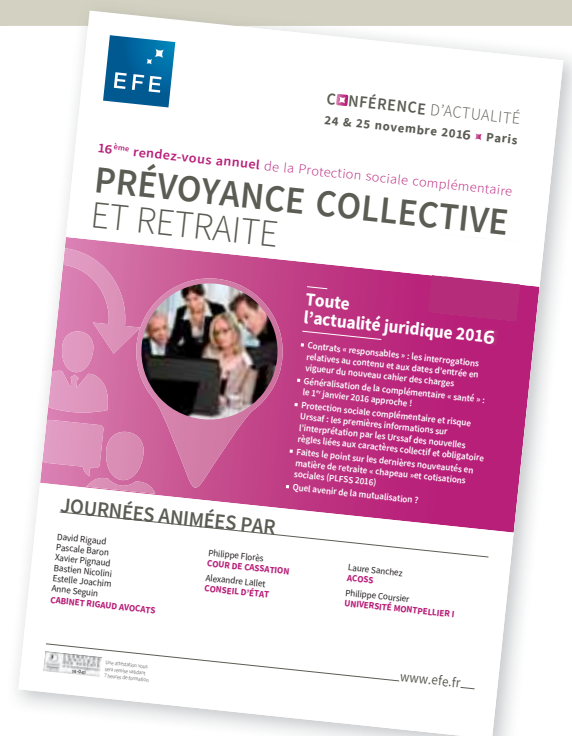


# PRÉVOYANCE COLLECTIVE & RETRAITE

ACTUALITÉ JURIDIQUE ET FISCALE 2016  
24 & 25 NOVEMBRE 2016

**M**utations structurelles, nouvelles jurisprudences, réforme de la protection sociale complémentaire... Comment **tirer profit de ces évolutions** ? Comment utiliser cet atout pour **accroître votre performance** ?

Pour répondre à ces questions et à d'autres que vous vous posez, **EFE** organise ses **16<sup>es</sup> rencontres annuelles de la protection sociale complémentaire, animées par des experts reconnus**, permettant de vous mettre à jour des évolutions législatives et réglementaires en cours et d'intégrer la jurisprudence récente dans le domaine de la prévoyance collective et des régimes de retraite.



Pour vous inscrire, contactez-nous :  
**01 44 09 25 08**  
[infoclient@efe.fr](mailto:infoclient@efe.fr)

Plus de 1300 participants  
en 15 ans !  
Et vous ?

**À l'issue de cette conférence, vous saurez concrètement :**

- analyser les évolutions juridiques et fiscales de la prévoyance collective
- mesurer les impacts des récentes réformes sur vos activités
- détecter les conséquences probables sur la prise en charge de la dépendance

**Parmi les témoignages...**

" Une excellente synthèse des orientations de la réforme des régimes de retraite. " **ALLIANZ**

" Des échanges techniques très enrichissants sur la fiscalité des régimes complémentaires. " **SIACI SAINT HONORÉ**

" Très intéressant d'avoir fait intervenir la Direction de la sécurité sociale, ce qui a permis de confronter les points de vue entre l'administration et les professionnels de terrain. " **EUROP ASSISTANCE**

# Assurances de personnes

Décrypter les mécanismes fondamentaux santé, prévoyance collective et GAV

**Santé, prévoyance, accidents de la vie... les assureurs proposent de multiples produits pour prendre en charge les risques qui atteignent les personnes. Pour décrypter ces contrats, il est indispensable de maîtriser les règles qui les gouvernent et leurs mécanismes de fonctionnement.**

## OBJECTIFS

- Identifier les risques pris en charge par les régimes obligatoires.
- Découvrir les mécanismes des contrats complémentaires santé.
- Décrypter le fonctionnement de la prévoyance collective.

## PRÉREQUIS

Évoluer dans le secteur de l'assurance ou travailler avec les acteurs de l'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Gestionnaires de contrats complémentaires santé, prévoyance collective et Garanties des Accidents de la Vie (GAV)
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables aux assurances de personnes

## ANIMATEUR

Anthony MITTON  
Consultant en assurances

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser l'organisation de la protection sociale en France

- Étudier l'évolution du système de protection sociale français au fil du temps
  - Cerner l'organisation de la protection sociale aujourd'hui : analyse des différentes composantes
  - Distinguer les risques pris en charge par la Sécurité sociale au titre des différents régimes d'assurance maladie
- Test de connaissances :** quiz pour s'assurer de la bonne compréhension de l'organisation de la protection sociale en France

### Cerner le rôle et les enjeux de la protection sociale complémentaire

- Définir l'assurance complémentaire santé**
- L'étendue des garanties et les exclusions
  - Les conditions de souscription
  - La tarification
  - Les prestations prises en charge
- Examiner l'assurance de prévoyance : incapacité, invalidité et décès**
- Étudier les mécanismes du contrat, les limites des garanties et les risques couverts
  - Décrypter les différentes prestations : rente, capital...

**Étude de cas :** étude de plusieurs contrats complémentaires santé

### Distinguer les spécificités de l'assurance collective

#### Étudier les contrats de groupe

- Identifier les spécificités de l'assurance emprunteur
- Maîtriser les principes des contrats collectifs au profit des salariés

### Analyser les mécanismes de la garantie des accidents de la vie

- Définir la GAV : le socle des garanties minimales
  - Analyser les risques couverts
  - Identifier les prestations garanties
- Exercice d'application :** gestion d'un sinistre GAV

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de distinguer les spécificités des assurances de personnes.

2 jours  
14 heures

Code 92189

Paris		
23-24	mars	2016
23-24	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Assurance dépendance

Analyser et évaluer le risque de perte d'autonomie

**Assurer les charges financières liées à la perte d'autonomie est devenu une nécessité pour faire face aux réalités démographiques et économiques d'aujourd'hui. Aussi, piloter l'assurance dépendance nécessite une connaissance de ce marché spécifique ainsi que des compétences pour modéliser la tarification en fonction des garanties définies.**

## OBJECTIFS

- Décrypter l'environnement socio-économique, juridique et technique de l'assurance dépendance.
- Distinguer les besoins et analyser les offres du marché.
- Maîtriser les contraintes actuarielles de l'évaluation du risque.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189 p. 415).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Rédacteurs et gestionnaires assurance dépendance
- Commerciaux et conseillers clientèle
- Toute personne souhaitant comprendre les mécanismes applicables à l'assurance dépendance

## ANIMATEUR

François LUSSON  
Actuaire Associé  
ACTENSE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Cerner l'environnement de l'assurance dépendance

#### Comprendre l'enjeu sociétal

- Le vieillissement de la population et les progrès de la médecine
- Faire un point sur la législation et les perspectives d'évolution**

- Le 5<sup>e</sup> risque : point sur les projets de réforme de la dépendance
- Définir la dépendance**
- L'appréciation de la perte d'autonomie : totale, partielle
  - Les spécificités du risque

### Analyser le marché

#### Identifier les besoins

- Les formules proposées et les différentes garanties : rente, capital et services
- Les couvertures individuelles versus les contrats collectifs
- Le panorama des innovations : services à la personne, assistance, structures dédiées...

**Étude de cas :** examen et comparaison des différentes offres du marché

### Maîtriser les aspects techniques

#### Évaluer le risque dépendance

- Maîtriser les notions clés de la tarification : probabilité de survenance, évolution du risque dans le temps

#### Analyser les provisions à constituer

- Définir les provisions et comprendre leurs mécanismes

#### Piloter le risque

- Mettre en place un suivi du risque
- Exercice d'application :** entraînement au calcul d'une cotisation sur un cas simplifié

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'analyser un contrat d'assurance dépendance et d'identifier les paramètres à utiliser pour évaluer et piloter le risque.

1 jour  
7 heures

Code 92074

Paris		
18	mars	2016
12	octobre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Assurance complémentaire santé

De la couverture au versement de la prestation



L'assurance maladie est une couverture qui devient essentielle aujourd'hui, le déremboursement de nombreuses prescriptions par la Sécurité sociale étant une réalité. Aussi et afin de mieux orienter le client en fonction de ses besoins, il est primordial de maîtriser les différentes garanties ainsi que le fonctionnement des mécanismes de base des prestations en nature.

## OBJECTIFS

- Décrypter les garanties du contrat complémentaire santé individuelle.
- Maîtriser le fonctionnement de base des prestations en nature.
- Maîtriser l'ensemble des contrats existants sur le marché.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser le système de protection sociale " (code 92248 p. 411).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de contrats santé
- Chargés de clientèle
- Téléconseillers

## ANIMATEUR

Erwin MARZOLF  
Consultant en assurance santé et prévoyance

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Analyser le marché de l'assurance santé en France

- Identifier l'évolution des prestations des régimes obligatoires
- Projection sur l'évolution des dépenses de santé
- Notions de taux de couverture et de coefficients

#### Maîtriser les prestations des régimes obligatoires

- L'organisation et les branches du régime obligatoire
- Les prestations servies par le régime de base
- Identifier les dernières évolutions réglementaires des contrats santé
- Les contrats solidaires et responsables

#### Identifier les critères essentiels de la souscription du contrat santé

#### Analyser les conditions d'octroi des garanties

- **Exercice d'application** : calcul du ticket modérateur et du remboursement obligatoire
- **Etude de cas** : analyse de contrats complémentaire santé et des conditions particulières

#### Identifier les différents types de contrats santé

#### Intégrer l'offre produits

- Les contrats collectifs
- La mise en place de l'accord national interprofessionnel

#### Contrats responsables

- Les différents postes de garantie
- **Etude de cas** : analyse des garanties proposées en hospitalisation et en dentaire

#### Contrats spécifiques

- Les bénéficiaires et les prestations de la CMU complémentaire
- Les aides à l'acquisition d'une complémentaire santé

#### Examiner la fiscalité des contrats complémentaire santé

- Les aides fiscales et sociales des contrats collectif à adhésion obligatoire
- **Exercice d'application** : calcul des prestations dues à partir de contrats complémentaire santé proposés

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'expliquer les garanties et fonctionnement du contrat santé.

2 jours  
14 heures

Code 92284

#### Paris

2-3	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

# Généralisation de la complémentaire santé

Les garanties à mettre en place

Avec la généralisation de la couverture complémentaire en santé au 1<sup>er</sup> janvier 2016, une meilleure connaissance du marché de l'assurance santé s'impose à la fois aux entreprises et aux organismes assureurs. Qu'il s'agisse de défendre son portefeuille santé individuelle, ou de développer une stratégie gagnante en santé collective, il est essentiel pour chaque acteur, de maîtriser les aspects sociaux et fiscaux, juridiques et assurantiels, techniques et commerciaux de ce marché en pleine mutation.

## OBJECTIFS

- Identifier les bonnes cibles : couple produits/cibles.
- Élaborer un audit de la protection sociale des acteurs de l'entreprise.
- Mettre en place les solutions adaptées.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Assurances de personnes " (code 92189 p. 414).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de marché, chefs de produits
- Gestionnaires de contrats collectifs
- Intermédiaires d'assurance

## ANIMATEUR

Marc MARCHAL  
Consultant en technique assurance

## PROGRAMME

Initiation

#### Définir les segments de cibles d'entreprises

#### Distinguer les profils d'entreprises

- Les entreprises individuelles et de 1 à 9 salariés
- Les TPME de 9 à 49 salariés
- Les entreprises de plus de 50 salariés

#### Identifier les différents statuts sociaux des acteurs de l'entreprise

- Les dirigeants TNS, les dirigeants TS, les mandataires sociaux
- Les différentes catégories objectives de salariés
- **Etude de cas** : analyse des différents statuts sociaux du gérant de SARL

#### Auditer la protection sociale des acteurs de l'entreprise

- Recenser les régimes concernés
- Intégrer les dispositifs de l'accord national interprofessionnel de 2013

#### Mettre en place un accord collectif

#### Lister les documents à présenter lors d'un contrôle URSSAF

- Le formalisme de la DUE et sa remise aux salariés

- Les documents précontractuels
- La charge de la preuve du chef d'entreprise de l'intermédiaire d'assurances

#### Maîtriser le régime fiscal et social des cotisations

- Les avantages pour l'entreprise
- Les avantages pour le salarié
- **Exercice d'application** : calcul des limites fiscales et sociales en santé prévoyance

#### Maîtriser les étapes de la vente

- Vendre les contrats santé collective

#### Connaître le calendrier des actions

- Appliquer les dispositions du décret du 09/01/12
- Intégrer les évolutions de l'ANI du 11/01/13
- **Exercice d'application** : identification des créations d'entreprises relevant d'un accord de branche signé antérieurement

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'évaluer le coût de la complémentaire santé obligatoire et de mettre en place des garanties adaptées aux besoins des entreprises.

1 jour  
7 heures

Code 92298

#### Paris

25	mars	2016
29	juin	2016
29	novembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 785 € repas inclus

# Maîtriser les techniques de vente en assurance

Négocier et conclure des accords efficaces



**L'assurance ne s'achète pas, elle se vend. Ce produit complexe exige plus que tout autre une parfaite connaissance des techniques de vente pour réussir l'entretien avec le client et pérenniser la relation commerciale. Maîtriser les spécificités de la vente en assurance, savoir traiter les objections, sont des aptitudes indispensables que tout commercial doit développer pour pouvoir conseiller efficacement le client, qu'il soit un particulier ou une entreprise.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les outils et techniques de vente en assurance.
- Valoriser ses propositions.
- Instaurer une relation de confiance durable.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Commerciaux et conseillers clientèle
- Intermédiaires d'assurance
- Toute personne en relation avec la clientèle assurance

## ANIMATEURS

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD  
Jean-Christophe LEROUGE  
Spécialiste des risques auto et habitation

## PROGRAMME

Initiation

### Organiser et structurer la situation de vente

#### Maîtriser les bases méthodologiques de la ventes

- Identifier les composantes et les différents types de ventes

#### Cerner les conditions de réussite d'une vente en assurance

- Structurer sa stratégie et sa tactique
- Connaître les contrats et les outils de soutien à la vente au sein de sa structure
- Construire un argumentaire de vente efficace

#### Réussir le premier contact et la prise de rendez-vous

**Exercice d'application** : adaptation d'un argumentaire de vente en fonction du profil et des motivations du client

#### Optimiser son entretien avec le client Préparer l'entretien

- Définir ses propres objectifs
- Réunir ses arguments

#### Écouter pour bien conseiller

- Détecter les besoins du client : faire émerger les véritables besoins d'assurance du prospect
- Distinguer besoins, projets, attentes et préoccupations
- Comprendre le client et détecter ce qu'il souhaite acheter

#### Convaincre son interlocuteur

- Capter l'attention du client

- Les arguments pour convaincre
- Bâtir une solution assurance

#### Garder la maîtrise dans une négociation difficile

- Traiter les différents types d'objections
- Lever les freins

#### Concrétiser les engagements réciproques

- Présenter le prix : savoir quand et comment parler du prix
- Formaliser la conclusion de la vente
- Emporter le "oui" final
- Déclencher la signature et l'adhésion du client

**Mise en situation** : entraînement à la conclusion d'une négociation avec un client difficile

#### Fidéliser le client et pérenniser la relation commerciale dans le temps

- Assurer le suivi du client et préparer le prochain rendez-vous
  - Anticiper les évolutions des besoins du client
  - Penser à la vente future
- Jeu de rôles** : entraînement aux entretiens de vente

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de construire un argumentaire de vente efficace et de mener un entretien de vente maîtrisé.

2 jours 14 heures

Code 92192

Paris		
30-31	mai	2016
12-13	septembre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Vendre l'assurance IARD

Dynamiser ses techniques de vente en IARD



**La distribution des produits d'assurance IARD (auto, multirisque habitation, assurance responsabilité civile,) se fait dans un marché extrêmement concurrentiel où interviennent plusieurs acteurs : compagnies d'assurances, intermédiaires d'assurance et les bancassureurs. Pour se démarquer, chaque acteur doit disposer d'un réseau de vente efficace, capable de proposer des solutions personnalisées pour l'ensemble des produits de la gamme à destination des professionnels et des particuliers.**

## OBJECTIFS

- Acquérir la méthodologie de vente en IARD.
- Adapter son attitude aux types de clients : particuliers/professionnels.
- Optimiser son taux de réussite.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client ou avoir suivi " Maîtriser les techniques de vente en assurance " (code 92192 p. 416).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle
- Intermédiaires d'assurance
- Téléconseillers au sein d'une agence bancaire ou d'une compagnies d'assurances
- Toute personne en charge de la commercialisation des produits d'assurance IARD

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les techniques de vente de l'assurance IARD

#### Adapter son attitude au profil du client

- Les réflexes à acquérir

#### Développer les techniques d'accroche

- Utiliser les bonnes pratiques lors du premier contact

- Faire une présentation efficace : adapter une approche sectorielle ou globale

- Créer un climat de confiance

- Adopter des comportements sécurisants

**Exercice d'application** : identification de bonnes pratiques pour améliorer la connaissance de ses clients

#### Maîtriser les techniques d'entretien

- Structurer un entretien de vente en assurance IARD

- Développer l'écoute active

- Réaliser l'enquête sur l'identification des besoins

**Mise en situation** : simulation d'un entretien avec un client pour faire un bilan de sa couverture en IARD et présentation d'autres offres d'assurance

### Reformuler et conclure

#### Présenter l'argumentation

- Positionner une proposition d'assurance
- Maîtriser les techniques d'argumentation en assurance IARD

- Analyser et traiter les objections

#### Conclure un entretien

- Repérer les signes d'achat
- Gérer la fin de l'entretien

**Exercice d'application** : construction d'un argumentaire de vente en fonction des besoins d'un client particulier ou professionnel

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mieux cibler les besoins de vos clients et de leur proposer des solutions d'assurance IARD personnalisées.

2 jours 14 heures

Code 92331

Paris		
11-12	avril	2016
29-30	juin	2016
3-4	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus



# Vendre l'assurance de personnes

Acquérir et adopter une méthodologie de vente efficace



L'assurance de personnes comporte une multitude de produits couvrant à la fois l'assurance vie et les assurances santé (accidents, maladie). Qu'il s'agisse de l'assurance vie, de la complémentaire santé, de l'assurance emprunteur ou de la garantie dépendance, chacun de ces produits présente des avantages et des spécificités qu'il convient de maîtriser afin de pouvoir proposer des solutions d'assurance adaptées au profil et aux besoins de chaque client.

## OBJECTIFS

- Acquérir la méthodologie de vente en assurance de personnes.
- Adapter son attitude aux typologies de clients.
- Optimiser son taux de réussite.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client ou avoir suivi " Maîtriser les techniques de vente en assurance " (code 92192 p. 416).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de clientèle
- Téléconseillers des compagnies d'assurances ou des mutuelles
- Toute personne souhaitant maîtriser les techniques de vente des assurances de personnes

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les techniques de vente de l'assurance de personnes

#### Adapter son attitude au profil du client

- Les réflexes à acquérir
- Développer les techniques d'accroche et de rebond commercial
- Utiliser les bonnes pratiques lors du premier contact
- Faire une présentation efficace
- Créer un climat de confiance
- Adopter des comportements gagnants et sécurisants

**Mise en situation** : entraînement à la découverte des besoins implicites d'un client

### Maîtriser les techniques d'entretien

- Découvrir la structure d'un entretien de vente en assurance de personnes
- Développer l'écoute active
- Identifier les besoins du client en assurance de personnes

**Mise en situation** : entraînement à la négociation

### Savoir reformuler et conclure

#### Présenter l'argumentation

- Positionner une proposition d'assurance
- Adopter les techniques d'argumentation en assurance de personnes
- Analyser et traiter les objections

#### Conclure un entretien

- Repérer les signes d'achat
  - Gérer la fin de l'entretien
- Exercice d'application** : construction d'un argumentaire en fonction des besoins spécifiques d'un client

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez préparer et construire un argumentaire pour vendre efficacement les produits d'assurance de personnes.

2 jours

14 heures

Code 92332

Paris		
15-16	mars	2016
8-9	septembre	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Défendre son portefeuille clients

Construire un plan d'action de fidélisation



La tacite reconduction des contrats d'assurance permettait jusqu'à présent de retenir le client de façon automatique. La loi Hamon renforce la protection des intérêts de l'assuré, en facilitant la résiliation à tout moment de son assurance habitation ou automobile. Cette nouvelle donne oblige les acteurs du marché de l'assurance à renouveler leurs techniques de vente et de communication afin d'éviter des taux de résiliation élevés et de conquérir de nouveaux clients.

## OBJECTIFS

- Mettre en place une stratégie de fidélisation.
- Maîtriser les méthodes et processus de fidélisation.
- Entretien et développer son portefeuille.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client ou avoir suivi " Maîtriser les techniques de vente en assurance " (code 92192 p. 416).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Commerciaux et conseillers clientèle
- Intermédiaires d'assurance
- Toute personne en relation avec la clientèle assurance

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Développer une stratégie de fidélisation

#### Cerner les enjeux de la fidélisation

- Identifier les situations à risque
- Connaître le comportement et les discours des clients
- S'adapter aux différentes formes de concurrence

#### Développer l'approche client

- Préparer une opération de fidélisation
- Analyser les causes de résiliation ou de déperdition
- Analyser les actions de la concurrence
- Définir les objectifs, les cibles, les secteurs ou niches

#### Pratiquer le rebond commercial

- Connaître le client et son historique
  - Identifier les produits complémentaires
  - Anticiper les futurs besoins et les formaliser
  - Préparer l'argumentaire
- Exercice d'application** : rédaction d'un argumentaire en vue d'un programme de fidélisation

### Construire un plan d'action de fidélisation

#### Optimiser la relation avec ses clients

- Développer une relation personnalisée avec le client

- Saisir la loi Hamon comme une opportunité
  - Traiter immédiatement les demandes de résiliation
  - Reconquérir de contrats ou des clients perdus
  - Mesurer la fidélisation et faire un reporting
- Exercice d'application** : élaboration d'une grille d'analyse pour mesurer la satisfaction des clients

#### Définir une politique de suivi

- Réaliser le suivi des contrats et de son portefeuille clients
  - Adapter les garanties et les contrats à l'évolution des besoins du client
  - Programmer des relances téléphoniques pour vendre
  - Organiser des rendez-vous téléphoniques ou en agence
- Exercice d'application** : rédaction d'un script type de prise de rendez-vous téléphoniques

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez mettre en place des actions de communication ciblées auprès de vos clients afin de réduire le taux de résiliation.

2 jours

14 heures

Code 92333

Paris		
16-17	juin	2016
26-27	septembre	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Vendre les contrats d'assurance par téléphone

Optimiser ses techniques de vente à distance



La vente par téléphone reste l'un des principaux canaux de commercialisation des produits d'assurance. Le client bénéficie d'une information et d'un conseil qui lui permettent d'être orienté vers la solution d'assurance la plus adaptée à son besoin. Savoir analyser le besoin de son interlocuteur est indispensable pour tout conseiller clientèle.

## OBJECTIFS

- Amorcer et gérer une communication téléphonique.
- Élaborer le guide d'entretien et de réponses aux objections.
- Maîtriser les techniques de vente par téléphone pour optimiser les ventes des produits d'assurance.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client ou avoir suivi " Maîtriser les techniques de vente en assurance " (code 92192 p. 416).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Commerciaux et conseillers clientèle
- Intermédiaires d'assurance
- Toute personne en relation avec la clientèle assurance

## ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances IARD

## PROGRAMME

Initiation

### Mesurer l'importance du téléphone dans l'approche commerciale

#### Maîtriser les vecteurs de la transmission du message

- Travailler son message
- Prendre contact / accueillir
- Pratiquer l'écoute active
- Formuler des propositions et conseiller
- Gérer les situations difficiles

#### Maîtriser les spécificités de la communication téléphonique

- Utiliser les outils essentiels du téléphone : mots, voix, écoute...
- Questionner le client pour comprendre sa demande

**Mise en situation** : simulation d'un entretien téléphonique avec un prospect

#### Structurer et conduire un entretien de vente par téléphone

#### Respecter les règles de commercialisation des produits d'assurance

- Connaître les obligations légales et les best practices en matière d'information et de conseil

#### Préparer sa communication téléphonique

- Distinguer les différents types d'appels : entrants (vente) et sortants (déclaration, résiliation, indemnisation)

- Organiser et préparer l'appel
- Construire un guide d'entretien : l'argumentaire et le cahier d'objections
- Organiser son action marketing
- Gérer le timing d'un appel
- **Exercice d'application** : élaboration d'une grille d'analyse et d'un argumentaire
- **Vendre à partir d'une plateforme téléphonique**
- Capturer l'attention et susciter l'intérêt du client et/ou du prospect
- Franchir les barrières et personnaliser le contact
- Identifier les besoins du client ou prospect
- Identifier les solutions d'assurances correspondant à la demande du client ou prospect
- Dérouler une argumentation convaincante
- Établir un devis
- Négocier et conclure la vente
- Organiser le suivi de la vente par téléphone
- Programmer les relances
- **Étude de cas** : analyse de la posture adoptée et des réponses formulées en fonction des demandes d'un client

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de conseiller des clients et prospects et de vendre des contrats d'assurance par téléphone.

1 jour  
7 heures

Code 92334

### Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
1 <sup>er</sup>	juillet	2016
9	novembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Vendre les produits d'assurance en ligne

Renforcer la relation client via le digital



Pour couvrir leurs risques quotidiens (habitation, auto, RC), assurés et prospects utilisent de plus en plus internet. L'apparition des outils digitaux, smartphones et tablettes a accentué ce phénomène, et oblige les assureurs et leurs intermédiaires à optimiser leurs canaux de distribution en ligne afin de fidéliser et de conquérir de nouveaux clients.

## OBJECTIFS

- Avoir une vision globale des leviers de vente en ligne des produits d'assurance.
- Maîtriser les enjeux de l'assurance en ligne et en faire une opportunité.
- Faire du digital un outil de fidélisation de la clientèle.

## PRÉREQUIS

Avoir une première expérience de la relation client.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables marketing et e-commerce
- Conseillers clientèle et intermédiaires d'assurance
- Toute personne en relation avec la clientèle assurance

## ANIMATEUR

Daniel BAUDIN  
Consultant en assurances

## PROGRAMME

Initiation

### Intégrer la vente en ligne dans sa stratégie de distribution multicanale

- Identifier les contraintes et les opportunités de la vente en ligne

#### Maîtriser le cadre légal de la vente en ligne

- Garantir la protection du consommateur
- Respecter le devoir de conseil et d'information

#### Attirer de nouveaux clients par le digital

- Articuler le cross canal et le mix canal en assurances
- Se différencier en positionnant le digital
- **Exercice d'application** : identification des leviers pour optimiser la visibilité de son offre de produits d'assurance sur les canaux digitaux

#### Optimiser ses ventes en ligne

- Construire des scripts d'appel efficaces en émission et réception pour vendre plus et mieux
- Détecter les points d'intérêt clients
- Susciter l'éveil de l'intérêt en appel entrant
- Performer ses accroches en appel sortant : création de clés de contact
- Préparer et organiser ses appels sortants
- **Exercices d'application** : identification des informations préalables à vérifier, choix de la phrase d'accroche et des supports à avoir à disposition

- Construire un argumentaire (CAB) en fonction des produits pour convaincre avec les plus de la solution
- Développer une communication positive
- Répondre et rebondir commercialement
- Utiliser la signature électronique pour vendre avec les outils digitaux
- **Fidéliser le client par le canal digital Mieux connaître ses clients et recruter des prospects**
- Constituer une base de données
- Véhiculer une nouvelle image de l'assurance auprès des internautes
- Optimiser la servuction en accompagnant le client
- Fédérer le client à la marque et créer de l'affectif grâce aux nouveaux services liés au digital
- Développer une nouvelle organisation au service du client
- **Étude de cas** : analyse de l'histoire du client et programmation des contacts

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de renforcer la relation client via le digital et d'optimiser les ventes en ligne de vos produits d'assurance.

2 jours  
14 heures

Code 92335

### Paris

7-8	avril	2016
6-7	octobre	2016
7-8	décembre	2016

Tarif HT : 1480 € - repas inclus

# Les fondamentaux de la comptabilité vie

États financiers, provisions techniques et états réglementaires



Toute entreprise d'assurances est tenue de transmettre régulièrement à l'autorité de contrôle des informations financières et comptables. Pour remplir les états réglementaires et répondre ainsi à ces obligations, la maîtrise des écritures comptables est indispensable. En assurance vie, provisions, placements ou participation aux bénéficiaires doivent être systématiquement évalués et enregistrés.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement.
- Maîtriser la comptabilisation des placements.
- Passer les provisions techniques et les participations aux bénéficiaires.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268) ou " Les documents comptables d'une société d'assurances " (code 92238 p. 421).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion
- Toute personne appelée à prendre des fonctions de gestionnaire de recouvrement, d'inspecteur comptable ou amenée à intégrer le service comptabilité d'une compagnie d'assurances

## ANIMATEURS

Jean-Pierre BOUTARD  
Commissaire aux comptes  
FIDUCIAL AUDIT  
Martine PUZO CHAMBE  
Expert-comptable  
MPU SAS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles spécifiques du plan comptable applicable aux entreprises d'assurances.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Maîtriser l'environnement réglementaire

Visualiser la présentation générale des états financiers

- Bilan et compte de résultat

#### Découvrir les spécificités en comptabilité vie

##### Les provisions techniques

- Provisions mathématiques
- Frais d'acquisition reportés
- Provisions globales de gestion
- Provisions de sinistres à payer
- Provisions de participation aux bénéficiaires
- Provisions pour aléas financiers

##### Passer les écritures liées à la participation aux résultats des assurés

**Exercice d'application** : calcul de la Participation Bénéfice (PB) minimale à distribuer

##### Passer les écritures relatives aux contrats en unités de compte

##### Comptabiliser les placements

- Les différentes catégories de placements
  - Les principales écritures à l'acquisition, à l'inventaire et à la cession
  - La provision pour dépréciation durable et pour risque d'exigibilité
- Exercice d'application** : calcul d'une répartition des produits financiers entre résultat technique et non technique, détermination de la valeur actuelle d'une obligation zéro-coupon et établissement des états financiers à partir d'une balance simplifiée

#### Renseigner l'annexe

- Présentation
- Principes et règles principales d'évaluation
- Informations relatives au bilan et au résultat
- Autres informations

**Exercice d'application** : élaboration d'un tableau de rapprochement des comptes de participation aux bénéfices de l'annexe

#### Compléter les principaux états réglementaires

- Résultats par catégories
- Couverture des engagements réglementés
- Marge de solvabilité
- États trimestriels T2 et T3
- Autres états

### Quiz aval



Code 92070

Paris		
30	mars	2016
2	juin	2016
3	octobre	2016
15	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

## QUELQUES MOTS DE +

L'ACPR peut effectuer des contrôles " sur place " en se rendant chez les intermédiaires et les assureurs. Le contrôle sur place, au cours duquel une très large gamme d'investigations peut être mise en œuvre, se fonde le plus souvent sur une analyse détaillée préalable des états prudentiels et comptables et a pour objectif de formuler une appréciation critique sur le fonctionnement de l'organisme et sur l'application de la réglementation.



# Les fondamentaux de la comptabilité non-vie

Provisions, placements et états réglementaires



Les entreprises d'assurances sont tenues d'appliquer un plan comptable spécifique à leur activité. Ainsi, la ventilation des charges, l'évaluation des provisions, l'enregistrement des placements, sont autant de particularités propres au secteur de l'assurance qu'il importe de parfaitement maîtriser pour passer les principales écritures comptables.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement.
- Maîtriser la comptabilisation des placements.
- Passer les provisions techniques non-vie.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268) ou " Les documents comptables d'une société d'assurances " (code 92238 p. 421).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion
- Personne appelée à prendre des fonctions de gestionnaire de recouvrement, d'inspecteur comptable ou amenée à intégrer le service comptabilité d'une compagnie d'assurances

## ✦ ANIMATEURS

Jean-Pierre BOUTARD  
Commissaire aux comptes  
FIDUCIAL AUDIT  
Martine PUZO CHAMBE  
Expert-comptable  
MPU SAS

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles spécifiques du plan comptable applicable aux entreprises d'assurances.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser l'environnement réglementaire

##### Visualiser la présentation générale des états financiers

- Bilan et compte de résultat
- Tableau des engagements reçus et donnés

#### Découvrir les spécificités de la comptabilité non-vie

##### Les provisions

- Provisions pour primes non acquises
- Frais d'acquisition reportés
- Provisions de sinistres à payer
- Sinistres connus et sinistres tardifs
- Recours
- Provision d'égalisation
- Provision pour risques en cours
- Exercice d'application : calcul d'une provision pour risques en cours
- Provisions pour risques croissants

##### Comptabiliser les placements

- Les différentes catégories de placements
- Les principales écritures à l'acquisition, à l'inventaire et à la cession
- La provision pour dépréciation durable et pour risque d'exigibilité
- Exercice d'application : calcul d'une répartition des produits financiers entre résultat technique et non technique, détermination de la valeur actuelle d'une obligation zéro-coupon et établissement des états financiers à partir d'une balance simplifiée

#### Renseigner l'annexe

- Présentation
- Principes et règles principales d'évaluation
- Informations relatives au bilan et au résultat
- Autres informations

#### Compléter les principaux états réglementaires

- Résultats par catégorie
- Réassurance et coassurance
- Couverture des engagements réglementés
- Marge de solvabilité
- Résultats par exercice de surveillance
- Autres états

Exercice d'application : établissement d'un compte de résultat technique

### ✔ Quiz aval



Code 92071

#### Paris

31	mars	2016
3	juin	2016
29	août	2016
4	octobre	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Qu'est-ce que l'ACPR ?

- A. L'Autorité de Contrôle de Prévention et de Régulation
- B. L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation
- C. L'Agence Centrale Pour la Réassurance



Réponse : B : L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) est l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance.

# Les documents comptables d'une société d'assurances

Lire et interpréter les états comptables et financiers



Les documents comptables étant de plus en plus détaillés et les obligations de transparence plus lourdes, il est primordial de savoir mesurer les impacts financiers de ses décisions. Pour se développer, tout intermédiaire d'assurance doit comprendre les mécanismes financiers, identifier les leviers de la performance financière, savoir faire un rapide diagnostic et une analyse financière.

## OBJECTIFS

- Acquérir le vocabulaire et les mécanismes comptables et financiers.
- Intégrer et analyser un bilan et un compte de résultat.
- Apprécier la rentabilité et l'équilibre financier de votre structure.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs et intermédiaires d'assurance
- Agents généraux et courtiers
- Comptables et commerciaux en assurance

## ANIMATEUR

Martine PUZO CHAMBE  
Expert-comptable  
MPU SAS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de comprendre les documents comptables et d'en faire un réel outil d'aide aux décisions stratégiques.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un comptable d'une société d'assurance et j'établis ses états financiers conformément aux exigences réglementaires.  
Concept à découvrir p. 8

### Quiz amont

#### Visualiser la présentation générale des états financiers

- Le cycle économique du secteur de l'assurance
- Les principes généraux du plan comptable de l'assurance
- Les principales écritures de la comptabilité d'assurance : écritures courantes, écritures d'inventaire
- Les documents comptables incontournables en assurance : bilan, compte de résultat et annexe

#### Identifier et analyser le compte de résultat

##### Intégrer les notions du compte de résultat technique

- Primes et autres produits techniques
- Sinistres et autres charges techniques
- Affectation du résultat financier
- Charges d'exploitation : passage de nature à destination
- Coassurance et réassurance

##### Interpréter les éléments du compte de résultat non technique

- Résultat financier
  - Résultat exceptionnel
  - Autres charges et produits
- Exercice d'application** : calcul de répartition du résultat financier

#### Lire et apprécier le bilan

- Placements financiers et provisions techniques
  - Capitaux propres et marge de solvabilité
  - Créances et dettes
  - Comptes de régularisation
- Exercice d'application** : calcul de la provision pour risque d'exigibilité

#### Situer et définir l'annexe des comptes

- Description et composition
- Repérer les liens avec le bilan et le compte de résultat

#### Optimiser son analyse par la connaissance des autres états liés aux documents comptables

- Cerner les informations du rapport de solvabilité
  - Identifier les états de l'Autorité de Contrôle Prudentiel
  - Comprendre le rapport de contrôle interne et de réassurance
- Exercice d'application** : réalisation d'un calcul sur la marge de solvabilité selon S1

### Quiz aval



Code 92238

## Paris

23-24	mai	2016
17-18	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

2016 sera une année hybride. Solvabilité 2 entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les organismes d'assurances devront donc encore remettre à l'ACPR le dossier annuel complet solvabilité 1 de l'exercice 2015. En plus de cela, elles devront remettre pour le 19 mai 2016 un reporting d'ouverture solvabilité 2 au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ce reporting comprendra un certain nombre d'états (Bilan, Fonds propres, SCR et MCR). Au cours de l'année, les organismes devront remettre les reporting trimestriels.



# Approfondir la comptabilité des assurances

Comptes individuels, consolidés et combinés



Calculatrice indispensable

**La comptabilité des assurances est un domaine spécifique dont les mécanismes des comptes individuels doivent être parfaitement maîtrisés, pour savoir ensuite établir les états financiers consolidés du groupe. Cette compétence permet de mesurer la situation budgétaire de l'entreprise mais de cerner aussi les avantages induits de la combinaison des comptes annuels.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les difficultés comptables courantes.
- Maîtriser les principes de la consolidation.
- Se préparer aux changements à venir : Solvabilité 2 et IFRS.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les fondamentaux de la comptabilité vie " (code 92070 p. 419) ou " Les fondamentaux de la comptabilité non-vie " (code 92071 p. 420).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion
- Commissaires aux comptes et experts-comptables
- Toute personne appelée à prendre des fonctions de gestionnaire de recouvrement, d'inspecteur comptable ou amenée à intégrer le service comptabilité d'une compagnie d'assurances

## ANIMATEUR

Marie MARCADÉ  
Gérante  
JAMINE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Approfondir la maîtrise des comptes individuels

##### Partie financière

- Dépréciation des obligations
- Traitement comptable des OATi
- Recommandations de l'autorité de contrôle sur les produits structurés

##### Partie technique non-vie

- Analyse rétrospective des provisions
- Détermination des provisions mathématiques de rentes
- Exercice d'application : calcul pratique de la taxe sur les boni

##### Partie technique vie

- Le cas particulier des nouveaux contrats : plan d'épargne retraite populaire, euros diversifiés
- Calcul de la participation minimale aux bénéficiaires

#### Établir les comptes consolidés/ combinés en assurance

##### Présentation générale

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexe

### Les retraitements particuliers

- Réserve de capitalisation
- Provision pour risque en cours
- Frais d'acquisition reportés
- Exercice d'application : identification des sources d'impôts différés et établissement de la preuve d'impôts

#### Cerner les enjeux des réformes en cours Solvabilité 2

- Les trois piliers de la directive
- Les modules de calcul de marge de solvabilité : Solvency Capital Requirements et Minimum Capital Requirement
- Les éléments éligibles et leur classement

### Introduction aux normes IFRS

- La norme sur les instruments financiers
- La norme sur les contrats d'assurance
- La consolidation des organismes de placement collectif en valeurs mobilières

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles applicables à la consolidation et à la combinaison des comptes.

1 jour 7 heures

Code 92154

Paris		
9	juin	2016
23	septembre	2016
1 <sup>er</sup>	décembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Les états réglementaires des sociétés d'assurances sous Solvabilité 2

Intégrer les nouvelles exigences de reporting



**Avec l'entrée en vigueur de Solvabilité 2, les directions financières doivent adapter leurs systèmes d'information pour produire les états de reporting sous Solvabilité 2. En outre, l'ACPR a défini des états nationaux spécifiques pour couvrir ses besoins prudentiels et statistiques. Les différents acteurs du secteur doivent donc anticiper les impacts de ces évolutions pour se mettre en conformité avec les nouvelles règles de reporting.**

## OBJECTIFS

- Intégrer l'ensemble du dispositif réglementaire.
- Maîtriser les exigences comptables qui en découlent.
- Maîtriser le calendrier de remise des reportings.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en comptabilité des assurances ou avoir suivi "Les documents comptables d'une société d'assurances" (code 92238 p. 421).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Auditeurs, commissaires aux comptes et experts-comptables
- Toute personne souhaitant comprendre les états réglementaires d'une société d'assurances

## ANIMATEUR

Marie MARCADÉ  
Gérante  
JAMINE

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Maîtriser les obligations de reporting du pilier 3 de Solvabilité 2

- Présentation générale
- Calendrier de mise en oeuvre
- Les états quantitatifs de reporting (QRT)
- Les rapports narratifs

#### Distinguer les états nationaux spécifiques

- Les attentes de l'ACPR
- Les exigences quantitatives
- Les autres documents juridiques et comptables spécifiques
- Exercice d'application : saisie de l'état spécifique des provisions Pour Sinistres Non Encore Manifestés (PSNEM)

#### Analyser les états réglementaires Solvabilité 2

- Panorama des QRT
- Description détaillée de chaque famille : bilan, provisions techniques, fonds propres
- Les états spécifiques pour les groupes
- Exercice d'application : élaboration d'un état des placements

#### Découvrir le contenu des rapports narratifs

- Le rapport à destination du public : SFCR (Solvency and Financial Condition Report)
- Le rapport à destination de l'ACPR : RSR (Regular Supervisory Report)

#### Mettre en oeuvre les états réglementaires Solvabilité 2

- Adapter les systèmes d'information
- Utiliser la taxonomie XBRL
- Exercice d'application : passage du bilan français au bilan Solvabilité 2

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous connaîtrez l'ensemble des documents à remettre à l'ACPR dans le cadre du pilier 3 de Solvabilité 2.

1 jour 7 heures

Code 92329

Paris		
18	mars	2016
21	juin	2016
16	novembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

# Comptabiliser et gérer les placements et produits dérivés

Typologie, cadre réglementaire et traitement comptable



Calculatrice indispensable

**Pour être admis en représentation des engagements de l'assureur, les placements sont soumis à différentes règles qu'il est impératif de connaître pour être en mesure d'optimiser la gestion des actifs d'une entreprise d'assurances.**

## OBJECTIFS

- Surmonter les difficultés de traitement de certains actifs et de certaines opérations.
- Identifier les différents placements financiers du marché.
- Établir les comptes sociaux et états réglementaires en toute conformité.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Les fondamentaux des instruments financiers " (code 92018 p. 381) ou " Approfondir la comptabilité des assurances " (code 92154 p. 422).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Auditeurs internes, contrôleurs de gestion
- Responsables comptables
- Responsables techniques et financiers

## ANIMATEUR

Jean-Marie IDELON-RITON  
Expert-Comptable  
CTF

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de traiter comptablement les différents placements financiers.

## PROGRAMME

Expertise

### Distinguer la gamme des produits financiers

#### Identifier les différents instruments financiers

- Actions et assimilés : actions, bons de souscriptions d'actions
- Titres de créances : obligations, titres de créances négociables, emprunts d'État, titres participatifs, titres subordonnés
- Placements collectifs : OPC, organismes de titrisation
- Instruments financiers à terme

#### Découvrir le cadre réglementaire de la gestion des actifs

- Connaître la classification des différents types de placements
- Dispersion : cerner les limites selon le type d'émetteur
- Répartition : cerner les limites selon le type d'actif
- Congruence : identifier les règles pour les devises

#### Procéder au traitement comptable des placements

##### Maîtriser les règles générales

- Repérer les différents comptes intervenant dans une opération

##### Comptabiliser les produits de taux

- Titres amortissables : obligations convertibles, échangeables, à taux variables, révisables

##### Comptabiliser les actions et les autres actifs non amortissables

- FCC, titres participatifs, immeubles, dépôts et prêts

##### Comptabilisation des actifs représentant des contrats en Unités de Compte (UC)

- Le principe général des contrats en UC

##### Comptabilisation d'options put/call

- Repérer les limitations légales
- Les différentes stratégies et les principes comptables

**Étude de cas** : exemples de comptabilisation des instruments financiers à terme

#### Identifier certains traitements spécifiques

##### Surcote/décote

**Exercice d'application** : calcul d'une surcote/décote

##### Réserve de capitalisation

**Exercice d'application** : calcul d'une réserve de capitalisation avec l'impact des dotations à la réserve de capitalisation et pilotage

##### Provision pour dépréciation durable

**Exercice d'application** : application des méthodes de calcul des provisions à caractère durable et identification des difficultés pratiques d'application

##### Provision pour risques d'exigibilité

#### Cerner les informations financières

- Bilan / compte de résultat / annexe
- États trimestriels T2/T3 et réglementaires C5, C6BIS
- Rapport de solvabilité



Code 92073

### Paris

19-20	mai	2016
4-5	juillet	2016
26-27	septembre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1595 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Au sens du Code monétaire et financier, les instruments financiers sont :

- A. Les contrats financiers seuls
- B. Les contrats financiers et les instruments financiers à terme
- C. Les titres financiers et les contrats financiers



Réponse : C. Selon l'article L.211-1 du Code monétaire et financier : Les instruments financiers sont les titres financiers et les contrats financiers, à savoir :  
- les actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès aux droits de vote (certificats d'investissement, bons de souscription d'actions...);  
- les titres de créances (obligations, Océane, titres subordonnés à durée indéterminée...);  
- les parts ou actions d'organismes de placement collectif (actions de SICAV, parts de FCP...);  
- les instruments financiers à terme (contrats d'option d'achat ou de vente, contrats financiers à terme, contrats d'échange...).

# Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle

Maîtriser les principales écritures et leurs mécanismes d'enregistrement

**Les mutuelles ont l'obligation de transmettre régulièrement à l'autorité de contrôle des informations financières et comptables. La maîtrise des écritures comptables est indispensable pour évaluer et enregistrer les provisions, les placements et être ainsi en mesure de remplir les états réglementaires.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principes de la comptabilité d'une mutuelle.
- Décrypter les méthodes d'évaluation des placements et des provisions.
- Analyser les résultats.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la comptabilité générale ou avoir suivi " Les documents comptables d'une société d'assurances " (code 92238 p. 421).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants et administrateurs de mutuelles
- Responsables comptables et financiers
- Responsables gestion actif/passif

## ● ANIMATEUR

Jean-Marie IDELON-RITON  
Expert-Comptable  
CTF

## PROGRAMME

Initiation

### Intégrer l'essentiel de la comptabilité générale

- Identifier les notions principales de la comptabilité
- Intégrer le principe de passation des écritures
- Lire et exploiter les documents de synthèse  
**Étude de cas** : analyse d'un compte de résultat et d'un bilan et étude de quelques ratios

### Cerner le cadre juridique de la comptabilité d'un organisme mutualiste

- Examiner les sources législatives et réglementaires de la comptabilité d'une mutuelle
- Cerner la logique d'enregistrement comptable des opérations d'assurance
- Identifier les composants du compte de résultat et du bilan  
**Exercice d'application** : lecture et analyse du bilan d'une mutuelle

### Retenir les principes d'évaluation des placements et des provisions

- Assimiler les principes de comptabilisation des placements
- Déterminer les engagements  
**Exercice d'application** : calcul d'une provision technique

### Découvrir les éléments clés de l'analyse des résultats

- Distinguer les différentes opérations comptables
- Acquérir une méthodologie de lecture du bilan et des postes les plus significatifs
- Interpréter le compte de résultat
- Résultat technique / non technique et annexe
- Recenser les principaux états servant à l'analyse du résultat  
**Mise en situation** : détermination de la situation financière d'une structure mutualiste à partir de cas fictifs proposés par l'animateur

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de comprendre les états financiers d'une mutuelle et d'en apprécier la solidité financière.

2 jours

14 heures

Paris

16-17	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Code 92193

# Contrôle de gestion en assurance

Mesurer et analyser la performance d'une entreprise d'assurances

**La direction générale d'une société d'assurances doit mettre en place une stratégie d'entreprise et s'assurer de sa performance. Le rôle du contrôleur de gestion est de favoriser ce pilotage en effectuant des contrôles, des mesures et des analyses de l'activité sur lesquels la direction générale pourra s'appuyer. Il doit pour cela mettre en place des outils qui lui permettent de mesurer l'écart entre les prévisions et les résultats de l'entreprise.**

## ● OBJECTIFS

- Acquérir les bases du contrôle de gestion, outil de pilotage.
- Intégrer les spécificités liées au secteur de l'assurance.
- Mettre en place des indicateurs de performance.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des bases en comptabilité générale ou avoir suivi " Les bases de la comptabilité générale " (code 60035 p. 268) ou " Les documents comptables d'une société d'assurances " (code 92238 p. 421).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des fonctions comptabilité, finance, audit, contrôle de gestion et
- actuariat Personne appelée à intégrer le service contrôle de gestion d'une compagnie d'assurances

## ● ANIMATEUR

Marie MARCADÉ  
Gérante  
JAMINE

## PROGRAMME

Initiation

### Cerner l'environnement réglementaire

- Analyser le bilan et le compte de résultat
- Intégrer les règles de Solvabilité 1et 2

### Maîtriser les spécificités du contrôle de gestion en assurance non-vie

- Suivre l'activité
- Croissance des primes, des affaires nouvelles, du portefeuille
- Taux de rétention des primes et de résiliation
- Ratio de sinistralité (S/P)
- Coût moyen et fréquence des sinistres
- Frais d'acquisition, d'administration, de gestion des sinistres

### Analyser la performance

- Ratio combiné
- Résultats financier et technique, résultats brut / net de réassurance
- ROE (Return on Equity)  
**Exercice d'application** : calcul des indicateurs clés d'une société d'assurance non-vie

### Maîtriser les spécificités du contrôle de gestion en assurance vie

- Piloter l'activité
- Croissance des primes
- Collecte nette
- Taux de chute
- Taux de collecte

- Rendements comptable et réel
- Analyser la performance
- Embedded Value
- Marges technique, administrative et financière
- ROE (Return on Equity)  
**Exercice d'application** : calcul des indicateurs clés d'une société d'assurances vie

### Renseigner un tableau de bord et maîtriser les frais de gestion

- Construire et utiliser des outils de pilotage
- Présenter et développer un tableau de bord
- Mettre en place un système d'information décisionnel

### Maîtriser les frais de gestion

- Les frais de gestion : charge par nature et par destination
- Les provisions pour frais de gestion  
**Exercice d'application** : élaboration d'un tableau de bord pertinent pour une société d'assurances

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les règles spécifiques du contrôle de gestion des entreprises d'assurances.

2 jours

14 heures

Paris

13-14	juin	2016
14-15	novembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

Code 92301



# Pratiquer la fiscalité en assurance

Déterminer l'IS et remplir la liasse fiscale



Tous les acteurs du marché de l'assurance (compagnies d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance) étant désormais soumis à l'impôt sur les sociétés (IS) au même titre que les compagnies d'assurances, il est essentiel de cerner les spécificités de l'environnement fiscal de son entité. Pour savoir remplir les états fiscaux et optimiser ses pratiques, la maîtrise des nouvelles obligations est indispensable.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités de l'environnement fiscal d'une compagnie d'assurances.
- Acquérir ou parfaire la méthodologie de détermination du résultat fiscal.
- Établir l'ensemble des états fiscaux, de la déclaration de résultat aux annexes fiscales.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Fiscalistes intégrant le secteur de l'assurance ou de la mutualité

## ANIMATEURS

Sylvie VAQUIERI  
Avocat Associé  
FIDAL

Martine PUZO CHAMBE  
Expert-comptable  
MPU SAS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les principes généraux du traitement fiscal des entreprises d'assurances.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner les particularités de la détermination du résultat soumis à l'IS dans le secteur de l'assurance et des mutuelles

- Principes d'évaluation et de taxation des actifs financiers : revenus et plus-values
- Traitement fiscal des provisions techniques : retraitements extra-comptables et états de suivi à annexer
- Traitement fiscal des plus-values à long terme

#### Déterminer le résultat fiscal et optimiser l'IS

- Effectuer le retraitement fiscal des provisions courantes et des charges à payer
- Retraitements spécifiques des provisions techniques : provision globale de gestion
- Maîtriser les règles de taxation des actifs financiers : plus ou moins-values latentes des organismes de placement collectif
- Impôts non déductibles
- Charges non déductibles
- Règles de déductibilité des charges financières
- Nouveau régime fiscal des subventions
- Le régime de la réserve spéciale de solvabilité
- Régime des déficits reportables
- Obligations déclaratives : remplir les états et liasses
- Exercice d'application : établissement des annexes fiscales d'une liasse fiscale
- Intégrer les résultats de filiales en France et à l'étranger
- Régime de groupe, taxation des dividendes, nouvelles dispositions concernant l'avoir fiscal, les bénéfices perçus de filiales à l'étranger : art. 209 B

#### Exclusion du droit fixe en matière de droit d'enregistrement et de TPF

#### Les états de suivi à annexer à la liasse fiscale

Exercice d'application : renseignement des principaux états fiscaux de la liasse (2058 A, B, 2059 A, B, C)

### Quiz aval



Code 92079

Paris		
7	juin	2016
19	septembre	2016
28	novembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Les cotisations d'assurance ne sont pas soumises à la TVA. Elles incluent en revanche une taxe fiscale, dont le taux légal varie selon la nature des contrats d'assurance. Les sociétés d'assurances reversent les montants des taxes collectées au Trésor public.

Dans la plupart des cas, votre cotisation comprend également des contributions qui servent à financer divers fonds ou organismes de solidarité nationale auxquels elles sont reversées : par exemple, Sécurité sociale, Fonds de garantie des assurances obligatoires, Fonds de garantie contre les actes de terrorisme et autres infractions, Fonds national de gestion des risques en agriculture.

Source : FFSA

# Gérer les taxes majeures en assurance

Établir les différentes déclarations



Nombreuses et variées sont les taxes applicables aux activités et produits d'assurance. Pour être en conformité avec la législation fiscale, une parfaite connaissance de l'assiette et du taux des différentes taxes, ainsi que des exonérations autorisées est indispensable.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités de l'environnement fiscal d'un organisme d'assurances.
- Identifier les risques attachés aux différentes taxes.
- Acquérir ou parfaire la méthodologie de leur détermination.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance des bases de la fiscalité ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Comptables
- Fiscalistes intégrant le secteur de l'assurance ou de la mutualité

## ANIMATEUR

Sylvie VAQUIER  
Avocat Associé  
FIDAL

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

Identifier les taxes pour lesquelles l'assureur intervient en qualité de collecteur

#### Les taxes d'assurance

- Lister les opérations d'assurance concernées : analyser le cas de la coassurance et de la réassurance
- Connaître les exonérations prévues, l'assiette de la taxe et le taux d'imposition
- Connaître le taux de taxe en matière de protection juridique en auto
- Répondre aux obligations déclaratives et paiement
- Le cas des taxes sur les contrats en Libre Prestation de Service (LPS)

**Exercice d'application** : application des taxes d'assurance

#### La TVA

- Les opérations assujetties
  - Mesurer la portée de l'exonération en assurance
  - L'externalisation d'une partie des prestations d'assurance
  - Les conséquences de l'exonération
  - Les modalités de déduction
  - Les refacturations intra-groupe et les possibilités d'optimisation : la création d'un groupement (art. 261 B du CGI)
  - L'assujettissement à la taxe sur les salaires
- Exercice d'application** : identification d'opérations soumises aux taxes d'assurance

Recenser les taxes constitutives de charges pour l'assureur

#### La taxe sur les salaires

- Les entités redevables
- La contribution économique territoriale
- **Exercice d'application** : identification des éléments exclus de la base CVAE
- Les modifications de structure : identifier le redevable
- L'optimisation des créations et des fermetures d'établissements
- Les obligations déclaratives, le paiement de la taxe, des acomptes et de la cotisation minimale
- Les possibilités de dégrèvement
- Maîtriser le délai et les modalités pratiques du dégrèvement

**La contribution sociale de solidarité des sociétés "Organic"**

- Base taxable : nouvelle définition
- Particularités
- Nouvelles obligations déclaratives et de paiement

#### La taxe sur les boni de liquidation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'établir les différentes déclarations.

1 jour  
7 heures

Code 92080

Paris		
30	juin	2016
9	décembre	2016

Tarif HT : 980 € - repas inclus

# Taxe spéciale sur les conventions d'assurance

Optimiser la TSCA et limiter son coût pour l'entreprise

## PROGRAMME

Perfectionnement

Sous réserve des exonérations expressément prévues, toute convention d'assurance conclue avec une société ou une compagnie d'assurances ou avec tout autre assureur français ou étranger est soumise, quels que soient le lieu et la date auxquels elle est ou a été conclue, à une taxe annuelle obligatoire, perçue sur le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur. Elle est régie par les dispositions des articles 991 à 1004 du CGI. Ainsi depuis sa création en 1944, tout risque assuré en France donne naissance à cette taxe allant de 0 à 30 % de la prime versée en fonction de la nature du risque.

## OBJECTIFS

- Cerner le régime fiscal de la TSCA pour en limiter ses enjeux.
- Limiter le coût pour l'entreprise qui doit s'en acquitter.
- Maîtriser et définir les risques et acquérir les mécanismes et principales mécanismes de la TSCA.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité ou avoir suivi "Pratiquer la fiscalité en assurance" (code 92079 p. 426).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Juristes et fiscalistes
- Avocats, notaires, experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Jean VINCENSINI  
Avocat à la Cour  
JV AVOCATS

Conventions concernées en fonction de leur nature et des règles de territorialité

#### Champ d'application et nature des conventions concernées

- Définir le caractère de contrats d'assurance
- Cas des actes qualifiés "assurance crédit" et "police d'assurance"
- Focus sur le contrat de caution indirecte
- Qualifier les contrats de polices ordinaires, provisoires, flottantes ou d'abonnement

#### Appliquer les règles de territorialité

- Définir la notion du lieu du risque
- Bénéficier des exonérations territoriales
- Appliquer les règles de territorialité de la TSCA et à l'étranger
- Cas spécifique des réassurances

Organismes et contrats exonérés de la taxe

#### Bénéficier des exonérations dans le cas des contrats d'assurance sur la vie

- Contrats concernés pour les contrats en cas de vie, en cas de décès et d'assurances mixtes
- Sort des contrats de capitalisation et des contrats de rente viagère

#### Cas des assurances de groupe et opérations collectives

- Identifier les entités concernées dans le cas d'une souscription par une entreprise, un groupe d'entreprises ou par un groupement professionnel représentatif d'entreprises

Maîtriser les règles applicables aux contrats d'indemnité de cessation d'activité

**Étude de cas** : exemple chiffré de cas de contrats souscrits auprès des institutions de prévoyance et des mutuelles

Identifier toutes les modalités d'imposition

- Assiette et fait générateur
- **Exercice d'application** : calcul de la TSCA et identification de la date du fait générateur
- Paiement et liquidation de la taxe
- Obligations des redevables
- Gérer le contrôle, le cas de recouvrement et limiter les risques de contentieux

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le régime fiscal de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance en appréhendant son fonctionnement et ses enjeux.

1 jour  
7 heures

Code 30116

Paris		
23	mars	2016
23	septembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Initiation aux techniques actuarielles

Assurances dommages, vie et collectives de prévoyance



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**L'actuariat est au cœur des activités des entreprises d'assurances. Pour décrypter les mécanismes de tarification, le provisionnement et dialoguer efficacement avec les actuaires, il est indispensable de maîtriser les méthodes et les outils actuariels.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes de l'actuariat des contrats d'assurance vie, dommages et collectives de prévoyance.
- Découvrir comment l'actuaire évalue les risques, calculer les tarifs et les provisions.
- Analyser les composantes de la rentabilité des différents contrats et l'impact des techniques actuarielles.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne intégrant ou travaillant dans une compagnie d'assurances, mutuelle ou institution de prévoyance qui souhaite connaître les méthodes de détermination des tarifs et des provisions

## ANIMATEURS

Véronique LAMBLÉ  
Actuaire, Présidente  
APRECIALIS

Christian HARIG  
Associé

CERCLE DES ASSUREURS EN COMPAGNIE

Pierre FABER  
Actuaire

INTERLOG CONSULTING

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de la formation, vous serez capable de maîtriser le langage et les termes techniques utilisés par l'actuaire.

## PROGRAMME

Initiation

### MODULE 1 Initiation aux techniques actuarielles en assurance dommages

#### Le domaine d'activité de l'actuaire

- Le marché de l'assurance non-vie
- La vérification des données

#### L'analyse de la sinistralité

- L'analyse par exercice de survenance
- Méthodes de prévision et de provisionnement déterministes
- Les méthodes probabilistes
- **Exercice d'application** : exemple de mise en œuvre d'un Chain-Ladder
- L'impact de la coassurance et de la réassurance

#### L'adéquation des actifs

- Les risques sur les actifs
- L'équilibre actif/passif
- **Exercice d'application** : calcul de la durée d'un passif

#### La tarification

#### L'environnement Solvency II

### MODULE 2 Initiation aux techniques actuarielles en assurance vie

#### Techniques actuarielles appliquées aux assurances vie et capitalisation

- Notions fondamentales de l'actuariat en assurance vie
- Applications aux assurances en cas de décès, de vie

#### Applications aux assurances en toutes circonstances

- Le terme, la rente certaine

**Étude de cas** : incidence des variations des paramètres sur la rentabilité

#### Analyse de la rentabilité d'un contrat d'assurance sur la vie

#### Tarifs, provisions et outils de pilotage : comment l'actuaire vie les détermine-t-il ?

- Le calcul des tarifs
- L'élaboration et le suivi
- **Exercice d'application** : simulations illustratives grâce à un logiciel de tarification simplifié

### MODULE 3 Initiation aux techniques actuarielles en assurances collectives de prévoyance

#### Les différents régimes : caractéristiques et fonctionnement

- Le régime obligatoire de la Sécurité sociale
- Les régimes complémentaires obligatoires

#### Les régimes complémentaires

- Le régime fiscal et social
- Les grandes réformes de la protection sociale

#### Les grands principes de la tarification Suivi des régimes : les grands principes des comptes et réserves

**Étude de cas** : analyse d'un compte de résultat

#### Calcul technique des différentes garanties

6  
jours

42  
heures

Paris

1<sup>er</sup>-2 juin, 14-15 juin et 21-22 juin 2016  
4-5 oct., 11-12 oct. et 15-16 nov. 2016

Code 11612

Tarif HT 2 jours : 1 550 € - repas inclus  
Tarif HT 4 jours : 2 440 € - repas inclus  
Tarif HT 6 jours : 3 170 € - repas inclus

## ZOOM SUR LES ANIMATEURS



Actuaire qualifié de L'Institut des Actuaires, avec 25 années d'expérience professionnelle dont plus de 10 ans en assurances non vie. Après avoir travaillé 5 ans chez Tillinghast (Towers Watson), à Londres, où il a acquis une expertise dans les méthodes de provisionnement en assurances non vie, Gilbert Finette a ensuite été responsable de l'actuariat non vie à la Direction Réassurance de Groupama Gan. Depuis 2001 il est actuaire consultant pour Aprecialis et a depuis, mené plusieurs missions au sein d'organismes d'assurances non vie.



Intervenant EFE depuis 2000, Christian Harig a débuté son parcours professionnel dans la banque où après quelques années, en 1988, il participe à la fondation et à la direction d'une compagnie d'assurance sur la vie filiale de banque. Passionné d'actuariat et d'innovation il rejoint successivement plusieurs compagnies d'assurance pour à chaque fois créer des contrats novateurs. Depuis 1998 il dirige plusieurs structures indépendantes qui commercialisent les contrats qu'il conçoit.



Pierre Faber est Associé diplômé de l'Institut de Sciences Financières et d'Assurance (Lyon), et titulaire d'une maîtrise de mathématiques (Université Louis Pasteur de Strasbourg). Avant être Associé, il a d'abord été responsable du département actuariat-vie de l'Alsacienne. Après une solide expérience dans l'exercice de cette fonction, il a assuré la direction opérationnelle de la compagnie d'assurance vie +X Capital en qualité de membre du directoire. Il a élaboré une solution actuarielle ingénieuse pour aider les personnes en activité à constituer un complément de retraite (revenu viager garanti) sans aliéner la disponibilité de l'épargne ou sa transmission en cas de décès.



Véronique Lamblé, Actuaire qualifiée et certifiée de l'Institut des Actuaires, Fondatrice d'Aprecialis, 37 années d'expérience dans la protection sociale, dont 20 ans en institutionnelles et 18 ans en conseil auprès de tous les grands organismes, ainsi qu'auprès de grandes entreprises et de branches.

# Statistiques en assurance dommages

Analyser et exploiter les données



Salle de formation équipée  
d'un ordinateur par participant

**Les statistiques sont à l'origine de tout mécanisme d'assurance puisqu'elles permettent de déterminer la probabilité de réalisation d'un risque et, par là même, de juger de son assurabilité. Établir une base de données fiable exige des précautions à chaque étape de sa constitution et optimiser les fonctionnalités d'un tableau de bord implique un savoir-faire quant à l'interprétation des données.**

## ● OBJECTIFS

- Suivre les risques et les portefeuilles.
- Développer une approche formalisée et critique des données.
- Déterminer les profils des portefeuilles par marché et par segment de souscription.

## ● PRÉREQUIS

Il est recommandé de maîtriser les fonctions de base du tableur Excel.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires souscripteurs
- Comptables
- Toute personne amenée à traiter et à analyser des données production ou sinistre en IARD

## ● ANIMATEUR

Laurent BERTHAUT  
Actuaire conseil

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Optimiser l'utilisation des données

- Définir et collecter les données
- Vérifier et repérer les anomalies
- Effectuer des traitements et corrections
- **Exercice d'application** : identification et correction d'anomalies dans une base de données
- Définir un protocole pour valider les données et assurer la régularité du suivi
- Constituer une base de données
- **Exercice d'application** : sur une base de données type d'assurance, application des différentes étapes du protocole de validation

#### Présenter et interpréter les données

- Élaborer et présenter des tableaux de bord
- Les graphiques et les commentaires de tableaux
- **Exercice d'application** : analyse de statistiques, présentation des points clés tels que les tableaux croisés dynamiques, les graphiques...

#### Appliquer la statistique descriptive à une variable

- Variables aléatoires

- Distributions statistiques
- Indicateurs de tendance centrale et de dispersion
- **Exercice d'application** : représentation des distributions, calcul et analyse des tendances centrales, des dispersions et des intervalles de confiance

#### Appliquer la statistique descriptive à plusieurs variables

- Tableaux croisés dynamiques
- Dépendance entre variables : repérage et mesure
- Corrélations et interactions entre variables
- Statistique univariée versus statistique multivariée
- Représentations graphiques
- **Exercice d'application** : repérage graphique des dépendances, mesures et études croisées de différentes variables
- **Mesurer les implications des écarts : segmenter, définir des marges de sécurité...**

### ✔ Quiz aval

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'analyser l'assurabilité d'un risque.

2  
jours

14  
heures

Code 92072

#### Paris

16-17	juin	2016
19-20	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser la gestion actif-passif en assurance

Modélisation et optimisation de la GAP

**Si les enjeux de la Gestion Actif-Passif (GAP) sont multiples : analyser les engagements et les résultats techniques d'une entreprise d'assurances, détecter sa sensibilité aux risques, optimiser la gestion de ses portefeuilles de contrats..., tous ont pour objectif de veiller à l'équilibre financier de la compagnie et de coordonner ses politiques financières et techniques.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les principes, objectifs et techniques de la GAP
- Mesurer et gérer les risques liés au bilan.
- Optimiser l'allocation des ressources tout en maîtrisant la modélisation, la mise en place opérationnelle et le suivi.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité des assurances ou avoir suivi " Approfondir la comptabilité des assurances " (code 92154 p. 422).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Actuaires
- Auditeurs et contrôleurs de gestion
- Toute personne amenée à prendre des fonctions de GAP

## ● ANIMATEUR

Frédéric ALEXIS  
Actuaire conseil  
Ancien gestionnaire actif-passif au sein d'un établissement bancaire

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Cerner les enjeux et objectifs de la GAP

Intégrer les spécificités des comptes d'assurances  
Identifier les principaux risques et la différence vie/non-vie  
Répondre aux exigences réglementaires

- Solvabilité 2
- International Financing Reporting Standards (IFRS)

#### Connaître les missions et les fonctions de la GAP

Découvrir la modélisation financière (DFA)

#### Maîtriser les principes de la GAP

- Choisir entre les différentes structures de modèles
- Évaluer les besoins spécifiques de modèles pour actifs pour une compagnie
- Modéliser le passif
- Calibrer un modèle

#### Mettre en place un système performant de mesure, de gestion et d'allocation des fonds propres

- Mesurer le besoin en fonds propres en fonction du profil de risque
- Définir les indicateurs de rentabilité à mettre en place
- **Exercice d'application** : exemples de simulations et de scénarios

#### Définir et optimiser les stratégies d'actif et de passif

- Augmenter le retour surfonds propres : modéliser la solvabilité future en fonction de l'allocation stratégique
- Adopter une stratégie d'allocation globale des actifs : diversifier son allocation
- Choisir les moyens pour la couverture des risques
- Évaluer un programme de réassurance
- Comparer différentes stratégies
- **Étude de cas** : analyse d'une stratégie d'actif et de passif

#### Maîtriser les extensions de la GAP

- Intégrer l'allocation de capital pour mesurer les performances et définir une stratégie optimale
- Maîtriser les particularités de la GAP des fonds de pension

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'intégrer les spécificités de la GAP.

2  
jours

14  
heures

Code 92078

#### Paris

27-28	juin	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Pratiquer la réassurance

Principes, tarification et gestion technique



Calculatrice indispensable

**Clauses de traités, tarification, comptabilisation des opérations : la réassurance fonctionne en application de règles qui lui sont propres. Les maîtriser, c'est devenir un interlocuteur averti des réassureurs en ayant une vision claire et synthétique des mécanismes régissant la réassurance.**

## OBJECTIFS

- Étudier les techniques du proportionnel et du non-proportionnel.
- Maîtriser les différentes méthodes de tarification.
- Déterminer le résultat technique de la réassurance.

## PRÉREQUIS

Posséder les bases des mathématiques financières pour suivre le module 2 et les bases de la comptabilité pour suivre le module 3. Pour les non-initiés, le suivi du module 1 est un prérequis nécessaire à l'assimilation optimale des modules 2 et 3.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne intégrant ou travaillant dans une mutuelle, une compagnie d'assurances et de réassurance, un cabinet de courtage qui souhaite comprendre l'activité de réassurance

## ANIMATEURS

Évelyne MLYNARCZYK  
Consultante spécialiste de la réassurance

David DUBOIS  
Directeur du développement  
RGA INTERNATIONAL REINSURANCE  
COMPANY LIMITED

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de la formation, vous serez capable de distinguer les différentes catégories de réassurance et les types de traités.

## PROGRAMME

Initiation

### MODULE 1 Principes de fonctionnement de la réassurance

#### S'approprier les bases de la réassurance

- Définition et finalités de la réassurance

#### Comprendre les mécanismes et les techniques de base de la réassurance

Connaître les différents modes de réassurance

- Facultative / obligatoire
- Distinguer les différentes natures de réassurance
- Proportionnelle / non proportionnelle
- Le plein de conservation et le plein de souscription

### MODULE 2 Initiation aux techniques de tarification réassurance

#### Méthode statistique ou burning cost

Tarification d'un excédent de sinistre (XS) pour une branche à développement court

**Exercice d'application** : tarification d'un traité XS incendie par risque

Tarification d'un XS pour une branche à développement long

- Actualisation et extrapolation des sinistres

**Exercice d'application** : tarification d'un traité XS RC automobile

Limites de l'approche statistique

#### Méthodes probabilistes

- Intérêt de la méthode : tranches non travaillantes
- Notions statistiques utilisées
- Tarification selon le modèle Pareto / Poisson

**Exercice d'application** : tarification d'un traité XS incendie par risque

Tarification selon la loi log-normale

- Modélisation de la charge de sinistre annuelle et tarification de clauses spécifiques

- Tarification marché : prix par véhicule pour les XS RC Automobile

**Exercice d'application** : tarification d'un traité XS RC automobile

### MODULE 3 Gestion technique des opérations de réassurance

#### Introduction

- Les techniques de réassurance
- Le contrat de réassurance
- Les missions de la comptabilité et les types de comptes

#### Application technique des traités proportionnels

##### Primes

- Par exercice / par année comptable
- Entrées et sorties de portefeuille

##### Commissions

- Fixes et variables
- Surcommissions

##### Sinistres

- Réglés / suspens
- Méthodes de rattachement

##### Provisions

- Primes
- Sinistres : SAP et IBNR / IBNER

##### Clauses

- Participation aux bénéfices
- Report de perte
- **Étude de cas** : étude de contrat de réassurance : analyse et commentaires

#### Application technique des traités non proportionnels

##### Primes

- Primes fixes et variables
- PMD
- Clause de reconstitution de garantie et prime de reconstitution

##### Sinistres

- FGU - à charge - réglés - suspens
- Aggregate : franchise et limite
- Interlocking clause
- Clause de stabilisation et clause de rente
- **Étude de cas** : analyse des diverses clauses présentées

6 jours

42 heures

Code 11611

#### Paris

19-20 mai, 2-3 juin et 21-22 juin 2016

6-7 oct., 13-14 oct. et 15-16 nov. 2016

Tarif HT 2 jours : 1 550 € - repas inclus

Tarif HT 4 jours : 2 440 € - repas inclus

Tarif HT 6 jours : 3 170 € - repas inclus

## ZOOM SUR LES ANIMATEURS



Mathématicienne de formation, Évelyne Mlynarczyk a débuté sa carrière dans l'industrie. En 1985, elle intègre le monde de la réassurance à l'actuariat de la SCOR. Elle prend ensuite, en 1991, la direction des Etudes Techniques et de la Réassurance des Catastrophes Naturelles à la CCR. En 2001, elle rejoint Gen Ré en qualité de Chargée de comptes Traités Non-Vie. Parallèlement à ses activités, elle anime depuis 1986 des formations dans divers organismes de formation comme l'Ifpass ainsi qu'au sein de diverses entreprises. Elle vient de publier un ouvrage sur la Réassurance, et est, aujourd'hui, consultante en réassurance chez Strada Conseil.



David Dubois a débuté sa carrière en 1991 en réassurance vie où il a rempli successivement des postes de souscripteur, notamment sur les pays d'Europe du Nord, puis de responsable technique en charge de la cotation des programmes de réassurance traditionnelle et non traditionnelle. Il a également été Directeur Adjoint d'un département Réassurance de Personnes au sein d'une compagnie française de réassurance. Spécialiste des régimes de prévoyance et de retraite, il a été Manager Employee Benefits au sein d'un cabinet d'audit où il a notamment eu l'occasion de piloter la mise en place de solutions de pooling international. Il a ensuite intégré une entreprise internationale de réassurance en tant que Directeur des Assurances de Personnes. Aujourd'hui, il est Directeur du Développement au sein de RGA INTERNATIONAL REINSURANCE COMPANY LIMITED.

# Maîtriser les bases de la réassurance

Pour optimiser les relations avec son réassureur

L'assureur est quotidiennement confronté à des risques qui peuvent mettre son activité en péril et l'entraîner à la faillite. Pour garantir les risques auxquels il s'est engagé, l'assureur fait appel à des partenaires et principalement aux réassureurs. Cette cession de risque nécessite ainsi de comprendre les enjeux et les besoins des assureurs vis-à-vis de la réassurance et d'en maîtriser les techniques.

## OBJECTIFS

- Situer la réassurance dans l'environnement assurantiel.
- Maîtriser les mécanismes de base et le fonctionnement de la réassurance.
- Optimiser les relations avec son réassureur.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les aspects techniques des produits d'assurance.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Souscripteurs directs et souscripteurs réassurance
- Chargés d'études techniques
- Comptables réassurance et médiateurs

## ANIMATEUR

Laurent BATISSE  
Actuaire conseil

## PROGRAMME

Initiation

### Définir la réassurance

#### Distinguer la réassurance de l'assurance

- Connaître l'origine et la place de la réassurance dans le marché de l'assurance
- Découvrir le marché de la réassurance avec ses intermédiaires et ses cycles
- Cerner l'utilité de la réassurance et analyser les sinistres cédés aux réassureurs
- Mesurer l'importance du choix de son réassureur au travers des ratings

#### Identifier les différentes branches de réassurance

- La réassurance vie et non-vie
- La réassurance financière

#### Intégrer les fondements juridiques et techniques de la réassurance

#### Identifier la notion de plein

- Maîtriser la notion de plein de rétention
- Protéger sa souscription et son plein de souscription

**Test de connaissances** : validation des acquis au travers d'un QCM

### Maîtriser les techniques de réassurance

#### Identifier les trois modes de réassurance

- Analyser les caractéristiques de la réassurance obligatoire : les traités
- Étudier les principes de la réassurance facultative

### Différencier les deux types de réassurance

- La réassurance proportionnelle
- La réassurance non proportionnelle

#### Pratiquer la réassurance proportionnelle et mesurer ses avantages et inconvénients

- Le traité en participation ou quote-part
- Le traité en excédent de pleins ou surplus

#### Maîtriser les particularités de la réassurance non proportionnelle

- L'engagement du réassureur et le risque
- La prime de réassurance, mise en place et forme

**Étude de cas** : analyse des diverses techniques proportionnelles et non proportionnelles

et non proportionnelles

### Maîtriser le fonctionnement d'un plan de réassurance

- Construire un programme de réassurance
- Découvrir le plan de réassurance d'un assureur

**Étude de cas** : analyse du fonctionnement d'un programme de réassurance

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'analyser un contrat de réassurance et de conduire la relation avec votre réassureur.



Code 92286

## Paris

19-20	mai	2016
6-7	octobre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Les clauses de réassurance

Maîtriser les clauses des traités de réassurance

La mise en place d'un plan ou d'un programme de réassurance est nécessaire pour permettre à l'assureur d'honorer l'ensemble des engagements qu'il a pris vis-à-vis des assurés. Il est alors essentiel de savoir combiner les différentes formes de réassurance et de maîtriser les diverses clauses qui constituent les contrats signés avec les réassureurs.

## OBJECTIFS

- Identifier les différents types de clauses des contrats de réassurance.
- Maîtriser les termes techniques et la finalité des clauses contractuelles.
- Proposer des alternatives qui correspondent à ses besoins.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Maîtriser les bases de la réassurance " (code 92286 p. 430).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Gestionnaires de traités réassurance
- Comptables techniques
- Souscripteurs réassurance dommages chargés d'études techniques

## ANIMATEUR

Laurent BATISSE  
Actuaire conseil

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Analyser les clauses d'un contrat de réassurance

#### Définir la nature juridique et la structure du contrat

- Identifier les conditions générales et les conditions particulières
- Reconnaître les clauses communes à tous les types de contrats

#### Intégrer les problématiques de cohérence des clauses dans le cadre d'un programme de réassurance

- Cerner les spécificités liées au proportionnel et au non-proportionnel
- Découvrir les différents types de clauses
- Analyser les contrats qui constituent un même programme de réassurance

**Étude de cas** : étude de contrats de réassurance

### Délimiter la couverture de réassurance : les clauses de définition

- Apprécier les clauses de définition du risque
- Identifier les clauses de définition du sinistre
- Analyser les clauses d'exclusions
- Comprendre l'utilité des listes d'exclusions

**Test de connaissances** : validation des acquis au travers d'un QCM

### Étudier les principales clauses spécifiques des traités

#### Cerner les clauses communes aux différents traités de réassurance

- Les clauses régissant la gestion comptable et financière des contrats
- Les clauses régissant les problèmes de conflit, les erreurs et les omissions
- Le droit de regard
- Les clauses d'intermédiaires et les clauses d'apérition

#### Analyser les principales clauses des traités proportionnels

- Négocier une commission fixe ou variable

#### Analyser les principales clauses des traités non proportionnels

- Délimiter les clauses spécifiques aux XS à développement long
- Reconnaître et appliquer la clause de stabilisation
- Comprendre le besoin de clause de rente
- Identifier les clauses qui s'intéressent aux intérêts alloués aux victimes et à l'indexation des rentes
- Identifier le besoin de clauses spécifiques à certaines branches ou problématiques

**Étude de cas** : analyse des différentes clauses présentées

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser et d'analyser les clauses contractuelles de réassurance et de négocier au mieux toutes les modifications à apporter à celles-ci.



Code 92287

## Paris

21-22	juin	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Solvency 2

Maîtriser ses incidences sur la gestion des risques



La réglementation impose désormais aux assureurs de constituer des réserves afin de couvrir à tout moment, les engagements souscrits auprès des assurés. Pour être en conformité avec cette nouvelle exigence, il convient dès maintenant de passer à la phase opérationnelle de mise en œuvre de la réforme.

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux, les objectifs et les impacts de Solvency 2.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation pour une meilleure prise en compte des risques réels.
- Faire le lien avec les autres référentiels.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité des assurances ou avoir suivi " Approfondir la comptabilité des assurances " (code 92154 p. 422).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers, commissaires aux comptes et experts-comptables
- Risk managers, responsables gestion actif/passif
- Toute personne amenée à collaborer au projet Solvency 2

## ANIMATEUR

Jean-François DECROOCC  
Partner  
VACOR

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Autodiagnostic** : mesure de l'avancée du projet Solvency 2 dans sa propre structure

### Analyser l'architecture du futur système de solvabilité

#### Cerner les enjeux de Solvency 2

- Intégrer les objectifs des autorités
- Identifier les points clés de la proposition de directive

#### Étudier le contenu des trois piliers

- Exigences quantitatives : règles sur les fonds propres, provisions techniques et risques liés à l'actif

- Activités de contrôle et de supervision
- Exercice d'application** : détermination des provisions en prévoyance

#### Mesurer les incidences de l'OwN Risk Solvency Assessment (ORSA)

#### Analyser les apports des études d'impact

### Mesurer les adaptations nécessaires et déterminer les étapes de mise en œuvre

- Examiner les critères de gouvernance et distinguer le rôle des différents acteurs
- Comprendre la nouvelle approche des risques et son incidence sur l'organisation de l'entreprise
- Apprécier les exigences en matière de contrôle interne

- Identifier l'interaction contrôle interne, audit interne et gestion des risques
- Exercice d'application** : conduite d'un projet de contrôle interne pour Solvency 2

### Maîtriser la gestion des risques sous Solvency 2

- Distinguer les différents risques
- Déterminer les caractéristiques d'un système de gestion des risques efficace
- Intégrer la démarche de gestion des risques dans les processus de l'entreprise
- Distinguer formule standard / modèle interne

**Exercice d'application** : construction d'un modèle interne en assurance vie

### Déterminer les fonds propres éligibles

- Distinguer les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires
- Analyser la structure du Solvency Capital Requirements (SCR) et du Minimum Capital Requirement (MCR)

**Exercice d'application** : calibrage des fonds propres pour respecter le SCR

- Étudier l'approche groupe

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'intégrer les nouvelles obligations de solvabilité.



Code 92152

Paris		
2-3	juin	2016
11-12	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# MCEV, IFRS et Solvabilité 2

Intégrer les différentes approches bilantielles



À chacun des référentiels Market Consistent Embedded Value (MCEV), International Financial Reporting Standards (IFRS) et Solvabilité 2 est associé un bilan fournissant un éclairage sur la situation de l'assureur à la date d'inventaire. Si les nouvelles normes s'appuient largement sur un cadre conceptuel commun, leur mise en œuvre engendre parfois des écarts d'évaluation importants.

## OBJECTIFS

- Définir les objectifs et les composantes de la MCEV.
- Décrypter les normes IFRS et notamment IFRS 4.
- Analyser les principes fondamentaux de Solvabilité 2 et leurs incidences sur les comptes des assureurs.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Solvency 2 " (code 92152 p. 431).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers
- Risk managers, responsables gestion actif / passif
- Toute personne qui souhaite comprendre les mécanismes de la MCEV, des normes IFRS et de Solvabilité 2, et leur niveau d'adéquation

## ANIMATEUR

Mouhamadou El Habib DIOP  
Actuaire conseil  
YADIKONE CONSULTING

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

### Déterminer les principaux enjeux de la MCEV

Définir l'Embedded Value, intégrer ses objectifs  
Identifier l'approche Traditional Embedded Value : TEV

- Principes et lacunes de la TEV
- Distinguer les spécificités de l'European Embedded Value : EEV**

**Analyser la Market-Consistent Embedded Value : MCEV**

- Définitions : capital requis, excédent de capital, free surplus, Present Value of Future Profits (PVFP), valeur temps des options et garanties, coût frictionnel, risques " non couvrables "
  - La communication de la MCEV et ses limites
- Étude de cas** : analyse de la MCEV d'une société

### Examiner les caractéristiques des normes IFRS

- Connaître la genèse des normes IFRS
- Retenir les principales définitions
- Étudier les mécanismes comptables
- Décrypter les principes clés de la norme IFRS 4

### Maîtriser les principes clés de Solvabilité 2

- Revenir sur Solvabilité 1
  - Mesurer les enjeux de la réforme Solvabilité 2
  - Intégrer les étapes franchies au travers des QIS
  - Identifier les apports du QIS 4 au QIS 5
- Exercice d'application** : exemple de calcul de SCR

### MCEV vs IFRS vs S2 : comparer les principaux points

- Distinguer le schéma respectif de chacune de ces normes
- Analyser les points communs et les divergences
- Étudier la communication imposée par ces référentiels
- Définir le planning à venir
- Recenser les questions en suspens

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de distinguer les convergences et divergences des différents référentiels et de faire le lien entre eux.



Code 92257

Paris		
17	mars	2016
21	octobre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Conformité du contrôle interne en assurance

Principes, mise en œuvre et évaluation

## PROGRAMME

Perfectionnement

**Mécanisme organisationnel visant à protéger le patrimoine de l'entreprise en limitant les risques d'erreurs et de fraudes comptables : le contrôle interne est un outil de gouvernance d'entreprise. Aussi une fois mis en place, il convient de savoir évaluer son dispositif pour qu'il soit toujours conforme aux exigences de l'environnement réglementaire.**

### ● OBJECTIFS

- Identifier les spécificités du contrôle interne en assurance.
- Adopter les outils et techniques nécessaires à une mise en œuvre efficace.
- Évaluer l'efficacité de la cellule de contrôle interne.

### ● PRÉREQUIS

Connaître les métiers et les spécificités des opérations d'assurance.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs financiers
- Responsables juridiques
- Risk managers, inspecteurs et responsables de l'audit et du contrôle interne

### ● ANIMATEUR

Virginie DELACOUR  
Superviseur risk management  
GRANT THORNTON

### ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous aurez la visibilité sur l'ensemble des exigences liées au contrôle interne dans le secteur de l'assurance et son articulation avec les autres acteurs de la maîtrise des risques au sein de l'entreprise.

### Maîtriser le cadre général

- Contexte législatif : loi de Sécurité Financière, obligations propres à l'assurance, rapport sur le contrôle interne pour l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), situation dans les autres pays
- L'impact de la réforme Solvabilité 2 : un levier du contrôle interne
- Problématiques spécifiques aux activités d'assurance et dispositifs auxquels les professionnels sont soumis : CAC, ACPR

### Définir le contrôle interne

Présenter le référentiel Committee of Sponsoring Organizations (COSO)

#### Découvrir les techniques de contrôle interne

- Séparation des fonctions et piste d'audit
- Formalisation et supervision des délégations
- Contrôles ciblés d'opérations et restriction des accès
- Description des traitements informatiques et logiciels
- Protection physique, autocontrôle, documentation et reporting

#### Application aux processus d'une activité d'assurance

- Processus support : stratégie, contrôle de gestion, comptabilité, placements...
- Processus métiers : marketing, commercialisation, gestion des contrats et des sinistres, provisionnement...

**Étude de cas** : exemples de processus mis en place dans certaines entités

### Mettre en œuvre et évaluer le contrôle interne dans une société d'assurances

**Autodiagnostic** : mesure des risques de sa propre structure

#### Maîtriser les risques

- Cartographier les risques conformément au dispositif de gestion des risques de Solvabilité 2
- Gérer les risques
- Optimiser le contrôle interne

**Étude de cas** : exemple de restitution de travaux de cartographie et d'analyse des risques

#### Organiser le contrôle interne

- Piloter le contrôle interne à travers et sensibiliser au contrôle interne
- Créer un système d'autoévaluation du contrôle interne

#### Effectuer les restitutions

- Reporting des activités de contrôle interne
- Communication sur le contrôle interne : audités, gouvernance d'entreprise et comité de contrôle interne
- Utilisation des travaux pour le rapport sur le contrôle interne

#### Évaluer l'audit interne

- La direction de l'audit interne : normes et pratiques
- Les techniques d'évaluation spécifiques à l'assurance : zones de risques



Code 92083

#### Paris

23	mars	2016
13	octobre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1- Quel est le rôle du contrôle interne ?

Le rôle du contrôle interne d'une entreprise est de fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte d'objectifs en matière de réalisation et d'optimisation des opérations ; de fiabilité des informations financières et de conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

### 2- Quelles sont les particularités du contrôle interne pour les compagnies d'assurances et les mutuelles ?

Le pilier 2 de Solvency 2 incite les compagnies d'assurances et les mutuelles à mettre en place un contrôle interne efficace pour l'ensemble de leurs activités y compris les activités essentielles externalisées.

### 3- Qui peut le mettre en œuvre ?

Toute personne de l'entreprise, quel que soit son niveau hiérarchique, contribue à la bonne mise en œuvre du contrôle interne.



# Les mutuelles face à Solvabilité 2

Mesurer l'impact des règles prudentielles



La conformité aux nouvelles exigences définies par la directive Solvabilité 2, constitue un enjeu majeur pour les mutuelles. Gestion d'actifs, mesure de la qualité de gestion des risques et prise en compte de l'exigence croissante de transparence financière, sont les projets clés de cette directive.

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux, les objectifs et les impacts de Solvabilité 2.
- Analyser les nouvelles obligations de solvabilité.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation pour une meilleure prise en compte des risques réels.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de la comptabilité des mutuelles ou avoir suivi " Les fondamentaux de la comptabilité d'une mutuelle " (code 92193 p. 424).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables et financiers, commissaires aux comptes et experts-comptables
- Responsables gestion actif / passif
- Toute personne amenée à collaborer au projet Solvabilité 2 dans une mutuelle

## ANIMATEUR

Jean-François DECROOCQ  
Partner  
VACOR

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

**Autodiagnostic** : mesure de l'avancée du projet Solvabilité 2 dans sa propre structure

### Analyser l'architecture du futur système de solvabilité

#### S'approprier les enjeux de Solvabilité 2

- Intégrer les objectifs des autorités
- Identifier les points clés de la proposition de directive

#### Étudier le contenu des trois piliers

- Exigences quantitatives : règles sur les fonds propres, provisions techniques et risques liés à l'actif
- Activités de contrôle et de supervision
- Discipline de marché

**Exercice d'application** : l'approche quantitative des provisions techniques à constituer

#### Assimiler les apports des études d'impact

- Les enseignements des QIS 3 et QIS 4 et QIS 5

#### Connaître le calendrier

### Articuler la compatibilité de Solvabilité 2 avec les autres référentiels

### Mesurer les adaptations nécessaires et déterminer les étapes de mise en œuvre

- Examiner les critères de gouvernance et distinguer le rôle et les missions des dirigeants

- Intégrer la nouvelle approche des risques (ORSA)
- Apprécier les exigences en matière de contrôle interne
- **Exercice d'application** : conduite d'un projet de contrôle interne pour Solvabilité 2

### Maîtriser la gestion des risques sous Solvabilité 2

#### Distinguer les différents risques Déterminer les caractéristiques d'un système de gestion des risques efficace Déterminer les fonds propres éligibles

- Distinguer les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires
- Lister les critères de classification des éléments éligibles de capital
- **Exercice d'application** : calibrage des fonds propres pour respecter le SCR. Détermination du MCR.

#### Étudier l'approche groupe

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mesurer les impacts et les attentes de Solvabilité 2 dans une structure mutualiste.



Code 92195

#### Paris

20-21	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 595 € - repas inclus

# Le contrôle interne dans une mutuelle

Adopter les bonnes pratiques

Les mutuelles sont désormais tenues de disposer d'un dispositif de contrôle interne permanent et de transmettre tous les ans un rapport de contrôle interne à l'autorité de contrôle. Il est donc indispensable que les organismes mutualistes valident leur dispositif de contrôle interne pour éviter tout risque de sanction.

## OBJECTIFS

- Analyser la fonction du contrôle interne.
- Déterminer les procédures à mettre en œuvre et les moyens à mobiliser pour sécuriser le contrôle interne.
- Maîtriser les méthodes pour faire vivre le dispositif.

## PRÉREQUIS

Connaître la réglementation applicable aux mutuelles.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Dirigeants et administrateurs de mutuelles
- Responsables comptables, financiers et audit
- Toute personne intéressée par la mise en œuvre du contrôle interne dans un organisme mutualiste

## ANIMATEUR

Virginie DELACOUR  
Superviseur risk management  
GRANT THORNTON

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le cadre général

#### Distinguer le contexte législatif

- Loi de Sécurité Financière, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Solvabilité 2...

#### Définir le contrôle interne et découvrir ses implications pratiques

- Cerner les problématiques spécifiques aux activités des mutuelles
- Appréhender le référentiel Committee of Sponsoring Organizations (COSO)

### Mise en œuvre du contrôle interne : déterminer la méthodologie

#### Assimiler les conditions de réussite

- Déterminer les personnes concernées dans la mutuelle
- Étudier le périmètre de la responsabilité des dirigeants
- Positionner le dispositif de contrôle interne dans l'organisation
- Communiquer en interne sur les objectifs, les procédures mises en place et le suivi
- Identifier les moyens à mobiliser
- Formation à prévoir, outils informatiques...

**Étude de cas** : analyse des conditions à réunir pour sécuriser le dispositif de contrôle interne

### Rédiger le rapport de contrôle interne : les clés de la réussite

#### Réaliser un état des lieux des risques

- Les étapes à suivre pour identifier et évaluer les risques
- L'analyse de risques spécifiques : sous-traitance, réassurance, délégation de gestion à un autre organisme...

#### Piloter le dispositif de contrôle interne

- L'adaptation du dispositif à l'évolution de la cartographie des risques
- Le suivi des risques : mesures correctrices à mettre en œuvre

#### Distinguer le rapport de contrôle interne du rapport de solvabilité

**Exercice d'application** : mesure des risques d'un organisme mutualiste

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'apprécier le degré de déploiement du dispositif de contrôle interne d'une mutuelle.



Code 92194

#### Paris

1 <sup>er</sup>	avril	2016
4	novembre	2016

Tarif HT : 985 € - repas inclus



**Anne DELOM**  
Responsable du secteur  
Immobilier - Construction

L'immobilier et la construction constituent un secteur clé de notre économie. La construction à elle seule pèse ainsi par exemple pour 5 % du PIB, 25 % de l'investissement et plus de 5 % de la population active en France. De ce fait, face à la diversité des outils juridiques existants, chaque professionnel du marché de l'immobilier doit être capable de choisir le montage contractuel le plus adapté à ses

## ÉDITO

besoins afin de valoriser son patrimoine. Dans le même temps, les acteurs de la construction, qu'ils soient maîtres d'ouvrage, architectes ou promoteurs, doivent en permanence intégrer les nouvelles règles et s'entourer des garanties contractuelles et assurantielles qui leur permettent de mieux sécuriser leurs opérations.

Pour cela, EFE vous propose une offre de formation en immobilier et construction en phase avec les problématiques opérationnelles que les professionnels du secteur rencontrent dans leur quotidien.

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### " Le volume des transactions sur l'ancien va poursuivre sa croissance, même si un rythme moins soutenu est annoncé "



**Aldo SEVINO**  
Avocat spécialisé en droit public  
et droit immobilier, CABINET ASEA  
Auteur de 2 ouvrages " Montages d'opérations immobilières "  
et " Montages immobiliers publics " aux Éditions EFE.

#### Que peut attendre le secteur immobilier pour 2016 ?

Quelques décret d'application de la loi ALUR doivent encore être adoptés (encadrement et Garantie Universelle des Loyers), un projet de loi a été déposé afin de ratifier l'ordonnance n° 2014-1345 du 6 novembre 2014 relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, une proposition de loi visant à exonérer de droits de mutation les petites parcelles forestières a été déposée le 22 juillet 2015. Enfin, il conviendra de surveiller la parution du décret d'application de la loi Macron, dont certaines dispositions vont impacter le secteur de l'immobilier et de la construction.

#### Quels seront les défis à relever pour les acteurs publics et privés ?

Avec une légère remontée des taux d'emprunt, la baisse du prix des logements anciens va se ralentir, après quatre années de baisse consécutive. Après une forte baisse en 2011, le volume des transactions sur l'ancien va poursuivre sa croissance, même si un rythme moins soutenu est annoncé (cf. DGFIP et bases notariales). En ce qui concerne le neuf, un grand bon des mises en chantier est attendu, avec une croissance estimée à 11,6 % soit 360 000 unités, hausse qui devrait se poursuivre sur les années à venir.

#### Quelles sont vos recommandations dans cette perspective ?

Le rebond attendu des mises en chantier appelle les collectivités à prêter une attention particulière aux autorisations d'urbanisme et de manière générale aux projets de développement urbain de leur territoire. Il conviendra également de surveiller la mise en application des dispositifs d'encadrement des loyers dans les zones tendues, mais aussi de dépoussiérer les baux d'habitation car de nouvelles clauses vont apparaître (recours en réévaluation/diminution, nouveaux cas de réduction du délai de préavis...).

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ  
BANQUE  
ASSURANCE

# IMMOBILIER CONSTRUCTION

ENVIRONNEMENT - SÉCURITÉ - ÉNERGIE  
INTERNATIONAL

**106**  
FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Depuis la formation certifiante, ma fonction a pu évoluer en intégrant notamment le titre de Chargée d'opérations junior. La formation a parfaitement répondu à mes attentes, à la fois par le contenu dispensé mais aussi grâce aux intervenants totalement en phase avec l'activité et les besoins opérationnels des participants. La formation m'a permis de mettre en œuvre les bonnes pratiques aux différentes étapes d'une opération et la rigueur nécessaires à sa conduite*

**Alycia Le Saux**

Assistante de direction maîtrise d'ouvrage  
et chargée d'opérations junior  
HARMONIE HABITAT

Participante à la formation " Maître d'ouvrage " code 74251 p. 462



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Formations certifiantes et longues

### • PARCOURS MÉTIER

Directeur immobilier 440

### • CYCLES CERTIFIANTS

Responsable de montage d'opérations immobilières 452

Maître d'ouvrage 462

Aménageur 444

### • CYCLE LONG

Maîtriser l'essentiel du droit de l'urbanisme 183

## Projets immobiliers

### • URBANISME ET GESTION FONCIÈRE

Droit de l'urbanisme pour non-juristes 440

Réglementation générale de l'urbanisme 441

Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme 184

Contentieux de l'urbanisme 185

Évaluation environnementale et étude d'impact 442

Concertation et enquête publique 442

L'urbanisme commercial 185

Les fondamentaux de l'aménagement urbain 443

Choisir sa procédure d'aménagement 443

Aménageur - Cycle certifiant 444

Mener à bien une opération d'aménagement public 446

Lotissement 446

Le permis valant division 447

Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement 447

Panorama des autorisations de construire 448

Instruire ses permis de construire 448

Les fondamentaux de la maîtrise foncière 449

Techniques de prospection et de négociation foncières 449

Expropriation 450

Le droit de préemption comme outil de la maîtrise foncière 450

Les fondamentaux de la domanialité publique 451

### • MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Les fondamentaux du montage immobilier 451

Responsable de montage d'opérations immobilières Cycle certifiant 452

Montage d'opérations immobilières 454

Montages immobiliers publics 454

Monter une opération de logement social 455

Le logement social à financement public 455

L'évaluation d'un bien immobilier 456

Montage financier d'une opération immobilière 456

Vente en l'état futur d'achèvement 457

### • MONTAGES COMPLEXES

Les contrats et montages immobiliers 457

Le cadre juridique des marchés de partenariat 458

Le bail à construction 458

Approche juridique des marchés de partenariat 242

Les montages contractuels complexes 459

Marchés de partenariat et concessions à l'international 197

Les 7 clés de la maîtrise financière du marché de partenariat 459

Approche financière des marchés de partenariat 242

## Droit immobilier - Baux commerciaux

### • DROIT IMMOBILIER

Pratique du droit immobilier 177

Sécuriser les contrats de vente immobilière 178

Cession-acquisition d'actifs immobiliers 178

Copropriété 179

### • BAUX COMMERCIAUX

Négocier ses baux commerciaux - Niveau 1 179

Gérer au mieux ses baux commerciaux - Niveau 2 180

Renouvellement des baux commerciaux 181




Baux commerciaux des centres commerciaux 181

Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives 176



Baux commerciaux 2015/2016 - Conférence d'actualité 182

## Gestion financière et fiscale de l'immobilier

### • FINANCE

Financement des actifs immobiliers	 244
Asset management immobilier	 244
Réussir un investissement immobilier patrimonial	371
Créer et gérer une société civile immobilière	344
Évaluer les actifs immobiliers	245
Maîtriser les spécificités d'un OPCI	 245

### • FISCALITÉ

Fiscalité immobilière - Niveau 1	 328
Fiscalité immobilière - Niveau 2	 329
Fiscalité de la promotion immobilière	329
Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier	330
Évaluation immobilière et contrôle fiscal	371

### • TAXES LOCALES






CET et taxe foncière	336
Contribution économique territoriale - Niveau 2	 336
Taxe foncière - Niveau 2	 337

### • TVA

TVA des activités immobilières	 330
TVA immobilière dans le secteur public	333

## Opérations de travaux - Assurances




### • MARCHÉS DE TRAVAUX

Marchés privés de travaux	 460
Les marchés de conception-réalisation	460
Sous-traitance et marchés de travaux	461
Responsabilités du maître d'ouvrage	461
Maître d'ouvrage - Cycle certifiant	  462
Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage	464
Acquérir les bases du montage d'opération de travaux	 464
Suivi, réalisation et réception des travaux	 465
Le coût global d'une opération de construction	465
Gestion technique et opérationnelle d'un chantier	466
L'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage	466
Assurer la sécurité sur un chantier	467

### • TECHNIQUE ET GESTION DU BÂTIMENT






Approche des technologies du bâtiment	467
Prévenir les pathologies des bâtiments	468
Gérer la maintenance des bâtiments	468
Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées	469

### • ASSURANCE CONSTRUCTION



Analyser les mécanismes de l'assurance construction	 404
Assurance responsabilité civile décennale	403
Assurance dommages ouvrage	405
Gestion des sinistres construction	 405
Les responsabilités des constructeurs	 469

## Environnement - Énergie - Santé - Sécurité

### • BÂTIMENT ET ENVIRONNEMENT ÉNERGIE

HQE®, BREEAM, LEED	503
Démarche HQE® Exploitation	503
Réglementation thermique des bâtiments existants	504
RT 2012	505
BIM 1 jour pour tout comprendre	 505
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	 506
Audit énergétique des bâtiments	 506
Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat	507
Les énergies renouvelables dans les bâtiments	 508
Bâtiments basse consommation et énergie positive	 508
Thermique du bâtiment - Formation INSAVALOR	527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments	527
Formation INSAVALOR	

### • BÂTIMENT ET SANTÉ SÉCURITÉ

Maîtriser la qualité de l'air intérieur	 509
Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations	510
Maîtriser le risque légionelles	 511
Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments	510
Initiation à la sécurité incendie	511
Sécurité incendie dans les ERP	512
Désenfumage des bâtiments	512

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## Urbanisme Gestion foncière

## Montage d'opérations immobilières

## Droit immobilier Baux commerciaux

### INITIATION

Maitriser l'essentiel du droit de l'urbanisme <b>Cycle long</b> p. 184	Panorama des autorisations de construire p. 448
Droit de l'urbanisme pour non-juristes p. 440	Instruire ses permis de construire p. 448
Réglementation générale de l'urbanisme p. 441	Les fondamentaux de la maîtrise foncière p. 449
Les fondamentaux de l'aménagement urbain p. 443	Les fondamentaux de la domanialité publique p. 451

Les fondamentaux du montage immobilier p. 451
Le cadre juridique des marchés de partenariat p. 458
Le bail à construction <b>Nouveau</b> p. 458

Pratique du droit immobilier p. 177	Copropriété p. 179
Sécuriser les contrats de vente immobilière p. 178	Négocier ses baux commerciaux - <b>Niveau 1</b> p. 179

### PERFECTIONNEMENT

Réglementation et pratique du droit de l'urbanisme p. 184	Mener à bien une opération d'aménagement public p. 446
Contentieux de l'urbanisme p. 185	Lotissement p. 446
Concertation et enquête publique p. 442	Le permis valant division p. 447
L'urbanisme commercial p. 185	Techniques de prospection et de négociation foncières p. 449
Choisir sa procédure d'aménagement p. 443	Expropriation p. 450
Aménageur <b>Cycle certifiant</b> p. 444	Le droit de préemption comme outil de la maîtrise foncière p. 450

Responsable de montage d'opérations immobilières p. 452	Les contrats et montages immobiliers <b>Nouveau</b> p. 457
Montage d'opérations immobilières p. 454	Approche juridique des marchés de partenariat p. 242
Montages immobiliers publics p. 454	Les montages contractuels complexes p. 459
Monter une opération de logement social p. 455	Marchés de partenariat et concessions à l'international p. 197
Le logement social à financement public p. 455	Les 7 clés de la maîtrise financière du marché de partenariat p. 459
L'évaluation d'un bien immobilier p. 456	Approche financière des marchés de partenariat p. 242
Montage financier d'une opération immobilière p. 456	
Vente en l'état futur d'achèvement p. 457	

Gérer au mieux ses baux commerciaux - <b>Niveau 2</b> p. 180	Baux commerciaux des centres commerciaux p. 181
Renouvellement des baux commerciaux p. 181	

### EXPERTISE

Évaluation environnementale et étude d'impact p. 442	Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement p. 447
---	---

Cession-acquisition d'actifs immobiliers p. 178
Le sort des baux commerciaux dans les procédures collectives p. 176
Baux commerciaux 2015/2016 <b>Conférence d'actualité</b> p. 182

Gestion financière et fiscale de l'immobilier		Opérations de travaux Assurances		Environnement Energie Santé Sécurité	
Financement des actifs immobiliers p. 244	CET et taxe foncière - Niveau 1 p. 336	Marchés privés de travaux p. 460	Assurer la sécurité sur un chantier p. 467	HQE®, BREEAM, LEED p. 503	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 506
Fiscalité immobilière Niveau 1 p. 328		Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage p. 464	Approche des technologies du bâtiment p. 467	Réglementation thermique des bâtiments existants p. 504	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat p. 507
		Acquérir les bases du montage d'opération de travaux p. 464	Les responsabilités des constructeurs Nouveau p. 469	RT 2012 p. 505	Les énergies renouvelables dans les bâtiments p. 508
		Gestion technique et opérationnelle d'un chantier p. 466		BIM 1 jour pour tout comprendre Nouveau p. 505	Initiation à la sécurité incendie p. 511
Asset management immobilier p. 244	Contribution économique territoriale - Niveau 2 p. 336	Les marchés de conception-réalisation p. 460	Le coût global d'une opération de construction p. 465	Démarche HQE® Exploitation p. 503	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations p. 510
Réussir un investissement immobilier patrimonial p. 371	Taxe foncière Niveau 2 p. 337	Sous-traitance et marchés de travaux p. 461	Prévenir les pathologies des bâtiments p. 468	Audit énergétique des bâtiments Nouveau p. 518	Maîtriser le risque légionelles p. 511
Créer et gérer une société civile immobilière p. 344	TVA des activités immobilières p. 330	Responsabilités du maître d'ouvrage p. 461	Gérer la maintenance des bâtiments p. 468	Bâtiments basse consommation et énergie positive p. 508	Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments p. 510
Fiscalité immobilière Niveau 2 p. 329	TVA immobilière dans le secteur public p. 333	Maître d'ouvrage Cycle certifiant p. 462	Analyser les mécanismes de l'assurance construction p. 404	Thermique du bâtiment p. 527	Sécurité incendie dans les ERP p. 512
		Suivi, réalisation et réception des travaux p. 465	Assurance responsabilité civile décennale p. 403	Maîtriser la qualité de l'air intérieur p. 509	Désenfumage des bâtiments p. 512
Évaluer les actifs immobiliers p. 245	Maîtriser la fiscalité du crédit-bail immobilier p. 330	L'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage p. 466	Assurance dommages ouvrage p. 405	Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments p. 527	
Maîtriser les spécificités d'un OPCI p. 245	Évaluation immobilière et contrôle fiscal p. 371	Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées p. 469	Gestion des sinistres construction Nouveau p. 405		
Fiscalité de la promotion immobilière p. 329					



# Directeur immobilier

En adéquation avec la stratégie immobilière et patrimoniale de l'entreprise, le directeur immobilier est responsable de la bonne gestion de l'ensemble des locaux nécessaires à l'activité de l'entreprise, sous ses différents aspects : valorisation du patrimoine, constructions, gestion et exploitation, hygiène, sécurité... Sa mission regroupe donc des domaines de connaissances et de compétences très vastes : juridiques, financiers, fiscaux ou encore techniques.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Lancer des opérations immobilières
- 2 - Gérer les aspects juridiques et fiscaux
- 3 - Piloter les missions techniques d'entretien ou de construction

### OPTION CPFFP



#### DIRECTEUR IMMOBILIER

Soutenance devant un jury professionnel d'un mémoire à l'issue du parcours

Parcours validé par l'ISQ-OPQF (en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CPFFP : 900 €

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Lancer des opérations immobilières (2 jours)

Montage d'opérations immobilières (2 jours)  
p. 454

### Bloc 2 - Gérer les aspects juridiques et fiscaux (13 jours)

Pratique du droit immobilier (2 jours) - p. 177  
Sécuriser les contrats de vente immobilière (2 jours) - p. 178  
Cession-acquisition d'actifs immobiliers (2 jours) - p. 178  
Gérer au mieux ses baux commerciaux Niveau 2 (2 jours) - p. 180  
Fiscalité immobilière - Niveau 1 (2 jours) p. 328  
TVA des activités immobilières (2 jours) p. 330  
Fiscalité de la promotion immobilière (1 jour) p. 329

### Bloc 3 - Piloter les missions techniques d'entretien ou de construction (14 jours)

Approche des technologies du bâtiment (2 jours) - p. 467  
Suivi, réalisation et réception des travaux (3 jours) - p. 465  
Gérer la maintenance des bâtiments (2 jours) - p. 468  
Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées (2 jours) - p. 469  
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments (3 jours) - p. 506  
Maîtriser la qualité de l'air intérieur (2 jours) p. 509

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous pourrez valider vos compétences métier et obtenir un Certificat professionnel de Directeur immobilier reconnu par la FFP.



Code 8673319

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix

## Droit de l'urbanisme pour non-juristes

Cerner les règles, documents et procédures applicables



Le droit de l'urbanisme est une matière complexe et dense. Pour le pratiquer en toute confiance, les opérateurs de l'aménagement urbain doivent intégrer la réglementation, ses incidences sur les opérations et les outils qui en découlent.

### OBJECTIFS

- Connaître les bases essentielles des règles d'urbanisme.
- Appréhender au mieux les instruments clés quotidiennement utilisés dans ses services : PLU, ZAC, expropriation, préemption et permis de construire.
- Maîtriser les enjeux de l'aménagement urbain.

### PRÉREQUIS

Être confronté au droit de l'urbanisme dans sa pratique.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes ou techniciens récemment nommés au sein d'un service urbanisme et aménagement
- Toute personne impliquée dans un projet urbain désirant acquérir rapidement les bases juridiques des règles d'urbanisme

### ANIMATEUR

Nicolas IACOBELLI  
Responsable Urbanisme et aménagement  
VILLE DE PARAY-VIELLE-POSTE

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Appréhender le contexte de l'urbanisme

- Mesurer la portée des principes généraux du droit, des dispositions particulières des lois Montagne et Littoral, ainsi que des DTADD
- Faire le point sur les textes applicables en droit de l'urbanisme
- La loi ALUR et les dernières réformes de l'urbanisme

#### Définir et identifier les documents locaux d'urbanisme

- Maîtriser le SCoT : pièce maîtresse de la planification stratégique
- Cerner le PLU : clé de voûte des projets urbains durables
- Intégrer la carte communale
- Exercice d'application : traduction d'un projet urbain en un règlement d'urbanisme
- Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

#### Mesurer les enjeux de l'aménagement

- Identifier les procédures d'aménagement et choisir la plus adaptée
- Maîtriser la procédure et les modalités de réalisation de la ZAC
- Définir les participations et taxes d'urbanisme applicables à l'opération

### Assimiler les outils de la maîtrise foncière

- Cerner la procédure d'expropriation
- Utiliser le droit de préemption
- Exercice d'application : mise en œuvre du droit de préemption étape par étape

### Appréhender le régime du permis de construire et des autorisations d'urbanisme

- Identifier le nouveau champ d'application des différentes autorisations de construire
- Intégrer les délais, procédures et instructions applicables
- Etude de cas : le champ d'application des autorisations de construire

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les enjeux de l'aménagement, les règles applicables en urbanisme et les outils de la maîtrise foncière.



Code 72176

Paris			
27-28	janvier	2016	7-8 décembre 2016
11-12	mai	2016	25-26 janvier 2017
Lyon			
5-6	juillet	2016	11-12 mai 2016
10-11	octobre	2016	10-11 octobre 2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus



# Règlementation générale de l'urbanisme

Maîtriser les outils et les procédures d'aménagement



Le droit de l'urbanisme est en évolution constante obligeant les praticiens à une nécessaire adaptation : procédures d'évolution des documents d'urbanisme, contentieux, densification... en témoigne la loi ALUR et ses décrets qui révolutionnent l'urbanisme opérationnel et de planification. Il est nécessaire de saisir la traduction de ces évolutions dans les documents d'urbanisme.

## OBJECTIFS

- Identifier le contenu et l'articulation des documents d'urbanisme
- Définir le montage opérationnel le plus adapté, en mesurer l'impact et évaluer le planning.
- Maîtriser le régime des autorisations d'urbanisme, leur instruction et leur suivi.

## PRÉREQUIS

Être confronté au droit de l'urbanisme dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de mission des services urbanisme, aménagement et techniques
- Aménageurs publics et privés
- Toute personne impliquée dans la gestion de l'urbanisme local, soucieuse d'avoir une vision globale de la législation applicable

## ANIMATEUR

Aline SIMARD  
Avocat au Barreau de Paris

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de planifier, monter et mener à bien vos projets en choisissant les documents d'urbanisme et outils opérationnels les plus adaptés.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Déterminer la valeur, la portée des documents d'urbanisme et saisir leur articulation

##### Appliquer le régime du SCoT : le régime de référence

- Du SDAU au SCoT, l'apport de la loi Grenelle II et de la loi ALUR
- L'intérêt d'élaborer un SCoT
- L'articulation du SCoT avec les autres documents
- Les modalités d'élaboration et de révision

##### Maîtriser le contenu et les procédures des PLU et du PLU intercommunal

- Le dossier de PLU : les documents constitutifs
- L'élaboration et l'évolution du PLU : le rôle de l'intercommunalité
- La place du PLU dans la hiérarchie des normes
- Le nouvelles modalités de révision et de modification des PLU

##### Étudier les effets de la carte communale : objet et contenu

- L'intérêt, le contenu et la procédure d'élaboration de la carte communale
- La place de la carte communale dans la hiérarchie des normes

**Test de connaissances** : contrôle des connaissances acquises sous forme de QCM

#### Identifier le régime des autorisations d'urbanisme et réagir en cas de contentieux

- Le certificat d'urbanisme
- Les différentes autorisations d'urbanisme : le permis de construire, la déclaration préalable, le permis de démolir, le permis d'aménager, le permis de construire valant division
- Les nouvelles notions de "surface plancher" et "d'emprise au sol"
- Les délais d'instruction
- Le contrôle de conformité
- Le cas des constructions irrégulières
- Le cas des recours abusifs

**Exercice d'application** : rédaction d'un courrier à la suite d'un recours gracieux et savoir motiver un refus de permis et un sursis à statuer

#### Identifier les opérations d'aménagement urbain et l'outil fiscal adapté

##### Identifier les montages pour une opération d'aménagement

- La détermination des enjeux fonciers, financiers, de concertation, d'équipements et d'aménagement

##### Maîtriser le régime de la ZAC, opération d'initiative publique

- Critères constitutifs, élaboration et délimitation du périmètre : un régime assoupli

##### Le lotissement, opération d'aménagement d'initiative privée

- Définir, élaborer et gérer une opération de lotissement

##### Décrypter les nouvelles règles en matière de fiscalité de l'urbanisme

- La taxe d'aménagement (TA) et le versement de sous densité (VSD)
- Les outils financiers : PUP, PVR, la redevance pour archéologie préventive et participation pour assainissement collectif

**Test de connaissances** : contrôle des connaissances acquises sous forme de QCM

### Quiz aval



Code 72239

#### Paris

24-25 mai et 22-23 juin	2016
4 au 7 octobre	2016
6-7 déc. 2016 et 10-11 janv.	2017

#### Lyon

24-25 mai et 22-23 juin	2016
4 au 7 octobre	2016

Tarif HT : 2 080 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### Urbanisme : Paris se réinvente à tous les étages. Les Echos, 9 juillet 2015

Lancé l'automne dernier, le concours "Réinventer Paris" invite architectes, promoteurs, urbanistes et investisseurs à imaginer de nouvelles formes d'habitat, une nouvelle manière de se véhiculer ou de travailler dans la capitale. 650 équipes ont été retenues pour participer à la compétition ; 372 sont allées au bout. Deux tendances : la première, "solidaire", imagine des lieux destinés aux plus modestes. La seconde, plus "bobo", joue sur Paris-Ville Lumière avec des lieux festifs et attractifs.

# Évaluation environnementale et étude d'impact

Maîtriser les enjeux et analyser les procédures étape par étape

Expertise

**Pour un aménageur ou un concepteur de projets urbains, intégrer les enjeux environnementaux est fondamental. L'élaboration de l'évaluation environnementale constitue une étape clé de la conception de tous les projets, aussi bien au stade de leur planification, que de leur réalisation.**

## OBJECTIFS

- Mesurer les enjeux de l'intégration des préoccupations environnementales dans le droit de l'urbanisme.
- Intégrer les enjeux de l'évaluation environnementale et de l'étude d'impact.
- Identifier la méthodologie de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

## PRÉREQUIS

Maîtriser l'essentiel du régime des documents d'urbanisme ou avoir suivi " Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) " (code 72067 sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)) ou " Le Plan Local d'Urbanisme " (code 72068 sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme et de l'aménagement
- Ingénieurs et chargés d'opérations
- Toute personne susceptible de travailler sur un projet urbain

## ANIMATEUR

Frédérique FERRAND  
Avocat Associé  
SELARL HORUS AVOCATS

## PROGRAMME

### Mesurer les enjeux de l'étude d'impact et cerner son champ d'application

- La concertation avant le dépôt de l'étude d'impact
- Les travaux obligatoirement soumis à étude d'impact
- Les travaux dispensés d'étude d'impact
- Déterminer les précautions particulières à prendre
- Le régime de l'évaluation des incidences Natura 2000

### Maîtriser le contenu

- Les formalités de publicité de l'étude d'impact
- La soumission pour avis à l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement
- Les formalités de publicité de l'étude d'impact

### Identifier l'évaluation environnementale des plans et des programmes

- Appréhender le champ d'application de l'évaluation environnementale
- La liste limitative des plans et programmes soumis à évaluation environnementale
- La spécificité des programmes inscrits dans les sites Natura 2000

### Définir la forme et le contenu

- Analyser le contenu du rapport environnemental
- Mesurer les spécificités du dossier d'évaluation pour les programmes inscrits dans les sites Natura 2000

### Maîtriser la procédure

- Les consultations requises
- La participation et l'information du public

### Maîtriser l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

- Mesurer les enjeux de la démarche
- La soumission systématique des documents d'urbanisme supra-communaux (SCoT)
- La soumission sous condition des PLU
- La dispense de certaines procédures

### Méthodologie de l'évaluation environnementale

- La forme et le contenu de l'évaluation
- Les rubriques communes aux rapports de présentation
- Les éléments spécifiques à certains documents d'urbanisme

### Connaître la procédure

- Les consultations requises
- Le suivi des documents d'urbanisme
- Étude de cas : rédaction d'une évaluation environnementale

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de définir les différentes étapes de l'évaluation environnementale et de l'étude d'impact.

1 jour

7 heures

Code 72197

Paris		
7	avril	2016
21	juin	2016
13	octobre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Concertation et enquêtes publiques

Conduire et organiser ses procédures

Perfectionnement

**La plupart des projets ou décisions administratives doivent aujourd'hui être précédés d'une concertation et/ou d'une enquête publique. Ces procédures, devenues obligatoires dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement et d'équipement ont connu des évolutions auxquelles il faut s'adapter.**

## OBJECTIFS

- Cerner le champ d'application des enquêtes publiques.
- Maîtriser les procédures applicables.
- Identifier les différents interlocuteurs et leur rôle respectif.

## PRÉREQUIS

Avoir une connaissance de la réglementation générale de l'urbanisme opérationnel et réglementaire ou avoir suivi " Réglementation générale de l'urbanisme " (code 72239 p. 441).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme, de l'aménagement et des opérations foncières
- Ingénieurs et chargés de projets urbains
- Toute personne impliquée dans la mise en œuvre d'une procédure de concertation et/ou d'enquête publique

## ANIMATEURS

Lorea LASALDE, Directrice d'études, AIRE PUBLIQUE  
Frédérique FERRAND, Avocat Associé  
SELARL HORUS AVOCATS

## PROGRAMME

### Réaliser la concertation en amont du projet

Définir le champ d'application de la concertation étendu aux procédures d'élaboration et de révision des SCoT et PLU

- Le calendrier de la concertation et les personnes associées
- Le bilan de la concertation

### Mettre en œuvre la concertation

- L'organisation de la procédure et les outils
- Exercice d'application : élaboration d'une stratégie de concertation et rédaction d'une délibération en fixant les modalités

### Conduire la concertation

- Les informations à communiquer sur le projet
- L'animation des réunions publiques
- La consultation de la population
- Exercice d'application : préparation d'une réunion de concertation

### Définir quand et comment recourir aux différentes catégories d'enquêtes publiques

Programmer la concertation avant l'enquête publique

### Déterminer le cadre juridique et le champ d'application des enquêtes publiques

### Maîtriser le déroulement de la procédure

- La constitution du dossier : les règles à respecter et les pièges à éviter
- Le renforcement du rôle du commissaire enquêteur
- L'ouverture et le déroulement de l'enquête : les garanties relatives à l'information, à la participation du public et à la modification du projet au cours de l'enquête

### Gérer les suites de l'enquête

Analyser le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Mesurer les conséquences d'un avis défavorable du commissaire enquêteur

Étude de cas : examen de rapport de commissaire enquêteur

Identifier les marges de manœuvre du maître de l'ouvrage à l'issue de l'enquête

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mener à bien vos concertations et enquêtes publiques en amont de votre projet.

2 jours

14 heures

Code 72031

Paris		
22-23	mars	2016
27-28	juin	2016
16-17	novembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Les fondamentaux de l'aménagement urbain

Identifier les outils de l'aménagement et optimiser le montage de son opération



**Le bon fonctionnement des villes et la réussite d'un projet d'aménagement reposent sur la capacité de la collectivité à planifier son développement et à mobiliser les acteurs locaux. Il est important de mettre en œuvre les procédures les plus adaptées, afin de créer des espaces de vie harmonieux qui, dans une perspective de développement durable, répondent aux besoins de la population.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser la terminologie relative aux opérations d'aménagement.
- Définir le rôle des différents acteurs et leurs missions.
- Identifier les difficultés qui peuvent survenir dans le montage d'une opération d'aménagement.

## PRÉREQUIS

Avoir un minimum de connaissances en droit de l'urbanisme ou avoir suivi " Droit de l'urbanisme pour non-juristes " (code 72176 p. 440).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés d'opérations récemment nommés au sein d'un service urbanisme et/ou aménagement
- Secrétaires, assistant(e)s des responsables d'opérations et aménageurs publics ou privés
- Toute personne impliquée dans la mise en place et la réalisation d'une opération d'aménagement

## ANIMATEUR

Sandrine MASQUELET  
Directrice de l'urbanisme, de l'habitat et du développement durable  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MOULINS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner les évolutions urbaines et les besoins d'aménagement

- Définir les grandes étapes de l'histoire urbaine
- Identifier les conséquences sur les besoins actuels d'intervention
- Différencier l'urbanisation et le renouvellement urbain
- **Étude de cas** : analyse d'un PLU

#### Cerner le cadre juridique de l'opération d'aménagement

- Identifier les opérations concernées
- Choisir l'opération d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme
- Définir les rôles et les missions des aménageurs

#### Analyser les principales démarches et les procédures d'aménagement

- Identifier le champ d'application du lotissement
- Recourir aux permis de construire et permis valant division
- Promouvoir la restauration immobilière

- Résorber l'habitat insalubre
- Monter une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU)

#### Zoom sur la ZAC : identifier les étapes clés

- Définir les objectifs
- **Étude de cas** : analyse commentée du montage d'un dossier de ZAC
- Procéder à la concertation de la population
- Réaliser les études préalables
- Choisir le mode de réalisation de l'opération
- **Le Projet Urbain Partenarial (PUP)**
- Cerner le champ d'application du PUP depuis la loi ALUR
- **Mise en situation** : analyse d'une opération type, choix de la procédure et démarche d'aménagement à mettre en œuvre

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de participer au montage d'une opération d'aménagement.

2 jours  
14 heures

Code 72153

Paris		
16-17	mars	2016
7-8	juin	2016
21-22	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Choisir sa procédure d'aménagement

Identifier les outils opérationnels et choisir le plus adapté à son projet



**Les divers acteurs de l'aménagement opérationnel sont confrontés au choix de la procédure la mieux adaptée aux objectifs de leur projet. Dès lors, l'une ou l'autre des procédures offertes par le Code de l'urbanisme n'entraîne pas les mêmes conséquences et un mauvais choix peut s'avérer lourd de conséquences pour l'opérateur. Il doit donc être particulièrement vigilant sur les règles applicables et modifiées depuis la loi ALUR du 24/03/2014.**

## OBJECTIFS

- Identifier les procédures d'aménagement existantes.
- Déterminer les avantages et les inconvénients de chacune des procédures.
- Choisir la procédure d'aménagement la plus adaptée à son projet.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de l'aménagement urbain ou avoir suivi " Les fondamentaux de l'aménagement urbain " (code 72153 p. 443).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés d'opérations urbanisme et aménagement
- Aménageurs publics ou privés et promoteurs immobiliers
- Toute personne impliquée dans la mise en place et la réalisation d'une opération d'aménagement

## ANIMATEUR

Karine DESTARAC  
Avocat à la Cour  
CABINET DESTARAC

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Identifier les principaux instruments opérationnels

- Le PUP, la ZAC, le lotissement et les divisions foncières

#### Articuler les procédures d'aménagement avec les documents d'urbanisme

- Maîtriser le nouveau cadre juridique des règles d'urbanisme
- Définir le rôle du SCoT
- Distinguer organisation et aménagement dans le PLU
- Identifier les rapports entre le PLU et la ZAC
- Établir les liens entre le lotissement et les documents d'urbanisme

#### Mesurer les critères de choix entre la procédure de ZAC et de lotissement

- Définir les critères de choix de la ZAC
- Définir les critères de choix du PUP
- Définir les critères de choix du lotissement

#### Cerner la procédure de permis de construire valant division parcellaire

- Analyser les avantages et les inconvénients

#### Recenser les opérations pouvant être réalisées sans procédure d'aménagement

- La révision des documents d'urbanisme
- Les régimes de participation

#### Définir les combinaisons possibles entre les différentes procédures

- L'articulation des procédures entre elles
- La planification des procédures
- **Partage d'expériences** : échanges entre les participants sur leurs choix de procédures d'aménagement

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'arbitrer entre les procédures d'aménagement et de choisir la plus adaptée à votre projet.

2 jours  
14 heures

Code 72110

Paris			Lyon		
2-3	février	2016	25-26	mai	2016
25-26	mai	2016	10-11	octobre	2016
6-7	juillet	2016			
10-11	octobre	2016			
6-7	décembre	2016			

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# AMÉNAGEUR

Les procédures d'aménagement sont nombreuses et particulièrement complexes. Le choix pour réussir son projet est parfois cornélien. Pour cela, il est indispensable de connaître les différents outils existants, leurs impacts financiers et fiscaux afin de faire le meilleur choix et de réussir chaque étape de son projet.

## ● OBJECTIFS

- Identifier le champ d'application des différentes procédures d'aménagement
- Déterminer leur financement
- Mettre en place la meilleure stratégie pour réussir le montage, la réalisation et le financement de ses projets d'aménagement

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des règles applicables à l'urbanisme et à l'aménagement.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'aménagement
- Lotisseurs et aménageurs
- Toute personne amenée à intervenir dans le cadre d'une procédure d'aménagement

## ● ANIMATEURS

Nicolas GATEAU-LEBLANC  
Directeur  
TERRIDEV  
Claire BERTHET  
Consultante  
CITADIA CONSEIL

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce cycle, vous serez en mesure d'exercer le métier d'aménageur dans une structure publique ou privée et de maîtriser les outils et les procédures disponibles pour mener à bien des opérations d'aménagement.

## MODULE 1 - 2 jours

Déterminer le montage d'opération d'aménagement public et privé

### ● OBJECTIFS

- Cerner les spécificités des opérations d'aménagement.
- Maîtriser les différentes étapes d'une opération d'aménagement.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 🎯 Quiz amont

#### Définir les opérations d'aménagement public et privé

- La définition de la notion d'opération d'aménagement
- Le rôle intégrateur du SCoT
- L'organisation de l'aménagement dans le PLU et le PLU intercommunal
- Les rapports entre les documents d'urbanisme et l'opération d'aménagement

#### Préparer son opération

- Le rôle et les missions de chaque acteur
- Les opérations d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme
- La compatibilité de l'opération avec les documents et l'adaptation des documents
- Les réserves foncières

#### Mener à bien son opération

- La faisabilité de l'opération
- La concertation préalable et le débat public
- Les études préalables, pré opérationnelles et opérationnelles
- Le choix du mode de réalisation : la régie, le mandat ou la concession d'aménagement

#### Cerner les différentes phases d'une opération d'aménagement

- Les montages spécifiques aux opérations d'aménagement public
- Les montages pour les opérations publiques et privées mobilisant les outils

**Exercice d'application** : validation de la bonne réalisation des étapes essentielles d'une opération

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Identifier les modalités de mise en œuvre des procédures d'aménagement

### ● OBJECTIFS

- Identifier les différentes procédures d'aménagement.
- Faire le choix adapté à son projet.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Recourir à la ZAC

- La ZAC, procédure d'initiative publique
- Les modalités de création et de réalisation de la ZAC : la définition du programme, les participations à la charge de l'aménageur, le bilan prévisionnel et le phasage des opérations
- La concertation et le bilan de concertation
- Les modalités de désignation de l'aménageur et les risques contentieux liés
- La ZAC et les autorisations d'urbanisme
- L'évolution de la ZAC en cours d'opération : la modification du dossier de création et de réalisation
- La fin de la ZAC

#### Faire un lotissement

- Le lotissement, procédure d'initiative publique ou privée
- Les projets soumis à lotissement et sa distinction avec les autres procédures
- Les étapes clés du montage : la délimitation du terrain, la division du terrain, le dossier de demande d'autorisation,
- Les équipements communs
- Les documents du lotissement
- Les contributions d'urbanisme à la charge du lotisseur

#### Procéder au permis valant division

- Le régime : la délivrance de l'autorisation
  - Les projets concernés : les opérations de construction et d'aménagement
  - L'exécution du permis valant division
- Exercice d'application** : choix de la bonne procédure en fonction du porteur de projet et de la nature de l'opération

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 3 - 2 jours

Passer par un mode contractuel

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser la procédure de passation d'une concession d'aménagement.
- Intégrer les spécificités et les bonnes pratiques de recours au PUP.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Assurer la passation d'une concession d'aménagement

- La passation : les modalités de publicité et de mise en concurrence
- L'objet du contrat et les missions du concessionnaire
- L'exécution et les modifications de la concession
- Le traité de concession
- Les règles financières entre la personne publique et le concessionnaire
- La question des subventions

**Étude de cas** : analyse commentée d'un traité de concession

#### Recourir au PUP

- Le nouveau PUP depuis la loi ALUR du 24/03/2014
- Les partenaires à la convention et le respect des engagements contractuels
- Le contenu de la convention et sa durée
- Le partage des financements

**Étude de cas** : analyse commentée d'un modèle de convention de PUP

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## CYCLE CERTIFIANT - Perfectionnement

**12** jours **85** heures

Code 72250

### Paris - Promotion 1

30-31 mars, 11-13 mai, 8-9 juin, 29 juin\*,  
7-8 juillet et 21-23 septembre 2016

### Paris - Promotion 2

4-5 octobre, 8-10 novembre,  
8-9 décembre 2016, 10 janvier\*,  
17-18 janvier et 7-9 mars 2017

Tarif HT : **6 120 €** - repas inclus  
Tarif TTC pour les particuliers : **4 895 €**  
repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### AMÉNAGEUR

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : **900 €**

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 4 - 2 jours

Cerner les modalités de mise en œuvre  
de l'opération d'aménagement

### ● OBJECTIFS

- Déterminer les modalités d'acquisition et de gestion foncière.
- Assurer la commercialisation de son opération.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

##### Assurer la maîtrise foncière du terrain

- L'acquisition amiable
  - Le recours à la préemption ou à l'expropriation
  - La valeur vénale du terrain
  - Les risques contentieux
- Exercice d'application** : établissement du schéma des procédures d'expropriation et de préemption

##### Maîtriser la qualité du projet et coordonner les chantiers

- Les cahiers des charges de cession de terrain
  - Les cahiers de limite de prestations techniques
  - Les cahiers des charges de chantier de bâtiments
- ##### Commercialiser son opération
- Les différents modes possibles et leur encadrement juridique en fonction du montage choisi
  - Les contrats
  - Les consultations promoteurs
  - Les outils de maîtrise du projet

**Exercice d'application** : organisation une consultation de promoteurs

#### 👤 Exercice d'intersession

## MODULE 5 - 3 jours

Utiliser les outils de pilotage de l'opération  
d'aménagement

### ● OBJECTIFS

- Déterminer les financements adaptés à son opération.
- Élaborer le bilan financier de son opération.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

##### Définir les régimes des contributions exigibles pour le financement des équipements publics

- Les personnes concernées
- Les cas particuliers selon la procédure d'aménagement choisie
- Le champ d'application des taxes et participations

##### Identifier les taxes imposables aux constructeurs et aux aménageurs

- La taxe d'aménagement et son évolution
- Les autres taxes d'urbanisme : le versement pour sous-densité, la redevance pour l'archéologie préventive...
- La TVA immobilière

##### Élaborer le bilan financier de son opération

- La programmation des recettes
- La définition des dépenses
- La faisabilité du programme
- Le plan de trésorerie
- La place et l'investissement de la collectivité publique
- La répartition des risques entre les secteurs public et privé

**Exercice d'application** : élaboration d'un bilan de faisabilité d'une opération

#### 👉 Quiz aval

# Mener à bien une opération d'aménagement public

De la maîtrise foncière à la délivrance des autorisations



**Le cadre de la conception et de la passation des opérations d'aménagement public a fortement évolué et révèle de nouveaux enjeux pour l'aménagement urbain. Dès lors, maîtriser les règles applicables au territoire de projet et identifier les avantages et les inconvénients de chacun des outils opérationnels s'avèrent essentiels pour réaliser une opération.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les outils adaptés pour la réalisation des opérations d'aménagement.
- Maîtriser les connexions entre les différentes procédures et les règles encadrant les opérations d'aménagement public.
- Identifier les acteurs des opérations d'aménagement et leurs rôles.

## ● PRÉREQUIS

Avoir de bonnes connaissances en aménagement urbain ou avoir suivi " Les fondamentaux de l'aménagement urbain " (code 72153 p. 443).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme opérationnel
- Aménageurs publics et privés
- Toute personne impliquée dans la conduite de projets d'aménagement et soucieuse de bien maîtriser l'environnement juridique de ces projets

## ● ANIMATEUR

Éric BINETEAU  
Avocat Associé  
SELARL HORUS AVOCATS

## PROGRAMME

### 🔗 Quiz amont

**Définir les opérations d'aménagement**  
Intégrer la réglementation applicable  
Distinguer les opérations d'aménagement avec ou sans procédure d'urbanisme

**Préparer l'opération d'aménagement**  
Permettre la réalisation de l'opération dans les documents d'urbanisme et avec des mesures de sauvegarde

- L'inscription des opérations dans les documents d'urbanisme
- La mise en place d'emplacements réservés
- Le sursis à statuer et le droit de préemption

**Créer des réserves foncières par voie d'expropriation ou de préemption**

**Mettre en œuvre l'opération d'aménagement**

- Organiser la concertation préalable et le débat public
  - Déterminer qui réalise les études préalables et selon quelles modalités
  - Choisir le mode de réalisation
  - Mettre en place les procédures et les contrats
  - Adapter le document d'urbanisme
- Mettre en place la procédure d'urbanisme**
- La zone d'aménagement concerté
  - Le permis d'aménager et le lotissement
  - Le permis de construire groupé

### Réaliser l'opération d'aménagement

- Les acquisitions foncières
- La réalisation des travaux
- La commercialisation de l'opération d'aménagement
- Les cessions immobilières des collectivités territoriales et des EPL
- Le principe d'égalité des usagers de l'opération d'aménagement

**Identifier le régime de TVA applicable**

- Le régime marchand de biens
- Les particularités des opérations réalisées en concession d'aménagement

**Exercice d'application :** prendre en compte les compétences des acteurs, les règles d'urbanisme applicables et les contraintes particulières, afin de déterminer les modalités de réalisation et les étapes de mise en œuvre adaptées pour la réalisation du projet d'aménagement proposé.

## 🔗 Quiz aval

**COMPÉTENCES MÉTIER**  
À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de déterminer l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour mener à bien votre opération.

2 jours  
14 heures

Code 72029

Paris			
10-11	mars	2016	
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016	
7-8	novembre	2016	

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Lotissement

Cerner tous les enjeux, de la technique au montage opérationnel



**Le lotissement constitue une opération d'aménagement à part entière. Il est important, pour l'ensemble des acteurs de l'acte de lotir, de percevoir l'imbrication des différentes phases de l'aménagement et du montage opérationnel. La loi ALUR a réformé le lotissement en le simplifiant et en apportant de nouvelles règles liées aux documents du lotissement des divisions foncières.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le nouveau régime des divisions foncières.
- Déterminer les avantages de la procédure de lotissement.
- Optimiser le montage financier, fiscal et la commercialisation d'une opération de lotissement.

## ● PRÉREQUIS

Connaître les différentes procédures pour monter une opération d'aménagement ou avoir suivi " Les fondamentaux de l'aménagement urbain " (code 72153 p. 443) ou " Choisir sa procédure d'aménagement " (code 72110 p. 443).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme et de l'aménagement ou d'un service foncier
- Aménageurs publics et privés et promoteurs immobiliers
- Toute personne associée à des opérations de lotissement

## ● ANIMATEUR

Guillaume DE LA LUBIE  
Chargé d'opérations  
LOTICIS

## PROGRAMME

### 🔗 Quiz amont

**Le régime des divisions foncières**

- L'évolution du champ d'application de la procédure de lotissement
- Les documents du lotissement et leur évolution
- La caducité des documents du lotissement

**Adopter de manière stratégique la technique du lotissement**

**Délimiter les cas où le lotissement doit être privilégié**

- Distinguer clairement le lotissement des autres outils d'aménagement
- ZAC, permis de construire valant division et copropriété horizontale

**Identifier les étapes clés du montage opérationnel**

**Analyser le contexte juridique et technique du terrain**

- Garantir la maîtrise du foncier
- Choisir le montage financier le plus adapté

**Déterminer la composition du dossier de demande d'autorisation**

- Les pièces obligatoires/facultatives
  - Le contenu du règlement
  - La rédaction des statuts de l'ASL ou la convention de rétrocession des ouvrages
- Utiliser toutes les ressources du Code de l'urbanisme**

- La commercialisation et la délivrance des permis de construire

- Les garanties d'achèvement

**Réaliser des équipements communs : échelonnement et gestion provisoire**  
**Faire face aux imprévus : la modification du lotissement**

**Intégrer l'archéologie préventive dans le montage de l'opération**

**Délimiter le régime financier des équipements**

**Définir les contributions d'urbanisme exigibles du lotisseur**

- PVR, redevance pour archéologie préventive, participation pour assainissement collectif, PUP
- Identifier les équipements propres à la charge du lotisseur

- La consistance et les limites
- Le cas des réseaux d'eau et d'électricité

**Maîtriser la fiscalité des mutations de terrain**

- Choisir le régime adapté : TVA de droit commun, TVA sur marge ou droits de mutation

**Exercice d'application :** montage d'une opération de lotissement de A à Z

- **Quiz aval**
- **COMPÉTENCES MÉTIER**  
À l'issue de cette formation, vous serez capable de conduire les différentes phases du montage d'une opération de lotissement.

1 jour  
7 heures

Code 72033

Paris			
19	mai	2016	
13	octobre	2016	

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Le permis valant division

Mesurer les avantages de cet outil pour vos projets d'aménagement

La réalisation d'opérations d'aménagement et immobilières passe aujourd'hui par des montages juridiques complexes. Cela implique une pluralité de maîtres d'ouvrage sur une même unité foncière ou la réalisation d'une opération unique sur une pluralité de propriétés foncières. Le permis valant division permet de simplifier certaines procédures d'aménagement.

## OBJECTIFS

- Identifier les aménagements pouvant être effectués avec le permis valant division.
- S'approprier la procédure du permis valant division.
- Intégrer les évolutions de la réforme des autorisations d'urbanisme sur le permis valant division.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de l'aménagement urbain ou avoir suivi " Les fondamentaux de l'aménagement urbain " (code 72153 p. 443) ou " Choisir sa procédure d'aménagement " (code 72110 p. 443).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs et responsables de l'urbanisme, de l'aménagement et de services fonciers
- EPL, entreprises de construction, aménageurs publics et privés
- Avocats, notaires et conseils

## ANIMATEUR

Éric BINETEAU  
Avocat Associé  
SELARL HORUS AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir le régime du permis de construire valant division

#### Identifier les projets pouvant être réalisés avec le permis groupé

- Les opérations de construction avec un constructeur unique ou plusieurs constructeurs
- Les opérations d'aménagement publiques ou privées
- Les actions d'aménagement d'initiative publique

#### Maîtriser son champ d'application

- Les divisions en jouissance et en propriété
  - La construction de plusieurs bâtiments
  - La division avant l'achèvement des travaux
- #### Instruire la demande
- La composition du dossier
  - Le délai d'instruction et la majoration du délai
  - La prolongation du délai majoré
  - Les consultations pendant l'instruction
  - La conformité du projet par rapport aux règles d'urbanisme
  - Le permis express

### Exécuter le permis valant division et réaliser le projet

- La durée de validité de l'autorisation
- Le transfert du permis
- La modification du projet
- La commercialisation des lots
- La réalisation des travaux et leur conformité

#### Financer les équipements publics

- La taxe d'aménagement et la taxe d'aménagement groupée
- Le PUP

#### Appréhender le contentieux du permis de construire groupé

- Le contentieux administratif
- Le contentieux civil
- Le contentieux pénal

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous maîtriserez le régime du permis valant division et pourrez identifier les aménagements pouvant être effectués avec cette procédure.

2 jours  
14 heures

Code 72240

Paris				Lyon		
23-24	mars	2016	9-10	juin	2016	
9-10	juin	2016	7-8	novembre	2016	
23-24	juin	2016				
7-8	novembre	2016				
15-16	novembre	2016				

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Élaborer le bilan financier d'une opération d'aménagement

Maîtriser les outils pour optimiser la gestion financière de son projet

Les chargés d'opérations sont responsables de la gestion financière des opérations d'aménagement qui leur sont confiées. Dans cette perspective, ils doivent impérativement être en mesure d'apprécier et d'expliquer l'évolution du bilan de ces opérations.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le contenu d'un bilan d'aménagement et intégrer les mécanismes financiers qui déterminent son évolution.
- Examiner le bilan comme la traduction chiffrée des enjeux du projet et des stratégies opérationnelles
- Consolider la pratique de l'élaboration d'un bilan et d'un plan de trésorerie à partir d'exemples concrets.

## PRÉREQUIS

Connaître l'environnement financier des opérations d'aménagement ou avoir suivi " Mener à bien une opération d'aménagement public " (code 72029 p. 446).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'opérations
- Aménageurs publics ou privés
- Toute personne impliquée dans le montage d'une opération d'aménagement

## ANIMATEUR

Florence SIÉ  
Directrice régionale  
SÉMAPHORES

## PROGRAMME

Expertise

### Situer la place de l'aménagement dans la chaîne de production immobilière

#### Maîtriser l'économie de la chaîne immobilière

- Les différents acteurs
- L'économie de leur activité
- Le lien entre économie de la promotion et économie de l'aménagement
- Les caractéristiques de l'aménagement public
- Les moyens de puissance publique qui permettent d'intervenir sur des périmètres larges et des enjeux complexes
- Une programmation construite autour d'enjeu de politique publique
- Une mise en œuvre à long terme qui induit des risques financiers

### Élaborer le bilan d'opération d'aménagement comme grille de lecture de la stratégie opérationnelle

#### Programmer les recettes

- La définition du programme
- L'approche des valeurs de charges foncières : le compte à rebours promoteur
- Le financement par les collectivités des coûts d'opération : périmètre et enjeux

#### Définir les dépenses

- La maîtrise foncière

- Les travaux d'espaces publics
  - Les équipements publics de superstructure
  - Les charges de gestion des opérations
  - La conduite de la maîtrise d'ouvrage et la rémunération de l'opérateur
- Exercice d'application** : exposé des données d'un cas simplifié et élaboration, par groupe, d'un bilan de faisabilité représentant des objectifs de politique publique différents

#### Établir le financement des opérations d'aménagement

- Le plan de trésorerie
- Le profil du besoin de financement des opérations
- La mobilisation des collectivités en garantie ou en avance dans un contexte de risque

#### Mesurer le résultat financier des opérations d'aménagement

- La nature du risque
- La répartition du risque public/privé
- La prise en charge du coût de l'aménagement durable

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de justifier un bilan d'opération.

1 jour  
7 heures

Code 72206

Paris		
19	mai	2016
4	octobre	2016
1 <sup>er</sup>	décembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Panorama des autorisations de construire

Décrypter tous les régimes et les procédures des différents permis



Les autorisations d'urbanisme sont des formalités préalables à la réalisation de travaux de construction, d'aménagement et aux changements de destination. Il est indispensable de comprendre les subtilités et le champ d'application de chaque autorisation pour dialoguer plus efficacement avec les responsables de services instructeurs, les promoteurs, les constructeurs, les architectes et les avocats.

## OBJECTIFS

- Cerner le régime des autorisations de construire.
- Maîtriser les points nécessaires à l'instruction de ces autorisations.
- Appréhender le risque contentieux.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique aux autorisations d'urbanisme.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables urbanisme, aménagement, juridiques et contentieux publics ou privés
- Avocats, juristes, notaires et conseils des collectivités territoriales, EPCI, DDE
- Toute personne chargée de l'application du droit des sols

## ANIMATEUR

Frédéric RENAUDIN  
Avocat à la Cour  
CLAIRANCE AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Appliquer les procédures déclaratives

- Maîtriser le régime de la déclaration préalable
- Analyser les certificats d'urbanisme **Test de connaissances** : les procédures déclaratives

#### Maîtriser le régime du permis de construire

- Identifier les cas dans lesquels y recourir
- Le permis de construire valant division
- Le permis de construire modificatif
- Le transfert de permis de construire

#### Maîtriser le régime du permis d'aménager

- Cerner le champ d'application de cette autorisation
- Le lotissement
- L'aménagement de terrain pour l'hébergement touristique
- Analyser le permis valant division et son intérêt en pratique
- Le régime des contributions et taxes **Étude de cas** : analyse commentée d'un dossier de permis d'aménager

#### Analyser le régime du permis de démolir

- Identifier le champ d'application
- La simplification du régime **Étude de cas** : analyse commentée d'un dossier de permis de démolir

#### Cerner le risque contentieux

##### Le contentieux du certificat d'urbanisme

- Le contentieux de la déclaration préalable et du permis d'aménager **Exercice d'application** : rédaction d'une requête et de la réponse à y apporter

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'instruire une demande d'autorisation de construire.

2 jours 14 heures

Code 72082

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
28-29	septembre	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Instruire ses permis de construire

De la réception de la demande à la maîtrise du contentieux

Construire une maison, un lotissement ou un immeuble passe toujours par le dépôt d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager. Le porteur d'un projet, le service instructeur et le conseiller juridique, doivent maîtriser la composition du dossier de demande, l'instruction du dossier et les risques juridiques et contentieux.

## OBJECTIFS

- Identifier les étapes de la demande d'autorisation de permis de construire.
- Maîtriser les points nécessaires à l'instruction des permis de construire afin de sécuriser leur délivrance.
- Appréhender les risques de contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur les autorisations de construire ou avoir suivi " Panorama des autorisations de construire " (code 72082 p. 448).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Promoteurs et constructeurs
- Services juridiques et contentieux publics ou privés
- Toute personne chargée de l'application du droit des sols dans les collectivités territoriales, EPCI et DDE

## ANIMATEUR

Frédéric RENAUDIN  
Avocat à la Cour  
CLAIRANCE AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

#### Intégrer le régime du permis de construire

- Maîtriser la réglementation
- Articuler le permis de construire avec les documents d'urbanisme

#### Décrypter le champ d'application du permis de construire

- Identifier les travaux soumis à permis, ceux soumis à une simple déclaration préalable, et ceux qui ne nécessitent aucune formalité au titre de l'urbanisme
- Analyser la portée du certificat d'urbanisme **Test de connaissances** : questionnaire sur le nouveau régime du permis de construire

#### Maîtriser les nouvelles règles d'instruction

##### Intégrer les règles de fond et de forme de la demande

##### Cerner la simplification de l'instruction de la demande

- La recevabilité, le caractère complet ou incomplet de la demande
- La notification du délai d'instruction
- Les consultations obligatoires et facultatives **Étude de cas** : réception et instruction d'une demande de permis de construire

##### Identifier le nouveau régime de la conformité des travaux

#### Assurer la mise en œuvre du permis de construire et des prorogations éventuelles

##### Gérer les transferts de permis et les permis modificatifs

- Les conditions d'acceptation du transfert par l'administration et leurs conséquences
- Les transferts partiel et total
- La déclaration attestant de l'achèvement des travaux et de la conformité
- Le contrôle de la conformité des travaux

#### Intégrer les nouvelles règles contentieuses et mesurer les risques

- Le contentieux administratif et juridictionnel
- Les contentieux pénal et civil **Exercice d'application** : identification des moyens de défense en réponse à un recours administratif ou contentieux

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'anticiper les difficultés pouvant survenir lors de l'instruction d'une demande de permis de construire.

2 jours 14 heures

Code 72081

Paris		
15-16	juin	2016
5-6	décembre	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



# Les fondamentaux de la maîtrise foncière

Maîtriser les techniques et les outils de l'aménagement foncier



La maîtrise foncière conditionne l'équilibre des opérations d'aménagement et de construction. Il est indispensable de définir la méthode pour maîtriser le foncier et distinguer les différents outils : acquisition amiable, droit de préemption ou procédure d'expropriation.

## OBJECTIFS

- Cerner les spécificités du droit de la propriété immobilière.
- Maîtriser les différentes procédures juridiques d'acquisition foncière.
- Être en mesure d'appréhender les difficultés pouvant survenir lors d'une opération.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans des opérations d'aménagement et de construction.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de projets fonciers
- Promoteurs, constructeurs, lotisseurs, aménageurs publics et privés
- Toute personne impliquée dans le montage d'opérations

## ANIMATEUR

Éric BINETEAU  
Avocat Associé  
SELARL HORUS AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Analyser l'évolution des politiques foncières

- Intégrer les exigences du droit communautaire dans les politiques foncières locales
- Appréhender et maîtriser les conséquences juridiques des dernières lois favorisant l'action publique foncière

#### Cerner les outils de la maîtrise foncière

##### Préparer les acquisitions amiables

- Les avant-contrats
- L'acte de vente
- Les clauses contractuelles négociables

##### Instaurer le droit de préemption

- Le champ d'application
- Les titulaires
- La procédure

##### Programmer la procédure d'expropriation

- La phase administrative
- La phase judiciaire
- Les garanties profitant aux expropriés

#### Mettre en œuvre une politique foncière efficace

##### Identifier les initiateurs du projet

- Les opérateurs publics
- Les opérateurs privés
- **Délimiter le périmètre foncier**
- Les contraintes urbanistiques
- Les contraintes environnementales
- Les contraintes techniques
- Les contraintes financières
- **Choisir l'outil de maîtrise foncière adapté à son projet**

- Les projets concernés

- L'opportunité : les droits de préemption
  - La nécessité : la procédure d'expropriation
- Exercice d'application** : application des connaissances acquises sur un cas concret de maîtrise foncière

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de choisir et d'utiliser au mieux les outils de la maîtrise foncière, lors d'une opération.

2 jours

14 heures

Code 72083

Paris			Lyon		
6-7	avril	2016	13-14	juin	2016
13-14	juin	2016	1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016			

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Techniques de prospection et de négociation foncières

Intégrer chaque étape, de la recherche à la maîtrise du terrain



La maîtrise foncière est l'avantage concurrentiel majeur du promoteur et du lotisseur. Questionner ses pratiques de recherche et de négociation, les comparer avec d'autres approches, expérimenter de nouvelles méthodes seront des facteurs d'amélioration de ses résultats.

## OBJECTIFS

- Cerner les caractéristiques et les spécificités du marché foncier.
- Organiser une recherche foncière active et améliorer ses techniques de négociation avec des propriétaires privés.
- Maîtriser la sécurisation juridique des acquisitions.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la maîtrise foncière ou avoir suivi " Les fondamentaux de la maîtrise foncière " (code 72083 p. 449).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs d'un service foncier
- Prospecteurs fonciers, promoteurs et lotisseurs
- Toute personne impliquée dans le montage d'opérations et la gestion foncière

## ANIMATEUR

Alain JOUHANNEAU  
Consultant-formateur

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Déterminer les caractéristiques et les spécificités du marché foncier

- Un marché concurrentiel
- Un marché de " prototype "
- Un marché opaque

#### Déterminer les enjeux et les outils de la maîtrise foncière : le cas des ZAC publiques

- Analyser les avantages et les inconvénients
- Optimiser le suivi et les réponses au concours
- Cultiver le relationnel
- Asseoir sa notoriété

#### Appliquer les méthodes de recherche de terrains privés

- Le rattassage des terrains constructibles
- Le relationnel
- La communication
- L'état de veille
- L'utilisation d'une base de données actives
- La mise en constructibilité
- La gestion des relances

#### Développer la communication

- Comprendre le monde de l'autre
- Les différents types de personnalité
- Apprendre à communiquer autrement

#### Améliorer ses techniques de négociation avec des propriétaires privés

- Maîtriser les cinq phases de la négociation
- **Partage d'expériences** : présentation et analyse de différentes situations réelles de négociations sur la base de l'expérience du formateur et des participants, identifications des bonnes pratiques

#### Sécuriser ses accords sur le plan juridique

- Identifier les types de contrats
- S'approprier les différentes garanties apportées au vendeur
- Définir les clauses suspensives
- Connaître les modalités du prix et du paiement

#### Maîtriser la fiscalité de la vente des terrains à bâtir

- La TVA applicable
- La taxe communale sur les terrains rendus constructibles
- La taxe nationale sur les terrains nus rendus constructibles
- Les plus values immobilières des particuliers

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre une recherche active du foncier et de négocier de manière optimale.

2 jours

14 heures

Code 72209

Paris		
23-24	mai	2016
5-6	octobre	2016
5-6	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Expropriation

Assurer la maîtrise foncière d'une opération



Les opérations d'aménagement nécessitent régulièrement le recours à la procédure d'expropriation. Cette procédure, souvent mal maîtrisée, est source de difficultés de nature à compromettre le succès final des opérations : limites de la notion d'utilité publique, recherche du ou des propriétaires, fixation du prix...

## OBJECTIFS

- Connaître les modalités de la procédure.
- Sécuriser l'opération d'un point de vue juridique.
- Gérer au mieux le contentieux administratif et judiciaire.

## PRÉREQUIS

Connaître les fondamentaux de la maîtrise foncière ou avoir suivi " Les fondamentaux de la maîtrise foncière " (code 72083 p. 449).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme, de l'aménagement, foncier
- Aménageurs publics et privés et CAUE
- Toute personne impliquée dans une procédure d'expropriation et souhaitant en maîtriser les différentes étapes

## ANIMATEURS

Clément MORTINI  
Avocat  
& François DAUCHY  
Avocat au Barreau de Paris  
CABINET DS AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### La phase administrative de l'expropriation L'expropriation pour cause d'utilité publique

- Identifier les acteurs de l'expropriation
- Déterminer les biens expropriables
- Bien distinguer l'objet de la déclaration d'utilité publique et l'objet de la déclaration de projet
- Mesurer l'utilité publique d'une opération
- Constituer le dossier d'enquête
- Les étapes du déroulement de l'enquête publique et les pièges à éviter
- La clôture de l'enquête publique et ses conséquences
- Le rapport du commissaire enquêteur
- Étude de cas : analyse de rapports de commissaires enquêteurs

#### Établir une Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

- La compétence pour prendre une DUP
- La nature et les caractéristiques de l'arrêté de DUP et ses effets

#### Identifier la procédure de cessibilité

- Le dossier à constituer et le déroulement de l'enquête parcellaire
- L'arrêté préfectoral de cessibilité

#### Gérer et anticiper les risques contentieux

- Les conditions de recevabilité des requêtes en matière de DUP
- Les caractéristiques et les conséquences des annulations de DUP et d'arrêté de cessibilité
- **Partage d'expériences** : échanges entre les participants et l'animateur sur la phase administrative de l'expropriation

#### La phase judiciaire de l'expropriation Le transfert de propriété

- Mesurer le rôle du juge de l'expropriation
- Maîtriser les incidences des recours sur l'ordonnance
- Définir le niveau de garantie du droit de rétrocession des propriétaires
- **Gérer au mieux le contentieux de l'indemnisation préalable**
- Maîtriser la procédure de droit commun en première instance et en appel
- **Connaître les cas de difficultés du paiement ou de la consignation, de la prise de possession et de l'expulsion**
- **Partage d'expériences** : échanges entre les participants et l'animateur sur la phase judiciaire de l'expropriation

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de sécuriser votre procédure d'expropriation.

2 jours  
14 heures

Code 72032

Paris				
26-27	janvier	2016	14-15	décembre 2016
6-7	avril	2016	24-25	janvier 2017
5-6	juillet	2016	<b>Lyon</b>	
13-14	octobre	2016	5-6	juillet 2016
			14-15	décembre 2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Le droit de préemption comme outil de maîtrise foncière

Maîtriser les différentes procédures applicables



Les décisions de préemption obéissent à un processus très complexe, tant en ce qui concerne la procédure proprement dite, que la motivation. Face à l'augmentation des annulations contentieuses, la loi ALUR modifie substantiellement les compétences, le champ d'application et les modalités d'exercice de ce droit.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les techniques de préemption.
- Éviter les écueils liés à la déclaration d'intention d'aliéner.
- Anticiper les risques d'une préemption illégale et prévoir les évolutions du contentieux.

## PRÉREQUIS

Connaître les bases de la maîtrise foncière ou avoir suivi la formation " Les fondamentaux de la maîtrise foncière " (code 72083 p. 449).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme, de l'aménagement ou d'opérations foncières
- Établissements publics fonciers et aménageurs publics et privés
- Toute personne impliquée dans une procédure de préemption

## ANIMATEUR

Olivier SAVIGNAT  
Avocat à la Cour  
OS-AVOCAT

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Respecter la procédure de préemption d'un bien

- Déterminer les champs d'application de la procédure
- Délimiter le périmètre de préemption
- Mesurer le degré de liberté accordé pour transférer le droit de préempter
- Mettre en œuvre le droit de préemption avec précaution
- Cerner les conditions d'utilisation des biens préemptés
- Maîtriser le contenu et les difficultés inhérentes à la bonne gestion de la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)
- Appliquer le mécanisme du délaissement

#### Prévenir et gérer les risques contentieux

- Prévenir les risques liés au déroulement de la procédure de préemption
- Gérer les recours liés à votre procédure
- Mesurer les conséquences d'une préemption illégale
- Analyser les conditions de l'action en dommages et intérêts devant le juge judiciaire

#### Respecter la procédure de fixation de l'indemnité

- Les conditions de saisine du juge : délai, forme, consignation...
- Le déroulement de la procédure devant le juge de l'expropriation
- Les méthodes d'évaluation du bien
- Le paiement du prix et le transfert de propriété

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre une procédure de préemption

2 jours  
14 heures

Code 72034

Paris			
26-27	mai	2016	
27-28	septembre	2016	
21-22	novembre	2016	

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Les fondamentaux de la domanialité publique

Intervenir efficacement sur les domaines public et privé

À jour de l'ordonnance du 23 juillet 2015



**Le CG3P définit les domaines public et privé et les règles en matière de circulation des biens et d'utilisation collective et privative du domaine. Le gestionnaire du domaine ou toute personne souhaitant intervenir sur les biens publics doit donc maîtriser les fondamentaux textuels et jurisprudentiels pour gérer et intervenir efficacement sur ses domaines public et privé.**

## OBJECTIFS

- Identifier les domaines publics et privé et les précisions apportées par les textes
- Cerner les règles fondamentales de circulation des biens publics et de la police.
- Maîtriser la réglementation de l'occupation et de la protection du domaine public.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans la gestion de domaines public et/ou privé.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne dont la fonction exige une connaissance des règles applicables à la domanialité publique
- Toute personne souhaitant conforter une première expérience dans la gestion et la valorisation des domaines public et privé

## ANIMATEURS

Nicolas POLUBOCSKO  
Avocat au Barreau de Paris  
& Evangélie KARAMITROU-MAGUERES  
Avocat Associé  
CABINET LANDOT & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Identifier les règles du CG3P

- Délimiter le champ d'application du domaine public
- Distinguer la propriété de la domanialité
- Définir le domaine privé

**Exercice d'application** : identification du régime domanial des immeubles de bureaux et des différents biens publics

- Définir le domaine public mobilier

#### Cerner le régime de la circulation des biens

- Appliquer les règles depuis l'entrée en vigueur du CG3P
- Maîtriser les règles du classement, du déclassement et de l'échange
- Respecter les règles de cession et la cession-bail
- Maîtriser les procédures de circulation et distinguer les différents outils (convention de gestion/transfert de gestion/superposition d'affectation)
- **Étude de cas** : analyse d'une convention de superposition de gestion, d'une convention de gestion, d'une convention de mise à disposition et d'une convention de transfert de gestion
- Cerner la police du domaine public

### Gérer efficacement l'occupation du domaine public

- Maîtriser la définition et le régime des AOT-COT (refus d'autorisation et motivation, retrait/résiliation, indemnisation...)

**Étude de cas** : analyse des clauses sensibles des AOT-COT

- Verser des redevances
- Passer une AOT-COT
- Gérer les droits réels

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement appliquer les principes fondamentaux de gestion et d'intervention sur les domaines public et privé.

2 jours / 14 heures

Code 73149

Paris			Lyon		
3-4	février	2016	11-12	mai	2016
11-12	mai	2016	29-30	novembre	2016
26-27	septembre	2016			
29-30	novembre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	février	2017			

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Les fondamentaux du montage immobilier

Identifier chaque étape pour mener à bien son projet



**Tout projet immobilier implique la connaissance de l'environnement d'une opération immobilière : les intervenants, les étapes principales, les contraintes juridiques... Il convient également de maîtriser les principales étapes du montage d'opération avant de commencer un projet.**

## OBJECTIFS

- Cerner les étapes du montage d'opération immobilière.
- Identifier l'ensemble des contraintes juridiques.
- Maîtriser la réglementation applicable aux acquisitions foncières.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans le montage d'opérations immobilières.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Assistant(e)s et employés d'une société de promotion immobilière, de construction ou d'un cabinet d'architecture
- Promoteurs et architectes
- Toute personne impliquée dans le montage d'un dossier d'opération immobilière

## ANIMATEUR

Renaud-Jean CHAUSSADE  
Avocat  
DELSOL AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Appréhender l'ensemble des points clés d'une opération immobilière

##### Définir l'opération

##### Identifier les principaux intervenants

- Le promoteur
- Le vendeur
- Le banquier
- Le maître d'œuvre
- L'assureur
- L'entrepreneur
- Le client

##### Maîtriser les grandes étapes

- L'étude de faisabilité
- La maîtrise foncière
- Le financement
- La réalisation
- La commercialisation

#### Prendre en compte les contraintes juridiques

##### Les contraintes urbanistiques

- Les règles d'urbanisme
- Le certificat d'urbanisme
- Les autorisations de construire
- Le contentieux des autorisations
- Les taxes d'urbanisme

##### Les autres contraintes

- La réglementation de l'environnement
- Les diagnostics
- L'archéologie préventive

**Étude de cas** : gestion du calendrier de l'opération en fonction des contraintes juridiques

#### Déterminer les règles d'acquisition foncière et de construction

##### Les règles d'acquisition foncière et de construction

- Les avant-contrats
- Les conditions suspensives
- La conclusion de l'acte

##### La réglementation des marchés de travaux

- Le choix des entreprises
- Le suivi du chantier
- La réception des ouvrages

#### Cerner les principaux contrats immobiliers

- La vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)
- La vente à terme
- La construction de maison individuelle
- Le secteur libre

**Exercice d'application** : suivi des travaux et réponses aux exigences des clients

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de participer au montage d'une opération immobilière.

2 jours / 14 heures

Code 73145

Paris			Lyon		
10-11	mai	2016	23-24	juin	2016
16-17	novembre	2016	6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE DE MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Le montage, la réalisation et la gestion d'opérations immobilières obéissent à des contraintes de plus en plus complexes dans un contexte de foisonnement des textes et d'imbrication des règles publiques et privées. Le montage d'une opération immobilière requiert plusieurs étapes incontournables faisant appel à des notions très différentes mais indispensables à la bonne réussite du projet : financières, fiscales, techniques, juridiques, environnementales... Cette nécessaire polyvalence vous oblige à posséder l'ensemble des connaissances et des compétences pour assurer la cohérence du montage de l'opération, de sa faisabilité à sa réalisation.

## ● OBJECTIFS

- Définir les règles applicables au montage d'opérations.
- Maîtriser les enjeux techniques, juridiques et financiers.
- Cerner les risques liés au montage d'opérations et en garantir la sécurité.

## ● PRÉREQUIS

- Connaître les bases du montage d'opérations immobilières.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la maîtrise d'ouvrage publique ou privée
- Promoteurs et responsables d'opérations immobilières et de programmes immobiliers

- Chefs de projet chargés du montage et/ou du suivi d'opérations immobilières
- Toute personne amenée à travailler sur le montage d'opérations immobilières

## ● ANIMATEURS

Cécile PANASSAC, Avocat associé, BTP AVOCATS  
Aldo SEVINO, Avocat Associé, Cabinet ASEA  
Alain JOUHANNEAU, Formateur-Consultant

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

A l'issue de ce cycle, vous aurez toutes les clés et les outils pour réussir votre prise de fonction de responsable des programmes immobiliers.

## MODULE 1 - 3 jours

Cerner les fondamentaux du droit de l'urbanisme

### ● OBJECTIF

- Mesurer l'impact des règles d'urbanisme sur les opérations immobilières.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### Cerner le cadre juridique

- Les documents d'urbanisme : hiérarchie et compatibilité

#### Déterminer les procédures d'aménagement possibles

- La ZAC, le lotissement et les divisions foncières, le PUP, la concession d'aménagement
- **Partage d'expériences** : échanges sur les difficultés rencontrées dans la détermination de la procédure d'aménagement adaptée et identification des bonnes approches à retenir

#### Analyser les règles fiscales en matière d'urbanisme et d'aménagement

- La TA et le VSD
- Les participations pour le financement des équipements, le PUP et la ZAC
- Les redevances

#### Obtenir le permis de construire

- Les liens entre la demande de permis de construire et les documents d'urbanisme
- Le dépôt de la demande et les pièces constitutives
- Les points de vigilance à apprécier lors de la demande
- Les règles en cas de modification ou de transfert du permis

#### Connaître les contentieux liés aux règles d'urbanisme et aux permis

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Déterminer les étapes préalables au montage immobilier

### ● OBJECTIFS

- Gérer la maîtrise foncière.
- Cerner les étapes préalables au montage d'opérations.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Réussir la maîtrise foncière de son terrain

#### Délimiter le périmètre de son assiette foncière

- Les contraintes urbanistiques, environnementales, techniques et financières
- La constructibilité du terrain
- La viabilité du projet immobilier face aux contraintes liées à la nature du bien

#### Choisir l'outil de maîtrise foncière adapté à son projet

- L'opportunité : le droit de préemption
- La nécessité : la procédure d'expropriation
- **Étude de cas** : analyse commentée de cas de maîtrise foncière dans le cadre de projets immobiliers

#### Mesurer les étapes préalables au montage immobilier

#### Identifier les différents acteurs à l'acte de construire et les autres partenaires

#### Réussir les études préalables au montage d'opérations

- L'étude approfondie du terrain du projet et sa constructibilité
- Les équipements existants et ceux à construire
- Les surfaces de plancher et les surfaces habitables
- Les risques liés à l'emprise du terrain
- Le coût de construction des ouvrages immobiliers
- Les intervenants au montage

#### L'étude de faisabilité du projet immobilier

- La méthodologie à adopter
- Les objectifs du projet
- La faisabilité financière et fiscale du projet : le bilan prévisionnel et le calendrier de trésorerie
- Le phasage du projet

**Exercice d'application** : détermination graphique de la constructibilité d'un terrain sur la base d'un exemple réel

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 3 - 3 jours

Réussir le montage juridique de l'opération

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les contrats associés au montage.
- Identifier et gérer les litiges.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Mesurer les enjeux du montage financier de l'opération immobilière

#### Calculer le coût de l'opération

- Les différents postes budgétaires
- Le calcul des ratios
- Les différents coûts : travaux, taxes et participations d'urbanisme, frais annexes, charge foncière...
- La détermination du besoin en financement : les fonds propres, les emprunts, la commercialisation...
- Le budget des études préalables
- Le bilan prévisionnel
- La définition d'une matrice des risques
- Le bilan définitif de l'opération

#### Mesurer la rentabilité du projet

- Les critères pertinents d'analyse financière
- Les endettements
- Les investissements
- Le calcul du prix de revient
- Le calcul de la marge et de la rentabilité des fonds investis

**Exercice d'application** : élaboration d'un budget, d'un plan de trésorerie et d'un plan de financement à partir de l'étude de constructibilité de l'exercice précédent

#### Contractualiser le montage

- Les différents types de montages possibles : la VEFA, le marché public, le contrat de partenariat, le BEA...
  - Les avantages et inconvénients de chacun
  - Les clauses essentielles du contrat : indexation, révision, actualisation
  - La nature des contrats avec les entreprises intervenant au montage
  - Les obligations de chacun vis-à-vis du maître de l'ouvrage
  - Le paiement du prix : la variation et l'actualisation, les modalités de paiement, les retards de paiements et les pénalités
  - **Exercice d'application** : détermination du montage adapté à différents projets immobiliers
- #### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT- *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 73297

### Paris - Promotion 1

30 mars au 1<sup>er</sup> avril, 11 au 13 mai,  
19 mai\*, 8 au 10 juin, 6 au 8 juillet,  
20 au 22 septembre 2016

### Paris - Promotion 2

4 au 6 octobre, 8 au 10 novembre,  
24 novembre\*, 5 au 7 décembre,  
17 au 19 janvier, 8 au 10 mars 2017

Tarif HT : 7 650 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### RESPONSABLE DE MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Soutenance devant un jury professionnel  
d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CPFFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 4 - 3 jours

Suivre l'exécution et réceptionner les travaux

### ● OBJECTIFS

- Déterminer le coût global de son opération.
- Assurer la rentabilité du projet.
- Gérer la réception des travaux.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Optimiser l'exécution des marchés de travaux lors de la réalisation de l'opération

##### Le lancement du marché et la préparation

- Les préparations administrative, technique et comptable
- La phase de préparation du chantier par l'entrepreneur
- La notification et les ordres de services
- Le démarrage des travaux et le compte au prorata

##### Organiser le dossier financier

- Les avances, garanties, retenues et cautions
- Les nantissements et les cessions de créances

##### Maîtriser les aspects comptables

- Les prix et les variations
- Les décomptes, acomptes et règlements
- Les circuits de paiement et la sous-traitance
- **Exercice d'application** : examen de décomptes et acomptes mensuels

##### Optimiser la réalisation des travaux

- Le contrôle de l'exécution des travaux
- La gestion des délais et du planning contractuel
- Les modifications de prestations et les avenants
- Les défaillances et les cas de résiliation

**Exercice d'application** : examen de projets d'avenants

##### Gérer les litiges en cours de chantier

- Le cas de l'entreprise défaillante ou en faillite
- Les retards de chantiers
- Les malfaçons
- La réception des travaux et les responsabilités

### Réceptionner les travaux

#### Déterminer les opérations préalables à la réception

- La fin des travaux et la préparation de la réception
- L'objet et les conditions des opérations préalables à la réception

#### Réussir la réception et le traitement des réserves

- Le suivi et la levée des réserves
- Les désordres apparents
- Les réflexions
- La livraison de l'ouvrage et la prise de possession anticipée

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 5 - 3 jours

Mesurer les responsabilités propres à chaque acteur du projet

### ● OBJECTIFS

- Définir les obligations de chacun et les responsabilités à mettre en œuvre.
- Identifier les cas de recours à l'assurance construction.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Définir le champ d'application

- Les textes applicables : la loi Spinetta, ses évolutions et les différents régimes de responsabilité
- Les acteurs de la construction : rôle et responsabilité de chacun
- La passation des marchés : les différents montages et les clauses de responsabilité et d'assurance

**Étude de cas** : le groupement momentané d'entreprises

- Les obligations administratives du maître d'ouvrage et les responsabilités pénales

#### Déterminer les responsabilités

- Les responsabilités avant réception
- La réception de l'ouvrage

- Les responsabilités après réception

**Exercice d'application** : détermination du régime applicable à un désordre

- Les délais de prescription : les différents délais, interruptions et suspensions
- Les pièges de la procédure judiciaire : les personnes habilitées à agir, le référé, l'expertise judiciaire et l'action au fond

**Étude de cas** : exemple de contentieux

#### Recourir à l'assurance construction

- Le régime de l'assurance construction
- Le champ de l'obligation d'assurance décennale : les travaux et les personnes assujetties, les garanties obligatoires et les garanties facultatives
- L'assurance des risques avant réception
- L'assurance décennale des constructeurs : les garanties obligatoire et facultatives, les conditions de garanties, les exclusions et déchéances de garantie, l'action directe du maître d'ouvrage

**Exercice d'application** : savoir lire une attestation d'assurance décennale

- L'assurance dommages-ouvrage : la souscription et la vie du contrat, le bénéficiaire du contrat, les garanties facultatives, la prise d'effet et la fin de la garantie

- Les montants de garantie

- L'assurance responsabilité civile du maître d'ouvrage
- La gestion du sinistre amiable : la déclaration du sinistre, la procédure et le délai d'expertise, la CRAC, la prescription biennale

**Étude de cas** : exemple d'un sinistre dommage-ouvrage

#### 👉 Quiz aval

# Montage d'opérations immobilières

Maîtriser le projet de la formalisation à son exécution



Les opérations immobilières impliquent la mise en œuvre de nombreux acteurs juridiques, administratifs et financiers qui relèvent de domaines de compétences particulièrement étendus, allant de la fiscalité immobilière aux missions d'organisation de pilotage et de coordination des chantiers.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les dernières étapes du montage de projets immobiliers : de la définition du programme à la réception de l'ouvrage et à sa commercialisation.
- Cerner son intervention juridique, technique, financière et pratique, en cohérence par rapport à ses partenaires.
- Analyser les caractéristiques d'un terrain.

## PRÉREQUIS

Connaître les règles de base du montage d'une opération ou avoir suivi " Les fondamentaux du montage immobilier " (code 73145 p. 451).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés et maîtres d'œuvre
- Promoteurs immobiliers et chargés d'opérations
- Toute personne impliquée dans le montage d'opérations immobilières et souhaitant les appréhender dans leur globalité

## ANIMATEURS

Aldo SEVINO  
Avocat associé, Cabinet ASEA  
François PETIT  
Maître d'ouvrage délégué, SARL PASSIFIM

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Se poser les bonnes questions avant d'acheter un terrain

- Introduction au montage d'opérations
- Identifier un terrain et apprécier sa potentialité économique
- Analyser les contraintes juridiques
- Intégrer la faisabilité technique et le préprogramme
- Calculer le prix de revient de l'opération et le bilan de faisabilité
- Concrétiser le projet

#### Maîtriser les étapes, de l'offre à la promesse de vente

- Mettre en place une maîtrise d'œuvre
- Demander les autorisations administratives nécessaires
- Faire la levée des conditions suspensives et la conclusion de la vente

2 jours  
14 heures  
Code 73046

Paris			Lyon		
2-3	février	2016	23-24	mai	2016
2-3	juin	2016	29-30	novembre	2016
5-6	octobre	2016			
13-14	décembre	2016			

Tarif HT : 1 485 €\* - repas inclus

\* incluant le prix de l'ouvrage Montage d'opérations immobilières, remise de 5 % sur le prix public

Perfectionnement

### Réaliser le projet et sa commercialisation

- Choisir le financement du projet, les assurances et les garanties
  - Traiter les contraintes juridiques non éliminées
- Exercice d'application** : analyse commentée et illustrations jurisprudentielles
- Articuler le choix des intervenants et des entreprises
  - Procéder aux travaux
  - Commercialiser le projet
- Test de connaissances** : quiz sur les différentes étapes et les aspects du montage d'opérations immobilières

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez mener, étape par étape, chaque phase d'une opération immobilière.

# Montages immobiliers publics

Choisir le montage le plus adapté à son opération

La réalisation d'opérations immobilières publiques s'est très largement complexifiée en raison des diverses réformes intervenues et des nouvelles obligations incombant aux collectivités territoriales. Dans un contexte de contraintes financières et de recherches d'une meilleure satisfaction des différents fonctions sociales, les collectivités publiques doivent définir la meilleure ingénierie contractuelle propre à répondre à leurs besoins, parmi les différents outils et les montages contractuels disponibles.

## OBJECTIFS

- Définir les étapes préalables au montage d'une opération immobilière publique.
- Choisir le mode contractuel le plus adapté.
- Réussir la fin du projet.

## PRÉREQUIS

Avoir des notions en matière de marchés publics.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobiliers
- Chargés d'opérations immobilières
- Maîtres d'ouvrage publics
- AMO et bureaux d'études

## ANIMATEURS

Aldo SEVINO  
Avocat associé  
Cabinet ASEA  
Camille MORCLETTE  
Directeur Associé  
AMOau

## PROGRAMME

### Prendre en compte les contraintes préalables au montage du projet

Initiatives publiques ou privées  
Notion d'ouvrage complexe  
Les différents fonctions  
Maîtriser le foncier : acquérir ou louer le terrain

- L'acquisition amiable ou forcée
  - Les emplacements réservés et autres outils
- Tenir compte de la nature du foncier**
- Le domaine public : consistance, régime juridique, gestion, valorisation...
  - La division en volume

### Faire face aux contraintes économiques et financières

**Étude de cas** : définition du rôle de la maîtrise d'ouvrage

### Choisir le mode contractuel le plus adapté et mettre en œuvre le projet

#### Construire un ouvrage immobilier

- Les contrats types loi MOP
- La conception-réalisation
- La VEFA
- Le crédit-bail immobilier
- Le marché de partenariat...

### Construire et exploiter un équipement public

- Les marchés de travaux
  - Les délégations de service public
  - La concession de service ou de travaux
- Exercice d'application** : choix du montage le plus adapté à son besoin

### Demander les autorisations d'urbanisme préalables

- Le permis de construire
- Le permis de démolir
- Les autorisations connexes

### Faire appel à un sous-traitant Déterminer le financement le plus adapté au projet

- Réceptionner les travaux et mettre en œuvre les garanties et assurances**
- La réception et ses effets
  - Les garanties financières
  - Les assurances obligatoires et facultatives

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de la formation, vous connaîtrez les règles de montage d'une opération immobilière publique.

2 jours  
14 heures  
Code 73287

Paris		
10-11	mai	2016
28-29	septembre	2016
23-24	novembre	2016

Tarif HT : 1 484 €\* - repas inclus

\* incluant le prix de l'ouvrage Montage immobiliers publics, remise de 5 % sur le prix public

# Monter une opération de logement social

Maîtriser les problématiques de construction spécifiques liées au secteur social



L'étude des différentes étapes dans la construction des logements sociaux amène à découvrir de nouveaux outils de maîtrise foncière et immobilière. Ces outils sont destinés à aider et à solutionner toutes les problématiques juridiques, sociales et financières rencontrées actuellement, dans la réalisation de nouveaux programmes.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités du secteur social à chaque étape de l'opération de construction.
- Identifier le rôle des différents acteurs publics et privés pour optimiser la conduite de l'opération.
- Intégrer les objectifs de développement durable dans la réflexion.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances sur le montage d'opérations immobilières.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la politique de la ville, de l'habitat et de l'urbanisme
- Bailleurs sociaux, promoteurs et gestionnaires de sociétés immobilières
- Toute personne impliquée dans le montage d'une opération de logement social

## ANIMATEUR

Olivier ROCCA  
Consultant en gestion de patrimoine  
SOLARIS SEP

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Analyser le contexte économique et réglementaire du logement social

Faire le point sur la réglementation  
**Identifier les étapes clés du montage d'opération et maîtriser le foncier**  
Utiliser les instruments de prospection foncière

- Les outils d'acquisition et d'intervention foncière
- Les outils de définition du projet
- Tenir compte des instruments juridiques permettant de construire sans acheter un terrain

Le bail emphytéotique, le bail à réhabilitation, le bail à construction et le droit de superficie  
**Prendre en compte le rôle spécifique des structures d'intervention foncière**  
**Mettre à disposition le terrain dans des conditions privilégiées**

- La vente du terrain avec une décote
- Le portage du prix du terrain ou "foncier différé"
- Le découpage du terrain et la vente en jouissance

#### Organiser la construction

- Cerner les mesures fiscales

- Déterminer les aides financières à la construction de logements sociaux
- Maîtriser les montages juridiques

#### Mener à bien l'attribution et l'accession à la propriété d'un logement social

Déterminer les bailleurs sociaux et le parc immobilier locatif  
La structuration et le pouvoir des bailleurs sociaux  
Les rapports entre les bailleurs sociaux et l'État  
**Cerner les étapes et critères d'attribution des logements sociaux**  
**Procéder à une étude statistique de la personne de "référence" du logement social**

#### Inscrire le logement social dans le développement durable

**Exercice d'application** : élaboration d'une opération de logement social étape par étape dans un contexte choisi par chaque participant

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mesurer les spécificités du secteur social pour élaborer une opération.



Code 73144

Paris			Lyon		
25-26	mai	2016	7-8	juin	2016
28-29	novembre	2016	8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Le logement social à financement public

Mener à bien le montage d'une opération

Le besoin de logements sociaux sur le territoire national reste une préoccupation forte, notamment du fait des attentes dans les zones les plus tendues. Il est important de se repérer dans les différents types de logements sociaux à financement public, afin d'avoir une vision claire et synthétique du montage d'opération de ces logements et de leurs attributions.

## OBJECTIFS

- Délimiter le champ d'application de la notion de logement social.
- Optimiser l'obtention de financement adapté.
- Faciliter l'équilibre des opérations.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des problématiques du logement social ou avoir suivi la formation " Monter une opération de logement social " (code 73144 p. 455).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de l'urbanisme, de l'aménagement ou d'un service foncier
- Bailleurs sociaux : directeurs financiers et monteurs d'opérations
- Toute personne associée à une opération de construction ou de réhabilitation de logements sociaux d'initiative publique

## ANIMATEUR

Christine MÉROT  
Architecte DPLG  
AGENCE MÉROT

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Définir la notion de logement social dans toute sa diversité

- Les différents types de logements sociaux à financement public
- La population visée : actifs, personnes âgées, handicapés, jeunes travailleurs...
- Les plafonds de ressources
- Les financements différents : PLAI, PLUS, PLS et PLI
- Le dépassement du COS
- La VEFA

#### Déterminer la possibilité de disposer au sein de sa population du quota de logements sociaux

- L'article 55 de la loi SRU et les 20 % de logements sociaux
- L'obligation du logement social - l'inventaire
- L'APL
- Le constat de carence
- La sanction

#### Mesurer l'évolution et l'image du logement social (TFPB et H&E)

- Le constat, l'étude d'opportunité, de faisabilité et le programme
- Optimiser la gestion financière de son opération

#### Définir le programme en surface

- Les surfaces habitables et utiles
- L'attribution des logements
- La proportion de PLAI et PLUS

#### Élaborer des bilans financiers

**Exercice d'application** : simulation d'un bilan financier selon différents taux de TVA

#### Déterminer les coefficients de majoration pour les subventions

- Maîtriser et s'exercer sur le calcul des subventions
- Les subventions d'État
- La surcharge foncière
- Le total des subventions
- Le calcul des prêts dont celui du terrain à 50 ans
- Identifier les coefficients de majoration pour les loyers
- Le calcul de loyers conventionnés avec le loyer d'équilibre

**Étude de cas** : étude de la gestion financière d'une opération

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'analyser les différents financements possibles et de choisir le plus adapté à l'opération.



Code 73047

Paris		
16-17	mars	2016
15-16	juin	2016
5-6	octobre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# L'évaluation d'un bien immobilier

Établir la valeur vénale d'un bien immobilier

**La connaissance de la valeur immobilière génère beaucoup d'incompréhension, d'attente ou de contentieux. Le principe de " juste valeur " ou " fair value " est au centre de beaucoup de réformes de nos institutions. Ainsi, il est nécessaire d'établir précisément la valeur vénale d'un bien et de cerner les bonnes pratiques de l'expertise.**

## ● OBJECTIFS

- Appréhender la différence entre estimation et expertise.
- Identifier les différentes valeurs et les méthodes d'expertise.
- Bien rédiger la clause du règlement de consultation d'une mission d'expertise immobilière.

## ● PRÉREQUIS

Être confronté au secteur immobilier dans sa pratique.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables ou collaborateurs d'un service foncier dans une collectivité territoriale
- Aménageurs, promoteurs et établissements publics fonciers
- Toute personne devant évaluer un bien immobilier

## ● ANIMATEUR

Nicolas BEGUERIE  
Expert en évaluation immobilière

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Identifier les principes de l'évaluation immobilière

#### Comprendre la pratique de l'expertise

- Découvrir la Charte de l'expertise immobilière
- Obligations et responsabilités de l'expert
- Découvrir les nouvelles contraintes juridiques et environnementales

#### Mesurer les enjeux pour les collectivités territoriales

- Dans la gestion de leur parc immobilier
- Dans leur stratégie d'acquisition, d'expropriation ou de préemption
- Dans la relation avec leurs partenaires

#### Déterminer la définition de la valeur vénale

##### Situer les définitions de la valeur vénale

- L'importance croissante de la notion de valeur
- Définition de la Direction Générale des impôts
- Définition de la Charte de l'expertise en estimations immobilières
- Définition de la Cour de cassation

#### Cerner les différents types d'immeubles à évaluer

- Les terrains
- Le foncier à usage futur
- Les immeubles à démolir ou à réhabiliter
- Les lots de copropriété

- Les immeubles de bureau
  - Les immeubles atypiques
  - Les valeurs locatives
  - Les indemnités d'éviction
- Étude de cas** : analyse commentée de deux rapports d'expertise adaptés à l'activité des participants, tels que la vente aux enchères d'un bien immobilier public

#### Choisir et mettre en œuvre la méthode adaptée à chaque catégorie de biens

- La méthode par capitalisation des revenus
- La méthode par comparaison
- La méthode par la SHON potentielle constructible
- La méthode par récupération foncière
- La méthode par la revalorisation
- La méthode du cash flow

#### Intégrer les différentes formes d'expertises

- L'expertise judiciaire
- L'expertise amiable
- L'expertise réglementée
- L'expertise domaniale (France Domaine)

#### ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez parfaitement déterminer la valeur d'un bien immobilier et adapter votre méthode d'évaluation à votre type de bien.

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 73243

Paris		
23	mars	2016
13	juin	2016
17	novembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

Tarifs TTC pour les particuliers : 1 145 €

# Montage financier d'une opération immobilière

Évaluer les risques financiers liés à son projet d'opération

**Le lancement d'une opération immobilière entraîne impérativement l'établissement d'un budget prévisionnel. Il implique la connaissance des spécificités liées au statut de chaque acteur, la détermination des concours financiers et leur gestion.**

## ● OBJECTIFS

- Élaborer de façon pertinente un budget, un plan de trésorerie et un plan de financement d'une opération immobilière.
- Évaluer et hiérarchiser les risques et leurs conséquences financières.
- Concevoir une demande de crédit bancaire efficace.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en droit immobilier et en droit de l'urbanisme et de la construction ou avoir suivi " Montage d'opérations immobilières " (code 73046 p. 454).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Promoteurs immobiliers
- Marchands de biens
- Lotisseurs et aménageurs privés
- Toute personne chargée du financement de la promotion immobilière

## ● ANIMATEUR

Alain JOUHANEAU  
Formateur-Consultant

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Définir les structures juridiques des opérations immobilières

- Maîtriser les points essentiels du droit des sociétés et des engagements des associés
- Décrire les différentes structures juridiques utilisées et leurs caractéristiques

### Appréhender les budgets, évaluer et hiérarchiser les risques

- Définir la notion de budgets glissants
  - Définir les outils budgétaires
  - Maîtriser les principales définitions financières
  - Évaluer et hiérarchiser les risques
- Exercice d'application** : calcul du prix de revient et du chiffre d'affaires, définition du plan de trésorerie, élaboration du plan de financement (fonds propres, fonds acquéreurs, crédit bancaires)

### Formaliser et sécuriser la demande de financement

- Maîtriser les critères d'appréciation du banquier
  - Identifier les caractéristiques d'un crédit
  - Appréhender les nouveaux modes alternatifs de financement : crowdfunding
- Exercice d'application** : montage du plan de financement d'une opération de construction

#### ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'élaborer le financement d'une opération immobilière.

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 73086

Paris		
10-11	mai	2016
3-4	octobre	2016
7-8	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



# Vente en l'état futur d'achèvement

Sécuriser ses montages d'opérations



La Vente en l'État Futur d'Achèvement (VEFA) implique la connaissance des différentes étapes qui s'échelonnent dans le temps. Les acteurs doivent identifier les risques pouvant survenir tout au long de l'opération et déterminer les clauses les mieux adaptées à ce type de montage.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de ce montage complexe qui s'échelonne dans le temps.
- Déterminer les clauses contractuelles les mieux adaptées à l'opération.
- Prévenir les risques liés à la mise en œuvre de l'opération.

## PRÉREQUIS

Connaître les principales étapes du montage de projet immobilier ou avoir suivi " Les fondamentaux du montage immobilier " (code 73145 p. 451).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services juridiques et fonciers
- Opérateurs privés et publics
- Entreprises de construction principales et sous-traitantes
- Toute personne impliquée dans le montage d'une opération en VEFA

## ANIMATEUR

Patrick MENEGETTI  
Avocat à la Cour  
MENEGETTI AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont Cerner l'intérêt de recourir à ce montage complexe

Distinguer secteur libre et secteur protégé

- Mesurer les avantages et les inconvénients du choix de la VEFA
- Identifier les opérations sur lesquelles utiliser ce montage

### La place de la VEFA publique aujourd'hui Appréhender la réglementation de l'avant-contrat

- Identifier l'intérêt pour le vendeur de la signature d'un avant-contrat
- Les différentes formes d'avant-contrats
- Le contrat préliminaire dans le secteur protégé
- Les avant-contrats plus contraignants dans le secteur libre

Le contenu de l'avant-contrat  
Mesurer les droits de l'acheteur à ce stade de l'opération

### Mettre en œuvre le contrat définitif

Le contenu du contrat définitif

- Intégrer les mentions obligatoires
- Les obligations du vendeur
- Les obligations de l'acquéreur
- Les prix et les modalités de paiement
- Les sanctions en cas de retard
- L'achèvement de l'immeuble
- La notion d'achèvement
- Les conséquences

### Identifier les risques spécifiques

- Le paiement des travaux
- Le défaut de conformité

### La mise en jeu des garanties

- La garantie d'achèvement
  - La garantie de remboursement
- Étude de cas** : analyse commentée de la jurisprudence

### Articuler les différents recours

- Les précautions à prendre lors de la réception de l'opération
- Les délais d'action

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mener à bien le montage d'une VEFA.

1  
jour

7  
heures

Code 73078

#### Paris

12	mai	2016
8	novembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Les contrats et montages immobiliers

Maîtriser les règles spécifiques à chaque type de contrat et montage



Le domaine de l'immobilier et plus spécifiquement celui de la construction, implique de préparer au mieux les futures relations contractuelles. En effet, la construction d'un immeuble implique bien souvent plusieurs intervenants devant exécuter un travail pour un client final. Dans ces circonstances le recours au bon contrat est indispensable pour toutes les parties, ainsi qu'une rédaction claire et précise afin de gérer au mieux les éventuels désaccords ou contentieux.

## OBJECTIFS

- Identifier les règles applicables à chaque montage immobilier
- Déterminer le contrat à utiliser selon son projet immobilier
- Maîtriser les risques attachés à chaque contrat

## PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage d'une opération immobilière ou avoir suivi " Les fondamentaux du montage immobilier " (code 73145 p. 451).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobilier
- Responsables de promotion
- Toute personne amenée à intervenir dans le cadre de contrats et montages immobiliers

## ANIMATEUR

Hakim BERRAH  
Avocat  
CHASSANY WATRELOT & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Panorama des contrats et montages immobiliers existants Décrypter les avantages et inconvénients de la VEFA

Définir son champ d'application

- Les alternatives : la vente à terme et la vente en l'état
- Le régime juridique
- Les étapes clés : contrat de réservation, acte authentique...
- Le contrat préliminaire et ses caractéristiques
- Le contrat de VEFA : paiement du prix, réception du bien, livraison du bien, garanties, responsabilités...

Déterminer le champ d'application de la VIR

- Le champ d'application
  - Les étapes clés
  - La livraison du bien et ses conséquences
- Étude de cas** : gestion du déroulement du chantier et préparation de la réception définitive des travaux, en identifiant les rôles respectifs du maître d'œuvre et de l'architecte

### Recourir au contrat de promotion immobilière

Les clauses importantes

- Les critères de recours au contrat et le rôle du promoteur

- Les risques
- La fin des travaux, la réception de l'ouvrage et les garanties

**Exercice d'application** : rédaction d'une clause intempérie et/ou d'un courrier justifiant les retards. Simulation d'une réception d'ouvrage : étapes préliminaires à la réception, opération de réception, rédaction du procès-verbal de réception

### Utiliser le contrat de construction de maison individuelle

- Le champ d'application et les différents intervenants
- Le contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan
- Le contrat de construction d'une maison individuelle sans fourniture de plan

### Faire le point sur les montages spécifiques : définition, risques et avantages

- La BEFA
- Le crédit-bail
- Le crédit vendeur

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez utiliser les contrats immobiliers en toute sécurité.

2  
jours

14  
heures

Code 73331

#### Paris

16-17	juin	2016
10-11	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Le cadre juridique des marchés de partenariat

Saisir l'opportunité de recourir à ce type de contrat

À jour de l'ordonnance du 23 Juillet 2105 et de son décret d'application



Véritable outil de rationalisation de la dépense publique, le contrat de partenariat est devenu le nouveau marché de partenariat depuis l'ordonnance du 23 juillet 2015. De nouvelles règles ont été introduites notamment en ce qui concerne le seuil minimal ou les conditions de recours à cette nouvelle forme de contrat.

## OBJECTIFS

- Mettre en œuvre un marché de partenariat en respectant un cadre juridique précis.
- Optimiser la passation du marché de partenariat et savoir décrypter les offres des opérateurs.
- Maîtriser les enjeux opérationnels des marchés de partenariat d'un point de vue financier et contractuel.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique à des marchés de partenariat.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de la commande publique, juridiques et financiers
- Responsables de projet et d'opérations
- Toute personne dont la fonction exige une bonne connaissance des fondamentaux du contrat de partenariat

## ANIMATEURS

Édouard CLOT  
& Marie LHÉRITIER  
Avocats associés  
CABINET CLOT LHÉRITIER AVOCATS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Appréhender la définition et l'intérêt du marché de partenariat pour la mise en œuvre d'un projet public

- Définir le marché de partenariat
- Situer le marché de partenariat par rapport aux autres contrats publics

#### Réussir la préparation de son projet de marché de partenariat

- Conduire son évaluation préalable  
**Étude de cas** : analyse des éléments de deux évaluations préalables et d'avis de la MAPPP
- Déterminer le partage des risques du projet
- L'étude de la soutenabilité budgétaire  
**Étude de cas** : analyse de matrice des risques
- Cerner les enjeux de la maîtrise d'œuvre dans les marchés de partenariat

#### Choisir le mode de passation adapté à son projet

- Décrypter les avantages et les inconvénients des différentes procédures
- Maîtriser la sélection des candidatures

### Construire le DCE du projet

- Les pièces du DCE
- Définir ses critères de sélection des offres  
**Étude de cas** : analyse d'un DCE type
- Aspects financiers et corporate
- Technique contractuelle : rédiger le projet du marché

### Gérer la fin de la procédure et maîtriser l'exécution du marché

- Identifier les risques contentieux
- Gérer l'exécution du marché

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous connaîtrez et saurez respecter les spécificités juridiques du contrat de partenariat.

2 jours  
14 heures

Code 71069

Paris		
10-11	mai	2016
13-14	octobre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Le bail à construction

Maîtriser ses règles spécifiques



Le bail à construction est un contrat qui se caractérise essentiellement par le fait que le preneur s'engage, à titre principal, à édifier des constructions sur le terrain du bailleur et à les conserver en bon état d'entretien pendant toute la durée du bail. Il confère dès lors un droit réel immobilier en faveur du preneur.

## OBJECTIFS

- Identifier le régime juridique du bail à construction
- Déterminer les avantages d'y recourir
- Maîtriser la fin du bail

## PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage d'une opération immobilière ou avoir suivi " Les fondamentaux du montage immobilier " (code 73145 p. 451)

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables immobilier
- Responsables de promotion
- Toute personne amenée à intervenir dans le cadre de contrats et montages de construction

## ANIMATEUR

Claire-Marie DUBOIS  
Avocat à la Cour  
SEBAN & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Décrypter les avantages et inconvénients du bail à construction

#### Définir son champ d'application

- Les cas où il peut être utilisé : la destination du bail
- La nature de l'opération et les distinctions avec le bail emphytéotique
- Les parties prenantes
- Les obligations du preneur : construction, réparation, démolition...
- La durée du bail

#### Définir le prix du bail

- Le cas de la remise d'immeuble
- Le versement de loyers périodiques

#### La fiscalité applicable au bail à construction

- Les assouplissements liés à la durée du contrat

#### Définir le régime juridique du bail à construction

- Les droits réels conférés au preneur
- La cession des droits réels
- La constitution de servitudes

### Le formalisme à respecter lors de la conclusion du bail

La définition par contrat des caractéristiques des constructions à édifier : plans, notice descriptives...

### Gérer la fin du bail

#### Les cas de résiliation

#### La vente du bien construit

#### Les conséquences

- Le bénéfice des constructions réalisées pour le bailleur
- Le versement ou non d'une indemnité au preneur  
**Exercice d'application** : exemples de baux à construction et distinction avec les autres baux

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez utiliser le bail à construction.

1 jour  
7 heures

Code 73327

Paris		
30	juin	2016
18	octobre	2016
13	décembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Les montages contractuels complexes

Choisir et mettre en œuvre l'outil le plus adapté à son besoin

À jour de l'ordonnance du 23 Juillet 2015 et de son décret d'application



Pour mettre en œuvre leurs politiques publiques, les décideurs publics disposent de divers outils contractuels complexes. La concession de travaux ou de services, les marchés de partenariat, en sont des exemples. L'ordonnance marchés publics du 23 juillet 2015 et l'ordonnance concessions ont profondément remodelé la classification des contrats publics. Afin de mieux fonder leurs décisions et de sécuriser juridiquement l'exécution du contrat, il est donc nécessaire de connaître les différents outils possibles pour favoriser et optimiser les partenariats avec les secteurs privé ou public.

## OBJECTIFS

- Cerner les montages contractuels complexes existants et les spécificités de chacun.
- Déterminer le montage contractuel le plus adapté à son projet.
- Sécuriser les aspects juridiques et financiers de son opération.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base des montages de la commande publique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables marchés et contrats publics
- Juristes spécialistes dans les contrats publics
- DAF, DGS, DGA, directeurs juridiques, techniques et financiers

## ANIMATEURS

Evangélie KARAMITROU-MAGUERES  
Avocat Associé, Cabinet LANDOT & ASSOCIÉS  
Bruno MALHEY, Directeur Général des Services  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE MARNE LA VALLÉE  
Jean ESPINASSE, Consultant sénior, CALIA CONSEIL

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner le droit de la commande publique Identifier les différents montages complexes pour réaliser ses projets

- Motiver son choix de recourir à un montage complexe et identifier les avantages et les risques de chacun
- Analyser comparativement les montages en fonction du projet souhaité
- Cerner les cas où la collectivité n'est pas maître de l'ouvrage
- Analyser l'identité du modèle économique relatif à chaque contrat
- Définir les financements publics et privés disponibles et les garanties offertes
- Gérer le transfert des risques

**Étude de cas** : analyse commentée d'exemples de montages contractuels complexes

#### Mettre en place une démarche de projet

- Délimiter les contours et le contexte du projet
- **Retour d'expérience** : présentation des bonnes pratiques à respecter du point de vue d'un cadre territorial

#### Passer et exécuter le contrat

- Définir les conditions de recours à chaque contrat
- Identifier précisément ses besoins, les caractéristiques du projet et le type de contrat

- Appréhender les incidences quant au choix contractuel
- Estimer le coût global du projet
- Choisir le mode de financement le plus adapté
- Chiffrer et partager les risques entre les partenaires publics et privés
- Respecter les règles applicables à chaque montage
- Rédiger le cahier des charges
- Prévoir certaines évolutions dès la rédaction du contrat

**Exercice d'application** : rédaction de clauses les plus importantes et notamment dans la cas particulier du contrat de partenariat

- Exécuter le contrat et gérer les risques en cours d'exécution

**Exercice d'application** : mise en œuvre des différentes étapes d'un montage contractuel complexe

#### Prévenir les contentieux

**Étude de cas** : analyse commentée de différents contentieux et identification des solutions de gestion retenues

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous connaîtrez le régime juridique applicable à chaque montage complexe.

4 jours 28 heures

Code 71224

Paris		
15 au 18 mars	2016	
8-9 juin et 5-6 juillet	2016	
3 au 6 octobre	2016	
5-6 déc. et 17-18 janvier	2017	

Tarif HT : 2 080 € - repas inclus

# Les 7 clés de la maîtrise financière du marché de partenariat

Maîtriser les aspects financiers d'un projet long-terme externalisé



Afin d'optimiser l'utilisation des deniers publics, dans une période de contrainte budgétaire et de diminution des ressources, la maîtrise financière des marchés de partenariat est essentielle. Or, ils impliquent un saut culturel pour le gestionnaire public : se mettre à la place du partenaire privé pour définir les conditions d'une relation durable et équilibrée.

## OBJECTIFS

- Identifier les implications des différents types de marchés de partenariat et distinguer les divers financements de projet existant.
- Acquérir le vocabulaire financier utile à la prise de décision.
- Définir les points stratégiques de la négociation financière d'un marché de partenariat.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance des marchés de partenariat ou avoir suivi " Le cadre juridique des marchés de partenariat " (code 71069 p. 458).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Décideurs publics
- Directeurs des services juridiques ou financiers, des contrats publics et des grands projets
- Toute personne souhaitant se familiariser avec les techniques financières du marché

## ANIMATEUR

Élodie PARIER  
Directrice et créatrice  
DEFI SARL - Expertise et conseil pour la décision financière des projets publics

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner les particularités du financement en marché de partenariat par rapport aux autres types de financements

- Définir la typologie financière
- Maîtriser le cadre juridique

#### Répondre aux trois questions essentielles pour déterminer le montage le plus adapté

- Choisir le contrat le plus adapté à son projet
- **Étude de cas** : analyse commentée de développements récents, partage d'expériences
- Mesurer l'appétence des opérateurs pour y répondre
- Déterminer la soutenabilité budgétaire du projet en adéquation avec les moyens disponibles

#### Poser les jalons de la maîtrise financière du projet externalisé

- Réaliser l'étude de faisabilité financière ou évaluation préalable
- **Exercice d'application** : modélisation simplifiée d'un projet sur Excel, analyse des fiches projet de la MAPPP

- Traduire les enjeux financiers dans les pièces du dossier de consultation
- **Partage d'expériences** : décryptage de plusieurs opérations de marché de partenariat par les acteurs et opérationnels ayant suivi le projet

#### Négocier les aspects financiers du contrat

- Élaborer une procédure adaptée
- Comprendre les offres financières et les comparer

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable d'identifier les éléments déterminants du coût de votre marché de partenariat, de comprendre et de comparer les offres financières des candidats, de mettre en évidence les points-clés du volet financier du projet tout au long de la procédure.

2 jours 14 heures

Code 71109

Paris		
8-9 juin	2016	
7-8 novembre	2016	

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Marchés privés de travaux

Sécuriser ses opérations de travaux



La diversité et la complexité des opérations de travaux nécessitent une bonne connaissance de la réglementation applicable afin de sécuriser au mieux le marché et éviter tout risque contentieux.

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations et les responsabilités des intervenants d'un marché privé.
- Maîtriser les différentes étapes dans la conclusion d'un marché pour en minimiser les risques.
- Acquérir les bons réflexes pour une rédaction adaptée des contrats.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans des opérations de travaux.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre privés
- Mandataires, conducteurs d'opérations ou chargés d'opérations
- Toute personne associée à la conduite d'une opération

## ANIMATEUR

Benoît VARENNE  
Avocat au Barreau de Paris, Associé  
CHEYSSON MARCHANDIER & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

### Quiz amont

#### Appréhender le contexte général des marchés privés de travaux

##### Cerner le rôle des différents intervenants Le marché de travaux : un contrat de louage d'ouvrage

- Le principe de la liberté contractuelle
- Le principe de l'intangibilité du contrat
- La liberté contractuelle contrainte par les dispositions d'ordre public
- Les différents "types" de marchés de travaux

#### Maîtriser les différentes étapes du marché

##### Les pièces constitutives du DCE et du marché de travaux

- La signature du marché
- La préparation et l'organisation du chantier

##### Appréhender la gestion contractuelle d'un marché de travaux

- Les travaux supplémentaires
- Les pénalités de retard
- L'actualisation et la révision du prix
- Les intérêts moratoires
- La rupture du contrat

##### Analyser la réception des travaux

- La réception de l'ouvrage
- Le transfert des risques au maître d'ouvrage
- Les documents remis au maître d'ouvrage

#### Faire le point sur le règlement des comptes

- La procédure d'établissement du DGD selon la norme NFP 03-001
  - La réclamation de l'entreprise
- Exercice d'application** : identification des clauses sensibles d'un marché de travaux

#### Maîtriser la mise en jeu des responsabilités, garanties et des assurances

##### Identifier les conditions de la mise en jeu des garanties et des assurances

- La réception de l'ouvrage
- La nécessité d'un vice caché
- Un désordre de nature décennale

##### Cerner les responsabilités et les garanties

##### Le règlement des différends

**Etude de cas** : dans le cadre d'un marché privé examen de la responsabilité du maître d'ouvrage en cas de manquement aux dispositions de la loi relative à la sous-traitance

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de conclure un marché privé de travaux en toute sécurité.



Code 74114

Paris		
15-16	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Les marchés de conception-réalisation

Respecter les règles spécifiques de ce type de marché

À jour de l'ordonnance du 23 Juillet 2105 et de son décret d'application

## PROGRAMME

Perfectionnement

Dérogatoire à la maîtrise d'œuvre classique, le marché de conception-réalisation est une modalité particulière d'appel d'offres sur performance qui n'est applicable qu'aux marchés portant à la fois sur l'établissement d'études et sur l'exécution des travaux pour la réalisation d'ouvrages.

## OBJECTIFS

- Identifier les conditions de recours à cette procédure.
- Organiser et assurer le suivi de la procédure.
- Rédiger les documents constitutifs.

## PRÉREQUIS

Connaître les règles des marchés publics ou de la maîtrise d'ouvrage ou avoir suivi " Réglementation et pratique des marchés publics " (code 71090 sur www.efe.fr) ou " La loi MOP et les marchés de maîtrise d'œuvre " (code 71016 sur www.efe.fr).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et chargés de la fonction achat et marchés
- Responsables et chargés des marchés publics de travaux et maîtrise d'œuvre
- Toute personne souhaitant se familiariser avec les marchés de conception-réalisation

## ANIMATEUR

Jean-Louis ZIGLIARA  
Chef service juridique et marchés  
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE (APIJ)

#### Analyser les motifs de recours à cette procédure

##### Cerner les cas de recours au processus de conception-réalisation pour les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi MOP

##### Appliquer les textes réglementaires

- Le décret du 25/08/11
- La loi MOP
- Les dispositions de l'ordonnance marchés publics du 23 juillet 2015
- Les textes spécifiques

##### Organiser la maîtrise d'ouvrage

#### Identifier les procédures applicables Délimiter les étapes de la procédure

##### Déterminer le déroulement de la procédure

- La programmation
- La constitution d'un jury
- La constitution des équipes en infrastructure ou en bâtiment
- Les procédures de choix du groupement : appel d'offres spécifique, dialogue compétitif, procédure négociée, procédure adaptée...

#### Définir les rôles et les attributions des principaux acteurs de la procédure

- Le maître d'ouvrage et ses assistants
- Le groupement concepteur-réalisateur
- Le mandataire

##### Sélectionner les équipes

##### Remettre les prestations

##### Choisir le titulaire et indemniser les concurrents

##### Recourir à la procédure adaptée

##### Analyser la jurisprudence

**Exercice d'application** : rédaction des documents constitutifs administratifs

#### Maîtriser le fonctionnement du groupement

##### Exécuter le contrat

- Les études et le déroulement du chantier
- La réception des travaux

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous connaîtrez les possibilités de recourir à la procédure de conception-réalisation et ses particularités par rapport à la loi MOP.



Code 71226

Paris		
24-25	mai	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# Sous-traitance et marchés de travaux

Maîtriser les procédures

Lorsque l'entreprise ne sait pas faire, elle peut sous-traiter une partie de l'exécution de son marché de travaux. Possible en cours d'exécution, la sous-traitance est cependant très encadrée et le sous-traitant dispose de droits spécifiques qu'il est important de connaître.

## OBJECTIFS

- Maîtriser la définition et la conclusion d'un contrat de sous-traitance.
- Bénéficier de toute l'actualité réglementaire et jurisprudentielle en matière de sous-traitance et de marchés de travaux.
- Analyser la mise en œuvre des garanties de paiement des sous-traitants.

## PRÉREQUIS

Avoir connaissance des règles applicables aux marchés de travaux ou avoir suivi " Marchés privés de travaux " (code 74114 p. 460).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre privés et publics
- Responsables des marchés de travaux et responsables techniques et juridiques au sein des collectivités territoriales
- Toute personne associée à la conduite d'une opération de construction

## ANIMATEUR

Julie CARDOT  
Juriste

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Appréhender les caractéristiques du contrat de sous-traitance

- Distinguer contrat de sous-traitance et contrat de vente
- Différencier contrat de sous-traitance et contrat de travail
- Sous-traitance et échafaudage

### Conclure un contrat de sous-traitance

- La sous-traitance en chaîne
  - La sous-traitance totale du marché
- ### Connaître les précautions à prendre lors de la signature du contrat de sous-traitance

- Le principe de la liberté contractuelle dans les marchés privés
- Le formalisme dans les marchés publics

### Identifier les obligations de chacun des intervenants au cours de l'exécution du contrat de sous-traitance

#### Les obligations de l'entreprise principale

- Le travail dissimulé
- La présentation du sous-traitant au maître d'ouvrage

#### Les obligations du sous-traitant

- La responsabilité du sous-traitant dans l'exécution du contrat
- Les délais de garantie du sous-traitant

### Intégrer les particularités des garanties de paiement du sous-traitant

#### Comprendre les objectifs poursuivis par le législateur

- Le paiement du sous-traitant dans les marchés privés
- Le paiement préférentiel et ses limites et le concours avec d'autres créanciers
- La caution ou la délégation de paiement
- La responsabilité du maître d'ouvrage
- La responsabilité des autres intervenants

#### Le paiement du sous-traitant dans les marchés publics

- La procédure de paiement direct
  - La caution / la délégation de paiement
  - Le sort du sous-traitant dit " irrégulier "
  - La responsabilité du maître d'ouvrage
- Étude de cas** : étude de la jurisprudence la plus récente

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en œuvre un contrat de sous-traitance.

1 jour  
7 heures

Code 74147

Paris		
15	juin	2016
24	novembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Responsabilités du maître d'ouvrage

Prévenir et gérer les différents risques juridiques

Le maître d'ouvrage est l'acteur principal de l'opération de construction qui peut être la source de dommages variés et importants engageant sa responsabilité. Il doit donc, pour se prémunir des conséquences techniques et financières, contracter certaines garanties.

## OBJECTIFS

- Cerner les responsabilités pesant sur le maître d'ouvrage.
- Gérer les risques liés à la sous-traitance.
- Prévenir les risques grâce à l'assurance.

## PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance du droit de la construction.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrages publics et privés
- Assistants à maîtrise d'ouvrage

## ANIMATEUR

Benoît VARENNE  
Avocat au Barreau de Paris, Associé  
CHEYSSON MARCHADIER & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Gérer les risques contractuels et leurs enjeux

#### La gestion contractuelle des risques par le maître d'ouvrage

- La gestion des risques par le maître d'ouvrage dans la définition du programme et dans la préparation des marchés : la définition du programme et l'économie excessive réalisée par le maître d'ouvrage
  - La responsabilité du maître d'ouvrage en cas de modifications du marché
- Étude de cas** : analyse commentée d'exemples jurisprudentiels et identification des conditions du bouleversement économique du marché

- L'immixtion du maître d'ouvrage dans les travaux

#### La gestion des risques du maître d'ouvrage par rapport aux obligations légales

- La garantie de paiement de l'entrepreneur
- Le travail illégal

### Prévenir et gérer les risques associés à la sous-traitance

#### Les risques liés à la présence d'un sous-traitant irrégulier

- Les risques liés au sous-traitant impayé
- La responsabilité du maître d'ouvrage : délégation/garantie

- Défaillance de l'entreprise principale : le risque du double paiement

**Étude de cas** : dans le cadre d'un marché privé, identification des obligations/ responsabilités du maître d'ouvrage confronté à la réclamation d'un sous-traitant

### Prévenir les risques et responsabilités associés au trouble anormal de voisinage

- La préparation du chantier
- La stipulation de clauses de garantie contractuelle et de clauses de transfert de responsabilité
- La responsabilité du maître d'ouvrage sur le fondement des troubles anormaux de voisinage et les recours possibles

### Maîtriser le rôle de l'assurance dans la prévention des risques

- L'assurance dommages-ouvrage
- L'assurance Tous Risques Chantier
- L'assurance Constructeur Non Réalisateur

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez mettre en œuvre les bonnes pratiques vous permettant de prévenir et de gérer toute mise en cause de votre responsabilité lors de la réalisation d'une opération de construction ou de travaux.

1 jour  
7 heures

Code 74298

Paris		
26	mai	2016
28	septembre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# MAÎTRE D'OUVRAGE

L'enjeu de la qualité de l'ouvrage, la complexité de sa réalisation, la multiplication des acteurs, le poids des investissements constituent les difficultés essentielles de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage se doit donc d'être très professionnel. Ce cycle certifiant permet de faire le lien entre les aspects juridiques, administratifs, réglementaires et la pratique opérationnelle du chantier afin de créer des réflexes d'anticipation et de viser l'efficacité et la qualité.

## ● OBJECTIFS

- Monter, conduire et gérer une opération de travaux depuis le recensement du besoin jusqu'à la fin des garanties.
- Planifier les étapes et gérer les interfaces entre tous les acteurs.
- Établir des méthodes de gestion de la maîtrise d'ouvrage à travers les aspects administratifs, techniques, financiers et juridiques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les opérations de travaux.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables bâtiments
- Responsables d'opérations, aménageurs publics et privés, promoteurs immobiliers
- Toute personne associée à des opérations de construction

## ● ANIMATEURS

Pierre DOYARD, Consultant-formateur, ARCHITECTE DPLG  
Alain JOUHONNEAU, Consultant-formateur  
Pascal JANZAM, Consultant, PASCAL JANZAM CONSEILS PARTICIPATIONS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce cycle, vous serez apte à monter, conduire et gérer une opération de travaux et à exercer pleinement le métier de maître d'ouvrage.

## MODULE 1 - 3 jours

La conduite du projet

### ● OBJECTIFS

- Identifier les enjeux de la maîtrise d'œuvre.
- Savoir anticiper les procédures.

### ● PROGRAMME

- 🌐 Communauté d'apprenants
- 📝 Quiz amont

Choisir la maîtrise d'œuvre et les autres acteurs de l'ingénierie

AMO, architecte, BET, contrôles techniques, SPS, SSI, OPC, assurances

- La loi MOP
- L'organisation des acteurs, rôles et responsabilité
- L'organisation spécifique de la maîtrise d'œuvre pour le projet
- Procédures de consultation et critères de choix
- Les missions de la maîtrise d'œuvre
- Les relations contractuelles
- Production neuve et réhabilitation
- 📖 **Étude de cas** : analyse critique d'un contrat de maîtrise d'œuvre, identification des éléments de mission à ne pas oublier

Les autorisations de construire

Anticiper pour ne pas retarder, voire bloquer l'obtention de l'autorisation d'urbanisme

- L'influence des élus
- L'instruction du dossier
- Les écueils (ABF, archéologie, sismologie, commission sécurité...)
- La fiscalité locale
- La purge des recours et les droit des tiers
- Les recours abusifs

🌐 **Exercice d'intersession**

## MODULE 2 - 3 jours

Stratégie patrimoniale, immobilière et foncière

### ● OBJECTIFS

- Définir une stratégie patrimoniale et immobilière.
- Connaître les enjeux et les outils de la maîtrise foncière.

### ● PROGRAMME

🌐 Communauté d'apprenants

Stratégie patrimoniale et immobilière  
Lire, définir ou comprendre la stratégie de son entreprise

- Identifier les objectifs des structures immobilières
- Formaliser et comprendre les enjeux nationaux et locaux en matière immobilière et d'aménagement
- Les acteurs de la maîtrise d'ouvrage
- Déterminer des axes de développement
- Identifier les capacités financières et structurelles de développement
- Comprendre les modes de constitution d'un patrimoine : la notion d'actifs immobiliers
- Comprendre la rédaction d'un cahier des charges de recherche foncière ou immobilière

Recherche foncière

Identifier les axes de recherche, leurs spécificités et " les règles du jeu "

- Définir le rôle des collectivités territoriales et les politiques d'aménagement
- Maîtriser les outils d'intervention (observatoires, ZAC, droit de préemption, expropriation)
- Les documents d'urbanisme
- Les " apporteurs d'affaires "
- Les réseaux

Maîtrise foncière

Réaliser une première faisabilité en évaluant les difficultés et en évacuant les éléments bloquants

- Effectuer une faisabilité sur une construction neuve : estimation de capacité, analyse de la prise de risque
- Acquisition d'immeubles construits : diagnostic du bâti
- Maîtriser l'environnement urbain
- Identifier les contraintes techniques, état du sol, loi sur l'eau, parcelles voisines, VRD, fluides, concessionnaires...
- Occupation des lieux, servitudes, pollution des sols, ouvrages enterrés
- Préparer les actes : compromis, promesses d'achat ou de vente, bail à constructions, conditions suspensives

📖 **Exercice d'application** : étude de faisabilité et analyse des risques liés au foncier d'une opération immobilière

🌐 **Exercice d'intersession**

🕒 **Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)**

## MODULE 3 - 3 jours

Le programme et le montage financier

### ● OBJECTIFS

- Établir un programme répondant aux exigences du projet.
- Choisir le montage financier le plus adapté à son opération.

### ● PROGRAMME

🌐 Communauté d'apprenants

Définir un programme

- Définir le rôle du maître de l'ouvrage et formaliser ses exigences et les critères d'évaluation de la réponse architecturale
- Étude de marché, concertation avec les services de gestion et utilisateurs finaux, organisation des espaces, typologies
- Les performances techniques et architecturales
- Le développement durable et la conception écologique
- Les coûts d'objectif

Maîtriser le financement et les simulations financières

- Établir des bilans de promotion et bilans d'exploitation prévisionnelle
- Connaître les solutions et principes de financement
- Identifier les partenaires financiers et leurs modes d'intervention
- Établir le montage financier des opérations de promotion
- Effectuer un montage financier pour des opérations d'investissement

Applications

Méthodes de simulation d'exploitation applicable aux opérations locatives

- Identifier et comprendre les effets des paramètres de charges et de ressources
- Respecter les échelles de grandeur et la cohérence des paramètres utilisés

Simulation de rentabilité (long terme)

- La notion de revenus d'équilibre
- Les caractéristiques des financements et leurs effets
- Les calculs de rentabilité : VAN, TRI
- La notion de fonds propres et leur reconstitution

Simulation de trésorerie (court terme)

- La répartition des charges et des ressources, des besoins de trésorerie
- Les moyens d'actions

🌐 **Exercice d'intersession**

## CYCLE CERTIFIANT- *Perfectionnement*

**14** jours **99** heures

Code 74251

### Paris - Promotion 1

23-25 mars, 11 au 13 mai, 24 mai\*,  
8 au 10 juin, 7-8 juillet,  
28 au 30 septembre 2016

### Paris - Promotion 2

5-7 octobre, 16 au 18 novembre,  
29 novembre\*, 12 au 14 décembre,  
26-27 janvier, 8 au 10 mars 2017

Tarif HT : 7 140 € - repas inclus

Tarif pour les particuliers TTC : 5 710 €

\*Classe virtuelle d'1 h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### MAÎTRE D'OUVRAGE

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

### MODULE 4 - 2 jours

La consultation des entreprises et la gestion  
des contrats de travaux

#### ● OBJECTIFS

- Connaître les clauses d'exécution et gérer les marchés de travaux.
- Sécuriser ses procédures.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Identifier les moyens de consultation des entreprises

Adapter les choix en matière de travaux aux moyens de l'organisme  
et aux conditions de marché

- Entreprises générales, groupement d'entreprises, corps d'états séparés,  
sous-traitance

Comprendre le fonctionnement des entreprises

face à un appel d'offres pour en optimiser les résultats

#### Marché public

- L'ordonnance marchés publics, le CCAG/Travaux
- Le marché de partenariat

#### Marché privé

- La réglementation et domaine d'application

Respecter la procédure de passation des marchés

- L'analyse des candidatures, des offres et capacités des entreprises

#### Maîtriser la gestion des contrats de travaux

Préparer le chantier

- La notification, la préparation du chantier, les installations, le compte prorata
- Les autorisations administratives, le démarrage des travaux

Maîtriser les aspects comptables et financiers

Sécuriser la réalisation du chantier

- Le contrôle de l'exécution des travaux, les réunions de chantier  
et les procès-verbaux
- La gestion des délais et du planning contractuel
- Les modifications de prestations
- Les litiges et les résiliations

#### 🌐 Exercice d'intersession

### MODULE 5 - 3 jours

Les phases de chantier et de réception

#### ● OBJECTIFS

- Identifier les responsabilités et les rôles du maître d'ouvrage  
et du maître d'œuvre.
- Anticiper la réception des travaux.

#### ● PROGRAMME

##### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Le chantier

Assumer les responsabilités de maître d'ouvrage

- Les responsabilités et obligations du maître d'ouvrage
- Évaluer, contrôler, arbitrer, décider
- Les formalités d'ouverture
- La gestion de la sous-traitance, le travail dissimulé
- La gouvernance du chantier
- La constitution d'un dossier chantier
- Le suivi opérationnel et financier du chantier
- La gestion de la qualité
- Les réunions de chantier
- Le traitement des litiges courants et défaillances d'entreprises
- Le chantier et le développement durable : chantiers propres

#### La réception et la livraison

Préparer et gérer la phase de réception

- La programmation de la livraison, checklist, coordination avec les équipes  
de gestion
- Les OPR, la réception, les levées de réserves
- Les formalités de clôture
- La constitution du dossier d'archives
- L'année de parfait achèvement, l'assurance DO, les garanties
- Le traitement des litiges courants
- Le bilan opérationnel, la clôture financière de l'opération, le débriefing

#### 👉 Quiz aval

# Réussir dans sa fonction de maître d'ouvrage

Rôles et reponsabilités du maître d'ouvrage face à ses partenaires

Les opérations immobilières sont de plus en plus complexes par leurs aspects juridiques, techniques et financiers. Choisir judicieusement les partenaires de la maîtrise d'ouvrage et savoir les piloter efficacement sont des compétences incontournables pour faire avancer ses projets.

## OBJECTIFS

- Préciser les rôles et les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage.
- Identifier ses besoins en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).
- Piloter efficacement les AMO dans les projets immobiliers.

## PRÉREQUIS

Connaître les règles applicables ou avoir suivi la formation " Acquérir les bases du montage d'opération de travaux " (code 74112 p. 464).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Chargés d'opérations et promoteurs immobiliers
- Toute personne impliquée dans le montage ou la conduite d'une opération immobilière

## ANIMATEUR

Maxime MEMETHY  
Project manager  
BATYOM

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier les principaux acteurs d'une opération immobilière

#### Déterminer les fondamentaux de la maîtrise d'ouvrage : rôles et responsabilités

- La définition de la maîtrise d'ouvrage
- La diversité des contextes
- Les obligations du maître d'ouvrage
- Les prérogatives du maître d'ouvrage

#### Définir la notion de commande

- Les notions de programme et de projet
- Connaître ses besoins et ses contraintes
- Hiérarchiser ses demandes
- Les spécificités de la commande publique

### Identifier les différents types de mission d'AMO

- Les missions de conduite de projet (AMO généraliste)
- Les missions spécialisées (AMO spécialiste)
- Le contenu des missions selon l'avancement du projet : des études à l'exploitation

### Définir les points clés de la mission et du contrat d'AMO

- Rédiger le cahier des charges de consultation
- Organiser sa consultation pour faire le bon choix

**Exercice d'application** : analyse de cahiers des charges de consultation pour une mission de programmation

### Déléguer la maîtrise d'ouvrage

- La définition des termes et les limites des missions
- AMO, MOD, mandat, CPI, contrat de conception-réalisation et PPP
- Étude de cas** : analyse d'un contrat d'AMO en conduite de projet

### Organiser la maîtrise d'ouvrage

- Définir l'organisation du projet et veiller à son respect
- L'articulation des contrats de différentes AMO

### Suivre et évaluer la prestation d'AMO

- Entretenir une démarche itérative
- Les risques de dispersion
- Piloter les AMO avec une maîtrise d'ouvrage multiple
- Les outils de suivi et de reporting
- L'évaluation de la mission
- Plan d'action personnel** : formalisation d'une synthèse des points clés pour la réussite des missions d'AMO

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de réaliser une synthèse des points clés pour la réussite de vos missions AMO.

2 jours 14 heures

Code 74213

Paris		
24-25	mai	2016
26-27	septembre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Acquérir les bases du montage d'opération de travaux

L'organisation opérationnelle d'un projet de construction d'ouvrage



Pour mener à bien un projet ou une opération de travaux de petite ou grande envergure, il faut à la fois connaître le déroulement chronologique d'une opération de travaux mais aussi cerner les rôles et les responsabilités de toutes les parties prenantes au projet. Cela permet d'instaurer un dialogue efficace avec les acteurs professionnels de l'opération et d'anticiper les possibles dérives.

## OBJECTIFS

- Connaître le contexte réglementaire de la maîtrise d'ouvrage.
- Cerner les rôles et les responsabilités de tous les intervenants d'une opération.
- Préparer le déroulement chronologique d'une opération en intégrant toutes les contraintes internes et externes.

## PRÉREQUIS

Être impliqué dans les opérations de travaux.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage occasionnels publics et privés
- Personnels techniques chargés d'opérations de travaux neufs et/ou administratifs
- Toute personne récemment chargée de conduire une opération de construction dans une équipe de maîtrise d'ouvrage publique ou privée

## ANIMATEUR

Pierre DOYARD  
Consultant-formateur  
Architecte DPLG

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

### Définir les spécificités de l'opération Identifier la complexité de l'organisation des acteurs de la maîtrise d'ouvrage

#### La maîtrise d'ouvrage et ses acteurs

- L'organisation et la qualification des partenaires
- Le maître d'ouvrage : définition, rôles et responsabilités
- Le mandataire, le conducteur d'opération, l'AMO...
- Le contrôle technique, le CSPS, le CSSI...
- Le montage en phase de programmation : programme, enveloppe financière...

#### Les étapes de la phase programmation

- Les études préalables : préfaisabilité, faisabilité
  - Les étapes décisionnelles du montage
  - Les différentes formes de montages possibles
  - Le programme, contenu, rédaction, évolution
  - L'enveloppe financière, contenu, évolution
- #### La maîtrise d'œuvre
- La définition, les rôles et les responsabilités
  - L'organisation

- Le phasage
- Le suivi des études
- Les entrepreneurs et les marchés de travaux**
- La définition, les rôles et les responsabilités
- Le contrat de louage d'ouvrage : bases juridiques et conséquences
- L'organisation : cotraitance, sous-traitance...
- Le marché de travaux : formation, contenu, pièces...

### Maîtriser et gérer les phases de consultation et de réalisation du chantier

- La consultation : seuils, procédures courantes, publicités, candidatures, offres...
- La préparation et le démarrage du chantier
- La vie du marché et le chantier
- Gérer la phase de fin de chantier, la réception et les garanties
- Étude de cas** : récapitulatif d'un tableau de bord de maîtrise d'ouvrage et conduite d'opérations

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'initier l'organisation du montage d'opérations de travaux.

1 jour 7 heures

Code 74112

Paris		
26	mai	2016
7	octobre	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

Lyon		
14	mars	2016
7	novembre	2016



# Suivi, réalisation et réception des travaux

Optimiser l'exécution de l'opération



La maîtrise d'une opération et la réussite de sa gestion reposent essentiellement sur l'anticipation de tous les événements. Il faut, dès lors, acquérir des réflexes de prévention et faire respecter les rôles et les responsabilités de chaque acteur lors de l'exécution des travaux.

## OBJECTIFS

- Connaître le cadre législatif et réglementaire des marchés de travaux.
- Identifier les responsabilités et les rôles respectifs du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des prestataires d'études et leurs relations avec les entreprises.
- Connaître les clauses d'exécution et gérer les marchés de travaux.

## PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage de projets de construction ou avoir suivi la formation " Acquérir les bases du montage d'opération de travaux " (code 74112 p. 464).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Les entreprises de construction principales et sous-traitantes
- Toute personne amenée à jouer un rôle dans une opération de construction

## ANIMATEUR

Pierre DOYARD  
Consultant-formateur, Architecte DPLG

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Définir l'environnement de l'opération et le marché de travaux

- Cerner le contexte spécifique de l'opération
- Les éléments de l'opération en phase amont

#### Maîtriser le cadre général des marchés de travaux

- Les caractéristiques juridiques des marchés de travaux
- Les obligations de l'entrepreneur
- **Étude de cas** : analyse comparative des textes de référence, le CCAG des marchés publics de travaux et la norme NFP 03-001

#### Optimiser l'exécution des marchés de travaux lors de la réalisation de l'opération

- Le lancement du marché et la préparation
- Organiser le dossier financier
- Maîtriser les aspects comptables
- **Exercice d'application** : examen de décomptes et acomptes mensuels
- Optimiser la réalisation des travaux
- **Exercice d'application** : examen de projets d'avenants

### Bien gérer le suivi du chantier

- Les fiches de suivi et la gestion des divers avis techniques
- Les réunions de chantier et les procès-verbaux

#### Mener à bien la phase de réception et la fin de l'opération

- Identifier les responsabilités et les obligations de garanties
- Les opérations préalables à la réception
- La réception et le traitement des réserves
- Le parfait achèvement et les garanties

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de mettre en place des actions permettant d'optimiser l'exécution de l'opération de travaux.

3 jours 21 heures

Code 74079

Paris			Lyon		
20 au 22	janvier	2016	15 au 17	mars	2016
23 au 25	mai	2016	8 au 10	novembre	2016
4 au 6	juillet	2016			
19 au 21	septembre	2016			
28 au 30	novembre	2016			
23-25	janvier	2017			

Tarif HT : 1 750 € - repas inclus

# Le coût global d'une opération de construction

Assurer la gestion économique efficace du projet de construction

La recherche permanente d'économies et d'optimisation demande une professionnalisation de plus en plus importante des acteurs d'une opération de construction. Il devient indispensable à chacun de tout faire pour mieux comprendre l'autre.

## OBJECTIFS

- Déterminer l'enveloppe financière d'une opération et intégrer la dimension développement durable.
- Suivre et actualiser l'estimation aux différentes phases d'avancement du projet.
- Intégrer les choix financiers et l'analyse en coût global du projet.

## PRÉREQUIS

Bien connaître les règles liées à la construction.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'opérations, responsables techniques et maîtres d'œuvre
- Chargés d'études ou de programmation et économistes de la construction
- Toute personne impliquée dans un projet de construction

## ANIMATEUR

Pierre RASOLO  
Associé  
GREEN BUILDING

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Identifier les éléments constitutifs d'une enveloppe financière

##### Connaître et suivre les différentes étapes de la programmation

- Bien formuler la commande du maître d'ouvrage
- Déterminer les contours et la faisabilité du projet
- L'importance de la définition des surfaces

##### Définir les éléments constitutifs de l'enveloppe financière

- Le coût du foncier et de ses frais annexes
- Le coût des travaux et des éléments mobiliers
- Le coût des prestations intellectuelles
- Les aléas et les provisions diverses
- Les provisions pour actualisation
- Les frais financiers

#### Estimer les coûts et les évolutions durant les phases d'avancement du projet

##### Intégrer les éléments permettant l'estimation de l'enveloppe travaux du projet

- Les données liées au site choisi

- Les contraintes propres au programme
- Les choix liés à l'environnement

##### Déterminer et estimer les coûts

- Les banques de données
- La méthodologie

#### Établir les choix financiers et l'analyse en coût global du projet

##### Définitions et choix en coût global

- La prise en compte des coûts différés
- Les objectifs environnementaux et de développement durable
- Réaliser un ouvrage adapté aux contraintes environnementales
- Réaliser un ouvrage facile à maintenir et à exploiter
- **Étude de cas** : réalisation de l'estimation des coûts de construction d'un pavillon individuel

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez maîtriser vos coûts de construction grâce à la méthode de coût global et répondre aux besoins de développement durable des bâtiments.

2 jours 14 heures

Code 74218

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
29-30	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Gestion technique et opérationnelle d'un chantier

Organiser, piloter et coordonner un chantier

**La réussite d'une opération de travaux résulte de la bonne planification et de la bonne organisation des différentes étapes et des intervenants. En tant que maître d'ouvrage, il est indispensable de maîtriser l'approche opérationnelle d'un chantier au travers des étapes et méthodes de la préparation et la réalisation du chantier.**

## ● OBJECTIFS

- Définir et rédiger le contenu d'une mission OPC.
- Intégrer les délais, le planning, l'enchaînement des tâches... d'une opération.
- Mettre en œuvre les moyens adaptés pour suivre la bonne réalisation d'un chantier et le planning.

## ● PRÉREQUIS

Connaître les bases de l'organisation d'un chantier et les rôles des différents intervenants.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et assistants à maîtrise d'ouvrage
- Mandataires de maîtrise d'ouvrage
- Conducteurs d'opérations et maîtres d'œuvre
- Toute personne amenée à préparer et à suivre la réalisation de travaux

## ● ANIMATEUR

Jean MAUSSION  
Architecte, Conducteur de travaux  
AMO

## PROGRAMME

Initiation

**Définir la mission de maîtrise d'œuvre d'exécution, d'OPC et le contrat associé**  
Maîtriser le sens des missions de maîtrise d'œuvre d'exécution, d'ordonnancement, de pilotage et de coordination  
Maîtriser le contenu du contrat de maîtrise d'œuvre d'exécution et d'OPC en marchés publics et en marchés privés  
**Planifier et assurer le suivi technique du chantier**

### La préparation administrative

- Mettre au point des marchés
- Obtenir les autorisations administratives

### La réunion préparatoire

- Les acteurs concernés
- L'ordre du jour et la méthodologie d'animation
- Le compte rendu et sa diffusion

### Délais et planning de chantier

- Élaborer le planning enveloppe et le planning d'exécution
- Définir le délai contractuel
- Recourir aux outils de planification
- Gérer les retards et les aléas de délais  
**Exercice d'application** : gestion d'un retard de délai contractuel

### Assurer le suivi technique du chantier

- Définir les limites des prestations
- Assurer les échanges de données en cours de chantier

- Animer des réunions de chantier et rédiger les comptes-rendus
- **Le suivi comptable et financier du chantier**
- Les avenants en cours de travaux
- Les situations mensuelles et les actualisations
- Le décompte général définitif
- Le visa du maître d'œuvre  
**Exercice d'application** : vérification d'un décompte général définitif

### Réceptionner les travaux

- Le processus et le rôle des acteurs
- Les documents et leur circuit
- Le suivi des réserves
- Méthodologie de réception

### Appréhender les aspects comportementaux

- **Le comportement des acteurs**
- Le rôle " d'animateur " du maître d'ouvrage
- La gestion des conflits

### La gestion des litiges lors du suivi des travaux, de la réception et de la clôture des comptes

- **Exercices d'application** : contrôle des connaissances

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de suivre toutes les missions d'organisation, de planification et de gestion d'un chantier afin d'en assurer la réussite.

2 jours  
14 heures

Code 74299

Paris		
11-12	mai	2016
4-5	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1430 € - repas inclus

# L'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage

Organiser la clôture d'une opération

**La réception est une période charnière et fondamentale dans le déroulement d'une opération, qui correspond à la fin des travaux. Néanmoins, elle prolonge l'obligation de l'entrepreneur par la période de parfait achèvement.**

## ● OBJECTIFS

- Déterminer les moments clés de la clôture d'une affaire et leurs enjeux.
- Identifier les acteurs durant les différentes phases.
- Gérer la transmission du bâtiment au gestionnaire.

## ● PRÉREQUIS

Connaître les bases du montage de projets de construction ou avoir suivi la formation " Suivi, réalisation et réception des travaux " (code 74079 p. 465) ou " Acquérir les bases du montage d'opération de travaux " (code 74112 p. 464).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Les entreprises de constructions principales et sous-traitantes
- Toute personne concernée par la clôture d'une opération de travaux

## ● ANIMATEUR

Jean MAUSSION  
Architecte, Conducteur de travaux, AMO

## PROGRAMME

Expertise

**Gérer les étapes en amont de la livraison de l'ouvrage**

Organiser les opérations préalables à la réception

- Mener les visites préalables à la réception
- La liste des réserves, l'inexécution, la malfaçon
- Les essais et les contrôles techniques
- Les documents dus par les entreprises
- Le nettoyage

**Gérer la réception des concessionnaires Identifier les démarches et les autorisations administratives liées à la réception**

- La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux DAACT
- Les vérifications initiales
- L'ouverture au public
- La commission de sécurité et d'accessibilité

### Cerner les effets de la réception

- Le transfert de garde
- L'exonération de l'entrepreneur
- La mise en place de la maintenance

### Déterminer le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

**Conduire le Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO)**

- Les documents à insérer
- Les interventions ultérieures
- **Établir le dossier de SSI**
- **La levée des réserves**
- Le délai de levée des réserves
- L'organisation pour effectuer les travaux de retouches

- Le contrôle de la levée des réserves
- La défaillance des entreprises

**Maîtriser les étapes à compter de la réception**

### Gérer la livraison

**Le contenu du dossier de transfert**

- Les dossiers administratif et technique
- **Le dossier d'utilisation d'entretien et de maintenance (DUEM)**
- Les contrats de maintenance
- L'entretien

### Organiser la clôture des comptes

- L'achèvement financier : le décompte général définitif
- Le circuit de la clôture des comptes entre l'entreprise, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage
- Les observations, les corrections, le mémoire de réclamation

**Maîtriser la mise en place des garanties**

- L'année de parfait achèvement
- La garantie de bon fonctionnement
- La garantie décennale

**Exercices d'application** : contrôle des connaissances

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de conduire et d'organiser l'achèvement d'un chantier et l'exploitation de l'ouvrage.

1 jour  
7 heures

Code 74214

Paris		
8	juin	2016
5	décembre	2016

Tarif HT : 880 € - repas inclus

# Assurer la sécurité sur un chantier

Respecter les obligations en matière de prévention et de coordination SPS

**Le déroulement d'un chantier nécessite l'intervention de nombreuses entreprises pouvant interférer les unes avec les autres et générer un risque tant sur la sécurité des personnes que sur celle des installations et des matériels. Prévenir ces risques est une obligation pour le maître d'ouvrage.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser la réglementation applicable et les obligations du maître d'ouvrage en matière de santé et de sécurité.
- Choisir entre plan de prévention et coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS).
- Identifier les missions du coordonnateur SPS et veiller à la bonne réalisation de chaque mission.

## PRÉREQUIS

Connaître les bases de l'organisation d'un chantier et les rôles des différents intervenants.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et assistants à maîtrise d'ouvrage
- Responsables de programmes, conducteurs d'opérations, responsables entretien maintenance, responsables techniques
- Chefs de projet en charge du suivi d'une opération et des contrats associés

## ANIMATEUR

Jean-Yves DUMAS  
Consultant Santé Sécurité au Travail  
PREVENT'EX

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier les enjeux en matière de santé sécurité sur un chantier et la réglementation applicable

- Définir la responsabilité civile et pénale de la maîtrise d'ouvrage et de ses partenaires

#### Maîtriser le cadre réglementaire

- La réglementation encadrant les interventions d'entreprises extérieures : le plan de prévention
- La réglementation encadrant les chantiers clos et indépendants : la coordination SPS

### Mettre en œuvre le plan de prévention

- Les applications conjointes de la procédure par les entreprises
- Les rôles possibles du maître d'ouvrage s'il n'est pas l'exploitant
- Les outils à mobiliser
- La méthodologie d'analyse des risques de co-activité

**Exercice d'application** : rédaction d'un tableau d'analyse des risques

### Piloter les missions de coordination SPS

#### Maîtriser la réglementation et les obligations du maître d'ouvrage

- Déterminer la catégorie de l'opération
- Désigner le coordonnateur SPS dès la phase de conception et l'intégrer aux réunions
- Maîtriser le contrat de mission SPS et son contenu

- Analyser la mission du coordonnateur SPS conception
- Gérer la phase d'appels d'offres travaux
- Rédiger la déclaration préalable
- Analyser le déroulement de la mission du coordonnateur SPS réalisation
- Suivre le registre journal

**Étude de cas** : analyse commentée de différents contrats de mission SPS apportés par les participants

#### Maîtriser les missions spécifiques du coordonnateur SPS

- Établir le PGCSPPS par le coordonnateur en conception
- Constituer le CISSCT par le coordonnateur réalisation
- Réaliser les visites d'inspections communes

**Étude de cas** : analyse commentée d'un PGCSPPS et identification des améliorations à apporter

#### Établir, finaliser et remettre le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la sécurité sur un chantier au travers de la mise en œuvre des différents dispositifs réglementaires s'appliquant à la maîtrise d'ouvrage.

2 jours 14 heures

Code 74300

Paris		
13-14	juin	2016
14-15	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Approche des technologies du bâtiment

Intégrer les bases techniques et le vocabulaire de la construction

**Pour gérer un grand projet ou des petits travaux, il faut acquérir des connaissances techniques de conception et de réalisation dans le domaine de la construction. Ces bases de terminologie sont essentielles pour analyser et comprendre les étapes de la construction, puis instaurer le dialogue avec les entrepreneurs et les autres acteurs de terrain.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les bases de terminologie, les techniques de conception et de réalisation du bâtiment.
- Développer ses connaissances pour mieux comprendre et gérer les devis et les travaux.
- Comprendre les liens entre les techniques mises en œuvre et les pathologies les plus courantes.

## PRÉREQUIS

Être confronté à des opérations de travaux.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés d'opérations
- Responsables techniques et maîtres d'œuvre
- Toute personne participant à des opérations de travaux

## ANIMATEUR

Pierre DOYARD  
Consultant-formateur  
Architecte DPLG

## PROGRAMME

Initiation

### Cerner les bases terminologiques de l'organisation du secteur du bâtiment

- Identifier les acteurs de l'opération de construction
- L'organisation de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, les autres acteurs de l'ingénierie et les entreprises

### Maîtriser les différents cadres d'approche de la technologie

- L'approche graphique : savoir lire des plans, les types et conventions de représentations, les symboles techniques...
- La décomposition d'un ouvrage par fonction ou par élément de construction
- Les ouvrages et la partition des corps d'état

**Étude de cas** : analyse et lecture d'un plan d'exécution

### Analyser et comprendre les étapes de la construction, de la structure des fondations au toit

#### Des fondations à la terrasse, la structure de l'ouvrage

- Les terrassements
- Les fondations
- Les structures verticales
- Les structures horizontales
- Les liaisons : escaliers, trémies, gaines
- Les enduits et les façades

### Le clos et le couvert

- Les charpentes : structures bois et métalliques
- Les couvertures : tuiles, ardoises, bacs
- Les différentes techniques d'étanchéité
- La zinguerie : les évacuations d'eaux pluviales
- Les menuiseries extérieures : double vitrage
- Les fermetures et les occultations

### Lister les techniques et matériaux de finition

#### La partition et les finitions

- Les cloisons et les peintures
- Les enduits, revêtements, murs et sols

### Acquérir les bases des lots techniques Les lots techniques

- La plomberie : alimentations et évacuations
- Le sanitaire : les appareils et l'eau chaude
- Le chauffage : production, distribution, énergie
- Les courants : forts et faibles
- Les équipements techniques divers : les ascenseurs

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de déchiffrer un devis et de conduire des travaux.

2 jours 14 heures

Code 74113

Paris			Lyon		
21-22	mars	2016	27-28	juin	2016
6-7	juin	2016	21-22	novembre	2016
3-4	octobre	2016			
13-14	décembre	2016			

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Prévenir les pathologies des bâtiments

Gérer les principaux sinistres, anomalies et dysfonctionnements

Perfectionnement

Les pathologies du bâtiment peuvent être des pathologies du gros œuvre de la construction, un affaissement, de l'humidité ou des fissures en tout genre. Les types de pathologies sont donc nombreux et, l'inflation des sinistres qui y sont liés et leur coût non négligeable nécessitent de connaître l'origine des désordres afin d'y remédier, de manière préventive et curative.

## ● OBJECTIFS

- Analyser les désordres pathologiques du bâtiment.
- Déterminer les remèdes appropriés.
- Adopter une posture préventive de la pathologie des bâtiments.

## ● PRÉREQUIS

Connaître le vocabulaire et les bases en matière de techniques de construction d'un bâtiment ou avoir suivi " Approche des technologies du bâtiment " (code 74113 p. 467).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage
- Techniciens et ingénieurs des maîtres d'ouvrages
- Bureaux d'études techniques
- Toute personne d'une entreprise chargée de travaux

## ● ANIMATEUR

Jean Marc POTIER  
Architecte - Urbaniste  
JMP Conseils

## PROGRAMME

### Définir la composition du bâtiment et les pathologies associées

- La constitution du bâtiment
- La résistance du bâtiment
- Les différentes fonctions du bâtiment
- La classification des bâtiments
- La datation des bâtiments

### Prévenir et gérer les pathologies Déterminer les pathologies des structures et fondations

- La qualité des sols et des sous-sols
- Les infrastructures et les fondations profondes et superficielles
- Les superstructures porteuses
- Les murs de soutènement
- Les altérations des charpentes en bois, métal ou béton

### Cerner les origines des pathologies Identifier les causes, les manifestations et les remèdes possibles

- La couverture du bâtiment
- Le second œuvre
- La pathologie des équipements
- La plomberie et les canalisations
- Étude de cas : analyse de désordres relatifs aux fondations et aux infrastructures
- Les problèmes d'humidité dans le bâtiment
- L'isolation thermique
- L'acoustique

**Exercice d'application** : à partir de désordres nommés, détermination des remèdes possibles et préconisation d'une méthode de prévention

- Les espaces extérieurs et la voirie
- Les matériaux et techniques de construction
- Les catastrophes naturelles et la pollution : séismes, sécheresse, inondation...

### Analyser le diagnostic Gérer les éventuels sinistres Prioriser les interventions en hiérarchisant les dommages

**Étude de cas** : à partir d'un diagnostic, définition du plan d'intervention et de la graduation des priorités

### Mesurer les aspects techniques et réglementaire

- La question de la non-conformité en matière d'accessibilité ou de sécurité
- L'amiante, le plomb, le gaz
- Les assurances à souscrire
- Les types de responsabilités pouvant être mis en œuvre
- Les normes, règles et DTU
- Le devoir de conseil et ses conséquences en cas de non-respect
- Les limites de la compétence

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

A l'issue de cette formation, vous saurez détecter les pathologie d'un bâtiment et définir les solutions pour y remédier.

2 jours  
14 heures

Code 74301

Paris		
30-31	mai	2016
6-7	octobre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Gérer la maintenance des bâtiments

Sécuriser les clauses des contrats de maintenance

Perfectionnement

Les dysfonctionnements, pannes matérielles ou difficultés d'utilisation sont fréquents et peuvent coûter cher aux entreprises. Il est donc nécessaire d'anticiper ces difficultés de maintenance, en sécurisant au maximum les contrats de maintenance et la qualité des prestations exécutées par les fournisseurs.

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur les pratiques actuelles de la maintenance des bâtiments.
- Approcher les différents modes de maintenance, les aspects administratifs et techniques
- Rédiger, gérer et suivre les contrats de maintenance

## ● PRÉREQUIS

Avoir un minimum de connaissance dans la technique du bâtiment, en particulier en entretien et en gestion.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables techniques
- Responsables construction et du patrimoine immobilier
- Gestionnaires de biens immobiliers
- Toute personne impliquée dans l'exploitation, la maintenance ou la gestion technique de biens immobiliers

## ● ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN  
Directeur technique, sécurité & environnement  
IMMOVALOR Gestion

## PROGRAMME

### Mesurer les enjeux actuels de la maintenance

#### Définir la maintenance et les services de maintenance

- Cerner les types de maintenance
- Les objectifs stratégiques
- L'évaluation des besoins au regard de l'organisation et des moyens du maître d'ouvrage
- La mise en place d'un tableau de bord de suivi de la maintenance

#### Déterminer le meilleur prestataire maintenance

#### Déterminer les intervenants : rôle, assurances, qualifications...

- Les critères de comparaison et de sélection des prestataires
- L'évaluation des prestations de maintenance
- Les sanctions en cas de manquement du prestataire

#### Identifier les règles des phases techniques et administratives

#### Maîtriser le contenu des carnets d'entretien Cerner les types de marchés de travaux à adapter

- Maîtriser les principaux cas particuliers
- L'entretien, GE-GR, gros travaux, remplacement
- La maintenance et la mise aux normes
- La maintenance technique et/ou commerciale
- Le cas de la maintenance en site occupé

### Mesurer les aspects techniques

- Selon le type et l'usage du bâtiment
- Selon les parties du bâtiment
- Humidité, infiltrations, le fil rouge de l'entretien
- Les contrats de maintenance

**Exercice d'application** : réalisation d'un diagnostic complet et d'un plan d'entretien quinquennal d'un local prédéterminé

### Rédiger un contrat de maintenance bâtiment

#### Déterminer les éléments essentiels du contrat

- La nature de l'intervention
- Les obligations de résultats à atteindre

#### Sécuriser les clauses essentielles à inclure dans le contrat

- Gérer la vie du contrat
- Le contrôle des performances
- Les indicateurs de suivi
- Les évolutions à prévoir
- La question des coûts
- La mise en place d'actions préventives et correctives

**Exercice d'application** : rédaction d'un contrat de maintenance

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

A l'issue de la formation, vous saurez maîtriser le cadre juridique de vos contrats de maintenance des bâtiments.

2 jours  
14 heures

Code 74302

Paris		
20-21	juin	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées

Respecter ses obligations et réaliser un diagnostic

À jour de l'ordonnance du 22 Juillet 2105

Expertise

**La mise en accessibilité des établissements recevant du public ERP et des bâtiments d'habitation pour les personnes handicapées est imposée par de la loi Handicap. Il revient donc aux maîtres d'ouvrages publics et privés et aux acteurs de la construction en général de se conformer à la réglementation tout en choisissant des solutions techniques, économiques et fonctionnelles adaptées.**

## OBJECTIFS

- Définir une situation de handicap.
- Délimiter le contexte réglementaire et les principales exigences techniques pour les ERP.
- Être capable de mener un diagnostic de l'accessibilité d'un ERP et de proposer des solutions.

## PRÉREQUIS

Être confronté à la gestion de l'accessibilité des bâtiments.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Sociétés de construction et maîtres d'œuvre
- Gestionnaires d'établissements
- Toute personne amenée à jouer un rôle dans une opération de construction, de rénovation ou de réhabilitation

## ANIMATEUR

Laurence BAILLIF  
Conseil en gestion Risques et Crises  
ADVALEA

## PROGRAMME

### Définir la situation de handicap

- Les différents types de handicap
- Les différentes situations de handicap
- **Mise en situation** : intégrant les contraintes liées à chaque situation de handicap

### Analyser les enjeux de l'accessibilité

- Les enjeux du handicap et de l'accessibilité
- L'accessibilité et la qualité d'usage (capacité à répondre aux attentes des usagers)
- Les différentes formes de l'accessibilité : le déplacement dans l'espace et l'utilisation des outils (machine automatique...)

### Intégrer le contexte et le cadre réglementaire

- Les domaines couverts par la réglementation sur l'accessibilité
- Les obligations et délais pour les ERP et les Installations Ouvertes au Public (IOP)
- Les acteurs de l'accessibilité

### Rendre accessibles les ERP

- La prise en compte des différents handicaps
- La logique de chaîne de déplacement
- Les règles d'accessibilité
- La prise en compte de l'accessibilité à la construction
- La prise en compte de l'accessibilité dans les bâtiments existants
- Les caractéristiques générales, techniques et les caractéristiques relatives au repérage et à la sécurité

- La recherche de solutions et les contraintes
- Appliquer la loi : mettre en place des Agendas d'Accessibilité Programmés (Ad'AP)

**Exercice d'application** : analyse de situations de non-conformité et identification des actions correctives à prévoir

### Mettre en place une démarche

- Les objectifs du diagnostic
- Les aides financières
- **Les facteurs de réussite**
- La manière de présenter la démarche
- La prise en compte des parties prenantes
- Le niveau de détail
- Les actions réalisables à court ou moyen terme

### Méthodologie pour établir un diagnostic d'accessibilité

- La méthodologie d'évaluation de l'accessibilité
- Le relevé de terrain
- **Exercice d'application** : élaboration d'une démarche de mise en accessibilité d'un bâtiment

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'intégrer dans votre projet la thématique du handicap.

2 jours  
14 heures

Code 74151

Paris		
23-24	mars	2016
16-17	juin	2016
16-17	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Les responsabilités des constructeurs

Adapter votre pratique pour limiter les risques



**Le régime spécifique de responsabilités et d'assurances construction est en constante évolution depuis son instauration. Il est donc indispensable d'identifier l'ensemble des responsabilités pesant sur les intervenants à l'acte de construire puis de savoir mettre en œuvre les solutions assurantielles proposées tant obligatoires que facultatives.**

## OBJECTIFS

- Identifier les différentes responsabilités dans le cadre d'une opération de construction
- Déterminer les apports de la jurisprudence
- Identifier les risques contentieux et organiser ses recours

## PRÉREQUIS

Être confronté aux opérations de construction dans sa pratique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Assureurs et avocats
- Responsables de programmes immobiliers

## ANIMATEUR

Rémi PORTE  
Responsable construction  
FFSA  
Chargé d'enseignement à l'Université Paris Dauphine

## PROGRAMME

Initiation

### Identifier les différents types de risques et de responsabilités

- Identifier les risques et les responsabilités avant et après réception
- Les acteurs à l'acte de construire : rôles et responsabilités
- Le mécanisme assurantiel : assurances obligatoires et garanties facultatives
- Préciser les risques avant réception
- **Exercice d'application** : détermination du régime applicable à différents types de désordres
- Définir la responsabilité du sous-traitant

### La réception de l'ouvrage et les garanties

- Prononcer la réception
- Les garanties à mettre en œuvre après la réception
- Analyser la garantie de parfait achèvement
- **Exercice d'application** : traitement des réserves non levées

### Comprendre les caractéristiques des garanties biennales et décennales

- Définir leur contenu et leur domaine de mise en œuvre

**Exercice d'application** : qualification juridique d'un ouvrage ou d'un équipement afin de déterminer la garantie applicable

- Désordres couverts et articulation avec les autres responsabilités
- L'assurance

**Étude de cas** : analyse commentée une attestation d'assurance

### Mettre en œuvre les assurances et réparer le dommage

**Le point de départ du déclenchement des garanties et les prescriptions**  
**Les modalités de mises en œuvre**  
**Le règlement de sinistre dommages-ouvrage**

- La déclaration du sinistre
- La procédure d'expertise
- Le règlement indemnitaire

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez déterminer les différents types de responsabilités des intervenants à l'acte de construire et déterminer les garanties obligatoires et facultatives pour chaque catégorie de désordres

2 jours  
14 heures

Code 74329

Paris		
2-3	juin	2016
17-18	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus



**Cécile ORDOVAS**  
Responsable du secteur  
Environnement - Sécurité -  
Énergie

Transition énergétique, pollution de l'air, valorisation des déchets, prévention des risques industriels... autant de sujets quotidiennement présents dans la presse et les dossiers traités par le gouvernement et les institutions. Si les préoccupations environnementales, énergétiques, de santé et sécurité au travail sont aujourd'hui bien intégrées dans les priorités des entreprises, la pression réglementaire,

## ÉDITO

économique et stratégique, toujours plus forte, complexifie la tâche des responsables opérationnels en charge de ces sujets.

C'est pourquoi nous avons à cœur de vous accompagner efficacement dans vos missions quotidiennes en adaptant nos formations aux besoins que vous rencontrez sur le terrain. Et parce que les années se suivent sans se ressembler, notre offre 2016 vous propose encore plus de nouvelles formations, de nouveaux formats et de nouvelles approches pédagogiques !

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT



**" Le mariage du digital et de l'environnement constitue un véritable tsunami pour le monde économique dans son ensemble. "**

**Corinne LEPAGE**

Ancienne Ministre de l'Environnement  
Avocate, Associée fondatrice  
HUGLO LEPAGE & ASSOCIÉS

Auteur du rapport\* " L'économie du Nouveau Monde "

Quels sont les grands rendez-vous à venir en matière d'environnement et d'énergie ?

La transition énergétique et économique est en marche. Entre le vote définitif de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte qui est intervenu le 22 juillet 2015 et les différentes étapes qui vont conduire à la COP 21 à la fin du mois de novembre 2015, le sujet est constamment à l'agenda, non seulement des instances politiques, mais avant tout et surtout de la société civile, des entreprises, chercheurs, associations, initiatives citoyennes...

Quels sont les enjeux pour les acteurs économiques ?

Les enjeux pour les acteurs économiques sont considérables comme j'ai l'honneur de le rappeler dans le rapport sur l'économie du Nouveau Monde\* que je viens de remettre à Madame Royal. Le mariage du digital et de l'environnement constitue un véritable tsunami pour le monde économique dans son ensemble, qui est appelé à se métamorphoser. Les excellents exemples sont légions ; il convient désormais de briser le plafond de verre et d'en faire le modèle dominant.

À plus long terme, quelles mesures structurelles permettraient de passer à une économie verte ?

Dans le rapport sur l'économie du Nouveau Monde\*, nous suggérons 5 mesures structurelles pour créer de véritables synergies entre tous les acteurs de la nouvelle économie et 100 mesures concrètes dans le domaine de la législation, de la fiscalité, des marchés publics et du financement, qui permettraient une formidable dynamique pour notre pays qui a tous les atouts pour réussir.

\*à télécharger sur [www.adnmonde.fr](http://www.adnmonde.fr)

DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ  
BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION

# ENVIRONNEMENT SÉCURITÉ ÉNERGIE

INTERNATIONAL

# 91

FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Je recommande cette formation pour toutes les personnes voulant se perfectionner sur la partie environnement d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE. La partie réglementaire est très bien abordée ainsi que le descriptif du contenu d'une étude d'impact. La formatrice a su répondre à toutes nos questions avec un avis juridique si nécessaire.*

**Valérie W.**

Ingénieur environnement  
ASSYSTEM EOS

Participante à la formation " Réussir l'étude d'impact  
d'une ICPE " p. 485



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## CP FFP

Formations validées par un Certificat Professionnel FFP



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Formations certifiantes et longues

### • PARCOURS MÉTIERS

Responsable hygiène sécurité environnement	476
Responsable environnement	476
Responsable énergie confirmé	477
Chef de projet efficacité énergétique du bâtiment	477

### • CYCLES CERTIFIANTS

Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement	478
Responsable énergie en entreprise	516

### • CYCLES LONGS

Maîtriser le droit de l'environnement industriel	482
Gestion d'une installation classée	483

## Les métiers

Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b>	478
Responsable HSE	503
Animateur santé sécurité	497
Fonction sécurité	497
Responsable environnement	501
Responsable énergie - <b>Cycle certifiant</b>	516
Chargé de mission développement durable	521

## Droit de l'environnement

Découvrir le droit de l'environnement industriel	480
Se perfectionner au droit de l'environnement industriel	481
Gérer le passif environnemental	481
Maîtriser le droit de l'environnement industriel - <b>Cycle long</b>	482
Le cadre réglementaire des énergies renouvelables	520

## Installations classées (ICPE)

Gestion d'une installation classée - <b>Cycle long</b>	483
Gérer une ICPE	484
Réaliser son plan de prévention	499
Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED	485
Réussir l'étude d'impact d'une ICPE	485
Réussir une étude de dangers et son POI	499
Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau	494
Gérer les effluents industriels	494
Assurance et risques environnementaux	406
Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles	407

## Sites et sols pollués

Gérer les sites et sols pollués	486
Les techniques de dépollution des sols	487
Sites et sols pollués - <b>Summer Days</b>	488
Sols pollués, friches, changements d'usage	489
Analyse des risques résiduels	489
Gérer le passif environnemental	481

## Déchets

Gérer les déchets industriels	490
Gérer les déchets industriels dangereux	491
Gérer les effluents industriels	494
Gestion d'une installation classée - <b>Cycle long</b>	483
Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères	491
Valorisation des déchets - <b>Formation INSAVALOR</b>	524

## Eau




Assainissement	492
Gestion environnementale des eaux de pluie	493
Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau	494
Gérer les effluents industriels	494
Maîtriser le risque légionelles	511

## Santé et sécurité : réglementation et métiers





Réglementation santé et sécurité - Niveau 1	495
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2	495
Méthode de l'arbre des causes	500
Réaliser son plan de prévention	499
CHSCT : ses missions et ses moyens	112
Prévenir la pénibilité en entreprise	111
Responsable HSE	496
Animateur santé sécurité	497
Fonction sécurité	497
Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b>	478
Santé et environnement - <b>Formation INSAVALOR</b>	524
Sécurité des équipements de travail <b>Formation INSAVALOR</b>	525










## Évaluation, analyse et gestion des risques

Méthodes d'analyse des risques industriels	 498
Incendie, explosion, dispersion toxique	498
Réussir une étude de dangers et son POI	 499
Réaliser son plan de prévention	 499
Méthode de l'arbre des causes	500
Sécurité industrielle : intégrer les facteurs humains	500
A.P.R. : analyse préliminaire des risques Formation INSAVALOR	525
Fonctionnement des systèmes industriels Formation INSAVALOR	526

## Management de l'environnement et de la sécurité

Responsable environnement	 501
Management intégré QSE	501
Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015	 502
Chargé de mission développement durable	521
Responsable HSE	 496
Animateur santé sécurité	497
Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement Cycle certifiant	 478




## Bâtiments

• BÂTIMENTS ET ENVIRONNEMENT ÉNERGIE	
HQE®, BREEAM, LEED	503
Démarche HQE® Exploitation	503
LEED construction et rénovation V4	 504
Réglementation thermique des bâtiments existants	504
RT 2012	505
BIM 1 jour pour tout comprendre	 505
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	 506
Audit énergétique des bâtiments	 506
Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat	507
Bâtiments basse consommation et énergie positive	 508
Les énergies renouvelables dans les bâtiments	 508
Thermique du bâtiment - Formation INSAVALOR	527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments Formation INSAVALOR	527
• BÂTIMENTS ET SANTÉ SÉCURITÉ	
Maîtriser la qualité de l'air intérieur	 509
Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments	510
Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations	510
Maîtriser le risque légionelles	 511
Initiation à la sécurité incendie	511
Sécurité incendie dans les ERP	512
Désenfumage des bâtiments	512

## Énergie

• MARCHÉS ET ACHATS D'ÉNERGIE	
Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1	 513
Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 2	 513
Négocier ses achats d'électricité et de gaz	514
L'achat d'énergie par les personnes publiques	514
Les marchés du carbone et des GES	 515
Finance Carbone	 515
Les marchés des matières premières	 380
Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques	381
• CONSOMMATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	
Responsable énergie en entreprise - Cycle certifiant	 516
Norme ISO 50001	518
Audit énergétique des entreprises	 518
Efficacité énergétique d'un site industriel	 519
Maîtriser l'énergie dans les bâtiments	 506
Les énergies renouvelables dans les bâtiments	 508
• ÉNERGIES RENOUVELABLES	
Le cadre réglementaire des énergies renouvelables	 520
Produire de l'énergie à partir de biogaz	520

## Développement durable

• DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Chargé de mission développement durable	 521
Achats et marchés publics responsables	521
La démarche RSE comme levier d'innovation	@
Les RH et la dimension sociale de la RSE	116
• GESTION RESPONSABLE ET ÉQUITABLE DE L'EMPLOI ET DES CARRIÈRES	
Risques psychosociaux au travail	 522
Gestion des compétences	522
Management intergénérationnel	 522
Manager en incarnant des valeurs et une vision	522

## Partenariat EFE-INSAVALOR

Valorisation des déchets	524
Santé et environnement	524
A.P.R. : analyse préliminaire des risques	525
Sécurité des équipements de travail	525
Fonctionnement des systèmes industriels	526
AMDEC maintenance	526
Thermique du bâtiment	527
Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments	527

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

## INITIATION

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT SITES ET SOLS POLLUÉS	INSTALLATIONS CLASSÉES (ICPE)	DÉCHETS - EAU	SANTÉ ET SÉCURITÉ : RÉGLEMENTATION ET MÉTIERS
Découvrir le droit de l'environnement industriel p. 480	Gestion d'une installation classée <b>Cycle long</b> p. 483	Gérer les déchets industriels p. 490	Réglementation santé et sécurité <b>Niveau 1</b> p. 495
Maîtriser le droit de l'environnement industriel <b>Cycle long</b> p. 482	Gérer une ICPE p. 484	Gestion d'une installation classée <b>Cycle long</b> p. 483	Méthode de l'arbre des causes p. 500
Le cadre réglementaire des énergies renouvelables p. 520	Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau p. 494	Assainissement p. 492	CHSCT: ses missions et ses moyens p. 112
Gérer les sites et sols pollués p. 486		Gestion environnementale des eaux de pluie p. 493	Responsable HSE p. 496
		Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau p. 494	Animateur santé sécurité p. 497

## PERFECTIONNEMENT

Se perfectionner au droit de l'environnement industriel p. 481	Réaliser son plan de prévention p. 499	Gérer les déchets industriels dangereux p. 491	Réglementation santé et sécurité - <b>Niveau 2</b> p. 495
Gérer le passif environnemental p. 481	Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED p. 485	Gérer les effluents industriels <b>Nouveau</b> p. 494	Réaliser son plan de prévention p. 499
Les techniques de dépollution des sols p. 487	Réussir l'étude d'impact d'une ICPE p. 485	Maîtriser le risque légionelles p. 511	Prévenir la pénibilité en entreprise p. 111
Sites et sols pollués <b>Summer days</b> p. 488	Réussir une étude de dangers et son POI p. 499		Fonction sécurité p. 497
Sols pollués, friches, changements d'usage p. 489	Gérer les effluents industriels <b>Nouveau</b> p. 494		Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b> p. 478
	Gestion d'un sinistre catastrophes naturelles p. 407		

## EXPERTISE

Analyse des risques résiduels p. 489	Assurance et risques environnementaux p. 406	Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères p. 491
--------------------------------------	--	---

## ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES - MANAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

Méthodes d'analyse des risques industriels p. 498	Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015 <b>Nouveau</b> p. 502
Méthode de l'arbre des causes p. 500	Chargé de mission développement durable p. 521
Responsable environnement p. 501	Responsable HSE p. 496
Management intégré QSE p. 501	Animateur santé sécurité p. 497

## BÂTIMENTS

HQE, BREEAM, LEED p. 503	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 506
Règlementation thermique des bâtiments existants p. 504	Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat p. 507
RT 2012 p. 505	Les énergies renouvelables dans les bâtiments - p. 508
BIM 1 jour pour tout comprendre <b>Nouveau</b> p. 505	Initiation à la sécurité incendie p. 511

## ÉNERGIE

Gérer ses contrats d'électricité et de gaz <b>Niveau 1</b> p. 513	Maîtriser l'énergie dans les bâtiments p. 506
Les marchés du carbone et des GES p. 515	Les énergies renouvelables dans les bâtiments p. 508
Les marchés des matières premières p. 380	Le cadre réglementaire des énergies renouvelables p. 520
Norme ISO 50001 p. 518	

Réussir une étude de dangers et son POI p. 499	Sécurité industrielle : intégrer les facteurs humains p. 500
Réaliser son plan de prévention p. 499	Responsable Hygiène Santé Sécurité Environnement <b>Cycle certifiant</b> p. 478

Démarche HQE Exploitation p. 503	Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments p. 510
LEED construction et rénovation V4 <b>Nouveau</b> p. 504	Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations p. 510
Audit énergétique des bâtiments <b>Nouveau</b> p. 506	Maîtriser le risque légionelles p. 511
Bâtiments basse consommation et énergie positive p. 508	Sécurité incendie dans les ERP p. 512
Maîtriser la qualité de l'air intérieur p. 509	Désenfumage des bâtiments p. 512

Gérer ses contrats d'électricité et de gaz <b>Niveau 2</b> p. 513	Les marchés de l'énergie et des dérivés énergétiques p. 381
Négocier ses achats d'électricité et de gaz p. 514	Responsable énergie en entreprise <b>Cycle certifiant</b> p. 516
L'achat d'énergie par les personnes publiques p. 514	Audit énergétique des entreprises <b>Nouveau</b> p. 518
Finance carbone p. 515	Efficacité énergétique d'un site industriel <b>Nouveau</b> p. 519

Incendie, explosion, dispersion toxique p. 498

Produire de l'énergie à partir de biogaz p. 520



# Responsable hygiène sécurité environnement

Le responsable hygiène sécurité environnement a pour mission d'assurer la prévention des risques à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Son champ d'actions et de compétences est donc très vaste : garantir des conditions de travail optimales, assurer la prévention des risques d'accidents du travail, des maladies professionnelles, réduire l'impact de ses activités sur l'environnement, garantir la sécurité des populations, des installations... Après avoir participé à la définition de la politique de l'entreprise en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, il en assure la mise en œuvre, en contrôle l'application, conformément aux différentes normes et réglementations.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser les obligations réglementaires et administratives
- 2 - Prévenir et gérer les risques
- 3 - Prévenir et gérer les impacts environnementaux
- 4 - Manager les équipes et son projet

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Maîtriser les obligations réglementaires et administratives (8 jours)

Découvrir le droit de l'environnement industriel (2 jours) - p. 480  
Se perfectionner au droit de l'environnement industriel (2 jours) p. 481  
Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 (2 jours) - p. 495  
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 (2 jours) - p. 495

### Bloc 2 - Prévenir et gérer les risques (8 jours)

Réaliser son plan de prévention (1 jour) p. 499  
Méthodes de l'arbre des causes (2 jours) p. 500  
Réussir une étude de dangers et son POI (3 jours) - p. 499  
Méthodes d'analyse des risques industriels (2 jours) - p. 498

### Bloc 3 - Prévenir et gérer les impacts environnementaux (9 jours)

Responsable environnement (3 jours) p. 501  
Réussir l'étude d'impact d'une ICPE (2 jours) - p. 485  
Gérer les déchets industriels (2 jours) p. 490  
Gérer les déchets industriels dangereux (2 jours) - p. 491

### Bloc 4 - Manager les équipes et son projet (9 jours)

Manager au quotidien (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Management transversal (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Remporter l'adhésion (1 jour) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Les clés du management de projet (4 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

**COMPÉTENCES MÉTIER**  
À l'issue de ce parcours, vous aurez acquis les compétences nécessaires au poste de responsable HSE.

**34** jours  
**238** heures

Code 40096

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Responsable environnement

L'environnement est une composante majeure de la stratégie des entreprises et le responsable environnement est l'acteur structurant de la démarche : identification des enjeux, conduite et adaptation de la politique environnementale de l'entreprise au regard de la stratégie globale, définition des plans de progrès... ainsi, au-delà des aspects réglementaires, juridiques et techniques, l'appropriation des bonnes pratiques en matière de management de l'environnement est indispensable à l'exercice de la fonction au quotidien.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser les obligations réglementaires et administratives
- 2 - Prévenir et gérer les pollutions
- 3 - Manager l'environnement
- 4 - Manager les équipes et son projet

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Maîtriser les obligations réglementaires et administratives (10 jours)

Découvrir le droit de l'environnement industriel (2 jours) - p. 480  
Se perfectionner au droit de l'environnement industriel (2 jours) p. 481  
Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 (2 jours) - p. 495  
Gérer une ICPE (2 jours) - p. 484  
Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED (2 jours) - p. 485

### Bloc 2 - Prévenir et gérer les pollutions (11 jours)

Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau (1 jour) - p. 494  
Gérer les effluents industriels (2 jours) p. 494  
Gérer les sites et sols pollués (2 jours) p. 486  
Les techniques de dépollution des sols (2 jours) - p. 487  
Gérer les déchets industriels (2 jours) p. 490  
Gérer les déchets industriels dangereux (2 jours) - p. 491

### Bloc 3 - Manager l'environnement (6 jours)

Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015 (3 jours) - p. 502  
Réaliser son plan de prévention (1 jour) p. 499  
Méthodes d'analyse des risques industriels (2 jours) - p. 498

### Bloc 4 - Manager les équipes et son projet (9 jours)

Manager au quotidien (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Management transversal (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Remporter l'adhésion (1 jour) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
Les clés du management de projet (4 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

**COMPÉTENCES MÉTIER**  
À l'issue de ce parcours, vous saurez quelles sont les compétences nécessaires au poste de responsable environnement et aurez acquis des éléments essentiels pour la réussite de vos missions.

**36** jours  
**252** heures

Code 40095

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Responsable énergie confirmé

Au croisement des enjeux économiques, financiers et environnementaux, le responsable énergie devient un acteur clé de la stratégie de l'entreprise. Face à la pression des coûts, la maîtrise des consommations et des modes d'approvisionnement est dorénavant cruciale pour la compétitivité des entreprises et le responsable énergie dispose de différents leviers pour maîtriser la facture énergétique : assurer l'adéquation de la consommation d'énergie aux besoins de l'activité, suivre et améliorer les performances énergétiques des équipements et des installations, introduire de nouvelles pratiques d'achats auprès des fournisseurs d'énergie.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser les consommations d'énergie
- 2 - Gérer les contrats d'énergie
- 3 - Recourir aux énergies renouvelables
- 4 - Manager les équipes et son projet

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Maîtriser les consommations d'énergie (12 jours)

Audit énergétique des entreprises (2 jours) - p. 518  
 Norme ISO 50001 (2 jours) - p. 518  
 Efficacité énergétique d'un site industriel (2 jours) - p. 519  
 RT 2012 (1 jour) - p. 505  
 Réglementation thermique des bâtiments existants (2 jours) - p. 504  
 Maîtriser l'énergie dans les bâtiments (3 jours) - p. 506

### Bloc 2 - Gérer les contrats d'énergie (6 jours)

Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1 (2 jours) - p. 513  
 Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 2 (1 jour) - p. 513  
 Négocier ses achats d'électricité et de gaz (1 jour) - p. 514  
 Les marchés du carbone et des GES (1 jour) - p. 515  
 Finance Carbone (1 jour) - p. 515

### Bloc 3 - Recourir aux énergies renouvelables (4 jours)

Le cadre réglementaire des énergies renouvelables (2 jours) - p. 520  
 Produire de l'énergie à partir du biogaz (2 jours) - p. 520

### Bloc 4 - Manager les équipes et son projet (7 jours)

Management transversal (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Rempporter l'adhésion (1 jour) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Les clés du management de projet (4 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous aurez acquis les compétences nécessaires au poste de responsable énergie.

29 jours 203 heures

Code 40097

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



# Chef de projet efficacité énergétique du bâtiment



L'efficacité énergétique du bâtiment constitue dorénavant une composante essentielle de la gestion des entreprises et des collectivités territoriales au regard des charges d'exploitation qui sont en jeu. Quel que soit le statut de l'opérateur, propriétaire, locataire, exploitant... disposer d'une expertise en matière d'efficacité énergétique du bâtiment nécessite d'appréhender l'optimisation énergétique sous l'ensemble de ses aspects technico-économiques afin de définir des solutions adaptées et pertinentes.

## LES GRANDS BLOCS DE COMPÉTENCES DE LA FONCTION SONT :

- 1 - Maîtriser la réglementation
- 2 - Auditer et renforcer la performance énergétique du bâtiment
- 3 - Manager son projet et appréhender de nouvelles approches

## PROPOSITION DE PARCOURS

### Bloc 1 - Maîtriser la réglementation (3 jours)

Réglementation thermique des bâtiments existants (2 jours) - p. 504  
 RT 2012 (1 jour) - p. 505

### Bloc 2 - Auditer et renforcer la performance énergétique du bâtiment (13 jours)

Maîtriser l'énergie dans les bâtiments (3 jours) - p. 506  
 Audit énergétique des bâtiments (2 jours) - p. 506  
 Efficacité énergétique d'un site industriel (2 jours) - p. 519  
 Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat (2 jours) - p. 507  
 Les énergies renouvelables dans les bâtiments (2 jours) - p. 508  
 Bâtiments basse consommation et énergie positive (2 jours) - p. 508

### Bloc 3 - Manager son projet et appréhender de nouvelles approches (7 jours)

Les clés du management de projet (4 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 Management transversal (2 jours) sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)  
 BIM 1 jour pour tout comprendre (1 jour) - p. 505

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de ce parcours, vous aurez acquis les compétences nécessaires au poste de Chef de projet efficacité énergétique du bâtiment.

23 jours 161 heures

Code 40105

Contactez-nous au 01 44 09 25 08 pour construire votre parcours métier à la carte et bénéficiez d'un tarif dégressif sur les modules de votre choix



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE Hygiène Santé Sécurité Environnement

Une entreprise industrielle doit faire face à différents types de risques, susceptibles d'affecter les personnes, les installations et tout son environnement. Le responsable HSSE est le garant de la prévention de ces risques au travers de la mise en œuvre et de l'animation de la politique HSSE de l'entreprise.

## ● OBJECTIFS

- Disposer des pratiques professionnelles permettant de faire vivre la politique HSSE de l'entreprise.
- Acquérir une vision structurante des missions, des méthodes, des systèmes de management et des obligations de communication.
- Disposer des guides et outils permettant d'impliquer au mieux l'ensemble des acteurs de l'entreprise.

## ● PRÉREQUIS

- Avoir une expérience technique dans des domaines relevant de la sécurité et/ou de l'environnement.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Cadres souhaitant évoluer vers la fonction de directeur HSSE ou responsables HSSE de site

- Techniciens disposant d'expériences en matière de HSSE et souhaitant prendre des responsabilités de management
- Responsables qualité ou QSE

## ● ANIMATEUR

Gérard BIBES, Responsable Hygiène - Sécurité - Environnement - Sûreté et Gestion du Patrimoine SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier et d'animer la politique SSE de l'entreprise, tant au travers de la mise en œuvre opérationnelle des outils, que de celle des bonnes pratiques managériales.

## MODULE 1 - 4 jours

Les fondamentaux du management HSSE

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser les actions clé en matière de HSSE.
- Manager pour maîtriser les risques et améliorer les performances.
- Coordonner les procédures transversales aux trois domaines de la SSE.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### Définir et conduire la politique HSSE adaptée à son entreprise

- Hiérarchiser les risques et les enjeux HSSE de l'entreprise
- Valider les plans de progrès avec direction générale
- Maîtriser la structuration des systèmes de management et des normes organisationnelles
- Définir les rôles et les responsabilités en matière de HSSE
- Animer des revues de direction efficaces
- Identifier les formations à conduire auprès du personnel
- Réaliser des audits et la revue des projets d'investissement
- Émettre la documentation HSSE
- **Exercice d'application** : préparation d'une revue de direction
- **Impliquer tout le personnel dans la politique HSSE**
- Identifier les évolutions de la réglementation et les responsabilités de chacun dans ce domaine
- Communiquer sur les indicateurs HSSE et les plans de progrès
- Décliner les plans de progrès en plans annuels par services
- Intégrer la réalisation des ERPT et éditer le Document Unique
- Adopter un langage commun en particulier en matière d'analyse de risques et de maîtrise opérationnelle
- Conduire un programme ambitieux d'analyse d'incidents-accidents pour tirer parti les retours d'expérience internes et externes
- **Exercice d'application** : élaboration d'un arbre des causes suite à incident/accident

#### Identifier et coordonner les procédures clés

- Valider et gérer les modifications de procédés et d'appareils
- Définir les autorisations de travail
- Communiquer en interne auprès du personnel et des intervenants
- Communiquer en externe auprès des autorités et des auditeurs
- Préparer aux situations d'urgence et de gestion de crise
- Déterminer les exigences HSSE pour les façonniers et les fournisseurs
- **Mise en situation** : préparation et présentation d'une communication interne à l'occasion d'un plan de progrès ou d'un plan de crise

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 3 jours

Le management de l'environnement

### ● OBJECTIFS

- Identifier les enjeux environnementaux et mettre en œuvre les actions adaptées à l'entreprise.
- Assurer la prévention et la gestion des pollutions et des déchets.
- Favoriser le développement durable dans les pratiques de l'entreprise.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Définir et conduire la politique environnementale

- Évaluer les risques et les impacts environnementaux
- Installer les barrières assurant l'acceptabilité de ces risques
- Assurer la conformité réglementaire et administrative
- Effectuer le reporting environnemental
- Communiquer avec l'administration et les collectivités locales
- Prévenir les risques lors d'acquisitions ou cessions d'activités et/ou de sites industriels
- Assurer la constitution des provisions environnementales
- **Étude de cas** : réalisation d'une analyse environnementale d'une activité
- **Assurer la maîtrise opérationnelle des rejets et déchets**
- Gérer les flux de matières premières, eaux, effluents, déchets
- Maîtriser les émissions de polluants atmosphériques
- Assurer la protection des sols et eaux souterraines
- Identifier et prévenir l'utilisation des substances interdites
- Appliquer les MTD (Meilleures Technologies Disponibles)
- Développer des procédés durables

**Étude de cas** : identification de plans de plans d'actions prioritaires

#### 🌐 Exercice d'intersession

#### 🌐 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

**CYCLE CERTIFIANT- Perfectionnement****15** jours **106** heures

Code 40079

**Paris - Promotion 1**30-31 mars, 10-11 mai, 8 au 10 juin,  
23 juin\*, 6 au 8 juillet, 12 au 14 septembre  
et 11-12 octobre 2016**Paris - Promotion 2**4-5 octobre, 7-8 novembre,  
7 au 9 décembre, 19 décembre\* 2016,  
10 au 12 janvier, 6 au 8 février  
et 8-9 mars 2017

Tarif HT : 7 595 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 6 075 €  
repas inclus\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)**OPTION CPFFP****RESPONSABLE HYGIÈNE  
SANTÉ SÉCURITÉ  
ENVIRONNEMENT**Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycleCycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)**Prix HT de l'option CP FFP : 900 €****OPTION****21** jours **150** heuresContactez-nous au **01 44 09 25 08****MODULE 3 - 6 jours**

Manager l'hygiène et la sécurité au travail

**OBJECTIFS**

- Identifier les dangers potentiels de l'activité de l'entreprise pour la santé du personnel et les intervenants.
- Mettre en œuvre les actions de prévention et de protection.
- Veiller à la bonne application et à la conformité de ces actions.

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****L'hygiène industrielle et la santé au travail**

- Intégrer les points clés des nouvelles réglementations Reach, GHS/CLP
- Définir le risque chimique et identifier les modes de prévention
- Assurer une surveillance particulière en présence d'amiante et de composés CMR (Cancérogène, Mutagène, Reprotoxique)
- Définir et prévenir les risques liés à l'éclairage, au bruit, à l'ergonomie
- **Exercice d'application** : interprétation des résultats de mesures de poussières à un poste de travail
- Identifier et respecter les obligations en matière de surveillance médicale
- Gérer des dossiers médicaux
- Favoriser la gestion du handicap

**Définir et conduire la politique sécurité**

- Identifier et évaluer les risques au travers des différentes méthodes d'analyse a priori et a posteriori : AMDEC, HAZOP...
- Gérer les accidents et effectuer le reporting sécurité
- Prendre en compte la sécurité " comportementale "
- **Exercice d'application** : conduite d'une analyse détaillée d'un risque et identification des moyens de prévention à mettre en œuvre
- Coordonner le plan de formation sécurité du personnel
- Déterminer les équipements de protection collectifs et individuels
- S'assurer de la conformité technique des équipements
- Prévenir et mettre en œuvre les protections en matière de risque incendie et intégrer la définition des zones de danger ATEX
- Identifier les risques liés aux stockages et magasins, aux transports

**Maîtriser les obligations et prévenir les risques en matière de responsabilité civile et pénale**

- Cerner les juridictions compétentes
- Maîtriser les responsabilités de l'entreprise, du dirigeant et du manager
- Identifier les faits constitutifs de la responsabilité civile
- Définir les infractions constitutives de la responsabilité pénale
- Appréhender le processus de réparation des accidents et d'indemnisations
- Organiser sa défense en cas de poursuite
- **Étude de cas** : analyse commentée d'une procédure en cas d'accident du travail et détermination de l'indemnisation

**Exercice d'intersession****MODULE 4 - 2 jours**

Construire et faire vivre son système de management santé sécurité environnement

**OBJECTIFS**

- Maîtriser les enjeux d'une gestion intégrée des trois postes qualité/sécurité/environnement.
- Définir le niveau d'intégration des référentiels de son organisme et construire son système de management.
- Intégrer la méthodologie pour mettre en œuvre son SMI

**PROGRAMME****Communauté d'apprenants****Maîtriser les référentiels qualité, sécurité, environnement**

- Appliquer les points clés et les exigences des normes ISO 9001, 14001, OHSAS 18001
- Relever les points communs et constituer la synthèse des trois référentiels
- Définir le niveau d'intégration en fonction des particularités de l'entreprise
- **Exercice d'application** : réalisation de la cartographie des processus d'un établissement
- **Mettre en place et faire vivre le système**
- Évaluer ou réunir les évaluations des risques en santé-sécurité, environnement et qualité
- Construire la cartographie des risques
- **Exercice d'application** : construction d'une cartographie des risques d'un établissement industriel
- Construire un manuel de management QSE
- Compléter ou créer les documents de référence : procédures, recueils d'événements...
- Impliquer les acteurs de l'entreprise, communiquer
- Analyser les causes de dysfonctionnement
- Définir et mettre en place les actions correctives
- Mettre en place les indicateurs et tableaux de bord pertinents
- Concevoir la revue de direction et la revue de processus
- **Étude de cas** : analyse commentée de revues de direction et identification des améliorations à apporter

**Quiz aval**

# Découvrir le droit de l'environnement industriel

Niveau 1 - L'essentiel de la réglementation environnementale



**De nos jours, la quasi totalité des activités industrielles est soumise à des contraintes réglementaires visant à maîtriser leurs impacts négatifs sur l'eau, l'air, les sols... Afin de maîtriser les règles de base du droit de l'environnement, il est indispensable de se familiariser avec ses outils et ses mécanismes fondamentaux.**

## ● OBJECTIFS

- Découvrir les principaux textes applicables en droit de l'environnement industriel.
- Cerner le rôle et les compétences des interlocuteurs publics et privés.
- Identifier les sanctions encourues en cas de non-conformité réglementaire.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques des impacts environnementaux du secteur industriel.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement
- Responsables HSE
- Responsables techniques
- Juristes

## ● ANIMATEUR

Patricia SAVIN  
Avocate Associée  
DS AVOCATS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier vos contraintes réglementaires en matière d'environnement, vos responsabilités et les risques encourus en cas d'infraction.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Intégrer l'essentiel de la réglementation et ses enjeux pratiques

##### Connaître les sources du droit de l'environnement

- La hiérarchie des textes, l'articulation droit communautaire/droit national (règlements, directives, lois, décrets...) et la jurisprudence
- Les principes généraux du droit de l'environnement

##### Identifier les acteurs du droit de l'environnement

- Présentation des administrations publiques centralisées, des services déconcentrés, des collectivités locales, des établissements publics, des associations et des riverains
- Repérer les rôles et les compétences de chacun

##### Analyser les textes applicables

- Installations classées pour la protection de l'environnement
- Sites et sols pollués
- Déchets
- Eau
- Air
- Bruit

**Mise en situation** : détermination du cadre réglementaire s'appliquant à son entreprise

#### Évaluer les fondements et enjeux de la responsabilité de l'entreprise et de son dirigeant

##### Comprendre l'organisation juridictionnelle

- Les juridictions compétentes (ordre judiciaire et administratif)
- Le déroulement d'un contentieux environnemental
- Modalités, sanctions et voies de recours

##### Apprécier les risques en matière d'environnement

- Sanctions et responsabilités administratives
- Responsabilité civile et pénale de l'entreprise et du dirigeant : l'étendue des risques
- Le mécanisme de la délégation de pouvoirs

##### Mettre en place des mesures de prévention

- Procéder à l'audit des risques
- Prévenir le risque de mise en jeu de la responsabilité
- Organiser sa défense en cas de poursuite

**Autodiagnostic** : évaluation de la conduite adoptée dans son entreprise face à un problème de responsabilité

### ✔ Quiz aval



Code 4001

Paris			Lyon		
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	5-6	avril	2016
5-6	avril	2016	5-6	octobre	2016
4-5	juillet	2016			
5-6	octobre	2016			
8-9	décembre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	février	2017			

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

En 1794, l'explosion de la fabrique de poudre de Grenelle à proximité immédiate de Paris, entraînant la mort de 1000 personnes, initie la prise de conscience sur les risques et les nuisances pouvant être générés par l'activité humaine.

Dès 1806, l'ordonnance du préfet de Police de Paris oblige les exploitants des installations dangereuses ou insalubres à déclarer leur activité. Elle est complétée et étendue à l'ensemble du territoire par le décret impérial du 15 octobre 1810 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, à l'origine de la réglementation française sur les installations classées. Les établissements industriels, divisés en trois classes selon l'importance de leur danger, sont alors plus ou moins éloignés des habitations.

La loi du 19 décembre 1917 améliore le dispositif en soumettant les établissements les moins nuisants à un régime de simple déclaration.

Vers la fin des années 60, l'inspection des établissements classés, auparavant assurée par l'inspection du travail, est confiée au service des mines et transférée au ministère de l'environnement à sa création en 1971.

Source : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr/Historique.html>



# Se perfectionner au droit de l'environnement industriel

Niveau 2 - Gérer sa responsabilité



**Face à un durcissement des sanctions en matière d'infraction environnementale, il est impératif de détecter les situations pouvant conduire à la mise en cause de la responsabilité de l'entreprise et du chef d'établissement. Maîtriser les enjeux et les mécanismes associés à la responsabilité civile, pénale et administrative permet de prévenir ce risque et de le gérer au mieux.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les différents aspects et niveaux de la responsabilité environnementale.
- Prévenir juridiquement les risques encourus.
- Maîtriser les outils managériaux et organisationnels permettant de s'en prémunir.

## PRÉREQUIS

- Connaître les bases du droit de l'environnement industriel ou avoir suivi " Découvrir le droit de l'environnement industriel - Niveau 1 " (code 40001 p. 480).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'établissements ou de sites industriels
- Responsables techniques
- Responsables juridiques et juristes

## ANIMATEUR

Patricia SAVIN  
Avocate Associée  
DS AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Faire le point sur le cadre des responsabilités en droit de l'environnement

- Le droit communautaire et son articulation avec le droit national
- Les Codes et les textes d'application
- Les circulaires et guides méthodologiques
- Les acteurs du droit de l'environnement et leurs prérogatives

#### Gérer et prévenir la responsabilité en droit de l'environnement

##### La responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

- La directive et sa transposition dans le Code de l'environnement via la loi dite LRE
- Les sanctions possibles
- Les pouvoirs du préfet, les réparations
- Point sur le projet d'introduction du préjudice écologique dans le Code civil

##### Responsabilité administrative

- Définir la responsabilité administrative de l'exploitant
- Identifier les sanctions administratives
- Cerner les voies de recours possible
- **Étude de cas** : étude d'un exemple de recours gracieux et contentieux contre un arrêté préfectoral de mise en demeure

#### La responsabilité civile de l'entreprise

- Les différents types de responsabilités civiles
- Mettre en œuvre la responsabilité
- Identifier les préjudices environnementaux
- Portée et intérêt d'une éco-nomenclature
- **Étude de cas** : étude d'un exemple de responsabilité contractuelle suite à l'acquisition d'un terrain pollué

#### Responsabilité pénale du chef d'entreprise et de la personne morale

- Mesurer la responsabilité du chef d'entreprise et le risque personnel qu'il encourt
- Cerner le déroulement de la procédure pénale
- Identifier les enjeux et spécificités de la délégation de pouvoirs en matière environnementale
- Les types d'infractions pénales et les peines applicables
- **Étude de cas** : analyse commentée de poursuites pénales consécutives à un déversement de polluants dans un cours d'eau

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir précisément les infractions et les risques liés à la mise en cause de votre responsabilité environnementale afin de les prévenir.



Code 40011

Paris			
24-25	mai	2016	
22-23	septembre	2016	
28-29	novembre	2016	

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

## Gérer le passif environnemental

Maîtriser les contrats et contentieux dans les cessions/acquisitions

**Dans un contexte économique propice aux cessations ou transferts d'activité d'entreprises, les opérations de cessations/acquisitions ou locations de terrains pollués se multiplient. Malgré le renforcement de la législation en matière d'obligation de remise en état des sites, le risque de contentieux s'est développé entre personnes privées. Il est donc impératif d'identifier et de mettre en œuvre les solutions contractuelles visant à gérer le passif environnemental.**

## OBJECTIFS

- Identifier les situations à l'origine d'un passif environnemental et les risques de responsabilité associés.
- Mettre en œuvre les solutions contractuelles permettant de sécuriser les opérations de cession/acquisition de sites ou d'entreprises.
- Maîtriser la gestion contentieuse du passif environnemental.

## PRÉREQUIS

- Connaître les bases du droit de l'environnement ou avoir suivi " Découvrir le droit de l'environnement industriel " (code 40001 p. 480).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs de site
- Juristes
- Directeurs environnement

## ANIMATEUR

Laurence LANOY  
Avocat spécialiste en droit de l'environnement  
LAURENCE LANOY AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Identifier et contractualiser le passif environnemental

##### Connaître le cadre juridique d'un passif environnemental

- Distinguer les non-conformités et les pollutions
- Identifier les responsabilités issues des polices administratives
- Mesurer les impacts de la nouvelle responsabilité environnementale
- Estimer les risques de responsabilité civile

##### Identifier les acteurs et responsables du passif environnemental

- Analyser les apports de la loi ALUR en matière de responsabilité des exploitants et des propriétaires
- Le rôle des propriétaires, bailleurs, preneurs, sociétés-mères, personnes publiques

##### Les éléments clés d'évaluation d'un passif environnemental

- Les audits, dues diligences et diagnostics
- **Sécuriser en contractualisant les risques**
- Maîtriser les obligations d'information liées à la transaction et les sanctions encourues
- Rédiger une convention de garantie de passif et les clauses environnementales
- Prévoir des conditions suspensives et les conséquences des servitudes

- La portée et les limites de ces clauses contractuelles

**Exercice d'application** : rédaction d'une clause environnementale adaptée à une ou deux opérations particulières

#### Gérer le contentieux du passif environnemental

##### Le contentieux des conventions de garantie de passif

- Appréhender le pouvoir d'interprétation du juge
- Recours en cascade entre contractants

##### Le contentieux du passif environnemental hors contrat

- Identifier les recours envisageables
- Le contentieux administratif
- Les procédures de référé
- Les contentieux civil et pénal
- **Exercice d'application** : définition des recours envisageables dans différents cas de contentieux

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir les clauses contractuelles et les recours contentieux vous permettant de gérer le passif environnemental d'un site ou d'une entreprise.



Code 40005

Paris			
19	mai	2016	
27	septembre	2016	
5	décembre	2016	

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Maîtriser le droit de l'environnement industriel

Cycle long de perfectionnement des connaissances



**Gérer une activité industrielle implique d'avoir conscience des risques juridiques encourus en cas d'infraction. Afin de s'en préserver, il convient d'avoir une connaissance globale des principales réglementations en vigueur et des actions à mettre en œuvre pour maîtriser son impact environnemental.**

## OBJECTIFS

- Évaluer les exigences réglementaires auxquelles l'entreprise doit répondre.
- Les mettre en pratique.
- Mesurer les risques de fautes ou d'infractions au droit de l'environnement et leurs conséquences en matière de responsabilité.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques des impacts environnementaux du secteur industriel.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement et sécurité
- Responsables techniques
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne chargée de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement dans l'entreprise

## ANIMATEUR

Patricia SAVIN  
Avocate Associée  
DS AVOCATS

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la conformité de votre entreprise et de prévenir tout risque de contentieux.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Maîtriser les fondements du droit de l'environnement et les enjeux de la responsabilité associée

##### Maîtriser les sources et les domaines du droit de l'environnement

- Comprendre la genèse et l'articulation des principaux textes communautaires et nationaux : air, eau, sols, déchets, transports...
  - Utiliser le Code de l'environnement et les autres sources
  - Analyser les textes applicables et faire une veille efficace
  - Connaître les acteurs du droit de l'environnement et leurs prérogatives
- Exercice d'application :** détermination des textes réglementaires applicables à différents types d'installations et utilisation du Code de l'environnement
- ##### Identifier les responsabilités liées au droit de l'environnement
- Analyser les critères de mise en jeu de la responsabilité civile, administrative et pénale
  - Inventorier les sanctions encourues
  - Étudier les voies de recours
  - Mettre en place des mesures de prévention : audit de risques, délégation de pouvoirs
  - Organiser sa défense
- Étude de cas :** détermination de la conduite à adopter suite à un rejet polluant dans un cours d'eau et des responsabilités encourues

### Exercice d'intercession

#### MODULE 2 Appliquer la réglementation des installations classées et des risques technologiques

##### Maîtriser le cadre réglementaire des installations classées

- Recenser les textes applicables
- Obtenir les déclarations, autorisations ou enregistrements d'exploitation : les précautions à prendre
- Agir et réagir pendant la vie de l'exploitation et sa fermeture
- Analyser le contentieux administratif des installations classées
- Évaluer les risques en termes de responsabilités civile et pénale du fait de l'exploitation de l'installation

**Autodiagnostic :** évaluation de la conformité réglementaire au sein de son entreprise

##### Maîtriser les spécificités réglementaires des installations à risque

- Appliquer les dispositions des réglementations type SEVESO
  - Appréhender les enjeux et risques particuliers à ces installations
  - Mettre en œuvre les procédures spécifiques
  - Anticiper SEVESO 3
- Étude de cas :** détermination de la conduite à adopter à la suite d'un incident sur un site SEVESO

#### MODULE 3 Intégrer la réglementation applicable aux sols pollués et aux déchets

##### Respecter le cadre juridique et les procédures en matière de sites pollués

- Portée de la loi ALUR
  - Identifier le responsable de la remise en état d'un site pollué
  - Analyser la jurisprudence en matière de responsabilité
  - Fermer un site en toute sécurité
  - Sécuriser les opérations d'acquisition ou de cession
  - Déterminer l'usage futur d'un site
- Exercice d'application :** rédaction de clauses de garanties de passif environnemental
- ##### Identifier les déchets présents dans son entreprise, leurs codification et modalités d'élimination
- Recenser les différents déchets produits par l'entreprise et les obligations réglementaires s'y rapportant
  - Analyser les régimes spécifiques : notion de " sortie du statut de déchet " et de " sous-produits "
  - Déterminer les obligations en matière de traçabilité et de transport des déchets
  - Identifier les responsabilités spécifiques à la législation déchet
- Autodiagnostic :** identification du responsable de la gestion des déchets en cas de défaillance de la société exploitante

### Quiz aval

### Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

**4** jours **29,5** heures

Code 4002

### Paris

16-17 décembre 2015 et 20-21 janvier 2016 + 21 mars\* 2016

9-10 mars et 6-7 avril + 6 juin\* 2016

17-18 octobre et 14-15 novembre 2016 + 23 janvier\* 2017

15-16 décembre 2016 et 24-25 janvier + 27 mars\* 2017

Tarif HT : 2 350 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Gestion d'une installation classée

Respecter les prescriptions réglementaires et exploiter les données sur sites



La gestion d'une installation classée dans le respect des exigences administratives sera facilitée par la maîtrise des bonnes pratiques de sa création à sa fermeture ou cession, et tout au long de son exploitation. Pour cela, il est indispensable de bien comprendre son arrêté préfectoral d'exploitation et d'analyser les mesures d'émissions effectuées sur site.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les démarches et précautions à prendre aux différentes étapes de la vie d'un site.
- Évaluer les risques de mise en jeu de la responsabilité et les sanctions.
- Décomposer les contenus d'arrêtés préfectoraux et les résultats d'analyses sur site afin de faire face aux contraintes quotidiennes.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques des impacts environnementaux du secteur industriel.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs de site
- Responsables techniques et environnement
- Responsables qualité, sécurité

## ✦ ANIMATEURS

Dominique EBERENTZ  
Consultant expert ICPE  
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

Bertrand BURG  
Avocat Spécialiste droit environnement  
CLAIRANCE AVOCATS

Laura VERDIER  
Consultante environnement  
LVR CONSULTING

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de respecter les obligations réglementaires et administratives, et d'exploiter les données d'analyses sur sites pour assurer la conformité de votre installation.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### MODULE 1 Appliquer la réglementation et les procédures administratives tout au long de la vie de l'installation

##### Analyser les textes applicables

##### Maîtriser la procédure administrative pour l'ouverture de l'installation

##### Identifier les précautions à prendre selon le régime applicable

- La déclaration, l'enregistrement; l'autorisation
- Les nouvelles procédures de certificat de projet et d'autorisation unique
- **Exercice d'application** : identification des points clefs de la réforme de l'étude d'impact sur la base de retours d'expérience
- Les exigences liées à la directive Seveso II, et les nouveautés introduites par Seveso III
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles)
- **Étude de cas** : analyse d'un schéma récapitulatif d'une demande d'autorisation d'exploiter

##### La constitution des garanties financières

- Les modalités de constitution
- Les organismes pouvant se porter garants

##### Cerner les enjeux juridiques et financiers en cours d'exploitation

##### Développer des relations avec la DREAL

- Prévenir les sanctions encourues
- Les acteurs de l'administration impliqués dans les ICPE et le CODERST

##### Faire face à un contentieux administratif des ICPE

**Étude de cas** : présentation d'un contentieux de demande d'autorisation d'exploitation

##### Identifier les responsabilités civile et pénale du fait des dommages causés par l'installation

- Les risques et les sanctions encourues
- Les précautions à prendre au regard de la jurisprudence

##### Intégrer les contraintes lors de la cession ou de la fermeture de l'installation

- Les obligations et responsabilités de l'acheteur et du vendeur
- Les audits techniques et l'évaluation du passif environnemental
- Procédure de fermeture du site

#### MODULE 2 Atelier pratique : gérer son installation au regard des prescriptions réglementaires et des données de suivi d'exploitation

A partir de cas concrets, les participants décomposent les contenus d'arrêtés préfectoraux et les résultats d'analyses d'air, d'eau et de bruit. Ils sont ainsi confrontés aux problématiques et obligations quotidiennes des exploitants d'ICPE pour mieux les gérer.

##### S'exercer sur les bases de données utiles en matière d'ICPE

- AIDA : retrouver son site industriel sur la base de données ICPE et vérifier si les informations publiques sont à jour
- Base de donnée des installations classées : trouver les seuils de déclaration, d'enregistrement, d'autorisation et identifier les textes qui s'appliquent à son site

##### Analyser les contenus d'arrêtés préfectoraux pour identifier les obligations portant sur l'exploitant

- Définir la portée de l'autorisation d'exploiter
- Gérer l'établissement
- Organiser la gestion des déchets
- Prévenir les risques technologiques
- Respecter les conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

##### Exploiter des résultats d'analyses d'air, d'eau et de bruit

- Prévenir la pollution atmosphérique
- Protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques
- Prévenir les nuisances sonores et les vibrations
- Surveiller les émissions et leurs effets

### ✔ Quiz aval

### 📍 Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

4 jours 29,5 heures

Code 40089

#### Paris

14-15 décembre 2015 et 19-20 janvier 2016 + 8 mars\* 2016

12-13 mai et 13-14 juin + 26 septembre\* 2016

11-12 octobre et 17-18 novembre 2016 + 17 janvier\* 2017

13-14 décembre 2016 et 24-25 janvier + 21 mars\* 2017

Tarif HT : 2 350 € - repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# Gérer une ICPE

Pratique de la réglementation des installations classées



**Une installation classée pour la protection de l'environnement relève d'un régime juridique spécifique. Ainsi, sa gestion dans le respect des exigences administratives sera facilitée par la maîtrise des bonnes pratiques à adopter, de sa création à sa fermeture ou cession, et bien entendu tout au long de son exploitation.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner le cadre juridique applicable aux installations classées.
- Maîtriser les démarches et précautions à prendre aux différentes étapes de la vie d'un site.
- Évaluer les risques de mise en jeu de la responsabilité et les sanctions.

## ● PRÉREQUIS

Cette formation ne nécessite pas de connaissances générales en droit mais la participation à la formation " Découvrir le droit de l'environnement industriel - Niveau 1 " (code 40001 p. 480) permet de s'y préparer utilement.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs de site
- Responsables techniques et environnement
- Responsables juridiques et juristes

## ● ANIMATEURS

Dominique EBERENTZ  
Consultant expert ICPE  
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

Bertrand BURG  
Avocat spécialiste en droit de l'environnement  
CLAIRANCE AVOCATS

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de vous conformer aux obligations administratives afin de gérer votre installation classée en toute sécurité juridique.**

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Analyser les textes applicables

- La législation des installations classées, la nomenclature ICPE, les régimes de la déclaration, de l'enregistrement et de l'autorisation
- **Exercice d'application** : identification des rubriques récurrentes sur un site classé ICPE
- La réforme de l'étude d'impact et de l'enquête publique
- L'incidence des directive IED et SEVESO III et de leurs textes d'application
- Les projets de simplification des procédures administratives : certificat de projet et autorisation unique

#### Maîtriser la procédure administrative pour l'ouverture de l'installation

##### Identifier les précautions à prendre selon le régime applicable

- La déclaration
- Le régime d'enregistrement et les procédures associées
- L'autorisation : présenter et rédiger le dossier de demande, la réforme de l'étude d'impact
- Les nouvelles procédures de certificat de projet et d'autorisation unique
- **Exercice d'application** : identification des points clés de la réforme de l'étude d'impact sur la base de retours d'expérience
- Les exigences liées à la transposition de la directive Seveso III
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) : obligations ou recommandations
- **Étude de cas** : analyse d'un schéma récapitulatif d'une demande d'autorisation d'exploiter

##### La constitution des garanties financières

- Les installations assujetties
- Les modalités de constitution : nature des garanties, montant et durée
- Repérer les organismes pouvant se porter garants

#### Cerner les enjeux juridiques et financiers en cours d'exploitation

##### Développer des relations avec la DREAL

- Ses missions et l'étendue de son contrôle
- La DREAL et la DRIEE, partenaires privilégiés des industriels
- Les acteurs de l'administration impliqués dans les ICPE et le CODERST
- Prévenir les sanctions encourues

##### Faire face à un contentieux administratif des ICPE

- Engager un recours et respecter les délais
- Les pouvoirs du juge et les sanctions prononcées
- **Étude de cas** : présentation d'un retour d'expérience en matière de contentieux de demande d'autorisation d'exploitation

##### Identifier les responsabilités civile et pénale du fait des dommages causés par l'installation

- Les risques et les sanctions encourues
- Les précautions à prendre au regard de la jurisprudence

#### Intégrer les contraintes lors de la cession ou de la fermeture de l'installation

- Changer d'exploitant : obligations et responsabilités de l'acheteur et du vendeur
- Audits techniques et évaluation du passif environnemental
- Procédure de fermeture du site : portée pratique de l'obligation de remise en état
- **Partage d'expériences** : échange sur les difficultés rencontrées dans la pratique et les actions prioritaires à mettre en œuvre dès son retour en situation professionnelle

### ✔ Quiz aval



Code 40024

<b>Paris</b>	13-14	décembre	2016			
27-28	janvier	2016	25-26	janvier	2017	
12-13	mai	2016	<b>Lyon</b>	23-24	mai	2016
24-25	août	2016	11-12	octobre	2016	

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Dossier de réexamen d'une ICPE soumise à la directive IED

Décrire et analyser les impacts sur l'environnement

Lorsqu'une entreprise exploite une installation classée soumise à autorisation et visée par la directive IED, elle doit remettre régulièrement un état des lieux des impacts de cette installation sur son environnement, l'évolution de ces impacts et les solutions correctives à envisager au regard des meilleures techniques process et de traitement disponibles. Successeur du bilan de fonctionnement décennal de la directive IPPC, le dossier de réexamen au titre de la directive IED est à réaliser selon une périodicité plus courte, en fonction de l'évolution des documents de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles ou de la modification notable des installations.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le contenu et la démarche d'élaboration du dossier de réexamen.
- Positionner le site par rapport aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD).
- Assurer sa cohérence avec l'étude d'impact.

## PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire des ICPE ou avoir suivi " Gérer une ICPE " (code 40024 p. 484).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables HSE
- Responsables environnement
- Responsables QSE

## ANIMATEUR

Luc PAKULA  
Chef de projet Dossiers Règlementaires, Audit et Conseil  
ANTEA GROUP

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les obligations réglementaires

- Caractériser les installations soumises à la rédaction d'un dossier de réexamen
- Connaître la portée des circulaires, arrêtés et articles du Code de l'environnement ainsi que le rôle de la directive IED
- Distinguer les installations nouvelles et existantes
- Identifier les autorités impliquées et ses obligations : DREAL, DRIEE...
- Connaître les sanctions prévues en cas de non-présentation du dossier

### Préparer l'élaboration du dossier de réexamen

- Effectuer le bilan des installations
- Identifier les parties prenantes dans l'entreprise
- Prévoir les prises de mesures et les recueils des données collectées sur la période de référence écoulée
- Exercice d'application** : identification des personnes ressources et données à collecter dans le cadre de l'analyse préparatoire

### Définir le contenu et la structure du dossier de réexamen

- Assurer la cohérence du dossier avec l'étude d'impact du site
- Positionner ses choix techniques par rapport aux MTD
- Exercice d'application** : choix des BREF applicables, examen de l'applicabilité et analyse des écarts à quelques MTD
- Rédiger correctement la conclusion du dossier de réexamen
- Étude de cas** : analyse critique et commentée de la conclusion du rapport de réexamen
- Évaluer les possibilités d'harmonisation des dossiers de réexamen entre différents sites

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier les ressources humaines et techniques nécessaires à la réalisation de votre dossier de réexamen et de réaliser en interne l'analyse de l'évolution des impacts du site ainsi que le choix des MTD applicables.

2 jours  
14 heures

Code 40010

Paris			
19-20	mai	2016	
29-30	septembre	2016	
5-6	décembre	2016	

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

# Réussir l'étude d'impact d'une ICPE

Évaluer et maîtriser les impacts sur l'environnement



Concevoir un projet respectueux de l'environnement afin d'obtenir l'autorisation de l'administration nécessite d'effectuer différentes évaluations de ses conséquences sur le milieu naturel et sur le voisinage, de justifier le choix du projet et de définir les mesures correctives en cas d'atteinte à l'environnement. Tel est l'objet de l'étude d'impact.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principes et la méthodologie de l'étude d'impact d'une ICPE suite à la réforme des études d'impact.
- Identifier les bonnes pratiques en matière d'évaluation et de formalisation.
- Présenter les mesures de réduction des impacts ou de compensation.

## PRÉREQUIS

Nous vous conseillons aussi " Gérer une ICPE " (code 40024 p. 484).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement
- Responsables d'études d'impact ou de projets soumis à étude d'impact
- Ingénieurs et techniciens

## ANIMATEUR

Dominique EBERENTZ  
Consultant expert en ICPE  
CABINET EBERENTZ CONSULTANTS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

### Valider le cadre réglementaire

- Les deux types d'études d'impact
- Les textes réglementant les études d'impact et l'articulation avec le Code de l'environnement
- Les relations entre le demandeur, le bureau d'études et les instructeurs de l'étude
- L'incidence de la transposition de la directive IED
- Les projets de simplification des procédures administratives

### Maîtriser le contenu et les nouveautés introduites par la réforme des études d'impact

- Étude de cas** : analyse du plan détaillé d'une étude d'impact d'après un exemple concret
- Présenter l'état initial du site et de son environnement
- Étude de cas** : identifier les mesures et analyses envisageables pour qualifier l'état de référence
- Analyser les impacts sur l'environnement
- Étude de cas** : analyse critique et commentée d'une étude d'impact environnemental sur la base de cas pratiques rencontrés par les participants

- Analyser l'origine, la nature et la gravité des impacts
- Justifier le choix du projet et présenter les mesures de maîtrise des impacts ou de compensation
- Les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) : obligations ou recommandations ?
- Étude de cas** : identification des MTD récurrentes et transverses
- Décrire les conditions de remise en état après exploitation
- Étude de cas** : analyse critique et commentée d'une étude d'impact environnemental sur la base de cas pratiques rencontrés par les participants
- Évaluer les risques pour la santé des populations
- Partage d'expériences** : les différents types de scénarios d'exposition des riverains

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous disposerez des éléments techniques et pratiques clés pour mettre en place l'étude d'impact de votre installation.

2 jours  
14 heures

Code 40031

Paris			
19-20	mai	2016	
21-22	septembre	2016	
21-22	novembre	2016	

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

# Gérer les sites et sols pollués

Approche juridique et technique



La présence de polluants dans les sols génère de nombreuses questions juridiques, financières et techniques. La loi ALUR a créé un cadre législatif dédié et de nouvelles opportunités et obligations pour les différents acteurs publics et privés concernés par des sites pollués. C'est pourquoi, afin de sécuriser vos opérations immobilières et foncières, il est fondamental de maîtriser les différents niveaux de responsabilités et les obligations qui s'y rattachent, avant d'étudier les solutions de gestion visant à réhabiliter le site concerné.

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur le cadre juridique et l'étendue des responsabilités en matière de sols pollués.
- Prévenir les risques en cas de cession ou d'acquisition de sites pollués.
- Identifier les différentes méthodes d'évaluation des risques puis de gestion des sites.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la prévention des impacts environnementaux des sites industriels.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de site
- Responsables de service foncier
- Ingénieurs environnement, sécurité et qualité
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne en charge de la gestion de sites pollués

## ● ANIMATEURS

Isabelle GUITTON-BERNET  
Avocat à la Cour  
Laura VERDIER  
Consultante environnement  
LVR CONSULTING

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer les aspects techniques et juridiques en cas de pollution des sols et notamment à l'occasion d'opérations de cession et d'acquisition de sites.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Assimiler le cadre juridique de la gestion des sites pollués

Présentation de la réglementation française et des textes applicables en matière de pollution

- Analyser l'actualité réglementaire et les décrets d'application de la loi ALUR : SIS, tiers demandeur, obligation d'information...

- Identifier les circonstances de la remise en état
- Définir les obligations

#### Maîtriser la procédure administrative de fermeture d'un site industriel

- Identifier le responsable de la remise en état
- Recenser les solutions en cas de liquidation, de pollueur insolvable, de site orphelin...
- Déterminer l'usage futur du site et les servitudes à mettre en place
- Maîtriser la procédure de remise en état

**Étude de cas** : mise en œuvre de la procédure de remise en état en fin d'activité

#### Les responsabilités administrative, civile et pénale du pollueur

- Étude de la jurisprudence
- Cerner les bases juridiques et les recours possibles
- Identifier les possibilités d'indemnisation

#### Sécuriser les opérations d'acquisition ou de cession de sites pollués

##### Identifier les obligations d'information

- Cerner les sanctions pour défaut d'information
- Limiter les risques pour le vendeur et l'acquéreur

##### Réussir un audit d'acquisition ou de cession : objet, contenu et étapes

Réussir la rédaction des contrats de cession et des garanties de passif environnemental

- Exemples de clauses clés à insérer dans le contrat

**Étude de cas** : analyse commentée de décisions de justice suite à un recours des acquéreurs

#### Évaluer la pollution et préparer la réhabilitation d'un site

##### Cerner la politique nationale en matière de sols pollués

- Présentation de la nouvelle politique adoptée par le Ministère et les DREAL
- Les relations avec l'administration dans ce contexte

##### Évaluer les risques de pollution

- Identifier les sources d'information (BASOL, BASIAS), les rôles et responsabilités des acteurs : DREAL, ARS, préfecture et collectivités

- Analyser les outils existants en matière d'évaluation des risques

- Connaître l'outil d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM)

- Mettre en œuvre un plan de gestion

**Exercice d'application** : choix d'une démarche de gestion (IEM ou plan de gestion)

##### Procéder à la réhabilitation d'un site

- Définir la stratégie de réhabilitation
- Déterminer des critères pertinents : aspects techniques, économiques, environnementaux, sécurité, acceptabilité, sensibilité médiatique...

- Mettre en place un projet de réhabilitation

- Analyser les différentes techniques de traitement, leurs avantages et leurs coûts : désorption thermique, traitement biologique, venting, bioventing, confinement...

**Exercice d'application** : choix de la technique de dépollution à adopter en fonction de différents contextes : urbain, rural...

### ✔ Quiz aval

2 jours / 14 heures

Code 40016

Paris			Lyon		
1 <sup>er</sup> -2	février	2016	13-14	décembre	2016
30-31	mars	2016	1 <sup>er</sup> -2	février	2017
15-16	juin	2016			
29-30	août	2016	15-16	juin	2016
13-14	octobre	2016	13-14	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Les techniques de dépollution des sols

Réussir la réhabilitation des sols pollués

La dépollution d'un site dépend de différents critères relevant des caractéristiques des sols, des polluants présents, des objectifs de valorisation du terrain... Ainsi, afin de choisir la technique adaptée, il convient de croiser et de hiérarchiser ces différentes données technico-économiques.

## OBJECTIFS

- Cerner le comportement des polluants dans les nappes et les sols.
- Identifier les différentes méthodes de réhabilitation des sols et de dépollution des eaux souterraines.
- Mettre en place un projet de dépollution.

## PRÉREQUIS

Connaître les bases réglementaires et méthodologiques de la gestion des sites et sols pollués ou avoir suivi " Gérer les sites et sols pollués " (code 40016 p. 486).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, sécurité et qualité
- Ingénieurs et techniciens
- Membres de bureaux d'études

## ANIMATEURS

Claude MICHELOT  
Directeur du département Ville et Territoire  
BURGEAP

Nathalie MONTIGNY  
Consultant environnement  
BURGEAP

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de caractériser et d'identifier les techniques de traitement des sols en fonction de la nature des polluants présents.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser les principales caractéristiques des pollutions

#### Identifier les principales familles de polluants

- Pollutions organiques, minérales, radioactives, pyrotechniques et biologiques

#### Définir l'influence des paramètres des polluants

- Volatilité, biodégradabilité, viscosité, solubilité, toxicité, mobilité, partition air/eau...

#### Apprécier l'influence des paramètres du milieu sur le comportement des polluants

- Hydrogéologie, chimie et microbiologie

### Analyser les techniques de réhabilitation

#### Connaître les différents types de traitements

- Définir les techniques de mise en sécurité simple
- Identifier les techniques de confinement et d'immobilisation par stabilisation pour les sols
- Inventorier les techniques de confinement hydraulique pour les eaux souterraines
- Étudier les techniques de dépollution pour les sols et les eaux souterraines : procédés physiques in situ et ex situ, thermiques, chimiques, biologiques...

#### Comparer les avantages et les inconvénients de ces techniques ainsi que leurs coûts

- Mettre en place un traitement rapide
- Déterminer un traitement économique

#### Exercice d'application : calcul des coûts d'une opération

#### Identifier les évolutions futures à travers l'état des lieux des dernières technologies innovantes

### Choisir la technique de dépollution la mieux adaptée à chaque contexte

#### Hiérarchiser les priorités de la réhabilitation

- Déterminer les actions immédiates obligatoires
- Recenser les actions de réhabilitation à moyen terme

#### Prendre en compte les résultats du plan de gestion et de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) pour une réhabilitation optimale

#### Cerner la notion de bilan coûts-avantages

#### Définir les critères pertinents pour le choix

- Apprécier les apports de la norme NF X 31-620 et la démarche de certification adossée à cette norme
- Apprécier les contraintes de sécurité pour les travaux
- Prendre en compte les aspects sanitaires et environnementaux
- Définir les aspects techniques et économiques de faisabilité
- Évaluer la pérennité et la durabilité
- Intégrer les aspects de sociabilité et d'acceptabilité du voisinage ainsi que la sensibilité publique et médiatique
- Respecter les aspects juridiques et administratifs

#### Exercice d'application : choix de la technique de dépollution à adopter en fonction de différents contextes : milieu urbain, rural, pollution par des hydrocarbures, des solvants, des métaux...

- Apprécier les contraintes de sécurité pour les travaux
- Prendre en compte les aspects sanitaires et environnementaux
- Définir les aspects techniques et économiques de faisabilité
- Évaluer la pérennité et la durabilité
- Intégrer les aspects de sociabilité et d'acceptabilité du voisinage ainsi que la sensibilité publique et médiatique
- Respecter les aspects juridiques et administratifs

#### Exercice d'application : choix de la technique de dépollution à adopter en fonction de différents contextes : milieu urbain, rural, pollution par des hydrocarbures, des solvants, des métaux...

Paris			Lyon		
31 mars-1 <sup>er</sup> avril	2016		17-18 mars	2016	
4-5 juillet	2016		1 <sup>er</sup> -2 décembre	2016	
29-30 septembre	2016				
6-7 décembre	2016				

Code 40034

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

### 1 • Quels sont les enjeux de la réutilisation hors site des terres excavées ?

La gestion sur le site lui-même des terres faiblement polluées a rapidement ses limites et ces matériaux doivent physiquement être évacués. Toute la question est donc de trouver une filière adaptée et économiquement intéressante.

### 2 • Ces opérations comportent-elles des risques ?

Le guide de la réutilisation des terres excavées, conduit à un document et une méthodologie qui est considérée par les acteurs comme sécuritaire. De nombreux " gardes fous " ont été introduits aussi bien sur les critères que doivent respecter les terres que sur les caractéristiques du site pouvant les accueillir. Une application stricte du guide ne devrait donc pas provoquer de " situation à risques ".

### 3 • Quelles modalités convient-il de respecter ?

Le guide propose une méthodologie très complète, et donc assez complexe. C'est un vrai travail de spécialiste, qui ne peut être mis en œuvre que par des structures spécialisées. C'est encore plus vrai dans la période actuelle, où les exemples sont encore rares et où il faut " défricher " et s'approprier la méthode.

SUMMER  
DAYS

# Summer Days - Sites et sols pollués

Développer ses compétences techniques et managériales

Perfectionnement

Qu'il s'agisse de l'exploitation d'un site industriel ou de la valorisation foncière d'un terrain potentiellement pollué, tout responsable de projet de maîtriser le cadre réglementaire et comprendre les principes méthodologiques et techniques de gestion des pollutions. Disposer des bonnes pratiques en matière de gestion de projet, et d'outils d'amélioration de son efficacité tel que le Mind Mapping seront un plus pour mener à bien sa mission.

**OBJECTIFS**

- Intégrer la politique nationale en matière de gestion des sols pollués et la réglementation qui en découle.
- Appréhender les méthodologies de gestion des pollutions et les techniques adaptées aux objectifs d'un projet.
- Réussir les différentes étapes du projet de dépollution, de son lancement à sa clôture.

**PRÉREQUIS**

Avoir une première expérience dans la conduite d'un projet ainsi que des connaissances générales en matière de droit de l'environnement.

**PUBLIC CONCERNÉ**

- Responsables environnement, hygiène, sécurité
- Responsables urbanisme, fonciers, aménagement
- Ingénieurs, techniciens environnement, déchets
- Toute personne amenée à piloter une opération de dépollution d'un site.

**ANIMATEUR**

Claude MICHELOT  
Directeur général délégué et Directeur du département Ville et Territoire  
BURGEAP

**COMPÉTENCES MÉTIER**

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter un projet de dépollution des sols dans ses différents aspects réglementaires, méthodologiques, techniques et organisationnels.

**PROGRAMME****MODULE 1 Maîtriser le cadre réglementaire et méthodologique****Maîtriser la réglementation nationale**

- Cerner la méthodologie nationale en matière de sites et sols pollués
- Identifier les textes de référence relatifs à la prévention et à la gestion des pollutions des sols
- Le cadre réglementaire spécifique à la cessation d'activité d'un site industriel
- Se référer aux bases de données relatives aux sites pollués en France
- **Exercice d'application** : recherche d'information sur différents sites et identification de la réglementation applicable en matière de prévention et gestion de la pollution des sols
- **Intégrer la distinction entre les deux grandes démarches de gestion L'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM)**

- Maîtriser son champs d'application : sites déjà urbanisés ou occupés
- Connaître l'état des milieux au travers de campagnes de mesures

**Le plan de gestion**

- Maîtriser son champ d'application : les sites à urbaniser ou à réhabiliter
- Réaliser les diagnostics
- Maîtriser les sources de pollution
- **Étude de cas** : analyse commentée d'IEM et de Plan de Gestion

**MODULE 2 Gérer la dépollution d'un site****Appréhender les principales caractéristiques des pollutions et les techniques traitement**

- Identifier les familles de polluants, leurs caractéristiques et leurs effets
- Différencier les techniques de traitement : mise en sécurité, confinement, dépollution
- Comparer les avantages et inconvénients de ces techniques : coûts, délais...

**Définir la technique de dépollution adaptée**

- Hiérarchiser les priorités de la réhabilitation
- Intégrer les résultats du plan de gestion
- La notion de bilan coûts-avantages
- Prendre en compte les différents critères de choix : faisabilité technico-économique, impacts sanitaires et environnementaux, sécurité, acceptabilité locale, contraintes juridiques et administrative

**Étude de cas** : choix de la technique de dépollution la plus adaptée pour différentes cas de pollution, de situation, d'usage d'un site

**MODULE 3 Réussir le management de son projet****Réussir le cadrage et le lancement du projet : une étape essentielle**

- Initialiser le projet et bien cerner les enjeux
- Planifier le projet : définir les tâches, les délais
- **Exercice d'application** : élaboration d'une démarche de planification
- Sécuriser son projet en amont : faisabilité financière, risques, acteurs
- Construire l'équipe projet

**Assurer le bon déroulement du projet au quotidien, du pilotage à la clôture**

- Réussir la réunion de lancement : les règles de fonctionnement, les rôles et l'organisation du travail, les différentes réunions projet
- **Exercice d'application** : préparation d'une réunion de lancement
- Mettre en place les outils pour mesurer l'état d'avancement physique du projet : les éléments à contrôler, les indicateurs d'efficacité et le tableau de bord du projet, les situations complexes
- Capitaliser le projet : les différentes phases finales d'un projet, l'expérience, l'évaluation de son projet

**Plan d'action personnel** : formalisation des actions à mettre en œuvre pour conduire ses projets avec succès

**MODULE 4 Améliorer son efficacité grâce au Mind mapping****Comprendre et concevoir une Mind map**

- Lire une carte mentale
- Concevoir une carte : les principes, les règles et une touche de fantaisie
- Utiliser un logiciel pour créer une carte : tour d'horizon des outils de Mind mapping
- **Étude de cas** : analyse d'une Mind map

**Gérer son temps et son organisation**

- Planifier sa journée sous forme de carte mentale
- Avoir une vision claire de son activité à la semaine
- Gérer un projet
- Accélérer la vitesse de relecture de ses notes
- Favoriser la mémorisation et la restitution

**Exercices d'application** : conception d'une carte modèle pour planifier la semaine et utilisation d'une carte mentale pour un point quotidien

3,5  
jours25  
heures

Paris

19 au 22 juillet 2016

Tarif HT : 2 215 € - repas inclus

Code 40094



# Sols pollués, friches, changements d'usage

Maîtriser les aspects juridiques et méthodologiques de la valorisation et du réaménagement

Les anciens sites industriels sont une opportunité pour la lutte contre l'étalement urbain et la raréfaction du foncier en agglomération. La loi ALUR précise les responsabilités des différents acteurs d'un projet face au risque de pollution, sécurisant sa mise en œuvre. Il reste néanmoins indispensable, face aux enjeux financiers, de respecter les contraintes méthodologiques et d'urbanisme lors de la cession et de la dépollution du site.

## OBJECTIFS

- Gérer l'achat, la cession et le devenir des friches industrielles.
- Identifier les possibilités de réaménagement et les critères déterminants du choix.
- Analyser les contraintes juridiques et financières liées à la réhabilitation d'une friche industrielle.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit de l'environnement ou avoir suivi la formation " Découvrir le droit de l'environnement industriel " (code 40001 p. 480).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des services juridiques
- Responsables environnement et techniques
- Responsables aménagement, urbanisme
- Toute personne souhaitant maîtriser les aspects juridiques du réaménagement et de la valorisation des friches industrielles

## ANIMATEURS

Patricia SAVIN  
Avocate Associée  
& Frédéric LEVY  
Avocat à la Cour  
DS AVOCATS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Intégrer les enjeux du réaménagement des sites pollués

#### Analyser les contraintes juridiques et financières liées à la réhabilitation d'une friche industrielle

##### Gérer la sortie d'activité

- Maîtriser la démarche et les obligations administratives
- Comprendre la hiérarchie des responsables et identifier les nouveaux acteurs
- Caractériser l'état du terrain et analyser la situation d'urbanisme
- Envisager la substitution de l'exploitant par un tiers intéressé
- Prendre en compte l'usage futur du site
- Connaître les solutions en cas de site orphelin

**Étude de cas** : analyse commentée d'un arrêté préfectoral de remise en état

##### Réussir la dépollution

- Choisir l'auditeur et les partenaires techniques
  - Définir le protocole d'étude
  - Adapter les plans de gestions à l'évolution du projet immobilier
  - Obtenir la " validation " administrative des opérations de dépollution
- Étude de cas** : analyse commentée d'un rapport d'audit technique
- ##### Sécuriser la cession d'un site
- Les obligations du vendeur et de l'acquéreur

- Appréhender les sanctions du défaut d'information
  - Analyser les principales décisions de jurisprudence
  - Estimer la valeur du terrain
  - Maîtriser les mécanismes de cessions amiables ou forcées
  - Accorder des garanties pertinentes et adaptées
- Exercice d'application** : rédaction de garanties de passif cas acheteur et cas vendeur
- ##### Maîtriser le devenir du site
- Cerner les prérogatives respectives de l'État et des municipalités
  - Appliquer les règles relatives à l'instruction des autorisations d'urbanisme
  - Maîtriser les vecteurs de contrainte
  - Assimiler l'articulation des responsabilités du dernier exploitant, du bailleur, du preneur, du propriétaire, de l'aménageur, de la collectivité
  - Examiner la procédure d'institution de servitudes d'utilité publique

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter une opération de cession ou d'acquisition de sites pollués en vue d'un projet de reconversion d'activité en toute sécurité juridique et méthodologique.



Code 40025

## Paris

30	mars	2016
17	juin	2016
17	novembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Analyse des risques résiduels

Pratiquer l'ARR dans la gestion des sites et sols pollués

La gestion d'une pollution sur un site consiste soit à éliminer les sources de pollution, soit à supprimer durablement tout contact de ces pollutions avec les populations. Si cela s'avère impossible, il est impératif d'effectuer une évaluation quantitative des risques sanitaires potentiels résultant d'éventuelles expositions.

## OBJECTIFS

- Maîtriser la démarche de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) à la base des ARR.
- Évaluer et quantifier des expositions pour interpréter les risques.
- Effectuer des choix de réhabilitation garantissant des expositions résiduelles acceptables grâce à l'ARR.

## PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la gestion des sites et sols pollués ou avoir suivi " Gérer les sites et sols pollués " (code 40016 p. 486).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, sécurité et qualité
- Responsables des services techniques
- Ingénieurs et techniciens des services environnement et bureaux d'études

## ANIMATEUR

Franck KARG  
Directeur scientifique du Groupe HPC  
HPC ENVIROTEC

## PROGRAMME

Expertise

### Valider le cadre réglementaire et méthodologique

- Les circulaires de février 2007 et l'ensemble des textes modifiant la méthodologie de gestion des sites et sols pollués
  - Intégrer les différentes étapes méthodologiques et les outils de gestion
- Exercice d'application** : schématisation du positionnement de l'ARR dans le plan de gestion

### Maîtriser les points clés de l'ARR

- Cerner la démarche de l'ARR
  - Assimiler les enjeux et la méthodologie de l'EQRS
  - Maîtriser les quatre étapes de l'EQRS
- Étude de cas** : démonstration de recherche sur internet et choix des valeurs toxicologiques adaptées
- Exercice d'application** : calcul des expositions des populations en fonction de scénarios

### Restituer les résultats de la démarche de l'ARR

- Le contenu du document : concentrations des substances, contraintes constructives, usages, incertitudes...
  - Les contrôles en cours de chantier
- Étude de cas** : analyse des risques résiduels d'une réhabilitation de friche industrielle pour un projet immobilier selon les méthodes présentées au cours de la formation

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer et d'analyser les risques sanitaires résiduels et de définir les solutions permettant de les maîtriser au mieux.



Code 40054

## Paris

31	mars	2016
18	novembre	2016

Tarif HT : 945 € - repas inclus

# Gérer les déchets industriels

En organisant la collecte, le traitement et la valorisation



Toute activité industrielle génère une production de déchets pour lesquels l'exploitant est tenu de mettre en place une politique de gestion au travers des choix de collecte, de traitement et de valorisation conformément à la réglementation. Celle-ci doit donc être maîtrisée afin d'adapter l'organisation et la sélection des solutions techniques aux différentes catégories de déchets.

## OBJECTIFS

- Identifier et maîtriser les différents déchets produits par l'entreprise.
- Cerner les obligations réglementaires liées à la production et à la gestion des déchets.
- Choisir les filières de traitement et d'élimination de ces déchets.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la prévention des impacts environnementaux des sites industriels.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, sécurité et qualité
- Responsables production et maintenance
- Ingénieurs et techniciens

## ANIMATEUR

Rony JERSIER  
Consultant prévention sécurité  
PRÉVENT'EX

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les étapes de traitement de vos déchets conformément à la réglementation en vigueur.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Évaluer et améliorer la gestion des déchets

##### Définir et classer les déchets

- Les définitions du déchet
- La nomenclature européenne des déchets
- Les différentes catégories de déchets et les propriétés qui les rendent dangereux
- Les déchets particuliers

**Exercice d'application** : recherche des Codes européens associés à différents déchets produits dans l'entreprise

##### Cerner la réglementation qui s'applique

- Connaître la hiérarchie des textes et les grands principes
- La synthèse des principaux textes
- Traduire de manière opérationnelle les exigences légales
- Les responsabilités civile et pénale
- L'actualité juridique en matière de déchets : la réglementation des sous-produits
- La nécessité d'une veille réglementaire

**Étude de cas** : analyse de la jurisprudence sur les responsabilités civile et pénale

#### Maîtriser la gestion opérationnelle des déchets

##### Améliorer la gestion des déchets

- Réaliser une étude déchets (phases 1, 2, 3)
- Mettre en place la gestion administrative des déchets

**Étude de cas** : cas particulier des déchets dans les ICPE

##### Choisir la filière d'élimination des déchets

- Définir la filière d'élimination des déchets
- Les obligations et les responsabilités du producteur de déchets
- La gestion administrative des déchets dangereux : les BSD, le registre et la déclaration annuelle
- L'interface avec les sous-traitants : déterminer où commence et où s'arrête la responsabilité du producteur

##### Traiter et valoriser les déchets industriels

- Identifier les différents modes de traitement des déchets industriels : installations de stockage de déchets, unités d'incinération, traitements physico-chimiques...
- Connaître les différents niveaux de gestion associés
- Cerner quelles sont les possibilités de valorisation matière, énergétique ou organique
- Recyclage

##### Conclure un contrat avec un prestataire pour la collecte, le transport et le traitement des déchets

- Faire le point sur le transfert de responsabilités
- Déterminer ce que doit contenir un contrat de gestion des déchets

### Quiz aval



Code 40008

Paris			Lyon		
31 mars-1 <sup>er</sup>	avril	2016	31 mars-1 <sup>er</sup>	avril	2016
11-12	juillet	2016	13-14	décembre	2016
29-30	septembre	2016			
13-14	décembre	2016			

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Code de l'Environnement Livre V, Titre IV (Déchets), articles L 541-1 et suivants définit 4 priorités en matière de gestion des déchets :

- Principe de réduction à la source de la production et de la nocivité des déchets,
- Principe de proximité pour organiser et limiter le transport en distance et en volume,
- Principe de valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- Principe d'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets.

# Gérer les déchets industriels dangereux

En organisant la collecte, le transport et l'élimination



Parmi les différents types de déchets produits par une activité industrielle, certains représentent un risque pour la santé ou l'environnement. Relevants d'une classification et d'une réglementation spécifique, ils nécessitent le recours à des démarches administratives ainsi qu'à la mise en œuvre de solutions particulières lors de leur manipulation et de leur élimination.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les obligations en matière de traitement, de transport et d'élimination.
- Mettre en place un système et des outils de gestion des déchets industriels dangereux.
- Pouvoir optimiser le choix des filières de traitement.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base dans la gestion des déchets industriels ou avoir suivi " Gérer les déchets industriels " (code 40008 p. 490).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, sécurité, qualité
- Responsables production et maintenance
- Ingénieurs et techniciens

## ANIMATEUR

Rony JERSIER  
Consultant prévention sécurité  
PRÉVENT'EX

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Définir et classer les déchets dangereux**  
Connaître les propriétés qui rendent un déchet " dangereux "

- Distinguer déchets dangereux et spéciaux
- Définir un déchet toxique en quantités dispersées
- Classifier les déchets dangereux

**Cerner les obligations du producteur**  
Respecter les dispositions réglementaires applicables  
Évaluer l'étendue de l'obligation d'information

- Le bordereau de suivi des déchets BSD
  - La tenue d'un registre déchets
  - La déclaration annuelle
- Exercice d'application** : application des exigences règlementaires sur les déchets dangereux de son entreprise

### Manipuler les déchets dangereux

Connaître les équipements de protection individuelle utilisés pour la manipulation des déchets dangereux

Intégrer les règles de stockage

- Le dimensionnement des volumes de rétention
- L'étiquetage des déchets
- Le contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement

**Sécuriser la filière d'élimination des déchets dangereux : collecte, transport et traitement**

### Mettre en place le suivi des déchets

- Définir le BSDD et son utilisation
  - Trouver le BSDD, le renseigner et le conserver
- Étude de cas** : analyse d'un BSDD et d'un registre déchets

**Analyser les contraintes spécifiques au mode de transport**

- Réaliser une déclaration de transport de déchets et connaître l'articulation avec l'ADR
- Connaître les règles en matière d'échanges intra et extracommunautaires

**Déterminer les filières d'élimination des déchets dangereux**

Analyser les techniques de stabilisation des déchets dangereux

Identifier les modes de traitement des déchets dangereux

- Installations de stockage de déchets, unités d'incinération, traitements physico-chimiques...

**Étudier le cas des déchets spécifiques**

- Huiles usagées, PCB, PCT, piles accumulateurs, amiante...
- Exercice d'application** : recherche de filières sécurisées d'élimination des déchets industriels dangereux

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de respecter vos obligations en matière de déchets dangereux, de leur manipulation à leur élimination.

2 jours  
14 heures

Paris

24-25	mai	2016
12-13	octobre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

Code 40035

# Exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères

À travers un simulateur de conduite UIOM



Salle de formation équipée d'un ordinateur par participant

Face aux enjeux environnementaux, énergétiques et financiers, l'exploitation d'une UIOM nécessite des compétences et qualifications pointues des opérateurs. Ils doivent notamment limiter les écarts de conduite, garantir des démarrages et des reprises de service rapides et sûrs, minimiser la fatigue des matériels.

## OBJECTIFS

- Découvrir les équipements d'une usine et leur fonctionnement.
- Cerner la logique de contrôle/commande de l'unité.
- Maîtriser les bilans matières, énergie et l'économie du traitement des déchets.

## PRÉREQUIS

Avoir une expérience dans le traitement des déchets ménagers

## PUBLIC CONCERNÉ

- Ingénieurs et responsables des services déchets des collectivités territoriales
- Cadres des sociétés prestataires de services en traitement des déchets ménagers

## ANIMATEUR

Christophe BELOT  
Expert senior en combustion - Chargé d'affaires  
BERTIN TECHNOLOGIES

## PROGRAMME

Expertise

Un simulateur de conduite UIOM en temps réel permet de découvrir le fonctionnement d'une unité en explorant librement les postes de conduite et d'acquérir la logique de contrôle par la mise en situation et l'expérimentation libre des actionneurs

**Intégrer les exigences de la nouvelle réglementation**

**Test de connaissances** : le point sur ses connaissances de l'arrêté du 20/09/02

**Définir les technologies de l'incinération**

**Comprendre les mécanismes de combustion et d'émission des polluants à partir des déchets ménagers**

**Exercice d'application** : analyse fonctionnelle du poste de conduite d'un four à grille (simulateur pédagogique)

**Maîtriser les bilans de l'incinération**

**Caractériser les déchets**

- Paramètres de composition
- Pouvoirs calorifiques et comburivores

**Définir des conditions opératoires**

- Diagramme de combustion
  - Facteur d'air
- Établir les bilans de l'incinération**
- Débits de fumées et de solides
  - Composition et température des fumées
  - Analyse des composantes du coût de traitement des déchets

**Exercice d'application** : détermination du point de fonctionnement moyen four-chaudière d'une UIOM à partir des données d'exploitation

**Cerner les technologies de traitement des fumées**

- Dépoussiérage
  - Traitement des gaz acides (SO<sub>x</sub>, HCl), des oxydes d'azote et des dioxines-furanes
- Exercice d'application** : analyse fonctionnelle d'un poste de conduite d'épuration par voie humide (simulateur pédagogique)

**Acquérir la logique générale de conduite d'une unité**

- Diagramme de fonctionnement du four
  - Objectif de conduite et contraintes
  - Principes de contrôle commande
- Exercice d'application** : diagnostic et réaction face aux alarmes (simulateur pédagogique)

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de veiller au bon fonctionnement d'une UIOM grâce au suivi des différents paramètres physiques, techniques et réglementaires de l'incinération des ordures ménagères.

2 jours  
14 heures

Paris

15-16	juin	2016
13-14	décembre	2016

Tarif HT : 1 425 € - repas inclus

Code 40038

# Assainissement

Maîtriser la gestion d'un système d'assainissement



**Responsables de la création, de l'entretien et de la surveillance des réseaux collectant et traitant les eaux usées, les communes situées en zones urbaines doivent apporter un soin particulier à la gestion de ce service. En effet, les solutions techniques ou juridiques retenues pour mener à bien cette mission ne sont pas neutres, tant d'un point de vue environnemental, qu'économique et financier.**

## ● OBJECTIFS

- Cerner les obligations des collectivités territoriales en matière d'assainissement.
- Choisir un mode de gestion du service public d'assainissement adapté.
- Maîtriser le fonctionnement des filières d'assainissement.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur la gestion des eaux usées.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des services de l'eau et de l'assainissement
- Responsables environnement et sécurité
- Responsables des services techniques
- Responsables de bureau d'études assainissement

## ● ANIMATEUR

Dominique SALIN  
Ingénieur Conseil  
ICARE

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les aspects essentiels tant juridiques que techniques de votre système d'assainissement.**

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Intégrer le cadre juridique de l'assainissement

Connaître le vocabulaire de base sur l'assainissement

#### Identifier le contexte législatif et réglementaire

- Directive européenne sur le traitement des eaux résiduaires, loi sur l'eau, directive cadre sur l'eau, codes et textes réglementaire...

- Acteurs principaux en la matière

**Test de connaissances** : quiz sur le cadre juridique

#### Identifier les obligations en matière d'assainissement

- Élaborer un zonage d'assainissement
- Obligations de contrôle des installations d'assainissement non collectif : objectifs, calendrier, objet et moyens du contrôle, mise en place d'un SPANC
- Obligations en assainissement collectif : obligation de raccordement, convention de déversement, dossier Loi sur l'Eau pour la création d'une station d'épuration
- Service des eaux pluviales

**Étude de cas** : analyse commentée d'un exemple de zonage

#### Choisir le mode de gestion approprié et identifier les risques juridiques de la gestion du service

Les composants principaux d'un service d'assainissement collectif : réseau, station de traitement, pompage...

- Définitions et exemple
- Enjeux sur la gestion du service

#### Identifier les principaux modes de gestion d'un service public

**Étude de cas** : analyse commentée d'un contrat de gestion déléguée

#### Intégrer les risques juridiques liés à la gestion d'un service d'assainissement

- Responsabilité civile
  - Responsabilité pénale
  - Responsabilité administrative
- Partage d'expériences** : échange sur les risques juridiques rencontrés et les solutions à envisager

#### Maîtriser les filières de traitement des eaux usées

##### Analyser les techniques d'assainissement non collectif des eaux usées

- Étudier les étapes du traitement par assainissement non collectif : filières classiques par le sol et nouvelles filières, équipements et entretien

##### Analyser les techniques d'assainissement collectif des eaux usées

- Assimiler le fonctionnement de l'assainissement collectif : principes des traitements, les prétraitements, les filières de traitement
- Comparer les avantages et les inconvénients de ces techniques ainsi que leurs coûts : les critères de choix d'une filière

**Étude de cas** : exercice de définition d'une filière de traitement

#### Éliminer les sous-produits : identifier les débouchés

##### Comprendre la formation des sous-produits

- Les matières de vidange de l'assainissement non collectif
- Les sous-produits de station d'épuration : refus de dégrillage, matière de dessablage, matières grasses de dégraissage-déshuilage, boues, gaz...

##### Traiter et valoriser les boues de station d'épuration

### ✓ Quiz aval



Code 40019

Paris		
22-23	mars	2016
6-7	octobre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

1. En quelle année la directive européenne relative au traitement des eaux usées urbaines a-t-elle été adoptée ?

- 1988
- 1991
- 1992

2. Combien de stations de traitement des eaux usées sont répertoriées en France ?

- 15 000
- 17 650
- 19 901

3. À quelle police les rejets d'origine domestique sont-ils soumis ?

- À la police de l'eau
- À la police des installations classées



Solution : 1 : b ; 2 : c ; 3 : d

# Gestion environnementale des eaux de pluie

Concevoir et mettre en œuvre une solution d'assainissement pluvial



De la maîtrise des polluants à la prévention des risques d'inondation, la gestion des eaux de pluies est encadrée par la réglementation. Dès lors, il est indispensable à toute personne impliquée dans un projet d'aménagement collectif ou individuel de comprendre les enjeux d'une gestion environnementale de l'eau de pluie en vue du choix et du dimensionnement des solutions à mettre en œuvre.

## ● OBJECTIFS

- Intégrer la réglementation européenne et nationale.
- Identifier les solutions techniques et leurs modalités de mise en œuvre.
- Appréhender le dimensionnement d'une solution compensatoire d'eau pluviale à l'échelle d'une parcelle ou d'un projet urbain.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux de la gestion des eaux de pluies au regard de l'aménagement et de l'environnement.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrages, ingénieurs et techniciens de services d'assainissement
- Maîtres d'œuvre et architectes
- Responsables d'exploitation
- Toute personne chargée de la conception d'un projet d'aménagement ou d'un bâtiment

## ✦ ANIMATEUR

Dominique SALIN  
Ingénieur Conseil  
ICARE

## ✦ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir la solution technique d'assainissement pluvial conforme aux contraintes réglementaires et techniques d'un projet.

## PROGRAMME

Initiation

### ✓ Quiz amont

#### Appliquer le cadre réglementaire

Intégrer la réglementation européenne et la Directive cadre sur l'eau

#### Maîtriser la réglementation nationale

- La loi sur l'eau, les textes d'application et les procédures d'autorisation et déclaration
- Se conformer au dossier Loi sur l'eau : état initial, état projeté, étude d'impact, mesures compensatoires
- Les liens avec l'urbanisme : le code général des collectivités territoriales et le schéma d'assainissement des eaux pluviales

#### Maîtriser les connaissances de base sur les eaux pluviales

##### Appréhender les paramètres hydrologiques

- Intégrer les données pluviométriques et définir la "période de retour"
- Évaluer la relation pluie-débit
- Réaliser et interpréter un hydrogramme de ruissellement
- Évaluer les volumes de rétention nécessaires selon différentes méthodes

##### Caractériser la pollution issue des eaux de pluie

- Identifier les types et les origines des polluants
- Analyser les impacts à court et long termes sur le milieu récepteur
- Appréhender les méthodes de traitement avant et après entrée dans les réseaux
- **Exercice d'application** : calcul des débits et dimensionnement des volumes de rétention nécessaires

#### Identifier et dimensionner les solutions techniques de gestion des eaux pluviales

##### Définir les critères de choix entre les solutions de rétention et d'infiltration

- Le contexte local
- Les modalités de construction et d'entretien
- Les coûts associés

##### Comparer les solutions de gestion à la parcelle

- Les toits stockant ou végétalisés
- Les puits d'infiltration
- Les tranchées d'infiltration
- La réutilisation des eaux de pluie
- **Étude de cas** : analyse commentée de différentes réalisations et identification des bonnes pratiques à retenir
- Comparer les solutions de gestion en grand
- Les noues
- Les bassins de stockage et d'infiltration
- Les bassins enterrés
- Le stockage en canalisation
- **Exercice d'application** : dimensionnement de différentes solutions selon les données de projets réels

### ✓ Quiz aval



Code 40020

#### Paris

12	mai	2016
29	novembre	2016

Tarif HT : 875 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

### 1. Quel code national régit le statut des eaux pluviales ?

- Le code de l'environnement
- Le code général des collectivités territoriales
- Le code civil

### 2. Quelle quantité d'eau de pluie tombe sur le sol en France par seconde ?

- 10 millions de litres
- 15 millions de litres
- 17 millions de litres

### 3. En zone urbaine, l'eau de ruissellement peut contenir du plomb et du zinc.

- Vrai
- Faux



Solution : 1 : c ; 2 : b ; 3 : a

# Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau

Évaluer la conformité de son installation



Face à la pression des enjeux environnementaux, sociaux et sanitaires de la préservation de la ressource en eau, les législations européenne et nationale se durcissent en matière de rejets polluants. Ainsi, nombre d'installations, ouvrages, travaux ou activités susceptibles d'avoir des incidences sur le milieu aquatique, sont tenus de respecter le cadre administratif et réglementaire lors de leur mise en œuvre ou exploitation.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les réglementations européenne et nationale sur la gestion et la préservation de la ressource en eau.
- Identifier les obligations administratives à respecter.
- Comparer les solutions techniques permettant de prévenir et limiter les rejets polluants dans les eaux.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la prévention des impacts environnementaux des sites industriels.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs de site industriel
- Directeurs environnement
- Ingénieurs et techniciens en assainissement

## ANIMATEUR

Laura VERDIER  
Consultante environnement  
LVR CONSULTING

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### S'approprier le vocabulaire lié à la gestion de l'eau dans l'industrie

- Identifier les méthodes d'approvisionnement en eau
- Recenser les types de réseaux d'eau sur sites
- Définir les différents usages de l'eau, les types d'eaux rejetées et leurs caractéristiques
- Identifier les impacts sur les différents milieux de rejet

#### Maîtriser les réglementations européenne et nationale

- La directive cadre sur l'eau
- La directive Industrial Emissions Directive (IED)
- La loi sur l'eau (LEMA) et ses textes d'application
- Les évolutions issues du Grenelle de l'environnement
- La réglementation ICPE

#### Respecter les obligations administratives

##### Identifier les activités soumises à déclaration, à enregistrement et à autorisation

- Pratiquer la nomenclature ICPE
- Pratiquer la nomenclature eau
- Exercice d'application** : recherche d'activités spécifiques dans les deux nomenclatures
- Respecter les obligations réglementaires**
- Les contraintes en matière de quantité et de qualité des eaux prélevées, consommées et rejetées

- Le cas des ICPE
- Le cas des autres activités
- Le cas particulier du Rejet de Substances Dangereuses dans les Eaux (RSDE)
- Exercice d'application** : détermination des valeurs limites de rejet selon différentes catégories d'installations et d'activités
- Prévenir le risque juridique et de mise en œuvre de sanctions administratives**
- La mise en cause de la responsabilité environnementale
- Les sanctions applicables

#### Identifier les méthodes de traitement des rejets industriels liquides

- Les principaux traitements physico-chimiques et biologiques disponibles : oxydo-réduction, osmose inverse, oxydation, coagulation, floculation...
- Comparer les caractéristiques de ces traitements
- Cas pratique** : identification des traitements adaptés à différents types d'effluents industriels rejetés

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'évaluer la conformité de votre installation tant d'un point de vue réglementaire, qu'administratif.

1  
jour

7  
heures

Paris

7	juin	2016
24	novembre	2016

Tarif HT : 875 € - repas inclus

Code 40077

# Gérer les effluents industriels

Identifier les procédés adaptés



Nombre de procédés industriels génèrent des effluents liquides ou eaux usées qu'il est impératif de traiter afin de prévenir les impacts sur l'environnement et d'exploiter l'installation conformément à la réglementation. Aussi, compte tenu des coûts de ces traitements et de leurs enjeux sur les procédés de production, il est fondamental d'identifier la solution technique adaptée à l'installation et d'en assurer la bonne mise en œuvre.

## OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre réglementaire en matière de rejets industriels afin d'assurer l'exploitation d'un site en toute conformité.
- Identifier et définir le procédé de traitement es effluent adapté à l'activité du site industriel.
- Respecter les bonnes pratiques lors de la mise en œuvre et de l'exploitation de l'installation.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de gestion de l'eau dans l'industrie ou avoir suivi la formation " Prévenir et traiter les rejets industriels dans l'eau " (code 40077 p. 494).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs d'exploitation
- Directeurs environnement et qualité/Ingénieur et techniciens de bureaux d'études

## ANIMATEUR

Consultant en environnement industriel

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Maîtriser le cadre réglementaire en matière de rejets industriels

- Appliquer la législation sur l'eau et sur l'environnement : directive cadre sur l'eau, directive IED, la loi sur l'eau et ses textes d'application
- Respecter les obligations administratives : nomenclature ICPE et nomenclature eau

#### Choisir le procédé de traitement des effluents adapté

##### Caractériser les polluants

- Identifier les polluants présents dans les effluents industriels : métaux lourds, toxines, huiles et graisses...
- Définir leurs impacts sur la santé et l'environnement

**Exercice d'application** : caractérisation d'effluents sur la base de données de prélèvements

##### Comparer les procédés de traitement des effluents liquides

- Les différentes technologies : traitements physiques, physicochimiques, chimiques, biologiques, électrolytiques, aérobiques, anaérobiques...
- Identifier leurs domaines d'application
- Analyser les avantages et inconvénients de chaque procédé : coûts, efficacité, mise en œuvre

**Exercice d'application** : identification du traitement adapté à différents types d'effluents

#### Identifier les procédés de traitement des boues

- Appréhender les différents types de boues et leur principales caractéristiques
- Définir les techniques de traitement selon la nature des boues : oxydation, déshydratation, séchage...
- Identifier les solutions de valorisation des boues : énergétiques, fertilisants
- Appréhender les opportunités de réduction des effluents : concentration et récupération, régénération**
- Intégrer les objectifs et principes de ces solutions : réduction des volumes et des flux
- Analyser les conditions de faisabilité en fonction du site

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez en mesure de mettre en place la solution de gestion des effluents adaptée à votre site industriel assurant sa conformité réglementaire.

2  
jours

14  
heures

Paris

16-17	juin	2016
10-11	octobre	2016
13-14	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

Code 40098

# Réglementation santé et sécurité - Niveau 1

Identifier ses obligations et ses responsabilités



**La réglementation encadrant la sécurité des salariés se renforce régulièrement. Parallèlement, la question de la responsabilité de l'entreprise ou de son dirigeant occupe une place croissante dans la gestion des maladies ou des accidents. C'est pourquoi, il est indispensable de maîtriser les fondements de la réglementation, son application pratique et ses enjeux juridiques.**

## OBJECTIFS

- Cerner les principes généraux de la réglementation santé et sécurité au travail.
- Découvrir le rôle et les compétences des interlocuteurs publics et privés.
- Identifier les sanctions encourues en cas de non-conformité réglementaire.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en droit du travail ou responsabilité de l'employeur.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Collaborateurs des services environnement, hygiène, sécurité et qualité
- Membres du CHSCT
- Responsables juridiques et juristes

## ANIMATEURS

Marie-Pierre MAÎTRE  
Avocat Associée  
& Élise MERLANT  
Avocat à la Cour  
HUGLO LEPAGE & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Intégrer l'essentiel de la réglementation et ses enjeux pratiques

- Cerner les sources du droit de la santé et de la sécurité au travail
- La hiérarchie des textes, l'articulation droit communautaire/droit national, la jurisprudence
- Les principes généraux de prévention
- Identifier les acteurs du droit de la santé et de la sécurité au travail
- Présentation des différents intervenants
- Rôles et compétences de chacun
- Recenser les obligations légales auxquelles l'entreprise doit se conformer
- Présentation des principales obligations en matière de prévention, protection collective et individuelle, sous-traitance, travail temporaire, accidents du travail, maladies professionnelles...
- Connaître les outils pour suivre ces exigences et s'y conformer
- Assimiler les obligations administratives de l'entreprise : déclarations obligatoires, mise en place de registres, vérification...
- Exercice d'application : détermination du cadre réglementaire s'appliquant à son entreprise

### Évaluer les fondements et enjeux de la responsabilité en cas d'accident

- Comprendre l'organisation juridictionnelle
- Définir comment se déroule un contentieux santé sécurité
- Modalités, sanctions et voies de recours
- Apprécier les risques en matière de santé et de la sécurité au travail
- Responsabilités civile et pénale de l'entreprise et du dirigeant
- Responsabilités civile et pénale du manager
- La coresponsabilité
- La réparation des accidents
- Mettre en place des mesures de prévention juridique
- Procéder à l'audit des risques
- Prévenir le risque de mise en jeu de la responsabilité
- Organiser sa défense en cas de poursuite
- Autodiagnostic : évaluation de la conduite adoptée dans son entreprise face à un problème de responsabilité

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier vos obligations réglementaires ainsi que vos risques juridiques en cas d'infraction.

2 jours  
14 heures

Paris			Lyon		
30-31	mai	2016	30-31	mai	2016
16-17	novembre	2016	16-17	novembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

Code 40039

# Réglementation santé et sécurité - Niveau 2

Manager en toute sécurité



**Le manager d'un établissement dont l'activité peut comporter des risques pour ses salariés, doit s'assurer du respect des obligations réglementaires auxquelles l'entreprise est soumise. Dans ce domaine, il s'agit aussi bien de sécuriser les aspects techniques et pratiques du travail, que de conduire les études de prévention des risques ou encore de gérer les démarches administratives.**

## OBJECTIFS

- Évaluer les exigences réglementaires auxquelles l'entreprise doit répondre.
- Appliquer les règles de la santé et de la sécurité au travail en toute sécurité.
- Mesurer les risques de fautes ou d'infractions au droit de la santé et de la sécurité et leurs conséquences en matière de responsabilité.

## PRÉREQUIS

Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, hygiène, sécurité et qualité
- Membres du CHSCT
- Responsables juridiques et juristes

## ANIMATEURS

Marie-Pierre MAÎTRE  
Avocat Associée  
& Élise MERLANT  
Avocat à la Cour  
HUGLO LEPAGE & ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser les obligations réglementaires et administratives

- Respecter les dispositions générales
- Étude de cas : analyse commentée d'un document unique
- Définir la réglementation applicable en matière de sous-traitance et de travail intérimaire
- Plan d'action personnel : définition des actions à entreprendre dès le retour en entreprise
- Maîtriser les risques liés aux agents chimiques dangereux
- Maîtriser les risques psychosociaux
- Prévenir les risques au travers du référentiel réglementaire
- Mettre en place son référentiel réglementaire
- Faire vivre son référentiel
- Mise en situation : à partir des données d'un site, construction du référentiel réglementaire en suivant les différentes étapes, de l'identification des textes applicables à la mise en conformité du site

### Maîtriser les enjeux de la responsabilité des managers

- Cerner les mécanismes de mise en cause de la responsabilité
- Mise en situation : détermination de la conduite à adopter à partir d'un accident sur site
- Définir l'encadrement réglementaire des maladies et accidents du travail

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre les dispositions organisationnelles et administratives afin d'être conforme à la réglementation santé-sécurité.

2 jours  
14 heures

Paris		
8-9	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

Code 40040

# Responsable HSE

Gérer les risques hygiène, sécurité et environnement



Dans une entreprise, différents types de risques professionnels coexistent pouvant porter atteinte aux conditions de travail, à la sécurité du matériel ou des personnes et à l'environnement. Pour réussir sa mission de maîtrise des risques, le responsable Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) doit mener à bien, en collaboration avec les différents acteurs concernés, les actions appropriées d'évaluation et de prévention.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser l'articulation entre les différents outils de management de HSE.
- Identifier les bonnes pratiques pour mener à bien la mission de maîtrise des risques.
- Dresser un état des lieux de son entreprise par rapport à l'organisation, aux pratiques et aux aspects réglementaires et techniques...

## ● PRÉREQUIS

Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Cadres nouvellement nommés responsables HSE
- Ingénieurs et techniciens se destinant à la fonction de responsable HSE

## ● ANIMATEUR

Marc LANOY  
Consultant formateur QSE  
AQSE CONSEIL FORMATION

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de conduire la politique hygiène sécurité environnement de votre entreprise grâce à la mise en œuvre efficace des outils de management et de prévention des risques.

## PROGRAMME

Initiation



## JE VIS MA FORMATION

dans la peau d'un responsable HSE et je définis les bonnes pratiques pour garantir le respect des règles d'hygiène, de santé et de sécurité dans mon entreprise.

Concept à découvrir p. 8

### ✔ Quiz amont

#### Cerner le cadre réglementaire et les responsabilités en matière de HSE

- Intégrer la réglementation environnementale et l'articulation entre les différents textes : Code de l'environnement, réglementation ICPE...
  - Définir le champ de compétences et les missions du responsable HSE
  - Cerner les différents acteurs internes et externes à l'entreprise, leurs rôles et leurs responsabilités
- Autodiagnostic** : évaluation rapide de sa pratique en entreprise, des points forts et des améliorations à apporter

#### Identifier les méthodes et outils de maîtrise des risques HSE

##### Identifier et analyser les risques

- Les risques associés aux produits et leurs impacts sur la santé
- Les maladies professionnelles
- La pénibilité au travail et la notion de "bien être" au travail
- Appréhender les méthodes d'analyse des risques accidentels, sanitaires et professionnels
- Intégrer les outils de management
- Connaître les principaux référentiels : ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18001...
- Identifier les référentiels existants et déjà utilisés dans l'entreprise
- Comparer les différents systèmes de management : management environnemental, management HSE, système qualité, santé, environnement...

- Préparer la certification de l'entreprise : savoir quand et comment procéder

##### Prévenir les risques

- Élaborer un plan de prévention
- Conduire des audits

##### Piloter la conformité réglementaire

- Connaître les principales exigences
  - Organiser la veille réglementaire et évaluer la conformité
- Étude de cas** : identification et analyse des risques de différents cas d'entreprises et organisation de la prévention

#### Préparer la mise en place d'un système de management santé, sécurité et environnement

##### Définir les objectifs et les enjeux pour l'entreprise

- Connaître les principaux indicateurs santé sécurité

##### Mettre en place l'organisation

##### Évaluer le système de management

##### Renforcer la " culture " sécurité dans l'entreprise

- Identifier sur quels points communiquer et avec quels outils

**Plan d'action personnel** : identification des actions prioritaires à mettre en œuvre dès le retour en situation professionnelle

### ✔ Quiz aval



Code 40042

Paris		
23 au 25	mars	2016
4 au 6	juillet	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus



# Animateur santé sécurité

Maîtriser les outils pour réussir dans sa fonction

**Face aux enjeux humains, techniques et financiers, il est fondamental pour l'entreprise de veiller quotidiennement sur le terrain à ce que les règles de sécurité soient correctement appliquées. Pour cela, l'animateur santé sécurité facilite la mise en œuvre des actions et des méthodes nécessaires à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les principaux enjeux de la santé sécurité au travail et la réglementation applicable.
- Évaluer les risques professionnel et analyser les incidents et accidents.
- Mettre en œuvre les bonnes pratiques et les outils de la sécurité.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur la réglementation et les obligations en matière de prévention de la santé et de la sécurité en entreprise.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables qualité
- Chargés de mission qualité sécurité environnement
- Techniciens
- Toute personne amenée à assurer les missions d'animation et de prévention de la santé sécurité

## ANIMATEUR

Marc LANOY  
Consultant formateur QSE  
AQSE CONSEIL FORMATION

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les enjeux et l'organisation de la santé et de la sécurité

- Identifier les enjeux humains
- Définir les axes clés : accidents du travail, accidents de trajet, maladies professionnelles
- Appréhender les enjeux financiers
- Maîtriser les enjeux réglementaires
- **Étude de cas** : analyse commentée de différents cas d'accidents et d'incidents et identification des dysfonctionnements
- Appréhender les différents niveaux de responsabilité : civile, faute inexcusable, pénale
- Maîtriser l'organisation de la sécurité et les missions de l'animateur santé sécurité

### Construire la démarche de prévention

- Maîtriser les enjeux et les points clés d'un système de management
- Évaluer les risques et suivre la méthode du document unique
- **Exercice d'application** : évaluation des risques de situations de travail sur la base de photos ou de vidéos

- Élaborer le catalogue des risques : causes, conséquences, solutions, références réglementaires
- Mettre en œuvre les actions d'amélioration et les suivre
- Analyser les accidents et les incidents : la méthode de l'arbre des causes

### Gérer les entreprises extérieures

- Maîtriser le cadre réglementaire et la responsabilité de l'entreprise
- Organiser la prévention des interventions : plan de prévention, protocole sécurité, coordination SPS
- **Exercice d'application** : à partir d'un plan de prévention, identification et analyse des risques d'interférences

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre les outils et méthodes vous permettant de réussir vos missions de prévention des risques en santé et sécurité.**

3 jours  
21 heures

Code 40085

### Paris

23 au 25	mai	2016
20 au 22	septembre	2016
7 au 9	décembre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# Fonction sécurité

Gérer, renforcer et faire vivre la sécurité dans l'entreprise



**L'activité d'une entreprise génère différents types de risques, notamment sur les personnes et sur l'environnement, pouvant engager la responsabilité de son dirigeant. Il est donc impératif d'assurer la conformité de l'établissement et de ses activités avec les différentes réglementations en vigueur, en adoptant et en renforçant régulièrement les dispositifs de prévention adéquats.**

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations en matière d'hygiène et de sécurité et les responsabilités qui en résultent.
- Manier les outils d'analyse des risques pour les prévenir et les gérer.
- Maîtriser tous les éléments constitutifs d'une démarche sécurité.

## PRÉREQUIS

Connaître les problèmes rencontrés par les entreprises en matière de santé/sécurité ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 1 " (code 40039 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs d'établissement
- Responsables du personnel
- Responsables et ingénieurs sécurité

## ANIMATEUR

Consultation en sécurité industrielle

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Cerner le cadre légal de la fonction sécurité

- Identifier les obligations légales en matière de sécurité
- Situer la fonction dans la chaîne des responsabilités

#### Gérer la prévention dans l'entreprise

##### Gérer les risques inhérents à l'entreprise

- Identifier et évaluer les risques
- Analyser les mécanismes de l'accident et rechercher les facteurs potentiels
- Mettre en place des actions correctives

##### Document unique

- Comprendre ses objectifs
- Définir le contenu
- Rédiger et présenter le document unique

##### Étude de cas : analyse d'un document unique

#### Gérer les intervenants extérieurs

- Application de la législation en vigueur
- **Étude de cas** : analyse de la structure d'un plan de prévention

#### Connaître la terminologie accidents du travail et maladies professionnelles

- Définitions, taux de fréquence, taux de gravité, indemnisation...
- Intégrer la procédure administrative

#### Renforcer les performances sécurité

Veiller à la mise en œuvre des mesures retenues

Évaluer leur efficacité

#### Conduire des audits sécurité

- Les préparer
- Mener les enquêtes
- **Exercice d'application** : à partir d'un cas concret spécifique au secteur d'activité des participants, élaboration d'un plan d'audit

#### Faire vivre la sécurité dans l'entreprise

##### Mener des actions de sensibilisation en interne

- Adopter une communication sécurité adaptée
- Organiser des formations à la gestion des risques et à la sécurité

##### Intégrer la sécurité dans le fonctionnement de l'entreprise : CHSCT, CE...

##### Développer le management de la sécurité : OHSAS 18001

##### et systèmes de management intégrés

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place et d'améliorer en continu les outils nécessaires au management de la sécurité dans votre entreprise.**

3 jours  
21 heures

Code 40013

### Paris

15 au 17	mars	2016
19 au 21	septembre	2016
14 au 16	novembre	2016

Tarif HT : 1 975 € - repas inclus

# Méthodes d'analyse des risques industriels

Choisir la méthode pertinente parmi AMDEC, HAZOP, MADS/MOSAR



**Différents types de risques peuvent porter atteinte à la qualité, à la sécurité, à l'hygiène ou à l'environnement d'une activité industrielle. Afin de s'en préserver, il convient de mener à bien une analyse selon la méthode la plus pertinente, afin de définir les risques et les actions à engager pour s'en prémunir.**

## OBJECTIFS

- Identifier ses besoins en matière d'analyse des risques et le niveau de précision nécessaire, définir la méthode d'analyse des risques adaptée et l'appliquer.
- Analyser et retranscrire les résultats de l'analyse.
- Animer un groupe de travail chargé d'analyser un process.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les différents risques potentiels d'une activité industrielle.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables risques, hygiène, sécurité et environnement
- Responsables des services techniques
- Concepteurs d'installations, d'infrastructures, de bâtiments et de process

## ANIMATEUR

Pierre GUERIN  
Ingénieur conseil  
CABINET GUERIN RISQUES INDUSTRIELS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Faire le point sur les enjeux de l'analyse des risques

- Analyser les enseignements des grands accidents industriels : AZF, Seveso, Bhopal...
- Décrire l'enchaînement des événements conduisant à un accident
- Intégrer le cadre réglementaire de l'analyse des risques
- Maîtriser la mise en œuvre de l'étude de danger et du document unique
- Intégrer les exigences de l'administration en matière de contrôle

**Autodiagnostic** : analyse des modes de réponse actuels (avantages, inconvénients et contraintes) mis en œuvre au sein de sa structure

#### Appliquer les méthodes d'analyse des risques

##### Identifier les besoins en matière d'analyse des risques

- Organiser une évaluation des risques
- Définir le bon niveau d'analyse
- Maîtriser le vocabulaire et les différentes notions de risques, de défaillances, de dérives...
- Définir les facteurs aggravants générateur d'effet domino
- Inventorier les outils AMDEC, HAZOP, MADS/MOSAR, What if, arbres de défaillance...
- Comparer les caractéristiques de chaque méthode : le périmètre d'application, le niveau de détail, la durée...

**Étude de cas** : présentation commentée de deux exemples d'analyse des risques

#### Mettre en œuvre les méthodes d'analyse

- Constituer le groupe de travail
- Recenser les documents internes et externes utiles
- Maîtriser le contenu des différentes méthodologies
- Formaliser et interpréter les résultats
- Avoir un regard critique sur la pertinence des résultats
- Consigner les résultats d'analyse des risques dans le document unique et l'étude de danger

**Exercice d'application** : réalisation d'une analyse des risques professionnels sur un poste de travail et intégration dans un Document Unique

**Exercice d'application** : réalisation d'une analyse des risques associés à un procédé industriel et utilisation des résultats dans une étude de dangers

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement choisir et mettre en œuvre la méthode d'analyse des risques adaptée à votre installation ou process, afin d'en prévenir les défaillances.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 40006

## Paris

12-13	mai	2016
20-21	septembre	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Incendie, explosion, dispersion toxique

Maîtriser la modélisation des phénomènes dangereux et le logiciel PHAST

## PROGRAMME

Expertise

**Face aux enjeux humains, environnementaux et financiers, la prévention des risques est essentielle et ne peut s'effectuer parfois sans modélisation. Ainsi, savoir estimer les risques et les conséquences d'un accident et quantifier un scénario donné sont des compétences indispensables aux professionnels de la sécurité.**

## OBJECTIFS

- Caractériser le risque incendie / explosion / dispersion toxique au plan déterministe (termes sources potentiels) et estimer les conséquences d'un incendie, d'une explosion ou d'une dispersion de toxiques.
- Classifier les risques du point de vue de leur gravité.
- Favoriser le dialogue avec les instances réglementaires.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de risques industriels et notamment incendie, explosion, dispersion toxique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables HSE, QHSE...
- Responsables prévention
- Responsables d'exploitation
- Toute personne concernée par la prévention et l'expertise de sites industriels et de locaux à usage collectif

## ANIMATEUR

Marc VACHON  
Expert senior en maîtrise des risques industriels  
BERTIN TECHNOLOGIES

#### Intégrer les différents phénomènes dangereux

- Les étapes de la modélisation
- La caractérisation des conditions atmosphériques
- Les valeurs seuils à considérer dans les études de dangers
- Rappels concernant les sources d'inflammation
- Aborder en pratique la recherche d'initiateurs dans une configuration donnée

#### Maîtriser les méthodes simplifiées d'évaluation du risque et de ses conséquences

##### Quantifier un feu en atmosphère libre

- La nappe : vitesse de régression, diamètre
  - La flamme : hauteur, angle...
  - Le flux thermique rayonné
  - Les effets sur la peau humaine
- Exercice d'application** : calcul des ordres de grandeur d'un incendie en atmosphère libre afin d'évaluer le risque et les conséquences

##### Quantifier un boil-over

- Relation produit - propension au boil-over

##### Méthodes de quantification

##### Quantifier une explosion

- Les modes de propagation d'un front de flammes

- Quantifier les effets de souffle et les effets missiles
- La notion d'équivalent TNT
- L'explosion de mélanges gazeux
- L'explosion de solides pulvérulents : nuages explosibles, inflammations, propagation, explosions de poussières
- Les éclatements d'appareils sous pression
- Le BLEVE (boiling liquid expanding vapour explosion)

**Exercice d'application** : calcul d'ordres de grandeur du risque et des conséquences d'éclatement d'un appareil sous pression et d'explosions accidentelles

#### Intégrer les notions de dispersion de gaz ou de vapeurs toxiques Identifier les potentiels de dangers selon les caractéristiques des matériaux

- Sensibilité à l'inflammation : solide, liquide, gaz
- Toxicité des fumées

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'appréhender les phénomènes d'incendie, d'explosion et de dispersion dès leur origine, afin de mieux recourir aux outils d'évaluation et de maîtrise des risques.**

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 40043

## Paris

22 au 24	mars	2016
4 au 6	octobre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# Réussir une étude de dangers et son POI

Analyser et modéliser les risques



**Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE inclut une étude dont l'objectif est de démontrer que le projet est conçu de sorte à limiter le plus possible, sous certaines conditions économiques, les risques sur l'environnement. Il s'agit alors de faire bon usage des méthodes et modèles nécessaires à cette évaluation, d'en présenter correctement les résultats, afin de pouvoir les exploiter pour la réalisation d'un Plan d'Opération Interne.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le contenu de l'étude de dangers et les méthodes de l'analyse des risques.
- Intégrer les bonnes pratiques pour la présentation et la rédaction de l'étude.
- Appliquer les bonnes méthodologies pour la mise en œuvre d'un Plan d'Opération Interne (POI).

## PRÉREQUIS

Connaître les bases de la réglementation des ICPE ou avoir suivi " Gérer une ICPE " (code 40024 p. 484).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de site Seveso ou de site contenant des ICPE
- Responsables et ingénieurs environnement, hygiène et sécurité
- Responsables des services techniques

## ANIMATEUR

Cyril PUJOL  
Directeur environnement risques industriels  
ANTEA

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Maîtriser les objectifs et le contenu de l'étude de dangers

##### Faire le point sur la réglementation

##### L'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter

- Présenter l'établissement et son environnement, décrire les process et produits utilisés
- Identifier et analyser les risques
- Définir les mesures de prévention et de protection, s'assurer de leur pérennité et robustesse
- S'approprier les bonnes pratiques rédactionnelles et de présentation

##### Analyser et modéliser les risques

- Définir les méthodes probabilistes et déterministes d'analyse des risques
- Choisir la méthode adaptée aux risques identifiés
- Modéliser les conséquences d'un accident, choisir le modèle adapté aux caractéristiques de l'entreprise, le degré de précision à retenir...

##### Prendre en compte les particularités du voisinage, les accidents antérieurs

##### Exercice d'application : à partir des situations professionnelles des participants, choix de la méthode d'analyse des risques

- Mettre à jour l'étude de dangers

#### Maîtriser la méthodologie du Plan d'Opération Interne

##### Préparer le POI et réaliser les fiches réflexes

- Choisir les scénarios d'accidents à retenir

- Identifier les enjeux de la concertation entre exploitant/DREAL/SDIS/force publique
- Identifier les informations à faire figurer sur les fiches réflexes et celles à éviter
- Rédiger et présenter les différentes fiches
- **Valider et mettre à jour le POI**
- Présenter et expliciter le plan aux interlocuteurs concernés au sein de l'établissement
- Présenter le plan aux secours externes et en déduire les adaptations propres à l'établissement ou à la zone géographique
- Identifier les modifications nécessaires suite à un exercice, à un changement de process...

#### Organiser les exercices d'entraînement

- Les procédures d'information, la formation du personnel au POI
- Identifier les partenaires, mettre en œuvre les exercices
- Améliorer la gestion de crise : savoir quand et comment communiquer selon les cibles

#### Étude de cas : identification des mesures d'urgence et d'alerte du public adaptées à différents cas de sinistres

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les points clés de l'analyse des risques afin de mener à bien l'étude de dangers de votre installation et de mettre en œuvre votre POI.

**3** jours

**21** heures

Paris		
24 au 26	mai	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 975 € - repas inclus

Code 40032

# Réaliser son plan de prévention

Gérer l'intervention d'entreprises extérieures



**En amont de l'intervention d'entreprises sur un site, il est obligatoire d'organiser une visite d'inspection réunissant les différentes parties. Il en résulte l'identification et l'analyse des risques pouvant avoir des conséquences sur les activités, les installations et les matériels, ainsi que la définition des mesures de prévention qui devront être prises d'un commun accord par chaque entreprise.**

## OBJECTIFS

- Identifier les obligations légales organisant l'intervention d'entreprises extérieures sur un site.
- Analyser les éléments à vérifier lors de la visite préalable.
- Recenser les risques et définir des mesures de prévention.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales en matière de santé et sécurité au travail.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Chargés de mission hygiène et sécurité
- Responsables travaux
- Responsables des services généraux
- Toute personne chargée d'établir un plan de prévention dans le cadre des interventions d'entreprises extérieures sur les installations ou les bâtiments

## ANIMATEUR

Johan BONTEMPS  
Consultant Santé Sécurité - Coordinateur SPS  
PRÉVENT'EX

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

**Autodiagnostic** : évaluation des obligations propres à son entreprise

#### Identifier ses obligations

##### Cerner le cadre réglementaire des interventions réalisées par les entreprises extérieures

- Distinguer les opérations concernées par le décret de 1992
- Reconnaître l'obligation de prévention des différents intervenants

##### Organiser le partage de responsabilités avec les sous-traitants

- Définir le cadre d'une opération et les obligations des différents intervenants

##### Mise en situation : identification des types de travaux et d'interventions qui nécessitent l'application du plan de prévention

#### Rédiger son plan de prévention

##### Définir les étapes clés d'un plan de prévention

##### Identifier les chapitres essentiels à intégrer dans un plan de prévention

##### Préparer son analyse des risques et son inspection préalable : les outils et méthodes d'évaluation

- Mener son inspection préalable sur le terrain
- Identifier les documents à joindre au plan de prévention

**Jeu de rôles** : détermination des questions clés à se poser lors d'une analyse des risques commune

#### Élaborer, mettre en place et suivre son plan de prévention

##### Réaliser son inspection préalable

- Faire la synthèse des risques
- Élaborer les mesures de prévention

##### Organiser le contrôle de l'application pendant l'intervention de l'entreprise extérieure

**Étude de cas** : examen de la structure d'un plan de prévention type afin de l'améliorer et d'intégrer les éléments essentiels de la réglementation et ceux issus de l'analyse des risques

##### Faire vivre son plan de prévention

- La consultation interne/externe
- Cerner le rôle du CHSCT

#### Cas particuliers

- Opérations de chargement/déchargement
- Les travaux par points chauds et le permis de feu
- Les chantiers clos et indépendants

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en pratique des connaissances réglementaires et des outils méthodologiques pour piloter intégralement la réalisation de vos plans de prévention.

**1** jour

**7** heures

Paris		
22	mars	2016
6	octobre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

Code 40015

# Méthode de l'arbre des causes

Analyser les accidents du travail

**Un accident sur un lieu de travail est le résultat d'une succession d'événements et de situations à risque. Une représentation graphique de ces enchaînements permet d'analyser de façon précise et objective les causes de l'accident. Elle facilite ainsi la mise en œuvre des actions de prévention et la formalisation du dossier d'accident.**

## OBJECTIFS

- Effectuer une analyse pertinente des accidents par une utilisation maîtrisée de la méthode de l'arbre des causes.
- Rédiger un compte-rendu d'accident objectif et exploitable.
- Identifier les sources de dysfonctionnement et proposer des mesures correctives appropriées.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en matière de réglementation santé/sécurité ou avoir suivi " Réglementation santé et sécurité - Niveau 2 " (code 40040 p. 495).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables sécurité
- Responsables prévention
- Membres du CHSCT

## ANIMATEUR

Véronique PINET  
Consultante HSE  
VPL CONSULTING

## PROGRAMME

### Intégrer les enjeux et le processus de l'analyse des accidents

#### Maîtriser les enjeux de l'analyse des accidents

- L'analyse des accidents comme élément de la prévention
  - Les possibilités ouvertes par la méthode de l'arbre des causes
  - Le rôle et la nécessité de l'analyse d'accident
- #### Initier le processus d'analyse des accidents
- L'inscription sur les registres d'accident bénins
  - Distinguer accident, incident et presque-accident
  - Constituer l'équipe d'enquête
  - Les conditions du recueil des faits

### Maîtriser la Méthode de l'arbre des causes

#### Bien recueillir les faits : étape essentielle pour une analyse objective

- Réaliser les entretiens : les bonnes pratiques
- Distinguer fait / opinion / jugement
- Formaliser les faits

**Mise en situation** : entraînement à la formulation et au recueil des faits

#### Analyser les faits par l'application de la méthode de l'arbre des causes

- Constituer un groupe de travail
- Construire l'arbre des causes
- La méthode : les liens logiques, les questionnements et la vérification de l'articulation des faits

**Étude de cas** : réalisation de mini-arbres des causes dans différents cas de figure

**Étude de cas** : réalisation d'un arbre des causes complet

#### Exploiter les résultats de l'analyse : choisir les actions de prévention appropriées

- Les principes généraux de prévention
  - Déterminer les systèmes à revoir et renforcer
  - Choisir les mesures de prévention
  - Mettre en place les solutions proposées
  - Suivre et évaluer les mesures prises
- Exercice d'application** : définition des actions de prévention appropriées à partir de l'analyse d'accident réalisée précédemment

#### Utiliser la méthode de l'arbre des causes

- Améliorer par anticipation : la notion de FPA facteurs potentiels d'accidents
  - La méthode I.TA.Ma.Mi
- Exercice d'application** : application de l'une des méthodes sur un cas proposé par les participants.
- Bien communiquer pour bien faire
- Exercice d'application** : rédaction d'un flash d'information

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez capable de mener une analyse d'accident objective et approfondie pour aboutir à la définition d'actions correctives concrètes.**

2 jours

14 heures

Code 40029

### Paris

9-10	mai	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Sécurité industrielle : intégrer les facteurs humains

Pour prévenir les risques

**La maîtrise des risques s'appuie communément sur des mesures visant à renforcer la fiabilité des installations et des systèmes de management de la sécurité. Toutefois, afin d'améliorer les résultats de l'entreprise dans ce domaine, il est indispensable de renforcer la prise en compte de l'humain au travers de nouvelles sciences faisant appel à l'ergonomie, la sociologie, la psychologie...**

## OBJECTIFS

- Identifier les fondements du comportement humain en situation de travail.
- Déterminer les critères de renforcement de la culture sécurité de son personnel.
- Intégrer les facteurs humains dans les projets de conception pour prévenir les risques.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de risques industriels et d'analyse des accidents du travail.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs d'usine
- Responsables sécurité et prévention des risques
- Ingénieurs QHSE

## ANIMATEUR

Véronique PINET  
Consultante HSE  
VPL CONSULTING

## PROGRAMME

### Décoder le comportement humain en situation de travail

#### Agir sur les comportements au travail

- Définir les notions de comportement volontaire, comportement involontaire, attitude, compétence sécurité...
  - Mise en perspective de la place de l'Homme dans la réalisation d'un accident du travail
- Étude de cas** : vidéo d'un accident du travail, analyse des facteurs d'influence sur le comportement des individus impliqués dans la réalisation de l'accident

#### Mesurer la prise de risque

- Les facteurs déterminants du comportement au travail
  - Les priorités de l'Homme au travail
  - Les typologies de comportements face aux risques
- Exercice d'application** : mise en place d'une consigne, identification des freins comportementaux possibles et pistes d'actions à mettre en place pour limiter le risque de rejet

#### Mettre en œuvre le plan d'action pour renforcer la culture sécurité du personnel

- Favoriser l'engagement sécurité de tous
- Les moyens d'influence concrets des comportements au travail

- Les 4C pour un management performant de la sécurité au quotidien
- L'encadrement de proximité

### S'engager dans la prévention des risques

#### Intégrer l'Homme dans les projets de conception-modification

- Définir la notion d'ingénierie centrée sur l'Homme
- L'Homme en situation de travail
- Les méthodes et les outils de l'ergonomie de conception

#### Évaluer les facteurs humains dans les accidents du travail

- Des symptômes aux causes profondes
- Typologie des défaillances humaines
- Les techniques d'évaluation des risques d'erreurs humaines

#### Tirer le meilleur parti du retour d'expérience

- Les enjeux du retour d'expérience appliqué aux facteurs humains
  - Pratiquer le retour d'expérience efficacement
  - Exploiter utilement les données
- Étude de cas** : à partir de vidéos, analyse d'un projet de conception

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mieux appréhender les déterminants des comportements au travail et d'identifier des leviers d'amélioration.**

2 jours

14 heures

Code 40014

### Paris

6-7	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

# Responsable environnement

Manager et communiquer pour gérer les risques environnementaux



L'environnement est une composante majeure de la stratégie des entreprises et le responsable environnement est le principal acteur dans la structuration de la démarche : identification, conduite de la politique environnementale, définition des plans de progrès... Ainsi, au-delà des aspects techniques, l'appropriation des bonnes pratiques en matière de management et de communication est indispensable à l'exercice de cette fonction au quotidien.

## OBJECTIFS

- Maîtriser l'ensemble des missions et des responsabilités du responsable environnement.
- Renforcer son efficacité à travers l'amélioration du système de management de l'environnement.
- Intégrer la dimension transversale des projets et les enjeux de la communication.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de prévention des impacts environnementaux des sites industriels.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Cadres nouvellement nommés responsables environnement
- Ingénieurs se destinant à la fonction de responsable environnement
- Toute personne souhaitant renforcer ses compétences managériales dans l'exercice de ses missions de responsable environnement

## ANIMATEUR

Stéphanie LE BOZEC  
Consultant en environnement, Dirigeante  
COSTRATEGIC

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

**Autodiagnostic** : évaluation de ses activités au sein de son entreprise, identification des difficultés rencontrées et des points à améliorer

### Assurer la conformité réglementaire de l'établissement

- Gérer ses Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)
- Exercice d'application** : détermination du classement ICPE de diverses activités et des procédures associées
- Intégrer l'importance d'une veille réglementaire efficace et pertinente
- Relayer les informations réglementaires à l'ensemble des personnes concernées et si besoin, apporter conseil et assistance techniques pour trouver des solutions pour respecter les normes
- Suivre l'arrêté préfectoral
- Exercice d'application** : mise en place d'un suivi de son arrêté préfectoral

### Piloter la politique environnementale de l'entreprise et améliorer le management de la performance

- Piloter la mise en place d'un système de management environnemental (SME) au sein de l'entreprise

**Exercice pratique** : élaboration d'un tableau d'analyse environnementale et du plan d'actions associé

**Exercice pratique** : conduite d'un audit interne

**Exercice pratique** : réalisation d'un diagnostic déchet sur son site

- Intégrer les enjeux d'une communication interne et externe efficace

**Exercice pratique** : définition des actions de sensibilisations environnementales

- Représentation auprès des organismes extérieurs

**Mise en situation** : préparation d'une visite d'inspection

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement mener à bien vos missions de prévention des risques environnementaux, en intégrant les bonnes pratiques de management, tant au niveau des systèmes que des ressources humaines.

3 jours  
21 heures

Code 40018

Paris

1 <sup>er</sup> au 3	juin	2016
21 au 23	novembre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# Management intégré QSE

Construire et faire vivre le système pour gagner en efficacité

Face aux enjeux humains, environnementaux et matériels, la prévention des risques inhérents à toute activité industrielle est indispensable. Elle est possible au travers de la mise en place d'un système de management intégrant les objectifs de qualité, de préservation de l'environnement et de sécurité. Pour cela il convient de s'approprier une méthodologie permettant de piloter conjointement les trois systèmes en place dans l'entreprise.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les enjeux d'une gestion intégrée des trois postes qualité/sécurité/environnement.
- Définir le niveau d'intégration des référentiels de son organisme et construire son système de management.
- Intégrer la méthodologie pour mettre en œuvre son SMI et en assurer le suivi afin de garantir son efficacité.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les enjeux de la gestion de la qualité, de la sécurité et de l'environnement en entreprise ou avoir été confronté à l'un des référentiels.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables qualité, sécurité, environnement
- Responsables production, exploitation
- Toute personne amenée à prendre la fonction d'animateur ou responsable QSE

## ANIMATEUR

Jean-François DE RICHEMONT  
Risk manager  
Ingénieur Conseil QSE

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser les enjeux et principes d'un système de management intégré

- Prévenir les différents risques inhérents à l'activité de l'entreprise
- Identifier les obligations réglementaires en matière de santé, sécurité et environnement
- Définir le rôle du responsable QSE et des acteurs clés internes et externes
- Fixer les objectifs de la démarche
- Autodiagnostic** : identification des dispositifs déjà en place dans son entreprise et des améliorations à y apporter

### Maîtriser les référentiels qualité, sécurité, environnement

Appliquer les points clés et les exigences des normes ISO 9001, 14001, OHSAS 18001 Identifier et exploiter les convergences des trois référentiels

- Appliquer une méthode systémique
- Définir le niveau d'intégration en fonction des particularités de l'entreprise
- Exercice d'application** : réalisation de la cartographie des processus d'un établissement

### Mettre en place et faire vivre le système Analyser les risques

- Évaluer ou réunir les évaluations des risques en santé-sécurité, environnement et qualité

- Construire la cartographie des risques
- Exercice d'application** : construction d'une cartographie des risques d'un établissement industriel

### Piloter l'amélioration continue du système

- Maîtriser les missions du responsable QSE
- Construire un manuel de management QSE
- Créer les documents de référence
- Exercice d'application** : réalisation de documents opératoires

### Améliorer le système en continu

- Impliquer les acteurs de l'entreprise, communiquer
- Analyser les causes de dysfonctionnement
- Mettre en place les actions correctives
- Mettre en place les indicateurs et tableaux de bord pertinents
- Concevoir la revue de direction et la revue de processus
- Étude de cas** : analyse commentée de revues de direction et identification des améliorations à apporter

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de décloisonner le management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, afin de renforcer l'efficacité des processus de votre activité.

3 jours  
21 heures

Code 40093

Paris

14 au 16	mars	2016
20 au 22	juin	2016
18 au 20	octobre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# Mettre en œuvre la norme ISO 14001 version 2015

Pour un management environnemental efficace



**La maîtrise des impacts environnementaux d'une installation ou d'une activité est facilitée par la mise en œuvre d'un système de management environnemental efficace. Le suivi d'un cadre normatif permet alors de respecter les étapes clés de la conduite du projet, en adéquation avec les objectifs et les enjeux propres à l'entreprise et d'en assurer la reconnaissance par l'obtention de la certification. La modification de la norme ISO 14001 version 2015 est une étape majeure des systèmes de management et des entreprises.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les étapes à suivre pour construire et faire vivre un système de management de l'environnement (SME) en fonction du "profil" de l'entreprise.
- Conduire un projet de mise en place d'un SME conduisant à la certification et mener les audits internes de suivi du SME.
- Assurer la période de transition de mise en place de la norme ISO 14001 version 2015.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de prévention des impacts environnementaux des sites industriels.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'établissement
- Responsables environnement, sécurité et qualité

## ANIMATEUR

Stéphanie LE BOZEC  
Consultant en environnement, Dirigeante  
COSTRATEGIC

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter ou de mettre en place une démarche de management environnemental et de sécurité sur votre site.

## PROGRAMME

Initiation

**Étude de cas fil rouge** : à partir de la construction d'un site type sur la base de données communiquées par les participants en lien avec leurs entreprises, construction d'un système de management ISO 14001 pas à pas

### Maîtriser le contenu de la norme ISO 14001 version 2015

#### Analyser les enjeux du management de l'environnement

#### Définir les objectifs de la norme ISO 14001

- Cerner la structure de la norme et l'intégration des systèmes de management qualité, sécurité, environnement, énergie

- Prendre en compte l'importance des parties intéressées

#### Maîtriser les principes de l'ISO 14001 nouvelle version

- Une approche PDCA (amélioration continue)
- Intégrer le vocabulaire et les définitions clés
- Assurer la conformité réglementaire
- Communication externe et interne
- Intégrer la structure de la norme ISO 14001 nouvelle version

**Étude de cas fil rouge** : pour chaque chapitre, rapprochement des exigences de la norme aux actions concrètes à mener par l'entreprise en matière de politique environnementale, planification, mise en œuvre et fonctionnement, système documentaire...

#### Appréhender la responsabilité de la direction

- Mettre en place un comité de pilotage et définir un calendrier
- Engagement de la direction
- Rédiger la politique environnementale
- Définir les rôles, responsabilités et autorités

#### Planifier les actions

- Identifier les actions à mettre en œuvre selon les risques et opportunités liés aux impacts environnementaux et aux obligations de conformité

- Définir les objectifs environnementaux et planifier les actions pour les atteindre
- Étude de cas fil rouge** : construction du programme environnemental au travers des différentes étapes, du tableau d'analyse environnementale à la formalisation du programme de management environnemental correspondant

#### Mettre en œuvre le système au travers des différents supports

- Définir les compétences internes
- Sensibiliser le personnel : contenu et modalités
- Élaborer son processus de communication interne et externe
- Concevoir la structure documentaire

#### Réaliser des activités opérationnelles, préparer et répondre aux situations d'urgence

#### Évaluer et améliorer le système

##### Évaluer les performances

- Surveiller, mesurer, analyser et évaluer

##### Préparer l'audit

- Choisir les auditeurs : définir les critères
- Définir le périmètre et le champ de l'audit
- Collecter et analyser les documents et élaborer le plan d'audit
- Préparer les supports d'aide à l'audit et aux entretiens

**Exercice d'application** : diagnostic de la gestion de l'environnement sur un site, relevé des écarts par rapport à la norme ISO 14001 et définition des actions à mettre en place pour y remédier

##### S'approprier les bonnes pratiques lors de l'audit

- Maîtriser les bonnes méthodes à chaque phase de l'audit
- Améliorer son comportement d'auditeur lors des entretiens

**Jeu de rôles** : mise en application de techniques d'audit

##### Clôturer et valoriser l'audit comme source d'améliorations internes

- Identifier les actions correctives
- Maîtriser le contenu et la formalisation du rapport d'audit
- Réaliser la revue de direction

##### Améliorer le système

- Identifier les non-conformités et les actions correctives
- Assurer l'amélioration continue

**Étude de cas fil rouge** : mise en œuvre opérationnelle du système du déploiement du programme à la réalisation de la revue de direction

##### Gérer la période de transition

- Intégrer le délai de transition entre les 2 versions.
- Définir le plan d'actions pour gérer la transition

**3** jours  
**21** heures

Code 40003

Paris		
15 au 17	mars	2016
22 au 24	juin	2016
28 au 30	novembre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# HQE®, BREEAM, LEED

Mettre en œuvre la certification environnementale adaptée à votre projet

Les nouvelles contraintes environnementales du bâtiment peuvent être techniquement difficiles à traduire. L'utilisation de certifications pour la construction, la rénovation ou l'exploitation, permet la transparence des mesures prises, ainsi que la certitude d'atteindre les objectifs visés par le projet. C'est pourquoi, il est indispensable d'avoir une vision précise et exhaustive des certifications disponibles afin d'identifier celles répondant aux qualités souhaitées.

## OBJECTIFS

- Organiser les différents niveaux de certification pour mieux valoriser le bâtiment.
- Maîtriser l'impact économique des différentes certifications.
- Savoir communiquer sur ses certifications.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux environnementaux des bâtiments.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Maîtres d'œuvre
- Architectes et bureaux d'études

## ANIMATEUR

Jérôme PARTOS

Consultant spécialisé dans la gestion énergétique et thermique des bâtiments, Associé EURASIA ENVIRONMENTAL TECHNOLOGIES Membre de l'ICEB (Institut pour la Conception Environnementale des Bâtiments)

## PROGRAMME

Initiation

### Intégrer les enjeux des certifications énergétiques et environnementales

- Identifier les certifications des métiers du bâtiment

### HQE, BREEAM, LEEDS, B-Pas, BePos : comparer les certifications environnementale et énergétiques du bâtiment

- Certifications environnementales spécifiques du bâtiment
  - Certifications relatives aux consommations énergétiques
  - Certification environnementales spécifiées
- Étude de cas** : identification des certifications adaptées aux objectifs de qualité du projet

### Certifications environnementales des équipements et matériaux

- Certifications des équipements et des matériaux à connotation environnementale du type Ange Bleu ou Ecolabel

**Exercice d'application** : définition des critères environnementaux à respecter et recherche sur internet des produits disponibles

- Certifications environnementales des équipements et matériaux conventionnels

**Étude de cas** : vérification de la bonne application des prescriptions du CCTP

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez à même de définir une stratégie de certification pour valider la qualité du chantier et des travaux de construction ou de rénovation d'un bâtiment.

2 jours  
14 heures

Code 40078

## Paris

4-5	avril	2016
4-5	juillet	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Démarche HQE® Exploitation

Assurer les performances environnementales d'un bâtiment tertiaire

L'obtention d'une certification HQE® bâtiment tertiaire permet de garantir de bonnes caractéristiques environnementales lors de la conception et de la construction de cet ouvrage. Le challenge consiste ensuite à maintenir ce niveau de performance tout au long de la durée de vie du bâtiment, en prévenant les erreurs d'usage et d'exploitation.

## OBJECTIFS

- Assurer l'exploitation durable et l'amélioration continue de son mode de gestion.
- Mettre en œuvre le système de management correspondant dans le respect de la démarche HQE® Exploitation.
- Intégrer le rôle des occupants et les impliquer dans la démarche.

## PRÉREQUIS

Connaître la démarche HQE® ou avoir expérimenté un autre référentiel environnemental applicable aux bâtiments.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Responsables d'exploitation
- Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage

## ANIMATEUR

Katiuscia BELLOTTI

Experte en performance environnementale et sociétale HORIZON 2025

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Faire le point sur la démarche HQE® et les enjeux de l'exploitation durable du bâtiment

- Rappeler les quatorze cibles de la Haute Qualité Environnementale (HQE) et les spécificités de la cible 7 " gestion de l'entretien et de la maintenance "
- Inventorier les principales erreurs et difficultés pratiques d'exploitation d'un bâtiment certifié HQE®

### Maîtriser la seconde version du référentiel d'exploitation

- Les trois axes de portage : bâtiment, exploitation, utilisation durable
  - Les indicateurs du bâtiment
- Étude de cas** : à partir de l'exemple d'un bâtiment, identification des erreurs dans son mode d'exploitation au regard de la démarche HQE®

### Engager la démarche HQE® Exploitation

- Maîtriser la structure du référentiel
  - Engager et mettre en œuvre le SMEx
  - Définir l'engagement du porteur de la certification
  - Mettre en œuvre le SMEx
  - Piloter l'exploitation
- Exercice d'application** : à partir d'un exemple, définition des cibles et des éléments clés d'un système de management afin d'obtenir la certification exploitation du bâtiment

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement définir les points clés et mettre en œuvre les actions afin d'assurer une gestion de votre bâtiment selon la démarche HQE® Exploitation.

2 jours  
14 heures

Code 40052

## Paris

16-17	mars	2016
27-28	juin	2016
7-8	novembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# LEED construction et rénovation V4

Améliorer la qualité environnementale des bâtiments par la certification LEED



En partenariat avec Oger

**LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) est le système d'évaluation des bâtiments durables le plus largement utilisé dans le monde et retenu pour la majorité des opérations en cours en Europe. Le point clé de ce référentiel est son approche pragmatique et il convient d'en maîtriser les modalités pratiques et organisationnelles pour en tirer le meilleur parti dans la mise en œuvre de son projet.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer le vocabulaire, les principes et la méthodologie du référentiel LEED
- Maîtriser la mise en œuvre de la certification
- Identifier les modalités de la qualification des acteurs

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les enjeux environnementaux des bâtiments ou avoir suivi la formation "HQE, BEAM, LEED" (code 40078 p. 503).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et assistants à maîtrise d'ouvrage
- Maîtres d'œuvre
- Architectes

## ● ANIMATEUR

Jean-Baptiste YAGUIYAN  
Responsable de projets QEB, LEED AP  
OGER INTERNATIONAL

## PROGRAMME

*Perfectionnement*

### Maîtriser les principes, les composantes et le vocabulaire du système d'évaluation LEED

#### Les domaines concernés par les performances à atteindre

- Les différents référentiels par type de bâtiment et par phase du cycle de vie
- Les domaines visés

**Exercice d'application** : utilisation de la checklist pour sélectionner des crédits à viser pour un objectif de niveau de certification donné

- Intégrer les critères d'évaluation et les niveaux de performance
- Maîtriser les 4 niveaux de certification

#### Appréhender le processus de certification

- Respecter les étapes et les délais
- Identifier les acteurs, les tarifs
- Mettre en œuvre le reporting LEED Online, le GBCI et les revues
- Appliquer LEED en France : les ACP (Alternative Compliance Paths) et les CIR (Credit Interpretation Request)
- Intégrer les dernières évolutions de LEED

### Mettre en œuvre les exigences organisationnelles et techniques

#### Identifier les exigences de chacune des familles de crédits : LT, SS, WE et EA, IEQ, MR, RP, IN

- Définir l'objectif de performance à atteindre
- Déterminer le critère qualitatif/quantitatif spécifique associé

**Exercice d'application** : prise en main du référentiel au travers du rangement des crédits dans leur famille puis association des critères qualitatifs ou quantitatifs correspondants à ces crédits

#### Focus sur un crédit par famille

- Mettre en œuvre concrètement les exigences

**Exercice d'application** : prise en main du référentiel au travers de l'identification et de la présentation des exigences associées à un crédit

- Réaliser le reporting auprès du GBCI (Green Building Certification Institute)

### Devenir un acteur reconnu : les qualifications Green Associate et Accredited Professional

- Identifier les enjeux de la qualification des compétences
- Identifier le niveau de qualification adapté à son implication dans les projets
- Appliquer le processus de qualification
- Le rôle et le fonctionnement du GBCI
- Maintenir la qualification

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**A l'issue de cette formation vous serez en mesure d'initier les démarches et de participer concrètement à un projet de certification LEED.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 40103

Paris		
6-7	juin	2016
18-19	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

# Réglementation thermique des bâtiments existants

Rénover les bâtiments résidentiels et tertiaires

## PROGRAMME

*Initiation*

**La pression grandissante de la maîtrise des coûts énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre a mis en valeur le potentiel d'économies réalisables dans les bâtiments existants. Il est donc impératif de maîtriser l'ensemble des dispositifs réglementaires et législatifs afin d'assurer votre conformité, aux niveaux de performance et échéances des lois Grenelle.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser et mettre en œuvre les prescriptions réglementaires spécifiques aux rénovations lourdes.
- Appliquer les obligations de performance énergétique pour les autres cas de rénovation.
- Identifier les opportunités associées aux labels de performance énergétique.

## ● PRÉREQUIS

Connaître les enjeux de la performance énergétique des bâtiments ou avoir suivi " Maîtriser l'énergie dans les bâtiments " (code 40027 p. 506).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés, architectes
- Ingénieurs de la maîtrise d'œuvre et des bureaux d'études et de contrôles

## ● ANIMATEUR

Katiuscia BELLOTTI  
Experte en performance environnementale et sociétale  
HORIZON 2025

### Faire le point sur les objectifs de la réglementation thermique des bâtiments existants

- Les objectifs définis par la directive sur la performance énergétique des bâtiments et les orientations données par le Grenelle de l'environnement

### Mettre en œuvre les textes réglementaires de la RT existant

#### Appliquer la RT existant par élément

- Les éléments du bâti et les équipements concernés
- Choisir les éléments ou équipements les plus performants
- Respecter les contraintes de l'occupant
- **Étude de cas** : analyse commentée des solutions retenues dans le cadre de différentes opérations de rénovation et identification des bonnes pratiques
- Maîtriser la RT existant globale
- Calculer la consommation initiale du bâtiment
- Déterminer la consommation après rénovation grâce à la méthode TH-C-E ex
- Respecter les valeurs maximales de consommation pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels
- Assurer le confort d'été

**Exercice d'application** : application de la méthode TH-C-E ex pour le calcul de la consommation conventionnelle d'énergie d'un bâtiment existant

### Obtenir le label haute performance énergétique rénovation

### Effectuer l'étude de faisabilité technique et économique des solutions d'approvisionnement en énergie

- Le champ d'application et le délai de réalisation de l'étude
- Identifier les opportunités de recours aux énergies renouvelables et aux systèmes les plus performants

### Réaliser le Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)

- Évaluer la consommation d'énergie et l'impact en terme d'émission de gaz à effet de serre
- Maîtriser le contenu et les modalités d'établissement du DPE à la vente ou à l'achat

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la conformité réglementaire d'une opération de rénovation d'un bâtiment grâce à des solutions techniques et méthodologiques.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 40055

Paris		
14-15	mars	2016
26-27	septembre	2016
13-14	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus



# RT 2012

Améliorer la performance énergétique des bâtiments neufs

La RT 2012 impose une consommation de 50kWh/m<sup>2</sup>/an. Le respect de ces exigences doit être justifié à la fois lors du dépôt du permis de construire mais également à la livraison du bâtiment. Le maître d'ouvrage doit donc maîtriser l'ensemble de ces principes afin de définir la solution pertinente conforme à ces nouvelles obligations.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les exigences de la réglementation thermique RT 2012 des bâtiments neufs et les textes associés.
- Mettre en pratique la réglementation au travers des calculs et des choix techniques à réaliser.
- Identifier les opportunités liées aux labels de performance énergétique.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de bases sur la gestion technique des bâtiments et notamment énergétique.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés, architectes
- Ingénieurs de la maîtrise d'œuvre, des bureaux d'études et de contrôles
- Architectes

## ANIMATEUR

Guillaume RENAULT  
INGÉNIERIE CONCEPTION ÉNERGÉTIQUE

## PROGRAMME

Initiation

### Faire le point sur les grands principes de la réglementation thermique

- **Autodiagnostic** : évaluation rapide de ses connaissances de la réglementation thermique et de ses évolutions
- Les réglementations thermiques en France et les apports de la directive européenne
- L'élaboration de la RT 2012, ses objectifs et principes
- Calendriers des différents textes de la RT 2012

### Appliquer les textes réglementaires et les outils de la performance énergétique

#### Les textes de référence et les obligations associées

- Maîtriser les caractéristiques thermiques et les niveaux de performances à atteindre
- Champ d'application
- Les exigences globales : Bbio, C, Tic
- Les exigences de moyens
- Définition de la SHONrt
- Les évolutions de la méthode de calcul THBCE
- Les évolutions des règles THBAT
- Identifier les logiciels d'application de cette méthode

- **Exercice d'application** : détermination des niveaux de performance à atteindre et des solutions techniques à retenir pour un bâtiment d'habitation et un bâtiment tertiaire

### Intégrer les spécificités du label HPE et les enjeux du bonus de COS

- Identifier les caractéristiques des différents niveaux de performance
- Obtenir un label
- Intégrer les possibilités de dépassement du Coefficient d'Occupation du Sol (COS)
- Recourir aux aides et aux financements associés aux différents niveaux de performance

### Les attestations d'étude thermique au dépôt du permis de construire et à la livraison du bâtiment

- Maîtriser le contenu du décret et de l'arrêté
- Mise en pratique
- Les professionnels habilités

### Intégrer la démarche d'étanchéité à l'air

- Identifier les enjeux
- Mettre en place une démarche d'étanchéité à l'air
- Définir les solutions caractéristiques

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la conformité réglementaire d'un projet de bâtiment neuf au regard des prescriptions de performance énergétique.

1 jour  
7 heures

Code 40056

Paris		
18	mars	2016
28	septembre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 875 € - repas inclus

# BIM 1 jour pour tout comprendre

Appréhender le BIM, son impact et sa valeur ajoutée pour une intégration réussie



En partenariat avec **Oger**  
INTERNATIONAL

Le Plan Transition Numérique dans le bâtiment, annoncé en décembre 2014 par Sylvia Pinel Ministre du Logement, est lancé. Le BIM est au cœur de cette transition numérique et l'ensemble des acteurs du bâtiment et de l'immobilier sont donc maintenant concernés. Or le BIM est un bouleversement interprofessionnel majeur, selon la formule de François Pelegrin (architecte urbaniste membre du bureau du comité stratégique du Plan Bâtiment Durable). Il est donc indispensable d'en connaître les enjeux techniques, opérationnels et organisationnels afin d'en réussir l'intégration dans son activité.

## OBJECTIFS

- Appréhender le BIM dans toutes ses dimensions
- Comprendre le changement généré par le BIM
- Définir sa stratégie d'intégration

## PRÉREQUIS

Connaître le process d'un projet de construction.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage
- Maîtres d'œuvre
- Ingénieurs et architectes aux des BET

## ANIMATEUR

Benoît DIETZ  
Ingénieur expert BIM  
OGER INTERNATIONAL

## PROGRAMME

Initiation

### Définir et identifier les applications du BIM

#### Comprendre le BIM et ses évolutions

- Faire le point sur le BIM et ses enjeux réglementaires, techniques, économiques, organisationnels...
- Identifier les caractéristiques du BIM comme système, au-delà de la maquette numérique
- Maîtriser les différents niveaux d'usage du BIM : de la 2D à la 7D, du niveau 1 au niveau 3
- BIM et cycle de vie du bâtiment : le développement durable des ressources numériques
- Appréhender les outils logiciels et leurs évolutions
- Identifier les caractéristiques collaboratives : cloud et interopérabilité au cœur du sujet

**Étude de cas** : identification des propriétés d'un objet selon les phases et les acteurs, à partir de l'exemple d'un projet de bâtiment

### Appliquer le BIM aux différentes étapes de la vie d'un bâtiment

- Identifier l'impact, la valeur ajoutée et les freins du passage au BIM pour les phases de conception, construction, exploitation et maintenance
- **Exercice d'application** : définition du schéma d'organisation des principaux acteurs tout au long d'un projet de bâtiment BIM

### Intégrer le BIM à son métier et à son organisation

- Identifier les motivations de passage au BIM
- Définir les ressources humaines et l'organisation
- Élaborer le planning d'intégration
- Accompagner le changement
- **Plan d'action personnel** : construction du plan d'action "passer au BIM" et analyse des points critiques pour une bonne mise en œuvre dès son retour en entreprise

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'accompagner votre organisation dans son passage au BIM.

1 jour  
7 heures

Code 40099

Paris		
28	juin	2016
13	octobre	2016
15	décembre	2016

Tarif HT : 875 € - repas inclus

# Maîtriser l'énergie dans les bâtiments

Pour améliorer la performance énergétique des bâtiments



**L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments répond à un double objectif de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie. Cela implique donc de se conformer aux prescriptions réglementaires tout en définissant les solutions techniques adaptées à la situation donnée d'un bâtiment.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les enjeux énergétiques et environnementaux des bâtiments.
- Maîtriser la réglementation actuelle et future applicable aux bâtiments neufs et existants
- Identifier les solutions techniques et de gestion pour répondre aux exigences réglementaires.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de bases sur la gestion des installations techniques des bâtiments.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement, exploitation et maintenance
- Responsables de services généraux
- Toute personne en charge de la gestion énergétique et thermique des bâtiments neufs et existants

## ● ANIMATEUR

Jérôme PARTOS

Consultant spécialisé dans la gestion énergétique et thermique des bâtiments, Associé EURASIA ENVIRONMENTAL TECHNOLOGIES Membre de l'ICEB (Institut pour la Conception Environnementale des Bâtiments)

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Faire le point sur les enjeux énergétiques et environnementaux

- L'évolution de la consommation énergétique des bâtiments et les perspectives à moyen et long terme
- Les conséquences de la consommation d'énergie sur l'environnement et notamment les émissions de CO<sub>2</sub>
- Les objectifs européens et nationaux en matière de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments neufs et existants

#### Maîtriser le cadre réglementaire et ses évolutions

- Cerner la réglementation thermique actuelle
- Appliquer la réglementation dans les bâtiments existants **Étude de cas** : à partir de deux projets concrets (construction et rénovation), identification des écarts par rapport à la réglementation
- Maîtriser les modalités et incidences pratiques du Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)

#### Engager des démarches de maîtrise des consommations

- Intégrer les principes fondamentaux de la thermique des bâtiments
- Mettre en œuvre une gestion de l'énergie
- Identifier les solutions techniques dans le neuf ou l'existant **Exercice d'application** : à partir de données chiffrées et des caractéristiques d'un bâtiment, élaboration d'un plan d'action visant à réduire sa consommation
- Mesurer les enjeux des certifications de performances énergétiques

### ✔ Quiz aval

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de concevoir les solutions techniques et de gestion de l'énergie dans vos bâtiments neufs et existants.**

3 jours

21 heures

Code 40027

#### Paris

23 au 25	mai	2016
27 au 29	septembre	2016
7 au 9	décembre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# Audit énergétique des bâtiments

Analyser l'usage et les consommations énergétiques du bâtiment



**Suite à l'adoption de la directive européenne relative à l'efficacité énergétique, différentes normes ont été établies afin de faciliter et d'encadrer la mise en œuvre de méthodologies efficaces en matière d'audit. Ainsi, dans le domaine du bâtiment, il convient de maîtriser les exigences, la méthodologie et les livrables d'un audit énergétique définis par la norme NF EN 16247-2 afin d'assurer la conformité de sa démarche.**

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur le cadre réglementaire et normatif en matière de performance énergétique des bâtiments.
- Maîtriser les étapes clés et outils pour conduire un audit énergétique de qualité.
- Exploiter les résultats de l'audit pour réaliser un diagnostic de performance énergétique et définir les actions prioritaires à mettre en œuvre.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances et une première expérience en matière de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments ou avoir suivi la formation "Maîtriser l'énergie dans les bâtiments" (code 40027 p. 506).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage
- Responsables environnement, énergie et fluides
- Responsables techniques, exploitation, maintenance

## ● ANIMATEUR

Eric CAVERNE

Directeur, Expert conseil en énergie AGGEE

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Maîtriser le cadre réglementaire et normatif

##### Faire le point sur la réglementation en matière d'audit énergétique

- La RT 2012 et ses décrets d'application
- La réglementation thermique applicable aux bâtiments existants
- Intégrer les spécificités du diagnostic de performance énergétique (DPE)
- La loi DDADUE et ses décrets instaurant l'obligation d'audit énergétique
- Identifier les évolutions attendues dans le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte
- Intégrer la norme NF EN 16247 pour l'audit énergétique des bâtiments
- Maîtriser les exigences de la norme NF EN 16247-1 communes aux audits énergétiques
- Appliquer les modalités de la norme NF EN 16247-2 dédiée à l'audit énergétique du bâtiment
- Respecter les obligations portant sur les auditeurs internes et externes

#### Maîtriser la méthodologie de l'audit

##### Préparer l'audit

- Identifier les démarches selon qu'il s'agit d'un bâtiment ou d'un parc de bâtiments
- Collecter les données nécessaires

- Préparer les visites sur sites et identifier les interlocuteurs concernés
- **Exercice d'application** : définition du périmètre d'un audit et des données utiles à collecter, à partir d'un exemple de bâtiment
- **Conduire l'audit**
- Effectuer les contrôles visuels et les mesures
- Les différentes méthodes de calcul
- Recourir aux indicateurs de performance, de mesure et de comptage
- **Exercice d'application** : calcul des déperditions à partir des données collectées et constatées d'un bâtiment

#### Exploiter les données de l'audit et rédiger le rapport

- Analyser les résultats de l'audit et définir les sources d'amélioration
- Hiérarchiser les solutions possibles
- Rédiger le rapport d'audit
- **Étude de cas** : analyse commentée d'un rapport d'audit

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**A l'issue de cette formation, vous serez à même de piloter l'audit énergétique de votre bâtiment (ou parc de bâtiments) selon une méthodologie conforme aux dispositions réglementaires.**

2 jours

14 heures

Code 40100

#### Paris

21-22	juin	2016
3-4	octobre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Monter un projet de rénovation énergétique dans l'habitat

Approche technico-économique

Face à la pression environnementale, économique et sociale, la France s'est donnée pour objectif de rénover 500 000 logements à horizon 2017. Au-delà du cadre politique, la rénovation énergétique devient cruciale dans un contexte de hausse des prix de l'énergie. Pour y parvenir, il est indispensable de maîtriser les différentes étapes et composantes d'un projet en se préservant notamment des écueils techniques et financiers.

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre réglementaire et les enjeux de la rénovation énergétique dans le logement.
- Mettre en œuvre les différentes phases d'études technico-économiques d'une opération de rénovation, des diagnostics à la préconisation des solutions correctives.
- Définir les solutions adaptées pour le montage financier du projet.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion des bâtiments.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrages publics ou privés
- Ingénieurs et chargés de projets au sein des bureaux d'études, des AMO, des entreprises générales
- Promoteurs immobiliers

## ● ANIMATEUR

Vincent VANEL  
Direction éco-innovation  
GREENATION

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de piloter le montage d'une opération de rénovation énergétique dans l'habitat en tenant compte des différents paramètres réglementaires, techniques et économiques.

## PROGRAMME

Initiation

### Maîtriser le cadre réglementaire, ses contraintes et opportunités

- Faire le point sur les objectifs du Plan Bâtiment Grenelle à la loi de Transition Énergétique
- Maîtriser les dispositions clés de la réglementation thermique des bâtiments existants
- Intégrer les labels énergétiques HPE, THPE, Patrimoine et Habitat, NF HQE® Logements collectifs
- Définir ses objectifs de rénovation énergétique

### Mener les diagnostics et audits énergétiques

#### Identifier les postes de consommations d'énergie

- Choisir le type d'étude adaptée à la nature et à l'activité du bâtiment
- Les outils de diagnostic et d'audit énergétique
- Appréhender l'audit énergétique des bâtiments collectifs d'habitation : méthodologie d'intervention
- Recevoir les données de consommation énergétique par poste

#### Analyser et exploiter les données

- Préconiser et hiérarchiser les scénarios de solutions d'amélioration
- Réaliser l'étude de faisabilité : approche en coût global
- Éviter les écueils et mettre en œuvre des bonnes pratiques

#### Identifier les solutions techniques adaptées

- Agir sur l'enveloppe du bâtiment, les matériaux et les équipements
- Agir sur le choix des énergies
- Les critères technico-économiques
- Agir sur l'acceptabilité sociale des travaux
- Exercice d'application : analyse des grandes étapes d'un audit énergétique de copropriété et identification des solutions à préconiser

### Respecter les étapes d'un projet de rénovation énergétique

- Appréhender la méthodologie générale
- Intégrer les exigences énergétiques aux différentes phases du projet
- Organiser la maîtrise d'ouvrage (MOA) et choisir les assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) spécialisés
- Sélectionner les maîtres d'œuvre selon les critères de qualification, certification, RGE...
- Valider les choix techniques
- Exprimer des exigences de performances dans le DCE
- Préparer, suivre les travaux et réceptionner l'ouvrage
- Contrôler/évaluer la performance énergétique
- Suivre la performance en exploitation

Exercice d'application : réalisation d'une grille d'évaluation des priorités

### Financer le projet

#### Identifier les solutions de montage financier du projet

- Financer et réaliser le projet au moyen du Contrat de Performance Énergétique (CPE)
- Identifier le potentiel des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)
- Recourir aux autres dispositifs de soutien : éco-prêts, crédit d'impôt développement durable
- Appréhender le mécanisme innovant de tiers payant

#### Comparer les différentes solutions et retenir le montage adapté à son projet

- Prendre en compte l'importance de la rénovation et les montants d'investissements nécessaires
- Les avantages pour le maître d'ouvrage : délais de mise en œuvre, retour sur investissement



Code 40092

#### Paris

7-8	juin	2016
13-14	octobre	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

## LE SAVIEZ-VOUS ?

- Les bâtiments contribuent pour 43 % à l'énergie consommée en France.
- Les bâtiments contribuent pour 22 % aux rejets de gaz à effet de serre.
- Le parc français compte près de 31 millions de logements.
- 19 millions d'entre eux ont été construits avant 1975, alors qu'il n'existait aucune réglementation thermique fixant des impératifs d'isolation ou de performances des équipements de chauffage.

Source : ADEME et MEEDDAT - plaquette concernant la réglementation thermique pour les bâtiments existants

# Bâtiments basse consommation et énergie positive

Approche technique et économique des bâtiments BePas ou BePos



**Un bâtiment à usage d'habitation ou tertiaire conçu au-delà des niveaux de performance exigés par la réglementation offre de multiples avantages en termes de coûts d'usage, de confort... La réussite du projet réside alors dans la combinaison judicieuse de solutions techniques tant au niveau de la conception du bâtiment, que du choix des équipements.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les objectifs et les niveaux de haute performance énergétique dans le neuf et l'existant (Passif ou BePos).
- Appliquer les procédés de calcul actuels et futurs.
- Mettre en œuvre les solutions opérationnelles existantes et à venir.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur la physique des bâtiments.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage publics et privés
- Ingénieurs de la maîtrise d'œuvre et de bureaux d'études
- Architectes

## ● ANIMATEUR

Jérôme PARTOS  
Consultant spécialisé dans la gestion énergétique et thermique des bâtiments, Associé  
EURASIA ENVIRONMENTAL TECHNOLOGIES  
Membre de l'ICEB (Institut pour la Conception Environnementale des Bâtiments)

## PROGRAMME

Perfectionnement

### ✔ Quiz amont

#### Faire le point sur les objectifs des niveaux de performance

- Définir les performances des bâtiments basse consommation, passifs BePas ou à énergie positive BePos
  - Intégrer les enjeux des bâtiments à très basse consommation
  - Maîtriser le cadre réglementaire
- Étude de cas :** identification des solutions d'isolation d'un bâtiment de logements permettant d'assurer un haut niveau de performance énergétique

#### Choisir et atteindre son niveau de performance énergétique

- Agir sur l'isolation**
- Travailler sur les parois intérieures et extérieures
  - Gérer les ponts thermiques et décrochements
  - Privilégier la compacité
  - Intégrer le confort d'été
  - Identifier et utiliser correctement les outils de mesure
  - Comparer les différents systèmes constructifs

- Choisir les matériaux selon les bons critères et les bons vecteurs d'information
- Construire selon les principes bioclimatiques**
- Maîtriser les enjeux de la ventilation des locaux**

**Étude de cas :** retour d'expériences sur plusieurs types de bâtiments

#### Appréhender le dimensionnement des équipements de chauffage

**Étude de cas :** dimensionnement des solutions énergétiques lors de la construction d'un bâtiment tertiaire neuf à haute performance énergétique

#### Faire le point sur les outils de financement

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mener à bien un projet de construction ou de rénovation en très basse consommation (Passif ou BePos), grâce au choix des bonnes méthodologies et technologies.**

3 jours

21 heures

Code 40033

Paris		
1 <sup>er</sup> au 3	juin	2016
4 au 6	octobre	2016
14 au 16	décembre	2016

Tarif HT : 1 975 € - repas inclus

# Les énergies renouvelables dans les bâtiments

Établir la faisabilité technique et économique de son installation



**Parce qu'elles contribuent à réduire la consommation en énergie fossile et donc les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur du bâtiment, les énergies renouvelables sont de plus en plus utilisées, conformément aux nouvelles réglementations. C'est pourquoi, il est indispensable de savoir adapter les solutions techniques disponibles aux données économiques du projet pour en garantir le succès.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre réglementaire et les opportunités associées.
- Déterminer la solution technique adaptée au bâtiment.
- Valider l'équilibre économique et financier du projet.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de bases sur la gestion technique des bâtiments et en particulier les apports énergétiques.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de projet
- Responsables de programmation immobilière
- Responsables développement durable

## ● ANIMATEUR

Gilbert RHEIN  
Chef de Projet  
IOSIS CONSEIL

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser le cadre réglementaire

- La RT 2012 et la RT Existant
- Le Grenelle de l'environnement et le plan national de développement des énergies renouvelables

#### Conduire l'étude de faisabilité

#### Identifier les sources renouvelables Évaluer la faisabilité technique et choisir l'équipement

- Définir les besoins du bâtiment et ses caractéristiques
- Déceler les adaptations nécessaires selon la solution renouvelable envisagée
- Sélectionner les partenaires et les fournisseurs
- Prendre en compte les critères de qualité et les certifications éventuelles

**Exercice d'application :** évaluation de la faisabilité technique d'apports en énergies renouvelables pour un bâtiment tertiaire et des logements

#### Valider la faisabilité économique

- Raisonner en coût global
- Comparer la solution renouvelable aux solutions conventionnelles selon les prix et les coûts des énergies
- Définir le coût d'investissement et le retour sur investissement attendu

- Prendre en compte les revenus de la revente de l'électricité
  - Intégrer les coûts de maintenance et d'exploitation
  - Identifier les aides disponibles et calculer leur impact financier sur le projet
- Étude de cas :** analyse commentée de retours sur investissements d'installations de production d'énergies renouvelables en substitution d'une installation conventionnelle dans l'existant
- Maîtriser les aspects réglementaires et administratifs**

#### Les enjeux de la certification et des labels

- La certification " NF Bâtiments tertiaires - Démarche HQE® "
  - Labels HPE ENR et THPE ENR
- Étude de cas :** analyse de réalisations exemplaires ayant obtenu une certification

### ✔ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir les solutions de production d'énergies renouvelables adaptées aux besoins et aux caractéristiques de votre bâtiment.**

2 jours

14 heures

Code 40067

Paris		
13-14	juin	2016
16-17	novembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Maîtriser la qualité de l'air intérieur

Bâtiments d'habitation et recevant du public



**Les polluants présents dans les locaux privés ou publics constituent depuis peu une préoccupation majeure de santé publique. La réalisation d'un audit permet d'identifier les sources responsables des pathologies affectant les occupants et d'effectuer les mesures nécessaires afin de définir les solutions correctives.**

## OBJECTIFS

- Faire le point sur les principaux polluants, les normes et les valeurs réglementaires de la qualité de l'air intérieur.
- Cerner les conséquences sanitaires et les risques juridiques.
- Réaliser un diagnostic et identifier les solutions techniques.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion technique des bâtiments et en particulier les impacts sanitaires.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables hygiène et sécurité, exploitation, maintenance
- Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études
- Toute personne impliquée dans la conception, l'exploitation ou la gestion de locaux tertiaires et d'habitation

## ANIMATEURS

Fabien SQUINAZI  
Docteur, ancien directeur du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris

Gilbert RHEIN  
Chef de Projet  
IOSIS CONSEIL

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre les bonnes actions de contrôle de la qualité de l'air intérieur et les solutions correctives en cas de pollution.**

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Faire le point sur les polluants et les enjeux de la QAI Identifier les principaux polluants et leurs conséquences

- Radon, plomb, amiante, monoxyde de carbone, COV, particules, biocontaminants... : les caractéristiques des principaux polluants
- Identifier les risques sanitaires associés
- Connaître les normes et valeurs guides à respecter pour chacun des polluants
- Faire le point sur le plan national santé environnement

#### Les différents sources d'information et le rôle de l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (OQAI)

#### Réaliser le diagnostic et mesurer les polluants

##### Reconnaître une mauvaise QAI : les symptômes directs et indirects

##### Audit et mesure des polluants

- Le contexte et les différents types d'interventions
- Rechercher les sources éventuelles de pollution selon les normes AFNOR (XP X43-401, XP X43-407, XP X43-403)
- Mesurer en temps réel les paramètres indicatifs de la qualité de l'air : taux de CO et CO<sub>2</sub>, température et humidité, concentration globale en COV...
- Effectuer des mesures complémentaires sur les principaux polluants classés prioritaires par l'OQAI : aldéhydes, COV, particules...
- Comparer les résultats aux différentes Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) disponibles, ou à tout autre référentiel disponible

**Étude de cas :** enquête sur la qualité de l'air dans les écoles, les gymnases, les piscines et les patinoires

#### Maîtriser la QAI

##### Recenser les sources de contamination

- Matériaux et produits de construction : identifier les produits sources de pollution, reconnaître les éléments de caractérisation, connaître les sources de données et les outils de normalisation, identifier les apports de la démarche Haute Qualité Environnementale (HQE®)...
- Les produits de consommation courante : reconnaître les produits sources au travers de leurs composés et de leurs impacts, connaître la réglementation en vigueur et les solutions pour limiter les expositions

##### Assurer une bonne ventilation des locaux

- Le rôle de la ventilation et les principales anomalies sur les installations
- Connaître la réglementation applicable
- Identifier les paramètres clés pour garantir une ventilation de qualité et optimiser le taux de renouvellement de l'air
- Combiner un bon renouvellement de l'air intérieur et la maîtrise de l'énergie
- Comparer les différents systèmes disponibles et les solutions en devenir

**Étude de cas :** analyse effectuée à partir des problématiques apportées par les participants

##### Recourir aux systèmes d'épuration d'air

- Les polluants visés par cette solution
- Les principales solutions techniques disponibles et émergentes et leurs performances

### Quiz aval



Code 40053

#### Paris

9-10	mars	2016
19-20	septembre	2016
6-7	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 100 €  
repas inclus

## ÇA VOUS PARLE ?

" Formation très intéressante, qui devrait être dispensée plus largement auprès des acteurs du bâtiment et du grand public. "

Élise R.  
DV CONSTRUCTION

# Prévenir et gérer les impacts sanitaires des bâtiments

Préserver la santé des occupants et la qualité des bâtiments

**Suite au dossier de l'amiante, les questions de santé et de sécurité dans les bâtiments sont devenues une préoccupation majeure des pouvoirs publics et une demande forte des occupants et utilisateurs. Prévenir le risque sanitaire implique notamment de veiller au caractère sain des bâtiments au travers des matériaux et produits utilisés, mais aussi lors de la conception et de la construction.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les différents risques d'impact sanitaire des bâtiments.
- Identifier et choisir les produits, les matériaux, les approches de conception des bâtiments selon les différents outils et méthodes disponibles.
- Définir son besoin et le traduire dans le cahier des charges pour respecter les prescriptions réglementaires.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les technologies des bâtiments ou avoir suivi " Approche des technologies du bâtiment " (code 74113 sur [www.efc.fr](http://www.efc.fr)).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrage et assistants à maîtrise d'ouvrage
- Responsables techniques, d'exploitation et de maintenance
- Toute personne associée à la fabrication, à la distribution, à l'utilisation de produits et matériaux de construction

## ● ANIMATEUR

Vincent VANEL  
Direction éco-innovation  
GREENATION

## PROGRAMME

### Déterminer les principales sources d'impact des bâtiments sur la santé et les enjeux associés

Définir les attentes et les caractéristiques en matière de confort des occupants  
Recenser les désordres liés au bâti et leurs incidences sur la santé

- Humidité
- Acoustique
- Canalisations et plomberie
- Qualité de l'air due à la conception du bâtiment (ventilation) ou aux matériaux
- Définir les conséquences sur la santé : allergie, gêne respiratoire...

**Étude de cas** : analyse commentée d'un audit sanitaire d'un bâtiment

- Appréhender les conséquences économiques
- Identifier les enjeux juridiques pour le maître d'ouvrage en cas de non-respect des réglementations liées à la qualité de l'air intérieur

### Faire le point sur les relations entre confort thermique, RT 2012 et santé

- Identifier les liens entre économies d'énergie et santé
- Appréhender les enjeux de la précarité énergétique
- Analyser les exigences en matière de confort thermique

### Mettre en œuvre les solutions pour assurer la qualité sanitaire des bâtiments

Choisir les produits et matériaux de construction

- Appréhender les caractéristiques sanitaires des produits : les méthodes d'évaluation, les normes, les sources d'information
- Se référer aux exigences réglementaires en matière d'étiquetage des produits
- Comprendre les valeurs de référence
- Recourir aux FDS et FDES

**Exercice d'application** : définition des éléments clés d'un cahier des charges pour la fourniture d'éco matériaux

### Concevoir et construire les bâtiments selon les référentiels et certifications

- HQE
- BREAM
- LEED

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous disposerez des outils et méthodes vous permettant de prévenir tout risque sanitaire d'un bâtiment en mettant en œuvre les solutions adaptées.

**2** jours

**14** heures

Code 40086

## Paris

28-29	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 375 € - repas inclus

# Amiante : prévenir le risque et respecter ses obligations

Les enjeux et responsabilités du maître d'ouvrage

**Face aux risques encourus par les salariés, tous les travaux en cours d'exploitation, et a fortiori de démolition d'un bâtiment, doivent faire l'objet au préalable d'un repérage exhaustif d'amiante. Pour se prémunir du risque d'infraction, il est essentiel pour le maître d'ouvrage de maîtriser le cadre réglementaire afin de respecter ses obligations et responsabilités vis-à-vis des occupants du bâtiment et des différents intervenants de la maîtrise d'œuvre.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser la réglementation applicable en matière d'amiante lors d'opérations de maintenance, d'exploitation ou de désamiantage.
- Respecter les obligations et responsabilités du maître d'ouvrage.
- Mettre en œuvre les étapes et bonnes pratiques de prévention des risques sanitaires et environnementaux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur les technologies des bâtiments et la sécurité.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Chefs d'établissements et maîtres d'ouvrage
- Responsables maintenance, exploitation, travaux
- Gestionnaires de patrimoines immobiliers

## ● ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN  
Directeur technique et sécurité  
IMMOVALOR GESTION  
Fondateur d'Emergence Conseil

## PROGRAMME

**Étude de cas fil rouge** : les participants appliquent les connaissances acquises à la résolution d'un problème reconstitué. Les données du cas pratique sont les suivantes : un bâtiment datant des années 60 est situé à Paris et s'étend sur 8 niveaux (R-1/R+6). Il est à usage de bureau, de parc de stationnement et d'habitation. Il est détenu en copropriété gérée par un syndic. Des travaux de démolition et de curage sur le plateau de bureaux doivent être réalisés.

### Maîtriser le cadre réglementaire et les obligations des différents intervenants

- Faire le point sur les caractéristiques de l'amiante et ses impacts pour la santé
- Maîtriser les sources réglementaires et la législation applicable

**Étude de cas fil rouge** : identification des obligations réglementaires du syndic de copropriété, du propriétaire du plateau de bureaux et des propriétaires des logements

- Identifier les différents axes et acteurs de la prévention

### Respecter les obligations en matière de diagnostics amiante

- Identifier les différentes catégories de bâtiments et les réglementations associées
- Maîtriser les différents diagnostics et dossiers techniques

- Analyser le contenu du rapport final de mission et l'exploiter au mieux
- Mettre à jour le dossier technique amiante
- Définir les mesures de prévention
- Se conformer aux modalités d'obligation de travaux

### Gérer les opérations de maintenance, d'entretien et de retrait d'amiante

Maîtriser les obligations lors de travaux de maintenance ou d'entretien

- Communiquer le DTA
  - L'évaluation initiale des risques
  - Organiser les opérations et former les intervenants
- Étude de cas fil rouge** : détermination des contraintes à prendre en compte dans le cadre de la programmation des travaux de démolition et de curage d'amiante sur le plateau de bureaux
- Les travaux de confinement et de retrait d'amiante**
- Établir le cahier des charges du maître d'ouvrage
  - Analyser le plan de retrait et informer les travailleurs

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'assurer la prévention des risques liés à l'amiante lors de toute opération d'exploitation, d'entretien ou de maintenance de vos bâtiments ou établissements.

**1** jour

**7** heures

Code 40090

## Paris

8	juin	2016
27	septembre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Maîtriser le risque légionelles

Dans les réseaux d'eau chaude sanitaire



**Les bactéries responsables de l'infection respiratoire appelée légionellose se développent notamment dans les circuits d'eau. Afin d'éviter leur prolifération, il est indispensable de maîtriser les bonnes pratiques en matière de conception, de gestion et de maintenance des installations d'eau chaude sanitaire.**

## OBJECTIFS

- Intégrer le risque légionelles dans la conception et la maintenance des réseaux d'eau chaude sanitaire.
- Cerner les impacts des solutions de désinfection ou des chocs thermiques sur la contamination des réseaux d'ECS.
- Mettre en œuvre les obligations de l'arrêté relatif à la surveillance des légionelles et de la température.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion des installations techniques des bâtiments et en particulier les réseaux d'eau chaude sanitaire.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables maintenance et exploitation de réseaux d'eau
- Installateurs de réseaux d'eau
- Hygiénistes

## ANIMATEURS

Philippe HARMANT  
Consultant senior, Co-gérant  
AQUAFLUENCE

Laurent KIENE  
Consultant senior, Co-gérant  
AQUAFLUENCE

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Risque légionelles

- Légionelle et légionellose : cas et types de pathologies existants
- **Test de connaissances** : facteurs de risque dans une installation de production et de distribution d'eau chaude sanitaire
- Intégrer le risque légionelles dans la conception des réseaux d'eau chaude sanitaire
- **Étude de cas** : impact d'un mauvais équilibre hydraulique du réseau
- Identifier les points à risque et auditer rapidement une installation d'eau chaude sanitaire
- **Étude de cas** : audit d'une installation d'eau chaude sanitaire
- Pertinence et conséquences des chocs thermiques et chlorés
- Étude comparative des méthodes de remise à niveau des installations
- **Exercice d'application** : mise en œuvre d'une méthode de calcul du dimensionnement
- Surveillance de la qualité de l'eau (température et légionelles)

**Exercice d'application** : interprétation de résultats de suivi de température et de légionelles

- Travaux neufs et réhabilitation : une bonne conception pour la maîtrise du risque
- **Étude de cas** : construction d'un réseau de distribution d'eau chaude sanitaire

#### Risque pseudomonas

- Les différents types de pseudomonas : repérer dans quelles conditions s'effectue l'installation du biofilm
- Comprendre les causes et les mécanismes de la contamination
- Identifier les causes de l'introduction de l'eau chaude dans l'eau froide
- Connaître la procédure de décontamination
- Rechercher l'origine des mélanges d'eau chaude et froide

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de corriger les principaux défauts de vos équipements en assurant une surveillance et une maintenance conformes aux obligations réglementaires.**



Code 40044

Paris			Lyon		
31	mai	2016	19	mai	2016
28	novembre	2016	17	novembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Initiation à la sécurité incendie

ERP, IGH et bâtiments recevant des travailleurs

**Le feu est à l'origine d'un nombre important de décès chaque année mais aussi de dégâts matériels conséquents. Il est donc impératif de maîtriser les exigences auxquelles doit répondre tout bâtiment en cas d'incendie.**

## OBJECTIFS

- Connaître la mécanique de l'incendie : éclosion (triangle du feu), propagation, extinction
- Différencier les obligations réglementaires au regard des catégories de bâtiments et identifier les obligations du chef d'établissement
- Appréhender les risques incendie et maîtriser les règles de sécurité propres à chaque typologie de bâtiment

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base sur la gestion technique des bâtiments et en particulier la prévention des risques.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsable d'établissements
- Responsable sécurité, responsable environnement
- Responsable techniques, bâtiments et maintenance
- Toute personne souhaitant maîtriser les bases de la sécurité incendie

## ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN  
Directeur technique et sécurité  
IMMOVALOR GESTION  
Fondateur d'Emergence Conseil

## PROGRAMME

Initiation

### Connaître la mécanique de l'incendie

- Identifier les paramètres de l'incendie et les phases de développement
- Appréhender les modes de propagation de l'incendie
- Maîtriser les conséquences de l'incendie

### Appliquer la réglementation

#### Se repérer dans la réglementation

- Distinguer la protection des personnes, de la protection des biens et de la protection de l'environnement
- Recenser les textes réglementaires : le CCH, le CU, le Code du travail, les ICPE, les règlements de sécurité, les IT...
- Identifier les principes généraux de la réglementation
- Faire la différence entre les textes réglementaires et les normes

#### Adapter la réglementation selon la nature du bâti

- Maîtriser les critères de classification : activités, effectif du public reçu, caractéristiques de construction...
- Identifier les catégories de bâtiments : habitation, ERP (de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> cat.), IGH, locaux de travail, PS...
- **Étude de cas** : identification des textes réglementaires applicables à différentes catégories de bâtiments

### Organiser les mesures de prévention et de protection sous la responsabilité du chef d'établissement

- Identifier les acteurs internes et externes
- Connaître les dispositions constructives, maîtriser les principaux moyens de secours (extincteurs, RIA, SSI, DF...)
- Définir et appliquer les consignes de sécurité
- Maîtriser les obligations du chef d'établissement (organisation, contrôle, exercice, formation...)
- Connaître les risques encourus en cas de non-conformité à la réglementation
- **Étude de cas** : analyse des causes et identifications des éléments de prévention ou de protection défectueux à partir d'études de sinistres récents

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement identifier les éléments fondamentaux de la sécurité incendie d'un point de vue réglementaire, technique et organisationnel.**



Code 40069

Paris		
21	mars	2016
4	octobre	2016

Tarif HT : 815 € - repas inclus

# Sécurité incendie dans les ERP

Appliquer la réglementation relative aux bâtiments et aux systèmes de sécurité

**De nombreux édifices sont soumis à différentes contraintes de construction, d'exploitation et d'équipement visant à limiter au mieux la propagation d'un feu et à rendre possible l'évacuation des occupants. Il est donc impératif d'identifier précisément la réglementation et les dispositifs pratiques et managériaux permettant de la respecter.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser la réglementation incendie applicable aux Établissements Recevant du Public (ERP).
- Appliquer les règles de sécurité incendie appropriées aux différentes catégories d'ERP.
- Identifier les modalités et enjeux des contrôles administratifs.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en sécurité incendie ou avoir suivi " Initiation à la sécurité incendie " (code 40069 p. 511).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'établissements
- Responsables sécurité, incendie et hygiène nouvellement nommés
- Responsables techniques, bâtiments et maintenance

## ● ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN  
Directeur technique et sécurité  
IMMOVALOR GESTION  
Fondateur d'Emergence Conseil

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser la réglementation incendie applicable aux ERP

#### Identifier les différentes sources réglementaires selon l'activité d'un ERP

- Maîtriser les catégories d'établissements et les groupes associés
- Identifier les différentes réglementations

#### Maîtriser les dispositions communes à l'ensemble des ERP

#### Identifier les spécificités propres à certaines catégories d'ERP

- Les ERP du 1<sup>er</sup> groupe
- Les ERP de catégorie 5
- Les spécificités des bâtiments comportant des zones ERP

#### Organiser et gérer la sécurité incendie

- Définir les plans d'intervention et de sécurité
- Rédiger les notices de sécurité
- Tenir à jour le registre de sécurité
- Assurer la formation et l'entraînement du personnel

- Gérer les relations avec les tiers
  - Réaliser l'entretien, la maintenance et les vérifications des dispositifs
  - Identifier les actions propres aux bâtiments existants
  - Réaliser le diagnostic et l'audit
  - Définir les solutions d'adaptation
  - Réaliser le schéma directeur de mise en sécurité
  - Réussir les contrôles et prévenir la mise en cause des responsabilités
  - Les commissions de sécurité
  - La fréquence des contrôles, la durée et les points clés
  - Identifier les risques encourus en cas de non-conformité des installations et équipements
- Exercice d'application** : mise en place d'un plan d'actions permettant de lever un avis défavorable de commission de sécurité sur un groupement d'établissements

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement évaluer la conformité d'un bâtiment à la réglementation sécurité incendie et définir les solutions rectificatives en cas d'écart.**

2 jours

14 heures

Code 40070

Paris		
22-23	mars	2016
5-6	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Désenfumage des bâtiments

Gérer la problématique des fumées lors de la construction et de l'exploitation

**Lors d'un incendie, la propagation des fumées constitue un risque majeur d'intoxication tout en réduisant la visibilité et la bonne intervention des secours. Ainsi, selon les différents types de bâtiments et réglementations correspondantes, le désenfumage via des dispositifs techniques adaptés doit permettre d'assurer la bonne évacuation du public et limiter la propagation de l'incendie.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier les facteurs favorisant la propagation des fumées dans les bâtiments.
- Maîtriser la réglementation applicable en matière de prévention et de contrôle.
- Mettre en œuvre et gérer les systèmes de désenfumage.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de sécurité incendie ou avoir suivi " Initiation à la sécurité incendie " (code 40069 p. 511).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables d'établissements
- Responsables sécurité, environnement et préventionnistes
- Responsables techniques, bâtiments et maintenance

## ● ANIMATEUR

Jimmy CHAUVIN  
Directeur technique et sécurité  
IMMOVALOR GESTION  
Fondateur d'Emergence Conseil

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Appréhender les conditions de production et de propagation des fumées

- Connaître les phénomènes associés à la fumée : composition, nature, mouvements, tirages thermiques, dangerosité (opacité, toxicité)
- Identifier les phénomènes favorisant la propagation de la fumée selon la conception des bâtiments, leur usage, la nature des équipements...

### Mettre en œuvre le désenfumage

- Maîtriser les principes du désenfumage
- Connaître les différents types de désenfumage : objectifs, principes, contraintes...
- Identifier les points clés portant sur les systèmes de désenfumage : fabrication, caractéristiques de fonctionnement, répartition dans le bâtiment...
- Distinguer le désenfumage naturel et mécanique

### Adapter les systèmes de désenfumage selon les types de bâtiment

- Identifier les typologies de bâtiments : habitation, IGH, ERP, locaux de travail, atrium, parcs de stationnement, bâtiments industriels...

- Recenser les principaux textes : Code du travail, Code de la construction (règlement de sécurité), instruction technique 246, R17 de l'APSA, arrêté du 24/07/06 modifiant le règlement de sécurité dans les ERP...
- Connaître les principes réglementaires selon la nature du bâtiment (critère de hauteur, surface, conception...) et le type d'activité
- Étude de cas** : identification des textes réglementaires applicables à différentes catégories de bâtiments
- Réussir la mise en œuvre pratique du désenfumage
- Identifier les différents types de matériel
- Savoir concevoir et exploiter un système de désenfumage en fonction du bâti
- Connaître les obligations de vérification et de maintenance des installations (entretien, contrôles...)

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous saurez concrètement définir les modalités d'installation et d'exploitation d'un système de désenfumage efficace et conforme à la réglementation.**

1 jour

7 heures

Code 40071

Paris		
24	mars	2016
7	octobre	2016

Tarif HT : 870 € - repas inclus



# Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1

Couvrir ses besoins au meilleur prix



**La fin des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz implique pour le consommateur d'énergie de se familiariser avec de nouveaux mécanismes d'achat et de nouvelles pratiques contractuelles afin de couvrir au mieux ses besoins énergétiques dans un environnement nouveau.**

## OBJECTIFS

- S'approprier les mécanismes de marchés pour sécuriser la gestion de ses approvisionnements en énergie.
- Maîtriser les étapes fondamentales de la préparation à la négociation de la fourniture d'énergie.
- Mettre en concurrence les fournisseurs pour négocier au mieux son contrat.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et économiques des marchés de l'énergie.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et techniciens en charge de l'énergie
- Responsables achats et des services généraux
- Responsables juridiques

## ANIMATEURS

Serge LESCOAT  
Associé, Consultant en énergie  
INDAR ENERGY

Marjolaine GERMAIN  
& Anne-Laure PROISY  
Avocates à la cour  
RAVETTO ASSOCIÉS

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### S'approprier les mécanismes de fonctionnement physique et économique des marchés

- **Autodiagnostic** : évaluation de ses connaissances sur les marchés de l'énergie et identification de ses besoins
- Le marché du gaz naturel
- Le marché de l'électricité
- Mettre en œuvre une gestion dynamique de ses contrats

#### Le cadre réglementaire des marchés libéralisés

- Les textes principaux
- L'organisation des marchés
- **Étude de cas** : analyse des droits des consommateurs et des fournisseurs dans le système tarifaire en vigueur à la date de la formation

#### Négocier son contrat de fourniture : les étapes et points clés

- **Identifier ses besoins de consommation**
- Connaître et interpréter sa courbe de charge actuelle et future
- Recueillir et obtenir les données auprès des différents interlocuteurs

#### Choisir son fournisseur : définir les critères et rédiger les principales clauses contractuelles

- Consommateur : exercer ou non son éligibilité
- La constitution d'un groupement d'achat
- Les prix et leurs évolutions possibles, les taxes applicables
- La durée d'engagement, les modalités de renégociation du contrat ou de changement de fournisseur, les procédures de règlement des litiges...
- Les services complémentaires
- Les informations à communiquer au fournisseur
- **Exercice d'application** : rédaction de clauses usuelles d'un contrat de fourniture d'électricité ou de gaz

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de négocier en toute sécurité juridique vos contrats d'électricité et de gaz.



Code 40065

Paris			Lyon		
2-3	février	2016	25-26	mai	2016
25-26	mai	2016	6-7	décembre	2016
22-23	septembre	2016			
6-7	décembre	2016			
1 <sup>er</sup> -2	février	2017			

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 2

Mettre en œuvre une gestion dynamique de ses contrats



**Face à la fin des tarifs régulés d'électricité et de gaz, les consommateurs doivent appréhender plus finement leur approvisionnement en énergie et savoir agir en temps réel afin de ne pas subir de surcoût. Pour cela, il est indispensable de mettre en place un suivi des marchés, de maîtriser les méthodes d'arbitrage et les mécanismes financiers des marchés dérégulés, afin de devenir acteur de leur fourniture énergétique.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le fonctionnement physique des marchés de l'électricité et du gaz et les prix.
- Mettre en place une méthodologie et les outils pour assurer une gestion active de ses contrats d'énergie.
- Appréhender les mécanismes propres aux marchés financiers de l'énergie.

## PRÉREQUIS

Connaître le fonctionnement des marchés dérégulés de l'énergie et avoir négocié des approvisionnements en électricité et en gaz ou avoir suivi " Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1 " (code 40065 p. 513).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables énergie
- Directeurs achats
- Responsables des services financiers
- Toute personne impliquée dans la négociation et l'approvisionnement en électricité et en gaz de son entreprise et souhaitant approfondir ses connaissances et sa pratique.

## ANIMATEUR

Serge LESCOAT  
Associé, Consultant en énergie  
INDAR ENERGY

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Faire le point sur les fondamentaux des marchés de l'électricité et du gaz naturel

- **Analyser les évolutions des marchés**
- État des lieux du marché du gaz : gisements, producteurs, modes d'approvisionnement, place du GNL...
- Analyser les évolutions des prix du gaz et les possibilités d'anticipation pour le consommateur
- L'évolution des prix de l'électricité et la structure des marchés européens, les prix régulés et les prix de marché, le cas particulier de la loi NOME
- **Disposer des outils et méthodes d'analyse pour gérer ses approvisionnements**
- Décrypter les composantes des prix aux consommateurs et identifier les leviers de négociation
- Identifier les sources et outils d'analyse des prix et de leur volatilité

#### Maîtriser les mécanismes de fonctionnement des marchés pour prendre position

- Comparer les bourses actives en Europe et les produits disponibles spot et à terme : EPEX SPOT, APX, OMEL...
- Identifier les principales places de marchés qui servent de référence au marché français
- Utiliser les analyses chartistes
- Analyser les prix et leur volatilité
- Effectuer les arbitrages
- Appréhender les marchés financiers de l'énergie : produits spot/forward, produits dérivés, couverture
- **Exercice d'application** : à partir d'un exemple de consommation et de l'utilisation d'un tableur, gestion active de l'approvisionnement en électricité et analyse des conséquences des décisions prises sur le coût de cet approvisionnement

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place une gestion " au jour le jour " de vos contrats et approvisionnements en électricité et en gaz afin de bénéficier des meilleures conditions de marchés.



Code 40091

Paris		
9	juin	2016
26	septembre	2016
9	décembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# Négocier ses achats d'électricité et de gaz

Maîtriser les composantes techniques et économiques pour réussir votre négociation

Perfectionnement

**Qu'il s'agisse d'électricité ou de gaz dont les tarifs réglementés prendront définitivement fin prochainement, il est aujourd'hui crucial pour toute entité de maîtriser sa facture énergétique compte tenu du contexte de hausse des tarifs et des prix. Au-delà des outils de gestion et d'efficacité énergétique, savoir négocier ses contrats constitue alors un atout majeur en permettant d'adapter la fourniture à ses besoins réels et au meilleur prix.**

## ● OBJECTIFS

- Définir ses besoins pour définir sa stratégie d'approvisionnement.
- Maîtriser les spécificités techniques, économiques, tarifaires de l'électricité et du gaz pour identifier les leviers de négociation.
- Adopter les bons réflexes de négociation face aux offres des fournisseurs.

## ● PRÉREQUIS

Connaître le cadre réglementaire et les mécanismes de base des marchés de l'énergie ou avoir suivi la formation "Gérer ses contrats d'électricité et de gaz - Niveau 1" (code 40065 p. 513).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables achats
- Responsables énergie et techniques
- Secrétaires généraux
- Toute personne amenée à gérer et négocier les achats d'énergie de son entreprise

## ● ANIMATEUR

Éric CAVERNE  
Directeur, Expert conseil en énergie  
AGGEE

## PROGRAMME

**Étude de cas fil rouge** : à partir des données d'une entreprise présentée en début de formation, les participants mettent en application tout au long de la formation les méthodes et outils présentés

### Définir sa stratégie et ses besoins énergétiques

#### Maîtriser le contexte des marchés

- Identifier les opportunités du cadre réglementaire : marché libéralisé/ marché réglementé
- Faire le point sur les tendances : prix, production, approvisionnement
- Définir les différentes typologies d'approvisionnement et de contrats

#### Définir son profil de consommation et ses besoins

- Répertoire et récupérer les données relatives à la consommation
- Comparer ces données aux besoins actuels et futurs
- Définir la stratégie d'achat adaptée à ses besoins
- Prendre en compte dans sa stratégie d'achat les données environnementales et les mécanismes associés
- Identifier les opportunités des contrats d'effacement

**Exercice d'application** : définition du profil de consommation et des besoins en électricité et en gaz de l'entreprise

### Lancer la négociation et le processus d'achat

#### La consultation

- Rédiger le cahier des charges
- Bien choisir le moment de la consultation
- Donner un rythme à la consultation
- Identifier les différents fournisseurs

**Étude de cas** : analyse commentée de l'appel d'offre lancé par l'entreprise et identification des erreurs à ne pas commettre

#### La négociation et la finalisation du contrat

- Agir sur le prix
- Identifier les autres points de négociation
- **Étude de cas** : analyse commentée des offres rendues par les fournisseurs et identification des leviers de négociation
- **Mise en situation** : renégociation d'une offre retenue par l'entreprise

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous disposez des mécanismes et outils vous permettant de négocier vos achats et contrats d'énergie pour maîtriser votre facture.**

**1**  
jour

**7**  
heures

Code 40087

Paris		
27	mai	2016
26	septembre	2016
8	décembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus

# L'achat d'énergie par les personnes publiques

Sécuriser ses marchés publics de fourniture d'électricité et de gaz

Perfectionnement

**Les personnes publiques doivent anticiper la fin progressive des tarifs réglementés de vente de gaz et d'électricité aux 1er janvier 2015 puis 2016, ce qui aura des conséquences sur les contrats en cours et impliquera de s'approvisionner aux prix de marchés.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les différentes étapes de la passation des marchés.
- Estimer ses besoins et rédiger un cahier des charges.
- Mettre en concurrence les fournisseurs de gaz et d'électricité.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en marchés publics ou avoir suivi " Réglementation et pratique des marchés publics " (code 71090 sur www.efc.fr).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et des achats publics
- Responsables des services techniques et de l'éclairage public
- Toute personne impliquée dans la passation et l'exécution des marchés publics d'achat d'énergie

## ● ANIMATEURS

Cécile FONTAINE  
Avocat à la Cour  
& Nathalie RICCI  
Avocate  
SCP SEBAN ET ASSOCIÉS

## PROGRAMME

### Mesurer l'impact de la réorganisation du marché de l'énergie

#### Cerner les fonctions et les acteurs

- La production, le transport, la distribution et la fourniture d'énergie
- Le rôle du régulateur et du médiateur

#### Identifier les tarifs réglementés et l'ARENH dans le contexte libéralisé

- Connaître les modalités de leur fixation et leur évolution dans le temps

### Maîtriser le cadre juridique de l'achat d'énergie

#### Décrypter les différents textes

#### Appliquer le droit de la concurrence

#### Déclarer son éligibilité

- Les conditions de changement de fournisseur

### Structurer son marché

#### Prendre en compte les spécificités de la fourniture d'énergie

- La variation des prix et de la consommation
- La non-stockabilité de l'électricité

#### Identifier et recenser ses points de livraison

#### Créer ou adhérer à un groupement de commandes

#### Maîtriser les différents contrats

- Pour l'électricité
- Pour le gaz
- Intégrer la maîtrise de la demande énergétique et les sources d'énergies renouvelables

- Le paquet énergie-climat
- Les certificats
- Les garanties d'origine
- Le mix énergétique

#### Choisir la procédure de commande adéquate

- Accords-cadres / marchés non fractionnés
- Procédure adaptée, négociée ou appel d'offres

#### Rédiger un cahier des charges pour l'achat d'électricité et de gaz

- Établir son profil de consommation
- L'allotissement

#### Fixer la durée du contrat

- Déterminer le prix du marché et son évolution
- Les clauses environnementales

**Étude de cas** : analyse commentée de cahiers des charges pour la fourniture d'électricité et pour la fourniture de gaz

#### Exécuter et suivre le contrat

#### Prendre en compte l'évolution de sa consommation

Renégocier un contrat avec l'opérateur historique ou un autre fournisseur

## ➤ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous connaîtrez la réglementation applicable aux marchés d'énergie.**

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 71065

Paris		
15-16	mars	2016
21-22	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# Les marchés du carbone et des GES

Maîtriser les fondements du système européen d'échange de quotas CO<sub>2</sub>



La politique européenne en matière de lutte contre le changement climatique repose notamment sur des mécanismes relevant à la fois d'une logique réglementaire et d'une logique de marché. Dès lors, afin de définir une stratégie pertinente pour son entreprise, il est impératif de maîtriser le dispositif relatif aux quotas d'émission de CO<sub>2</sub>, ainsi que les mécanismes d'échanges de quotas européens et de crédits d'émission internationaux.

## OBJECTIFS

- Faire le point sur le contexte réglementaire : international, européen et national.
- Maîtriser les obligations associées au système européen d'échange de quotas d'émission CO<sub>2</sub>.
- Intégrer les opportunités économiques et financières du marché d'échange de quotas.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux des réglementaires et financiers des gaz à effet de serre.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement
- Responsables développement durable
- Responsables financiers et juridiques

## ANIMATEUR

Brigitte LE RIDOU DUSSAUT  
Consultante en finance de marché  
Ancien senior manager en charge du carbone à NYSE  
EURONEXT  
CO13 CONSULTING

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

Faire le point sur les connaissances en matière de gaz à effet de serre et leur impact sur le climat

- La convention cadre des Nations-Unies et du protocole de Kyoto
- La directive "ETS" et ses évolutions

Cerner le contexte international et européen

Maîtriser le système européen d'échange de quotas d'émission : les règles de fonctionnement actuelles et futures

- Maîtriser les modalités d'allocation des quotas : gratuité versus enchères
- Surveiller et déclarer les émissions
- Vérifier la déclaration
- Le transfert et la restitution des quotas
- Enregistrer les opérations sur le registre européen et national

Test de connaissances : synthèse des évolutions majeures sur le fonctionnement du système européen

S'approprier les mécanismes de marchés

- Intégrer les possibilités de mise en commun des quotas
- Échanger les quotas sur un marché de gré à gré ou sur les marchés organisés
- Analyser les stratégies et positions possibles sur les marchés
- Les contrats associés aux opérations de vente/achat de quotas EFET, ISDA...

**Exercice d'application** : définition d'une stratégie de couverture du risque carbone et réalisation des opérations correspondantes à partir d'un exemple concret de détermination de quotas

Recourir aux mécanismes de projets MDP et MOC

Intégrer le cadre réglementaire

- Mécanismes de Développement Propre (MDP) et Mise en Oeuvre Conjointe (MOC)
- La directive "Linking" permettant l'utilisation des crédits MDP et MOC au titre de la directive quotas

Cerner les principes de fonctionnement

- Identifier les typologies de projets et leurs principales localisations
- Certifier les projets et obtenir les Unités de Réduction Certifiée des Émissions (URCE/CER)
- Les stratégies possibles d'acquisition des CER et les marchés associés

Étude de cas : présentation d'exemples d'investissements dans des projets MDP

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de respecter vos obligations vis-à-vis du système européen d'échange de quotas CO<sub>2</sub> et de tirer parti des mécanismes associés.



Code 40064

## Paris

30	mai	2016
24	novembre	2016

Tarif HT : 875 € - repas inclus

# Finance Carbone

Pour une bonne utilisation des actifs financiers sur les marchés du carbone



La mise en œuvre de systèmes internationaux de limitation des émissions de gaz à effet de serre, contraignants ou volontaires, génère des "permis d'émission" correspondant à différents types d'actifs échangeables sur des marchés. Afin de mettre en œuvre les bonnes stratégies d'investissements versus achat/vente de permis, il est impératif de maîtriser les mécanismes associés à ces outils.

## OBJECTIFS

- Recourir aux stratégies de marché utilisées sur les quotas et les crédits carbone et identifier les particularités de cette nouvelle classe d'actifs.
- Intégrer les spécificités des marchés OTC/marchés organisés.
- S'approprier les mécanismes de formation des prix sur les marchés carbone au comptant et à terme.

## PRÉREQUIS

Maîtriser le contexte réglementaire à la base du marché carbone ou avoir suivi " Les marchés du carbone et des GES " (code 40064 p. 515).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables environnement
- Responsables développement durable
- Toute personne en charge des problématiques carbone et souhaitant s'approprier les mécanismes financiers associés

## ANIMATEUR

Brigitte LE RIDOU DUSSAUT  
Consultante en finance de marché  
Ancien senior manager en charge du carbone à NYSE  
EURONEXT  
CO13 CONSULTING

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

Faire le point sur les mécanismes Kyoto

- Recenser les institutions associées, les objectifs et les mécanismes de marché
- La directive européenne et les conséquences des dernières conférences internationales
- S'approprier la terminologie et le vocabulaire des marchés CO<sub>2</sub>

Autodiagnostic : validation de ses connaissances sur les mécanismes Kyoto

S'approprier les mécanismes de la finance carbone

Identifier les places de marché

- Différencier les marchés organisés des marchés OTC
- Les acteurs et leurs rôles spécifiques
- Les contrats sur ces marchés
- Comparer les produits échangés

Les plates-formes de CO<sub>2</sub> : maîtriser le fonctionnement des marchés spot et dérivés

Utiliser les différents produits financiers carbone selon leurs caractéristiques

- Identifier les avantages et inconvénients des contrats à terme, contrats d'option, contrats swap, contrats spread et ERPA

Identifier et recourir aux différentes stratégies de marché

- Couverture, arbitrage, spéculation
- Maîtriser les fondamentaux du marché
- Analyser le rôle de l'offre et de la demande de quotas

- Effectuer la corrélation avec le prix des énergies : le fuel switch level
- Intégrer les impacts des décisions réglementaires et politiques
- Appréhender les phénomènes météorologiques

Les acteurs des marchés des quotas et crédits

Exercice d'application : mise en œuvre des stratégies de couverture et d'arbitrage d'un opérateur selon sa situation

Analyser le marché carbone européen Tիրer les leçons des phases 1 (2005-2007) et 2 (2008-2012)

- Comprendre les circonstances de la chute du cours du quota en fin de période
- Appréhender les impacts de la crise financière
- Identifier les dysfonctionnements du marché

Mettre en œuvre les dispositions nouvelles apportées à l'EU ETS pour la phase 3, 2013-2020

- Appliquer les réformes mises en place
- Intégrer les perspectives du marché du carbone européen
- Faire le point sur l'avancée des négociations internationales

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'utiliser les actifs financiers sur les marchés du carbone.



Code 40074

## Paris

31	mai	2016
25	novembre	2016

Tarif HT : 895 € - repas inclus



OPTION CPFFP



BLENDED LEARNING

# RESPONSABLE énergie en entreprise

Face à la pression du coût des énergies et des contraintes environnementales, la maîtrise des consommations et des modes d'approvisionnement énergétiques devient cruciale pour la compétitivité des entreprises. Dès lors, le responsable énergie peut agir à différents niveaux : meilleure adaptation des consommations aux besoins de l'activité, suivi et amélioration des performances des équipements, introduction de nouvelles pratiques d'achats... autant de leviers permettant de maîtriser la facture énergétique et les impacts environnementaux.

## ● OBJECTIFS

- Monter, conduire et gérer un projet énergie depuis le recensement des besoins jusqu'à l'obtention des résultats.
- Planifier les étapes du projet et gérer les interfaces entre tous les acteurs.
- Gérer la maîtrise d'ouvrage au travers des aspects administratifs, techniques, financiers et juridiques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux énergétiques et les technologies associées.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables techniques ou maintenance souhaitant devenir responsables énergie

- Responsables environnement souhaitant élargir leurs compétences en matière d'économies d'énergies
- Toute personne associée à la gestion et à l'administration d'une entreprise impliquée dans un projet d'efficacité énergétique

## ● ANIMATEUR

Xavier DELAPORTE  
Consultant en efficacité énergétique  
EFFIGREEN CONSULTING

## ● COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de gérer l'énergie pour votre entreprise, tant sur les aspects techniques, qu'économiques et contractuels, afin d'assurer la compétitivité de son activité.

## MODULE 1 - 4 jours

Maîtriser les fondamentaux en matière d'énergie

### ● OBJECTIFS

- Comprendre l'énergie dans toutes ses composantes.
- Intégrer le contexte économique et réglementaire en matière d'énergies.
- Faire le point sur les enjeux environnementaux.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### 📝 Quiz amont

#### Maîtriser les notions de base physiques et thermiques

##### Définir les énergies

- Différencier les énergies de réseau et les énergie de stockage
- Maîtriser la notion de puissance (W) et d'énergie (J et kWh)
- Exercice d'application : calcul de puissances et de production réelle d'installations de production d'énergie

##### Caractériser les énergies

- Différencier les énergies primaires et secondaires
- Définir le pouvoir calorifique des énergies
- Exercice d'application : calcul de consommation énergétique d'équipements courants

#### Intégrer les réglementations environnementales et énergétiques

##### Faire le point sur les enjeux énergétiques

- Définir les sources d'énergie et leurs modes de production, valorisation, consommation
- Identifier les enjeux de la future loi sur la transition énergétique

##### Faire le point sur les enjeux énergétiques

- Définir les sources d'énergies : fossiles, fissiles et renouvelables
- Faire le point sur leurs modes de production, valorisation, consommation et les enjeux environnementaux associés

##### Faire le point sur les enjeux climatiques mondiaux et les textes associés

##### Prendre en compte le rôle des collectivités locales

- Les obligations en matière de Plan Climat Energie Territorial (PCET)
- Les collaborations efficaces entre collectivités et entreprises

#### Appréhender les énergies renouvelables

##### Inventorier les énergies renouvelables et leurs caractéristiques :

hydraulique, éolienne, biomasse, géothermie, solaire

##### Identifier les opportunités d'une stratégie EnR pour une entreprise

- Valider les solutions de production sur site, raccordement à un réseau...
- S'assurer de la faisabilité technique et économique
- Exercice d'application : construction d'un tableau comparatif des principales sources d'énergies selon leurs caractéristiques principales

#### 🌐 Exercice d'intersession

## MODULE 2 - 2 jours

Définir le rôle et les missions du responsable énergie

### ● OBJECTIFS

- Positionner la fonction de responsable énergie dans l'entreprise.
- Contribuer à la définition et porter la stratégie énergétique de l'entreprise.
- Mettre en œuvre les actions nécessaires et définir des obligations de résultats pour en assurer la performance.

### ● PROGRAMME

#### 🌐 Communauté d'apprenants

#### Définir une nouvelle fonction

##### Partage d'expérience : l'approche de la fonction et de ses missions par les différents participants selon leurs propres expériences

- Identifier les acteurs internes et externes et gérer les relations multi-parties en management d'énergie
- Définir le positionnement dans l'entreprise et les responsabilités
- Déterminer les compétences requises

#### Mettre en place une stratégie de succès

##### Définir et construire son plan d'actions

- Évaluer et prioriser les projets énergie selon la stratégie de l'entreprise
- Définir des indicateurs de performance

##### Organiser, manager et communiquer

- Acquérir les outils et méthodes pour mettre en œuvre un projet
- Mettre en place le pilotage stratégique et opérationnel
- Expliquer la stratégie de l'entreprise et communiquer sur les projets
- Établir des critères d'évaluation du responsable énergie

Mise en situation : présentation et défense d'un projet d'efficacité énergétique sur la base d'un plan d'action détaillé

#### 🌐 Exercice d'intersession

## CYCLE CERTIFIANT- *Perfectionnement*

**15** jours **106** heures

Code 40083

### Paris - Promotion 1

30 mars au 1<sup>er</sup> avril, 11 au 13 mai,  
8 au 10 juin, 22 juin\*, 6 au 8 juillet  
et 7 au 9 septembre 2016

### Paris - Promotion 2

11 au 13 octobre, 14 au 16 novembre,  
12 au 14 décembre 2016, 5 janvier\*,  
11 au 13 janvier et 6 au 8 février 2017

Tarif HT : 7 595 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 6 075€  
repas inclus

\* Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30  
(convocation à 14h)

## OPTION CPFFP



### RESPONSABLE ÉNERGIE

Soutenance devant un jury  
professionnel d'un mémoire  
à l'issue du cycle

Cycle validé par l'ISQ-OPQF  
(en savoir + p. 13)

Prix HT de l'option CP FFP : 900 €

## OPTION

**21** jours **150** heures

Contactez-nous au **01 44 09 25 08**

## MODULE 3 - 5 jours

Maîtriser ou réduire les consommations d'énergie

### ● OBJECTIFS

- Établir le contexte énergétique de l'entreprise, diagnostiquer et anticiper les besoins.
- Mettre en place un Système de Management de l'Énergie (SMEn), et ou un projet de réduction des consommations énergétiques.
- Recourir aux dispositifs d'aides et aux outils de financement des investissements.

### ● PROGRAMME

#### 🔗 Communauté d'apprenants

#### 🔗 Piloter un projet d'efficacité énergétique : le schéma directeur énergie

##### Mettre en place un SMEn

- Identifier les apports et le contenu de l'ISO 50001
  - Intégrer les enjeux d'un système de management dans une démarche de maîtrise des consommations d'énergie et définir les objectifs
  - Appliquer la méthodologie et mettre en œuvre le SMEn
  - **Mettre en place un projet de réduction des consommations**
  - Évaluer les moyens nécessaires à sa réalisation
  - Définir les phases clés du projet et les parties prenantes
  - Calculer les écarts entre les besoins et les consommations réelles
  - Proposer les améliorations par usage
  - Réaliser et présenter un rapport d'audit
  - Élaborer un tableau de bord
  - Valoriser sa courbe de charge et la faire évoluer
  - Réaliser une évaluation économique de la performance énergétique (TRI + VAN)
- Exercice d'application** : définition des étapes clés, des outils à mettre en œuvre et des actions à mener dans le cadre d'un projet de maîtrise des consommations d'énergie appliqué aux TIC

#### 🔗 Maîtriser les consommations d'énergie à l'échelle du bâtiment

##### Identifier les enjeux et maîtriser le cadre réglementaire

- Appréhender la consommation énergétique d'un bâtiment
- Identifier les impacts environnementaux de cette consommation
- Maîtriser les réglementations : Réglementation Thermique dans l'Existant (RT Existant), dans le neuf (RT 2012)...

##### Mener les études énergies bâtiments

- Différencier les catégories de diagnostics pour choisir le plus adapté
- Les différents postes de consommation d'énergie
- Identifier les opportunités liées aux diagnostics spécialisés
- **Étude de cas** : analyse commentée du diagnostic énergétique d'un bâtiment afin de déterminer les solutions correctives à apporter

#### 🔗 Recourir aux dispositifs de soutien aux économies d'énergie

- Les aides à la réalisation du projet, les dispositifs d'aides au financement, les CEE, les CPE

#### 🔗 Exercice d'intersession

#### 🔗 Classe virtuelle d'1h de 14h30 à 15h30 (convocation à 14h)

## MODULE 4 - 4 jours

Gérer ses consommations et ses approvisionnements en énergie

### ● OBJECTIFS

- Comprendre le fonctionnement des marchés énergétiques.
- Gérer de manière active ses consommations.
- Négocier et suivre ses contrats d'approvisionnement.

### ● PROGRAMME

#### 🔗 Communauté d'apprenants

#### 🔗 Comprendre les marchés de l'énergie

##### Maîtriser les enjeux de la libéralisation des marchés électriques et gaziers

- Le marché de détail : la fin des TRV et les nouvelles offres de marché
- La loi NOME et ses impacts

##### Intégrer les paramètres économiques de fonctionnement du marché

- La formation et la fluctuation des prix en amont du consommateur et la construction du prix final
- Différencier les marchés de gros, de gré à gré, organisés
- Les nouveaux dispositifs du marché de l'énergie : l'effacement et les marchés de capacité

**Étude de cas** : analyse commentée des prix sur différents marchés

#### 🔗 Acheter l'énergie et négocier ses contrats

##### Optimiser un contrat selon différents paramètres

- Analyser les différents tarifs et leurs options
- Comprendre la répartition des coûts entre acheminement et fourniture
- Maîtriser le sens des différentes rubriques : version, tranche horo-tarifaire, puissance, dépassement...

**Exercice d'application** : lecture d'une grille tarifaire correspondant à un contrat vert A5

- Identifier les rubriques clés du contrat : règles relatives aux diminutions de puissance, d'écarts entre puissance soucrite et consommée...

##### Piloter sa consommation et son contrat

- Analyser un feuillet de gestion récapitulatif du contrat : puissances souscrites sur tous les postes, puissances atteintes, montant annuel des dépassements...
- Suivre ses consommations et sa facturation au travers des équipements disponibles : transformateurs et compteurs

**Exercice d'application** : étude de données de consommation et de facturation, puis définition et négociation de nouvelles modalités de fournitures d'électricité

##### Appréhender les solutions émergentes et leurs apports attendus

- Les réseaux intelligents (smart grids)
- Les solutions énergétiques de demain : pétroles non conventionnels, gaz de schiste, capture et stockage du CO<sub>2</sub>

#### 🔗 Quiz aval

# Norme ISO 50001

Manager efficacement sa consommation d'énergie

**L'efficacité énergétique permet de diminuer les coûts et de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à toute activité. Destinée à tout organisme, quelle que soit sa taille, la norme ISO 50001 (ou EN 16001) permet de développer une gestion méthodique de l'énergie selon des recommandations de mise en œuvre, et d'améliorer ainsi l'efficacité énergétique.**

## ● OBJECTIFS

- Piloter une gestion durable de l'énergie et identifier les axes d'amélioration et de réduction des coûts.
- Acquérir des outils pour mettre en place un système de management de l'énergie.
- Mettre en évidence les gains obtenus par la mise en application des normes et réglementations.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux technico-économiques de l'efficacité énergétique pour un organisme.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables énergie, environnement, qualité
- Ingénieur et responsables techniques, exploitation, maintenance
- Toute personne associée à la gestion et à l'administration d'une organisation impliquée dans un projet d'efficacité énergétique

## ● ANIMATEUR

Vincent VANEL  
Direction éco-innovation  
GREENATION

## PROGRAMME

Initiation

### Définir les enjeux d'une démarche de réduction et de suivi des consommations d'énergie

#### Maîtriser le contexte réglementaire énergie/climat

- Les directives européennes, la loi POPE, les lois Grenelle 1 et 2

#### Intégrer les notions techniques

- Recenser les énergies selon leurs types d'utilisation et leurs coûts
- Définir l'efficacité énergétique et appréhender le smart grids

### Manager l'énergie à travers le référentiel ISO 50001

#### Maîtriser les enjeux et objectifs du système de management

- Définir et respecter les exigences de la politique "énergie" de l'organisme
- Identifier les outils de l'analyse énergétique
- Réaliser le diagnostic et l'analyse énergétique des installations et des équipements : les postes d'usages
- Définir et mettre en place les indicateurs de suivi des performance

#### Identifier les actions prioritaires et les axes d'amélioration

- Construire les plans d'actions
- Définir les investissements nécessaires et possibles pour réduire les coûts

**Étude de cas** : présentation commentée d'actions d'économies d'énergie mises en œuvre

#### Mettre en œuvre un système de management

- Définir et impliquer les acteurs internes à associer à la démarche
- Diffuser et exploiter les informations nécessaires à l'évaluation et au contrôle
- Définir des actions prioritaires sur les installations, les équipements, les pratiques...
- Mettre en œuvre et faire vivre les plans d'actions
- Élaborer la revue de direction

#### Mesure et reporting des actions mises en œuvre

- Suivre le protocole IPMVP - GTB/ GTC
- Valider l'atteinte des objectifs fixés
- Intégrer des données énergie/climat au Global Reporting Initiative (GRI)

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous disposerez de la méthodologie et des outils nécessaires à la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie.**

**2** jours **14** heures

Code 40088

Paris		
4-5	avril	2016
14-15	septembre	2016
15-16	novembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Audit énergétique des entreprises

Tirer parti de l'obligation réglementaire pour gagner en efficacité énergétique



**Prévu par la directive européenne relative à l'efficacité énergétique et transposé dans le cadre la loi DDADUE, l'audit énergétique réglementaire a pour vocation d'identifier les gisements d'économie pouvant permettre de réduire de 30 à 50 % la consommation d'énergie d'une activité tertiaire ou industrielle. Le respect des modalités définies par les décrets et arrêtés est impératif afin d'assurer la conformité réglementaire de l'audit mais aussi sa réussite.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les modalités de réalisation de l'audit : périmètre et méthodologie.
- Transmettre les documents justifiant de la bonne application de la réglementation.
- Identifier les modalités et critères de qualification des acteurs externes et internes.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de gestion technique d'un site industriel.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs techniques, énergie et fluides
- Responsables exploitation, maintenance
- Responsables environnement, QSE

## ● ANIMATEUR

Xavier DELAPORTE  
Consultant en efficacité énergétique  
EFFIGREEN CONSULTING

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le dispositif réglementaire de l'audit énergétique

#### Intégrer le cadre réglementaire et les enjeux sur la consommation d'énergie

- Faire le point sur la directive relative à l'efficacité énergétique, la loi DDADUE et ses textes d'application
- Connaître les sanctions applicables en cas de non respect de la réglementation
- Respecter les modalités de réalisation de l'audit
- Intégrer le périmètre de l'audit
- Identifier les modalités d'exemptions et les documents à transmettre
- Respecter les modalités relatives à l'auditeur interne ou externe

#### Maîtriser les points clés des normes NF EN 16247 pour la réalisation de l'audit

- Intégrer les principes et articulations des normes NF EN 16247-1, NF EN 16247-2 et NF EN 16247-3
- Définir les informations nécessaires à collecter et les interlocuteurs
- Intégrer les objectifs des visites de terrains et les outils
- Réaliser les analyses préalable et détaillées

- Maîtriser l'enjeu de la communication interne dans la bonne réussite de l'audit
- Exercice d'application** : définition du plan d'un dossier d'audit et identification des pièges à éviter

#### Transmettre le rapport de l'audit à l'administration

- Identifier l'administration concernée et les documents à fournir
  - Rédiger le rapport d'audit
  - Communiquer la synthèse du rapport d'audit
- Exercice d'application** : analyse commentée d'un rapport d'audit

#### Exploiter les données de l'audit

- Identifier les actions prioritaires sur la base des gisements d'économie d'énergie identifiés
- Préconiser les investissements à réaliser

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation vous serez en mesure d'assurer la conformité réglementaire de votre organisme en matière d'audit énergétique en pilotant les différentes phases de sa réalisation à la transmission du rapport final à l'administration.**

**2** jours **14** heures

Code 40102

Paris		
14-15	juin	2016
20-21	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

# Efficacité énergétique d'un site industriel

Identifier et mettre en œuvre les solutions adaptées



**Obligations réglementaires, tension sur les prix des énergies, nouvelle donne imposée par la fin des tarifs réglementés d'électricité et de gaz : la maîtrise des consommations d'énergie constitue, plus que jamais, un enjeu compétitif fort. Toutefois la mise en œuvre de solutions d'efficacité énergétique n'est pas neutre d'un point de vue technologique et devra se faire dans le respect des caractéristiques du site et de son processus industriel.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les enjeux et le cadre réglementaire en matière d'efficacité énergétique dans l'industrie.
- Établir l'état de la consommation énergétique du site pour l'ensemble de ses postes.
- Identifier les sources d'économie d'énergie et définir les solutions d'efficacité énergétique à mettre en place.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances de base en matière de gestion technique d'un site industriel.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs techniques, énergie et fluides
- Responsables exploitation, maintenance
- Responsables QSE, environnement

## ★ ANIMATEUR

Eric CAVERNE  
Directeur, Expert conseil en énergie  
AGGEE

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation vous serez à même de mettre en place une démarche d'efficacité énergétique sur un site, de l'audit des consommations à la préconisation des solutions visant à améliorer la performance énergétique du site.

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Maîtriser le cadre réglementaire en matière d'efficacité énergétique

- Le contexte réglementaire européen : les directives relatives à l'efficacité énergétique, à la prévention et la réduction intégrée des pollutions, la directive IED et la mise en œuvre des MTD
- Le cadre réglementaire national : l'audit énergétique obligatoire, les réglementations thermiques RT 2012, RT existant...
- Faire le point sur les référentiels, les normes et les opportunités de mise en place d'un système de management énergétique HSME : ISO 50001...

### Piloter l'efficacité énergétique d'un site industriel

#### Auditer la consommation d'énergie au regard de l'activité du site

- Recenser les postes de consommation associés au bâtiment : caractéristiques et usages des locaux, installations climatiques, usages spécifiques de l'électricité
- Identifier les consommations liées aux équipements de process
- Analyser la facture et le(s) contrat(s) d'approvisionnement

#### Exercice d'application : à partir de données d'un site industriel, identification des surconsommations d'énergie à partir de données d'un site industriel

#### Exploiter les données collectées et identifier les solutions performantes

- Identifier les solutions d'amélioration des consommations liées au bâtiment : enveloppe, ventilation, chauffage, climatisation...
  - Recenser les technologies de process performants : moteurs à haut rendement, variation de vitesse, systèmes de commande...
  - Agir sur la mesure, le contrôle et le pilotage des consommations : monitoring, télérelève des compteurs, gestion de pics de consommation
  - Identifier et hiérarchiser les solutions à mettre en œuvre selon les critères technico-économiques et la stratégie de l'entreprise
  - Appréhender les opportunités et conditions de mise en œuvre d'une solution de production d'énergie renouvelable
- Exercice d'application :** détermination des solutions d'amélioration de l'efficacité énergétique adaptées après l'analyse des données d'un site industriel

### Financer les investissements d'efficacité énergétique

- Chiffrer le coût des solutions performantes identifiées
  - Calculer les retours sur investissement
  - Trouver les financements et les montages les plus adaptés : des contrats de performances énergétiques (CPE) aux certificats d'économie d'énergie (CEE)
- Exercice d'application :** détermination du montage financier adapté à un investissement d'efficacité énergétique

2 jours / 14 heures

Code 40101

#### Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
10-11	octobre	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

## TESTEZ-VOUS !

Connaissez-vous les unités de mesure de l'énergie suivantes et leur définition ?

- A. 1 ch
- B. 1 kWh =  $3,6 \times 10^6$  J
- C. stère (st)



Solutions : A. cheval-vapeur (ch), 1 ch = 735,5 W, c'est l'ancienne unité de mesure de la puissance  
B. kilowattheure (kWh), 1 kWh =  $3,6 \times 10^6$  J, c'est l'unité de mesure habituelle de l'énergie  
C. 1 st = 1 m<sup>3</sup> de bûches, incluant les espaces vides entre elles, c'est l'unité de mesure d'un volume de bois

# Le cadre réglementaire des énergies renouvelables

Sécuriser le montage juridique de son projet



**Les objectifs nationaux et européens de transition énergétique et de renforcement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à l'horizon 2020 et 2030 créent de nombreuses opportunités d'investissements dans ces filières. Mais pour s'assurer de l'aboutissement d'un projet, il est impératif de se préserver de tout risque administratif et juridique en maîtrisant le cadre réglementaire.**

## ● OBJECTIFS

- Faire le point sur le développement des filières énergies renouvelables et maîtriser le cadre réglementaire en France.
- Anticiper les échéances et les différentes étapes administratives d'un projet.
- Intégrer les bonnes pratiques afin de prévenir les risques juridiques.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux réglementaires et juridiques du montage de projets de production d'énergie renouvelable.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables énergie
- Responsables de projets et chargés de missions énergies renouvelables
- Acteurs du financement des projets portant sur les énergies renouvelables

## ● ANIMATEURS

Carl ENCKELL  
Avocat Associé  
SELARL ENCKELL AVOCATS  
Mounir MEDDEB  
Avocat à la Cour  
ÉNERGIE-LEGAL

## PROGRAMME

Initiation

### 🔍 Quiz amont

#### Cerner le cadre européen et national de développement des filières énergies renouvelables

- La directive relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables et paquet énergie-climat 2030
- Les dispositifs de soutien
- La nouvelle donne de la loi de transition énergétique pour la croissance verte

#### Maîtriser le cadre réglementaire et administratif

##### Réviser les documents d'urbanisme Obtenir le permis de construire

- Obtenir l'autorisation d'exploiter ou de déclarer l'installation
- Bâtir l'étude d'impact
- Conduire l'enquête publique
- Exercice d'application** : identification des pièces pertinentes à fournir selon la typologie des installations de production d'énergie renouvelable
- Obtenir les titres électriques**
- Effectuer la demande de raccordement aux réseaux électriques
- Comprendre les mécanismes et les étapes du raccordement

- Obtenir le certificat ouvrant droit au bénéfice de l'obligation d'achat et signer le contrat d'achat
- Examiner les modalités et les tarifs d'achat**
- Exercice d'application** : audit des documents fournis et identification des compléments et rectifications nécessaires dans le cadre d'une installation bénéficiant de l'obligation d'achat de l'électricité

#### Cerner les enjeux juridiques

##### Identifier les différentes formes juridiques pour l'exploitation de l'installation Prévenir les risques contentieux

- Sur l'étude d'impact
- Sur les règles d'urbanisme
- Étude de cas** : analyse de différents cas de jurisprudence ayant conduit à un refus de permis de construire
- Sur le raccordement aux réseaux électriques

### 🔍 Quiz aval

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser le cadre juridique et réglementaire du développement d'un projet de production d'énergie à partir de sources renouvelables.**

2 jours

14 heures

Code 40068

Paris		
21-22	juin	2016
12-13	décembre	2016

Tarif HT : 1 345 € - repas inclus

# Produire de l'énergie à partir de biogaz

De la méthanisation des déchets à la production de chaleur et d'électricité

## PROGRAMME

Expertise

**Les nouvelles orientations de la politique nationale en matière de déchets favorisant recyclage et valorisation d'une part, et les objectifs de consommation d'énergie d'origine renouvelable d'autre part, tendent à soutenir le développement de cette filière. Toutefois, la réussite des projets de méthanisation et de valorisation du biogaz nécessite autant la bonne coordination des différents acteurs impliqués, que le respect des paramètres techniques et économiques clés.**

## ● OBJECTIFS

- Intégrer les caractéristiques du montage et du pilotage de projets de méthanisation.
- Maîtriser les paramètres technico-économiques d'une installation de méthanisation.
- Définir et dimensionner la solution de valorisation du biogaz produit.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux technico-économiques de la production de biogaz.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Maîtres d'ouvrages publics et privés
- Ingénieurs et techniciens porteurs de projets
- Ingénieurs et techniciens de bureaux d'études

## ● ANIMATEURS

Vincent VANEL  
Direction éco-innovation  
GREENATION  
Cyril LEJEUNE  
Responsable international gaz / biogaz  
ENERIA

#### Intégrer les enjeux et les principes de la méthanisation

##### Le principe de la digestion anaérobie

- Les différentes catégories de déchets et le processus biologique de la méthanisation
- Identifier les différents types de procédés de méthanisation et leurs caractéristiques
- La production de digestats et de biométhane

##### Concevoir une installation de méthanisation

- Maîtriser les étapes clés de montage d'un projet
- Appliquer la procédure administrative et communiquer localement
- Assurer la conformité réglementaire de l'installation
- Définir l'équilibre économique et financier de l'installation
- Identifier les principaux paramètres d'exploitation à surveiller pour assurer les performances attendues
- Étude de cas** : analyse commentée d'une proposition technique et identification des points faibles à corriger

#### Produire de l'énergie à partir du biogaz

##### Définir et dimensionner l'installation

- Comparer les solutions disponibles et leurs principes de fonctionnement
- Produire de la chaleur, de l'électricité ou cogénération
- Dimensionner l'installation
- Intégrer le tarif d'achat de l'électricité produite et ses incidences techniques sur la production de chaleur

**Exercice d'application** : dimensionnement d'une installation de cogénération

##### Sécuriser les étapes administratives et réglementaires

- Maîtriser les étapes clés et les délais
- Vendre l'électricité produite
- Identifier les autres solutions de valorisation du biogaz**
- Injecter le biogaz sur le réseau de gaz naturel
- Valoriser le biogaz en carburant

#### ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de suivre la bonne réalisation d'une installation de méthanisation et de valider la solution de valorisation énergétique du biogaz.**

2 jours

14 heures

Code 40080

Paris		
15-16	mars	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 425 € - repas inclus



# Chargé de mission développement durable

Initier et conduire la démarche



**Face à la pression réglementaire, médiatique ou commerciale, les entreprises inscrivent de plus en plus leur développement dans une logique de durabilité sociale et environnementale et plus seulement financière. Pour y parvenir, le responsable de cette démarche doit impérativement identifier et mettre en œuvre les méthodologies et les outils adaptés à son organisation et à son activité.**

## OBJECTIFS

- Cerner les enjeux et les opportunités du développement durable pour son entreprise.
- Identifier les étapes et les outils de mise en œuvre de la démarche.
- Communiquer en interne et en externe sur les actions engagées.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances générales sur les enjeux du développement durable pour une organisation.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables développement durable
- Responsables environnement et sécurité
- Responsables qualité et ressources humaines

## ANIMATEUR

Katiuscia BELLOTTI  
Experte en performance environnementale et sociétale  
HORIZON 2025

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### Cerner les enjeux et les opportunités du développement durable pour l'entreprise

- Comprendre les principes du développement durable
- **Autodiagnostic** : positionnement de son organisation sur la mise en œuvre des principes du développement durable et comparaison avec une base de données
- Identifier les enjeux du développement durable

#### Analyser le rôle du chargé de mission développement durable

- Comprendre les challenges de la mission et clarifier les responsabilités
- Intégrer les spécificités : rattachement hiérarchique, transversalité de la fonction...
- Construire et animer un réseau de correspondants, créer une équipe projet
- Favoriser et accompagner les changements : modes de raisonnement, pratiques

#### Identifier les étapes et les outils de mise en œuvre de la démarche

- Initier la démarche
- Identifier les enjeux et les opportunités pour l'entreprise

**Étude de cas** : présentation de diagnostics développement durable et analyse des priorités d'action qui ont été proposées

- Mettre en œuvre la conduite de la démarche
- **Partage d'expériences** : échange sur les conditions de mise en œuvre du développement durable

#### Communiquer sur les indicateurs et sur les actions engagées

**Identifier les objectifs d'une communication interne et externe**  
**Concevoir le rapport de développement durable**

**Étude de cas** : présentation et analyse commentée de documents issus de démarches conduites par des entreprises

**Plan d'action personnel** : identification des actions prioritaires à mettre en œuvre dès le retour en situation professionnelle

### Quiz aval

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de définir, de mettre en œuvre et de suivre les actions clés permettant à votre entreprise de poursuivre son activité selon les fondements du développement durable.**

3 jours

21 heures

Code 40045

Paris		
9 au 11	mars	2016
20 au 22	juin	2016
17 au 19	octobre	2016

Tarif HT : 1 850 € - repas inclus

# Achats et marchés publics responsables

Rédiger les clauses éco et socioresponsables de ses marchés

**Les nouvelles directives marchés publics encouragent les achats socio-responsables : cycle de vie du produit, label... Ces dispositions permettent de traduire ces préoccupations et de réaliser ainsi des achats respectueux de l'environnement, éthiques et économiques.**

## OBJECTIFS

- Identifier les notions et les enjeux du développement durable.
- Insérer les objectifs de développement durable dans ses marchés publics à tous les stades de la procédure.
- Définir le cadre et les acteurs du développement durable.

## PRÉREQUIS

Connaître les règles des marchés publics ou avoir suivi " L'indispensable des marchés publics " (code 71168 sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Directeurs des cellules achats/marchés
- Acheteurs publics
- Toute personne impliquée dans le processus d'achat public

## ANIMATEUR

Yves-René GUILLOU  
Avocat à la cour  
EARTH Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

#### Identifier les objectifs du développement durable dans les marchés publics

##### Définir la notion

- Les considérations environnementales
- Le développement de la socioresponsabilité
- La promotion de l'innovation technologique

#### Maîtriser le cadre national du développement durable

##### Identifier les sources disponibles

- Les textes à connaître
- Le plan national d'action pour des achats publics durables
- Les différents guides

##### Définir les acteurs du développement durable

**Exercice d'application** : trouver les bons outils et savoir utiliser les instruments de manière pertinente, afin de maîtriser les enjeux du développement durable

#### Réussir l'insertion des notions d'éco et socio-responsabilité dans les marchés publics

##### Définir ses besoins

- L'obligation de l'article 5 du Code des marchés publics
- Les objectifs par catégories de produits

##### Maîtriser la rédaction du cahier des charges

- Les obligations contractuelles de l'article 14

- Les écolabels
- La position du juge administratif
- **Rédiger un appel d'offres en tenant compte du développement durable**

- L'ouverture aux partenaires
- Les moyens de favoriser les petites et moyennes entreprises (PME)
- Le contrôle des capacités de l'entreprise
- La réservation des marchés à certaines entreprises

#### Sélectionner les candidats en fonction des considérants du développement durable

- Le critère de performance de l'article 53
- Le droit de préférence à équivalence d'offres
- La sélection d'offres anormalement basses
- Les variantes écologiques
- Les offres inacceptables
- Les risques de discrimination

**Exercice d'application** : rédaction d'un cahier des charges tenant compte des objectifs de développement durable

#### COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous connaîtrez toutes les astuces pour rédiger votre cahier des charges, en tenant compte des objectifs de développement durable.**

2 jours

14 heures

Code 71108

Paris		
1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
20-21	septembre	2016
22-23	novembre	2016

Tarif HT : 1 430 € - repas inclus

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTION RESPONSABLE ET ÉQUITABLE DE L'EMPLOI ET DES CARRIÈRES

## Risques psychosociaux au travail

Diagnostic, plan d'action et suivi

L'amélioration des conditions de travail des collaborateurs doit être une préoccupation constante de l'entreprise, car des salariés bien dans leur peau contribuent à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité. Pour cela, il convient de mettre en place des mécanismes qui permettent de détecter les signes de souffrance au travail et d'impliquer l'ensemble des acteurs dans une démarche de prévention des risques psychosociaux.

### OBJECTIFS

- Mesurer les enjeux de la prévention des risques psychosociaux au travail.
- Construire des indicateurs d'alerte.
- Identifier les actions de prévention possibles.

2 jours / 14 heures

Code 10074

Paris		
24-25	mars	2016
9-10	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

## Gestion des compétences

Diagnostiquer les compétences disponibles

L'évolution des organisations et des modes de pilotage incitent fortement les managers et les équipes à consolider régulièrement le contenu de leur métier et de leur pratique professionnelle. Aussi, savoir diagnostiquer puis transmettre les compétences clés, est devenu une nécessité stratégique pour les entreprises. Il appartient ainsi à la fonction RH de mettre en place à travers la GPEC, des actions qui favorisent une gestion proactive des compétences stratégiques.

### OBJECTIFS

- Mettre en place une véritable méthodologie pour anticiper ses besoins en compétences et définir un référentiel propre à l'entreprise.
- Maîtriser les outils d'évaluation des compétences.
- Articuler au mieux gestion des compétences et plan de formation.

2 jours / 14 heures

Code 10027

Paris		
8-9	février	2016
24-25	mai	2016
13-14	octobre	2016
10-11	janvier	2017

Tarif HT : 1 285 € - repas inclus

## Management intergénérationnel

Donner du sens et fédérer les générations autour de buts communs

Dans 10 ans, les digital natives représenteront 75% de la population active. La génération Y révolutionne d'ores et déjà la vie en entreprise en remettant en cause tant les pratiques managériales que la place du travail dans leurs priorités. Face à eux, des salariés en milieu ou fin de carrière, attachés à des valeurs fortes et à des pratiques éprouvées. Réussir à manager des équipes intergénérationnelles, trouver les leviers pour la mise en place d'un effort commun, sont des enjeux clés pour tout manager.

### OBJECTIFS

- Favoriser la collaboration et les synergies intergénérationnelles.
- Adapter son management aux générations présentes dans son équipe.
- Développer coopération, engagement et fidélisation de toutes les générations.

2 jours / 14 heures

Code 51093

Paris		
14-15	mars	2016
6-7	juin	2016
3-4	octobre	2016

Tarif HT : 1 310 € - repas inclus

## Manager en incarnant des valeurs et une vision

Développer un management porteur de sens

Tout manager expérimenté a déjà eu l'occasion de se former et d'asseoir ses compétences. Pourtant, prendre le temps de faire le point, de clarifier ses fonctions et de développer sa vision lui permet de revaloriser ses responsabilités. Être porteur de sens, favoriser l'autonomie de ses collaborateurs et connaître ses points forts permettent d'aller vers plus de performance.

### OBJECTIFS

- Éprouver ses pratiques managériales.
- Acquérir des outils pour prendre du recul, diriger en incarnant une vision et donner du sens.
- Découvrir les compétences du méta-leader.

2 jours / 14 heures

Code 51068

Paris		
17-18	mars	2016
30-31	mai	2016
20-21	septembre	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 330 € - repas inclus

Retrouvez les programmes complets sur [www.efc.fr](http://www.efc.fr)

# PARTENARIAT EFE - INSAVALOR



Fortes de leurs expériences respectives pour apporter aux entreprises le savoir-faire opérationnel dont elles ont besoin, INSAVALOR et EFE s'associent en 2016 pour compléter leurs offres.

L'INSA de Lyon, situé sur le Campus LyonTech la Doua à Villeurbanne, est l'une des plus grandes Écoles d'ingénieurs françaises. Chaque année, elle délivre plus de 1 400 diplômes dont près de 1 000 ingénieurs, 130 thèses, 250 masters, 75 mastères spécialisés. L'INSA de Lyon, c'est plus de 1 000 collaborateurs dont 770 enseignants-chercheurs. Avec ses 21 laboratoires de recherche, l'école possède une envergure scientifique internationalement reconnue et constitue l'un des plus puissants complexes français de recherche positionné en réponse à des enjeux sociaux-économiques.

Créée en 1988, INSAVALOR est la filiale de Recherche & Développement, Valorisation et de Formation Continue de l'INSA de Lyon. Promoteur actif de la recherche de l'INSA de Lyon, INSAVALOR favorise les relations entre les laboratoires et les entreprises en quête de solutions technologiques, de compétences et de formations pour leurs projets innovants.

INSAVALOR, c'est une offre globale aux entreprises dans les 6 grands domaines de compétences de l'école : Matériaux, Mécanique, Énergie - Environnement - Urbanisation Durable, Sciences et technologies de l'information, Chimie - Biologie - Santé, Micro - nanotechnologies - Électronique. L'offre de formation continue est fortement basée sur la recherche et l'innovation et s'appuie sur l'expertise et les savoir-faire de l'INSA de Lyon et d'un réseau de partenaires.

#### INSAVALOR propose :

- 400 formations inter-entreprises de courte durée ciblées,
- des formations intra-entreprises,
- des actions sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise,
- des actions diplômantes et certifiantes : Manager de Projet Industriel (Titre RNCP Niveau II), 6 certificats professionnels FFP,
- des formations " Advanced R&D Training "
- des préparations aux certifications professionnelles : COFREND, CAMARI, ACQPA, CEFRAFOR/CFPC, ASNT...
- de l'ingénierie pédagogique et du transfert de compétences à l'international
- des formations réalisables dans le cadre de VAE / CPF / CPI
- des modules de formation à distance,
- un dispositif d'accueil individualisé,
- une méthodologie d'ingénierie et d'appui pédagogique,
- la possibilité d'intervention sur mesure ou intra-entreprise sur l'ensemble de l'offre.

**INSAVALOR, la passerelle entre les besoins des entreprises et les compétences de laboratoire de l'INSA de Lyon**

[www.insavalor.fr](http://www.insavalor.fr)

L'offre de formation continue est fortement basée sur la recherche et l'innovation : les champs d'intervention d'INSAVALOR s'appuient sur l'expertise et les savoir-faire de l'INSA de Lyon et d'un réseau de partenaires afin de développer une offre large d'actions de formations dans tous les domaines des sciences de l'ingénieur.

## Valorisation des déchets

Matières premières et énergie

### OBJECTIFS

- Concevoir et évaluer un projet d'utilisation de déchets comme combustible ou matière première secondaire

### PRÉREQUIS

Connaissances équivalentes au niveau 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur scientifique et technique.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsable environnement dans l'industrie, un syndicat professionnel ou un centre technique supérieur scientifique et technique
- Cadres du BTP
- Exploitant d'installation de valorisation de déchets

### ANIMATEUR

Jacques MEHU  
Expert de POLDEN-INSAVALOR, du CSTB  
et de l'INSA de Lyon (URGC)

### PROGRAMME

- Échéances réglementaires et perspectives dans le domaine des déchets et des produits de construction
- La 3<sup>ème</sup> exigence de la Directive Produits de Construction : hygiène, santé et environnement
- Classification et typologie des grands gisements de déchets
- État des besoins en matériaux dans le BTP
- Identification de MPS potentielles
- Retour d'expérience de l'élaboration de matériaux innovants à base de MPS
- Les outils d'évaluation environnementale et sanitaire
- Le bilan de l'évaluation au moyen de l'analyse multicritère au sens du développement durable

*Perfectionnement*

**2**  
jours

**14**  
heures

Villeurbanne

Dates nous consulter

Tarif HT : 1 068 € - repas inclus

Code 01003

## Santé et environnement

Évaluation des filières de traitement de déchets

### OBJECTIFS

- Améliorer sa compréhension des données d'écotoxicologie.
- Valoriser ses données environnementales.
- Valider l'efficacité des procédés de traitement de sols de façon innovante.
- Découvrir les méthodes d'évaluation de l'écocompatibilité de valorisation de déchets en scénario.
- Faire le point sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux déchets.

### PRÉREQUIS

Connaissances équivalentes au niveau 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur scientifique et technique.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Consultants en environnement
- Professionnels du déchet

### ANIMATEUR

Christine BAZIN  
Expert de POLDEN-INSAVALOR

### PROGRAMME

#### Point réglementaire sur l'évaluation des risques liés aux déchets pour la santé et l'environnement

- Écotoxicologie
- Présentation des principes fondamentaux
- Les données écotoxicologiques : outils de gestion environnementale

#### Exemples d'application

#### Écocompatibilité des déchets en scénario

- Présentation du concept
- Étude de cas concrets

#### Évaluation sanitaire

- Rappel des mécanismes d'action des toxiques
- Évaluation des risques sanitaires des ICPE : cas des usines d'incinération
- Évaluation des risques sanitaires des sites et sols pollués

*Perfectionnement*

**1**  
jours

**7**  
heures

Villeurbanne

22 novembre 2016

Tarif HT : 554 € - repas inclus

Code 01004



## A.P.R. : analyse préliminaire des risques

### ● OBJECTIFS

- Maîtriser une méthodologie et des outils performants d'analyse de risques préliminaires.
- Identifier tous les risques aux postes de travail, les hiérarchiser et proposer des actions correctives ou préventives.
- Être capable de faire évoluer un cahier des charges clients comportant des risques en intervention.
- Rédiger le Document Unique

### ● PRÉREQUIS

Aucun prérequis n'est nécessaire pour suivre cette formation.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables en hygiène sécurité, cadres et ingénieurs, techniciens chargés de rédiger ou de participer à la rédaction de plan de prévention

### ● ANIMATEUR

Jean-Marc PILLLOT  
Consultant Qualité - Sécurité - Environnement

### PROGRAMME

*Initiation*

#### Présentation de la méthodologie A.P.R.

- Pourquoi une méthode et intérêts
- Domaines concernés
- Les sept étapes de la méthode
- **Exposé de chaque étape en détail avec les outils correspondants**
- Constitution du groupe de travail
- Formulation du constat et des objectifs
- Identification des risques
- Hiérarchisation des risques
- Analyse détaillée des risques
- Actions préventives et correctives
- Négociation client et prise de décision sur les risques

#### Réglementation

- Directive européenne (89/391/CEE)
- Code du travail (articles L. 230-2 et R. 230-1)
- Décret d'application (2001-1016 du 5/11/01) : A.P.R., document unique, plan d'action
- **Étude de cas** : travail en sous-groupes sur des cas réels d'entreprise apportés par les participants et/ou l'animateur
- **Exercice d'application** : rédaction des analyses de risques aux postes de travail - Document unique
- **Débriefing avec les participants**

**2**  
jours

**14**  
heures

Villeurbanne

15-16 septembre 2016

Tarif HT : 1 058 € - repas inclus

Code 01003

## Sécurité des équipements de travail

### ● OBJECTIFS

- Mettre en œuvre la directive machine : équipements et installations neuves ou d'occasion, analyses de risques et audits.
- Étudier toutes les possibilités techniques et/ou opérationnelles.

### ● PRÉREQUIS

Avoir une expérience professionnelle.

### ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et techniciens des services études, méthodes, maintenance, SAV, qualité, fabrication
- Chefs de projets

### ● ANIMATEUR

Gilles MARTIGNONI  
Consultant Ingénierie et méthodes de maintenance

### PROGRAMME

*Perfectionnement*

#### Les obligations réglementaires

- Les directives et décrets
- Les prescriptions techniques
- **Les normes**
- Conception
- Évaluation et estimation du risque
- Composants de SÉCURITÉ
- **Les EPI**

#### Principes d'analyse de risques

- Les directives et décrets
- Méthode AMDEC
- Méthode IDAR
- **Les inspections périodiques obligatoires**
- Conception et mise en œuvre des modifications

**2**  
jours

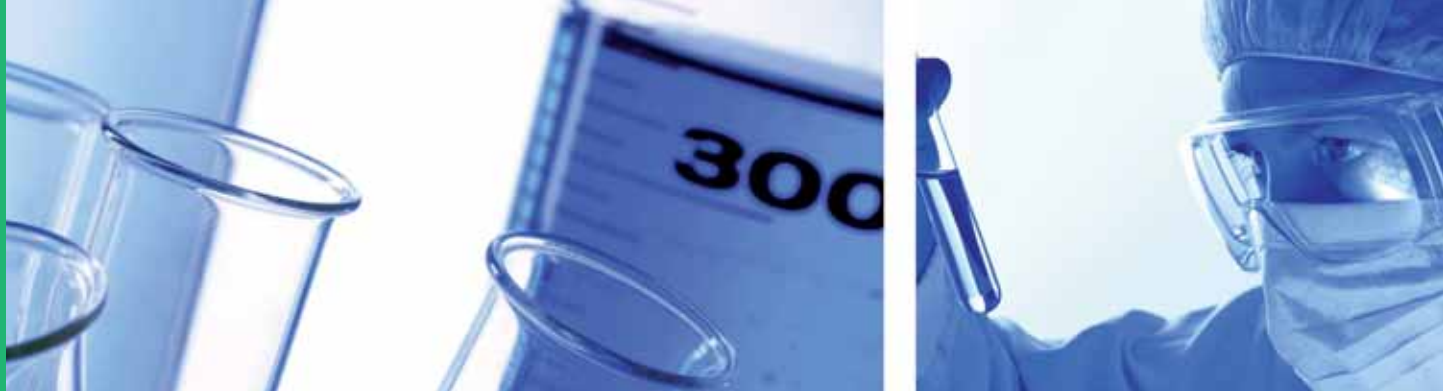
**14**  
heures

Villeurbanne

22-23 novembre 2016

Tarif HT : 1 058 € - repas inclus

Code 01005



# Fonctionnement des systèmes industriels

## Fiabilité et sûreté

### OBJECTIFS

- Connaître les notions de base, les méthodes et les outils permettant d'évaluer la fiabilité et la sûreté de fonctionnement des systèmes industriels, des plus simples aux plus complexes.
- Vous informer sur les domaines d'application.
- Comprendre ou introduire des clauses de fiabilité / sûreté de fonctionnement dans des contrats.

### PRÉREQUIS

Notions de statistiques souhaitées.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Concepteurs ou exploitants d'installations ou de moyens de production
- Ingénieurs ou techniciens des services méthodes production maintenance

### ANIMATEUR

Jean FAUCHER

Consultant et expert en fiabilité et sûreté de fonctionnement

### PROGRAMME

#### Les concepts

Sûreté de fonctionnement  
Fiabilité, défiabilité, taux de défaillance, lois de mortalité  
La fiabilité des composants mécaniques et électroniques  
De la fiabilité à la disponibilité dans le cas des systèmes réparables (maintenabilité, disponibilité)  
Relations entre les différents paramètres (MTBF, MTTR, disponibilité)

#### Les systèmes industriels

Évaluation de la fiabilité et de la disponibilité des systèmes série et parallèle  
Les redondances et leur dimensionnement  
Évaluation de la fiabilité et de la disponibilité des systèmes complexes

#### Les méthodes et outils d'analyse de la sûreté de fonctionnement

Analyse préliminaire des risques  
Analyse des modes de défaillance et de leurs effets (AMDE/AMDEC)  
Les combinaisons de pannes et arbres de défaillance  
Les diagrammes de fiabilité  
Les graphes d'états (graphes de Markov)  
**Les aspects économiques**  
Incidence sur la conception des équipements  
Les coûts de maintenance, coût de cycle de vie, durabilité  
Les clauses contractuelles de sûreté de fonctionnement dans les cahiers des charges  
Le remplacement des matériels  
Les stocks de pièces de rechange

*Perfectionnement*

**3**  
jours

**21**  
heures

Code 01007

#### Villeurbanne

22 au 24	mars	2016
15 au 17	novembre	2016

Tarif HT : 1 521 € - repas inclus

# AMDEC maintenance

### OBJECTIFS

- Identifier les objectifs et principes de l'AMDEC Maintenance.
- Maîtriser les étapes et les outils de l'AMDEC Maintenance.
- En tirer tous les enseignements possibles.

### PRÉREQUIS

Expérience industrielle, formation technique

### PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables et techniciens des services études, méthodes, maintenance, SAV, qualité, fabrication
- Chefs de projets

### ANIMATEUR

Gilles MARTIGNONI

Consultant Ingénierie et méthodes de maintenance

### PROGRAMME

- Objectifs et principes de l'AMDEC
- Spécificités de l'AMDEC Maintenance
- Positionnement de l'AMDEC Maintenance et de la MBF dans la démarche maintenance
- Préparation de l'étude (dossier machine et constitution du groupe de travail)
- Rappels de fiabilité : MTBF, MTTR, disponibilité et TRS
- Élaboration d'une grille de cotation adaptée au contexte des entreprises et définition du seuil de criticité (méthodes DOS, 3-5-15 et des taux de défaillances)
- Analyse fonctionnelle

- Identifier les défaillances réelles ou potentielles de l'équipement
- Analyse d'historique
- Banques de données
- Déterminer les causes
- Définir la gravité des conséquences des défaillances par une analyse qualitative
- Quantifier les risques (prévisionnel/réel)
- Plan d'actions correctives et/ou préventives : évaluer l'efficacité prévisionnelle des actions, validation de ces actions
- La démarche MBF

*Perfectionnement*

**2**  
jours

**14**  
heures

Code 01009

#### Villeurbanne

30-31	août	2016
-------	------	------

Tarif HT : 1 088 € - repas inclus

## Thermique du bâtiment

### OBJECTIFS

- Acquérir ou actualiser vos connaissances sur la théorie, les technologies et les outils relatifs aux calculs des consommations énergétiques des bâtiments et les technologies permettant de réaliser des économies et améliorer le confort thermique.

### PRÉREQUIS

Niveau BAC scientifique ou technique

### PUBLIC CONCERNÉ

- Techniciens ou ingénieurs de bureaux d'études
- Maîtres d'ouvrage

### ANIMATEUR

Joseph VIRGONE  
Enseignant des GCU/INSA  
Enseignant de l'IUT de Génie civil  
UNIVERSITÉ LYON 1  
Architecte et professionnel de bureau d'étude

### PROGRAMME

*Perfectionnement*

#### Bases théoriques de transfert de chaleur et de masse

- Conduction, rayonnement, convection
- Définition des grandeurs : coefficients de transmission surfacique, résistances thermiques, ponts thermiques, échanges superficiels
- Apports gratuits
- Bilan thermique d'un local
- Échanges aérauliques
- Condensations
- La réglementation thermique RT 2012

#### Bases technologiques

- Les isolants
- Les vitrages
- L'inertie thermique
- La ventilation
- Les systèmes de chauffage et de conditionnement d'air

- La régulation
- Bâtiment à Haute Qualité Environnementale
- DPE (Diagnostic de Performance Énergétique)
- Réhabilitation des bâtiments
- Les outils d'aide au calcul et à la compréhension des phénomènes physiques**
- CODYMUR : transferts de chaleur dans un mur
- KALIBAT : calcul des coefficients de transmission linéiques des ponts thermiques
- PLEIADE-COMFIE : simulation du comportement thermique dynamique des bâtiments
- Logiciel climawin de calcul réglementaire

4,5 jours

32 heures

Villeurbanne

20 au 24 juin 2016

Tarif HT : 2 126 € - repas inclus

Code 01001

## Simulation thermique en régime dynamique des bâtiments

Utilisation du logiciel TRNSYS

### OBJECTIFS

- Acquérir, à travers l'utilisation du logiciel TRNSYS, les connaissances nécessaires à une bonne pratique de la simulation thermique dynamique (fonctionnalités, limites d'utilisation, possibilités).

### PRÉREQUIS

Avoir suivi une formation d'initiation en énergétique du bâtiment, comme par exemple " Thermique du bâtiment " (code 01001 p. 527) ou posséder une expérience équivalente dans le domaine.

### PUBLIC CONCERNÉ

- Techniciens ou ingénieurs de bureaux d'études
- Maîtres d'ouvrage
- Assistants à maître d'ouvrage

### ANIMATEUR

Frédéric KUZNIK  
Enseignant du centre de Thermique de LYON  
Unité inter-établissement INSA / UCB / CNRS  
(UMR 5008)

### PROGRAMME

*Expertise*

#### Éléments de modélisation thermique des bâtiments en régime dynamique

- Rappels et principes de base
- Modélisation par schéma bloc
- Panorama des outils de simulation thermique dans le domaine du bâtiment
- Prise en main de l'interface de TRNSYS V16**
- Interface studio
- Un exemple simple pour commencer
- Utilisation du type 56 (modèle de bâtiment)
- L'aide à la création d'un modèle bâtiment
- La saisie des données : parois opaques, vitrages, apports internes, chauffage et climatisation
- Les sorties du type 56
- Connexion avec des types de la bibliothèque

#### Utilisation des Modèles de systèmes

- Les principaux modèles de la bibliothèque
- Couplage bâtiment système
- Mini projet TRNSYS**
- Sur un projet simple, montrer l'intérêt d'utiliser un logiciel de simulation en régime dynamique

3 jours

21 heures

Villeurbanne

7 au 9 septembre 2016

Tarif HT : 1 452 € - repas inclus

Code 01002



**Robert BIEWER**  
Responsable du secteur  
International

L'Europe est la première destination des entreprises françaises à l'international. Si les investissements qu'elles y réalisent bénéficient de solides garanties en matière juridique, fiscale et sociale, il n'en est pas de même sur les marchés émergents où leur marge de progression est encore plus grande.

## ÉDITO

Le récent dégel des relations diplomatiques avec l'Iran leur ouvre, à cet égard, des perspectives intéressantes dans des secteurs où le savoir-faire de l'industrie française est très largement reconnu : l'énergie, les transports, l'agroalimentaire ou encore l'automobile.

Toutes ces opportunités doivent s'accompagner de précautions destinées à garantir la sécurité juridique de vos investissements. Nos formations dédiées à l'International offrent à vos collaborateurs les connaissances techniques qui leur permettront de négocier efficacement avec les partenaires étrangers.

## 3 QUESTIONS À L'EXPERT

**" Il est recommandé aux investisseurs étrangers de mettre en place des mesures de protection de leurs droits en propriété intellectuelle "**



**Zhen HUANG**  
Avocat Associé  
UGGC AVOCATS (Shanghai)

Les investisseurs étrangers peuvent-ils investir dans tous les secteurs en Chine ?

Le Catalogue d'Investissements étrangers publié par le gouvernement chinois classe les projets en trois catégories : interdit, restreint ou encouragé. Ainsi, les secteurs comme celui des nouvelles technologies ou de l'agroalimentaire sont des secteurs encouragés, bénéficiant de réglementations plus favorables, notamment fiscales ; alors que les activités telles que l'exploration de certaines mines, la presse ou l'édition sont interdites.

Quelles sont les protections élémentaires à envisager avant l'investissement en Chine ?

Avant toute implantation ou investissement en Chine, il est recommandé aux investisseurs étrangers de mettre en place des mesures de protection de leurs droits en propriété intellectuelle, en procédant aux enregistrements de ces droits sur le territoire chinois, tels que dessins, marques et brevets. Il est également recommandé de prévoir des dispositifs d'ordre contractuel pour protéger ces droits et éviter toute contrefaçon possible.

Quelles sont les particularités du droit chinois s'agissant des contentieux ?

Une des particularités réside dans le fait que le juge souvent n'accorde pas de dommages et intérêts s'ils n'ont pas été prévus dans le contrat, ou encore le fait que l'arbitrage ad hoc ne soit pas reconnu en Chine continentale. Il est recommandé de prendre des précautions lors de la rédaction d'un contrat, afin d'assurer l'application adéquate des clauses contractuelles lors d'un litige entre les parties.



DROIT SOCIAL - RH - FORMATION  
DROIT DES AFFAIRES  
FINANCE - GESTION  
COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION - AUDIT  
FISCALITÉ  
BANQUE - ASSURANCE  
IMMOBILIER - CONSTRUCTION  
ENVIRONNEMENT  
SÉCURITÉ  
ÉNERGIE

# INTERNATIONAL

## 38

FORMATIONS



## TÉMOIGNAGE

*Conseil en stratégie patrimoniale, je souhaitais me perfectionner en fiscalité internationale du patrimoine. J'ai apprécié de pouvoir mettre à jour mes connaissances sur la notion de résident et sur les conventions fiscales. Par ailleurs, la méthodologie proposée par l'animateur m'est d'ores et déjà utile dans mon quotidien.*

**Julien VERILLON**

Gérant Associé  
ALTEA PATRIMOINE

Participant à la formation " Fiscalité internationale du patrimoine "  
p. 537



# SOMMAIRE



## NOUVEAU

Vos métiers évoluent, notre offre de formation aussi !



## BLENDED

Formation mixant présentiel et modalités distancielles



## ANGLAIS

Because it's the business language, let's train in english!



## HOMOLOGATION PAR LE CNB

Liste des formations homologuées par le CNB à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)



## SUPPORT ÉCRIT DÉMATÉRIALISÉ

Pour toutes les formations, support pédagogique dématérialisé et accessible en ligne pendant 6 mois

@ Programme à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## Formation longue

Maîtriser l'anglais juridique des affaires   534

## Droit international des affaires

Sécuriser un contrat de commerce international  532

Joint venture : choisir la forme juridique adaptée 140

Marchés de partenariat et concessions à l'international 532

Garanties financières dans un contexte international  533

Corruption 173

Maîtriser le droit des produits dérivés  359


Droit des affaires en Chine 533

Droit des contrats chinois 198

Maîtriser l'anglais juridique des affaires - Cycle long   534

Droit comparé des contrats anglais et français   534

English contracts and English companies law  535

Contracts under Common Law  535

Flux transfrontières de données personnelles 192

Transfert de technologie 196

## Fiscalité et finance internationales

Fiscalité internationale  536

TVA des opérations internationales  536

Conventions fiscales internationales  325

Transférer le siège social de son entreprise 325

Implanter une holding 320

Établissement stable 326

Prix de transfert  537

Rédiger sa documentation de prix de transfert 327

Fiscalité des transactions intra-groupe  319

Fiscalité internationale du patrimoine 537

Fiscalité des non-résidents 328

Expatriation et détachement  68

Maîtriser la pratique de la DEB 331

TVA des échanges internationaux de biens  332

TVA et douane 333

Pratiquer les procédures douanières - Niveau 1  335

Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières - Niveau 2 335

Gestion du risque financier à l'international 538

## Comptabilité à l'international

Lire et interpréter les états financiers américains  538

Maîtriser le reporting en US GAAP 539

English for Accounting and Finance  539

## Les formations en anglais

Anglais pour assistant(e) juridique  213

Négociation en anglais  202

Droit comparé des contrats anglais et français   534

Maîtriser l'anglais juridique des affaires - Cycle long   534

English contracts and English companies law  535

Contracts under Common Law  535

French business law in English  203

English for Accounting and Finance  539

# SOMMAIRE PAR NIVEAU

Droit international des affaires		Fiscalité et finance internationales		Comptabilité à l'international	Les formations en anglais	
Maitriser l'anglais juridique des affaires <b>Cycle long</b> p. 534	English contracts and English companies law p. 535	Fiscalité internationale p. 536	TVA et douane p. 333	Lire et interpréter les états financiers américains p. 538	Anglais pour assistant(e) juridique p. 213	English contracts and English companies law p. 535
		TVA des opérations internationales <b>Nouveau</b> p. 536	Pratiquer les procédures douanières <b>Niveau 1</b> p. 335		Négociation en anglais p. 202	French business law in English p. 203
		Fiscalité internationale du patrimoine p. 537	Gestion du risque financier à l'international p. 538		Maitriser l'anglais juridique des affaires <b>Cycle long</b> p. 534	
Joint venture : choisir la forme juridique adaptée p. 140	Droit comparé des contrats anglais et français p. 534	Conventions fiscales internationales p. 325	Fiscalité des non-résidents p. 328	Maitriser le reporting en US GAAP p. 539	Droit comparé des contrats anglais et français p. 539	English for Accounting and Finance p. 539
Maitriser le droit des produits dérivés p. 359	Contracts under Common Law p. 535	Établissement stable p. 326	Maitriser la pratique de la DEB p. 331	English for Accounting and Finance p. 539	Contracts under Common Law p. 535	
Droit des affaires en Chine p. 533	Flux transfrontières de données personnelles p. 192	Prix de transfert p. 537	Perfectionner sa maîtrise des opérations douanières <b>Niveau 2</b> p. 335			
Droit des contrats chinois p. 198		Fiscalité des transactions intra-groupe <b>Nouveau</b> p. 319				
Sécuriser un contrat de commerce international p. 532	Corruption p. 173	Transférer le siège social de son entreprise p. 325	Expatriation et détachement p. 68			
Marchés de partenariat et concessions à l'international p. 532	Transfert de technologie p. 196	Implanter une holding p. 320	TVA des échanges internationaux de biens p. 332			
Garanties financières dans un contexte international p. 533		Rédiger sa documentation de prix de transfert p. 327				

INITIATION

PERFECTIONNEMENT

EXPERTISE

# Sécuriser un contrat de commerce international

Les techniques de négociation, de rédaction et d'exécution



**Un contrat de commerce international doit s'adapter à la diversité des situations économiques, des environnements culturels ou encore au profil de ses cocontractants. Si de nombreuses conventions internationales permettent d'encadrer et de sécuriser la relation contractuelle, il existe aussi de nombreuses règles impératives nationales que les parties se doivent de prendre en considération.**

## ● OBJECTIFS

- Garantir, dès la phase des négociations, la bonne exécution des contrats internationaux.
- Maîtriser les différentes techniques de rédaction de ces contrats.
- Prévenir et gérer les difficultés d'exécution et les risques de contentieux.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit des contrats ou avoir suivi " Maîtriser la pratique du droit des contrats " (code 20072 p. 151).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des affaires internationales
- Juristes et avocats
- Responsables commerciaux

## ● ANIMATEUR

Bruno de CAZALET  
Avocat Honoraire au Barreau de Paris  
CAZALET CONSULT

## PROGRAMME

Expertise

### Module e-learning : initiation au droit des contrats

#### Maîtriser la technique contractuelle internationale dès la phase des pourparlers

Définir les critères d'internationalisation des contrats et les spécificités des contrats internationaux  
Identifier les risques spécifiques des contrats internationaux

- Les risques financiers
- Les clauses de pénalités et de dommages et intérêts
- Les risques d'imprévision, d'instabilité juridique, les risques politiques...
- Les risques contractuels et fiscaux

#### Tirer le meilleur parti des négociations

**Exercice d'application** : recherche d'informations sensibles

#### Définir l'architecture d'un contrat international

- Liberté contractuelle internationale et ordre public national/international
- L'utilisation des conventions internationales
- Choisir la loi applicable et les Incoterms
- Choisir des modèles de contrat

**Exercice d'application** : prise en mains d'un modèle CCI de vente internationale de produits manufacturés destinés à la revente et d'un modèle FIDIC de contrat de construction clé en mains

### Réussir l'exécution et la sortie des contrats internationaux

Négocier les clauses essentielles pour assurer la bonne exécution des contrats

- Les différentes clauses de paiement et de garantie de paiement
- La gestion du risque de change
- Les clauses de responsabilité
- Les clauses liées à l'imprévision et au hardship

#### Sortir d'un contrat de commerce international

- Clause de résiliation
- Clauses de retrait dans les joint ventures
- Clauses de sortie et d'exclusion

#### Identifier les clauses de prévention et de règlement des litiges

- Règlement pré ou para-contentieux
- Le choix du juge compétent
- Mesurer le risque de conflit de juridictions et choisir le meilleur forum
- Intérêt de prévoir une clause d'arbitrage et la rédiger

**Exercice d'application** : rédaction et comparaison de clauses ; clauses pathologiques et clauses efficaces

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de sécuriser contractuellement une transaction internationale.

2 jours 14 heures

Code 20016

Paris		
21-22	mars	2016
30 juin-1 <sup>er</sup> juillet		2016
3-4	octobre	2016
8-9	décembre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus

# Marchés de partenariat et concessions à l'international

Sécuriser ses contrats de grands projets internationaux d'infrastructures

**Identifier les grands projets qui méritent de l'intérêt et conquérir de nouvelles opportunités de marchés internationaux requièrent une stratégie d'ensemble sur les risques pays et leur évolution qui doit être correctement pris en compte dans tous les contrats encadrant le projet. Car il s'agit de réaliser un projet gagnant-gagnant pour les différentes parties et de réunir par là-même les conditions de la réussite.**

## ● OBJECTIFS

- Évaluer la réussite de son projet international et déterminer sa stratégie de négociation.
- Cerner le cadre juridique des grands projets internationaux.
- Rédiger clause par clause un contrat complexe d'infrastructure de service public en Concession ou en marchés de partenariat.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en droit international des affaires ou avoir suivi " Sécuriser un contrat de commerce international " (code 20016 p. 532).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables des affaires internationales
- Juristes et avocats

## ● ANIMATEUR

Marc FRILET  
Avocat au Barreau de Paris  
FRILET - SOCIÉTÉ D'AVOCATS  
Chair Management Committee GCILA, responsable groupe de travail PPP IFEJI/barreau de Paris  
Coresponsable du groupe de travail PPP CICA

## PROGRAMME

Expertise

### Déterminer en amont sa stratégie de négociation pour réussir la mise en place d'un grand projet international

- Évaluer correctement le projet retenu : les approches modernes de Due Diligence globale : techniques et mise en œuvre efficace
  - Proposer des conditions ou clauses contractuelles optimisées et acceptables dans une stratégie de négociation adaptée au projet et à la culture locale : les hiérarchiser
- Étude de cas** : analyse d'une décennie de projets de privatisation d'infrastructures publiques aux résultats mitigés et les leçons à en tirer

### Le cadre juridique d'un grand projet international de PPP à paiement par l'usager : analyser et rédiger les familles de clauses les plus originales des grands projets internationaux à financement privé

- Les clauses particulières reflétant les obligations de base
- Les clauses facilitant l'adaptation permanente des services aux besoins
- Les clauses prévoyant des garanties particulières apportées par les partenaires
- Les clauses facilitant la prévention et la résolution des litiges
- Les clauses particulières relatives à la fin du contrat

**Exercice d'application** : négociation d'un projet PPP dans un pays émergent et rédaction de ses principales clauses

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en place les aspects juridiques de vos grands projets internationaux d'infrastructures.

2 jours 14 heures

Code 20122

Paris		
13-14	juin	2016
15-16	décembre	2016

Tarif HT : 1560 € - repas inclus

# Garanties financières dans un contexte international

Choisir la solution la plus adaptée



Les entreprises amenées à vendre ou à acheter des marchandises à l'étranger doivent impérativement sécuriser leurs opérations afin de se prémunir contre tout risque de non-paiement ou d'un défaut de livraison en prenant une garantie.

## OBJECTIFS

- Identifier et mettre en place les principales garanties.
- Déterminer le rôle des différents intervenants.
- Maîtriser et limiter les risques de contentieux.

## PRÉREQUIS

Avoir suivi " Pratique du droit bancaire " (code 92032 p. 357).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes
- Responsables des engagements
- Responsables département international

## ANIMATEUR

Frédéric LEPLAT  
Avocat à la Cour  
DBB LAW

## PROGRAMME

Expertise

### Quiz amont

#### Identifier l'ensemble des garanties possibles et à venir

- Recourir à l'acte de cautionnement
- Utiliser la garantie à première demande et la contre-garantie
- Se couvrir par des garanties contractuelles

#### Intégrer la réforme du droit des sûretés

- Les objectifs de la réforme
- Les impacts de la réforme sur les garanties

#### Identifier le droit applicable selon le type de garantie choisie

##### Droit du contrat ou de la garantie

- Étudier la solution proposée par la Convention de Rome et par les instances de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- Étude de cas : analyse des différentes brochures de la CCI
- Mesurer les avantages et inconvénients d'une clause d'élection de droit convenue a priori

#### Analyser le lien entre le droit applicable et le régime juridique

- Le fonctionnement de la garantie soumis au droit choisi
- Exercice d'application : rédaction de différentes garanties
- Les conséquences en droit français : analyse des différents rapports juridiques

### Mettre en jeu la garantie

- L'appel en garantie fonction du droit applicable
- L'appel en garantie fonction de la nature de la garantie : analyse de chaque garantie
- Éviter les litiges potentiels
- Étude de cas : étude de la jurisprudence sur l'appel en garantie et repérage des sources éventuelles de litiges
- Mesurer l'utilité d'une clause d'arbitrage
- Connaître la compétence des tribunaux : analyse des règles internationales de compétence
- Surmonter les problèmes liés à la détermination du droit applicable
- Partage d'expériences : échanges entre participants afin de tirer les enseignements des mesures prises pour certaines garanties face à des risques potentiels. Réflexion sur les mesures complémentaires à prendre après la formation

### Quiz aval

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de choisir le type de garantie adapté à votre contrat commercial.

1 jour

7 heures

Code 92030

Paris

7	juin	2016
16	décembre	2016

Tarif HT : 995 € - repas inclus

# Droit des affaires en Chine

Bénéficier d'un panorama complet des règles applicables

Pour faire face à une croissance économique galopante, le droit chinois fait constamment l'objet de réformes en profondeur, que ce soit le nouveau droit des sociétés, la réforme des contrats de travail ou encore l'impôt sur les sociétés. Aujourd'hui, il est indispensable de faire le point sur l'évolution du droit des affaires chinois pour les entreprises implantées sur place ou souhaitant nouer des relations commerciales avec la Chine.

## OBJECTIFS

- Disposer d'un outil complet pour maîtriser les principales règles du droit des affaires chinois.
- Sélectionner ses partenaires et suivre ses contrats.
- Rédiger les contrats avec ses partenaires et se protéger efficacement.

## PRÉREQUIS

Être confronté dans sa pratique au droit des affaires chinois.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables de projets internationaux
- Responsables juridiques et juristes
- Toute personne impliquée dans des partenariats avec la Chine

## ANIMATEUR

Zhen HUANG  
Avocat Associé  
UGGC AVOCATS (Shanghai)

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Mettre en place une structure en fonction des axes de croissance choisis

- Déterminer les enjeux de l'investissement en capital
- Étude de cas : création d'une société ayant vocation à opérer une unité de production, une activité de sourcing et un réseau local de distribution
- Développer un partenariat commercial
- Étude de cas : analyse d'un contrat pour la commercialisation de produits importés en Chine
- Mettre en place un réseau de distribution
- Étude de cas : négociation d'un contrat de bail pour une boutique

### Croissance externe : négocier et rédiger ses accords en toute sécurité

- Mener à bien une négociation en tenant compte des spécificités locales
- Audit juridique : réflexes et pièges à éviter
- Structurer la transaction et connaître les limites imposées par le droit chinois à la liberté contractuelle

### Restructurer ses investissements

- Anticiper et gérer les problématiques liées à la fermeture de sites
- Les spécificités liées à la fusion de filiales
- Cession d'actifs intra-groupe

### Protéger son savoir-faire

- Identifier les précautions à prendre pour protéger ses droits de propriété intellectuelle
- Protéger son savoir-faire ou sa technologie dans un contrat de licence de technologie
- Étude de cas : analyse d'un contrat de licence de technologie

### Mesurer les conséquences de ses choix sur les ressources humaines

- Fidéliser ses employés
- Gérer une procédure de licenciement
- Mise en place de règlements et procédures pour empêcher le recours aux pratiques commerciales illicites
- Étude de cas : démantèlement d'un système de commissions occultes mis en place à l'insu de la direction

### COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier rapidement les principaux enjeux juridiques de la vie des affaires en Chine et d'apporter des solutions tenant compte des spécificités de ce pays.

2 jours

14 heures

Code 2013

Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
28-29	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Maîtriser l'anglais juridique des affaires

Cycle long de perfectionnement des connaissances



Face à l'internationalisation du milieu des affaires, la maîtrise de la langue anglaise s'impose à tous et particulièrement aux juristes confrontés à un double défi : avoir une approche de droit comparé pour comprendre les différents systèmes juridiques anglo-saxons et assimiler les différentes terminologies juridiques en ayant conscience des faux amis et des différences de perception.

## OBJECTIFS

- Disposer d'un outil complet pour maîtriser l'anglais juridique des affaires.
- Cerner les systèmes juridiques anglo-saxons en comparaison avec les mécanismes français.
- Assimiler les termes pour négocier ses transactions en toute sécurité.

## PRÉREQUIS

Une bonne connaissance de l'anglais courant est requise, la totalité des exposés étant effectuée en anglais. Les termes et expressions juridiques utilisés sont expliqués au fur et à mesure.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes, avocats
- Toute personne impliquée dans des transactions en anglais

## ANIMATEURS

Olivier de COURCEL  
Avocat Associé inscrit aux Barreaux de Paris et de New-York, FERAL-SCHUHL / SAINTE-MARIE  
Julie MASSALOUX  
Avocate inscrite aux Barreaux de Paris et de New-York

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de manier les termes juridiques anglais que vous rencontrez dans vos négociations internationales.

# Droit comparé des contrats anglais et français

Maîtriser les spécificités de la Common Law



Rédiger un contrat de droit anglais se révèle un exercice périlleux pour le juriste français, tant il relève de concepts anglo-saxons radicalement différents de notre droit. Il est donc indispensable de maîtriser les règles de la Common Law pour " penser " son contrat selon les pratiques anglo-saxonnes.

## OBJECTIFS

- Maîtriser les spécificités du droit des contrats anglais par rapport au droit français.
- Cerner les principes juridiques anglais essentiels à la négociation et à la rédaction des clauses de conclusion, d'exécution et de fin du contrat.

## PRÉREQUIS

Cette formation implique une compréhension de l'anglais courant et juridique par les participants car les exposés sont à 80 % en anglais.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne travaillant sur des contrats anglais ou internationaux

## ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN  
Solicitor  
Maître de conférences à l'Université PARIS XII

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de maîtriser les techniques rédactionnelles propres aux contrats anglais.

## PROGRAMME

Initiation

### Quiz amont

#### MODULE 1 Business contracts law

Make yourself at ease with your contract negotiations in English

##### Before the contract

- Prepare the negotiation stage
- Be mindful of applicable rules
- Monitor the bargaining process

##### Forming a contract

- Validity and proof
- Express and implied terms
- Representations and warranties
- Liability and limitation clauses
- Specific versus standard terms
- Financial terms

##### Performing the contract

- Performance
- Breach and remedies
- Force majeure and hardship
- Terminating the contract

**Exercice** : correct poorly drafted clauses

##### Learn the language

- Drafting style
- Vocabulary and necessary nuances

**Exercice** : draft efficient clauses

##### Exercice d'intercession

4 jours 29,5 heures

Code 20118

### Paris

14-15 décembre 2015 et 18-19 janvier + 16 février\* 2016  
14-15 mars et 11-12 avril + 12 mai\* 2016  
10-11 octobre et 14-15 novembre + 7 décembre\* 2016  
15-16 décembre 2016 et 19-20 janvier + 22 février\* 2017

Tarif HT : 2 500 € - repas inclus

\*Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

Identifier les différences entre les grands principes du droit français et ceux de la Common Law

- Le droit commercial
- La pratique contractuelle
- Les mécanismes de la responsabilité

Rédiger des contrats anglais en toute sécurité juridique

- La notion d'"offer and acceptance"
- La notion de "consideration" en droit anglais
- La notion de "misrepresentation" en droit anglais
- Les clauses "subject to contract"
- Les notions de "express and implied terms"
- Les "conditions", "warranties" et "innominate terms"

**Exercice d'application** : rédaction des points clés d'une "letter of intent"

Cerner les différents types de contrats anglais et en maîtriser les effets

- Les "contracts"
- Les "deeds"
- L'effet relatif des contrats anglais face aux règles anglaises de "privity of contract"
- Le contrat "right of third parties Act" de 1999

2 jours 14 heures

Code 20080

### Paris

21-22 janvier 2016	25-26 août 2016
24-25 mars 2016	13-14 octobre 2016
23-24 juin 2016	8-9 décembre 2016
	26-27 janvier 2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

### MODULE 2 Company law

Learn the Basics of U.S. and U.K.

#### Company Law

A primer on US Business Structures

- Agency Law
- Partnerships
- Corporations (organization, formation, pre-incorporation contracts)
- Officers and Directors
- Shareholders
- Fundamental Corporate Changes

A primer on UK Business Structures

- Company and partnership
- The partnership (1890 Act)
- The limited partnership (1907 Act)
- Companies limited by shares
- Company Management
- Fundamental Company Changes

Focus on specifics through a comparative approach

**Exercice** : reviewing the main clauses of a shareholders agreement

### Quiz aval

Classe virtuelle d'1h30 de 11h à 12h30 (convocation à 10h30)

# English contracts and English companies law

Droit anglais des contrats et des sociétés



**Les juges anglais ont une tradition d'interprétation étroite des contrats comme des lois. Dès lors il est primordial pour le juriste qui manie le droit anglo-saxon des affaires, que ce soit dans le cadre de la négociation d'un contrat ou de la création d'une société, qu'il maîtrise les principales règles pour rédiger en toute sécurité des accords qui feront " la loi des parties ".**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire et les concepts juridiques du droit des contrats et du droit des sociétés en anglais.
- Améliorer la capacité à rédiger des documents juridiques en anglais.
- Acquérir plus d'aisance dans le maniement de la langue anglaise en matière juridique.

## PRÉREQUIS

Cette formation nécessite une bonne compréhension orale et écrite de l'anglais courant. Les interventions se font en anglais, le vocabulaire est régulièrement expliqué au cours des échanges avec les participants.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et juristes
- Avocats
- Toute personne ayant à utiliser l'anglais juridique dans sa pratique professionnelle (ingénieurs, commerciaux...)

## ANIMATEUR

Ray Christopher Patrick RUSHE  
Solicitor, Avocat à la Cour  
CABINET RUSHE

## PROGRAMME

Initiation

### Business contracts law

#### Formation and execution of agreements

- Preliminary negotiations
- Terms of the contract
- Contractual duties
- Contractual liability: default, poor performance, breach of contract, warranties, delay

#### Litigation

- Litigation under common law
- Alternative Dispute Resolution
- Arbitration

#### The usual contractual documentation

- General conditions of sales
- Distributorship agreement
- Agency
- Agreements concerning intellectual property rights
- **Special rules applicable to English contracts**
- Comparison with French contracts through a study of contract submitted to english law
- **Exercise**: retention of title and term of warranties

### English companies law

#### Company law

- The company and the partnership: two types of business
- The partnership (1890 Act)

- The partnership and the French " société en nom collectif " and the French " société en participation "
- The limited partnership (1907 Act)
- The Limited Liability Partnership Act (2000 Act)
- The limited partnership and the French " société en commandite simple "
- The companies limited by shares
- The companies limited by guarantees
- Public and private companies (Companies Act 2006)
- Articles of association/memorandum
- **Exercise**: drafting articles of association
- **Management of the company**
- Executive and non-executive directors
- Shadow directors and de facto directors
- The auditors: appointment, function and liability
- **Company meetings**
- Board Meetings (BM), Annual General Meetings (AGM) and General Meetings (GM)
- The chairman, quorum, resolutions

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez familiarisé avec les aspects spécifiquement anglais du droit des sociétés et des contrats et son vocabulaire associé.**



Code 20023

Paris		
14-15	avril	2016
10-11	octobre	2016

Tarif HT : 1 410 € - repas inclus

# Contracts under Common Law

Maîtriser la négociation et la rédaction des contrats anglo-saxons



**Les différences entre la Common Law et le droit civil français sont conséquentes. Pour les juristes français, il n'est pas toujours évident de maîtriser certaines subtilités de rédaction et de négociation des contrats anglo-saxons qui s'ajoutent à l'obstacle de la langue.**

## OBJECTIFS

- Acquérir les concepts juridiques et le vocabulaire anglo-saxons.
- Rédiger en anglais les clauses les plus sensibles et valider ses pratiques.
- Modifier son raisonnement face à un droit qui n'a pas de Code civil.

## PRÉREQUIS

Cette formation d'anglais juridique suppose une compréhension préalable de l'anglais courant, les interventions étant à 90% en anglais (les 10% restant se font en français pour permettre une compréhension des termes techniques).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Juristes et responsables juridiques
- Toute personne ayant à travailler sur des contrats rédigés en anglais

## ANIMATEUR

Patrick GRIFFIN  
Solicitor  
Maître de conférences à l'Université PARIS XII

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Developing a mutual understanding despite legal terminology

- Civil Law vs Common Law: differences between the Common Law approach to contract law from that employed by the Civil Law
- Drafting effective definition and boiler-plates clauses
- **Exercise**: drafting clauses - the devil is in the detail, managing legalese

### Opening, conducting and closing negotiations: the role of the lawyer in contract negotiations

#### Preliminary stages of a transaction

- Handling initial contacts
- Drafting tips to compete while maintaining room for negotiation
- Negotiation with Anglo-Saxon partners
- Drafting preliminary documents: MOU, LOI
- Breaking off negotiations without liability
- **Exercise**: drafting and negotiation sessions, drafting an LOI

#### Drafting sensitive clauses

- Conditions precedent and subsequent
- Representations and warranties
- Consequences of breach
- Dealing with force majeure events and hardship

### The term of the contract

- Determining the term of the contract
- Expiration of the contract
- Auto-renewal of the contract
- Discharge of the contract
- Post-termination obligations
- **Style workshop and contract drafting**
- Less is more, commas, dates and numbers
- Drafting representations and warranties
- Non-compete clauses
- **Contractual risk management and limitations of liability**
- Contractual risks commonly encountered
- Contractual limitations of liability
- Damages
- **Exercise**: drafting and negotiation sessions, dealing with liability, hardship manage your "frustration", taking liability into your own hands

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de mettre en œuvre les techniques rédactionnelles et de négociation propres aux contrats anglo-saxons.**



Code 20157

Paris		
11-12	février	2016
26-27	mai	2016
29-30	août	2016
24-25	novembre	2016
23-24	février	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Fiscalité internationale

Sécuriser les montages en limitant les risques



**Les relations économiques s'internationalisent de plus en plus et le contexte politique actuel répond à des objectifs stricts de lutte contre l'évasion fiscale. Aussi, les transactions et les flux financiers qui en résultent, engendrent des problématiques fiscales, qu'il convient de gérer au sein des structures disposant d'une dimension internationale, pour optimiser les montages tout en limitant les risques.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les implications fiscales des opérations internationales relatives aux transactions, aux flux financiers, aux structures internationales et aux restructurations.
- Améliorer sa politique fiscale internationale.
- Prévenir les risques de contrôle fiscal.

## ● PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité des entreprises ou avoir suivi "Fiscalité pour non-fiscalistes" (code 30064 p. 305).

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats et experts-comptables
- Fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Bernard CHESNAIS  
Avocat à la Cour

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'identifier des schémas fiscaux internationaux abusifs en vue de limiter les risques de contrôles fiscaux.

## PROGRAMME

Initiation

### ✔ Quiz amont

#### Maîtriser la fiscalité internationale applicable...

##### Aux transactions avec l'étranger

- Les retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents
- L'imposition des sommes perçues en provenance de l'étranger
- L'enregistrement des intérêts perçus
- Exercice d'application** : calcul des retenues à la source sur les sommes versées à des bénéficiaires non résidents

##### À la distribution des dividendes internationaux

- Le régime d'imposition applicable
- Les méthodes d'élimination des doubles impositions
- Étude de cas** : analyse comparée de conventions fiscales
- Comparaison des définitions de la notion de dividende
- Comparaison des méthodes d'élimination des doubles impositions

##### Aux structures internationales

- Succursale ou filiale : définir les éléments fiscaux du choix
- Les mécanismes de détermination du résultat fiscal, de remontée des bénéfices et de prise en compte des pertes
- Les difficultés soulevées par l'utilisation des sociétés de personnes

##### Aux opérations de restructuration transfrontalières

- Les conditions d'accessibilité aux régimes de faveur des fusions
- Transfert d'actifs, de branches d'activité ou achat de titres

- L'impact de la situation fiscale du vendeur et de l'acheteur
- Le cas des restructurations de sociétés fiscalement intégrées
- Transfert de siège social hors de France
- Étude de cas** : analyse commentée et chiffrée du coût fiscal d'une opération de restructuration à l'international

#### Anticiper les risques fiscaux dans un environnement international Mesurer les incidences de la lutte contre l'évasion fiscale

- Les incidences des articles 238 A et 209 B du CGI

#### Identifier la notion d'abus de droit et d'acte anormal de gestion en matière internationale

- Identifier les montages les plus exposés
- S'entourer des précautions nécessaires
- Les principales situations à risque

#### Maîtriser les risques fiscaux liés aux prix de transfert

- Le principe de pleine concurrence
- Les principes de l'OCDE
- La réglementation française et les pratiques de l'administration
- Les méthodes de détermination des prix de transfert
- Les obligations documentaires
- La résolution des doubles impositions
- Étude de cas** : identification de risques en matière de prix de transfert et proposition de méthodes de détermination des prix de transfert

### ✔ Quiz aval



Code 30027

Paris			
4-5	février	2016	24-25 août 2016
13-14	juin	2016	28-29 novembre 2016
			1 <sup>er</sup> -2 février 2017

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

## + 3<sup>E</sup> JOURNÉE COMPLÉMENTAIRE

# TVA des opérations internationales



Cerner les problématiques de TVA dans les échanges à l'international

**Le régime d'imposition de la TVA à l'international (TVA intra ou extracommunautaire) dépend de la nature de l'opération (biens ou services) et du pays du contractant. La maîtrise du champ d'application et des principes de territorialité de la TVA s'avère indispensable pour une gestion fiscale efficace des échanges internationaux.**

## ● PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation "Fiscalité internationale" (code 30027 p. 536) ou maîtriser les aspects fiscaux des échanges internationaux.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats et expert-comptables
- Fiscalistes

## ● ANIMATEUR

Olivier GALERNEAU, Avocat Associé  
PINOT de VILLECHENON & Associé

## PROGRAMME

Initiation

- Déterminer le champ d'application territorial
- Relier l'identification à la TVA et la notion d'établissement
- Cerner la règle d'inversion du redevable
- Intégrer le régime d'exonération lié aux livraisons de biens
- Maîtriser la règle de territorialité liée aux prestations de services

## ⊕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de cerner les problématiques TVA dans les opérations internationales.



Code 30125

Paris		
15	juin	2016
26	août	2016
30	novembre	2016
3	février	2017

Tarif HT : 930 € - repas inclus

**TARIF SPÉCIAL 3 JOURS : 1 980 € HT**



# Prix de transfert

Structurer et défendre sa politique de prix de transfert



**Parce que les flux financiers au sein des groupes internationaux sont de plus en plus nombreux, il est essentiel d'en maîtriser leur valorisation. Aussi, il convient de choisir sa politique de prix de transfert en tenant compte de la réalité économique des marchés. Respecter les règles en matière de prix de transfert est donc un enjeu important, tant en fiscalité qu'en gestion financière des groupes.**

## OBJECTIFS

- Mettre en place une politique de prix de transfert adaptée à la réalité du groupe.
- Maîtriser les risques fiscaux inhérents aux opérations intragroupe : prix de transfert, management fees...
- Mettre en œuvre les moyens conventionnels et contentieux visant à éliminer la double imposition.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en fiscalité internationale ou avoir suivi "Fiscalité internationale" (code 30027 p. 536).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Fiscalistes et avocats fiscalistes
- Responsables financiers et comptables
- Responsables juridiques et fiscaux

## ANIMATEUR

Florent RICHARD  
Avocat, directeur Transfer Pricing  
PwC Société d'Avocats

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Quiz amont

#### Structurer sa politique des prix de transfert

- L'entrepreneur principal
- L'analyse fonctionnelle comparée
- Choisir sa ou ses méthodes de prix de transfert et l'appliquer en comptabilité
- **Étude de cas** : analyse comparée des méthodes

#### Vérifier le caractère facturable des services

#### Gérer la problématique des incorporels

- Appliquer une méthode de facturation
- Mettre en place une organisation des incorporels
- Identifier les contraintes fiscales pesant sur les incorporels
- **Exercice d'application** : mise en place d'un schéma de collecte des informations au sein du groupe
- Les économies de localisation
- Les restructurations réussies
- Les établissements stables
- Les indicateurs de profit contestés par l'administration
- L'utilisation des brigades de vérifications de comptabilités informatisées

#### Faire face aux risques et aux moyens de contrôle de l'administration fiscale

- Les outils et les méthodes du contrôle fiscal des prix de transfert
- Cerner les principales situations à risques
- Définir une stratégie face à l'administration

#### Analyser les bonnes solutions documentaires

**Étude de cas** : analyse commentée d'une documentation prix de transfert

### Quiz aval

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de choisir la méthode de prix de transfert en adéquation avec votre marché en limitant ainsi les risques de contrôles fiscaux au regard de la nouvelle obligation légale de documentation.**



Code 30016

### Paris

3-4	février	2016	5-6	octobre	2016
6-7	juin	2016	12-13	décembre	2016
29-30	août	2016	27-28	février	2017

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# Fiscalité internationale du patrimoine

Maîtriser le cadre légal de la délocalisation

**À l'instar des sociétés, les personnes physiques doivent de plus en plus gérer leur patrimoine dans une perspective internationale. Les multiples stratégies d'optimisation fiscale en matière de gestion de patrimoine conduisent donc les professionnels du patrimoine à maîtriser désormais les impacts fiscaux des principaux supports d'investissement internationaux.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser les règles de territorialité des impôts dus par les personnes physiques.
- Cerner les mécanismes des conventions fiscales bilatérales.
- Définir la gestion des donations et des successions dans un contexte international.

## PRÉREQUIS

Maîtriser les principes de la fiscalité française applicables aux personnes physiques ou avoir suivi "Fiscalité du patrimoine" (code 30050 p. 342).

## PUBLIC CONCERNÉ

- Conseillers en gestion de patrimoine
- Avocats et notaires
- Experts-comptables

## ANIMATEUR

Léa FAULCON  
Avocat Associé  
BLACKBIRD BASCHET

## PROGRAMME

Initiation

#### Faire le point sur les règles de territorialité des différents impôts

- Cerner la notion de domicile fiscal
- Définir les critères au regard du droit français
- Examen de l'article 4B du CGI
- Analyse des critères conventionnels de détermination du pays de résidence
- **Étude de cas** : illustrations pratiques

#### Maîtriser la méthodologie des contrôles fiscaux lors des transferts de résidence

#### Intégrer les modalités de contrôle des non-résidents

- Contrôle sur pièces
- Taxation d'office (L. 16 du LPF)
- Procédure d'ESFP (L. 12 du LPF)
- Maîtrise du timing des opérations de contrôle
- Analyse des techniques pratiques utilisées par les inspecteurs

#### Cerner les règles d'imposition des revenus et du patrimoine

- Imposition des revenus pour les non-résidents
- ISF et non-résidents
- **Étude de cas** : analyse d'une convention fiscale
- Imposition des donations et des successions dans un contexte international

#### Étude des grandes problématiques internationales pour les conseillers patrimoniaux

#### Optimiser le recours à l'assurance vie

- La question du rachat pour un non-résident
- Analyse de la jurisprudence
- Régime de taxation en cas de décès

#### Problématiques des sociétés civiles françaises dans un contexte international

- Société civile de portefeuille détenue par un non-résident
- **Partage d'expériences** : échanges sur la situation d'un contribuable souhaitant transférer sa résidence et optimiser sa situation en termes d'IR, d'ISF et de droits de succession
- Déterminer les règles applicables
- Recenser les impôts dus
- Identifier les précautions à prendre

## COMPÉTENCES MÉTIER

**À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'élaborer une stratégie fiscale patrimoniale dans un contexte international.**



Code 30052

### Paris

23-24	mai	2016	21-22	novembre	2016
-------	-----	------	-------	----------	------

Tarif HT : 1 460 € - repas inclus

Tarif TTC pour les particuliers : 1 170 € repas inclus

# Gestion du risque financier à l'international

Sécuriser ses opérations commerciales internationales

Initiation

**Qu'il soit politique, financier ou commercial, le risque est inhérent toute transaction commerciale à l'international. Les entreprises exportatrices peuvent limiter ce risque en utilisant des techniques financières et bancaires qu'il convient de maîtriser et de mettre en œuvre, afin de sécuriser au mieux leurs contrats avec les partenaires étrangers.**

## ● OBJECTIFS

- Identifier et évaluer les risques financiers d'un contrat.
- Déterminer pour chaque cas la technique de couverture adaptée.
- Maîtriser les techniques bancaires de paiement.

## ● PRÉREQUIS

Avoir une bonne connaissance de l'environnement du commerce international.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables export et commerciaux export
- Gestionnaires administration des ventes export
- Responsables financiers et gestionnaires de contrats

## ● ANIMATEUR

Ange CUBEDDU  
Directeur  
ADEL CONSULTING

## PROGRAMME

### Distinguer les différents types de risques à l'international

#### Analyser le risque financier et ses diverses composantes

- Identifier les différents risques
  - Analyser la chronologie des risques dans les ventes internationales
  - Décrypter le risque politique
  - Apprécier le risque
  - Connaître les instruments de couverture des différents risques
- Exercice d'application** : choix d'une technique de couverture du risque de non-paiement et du risque de change

### Les garanties internationales

- Identifier les différents types de garanties
  - Connaître les risques induits dans le cadre des garanties
- Étude de cas** : analyse de garanties internationales

### Sécuriser le contrat commercial à l'international

- Identifier les clauses indispensables à insérer dans un contrat de vente à l'international
- Étude de cas** : analyse commentée des clauses d'un contrat de vente à l'international
- Intégrer les Incoterms comme un élément clé du contrat commercial

### Utiliser les moyens et techniques de paiement adaptés

#### Identifier les limites des moyens de paiement classiques

- Le virement SWIFT, les lettres de change, les billets à ordre et le chèque

#### La remise documentaire

- Les précautions et garanties complémentaires à mettre en place

#### Le crédit documentaire

- Les différentes formes de réalisation
- Étude de cas** : analyse de crédits documentaires

#### Les garanties bancaires de paiement

- **Étude de cas** : analyse d'une garantie bancaire de paiement

#### La Standby Letter Of Credit (SBLC)

- **Étude de cas** : analyse d'une SBLC

### Les techniques bancaires et financières spécialisées

#### Les polices d'assurance-crédit

- **Exercice d'application** : identification des critères de choix entre assurance-crédit et techniques de garantie bancaires

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez capable de maîtriser les différentes techniques de paiement utilisées dans le commerce international.

2 jours  
14 heures

Code 92237

Paris

1 <sup>er</sup> -2	juin	2016
1 <sup>er</sup> -2	décembre	2016

Tarif HT : 1 480 € - repas inclus

# Lire et interpréter les états financiers américains

L'essentiel des US GAAP



**Aborder la lecture des états financiers américains nous apparaît souvent comme une tâche compliquée. Une meilleure connaissance des normes et principes comptables qui soutiennent ce référentiel complexe nous permet de comprendre la ligne logique de construction des états comptables. Ce même type de cohérence se retrouve, en outre, dans les états financiers utilisant les normes internationales.**

## ● OBJECTIFS

- Maîtriser les concepts spécifiques et le vocabulaire financier usuel.
- Assimiler les principes fondamentaux de la comptabilité américaine.
- Interpréter les comptes d'une société américaine.

## ● PRÉREQUIS

Avoir à exploiter des états financiers américains dans sa pratique. La formation se déroule en français et ne traite pas de la fiscalité américaine.

## ● PUBLIC CONCERNÉ

- Analystes financiers et auditeurs
- Responsables comptables, consolidation et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ● ANIMATEUR

Edith REICH  
Consultante spécialisée en comptabilité anglo-saxonne, IFRS et US GAAP ayant une expérience significative en tant que contrôleur dans différents groupes anglo-saxons

## PROGRAMME

Initiation

### Bien comprendre les spécificités de la comptabilité US GAAP

#### Maîtriser le cadre comptable de référence

- L'environnement américain et les objectifs de l'information comptable
- Le rôle des organismes normalisateurs
- Le fonctionnement du FASB, de l'AICPA, de la SEC...
- Les principes comptables admis

#### Les normes du FASB et le financement aux États-Unis

- Faire le point sur la reconnaissance des normes de l'IASB aux États-Unis
- Définir le positionnement de l'Europe et de la France face aux US GAAP

### Lire et exploiter les états financiers américains

#### Bilan, compte de résultat, tableau des flux et notes annexes : acquérir une méthode de lecture

- Se familiariser avec la structure des états financiers
- Maîtriser les règles de présentation et les principales spécificités des documents de synthèse
- Comprendre les divergences de présentation par rapport au référentiel français

- Éviter les erreurs d'interprétation
- Exercice d'application** : présentation des états financiers consolidés en normes US GAAP

#### Acquérir l'essentiel des principales règles comptables

- Méthodes de consolidation
  - Évaluation du goodwill
  - Information sectorielle
  - Changements de méthodes comptables et erreurs
  - Valorisation des stocks
  - Comptabilisation des immobilisations corporelles et des amortissements
  - Comptabilisation des contrats de location
  - Comptabilisation des immobilisations incorporelles
  - Frais de recherche et développement
  - Comptabilisation des provisions
  - Avantages au personnel
- Exercice d'application** : mises en pratique sur les points clés

## ✓ Quiz aval

## ➕ COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure d'exploiter les états financiers américains.

2 jours  
14 heures

Code 60014

Paris

30-31	mai	2016
13-14	octobre	2016

Tarif HT : 1 395 € - repas inclus

# Maîtriser le reporting en US GAAP

Normes comptables et écritures de retraitement

**Premier référentiel comptable utilisé dans le monde par la capitalisation boursière (plus de 17 milliards de dollars US) devant les IFRS et seconds sur la liste des 500 plus grandes sociétés, les US GAAP sont incontournables pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre les états financiers anglo-saxons et aussi les normes IFRS dont ils ont été, en grande partie, l'inspiration.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser et utiliser les normes US GAAP (US Generally Accepted Accounting Principles).
- Comparer les normes françaises, IFRS et US GAAP.
- Effectuer les retraitements comptables nécessaires.

## PRÉREQUIS

Avoir des connaissances en la matière ou avoir suivi " Lire et interpréter les états financiers américains " (code 60014 p. 538). La formation se déroule en français.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Analystes financiers, auditeurs
- Responsables comptables et financiers
- Experts-comptables et commissaires aux comptes

## ANIMATEUR

Éric BENZAQUEN  
Consultant US GAAP et normes IFRS

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Établir des états financiers en US GAAP

#### Le contenu du bilan

- Examen détaillé et comparé des principaux postes
- Comptabilisation et présentation des actifs circulants
- Comptabilisation et méthode d'évaluation des immobilisations
- Calcul des amortissements
- Classification des actifs et des passifs
- Conversion des comptes en monnaie étrangère
- Capitaux propres
- Titres de placement et de participation

**Exercice d'application** : mise en application d'écritures comptables, reconstitution d'un bilan, travail sur les immobilisations, les cessions et études approfondies de différentes catégories d'actions

#### Le contenu du compte de résultat

- Maîtriser les principes comptables et les règles d'établissement
- Classement des charges par fonction
- Produits des activités ordinaires

- Correction d'erreurs, changements de méthodes et d'estimations
- Calculer le résultat par action
- Maîtriser les spécificités liées aux impôts différés

**Exercice d'application** : calcul du résultat dilué par action

### Maîtriser le reporting en US GAAP à travers des cas de retraitement

**Exercice d'application** : écritures de retraitement

- Retraitement des amortissements
  - Crédit-bail
  - Titres de placement
- Étude de cas** : transposition d'états financiers en normes US GAAP, présentation des retraitements comptables à effectuer et réalisation du reporting

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de résoudre l'essentiel des problèmes liés à la réalisation d'un reporting en US GAAP.

2 jours  
14 heures

Code 60034

## Paris

13-14	juin	2016
24-25	novembre	2016

Tarif HT : 1 495 € - repas inclus

# English for Accounting and Finance

Perfectionner sa maîtrise de l'anglais comptable et financier



**Approfondir et analyser une pensée économique, un tableau chiffré et structurer des données comptables et financières dans un contexte anglo-saxon en utilisant les modèles britannique et américains (USA et Canada). Pour mieux appréhender le monde de l'entreprise en constante évolution économique et financière, l'intervention est totalement en anglais britannique et américain.**

## OBJECTIFS

- Maîtriser le vocabulaire comptable et financier.
- Lire la presse financière.
- Rédiger des écrits professionnels en anglais.

## PRÉREQUIS

Cette formation suppose une compréhension orale et écrite de l'anglais. Les interventions sont exclusivement en anglais. En cas de besoin, le vocabulaire est régulièrement traduit au cours des exposés.

## PUBLIC CONCERNÉ

- Responsables comptables
- Responsables financiers
- Toute personne souhaitant perfectionner sa pratique de l'anglais comptable et financier

## ANIMATEUR

Katia TANANT  
Chargée de cours université Paris I, Université Aix-Marseille III, ESCP-Europe, Lycée de Provence, Pearson Exam trainer for Euro

## PROGRAMME

Perfectionnement

### Reading the British and American financial press

Improving one's reading skills and how to analyse economic and financial information through the press  
Reading the press

- Key points
- Building headlines
- Main information to retain

### The language of Finance and Accounting

How to understand and copy simple information in technical and professional English  
Balance sheets, income statements...

**Case study**: analysis and comments on specific professional documents related to Accounting, Finance and Economy

How to analyse a British text and analysis of American data

- Mastering journalistic vocabulary to analyse professional documents
- General economic data in the economic press

**Case study**: The Economist, The International Herald Tribune

Practical exercises on accounting and financial points: bookkeeping, cash flow, bankruptcy, auditing, cost accounting, interest rates, exchange rates, ratios...

### How to have a clear dialogue in professional English

**Role playing**: analysis of professional situations in a professional context

Studying the economic press and visualisation of understanding  
Analysis of precise economic vocabulary in a given context

**Exercice**: project work on balance sheets, income statements...

### Improving global English

- Writing a business letter / an e-mail in English
- Answering a business letter / an e-mail in English
- Taking notes on a given oral message: TV commercials, extract of news, analysis of a simple message...
- **Exercice**: video comprehension, working on an extract of news
- How to discriminate and give a long message, precise data
- Professional interviews
- Working on CVs and professional ads
- Leading the debate on a given topic

## COMPÉTENCES MÉTIER

À l'issue de cette formation, vous serez en mesure de rédiger des écrits professionnels en anglais comptable et financier.

3 jours  
21 heures

Code 60015

## Paris

23 au 25	mai	2016
29 au 31	août	2016
23 au 25	novembre	2016

Tarif HT : 1 995 € - repas inclus

# FORMATIONS SOIR & WEEK-END POUR TOUS

## 2H POUR EXPÉRIMENTER ET REPARTIR AVEC DES CLÉS CONCRÈTES D'ACTION

Suivez des formations "action", véritables expériences professionnelles riches en apports et échanges.

En 10 minutes chrono, l'animateur apporte les éléments contextuels nécessaires à la prise en main du concept, de la thématique ou des enjeux de la rencontre.

**ENSUITE,  
PLACE  
À L'ACTION !**

**2H  
49€<sup>TTC</sup>**



### BRAINSTORMING

des ateliers en sous-groupes de 4 à 6 personnes pour discuter et échanger sur les problématiques



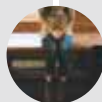
### LUDOPÉDAGOGIE

des jeux pour vivre pleinement les apports de la formation



### MIND MAPPING / PHOTOLANGAGE

des temps d'échanges créatifs



### ACTING

des mises en situation immédiates qui facilitent l'expérimentation, des méthodes et outils clés en main proposés par l'animateur



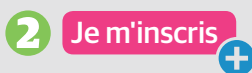
### 2 HEURES APRÈS

des participants conscients des savoirs acquis et opérationnels dès le lendemain !

## POUR M'INSCRIRE : UN PROCESSUS EN 4 ÉTAPES



1 Je vais sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr), rubrique "SOIR & WEEK-END"



2 Je choisis ma formation et je clique sur "Je m'inscris"



3 Je paie en ligne sur un espace sécurisé



4 J'imprime mon billet à présenter le jour de la formation

# 23 NOUVELLES FORMATIONS SOIR & WEEK-END

## Je muscle ma mémoire en 2h !

Et si vous laissiez parler l'éléphant en vous ?

### ● OBJECTIFS

- Comprendre comment fonctionne la mémoire.
- Découvrir des techniques de mémorisation rapide.
- Savoir se préparer pour mieux mémoriser.

### ★ ANIMATEUR

Christine CARSTENSEN  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59066 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je me présente en 2 minutes !

Vendez-vous, vendez votre projet, soyez efficaces !

### ● OBJECTIFS

- Définir les éléments importants de sa présentation.
- Expérimenter l'elevator pitch.
- Avoir le feedback de plusieurs personnes sur son elevator pitch.

### ★ ANIMATEUR

Hubert MYON  
Consultant formateur

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59332 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## J'expérimente la méditation pleine conscience

Stoppez les ruminations mentales et ressourcez-vous !

### ● OBJECTIFS

- Comprendre ce qu'est la méditation pleine conscience.
- Connaître quelques exercices de méditation pleine conscience.
- Utiliser la méditation pleine conscience au quotidien.

### ★ ANIMATEUR

Frédérique LUSZCZYNSKI  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59335 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je gère mon stress efficacement !

Laissez échapper la pression en quelques minutes

### ● OBJECTIFS

- Identifier ses facteurs de stress.
- Relâcher la pression en 5 minutes.
- Acquérir des clés de gestion du stress.

### ★ ANIMATEUR

Stéphanie MARECAUX  
Consultante formatrice

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59034 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je développe mes talents de médiateur

En famille, avec vos collègues, vos clients : les ressorts de la médiation à votre secours !

### ● OBJECTIFS

- Comprendre ce qu'est la médiation et comment elle peut servir au quotidien.
- Acquérir les premiers réflexes d'un médiateur.
- Résoudre un conflit avec la médiation.

### ★ ANIMATEUR

Hubert MYON  
Consultant formateur

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59300 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je passe en mode start up !

Mettez un peu d'agilité dans votre quotidien

### ● OBJECTIFS

- Connaître des start ups innovantes.
- Faire preuve d'innovation au quotidien.
- S'inspirer des start ups pour casser sa routine.

### ★ ANIMATEUR

Antoine AMIEL  
Fondateur - Consultant  
LEARN ASSEMBLY

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 59306 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je décrypte les bilans et comptes de résultat

Non-comptables, soyez plus à l'aise avec les états financiers

### ● OBJECTIFS

- Cerner la logique et les mécanismes de l'élaboration des états financiers.
- Lire et comprendre les documents de synthèse comptable.
- Pratiquer les mots de la comptabilité.

### ★ ANIMATEUR

Laurent PORTE  
Consultant spécialisé en comptabilité et gestion, FRUCTEAM

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 69103 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## J'organise ma transmission d'entreprise

Organisez la transmission dans les meilleures conditions

### ● OBJECTIFS

- Anticiper la transmission.
- Céder à titre gratuit ou onéreux.
- Cerner les taxes impliquées.

### ★ ANIMATEUR

Paul DUVAUX  
Avocat Fiscaliste  
CABINET DUVAUX

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 39127 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

# 23 NOUVELLES FORMATIONS SOIR & WEEK-END

## Je défiscalise mon impôt sur le revenu

Optimisez votre déclaration d'IR

### ● OBJECTIFS

- Assimiler les règles de calcul.
- Exploiter la fiscalité des revenus fonciers.
- Remplir une déclaration de revenus.

### ✦ ANIMATEUR

Jenny LAMY  
Avocat à la Cour

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 39128 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Copropriété et syndic

Je démystifie les règles et les pratiques

### ● OBJECTIFS

- Cerner les rôles et les responsabilités de chacun.
- Analyser le contrat de syndic et le règlement de copropriété.
- Participer efficacement aux assemblées de copropriétaires.

### ✦ ANIMATEUR

Christine DOBROHODOV  
Juriste en droit immobilier  
Professeur de droit à l'ESPI  
Expert judiciaire

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 29176 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je sécurise la rupture de mon contrat de travail

Choisissez le bon mode de rupture

### ● OBJECTIFS

- Identifier les différents modes de rupture du contrat.
- Cerner les avantages et les inconvénients de chaque mode de rupture.
- Connaître les modalités de contentieux.

### ✦ ANIMATEUR

Anne VAN DER WEIDE  
Consultante en ressources humaines

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 19164 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Contrat de travail dans le secteur des services à la personne

Je rédige les clauses essentielles

### ● OBJECTIFS

- Choisir le type de contrat de travail adapté.
- Sécuriser les principales clauses du contrat.
- Intégrer les modalités de règlement des litiges éventuels.

### ✦ ANIMATEUR

Valérie de LOREILHE  
Avocat à la Cour  
VDL AVOCAT

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 19165 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je calcule mes droits à la retraite

Anticipez votre départ à la retraite

### ● OBJECTIFS

- Connaître les formalités à accomplir.
- Identifier les différents organismes de retraite.
- Intégrer les règles de liquidation.

### ✦ ANIMATEUR

Patricia BOURGOIN  
Consultante en gestion de patrimoine

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 19166 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Les bases d'un bon business plan

Augmentez vos chances pour convaincre

### ● OBJECTIFS

- Savoir à quoi sert un business plan.
- Identifier les points clés pour rédiger un bon business plan.
- Présenter son projet.

### ✦ ANIMATEUR

Sofia KHALFAT  
Directrice financière  
SKDIR FINANCE

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 99299 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je choisis ma RC professionnelle

Sachez comparer les offres

### ● OBJECTIFS

- Cerner le mécanisme de la responsabilité civile.
- Distinguer les différents risques couverts.
- Identifier les garanties les plus adaptées à vos besoins.

### ✦ ANIMATEUR

Paul Vincent QUILICHINI  
Consultant en assurances

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 99339 - Tarif TTC : 49 €

Mardi 22	mars	2016
Samedi 11	juin	2016
Lundi 26	septembre	2016
Jeudi 8	décembre	2016

## Je souscris une assurance vie

Investissez en toute sécurité

### ● OBJECTIFS

- Connaître l'environnement juridique de l'assurance vie.
- Identifier les avantages fiscaux.
- Choisir le produit en fonction du profil de risque.

### ✦ ANIMATEUR

Francine TORTIGET  
Consultante en gestion du patrimoine

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

#### Code 99340 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Réglementation thermique et économies d'énergie

J'améliore l'efficacité énergétique de mon logement

### ● OBJECTIFS

- Comprendre la réglementation thermique dans l'habitat collectif et individuel.
- Identifier les sources d'économies d'énergies et les solutions performantes.
- Évaluer le coût et le retour sur investissement de vos travaux.

### ✦ ANIMATEUR

Éric Caverne, Directeur  
Expert conseil en énergie, AGGEE

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 49104 - Tarif TTC : 49 €

Samedi 19	mars	2016
Jeudi 16	juin	2016
Mardi 20	septembre	2016
Lundi 12	décembre	2016

## Je me défends face à une expropriation ou une préemption

Faites valoir vos droits face à la procédure

### ● OBJECTIFS

- Connaître les conditions de mise en œuvre d'une expropriation ou d'une préemption.
- Identifier les procédures associées et le processus d'indemnisation.
- Mettre en œuvre les recours.

### ✦ ANIMATEUR

Olivier SAVIGNAT  
Avocat à la Cour  
OS-AVOCAT

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79331 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## J'achète en VEFA

Sécurisez l'acquisition de votre bien

### ● OBJECTIFS

- Comprendre les mécanismes d'une offre en VEFA et les obligations du promoteur.
- Prévoir l'échéancement des paiements.
- Maîtriser le contenu du contrat, les garanties associées et leur rôle.

### ✦ ANIMATEUR

Patrick MENEGHETTI  
Avocat à la Cour  
MENEGHETTI AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79333 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je gère un contentieux face à l'administration

Tout ce que vous devez savoir !

### ● OBJECTIFS

- Comprendre vos droits et obligations.
- Connaître les voies de recours.
- Argumenter et défendre ses droits.

### ✦ ANIMATEUR

Pierre REINE  
Avocat à la Cour  
EARTH AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79335 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Mes droits et obligations dans une concertation et une enquête publique

J'interviens efficacement tout au long de la procédure

### ● OBJECTIFS

- Connaître les procédures de concertation et d'enquête publique.
- Maîtriser vos modalités d'intervention.
- Savoir intervenir et prendre la parole lors d'une réunion de concertation.

### ✦ ANIMATEUR

Frédérique Ferrand  
Avocat à la Cour  
SELARL HORUS AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79332 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je mène mon projet de construction individuelle

Gardez la main à la chaque étape !

### ● OBJECTIFS

- Planifier chaque étape de votre projet et maîtriser les délais.
- Choisir les intervenants et maîtriser leurs obligations.
- Réceptionner votre bien.

### ✦ ANIMATEUR

Pierre DOYARD  
Consultant-formateur  
Architecte DPLG

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79334 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016

## Je dépose un permis de construire

Sécurisez la réalisation de votre projet

### ● OBJECTIFS

- Identifier les étapes de la demande du permis.
- Maîtriser les points nécessaires à l'instruction de la demande.
- Éviter les pièges pour ne pas essuyer un refus.

### ✦ ANIMATEUR

Frédéric RENAUDIN  
Avocat à la Cour  
CLAIRANCE AVOCATS

### Paris, 2 heures

Le lundi, mardi ou jeudi de 19h à 21h  
Le samedi de 10h à 12h

Code 79330 - Tarif TTC : 49 €

Lundi 21	mars	2016
Mardi 7	juin	2016
Samedi 24	septembre	2016
Jeudi 15	décembre	2016



# VOTRE FORMATION ÉTAPE PAR ÉTAPE

## 1

### VOTRE INSCRIPTION

- en ligne sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)
- par e-mail : [inscriptions@efe.fr](mailto:inscriptions@efe.fr)
- par téléphone : **01 44 09 25 08**
- par courrier :  
**EFE - 35 rue du Louvre  
75002 PARIS**
- par fax : **01 44 09 22 22**



## 2

### LE SUIVI DE VOTRE INSCRIPTION

- Un **accusé de réception** dans les 24 h pour confirmer votre inscription
- **Votre convocation** 15 jours avant la formation précisant les lieu, horaires et plan d'accès
- Un **formulaire de recueil des besoins** envoyé en amont pour exprimer vos attentes



#### UN IMPRÉVU ?

Faites-vous remplacer ou reportez votre inscription jusqu'à 15 jours avant votre formation

## 3

### L'ORGANISATION DE VOTRE DÉPLACEMENT

- Pour réserver votre chambre d'hôtel, **remplissez le formulaire en ligne** sur le site de notre centrale de réservation BBA : [www.netbba.com/form.html](http://www.netbba.com/form.html) et indiquez dans le formulaire " Participant EFE " Réponse dans la journée
- Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter directement la centrale :
  - Par téléphone au 01 49 21 55 90
  - Par e-mail : [solution@netbba.com](mailto:solution@netbba.com)
- **Accessibilité et régimes spéciaux** : prévenez-nous lors de votre inscription



handicap moteur



handicap visuel



handicap auditif

## 4

### VOUS ÊTES ARRIVÉ... ALL INCLUSIVE !

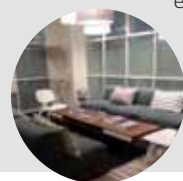
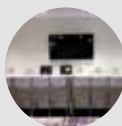
- **L'accueil** - À Paris et Lyon, nos hôtes vous accueillent et vous guident vers votre salle de formation.
- **Les horaires** - Nos formations débutent à 9h et se terminent à 17h30. Les horaires du dernier jour sont adaptables en fonction des impératifs de transport de chacun. Nous vous garantissons une durée de formation de 7 heures par jour.
- **Pauses-café et déjeuners inclus** - Petit-déjeuner d'accueil et 2 pauses dans la journée avec café, thé, jus de fruits et mignardises. Profitez d'un déjeuner dans un restaurant du quartier pour échanger avec l'animateur et les autres participants de la formation.



## 5

### VOTRE SALLE DE FORMATION AMÉNAGÉE POUR FAVORISER L'APPRENTISSAGE ACTIF

- **Salles à la lumière du jour** dont la disposition favorise l'apprentissage et les échanges entre participants
- **N'oubliez pas votre ordinateur portable ou tablette pour accéder à la documentation pédagogique** disponible sur notre plateforme dès la veille de la formation
- **Des aménagements spécifiques en fonction du thème de la formation** : ordinateurs individuels, écrans TV et espaces dédiés à la ludo-pédagogie



## 6

### ... ET POUR FINIR !

- Pour les formations **Blended Learning** : quiz aval, classe virtuelle, communauté d'apprenants... poursuivez votre formation à distance.
- **À J+3, remplissez votre bilan qualité en ligne**
- **Un responsable de secteur vous contacte** immédiatement si la formation n'a pas répondu à vos attentes pour trouver des solutions alternatives.
- **Figurez dans notre LEARNING ADVISOR** en donnant votre avis !



- Un autre besoin de formation ?
- Un collègue à parrainer ?



Contactez notre service relation clients au 01 44 09 25 08  
[infoclient@efe.fr](mailto:infoclient@efe.fr)



# BULLETIN D'INSCRIPTION



## Bulletin à photocopier et à retourner au service inscriptions

EFE - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS

Tél. : 01 44 09 25 08 - Fax : 01 44 09 22 22 - E-mail : inscriptions@efe.fr

### L'entreprise

Nom de l'entreprise : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_

Code APE/NAF : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

### Personne chargée de l'inscription

Mme  Mlle  M.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

E-mail<sup>(1)</sup> : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Participant 1

Mme  Mlle  M.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

E-mail<sup>(1)</sup> : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### Participant 2

Mme  Mlle  M.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

E-mail<sup>(1)</sup> : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

(1) Indispensable pour vous adresser la convocation à la formation



Membre de la Fédération de Formation Professionnelle habilité à délivrer une attestation descriptive de formation

### Formation

Titre : \_\_\_\_\_

Code : \_\_\_\_\_

Date(s) : \_\_\_\_\_

Paris  Lyon

Prix HT : \_\_\_\_\_

### Facturation / Financement

Adresse de facturation (indispensable) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Un numéro de bon de commande interne à votre entreprise doit-il apparaître sur votre facture ?

Oui  Non

Si oui, numéro : \_\_\_\_\_

*EFE se réserve le droit d'exclure le participant à la formation si le client n'a pas transmis son bon de commande à EFE avant le début de la formation.*

Le financement de votre formation passera-t-il par un OPCA ?

Oui  Non

Numéro de prise en charge : \_\_\_\_\_

Adresse de votre OPCA : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

*Si l'accord de prise en charge de l'OPCA ne parvient pas à EFE au premier jour de la formation, EFE se réserve la possibilité de facturer la totalité des frais de formation au client.*

### Règlement

Ci-joint un chèque de \_\_\_\_\_ € TTC à l'ordre d'EFE Coursus

par virement à notre banque : BNP PARIBAS ELYSÉE HAUSSMANN, 37-39 rue d'Anjou, 75008 Paris, Compte n° 30004 00819 00011882412 61, libellé au nom d'EFE Coursus

Le soussigné accepte les conditions générales de vente au verso.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Signature et cachet de l'entreprise

CUCG16 I

Toute facture tient lieu de convention de formation simplifiée.

Conformément à l'article 6 de la loi n° 78-17 du 06/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 2004-801 du 06/08/04, les informations qui vous sont demandées sont nécessaires au traitement de votre inscription et sont destinées aux services d'EFE. Vous pouvez accéder à ces informations et en demander la rectification. Nos adresses peuvent faire l'objet d'une cession, d'une location ou d'un échange à d'autres sociétés.

Si vous ne souhaitez pas être destinataire de leurs documents, merci de nous le signaler.

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

## 1. OBJET

- Le présent document, ci-après « Conditions Générales de Ventes » (« CGV »), s'applique à toutes les offres de formation proposées par la Société, filiale du groupe ABILWAYS et faisant l'objet d'une commande de la part du Client, à savoir les formations présentielles et les formations e-learning, correspondant à des modules de formation dans un espace électronique sécurisé, en mode e-learning (ou Formations Ouvertes et À Distance - FOAD), accessibles depuis sa plate-forme.
  - L'offre de services développée est conforme à la circulaire n° 2001/22 du 20 juillet 2001 de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle relative aux formations ouvertes et à distance « FOAD » (e-learning).
  - La commande est réputée ferme et définitive lorsque le Client renvoie, par tout moyen, le bulletin d'inscription signé (fax, transmission électronique, courrier). Pour chaque action de formation, le Client reçoit deux exemplaires de la convention de formation dont un exemplaire nous est impérativement retourné signé et revêtu du cachet commercial du Client.
  - Le fait de passer commande implique adhésion entière et sans réserve du Client aux présentes CGV et à leur annexe, le Client se portant fort de leur respect par l'ensemble de ses salariés, préposés et agents.
  - Le Client reconnaît à cet effet que, préalablement à la signature du bon de commande, il a bénéficié des informations et conseils suffisants par la Société, lui permettant de s'assurer de l'adéquation de l'offre de services à ses besoins.
  - La Société se réserve le droit de réviser les présentes conditions générales à tout moment, les nouvelles conditions s'appliquant à toute nouvelle commande, quelle que soit l'antériorité des relations entre la Société et le Client.
- ## 2. TARIF
- Le prix par participant est indiqué sur chaque fiche de formation. Les tarifs sont également consultables sur le site internet de la Société et sur le catalogue de formations de l'année en cours.
  - L'inscription est effectuée au nom de la personne physique (participant) mais le Client de la Société est l'entrepreneur ou l'institution (contractant) figurant sur le bulletin d'inscription et payant le montant de la formation.
  - Tous les prix sont indiqués en euros, hors taxes et sont donc à majorer du taux de TVA en vigueur au jour de l'inscription.
  - Toute formation ou tout cycle commencé est dû en totalité à titre d'indemnité, même si le participant ne s'est pas présenté.
  - Nos tarifs sont forfaitaires. Dans le cas d'une formation présentielle, ou comportant une partie présentielle, ils comprennent la documentation pédagogique remise pendant la formation.

## 3. RÉGLEMENT

- Le règlement de l'intégralité du prix de la formation est à effectuer à l'inscription\*, ou à réception de la facture, comptant, sans escompte, par virement ou par chèque à l'ordre de la Société EFE CURSUS, sauf autres dispositions particulières.  
\* Excepté pour les collectivités territoriales qui, conformément aux règles établies par la comptabilité publique, règlent « après service fait ».
- Tout paiement postérieur aux dates d'échéance figurant sur les factures de la Société donnera lieu à l'application de pénalités de retard égales à 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur et à une indemnité forfaitaire de 40 € conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Elles sont exigibles sans qu'il soit besoin de mise en demeure.
- En cas de paiement effectué par un OPCA, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de la bonne fin du paiement par l'organisme concerné. En cas de prise en charge partielle par l'OPCA, la part non prise en charge sera directement facturée au Client. Si l'accord de prise en charge de l'OPCA ne parvient pas à la Société au premier jour de la formation, la Société se réserve la possibilité de facturer la totalité des frais de formation au Client.

# POUR LES PARTICULIERS

## 1. OBJET

- Le présent document, ci-après « Conditions Générales de Ventes » (« CGV »), s'applique à toutes les offres de formation proposées par la Société, filiale du groupe ABILWAYS et faisant l'objet d'une commande de la part du Client, à savoir les formations présentielles et les formations e-learning, correspondant à des modules de formation dans un espace électronique sécurisé, en mode e-learning (ou Formations Ouvertes et À Distance - FOAD), accessibles depuis sa plate-forme.
- L'offre de services développée est conforme à la circulaire n° 2001/22 du 20 juillet 2001 de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle relative aux formations ouvertes et à distance « FOAD » (e-learning).
- La commande est réputée ferme et définitive lorsque le Client renvoie, par tout moyen, le bulletin d'inscription signé (fax, transmission électronique, courrier). Pour chaque action de formation, le Client reçoit la convention de formation dont un exemplaire est impérativement à retourner à la Société.
- Le fait de passer commande implique adhésion entière et sans réserve du Client aux présentes CGV et à leur annexe. Le Client reconnaît à cet effet que, préalablement à la signature du bon de commande, il a bénéficié des informations et conseils suffisants par la Société, lui permettant de s'assurer de l'adéquation de l'offre de services à ses besoins.
- La Société se réserve le droit de réviser les présentes conditions générales à tout moment, les nouvelles conditions s'appliquant à toute nouvelle commande, quelle que soit l'antériorité des relations entre la Société et le Client.

## 2. TARIF

- Le prix par Client est indiqué sur chaque fiche de formation. Les tarifs sont également consultables sur le site internet de la Société et sur le catalogue de formations de l'année en cours.
- Tous les prix sont indiqués Toutes Taxes Comprises.
- Tout cycle commencé est dû en totalité à titre d'indemnité, même si le Client ne s'est pas présenté.
- Nos tarifs sont forfaitaires. Dans le cas d'une formation présentielle, ou comportant une partie présentielle, ils comprennent la documentation pédagogique remise pendant la formation.

## 3. RÉGLEMENT

- Le règlement de l'intégralité du prix de la formation est à effectuer à l'inscription, ou à réception de la facture, comptant, sans escompte, par virement ou par chèque à l'ordre de la Société EFE CURSUS, sauf autres dispositions particulières.
- Tout paiement postérieur aux dates d'échéance figurant sur les factures de la Société donnera lieu à l'application de pénalités de retard égales à 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur et à une indemnité forfaitaire de 40 €. Elles sont exigibles sans qu'il soit besoin de mise en demeure.
- En cas de paiement effectué par un OPCA, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de la bonne fin du paiement par l'organisme concerné.

- La Société se réserve le droit :
  - d'exclure le participant à la formation si le Client n'a pas transmis son bon de commande à la Société avant le début de la formation ;
  - d'exclure de toute formation présentielle, et ce à tout moment, tout participant dont le comportement générerait le bon déroulement de la formation et/ou manquerait gravement aux présentes CGV ;
  - de suspendre l'accès à un module de formation e-learning, tout participant qui aurait procédé à de fausses déclarations lors de l'inscription et ce, sans indemnité ;
  - de refuser toute inscription de la part d'un Client pour motif légitime et non discriminatoire, et notamment de refuser toute commande d'un Client avec lequel il existerait un litige relatif au paiement d'une commande antérieure.

## 4. ANNULATIONS / REMPLACEMENTS / REPORTS

- Formulées par écrit :
- l'annulation de formations présentielles donne lieu à un remboursement ou à un avoir intégral si elle est reçue au plus tard quinze jours avant le début de la formation. Passé ce délai, le montant de la participation retenu sera de 30 % si l'annulation est reçue 10 jours avant le début de la formation, 50 % si elle est reçue moins de 10 jours avant le début de la formation ou 100 % en cas de réception par la Société de l'annulation moins de trois jours avant le jour J, à titre d'indemnité forfaitaire. Cependant, si concomitamment à son annulation, le participant se réinscrit à une formation programmée la même année que celle initialement prévue, aucune indemnité forfaitaire ne sera retenue, à moins qu'il annule cette nouvelle participation et ce, quelle que soit la date d'annulation.
  - les annulations de formation e-learning, même comprenant un présentiel, font l'objet d'une indemnité correspondant au coût de l'inscription à ladite formation. Le dédit ne peut en aucun cas être imputé sur le montant de la participation au développement de la formation professionnelle.
    - Pour les formations présentielles, les remplacements de participants sont admis à tout moment, sans frais, sur communication écrite des noms et coordonnées des remplaçants.
    - Pour les formations de e-learning, des remplacements de participants sont admis à condition d'en informer la Société sept jours à l'avance, sans frais, sur communication écrite des noms et coordonnées des remplaçants. À défaut, une indemnité correspondant au coût de l'inscription à ladite formation sera due à la Société.
  - Si le nombre de participants à une formation est jugé insuffisant pour des raisons pédagogiques, la Société se réserve le droit d'annuler cette formation au plus tard une semaine avant la date prévue. Les frais d'inscription préalablement réglés seront alors entièrement remboursés ou, à votre convenance, un avoir sera émis.
  - La Société se réserve le droit de reporter la formation, de modifier le lieu de son déroulement, le contenu de son programme ou les animateurs, tout en respectant la même qualité pédagogique du stage initial si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent.

## 5. E-LEARNING

- En cas de commande d'un produit « e-learning », les conditions spécifiques d'accès aux modules, ainsi que leurs caractéristiques sont détaillées aux « CONDITIONS PARTICULIÈRES E-LEARNING », qui font l'objet d'un document séparé à consulter sur [www.efe.fr](http://www.efe.fr)
- L'adhésion aux Conditions Particulières emporte adhésion aux présentes CGV.

## 6. RESPONSABILITÉ - INDEMNITÉS

- L'employeur - ou selon le cas le participant - s'oblige à souscrire et maintenir en vigueur et pendant la durée de la formation une assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels, immatériels, directs et indirects susceptibles d'être causés par ses agissements au préjudice de la Société.

Il s'oblige également à souscrire et maintenir une assurance responsabilité civile désignant également comme assurée la Société pour tous les agissements préjudiciables aux tiers qui auraient été causés par le participant et contenant une clause de renonciation à recours de telle sorte que la Société ne puisse être recherchée ou inquiétée.

- La responsabilité de la Société envers le Client est limitée à l'indemnisation des dommages directs prévus par le Client et est en tout état de cause limitée au montant payé par le Client au titre de la prestation fournie.
- En aucun cas, la responsabilité de la Société ne pourrait être engagée au titre de dommages indirects tels que pertes de données, de fichiers, perte d'exploitation, préjudice commercial, manque à gagner ou atteinte à l'image et à la réputation.
- Dans tous les cas, la responsabilité de la Société est exclue en cas de force majeure.

## 7. CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Le Client ne peut utiliser les propositions, travaux, études et concepts, méthodes et outils de la Société que pour les fins stipulées à la commande.
- La Société détient seule les droits intellectuels afférents aux formations qu'elle dispense, de sorte que la totalité des supports pédagogiques, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, orale...) utilisés dans le cadre de la commande, demeure sa propriété exclusive.
- Le Client s'interdit d'utiliser, reproduire, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, d'adapter, de modifier, de traduire, de représenter, de commercialiser ou de diffuser à des membres de son personnel non participants aux formations de la Société ou à des tiers les supports de cours ou autres ressources pédagogiques mis à sa disposition sans l'autorisation expresse et écrite de la Société ou de ses ayants droit.
- Les parties s'engagent à garder confidentiels les informations et documents de nature économique, technique ou commerciale concernant l'autre partie, auxquels elles pourraient avoir accès au cours de l'exécution du contrat.

## 8. - COMMUNICATION

- Le Client accepte d'être cité par la Société comme Client de l'offre de services dans le cadre de son activité commerciale, aux frais de la Société.
- À cet effet et sous réserve du respect des dispositions de l'article 7 ci-dessus, la Société peut mentionner le nom du Client, ainsi qu'une description objective de la nature des prestations, dans les listes de ses références dans le but d'une communication externe comme interne.

## 9. - INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

- Conformément à l'article 6 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, la Société met en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité la gestion des inscriptions. Les informations qui vous sont demandées sont nécessaires au traitement de votre inscription et sont destinées aux services de la Société. Vous pouvez accéder à ces informations et en demander la rectification auprès de la Société, via une demande en ligne ([correctionbdd@efe.fr](mailto:correctionbdd@efe.fr)) ou par courrier à : EFE CURSUS - 35 Rue du Louvre - 75002 Paris - France en indiquant vos nom, prénom et adresse.
- Nos adresses peuvent faire l'objet d'un échange, d'une cession ou d'une location à d'autres Sociétés à des fins de prospection commerciale. Vous pouvez vous opposer à la transmission de ces données, selon les modalités ci-dessus.

## 10. - CONTESTATION ET LITIGES

Toute contestation qui n'aurait pas été réglée à l'amiable sera soumise à la loi française et portée devant le Tribunal de Commerce de Paris.

EFE CURSUS - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS  
Tél. : 01 44 09 25 08 / Fax : 01 44 09 22 22 / E-mail : [efe@efe.fr](mailto:efe@efe.fr)  
Site : <http://www.efe.fr>

\*Vous acceptez les conditions particulières qui figurent sur le site <http://www.efe.fr>

également à souscrire et maintenir une assurance responsabilité civile désignant également comme assurée la Société pour tous les agissements préjudiciables aux tiers qui auraient été causés par le Client et contenant une clause de renonciation à recours de telle sorte que la Société ne puisse être recherchée ou inquiétée.

- En cas de responsabilité engagée de la Société envers le Client, la Société devra rembourser au Client le montant payé par le Client au titre de la prestation fournie.
- En aucun cas, la responsabilité de la Société ne pourrait être engagée au titre de dommages indirects tels que pertes de données, de fichiers, perte d'exploitation, préjudice commercial, manque à gagner ou atteinte à l'image et à la réputation.
- Dans tous les cas, la responsabilité de la Société est exclue en cas de force majeure.

## 7. CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Le Client ne peut utiliser les propositions, travaux, études et concepts, méthodes et outils de la Société que pour les fins stipulées à la commande.
- La Société détient seule les droits intellectuels afférents aux formations qu'elle dispense, de sorte que la totalité des supports pédagogiques, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, orale...) utilisés dans le cadre de la commande, demeure sa propriété exclusive.
- Le Client s'interdit d'utiliser, reproduire, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, d'adapter, de modifier, de traduire, de représenter, de commercialiser ou de diffuser à des membres de son personnel non Clients aux formations de la Société ou à des tiers les supports de cours ou autres ressources pédagogiques mis à sa disposition sans l'autorisation expresse et écrite de la Société ou de ses ayants droit.
- Les parties s'engagent à garder confidentiels les informations et documents de nature économique, technique ou commerciale concernant l'autre partie, auxquels elles pourraient avoir accès au cours de l'exécution du contrat.

## 8. - INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

- Conformément à l'article 6 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, la Société met en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité la gestion des inscriptions. Les informations qui vous sont demandées sont nécessaires au traitement de votre inscription et sont destinées aux services de la Société. Vous pouvez accéder à ces informations et en demander la rectification auprès de la Société, via une demande en ligne ([correctionbdd@efe.fr](mailto:correctionbdd@efe.fr)) ou par courrier à : EFE CURSUS - 35 Rue du Louvre - 75002 Paris - France en indiquant vos nom, prénom et adresse.
- Nos adresses peuvent faire l'objet d'un échange, d'une cession ou d'une location à d'autres Sociétés à des fins de prospection commerciale. Vous pouvez vous opposer à la transmission de ces données, selon les modalités ci-dessus.

EFE CURSUS - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS  
Tél. : 01 44 09 25 08 / Fax : 01 44 09 22 22 / E-mail : [efe@efe.fr](mailto:efe@efe.fr)  
Site : <http://www.efe.fr>

\*Vous acceptez les conditions particulières qui figurent sur le site <http://www.efe.fr>



EFE CURSUS - 35 rue du Louvre - 75002 PARIS

Tél. : 01 44 09 25 08 - Fax : 01 44 09 22 22

E-mail : [efe@efe.fr](mailto:efe@efe.fr) - Site : <http://www.efe.fr>

\*Vous acceptez les conditions particulières qui figurent sur le site <http://www.efe.fr>



# LES **MARQUES EXPERTES** D'ABILWAYS



- Marketing stratégique et opérationnel
  - Marketing digital
  - Business development
  - Brand image
  - Commercial
  - Management
  - Efficacité professionnelle
- [www.ism.fr](http://www.ism.fr)



- Journalisme
  - TV - Radio - Presse écrite
  - Communication d'entreprise
  - Relations presse
  - Expression orale et écrite
  - Communication visuelle
  - Web et multimédia
  - Leadership
- [www.cfpj.com](http://www.cfpj.com)



- FORMATION
- Marchés publics
  - Achats publics
  - Finances publiques
- [www.acpformation.fr](http://www.acpformation.fr)



- Management
  - Développement personnel
  - RH - Droit social
  - Droit des affaires
  - Fiscalité - Comptabilité
  - Banque - Assurance
  - Finance - Gestion
  - Immobilier
  - Environnement - Énergie
  - Secteur public et ses partenaires
- [www.efe.fr](http://www.efe.fr)

## **ABILWAYS** **1<sup>ER</sup> GROUPE MULTISPÉCIALISTE DE LA FORMATION CONTINUE**



- Relation client à distance
  - Relation client digitale
  - Développement des compétences
  - Management de proximité
  - Satisfaction client
  - Optimisation de l'expérience client
- [www.idcc.fr](http://www.idcc.fr)



- Design & création graphique
  - Technologies web
  - Production digitale
  - Applis mobiles
  - PAO
  - Photo - Vidéo
  - 3D
- [www.pyramyd.fr](http://www.pyramyd.fr)

### **ABILWAYS DIGITAL**

- My digital company
- Trends & innovations
- Management & gouvernance
- Marketing & communication digitale
- Webdesign
- Production web & programmation
- Risques numériques

**ABILWAYS DIGITAL est aussi un laboratoire, un espace de cocréation et d'innovation. Découvrez notre catalogue et notre magazine sur [www.abilways-digital.com](http://www.abilways-digital.com)**

### **ABILWAYS DIGITAL PLACE**

- Conception de parcours blended ou 100 % distanciels
  - Dispositifs de learning pour vos collaborateurs, vos clients, vos produits
  - Modules scénarisés, vidéos, gamification
  - Mobile learning
  - Social learning et espaces collaboratifs
- [www.abilways-digital-place.com](http://www.abilways-digital-place.com)



EFE  
35, RUE DU LOUVRE  
75002 PARIS  
TÉL : 01 44 09 24 24

# OSEZ L'AVENIR

POUR TOUT RENSEIGNEMENT OU PROJET FORMATION  
TÉL. : 01 44 09 25 08 - E-MAIL : INFOCLIENT@EFE.FR

EFE EST UNE MARQUE DU GROUPE  
**ABILWAYS** 

